



**HAL**  
open science

## Le paradoxe énergétique américain

Béatrice Mandon

► **To cite this version:**

Béatrice Mandon. Le paradoxe énergétique américain. Linguistique. Université d'Angers, 2020. Français. NNT: 2020ANGE0036 . tel-03421538

**HAL Id: tel-03421538**

**<https://theses.hal.science/tel-03421538>**

Submitted on 9 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Thèse de doctorat de

# L'UNIVERSITE D'ANGERS

ECOLE DOCTORALE N° 595

*Arts, Lettres, Langues*

Par

**Béatrice MANDON**

**« Le Paradoxe énergétique américain »**

Thèse présentée et soutenue à Angers, le 18 décembre 2020

Unité de recherche : UPRES EA 7457

Thèse N° :

## Rapporteurs avant soutenance :

Olivier FRAYSSE - Professeur des Universités, Paris-Sorbonne

Jean-Daniel COLLOMB - Professeur des Universités, Université Grenoble Alpes

## Composition du Jury :

Mokhtar BEN BARKA – Professeur des Universités, Université de Valenciennes

Jean-Daniel COLLOMB - Professeur des Universités, Université Grenoble Alpes

Yves FIGUEIREDO - Maître de conférences, Paris-Sorbonne

Olivier FRAYSSE - Professeur des Universités, Paris-Sorbonne

Directrice de thèse

Gelareh DJAHANSOUZ-YVARD - Professeur de civilisation américaine, Université d'Angers







# REMERCIEMENTS

En tout premier lieu, je tiens tout particulièrement à remercier ma directrice de thèse, madame Djahansouz-Yvard, professeur de civilisation américaine à l'Université d'Angers. Sa disponibilité, ses précieux conseils et ses encouragements sans faille m'ont été d'une aide inestimable pour l'élaboration et la rédaction de ma thèse.

Je remercie également madame Pinto-Mathieu, directrice du laboratoire de recherches CIRPALL ainsi que monsieur Vernadakis, directeur adjoint ainsi que tous les membres du laboratoire qui m'ont permis de concrétiser ce projet.

Je voudrais remercier madame Hermetet, professeur de Littérature comparée à l'Université d'Angers pour ces retours toujours très constructifs qui m'ont poussé à devenir plus rigoureuse.

J'exprime ma gratitude à monsieur Simons, professeur d'Histoire à l'Université de Temple à Philadelphie pour m'avoir conseillée à de nombreuses reprises au cours de ces années de thèse.

Je tiens à remercier monsieur Ben Barka, professeur de civilisation américaine à l'Université de Valenciennes, monsieur Collomb, professeur de civilisation américaine à l'Université Grenoble Alpes, monsieur Figueiredo, maître de conférences en civilisation américaine à Paris-Sorbonne ainsi que monsieur Frayssé, professeur de civilisation américaine à Paris-Sorbonne pour l'honneur qu'ils me font d'être membres de mon jury de thèse.

Je souhaiterais exprimer ma gratitude envers l'entreprise dans laquelle je suis salariée. J'ai eu la chance d'avoir des supérieurs compréhensifs et arrangeants, qui à leur façon, m'ont permis d'aller au bout de ce projet.

Je remercie ma mère pour ses encouragements et son soutien sans faille. En dépit de la distance géographique, elle a toujours été présente dans mes moments de doute. Je tiens à lui dire toute ma reconnaissance. Elle m'a toujours accompagnée et encouragée dans ma scolarité et dans ma vie. Sans elle, je n'aurais pas pu aller au bout de cette aventure.

Je voudrais également remercier ma famille qui m'a soutenue, aidée et supportée pendant toutes ces années. Séverine, je te remercie du temps que tu as consacré à la relecture de mon travail. Judith, tu as été un soutien de taille pour moi. Je suis reconnaissante du temps et de l'aide que tu m'as apportée pendant ma thèse. Mille mercis à tous mes proches, votre soutien est un facteur non quantifiable qui m'a donné le courage d'aller au bout de ma thèse.

En tout dernier lieu, j'ai une pensée pour mon père et mon grand-père, qui ne sont plus là, mais qui ont été une force morale pour moi durant cette période.

# ACRONYMES

ACE	<i>Affordable Clean Energy Rule</i>	
ACES	American Clean Energy and Security Act	
BLM	Bureau of Land Management	
BLS	Bureau of Labor Statistics	Bureau des statistiques du travail américain
BTC	Bakou-Tbilissi-Ceyhan	
Btu	British Thermal Unit	
C2ES	Center for Climate and Energy Solution	
CAA	Clean Air Act	
CAP	Climate Action Plan	
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques	
CPP	Clean Power Plan	
CEA	Council of Economic Advisers	Conseil économique du président
CEQ	Council on Environmental Quality	Conseil sur la qualité de l'environnement
CO <sub>2</sub>	Dioxyde de carbone	
COP	Conférence des Parties	
DEP	Department of Environmental Protection of Pennsylvania	Département de la protection de l'environnement de Pennsylvanie
DOE	U.S. Department of Energy	Ministère de l'Énergie
DOI	U.S. Department of the Interior	Ministère de l'Aménagement du territoire
DOT	U.S. Department of Transportation	Ministère des Transports
EIA	U.S. Energy Information Administration	Agence américaine d'information sur l'énergie
EO	Executive Order	Décret présidentiel
EPA	U.S. Environmental Protection Agency	Agence américaine de protection de l'environnement
GES	Gaz à effet de serre	



GIEC	Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat	
GNL	Gaz naturel liquéfié	
GOP	Grand Old Party	Parti républicain
GW	Giga Watt	
HFC	Hydrofluorocarbures	
ICLEI	International Council for Local Environmental Initiatives	
IEA	International Energy Agency	Agence internationale de l'énergie
KXL	Keystone XL	
MGGRA	Midwestern Greenhouse Gas Reduction Accord	
mpg	Miles per gallon	
MIT	Massachussetts Institute of Technology	
Mt	Millions de tonnes	
Mtep	Million de tonnes équivalent pétrole	
MW	Mega Watt	
NEPA	National Environmental Policy Act	
NSC	National Security Council	Conseil de Sécurité National
OCDE	Organisation De Coopération Et De Développement Economique	
OIRA	Office of Information and Regulatory Affairs	Bureau des Affaires de l'Information et des Réglementations
OMB	Office of Management and Budget	Bureau de la gestion et du budget
ONU	Organisation des Nations unies	
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole	
OPEP +	Organisation des pays exportateurs de pétrole élargie à d'autres pays.	
OSTP	Office of Science and Technology Policy	
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement	

RGGI	Regional Greenhouse Gas Initiative
RPS	Renewable Portfolio Standards
tep	Tonnes équivalent pétrole
UCS	Union of concerned scientists
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
USCM	U.S. Conference of Mayors
WCI	Western Climate Initiative



# TABLE DES TABLEAUX ET ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Consommation des énergies aux États-Unis de 1775 à 2009 .....	40
Figure 2 : Fabrication de la Ford T.....	55
Figure 3 : Photo du président Richard Nixon visitant Ledbetter Park à Santa Barbara suite à la marée noire, le 21 mars 1969. ....	66
Figure 4 : Rassemblement anti-nucléaire à Harrisburg le 9 avril 1979, suite à l'accident de Three Mile Island.....	81
Figure 5 : Photo des garde-côtes américains qui tentent d'endiguer l'incendie après l'explosion de la plateforme pétrolière Deepwater Horizon en avril 2010.....	96
Figure 6 : Nombre de lobbyistes et sommes versées pour le lobbying dans le secteur des ressources naturelles et de l'énergie aux États-Unis entre 1998 et 2020.....	207
Figure 7 : Production d'énergie aux États-Unis entre 1950 et 2018.....	280
Figure 8 : Manifestation d'Américains contre la construction de l'oléoduc Keystone KL.....	287
Figure 9 : Sondage sur la préférence des Américains pour l'économie ou l'environnement entre 1985 et 2019.....	290
Figure 10 : Projet de vente des terres fédérales envisagé par l'administration Trump au profit de l'extraction d'hydrocarbures sur le plateau continental américain de 2019 à 2024.....	316
Figure 11 : État d'avancement des terminaux méthaniers américains destinés à l'exportation de GNL en septembre 2019 .....	326
Figure 12 : Manifestation à Washington D.C. d'Américains opposés à la sortie des États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat en 2017.....	336
Figure 14 : Carte présentant le tracé de certains oléoducs en Europe .....	390
Figure 15 : Carte des RPS dans les États américains .....	419
Figure 16 : Carte des gisements de schistes dans les États continentaux américains.....	473
Figure 17 : Carte des puits d'hydrocarbure dans les gisements de Marcellus et Utica/ Point Pleasant en avril 2017.....	475
Figure 18 : Modélisation de l'extraction du gaz de schiste.....	494
Figure 19 : Portrait-robot d'un électeur pennsylvanien favorable à l'interdiction du fracking ....	515
Figure 20 : Portrait-robot d'un électeur pennsylvanien défavorable à l'interdiction du fracking	515



# SOMMAIRE

<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>5</b>
<b>ACRONYMES .....</b>	<b>7</b>
<b>TABLE DES TABLEAUX ET ILLUSTRATIONS .....</b>	<b>11</b>
<b>SOMMAIRE.....</b>	<b>13</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>23</b>
<b>PARTIE 1 Énergie, environnement et climat : contexte et acteurs du passage d'un consensus à un antagonisme sur ces questions.....</b>	<b>35</b>
<b>1. L'abondance des ressources naturelles et le mode de vie américain.....</b>	<b>37</b>
<b>1.1. Richesse du territoire et rêve américain .....</b>	<b>37</b>
1.1.1. Des ressources naturelles foisonnantes .....	37
1.1.2. De l'exploitation des ressources à la révolution industrielle .....	38
<b>1.2. Naissance des tensions autour de la question de la nature et de ses ressources .....</b>	<b>41</b>
1.2.1. Des perceptions différentes de la nature sauvage et de ses ressources.....	41
1.2.2. La patrimonialisation de la nature sauvage et l'identité américaine.....	43
<b>1.3. La gestion de l'environnement et de ses ressources .....</b>	<b>47</b>
1.3.1. Les premiers parcs nationaux.....	47
1.3.2. La gestion raisonnée des ressources de la nature sauvage .....	48
<b>1.4. Le mode de vie américain.....</b>	<b>53</b>
1.4.1. Naissance et diffusion d'un mode de vie autour de l'abondance.....	53
1.4.2. Ressources énergétiques et mode de vie américain .....	56
<b>1.5. Remise en question du mode de vie américain.....</b>	<b>59</b>
1.5.1. La consommation effrénée des ressources naturelles .....	59
1.5.2. Le tournant des années 1970.....	60

<b>2. Émergence simultanée des enjeux environnementaux et énergétiques et (re)connaissance de l'opinion publique.....</b>	<b>63</b>
<b>2.1. Ressources énergétiques, catastrophes et émergence du mouvement environnemental moderne .....</b>	<b>63</b>
2.1.1. Le rôle des catastrophes naturelles dans la naissance du mouvement environnemental moderne .....	63
2.1.2. Médiatisation et prise de conscience populaire .....	64
<b>2.2. Opinion publique et enjeux énergétiques au cours des années 1970 .....</b>	<b>69</b>
2.2.1. Le premier <i>Earth day</i> .....	69
2.2.2. Ancrage des questions énergétiques et environnementales dans l'opinion publique au cours des années 1970 .....	71
<b>2.3. Redéfinition du mouvement de protection de la nature : de la protection de la nature à la protection de l'environnement.....</b>	<b>75</b>
2.3.1. Le mouvement de conservation .....	75
2.3.2. Le mouvement environnemental moderne.....	77
<b>2.4. Âge d'or du mouvement environnemental et organisations énergétiques .....</b>	<b>79</b>
2.4.1. La consolidation du mouvement environnemental .....	79
2.4.2. Émergence d'organisations énergétiques.....	80
<b>2.5. Ancrage et institutionnalisation des enjeux environnementaux et énergétiques.....</b>	<b>83</b>
2.5.1. Ancrage politique.....	83
2.5.2. La reconnaissance politique de l'interdépendance des enjeux énergétiques et environnementaux	85
<b>3. Médias et environnement.....</b>	<b>91</b>
<b>3.1. Développement des questions environnementales dans les médias .....</b>	<b>91</b>
3.1.1. Médias et environnement avant les années 1970.....	91
3.1.2. Médias de masse Environnement.....	92
<b>3.2. L'environnement, un sujet adapté aux médias ? .....</b>	<b>95</b>
3.2.1. Des images accrocheuses .....	95

3.2.2. Médiatisation sans sensibilisation.....	97
3.2.3. Des thèmes repris par l'industrie du divertissement.....	99
<b>3.3. Intégration de la question environnementale à l'agenda médiatique.....</b>	<b>103</b>
3.3.1. Intermittence de la couverture médiatique de cet enjeu et conséquences.....	103
3.3.2. L'environnement et l'agenda médiatique.....	104
<b>3.4. Les médias peuvent-ils être des vecteurs du changement ?.....</b>	<b>107</b>
3.4.1. Influence, discours double et méfiance.....	107
3.4.2. Enjeux environnementaux et climatiques dans les nouveaux médias.....	109
<b>4. Naissance des politiques énergétiques dans les années 1970 : le fruit des crises énergétiques et des enjeux environnementaux .....</b>	<b>113</b>
<b>4.1. Nixon : émergence des préoccupations environnementales et la crise pétrolière de 1973 .....</b>	<b>113</b>
4.1.1. Nixon et l'environnement.....	113
4.1.2. Nixon et l'urgence énergétique.....	115
4.1.3. Nixon et le premier choc pétrolier.....	116
<b>4.2. Ford : un mandat marqué par la question énergétique.....</b>	<b>121</b>
4.2.1. À la Recherche de l'auto-suffisance énergétique.....	121
4.2.2. L'énergie consacrée comme enjeu de sécurité nationale.....	122
<b>4.3. Carter, un mandat très marqué par la question de l'énergie.....</b>	<b>125</b>
4.3.1. Les enjeux environnementaux demeurent.....	125
4.3.2. L'énergie : la priorité nationale.....	126
4.3.3. Les évènements de 1979 et la politique énergétique.....	129
4.3.4. La doctrine Carter.....	132
<b>4.4. Reagan : dérèglementation environnementale et libéralisme économique.....</b>	<b>134</b>
4.4.1. Priorisation de l'économie.....	134
4.4.2. La stratégie administrative de Reagan.....	135
4.4.3. Incompatibilité des questions énergétiques et environnementales.....	140



4.4.4. Dérèglementations et rôle réduit du gouvernement fédéral dans le secteur énergétique .....	141
<b>5. Internationalisation des enjeux environnementaux.....</b>	<b>146</b>
5.1. De la décennie environnementale à l'ère énergie-climat. ....	146
5.1.1. Émergence de la question du climat .....	146
5.1.2. Climat et énergies .....	148
<b>5.2. Prise de conscience internationale des enjeux environnementaux sans les États-Unis ?</b>	<b>150</b>
5.2.1. Diverses influences pour une internationalisation de l'enjeu climatique .....	150
5.2.2. Naissance d'une coopération internationale .....	152
5.2.3. Du sommet de Rio à l'Accord de Paris sur le climat.....	154
<b>5.3. Les États-Unis : un leadership environnemental non assumé.....</b>	<b>160</b>
5.3.1. Un manque de leadership critiqué.....	160
5.3.2. Les États-Unis sont-ils un obstacle dans la coopération des nations sur la question du climat ? .....	162
5.3.3. L'ironie de la position américaine .....	165
<b>PARTIE 2 Comment expliquer l'inertie politique concernant les enjeux énergétiques, environnementaux et climatiques ? .....</b>	<b>173</b>
<b>1. Fragilité des politiques.....</b>	<b>175</b>
1.1. Politiques ou solutions à court terme ?.....	175
1.1.1. Des enjeux postérieurs à la Constitution .....	175
1.1.2. Obstacles structurels et culturels dans la mise en place de politiques fédérales.....	178
1.1.3. Polarisation politique .....	179
1.1.4. Cas de la <i>Roadless area conservation</i> .....	182
<b>1.2. Fragmentation du pouvoir et multiplication des acteurs .....</b>	<b>187</b>
1.2.1. Fragmentation du pouvoir et dispersion des compétences .....	187
1.2.2. Compétences des agences fédérales.....	190

1.2.3. Conséquences de la fragmentation du pouvoir sur les politiques fédérales.....	191
<b>1.3. Polarisation et inertie politique.....</b>	<b>193</b>
1.3.1. Croissance de la polarisation .....	193
1.3.2. Contre-mouvement conservateur et polarisation .....	196
<b>1.4. Groupes de pression et polarisation politique .....</b>	<b>203</b>
1.4.1. Lobbies et décideurs politiques : des liens étroits ?.....	203
1.4.2. Cycles politiques et financement des lobbies .....	205
1.4.3. <i>Lobbying</i> et polarisation politique .....	209
1.4.4. Impact du financement des campagnes électorales par les lobbies .....	212
<b>1.5. Environnement et énergie : des enjeux entremêlés.....</b>	<b>215</b>
1.5.1. La science a rendu ces enjeux indissociables par un lien de cause à effet.....	215
1.5.2. Caractère règlementaire des politiques énergétiques et environnementales.....	216
<b>2. Le Congrès américain et la politique environnementale .....</b>	<b>221</b>
<b>2.1. <i>Gridlock</i> et alternatives ? .....</b>	<b>221</b>
2.1.1. Émergence du <i>gridlock</i> au Congrès .....	221
2.1.2. <i>Gridlock</i> et alternatives .....	223
2.1.3. Autres causes du <i>Gridlock</i> .....	228
<b>2.2. Le congrès et l'environnement : séduction de l'opinion publique, pression des lobbies ou intérêts personnels ? .....</b>	<b>231</b>
2.2.1. Séduire l'opinion publique pour être réélu .....	231
2.2.2. Défection des élus à leurs promesses de campagne.....	235
2.2.3. Les revendications des lobbies sont -elles privilégiées par rapport aux attentes populaires ?.....	237
<b>3. Le pouvoir exécutif.....</b>	<b>239</b>
<b>3.1. L'exécutif un pouvoir puissant mais contrôlé.....</b>	<b>239</b>
3.1.1. Pouvoirs de l'exécutif .....	239
3.1.2. Rôles du président pour gérer les enjeux énergétiques, climatiques et environnementaux .....	240

<b>3.2. La présidence administrative .....</b>	<b>249</b>
3.2.1. La stratégie administrative .....	249
3.2.2. Éléments de la stratégie administrative .....	250
<b>3.3. Outils spécifiques du pouvoir présidentiel .....</b>	<b>253</b>
3.3.1. Pouvoir de nomination .....	253
3.3.2. Décrets présidentiels .....	256
3.3.3. <i>Regulatory review</i> .....	258
<b>4. Cas de la présidence de Barack Obama (2008-2016).....</b>	<b>261</b>
<b>4.1. Premier mandat d’Obama : entre espoirs, ambitions et <i>gridlock</i>.....</b>	<b>261</b>
4.1.1. Programme ambitieux pour une équipe expérimentée .....	261
4.1.2. Grande Récession.....	264
4.1.3. Peu de lois et quelques succès grâce aux outils présidentiels.....	266
4.1.4. Un agenda contrarié par le mécontentement de l’opinion publique et la polarisation politique .....	269
<b>4.2. Deuxième mandat d’Obama : vers une stratégie plus agressive.....</b>	<b>273</b>
4.2.1. Nouvelle équipe et nouveau contexte .....	273
4.2.2. Obama et la stratégie administrative .....	275
4.2.3. Révolution énergétique des États-Unis.....	278
4.2.4. Un <i>Climate Action Plan</i> fédéral.....	281
4.2.5. Regain de leadership climatique international ? .....	283
4.2.6. Cas de <i>Keystone XL</i> .....	284
<b>4.3. Bilan de Barack Obama.....</b>	<b>289</b>
4.3.1. La question de l’économie .....	289
4.3.2. La question de la sécurité nationale .....	292
4.3.3. La question du <i>gridlock</i> .....	294
4.3.4. La question de la réhabilitation de la science du climat .....	297
4.3.5. Le premier président du climat ? .....	300

4.3.6. Ironie et paradoxes de l'héritage d'Obama .....	302
<b>5. Donald Trump, ou la stratégie de la « dominance énergétique ».....</b>	<b>305</b>
<b>5.1. Politique de <i>rollback</i> et nouvelle stratégie énergétique .....</b>	<b>305</b>
5.1.1. Nouvel agenda énergétique pour le pays .....	305
5.1.2. Scott Pruitt à l'EPA.....	307
5.1.3. Rick Perry au ministère de l'Énergie .....	311
5.1.4. Ryan Zinke au ministère de l'Aménagement du territoire.....	313
5.1.5. Gestion atypique de l'administration .....	317
<b>5.2. Doctrine de la dominance énergétique ou l'énergie comme arme diplomatique. ....</b>	<b>321</b>
5.2.1. Trump ou la nouvelle politique de l'énergie.....	321
5.2.2. Énergie et expansion de la puissance américaine .....	323
5.2.3. L'énergie, une arme diplomatique ? .....	326
5.2.3. Dimension militaire de l'énergie dans la stratégie de Trump .....	328
<b>5.3. Nouvelle diplomatie américaine de l'énergie .....</b>	<b>333</b>
5.3.1. Sortie des États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat .....	333
5.3.2. Guerre commerciale sino-américaine et la question de l'énergie.....	337
5.3.3. Accord de Vienne sur le nucléaire iranien.....	340
<b>PARTIE 3 Les énergies : enjeu du 21<sup>ème</sup> siècle. Quelle place pour les États-</b>	
<b>Unis ? .....</b>	<b>347</b>
<b>1. Situation énergétique actuelle : les États-Unis et le monde .....</b>	<b>349</b>
<b>1.1. Énergies dans le monde : bilan et enjeux .....</b>	<b>349</b>
1.1.1. État des lieux des ressources dans le mix énergétique mondial.....	349
1.1.2. Pétrole .....	353
1.1.3. Gaz naturel.....	355
1.1.4. Charbon.....	358
1.1.5. Nucléaire .....	359
1.1.6. Énergies renouvelables .....	361

1.1.7. Bilan et perspectives .....	364
<b>1.2. Alliances, tensions, pouvoir et sécurité : les États-Unis et les puissances énergétiques</b> .....	<b>367</b>
1.2.1. Énergies, pouvoir et diplomatie .....	367
1.2.2. Rôle du pétrole dans les relations diplomatiques des États-Unis avec les puissances productrices de pétrole.....	370
1.2.3. Gaz naturel et diplomatie américaine .....	377
<b>1.3. Complexification de la géopolitique des énergies. Quelle place pour les États-Unis dans ce nouvel ordre mondial ? .....</b>	<b>381</b>
1.3.1. Nouveau statut, nouveaux enjeux pour les États-Unis.....	381
1.3.2. Le nouveau « Grand Jeu » .....	382
1.3.2. Renaissance énergétique américaine grâce aux hydrocarbures de schiste.....	394
1.3.3. Remodelage de l'ordre mondial par le prisme de l'énergie .....	396
1.3.4. Complexification de la géopolitique des énergies ? .....	399
1.3.5. « Dominance énergétique » américaine sur les énergies d'hier est-elle suffisante pour exister en tant que puissance énergétique dans le monde de demain ? .....	404
<b>2. Énergie et climat à l'échelle internationale : vers des solutions alternatives ?.....</b>	<b>407</b>
<b>2.1. Traitement des enjeux énergétiques et climatiques par les États fédérés.....</b>	<b>407</b>
2.1.1. États fédérés et inaction du gouvernement fédéral .....	407
2.1.2. Divers degrés d'engagement pour les États fédérés : le cas des <i>Renewable Portfolio Standards</i> .....	415
2.1.3. Divers degrés d'engagement pour les États : les cas des coopérations régionales .....	422
2.1.4. Leadership et limites des initiatives des États fédérés .....	426
<b>2.2. Les villes américaines.....</b>	<b>434</b>
2.2.1. Vulnérabilité et engagement des villes .....	434
2.2.2. Des villes divisées sur le développement d'une politique climatique locale.....	438
2.2.3. Création de réseaux de villes .....	442

2.2.4. Portland dans l’Oregon .....	450
2.2.5. Austin au Texas.....	456
2.2.6. Boulder dans le Colorado.....	459
2.2.7. Analyse et bilan de ces trois villes .....	460
2.2.8. Bilan des villes américaines.....	461
<b>3. Schistes de Marcellus : miracle ou désastre pour la Pennsylvanie ? ....</b>	<b>464</b>
<b>3.1. La Pennsylvanie : du charbon au gaz naturel .....</b>	<b>464</b>
3.1.1. Richesse de l’État.....	464
3.1.2. <i>Manufacturing Belt</i> et <i>Rust Belt</i> .....	466
3.1.3. Reconversion et nouvelles opportunités .....	467
<b>3.2. Le gisement de Marcellus, une aubaine ? .....</b>	<b>472</b>
3.2.1. Essor du gaz de schiste grâce à la fracturation hydraulique .....	472
3.2.2. Les retombées positives de l’essor du gaz de schiste .....	477
3.2.3. Le <i>leasing</i> , une source de revenus pour les propriétaires .....	481
3.2.4. L’opinion public pennsylvanienne est divisée sur la question du fracking .....	483
<b>3.3. Le Gisement de Marcellus, enjeux politiques et obstacles juridiques.....</b>	<b>488</b>
3.3.1. Divergence de points de vue sur le <i>fracking</i> .....	488
3.3.2. Le <i>fracking</i> et la question de la qualité de l’air.....	489
3.3.3. La <i>fracking</i> remis et enjeux sanitaires .....	491
3.3.4. Règlementation du <i>fracking</i> à l’échelle fédérale .....	496
3.3.5. Règlementation du <i>fracking</i> à l’échelle infranationale .....	497
3.3.6. Le <i>fracking</i> en Pennsylvanie.....	500
<b>3.4. Fin du consensus politique et populaire sur le fracking en Pennsylvanie ? .....</b>	<b>505</b>
3.4.1. Tom Wolf, un gouverneur plus modéré ?.....	505
3.4.2. Les élections présidentielles de 2020 et la question de l’énergie .....	508
3.4.3. Témoignages, documentation et méfiance à l’égard des institutions. Le <i>fracking</i> a-t-il engendré une nouvelle forme d’activisme ? .....	518

<b>CONCLUSION.....</b>	<b>525</b>
<b>LEXIQUE .....</b>	<b>541</b>
<b>TABLE DES ANNEXES.....</b>	<b>551</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>589</b>
<b>INDEX .....</b>	<b>636</b>

# INTRODUCTION

Indispensables pour les activités basiques du quotidien, le transport ou encore l'activité économique d'un pays, les ressources énergétiques sont présentes dans la quasi-totalité des activités humaines. Cette omniprésence de l'énergie est justement ce qui en fait un enjeu de premier plan pour toutes les nations. Qu'il s'agisse de s'élever, se développer, ou bien prospérer, l'accès aux ressources énergétiques est une condition *sine qua non* pour chaque pays ayant ces objectifs. Les États-Unis n'en sont pas exemptés. Les ressources énergétiques ont joué un rôle crucial dans le développement de cette jeune nation, il y a plus de deux siècles de cela, jusqu'à devenir la plus grande puissance mondiale au 20<sup>ème</sup> siècle. Les premiers colons ont su profiter d'un continent richement doté en ressources naturelles et minéraux pour propulser la nation parmi les plus grandes à l'échelle mondiale.

L'histoire de la civilisation américaine est en somme, profondément liée à la façon dont elle a su tirer profit de l'abondance des ressources naturelles du continent. Elles sont une composante majeure de la prospérité et de la puissance du pays. À cet égard, la question des ressources énergétiques est depuis de nombreuses décennies au cœur des politiques publiques américaines puisqu'elles sont, de fait, au cœur du développement économique du pays. Cependant, il convient de noter que cela n'a pas toujours été le cas. Les premiers colons installés sur le continent américain ne se souciaient guère de la gestion de ces ressources en comparaison à aujourd'hui. Pourtant, au 17<sup>ème</sup> siècle, tout comme aujourd'hui, les ressources énergétiques étaient déjà indispensables aux Américains.

La question de la gestion des ressources naturelles apparaît dans les politiques publiques dès le 19<sup>ème</sup> siècle. La déplétion des ressources<sup>1</sup>, la destruction de la nature, la croissance démographique, l'avancée de la technologie et de la science comptent parmi les phénomènes qui conduisent dès lors les pouvoirs publics à s'intéresser aux ressources naturelles. En effet, tout d'abord sous l'égide de Gifford Pinchot qui impulse le mouvement de conservation et la notion de gestion rationnelle et planifiée des ressources, l'État fédéral commence à administrer d'une certaine façon les questions énergétiques. Au 19<sup>ème</sup> siècle, alors que le bois et le charbon sont les énergies dominantes, certaines voix commencent à s'élever pour dénoncer les dommages causés à la nature au profit du développement de la civilisation. Destruction des forêts par l'industrie du bois, destruction des habitats naturels pour exploiter le charbon, recul de la vie sauvage face à la croissance démographique, premiers signes de pollution dans des villes en pleine expansion, il s'agit là

---

<sup>1</sup> Voir lexique.



d'exemples des symptômes avancés pour décrier une civilisation grandissante et avide de ces ressources qu'elle pense intarissables comme le souligne Stewart Lee Udall, ministre de l'Aménagement du Territoire sous la présidence de John Fitzgerald Kennedy.

*It was the intoxicating profusion of the American continent which induced a state of mind that made waste and plunder inevitable. A temperate continent, rich in soils and minerals and forests and wildlife, enticed men to think in terms of infinity rather than facts, and produced an overriding fallacy that was nearly our undoing- the Myth of Superabundance<sup>2</sup>.*

En dépit d'un début d'intérêt populaire et politique pour la protection de la nature et des conséquences de l'exploitation des ressources naturelles, la fin du 19<sup>ème</sup> siècle tout comme la première moitié du 20<sup>ème</sup> sont fortement dominées par une tendance à l'exploitation de ces ressources. La première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle vient consacrer les énergies fossiles<sup>3</sup>, à commencer par le pétrole qui supplante rapidement le charbon dès le milieu du siècle comme ressource la plus consommée aux États-Unis. Il s'agit d'ailleurs d'une période charnière dans l'histoire de l'exploitation du pétrole. En effet, à partir de la Première Guerre mondiale, le pétrole devient une « arme stratégique » puisque l'effort de guerre est soutenu par les véhicules motorisés. Le pétrole et ses dérivés connaissent une forte demande et jouent un rôle majeur une fois de plus pendant la Seconde Guerre mondiale. L'accès au pétrole et son transport constituaient d'ailleurs des enjeux logistiques de taille puisque les avions, vaisseaux ou véhicules militaires nécessitaient d'être alimentés en pétrole. L'or noir devient dès lors un symbole de puissance militaire et politique<sup>4</sup> pour les nations, ce qui lui confère une tout autre dimension. Il devient synonyme de pouvoir. Les ressources énergétiques qui étaient déjà associées aux notions de développement économique, sont désormais liées aux enjeux militaires, politiques voire géopolitiques dès 1945 via le pétrole ou l'énergie nucléaire, des ressources qui assurent un avantage stratégique à l'échelle mondiale.

L'accès aux énergies a surtout joué un rôle moteur dans la transformation du mode de vie américain au cours du 20<sup>ème</sup> siècle. En effet, les révolutions industrielles, l'avènement de l'électricité, ou des voitures, sont autant de transformations majeures alimentées par les énergies et qui impactent durablement la société. Ces changements ont non seulement contribué à engendrer le mode de vie américain d'après-guerre mais ils ont participé à faire des États-Unis la première puissance économique et militaire mondiale.

---

<sup>2</sup> Stewart L. Udall, *The Quiet Crisis*, Discus books (USA: Avon books, 1963) 66.

<sup>3</sup> Voir lexique.

<sup>4</sup> Daniel Clément et Pierre Papon, *Vers une énergie durable?*, Le collège 5 (Paris: Le Pommier [u.a.], 2010) 128.

La perception de l'énergie évolue suite aux crises pétrolières des années 1970 qui constituent un tournant majeur pour la question de la gestion des énergies aux États-Unis. Les Américains, bercés par le mythe de la surabondance<sup>5</sup>, ont longtemps perçu ces ressources comme intarissables. Ils découvrent brutalement leur vulnérabilité en tant que nation dépendante au pétrole, énergie dominante dans leur bouquet énergétique, avec les deux crises énergétiques de 1973 et 1979. Ces deux chocs pétroliers mettent les Américains face à leur consommation de pétrole croissante, leur incapacité à produire suffisamment sur le territoire national pour répondre à leurs besoins grandissants et leur dépendance aux exportations issues des pays affiliés à l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole<sup>6</sup> (OPEP) dont la stabilité politique est fragile. La première crise pétrolière survient suite à la Guerre du Kippour en 1973. Plusieurs conséquences en découlent : les prix du pétrole explosent, un embargo est aussi décrété sur les puissances soutenant Israël, ce qui est le cas des États-Unis. Les Américains qui importent 35% de leurs besoins pétroliers en 1973<sup>7</sup> sont alors confrontés à la nécessité de freiner leur consommation, mais également aux prix excessifs, à la pénurie de pétrole et d'essence dans les pompes. La fuite du Shah, la révolution iranienne, la guerre entre l'Irak et l'Iran sont les trois éléments d'instabilité politique dans la zone du Golfe en 1979 qui conduisent au deuxième choc pétrolier. Une fois de plus les prix flambent, les ruptures d'approvisionnement<sup>8</sup> en pétrole impactent l'économie américaine qui prend conscience de son degré de dépendance au pétrole.

Ces crises pétrolières sont des éléments déclencheurs qui poussent le gouvernement américain à repenser et administrer la question des énergies. La surconsommation d'énergie, la nécessité de diversifier rapidement les sources d'approvisionnement, la dépendance énergétique, sont autant de raisons qui impliquent de trouver des solutions pour préserver la prospérité du modèle américain et la sécurité nationale. Lors d'un discours télévisé en 1977, face à l'urgence de la situation, pour la première fois dans l'histoire du pays, un président américain interpelle la nation sur la viabilité de son modèle. Jimmy Carter s'adresse directement au peuple américain sur ce qu'il considère être le « *plus grand défi qu'ils affronteront durant leur vie* » en dehors de celui d'éviter la guerre<sup>9</sup>. Le deuxième choc pétrolier pousse Carter à renforcer ses positions. Compte tenu des enjeux, il assimile même la question de l'énergie à celle d'une guerre qu'il convient de gagner en 1979. « *We have the natural resources. We have more oil in our shale alone than several Saudi Arabias. We have more*

---

<sup>5</sup> Voir lexique.

<sup>6</sup> Organisation des pays exportateurs de pétrole. L'OPEP est créée en 1960, afin que les pays producteurs de pétrole puissent retrouver la souveraineté sur les ressources contenues dans leurs sous-sols, qui étaient jusque-là, sous le contrôle des grandes firmes pétrolières majoritairement anglo-saxonnes ; les *majors*.

<sup>7</sup> Ludovic Mons, *Les Enjeux de l'énergie: pétrole, nucléaire, et après?* ([Paris]: Larousse, 2011) 58.

<sup>8</sup> Voir lexique.

<sup>9</sup> Jimmy Carter, « Address to the Nation on Energy », 18 avr. 1977, en ligne, Internet, 17 avr. 2017. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-nation-energy>.

*coal than any nation on Earth. We have the world's highest level of technology. We have the most skilled work force, with innovative genius, and I firmly believe that we have the national will to win this war*<sup>10</sup> ».

Secteur historiquement géré par le marché, le gouvernement n'interférait guère dans le domaine de l'énergie avant les crises des années 1970. L'énergie a longtemps été perçue par les divers acteurs de la société uniquement à travers le prisme de la production et de la consommation. Cette vision évolue pourtant d'une part en réaction aux crises pétrolières mais aussi face à l'avènement d'un mouvement environnemental de masse porteur de nouvelles valeurs sociétales au même moment.

L'interaction de ces événements au cours des années 1970 a créé un contexte qui a conduit à considérer la question énergétique désormais à la lumière des enjeux environnementaux. L'émergence des énergies renouvelables, moins polluantes, comme des alternatives potentielles pour encourager la production nationale et réduire ainsi la dépendance du pays sont un exemple. D'ailleurs après les crises énergétiques aucun président américain, qu'importe sa couleur politique, n'écartera l'alternative des énergies renouvelables en vue de favoriser la diversification des sources d'approvisionnement du pays. Autre exemple, le développement la filière nucléaire, a incontestablement été influencée par les nouvelles valeurs d'une frange de la société américaine surtout après l'accident de Three Mile Island en Pennsylvanie en 1979. Cette ressource, qui était perçue comme la solution phare pour réduire la dépendance énergétique des États-Unis, a vu son développement impacté par les inquiétudes sanitaires et environnementales populaires liées aux risques associés à l'énergie nucléaire.

La conjoncture entre les crises énergétiques et l'émergence des préoccupations environnementales permet ainsi de mettre en lumière des aspects autres que celui de la production quant à l'enjeu énergétique. L'aspect environnemental des questions énergétiques apparaît comme une nouvelle facette de cet enjeu à intégrer dans les politiques publiques. Cette nouvelle facette vient d'ailleurs se renforcer, quelques années après, avec les découvertes scientifiques qui font émerger la question climatique à l'échelle internationale.

Dès la deuxième moitié des années 1980, la question du climat se vulgarise et apparaît aussi bien dans l'agenda politique national qu'international du pays, dans un premier temps avec la découverte d'un trou dans la couche d'ozone, puis avec la question des changements climatiques qui sont l'objet de sommets internationaux. Ces enjeux, qui comportent indéniablement une dimension mondiale,

---

<sup>10</sup> Jimmy Carter, « Energy and National Goals: Address to the Nation », 15 juill. 1979, en ligne, Internet, 10 juin 2019. Available: <https://www.jimmycarterlibrary.gov/assets/documents/speeches/energy-crisis.phtml>.

peuvent aussi être analysés comme une prolongation des enjeux environnementaux nés trois décennies auparavant aux États-Unis. En effet, les changements climatiques se manifestent de diverses façons, en impactant à la fois les Hommes, la faune et la flore et leurs environnements. L'élévation du niveau des mers, les phénomènes météorologiques de plus en plus violents, l'élévation des températures, la fonte des glaciers, la concentration de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) dans l'atmosphère, sont autant de manifestations de ce phénomène dont découlent de plus nombreuses conséquences.

L'article I de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) de 1992, dont les États-Unis sont un pays signataire, définit le changement climatique<sup>11</sup> comme « *les changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables*<sup>12</sup> ». Cette définition de l'Organisation des Nations unies (ONU) attribue partiellement la responsabilité des changements climatiques à l'activité anthropique. Le 5<sup>ème</sup> rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) de 2013 reconnaît, en revanche, la responsabilité principale de l'activité anthropique dans le changement climatique<sup>13</sup> notamment dans l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre (GES)<sup>14</sup> et en particulier de CO<sub>2</sub> depuis des décennies. Selon l'Agence Internationale de l'Énergie (IEA), l'énergie représente près de deux tiers des émissions de GES, et près de 75% des émissions de CO<sub>2</sub> à l'échelle mondiale étaient issues du secteur énergétique en 2015<sup>15</sup>.

Le changement climatique, phénomène de nature environnementale, trouve sa solution dans la réduction des émissions de GES. Or, ces gaz sont essentiellement émis par la combustion des énergies fossiles<sup>16</sup>. Le changement climatique, en dépit de sa nature environnementale, est intrinsèquement lié aux énergies et à la façon dont elles ont été consommées depuis des décennies. Le climat n'est pas un cas isolé, il n'est pas le seul enjeu de nature environnementale en lien direct ou indirect avec l'énergie. Le *smog*<sup>17</sup>, les pluies acides<sup>18</sup>, la contamination des sols et des eaux par l'exploitation des

---

<sup>11</sup> Voir lexique.

<sup>12</sup> Nations Unies, « Convention-cadre des nations unies sur les changements climatiques », 1992, en ligne, Internet, 4 févr. 2020. Available: <https://unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf>.

<sup>13</sup> Intergovernmental Panel on Climate Change, éd. « Detection and Attribution of Climate Change: from Global to Regional » in *Climate Change 2013 - The Physical Science Basis*, vol. (Cambridge: Cambridge University Press, 2014), 867-952, en ligne, Internet, 5 févr. 2020. Available: [https://www.cambridge.org/core/product/identifier/CBO9781107415324A030/type/book\\_part](https://www.cambridge.org/core/product/identifier/CBO9781107415324A030/type/book_part).

<sup>14</sup> Voir lexique.

<sup>15</sup> International Energy Agency, « CO<sub>2</sub> emissions from fuel combustion 2019 - Highlights » (2019): 165.

<sup>16</sup> Nations Unies, « Les changements climatiques » *un.org*, s. d., en ligne, Internet, 4 févr. 2020. Available: <https://www.un.org/fr/sections/issues-depth/climate-change/index.html>.

<sup>17</sup> Voir lexique.

<sup>18</sup> Voir lexique.

hydrocarbures non conventionnels<sup>19</sup> sont, par exemple, d'autres types de phénomènes environnementaux qui sont intrinsèquement liés à la question des énergies. C'est pourquoi depuis des décennies, les politiques ou plans énergétiques intègrent de plus en plus les enjeux environnementaux et climatiques.

La politique énergétique des États-Unis ne doit donc pas être abordée simplement par le prisme du marché, comme c'était le cas avant les années 1970. Pour avoir une vue d'ensemble et appréhender ce sujet dans toute sa complexité, il faut intégrer tous les facteurs qui influencent les législateurs et acteurs de ce secteur. De la même manière, les enjeux environnementaux dès les années 1970 tiennent compte de manière substantielle des énergies, notamment de leur extraction, leur production et les effets de leur consommation comme le démontrent les diverses réglementations concernant l'exploitation de l'énergie nucléaire, de l'exploitation des énergies fossiles ou les diverses missions de protection menée par l'Agence de protection de l'environnement (EPA) depuis 1970. Richard Nixon rappelait d'ailleurs l'interactivité indiscutable entre l'énergie et l'environnement dès 1970 à l'occasion de la création de l'EPA<sup>20</sup>. Cependant, le volet environnemental est loin d'être le seul facteur d'influence des stratégies énergétiques américaines, puisque les questions géopolitiques, économiques, diplomatiques et de sécurité nationale sont toutes des problématiques traitées avec une grande attention par les administrations successives en charge de la politique énergétique.

Ainsi, la multitude d'enjeux reliés à la question énergétique pousse à s'interroger sur la possibilité d'une coexistence voire d'une cohérence entre tous ces enjeux dans le cadre d'une politique énergétique américaine. Les enjeux d'augmentation de la production dans un contexte de sécurité nationale peuvent paraître éloignés de ceux de conservation d'énergie<sup>21</sup>. De même, les ambitions économiques que sont celles de la deuxième puissance économique mondiale sont-elles compatibles avec les exigences climatiques actuelles ? La transition énergétique<sup>22</sup> est-elle réalisable sans déclassement de la nation américaine dans un contexte de compétition économique globalisée ? Tous les présidents américains ont mis en place des politiques ou stratégies énergétiques visant à tendre vers la réduction de la dépendance énergétique, paradoxalement, la consommation américaine et le

---

<sup>19</sup> Voir lexique.

<sup>20</sup> Richard Nixon, « Message to the Congress Transmitting Reorganization Plan 3 of 1970: Environmental Protection Agency. », 9 juill. 1970, en ligne, Internet, 18 avr. 2016. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/message-the-congress-transmitting-reorganization-plan-3-1970-environmental-protection>.

<sup>21</sup> Voir lexique.

<sup>22</sup> Voir lexique.

taux de dépendance des États-Unis au pétrole n'ont fait que croître jusqu'à l'essor des hydrocarbures de schiste<sup>23</sup>.

Au 21<sup>ème</sup> siècle les États-Unis ont atteint l'indépendance énergétique. Quel est l'impact sur la politique nationale et internationale américaine pour le pays qui passe de nation dépendante à nation exportatrice ? L'essor des hydrocarbures de schiste sous la présidence d'Obama a changé la donne à bien des égards. Alors que la menace de l'épuisement des ressources hydrocarbures<sup>24</sup> avec la théorie du pic pétrolier<sup>25</sup> a longtemps plané sur l'économie mondiale, l'essor des hydrocarbures de schiste américain a donné naissance à un nouveau paradigme énergétique dans lequel les États-Unis deviennent un acteur majeur de la production mondiale grâce à leurs immenses réserves<sup>26</sup>. Quel est l'impact de cette nouvelle position sur le traitement de la question climatique ?

L'avènement du mouvement environnemental américain a démontré l'attachement de l'opinion publique à la protection de l'environnement et à ses ressources. Les préoccupations environnementales et climatiques demeurent encore, bien qu'elles connaissent des cycles de latence. Elles sont même une préoccupation majeure pour un certain nombre d'Américains qui manifestent leur volonté de voir émerger un mode de vie éco-responsable, un modèle de croissance décarboné. La division politique et sociale des Américains sur les questions environnementales, climatiques et sur la composition du bouquet énergétique permet de dresser le tableau d'un pays fracturé sur les directions futures à adopter.

Cette scission des Américains met en évidence une autre contradiction. Les États-Unis ont joué un rôle de pionnier en matière environnementale. Néanmoins, ils sont paradoxalement aujourd'hui considérés comme des retardataires sur les enjeux climatiques à l'échelle mondiale. Quels sont les facteurs qui ont brisé le consensus politique qui a permis la cohabitation des enjeux économiques, énergétiques et environnementaux au cours des années 70 ? Comment expliquer le décalage durable entre les politiques fédérales et les préoccupations populaires ? Comment expliquer l'écart entre l'héritage américain en termes de protection environnementale et son faible rôle à l'international aujourd'hui ? En 1990, le Congrès américain reconnaissait déjà à l'échelle nationale et internationale la menace du changement climatique à travers le *National Environmental Education Act*. « *There is growing evidence of international environmental problems, such as global warming, ocean pollution, and declines in species diversity, and that these problems pose serious threats to*

---

<sup>23</sup> Voir lexique.

<sup>24</sup> Voir lexique.

<sup>25</sup> Voir lexique.

<sup>26</sup> Voir lexique.

*human health and the environment on a global scale*<sup>27</sup>». La faible activité législative en termes de protection environnementale et climatique du pays peut-elle être justifiée alors que le rôle de l'énergie est reconnu dans les enjeux climatiques et que l'opinion publique accorde de l'importance à ces questions ?

Le retard pris par le gouvernement fédéral sur un certain nombre de questions associées à la question énergétique a peut-être encouragé le passage des États-Unis aux États « dés-Unis ». La politique énergétique américaine semble aujourd'hui plurielle au regard des diverses mesures mises en place à l'échelle locale et régionale et qui paraissent plus ambitieuses que celles du gouvernement fédéral. En effet, l'autonomie conférée aux États fédérés leur a permis de répondre à certaines attentes citoyennes sur les questions climatiques ou énergétiques quand le gouvernement fédéral ne souhaitait pas s'engager. Il convient donc de s'interroger sur le poids du fédéralisme dans la construction de la politique énergétique ainsi que sur le poids des acteurs qui y prennent part. La multiplication des initiatives *bottom-up*<sup>28</sup> traduit-elle un dysfonctionnement de l'État fédéral ? Les États fédérés qui ne sont pas en charge des enjeux géopolitiques et diplomatiques sont-ils davantage en capacité de combiner les aspects économiques et climatiques de l'énergie ? Les facteurs d'influence des stratégies énergétiques des États fédérés sont-ils similaires à ceux connus à l'échelle fédérale ? Quel est l'impact des États, villes et localités dans la construction de la politique énergétique américaine ?

Toutes ces questions décrivent les difficultés dans la construction d'une politique énergétique nationale pour les États-Unis. Il existe de nombreux enjeux, parfois contradictoires, mais toujours concomitants. L'ensemble de ces interrogations poussent à s'interroger sur le caractère paradoxal de la gestion de la question énergétique aux États-Unis. Le dictionnaire Larousse définit le terme paradoxe ainsi : « Être, chose ou fait qui paraissent défier la logique parce qu'ils présentent des aspects contradictoires<sup>29</sup>. » Or, un bon nombre d'éléments constitutifs de la politique énergétique américaine semblent contradictoires. Ce cadre donné amène à se questionner sur la coexistence de la présidence de Richard Nixon à Donald Trump de ce que l'on pourrait qualifier de paradoxe dans la politique énergétique américaine.

La réflexion menée dans cette thèse s'articulera autour de trois grandes parties. Il s'agira d'examiner, dans la première partie, les différents facteurs ou acteurs qui ont contribué à alimenter l'idée d'une contradiction entre la disponibilité et la consommation des ressources énergétiques aux

---

<sup>27</sup> « S.3176 - 101st Congress (1989-1990): National Environmental Education Act », webpage, 16 nov. 1990, 1989/1990, en ligne, Internet, 8 oct. 2020. , Available: <https://www.congress.gov/bill/101st-congress/senate-bill/3176>.

<sup>28</sup> Voir lexique.

<sup>29</sup> Éditions Larousse, « Définitions: paradoxe », s. d., en ligne, Internet, 17 févr. 2020. Available: <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/paradoxe/57878>.

États-Unis depuis les années 1970. Les crises énergétiques des années 1970 ont provoqué une prise de conscience sur les conséquences du mode de vie énergivore des Américains. De Nixon à Reagan, les administrations successives ont impulsé de nombreuses solutions pour répondre aux situations à la fois de crise énergétique et de dépendance énergétique ; des solutions essentiellement axées sur une augmentation de la production nationale ou des importations en provenance de nouveaux producteurs.

Durant cette même période, l'avènement du mouvement environnemental moderne contraint les politiques énergétiques à tenir compte des nouvelles normes environnementales inscrites dans les lois votées par le Congrès au cours de cette période. Enjeux de plus en plus relayés dans les médias, les liens entre environnement et énergie se dessinent progressivement aux yeux de l'opinion publique. À l'échelle du pays, les années 1970 représentent un point de rupture, où se rencontrent les enjeux environnementaux et énergétiques. À l'échelle mondiale, les années 1980 sont celles de l'émergence d'une conscience environnementale mondiale, inspirée par les succès du mouvement environnemental américain. Alors qu'un clivage politique naît et paralyse graduellement les avancées environnementales à l'échelle nationale, les États-Unis sont perçus par le reste du monde comme un exemple à suivre, surtout dans le cadre de la gestion de la consécration d'une nouvelle préoccupation mondiale, le climat.

La deuxième partie vise à analyser les éléments qui ont conduit le système politique américain vers un immobilisme sur ces questions. Si de nombreux plans, politiques, ou encore initiatives ont été mis en application par les pouvoirs publics, il existe une fragmentation de la politique énergétique fédérale dans sa globalité. Chaque administration propose sa solution, ce qui justifie la pluralité des visions politiques sur les questions énergétiques et si elles doivent, ou non, intégrer les questions environnementales et climatiques. De plus, la polarisation<sup>30</sup> politique qui n'a cessé de croître depuis les années 1980, constitue un écueil majeur pour les avancées dans ces domaines qui figurent parmi les plus disputés. Face au *gridlock*<sup>31</sup> caractéristique de la branche législative, depuis maintenant des décennies, la branche exécutive a développé des stratégies et outils pour répondre à l'agenda à la fois énergétique, environnemental et climatique. Les deux mandats présidentiels de Barack Obama constituent un exemple intéressant à exploiter dans la mesure où la polarisation politique connaissait un paroxysme et que son agenda politique proposait une vision nouvelle de l'administration de la question énergétique, une vision qui faisait le pari de concilier la croissance économique et les enjeux mondiaux en termes de climat. Les politiques menées dans le cadre de l'administration des questions

---

<sup>30</sup> Voir lexique.

<sup>31</sup> Voir lexique.



énergétiques et climatiques sous la présidence d'Obama incarnent les espoirs contrariés d'un président engagé pour le climat. Elles sont la manifestation des contradictions qui animent les positions américaines sur l'énergie et le climat.

La troisième partie est dévolue à l'analyse de la question énergétique aux États-Unis selon les différents enjeux associés et les échelles de gouvernance. La place des États-Unis en tant que nouvelle puissance mondiale de la production d'hydrocarbures est désormais une composante majeure de sa politique internationale. Cependant, l'analyse des actions menées sur les questions énergétiques et climatiques aux échelles infranationales de gouvernance permet de voir que la division qui anime les Américains et qui est non seulement idéologique, politique, sociale a engendré des initiatives dans les villes et États fédérés. Ces initiatives apparaissent comme une réponse à l'absence d'implication du gouvernement fédéral pour répondre aux préoccupations citoyennes.

La Pennsylvanie représente un exemple percutant à étudier dans ce contexte. Ce *swing state*<sup>32</sup> a la particularité de présenter un profil particulièrement propice à la scission sur les enjeux énergétiques et climatiques. État traditionnellement producteur d'hydrocarbures, la Pennsylvanie a été économiquement ravagée par la désindustrialisation et le déclin progressif de la consommation de charbon. Devenu au cours de la dernière décennie un fleuron national de la production d'hydrocarbures de schiste, l'État a su profiter de cette nouvelle opportunité pour se développer. Néanmoins le boom des hydrocarbures de schiste dans la région n'est pas perçu d'un bon œil par tous les Pennsylvaniens. De nombreuses interrogations sur les conséquences engendrées par le *fracking*<sup>33</sup> pour l'environnement et la santé humaine émergent. L'État paraît socialement divisé entre ceux qui désirent profiter des retombées économiques liées au gisement de Marcellus et ceux qui redoutent les ennuis sanitaires liés à l'exploitation de ce gisement. À ce titre la fracturation sociale des Pennsylvaniens peut incarner la division de l'opinion publique à l'échelle du pays.

Ainsi, cette thèse s'efforcera de démontrer comment la politique énergétique américaine, nourrie de ses nombreux paradoxes, s'est enlisée au fil des ans dans une forme d'immobilisme. Elle analysera la position des États-Unis en tant qu'acteur mondial du secteur énergétique. Cependant, cette réflexion a avant tout pour but de montrer que les États-Unis en tant qu'État fédéral, disposent d'un panel de solutions pour répondre à un des enjeux majeurs du 21<sup>ème</sup> siècle.

---

<sup>32</sup> Voir lexique.

<sup>33</sup> Voir lexique.





## PARTIE 1

Énergie, environnement et climat : contexte et acteurs du passage d'un consensus à un antagonisme sur ces questions



# 1. L'abondance des ressources naturelles et le mode de vie américain

## 1.1. Richesse du territoire et rêve américain

### 1.1.1. Des ressources naturelles foisonnantes

Dès leur arrivée au 17<sup>ème</sup> siècle sur le territoire américain, les premiers colons venus d'Europe principalement pour fuir les persécutions religieuses, sont frappés par l'abondance et la richesse des nouvelles terres qui s'offrent à eux. Marqués par leur héritage culturel judéo-chrétien, ils considèrent ce foisonnement de ressources naturelles comme une bénédiction de Dieu pour s'établir et prospérer sur ces nouvelles terres. Ils perçoivent la nature, selon leur système de valeurs héritées de l'Europe, c'est-à-dire soumise à l'Homme et devant subvenir à ses besoins, selon le désir de Dieu, une croyance que l'on retrouve dans le Genèse de la *Bible*.

*Soyez féconds, multipliez, emplissez la terre et soumettez-la ; dominez sur les poissons de la mer, les oiseaux du ciel et tous les animaux qui rampent sur la terre. Dieu dit : « Je vous donne toutes les herbes portant semence, qui sont sur toute la surface de la terre, et tous les arbres qui ont des fruits portant semence : ce sera votre nourriture »<sup>34</sup>.*

Les ressources naturelles, qui sont nombreuses, sont vues comme illimitées dans une nature sauvage qu'il convient de dominer et maîtriser afin de s'établir, ce que les colons feront. Au quotidien, le rapport des premiers colons à la nature est simple et sans ambiguïté. Ils la considèrent comme un réservoir intarissable de richesses à exploiter dans une logique de progrès et d'expansion perpétuelle, pour améliorer leur qualité de vie. Cette logique d'expansion amène les Américains à repousser toujours plus la frontière à l'Ouest, à coloniser les territoires encore vierges et inexploités et par conséquent, à asservir toute forme de nature sauvage résistant encore à l'Homme.

Animés par l'idée d'une « *Manifest Destiny* », les Américains, peuple élu de Dieu selon leur imaginaire, cherchent à étendre toujours plus leur territoire, leur culture et répandre leur civilisation sur les terres conquises jusqu'à l'abolition de la dernière « *frontière* » en 1893 selon la thèse de

---

<sup>34</sup> Ecole biblique et archéologique française, *La Bible de Jérusalem* (Paris: Éditions du Cerf, 2008) 22.

Frederick Jackson Turner. En 1845, le journaliste et homme politique américain, John Lee O'Sullivan, écrit à ce sujet et théorise le concept de *Manifest Destiny*<sup>35</sup>.

L'expansion des Américains sur tout le territoire a été rendue possible d'une part grâce à l'esprit d'entreprise des Américains mais aussi grâce aux progrès technologiques et scientifiques. Dès la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, les États-Unis développent les chemins de fer et exploitent les ressources naturelles afin d'industrialiser la nation. La révolution industrielle de la deuxième moitié du siècle fait décoller l'économie américaine, urbanise le pays et transforme une civilisation agraire en nation industrielle. Le pays réussit à se hisser au rang de puissance mondiale notamment grâce à l'abondance des richesses qu'il possède et exploite, car chaque État fédéré possède des ressources pouvant être utilisées pour alimenter l'industrie. En 1910, Gifford Pinchot décrit d'ailleurs l'importance de l'exploitation des ressources naturelles dans le développement de la nation.

*The most prosperous nation of to-day is the United States. Our unexampled wealth and well-being are directly due to the superb natural resources of our country, both in the present and in the past. We are prosperous because our forefathers bequeathed to us a land of marvelous resources still unexhausted*<sup>36</sup>.

Les premiers colons découvrent à leur arrivée sur le territoire américain un sol riche et fertile, des minéraux, des forêts denses, et la présence d'une faune variée. La profusion de telles ressources naturelles les conduit très vite à percevoir ce nouveau territoire comme la Terre Promise. Ainsi naît le « mythe de la surabondance<sup>37</sup>».

### **1.1.2. De l'exploitation des ressources à la révolution industrielle**

Le développement économique des États-Unis s'est d'abord appuyé sur la culture et l'agriculture. Les cultures de blé, de coton, de maïs, de seigle ou encore d'avoine, selon la topologie du territoire exploités, ont permis aux premiers colons d'occuper l'espace et de s'enrichir. L'agriculture se spécialise très tôt et devient un commerce, qui permettra d'alimenter les populations vivant à l'est du pays notamment grâce aux chemins de fer pour ainsi perpétuer le développement de la nation<sup>38</sup>. Le

---

<sup>35</sup> John O' Sullivan, « Annexation », 1845, en ligne, Internet, 17 janv. 2021. , Available: <http://web.grinnell.edu/courses/HIS/f01/HIS202-01/Documents/OSullivan.html>.

<sup>36</sup> Gifford Pinchot, *The Fight for Conservation* (Great Britain: Filiquarian Publishing, LLC./ Qontro, 1910) 5.

<sup>37</sup> Roderick Nash, *Environment and Americans: the Problem of Priorities*, American problem studies (Huntington, N.Y: R. E. Krieger Pub. Co, 1979) 16.

<sup>38</sup> Theodore Steinberg, *Down to Earth: Nature's Role in American History* (Oxford; New York: Oxford University Press, 2002) 61.

développement d'une industrie du bois participe également à faire prospérer le pays au 19<sup>ème</sup> siècle. Utilisé pour chauffer les maisons en premier lieu, le bois devient une ressource essentielle au développement économique du pays avec le progrès technologique puisqu'il permettra de servir de combustible pour alimenter les locomotives ou encore pour être transformé en charbon de bois pour l'industrie du fer. En 1839, les Américains consommaient 1,6 milliards de pied-planches de bois<sup>39</sup>. Avant 1865, le bois représentait 90% des combustibles utilisés pour alimenter les industries du pays et 50% du fer produit l'était à partir de charbon de bois<sup>40</sup>. Les moyens de transport comme le bateau à vapeur, la locomotive ou des outils tels que la machine à vapeur se voyaient principalement alimentés par l'énergie produite par le bois. Les Américains utilisent ainsi toutes les ressources à leur disposition dans leur habitat naturel comme les minéraux dont on découvre des gisements dans les Rocheuses, l'eau, les forêts, que ce soit pour se loger, s'alimenter, se protéger du froid, s'éclairer ou bien encore se défendre. Ces ressources naturelles, du fait de leur disponibilité tout comme dans leur utilisation quotidienne remplissent donc déjà un rôle vital pour la nation. Cependant, dès la révolution industrielle, avec le progrès technologique, l'exploitation de nouvelles ressources apparaît nécessaire pour répondre aux besoins des industries, répondant elles-mêmes aux besoins d'une population croissante du fait de l'immigration massive.

Le charbon remplace dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle le bois qui s'amenuise. À partir de 1850, le charbon devient une ressource de plus en plus exploitée, notamment du fait de son abondance dans le pays, et vient rapidement supplanter le bois. Alors que les Américains ont consommé 2,1 quadrillions Btu<sup>41</sup> de bois en 1850, ils ont consommé 0,2 quadrillion Btu de charbon sur la même année. Mais à partir de 1885, la consommation de bois décroît au profit du charbon puisque ce sont 2,7 quadrillions Btu de bois qui sont consommés contre 2,8 quadrillions Btu pour le charbon selon l'agence américaine pour l'énergie (EIA)<sup>42</sup>. Jusqu'en 1950, le charbon restera la ressource énergétique la plus consommée dans le pays, avec notamment un pic de consommation de 15,5 quadrillions de Btu en 1920<sup>43</sup>. Le pétrole remplacera à son tour le charbon comme ressource énergétique majeure du pays dès la 2<sup>ème</sup>

---

<sup>39</sup> Steinberg, *Down to Earth: Nature's Role in American History* 62.

<sup>40</sup> Benjamin Kline, *First Along the River: a Brief History of the U.S. Environmental Movement*, 3rd ed. (Lanham, Md: Rowman & Littlefield, 2007) 43.

<sup>41</sup> Btu signifie *British Thermal unit*. Il s'agit d'une unité calorifique anglo-saxonne équivalente à qui correspond à 1 055,06 joules.

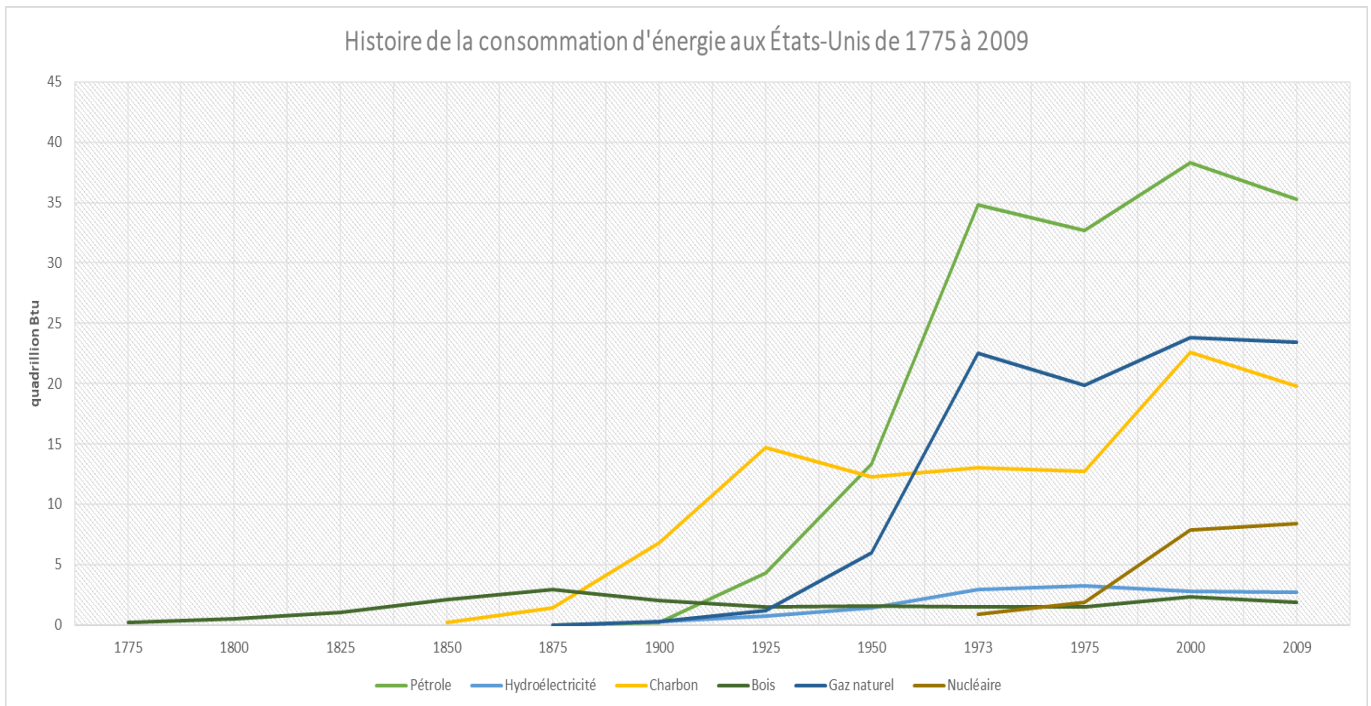
<sup>42</sup> U.S. Energy Information Administration, « History of Energy Consumption in the United States, 1775–2009 - Today in Energy », 9 févr. 2011, en ligne, Internet, 23 mars 2016. Available: <http://www.eia.gov/todayinenergy/detail.cfm?id=10>.

<sup>43</sup> U.S. Energy Information Administration, « History of Energy Consumption in the United States, 1775–2009 - Today in Energy ».



moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. Il se fera le substitue de la graisse de baleine pour l'éclairage avant de devenir une des trois énergies motrices du développement des États-Unis avec le bois et le charbon.

Figure 1 : Consommation des énergies aux États-Unis de 1775 à 2009



Source : *U.S. Energy Information Administration, History of Energy Consumption in the United States, 1775-2009, 2011.*

Ainsi le désir d'expansion et de progrès notamment matériel de la nation a progressivement relégué la nature au rang d'instrument au service de l'épanouissement des hommes. Au fil des décennies, la consommation des ressources naturelles s'est accrue pour répondre à des besoins de plus en plus lourds d'une population en pleine expansion. En parallèle, l'accroissement de la consommation des ressources naturelles est également venu répondre à une volonté des Américains d'améliorer leur confort de vie. L'amenuisement d'une ressource naturelle comme le bois, a permis d'en découvrir et intégrer de nouvelles comme le charbon ou le pétrole, si bien que les ressources naturelles paraissaient inépuisables. De plus, il convient de noter que lors de l'industrialisation du pays, les Américains n'ont pas considéré les impacts néfastes sur la nature, en dépit des premiers signes de dégradation de leur environnement ou d'extinction des espèces sauvages. Toute la valeur de la nature résidait dans son utilité à fournir l'énergie ou la matière première nécessaire à alimenter un style de vie naissant ; le mode de vie américain.

## 1.2. Naissance des tensions autour de la question de la nature et de ses ressources

### 1.2.1. Des perceptions différentes de la nature sauvage et de ses ressources

Les premiers colons ne percevaient, de manière générale, que la dimension utilitaire et nourricière de la nature. Elle était nécessaire à la satisfaction de leurs besoins au quotidien et fournissait les ressources requises pour y répondre. En dépit d'un lien fort avec la nature, puisqu'elle est au cœur de la construction de l'identité américaine, les premiers colons considéraient celle-ci davantage comme une source de laideur, de sauvagerie et de dangers. Les premiers colons rejetaient tout ce qui provenant de la nature n'était pas immédiatement utile pour satisfaire leurs besoins. Cependant dès le début du 19<sup>ème</sup> siècle, certains visiteurs changent d'attitude à l'égard de celle-ci. Ils la désirent désormais pour sa beauté. La possibilité d'une nouvelle expérience entre l'Homme et la nature, apparaît progressivement, grâce aux qualités pittoresques qu'attribuent certains intellectuels, les voyageurs ou les artistes à celle-ci. Le contact avec la nature ne provoque plus un sentiment de rejet mais un sentiment d'émerveillement.

Dans la première moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, une autre vision de la nature émerge. La nature devient admirée pour ses qualités esthétiques et elle est recherchée pour ses bienfaits à la fois spirituels et moraux. À ce titre, Ralph Waldo Emerson, considérait que la nature possédait une utilité « *supérieure*<sup>44</sup> » à celle de pourvoir uniquement aux besoins matériels des hommes. Cette nouvelle vision de la nature, principalement portée par les transcendentalistes américains, s'inspire largement du Romantisme européen et de l'idéalisme allemand. Le transcendentalisme est un courant intellectuel qui naît en 1836 suite à la fondation d'un *Transcendental Club* par Ralph Waldo Emerson. Rejetant le matérialisme et l'utilitarisme, Emerson développe une philosophie selon laquelle l'Homme se doit de vivre en paix et en communion avec son environnement. La nature est selon lui, le lieu privilégié où chaque conscience peut entrer en communication avec les grandes lois universelles, grâce à la contemplation des beautés qu'elle offre. Elle devient une source d'élévation spirituelle pour chaque homme qui en fait l'expérience. Cette philosophie est au centre des œuvres littéraires d'Emerson, comme c'est le cas dans *Nature*. Dans cette œuvre de 1836, Emerson résume l'essence même de sa pensée avec la métaphore du « *globe oculaire transparent* ». L'Homme fait

---

<sup>44</sup> Nash, *Environment and Americans* 1.

partie d'un tout, et se reconnecte ainsi à l'univers. « *Standing on the bare ground, — my head bathed by the blithe air, and uplifted into infinite space, —all mean egotism vanishes. I become a transparent eyeball; I am nothing; I see all; the currents of the Universal Being circulate through me; I am part of particle of God*<sup>45</sup>. »

À l'instar d'Emerson qui a fortement influencé son œuvre, Henry David Thoreau, proche d'Emerson, adopte une vision métaphysique de la nature. Il considérait qu'être en harmonie avec Dieu signifiait être proche de la nature. Elle était selon lui essentielle dans la vie des hommes car elle était une source de vérité spirituelle et de vertu morale. La nature était, en somme, le lieu de contact privilégié avec le divin. Dans son œuvre *Les Forêts du Maine*, paru en 1864, Thoreau propose la création de réserves naturelles, où la nature serait préservée à l'état sauvage. Il perçoit la nature à la fois comme une source d'inspiration et de récréation. Selon François Specq, Thoreau ne voit pas seulement la nature comme un lieu de récréation mais aussi de « *re-création* », c'est-à-dire un lieu de régénération pour l'âme humaine<sup>46</sup>. Dans l'extrait ci-dessous, Thoreau fait référence à la création d'espaces de nature protégés qu'il appelle « *national preserve* », c'est-à-dire des réserves nationales.

*The kings of England formerly had their forests "to hold the king's game," for sport or food, sometimes destroying villages to create or extend them; and I think that they were impelled by a true instinct. Why should not we, who have renounced the king's authority, have our national preserves, where no villages need be destroyed, in which the bear and panther, and some even of the hunter race, may still exist, and not be "civilized off the face of the earth,"—our forests, not to hold the king's game merely, but to hold and preserve the king himself also, the lord of creation, —not for idle sport or food, but for inspiration and our own true recreation? Or shall we, like the villains, grub them all up, poaching on our own national domains*<sup>47</sup>?

En 1833, dans une lettre envoyée au journal le *New York Daily Commercial*, le peintre George Catlin sera le premier à émettre l'idée de la création d'espaces protégés par l'État dans lesquels l'Homme et la nature coexistent à l'état sauvage. Passionné par la faune, la flore mais surtout les tribus indiennes, entre 1830 et 1836, il réalisa cinq voyages dans l'Ouest américain et rencontra près de 48 tribus indiennes. Ces voyages lui permirent de prendre conscience des effets dévastateurs de l'activité anthropique sur la nature et la nécessité de préserver à la fois cette nature sauvage mais aussi ces tribus amérindiennes. Il imagine alors la création d'un « *parc de nation* » pour préserver les

---

<sup>45</sup> Jon Adams et Philipp Balcke, éd., *Roots of American Environmentalism* (Los Gatos, California: Slack Water Press, 2012) 98.

<sup>46</sup> François Specq, « Henry D. Thoreau et la naissance de l'idée de parc national » *Ecologie & politique*. 36.2 (2008): 29-40.

<sup>47</sup> The Project Gutenberg, « EBook of The Maine Woods, by Henry David Thoreau », 9 avr. 2013 93, en ligne, Internet, 21 juill. 2017. Available: [https://www.gutenberg.org/files/42500/42500-h/42500-h.htm#Page\\_93](https://www.gutenberg.org/files/42500/42500-h/42500-h.htm#Page_93).

beautés de la nature grâce à une grande « *politique de protection gouvernementale*<sup>48</sup> ». « *What a beautiful and thrilling specimen for America to preserve and hold up to the view of her finest refined citizens and the world, in future ages! A nation's park, containing man and beast, all in the wild and freshness on their nature's beauty*<sup>49</sup>. »

### 1.2.2. La patrimonialisation de la nature sauvage et l'identité américaine

La première moitié du 19<sup>ème</sup> siècle voit naître l'idée de protection de la nature. Il s'agit de préserver la nature et ses ressources en tant qu'objet esthétique, pour ses bienfaits moraux et spirituels, ou encore de la protéger des dégradations entraînées par la main de l'Homme. Cependant, au cours du 19<sup>ème</sup> siècle, comme le souligne Samuel Depraz, maître de conférences en géographie à l'université Jean Moulin Lyon 3, la nature américaine va également adopter une fonction plus sociale, un « *sens civilisationnel fort*<sup>50</sup> », en venant se placer au cœur de la construction identitaire du pays. Elle en sera d'ailleurs le socle.

Les États-Unis sont encore une jeune nation au début du siècle, en quête d'une identité propre et de valeurs. À la différence des nations européennes, ce pays ne possède pas de constructions historiques ou culturelles qui auraient servi de ciment pour forger une nation américaine. La nature vient donc endosser ce rôle. La construction des parcs nationaux, où la nature sauvage est conservée et apprivoisée dans son état originel, vient rappeler aux Américains l'histoire des pionniers qui ont su dominer cette *wilderness*<sup>51</sup> pour civiliser le pays. Ils deviendraient à la fois des espaces témoins relatant la conquête des pionniers qui ont vaincu la *wilderness*, mais aussi selon l'idéologie transcendantaliste, un lieu de manifestation du sacré où l'Homme peut entrer en contact avec le divin. Samuel Depraz explique que « *la nature sauvage est ici un témoin social d'une histoire nationale et un patrimoine de substitution pour une nation encore jeune*<sup>52</sup> ».

Paradoxalement, alors que la nature avait été rejetée en tout premier lieu car perçue comme dangereuse et sauvage, par le truchement de la construction des parcs nationaux, elle devient un des symboles de la civilisation américaine, un témoin de leur histoire. Les monuments historiques forment

---

<sup>48</sup> Nash, *Environment and Americans* 26.

<sup>49</sup> Nash, *Environment and Americans* 26.

<sup>50</sup> Samuel Depraz, *Géographie des espaces naturels protégés: genèse, principes et enjeux territoriaux* (Paris: A. Colin, 2008) 52.

<sup>51</sup> Voir lexique.

<sup>52</sup> Depraz, *Géographie des espaces naturels protégés: genèse, principes et enjeux territoriaux* 78.

le patrimoine culturel d'une nation et racontent l'histoire d'une civilisation. Les Américains ne possèdent aucun édifice témoignant de la trace de l'Homme dans le temps. Ces monuments et édifices seront donc remplacés aux États-Unis par des constructions humaines, symboles d'une civilisation ; c'est-à-dire les parcs nationaux, eux-mêmes représentatifs d'un trait caractéristique et identitaire des États-Unis, sa nature originelle. Ainsi, par ce biais, l'histoire de la civilisation américaine vient se confondre avec le mythe de la Création<sup>53</sup>, puisque l'histoire du peuple américain vient se confondre avec celle de la *wilderness*.

La dimension civilisatrice et sociale des parcs se retrouve dans leurs dénominations puisque l'on parle de parcs nationaux, et non pas de parcs naturels. Si les prémices d'un débat sur la protection de la nature apparaissent dans la sphère politique dans la deuxième partie du 19<sup>ème</sup> siècle, la création des parcs nationaux relève aussi d'une volonté politique de créer un patrimoine culturel par le biais des merveilles naturelles du territoire pour affirmer une identité nationale. Il s'agit de protéger des espaces de nature sauvage de l'activité anthropique dans un territoire clôturé, afin qu'ils rappellent aux générations à venir l'histoire collective. Ces espaces, empreints d'une dimension sacrée, sont perçus comme des sanctuaires et sont amenés par ailleurs à avoir un rayonnement national, voire international pour les richesses qu'ils abritent. Ils viennent à la fois témoigner du patrimoine et incarner la grandeur de la nation américaine, notamment à travers la figure du pionnier. Les parcs nationaux sont donc avant tout des constructions nationales à vocation sociale et patrimoniale, ils n'intégreront que par la suite les enjeux environnementaux.

Si la dimension esthétique joue un rôle majeur dans le choix des zones à protéger, la logique utilitariste, en vigueur à l'époque par le biais du mouvement de conservation émerge et joue également un rôle majeur dans l'établissement des premiers parcs nationaux comme le rappelle Stéphane Héritier, maître de conférences en géographie et membre du Centre de Recherche sur l'Environnement et l'Aménagement<sup>54</sup>. Dans la deuxième partie du 19<sup>ème</sup> siècle, les États-Unis s'urbanisent à grands pas et les chemins de fer se développent dans tout le pays. Ces parcs étaient donc imaginés par les pouvoirs publics comme des espaces occupant également une fonction récréative. Très tôt le tourisme est encouragé dans ces parcs nationaux, ils permettent aux Américains de s'éloigner de la ville à des fins récréatives mais ils devaient également permettre aux compagnies ferroviaires de se développer économiquement et spatialement grâce au tourisme. La création du système des parcs nationaux apparaît donc en définitive comme le produit de trois facteurs que l'on

---

<sup>53</sup> Specq, « Henry D. Thoreau et la naissance de l'idée de parc national ».

<sup>54</sup> Stéphane Héritier, Lionel Laslaz, et Rodney Cole, *Les Parcs nationaux dans le monde: protection, gestion et développement durable* (Paris: Ellipses, 2008) 270.

retrouve dès la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle dans la société américaine, à savoir ; le développement d'une société de loisirs, l'industrialisation qui va de pair avec l'urbanisation, et le regard nouveau qui est porté sur la nature notamment grâce à l'influence des Transcendantalistes.

Il est important de mettre en avant cette conception de la place de la nature et de ses ressources dans l'histoire américaine dans la mesure où l'opposition entre une vision utilitariste de la nature et cette vision de protection de la nature pour sa beauté vont largement influencer les politiques publiques ultérieures. En effet, au 19<sup>ème</sup> siècle, les ressources naturelles sont de plus en plus exploitées pour répondre aux besoins de l'Homme, ce que Stewart L. Udall, ministre de l'Aménagement du Territoire (DOI) sous John Fitzgerald Kennedy (1961-1963), décrit comme un « *raid sur les ressources*<sup>55</sup> » motivé par le « *mythe de la surabondance*<sup>56</sup> ». Cette exploitation effrénée des ressources amène un certain nombre de penseurs, philosophes et hommes publics à diffuser une autre conception de la nature. Alors qu'elle est progressivement détruite par les besoins de la civilisation, ils la décrivent comme étant paradoxalement à la fois de plus en plus menacée et désirée. Roderick Frazier Nash, professeur émérite d'histoire et d'études environnementales de l'université de Santa Barbara, décrit bien « *l'ambivalence*<sup>57</sup> » qui anime l'esprit des Américains, dans un débat intérieur, dès le 19<sup>ème</sup> siècle entre un désir de civilisation synonyme d'exploitation des sols, minéraux et ressources et un désir de protection de la nature sauvage. Nash décrit cette ambiguïté comme des « *kaleidoscopic patterns of changing priorities*<sup>58</sup> ». Une naissance des tensions entre les ressources énergétiques et la protection de la nature est donc perceptible dès le 19<sup>ème</sup> siècle, tout comme une forme d'interdépendance dans l'appréhension de ces enjeux .

---

<sup>55</sup> Udall, *The Quiet Crisis* 66.

<sup>56</sup> Udall, *The Quiet Crisis* 66.

<sup>57</sup> Nash, *Environment and Americans* 2.

<sup>58</sup> Nash, *Environment and Americans* 2.



## 1.3. La gestion de l'environnement et de ses ressources

### 1.3.1. Les premiers parcs nationaux

La création des premiers parcs nationaux marque le début de l'institutionnalisation de la protection de la nature aux États-Unis. D'une part, il s'agit de la première étape qui conduira au fil des décennies à la création d'un cadre légal et plus complet pour la protection de la nature. D'autre part, la création de parcs et d'espaces protégés amorce l'évolution des valeurs de la société, en offrant un nouveau regard sur la nature, ce qui conduira à l'âge d'or du mouvement environnemental dans les années 1970.

Le premier parc national au monde, Yellowstone, est créé en 1872 et s'étend sur trois États ; le Wyoming, le Montana, et l'Idaho. La transformation de Yellowstone en parc présente deux enjeux majeurs ; faire de ces merveilles un patrimoine et empêcher l'acquisition de cette zone par un acteur privé afin d'y développer tourisme et chemins de fer. La création du parc national de Yellowstone confère aux Américains un rôle de pionniers dans la protection de la nature, puisqu'ils sont les précurseurs du système de parcs nationaux. Cependant, d'autres approches de gestion d'espaces naturels, à moindre échelle, ont eu lieu avant la création de Yellowstone. Dès le début du 19<sup>ème</sup> siècle les prémices du système de parcs nationaux apparaissent. Ainsi en 1832, la réserve de Hot Springs est créée dans l'Arkansas, et constitue un premier exemple de protection de la nature pour ses merveilles. Yosemite en est un autre. Dès 1864, le président Lincoln a signé la loi en faveur de la protection de la zone sauvage de la vallée de Yosemite ainsi que la zone Mariposa Grove pour ses séquoias géants. Le président Lincoln cède ces zones à la Californie à condition qu'elles ne soient destinées qu'à l'usage du public, du tourisme et des loisirs. L'État de Californie sera en charge de ces réserves naturelles jusqu'à ce que le parc Yosemite change de statut pour devenir un parc national en 1890. La protection des zones des Hot Springs et de Yosemite joueront un rôle essentiel dans la création du statut de parc national. Ils sont des exemples de réussite qui permettront d'aboutir à l'idée d'une gestion nationale des zones de nature protégées qui seraient destinées à l'usage du public et aux activités de tourisme et loisirs.

En 1906, le Congrès adopte l'*Antiquities Act* afin de préserver des zones d'intérêts scientifiques ou historiques ou des espaces naturels admirés pour leur beauté, en les transformant en monuments nationaux. Ainsi grâce à cette loi, le président en fonction a autorité pour donner à certains espaces



le statut de monument national afin de les protéger de toute exploitation privée, comme le prévoit l'article 2 :

*That the President of the United States is hereby authorized, in his discretion, to declare by public proclamation historic landmarks, historic and prehistoric structures, and other objects of historic or scientific interest that are situated upon the lands owned or controlled by the Government of the United States to be national monuments, and may reserve as a part thereof parcels of land, the limits of which in all cases shall be confined to the smallest area compatible with proper care and management of the objects to be protected<sup>59</sup>.*

Le président Theodore Roosevelt, qui est à l'origine de cette loi, déclarera entre autres, la zone Grand Canyon, monument national en 1908. Eblouit par la beauté de Grand Canyon qu'il considérait comme une « *grande merveille de la nature*<sup>60</sup> », il désirait que cette zone reste intacte de la main de l'Homme afin que les générations futures puissent profiter de la beauté des lieux. Certains de ces monuments seront par ailleurs transformés en parcs nationaux grâce à la possibilité du Congrès de le faire. Theodore Roosevelt demeure encore aujourd'hui l'un des présidents américains les plus conservationnistes<sup>61</sup> de l'histoire du pays. Bien qu'il ne soit pas à l'origine de la création du statut de parc national, il contribua largement à protéger la nature en participant notamment à lui donner un cadre légal. Le plus grand succès de Roosevelt dans ce domaine réside cependant, peut-être, dans le modèle qu'il a réussi à mettre en place pour ses successeurs. Acceptée à la fois par l'opinion publique et le Congrès, la logique de conservation défendue par Roosevelt lui a donné les moyens pendant ses mandats présidentiels d'ébaucher un cadre pour la protection des ressources naturelles, qu'il considérait comme un héritage, sans entraver le développement économique de la nation.

### **1.3.2. La gestion raisonnée des ressources de la nature sauvage**

En 1905, Théodore Roosevelt transfère l'*U.S Forest Service* au département de l'agriculture et Gifford Pinchot, un ami proche du président, prend la tête de ce service. L'influence de Gifford Pinchot sur les décisions politiques de Roosevelt en termes de gestion des ressources naturelles est considérable. Conscient de la surexploitation des forêts et des ressources naturelles, Pinchot réussit à convaincre le président Roosevelt du bienfondé de mettre en place une gestion raisonnée ou « *wise*

---

<sup>59</sup> « American Antiquities Act of 1906 (16USC431-433) », 1906, en ligne, Internet, 9 août 2017. Available: <https://www.nps.gov/history/local-law/anti1906.htm>.

<sup>60</sup> National Park Service, « Theodore Roosevelt and Conservation - Theodore Roosevelt National Park (U.S. National Park Service) », 16 nov. 2017, en ligne, Internet, 9 août 2017. Available: <https://www.nps.gov/thro/learn/historyculture/theodore-roosevelt-and-conservation.htm>.

<sup>61</sup> Voir lexique.

*use*<sup>62</sup> » de ces ressources, à l'heure de l'ère progressiste. Pinchot, père du mouvement de conservation, était convaincu de la nécessité de gérer les ressources naturelles de manière scientifique, tout comme il pensait que ce rôle revenait au gouvernement et non aux entreprises privées. Il développe et répand l'idée de conservation des ressources, un mouvement scientifique où la science et la technologie se mettent aux services d'une meilleure gestion des ressources naturelles par le gouvernement fédéral. En 1908, Théodore Roosevelt organise la toute première conférence sur la conservation à la Maison Blanche. Il réunit les gouverneurs des États et territoires américains. Lors de cette conférence, les gouverneurs s'accordent sur la nécessité de protéger les sources de la prospérité des Américains, à savoir leurs ressources naturelles. Elles ne doivent pas servir les intérêts privés mais celui du peuple, d'où l'idée d'une gestion fédérale. Cette conférence reprend l'idéologie conservationniste de Pinchot et pose les bases du futur mouvement environnemental. « *We look upon these resources as a heritage to be made use of in establishing and promoting the comfort, prosperity, and happiness of the American People, but not to be wasted, deteriorated, or needlessly destroyed*<sup>63</sup>. »

Le mouvement de conservation s'impose peu à peu sur le plan politique. La création des parcs nationaux, les questions de salubrité, de la pollution et de la gestion des ressources naturelles sont autant de sujets qui viennent placer la nature au cœur du débat politique au début du 20<sup>ème</sup> siècle. Ces questions participent également à éveiller progressivement l'attention du public sur la place de la nature au sein de la société. L'idée d'une protection de la nature entre progressivement dans les mœurs. Le *National Park Service*, une agence gouvernementale rattachée au ministère de l'Aménagement du Territoire, est créé en 1916 par le président Woodrow Wilson afin de gérer les parcs, monuments et réserves nationales dont le nombre enfle au fil des ans. Cette agence a pour objectif de veiller à la conservation de ces sites naturels et historiques pour les transmettre aux générations futures.

Avant 1930, l'action gouvernementale s'est concentrée largement sur les questions de gestion des terres et des ressources naturelles. La mise en place de mesures de conservation ne sera cependant pas une priorité pendant les « *roaring twenties* », une période qui consacre davantage le laissez-faire économique et la prospérité, au prix de la surexploitation des ressources naturelles. Le *Dust Bowl* des années 1930 est une des conséquences qui illustrent cette période désastreuse pour l'environnement et pour l'utilisation des ressources naturelles. Cependant à partir de la présidence de Franklin D. Roosevelt, le gouvernement s'implique davantage dans la mise en place d'une politique

---

<sup>62</sup> Voir lexique.

<sup>63</sup> « Declaration of the Conservation Conference », 15 mai 1908, en ligne, Internet, 15 août 2017. Available: <http://www.pbs.org/weta/thewest/resources/archives/eight/conconf.htm>.

environnementale allant au-delà de la philosophie conservationniste des décennies précédentes. La création des *Civilian Conservation Corps* par Franklin D. Roosevelt est un exemple de l'intégration progressive de la question environnementale aux enjeux politiques et sociaux de l'époque. Il s'agit d'un programme lancé par le gouvernement en 1933 pour donner du travail aux jeunes hommes chômeurs, sous conditions de certains critères. Ce programme visait essentiellement à combattre l'érosion des sols et les inondations grâce au reboisement des terres. Les années 1930-40 verront également une intégration progressive des enjeux environnementaux à la scène politique internationale comme le confirment les traités internationaux en faveur de la protection de la faune et de la flore qui verront le jour<sup>64</sup>. Les décennies 1940 et 1950 sont fortement marquées par la Seconde Guerre mondiale. Au cours de cette période les questions environnementales, considérées comme secondaires, sont volontairement déléguées aux États et pouvoirs locaux dans un contexte où la sécurité nationale et la menace communiste représentaient eux, en revanche, des priorités aux yeux du pouvoir fédéral.

La patrimonialisation de la nature qui commence dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle ne doit pas être ignorée quand il s'agit de traiter de la question des énergies. Dès le 19<sup>ème</sup> siècle la philosophie de préservation de la nature et de ses ressources s'oppose à une vision plus utilitariste. Face à l'exploitation grandissante des ressources, et d'une volonté de préservation des espaces scéniques, quelques lois mènent à un gel de certains territoires en vue de leur protection. Si la conséquence directe de ces politiques a mené à la sanctuarisation de certains territoires, notamment via la création d'un système de parcs nationaux, une des conséquences indirectes est, en revanche, l'impossibilité d'exploiter les ressources naturelles de ces territoires protégés. Le mouvement de conservation, né sous Gifford Pinchot, met en avant une vision différente de la philosophie préservationniste<sup>65</sup> de la place de la nature. Il insiste sur la conservation des ressources naturelles, c'est-à-dire la nécessité de gérer les ressources naturelles de manière raisonnable, rationnelle, afin de ne pas les épuiser et tendre ainsi vers une utilisation efficace. La théorie d'un usage multiple des forêts, à la fois pour l'industrie du bois, l'eau, le loisir, la vie sauvage est soutenue par Pinchot. L'idée de conservation des ressources selon Pinchot reflète déjà au début du 20<sup>ème</sup>, la tension qui pèse de plus en plus sur les ressources naturelles face à une exploitation croissante.

*We have passed the inevitable stage of the pillage of natural resources. The vast wealth we found upon this continent has made us rich. We have used it, as we had a right to do, but we have not stopped there. We have abused, and wasted, and exhausted so much that there is the gravest danger that our prosperity to-day will have been made at the- price of the suffering*

---

<sup>64</sup> *Convention Relative to the Preservation of Fauna and Flora in the Natural State* de 1933 ou *Nature Convention and Wildlife Preservation in the Western Hemisphere*, signé le 12 octobre 1940 par les États-Unis.

<sup>65</sup> Voir lexique.

*and poverty of our descendants. We may now fairly ask of ourselves a reasonable care for the future and a natural interest in those who are to come after us*<sup>66</sup>.

L'évolution des enjeux et des préoccupations au sujet de l'administration des espaces de nature continueront d'illustrer la tension qui existe entre l'utilisation des terres pour leurs ressources naturelles et la sanctuarisation de ces territoires. Il convient de retenir que protéger un espace naturel de l'exploitation est aussi synonyme de priver de l'extraction des ressources qui s'y trouvent. Le *wise use movement* des années 1980, porté par l'industrie des ressources naturelles, est une illustration des revendications qui naissent à l'encontre des logiques de conservation des terres. Les politiques d'acquisition de terres par l'État fédéral en vue de leur protection, notamment via le *Land and Water Conservation Fund Act* de 1964 ou le *Federal Land Policy and Management Act* de 1976 sont contestées par ce mouvement qui juge que le gouvernement prive les entreprises d'exploiter ces ressources.

---

<sup>66</sup> Pinchot, *The Fight for Conservation* 45.



## 1.4. Le mode de vie américain

### 1.4.1. Naissance et diffusion d'un mode de vie autour de l'abondance

La seconde révolution industrielle a permis aux Américains d'atteindre dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle un niveau de vie inégalé et envié par les autres pays. Au cours de cette période, les États-Unis ont connu une ère de prospérité économique et de développement industriel notamment grâce à l'évolution des moyens de transport et d'une forte croissance démographique. Les progrès technologiques nombreux et l'innovation technique incessante ont amené les Américains à un nouveau modèle social, dans lequel se développe la société de consommation, alimentée par la production de masse. Il s'agit de « *the American way of life* ».

Le mode de vie américain est un modèle qui a puisé ses origines dans le développement de l'industrialisation. De manière plus spécifique, la rationalisation du travail et la division des tâches dans l'activité de production pour accroître la productivité de chacun sont des concepts, d'abord développés selon l'organisation scientifique du travail de Taylor dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, puis repris par Ford au début du 20<sup>ème</sup> siècle. Ils ont largement contribué à l'essor de la production de masse. Des biens de consommation standardisés sont fabriqués à la chaîne, en masse et pour les masses, avec un rendement maximum afin de répondre à la demande accrue des Américains. La production massive de biens standardisés permet de réaliser des économies d'échelle, une augmentation de la production et des gains de productivité, ce qui a pour effet la baisse des prix de ces biens de consommation et donc leur accessibilité au plus grand nombre. La consommation devient synonyme de l'amélioration du style de vie de chacun, notamment pour les nouveaux Américains qui veulent se fondre dans le creuset américain et rêvent d'ascension sociale. L'accessibilité des biens de consommation au plus grand nombre, grâce à leurs prix raisonnables, participe à l'homogénéisation de la société. En parallèle, les publicités relayées par le biais des médias contribuent à alimenter l'idée que le rêve américain est lié à la consommation de biens matériels, à la recherche du bonheur matériel comme l'explique Emily S. Rosenberg, professeur émérite de l'université d'Irvine en Californie et spécialisée dans l'histoire de l'expansion économique et culturelle américaine.

*Les dirigeants, dans les médias, le monde du spectacle ou dans l'industrie publicitaire visaient souvent les sous-cultures (sub-cultures) des immigrants, développaient les imaginaires des consommateurs assimilant les achats à des moments d'affirmation de soi. Les biens de consommation se dotaient de qualités humaines, signifiant du glamour, des loisirs et du respect. Le modèle américain de consommation de masse, si bien adapté à la grande diversité et à la mobilité de la société, s'entrelaçait avec des définitions singulières de la « liberté »*

*personnelle et de la culture politique de la « démocratie ». La consommation de masse et le divertissement de masse façonnèrent le « rêve américain » d'une mobilité ascendante et d'une richesse sans cesse renouvelée<sup>67</sup>.*

L'un des symboles majeurs de la société de consommation au début du 20<sup>ème</sup> siècle est la voiture. Les premières voitures sont construites dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, mais Henry Ford révolutionne le marché de l'automobile dès 1908 avec la Ford T. Avant 1908, les voitures demeurent un bien de luxe, que seuls les plus aisés peuvent s'offrir. Ford était conscient que le marché de l'automobile resterait restreint aussi longtemps que le prix d'une voiture ne serait pas accessible aux classes les moins aisées. Il décide alors d'augmenter le salaire de certains de ces employés de cinq dollars par jour dès 1914 pour stimuler la consommation, si bien qu'en 1929, 50% des familles américaines possédaient une voiture<sup>68</sup>. Entre 1945 et 1960, le nombre de voitures augmente de 133% aux États-Unis<sup>69</sup>. Ce mode de transport devient ainsi accessible au plus grand nombre et participe à l'enracinement d'une société de consommation grâce à un nouveau modèle de production industriel, le fordisme<sup>70</sup>. L'industrie de la voiture illustre en tout point le développement de nouvelles normes au sein de la société de consommation. Le président de *General Motors* a par exemple élaboré un moyen de créer le besoin de consommer dès 1927, en améliorant les modèles de ses voitures tous les ans. Il considérait que les Américains seraient poussés à la consommation s'ils voyaient leur voisin conduire des voitures plus performantes et plus sophistiquées que la leur<sup>71</sup>. Il crée l'idée de besoin auprès du consommateur avec ses voitures, un déclencheur de la consommation. La voiture symbolise donc à elle seule le rêve américain, le désir de liberté, de propriété personnelle, d'individualité mais aussi de démocratie en devenant accessible à tous.

---

<sup>67</sup> Emily S. Rosenberg, « Le « Modèle américain » de la consommation de masse », Trans. Romain Huret *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*. 108 (2009): 111-142.

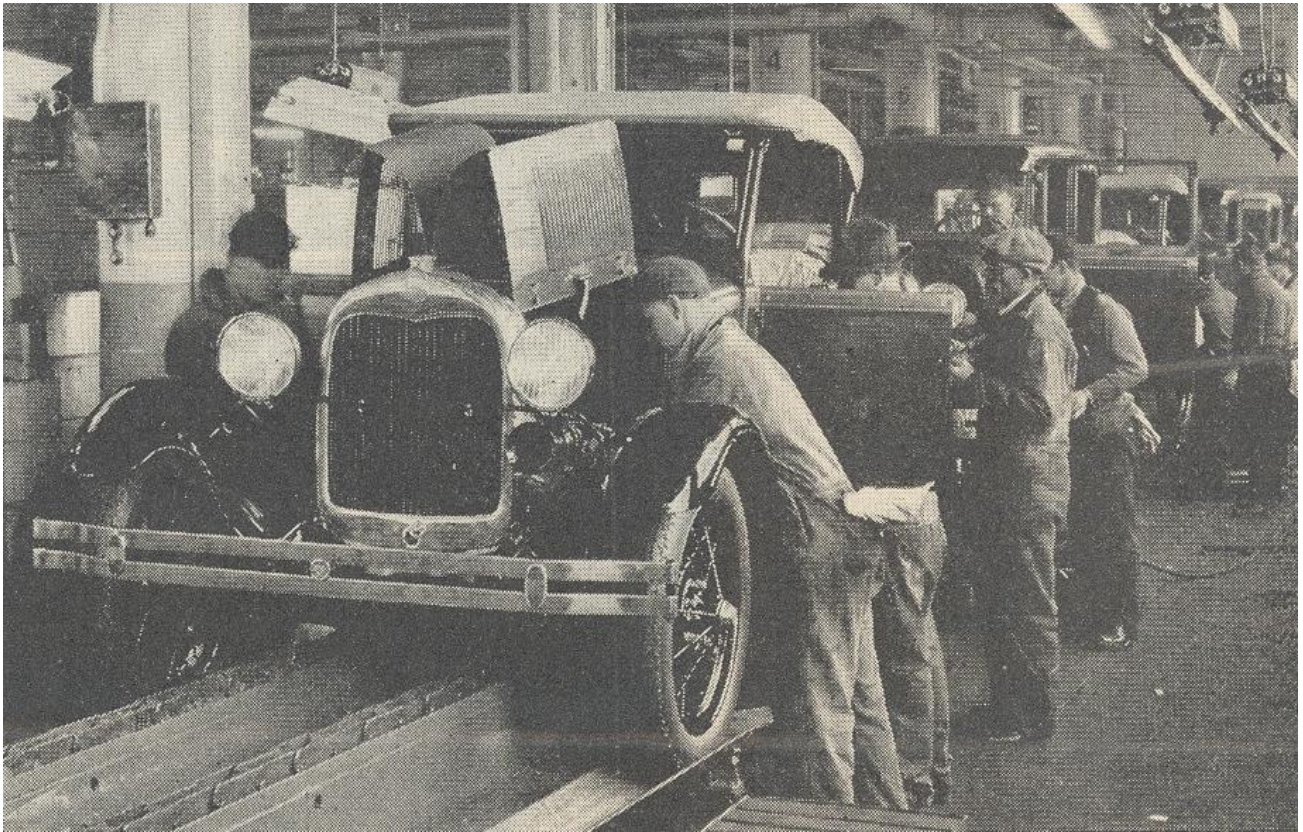
<sup>68</sup> Steinberg, *Down to Earth* 207.

<sup>69</sup> Karen R. Merrill, *The Oil Crisis of 1973-1974: a Brief History with Documents*, The Bedford series in history and culture (Boston: Bedford/St. Martin's, 2007) 15.

<sup>70</sup> Voir lexique.

<sup>71</sup> Steinberg, *Down to Earth* 209.

Figure 2 : Fabrication de la Ford T



Source : *The Literary Digest*, The assembling line is compared to “a modern dance”, 7 janvier 1928.

La diffusion rapide de la voiture comme nouveau moyen de transport aura une influence considérable sur le mode de vie américain, l’urbanisation et l’aménagement du territoire. Les familles rurales peuvent désormais se déplacer plus facilement pour aller consommer en ville, les migrations pendulaires domicile-travail peuvent être allongées grâce à l’indépendance procurée par la voiture. L’urbanisation évolue également. Les villes, congestionnées par l’afflux de migrants, s’étalent par le biais des transports publics en banlieue dès la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle. La banlieue devait offrir aux Américains un compromis entre, l’accessibilité à la nature et la nécessité de se rendre en ville, lieu de concentration des « *maux sociaux*<sup>72</sup> » pour travailler. Elle reflète le cliché de l’idéal américain standardisé, la maison individuelle, la pelouse, la voiture. La démocratisation de cette dernière amène dans les années 1930, au doublement de la surface totale des routes qui passent à un peu plus de 2 millions de kilomètres<sup>73</sup> de surface. Par la suite, sous l’impulsion du président Dwight D. Eisenhower, c’est par le biais du *Federal Aid Highway Act*, signé en 1956 que le réseau autoroutier s’étend de plus de 66 000 kilomètres. Cette extension prévue sur une décennie et qui représente un chantier sans précédent, est voulue par l’État fédéral pour moderniser le réseau des transports.

<sup>72</sup> Cynthia Ghorra-Gobin, *Les États-Unis: espace, environnement, société, ville* (Paris: Nathan, 1993) 157.

<sup>73</sup> Steinberg, *Down to Earth* 213.



L'objectif est d'adapter les voies de transport à l'augmentation du nombre de voitures mais aussi de faciliter la communication entre les États fédérés, surtout en cas d'attaque sur le territoire. Il convient de noter en outre, que le financement de ce réseau s'appuie sur de nombreuses taxes, notamment des taxes sur les carburants. La généralisation de la voiture et le développement d'un vaste réseau routier et autoroutier par l'État fédéral a permis dès les années 1950-1960, l'accélération de la construction de banlieues indépendantes et facilement accessibles. Des *shopping malls* y sont créés afin d'offrir aux banlieues une gamme de services comparables à celle disponible en centre-ville. Les voitures restent encore aujourd'hui le symbole du mode de vie américain, tant elle a façonné à la fois leur mode de vie au quotidien et le territoire. Près de 86 % des Américains se rendent au travail en voiture soit seuls ou par covoiturage<sup>74</sup> selon une enquête du Bureau du recensement en 2013. De même, en 2013 seulement 4% des actifs ne possédaient pas de voiture, alors que 32% d'entre eux possèdent au moins 3 véhicules par foyer<sup>75</sup>. Ces chiffres illustrent le rôle prépondérant de la voiture dans le quotidien des Américains dès le 20<sup>ème</sup> siècle. Cependant, il apparaît en filigrane, que l'accès aux voitures, l'augmentation des distances parcourues grâce aux voitures, la fréquence des déplacements individuels, sont des éléments qui vont jouer un rôle majeur dans l'évolution du mix énergétique<sup>76</sup> américain dès la démocratisation de la voiture. Tout comme le pétrole est nécessaire pour alimenter les voitures, il devient nécessaire pour alimenter le modèle américain. Cet hydrocarbure devient la ressource énergétique la plus utilisée par les Américains dès le milieu du 20<sup>ème</sup> siècle, notamment du fait de la banalisation de la voiture comme moyen de déplacement privilégié.

#### **1.4.2. Ressources énergétiques et mode de vie américain**

Le mode de vie américain s'est dessiné au fil des années autour de l'abondance. L'accès à une énergie abondante et bon marché est un autre des emblèmes de ce mode de vie. La consommation de ressources naturelles pour alimenter ce mode de vie explose au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, afin de fournir l'énergie nécessaire à la production de biens et de services. Dès les années 1950, les Américains importent plus de pétrole qu'ils n'en produisent pour répondre à leurs besoins énergétiques

---

<sup>74</sup> U.S. Census Bureau, « Who Drives to Work? Commuting by Automobile in the United States: 2013 - Acs-32.pdf », 2015, en ligne, Internet, 14 mai 2017. Available: <https://www.census.gov/library/publications/2015/acs/acs-32.html>.

<sup>75</sup> U.S. Census Bureau, « Who Drives to Work? Commuting by Automobile in the United States: 2013 - Acs-32.pdf ».

<sup>76</sup> Voir lexique.

croissants<sup>77</sup>. Le pétrole prend progressivement une place prépondérante dans l'économie américaine, si bien qu'après la Seconde Guerre mondiale, il devient indispensable au quotidien des Américains, puisqu'il permet de produire toute une gamme de produits allant du plastique à l'engrais. De l'utilisation du plastique pour les emballages de produits au papier, la consommation et par conséquent les déchets produits par les Américains explosent après-guerre, dans une société où le jetable remplace le durable.

L'historique de la consommation énergétique américaine démontre l'émergence des trois énergies dominantes dès le début du 20<sup>ème</sup> siècle. Selon l'EIA, la consommation de pétrole des Américains passe de 0,2 quadrillion de Btu en 1900 à 40,4 en 2005. La consommation de gaz naturel passe de 0,3 quadrillion de Btu en 1900 à 23,4 en 2008. Pour ce qui est du charbon, la consommation du pays passe de 6,8 quadrillions de Btu en 1900 à 22,8 en 2005<sup>78</sup>. La consommation énergétique du pays peut également être vue par le prisme des secteurs qui reçoivent cette énergie. Entre 1949 et 2011, la consommation énergétique de ces secteurs n'a cessé de croître. Quatre grands secteurs se partagent la consommation de l'énergie finale<sup>79</sup> aux États-Unis, le secteur industriel est le plus grand consommateur d'énergies suivi du secteur des transports, du secteur résidentiel puis du secteur commercial, selon l'EIA. Par exemple, en 2011, le secteur industriel représentait 31% de la consommation énergétique contre 28% pour les transports, 22% pour le secteur résidentiel et 19% pour le secteur commercial. À elles deux, la consommation des industries et celle des transports représentaient en 2011 les 3/5 de la consommation d'énergie finale nationale. En termes de consommation d'énergies primaires<sup>80</sup>, en 2011 par exemple, l'EIA recensait cinq grandes sources : le pétrole qui représentait 35% de l'énergie primaire consommée, le gaz naturel qui représentait 26% de l'énergie primaire consommée, le charbon qui représentait 20% de l'énergie primaire consommée, les énergies renouvelables qui représentaient 9% de l'énergie primaire consommée et le nucléaire qui représentait 8% de l'énergie primaire consommée. Le pétrole est la source majeure d'alimentation des transports, à 93% et représente 40% de l'alimentation du secteur industriel. Le gaz naturel alimente à 41% le secteur industriel et à 75% le secteur résidentiel et commercial. Le secteur électrique, qui est le plus grand secteur de consommation d'énergie primaire (40%) devant les transports (28%), l'industrie (21%) et le secteur résidentiel et commercial (11%), était alimenté en 2011 principalement par le charbon. 92% du charbon constituait 46% de la consommation

---

<sup>77</sup> Eric R. A. N. Smith, *Energy, the Environment, and Public Opinion* (Lanham, Md: Rowman & Littlefield Publishers, 2002) 17.

<sup>78</sup> U.S. Energy Information Administration, « History of Energy Consumption in the United States, 1775–2009 - Today in Energy ».

<sup>79</sup> Voir lexique.

<sup>80</sup> Voir lexique.

énergétique de ce secteur. Par ailleurs 54% de la production d'énergies renouvelables alimentait à hauteur de 13% la consommation du secteur électrique et 100% de la production d'énergies renouvelables contribuait à 21% de la consommation de ce secteur<sup>81</sup>.

Ces chiffres illustrent l'omniprésence des énergies fossiles dans tous les secteurs de la vie économique aux États-Unis. La consommation grandissante d'énergie au fil des décennies n'a eu pour seul effet que d'accroître la dépendance américaine à ces ressources. Le pétrole, le charbon et le gaz naturel deviennent les trois sources d'énergies dominantes dans le mix énergétique américain à partir du 20<sup>ème</sup> siècle. Leur abondance, et leur prix bon marché ont permis aux Américains de pouvoir s'en procurer pour alimenter leurs besoins, même quand ils n'en produisaient plus assez. L'accroissement du delta entre la production et la consommation d'énergie des Américains est sans doute une donnée essentielle pour comprendre leur mode de vie. Ainsi dès 1954, la consommation totale d'énergie devient supérieure à la production totale d'énergies et l'écart entre consommation et production ne cessera d'augmenter au cours des décennies<sup>82</sup>. Le mode de vie américain basé sur une consommation excessive, un besoin compulsif de posséder et l'idéal d'un bonheur matériel a été rendu possible au 20<sup>ème</sup> siècle grâce à l'exploitation effrénée des ressources naturelles du pays mais surtout, après la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, grâce aux exportations croissantes d'énergies. Ce mode de vie s'est largement diffusé à travers le monde après la Seconde Guerre mondiale, en dépit des conséquences environnementales.

*[...] polls show that our popular culture has made the United States seem to others 'exciting, exotic, rich, powerful, trend-setting— the cutting edge of modernity and innovation.' And such images have appeal 'in an age when people want to partake of the good life American-style, even if as political citizens, they are aware of the downside for ecology, community, and equality'<sup>83</sup>.*

---

<sup>81</sup> U.S. Energy Information Administration, « Annual Energy Review 2011- Energy Consumption by Sector », 2011, en ligne, Internet, 17 oct. 2019. Available: <https://www.eia.gov/totalenergy/data/annual/pdf/sec2.pdf>.

<sup>82</sup> Smith, *Energy, the Environment, and Public Opinion* 47.

<sup>83</sup> Joseph S. Nye, *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, 1st ed. (New York: Public Affairs, 2004) 12.

## 1.5. Remise en question du mode de vie américain

### 1.5.1. La consommation effrénée des ressources naturelles

Toutes les civilisations reposent sur la consommation d'énergie, qu'il s'agisse d'alimenter le plus simple besoin ou le plus complexe. Deux éléments sont donc essentiels pour ne pas manquer d'énergie, il faut que l'approvisionnement en énergie soit assuré soit par la production nationale ou bien l'importation et que les prix soient stables et abordables pour que chacun puisse en bénéficier de manière continue.

Entre 1940 et 1960, le produit national brut américain passe de 200 milliards de dollars à 500 milliards de dollars<sup>84</sup>. Ces chiffres attestent de la forte vitalité du tissu économique américain, mais ils témoignent également de l'explosion de la production aux États-Unis en 20 ans. Cette production repose essentiellement sur l'accès facile à une énergie abondante et bon marché. Tout comme la production, la consommation d'énergie n'a cessé d'augmenter au fil des années. De la généralisation de la voiture, à la climatisation dans les maisons, les Américains n'ont cessé de vouloir augmenter leur confort au quotidien, leur bonheur matériel, parfois sans même se douter que leur confort demandait une surconsommation énergétique par rapport au reste du monde. Les chiffres de la consommation d'énergie par habitant sont d'ailleurs révélateurs de la surconsommation d'énergie des Américains par rapport au reste du monde. À titre d'exemple, lorsque des mesures d'urgence face au choc pétrolier sont prises par le président Nixon en 1973, il révèle que les Américains qui représentent 6% de la population mondiale consomment 30% de l'énergie mondiale ou encore que suite à ces mesures les Américains consommeront en 7 jours ce que d'autres consomment en 1 an<sup>85</sup>. Autre exemple, en 1976, la consommation d'énergie par habitant était de 8,1 tep<sup>86</sup> aux États-Unis, alors qu'au Canada elle était de 7 tep, en Australie de 4,7 tep, au Royaume-Uni, elle était de 3,7 tep, en France de 3,1 tep, au Mexique de 0,8 tep, en Chine de 0,5 tep ou en Inde de 0,1 tep<sup>87</sup>. La comparaison de la consommation énergétique par habitant entre ces pays révèle que tous les humains n'ont pas la

---

<sup>84</sup> Merrill, *The Oil Crisis of 1973-1974* 16.

<sup>85</sup> Richard Nixon, « Address to the Nation About Policies to Deal With the Energy Shortages. », 7 nov. 1973, en ligne, Internet, 22 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-nation-about-policies-deal-with-the-energy-shortages>.

<sup>86</sup> 1 tep est l'abréviation de 1 tonne équivalent pétrole. La tonne équivalent pétrole est une unité de mesure qui représente l'énergie calorifique de la combustion d'une tonne de pétrole brut et qui est utilisée pour exprimer les diverses sources d'énergies en une seule unité commune. Ainsi le pétrole, le charbon, l'électricité primaire, ou encore le nucléaire peuvent être exprimés en tonne équivalent pétrole. Les énergies sont comparées à partir de leur pouvoir calorifique pour être exprimées en tep.

<sup>87</sup> Pierre Maillat et Martine Cassette-Carry, *L'Énergie*, 127<sup>e</sup> éd. (Paris: Presses universitaires de France, 1982) 47.

même consommation énergétique ou le même accès aux ressources énergétiques. En 1976, les Américains étaient les habitants qui consommaient le plus d'énergie sur Terre, les chiffres précédemment cités viennent justifier pourquoi leur niveau de vie se voulait supérieur au reste du monde. Il convient de remarquer, au vu des exemples cités, que la consommation énergétique va de pair avec le niveau de développement du pays. Le niveau d'industrialisation, les conditions climatiques, le niveau de mécanisation du pays, les activités industrielles prépondérantes, le niveau de vie des habitants, sont autant de facteurs qui peuvent influencer cette consommation énergétique par tête. Aux États-Unis, l'accès à une voiture, au chauffage, à la climatisation, aux appareils domestiques, à l'électricité courante, sont autant d'éléments qui concourent à augmenter la consommation énergétique par tête, par rapport aux pays asiatiques ou africains. Quelques exemples concrets permettront d'illustrer l'augmentation de la consommation d'énergie des Américains. Selon l'EIA<sup>88</sup>, 14% des foyers américains possédaient un four micro-onde en 1980 contre 96% en 2009. 29% des foyers américains possédaient au moins trois téléviseurs en 1980 contre 44% en 2009. Autres données, seuls 6% des foyers possédaient au moins deux ordinateurs en 1980 contre 35% en 2009. En 1980, 27% des foyers disposaient d'un système central d'air conditionné contre 63% en 2009. D'ailleurs, en 2009 ils ne sont que 13% des foyers à ne posséder aucun système d'air conditionné contre 43% en 1980. Ces chiffres témoignent du mode de vie de plus en plus énergivore des foyers américains.

### **1.5.2. Le tournant des années 1970**

À partir des années 1970, un des facteurs de la remise en question de ce mode de vie sont les crises pétrolières de 1973 et 1979. Lors du premier choc pétrolier en 1973, les Américains sont frappés de plein fouet car le mode de vie américain est progressivement venu se reposer sur une consommation croissante du pétrole depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle. L'or noir a remplacé le charbon dans le mix énergétique américain, jusqu'à devenir la première source d'énergie consommée dans le pays. La demande pour les énergies fossiles et surtout le pétrole étant croissante, les Américains sont devenus de plus en plus dépendants aux importations de pétrole, notamment en provenance du golfe Persique puisqu'ils n'en produisaient pas suffisamment. De novembre 1970 jusqu'à novembre 2017, la production de pétrole brut américaine n'a jamais été supérieure à 10 millions de barils par jour. Après un pic en novembre 1970 à 10,044 millions de barils produits par jour, la production nationale

---

<sup>88</sup> U.S. Energy Information Administration, « Annual Energy Review 2011- Energy Consumption by Sector ».

retombe au plus bas jusqu'à frôler les 4 millions de barils produits par jour à la fin des années 2000, avant de connaître un nouveau pic en 2017 avec 10,038 millions de barils par jour<sup>89</sup>. Parallèlement à cette production déclinante, la consommation nationale de pétrole s'est avérée exponentielle de manière générale. En 1970, les Américains consommaient 29,5 quadrillions Btu de pétrole, et 35,3 quadrillions de Btu en 2009, au plus bas de la production nationale<sup>90</sup>. Le mode de vie énergivore des Américains les a donc conduits à connaître une consommation énergétique supérieure à leur production<sup>91</sup>. Par conséquent, les Américains sont devenus des importateurs nets<sup>92</sup> de pétrole dès la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, ce qui a renforcé leur dépendance énergétique et les effets de chaque choc pétrolier sur leur économie.

Un autre facteur de la remise en question du mode de vie américain dans la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle est incontestablement l'émergence des enjeux environnementaux en tant que sujet de société. Après la Seconde Guerre mondiale, la société américaine est relativement homogénéisée grâce à la démocratisation des biens de consommation qui conduit à la jouissance matérielle. Cependant, une grande partie des Américains se mettent en quête de nouvelles valeurs, supérieures à celles diffusées par la société de consommation. Alors qu'un seuil de bonheur matériel est en passe d'être atteint par tous, « *la prospérité sans égale est remise en cause par une jeunesse de gauche pour qui la vie vaut plus qu'une simple acquisition de biens matériels*<sup>93</sup> » au début des années 1960 comme l'explique le sociologue Frédéric Martel. Si ce constat vaut pour ce qui est du domaine culturel du point de vue du sociologue, il peut être transposé au plan du mode de vie des Américains. Stewart Lee Udall, ministre de l'Aménagement du Territoire sous les administrations Kennedy et Johnson, souligne d'ailleurs en 1963, dans *The Quiet Crisis*, le paradoxe d'une société américaine en quête de bonheur et qui a négligé l'environnement alors même qu'elle semble mieux armée que les autres puisque son niveau de vie est envié par les autres pays du monde.

*One of the paradoxes of the American society is that while our economic standard has become the envy of the world, our environmental standard has steadily declined. We are better housed, better nourished, and better entertained, but we are not better prepared to inherit the earth or to carry on the pursuit of happiness*<sup>94</sup>.

---

<sup>89</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. Monthly Crude Oil Production Exceeds 10 Million Barrels Per Day, Highest Since 1970 - Today in Energy », 1 févr. 2018, en ligne, Internet, 18 oct. 2019. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=34772>.

<sup>90</sup> U.S. Energy Information Administration, « History of Energy Consumption in the United States, 1775–2009 - Today in Energy ».

<sup>91</sup> Pour comparer la production et la consommation de pétrole, il convient de noter qu'un baril équivaut à 5, 705 000 Btu selon l'EIA.

<sup>92</sup> Voir lexique.

<sup>93</sup> Frédéric Martel, *De la Culture en Amérique*, Champs essais 1009 (Paris: Flammarion, 2011) 79.

<sup>94</sup> Udall, *The Quiet Crisis* 201.

L'élévation du niveau de vie dans la première moitié du siècle a permis aux Américains de répondre aux dépenses qui sont nécessaires pour s'assurer un confort de vie. Il est désormais question de se tourner vers un mode de vie plus qualitatif. Puisque le progrès technologique permet d'accroître le niveau de vie et surtout l'espérance de vie, la préoccupation devient de vivre mieux. Le mouvement environnemental moderne apparaît en même temps que la recherche de ces nouvelles valeurs.

L'avènement d'une idéologie environnementale dès les années 1960-70 qui anime une grande majorité des Américains et les deux crises pétrolières des années 1970 constituent donc des éléments majeurs de la remise en question d'un mode de vie extrêmement énergivore. Ces deux grands événements dans l'histoire américaine marquent certes, une prise de conscience populaire, néanmoins il convient de noter que certaines voix dénonçaient déjà auparavant les dangers d'un tel mode de vie compte tenu de la déplétion des ressources naturelles. Alors qu'il s'adressait au Congrès en 1962, John F. Kennedy déclara : « *The standard of living we enjoy greater than any other nation in history is attributable in large measure to the wide variety and rich abundance of this country's physical resources. But these resources are not inexhaustible-nor do they automatically replenish themselves*<sup>95</sup> .»

---

<sup>95</sup> John F. Kennedy, « Special Message to the Congress on Conservation. », 1 mars 1962, en ligne, Internet, 25 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/special-message-the-congress-conservation>.

## 2. Émergence simultanée des enjeux environnementaux et énergétiques et (re)connaissance de l'opinion publique

### 2.1. Ressources énergétiques, catastrophes et émergence du mouvement environnemental moderne

#### 2.1.1. Le rôle des catastrophes naturelles dans la naissance du mouvement environnemental moderne

Le mouvement environnemental moderne américain naît au cours des années 1960. Il trouve ses racines dans le 19<sup>ème</sup> siècle, où de nombreuses préoccupations en matière de conservation et de préservation de la nature étaient déjà observables. Il en va de même pour les questions de gestion des ressources naturelles, qui sont devenues une source de préoccupation très tôt dans l'histoire du pays, compte tenu de l'émergence de la problématique de la déplétion de ces ressources, en parallèle des thématiques de protection de la nature. En 1962, le président John F. Kennedy écrivait au Congrès à ce sujet, remarquant d'ailleurs que la question de la conservation doit être celle des ressources naturelles dans leur ensemble, en y incluant les énergies : « *Our national conservation effort must include the complete spectrum of resources: air, water, and land; fuels, energy, and minerals; soils, forests, and forage; fish and wildlife. Together they make up the world of nature which surrounds us a vital part of the American heritage*<sup>96</sup> .»

Le mouvement environnemental moderne naît autour de ces questions de conservation, tout en incluant également de nouveaux enjeux. Ce mouvement est avant tout focalisé sur les problématiques de la pollution, avec des revendications pour un accès à un air pur, à de l'eau et des sols sains, mais aussi une gestion des ressources permettant à l'Homme de vivre en harmonie avec son environnement. S'il est le fruit d'une convergence des préoccupations populaires autour de ces questions, la médiatisation de certaines catastrophes au cours des années 1960-70 a accéléré l'agglomération des revendications des Américains à cette période, faisant du mouvement environnemental, un mouvement de masse.

---

<sup>96</sup> Kennedy, « Special Message to the Congress on Conservation ».



Ces évènements auront une importance non négligeable dans l'ascension du mouvement environnemental puisqu'ils vont porter à la connaissance de tous, les conséquences du gaspillage des ressources, de la pollution et surtout mettre en lumière les désastres écologiques ou humains, qui vont venir confirmer les angoisses du grand public quant aux dangers environnementaux.

Un certain nombre des catastrophes qui ont attiré le regard de l'opinion publique sont directement liées à l'énergie. Qu'il s'agisse de la pollution de l'air, de la pollution des sols, de l'eau, des risques sanitaires, tous ces enjeux ont pour dénominateurs communs l'exploitation ou la production d'énergie. La pollution de l'air est intrinsèquement liée aux émissions de CO<sub>2</sub> majoritairement issues de la combustion des énergies fossiles, les pluies acides, les marées noires, ou encore les risques d'irradiations, sont des exemples démontrant à quel point le mouvement environnemental moderne est inspiré des risques liés à l'exploitation des ressources énergétiques.

### **2.1.2. Médiatisation et prise de conscience populaire**

Quelques exemples permettront de comprendre les accidents et catastrophes qui ont encouragé l'émergence des préoccupations populaires. En 1962, par exemple un incendie se déclenche dans la mine de charbon de la ville de Centralia en Pennsylvanie. Abritant près de 1200 habitants en 1962, aujourd'hui la ville est considérée comme fantôme car désertée de tous ses habitants. En 1983, suite à une médiatisation nationale de cet accident, le Congrès alloue un budget de 42 millions de dollars pour le déménagement des résidents<sup>97</sup>. Alors que l'origine de cet incendie reste incertaine, les impacts environnementaux sont nombreux. Le Département de la Protection de l'Environnement de Pennsylvanie (DEP) cite en effet la pollution de l'air, les émissions de GES, de monoxyde de carbone, la disparition de la végétation, un environnement hostile pour la faune et la flore<sup>98</sup>. Le DEP rapporte que l'absence de construction d'une barrière non combustible aurait permis au feu de se propager de son point de départ jusqu'à la mine adjacente<sup>99</sup>. Inextinguible, le sous-sol de la ville de Centralia continue de se consumer et de relâcher des gaz toxiques. Si le feu de mine de Centralia résulte a priori

---

<sup>97</sup> Department of Environmental Protection, « Centralia Frequently Asked Questions », s. d., en ligne, Internet, 25 nov. 2019. Available: <http://files.dep.state.pa.us/Mining/Abandoned%20Mine%20Reclamation/AbandonedMinePortalFiles/Centralia/CentraliaFrequentlyAskedQuestions.pdf>.

<sup>98</sup> Department of Environmental Protection, « Centralia Frequently Asked Questions ».

<sup>99</sup> Department of Environmental Protection, « Centralia Mine Fire Resources » *Department of Environmental Protection*, s. d., en ligne, Internet, 25 nov. 2019. Available: <https://www.dep.pa.gov:443/Business/Land/Mining/AbandonedMineReclamation/AMLProgramInformation/Centralia/Pages/default.aspx>.

d'un accident, il n'en demeure pas moins que compte tenu de l'histoire de la Pennsylvanie, grand État minier, l'éventualité d'un nouvel accident demeure encore présente puisque l'État compte des douzaines<sup>100</sup> de mines abandonnées ou de piles de déchets de charbon issues de l'exploitation passée. Face à la montée des revendications environnementales, l'État fédéral ne règlementera l'exploitation des mines de charbon qu'en 1977 avec le *Surface Mining Control and Reclamation Act*, puisqu'avant cela la production de charbon n'était que très peu encadrée.

Autre exemple, en novembre 1966, le *smog* tue 400 New-Yorkais<sup>101</sup>. Ce 24 novembre, l'index de pollution de la ville indiquait que la quantité de contenus dangereux dans l'air était cinq fois supérieure à la norme. Cet incident va attirer l'attention des New-Yorkais sur la pollution, la multiplication des automobiles et des usines, des centrales à charbon et les dangers de la pollution pour la santé humaine.

En janvier 1969, un autre évènement interpelle les consciences américaines. Suite à une explosion d'une plateforme pétrolière au large des côtes de Santa Barbara, plus de 11 millions de litres de pétrole se déversent pendant des jours, créant un des plus grands désastres environnementaux que les États-Unis n'aient jamais connus. Les médias couvriront cette tragédie et relayeront à travers tout le pays les images désastreuses de la marée noire<sup>102</sup> qui touche les plages de la côte, les animaux englués dans la marée noire, un paysage dévasté. Le président Nixon en déplacement à Santa Barbara quelques semaines après l'accident pour constater les dégâts déclarera « *I think that the Santa Barbara incident has frankly touched the conscience of the American people. It made headlines in Santa Barbara. I can assure you it made headlines in Washington and New York and all over this Nation*<sup>103</sup> .»

---

<sup>100</sup> Peter Moskowitz, « Pennsylvania Puts \$1.4m Towards Extinguishing Years-Old Mine Fire » *The Guardian*, 22 août 2014, en ligne, Internet, 27 nov. 2019. Available: <https://www.theguardian.com/environment/2014/aug/22/pennsylvania-extinguishing-years-old-fire-centralia>.

<sup>101</sup> Chicago Tribune, « New York Area Is Blanketed by Heavy Smog », 25 nov. 1966, en ligne, Internet, 7 déc. 2016. Available: <http://archives.chicagotribune.com/1966/11/25/page/1/article/new-york-area-is-blanketed-by-heavy-smog>.

<sup>102</sup> Voir lexique.

<sup>103</sup> Richard Nixon, « Remarks Following Inspection of Oil Damage at Santa Barbara Beach. », 21 mars 1969, en ligne, Internet, 7 déc. 2016. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-following-inspection-oil-damage-santa-barbara-beach>.

Figure 3 : Photo du président Richard Nixon visitant Ledbetter Park à Santa Barbara suite à la marée noire, le 21 mars 1969.



Source : *National Archives Catalog*, White House Photo Office Collection (Nixon Administration), 1/20/1969 - 8/9/1974, 21 mars 1969.

Première marée noire diffusée à l'écran, la catastrophe de Santa Barbara a créé une vive émotion auprès de l'opinion publique dans un contexte d'effervescence sociale. L'organisation *Get Oil Out* est un exemple des réactions après Santa Barbara. Elle est créée suite à cette catastrophe avec pour revendication la protection du littoral face au grand nombre de forages de pétrole dans la zone. « *Get Oil Out! Inc. was formed in the wake of the Santa Barbara Oil Spill of 1969. The shock and horror of that environmental disaster inspired a generation of environmentalists to fight oil pollution and to fight oil addiction*<sup>104</sup>. » Suite à la marée noire de Santa Barbara le Congrès adopte le *National Environmental Policy Act* (NEPA) qui requiert que les agences fédérales réalisent une étude d'impact environnemental et une évaluation environnementale avant toute décision majeure afin de considérer les retombées sur l'environnement. La marée noire causée par l'Exxon Valdez en Alaska en 1989, amènera le Congrès à adopter en 1990 le *Oil pollution Act*.

La catastrophe de Santa Barbara est considérée comme un accident majeur et fondateur dans la construction du mouvement environnemental moderne. En effet, les Américains qui n'avaient jamais

<sup>104</sup> « About – Get Oil Out » [getoilout.org](https://getoilout.org), 2018, en ligne, Internet, 26 nov. 2019. Available: [https://getoilout.org/?page\\_id=12](https://getoilout.org/?page_id=12).

pu constater les conséquences d'une marée noire sur les animaux et le paysage seront choqués par les photos relayées dans les médias. Il existe de nombreux événements qui, au fil des ans, sont venus impulser l'émergence des revendications environnementales. La médiatisation de ces événements impactera d'autant plus les Américains que la violence des images vient éveiller les consciences. Ces images auront pour effet de sensibiliser les Américains sur la vulnérabilité de l'environnement et l'interdépendance de toutes les formes de vie dans cet environnement. Les catastrophes environnementales sont bien souvent liées au processus d'exploitation des énergies, ce qui engendra la mise en place d'un certain nombre de réglementations visant à protéger l'environnement tout en assurant la pérennité de la production d'énergie tant nécessaire à la santé économique du pays.



## 2.2. Opinion publique et enjeux énergétiques au cours des années 1970

### 2.2.1. Le premier *Earth day*

Alors que les revendications du mouvement environnemental s'implantent dans l'opinion publique au cours des années 1970, il est intéressant de remarquer que les problématiques énergétiques viennent elles aussi converger avec les enjeux environnementaux à la même période. Les décennies qui précèdent les années 1970 voient naître la société de consommation, la production en masse, la recherche du bonheur matérialiste et personnel grâce à une utilisation excessive des ressources naturelles du pays, des valeurs finalement aux antipodes de celles de l'environnementalisme. Avant les années 1960, l'enjeu environnemental apparaissait comme secondaire compte tenu des attentes des Américains axées sur la recherche d'un mode de vie plus confortable, notamment à travers la démocratisation des biens de consommation et un niveau de vie plus élevé. Les enjeux énergétiques, eux, ne font pas l'objet de préoccupations publiques car les ressources sont abondantes et peu chères. L'émergence d'une prise de conscience environnementale à grande échelle et les difficultés engendrées par les deux crises énergétiques des années 1970 sont deux facteurs qui viennent soulever de nouvelles questions comme celles autour de la conservation de l'énergie, celles des effets négatifs de l'utilisation des énergies fossiles, du gaspillage des ressources naturelles ou encore du possible antagonisme entre ces deux enjeux sans changer de modèle de consommation. Ces questions s'invitent dans le débat public dans les années 1960-70, dans un climat social agité.

L'illustration la plus éloquente de l'inquiétude grandissante des Américains face aux enjeux environnementaux demeure le premier *Earth Day* qui a lieu le 22 avril 1970. La mobilisation massive des Américains lors de cette journée donne à cette manifestation la valeur d'un acte politique fort, car il reflète un consensus populaire. Le 22 avril 1970, ce sont plus de 20 millions d'Américains<sup>105</sup> qui se rassemblent pacifiquement à travers le pays sous l'impulsion des mouvements populaires locaux pour dire massivement leur désir d'un environnement plus sain. Grâce à la force du mouvement et la ferveur de l'opinion publique lors de cette manifestation, les plus grandes lois environnementales<sup>106</sup> seront votées dans le courant des années 1970. De grandes lois énergétiques<sup>107</sup> seront également votées au cours des années 1970 alors que l'énergie était un secteur qui ne faisait pas l'objet de

---

<sup>105</sup> Nelson Institute for Environmental Studies, « Introduction: the Earth Day story and Gaylord Nelson », s. d., en ligne, Internet, 4 janv. 2017. Available: <http://www.nelsonearthday.net/earth-day/index.php>.

<sup>106</sup> Voir Annexe A

<sup>107</sup> Voir Annexe B

l'intervention de l'État avant les crises pétrolières. Il convient de remarquer que ces lois énergétiques incluent un certain nombre de mesures compatibles avec les valeurs environnementales comme la mise en place de mesures de conservation d'énergie ou la réglementation dans la production d'énergie à l'image de la loi sur l'exploitation minière à ciel ouvert, qui a connu deux véto du président républicain Gerald Ford avant d'être adoptée en 1977. Les enjeux énergétiques seront de plus en plus intégrés aux questions environnementales après les crises pétrolières. D'ailleurs en 1974, le Bureau des affaires publiques de l'Agence de protection de l'environnement reconnaissait que si l'EPA avait une part de responsabilité dans les crises énergétiques, un des effets de la crise pétrolière pourrait être la naissance d'une « *nouvelle prise de conscience publique*<sup>108</sup> » face aux difficultés énergétiques notamment concernant le mode de vie des Américains, mais aussi que l'énergie et l'environnement devaient désormais être traités comme deux enjeux interdépendants.

*Another implication of these changes is that expensive energy will moderate our economy and our lifestyles. Problems might arise if that moderation constrains our choices excessively because the freedom of choosing one's lifestyle is elemental in our society. In most respects, though, the current shortage should induce long-needed changes that will have a very positive impact on society in general, and on energy and environmental policies in particular. Never again will energy, environmental, or economic policies be made in isolation. They are now, and will continue to be, interdependent<sup>109</sup>.*

Après le premier *Earth Day*, le nombre d'adhésions aux organisations environnementales a augmenté de manière significative, marquant ainsi une large adhésion de l'opinion publique aux questions environnementales. Le nombre d'adhésions à *Audubon Society* a par exemple augmenté passant de 120 000 à 400 000 adhérents entre 1970 et 1980. Sur la même période, le *Sierra Club* a augmenté son nombre d'adhérents de 46%. Globalement, de 1970 à 1985 la participation dans les organisations environnementales est passée de 500 000 à 2 500 000 participants<sup>110</sup>. Ces chiffres démontrent une adhésion massive de la population américaine aux enjeux environnementaux. Après 1970, la médiatisation de la question environnementale ayant pris de l'ampleur, la publication de sondages sur ces questions a permis de prendre la mesure de l'opinion publique autrement que par le biais des adhésions aux organisations environnementales nationales et locales. Les sondages publiés au cours des années 1970 révèlent non seulement une grande inquiétude des Américains sur la détérioration de la qualité de leur environnement, de leur qualité de vie par extension mais aussi un certain nombre d'inquiétudes vis-à-vis des questions énergétiques.

---

<sup>108</sup> US EPA, « EPA's Position on the Energy Crisis », Reports and Assessments, janv. 1974, en ligne, Internet, 24 nov. 2019. Available: [epas-position-energy-crisis.html](https://www.epa.gov/epas-position-energy-crisis.html).

<sup>109</sup> US EPA, « EPA's Position on the Energy Crisis ».

<sup>110</sup> Steinberg, *Down to Earth* 253.

## 2.2.2. Ancrage des questions énergétiques et environnementales dans l'opinion publique au cours des années 1970

En Novembre 1976, une enquête *Harris Survey* publiée dans le *Chicago Tribune*<sup>111</sup> questionnait un échantillon de 1539 adultes sur la notion de qualité de vie. Ils étaient 33% à déclarer en novembre 1976, que la qualité de la vie s'était améliorée contre 44% à penser qu'elle s'était dégradée. En comparaison en 1973, ils étaient 35% à déclarer que la qualité de la vie s'était améliorée et 45% à penser qu'elle s'était dégradée. Parmi les marqueurs de la qualité de vie, il apparaît important de remarquer que les enjeux associés à l'énergie et l'environnement ont une place de premier plan dans l'opinion publique en 1976. En effet, pour 79% des interrogés la réduction de la pollution de l'eau est très importante, et la réduction de la pollution de l'air est très importante pour 70% d'entre eux. La conservation de l'énergie est aussi très importante également comme élément de la qualité de vie pour 78% des interrogés, elle est d'ailleurs l'élément le plus important pour 30% des interrogés. Afin de comparer la place des questions environnementales et énergétiques dans la notion de qualité de vie par rapport à d'autres questions de société, la qualité de l'éducation des enfants est jugée très importante pour 89% des interrogés et l'emploi pour les minorités est jugé très important pour 55% des sondés. Cette enquête révèle donc que si les revendications environnementales ne sont pas les seuls enjeux de la qualité de vie, ils comptaient tout de même parmi les plus importants au moment de la réalisation du sondage. De plus, le sentiment de l'opinion publique concernant la dégradation de la qualité de vie permet de mettre en avant une véritable attente des Américains concernant cette question. Parmi les 12 éléments proposés par *Harris Survey* aux sondés pour jauger la qualité de la vie, ceux liés à la pollution de l'environnement et la conservation de l'énergie se classent dans les quatre premiers donc dans le premier tier.

En 1977, alors que le sujet de la dépendance énergétique des États-Unis est un des plus abordé par le gouvernement et notamment le président Carter, *Harris Survey*<sup>112</sup> publie un sondage dans lequel il interroge un échantillon d'Américains sur la façon d'augmenter les stocks d'énergie dans les 10 ans à venir. Le développement de l'énergie solaire était plébiscité à 69%, la construction de centrales

---

<sup>111</sup> Louis Harris, « The Harris Survey. the Issue: Quality of Life. » *The Harris Poll*, 8 nov. 1976, en ligne, Internet, 1 févr. 2017. Available: <https://theharrispoll.com/wp-content/uploads/2017/12/Harris-Interactive-Poll-Research-THE-ISSUE-QUALITY-OF-LIFE-1976-11.pdf>.

<sup>112</sup> Louis Harris, « Harris-Interactive-Poll-Research-Solar-Energy-Tops-the-List-1977-02.pdf » *The Harris Poll*, 17 févr. 1977, en ligne, Internet, 28 nov. 2019. Available: <https://theharrispoll.com/wp-content/uploads/2017/12/Harris-Interactive-Poll-Research-SOLAR-ENERGY-TOPS-THE-LIST-1977-02.pdf>.



capables de convertir le charbon en gaz naturel ou pétrole était avancée par 61% des interrogés, 60% des interrogés se prononçaient pour l'autorisation de l'exploitation du gaz et du pétrole sur les terres fédérales et 54% des sondés citaient la solution du nucléaire. Les solutions les moins retenues par les interrogés sont celles remettant en question les réglementations environnementales en vigueur pour accroître les stocks d'énergie du pays. En effet, seuls 19% considèrent l'assouplissement des normes d'émissions de gaz des centrales comme une solution pour augmenter les stocks d'énergie. Seuls 26% des interrogés suivent la proposition de l'industrie de l'automobile en faveur d'un assouplissement des réglementations des normes d'émissions des voitures pour économiser du carburant. Et seuls 32% des sondés pensent que l'expansion des mines à ciel ouvert est une solution prioritaire pour augmenter les stocks d'énergie dans les années à venir. Ce sondage met donc en lumière la volonté des Américains de répondre à leur problème énergétique mais en favorisant des solutions qui épargneraient le plus possible l'environnement puisque les solutions les plus plébiscitées sont finalement celles qui favorisent des sources d'énergies plus propres dans l'ensemble.

À la fin de la décennie 70, alors que la question des stocks et de l'approvisionnement en énergie est toujours aussi présente, l'opinion publique continue à se prononcer en faveur de solutions alternatives et plus respectueuses de l'environnement pour la production nationale d'énergie à l'avenir. Un sondage *ABC News-Harris Survey*<sup>113</sup> publié en avril 1979 prend la mesure de l'inquiétude de l'opinion publique concernant l'énergie, alors que la crise de 1979 se profile et que le pays se remet de l'accident nucléaire de Three Mile Island. En mars 1979, 46% des sondés considéraient que dans les dix années à venir les pénuries d'énergies allaient devenir un problème très sérieux, 20% n'étaient pas sûrs que cela deviendrait sérieux. Un mois plus tard, en avril 1979, 55% des interrogés pensaient que les pénuries allaient devenir un problème très sérieux dans les dix ans à venir et seulement 9% des sondés n'en étaient plus sûrs. Selon ce même sondage entre février 1979 et avril 1979, la part des personnes interrogées pensant que le problème de l'énergie dans le pays était très sérieux est passée de 33% à 55%. Ce sondage révèle un véritable plébiscite pour l'énergie nucléaire quand il s'agit de produire de l'électricité. Elle apparaît comme une ressource illimitée pour 71% contre 34% pour le pétrole ou 61% pour le charbon. Le nucléaire apparaît également comme une ressource d'énergie propre pour 61% des interrogés contre 38% pour le pétrole et 19% pour le charbon. Le nucléaire est une ressource fiable pour le pays selon 63% des sondés contre 64% pour le charbon et 30% pour le pétrole. Finalement l'énergie nucléaire apparaît comme la ressource la moins nocive pour la santé pour 48% des sondés contre 52% pour le pétrole et 50%

---

<sup>113</sup> Louis Harris, « Sharp Increase Seen In Number Of Americans Who Consider Energy Problem In U.S. Very Serious » *The Chicago Tribune*, 30 avr. 1979.

pour le charbon. Ce sondage démontre une inclinaison des Américains sondés pour les énergies alternatives à l'avenir, compte tenu du contexte de crise énergétique. Interrogés sur les ressources énergétiques majoritairement utilisées dans la production d'électricité dans les deux décennies à venir, ils étaient 32% à penser que l'énergie solaire serait la ressource principale pour produire l'électricité, devant le nucléaire pour 27% des sondés et seulement 8% pour le charbon.

Ces sondages, dans leur ensemble, font état d'une tendance de l'opinion publique américaine à favoriser la production d'énergie compatibles avec les revendications environnementales de l'époque. Néanmoins, il est nécessaire de souligner que certains sondages opérés au cours de la même décennie révèlent également une forme de schizophrénie dans l'opinion publique. En effet, si les enjeux environnementaux doivent être traités comme des sujets de premier plan, l'énergie primerait quoi qu'il arrive sur l'environnement en cas de crise. Selon un sondage *ABC News- Harris Survey* de 1979 publié dans le *Chicago Tribune*<sup>114</sup>, 57% des sondés pensaient que l'action des figures de proue du mouvement environnemental compliquait davantage la capacité à produire l'énergie adéquate pour le pays alors que 27% pensaient le contraire. Pour 49% des sondés ces leaders étaient inconscients des efforts demandés à la population et pour 56% des sondés, ils ne réalisent pas le coût des efforts qu'ils demandent. Un autre sondage *ABC News- Harris Survey*<sup>115</sup> de septembre 1979 révèle que 61% des sondés seraient prêts à encourager un ralentissement du mouvement environnemental s'il s'avérait que cela pouvait aider le pays à gérer ses problèmes d'énergie. Interrogés sur la même question en 1976, ils n'étaient que 46% à répondre de la même manière.

Finalement, les sondages de l'opinion publique au cours des années 1970, âge d'or du mouvement environnemental marqué par deux crises énergétiques, démontrent incontestablement un ancrage des enjeux environnementaux dans la société. L'opinion publique est désireuse d'une meilleure qualité de vie, de sources d'approvisionnement en énergie plus respectueuses de l'environnement et ne remettant pas en question les réglementations environnementales en vigueur. La crise de 1979 fait cependant ressortir la notion de *saliency*<sup>116</sup> dans la mesure où en cas de crise<sup>117</sup> la vision à court terme est privilégiée. Les Américains se disaient en effet prêts à consentir à quelques sacrifices en termes

---

<sup>114</sup> Louis Harris, « Environmental Movement Believed to Be in Conflict with U.S. Goal Of Energy Self-Sufficiency » *The Chicago Tribune*, 6 sept. 1979.

<sup>115</sup> Louis Harris, « Americans Favor Slow Down of Environmental Movement If It Would Help Ease Energy Problems », 4 sept. 1979, en ligne, Internet, 1 févr. 2017. Available: <https://theharrispoll.com/wp-content/uploads/2017/12/Harris-Interactive-Poll-Research-americans-favor-slow-down-of-environmental-movemen-1979-09.pdf>.

<sup>116</sup> Terme utilisé le plus souvent dans les analyses de l'opinion publique pour désigner la force, l'importance, qui est accordée à un sujet par l'opinion publique et qui peut par conséquent être un facteur d'influence sur les politiques publiques.

<sup>117</sup> William R. Lowry et Mark Joslyn, « The Determinants of Saliency of Energy Issues: The Determinants of Saliency of Energy Issues » *Review of Policy Research*. 31.3 (2014): 153-172.

de protection de l'environnement alors que le pays traversait la deuxième crise pétrolière, que les prix flambaient, que la sécurité énergétique<sup>118</sup> était menacée. En revanche, les solutions pour l'avenir de la production d'énergie donc une fois que les effets de la crise seraient amoindris favoriseraient les énergies autres que fossiles. Les années 1970 marquées par les crises énergétiques et la montée en puissance des enjeux environnementaux sont l'exemple de l'incompatibilité de l'enjeu énergétique voire économique avec l'enjeu environnemental, une opposition qui se retrouve souvent présente dans l'histoire du pays.

---

<sup>118</sup> Voir lexique.

## 2.3. Redéfinition du mouvement de protection de la nature : de la protection de la nature à la protection de l'environnement

### 2.3.1. Le mouvement de conservation

Historiquement depuis la naissance d'un courant environnemental, il peut être observé qu'il s'adressait à une certaine frange de la population. Les premiers penseurs de la protection de la nature au 19<sup>ème</sup> siècle et même antérieurement étaient souvent des hommes issus de l'élite sociale. Pour cette même raison, pendant longtemps toute une partie de la population s'est détournée d'un sujet qui ne semblait pas les concerner et leur paraissait secondaire. Cependant, le mouvement environnemental se redéfinit complètement sous l'effet du vaste mouvement populaire des années 1960. Deux changements majeurs sont à dénoter.

Tout d'abord, il s'agit de noter que le paradigme de la protection de la nature évolue. Sous l'impulsion de Gifford Pinchot, qui nommera d'ailleurs le mouvement conservationniste<sup>119</sup>, dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle l'idée politique de la conservation de la nature apparaît. Face à une exploitation effrénée des ressources naturelles, il s'agit de mettre en place un cadre légal pour réguler l'utilisation et la gestion de ces ressources, notamment grâce au soutien du président Theodore Roosevelt, fermement convaincu de la nécessité de mieux gérer les ressources naturelles. Le mouvement de conservation s'inscrit dans une ère de progrès scientifique et technologique. Il vise donc une efficacité en tout point dans l'utilisation des ressources naturelles. Il s'agit d'éviter toute forme de gâchis des ressources naturelles grâce à la planification rationnelle et scientifique. Samuel P. Hays décrit cette période comme le « *gospel of efficiency*<sup>120</sup> ». La conservation selon Pinchot, vise à mettre les ressources de la nature à la disposition de l'utilisation rationnelle et raisonnée des Américains, dont la gestion serait supervisée par l'État. Il ne s'agit pas de protéger la nature pour ses bienfaits spirituels et sa beauté. À la fin du siècle, l'idée de conservation paraissait essentielle face à une consommation de plus en plus excessive des Américains, comme le préconisait Pinchot.

*We are accustomed, and rightly accustomed, to take pride in the vigorous and healthful growth of the United States, and its cast promise for the future. Yet we are making no preparation to realize what we can easily foresee and glibly predict. The vast possibilities of our great future will become realities only if we make ourselves, in a sense, responsible for*

---

<sup>119</sup> Kline, *First Along the River* 56.

<sup>120</sup> Samuel P. Hays, *Conservation and the Gospel of Efficiency: the Progressive Conservation Movement, 1890-1920* (Pittsburgh, Pa: University of Pittsburgh Press, 1999) 122.

*that future. The planned and orderly development and conservation and conservation of our natural resources is the first duty of the United States. It is the only form of insurance that will certainly protect us against the disasters that lack foresight has in the past repeatedly brought down on nations since passed away*<sup>121</sup>.

Le mouvement de conservation se définit autour de trois principes : la conservation doit servir le développement économique, elle doit prévenir le gaspillage des ressources naturelles et elle doit permettre au plus grand nombre de profiter des ressources naturelles dans le temps<sup>122</sup>. Ce mouvement, qui avait essentiellement pour but d'assurer la gestion des ressources naturelles et d'administrer les zones protégées, se différencie du mouvement environnemental qui le relayera après la Seconde Guerre mondiale. La conservation répondait aux objectifs de gestion scientifique et développement efficace des ressources naturelles à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Cependant, au cours du 20<sup>ème</sup> siècle avec l'apparition progressive de la société de consommation et ses nouvelles valeurs, l'idée de conservation est remplacée par l'idée d'une meilleure qualité de vie. L'augmentation du niveau de vie des Américains leur permet de penser à consommer qualitativement, de profiter d'un environnement plus sain et de penser aux enjeux jugés autrefois secondaires, puisque désormais les dépenses nécessaires pour vivre avaient été faites et l'acquisition de biens matériels étaient déjà assurée.

*The early conservation movement had generated the first stages in shaping a « commons », a public domain of public ownership for public use and the public ownership of fish and wildlife as resources not subject to private appropriation. This sense of jointly held resources became extended in the years later to the concept of air, land, and water as an environment. Their significance as common resources shifted from a primary focus on commodities to become also meaningful as amenities that could enhance the quality of life*<sup>123</sup>.

Essentiellement, le mouvement de conservation est un aspect de l'histoire de la production alors que le mouvement environnemental appartient davantage à l'histoire de la consommation<sup>124</sup>. Le mouvement de conservation amorcé par Pinchot insistait sur la gestion scientifique, planifiée et rationnelle des ressources naturelles avec un développement et une utilisation efficace de celles-ci, notamment en réduisant les pertes. La conservation visait à répondre aux enjeux de développement économiques de la nation, devait soutenir la production.

---

<sup>121</sup> Pinchot, *The Fight for Conservation* 9.

<sup>122</sup> Pinchot, *The Fight for Conservation*, 16-18.

<sup>123</sup> Samuel P. Hays et Barbara D. Hays, *Beauty, Health, and Permanence: Environmental Politics in the United States, 1955-1985*, Studies in environment and history (Cambridge [Cambridgeshire]; New York: Cambridge University Press, 1987) 22.

<sup>124</sup> Hays et Hays, *Beauty, Health, and Permanence: Environmental Politics in the United States 1955-1985* 13.

### 2.3.2. Le mouvement environnemental moderne

Le mouvement environnemental qui apparaît quasiment cinq décennies après celui de la conservation est porteur de nouvelles valeurs. L'augmentation du niveau de vie des Américains les a conduits à désirer une plus grande qualité de vie et de bien-être. Les espaces extérieurs, l'accès aux loisirs, l'accès à la nature pour s'éloigner de la ville, notamment grâce à la démocratisation de la voiture, sont devenus de nouveaux facteurs de consommation. Le point de jonction entre le mouvement de conservation et le mouvement environnemental réside en outre, dans le fait que le premier a permis la création d'un bien commun non soumis à la propriété personnelle, ni industrielle. L'acquisition de vastes quantités de terres par le gouvernement fédéral a conduit à la création d'un grand domaine possédé par le public et non les entreprises, dans lequel les ressources naturelles et la vie sauvage ne sont pas soumises à l'exploitation. L'extension de ce sentiment populaire de possession commune à d'autres éléments comme l'air, l'eau, les terres ont conduit à considérer l'environnement après la Seconde Guerre mondiale comme un bien public capable de participer à la qualité de vie<sup>125</sup>.

L'émergence d'une société de consommation dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, et la recherche d'une meilleure qualité de vie ne sont pas les seuls éléments qui participent au passage de la conservation de la nature à la notion d'environnement. Il est également essentiel de prendre en compte la popularité du mouvement. Le mouvement environnemental des années 1960 est avant tout un mouvement dit « *grassroots* »<sup>126</sup>, c'est-à-dire un mouvement populaire qui rassemble non plus que les élites, mais plusieurs franges sociales de la population, avec de nouvelles valeurs. Avec l'urbanisation croissante, l'augmentation de la population, l'industrialisation, la banalisation du travail en ville, la nature sauvage s'est faite de plus en plus rare et s'est peu à peu confondue dans les constructions humaines. Le passage du mouvement de conservation au mouvement environnemental s'opère au cours des années 1960. L'intégration des mouvements *grassroots* au mouvement environnemental a déplacé le centre d'intérêt du public de la *wilderness* et de la gestion rationnelle des ressources vers la protection de l'environnement et la purification des composantes de l'environnement l'eau, le sol et l'air. La nature s'est intégrée progressivement à l'espace vital de l'Homme devenant ainsi l'environnement, c'est-à-dire l'ensemble des éléments vivants, chimiques, physiques qui entourent un individu ou une espèce et dont certains contribuent directement à subvenir

---

<sup>125</sup> Hays et Hays, *Beauty, Health, and Permanence: Environmental Politics in the United States 1955-1985* 22.

<sup>126</sup> Voir lexique.

à ses besoins<sup>127</sup>. En devenant partie intégrante du quotidien de tous les Américains, l'environnement est devenu un enjeu populaire.

L'observation de l'action politique après la 2<sup>ème</sup> moitié du 20<sup>ème</sup> siècle permet de constater que l'accent est désormais porté sur l'environnement et non plus sur la nature, les ressources naturelles ou la conservation comme le concèdent les titres et dénominations choisis pour les lois ou agences fédérales créées dès la fin des années 1960. Le NEPA de 1970, le *Council on Environmental Quality* (CEQ) de 1970 ou l'*Environmental Protection Agency* de 1970 illustrent par leur appellation comment l'intérêt de l'opinion publique et de l'action politique se sont déplacés de la conservation des ressources vers la recherche d'un environnement plus sain qui intègre toutes les ressources. La recherche d'un environnement plus propre doit être perçue comme une revendication tentaculaire qui infiltre tous les domaines de la vie publique. Le domaine de l'énergie est particulièrement impacté par ces nouveaux enjeux puisqu'il possède un lien direct avec l'environnement. En effet, les ressources nécessaires à la production d'énergie sont extraites de l'environnement, dans les forêts, dans les sols, la croûte terrestre, dans les éléments naturels. De plus, la production et la consommation de ces énergies peuvent engendrer des effets particulièrement néfastes pour l'environnement, comme la destruction des habitats naturels, la pollution de l'air, la pollution des sols et des cours d'eau, la destruction de la couche d'ozone, ou le réchauffement climatique<sup>128</sup> entre autres. C'est pourquoi, avec l'émergence de la protection de l'environnement comme nouvelle valeur populaire, les politiques énergétiques à partir des années 1960 intègrent également un certain nombre de réglementations visant à un plus grand respect de l'environnement lors de l'extraction des ressources ou la production d'énergie. Avec les crises énergétiques, l'opinion publique se montre même de plus en plus favorable au développement d'énergies alternatives davantage respectueuses de l'environnement.

---

<sup>127</sup> Dictionnaire de français Larousse, « Définitions: Environnement », s. d., en ligne, Internet, 4 janv. 2017. Available: <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/environnement/30155>.

<sup>128</sup> Voir lexique.

## 2.4. Âge d'or du mouvement environnemental et organisations énergétiques

### 2.4.1. La consolidation du mouvement environnemental

La décennie 1970 et plus particulièrement l'année 1970 sont souvent considérées par les historiens de l'environnement comme l'âge d'or du mouvement environnemental moderne américain. Roderick Frazier Nash parle de « *gospel of ecology*<sup>129</sup> » pour décrire la période entre 1962 et 1972, exceptionnellement favorable aux environnementalistes. Il s'agit d'une période où il compare la cause environnementale à une religion civile où règne un sentiment global d'unité, de communauté écologique. Au cours de cette période, pendant laquelle l'écologie est élevée au rang du sacré dans la pensée américaine, la cause environnementale aura une visibilité culturelle sans précédent, du pouvoir politique et l'opinion publique lui est acquise.

La montée des considérations environnementales au cours des années 1960 dont l'apogée fut le premier *Earth Day* en 1970 a donné un second souffle au mouvement environnemental. Les années 1960 sont marquées par un fort activisme politique contre la guerre au Viêtnam pour les droits des femmes et pour les droits civiques. Cette dynamique sociale profitera au mouvement environnemental, qui dès le début des années 1970, se structure autour des anciens enjeux de conservation de la nature mais également des nouvelles préoccupations pour un environnement sain.

Dès la fin des années 1960, l'effervescence populaire autour des questions environnementales commence à transformer le mouvement environnemental en un mouvement de masse populaire et complexe du fait de la multitude des courants qui le composent. Au cours des années 1970, le mouvement environnemental, fort de sa popularité au sein de l'opinion publique se restructure et devient un véritable acteur de la vie démocratique américaine. Pour ce faire, les grandes organisations composant ce mouvement concentrent leurs efforts sur trois points essentiels. Tout d'abord, le mouvement environnemental se professionnalise. Aux simples citoyens qui composent le mouvement viennent s'ajouter des économistes, des juristes, des scientifiques entre autres, qui apportent leurs compétences professionnelles au service de la cause environnementale. Pour gagner en crédibilité auprès de la sphère politique et publique, les organisations environnementales se dotent d'une équipe de professionnels de plus en plus spécialisés. Ils engagent également des experts des médias, des

---

<sup>129</sup> Roderick Nash, *American Environmentalism: Readings in Conservation History*, Ed. Roderick Nash, vol., 3rd ed. (New York: McGraw-Hill, 1990), p. 187-189.



professionnels du recrutement mais aussi des collecteurs de fonds professionnels. En moyenne, en 1990 les organisations environnementales employaient neuf fois plus de collaborateurs à temps plein qu'en 1960<sup>130</sup>. Il s'agit de passer aux yeux de l'opinion publique d'une image de citoyens amateurs fédérés autour d'une cause à une équipe de professionnels. Dans un second temps, les organisations environnementales confortent cette image de professionnels en établissant leur antenne à Washington D.C. Ils se rapprochent ainsi des instances du pouvoir et des lieux de décisions politiques. Mais en choisissant d'installer le siège du mouvement dans la capitale politique du pays, il s'agit également de développer les liens avec ceux qui exercent le pouvoir, une stratégie généralement utilisée par les groupes d'intérêts. Dans un troisième temps, les organisations issues du mouvement environnemental se spécialisent dans le domaine juridique. Des groupes spécialisés dans les litiges se forment très tôt afin de défendre les droits environnementaux sur le plan judiciaire tels que *Sierra Club Legal Defense Club*, *Defenders of Wildlife*, *Natural Resources Defense Council*, *Environmental Defense Fund*, *Environmental Policy Center*, *Environmental Action*, ou encore *Environmental Law Institute*. Les recours à la justice sont une stratégie qu'ils utiliseront afin de protéger les lois environnementales pour lesquelles ils ont lutté. Ainsi, l'évolution des organisations environnementales qui a lieu au cours des années 1970 et qui professionnalise le mouvement est de nature à transformer celles-ci en actrices de la vie publique et politique. Elles adoptent des stratégies politiques traditionnelles, le recours en justice, ou encore le *lobbying*<sup>131</sup> afin d'influencer le pouvoir.

#### 2.4.2. Émergence d'organisations énergétiques

Ces organisations environnementales se mobilisent sur les questions de protection de l'environnement, de la nature, de la vie sauvage, de la santé mais aussi sur les questions de l'énergie qui sont directement liées à ces domaines. En parallèle de la structuration de ces organisations environnementales, il est important de noter que d'autres types d'organisations portaient également des revendications similaires mais avec une structure différente. Ces organisations, souvent plus locales, ont elles aussi contribué à fortifier le mouvement environnemental au cours des années 1970. C'est le cas par exemple des organisations antinucléaires, majoritairement *grassroots*. En effet, dès 1950, une opposition au nucléaire militaire se forme aux États-Unis. L'opposition au nucléaire

---

<sup>130</sup> Cary Coglianese, « Social Movements, Law, and Society: The Institutionalization of the Environmental Movement » *Faculty Scholarship*. Paper 1404 (2001), en ligne, Internet, 6 avr. 2016. Available: [http://scholarship.law.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=3250&context=penn\\_law\\_review](http://scholarship.law.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=3250&context=penn_law_review).

<sup>131</sup> Voir lexique.

commercial naît dans les années 1960, d'abord à l'échelle locale puis à l'échelle nationale, avec l'émergence des préoccupations citoyennes face aux possibles retombées négatives de cette ressource pour la santé et l'environnement. Le mouvement antinucléaire grandit en même temps que le mouvement environnemental moderne sans pour autant l'intégrer pleinement. Si les organisations de ces deux mouvements ont des aspirations communes : un environnement plus sain, une production d'énergie qui n'impacte pas la santé humaine ni l'environnement, il existe également des points de scissions entre eux. En effet, de nombreux environmentalistes ont reconnu la capacité du nucléaire commercial à réduire la pollution de l'air, à fournir une énergie plus propre que les énergies fossiles, ou à favoriser l'indépendance énergétique. Ils incluent donc l'énergie nucléaire comme une solution viable face aux problèmes énergétiques des États-Unis. Néanmoins, il convient de noter que cette ressource énergétique est controversée et qu'il existe par conséquent, de nombreuses contestations à son égard comme l'impact négatif de l'extraction d'uranium, les gestions des déchets radioactifs, les risques associés à un accident nucléaire. L'accident de Three Mile Island en 1979 aura pour impact direct de renforcer la méfiance des organisations anti-nucléaires, qui préfèrent favoriser le développement des énergies renouvelables.

Figure 4 : Rassemblement anti-nucléaire à Harrisburg le 9 avril 1979, suite à l'accident de Three Mile Island



Source : *National Archives Catalog*, Records of Temporary Committees, Commissions, and Boards, 1893 – 2008, 4 septembre 1979.

Le mouvement anti-nucléaire sera porté par des figures comme Ralph Nader, David Brower ou de grandes organisations environnementales comme *Friends of Earth*, *Greenpeace* ou *Sierra Club* ou encore *Critical Mass Energy Project*, un des plus grands groupes antinucléaires. Il a été créé par Nader en 1974. Cependant, la mouvance anti-nucléaire est surtout issue de nombreuses organisations *grassroots* comme le *Clamshell Alliance*, ou *Abalone Alliance*, qui sont deux exemples de groupes qui ont su obtenir des résultats à l'échelle locale. *Clamshell Alliance*, est née en 1976 par opposition à la construction des réacteurs nucléaires de la centrale de Seabrook dans le New Hampshire. Favorable au développement des énergies renouvelables, cette organisation s'est rendue célèbre pour son action en 1977 appelant à la protestation non violente et à la désobéissance civile en occupant le site destiné à la construction des réacteurs nucléaires de Seabrook. Cet événement, qui a réuni près de 2000 personnes de 30 États différents, a conduit à l'arrestation de 1414 d'entre eux. En juin 1978, plus de 20 000 activistes manifestent sur le site de Seabrook. L'unité 1 de la centrale de Seabrook est finalement mise en marche en 1990 mais la construction de l'unité 2 sera en revanche annulée. En dépit de cet échec, *Clamshell Alliance* est représentatif du mouvement anti-nucléaire des années 1970. Il inspirera de nombreux mouvements *grassroots*<sup>132</sup> puisque de nombreux groupes locaux naitront dans les villes concernées par la construction de centrales nucléaires, en particulier après l'annonce du projet « *Independence* » de Nixon. En 1979, le groupe activiste antinucléaire *Musicians United for Safe Energy* a contribué à l'organisation de cinq nuits de concerts au *Madison Square Garden* ainsi qu'à une manifestation anti-nucléaire qui a réuni 200 000 manifestants<sup>133</sup>, symbole de la coalition anti-nucléaire nationale mais aussi de la montée en puissance de ces organisations locales à l'échelle nationale au même titre que le mouvement environnemental. Le poids de ses organisations locales n'est pas à négliger dans les décisions politiques. En effet, en 1976 un referendum citoyen a conduit au vote d'un moratoire interdisant la construction de nouvelles centrales nucléaires en Californie, jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée pour la gestion des déchets. De nombreux projets de construction de nouvelles centrales seront de surcroit abandonnés en Californie par la suite. Il s'agit là, d'une illustration de la force des mouvements *grassroots* qui ont réussi à s'imposer lors de décisions locales.

---

<sup>132</sup> « About Clamshell » *Clamshell Alliance*, 2009, en ligne, Internet, 17 déc. 2019. Available: <https://www.clamshellalliance.net/about/>.

<sup>133</sup> Bonnie Raitt et al., « Commentary: Stealth Nuke Effort Should Be Stopped » *CNN*, 12 oct. 2007, en ligne, Internet, 16 déc. 2019. Available: <http://edition.cnn.com/2007/US/10/11/nuclear.commentary/index.html>.

## 2.5. Ancrage et institutionnalisation des enjeux environnementaux et énergétiques

### 2.5.1. Ancrage politique

La force du mouvement environnemental et l'engouement de l'opinion publique dès la deuxième partie du 20<sup>ème</sup> siècle ont amené l'exécutif ainsi que les groupes environnementaux à s'organiser rapidement pour répondre à ces enjeux émergents. Dès 1970, les thématiques environnementales ne peuvent plus être politiquement ignorées, tant elles se sont infiltrées dans la société. Noel Grove, auteur pour *National Geographic* dépeint comment le mouvement environnementaliste a réussi à s'imposer dans la culture américaine comme une institution et comment il jouit, encore aujourd'hui, d'une popularité certaine, plus de quatre décennies après la création du mouvement. « *Unless one is a logger in the Northwest or an oil driller in the Arctic, environmentalism is now an accepted state of mind. A Republican candidate for president called himself an environmentalist... In a recent survey by the Los Angeles Times, Americans used the E-word to describe themselves more frequently than they used words like Democrat, Republican, business person, conservative or liberal.*<sup>134</sup> »

Les années 1970 marquent l'institutionnalisation des enjeux environnementaux. De même, les questions énergétiques s'ancrent définitivement en tant qu'enjeux de société à cette période. Le terme institutionnalisation doit être entendu comme la pérennisation, la formalisation de ces enjeux dans la société, notamment grâce à un certain nombre de mesures. La création d'organes publics, les prises de décisions administratives ou encore le vote de mesures législatives sont parmi les éléments qui participent à fixer ces enjeux dans le temps, mais qui participent également à leur accorder de la reconnaissance par les pouvoirs publics.

L'ancrage de l'enjeu environnemental s'opère sous la présidence de Nixon avec l'adoption du NEPA. Cette loi est sans doute la plus remarquable des lois environnementales adoptées au cours de la décennie dans le sens où elle définit un cadre pour toutes les autres mesures à venir. Elle est d'ailleurs souvent considérée comme la *Magna Carta* des lois environnementales. Le NEPA est signé le 1<sup>er</sup> janvier 1970, il prévoyait la création d'une politique nationale visant à la fois le bien-être des

---

<sup>134</sup> François Duban, « L'Institutionnalisation de l'environnementalisme aux États-Unis remise en cause par l'écologisme » *Revue Française d'études Américaines*. 70 (1996): 41-52.

Américains mais aussi le maintien d'un environnement de qualité, au vu des dégradations causées par l'activité anthropique, comme le précise l'article 2 de la loi :

*The National Environmental Policy Act (NEPA) was enacted to: declare a national policy which will encourage productive and enjoyable harmony between man and his environment; to promote efforts which will prevent or eliminate damage to the environment and biosphere and stimulate the health and welfare of man; to enrich the understanding of the ecological systems and natural resources important to the Nation; and to establish a Council on Environmental Quality*<sup>135</sup>.

Le NEPA acte de manière définitive la responsabilité du gouvernement vis-à-vis de l'environnement mais également vis-à-vis du bien-être des générations présentes et futures. Par ailleurs, l'article 2 de cette loi stipule par la même occasion la création du *Council on Environmental Quality*, une division du bureau exécutif du président, formée de conseillers spéciaux à l'environnement. Ce corps de conseillers est non seulement en charge de « *développer et recommander des politiques nationales au président pour promouvoir l'amélioration de la qualité de l'environnement*<sup>136</sup> » mais aussi de veiller à ce que les agences fédérales respectent dans leurs activités, les obligations prises sous le NEPA afin d'atteindre une « *harmonie productive* ». Le NEPA est né suite à la marée noire de Santa Barbara qui a ravagé la côte ouest, aussi est-il important de souligner que cette loi vise notamment à réguler un certain nombre d'activités, y compris l'activité de production d'énergie, afin de protéger l'environnement.

Le consensus entre l'opinion publique, le Congrès et l'exécutif pendant les années 1970, a permis de créer un véritable arsenal législatif parmi lequel se retrouvent des lois telles que le *Pesticide Control Act* (1972), l'*Endangered Species Act* (1973), le *Resource Conservation and Recovery Act* (1976), le *Toxic Substances Control Act* (1976) *Surface Mining Control and Reclamation Act* de 1977, les amendements au *Clean Water Act* (1977), les amendements au *Clean Air Act (CAA)* de 1977, ou encore the *Comprehensive Environmental Response, Compensation and Liability Act* ou *Superfund* (1980). Entre 1970 et 1977 ce ne sont pas moins de quatorze lois environnementales majeures et en lien avec la politique énergétique, qui seront adoptées par le Congrès. L'ébauche de cet appareil législatif avait déjà commencé au cours des années 1960 alors que les préoccupations environnementales se faisaient de plus en plus pressantes. De cette période, une des lois les plus importantes est sans doute le *Wilderness Act* de 1964. Cette loi vient pour la première fois offrir une définition de la *wilderness*, et présente l'Homme comme un simple visiteur qui n'est pas destiné à

---

<sup>135</sup> Council on Environmental Quality, « NEPA | National Environmental Policy Act », s. d., en ligne, Internet, 21 mars 2017. Available: <https://ceq.doe.gov/>.

<sup>136</sup> The White House, « About CEQ », s. d., en ligne, Internet, 31 août 2017. Available: <https://www.whitehouse.gov/ceq/about>.

rester dans ces lieux. Il s'agit d'une reconnaissance de la nature comme une entité à part entière et cette loi vient donc illustrer l'enracinement des valeurs environnementales dans la société.

### **2.5.2. La reconnaissance politique de l'interdépendance des enjeux énergétiques et environnementaux**

Le 9 juillet 1970, dans un message au Congrès, le président Nixon explique son choix de réorganiser la branche exécutive par la nécessité d'organiser rationnellement les activités du gouvernement liées à l'environnement. Richard Nixon considérait que, dans un souci d'efficacité, il était nécessaire de réunir au sein d'une seule agence indépendante, les compétences et le savoir pour lutter contre la pollution. L'environnement doit désormais être perçu comme une seule entité où les éléments qui la composent interagissent. « *Despite its complexity, for pollution control purposes the environment must be perceived as a single, interrelated system. Present assignments of departmental responsibilities do not reflect this interrelatedness*<sup>137</sup>. » Il est donc important de souligner que la vision qui a encouragé Nixon à créer l'EPA est celle qui relie les domaines de politiques publiques. Si l'EPA a pour vocation de faire appliquer les réglementations en faveur de la protection de l'environnement, elle doit considérer les effets et les causes qui nuisent à l'environnement pour agir et leur relation, comme le souligne Nixon : « *A single source may pollute the air with smoke and chemicals, the land with solid wastes, and a river or lake with chemical and other wastes. Control of the air pollution may produce more solid wastes, which then pollute the land or water. Control of the water-polluting effluent may convert it into solid wastes, which must be disposed of on land*<sup>138</sup>. » La mission de l'EPA peut ainsi l'amener à nuire aux entreprises de la filière énergétique non respectueuses de l'environnement, ou bien à intervenir à l'encontre d'une source d'énergie jugée trop nuisible pour l'environnement à l'image du charbon dans les années 1970.

L'EPA naît en 1970 de la fusion à la fois de départements et d'agences fédérales. Le 2 décembre 1970, suite à la nomination de William Ruckelshaus en tant que premier administrateur, l'*Environmental Protection Agency* voit le jour. Quatre objectifs principaux<sup>139</sup> sont assignés à l'EPA lors de sa création, selon l'objectif de réorganisation voulu par le président Nixon. L'EPA doit veiller à établir et faire appliquer les normes de protection environnementale en accord avec les objectifs

---

<sup>137</sup> U.S. Environmental Protection Agency, « Reorganization Plan No. 3 of 1970 », Overviews and Factsheets, 9 juill. 1970, en ligne, Internet, 5 sept. 2017. Available: reorganization-plan-no-3-1970.html.

<sup>138</sup> U.S. Environmental Protection Agency, « Reorganization Plan No. 3 of 1970 ».

<sup>139</sup> U.S. Environmental Protection Agency, « Reorganization Plan No. 3 of 1970 ».

nationaux. Elle doit conduire la recherche sur les effets négatifs de la pollution et sur les méthodes pour la contrôler, rassembler des informations sur la pollution et les utiliser pour renforcer les politiques environnementales ou recommander des changements de politique. L'EPA doit procurer une assistance aux autres, notamment grâce à des subventions, une assistance technique ou d'autres moyens, pour mettre fin à la pollution. Enfin, elle doit assister le Conseil sur la qualité de l'environnement pour développer et recommander au président de nouvelles politiques de protection de l'environnement. Le CEQ et l'EPA doivent travailler en harmonie. Cependant, le CEQ traitera davantage les questions liées à la qualité environnementale alors que l'EPA se concentrera davantage sur la mise en place et l'application des normes de contrôle de la pollution. Le CEQ et l'EPA ont donc été pensés comme deux éléments complémentaires pour parvenir à un objectif commun de protection environnementale au sens large.

Au cours de la même décennie, l'énergie connaît aussi un processus d'institutionnalisation. La création du ministère de l'Énergie (DOE) en 1977 par Jimmy Carter, correspond à une volonté d'institutionnalisation des questions d'énergie qui ont commencé à s'entremêler avec les enjeux environnementaux suite à la crise pétrolière de 1973. À l'instar de l'environnementalisme, les questions d'énergie animent le débat public dans la deuxième partie des années 1970. La création du DOE répond à différents objectifs comme la gestion des activités liées au développement et à la commercialisation de l'énergie nucléaire et la réorganisation des activités liées à l'énergie de la branche exécutive suite à la crise pétrolière de 1973. En réunissant dans une seule agence toutes les activités, Jimmy Carter espérait parvenir à mettre en place une « *politique énergétique nationale complète, équilibrée*<sup>140</sup> ». Le département de l'énergie se voit chargé du programme national d'armement nucléaire, de la fabrication de réacteurs nucléaires pour la Marine américaine, de la gestion des déchets radioactifs, mais aussi du développement et de la production nationale d'énergie. Il a également pour mission la gestion des économies d'énergie, des programmes de réglementation de l'énergie, la recherche et le développement dans le domaine de l'énergie ainsi que la collecte et l'analyse de données. Bien que ces entités regroupent la majorité des activités fédérales liées à l'environnement et l'énergie dès les années 1970, d'autres agences de la branche exécutive sont amenées à gérer à moindre échelle des problématiques liées à ces domaines comme le ministère de l'Aménagement du Territoire, le ministère de la Justice ou encore le ministère des Transports entre autres.

---

<sup>140</sup> Jimmy Carter, « Jimmy Carter: Department of Energy Announcement of Activation Date and Nominations for Positions in the Department. », 13 sept. 1977, en ligne, Internet, 6 sept. 2017. Available: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=6626>.

La création de ces agences au cours des années 1970, la montée en puissance et la professionnalisation du mouvement environnemental, ainsi que la politisation de la question environnementale au cours des années sont autant d'éléments qui vont permettre aux environnementalistes d'intégrer progressivement la sphère politique. Au cours de la décennie environnementale, les environnementalistes iront jusqu'à participer au processus d'élaboration des politiques environnementales, ceci étant rendu possible par la grande influence qu'ils exercent dans les hautes sphères du pouvoir durant cette période. L'arrivée au pouvoir de Carter en 1977, adoubé lors de sa campagne présidentielle par la *League of Conservation Voters*, va également permettre l'arrivée au pouvoir des environnementalistes dans l'Administration. En effet, Jimmy Carter nommera plusieurs figures environnementalistes dans son gouvernement à des postes plus ou moins importants, comme Edmund Muskie à la tête du ministère des Affaires Étrangères ou le vice-président Walter F. Mondale, mais aussi des personnalités issues des organisations environnementales comme Joe Browder<sup>141</sup> ou Gustave Speth<sup>142</sup>. La présence de figures environnementalistes dans l'administration Carter permet au mouvement de participer au processus d'élaboration des politiques environnementales. « *The feeling of inclusion among the members of the environmental community was heightened still further during the early weeks of the administration, when Carter and his agency heads appointed a number of environmental professionals to subcabinet positions*<sup>143</sup>. »

L'entrée de nombreux activistes et leaders de groupes environnementaux au sein de l'administration Carter illustre l'influence et la présence grandissante du mouvement dans la sphère politique et à tous les échelons. Leur nomination répond principalement à deux objectifs pour Jimmy Carter. D'un côté, il s'agit de reconnaître le mouvement environnemental et de lui permettre de participer à l'élaboration d'une politique nationale. D'un autre côté, il s'agit également de mettre les questions environnementales entre les mains d'experts. En effet, les problèmes environnementaux sont souvent de nature technique ou scientifique et requièrent donc une connaissance suffisante pour les aborder dans toute leur complexité, d'où la nécessité de faire appel à des experts ou à des personnes expérimentées pour traiter ces questions. Jimmy Carter décide donc de faire appel aux figures les plus éminentes des groupes environnementaux dès 1977. Robert Gottlieb utilise

---

<sup>141</sup> Directeur de la conservation dans le groupe *Friends of Earth*, Trésorier de la *League of Conservation Voters* et nommé par Jimmy Carter comme assistant spécial au département d'État.

<sup>142</sup> Membre fondateur de Natural Resources Defense Council et nommé conseiller sur les questions environnementales par Jimmy Carter.

<sup>143</sup> Jeffrey K. Stine, « Environmental Policy During the Carter Presidency », 1998, en ligne, Internet, 17 avr. 2016. Available: <http://www.markstoll.net/HIST4323/2008/Stine%20-%20Environmental%20Policy%20during%20the%20Carter%20Presidency.pdf>.



l'expression « *envirocrats*<sup>144</sup> » pour désigner ces environmentalistes qui intègrent l'administration Carter, mais plus globalement ce terme désigne la possibilité d'utiliser des « *revolving-doors* » c'est-à-dire de passer d'un poste à l'autre entre l'administration publique et les groupes d'intérêts.

L'intégration de ces environmentalistes à l'administration apparaît comme une autre façon de légitimer les enjeux environnementaux. D'autres figures environmentalistes ou pro-environnement intègreront les administrations des présidents qui succéderont à Jimmy Carter. Ce sera par exemple le cas sous la présidence de Bill Clinton, qui travaillera lui aussi avec Gustave Speth comme conseiller principal de l'équipe de transition du président sur les questions d'environnement, d'énergie et des ressources naturelles ou Carol Browner qui sera nommée à la tête de l'EPA par exemple. Les nominations d'environmentalistes dans les administrations deviennent dès la présidence de Jimmy Carter une façon pour l'opinion publique d'évaluer l'engagement sur ces questions des présidents élus. Il s'agit, pour les présidents élus, à l'inverse, grâce à ces nominations, de tenter de contrôler ou contenter les organisations environnementales. En revanche, les présidents insensibles à ces questions, tel que ce fut le cas pour Reagan ou Donald Trump par exemple, nommeront davantage des figures proches des industries pétrolières ou ouvertement anti-environmentalistes pour affirmer leur parti pris. Ainsi, depuis la présidence de Carter les politiques environnementales et énergétiques se décident davantage de l'intérieur, puisque les environmentalistes nommés dans une administration ont la possibilité d'influencer la politique environnementale nationale. La politisation des enjeux environnementaux encourage dès lors le développement des lobbies environnementaux à Washington.

Alors que les grands groupes environnementaux délaissent les mouvements locaux pour focaliser leur action sur les législateurs à Washington, un système de bureaucratie se met en place. Le mouvement environnemental né des revendications « *grassroots* », devient le « *mainstream environmentalism* ». Robert Gottlieb, auteur et conférencier à l'Université de Californie à Los Angeles, note d'ailleurs à ce sujet:

*With Carter in the White House and environmental politics apparently on the ascendant, the mainstream groups found themselves intricately involved in the policy process as it continued to evolve and expand. These groups inherited the label "environmentalist", a term employed by the press to designate both the largest of the Washington-based mainstream groups (often excluding other locally based or direct-action movements and groups) as well as the environmental bureaucracies with which the groups were associated*<sup>145</sup>.

---

<sup>144</sup> Robert Gottlieb, *Forcing the Spring: the Transformation of the American Environmental Movement* (Washington, D.C: Island Press, 1993) 130.

<sup>145</sup> Gottlieb, *Forcing the Spring: the Transformation of the American Environmental Movement* 130.

En se rapprochant du pouvoir, le mouvement environnemental devient une institution comme une autre qui aspire à peser dans le jeu politique. Parti d'un mouvement social de masse, le mouvement environnemental s'est politisé et professionnalisé au cours des années. Il a réussi à s'imposer dans la société comme un enjeu majeur en touchant toutes les catégories sociales. Les thématiques environnementales se sont infiltrées dans toutes les institutions américaines jusqu'à se banaliser comme le décrit Mark Dowie, auteur et journaliste américain multirécompensé :

*From the diverse ideological base, I have described, American environmentalism grew to become many things—world views, life style, science; to a few, religion; and eventually, a complex political movement with millions of supporters. By the late twentieth century the environmental imagination had touched every institution in American society, and the word environmental had been attached to disciplines like law, biology, and ethics<sup>146</sup>.*

---

<sup>146</sup> Mark Dowie, *Losing Ground: American Environmentalism at the Close of the Twentieth Century* (Cambridge, Mass: MIT Press, 1995) 27.



## 3. Médias et environnement

### 3.1. Développement des questions environnementales dans les médias

#### 3.1.1. Médias et environnement avant les années 1970

Les médias sont souvent considérés comme le quatrième pouvoir dans une démocratie. Ils sont garants de la santé d'une démocratie car ils informent les citoyens et assurent la vitalité du débat dans la vie publique. Ils représentent également un contre-pouvoir puissant. Ratifié en 1791, le premier amendement de la Constitution américaine garantit la liberté de la presse. « *Congress shall make no law respecting an establishment of religion or prohibiting the free exercise thereof; or abridging the freedom of speech, or of the press; or the right of the people peaceably to assemble, and to petition the Government for a redress of grievances*<sup>147</sup>. »

Les médias de masse se développent dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle aux États-Unis. Des millions de journaux sont tirés quotidiennement et circulent à travers les pays. La démocratisation de la radio dans les années 1920 puis de la télévision à la fin années 1940 vient renforcer cette notion de médias de masse, c'est-à-dire des moyens de communication capables d'atteindre une audience très large. Les médias constituent indéniablement la principale source d'information pour les Américains notamment sur les sujets scientifiques, auxquels ils ont accès à travers les informations télévisées ou les documentaires<sup>148</sup>. Selon une étude menée par le *Pew Research Center* en 2016, 20% des adultes américains lisaient la presse écrite pour accéder à l'actualité alors que 57% des Américains regardaient la télévision pour accéder à l'actualité<sup>149</sup>.

Bien avant la démocratisation de la télévision, l'opinion publique avait déjà accès à l'information ayant trait aux ressources naturelles et l'environnement puisque la presse écrite couvrait les sujets environnementaux à travers des articles de journaux ou grâce à des magazines spécialisés. Entre le 18<sup>ème</sup> siècle et les années 1950 les journalistes couvraient déjà les débats et controverses

---

<sup>147</sup> The U.S. National Archives and Records Administration, « The Bill of Rights: A Transcription » *National Archives*, 1789, en ligne, Internet, 12 oct. 2017. Available: <https://www.archives.gov/founding-docs/bill-of-rights-transcript>.

<sup>148</sup> Alison Anderson, « Sources, Media, and Modes of Climate Change Communication: The Role of Celebrities: Sources, Media, and Modes of Climate Change Communication » *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*. 2.4 (2011): 535-546.

<sup>149</sup> Amy Mitchell et al., « 1. Pathways to News » *Pew Research Center*, juill. 2016, en ligne, Internet, 21 sept. 2017. Available: <http://www.journalism.org/2016/07/07/pathways-to-news/>.

environnementales locales<sup>150</sup>. En 1739, par exemple, Benjamin Franklin lance une offensive, dans son journal le *Pennsylvania Gazette*, contre les tanneurs qu'il accuse d'être responsables de la pollution de Dock Creek, un affluent de la Rivière Delaware<sup>151</sup>. Autre exemple, le 6 novembre 1909, le magazine *Collier's* consacrait son *bulletin éditorial*<sup>152</sup> à la grande fraude des terres alaskiennes. Dans ce bulletin, le magazine reprochait au ministre de l'Aménagement du Territoire, Richard Ballinger, d'avoir usé de sa position pour favoriser l'accession aux mines de charbon à de grands intérêts comme Morgan-Guggenheim ou Cunningham. Ce scandale remet en question l'engagement du président William Howard Taft envers des idées conservationnistes alors à leur apogée<sup>153</sup>.

### 3.1.2. Médias de masse Environnement

L'omniprésence des médias de masse audiovisuels dans le quotidien des Américains dès la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, et leur capacité à atteindre de larges audiences rapidement, voire de manière instantanée avec la retransmission en direct, sont deux éléments essentiels qui vont considérablement influencer l'évolution du mouvement environnemental moderne. En effet, les grandes organisations environnementales développent de véritables stratégies pour exploiter ces nouveaux canaux de communication que représentent les médias numériques<sup>154</sup>. Les médias ont incontestablement joué un rôle majeur dans l'histoire du mouvement environnemental moderne puisqu'ils lui ont permis de devenir un mouvement plus puissant, plus populaire et plus impliqué dans le processus politique.

Par ailleurs, il s'agit de noter également que l'intérêt croissant de l'opinion publique pour les questions environnementales à partir des années 1970 puis pour les questions climatiques dès les années 1980, va encourager le développement de l'information sur ces questions au fil des années. De nombreux journaux décident de consacrer une rubrique aux sujets environnementaux et climatiques (*New York Times*, *Washington Post*...), d'une presse spécialisée sur les enjeux environnementaux modernes et les enjeux climatiques comme *E-The Environmental Magazine*, ou encore le développement d'une catégorie de journalistes qui se spécialiseront ; comme Philip Shabecoff pour le *New York Times* par exemple. Ainsi dès 1993, plus de deux tiers des médias et

---

<sup>150</sup> Neuzil et Kovarik, *Mass Media & Environmental Conflict* xx.

<sup>151</sup> Neuzil et Kovarik, *Mass Media & Environmental Conflict* 196.

<sup>152</sup> *Collier's*, vol. v.44 S-MR(1909-1910), vol., University of Illinois Urbana-Champaign (New York: New York, NY : Collier's, 1888), en ligne, Internet, 4 mars 2020. Available: <http://archive.org/details/colliers4419unse>.

<sup>153</sup> Neuzil et Kovarik, *Mass Media & Environmental Conflict* 98.

<sup>154</sup> Alison Anderson, *Media, Culture and the Environment*, Repr. (London [u.a.] Routledge, 2003) 84.

grands journaux avaient des journalistes spécialisés qui étaient assignés à la couverture des sujets environnementaux<sup>155</sup>. Des chaînes de télévision dédiées à la nature ou diffusant des sujets sur l'environnement ont également été créés comme *Discovery Channel* en 1985. Par ailleurs, des Unes de journaux et de nombreux articles seront consacrés aux sujets environnementaux ou climatiques notamment ceux en lien avec l'énergie. Le 19 janvier 1971, le *San Francisco Chronicle*<sup>156</sup> titrait en première page : « *Big Oil Mess in the Bay After 2 Tankers Collide* », deux ans après la catastrophe de Santa Barbara. Le magazine hebdomadaire *Time* consacrait par exemple sa couverture le 17 Février 1992 au rétrécissement de la couche d'ozone avec le titre « *Vanishing Ozone. The Danger Moves Closer to Home*<sup>157</sup> ». Le 18 septembre 1989, *Newsweek* faisait sa couverture sur la marée noire en Alaska : « *The Alaska Spill. What Exxon Leaves Behind*<sup>158</sup> ». Cette couverture médiatique a incontestablement participé à ancrer les enjeux environnementaux, climatiques et énergétiques dans le quotidien des Américains.

---

<sup>155</sup> Neuzil et Kovarik, *Mass Media & Environmental Conflict* xi.

<sup>156</sup> Tim O'Rourke, « Chronicle Covers: San Francisco Bay's oil spill for the ages » *SFChronicle.com*, 19 janv. 2016, en ligne, Internet, 5 mai 2020. Available: [https://www.sfchronicle.com/chronicle\\_vault/article/Chronicle-Covers-San-Francisco-Bay-s-oil-spill-6754542.php](https://www.sfchronicle.com/chronicle_vault/article/Chronicle-Covers-San-Francisco-Bay-s-oil-spill-6754542.php).

<sup>157</sup> « Time Magazine Cover: Vanishing Ozone » *Time*, 17 févr. 1992, en ligne, Internet, 9 mars 2020. Available: <http://content.time.com/time/covers/0,16641,19920217,00.html>.

<sup>158</sup> Lainna Fader, « Newsweek Rewind: Remembering the Exxon Valdez Oil Spill on Its 25th Anniversary », 27 mars 2014, en ligne, Internet, 9 mars 2020. Available: <https://www.newsweek.com/newsweek-rewind-remembering-exxon-valdez-oil-spill-its-25th-anniversary-238721>.



## 3.2. L'environnement, un sujet adapté aux médias ?

### 3.2.1. Des images accrocheuses

La montée en puissance des revendications environnementales donne une visibilité incontestable à ces nouvelles questions de société. Les enjeux environnementaux deviennent un sujet de société en vogue, relayé par la radio mais aussi par la télévision. Le thème environnemental est exploité aussi bien par la presse, que dans l'industrie artistique ou encore dans le domaine des publicités. Ainsi en 1968, les *Beatles* sortent la chanson *Mother Nature's son* dans laquelle Paul Mc Cartney loue la beauté de la nature qui l'entoure, en 1971 les *Beach Boys* traitent du désastre écologique des eaux polluées dans *Don't go near the water*, en 1971 Marvin Gaye quant à lui chante également les dégradations environnementales dans *Mercy Me (The Ecology)*. Dans cette chanson, Marvin Gaye aborde les thèmes écologiques brûlants de l'époque, à savoir la pollution de l'air et des océans, les dangers de la radiation ainsi que les conséquences de la surpopulation.

[...] *Whoa mercy, mercy me,*

*Oh things ain't what they used to be, no*

*Oil wasted on the oceans and upon our seas, fish full of mercury*<sup>159</sup>[...]

Le succès du sujet de l'environnement dans la presse audiovisuelle est non seulement dû à la démocratisation de la télévision mais aussi à la nature de l'actualité environnementale en elle-même<sup>160</sup>. En effet, l'actualité environnementale, notamment lors de cette période, repose essentiellement sur des images frappantes, qui de ce fait interpellent l'opinion publique. La nature de l'actualité environnementale peut être décrite comme « *mediagenic*<sup>161</sup> », c'est-à-dire qu'elle est souvent accompagnée d'images dramatiques ou de symboles relativement simples à comprendre, ce que l'on retrouve dans les photos de désastres naturels, de marées noires ou encore d'accidents nucléaires. L'influence et la popularité de la télévision après les années 1960 auraient permis à l'actualité autour des questions environnementales de croître car la télévision est venue nourrir l'intérêt des Américains pour les enjeux environnementaux. Les images de la rivière Cuyahoga s'enflammant en 1969, ou encore les images de la marée noire de Santa Barbara en 1969 sont parmi

---

<sup>159</sup> « Mercy Mercy Me (The Ecology) - Marvin Gaye » *Deezer*, s. d., en ligne, Internet, 8 nov. 2017. Available: <https://www.deezer.com/fr/album/248162>.

<sup>160</sup> Neuzil et Kovarik, *Mass Media & Environmental Conflict* xi.

<sup>161</sup> Neuzil et Kovarik, *Mass Media & environmental conflict* xi.



les plus spectaculaires. Elles feront le tour du pays et viendront choquer les Américains. Elles participeront à accélérer une prise de conscience collective dès la fin des années 1960. De nombreuses autres catastrophes naturelles ou désastres écologiques ont été relayés par la télévision depuis la naissance du mouvement environnemental moderne. Ce fut le cas pour la marée noire provoquée par le pétrolier Exxon Valdez qui s'échoua le 24 mars 1989 au large de l'Alaska, ou encore de l'explosion qui a détruit la plateforme pétrolière Deepwater Horizon le 20 avril 2010 dans le Golfe du Mexique. Cet accident constitue encore aujourd'hui le pire désastre environnemental américain. Pendant les 100 jours qui ont suivi cette catastrophe, l'explosion de la plateforme et ses conséquences furent l'information la plus couverte par les médias pendant 9 semaines, généra 31% du temps d'antenne sur les chaînes câblées d'information et intéressa l'opinion publique à 59%<sup>162</sup>.

*Figure 5 : Photo des garde-côtes américains qui tentent d'endiguer l'incendie après l'explosion de la plateforme pétrolière Deepwater Horizon en avril 2010.*



<sup>162</sup> Seth Motel, « 5 Facts About the BP Oil Spill » *Pew Research Center*, 17 avr. 2015, en ligne, Internet, 13 nov. 2017. Available: <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2015/04/17/5-facts-about-the-bp-oil-spill/>.

Source : *US Coast Guard*, Deepwater Horizon fire, 20 avril 2010.

La diffusion des images de désastres écologiques au cours des années 1970 a suscité l'engouement et l'attention de l'opinion publique. Ce fut également l'occasion de créer un agenda politique autour de ces questions. Les photographies et reportages télévisés ont permis d'aborder les questions environnementales d'un point de vue plus spectaculaire, en faisant appel à l'émotion du public, face à des images qui se veulent alarmantes ou sinistres. Éric Jenner, directeur de la recherche à *The Policy & Research Group*, suggère que les photographies sont d'une grande influence dans le processus d'élaboration de politiques car elles confèrent, d'une part des preuves concluantes bien plus puissantes que les mots. « *While there is little empirical research that substantiates the idea, photographs are believed to influence public and policymaker attention to issues (and issue attributes) because they convey a truth or evidentiary proof that cannot be expressed as powerfully in words*<sup>163</sup>. » D'autre part, elles ne sont généralement pas influencées par des sources partiales comme cela pourrait être le cas dans n'importe quel article de presse écrite qui fait appel à différentes sources. De plus, certaines recherches démontrent que les photographies ont un impact non négligeable sur la perception de l'opinion publique quant à ces questions. En effet, les photographies publiées dans les journaux ou les reportages télévisés, parce qu'elles font appel avant tout à l'émotion, ont la capacité d'aiguiser plus fortement le sens du risque ou du danger de l'opinion publique<sup>164</sup>. Or la notion de danger, notamment pour la santé humaine, est un cheval de bataille des organisations environnementales, anti-nucléaires ou climatiques.

### 3.2.2. Médiatisation sans sensibilisation

Depuis la deuxième partie du 20<sup>ème</sup> siècle, la télévision est restée le média le plus utilisé par les Américains. Selon un sondage mené en 2013 par *Gallup*, 55% des Américains choisissent la télévision pour se tenir au courant de l'actualité. 21% des Américains choisissent en revanche internet et 9% la presse écrite<sup>165</sup>. Cependant, cette tendance pour une actualité plus visuelle, plus sensationnelle ne joue pas toujours en faveur des sujets climatiques qui sont généralement moins attractifs car plus complexes et plus scientifiques que les faits divers. En effet, les thèmes du

---

<sup>163</sup> Eric Jenner, « News Photographs and Environmental Agenda Setting: Jenner: News Photographs and Environmental Agenda Setting » *Policy Studies Journal*. 40.2 (2012): 274-301.

<sup>164</sup> Jenner, « News Photographs and Environmental Agenda Setting: Jenner: News Photographs and Environmental Agenda Setting » 274-301.

<sup>165</sup> Lydia Saad, « TV Is Americans' Main Source of News » *Gallup*, 8 juill. 2013, en ligne, Internet, 10 nov. 2017. Available: <http://news.gallup.com/poll/163412/americans-main-source-news.aspx>.

réchauffement climatique, du changement climatique, de l'environnement au sens large, bien qu'ils sont de plus en plus médiatisés depuis les années 1980, demeurent des thèmes difficilement exploitables car ils sont visuellement moins accrocheurs que les images d'une catastrophe. « *In contrast, some of the issues surrounding nature conservation have received less coverage, partly because they are difficult to explain in visual terms*<sup>166</sup>. » Par conséquent, ils sont bien souvent délaissés dans les journaux télévisés au profit de sujets percutants. Il est cependant important de noter qu'il existe des exceptions, puisque l'actualité environnementale devient prépondérante en cas de catastrophe naturelle ou de désastre environnemental. L'urgence climatique rentre dans ce cadre également.

L'intérêt que les Américains portent aux désastres environnementaux encourage la presse écrite et audiovisuelle à couvrir ces sujets plus que les autres en cas de drame. Cependant, si cette couverture médiatique sensibilise aux enjeux environnementaux, elle ne génère pas une prise de conscience réelle sur les mécanismes ou les enjeux derrière ces drames. Les causes du réchauffement climatique, la détérioration de l'environnement, ou la nécessité de remplacer les énergies fossiles par des énergies propres font rarement la une de l'actualité comme le dénote Alison Anderson, professeure de sociologie à l'université de Plymouth. « *Environmental news is largely oriented toward sudden, visually dramatic disasters rather than long term processes of gradual environmental deterioration*<sup>167</sup>. »

La médiatisation des sujets environnementaux, d'abord comme un sujet scientifique puis comme un sujet qui fait partie intégrante de l'agenda des médias a contribué à l'institutionnalisation de cet enjeu en tant qu'enjeu de société. Cependant, si ces sujets sont aujourd'hui médiatiquement couverts, il s'agit de s'interroger sur le véritable message diffusé auprès du public. Les médias sensibilisent-ils et éduquent-ils suffisamment l'opinion publique ? Les enjeux environnementaux sont souvent considérés comme étant scientifiques et complexes. Traiter ces sujets par le prisme d'une information sensationnelle et dramatique permet-il à l'opinion publique d'être informée sur les véritables mécanismes derrière ces questions ?

Ashlee Humphreys de l'Université de Northwestern à Chicago et Craig J. Thompson de l'Université de Wisconsin à Madison, suggèrent que les couvertures médiatiques des désastres écologiques tels que celui causé par l'Exxon Valdez en 1989 et celui causé par BP dans le Golfe du Mexique en 2010 sont essentiellement destinées à calmer nos inquiétudes immédiates, au lieu de poser

---

<sup>166</sup> Anderson, *Media, Culture and the Environment* 123.

<sup>167</sup> Anderson, « Sources, Media, and Modes of Climate Change Communication ».

des questions sur l'utilisation des énergies fossiles<sup>168</sup>. Ils décrivent ce phénomène comme le « *disaster myth* ». Suite à une catastrophe écologique, les médias focalisent toute leur attention sur le responsable du désastre écologique, cependant cela détourne également l'attention de l'opinion publique sur les risques que font encourir l'utilisation des énergies fossiles. Par conséquent, l'opinion publique est par la suite victime de « *oil spill amnesia* », selon les termes des activistes écologistes, c'est-à-dire que ces désastres n'entraînent aucune velléité de changement auprès de l'opinion publique qui demeure dans son inertie.

### 3.2.3. Des thèmes repris par l'industrie du divertissement

Les organes de presse ne sont cependant pas les seuls à utiliser le goût des Américains pour les images sensationnelles afin de faire de l'audience. L'industrie cinématographique utilise aussi, avec savoir-faire, cet appétit des Américains pour les images fortes. L'intérêt porté à la question environnementale dans cette industrie se traduit notamment par l'explosion du nombre de films, de séries, de documentaires se référant à ces questions. Le divertissement est une approche de plus en plus utilisée pour aborder la relation de l'Homme à son environnement et les dangers encourus. Lorsqu'il s'agit d'apporter un regard plus scientifique sur les enjeux environnementaux, ou de faire preuve de pédagogie avec l'opinion publique, une approche spectaculaire, plus divertissante du sujet est souvent préférée afin de susciter l'intérêt en premier lieu. En 2006, une des bandes-annonces du film *An Unconvenient Truth*, réalisé par Davis Guggenheim et qui met en scène l'ancien vice-président américain et prix Nobel, Al Gore, insiste également sur l'aspect visuel des catastrophes environnementales. Il s'agit ici encore de jouer sur les notions du danger imminent, de terreur, et de responsabilisation vis-à-vis des générations futures. Dans cette bande-annonce, il est possible de lire quelques phrases accrocheuses qui, combinées à la vidéo et aux images sélectionnées, font appel à l'émotion et au sens de l'urgence et du danger du spectateur.

*If you love your planet...*

*If you love your children...*

*You have to see this film.*

---

<sup>168</sup> Ashlee Humphreys et Craig J. Thompson, « Branding Disaster: Reestablishing Trust through the Ideological Containment of Systemic Risk Anxieties » *Journal of Consumer Research*. 41.4 (2014): 877-910.

*By far, the most terrifying film you will ever see*<sup>169</sup>.

En 2007, Leonardo Di Caprio, connu pour son engagement en faveur de l'environnement co-écrit et produit et narre *The Eleventh Hour*<sup>170</sup>, un film documentaire sur l'état de la planète. Comme pour faire appel à l'émotion du spectateur et au sens du danger, le titre fait référence à la dernière chance de l'humanité, au dernier moment où le changement demeure encore possible. Autre exemple, en 2012, dans *Avengers* de Joss Whedon, l'un des supers héros Tony Stark alias *Iron Man* réussit le pari de rendre son gratte-ciel, la *Stark Tower* énergétiquement indépendante du réseau de la ville grâce à l'« *Arc Reactor* ». Il s'agit d'une technologie comparable à celle de l'énergie nucléaire, qui pourrait alimenter le monde en énergie propre selon les projets de Stark, ce qu'il espère démontrer par le biais de la *Stark Tower*. « *Stark Tower is about to become a beacon of self-sustaining clean energy*<sup>171</sup>. » En 2015, dans la série américaine *Supergirl* diffusée sur CBS et inspirée par le personnage éponyme de *DC Comics*, les références au changement climatique et aux risques écologiques sont explicites. La tante de Kara Zor-El alias *Supergirl* lui apprend que sa planète d'origine, Krypton, tout comme la Terre, est au bord de la destruction écologique et qu'il faut agir vite. En 2018, *Avengers 3 : Infinity War*<sup>172</sup> des studios Marvel et réalisé par les frères Russo mettait en scène le super-vilain Thanos, dont l'objectif était de rassembler les 6 pierres d'infinité afin d'anéantir la moitié de la population de l'univers pour rétablir l'équilibre écologique. Ce film pose la question de la surpopulation et la surexploitation des ressources qui détruisent les équilibres naturels.

Ainsi, ces dernières décennies, les supers productions hollywoodiennes, à l'instar de nombreux autres médias et supports médiatiques ont abordé de manière frontale ou sous-jacente les questions environnementales et énergétiques, interrogeant indirectement le public sur ces enjeux. La représentation de ces enjeux énergétiques et environnementaux dans les divertissements peut relever d'une forme d'engagement des réalisateurs et auteurs de ces contenus, d'une tendance culturelle, mais elle peut également être le fait de la nature de ces enjeux qui paraît finalement adaptée aux médias. Les dangers, risques, désastres, menaces associés aux enjeux environnementaux, énergétiques et

---

<sup>169</sup> Mvieclips Classic Trailers, « An Inconvenient Truth (2006) Official Trailer #1 - Al Gore Movie HD - YouTube », 9 nov. 2012, en ligne, Internet, 8 nov. 2017. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=Bu6SE5TYrCM>.

<sup>170</sup> Leila Conners Petersen et Nadia Conners, *The 11th Hour*, Documentaire, vol., 2007, en ligne, Internet, 9 oct. 2020. , Available: [https://www.rottentomatoes.com/m/11th\\_hour](https://www.rottentomatoes.com/m/11th_hour).

<sup>171</sup> *Iron Man Underwater* - « Clean Energy » Scene -The Avengers, vol., 2012, en ligne, Internet, 10 mars 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=vWFXrln0we8>.

<sup>172</sup> Joe Russo et Anthony Russo, *Avengers: Infinity War*, vol., 2018, en ligne, Internet, 9 oct. 2020. , Available: [http://www.allocine.fr/film/fichefilm\\_gen\\_cfilm=218265.html](http://www.allocine.fr/film/fichefilm_gen_cfilm=218265.html).

climatiques peuvent en effet s'apparenter à des critères favorables à la représentation dans les médias puisqu'ils attireront l'intérêt du public.



### 3.3. Intégration de la question environnementale à l’agenda médiatique

#### 3.3.1. Intermittence de la couverture médiatique de cet enjeu et conséquences

La couverture médiatique de l’environnement n’a pas toujours été linéaire depuis que le thème de l’environnement fait partie de l’actualité dans la presse américaine. Cette couverture médiatique connaît un pic au cours des années 1970 avant de décliner au milieu des années 80 puis d’augmenter de nouveau dès la fin des années 1980 et 1990<sup>173</sup>. L’explication des variations dans la couverture médiatique sur les sujets environnementaux peut être mise en rapport avec les événements qui ont marqué le mouvement en lui-même, la naissance du mouvement, l’arrivée de Ronald Reagan au pouvoir, l’apparition de nouveaux enjeux environnementaux, les enjeux climatiques et les catastrophes environnementales entre autres. À la fin des années 1980, l’environnement devient un thème définitivement adopté par les médias. La concomitance d’événements à la fois d’ordre politique avec une prise de conscience internationale des enjeux environnementaux, d’ordre scientifique avec la découverte du changement climatique et du trou dans la couche d’ozone, et d’ordre écologique avec la marée noire causée par l’Exxon Valdez par exemple va participer à ancrer l’environnement au sens large définitivement en tant que sujet médiatique.

Ces dernières années, la couverture médiatique de l’environnement dans la presse américaine s’est également révélée être en dent de scie. Selon une étude réalisée par le *Center for Science and Technology Policy Research* qui analyse le nombre d’articles couvrant les termes « *climate change* » (changement climatique) et « *global warming* » (réchauffement climatique) sur la période allant de 2000 à 2017 dans cinq des journaux les plus réputés aux États-Unis, à savoir, le *Washington Post*, le *New York Times*, *USA Today*, *Los Angeles Times* et le *Wall Street Journal*, il est possible de remarquer l’irrégularité de la couverture de ces termes. Les pics dans la couverture de ces termes correspondent à des événements précis, par exemple la Conférence de Parties (COP) en décembre 2009 à Copenhague (COP 15), à l’accord bilatéral Chine-États-Unis sur le climat en novembre 2014, au scandale Volkswagen en septembre 2015, ou encore l’Accord de Paris sur le climat en décembre 2015 (COP 21). Depuis 2000, la plus forte période de couverture médiatique a été calculée en janvier 2017,

---

<sup>173</sup> Anders Hansen, « The Media and the Social Construction of the Environment » *Media, Culture & Society*. 13.4 (1991): 443-458.



avec notamment l'arrivée au pouvoir de l'administration Trump<sup>174</sup>. Cet événement a donné lieu à la publication de 643 articles en janvier 2017 sur les cinq journaux combinés. Globalement entre août 2001 et avril 2006, les thèmes « *global warming* » et « *climate change* » ont été relativement peu couverts, recueillant sur l'ensemble moins de 200 articles par mois. Entre avril 2006 et mai 2010, ces thèmes recueillent entre 200 et 600 articles publiés par mois. Ils connaissent un pic en décembre 2009 avec 510 articles publiés. Entre janvier 2010 et août 2015, ces thèmes sont de nouveaux délaissés, au profit d'une actualité économique forte générée par la Grande Récession et ses conséquences de 2007 à 2012. Cependant, les thèmes « *global warming* » et « *climate change* » sont davantage exploités qu'avant la période 2000-2006<sup>175</sup>. Ainsi, la couverture médiatique des enjeux environnementaux est relativement dépendante des événements politiques, économiques ou catastrophes qui y sont associés. Ce manque de régularité peut créer un sentiment de moindre importance aux yeux de l'opinion publique qui considèrent que d'autres enjeux sont prioritaires, puisqu'ils sont davantage mis en avant. Ce qui est le cas pour l'agenda politique. Ce manque de régularité peut également donner à l'opinion publique le sentiment que les enjeux environnementaux ne sont pas aussi urgents que ce que certains environnementalistes ou scientifiques affirment.

### 3.3.2. L'environnement et l'agenda médiatique

L'actualité environnementale fait rarement la une de l'actualité sauf en cas de catastrophe naturelle ou d'accident industriel conduisant à une catastrophe. Les médias seuls choisissent les sujets qui seront couverts jour après jour selon l'éventail de faits qui se présente à eux, et selon les priorités qu'ils définissent. Ils ont ainsi la capacité de déterminer les enjeux qui selon eux, sont à mettre à l'ordre du jour. En ce sens, ils ont un véritable pouvoir dans la vie démocratique du pays dans la mesure où ils sont capables de mettre au jour des problématiques qui doivent être traitées, d'en définir quelques autres qui sont inconnues aux yeux de l'opinion publique, mais aussi d'en ignorer d'autres qui leur paraissent d'ordre secondaire. Cette hiérarchisation des sujets susceptibles ou non de faire l'actualité est appelée l'agenda des médias.

---

<sup>174</sup> Max Boykoff et al., « United States Newspaper Coverage of Climate Change or Global Warming, 2004-2019 » (Center for Science and Technology Policy Research, Cooperative Institute for Research in Environmental Sciences, University of Colorado Boulder, 2019), en ligne, Internet, 10 juin 2019. Available: [https://scholar.colorado.edu/mecco\\_data/161/](https://scholar.colorado.edu/mecco_data/161/).

<sup>175</sup> « Activities: Media Monitoring of Climate Change or Global Warming : International Collective on Environment, Culture & Politics », s. d., en ligne, Internet, 20 oct. 2017. Available: [http://sciencepolicy.colorado.edu/icecaps/research/media\\_coverage/usa/index.html](http://sciencepolicy.colorado.edu/icecaps/research/media_coverage/usa/index.html).

L'agenda médiatique représente la prépondérance d'un sujet dans l'actualité. La récurrence d'une même problématique est analysée sur une période donnée et peut se mesurer ici par le nombre de couvertures, d'articles, de temps d'antenne se référant à ce sujet. Par extension l' « *agenda setting* » des médias exerce une influence considérable sur l'opinion publique, puisque par la sélection des problématiques traitées dans l'actualité au quotidien, les médias disent à l'opinion publique non pas ce qu'elle doit penser mais ce à quoi elle doit penser<sup>176</sup>.

Depuis les années 1980 de nouvelles problématiques sont venues se greffer aux enjeux environnementaux déjà connus. En effet, la découverte d'un trou dans la couche d'ozone dans les années 1980 par Joseph Farman par exemple, a donné lieu à la naissance de nouvelles préoccupations sur les conséquences de la diminution de la couche d'ozone pour la santé humaine. Par ailleurs, les problématiques de réchauffement climatique, les nouvelles technologies d'extraction des énergies, les effets des GES et la notion de changement climatique sont autant de problématiques qui sont venues s'ajouter à celles déjà existantes.

Au quotidien, l'environnement se retrouve en compétition avec d'autres thèmes d'actualité tels que les faits divers, l'économie, la politique, l'emploi, la santé, et bien d'autres encore qui arborent un caractère plus urgent ou plus spectaculaire et qui sont donc préférés dans l'agenda médiatique. Alison Anderson considère que trois critères participent essentiellement à l'élaboration de l'agenda médiatique. Premièrement, la médiatisation d'une problématique environnementale est axée sur un évènement précis (*event-centered*), deuxièmement l'information comporte une dimension visuelle forte (*strong visual component*), et troisièmement l'information doit être traitée dans un cycle de 24h (*24-hour daily cycle*<sup>177</sup>). Cependant, certains facteurs d'ordre socio-culturel peuvent entrer en compte dans la sélection des informations. Il s'agit des informations comportant une résonance culturelle (« *cultural resonance*<sup>178</sup> ») pour l'opinion publique. Ces sujets d'actualité vont plus facilement intégrer l'agenda médiatique car l'actualité est aussi influencée par les valeurs culturelles d'un pays. Les médias sélectionnent donc plus souvent les sujets d'actualité qui bénéficient d'une symbolique forte dans l'imaginaire commun ou font appel aux peurs profondément enracinées de l'opinion publique. Beaucoup des problématiques de fond liées à l'environnement ne répondent pas à ces critères. Les problèmes environnementaux et climatiques étant complexes et lents, ils n'intègrent généralement pas le cycle de 24h. De plus, ces problèmes ne possèdent pas de composantes visuelles

---

<sup>176</sup> Anderson, *Media, Culture and the Environment* 24.

<sup>177</sup> Anderson, *Media, Culture and the Environment* 121-123.

<sup>178</sup> Hansen, « The Media and the Social Construction of the Environment ».

fortes. Peut-on prendre une photo spectaculaire du réchauffement climatique ou du trou de la couche d'ozone ?

Ainsi, en dépit de leur rôle d'information vis-à-vis de l'opinion publique, les médias ne couvrent le plus souvent qu'une partie relativement superficielle de l'enjeu environnemental ou climatique compte tenu des critères de sélection pour les informations. Alors que l'opinion publique se tourne généralement vers les médias pour comprendre un enjeu, les enjeux climatiques ou environnementaux pourraient aux yeux de l'opinion publique se limiter à une série de catastrophes, d'accidents et de politiques fédérales ponctuelles. Le changement climatique, le réchauffement climatique, la fonte des glaciers, la pollution, les catastrophes naturelles, entre autres, sont les conséquences d'un processus scientifiquement complexe et lent de dégradation de l'environnement qui devraient pouvoir être expliquées à l'opinion publique.

En novembre 2017, 15 364 scientifiques indépendants et issus de 184 pays signaient une lettre d'avertissement, vingt-cinq ans après la première, sur l'état alarmant de la planète et insistaient sur l'impératif moral dont chacun doit faire preuve, notamment les citoyens, les médias et même les scientifiques afin d'enrayer la situation. « *As most political leaders respond to pressure, scientists, media influencers, and lay citizens must insist that their governments take immediate action as a moral imperative to current and future generations of human and other life*<sup>179</sup>. » Les médias ont la capacité de véhiculer des messages, des idées à l'opinion publique. Mais ils sont également considérés comme le quatrième pouvoir dans une démocratie. Cette lettre appelle donc les médias à intervenir en tant que force démocratique pour créer le changement dans les politiques fédérales. Cependant, l'organisation d'un mouvement commun pour encourager le gouvernement à agir en faveur de l'environnement et du climat semble être un objectif irréalisable sans une meilleure information de l'opinion publique des risques et phénomènes en jeu.

---

<sup>179</sup> William J. Ripple et al., « World Scientists' Warning to Humanity: A Second Notice » *BioScience*. (2017), en ligne, Internet, 23 nov. 2017. Available: <https://academic.oup.com/bioscience/advance-article/doi/10.1093/biosci/bix125/4605229>.

## 3.4. Les médias peuvent-ils être des vecteurs du changement ?

### 3.4.1. Influence, discours double et méfiance

Les médias ont de nombreuses fonctions, rôles et effets sur l'opinion publique ce qui en fait des agents qui ont un pouvoir d'influence non négligeable sur l'opinion publique. Dès sa naissance le mouvement environnemental, comme de nombreux mouvements sociaux, a exploité le vivier de possibilités de communication offert par les médias. Il a notamment utilisé les médias de masse afin de véhiculer ses idées et créer une prise de conscience dans l'opinion. C'est pourquoi les médias peuvent être décrits comme des vecteurs du changement. « *It is significant that the environmental movement grew at roughly the same time that the news-papers and magazines assumed a mature form as agents of social control and change*<sup>180</sup>. »

Les médias ont ainsi pleinement contribué à l'épanouissement du mouvement environnemental dans les années 1970, notamment en relayant ses idées à l'échelle de la population américaine dans un court délai. La prise de conscience de l'opinion publique combinée à la pression médiatique a certainement joué un rôle important dans l'action gouvernementale durant la décennie environnementale. Cependant après les années 1980 alors que l'environnement est devenu un sujet récurrent dans la couverture médiatique, il devient également un sujet de polarisation politique. Les médias, par nature valorisent davantage les conflits et les batailles d'opinions ou d'intérêts qui peuvent exister entre différents groupes dans la société. Ces choix éditoriaux, combinés aux contraintes d'ordre économique qui peuvent exister pour les médias, d'une certaine façon, ont permis de mettre en avant les idéologies politiques et les intérêts de chaque groupe, plutôt que le discours scientifique sur les enjeux environnementaux, impactant ainsi l'information relayée à l'opinion publique.

L'opinion publique se retrouve donc confrontée au quotidien à un double discours dans les médias sur les questions environnementales, encore plus ces dernières années alors que la polarisation politique sur ces questions grandit. L'urgence climatique relayée par les défenseurs de l'environnement est constamment contredite par le message des climato-sceptiques<sup>181</sup> qui dénoncent la *junk science*<sup>182</sup>. Ce double discours a pour conséquence de créer un climat de confusion mais

---

<sup>180</sup> Neuzil et Kovarik, *Mass Media & Environmental Conflict* xxv.

<sup>181</sup> Voir lexique.

<sup>182</sup> Voir lexique.

surtout de méfiance et de mécontentement à l'égard des médias de masse. Une étude de *Pew Research Center* datée de juin 1998 relève la baisse croissante de la crédibilité des médias aux yeux de l'opinion publique. Parmi les mots les plus utilisés pour décrire la presse, le mot « *biased* » (partial) revient à 61% et « *sensationalism* » (sensationalisme) revient à 34%. Dans l'ensemble, les mots péjoratifs pour décrire la presse représentaient 52% des réponses alors que les mélioratifs ne représentaient que 30%<sup>183</sup>.

Par ailleurs, une étude menée par *Union of Concerned Scientists* (UCS) en 2013<sup>184</sup> met en garde contre le manque d'exactitude des informations relayées par les médias de masse puisqu'elles influencent à la fois l'opinion publique et les responsables politiques. Cette étude a été menée sur les trois réseaux d'informations du câble les plus regardés aux États-Unis, à savoir *CNN*, *Fox News*, et *MSNBC*. Si cette étude révèle dans un premier temps les façons très différentes que ces médias ont d'aborder et de couvrir la question de la science du climat, elle révèle surtout que les médias contribuent à véhiculer des idées fausses au sujet du climat auprès de l'opinion publique. En effet, selon UCS, en 2013, *CNN* a couvert le sujet de la science climatique 43 fois, *Fox News* 50 fois et *MSNBC* 132 fois. 70% des séquences diffusées sur *CNN* étaient entièrement exactes, et 30% incluaient des représentations trompeuses. 28% des séquences diffusées sur *Fox News* étaient entièrement exactes et 72% comportaient des représentations trompeuses. 92% des séquences diffusées par *MSNBC* étaient entièrement exactes, et 8% comportaient des représentations trompeuses de la science du climat.

Une véritable tendance à la méfiance s'installe à l'égard des médias dans l'opinion publique. Au cours des quatre dernières décennies, la presse américaine s'est métamorphosée jusqu'à devenir une arme redoutable au service d'un petit groupe, mettant peut-être en péril son rôle de gardien de la démocratie. En 1983, 50 firmes contrôlaient les médias aux États-Unis, aujourd'hui seulement 5 firmes contrôlent les médias, à savoir *Time Warner*, *Disney*, *Murdoch's News Corporation*, *Bertelsmann of Germany* and *Viacom*<sup>185</sup>. La concentration des médias en conglomérats a pour conséquence directe d'influencer la production d'informations. Les médias sont désormais davantage contrôlés par un petit nombre de magnats qui ont le pouvoir d'influencer l'information qui est relayée

---

<sup>183</sup> Pew Research Center, « Section 4: News Media Credibility », 8 juin 1998, en ligne, Internet, 28 nov. 2017. Available: <http://www.people-press.org/1998/06/08/section-4-news-media-credibility/>.

<sup>184</sup> Union of Concerned Scientists, « Science or Spin?: Assessing the Accuracy of Cable News Coverage of Climate Science » *Union of Concerned Scientists*, 2014, en ligne, Internet, 7 déc. 2017. Available: [https://www.ucsusa.org/global\\_warming/solutions/fight-misinformation/cable-news-coverage-climate-change-science.html](https://www.ucsusa.org/global_warming/solutions/fight-misinformation/cable-news-coverage-climate-change-science.html).

<sup>185</sup> PBS, « Independent Lens Democracy on Deadline . Who Owns the Media? » *Independent Lens*, s. d., en ligne, Internet, 30 nov. 2017. Available: <http://www.pbs.org/independentlens/democracyondeadline/mediaownership.html>.

ou non à l'échelle du monde. « *Journalistic decisions about coverage of climate change in legacy media may be influenced by editors and proprietors who themselves have a multitude of connections with powerful news sources*<sup>186</sup> .» Ben Bagdikian, un journaliste lauréat du prix Pulitzer décrit ces cinq géants des médias comme étant un « *cartel* », assez puissant pour influencer la politique du pays<sup>187</sup>. Par extension, ils pourraient donc influencer les politiques énergétiques et climatiques du pays.

Le contrôle de la presse traditionnelle par une poignée d'hommes pourrait menacer l'accès à une information juste, neutre et complète pour l'opinion publique. Néanmoins, au cours de ces vingt dernières années, l'évolution du monde médiatique avec l'intégration des nouveaux supports a permis l'émergence d'une nouvelle possibilité d'accès à l'information. Ces nouveaux médias sont principalement les *smartphones*, internet, les réseaux sociaux (*Facebook, YouTube, Twitter, Reddit...*), les blogs, entre autres. Ces nouvelles technologies ou plateformes de communication offrent un espace d'échange de l'information et séduisent de plus en plus l'opinion publique. De plus, ils permettent aux organisations non gouvernementales et aux groupes environnementaux de bénéficier de plateformes et de moyens de communication directs pour s'adresser à l'opinion publique et interpeller les dirigeants sans passer par la presse traditionnelle. Les plateformes qu'offrent les nouveaux médias souffrent moins de l'influence de pressions extérieures pour véhiculer leur message. Ces groupes trouvent grâce aux blogs, aux sites internet ou aux réseaux sociaux un espace de partage privilégié et direct où l'information peut être relayée à grande vitesse dans le monde, ce qu'ils ne trouvent pas toujours dans les médias traditionnels. En effet, ces derniers tendent à représenter davantage les intérêts des élites ou des groupes puissants<sup>188</sup>.

### **3.4.2. Enjeux environnementaux et climatiques dans les nouveaux médias**

Grâce aux nouveaux médias, les groupes environnementalistes trouvent un espace pour s'exprimer, informer et définir ce qu'ils considèrent comme des problèmes environnementaux quand la presse traditionnelle a la possibilité de censurer leur propos. L'avènement de ces nouveaux médias transforme progressivement le monde de la presse et la production des informations au quotidien. Les nouveaux médias, en octroyant aux citoyens un moyen de communication, non contrôlé par une

---

<sup>186</sup> Alison Anderson, « Source Influence on Journalistic Decisions and News Coverage of Climate Change » (2017), en ligne, Internet, 6 déc. 2017. Available: <http://climatescience.oxfordre.com/view/10.1093/acrefore/9780190228620.001.0001/acrefore-9780190228620-e-356>.

<sup>187</sup> PBS, « Independent Lens Democracy on Deadline. Who Owns the Media? »

<sup>188</sup> Neuzil et Kovarik, *Mass Media & Environmental Conflict* xvii.

institution ou par un groupe, leur permettent de participer à la production des informations au quotidien et de mettre en avant les sujets ou sources qui les intéressent le plus, de définir un agenda. Ces nouveaux moyens techniques engendrent une petite révolution dans le monde du journalisme, puisque désormais chacun peut rapporter des faits et partager son expérience avec la communauté.

Cette nouvelle forme de journalisme qui s'appelle le journalisme participatif peut être défini de la façon suivante : « *The act of a citizen, or group of citizens, playing an active role in the process of collecting, reporting, analyzing and disseminating news and information. The intent of this participation is to provide independent, reliable, accurate, wide-ranging and relevant information that a democracy requires*<sup>189</sup>. » Cette nouvelle forme de journalisme s'appuie essentiellement sur le « *crowdsourcing* », c'est-à-dire que le public est une source qui vient alimenter les contenus diffusés, après qu'ils ont été filtrés, et modérés. Ce phénomène résulte, d'un partenariat entre les amateurs et les professionnels dans lequel les multiples conversations, contributions, commentaires, qui ont lieu sur les différentes plateformes d'expressions sur internet ou au sein d'une communauté virtuelle donnent naissance à un contenu informatif. Bien que ce phénomène soit minoritaire, il permet néanmoins aux citoyens de participer à la production des informations et de mettre en avant des sujets qui peuvent parfois être ignorés par l'agenda des médias traditionnels.

L'information ne dépend plus désormais uniquement des institutions médiatiques pour circuler dans l'opinion publique. Les citoyens jouent un rôle de plus en plus important dans la création d'informations. La multitude de réseaux sociaux et les progrès technologiques offrent aux citoyens la possibilité de faire circuler une information avant les journalistes, qui par défaut finissent par reprendre ces contenus pour leurs reportages. Une étude menée par *Pew Research Center* révèle que 40% des vidéos se référant à l'actualité et comptant parmi les plus regardées sur *YouTube*, entre janvier 2011 et mars 2012, ont été mises en ligne par des citoyens amateurs<sup>190</sup>. Par ailleurs, durant l'ouragan Sandy qui a frappé les États-Unis en 2012, plus de 20 millions de *tweets* ont été échangés concernant l'avant et l'après ouragan soit sur la période allant du 27 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 2012<sup>191</sup>. Parmi ces 20 millions de *tweets*, 25% concernaient le partage de photos et vidéos concernant les

---

<sup>189</sup> Shayne Bowman et Chris Willis, « We Media: How audiences are shaping the future of news and information » We Media », [En ligne : <https://www.wemedia.com/we-media-how-audiences-are-shaping-the-future-of-news-and-information/>]. Consulté le 4 décembre 2017.

<sup>190</sup> Mark Jurkowitz et Paul Hitlin, « Citizen Eyewitnesses Provide Majority of Top Online News Videos in Oklahoma Tornado Disaster » *Pew Research Center*, 22 mai 2013, en ligne, Internet, 14 oct. 2017. Available: <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2013/05/22/citizen-eyewitnesses-provide-majority-of-top-online-news-videos-in-oklahoma-tornado-disaster/>.

<sup>191</sup> Bruce Drake, « Twitter Served as a Lifeline of Information During Hurricane Sandy » *Pew Research Center*, 28 oct. 2013, en ligne, Internet, 14 oct. 2017. Available: <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2013/10/28/twitter-served-as-a-lifeline-of-information-during-hurricane-sandy/>.

dégâts engendrés par Sandy. Les citoyens en partageant ces contenus deviennent des acteurs capables de redéfinir l'agenda médiatique dans les nouveaux médias, ils ont le contrôle à la fois sur les contenus qu'ils souhaitent visionnés mais aussi ceux qu'ils souhaitent partagés.

Les organisations environnementales et les activistes tendent à embrasser de plus en plus ces nouvelles formes de communication. Ils sont conscients de la difficulté à faire entendre leur voix dans les médias traditionnels, mais ils connaissent également le potentiel des nouveaux médias à atteindre une audience très large. C'est pourquoi le journalisme participatif et le progrès technologique représentent pour eux un moyen de communication non négligeable. Les groupes environnementaux n'ont pas cessé d'adapter et de sophistiquer leur stratégie de communication afin d'atteindre une audience toujours plus grande. Les nouveaux médias sont devenus un élément clé de la stratégie de communication adoptée par les groupes et activistes de l'environnement et du climat. Par exemple, en 2009, à Londres, lors du *Climate Camp*, un rassemblement annuel des activistes environnementaux, des ateliers sur le journalisme participatif avaient été organisés. Un des ateliers consistait à former les activistes sur la manière de filmer, monter et diffuser en ligne un reportage de 60 secondes en moins de 10 minutes<sup>192</sup>. Autre exemple, celui de Greta Thunberg. Cette Suédoise de 17 ans est aujourd'hui un visage incontournable de la lutte contre le réchauffement climatique. Durant l'été 2018, elle commence à manifester devant le parlement suédois pour critiquer l'inaction des dirigeants politiques contre le réchauffement climatique. Elle gagne en popularité lorsqu'elle lance les grèves scolaires pour le climat en novembre 2018 qui seront suivies par des lycéens du monde entier grâce à la médiatisation de son engagement. En 2018, elle intervient lors de la COP 24 à Katowice puis au Sommet des Nations unies sur les changements climatiques en 2019 où elle délivre un discours véhément.

*For more than 30 years, the science has been crystal clear. How dare you continue to look away and come here saying that you're doing enough, when the politics and solutions needed are still nowhere in sight.*

*You say you hear us and that you understand the urgency. But no matter how sad and angry I am, I do not want to believe that. Because if you really understood the situation and still kept on failing to act, then you would be evil. And that I refuse to believe<sup>193</sup>.*

Acclamée par des organes de presse comme *Time* ou *Forbes* qui l'ont gratifiée du prix de personnalité de l'année, ou inscrite dans le classement des 100 femmes les plus influentes au monde,

---

<sup>192</sup> Paul Lewis, « Climate Campers Get a Lesson in Citizen Journalism » *The Guardian*, 27 août 2009, en ligne, Internet, 6 déc. 2017. Available: <http://www.theguardian.com/media/2009/aug/27/climate-camp-citizen-journalism>.

<sup>193</sup> *Greta Thunberg Young Climate Activist at the Opening of the Climate Action Summit 2019*, vol. (New York City, 2019), en ligne, Internet, 14 mai 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=2m64ou1DIYI>.



Greta Thunberg dispose aujourd'hui d'une audience de 4,1 millions d'abonnés sur *Twitter*<sup>194</sup>, un média dans lequel elle peut relayer le discours scientifique de la science du climat. Égérie d'une génération, Greta Thunberg a été critiquée ou moquée à de nombreuses reprises par Donald Trump et son administration, notamment sur *Twitter*, pour les positions qu'elle défend. L'exemple de Greta Thunberg tend donc à démontrer que les nouveaux médias et les réseaux sociaux ont incontestablement participé à diffuser les messages des groupes et activistes de l'environnement et du climat ces dernières années. En moins de deux ans, Greta Thunberg est passée des grèves du climat devant le parlement suédois à une audience de millions de personnes. Dans ce cas précis, la portée du message de cette activiste aurait sûrement été limitée à une zone géographique restreinte sans internet.

---

<sup>194</sup> Greta Thunberg, « Greta Thunberg (@GretaThunberg) / Twitter » *Twitter*, s. d., en ligne, Internet, 14 mai 2020. Available: <https://twitter.com/gretathunberg>.

## 4. Naissance des politiques énergétiques dans les années 1970 : le fruit des crises énergétiques et des enjeux environnementaux

### 4.1. Nixon : émergence des préoccupations environnementales et la crise pétrolière de 1973

#### 4.1.1. Nixon et l'environnement

Le 37<sup>ème</sup> président américain entre en fonction le 20 Janvier 1969. Issu du Parti républicain, Richard Nixon n'était pas idéologiquement particulièrement favorable à une politique environnementale forte. Il demeure cependant dans l'histoire comme l'un des présidents les plus environnementalistes que les États-Unis aient jamais connus. Dès son arrivée au pouvoir en 1969, Richard Nixon se rend compte de la vague environnementale qui déferle sur le pays, et l'impossibilité de contourner la ferveur de l'opinion publique largement favorable à une protection de l'environnement. Nixon tait son opinion personnelle au profit de positions plus consensuelles .

*In response to advocacy by interest groups, increasing media coverage, and popular support for environmental protection, Richard Nixon saw the potential political reward derived from using his office to support environmental priorities, only to reverse himself when confronted with opposition by fellow Republicans and business interests threatened by environmental regulations<sup>195</sup>.*

Lors des élections présidentielles, face à Nixon , le ticket Hubert Humphrey-Edmund Muskie est en lice. Le candidat Edmund Muskie pour la vice-présidence, publiquement très engagé sur les questions environnementales, et même présenté comme un leader environnemental<sup>196</sup>, répondait aux attentes des électeurs sur ces questions naissantes dans l'opinion. En tant que sénateur de l'État du Maine, Muskie a été le 1<sup>er</sup> président de la sous-commission sénatoriale sur la pollution de l'air et de l'eau en 1963. Plus encore, il est souvent reconnu comme le père du CAA de 1963 qu'il a introduit au Congrès, mais aussi des amendements pour élargir cette loi en 1970. Nixon ne pouvant se présenter comme opposé aux revendications environnementales au risque de se mettre à dos l'opinion publique,

---

<sup>195</sup> Dennis L. Soden, *The Environmental Presidency*, SUNY series on the presidency (Albany: State University of New York Press, 1999) 116.

<sup>196</sup> Joel K. Goldstein, « Edmund S. Muskie: The Environmental Leader and Champion », 2015, en ligne, Internet, 11 avr. 2017. Available: <https://mainelaw.maine.edu/academics/wp-content/uploads/sites/3/10-Goldstein.pdf>.

a préféré adopter une position plus modérée lors de sa campagne. La question environnementale n'a d'ailleurs pas été un sujet majeur de sa campagne, cependant il a été abordé notamment à travers la vision que le candidat avait de la qualité de vie pour les générations actuelles et à venir. S'exprimant par exemple à la radio, sur CBS<sup>197</sup>, en 1968, Nixon offre une position plutôt conservationniste sur la question de l'environnement. Il évoque non seulement la « grandeur » et la « beauté » des espaces naturels, mais aussi la nécessité de « mieux gérer les ressources naturelles » pour davantage d'exploitation en vue de maintenir un « haut niveau de vie ». En ce qui concerne les énergies, Nixon évoque la nécessité de développer leur production en vue de soutenir l'économie et garantir la sécurité nationale.

*[...] we must create a national minerals and fuels policy if we are to maintain production needed for our economy and security. The strategy of quality looks upon the oil well and the mine as vital parts of the American economy and of American power. There is no contradiction between preserving the natural beauty of America and assisting the mineral industries which are the primary sources of American power*<sup>198</sup>.

Les motivations de Nixon à l'égard des enjeux environnementaux n'étaient pas désintéressées. Souvent décrit comme pragmatique, Nixon considérait simplement qu'il était plus sûr de soutenir le mouvement environnemental que de s'y opposer, en dépit de ses convictions personnelles, étant donné le climat social des années 1960-70<sup>199</sup>. Les premiers mois du mandat de Nixon sont marqués entre autres par la marée noire de Santa Barbara ou le premier *Earth Day*. Lors de son discours sur l'État de l'Union le 22 janvier 1970, Nixon présente la question environnementale comme l'enjeu de la décennie, insiste sur la nécessité de réparer les dommages causés à la nature et reconnaît la dette de l'Homme à l'égard de l'environnement. Annonçant les enjeux environnementaux comme des enjeux pressants et communs à l'ensemble de la société, il apparaît comme plus modéré qu'il ne l'est sur ces sujets et fait de la politique environnementale un instrument pour sa popularité.

*Restoring nature to its natural state is a cause beyond party and beyond factions. It has become a common cause of all the people of this country. It is a cause of particular concern to young Americans, because they more than we will reap the grim consequences of our failure to act on programs which are needed now if we are to prevent disaster later. Clean air, clean water, open spaces-these should once again be the birthright of every American. If we act now, they can be.*<sup>200</sup>

---

<sup>197</sup> Richard Nixon, « Remarks on the CBS Radio Network: "America's Natural Resources" », 18 oct. 1968, en ligne, Internet, 25 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-cbs-radio-network-americas-natural-resources>.

<sup>198</sup> Nixon, « Remarks on the CBS Radio Network: "America's Natural Resources" ».

<sup>199</sup> Steinberg, *Down to Earth* 250.

<sup>200</sup> Richard Nixon, « Annual Message to the Congress on the State of the Union 1970 » *The American presidency project*, 22 janv. 1970, en ligne, Internet, 6 avr. 2016. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/annual-message-the-congress-the-state-the-union-2>.

Nixon profite d'un très fort activisme du Congrès lors de son premier mandat sur les questions environnementales. Le sujet fait consensus et le Congrès coopère volontiers sur ces questions qui se veulent alors bipartisanes<sup>201</sup>. Certaines des plus grandes lois environnementales seront votées et adoptées sous le premier mandat de Nixon. Il signe notamment le NEPA, le 1<sup>er</sup> janvier 1970, il dotera également le pays d'organismes d'État tels que le CEQ et l'EPA pour veiller au respect des normes environnementales. Cependant, l'ambivalence de Nixon sur la question environnementale reste visible notamment lorsqu'il mettra un veto sur le *Water Pollution Control Act* de 1972 qu'il juge trop couteux pour le contribuable. Le Congrès, sensible à l'opinion publique, adoptera finalement cette loi en outrepassant le veto présidentiel.

#### 4.1.2. Nixon et l'urgence énergétique

Si l'héritage de Nixon n'est pas négligeable sur les questions environnementales sa présidence est également marquée par la question des ressources énergétiques, les besoins croissants en énergie des États-Unis et surtout le premier choc pétrolier en 1973. Dès le début de sa présidence, Nixon présente les difficultés futures que les Américains risquent de rencontrer pour répondre aux besoins énergétiques. À l'été 1971, il envoie un message spécial au Congrès<sup>202</sup> décrivant l'urgence énergétique d'un pays qui consomme plus qu'il ne produit, tout en déclinant sept propositions pour développer les ressources en énergie du pays. Dans ce programme, le nucléaire est placé comme une solution de premier choix qui pourrait permettre d'alimenter le pays, tout en limitant la pollution. Le réacteur à neutrons rapides est décrit comme le « *meilleur espoir*<sup>203</sup> » pour répondre à la demande nationale en incluant les enjeux environnementaux. Selon Nixon, le nucléaire constitue : « *The major alternative to fossil fuel energy for the remainder of this century is nuclear energy*<sup>204</sup> ».

Néanmoins, dans son programme il propose également d'autres solutions visant à multiplier les sources d'approvisionnement en énergie du pays, en développant l'exploration et l'exploitation des ressources fossiles notamment sur les terres fédérales, des ressources de schistes, des ressources solaires ou géothermiques par exemple. Le programme énergétique proposé par Nixon se veut

---

<sup>201</sup> Voir lexique.

<sup>202</sup> Richard Nixon, « Special Message to the Congress on Energy Resources », 4 juill. 1971, en ligne, Internet, 25 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/special-message-the-congress-energy-resources>.

<sup>203</sup> Nixon, « Special Message to the Congress on Energy Resources ».

<sup>204</sup> Richard Nixon, « Special Message to the Congress on Energy Policy », 18 avr. 1973, en ligne, Internet, 28 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/special-message-the-congress-energy-policy>.

exhaustif dans son ensemble puisqu'il ne néglige aucune ressource énergétique potentielle et offre des solutions alternatives comme le recours à l'importation en provenance du Canada, le développement de la recherche, la construction de centrales électriques supplémentaires ou encore l'amélioration de l'efficacité énergétique<sup>205</sup>. Dans son programme énergétique de 1971, Nixon établit également un lien direct entre l'énergie et l'environnement, deux enjeux majeurs de sa présidence certes, mais également deux enjeux qui ne doivent pas être traités séparément comme il le suggère dans son message au Congrès. « *The reason it is essential, and I consider the program urgent, is that in all great industrial societies we face two challenges: one, to find new sources of energy to fuel the economy; and two, to find sources of energy that will not pollute the environment*<sup>206</sup>. »

En dépit des invitations de Richard Nixon à considérer l'urgence énergétique dès 1971, le Congrès tarde à réagir sur ces questions. En avril 1973, Nixon interpelle de nouveau le Congrès sur la nécessité d'agir rapidement et de répondre à ce « *challenge*<sup>207</sup> » en soulignant qu'à l'avenir des pénuries et des prix plus élevés n'étaient pas à exclure dans le domaine de l'énergie compte tenu du delta entre la production et la consommation d'énergie des États-Unis. À cette occasion, il annonce également la fin des quotas à l'importation qui avaient été mis en place par Dwight Eisenhower afin de permettre une certaine souplesse à l'importation, vu que les besoins américains ont augmenté. En 1959, Eisenhower avait mis en place des quotas d'importation de pétrole pour une question de sécurité nationale face à un risque de dépendance américaine au pétrole issu du Moyen Orient via la proclamation présidentielle 3279, le *Mandatory Oil Import Quota Program*<sup>208</sup>.

### 4.1.3. Nixon et le premier choc pétrolier

Les efforts de Nixon pour prévenir la dépendance américaine resteront vains. En octobre 1973, le premier choc pétrolier s'annonce alors que les États-Unis ne s'y sont pas préparés. Le 6 octobre 1973, les Syriens alliés aux Égyptiens lancent une attaque éclair contre Israël pour récupérer les territoires qu'ils ont perdus en 1967 lors de la Guerre des Six Jours. Les États-Unis décident d'apporter leur

---

<sup>205</sup> Voir lexique.

<sup>206</sup> Richard Nixon, « Remarks About a Special Message to the Congress on Energy Resources. », 4 juill. 1971, en ligne, Internet, 25 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-about-special-message-the-congress-energy-resources>.

<sup>207</sup> Nixon, « Special Message to the Congress on Energy Policy »

<sup>208</sup> Dwight D. Eisenhower, « Proclamation 3279—Adjusting Imports of Petroleum and Petroleum Products into the United States » *The American Presidency Project*, 10 mars 1959, en ligne, Internet, 21 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/proclamation-3279-adjusting-imports-petroleum-and-petroleum-products-into-the-united>.

soutien à Israël lors de cette attaque en leur fournissant des armes. Les pays arabes de l'OPEP répondent immédiatement avec trois mesures majeures. Ils augmentent le prix du pétrole de 70%, ils réduisent la production de pétrole, et ils décrètent un embargo sur tous les pays qui soutiennent Israël<sup>209</sup>. Par conséquent, entre octobre 1973 et janvier 1974 le prix du baril de pétrole passe de 3 à 12 dollars<sup>210</sup>. L'économie américaine connaît un véritable choc face à ces mesures. Elle est durement frappée par cette crise qui est en passe de paralyser son économie. L'efficacité des mesures prises par l'OPEP s'explique en outre, par le poids de l'or noir dans le tissu industriel américain. Le pétrole est devenu un matériau présent dans quasiment tous les secteurs de la production industrielle, des transports aux travaux publics, en passant par la pétrochimie. L'or noir s'est transformé au cours de cet embargo en véritable « arme<sup>211</sup> » stratégique pour les pays producteurs, un moyen de pression puissant contre les États-Unis. Aucune « arme » n'avait jusqu'ici pu remettre en question l'hégémonie économique des États-Unis. Le choc pétrolier de 1973 vient affaiblir la prestance internationale du pays en révélant au monde leur dépendance au pétrole.

Pour les consommateurs américains, les effets d'une telle crise sont rapides et sévères. Ils voient les files d'attente s'allonger et les prix augmenter à la pompe. Entre septembre 1973 et décembre 1973, le prix de l'essence flambe et passe de 27 cents pour 3,78 litres (l'équivalent d'un gallon), à 51 cents pour 3,78 litres<sup>212</sup> dans les stations-service. Alors que la crise s'amplifie et que les premières pénuries se confirment, le 7 novembre 1973, lors d'un discours télévisé, le président Nixon demande à chacun de faire des efforts de consommation compte tenu de l'urgence énergétique qui se profile, un sujet qu'il qualifie d'ailleurs de « *sérieux problème national*<sup>213</sup> ». Comme en témoigne un article de *U.S. News and World Report* du 19 novembre 1973, intitulé *Mideast Oil Stops Flowing – and U.S. Feels First Pinch*, des mesures sont prises partout sur le territoire pour réduire la consommation de pétrole et atténuer les effets de la crise. La vitesse est limitée à 50 km/h sur l'autoroute en Pennsylvanie par exemple, le covoiturage est encouragé dans l'Ohio, le chauffage est maintenu à 20°C à la Maison Blanche ou encore le président des *Yellow Cabs* de New York demande aux chauffeurs d'éviter les courses inutiles, d'éteindre les moteurs à l'arrêt et de réduire leur vitesse pour économiser l'essence<sup>214</sup>.

---

<sup>209</sup> Mons, *Les Enjeux de l'énergie* 29.

<sup>210</sup> Jean Marie Chevalier, *Les 100 Mots de l'énergie* (Paris: Presses universitaires de France, 2010) 74.

<sup>211</sup> Joe Stork, *Middle East Oil and the Energy Crisis* (New York: Monthly Review Press, 1975) 210.

<sup>212</sup> Merrill, *The Oil Crisis of 1973-1974* 1.

<sup>213</sup> Nixon, « Address to the Nation About Policies to Deal with the Energy Shortages ».

<sup>214</sup> Merrill, *The Oil Crisis of 1973-1974* 73.

Les effets de la crise sont désastreux pour l'économie américaine. L'appareil productif se retrouve contraint par les pénuries de pétrole tout comme la consommation, qui est durement impactée. De plus l'inflation et le chômage augmentent. Cependant, cette crise met en évidence la véritable faiblesse de la puissance américaine. Une évidence s'impose, leur dépendance au pétrole importé des régions politiquement instables du monde doit cesser au vu des conséquences de cette crise sur leur économie. Cette dépendance se manifeste par leurs importations toujours plus nombreuses et *a contrario* une production nationale déclinante. En 1973, les gisements pétroliers américains n'ont produit que 3 360 903 000<sup>215</sup> de barils de pétrole sur l'année alors qu'ils en importaient 3 244 000<sup>216</sup> par jour. Globalement, entre 1860 et 2018, la production de pétrole américaine connaît un pic de production en 1970, avec 3 517 450 000 de barils produits sur l'année avant de décliner lentement pour se réduire quasiment de moitié en 2008<sup>217</sup>. Après 2008, cette tendance s'inverse durablement, notamment grâce à l'émergence de nouvelles technologies d'exploitation. L'analyse de la baisse de production pétrolière américaine entre 1970 et 2008 doit être croisée avec les chiffres des importations pour comprendre l'étendue de leur dépendance sur la période indiquée. Les importations de pétrole aux États-Unis augmentent brutalement entre 1970 et 1977 passant de 3 420 000 barils par jour à 8 810 000 puis se stabilisent jusqu'en 1979<sup>218</sup>.

Le 7 novembre 1973, Nixon s'adresse à la télévision aux Américains. Il dénonce la grave crise que connaît le pays et les sacrifices auxquels les Américains vont devoir consentir face aux pénuries à venir. Ces mots évoquent également la fin d'une ère, celle de l'abondance des ressources qui a conduit le pays à la prospérité.

*Now, some of you may wonder whether we are turning back the clock to another age. Gas rationing, oil shortages, reduced speed limits--they all sound like a way of life we left behind with Glenn Miller and the war of the forties. Well, in fact, part of our current problem also stems from war--the war in the Middle East. But our deeper energy problems come not from war, but from peace and from abundance. We are running out of energy today because our economy has grown enormously and because in prosperity what were once considered luxuries are now considered necessities.*<sup>219</sup>

---

<sup>215</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. Field Production of Crude Oil (Thousand Barrels) », 30 sept. 2019, en ligne, Internet, 22 oct. 2019. Available: <https://www.eia.gov/dnav/pet/hist/LeafHandler.ashx?n=pet&s=mcrfpus1&f=a>.

<sup>216</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. Imports of Crude Oil (Thousand Barrels per Day) », 30 sept. 2019, en ligne, Internet, 22 oct. 2019. Available: <https://www.eia.gov/dnav/pet/hist/LeafHandler.ashx?n=PET&s=MCRIMUS2&f=A>.

<sup>217</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. Field Production of Crude Oil (Thousand Barrels) ».

<sup>218</sup> U.S. Energy Information Administration, « Oil Imports and Exports », mars 2020, en ligne, Internet, 16 sept. 2020. Available: <https://www.eia.gov/energyexplained/oil-and-petroleum-products/imports-and-exports.php>.

<sup>219</sup> Nixon, « Address to the Nation About Policies to Deal with the Energy Shortages ».

Au cours de cette intervention, Nixon annonce un certain nombre de mesures d'urgence pour lutter contre les pénuries. Il interdit la conversion des entreprises utilisant le charbon, ressource américaine plus abondante que le pétrole, il exige une réduction du kérosène destinés aux avions ce qui engendrera une réduction de 10% des vols, il ordonne la réduction de 15% de l'approvisionnement en fioul domestique pour les particuliers et entreprises, des réductions supplémentaires dans la consommation énergétique du gouvernement fédéral, il ordonne à la Commission de l'énergie atomique d'accélérer le développement des centrales nucléaires, et il demande aux élus locaux des États de mettre en place des mesures pour réduire la consommation d'énergie. Cette intervention donne également lieu à l'*Emergency Petroleum Allocation Act* de 1973, une loi permettant au président d'agir à travers des mesures de réduction et de conservation d'énergies pour que les besoins énergétiques des États-Unis soient assurés pendant cette période.

Nixon évoque également le projet « *Independence* », inspiré du projet Manhattan visant à rendre le pays énergétiquement indépendant dès la fin de la décennie, pour que les États-Unis produisent l'énergie dont les Américains ont besoin grâce à ses propres ressources. En complément des mesures d'urgence, en 1973 le gouvernement crée la *Federal Energy Administration* afin de contrôler le rationnement, les prix, les dotations en carburants. L'*Energy Research Development Administration* est également créé en 1974 afin de pourvoir à un futur programme énergétique fédéral, développer la recherche, notamment sur des énergies alternatives comme le solaire et développer le nucléaire.

La crise pétrolière de 1973, révélant aux États-Unis leur addiction au pétrole étranger leur a permis de prendre conscience que la conservation de l'énergie, le développement d'énergies alternatives propres et une meilleure efficacité énergétique étaient des solutions plus environnementales et plus sûres pour répondre aux besoins de la nation, moyennant quelques sacrifices. La position de Nixon face à une situation énergétique marque cependant une forme d'ambiguïté sur ses positions et démontre la difficulté qu'il a eu à concilier les enjeux environnementaux et énergétiques au cours de son mandat. Alors qu'il annonce la conservation énergétique et les risques de pénuries avant l'émergence de la première crise pétrolière, il est intéressant de noter qu'une des solutions qu'il apporte aux Américains en avril 1973 est l'abolition des quotas d'importation. « *Effective today, I am removing by proclamation [4210] all existing tariffs on imported crude oil and products. Holders of import licenses will be able to import petroleum duty free. This action will help hold down the cost of energy to the American consumer*<sup>220</sup>. » Il ne s'agit pas de la seule contradiction dans ses choix puisque si Nixon a accordé une grande importance à la question environnementale durant son mandat,

---

<sup>220</sup> Nixon, « Special Message to the Congress on Energy Policy ».



avant la crise, il a dénoncé cette même prééminence de la question environnementale dans les choix énergétiques. En effet, en avril 1973, il soulignait comment certaines mesures du CAA pourraient entraver le développement de la production énergétique nationale, une priorité nationale.

*If we insisted upon meeting both primary and secondary clean air standards by 1975, we could prevent the use of up to 155 million tons of coal per year. This would force an increase in demand for oil of 1.6 million barrels per day. This oil would have to be imported, with an adverse effect on our balance of payments of some \$1.5 billion or more a year. Such a development would also threaten the loss of an estimated 26,000 coal mining jobs<sup>221</sup>.*

La présidence de Nixon qui est marquée à la fois par les enjeux énergétiques et environnementaux démontre la difficulté à gérer ces enjeux comme un ensemble alors que le pays est frappé par une crise. Si Nixon reconnaît ces deux sujets comme des défis majeurs, il est néanmoins tiraillé par les préoccupations environnementales d'une frange de la population qui a conduit à l'adoption d'un arsenal législatif environnemental, et la nécessité de développer toutes les formes de ressources qui pourraient guider les États-Unis vers leur indépendance énergétique. En 1973, la crise pétrolière touche à la fois l'économie, la sécurité nationale mais aussi l'environnement aux États-Unis. L'étendue des conséquences macroéconomiques (chômage, récession, inflation, baisse de la consommation, de la production, du PIB...) liées à la crise énergétique et qui ont persisté même après la levée de l'embargo en mars 1974, révèle les liens étroits entre l'énergie et l'économie. Le début de l'ère environnementale américaine a également joué un rôle dans la façon dont Nixon a appréhendé la crise énergétique. La décennie 70 est non seulement celle de l'apogée environnementale mais également celle qui a fait de l'énergie un sujet plus que jamais politique.

---

<sup>221</sup> Nixon, « Special Message to the Congress on Energy Policy ».

## 4.2. Ford : un mandat marqué par la question énergétique

### 4.2.1. À la Recherche de l'auto-suffisance énergétique

Le 9 août 1974, le vice-président des États-Unis, Gerald Rudolph Ford succède à Richard Nixon qui a été contraint à la démission suite à l'affaire du *Watergate*. Il existe une forme de continuité entre la politique de Ford et celle de Nixon sur la question de l'énergie. Les premières mesures de Ford sur l'énergie visent la réorganisation fédérale de ce domaine. Il supprime la Commission de l'énergie atomique en octobre 1974 pour créer l' *Energy Research and Development Administration* et la *Nuclear Regulatory Commission* par le biais de l'*Energy Reorganization Act* de 1974.

Le mandat de Ford se concentre sur de grandes questions de politique intérieure faisant suite à la crise pétrolière, à savoir : le chômage, l'inflation et la dépendance énergétique américaine. La crise de 1973 a propulsé la question de l'énergie au sommet de l'agenda politique. Elle sera d'ailleurs un des thèmes centraux de la présidence de Ford qui s'exprimera très fréquemment sur la question. Dans son premier discours sur l'État de l'Union en 1975<sup>222</sup>, Ford dénonce la crise pétrolière comme une des principales responsables de la situation économique actuelle, d'où son intention d'agir sur la question de l'énergie pour relancer l'économie. Au cours de son allocution, Ford annonce les grandes lignes de ce qui compose sa politique énergétique. Il requiert l'augmentation des prix de l'énergie notamment par la mise en place de taxes à l'importation, une plus grande utilisation des réserves de charbon américaines qui sont limitées par les réglementations environnementales, la mise en place d'une réserve stratégique de pétrole, et la création de norme d'efficacité énergétique pour encourager la conservation énergétique. De manière plus détaillée, le programme énergétique de Ford se décline en une série de propositions œuvrant en faveur du développement et de l'exploitation des ressources nationales mais aussi en faveur de la conservation énergétique. Ce programme promet de redonner une autonomie énergétique aux États-Unis dès 1985. En effet, il annonce une réduction des importations de 3 à 5 millions de barils d'ici à 1985, la mise en place d'un système de stockage stratégique d'un milliard de barils pour la consommation nationale et de 300 millions de barils pour la défense du pays. De 1975 à 1985, le programme de Ford avait pour but d'augmenter les capacités de production nationale d'énergie. Pour ce faire, il rallonge les subventions accordées à la filière nucléaire et encourage le développement du charbon en dépit des contestations environnementales. Il

---

<sup>222</sup> Gerald R. Ford, « Gerald Ford's 1975 State of the Union Address », 15 janv. 1975, en ligne, Internet, 28 oct. 2019. Available: <https://www.fordlibrarymuseum.gov/library/speeches/750028.htm>.

prévoit que le pays compte 200 centrales nucléaires majeures, 250 nouvelles mines de charbon, 150 grandes centrales électriques alimentées au charbon, 30 nouvelles raffineries de pétrole pour répondre au forage de milliers de nouveaux puits, l'isolation de 18 millions de foyers, et la mise sur le marché de millions de nouveaux véhicules moins énergivores<sup>223</sup>. Fin janvier 1975, la *Federal Energy Administration* transcrit la politique énergétique de Ford via le *Energy Independence Act* qui est proposé au Congrès. Après de nombreux débats, la loi *Energy Policy and Conservation Act*<sup>224</sup> n'est signée qu'en décembre 1975 et après un certain nombre de concessions pour le président qui a été confronté à un Congrès démocrate et soucieux des enjeux environnementaux. En mai 1975, quelques mois avant la signature de cette loi, Ford décrivait des relations tendues avec la branche législative et dénonçait l'inactivité du Congrès démocrate plus soucieux selon lui d'agir sur les questions de conservation que sur l'augmentation de la production d'énergie nationale.

*February, March, April, May as of now, the Congress has done nothing positive to end our energy dependence.*

*On the contrary, it has taken two negative actions: the first, an attempt to prevent the President from doing anything on his own, the second, to pass a strip mining bill which would reduce domestic coal production instead of increasing it, put thousands of people out of work, needlessly increase the cost of energy to consumers, raise electric bills for many, and compel us to import more foreign oil, not less<sup>225</sup>.*

#### 4.2.2. L'énergie consacrée comme enjeu de sécurité nationale

L'adoption de l'*Energy Policy and Conservation Act* marque un tournant dans la politique énergétique des États-Unis puisqu'elle constitue d'une certaine façon l'une des premières politiques énergétiques du pays et dépeint l'étendue des enjeux associés à l'énergie. Née de la crise de 1973, cette loi cherche à concilier les enjeux de croissance économique, de sécurité nationale et de protection environnementale, les trois grandes composantes des politiques énergétiques. L'imbrication de ces enjeux tout comme leurs objectifs divergents sont à l'origine de la complexité à établir des politiques énergétiques durables et satisfaisant les intérêts de chaque partie.

L'*Energy Policy and Conservation Act* de 1975 ne satisfait pas complètement le président comme il le souligne à sa signature. « *This legislation is by no means perfect. It does not provide all the essential measures that the Nation needs to achieve energy independence as quickly as I would like.*

---

<sup>223</sup> Ford, « Gerald Ford's 1975 State of the Union Address »

<sup>224</sup> Gerald R. Ford, « Statement on the Energy Policy and Conservation Act », 22 déc. 1975, en ligne, Internet, 31 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/statement-the-energy-policy-and-conservation-act>.

<sup>225</sup> Gerald R. Ford, « Address to the Nation on Energy Programs », 27 mai 1975, en ligne, Internet, 30 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-nation-energy-programs>.

*However, after balancing the inadequacies and the merits, I have concluded that this bill is in the national interest and should be enacted into law*<sup>226</sup>. » Seulement un certain nombre de ces propositions sont retenues parmi les treize initialement envoyées au Congrès. Cette loi établit cependant quelques mesures qui demeurent encore ou sont longtemps restées en vigueur dans le pays comme les premières normes de consommation pour les véhicules (*Corporate Average Fuel Economy*) en vue de réduire la consommation énergétique, l'interdiction d'exporter le pétrole brut américain, en vigueur jusqu'en 2015 ou encore la création d'une réserve stratégique de pétrole, qui existe encore aujourd'hui.

Située le long des côtes du golfe du Mexique, la réserve stratégique de pétrole américaine revêt une importance particulière. Cette réserve qui peut stocker jusqu'à 713,5 millions de barils de pétrole<sup>227</sup>, illustre la volonté des États-Unis de remédier à leur vulnérabilité face à une rupture d'approvisionnement en pétrole comme le soulignait Ford lorsqu'il proposa sa création. « *To make the United States invulnerable to foreign disruption, I propose standby emergency legislation and a strategic storage program of 1 billion barrels of oil for domestic needs and 300 million barrels for national defense purposes*<sup>228</sup>. » Si cette réserve doit répondre aux besoins énergétiques de la nation en cas d'urgence, elle doit avant tout être considérée comme un outil stratégique pensé par les Américains dans le cadre d'un concept précis ; celui de la sécurité nationale. Cette notion bien qu'étant apparue très tôt dans l'histoire américaine a évolué au gré des enjeux internationaux et nationaux. La sécurité nationale englobe la sécurité d'un État, des citoyens qui l'habitent mais aussi celle de ses institutions. Dans un cadre plus large, la question de la sécurité nationale a été placée au premier plan en 1947 avec la signature du *National Security Act* par le président Harry Truman. Cette loi prévoyait après la Seconde Guerre mondiale et à l'aube de la Guerre Froide, la réorganisation des forces armées américaines, la création de la *Central Intelligence Agency* ou CIA et du *National Security Council* (NSC) ou Conseil de Sécurité National. Les membres du NSC avaient pour vocation de conseiller le président sur les enjeux stratégiques, de sécurité et de politiques étrangères afin de défendre et préserver les intérêts américains. Quand il s'agit d'énergie, la question de la sécurité nationale concerne avant tout celle de la sécurité des approvisionnements en énergie d'une nation. La prise de conscience de la dépendance américaine au pétrole importé a, par conséquent, fait de l'énergie un sujet de sécurité nationale car les ruptures d'approvisionnement ont rendu le pays vulnérable.

---

<sup>226</sup> Ford, « Statement on the Energy Policy and Conservation Act ».

<sup>227</sup> U.S Department of Energy, « Strategic Petroleum Reserve », s. d., en ligne, Internet, 17 mai 2017. Available: <https://energy.gov/fe/services/petroleum-reserves/strategic-petroleum-reserve>.

<sup>228</sup> Ford, « Gerald Ford's 1975 State of the Union Address ».

Avant 1973, la problématique de la sécurité des approvisionnements n'était pas vraiment un sujet de premier plan dans les préoccupations populaires ou politiques, dans la mesure où le pays jouissait de ressources énergétiques abondantes et bon marché. Nombreux sont d'ailleurs les Américains qui ignoraient l'augmentation croissante des importations de pétrole pour répondre aux besoins de la nation. Cependant, la création de cette réserve doit tout de même être comprise comme la matérialisation de préoccupations nées avant la crise pétrolière comme les risques de dépendance qu'avancait Eisenhower en 1959. En 1986, l'énergie est définitivement entérinée comme enjeu national quand Ronald Reagan signe le *Goldwater-Nichols Defense Department Reorganization Act*. Cette loi apporte de nombreux changements au département de la défense, notamment dans l'organisation de la structure du commandement mais, en ce qui concerne l'énergie, elle prévoit que le président en place informe annuellement le Congrès sur la stratégie de sécurité nationale, qui comprend dès lors les enjeux énergétiques, à travers le *National Security Strategy Report*. Ainsi tous les présidents américains depuis Ronald Reagan ont partagé leur stratégie quant à la sécurité nationale, informant par la même occasion des dossiers prioritaires pour les États-Unis pour maintenir leur sécurité. De Ronald Reagan à Donald Trump, la question énergétique est apparue à chaque fois dans la définition des intérêts américains et donc comme enjeux de sécurité nationale<sup>229</sup>.

Sécurité nationale, inflation, stratégie de diversification des approvisionnements, augmentation de la production nationale, conservation, tous ces enjeux découlant de la crise de 1973 démontrent à quel point le mandat de Ford a été marqué par les conséquences de la crise pétrolière. En dépit de quelques réussites législatives pour mettre en place une politique énergétique nationale sur le moyen terme visant l'indépendance énergétique, ses relations conflictuelles avec le Congrès ont été un frein à l'avancée de nombreuses propositions. Sous son mandat, un début d'incompatibilité commence à apparaître entre les enjeux environnementaux et énergétiques. Après la loi de 1975, Ford ne parviendra pas à convaincre le Congrès de continuer à intervenir sur la question de l'énergie de manière significative malgré de nombreuses relances. Le mandat de Ford a néanmoins esquissé des armes pour répondre aux enjeux de sécurité liés à la dépendance américaine qui seront reprises par ses successeurs.

---

<sup>229</sup> « National Security Strategy Archive » *National Security Strategy Archive*, s. d., en ligne, Internet, 24 oct. 2019. Available: <http://nssarchive.us/>.

## 4.3. Carter, un mandat très marqué par la question de l'énergie

### 4.3.1. Les enjeux environnementaux demeurent

James Earl Carter Jr., dit Jimmy Carter entre en fonction à la Maison Blanche le 20 janvier 1977. Carter succède à Ford qu'il devance lors de l'élection présidentielle de 1976. L'arrivée au pouvoir de Carter se fait dans un contexte économique difficile et marqué par la récession. Sa présidence est également marquée par de nouvelles problématiques environnementales comme la gestion des déchets toxiques. L'illustration la plus médiatisée de ces nouvelles préoccupations environnementales est sans aucun doute le cas de Love Canal à Buffalo, dans l'État de New York. Lois Gibbs, habitant de ce quartier attire l'attention des médias et de l'opinion publique en 1978 quand ses enfants commencent alors à développer des maladies : asthme, épilepsie et maladie du sang. D'autres enfants et habitants de la communauté se plaignent également<sup>230</sup>. Ils forment alors l'association des propriétaires de Love canal pour faire remonter leurs plaintes à la capitale de l'État. Suite à cela, les épidémiologistes envoyés par l'État découvrent des taux anormaux de fausses couches, de maux de tête, d'anomalies congénitales, d'épilepsie et d'autres maladies chroniques. Il s'avère que le quartier a été construit sur une décharge pour produits chimiques ce qui pourrait être à l'origine des maux de Love Canal. Pour résoudre ce problème Carter déclarera Love Canal zone de catastrophe nationale et les habitants seront relogés dans un quartier sain. Love Canal n'est cependant qu'un exemple de la montée en puissance des revendications de justice environnementale qui commence à se multiplier. À la fin des années 1980, ce sont plus de 5000 organisations *grassroots* qui se sont manifestées pour des raisons similaires<sup>231</sup>.

Sous la présidence de Carter, la question environnementale demeure une préoccupation importante pour l'opinion publique. La contamination d'espaces par des produits chimiques tels qu'à Love Canal ou la Valley of the Drums dans le Kentucky a conduit le président Carter le 11 décembre 1980 a signé le *Comprehensive Environmental Response, Compensation and Liability Act* (CERCLA) aussi connu sous le nom de *Superfund*. Cette loi a été conçue pour créer un programme prévoyant un fond pour nettoyer les sites contaminés par les déchets dangereux, le nombre de sites abandonnés s'élevant à 30 000 lors de la signature de cette loi<sup>232</sup>. Le programme *Superfund* a pour objectif de procurer aux communautés concernées par les déchets dangereux un meilleur environnement de vie, et fournit des

---

<sup>230</sup> Dowie, *Losing Ground* 130.

<sup>231</sup> Steinberg, *Down to Earth* 254.

<sup>232</sup> Dowie, *Losing Ground* 89.

fonds en cas de catastrophe environnementale nationale ou locale. Par ailleurs, l'EPA doit veiller à ce que les entreprises responsables de la pollution payent leurs dettes. Cette agence identifie les sites pollués, et les classe selon le danger qu'ils représentent en établissant une liste de priorité nationale pour la décontamination de ces sites. La loi CERCLA sera amendée en 1986 par le Congrès qui y intègre le droit pour les communautés de savoir en obligeant les entreprises à rendre visible et accessible la liste des produits chimiques et toxiques utilisés ou stockés sur leurs sites.

#### **4.3.2. L'énergie : la priorité nationale**

Si les enjeux environnementaux ont été abordés sous Carter, l'enjeu dominant de sa présidence sera cependant celui de l'énergie. À son arrivée au pouvoir en 1977, la nouvelle administration doit composer avec les conséquences de la crise énergétique de 1973. Le 18 avril 1977, Carter s'adresse avec résolution à la nation sur le problème de l'énergie lors d'une intervention télévisée. S'il n'est pas le premier à dire l'importance d'avoir une politique énergétique, il est en revanche le premier président à parler aux Américains du problème de leur modèle de consommation, qui est entre autre beaucoup trop énergivore, d'où la nécessité d'en changer rapidement pour assurer un monde décent aux générations futures. Selon Carter, les politiques d'augmentation de la production nationale entreprises par ses prédécesseurs pour résoudre la question de la dépendance énergétique ne sont pas des solutions viables. Il considère en effet que le problème vient du modèle de consommation américain, des propos qu'il illustre à travers une analyse simple. Les « *importations ont doublé sur les 5 dernières années* » alors que la production nationale continue de « *décroître de 6% par an* ». Puisque le monde consomme « *60 millions de barils par an* » et que « *la demande mondiale augmente de 5% par an* », selon Carter la « *vulnérabilité* » énergétique<sup>233</sup> des Américains ne peut que croître dans les années à venir sans un modèle différent<sup>234</sup>. D'ici 1985, sans un nouveau modèle, les États-Unis seraient amenés à dépenser 550 milliards de dollars pour importer du pétrole contre 36 milliards en 1976 ou 3,7 milliards en 1971. Il souligne ainsi l'importance d'agir rapidement pour ne compromettre la sécurité nationale à cause d'éventuelles ruptures d'approvisionnement, d'un embargo ou de prix trop élevés.

---

<sup>233</sup> Voir lexique.

<sup>234</sup> Carter, « Address to the Nation on Energy ».

Le constat de Carter sur la situation énergétique américaine avait pour visée d'introduire la politique énergétique envisagée sous sa présidence. Le 20 avril 1977, le nouveau président dévoile les grandes lignes de son *National Energy Plan* qui se base sur 10 principes fondamentaux<sup>235</sup>. Les 10 propositions de ce programme sont :

- L'engagement du gouvernement fédéral à mettre en place une politique énergétique efficace, complète et la prise de conscience des Américains sur l'importance de ce défi qui requiert des sacrifices.
- La conservation énergétique est la clé pour maintenir les emplois et le niveau de vie.
- L'environnement doit être protégé. Les problèmes énergétiques et environnementaux ont la même cause, un gaspillage des ressources.
- Réduire la vulnérabilité du pays en réduisant la demande en pétrole, en utilisant les ressources nationales abondantes de charbon et en développant une réserve stratégique de pétrole.
- Tous les consommateurs, les particuliers comme les industries devront faire des efforts de conservation par soucis d'équité.
- La pierre angulaire de la politique proposée est de réduire la demande par la conservation à la différence des politiques antérieures.
- Les prix doivent refléter le véritable coût de l'énergie.
- Les politiques énergétiques doivent être sûres et prévisibles pour permettre aux consommateurs et producteurs d'anticiper. Il faut créer une seule entité pour centraliser et gérer les enjeux énergétiques, le *Department of Energy*.
- Les énergies les plus abondantes doivent être privilégiées aux dépens des ressources plus limitées. Il faut se tourner vers le charbon en préservant l'environnement et développer des normes de sécurité plus strictes pour le nucléaire.
- Développer les nouvelles ressources non conventionnelles, celles du siècle à venir<sup>236</sup>.

Carter montre sa détermination à gérer la situation énergétique qu'il considère comme une priorité nationale avec un plan réfléchi portant jusqu'en 1985. Cette situation ne doit pas être perçue selon lui comme une crise, mais comme une « guerre » par la nation américaine. « *Our decision about energy will test the character of the American people and the ability of the President and the Congress to*

---

<sup>235</sup> Jimmy Carter, « National Energy Program Fact Sheet on the President's Program », 20 avr. 1977, en ligne, Internet, 1 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/national-energy-program-fact-sheet-the-presidents-program>.

<sup>236</sup> Carter, « National Energy Program Fact Sheet on the President's Program ».



*govern this Nation. This difficult effort will be the 'moral equivalent of war,' [...]*<sup>237</sup>. » Il est important de remarquer que la vision de Jimmy Carter est profondément différente de celle de ses prédécesseurs. Il fait de la conservation, façon « *la plus rapide et la moins coûteuse*<sup>238</sup> » selon lui d'obtenir de l'énergie, « *la pierre angulaire* » de son programme. Ses prédécesseurs avaient, eux, davantage mis l'accent sur l'augmentation de la production américaine, sans aborder l'épineuse question de la surconsommation des Américains. La vision de Carter reflète les tendances populaires de l'époque puisqu'à la fin des années 1970, la question environnementale intègre de plus en plus la composante de l'énergie. Les questions des ressources énergétiques, de la conservation et de l'efficacité énergétique passent au premier plan médiatique. La crise énergétique liée au premier choc pétrolier n'intervient que peu de temps après l'émergence d'un mouvement environnemental fort comme l'explique Walter A. Rosenbaum, un universitaire expert des questions environnementales et énergétiques américaines et qui a notamment travaillé à l'EPA en tant qu'assistant spécial de l'administrateur assistant en charge des politiques, de la planification et de l'évaluation. L'ensemble des lois environnementales adoptées au cours des années 1970 vont influencer la façon dont les Américains produisent et consomment l'énergie, créant ainsi une interdépendance, parfois même une fusion entre les politiques énergétiques et environnementales, un lien de cause à effet entre l'énergie et l'environnement<sup>239</sup>. Quelques exemples illustrent la fusion de ces deux enjeux en termes de politique publique, l'amélioration de la qualité de l'air ou de l'eau requise dans les lois fédérales des années 1970 tout comme les politiques climatiques des années 2000 exigent de repenser l'utilisation des ressources naturelles voire de penser à de nouvelles ressources naturelles. Ainsi, au cours des années 1970, le lien tissé entre les enjeux environnementaux et énergétiques est si fort que ces deux sujets deviennent « *interdépendants*<sup>240</sup> » dans la conception des politiques publiques. Les politiques énergétiques développées par la suite engloberont la considération des problèmes environnementaux et de dépendance énergétique.

En août 1977, suite au programme énoncé par Jimmy Carter, le Congrès valide la création du *Department of Energy*, un des dix principes du plan du président. Le DOE va permettre de centraliser la cinquantaine d'agences qui traitent des différents aspects de l'énergie et planifier une politique énergétique nationale, en cohérence avec le *National Energy Plan*. Néanmoins le Congrès tardera à lui donner satisfaction sur l'ensemble de son programme. Le *National Energy Act* qui ne sera signé

---

<sup>237</sup> Carter, « Address to the Nation on Energy ».

<sup>238</sup> Carter, « National Energy Program Fact Sheet on the President's Program ».

<sup>239</sup> Walter A. Rosenbaum, *American Energy: the Politics of 21st Century Policy* (Los Angeles: Sage, 2015) 38.

<sup>240</sup> Rosenbaum, *American Energy: the Politics of 21st Century Policy* 89.

qu'en novembre 1978, soit 18 mois après les propositions initiales de Carter ne reprend qu'une partie du plan énergétique du président et se compose de 5 pièces législatives : le *Natural Gas Policy Act*, le *Public Utility Regulatory Policies Act*, l'*Energy Tax Act*, le *Powerplant and Industrial Fuel Use Act* et le *National Energy Conservation Policy Act*. Cette loi prévoit entre autres la création d'un marché uniforme du gaz, de tourner la consommation vers des ressources nationales plus abondantes via une politique de taxes et d'incitations, la valorisation de l'énergie solaire et de la biomasse comme des ressources énergétiques majeures à développer, l'orientation de la consommation de l'électricité vers la conservation, l'incitation pour les entités publiques et les Américains à conserver davantage l'énergie. Ne répondant qu'à une partie des exigences du président, il est essentiel de noter que les propositions législatives du président ont été profondément entravées par deux facteurs. Le premier de ces facteurs est le rôle joué par les lobbies. Très vite le programme de Carter est mis à mal par les puissants lobbies du pétrole et de l'automobile, ce que le président regrette lors d'une conférence de presse en juin 1977 : « *I am deeply concerned about the inordinate influence of the lobbyists and representatives of the oil companies and the automobile manufacturers*<sup>241</sup>. » Deuxième facteur ayant son importance, les relations tendues entre Carter et le Congrès ont sans doute eu une importance dans la capacité du président à faire soutenir son projet par ces élus.

#### **4.3.3. Les évènements de 1979 et la politique énergétique**

Bien que Carter ait continué de pousser des initiatives énergétiques, il est rattrapé en 1979 par deux évènements énergétiques majeurs. Le premier évènement n'est autre que l'accident de la centrale nucléaire de Three Mile Island, le 28 mars 1979 en Pennsylvanie. Suite à un dysfonctionnement dans le système de refroidissement, le cœur d'un réacteur fond partiellement, ce qui provoque la fuite d'une quantité faible d'éléments radioactifs dans l'atmosphère. Néanmoins cet accident n'est pas sans conséquence. Le gouverneur de Pennsylvanie recommande l'évacuation des femmes et des enfants dans un périmètre d'au moins 8 kilomètres, au total ce sont plus de 140 000 départs pour une dizaine de jours qui auront lieu suite à l'incident. La décontamination du site ne se termine qu'en 1993<sup>242</sup>. En plus d'avoir ravivé les préoccupations environnementales sur les retombées de l'énergie nucléaire, l'accident de Three Mile Island impactera de manière significative l'avenir de l'énergie nucléaire alors qu'elle était perçue comme une solution majeure pour résorber

---

<sup>241</sup> Jimmy Carter, « The President's News Conference », 13 juin 1977, en ligne, Internet, 8 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/the-presidents-news-conference-114>.

<sup>242</sup> AFP Vidéo, « Three Mile Island, 32 ans après » *Ina.fr*, 18 mars 2011, en ligne, Internet, 13 nov. 2019. Available: <https://www.ina.fr/video/VDD11011863/three-mile-island-32-ans-apres-video.html>.

la dépendance énergétique américaine. Les conséquences de cet incident sont multiples, les Américains verront s'affaiblir leur avance sur la technologie nucléaire puisqu'aucune centrale nucléaire ne sera construite aux États-Unis après cet accident jusqu'à 2016, les règles de sécurité et de surveillance concernant l'énergie nucléaire seront renforcées et une érosion de la confiance de l'opinion publique suite à cet incident conditionnera en partie l'évolution et le développement d'une ressource énergétique qui avait pourtant les moyens de concurrencer les énergies fossiles et produire une énergie propre. Finalement, l'accident de Three Mile Island couplé aux revendications anti-nucléaires et aux enjeux de prolifération de l'arme nucléaire durant ces années ont conditionné de manière certaine le développement de la technologie du nucléaire civil aux États-Unis.

Le second évènement concerne le deuxième choc pétrolier qui trouve ses racines dans la révolution iranienne. Dès la fin de 1978, un soulèvement populaire fragilise la situation politique en Iran. Encouragé par l'Ayatollah Khomeiny, le principal opposant politique au régime, le peuple réclame le départ du Shah. D'ailleurs, seul son départ pourrait apaiser la situation et éviter le conflit armé comme le souligne l'Ayatollah Khomeiny lors d'un entretien au journal télévisé de 20h de TF1 du 6 novembre 1978. « *Nous espérons qu'avec ce mouvement nous parviendrons à obtenir le départ du Shah*<sup>243</sup>. » Le climat politique se dégrade rapidement en Iran alors que l'Ayatollah Khomeiny encourage la révolution jusqu'à ce qu'elle devienne insurrectionnelle fin décembre. D'ailleurs, en décembre 1978, la production de pétrole en Iran est stoppée, le pays ne produit plus que 300 000 barils par jour, soit l'équivalent de moins de 40% de ses besoins quotidiens<sup>244</sup>. En outre, le pays arrête également les exportations, une décision qui ne tarde pas à avoir des conséquences importantes pour les pays dépendants. Entre 1979 et 1985, les importations américaines chutent de moitié par rapport à 1977 environ. Elles reprendront de manière exponentielle jusqu'à la fin des années 2000, avec un pic notamment en 2005 avec 10 126 000 barils de pétrole importés par jour<sup>245</sup>. Ce deuxième choc pétrolier frappe durement l'économie américaine une fois de plus, quelques années seulement après le premier choc de 1973. Les pénuries provoquent une chute de 5 points du PIB américain entre 1978 et 1980 alors que le prix du baril<sup>246</sup> de pétrole explose passant de 30,81 dollars en 1978 à 58,73 dollars en 1980, et jusqu'à 67,42 dollars en 1981<sup>247</sup>.

---

<sup>243</sup> Rédaction de l'INA, « Iran : du Shah à Khomeiny » *Ina.fr*, 10 janv. 2014, en ligne, Internet, 11 nov. 2019. Available: <https://www.ina.fr/contenus-editoriaux/articles-editoriaux/iran-du-shah-a-khomeiny/>.

<sup>244</sup> Rédaction de l'INA, « Iran : du Shah à Khomeiny - Archives Vidéo et Radio »

<sup>245</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. Imports of Crude Oil (Thousand Barrels per Day) ».

<sup>246</sup> Prix du baril exprimé en dollars constant de 2005.

<sup>247</sup> U.S. Department of Energy, « Fact #742: August 27, 2012 Oil Price and Economic Growth », 27 août 2012, en ligne, Internet, 11 nov. 2019. Available: <https://www.energy.gov/eere/vehicles/fact-742-august-27-2012-oil-price-and-economic-growth>.

Lors d'une conférence de presse le 27 février 1979, Carter reconnaît que, du fait de la situation iranienne, les États-Unis connaissent un déficit de 2 millions de barils par jour, impliquant une augmentation des prix de produits pétroliers, ce qui par conséquent influence l'inflation. Néanmoins, selon le président, la situation de pénurie en février 1979, si elle se révélait préoccupante ne devait pas être jugée comme « critique » car le pays était mieux armé qu'en 1973. « *The situation with supplies and prices is serious; it's not critical*<sup>248</sup>. » Néanmoins, la situation continue de se dégrader, les prix de l'énergie s'envolent, les files d'attente à la pompe s'allongent, les pénuries sont de plus en plus nombreuses, la colère des Américains grandit contre le gouvernement. Jimmy Carter s'adresse dans ce contexte de nouveau au peuple en 1979<sup>249</sup>. S'il reconnaît un succès mitigé dans sa lutte contre la crise énergétique, il considère également que le problème qui ronge les États-Unis n'est pas la crise énergétique en elle-même mais une « *crise de confiance*<sup>250</sup> ». Cette crise désunit les Américains en tant que nation, dessert la démocratie et conduit à la fragmentation de la nation, à l'intérêt personnel. Dans ce discours, le président fustige le mode de vie américain, un des symptômes de cette crise.

*In a nation that was proud of hard work, strong families, close-knit communities, and our faith in God, too many of us now tend to worship self-indulgence and consumption. Human identity is no longer defined by what one does, but by what one owns. But we've discovered that owning things and consuming things does not satisfy our longing for meaning. We've learned that piling up material goods cannot fill the emptiness of lives which have no confidence or purpose*<sup>251</sup>.

Il appelle à choisir l'unité de la nation, à travers la restauration des valeurs américaines et un but commun pour résoudre la crise énergétique. Alors qu'en 1979, les États-Unis sont durement frappés par le second choc pétrolier, le pays est d'autant plus affaibli par la prise en otage de 52 Américains appartenant au corps diplomatique des États-Unis en Iran, le 4 novembre 1979. L'institution de la République Islamique d'Iran en février 1979, après la destitution du Shah, a fragilisé la position des Américains sur le territoire. Les révolutionnaires iraniens dirigés par leur nouveau leader l'Ayatollah Khomeini exigent que les États-Unis leur remettent le Shah afin qu'il soit jugé dans leur pays. La prise en otage de ces 52 Américains influencera considérablement la politique énergétique de Carter tout comme l'élection présidentielle à suivre. 1980 est une année d'élection présidentielle aux États-Unis et Jimmy Carter se présente pour sa réélection. Alors que le pays est encore embourbé dans le marasme économique dû au choc pétrolier, en janvier 1980, lors de son discours sur l'État de l'Union,

---

<sup>248</sup> Carter, « The President's News Conference ».

<sup>249</sup> Voir Annexe E

<sup>250</sup> Carter, « Energy and National Goals: Address to the Nation ».

<sup>251</sup> Carter, « Energy and National Goals: Address to the Nation ».

le président adopte une position radicale. La prise d’otage de novembre 1979, l’invasion de l’Afghanistan en décembre 1979, sont deux événements géopolitiques majeurs qui, combinés au succès mitigé de sa politique énergétique nationale, le poussent à adopter une position beaucoup plus agressive vis-à-vis des enjeux énergétiques sur le plan géopolitique afin de défendre les intérêts des États-Unis.

#### 4.3.4. La doctrine Carter

Dans son discours sur l’État de l’Union de 1980, Carter acte le passage de la question énergétique d’un enjeu de politique intérieure à un enjeu de politique étrangère. Sa nouvelle position, connue sous le nom de la doctrine Carter<sup>252</sup> est claire. Les États-Unis n’hésiteront pas à utiliser la force militaire contre les forces extérieures menaçant les intérêts vitaux du pays dans le Golfe Persique.

*This situation demands careful thought, steady nerves, and resolute action, not only for this year but for many years to come. It demands collective efforts to meet this new threat to security in the Persian Gulf and in Southwest Asia. It demands the participation of all those who rely on oil from the Middle East and who are concerned with global peace and stability. And it demands consultation and close cooperation with countries in the area which might be threatened.*

*Meeting this challenge will take national will, diplomatic and political wisdom, economic sacrifice, and, of course, military capability. We must call on the best that is in us to preserve the security of this crucial region.*

*Let our position be absolutely clear: An attempt by any outside force to gain control of the Persian Gulf region will be regarded as an assault on the vital interests of the United States of America, and such an assault will be repelled by any means necessary, including military force.*<sup>253</sup>

La doctrine Carter sera reprise par de nombreux présidents pour veiller aux intérêts énergétiques du pays. Cette doctrine illustre la transformation de l’énergie en thème politique majeur dès les années 70. Avec les crises de 1973 et 1979, l’énergie n’est plus uniquement liée à des questions sociétales ou économiques à l’échelle nationale. Les crises énergétiques, la dépendance des États-Unis au pétrole importé principalement de l’OPEP et les enjeux liés à la question de la sécurité nationale font de l’énergie un enjeu géopolitique majeur de la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle.

---

<sup>252</sup> Voir Annexe F

<sup>253</sup> Jimmy Carter, « State of the Union Address 1980 », 23 janv. 1980, en ligne, Internet, 10 juin 2019. Available: <https://www.jimmycarterlibrary.gov/assets/documents/speeches/su80jec.phtml>.

En juin 1980, Carter parvient à imposer sa vision énergétique au Congrès et signe l'*Energy Security Act* qui se compose de 6 pièces législatives majeures : *U.S. Synthetic Fuels Corporation Act*, *Biomass Energy and Alcohol Fuels Act*, *Renewable Energy Resources Act*, *Solar Energy and Energy Conservation Act and Solar Energy and Energy Conservation Bank Act*, *Geothermal Energy Act*, and *Ocean Thermal Energy Conversion Act*. Les visées de ce bouquet de lois sont de réduire la dépendance aux exportations en encourageant la conservation énergétique mais aussi en augmentant la production nationale dans les diverses branches de la production d'énergie, donc des ressources fossiles et non conventionnelles. Par ailleurs, cette loi vient ancrer l'interdépendance entre les questions énergétiques et environnementales comme le souligne le président : « *The act also recognizes that energy and environmental problems are closely interrelated, both very serious problems*<sup>254</sup>. ». Le passage de cette loi énergétique majeure intervient alors que la crise pétrolière perdure. Les Américains prennent conscience de la réalité de la crise, des conséquences au quotidien et du lien de ses effets à cause de leur dépendance. En septembre 1980, l'éclatement de la guerre entre l'Irak et l'Iran, qui conduit à un nouvel arrêt des exportations iraniennes entraîne une nouvelle hausse des prix sur les marchés puisque le prix du baril atteint le pic 57 de dollars<sup>255</sup> en 1982 avant de décroître.

Le mandat de Carter a donc profondément été marqué par la question de l'énergie, qu'il s'agisse de l'accident de Three Mile Island ou de la crise pétrolière de 1979. Conformément, à ses promesses électorales, Carter s'est évertué à donner une politique énergétique complète et cohérente au pays, qui selon lui n'en avait pas. « *I think almost every other developed nation in the world has an energy policy except us*<sup>256</sup>. » Il convient de noter que Carter est le premier président américain à remettre le modèle de consommation de son pays en question. D'une certaine façon, la vision de Carter annonce les prémices des enjeux climatiques. Cependant, si son engagement pour ces questions était avéré, en dépit de ses efforts pour diversifier les ressources d'approvisionnement américaines ou envers la conservation, Carter a été à l'origine de la doctrine qui paradoxalement a placé l'or noir au cœur de la politique américaine en faisant du pétrole un « *intérêt vital*<sup>257</sup> » pour les États-Unis.

---

<sup>254</sup> Jimmy Carter, « Energy Security Act Remarks on Signing S. 952 into Law », 30 juin 1980, en ligne, Internet, 11 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/energy-security-act-remarks-signing-s-952-into-law>.

<sup>255</sup> U.S. Department of Energy, « Fact #742: August 27, 2012 Oil Price and Economic Growth ».

<sup>256</sup> Gerald R. Ford et Jimmy Carter, « Presidential Campaign Debate », 23 sept. 1976, en ligne, Internet, 11 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/presidential-campaign-debate-1>.

<sup>257</sup> Carter, « State of the Union Address 1980 ».

## 4.4. Reagan : dérèglementation environnementale et libéralisme économique

### 4.4.1. Priorisation de l'économie

Ronald Reagan entre en fonction le 20 janvier 1981. Il est élu avec 50,7% des voix face à Jimmy Carter qui n'en recueille que 41%. Alors que la victoire de Reagan est écrasante, en 1981, le Congrès obtient également la majorité républicaine, ce que Reagan perçoit comme un « *mandat* <sup>258</sup> » pour changer en toute légitimité la politique environnementale, énergétique et économique de son prédécesseur. L'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan se caractérise par un tournant majeur dans l'histoire du mouvement environnemental américain. Alors que le pays subit encore les conséquences économiques de la crise pétrolière quand il s'installe à la Maison Blanche, l'objectif premier de Reagan pour la politique intérieure est de redresser la situation du pays, l'économie ayant la primauté sur de nombreux autres dossiers dans son agenda. La convention du Parti républicain de 1980, qui présente officiellement la position du *Grand Old Party* (GOP), notamment pour les élections de novembre 1980, et dont Reagan est le candidat, réaffirmait fermement que les questions économiques doivent primer sur les questions environnementales. « *We strongly affirm that environmental protection must not become a cover for a "no-growth" policy and a shrinking economy. Our economy can continue to grow in an acceptable environment*<sup>259</sup>. » La vision du Parti républicain sur l'énergie est également explicitée. Ils défendent des positions différentes voire opposées à celles de l'administration Carter. Les républicains pensaient que pour retrouver la prospérité économique, la vitalité de l'industrie énergétique nationale devait être assurée. Par conséquent, le coût, le manque d'efficacité des mesures, les nombreuses réglementations entravant le développement de cette industrie, sont fustigés par les républicains qui voient au contraire les valeurs d'entreprise individuelle comme la solution à la crise énergétique<sup>260</sup>.

*It is clear that restrictive leasing policies have driven us further to depend on OPEC by severely impairing the exploration for, and development of, domestic oil, gas, and coal resources, thereby aggravating our balance of trade deficit and making our country less*

---

<sup>258</sup> Michael E. Kraft et Norman J. Vig, « Environmental Policy in the Reagan Presidency » *Political Science Quarterly*. 99.3 (1984): 415-439.

<sup>259</sup> Republican Party Platforms, « Republican Party Platform of 1980 », 15 juill. 1980, en ligne, Internet, 1 mai 2017. Available: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=25844>.

<sup>260</sup> Republican Party Platforms, « Republican Party Platform of 1980 ».

*secure. Republicans will move toward making available all suitable federal lands for multiple use purposes including exploration and production of energy resources* <sup>261</sup>.

Le programme politique prévu par Reagan reprend globalement celles annoncées par le Parti républicain. Ce dernier concède, par ailleurs, que lors de la dernière décennie la qualité de l'environnement s'est nettement améliorée notamment grâce à l'adoption des grandes lois environnementales des années 1970.

#### **4.4.2. La stratégie administrative de Reagan**

Les élections de 1980 inscrivent un tournant dans les positions politiques du Parti républicain à l'égard de l'environnement. Il réaffirme la nécessité de faire primer les enjeux économiques, notamment en permettant l'exploitation et l'exploration des terres fédérales pour les ressources naturelles. Le sacrifice de la croissance économique au nom de l'environnement est inenvisageable. Pendant les années 1970, les enjeux environnementaux étaient apparus comme relativement bipartisans et le vote des lois environnementales avait bénéficié d'un consensus politique, notamment grâce à la ferveur des citoyens américains. La position du Parti républicain en 1980, illustrée par le programme appliqué par Reagan, renforce la polarisation politique sur les enjeux environnementaux et énergétiques. La fin du consensus bipartisan est actée et les enjeux environnementaux deviennent un thème électoral relégué au Parti démocrate. Cette polarisation politique autour des problématiques environnementales et énergétiques ancre davantage ces enjeux dans le jeu politique puisque l'environnement devient un sujet politiquement partisan. Par la même occasion, le discours du GOP vient opposer la protection de l'environnement à la croissance économique, en présentant les deux comme quasiment inconciliables aux citoyens américains<sup>262</sup>. En 1983, Jimmy Carter déclare avec regret « *Until this Administration came along, environmental protection was a bipartisan or nonpartisan effort* <sup>263</sup> ». La présidence de Reagan est le point de départ de la division idéologique et

---

<sup>261</sup> Republican Party Platforms, « Republican Party Platform of 1980 ».

<sup>262</sup> Olivier Delbard, *Prosperité contre écologie: l'environnement dans l'Amérique de George W. Bush* (Paris: Lignes de repères, 2006) 41.

<sup>263</sup> Philip Shabecoff et Special to the New York Times, « Reagan Environment Policy Sharply Attacked by Carter » *The New York Times*, 3 juin 1983, en ligne, Internet, 15 mars 2016. Available: <http://www.nytimes.com/1983/06/03/us/reagan-environment-policy-sharply-attacked-by-carter.html>.



politique du pays entre les défenseurs de l'environnement, et ceux qui espèrent une nouvelle ère d'accès aux ressources naturelles, synonyme de prospérité économique.

L'élection de Reagan fut considérée comme une véritable menace par le mouvement environnemental qui craignait le démantèlement des réglementations environnementales mises en place jusqu'ici. En 1981, sous l'égide de Robert Allen, directeur exécutif de la *Kendall Foundation*, les grandes organisations environnementalistes s'organisent face à la révolution annoncée par Reagan. Le « *groupe des dix* » se constitue d'urgence et en toute discrétion le 21 janvier 1981 lors d'une rencontre à laquelle assistent également les frères Kendall, les employeurs de Robert Allen qui ont revendu leur entreprise pour créer une fondation qui accorderait un financement de 2,25 millions de dollars par an aux grandes organisations environnementales<sup>264</sup>. Ce groupe est formé des 10 leaders des plus grandes organisations du mouvement environnemental, à savoir *Kendall Foundation*, *Sierra Club*, *Audubon Society*, *Natural Resources Defense Council*, *Friends of the Earth*, *Environmental Policy Institute*, *Izaak Walton League*, *Wilderness Society*, *Environmental Defense Fund*, *National Wildlife Federation*. Elles avaient pour objectif de s'opposer au programme anti-environnemental de l'administration Reagan et de protéger les acquis sur ces sujets. Ce groupe est largement politisé. En effet, Robert Allen n'a convié lors de la première réunion que des membres d'associations dites actives, c'est-à-dire proches des membres du Congrès ou de représentants d'entreprises, excluant les organisations apolitiques ou conseillant l'action directe contre les entreprises<sup>265</sup>. En 1986, le « *groupe des dix* » publie un rapport, nommé *An Environmental Agenda for the Future*, dans lequel un certain nombre de solutions est avancé pour traiter l'enjeu environnemental à la source. Néanmoins, dans ce rapport, les questions épineuses de l'industrie nucléaire, des transports, de la dépendance aux énergies fossiles qui sont tous directement en lien avec les enjeux environnementaux n'y sont pas abordées, paradoxalement<sup>266</sup>.

L'élection de Ronald Reagan en 1980, semble montrer que même si l'opinion publique est très concernée par les problèmes environnementaux, la reprise économique et le retour au mode de vie américain, qui est décrié par Carter, semblent une préoccupation supérieure après les crises énergétiques des années 1970. C'est pourquoi la révolution ultralibérale et anti-environnementale de Reagan lui apparaît légitime<sup>267</sup>. Afin de mener à bien son programme, il choisit une stratégie lui permettant de parvenir à ses objectifs de manière directe. Il opte pour ce que Richard Nathan, un professeur émérite de sciences politiques et de politique publique de l'Université de New York, ayant

---

<sup>264</sup> Dowie, *Losing Ground* 69.

<sup>265</sup> Dowie, *Losing Ground* 69.

<sup>266</sup> Dowie, *Losing Ground* 71.

<sup>267</sup> Kraft et Vig, « Environmental Policy in the Reagan Presidency ».

notamment travaillé comme directeur adjoint du Bureau de la gestion et du budget (OMB), a appelé la « *stratégie administrative*<sup>268</sup> ». Cette stratégie peut se décomposer en quatre éléments interdépendants.

*The administrative strategy consisted of four interrelated components : personnel policies emphasizing the selection of loyal and ideologically committed policy officials ; government reorganization intended to facilitate centralized White House control of policy change and to institute changes within departments and agencies that would help further the president's policy agenda ; budgetary cutbacks justified largely by appeal to economic needs and governmental reform, not policy change; centralization of regulatory oversight to implement the president 'economic and regulatory relief goals*<sup>269</sup>.

Le premier élément cité dans la stratégie de Reagan se manifeste par la nomination de figures controversées et notoirement anti-environnementalistes à des postes clés ; comme James G. Watt, ministre de l'Aménagement du Territoire et Anne M. Burford, administratrice de l'EPA. Désignés pour leur loyauté et non pour leur expérience, ils devaient permettre à Reagan de parvenir à la dérèglementation des lois environnementales. Ainsi, Anne Gorsuch Burford, Bob Burford directeur du Bureau de la gestion du territoire (BLM) et James Watt, sont choisis par Reagan pour superviser la gestion des terres fédérales et la protection de l'environnement lors de son premier mandat. Surnommés « *the Colorado mafia* », ils sont tous trois issus du même État, le Wyoming, et partagent la même vision à l'égard de la gestion des terres fédérales et de leurs ressources. Ils revendiquent la nécessité de permettre aux entreprises d'exploiter les ressources naturelles et notamment énergétiques provenant des terres contrôlées par l'État<sup>270</sup>.

James Watt, figure emblématique de l'administration Reagan, est intimement lié au mouvement « *wise use* » visant la privatisation des terres fédérales. Dès 1979, 14 États légifèrent sous l'impulsion de la « *Sagebrush Rebellion*<sup>271</sup> » pour que les terres sous l'autorité du BLM repassent sous le contrôle des États à des fins d'utilisation privée ou publique. La sympathie de Reagan à l'égard de ce mouvement, puisqu'il se déclarait lui-même comme étant un « *Sagebrush Rebel*<sup>272</sup> » et la nomination de James Watt témoignent très tôt de sa volonté de rendre accessibles et exploitables les terres et ressources naturelles fédérales aux États, qu'importe l'impact environnemental. Anne Burford,

---

<sup>268</sup> Kraft et Vig, « Environmental Policy in the Reagan Presidency ».

<sup>269</sup> Kraft et Vig, « Environmental Policy in the Reagan Presidency ».

<sup>270</sup> William E. Schmidt, « The "Colorado Mafia" Puts Its Stamp on the Government » *The New York Times*, 6 sept. 1981, en ligne, Internet, 8 mai 2017. Available: <http://www.nytimes.com/1981/09/06/weekinreview/the-colorado-mafia-puts-its-stamp-on-the-government.html>.

<sup>271</sup> Voir lexique.

<sup>272</sup> Steven Stoll, *U.S. Environmentalism Since 1945: a Brief History With Documents*, Bedford series in history and culture (Boston: Bedford/St. Martin's, 2007) 20.

première femme à diriger l'EPA, ne possède aucune expérience dans le domaine des programmes liés à la protection de l'environnement. En mars 1983, soit environ deux ans après le début de la présidence de Reagan, plus de 2618 postes au sein de l'EPA avaient été supprimés<sup>273</sup>. De même, entre 1981 et 1984 le budget de l'EPA a été réduit de 30% par rapport à 1979<sup>274</sup>.

Les deuxième et troisième éléments de la stratégie de Reagan consistaient respectivement à réorganiser les agences fédérales et centraliser le pouvoir. Globalement, les restructurations des départements et des agences comme l'EPA visaient à remplacer le personnel qualifié par du personnel moins nombreux et issu du secteur privé, à réduire la taille des agences, et affaiblir l'application des réglementations environnementales qui entravent le secteur privé. Entre juin 1981 et juillet 1982, une baisse de 48% est à noter dans le nombre d'affaires que l'EPA a soumis au ministère de la Justice<sup>275</sup>. Quant à la centralisation de la politique environnementale à la Maison Blanche, trois équipes en sont chargées ; le Bureau de l'élaboration des politiques (*Office of Policy Development*), le Conseil des ministres (*Cabinet Council*) et le Bureau de la Planification et de l'Évaluation (*Office of Planning and Evaluation*).

Le quatrième élément de la stratégie de Reagan était d'utiliser l'argument budgétaire comme levier pour atteindre ses objectifs. Les budgets des programmes environnementaux ont largement été réduits avec l'accord du Congrès lors de la première année d'exercice de Reagan afin de favoriser la reprise économique. D'ailleurs, le budget alloué à l'EPA pour la recherche et le développement est drastiquement réduit et celui alloué pour le développement d'énergies renouvelables sont stoppés<sup>276</sup>. Ainsi, suite aux réductions de budget imposées par Reagan, en 1984, l'EPA était doté du même budget qu'en 1972, soit une baisse de 45% par rapport à ce qui était initialement prévu<sup>277</sup>.

Le cinquième élément de la stratégie de Reagan est le contrôle réglementaire (*regulatory oversight*). Il s'agit de centraliser le contrôle des règles émises par les agences grâce à un organe de régulation, le Bureau de l'Information et des Affaires Règlementaires (OIRA). « *Reagan designated OIRA as the central clearinghouse for agency rulemaking and empowered the new office to guide policy development at the agency level. The centralized regulatory review process, located within the Executive Office of the President since 1981, is designated to ensure that agencies rules reflect the preferences of the president*<sup>278</sup>. » Cet organe avait notamment la possibilité d'examiner les règles

---

<sup>273</sup> Kraft et Vig, « Environmental Policy in the Reagan Presidency ».

<sup>274</sup> Delbard, *Prospérité contre écologie* 40.

<sup>275</sup> Kraft et Vig, « Environmental Policy in the Reagan Presidency ».

<sup>276</sup> Delbard, *Prospérité contre écologie* 40.

<sup>277</sup> Kraft et Vig, « Environmental Policy in the Reagan Presidency ».

<sup>278</sup> David M Shafie, *Presidential Administration and the Environment*. (New York: Routledge, 2015) 25.

émises par les agences avant leur publication ou de retarder leur publication officielle. Cet outil permettait donc à l'administration Reagan de contrôler les règles et réglementations émises par les agences en amont en altérant ou réinterprétant les objectifs initiaux, en retardant indéfiniment toute règle jugée trop néfaste pour les entreprises, ou bien celles allant à l'encontre des objectifs fixés par le programme du président.

Le remplacement de personnels qualifiés et expérimentés au sein des agences par des personnels liés aux grandes industries et notamment anti-environnementalistes, lui a permis de mettre à exécution son programme puisqu'il était assuré de la loyauté de ces personnels. Par ailleurs, les réductions de budgets, de personnels, l'analyse coûts-bénéfices imposée pour toute nouvelle réglementation ont largement contribué à affaiblir l'EPA lors de son mandat. La première administration Reagan a réussi à autoriser l'exploitation de certaines terres fédérales, déréglementer l'accès à certaines ressources naturelles, à réduire ou retarder l'application de la réglementation environnementale.

De plus, grâce au décret présidentiel (EO) 12291, Reagan obtient également qu'une analyse coûts-bénéfices soit réalisée pour toute réglementation majeure. L'EO 12291 visait essentiellement à alléger les contraintes imposées aux industries, notamment celles issues des lois environnementales. Mais il reflétait également les objectifs du président, à savoir que les bénéfices financiers doivent toujours être supérieurs aux coûts impliqués. Ainsi à travers ce décret présidentiel, Reagan attaque directement les lois et règles environnementales mises en application notamment au cours des années 1970, jugées comme extrêmement pénalisantes pour les entreprises et coûteuses pour la société mais sans bénéfice financier. Ce décret a d'ailleurs largement été contesté comme étant un cadeau de l'administration pour l'industrie mais aussi parce qu'il donne une valeur marchande à des choses qui n'en n'ont pas comme la santé humaine, la qualité de vie ou la beauté d'une forêt par exemple<sup>279</sup>. En 1990, sous le décret 12291, l'OMB a revu 173 réglementations de l'EPA dont 21 réglementations majeures. Ces 21 réglementations représentent 25% des réglementations majeures revues par l'OMB en 1990<sup>280</sup>.

---

<sup>279</sup> Philip Shabecoff, « Reagan Order on Cost-Benefit Analysis Stirs Economic and Political Debate » *The New York Times*, 7 nov. 1981, sect. U.S., en ligne, Internet, 25 avr. 2017. Available: <http://www.nytimes.com/1981/11/07/us/reagan-order-on-cost-benefit-analysis-stirs-economic-and-political-debate.html>.

<sup>280</sup> Daniel J. Fiorino, *Making Environmental Policy* (Berkeley: University of California Press, 1995) 72.

#### 4.4.3. Incompatibilité des questions énergétiques et environnementales

Lors de son arrivée à la Maison Blanche en 1981, Reagan cherche à démanteler l'arsenal législatif environnemental qu'il considère comme un fardeau pour les entreprises et une nuisance au retour de la croissance économique. Alors que la ferveur de l'opinion publique est encore forte à l'égard des considérations environnementales, et que le fort activisme du Congrès en faveur des lois environnementales représente potentiellement des obstacles majeurs à son programme, Reagan choisit de diriger le pays pendant ses deux mandats grâce à une stratégie d'intervention directe par le biais des organismes d'État, lui permettant ainsi de contourner ces obstacles.

En dépit de ses efforts, l'héritage de Reagan est malgré tout considéré comme une « *impasse*<sup>281</sup> » pour ses partisans et pour ses opposants comme huit années de perdues. Les démissions de Watt et d'Anne Burford en 1983 ramènent de la modération au sein de l'administration Reagan qui sera incapable de toucher aux grandes lois environnementales. Si la révolution sociale annoncée par Reagan n'a pas vraiment lieu, sous sa présidence, une fracture idéologique s'opère également au sein de la société entre ceux qui désirent la protection de l'environnement et ceux qui veulent en exploiter les ressources naturelles, à commencer par l'industrie des hydrocarbures. La question de l'exploitation des ressources énergétiques, qui est à la fois liée aux enjeux environnementaux et économiques, vient se placer au cœur de cette fracture idéologique. Sous sa présidence, Reagan met fin au consensus national sur l'environnement, achève la décennie environnementale et acte de manière définitive l'antagonisme entre la croissance économique et la protection de l'environnement, deux domaines intimement liés aux ressources naturelles. Tout au long de ses mandats, Reagan présente les ressources naturelles comme indissociables d'un retour à la prospérité, or l'exploitation de ces ressources induit quasi automatiquement une action négative sur l'environnement. Si Reagan a réussi à instaurer une logique de libéralisme pour réguler les questions énergétiques, en laissant faire le marché, *a contrario*, les questions environnementales ont été soumises à un fort interventionnisme du gouvernement visant à retarder ou alléger les réglementations. La bataille des administrations Reagan contre l'EPA et les lois environnementales avaient pour objectif de rendre les ressources naturelles accessibles au secteur privé pour relancer la croissance économique.

---

<sup>281</sup> Philip Shabecoff, « Reagan and Environment: To Many, a Stalemate », 2 janv. 1989, en ligne, Internet, 25 avr. 2017. Available: <http://www.nytimes.com/1989/01/02/us/reagan-and-environment-to-many-a-stalemate.html?pagewanted=all&pagewanted=print>.

#### 4.4.4. Dérèglementations et rôle réduit du gouvernement fédéral dans le secteur énergétique

Le 17 juillet 1981, le président annonce son plan énergétique pour le pays, concédant une idéologie différente aux deux plans mis en place par ses prédécesseurs. Ce plan confirme le lien entre la question énergétique et économique. Selon Reagan le gouvernement fédéral doit garder un rôle réduit dans la politique énergétique notamment en garantissant le maintien de la recherche ou en gérant la réserve stratégique de pétrole américaine. Cependant le rôle principal du gouvernement consiste selon lui à garantir un environnement « *sain et stable*<sup>282</sup> » en termes d'économie et de politique.

*Our national energy plan should not be a rigid set of production and conservation goals dictated by Government. Our primary objective is simply for our citizens to have enough energy, and it is up to them to decide how much energy that is, and in what form and manner it will reach them. When the free market is permitted to work the way it should, millions of individual choices and judgments will produce the proper balance of supply and demand our economy needs*<sup>283</sup>.

Richard Nixon ou Jimmy Carter, en dépit des crises énergétiques et économiques qui frappaient le pays, avaient fait le choix d'intégrer la question environnementale à celle de l'énergie. Sous Reagan, la question environnementale semble davantage être en compétition avec celle de l'énergie qui est traitée, avant tout, sur le plan économique. La vente de terres fédérales aux entreprises pour augmenter la production nationale, l'opposition aux réglementations environnementales perçues comme un fardeau pour les entreprises, les incitations pour la production et l'accès à l'énergie peu chère plutôt que l'incitation à la conservation, sont autant d'éléments de la politique menée par Reagan qui le différencient de son prédécesseur. Ce sont également ces éléments qui participent à la polarisation sur les questions énergétiques et environnementales. Autre divergence idéologique, alors que Carter proposait de répondre aux enjeux énergétiques en accentuant l'intervention du gouvernement sur un certain nombre de points comme le contrôle des prix, le rationnement, ou encore par de nombreuses réglementations ; la philosophie libérale de Reagan sur la question énergétique consiste à laisser faire le marché. En effet, loin d'établir une politique énergétique centralisée et guidée par les organes gouvernementaux, il œuvre en faveur d'une dérèglementation et s'appuie sur les compétences du secteur privé. Dès sa prise de fonction Reagan signe le décret 12287 intitulé *Decontrol of Crude Oil and Refined Petroleum Products* pour mettre fin au contrôle des prix du

---

<sup>282</sup> Ronald Reagan, « Message to the Congress Transmitting the National Energy Policy Plan », 17 juill. 1981, en ligne, Internet, 14 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/message-the-congress-transmitting-the-national-energy-policy-plan>.

<sup>283</sup> Reagan, « Message to the Congress Transmitting the National Energy Policy Plan ».

pétrole imposé par l'administration précédente. Il espère encourager la production nationale et rééquilibrer la balance commerciale en réalignant le prix du pétrole américain sur les prix du marché international. La fin du contrôle des prix du gaz naturel sera actée en 1985, lors de son second mandat.

La stratégie de l'administration Reagan pour libérer les forces du marché consiste en partie à leur donner la possibilité d'accéder aux ressources naturelles pour les exploiter. La nomination de James Watt au ministère de l'Aménagement du territoire semblait particulièrement avisée pour y parvenir. En 1982, James Watt annonce les objectifs de l'administration quant à la production d'énergie nationale qui visent 85% de pétrole brut, 40% du gaz naturel et 35% du charbon produits sur les terres fédérales<sup>284</sup>. Fidèle à l'agenda présidentiel, James Watt est à l'origine de la mise aux enchères de l'une des plus grandes réserves connues au monde de combustibles fossiles, le Powder River Basin. En 1982, de nombreuses parcelles sont mises en vente contenant pas moins de 1,6 milliard de tonnes de charbon recouvrables. Le gouvernement tirera 67 millions de dollars de ces ventes alors qu'il aurait dû en retirer 167 millions<sup>285</sup>. Qu'il s'agisse de ventes mal négociées ou de cadeaux aux industries des énergies fossiles, avec le Powder River Basin, James Watt a manifesté sa volonté d'ouvrir à tout prix les terres fédérales à l'exploitation. En 1982, il propose également la mise en vente de plus d'un milliard d'acres sur une période de cinq ans d'une part, mais d'autre part, il octroie également aux entreprises le choix des parcelles qu'elles désirent acheter. Entre 1983 et 1985, le DOI vend plus de 2600 parcelles de terres fédérales, soit l'équivalent de toutes les parcelles vendues par le gouvernement depuis 1962. Ces ventes contribueront notamment à l'expansion des exploitations des hydrocarbures dans le Golfe du Mexique<sup>286</sup>.

L'exemple le plus éloquent de la volonté de l'administration Reagan de minimiser le rôle du gouvernement dans la politique énergétique à la faveur du marché et des entrepreneurs américains est la tentative de suppression du ministère de l'Énergie dès septembre 1981. « *Now, we don't need an Energy Department to solve our basic energy problem. As long as we let the forces of the marketplace work without undue interference, the ingenuity of consumers, business, producers, and inventors will do that for us*<sup>287</sup>. » En mars 1982, il propose de transférer une partie des compétences du DOE au ministère du Commerce afin de mener à bien son projet de démantèlement.

---

<sup>284</sup> James Morton Turner et Andrew C. Isenberg, *The Republican Reversal: Conservatives and the Environment from Nixon to Trump* (Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press, 2018) 64.

<sup>285</sup> Turner et Isenberg, *The Republican Reversal*, 67.

<sup>286</sup> Turner et Isenberg, *The Republican Reversal*, 70-71.

<sup>287</sup> Ronald Reagan, « Address to the Nation on the Program for Economic Recovery », 24 sept. 1981, en ligne, Internet, 15 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-nation-the-program-for-economic-recovery>.

La politique énergétique menée par Reagan est également marquée par un fort soutien à l'énergie nucléaire. Le 8 octobre 1981, Ronald Reagan annonce une série de mesures visant à revitaliser le secteur nucléaire pour en faire une ressource majeure du futur. « *Safe commercial nuclear power can help meet America's future energy needs. The policies and actions that I am announcing today will permit a revitalization of the U.S. industry's efforts to develop nuclear power. In this way, native American genius, not arbitrary Federal policy, will be free to provide for our energy future*<sup>288</sup>. » Il annonce entre autres l'accélération de l'octroi des autorisations pour les centrales nucléaires en attente ou en construction, la reprise des activités de construction des surgénérateurs, notamment pour le surgénérateur de Clinch River, un projet amorcé sous Carter. Il demande au ministère de l'Énergie de trouver des solutions pour répondre à la problématique de la gestion des déchets nucléaires et il annonce également la fin des interdictions sur les activités commerciales de retraitement des déchets nucléaires mises en place sous Carter. En 1982, le *Nuclear Policy Waste Act* vient renforcer la politique nucléaire en établissant la création d'un programme national pour le traitement permanent des déchets hautement radioactifs en toute sécurité mais aussi en offrant des solutions de stockage temporaire. En 1987, Reagan approuve la construction *Superconducting Super Collider*, le plus grand accélérateur de particules au monde. La volonté de l'administration Reagan de développer rapidement l'énergie nucléaire est conditionnée à la fin de son second mandat par des enjeux de sécurité énergétique. Alors qu'il s'adresse au Congrès le 6 mai 1987<sup>289</sup>, Reagan dévoile le contre choc pétrolier. Cet évènement implique la chute du prix du baril de pétrole, ce qui engendre un climat néfaste pour les producteurs américains. La dépendance croissante des Américains au pétrole est également évoquée. S'il concède une amélioration de la situation américaine puisque le pays est désormais capable de survivre à une nouvelle crise pétrolière grâce à sa réserve stratégique de pétrole dont il a encouragé l'augmentation des stocks, la situation demeure préoccupante. La question de la sécurité énergétique n'a pas aussi souvent été abordée par Reagan que par Carter, néanmoins le développement de nouvelles technologies comme le nucléaire ou l'initiative pour le charbon propre<sup>290</sup> témoignent de la présence de cette question de fond qui hante malgré tout la politique énergétique de Reagan.

En 1987, pour faire face à l'inquiétude due à cette dépendance grandissante, Reagan fait un certain nombre de propositions au Congrès parmi lesquelles des mesures fiscales, mais aussi des mesures

---

<sup>288</sup> Ronald Reagan, « Statement Announcing a Series of Policy Initiatives on Nuclear Energy », 8 oct. 1981, en ligne, Internet, 14 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/statement-announcing-series-policy-initiatives-nuclear-energy>.

<sup>289</sup> Ronald Reagan, « Message to the Congress on Energy Security », 6 mai 1987, en ligne, Internet, 15 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/message-the-congress-energy-security>.

<sup>290</sup> Reagan, « Message to the Congress on Energy Security ».



visant à augmenter la production nationale comme l'ouverture de l'*Arctic National Wildlife Refuge* à l'exploration et l'exploitation. Depuis 1977, l'exploitation de cette zone est controversée. Bien qu'elle soit considérée comme une zone dont l'exploitation permettrait d'augmenter considérablement la production nationale, elle est également une zone habitant une nature sauvage, notamment les caribous de la Porcupine. Zone initialement protégée par l'*Alaska National Interest Lands Conservation Act* de 1980, en 1989 un comité du Sénat approuvant l'ouverture de la zone laissait présager du début de l'exploitation de cette zone protégée<sup>291</sup>. Cependant, la marée noire provoquée par l'échouage de l'Exxon Valdez sur les côtes de l'Alaska le 23 mars 1989 reporte le projet d'exploitation de la zone à une date ultérieure.

En définitif, la politique énergétique menée par Reagan lors de ses mandats se distingue complètement de celle menée par ces prédécesseurs pendant les crises pétrolières. Convaincu du « *génie américain*<sup>292</sup> », Ronald Reagan est resté persuadé pendant sa présidence que la libéralisation du secteur de l'énergie et la dérèglementation permettraient au marché de fournir des solutions au pays face à sa dépendance énergétique et aux risques de sécurité nationale. Sa politique énergétique a souvent été controversée ou critiquée car elle passait souvent par une mise en compétition des enjeux énergétiques avec les enjeux environnementaux. Sous Reagan, l'énergie a été abordée uniquement comme une composante de l'économie nationale, ce qui représente d'ailleurs un changement par rapport à la décennie précédente. La présidence de Reagan représente un tournant majeur pour ce qui est des politiques fédérales à l'égard des enjeux énergétiques et environnementaux. Il est à l'origine de la fin du consensus bipartisan sur l'importance de la protection de l'environnement, sa présidence illustre le « *Republican reversal*<sup>293</sup> ».

---

<sup>291</sup> Elizabeth Shogren, « For 30 Years, a Political Battle Over Oil and ANWR » *NPR.org*, 10 nov. 2005, en ligne, Internet, 21 nov. 2019. Available: <https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=5007819>.

<sup>292</sup> Reagan, « Statement Announcing a Series of Policy Initiatives on Nuclear Energy ».

<sup>293</sup> Turner et Isenberg, *The Republican Reversal* 8.



## 5. Internationalisation des enjeux environnementaux

### 5.1. De la décennie environnementale à l'ère énergie-climat.

#### 5.1.1. Émergence de la question du climat

L'environnement devient un enjeu commun à l'ensemble de la population mondiale dès les années 1970, notamment grâce au concours des Nations unies qui reconnaissent l'urgence d'agir en faveur de la protection de l'environnement face aux dégradations d'origine anthropique. Cependant, le changement climatique et le réchauffement de la planète sont deux des enjeux majeurs qui viennent cristalliser les préoccupations des nations dès les années 1980. Les sujets climatiques deviennent des nouveaux sujets d'inquiétude et représentent une forme de prolongation des enjeux environnementaux. En 1992, les Parties de l'ONU signent la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques<sup>294</sup> et reconnaissent officiellement l'urgence de traiter ce problème. Elles commencent à œuvrer pour la mise en place de mesures multiples pour endiguer une situation climatique mondiale qui est jugée alarmante. Selon la *National Aeronautics and Space Administration* ou NASA, le changement climatique correspond à un large éventail de phénomènes résultant principalement de la combustion de combustibles fossiles et qui retiennent la chaleur à l'atmosphère terrestre. L'augmentation des températures, l'élévation du niveau de la mer, la fonte de la calotte glaciaire dans les pôles, les phénomènes météorologiques extrêmes sont autant d'exemples illustrant ce phénomène<sup>295</sup>.

Il est à noter qu'avant le Sommet de Rio de 1992, la situation climatique avait déjà été signalée par la communauté scientifique. En 1971, une trentaine de scientifiques internationaux se sont réunis à Stockholm suite à l'invitation du *Massachusetts Institute of Technology* (MIT) et de l'Académie royale des sciences de Suède lors d'une conférence intitulée *Study of Man's Impact on Climate*<sup>296</sup>. Lors de cette conférence, l'influence de l'activité anthropique dans le changement climatique était déjà placée au centre des préoccupations, bien que les connaissances sur le sujet étaient encore assez faibles. En 1975, l'océanographe Wallace Smith Broecker se penche sur la question des variations

---

<sup>294</sup> United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC).

<sup>295</sup> Holly Shaftel, « What's in a Name? Weather, Global Warming and Climate Change » *Climate Change: Vital Signs of the Planet*, s. d., en ligne, Internet, 28 déc. 2017. Available: <https://climate.nasa.gov/resources/global-warming>.

<sup>296</sup> « A History of Climate Activities » *World Meteorological Organization*, 2009, en ligne, Internet, 17 sept. 2020. Available: <https://public.wmo.int/en/bulletin/history-climate-activities>.

climatiques dans un article *Climate Change: Are We on the Brink of a Pronounced Global Warming*<sup>297</sup>? Cet article, qui relate lui aussi les conséquences de l'activité anthropique sur l'environnement, est à l'origine de l'invention du terme « *global warming* ». Le réchauffement de la planète se caractérise par une tendance à la hausse des températures depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle et surtout depuis les années 1970. L'augmentation des émissions de combustibles fossiles est le moteur principal de ce phénomène. Wallace Smith Broecker place les énergies fossiles au cœur de sa réflexion pour expliquer ce phénomène.

*The fact that the mean global temperature has been falling over the past several decades has led observers to discount the warming effect of the CO<sub>2</sub> produced by the burning of chemical fuels. In this report I present an argument to show that this complacency may not be warranted. It is possible that we are on the brink of a several decades long period of rapid warming*<sup>298</sup>.

Alors que les découvertes et théories scientifiques se multiplient, certaines organisations mondiales décident de porter plus d'attention à ces phénomènes qui commencent à se préciser. La première conférence mondiale sur le climat est organisée à Genève en 1979, sous l'égide de l'Organisation Météorologique Mondiale et en collaboration avec d'autres organismes internationaux. Cette conférence, qui rassembla une centaine d'experts internationaux fut l'occasion de mettre la communauté internationale en garde à propos des dangers des variations climatiques et les effets négatifs de l'action anthropique sur le climat. Elle donna lieu à la Déclaration mondiale sur le climat, un document dans lequel les experts présents lors de ce rassemblement ont établi une liste de recommandations à l'intention des nations afin d'endiguer le changement climatique. Au cours de cette conférence, l'utilisation des énergies fossiles et notamment leur combustion pour soutenir les économies mondiales est décrite comme une des causes majeures du changement climatique. Les scientifiques appellent d'ailleurs dès 1979 les pays à coordonner leurs efforts afin de mieux comprendre cette nouvelle menace planétaire et prévoir son évolution. De même, dès 1980 le Programme mondial de recherches sur le climat<sup>299</sup> est lancé par l'Organisation Météorologique Mondiale afin d'analyser et de prévoir les variations dans le changement du climat et de déterminer les effets des activités anthropiques sur le climat.

---

<sup>297</sup> Wallace S. Broecker, « Climatic Change: Are We on the Brink of a Pronounced Global Warming? » *Science*. 189.4201 (1975): 460-463.

<sup>298</sup> Wallace S. Broecker, « Climatic Change: Are We on the Brink of a Pronounced Global Warming? » *Science*. 189.4201 (1975): 460-463.

<sup>299</sup> *World Climate Research Programme*.

### 5.1.2. Climat et énergies

L'utilisation des énergies fossiles n'avait jamais été perçue comme un enjeu de nature environnemental ayant des conséquences sur le climat auparavant. Bien au contraire, les énergies fossiles comme le charbon ou le pétrole ont été pleinement exploitées afin d'accélérer le développement des pays. Cependant, les nouvelles problématiques mises en avant par la communauté scientifique viennent remettre en question les politiques énergétiques des nations et le mode de consommation des énergies au vu des conséquences annoncées. Les conclusions de la première conférence mondiale sur le climat ainsi que celles tenues auparavant mettent les nations face à un défi inédit. Il s'agit pour elles de trouver des solutions afin de concilier leur croissance économique et la protection de l'environnement.

Compte tenu de l'avancée des découvertes scientifiques et de la rapidité des dégradations environnementales, la question du rôle des énergies dans la dégradation de l'environnement se politise à l'échelle mondiale dès les années 1980, notamment à travers les actions menées par l'ONU. Les pays sont dès lors invités à penser la notion d'environnement de manière plus complète en y incluant les énergies. C'est la question du climat. Les énergies deviennent dès lors un thème essentiel dans les politiques environnementales et climatiques. Là encore les questions climatiques et environnementales sont mises en compétition avec la dimension économique des énergies. Les combustibles fossiles sont au cœur du mix énergétique mondial. Le pétrole, le gaz naturel et le charbon représentent les trois plus grandes sources d'approvisionnement en énergies pour les pays et permettent d'alimenter des secteurs comme les transports, l'agriculture, l'industrie et le secteur résidentiel. Repenser la structure du mix énergétique pour les pays pour répondre aux enjeux climatiques revient presque à repenser tout le modèle économique à l'échelle mondiale.

L'apparition de l'enjeu climatique devient rapidement un sujet de dissension pour les nations qui y voient pour certaines leurs intérêts nationaux menacés, à commencer par les États-Unis. L'énergie n'est pas seulement au cœur de l'économie d'un pays, elle est également au centre des échanges commerciaux entre les pays, et représente un des marchés dont la financiarisation est une des plus complexes. L'énergie est à la fois un atout géopolitique, un élément d'interdépendance entre les nations, un instrument de la sécurité nationale mais aussi de moyen de pression politique. Toutes ces ramifications font de l'énergie un enjeu climatique de nature environnemental difficile à traiter, car changer le système établi depuis des décennies mettrait de nombreux équilibres en péril, notamment en termes de leadership mondial.

Ainsi à l'ère énergie-climat, les découvertes de la science du climat exigent que les nations appréhendent l'environnement d'une façon nouvelle, en le voyant comme un bien commun qu'il s'agit de préserver. Ces phénomènes qui sont scientifiquement décelés dès les années 1970, ne seront politiquement pris en considération à l'échelle internationale qu'à partir des années 1990. Dès cette période, les programmes, études, et politiques de lutte contre ces phénomènes vont s'accélérer alors que la communauté scientifique presse ces enjeux. Le cinquième rapport du GIEC de 2013 met en avant des conclusions alarmantes.

*La science montre à présent avec 95 % de certitude que depuis le milieu du XXe siècle, l'activité humaine est la cause principale du réchauffement observé. Ce rapport confirme que le réchauffement du système climatique est sans équivoque et que nombre des changements observés sont sans précédent depuis des décennies, voire des millénaires : réchauffement de l'atmosphère et des océans, diminution de la couverture neigeuse et recul des glaces, élévation du niveau des mers et augmentation des concentrations de gaz à effet de serre. Chacune des trois dernières décennies a été plus chaude à la surface de la Terre que la précédente, et plus chaude que toutes les décennies antérieures depuis 1850<sup>300</sup>.*

La préservation des éléments constitutifs de l'environnement de l'Homme tels que l'eau, le sol ou encore l'air se plaçait au cœur des politiques environnementales auparavant, mais dès les années 1990 les politiques environnementales viennent se complexifier pour englober des mesures visant également à protéger le climat en agissant sur les sources d'énergies. L'environnement et le climat se confondent désormais de plus en plus dans l'action politique des gouvernements.

---

<sup>300</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et al., *Changements Climatiques 2013 Les Éléments Scientifiques: Résumé À L'intention Des Décideurs: Rapport Du Groupe De Travail I Du Giec: Résumé Technique: Rapport Accepté Par Le Groupe De Travail I Du Giec Mais Non Approuvé Dans Le Détail Et Foire Aux Questions: Extraits De La Contribution Du Groupe De Travail I Au Cinquième Rapport D'évaluation Du Groupe D'experts Intergouvernemental Sur L'évolution Du Climat*, vol. (Geneva, Switzerland: Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 2013).

## 5.2. Prise de conscience internationale des enjeux environnementaux sans les États-Unis ?

### 5.2.1. Diverses influences pour une internationalisation de l'enjeu climatique

Les États-Unis sont des pionniers de l'institutionnalisation de la nature. Dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, ils sont les premiers à imaginer et instaurer les premiers parcs nationaux qui ont en partie vocation à protéger la nature à l'État sauvage face à la destruction engendrée par les conséquences de l'industrialisation, de l'urbanisation et du développement. D'autres nations, essentiellement occidentales dans un premier temps, suivront l'exemple des Américains en construisant, elles aussi, des parcs nationaux afin de protéger la nature. De manière générale, une conscience internationale à l'égard de la nature émerge dès le début du 20<sup>ème</sup> siècle à travers la création des parcs de nature. En parallèle, progressivement à partir de la deuxième partie du 20<sup>ème</sup> siècle, une coopération internationale se met en place afin d'aborder ces sujets qui ont gagné en visibilité par l'action des médias et de la communauté scientifique.

Cette coopération internationale, s'organise autour des notions de parcs nationaux et de conservation de la nature dans un premier temps. Les parcs sont vus comme les derniers îlots de nature sauvage qu'il convient de conserver car ils sont à la fois garants d'un héritage pour les générations futures mais aussi de bien-être pour les populations. La coopération internationale autour des questions de la conservation de la nature apparaît avec l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), créée en 1948, qui est la plus grande mais aussi la plus ancienne organisation globale environnementale non gouvernementale. Dès 1962, l'UICN organise le premier Congrès mondial sur les parcs à Seattle. La deuxième édition de ce Congrès se tient à Yellowstone en 1972, soit 100 ans après la création du premier parc national au monde. Elle a été organisée par l'UICN, la *National Parks Centennial Commission Service*, le *National Park Service* et le DOI<sup>301</sup>.

À partir des années 1970, les nations commencent à aborder la question environnementale à travers le prisme d'enjeux différents de ceux des parcs nationaux ou de conservation de la nature. La littérature environnementale, foisonnante dans cette deuxième partie du 20<sup>ème</sup> siècle, vient alimenter le débat sur des enjeux tels que le développement, les limites de la croissance, la place de l'Homme

---

<sup>301</sup> Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses ressources, « Deuxième conférence mondiale sur les parcs nationaux », 1974, en ligne, Internet, 17 sept. 2020. Available: <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/1974-002-Fr-pgs.15-127.pdf>.

dans son environnement, la surpopulation, le développement de nouvelles énergies, et la limite des énergies fossiles entre autres. Parmi les auteurs qui influenceront l'émergence des nouveaux enjeux environnementaux se trouve Aldo Léopold qui émet l'idée du développement d'une éthique environnementale dans *A Sand County Almanach* publié en 1949. Barry Commoner, lui, soutient en 1971 dans *The Closing Circle* que le mode de production capitaliste en vigueur et les technologies post-guerre sont à la source des problèmes de pollutions rencontrés. Ils ne conviennent pas aux quatre lois de l'écologie qu'il énonce dans son ouvrage, c'est pourquoi il propose des solutions à ces problèmes. En 1968, Paul Ehrlich publie *The Population Bomb*, dans lequel il évoque sa vision très malthusienne des solutions pour un monde durable. La surpopulation de la Terre y est décrite comme un enjeu écologique majeur qu'il s'agit d'enrayer par des mesures immédiates afin d'éviter des famines.

Par ailleurs, les scientifiques, à travers divers rapports et découvertes commencent à alerter la communauté internationale des divers dangers encourus. En 1972, *Limits To Growth* ou le rapport Meadows, commandé par le Club de Rome à des chercheurs du MIT, met en avant les dangers de la croissance économique et démographique. S'appuyant sur un modèle informatique pour mesurer combien de temps les populations pouvaient continuer à consommer les mêmes quantités, ils ont conclu qu'en l'espace d'un siècle le monde aurait épuisé toutes ses ressources non-renouvelables, provoquant par la même occasion une crise mondiale et la chute du système économique. Bien que ce rapport a été sujet à de nombreuses critiques, il a permis de mettre en avant la forte pollution et l'épuisement des ressources non renouvelables, deux éléments intrinsèquement liés à la croissance économique. En 1977, le physicien Amory Lovins publie *Soft Energy Paths: Toward a Durable Peace* alors même que les États-Unis s'apprêtent à affronter le deuxième choc pétrolier de leur histoire. Dans cet ouvrage, Lovins propose une alternative aux énergies fossiles. Cette alternative se base sur des technologies « *soft*<sup>302</sup> » qu'il décrit comme flexibles, résistantes, durables et bénignes, à l'instar de l'énergie solaire. L'alternative que propose Lovins en 1977 met l'accent sur un des enjeux environnementaux majeurs que connaissent les États-Unis depuis les années 1970 et encore aujourd'hui, c'est-à-dire, les choix énergétiques tournés vers les énergies fossiles des gouvernements successifs pour alimenter la croissance économique mais aussi l'existence d'une alternative plus durable.

Toutes ces influences, qu'elles soient philosophiques, littéraires ou scientifiques, vont participer à l'émergence de la prise de conscience mondiale grâce à la grande audience qu'elles toucheront.

---

<sup>302</sup> Stoll, *U.S. Environmentalism Since 1945* 114.



Cependant d'autres facteurs d'ordre politique ou géopolitique viennent également jouer un rôle moteur dans cette prise de conscience internationale qui va favoriser « *l'invention politique de l'environnement global* <sup>303</sup> » entre 1945 et 1972.

### 5.2.2. Naissance d'une coopération internationale

La tension pesant sur les ressources naturelles fortement exploitées dans un contexte d'économie d'abondance et de mondialisation, l'émergence d'une idée internationale de protection de la nature, la généralisation de la logique conservationniste au nom du développement au détriment du préservationnisme, la redéfinition de l'ordre mondial ou encore la diffusion du modèle capitaliste pour lutter contre le communisme sont certains de ces facteurs. En parallèle de ces événements historiques, au cours de cette période les acteurs mondiaux deviennent de plus en plus conscients de l'interconnexion et de l'interdépendance entre les éléments constitutifs du monde naturel. Les ressources naturelles deviennent la question prioritaire des discussions mondiales sur l'environnement et le lien entre environnement et développement économique devient plus étroit. De plus, ces discussions laissent apparaître de nouvelles problématiques telles que la gestion des déchets, la pollution ou la question climatique jusqu'alors ignorées. Cette nouvelle réflexion mondiale sur l'environnement comme enjeu désormais politique se concrétisera en 1972 à Stockholm<sup>304</sup>.

Une coopération internationale en faveur de l'environnement naîtra, sous l'égide de l'ONU dès 1972, date à laquelle la première conférence internationale sur l'environnement est organisée à Stockholm. Cette conférence, est particulièrement symbolique dans l'histoire de la coopération internationale des pays puisque pour la première fois les préoccupations d'ordre environnemental sont reconnues comme enjeux internationaux. Au cours de cette conférence, le programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) sera créé. Il s'agit actuellement de la « *première autorité mondiale*<sup>305</sup> » sur les questions environnementales. Cette instance « *définit le programme environnemental mondial, favorise la mise en œuvre cohérente de la dimension environnementale du*

---

<sup>303</sup> Yannick Mahrane, Marianna Fenzi, Céline Pessis, [et al.], « De la nature à la biosphère: L'invention politique de l'environnement global, 1945-1972 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 113 / 1, 2012, p. 127-141.

<sup>304</sup> Mahrane, Fenzi, Pessis, [et al.], « De la nature à la biosphère: L'invention politique de l'environnement global, 1945-1972 » 127-141.

<sup>305</sup> ONU Environnement, « A propos de l'ONU environnement » *UN Environment*, s. d., en ligne, Internet, 19 déc. 2017. Available: <https://www.unenvironment.org/fr/propos-de-lonu-environnement>.

*développement durable au sein du système des Nations Unies et sert de défenseur de l'environnement mondial*<sup>306</sup>».

Ainsi, dès 1972 un consensus mondial naît sur la nécessité de protéger la planète face aux enjeux environnementaux. De nombreux sommets internationaux, rapports, réunions ou autres formes de coopérations mondiales seront dès lors programmés régulièrement afin de trouver des solutions communes à un enjeu qui dépasse les frontières des nations. En 1983, le Secrétaire Général des Nations unies, Javier Pérez de Cuéllar, nomme Gro Harlem Brundtland, ancienne première ministre de Norvège à la tête d'une commission spéciale indépendante nommée Commission mondiale sur l'Environnement et le Développement<sup>307</sup>. Cette commission avait pour objectif d'apporter « *a global agenda for change*<sup>308</sup> », c'est-à-dire de produire un rapport capable d'apporter des solutions permettant de concilier la croissance économique avec les objectifs de protection de l'environnement. Cette commission, publiera en 1987 « *Our Common Future* » aussi connu sous le nom de rapport Brundtland.

Une des notions essentielles de ce rapport est celle de développement durable. La commission considère que le monde doit être capable de mettre en place un développement économique durable, qui permet à la fois la croissance économique mais qui veille aussi à la protection de l'environnement et des ressources naturelles qui s'amenuisent. Cette notion de développement durable est définie de la façon suivante par la commission Brundtland.

*Sustainable development is development that meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs. It contains within it two key concepts:*

- *the concept of 'needs', in particular the essential needs of the world's poor, to which overriding priority should be given; and*
- *The idea of limitations imposed by the state of technology and social organization on the environment's ability to meet present and future needs*<sup>309</sup>.

À sa publication en 1987, ce rapport met l'accent sur l'urgence d'agir pour la « *sécurité, le bien-être et la survie de la planète*<sup>310</sup> » face à un futur menacé. Cependant il propose un plan d'action aux nations afin d'adopter la voie du développement durable en décryptant à la fois les préoccupations, les défis et les initiatives communes qui se présentent ou se présenteraient aux nations dans un avenir

---

<sup>306</sup> ONU Environnement, « A propos de L'ONU Environnement ».

<sup>307</sup> World Commission on Environment and Development.

<sup>308</sup> *Our common future*, éd. World Commission on Environment and Development, Oxford; New York, Oxford University Press, 1987, 383 p., (« Oxford paperbacks »), ix.

<sup>309</sup> *Our common future* 43.

<sup>310</sup> *Our common future* 23.

proche. Le rapport Brundtland sera une des lignes directrices au cours de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, plus connue sous le nom de Sommet de Terre, qui s'est déroulé à Rio de Janeiro, au Brésil, en 1992. Ce sommet est considéré comme un succès dans la mesure où la mobilisation des nations était importante tout comme les avancées réalisées. Au cours de cette rencontre, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement sera adoptée par les pays participants, y compris les États-Unis. Il s'agit d'un texte composé de 27 principes fondamentaux dans le but de faire « *progresser le concept des droits et des responsabilités des pays dans le domaine de l'environnement* »<sup>311</sup>. Bien qu'il ne soit pas juridiquement contraignant, ce texte fondateur met l'accent sur la nécessité d'adopter un mode de développement durable et les dégradations croissantes de l'environnement. Ce sommet verra également l'adoption d'un programme d'action local nommé Agenda 21<sup>312</sup>. Articulé autour de 40 chapitres, ce document propose aux collectivités locales un plan d'action afin de mettre en place à l'échelle locale de manière concrète les principes de développement durable dans des secteurs tels que la pollution, la gestion des ressources ou l'assainissement dans l'optique du 21<sup>ème</sup> siècle. Suite à ce sommet, Bill Clinton a ordonné la création du *President's Council on Sustainable Development* par décret présidentiel<sup>313</sup>. Ce conseil, composé de membres du secteur privé et public, avait pour objectif de formuler des recommandations pour que les États-Unis appliquent les principes de développement durable inscrit dans l'Agenda 21.

### 5.2.3. Du sommet de Rio à l'Accord de Paris sur le climat

Le sommet de Rio a également donné lieu à l'adoption de la CCNUCC, signée par 158 nations des 1992, dont les États-Unis. Cette convention, place le réchauffement climatique<sup>314</sup> en tant qu'enjeu mondial dès 1992, puisqu'elle insiste sur la nécessité de réduire les émissions de GES au vu de l'impact sur les humains et leur environnement. Cette Convention-cadre réunit annuellement tous les pays qui ont signé la convention de Rio, il s'agit de la Conférence des Parties<sup>315</sup>. Tous les dix ans, les Nations unies continueront de se rencontrer lors du Sommet de la Terre. En 2002, le Sommet de

---

<sup>311</sup> Nations Unies, « Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement », juin 1992, en ligne, Internet, 19 déc. 2017. Available: <http://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm>.

<sup>312</sup> « Agenda 21 - United States », s. d. en ligne, Internet, 17 sept. 2020. Available: <https://www.un.org/esa/agenda21/natlinfo/countr/usa/natur.htm>.

<sup>313</sup> Clinton, Bill, « PCSD - Executive Order No. 12852 », juill. 1993, en ligne, Internet, 17 sept. 2020. Available: [https://clintonwhitehouse1.archives.gov/White\\_House/EOP/pcsd/info/executive-order.html](https://clintonwhitehouse1.archives.gov/White_House/EOP/pcsd/info/executive-order.html).

<sup>314</sup> Voir lexique.

<sup>315</sup> Voir Annexe C.

Johannesburg (Afrique du Sud) placera le développement durable au centre des préoccupations environnementales mondiales. Au cours de ce sommet une déclaration politique sera adoptée par les chefs d'États afin de réduire la pauvreté et de protéger l'environnement, notamment en protégeant et gérant mieux les ressources naturelles. Trois axes majeurs d'efforts seront retenus dans cette déclaration pour favoriser le développement durable à savoir ; la protection de l'environnement, le développement économique et le développement social<sup>316</sup>.

Le Sommet de Rio qui se déroulera en 2012, également appelé Rio+20, sera l'occasion pour les Nations unies de débattre autour de deux thèmes principaux, à savoir le développement d'une économie verte afin de mettre en place un nouveau modèle de croissance mondial et le cadre institutionnel du développement durable. Ce sommet fut également l'occasion de faire le point sur les résultats en demi-teintes des objectifs fixés depuis la conférence de Rio en 1992. Le rapport *Global Environment Outlook : Environment For The Future We Want* (GEO-5) publié avant la conférence de Rio+20 fait état d'une situation alarmante à laquelle il s'agit de réagir au plus vite. Seuls quatre des quatre-vingt-dix objectifs énoncés ont enregistré des progrès significatifs<sup>317</sup>. 40 objectifs ont connu quelques progrès, 24 objectifs ont connu peu voire pas de progrès et quatorze objectifs n'ont pas pu être évalués en raison du manque de données. Rio+20 avait donc pour objectif de montrer l'urgence du renforcement de la coopération internationale et des efforts à réaliser par chaque pays, région, et continent afin d'atteindre les objectifs le plus rapidement possible.

En parallèle des Sommets de la Terre, dès 1994 les pays signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques débattent dès 1995 sur la mise en place de mesures plus contraignantes et plus complètes que celles proposées par la convention afin de lutter contre le changement climatique. Dès 1997, lors de la COP de Kyoto (COP 3), le Protocole de Kyoto, le premier accord mondial juridiquement contraignant pour les pays, est adopté afin de réduire les émissions de GES d'au moins 5% par rapport à 1990 sur une période allant de 2008 à 2012. Entré en vigueur en 2005, il comptait 195 pays signataires en 2015 en plus de l'Union Européenne. Parmi ces nations, seulement 37 pays sont des pays dits industrialisés<sup>318</sup>. La ratification du Protocole de Kyoto a démontré dès 2005 le leadership de l'ONU sur ces questions jugées urgentes par la communauté internationale. Néanmoins le Protocole de Kyoto trouve ses limites dans les pays qui n'ont pas accepté

---

<sup>316</sup> Nations Unies, « Sommet mondial pour le développement durable - 17e séance plénière », 4 sept. 2002, en ligne, Internet, 20 déc. 2017. Available: <http://www.un.org/french/events/wssd/coverage/summaries/envdev33.htm>.

<sup>317</sup> « Global Environment Outlook-5 | Global Environmental Outlook (GEO) », s. d. 5, en ligne, Internet, 20 déc. 2017. Available: <http://web.unep.org/geo/assessments/global-assessments/global-environment-outlook-5>.

<sup>318</sup> Franck Ferrand, « 11 Décembre 1997, adoption du protocole de Kyoto » *Europe1*, déc. 2015, en ligne, Internet, 21 déc. 2017. Available: <http://www.europe1.fr/emissions/aujourd-hui-dans-l-histoire/11-decembre-1997-adoption-du-protocole-de-kyoto-2634341>.

de le ratifier. En effet, certains des plus gros pollueurs mondiaux ont refusé de s'engager sur cet accord, l'affaiblissant par la même occasion. Les États-Unis n'ont jamais ratifié le Protocole de Kyoto et le Canada quitte l'accord en 2011. Par ailleurs, des pays comme la Chine et l'Inde ont connu une croissance très dynamique après le Protocole de Kyoto, devenant par la même occasion de gros pollueurs. La Chine comptait pour 30% des émissions de dioxyde de carbone en 2014, loin devant les États-Unis qui comptaient pour 15% et l'Inde 7%<sup>319</sup>. Le protocole de Kyoto prévoyait des contraintes de réduction d'émission de GES plus fortes pour les pays développés. Or, des économies émergentes comme celles de la Chine, de l'Inde voire du Brésil, considérées comme des économies en voie de transition, n'ont pas été soumises aux mêmes contraintes alors même qu'elles étaient en passe de devenir les futurs plus grands pollueurs mondiaux.

Si les résultats de Kyoto restent mitigés du fait de ses limites, certains pays ont accepté de s'engager de nouveau sur la période allant de 2013 à 2020 à Doha en 2012. Par ailleurs, d'autres mesures sont également mises en place dès la fin du 20<sup>ème</sup> siècle afin de répondre aux nombreux enjeux. Le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone qui entre en vigueur en 1989 est un autre exemple de coopération internationale qui va s'avérer efficace. Cet accord international fait suite à la découverte d'un trou dans la couche d'ozone au-dessus de l'Antarctique par Joseph Farman dans les années 1980. Ratifié par la quasi-totalité des pays dont les États-Unis, et amendé à de multiples reprises, cet accord reflète l'efficacité de la coopération internationale, car grâce à l'élimination des substances responsables de ces dégradations, les scientifiques annoncent une résorption du trou et prévoient que la couche d'ozone retrouve son état de 1980 entre 2050 et 2070.

À partir des années 1980 le réchauffement climatique, la dégradation du climat, le développement durable deviennent des thématiques centrales sur le plan international. Alors qu'une coopération internationale s'organise sous l'égide de l'ONU, la communauté scientifique s'intéresse également davantage à ces enjeux. En 1988, le PNUE et l'Organisation Météorologique Mondiale créent le GIEC<sup>320</sup>, « *pour évaluer les informations scientifiques, techniques et socioéconomiques permettant de comprendre les changements climatiques, leurs impacts potentiels et les options en matière d'adaptation et d'atténuation*<sup>321</sup> ». Le GIEC est composé d'experts venant des pays adhérents de l'ONU et a pour mission de synthétiser et évaluer les travaux scientifiques concernant l'évolution du

---

<sup>319</sup> U.S. Environmental Protection Agency, « Global Greenhouse Gas Emissions Data », Overviews and Factsheets US EPA, 12 janv. 2016, en ligne, Internet, 21 déc. 2017. Available: <https://www.epa.gov/ghgemissions/global-greenhouse-gas-emissions-data>.

<sup>320</sup> Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC).

<sup>321</sup> Nations Unies, « Agir sur les changements climatiques: portail du système des Nations unies », s. d., en ligne, Internet, 22 déc. 2017. Available: <http://www.un.org/fr/climatechange/ipccreports.shtml>.

climat et le changement climatique. Tous les trois à six ans, depuis 1990, le GIEC publie un rapport faisant état des connaissances scientifiques actuelles sur les questions climatiques. Ce rapport qui fait autorité pour la communauté internationale sert également de base de travail pour les différentes conférences et réunions onusiennes visant à améliorer le climat.

En dépit du leadership démontré par l'ONU en faveur d'une coopération internationale autour des questions environnementales, du développement durable, et du climat, le bilan reste mitigé pour l'ONU qui n'a pas réussi à contraindre les États-Unis à adhérer au Protocole de Kyoto, et qui n'a pas su anticiper l'émergence des pays en transition qui aujourd'hui comptent parmi les économies les plus polluantes au monde. En 2011, lors de la COP 17, la plateforme de Durban, a apporté un nouvel espoir en termes de coopération internationale. Bien que juridiquement non contraignant, cet accord qui doit entrer en vigueur en 2020, prévoit que les 194 parties en présence s'engagent toutes pour un nouvel accord sur le climat, notamment celui de maintenir la hausse moyenne des températures en dessous de 2°C. Par ailleurs, la conférence du Durban a vu l'officialisation de la création d'un fonds vert pour le climat. Entériné à Cancún (Mexique) en 2010, il prévoit d'allouer 100 milliards de dollars par an aux pays en développement afin de les aider à s'adapter aux changements climatiques notamment grâce à une transition vers une économie plus durable. Les États-Unis qui s'étaient engagés sous Obama à verser 3 milliards de dollars au fonds vert pour le climat en 2014<sup>322</sup> ne verseront finalement qu'un milliard<sup>323</sup>. Donald Trump a décidé de mettre fin à la participation du financement des États-Unis en juin 2017<sup>324</sup>.

En 2011, seuls 60% des efforts requis pour combattre le réchauffement climatique selon l'ONU avaient été atteints<sup>325</sup>. Néanmoins l'accord climatique qualifié par de nombreux médias et observateurs « d'historique » entre la Chine et les États-Unis en 2014 a permis d'écrire une nouvelle page. Les États-Unis sont vivement critiqués pour leur absence de leadership mondial sur les questions environnementales, alors qu'ils comptent parmi les deux grands plus grands pollueurs mondiaux. Contre toute attente, en 2014, Xi Jinping, le président de la république populaire de Chine

---

<sup>322</sup> Barack Obama, « Remarks by President Obama at the University of Queensland » *whitehouse.gov*, 15 nov. 2014, en ligne, Internet, 9 avr. 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/11/15/remarks-president-obama-university-queensland>.

<sup>323</sup> Joe Thwaites, « Trump Budget Nickel-and-Dimes America -- and the World » *World Resources Institute*, 23 mai 2017, en ligne, Internet, 9 avr. 2020. Available: <https://www.wri.org/blog/2017/05/trump-budget-nickel-and-dimes-america-and-world>.

<sup>324</sup> Donald J. Trump, « Statement by President Trump on the Paris Climate Accord » *The White House*, 1 juin 2017, en ligne, Internet, 12 sept. 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/statement-president-trump-paris-climate-accord/>.

<sup>325</sup> Laurence Caramel, « Réchauffement climatique: accord minimal à Durban » *Le Monde.fr*, 11 déc. 2011, en ligne, Internet, 23 déc. 2017. Available: [http://www.lemonde.fr/planete/article/2011/12/11/climat-un-accord-a-durban-pour-un-nouveau-pacte-mondial-en-2015\\_1617160\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2011/12/11/climat-un-accord-a-durban-pour-un-nouveau-pacte-mondial-en-2015_1617160_3244.html).

et Barack Obama annoncent un accord bilatéral entre les deux plus grands pollueurs mondiaux visant à réduire leurs émissions de GES d'ici les vingt prochaines années. Cet accord prévoit que la Chine atteigne un pic d'émission de gaz polluants d'ici 2030 et que les énergies propres représentent 20% de la production d'énergies chinoises d'ici 2030. Les États-Unis, de leur côté, se sont engagés à baisser leurs émissions de CO<sub>2</sub> de 26 à 28 % d'ici 2025. Cette annonce de coopération internationale a précédé les accords signés à la Conférence de Paris en 2015 (COP 21). Face à l'urgence de la situation, les parties se sont engagées à maintenir la hausse moyenne des températures en dessous de 1,5°C d'ici 2100.

Ainsi depuis les années 1970, la communauté internationale s'organise afin de répondre aux défis environnementaux et climatiques qui se présentent à elle. Malgré la coopération internationale, les efforts restent insuffisants compte tenu de l'ampleur des enjeux annoncés par la communauté scientifique. Cette coopération internationale démontre que les questions environnementales et climatiques se sont institutionnalisées à l'échelle internationale mais aussi qu'elles sont non seulement devenues des enjeux pour les Américains mais aussi pour la communauté internationale grâce à l'intervention de l'ONU qui les a placées aux premiers rangs des préoccupations mondiales par le biais des nombreux programmes, traités, et accords. De plus, les engagements multilatéraux ou bilatéraux, sans l'intervention des Nations unies révèlent également l'importance de ces questions pour les pays qui y voient un enjeu de demain. Cependant, il s'agit de s'interroger sur le faible rôle des États-Unis dans la mise en place d'une telle dynamique internationale. Paradoxalement, les Américains n'ont pas répondu présent pour porter les enjeux environnementaux et climatiques à l'échelle internationale au cours des années 1970, alors qu'ils faisaient figure d'exemple pour le monde sur ces questions à cette même période. La coopération internationale environnementale et climatique s'est essentiellement forgée autour des thèmes abordés par l'ONU, ce qui a largement ébranlé la stature des États-Unis qui étaient attendus sur ces questions en tant que première puissance mondiale, mais aussi en tant que plus grand pollueur mondial. Le refus de prendre leur responsabilité et de servir d'exemple pour mener les pays les moins développés vers ces objectifs environnementaux est une des critiques à l'égard des Américains qui ne s'amenuisent guère avec le temps.





## 5.3. Les États-Unis : un leadership environnemental non assumé

### 5.3.1. Un manque de leadership critiqué

Les États-Unis figurent parmi les premiers pays à avoir légiféré afin de créer une politique environnementale. Ils ont été le premier pays à légitimer l'idée d'une politique environnementale. Dès le 19<sup>ème</sup> siècle les premières lois visant à protéger ou à conserver la nature et ses ressources ont été adoptées. De nombreuses lois environnementales ont été adoptées par la suite au cours des années 1970 et 1980 pour protéger l'environnement. Ces lois visaient également à veiller à ce que l'Homme et la nature puissent coexister en toute harmonie, sans entraver le développement économique de la nation.

Les États-Unis, représentaient un modèle de protection environnementale pour le monde dans les années 1970. Pourtant, paradoxalement, ils ne se sont pas fait les leaders mondiaux de cet enjeu. En 1963, Stuart Udall, ancien ministre de l'Aménagement du Territoire sous la Présidence de John Fitzgerald Kennedy, avait avancé l'idée d'une coopération internationale, dans laquelle les Américains auraient pu prendre un rôle de premier plan compte tenu de leur rôle de pionniers dans la protection de la nature. « *In the years ahead, nations can either compete ruthlessly for resources, in a context of scarcity, or cooperate, respect the laws of nature, and share its abundance. Resources interdependence and the common management of those resources owned in common will enlarge the area of unified action and do much to encourage world order*<sup>326</sup>. »

Une ébauche de politique environnementale internationale naît en 1972 avec la conférence de Stockholm. James Gustave Speth, ancien président du CEQ et fondateur de *World Resources Institute*, un groupe de réflexion spécialisé sur les questions environnementales, défend l'idée qu'un agenda environnemental mondial n'est vraiment établi qu'à partir du milieu des années 1980<sup>327</sup>, suite à cette première conférence. L'idée d'une coopération internationale afin de protéger l'environnement des dangers liés à la pollution, à la dégradation de la nature puis aux dangers d'ordres climatiques naîtra sous l'égide des Nations unies. Cependant, elle est dans un premier temps le fruit du travail de petits groupes de scientifiques et d'intellectuels internationaux, de la société civile, des Nations unies, qui ont su saisir les opportunités qui se présentaient à eux, notamment en s'appuyant sur un accès

---

<sup>326</sup> Udall, *The Quiet Crisis* 198-199.

<sup>327</sup> James Gustave Speth, *Red Sky at Morning: America and the Crisis of the Global Environment* (New Haven: Yale Univ. Press, 2005) 86.

facile aux médias afin d'exercer une pression sur les gouvernements pour adopter un agenda environnemental<sup>328</sup>. Ces différents acteurs semblent avoir réussi à fédérer les nations autour de ces questions.

Les Américains n'ont pas été le moteur de cette coopération internationale pour l'environnement et leur rôle est aujourd'hui questionné. À la fois modèle idéal et principal coupable désigné de la situation environnementale actuelle aux yeux du monde, ils ne jouent pas le rôle de leader que le monde attend d'eux. Pourtant, depuis 1945, les États-Unis ont adopté une posture de guide à l'égard des autres pays. Ils sont considérés comme la « *première puissance globale de l'histoire* <sup>329</sup> ». D'abord « leader du monde libre » pendant la Guerre Froide, puis puissance hégémonique dans un monde « *uni-multipolaire* <sup>330</sup> » dès 1989, les États-Unis ont incontestablement exercé une forme de suprématie mondiale depuis 1945. Selon Pascal Boniface, géopolitologue et fondateur de l'Institut de relations internationales et stratégiques, les Américains sont sans rivaux dans les quatre domaines qui caractérisent une puissance globale, à savoir, le domaine économique, le domaine militaire, le domaine technologique et le domaine culturel, en dépit de l'émergence d'autres puissances<sup>331</sup>. Pourquoi les États-Unis n'ont-ils pas mis leur suprématie culturelle au service des enjeux environnementaux mondiaux dans la seconde partie du 20<sup>ème</sup> siècle alors qu'ils ont inspiré d'autres pays à agir sur ces questions ?

L'exceptionnalisme de la nation américaine<sup>332</sup>, élue de Dieu pour guider les autres peuples, est une notion qui revient souvent dans l'imaginaire populaire américain. Au fil du temps, les présidents américains ont d'ailleurs cultivé cette idée d'une supériorité des États-Unis par rapport aux autres nations. Ronald Reagan décrivait les États-Unis comme « *a shining city on a hill* <sup>333</sup> », Bill Clinton, lui considérait que « *America stands alone as the world's indispensable nation*<sup>334</sup> ». En 1992 George H. Bush affirmait « *We are still and ever the freest nation on Earth, the kindest nation on Earth, the*

---

<sup>328</sup> Speth, *Red Sky at Morning: America and the Crisis of the Global Environment* 87.

<sup>329</sup> Pascal Boniface, *Comprendre le monde: les relations internationales Pour Tous* (Paris: A. Colin, 2013) 115.

<sup>330</sup> Boniface, *Comprendre le monde*, 130.

<sup>331</sup> Boniface, *Comprendre le monde*, 115.

<sup>332</sup> Voir lexique.

<sup>333</sup> Ronald Reagan, « Election Eve Address "A Vision for America" », 3 nov. 1980, en ligne, Internet, 14 juin 2019. Available: <https://www.reaganlibrary.gov/11-3-80>.

<sup>334</sup> Bill Clinton, « Inaugural Address », [En ligne : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=54183>]. Consulté le 17 janvier 2018.

*strongest nation on Earth*<sup>335</sup>. » Vingt ans plus tard, en 2012, Barack Obama caractérisa lui aussi, le pays comme « *the one indispensable nation in world affairs* »<sup>336</sup>.

Bien que les États-Unis revendiquent leur caractère indispensable et unique dans les affaires du monde, leur faible exemplarité en termes de protection environnementale est aujourd'hui vivement critiquée par la communauté internationale. Autrefois des modèles, ils sont désormais perçus comme un obstacle de taille à une coopération plus poussée de la communauté internationale dans certains cas, ou comme une nation réfractaire à la mise en place de mesures à l'échelle mondiale dans d'autres cas. À ce titre, Robert Faulkner, directeur de Recherche au *Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment* et professeur associé à *l'International Relations at the London School of Economics and Political Science* qualifie les États-Unis de « *rogue state*<sup>337</sup> », c'est-à-dire d'État voyou. Leur position à contre-courant, et le poids de leur influence en font une entrave majeure à une avancée significative sur les questions environnementales et désormais climatiques, alors que ce ne fut pas toujours le cas.

### **5.3.2. Les États-Unis sont-ils un obstacle dans la coopération des nations sur la question du climat ?**

Ces éléments amènent à voir la position actuelle des Américains, en termes de coopération internationale sur les enjeux environnementaux et climatiques comme étant paradoxale. Pionniers de la mise en place de législations et d'organismes de protection de l'environnement à l'échelle nationale, modèle pour les autres nations sur le plan international au cours des années 1970-80, les Américains ont endossé un rôle de premier plan dans les négociations menant à la signature de traités ou accords<sup>338</sup> en faveur de la protection de l'environnement. Ce fut le cas pour le Protocole de Montréal par exemple. Ils ont été les premiers à organiser des sommets internationaux dans le cadre de la création et de la gestion des parcs nationaux. Selon James Gustave Speth, la période qui marque le début d'une coopération internationale sur les questions environnementales au sens large, à savoir

---

<sup>335</sup> George H. Bush, « The State of the Union Address by the President of the United States 1992 », 28 janv. 1992, en ligne, Internet, 12 juin 2019. Available: <http://webarchive.loc.gov/congressional-record/20160506153134/http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/F?r102:6.:/temp/~r102RvAOMM:e0>

<sup>336</sup> Barack Obama, « Remarks by the President in State of the Union Address 2012 » *whitehouse.gov*, 24 janv. 2012, en ligne, Internet, 17 janv. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2012/01/24/remarks-president-state-union-address>.

<sup>337</sup> Robert Falkner, « American Hegemony and the Global Environment » *International Studies Review*. 7.4 (2005): 585-599.

<sup>338</sup> Voir Annexe D.

les années 1970, est caractérisée par un « *strong international leadership*<sup>339</sup> » des États-Unis. Ainsi, de prime abord, du fait de leur stature internationale, les États-Unis étaient destinés à devenir, aux yeux du monde des leaders environnementaux. Que ce soit par exemplarité ou par contrainte, dans les deux cas, les Américains avaient en leur possession les outils nécessaires pour guider les autres nations dans le domaine environnemental et climatique, comme ils ont su le faire dans bien d'autres domaines. Jouissant d'une forme de légitimité, ils disposent en plus d'un poids économique et politique si important qu'ils sont de formidables outils de persuasion pour enrôler les autres nations dans un projet politique à l'échelle mondiale<sup>340</sup>. Compte tenu de ces éléments, il convient de s'interroger sur leur choix de se mettre en retrait dans le cadre d'une coopération internationale après en avoir amorcé les prémices.

Les Américains ne commencent à devenir un obstacle à la coopération internationale qu'après les années 1980. Alors que Ronald Reagan transforme l'enjeu environnemental en enjeu partisan sous sa présidence, la protection de l'environnement devient un sujet de controverse au sein du pays, un sujet de polarisation politique, un enjeu qui désormais oppose les démocrates et les républicains au sein du pays. Les premières conséquences de cette polarisation politique apparaissent dans la politique étrangère américaine dès les années 1980-90 dans le cadre de négociations internationales en faveur de l'environnement. Les États-Unis ont dès lors commencé à se montrer particulièrement frileux quant aux engagements à long terme ou à l'adoption de mesures contraignantes, qui pénaliseraient leurs intérêts économiques ou nationaux. George H. Bush ou Bill Clinton ont démontré une certaine volonté d'engagement à l'international lors de leurs mandats dans les années 1990, mais ils n'ont pas pour autant amené les États-Unis à endosser le rôle que le monde attendait d'eux.

Ainsi depuis des années les Américains sont considérés par les différents acteurs de la lutte contre le changement climatique comme un obstacle majeur à la mise en place de mesures fortes<sup>341</sup>. Leur refus de signer la Charte mondiale de la Nature proposée par les Nations unies en 1982 préfigurait le rôle qu'ils envisageaient d'adopter. Cette charte vise la mise en place de mesures pour la restauration et la conservation de la nature, de l'environnement et de la diversité biologique tout en préfigurant l'idée du développement durable. Non contraignante juridiquement, elle revêt simplement une haute valeur morale, tout en symbolisant également l'émergence d'un mouvement environnemental mondial. Le refus des États-Unis d'adhérer à la Charte mondiale pour la nature en 1982 préfigure le début de la transition du pays de son rôle de leader environnemental mondial à celui d'obstacle. Dès

---

<sup>339</sup> Speth, *Red Sky at Morning* 86.

<sup>340</sup> Falkner, « American Hegemony and the Global Environment ».

<sup>341</sup> Norman J. Vig et Michael E. Kraft, éd., *Environmental Policy: New Directions for the Twenty-first Century*, 8th ed. (Thousand Oaks, CA: CQ Press, 2013) 289.

les années 1990, de nombreux exemples viennent attester le rôle de rebelle que jouent les États-Unis dans la mise en place de politiques environnementales internationales plus strictes. En 1992, lors de la conférence de Rio, les Américains s'opposent à la mise en place d'objectifs contraignants et quantifiés concernant la réduction des émissions de GES. Cinq ans plus tard, alors que les États-Unis acceptent le Protocole de Kyoto sous la présidence de Bill Clinton, en 2001 il ne sera pas ratifié par le Sénat à majorité républicaine. En effet, le 25 juillet 1997, le Sénat rejette le protocole de Kyoto à l'unanimité par un vote de 95-0 en faveur de la résolution Byrd-Hagel. Cette résolution prévoit que les États-Unis ne devraient pas adopter un tel accord, d'une part parce que les nations en voie de développement ne sont pas soumises aux mêmes contraintes, d'une part et d'autre part parce que Kyoto serait néfaste pour l'économie américaine<sup>342</sup>. L'échec de Kyoto représente sans doute l'exemple le plus frappant du refus des États-Unis de se contraindre à des objectifs environnementaux internationaux. En décembre 2005, lors de la 11<sup>ème</sup> Conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui se tenait à Montréal, les États-Unis ont mis fin aux négociations, refusant une fois de plus de se soumettre à des objectifs quantifiés en termes de réduction de GES<sup>343</sup>. Alors que les négociations sur le climat sont engagées depuis 1992, en 2007, lors de la Conférence sur le changement climatique de Bali, de nombreuses nations manifestent leur exaspération face à l'attitude qu'ils jugent irresponsable des États-Unis qu'ils accusent de ralentir les progrès pour une coopération internationale. Kevin Conrad, représentant la Papouasie-Nouvelle-Guinée lors de cette conférence, verbalisera de manière assez brutale la lassitude des nations et surtout des petites nations face au manque d'engagement des États-Unis. « *We asked for leadership. And there's an old saying, if you're not willing to lead, then get out of the way! And I would ask the United States, we ask for your leadership, we seek your leadership, but if for some reason you're not willing to lead, leave it to the rest of us, please get out of the way!*<sup>344</sup>. »

---

<sup>342</sup> Robert Byrd, « S.Res.98 - 105th Congress (1997-1998): A resolution expressing the sense of the Senate regarding the conditions for the United States becoming a signatory to any international agreement on greenhouse gas emissions under the United Nations Framework Convention on Climate Change. », webpage, 25 juill. 1997, en ligne, Internet, 30 janv. 2018. Available: <https://www.congress.gov/bill/105th-congress/senate-resolution/98>.

<sup>343</sup> Andrew C. Revkin, « U.S. Delegation Walks Out of Climate Talks » *The New York Times*, 9 déc. 2005, en ligne, Internet, 29 janv. 2018. Available: <https://www.nytimes.com/2005/12/09/international/americas/us-delegation-walks-out-of-climate-talks.html>.

<sup>344</sup> Associated Press Archive, *Bali Speeches*, vol., 2007, en ligne, Internet, 26 janv. 2018. Available: <http://www.aparchive.com/metadata/youtube/a6f2ebfd5563d07cd02c5febf127216b>.

### 5.3.3. L'ironie de la position américaine

La position des États-Unis sur les questions climatiques à l'internationale n'est pas seulement paradoxale, elle est également doublée d'une forme d'ironie qui a pour effet, là aussi, d'engendrer de nombreuses critiques de la part des autres pays et instances internationales. En 2008, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, évoquait l'ironie du comportement des plus gros pollueurs, la responsabilité séparée des pays dans le bilan environnemental actuel, et les conséquences différenciées, en pointant du doigt les pays les plus développés, en particulier les États-Unis.

*The irony is that those countries who have least contributed to the current phenomenon of global warming will be the hardest hit, and do not even have any capacity to address the situation. The United States and other industrialized countries, while they have contributed most, still they have capacity. They have resources. Their condition is much better now. Particularly developing countries, least developed countries, landlocked countries and small island developing countries do not have any resources to deal with these issues. And, as so often, it will weigh heaviest on the most vulnerable, who have neither the resources nor the capacity to cope.*<sup>345</sup>

La déclaration de Ban Ki-moon, qui appelle les gros pollueurs à la responsabilisation, fait écho à l'article 3 de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques de 1992 qui stipule que les pays ont une responsabilité commune mais différenciée vis-à-vis du climat. La CCNUCC, reconnaît entre autres, que les pays les plus développés, les plus riches, parce qu'historiquement ils ont davantage contribué au changement climatique, devraient avoir une responsabilité plus grande dans la lutte contre cet enjeu. « *The Parties should protect the climate system for the benefit of present and future generations of humankind, on the basis of equity and in accordance with their common but differentiated responsibilities and respective capabilities. Accordingly, the developed country Parties should take the lead in combating climate change and the adverse effects thereof*<sup>346</sup>. »

La question de la réduction des GES, bien qu'inévitable, a toujours été et demeure une question sensible pour les Américains. Ils comptent comme l'un des deux plus grands pollueurs mondiaux, après avoir été relégués au second rang par la Chine dès 2007<sup>347</sup>. Comptant pour 5% de la population

---

<sup>345</sup> Ban Ki-moon, « 'Bold' Action, Global Solidarity Needed to Secure Common Good for All in Time of 'Intense Crises', Secretary-General Tells Harvard School of Government », 22 oct. 2008, en ligne, Internet, 12 janv. 2018. Available: <https://www.un.org/press/en/2008/sgsm11876.doc.htm>.

<sup>346</sup> United Nations, « United Nations Framework Convention on Climate Change » [https://unfccc.int/files/essential\\_background/background\\_publications\\_htmlpdf/application/pdf/conveng.pdf](https://unfccc.int/files/essential_background/background_publications_htmlpdf/application/pdf/conveng.pdf), 1992.

<sup>347</sup> Vig et Kraft, *Environmental Policy* 324.

mondiale, les Américains détiennent aussi 50% des richesses mondiales<sup>348</sup>. Leur développement économique et technologique leur permet de s'assurer un mode de vie envié des autres nations mais également très énergivore. En 2012, ils étaient responsables de l'émission de l'équivalent de 19,86 tonnes de dioxyde de carbone par habitant (tCO<sub>2e</sub>) soit plus de trois fois la moyenne mondiale qui est à 6,36 tCO<sub>2e</sub><sup>349</sup>. Selon *World Resources Institute*, les États-Unis représentent historiquement le principal émetteur de CO<sub>2</sub> dans le monde, avec un total de 27%, sur la période allant de 1850 à 2011<sup>350</sup>. Ces données ne laissent aucun doute quant à leur responsabilité vis-à-vis du monde et des générations futures. Pourtant, les Américains ont longtemps éludé la question de leur responsabilité dans la situation climatique mondiale actuelle, montrant parfois un désintérêt pour les négociations puisque « *le mode de vie américain n'est pas négociable*<sup>351</sup> », selon George H. Bush.

Il faut attendre la Conférence des Parties en 2015 à Paris, pour voir le président Obama prendre des mesures concrètes à la hauteur de la responsabilité de son pays. « *I've come here personally, as the leader of the world's largest economy and the second-largest emitter, to say that the United States of America not only recognizes our role in creating this problem, we embrace our responsibility to do something about it*<sup>352</sup>. » Un véritable tournant s'opère sous la présidence de Barack Obama, bien qu'il fût critiqué lors de son premier mandat pour son bilan mitigé. Le leadership environnemental est recherché sous sa présidence dans une démarche de responsabilisation, de devoir moral, de réparation pour les dommages causés à la nature, mais aussi dans un souci de regain d'autorité morale. En 2014, Barack Obama insistait sur la nécessité de faire preuve de devoir moral à l'égard de la communauté internationale. « *You see, American influence is always stronger when we lead by example. We can't exempt ourselves from the rules that apply to everybody else. We can't call on others to make commitments to combat climate change if a whole lot of our political leaders deny that it's taking place*<sup>353</sup>. »

---

<sup>348</sup> René Rémond, *Histoire des États-Unis* (Paris: Presses universitaires de France, 2011) 131.

<sup>349</sup> « CAIT Equity Explorer - Explore the Dimensions of Climate Equity », [En ligne : <http://cait.wri.org/equity/?countries=%5B%22United%20States%22%5D&indicators=%5B%22GHG%20Emissions%20-%20Per%20Capita%202012%20without%20LUCF%22%5D>]. Consulté le 23 janvier 2018.

<sup>350</sup> Ge Mengpin, Johannes Friedrich, et Thomas Damassa, « 6 Graphs Explain the World's Top 10 Emitters. » *World Resources Institute*, 25 nov. 2014, en ligne, Internet, 23 janv. 2018. Available: <https://wri.org/blog/2014/11/6-graphs-explain-world%E2%80%99s-top-10-emitters>.

<sup>351</sup> Hélène Crié-Wiesner, *American écolos. Les Américains et l'environnement : chroniques du meilleur et du pire* (Paris: Delachaux et Niestlé, 2011) 43.

<sup>352</sup> Barack Obama, « Remarks by President Obama at the First Session of COP21 » *whitehouse.gov*, 30 nov. 2015, en ligne, Internet, 10 janv. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/11/30/remarks-president-obama-first-session-cop21>.

<sup>353</sup> Barack Obama, « Remarks by the President at the United States Military Academy Commencement Ceremony » *whitehouse.gov*, 28 mai 2014, en ligne, Internet, 16 janv. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/05/28/remarks-president-united-states-military-academy-commencement-ceremony>.

La position oscillante des Américains sur les questions environnementales et désormais climatiques depuis l'apparition d'une gouvernance mondiale révèle la complexité de ces problématiques dans leur ensemble. Afin de comprendre la position des États-Unis dans la lutte pour le changement climatique, divers enjeux sont à prendre en compte. Le changement climatique et la dégradation environnementale sont des sources majeures de préoccupations sur le plan international. Cependant, ces enjeux existent également à l'échelle nationale pour chaque pays et sont là encore mêlés à d'autres enjeux qu'il s'agit d'analyser dans leur ensemble. Les questions diplomatiques, géopolitiques, de sécurité nationale, économiques, financières, d'approvisionnement, d'ordre international, ou encore sanitaires sont toutes enchevêtrées aux questions climatiques. L'imbrication de ces questions pèse de manière indéniable sur les stratégies adoptées par les Américains sur le plan national et international.

Le poids de cet enchevêtrement devient d'autant plus visible dès les années 1990, puisqu'une forme de désengagement des États-Unis à l'échelle mondiale s'opère quant aux questions environnementales et vient contraster avec leur position de leader des années 1970. Bien que les États-Unis continuent d'assister en tant que Partie aux différentes Conférences organisées par l'ONU, aucun engagement fort concernant la réduction des GES, enjeu principal des négociations, ne sera pris jusqu'en 2015. Sous la présidence de Bill Clinton, quelques engagements environnementaux bilatéraux avec la Chine ou le Mexique seront signés. Sous George W. Bush, Kyoto est banni. La présidence de George W. Bush (2001-2009) est fortement marquée par un refus systématique de pénaliser l'économie au profit de l'environnement. Ce choix de l'administration Bush justifie entre autres le refus d'agir concernant la baisse des GES. Durant ses mandats les politiques volontaristes des États fédérés seront encouragées ainsi que le financement de la recherche scientifique et le développement technologique qu'il considère comme les bonnes solutions aux enjeux environnementaux et économiques contrairement à ce que propose Kyoto. « *The wrong way is to raise taxes, duplicate mandates, or demand sudden and drastic emissions cuts that have no chance of being realized and every chance of hurting our economy. The right way is to set realistic goals for reducing emissions consistent with advances in technology, while increasing our energy security and ensuring our economy can continue to prosper and grow*<sup>354</sup>. »

Ce désengagement du gouvernement quant aux questions environnementales après les années 1990 est également vrai à l'échelle fédérale. En effet, dès cette période, la problématique environnement-énergie est devenue un objet de polarisation politique si important que les politiques

---

<sup>354</sup> George W. Bush, « Remarks on Energy and Climate Change », 16 avr. 2008, en ligne, Internet, 31 janv. 2018. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-energy-and-climate-change>.



environnementales et climatiques n'avancent guère puisqu'aucun consensus ne semble possible sur ces questions devenues cruellement partisans. Ce désengagement fédéral va cependant créer l'opportunité pour les États fédérés de s'exprimer. Il va permettre l'émergence de solutions et initiatives environnementales locales, régionales ou citoyennes, inspirées pour certaines par les mesures mises en place par la communauté internationale. La Californie adopte par exemple en 2006, une loi dont les objectifs sont similaires à ceux du Protocole de Kyoto afin de réduire les émissions de GES.

Les questions environnementales et climatiques évoluent avec leur temps. Elles sont devenues, notamment sous l'effet de la gouvernance mondiale voulue par l'ONU, bien plus que des simples questions de protection de la nature au sens large. À l'ère des enjeux mêlant les problématiques énergétiques et climatiques, ces questions relèvent désormais à la fois de la diplomatie, de la géopolitique, de la sécurité nationale, de l'économie pour les pays. De fait, les États-Unis, conscients de la complexité de la question, refusent tout accord dans lequel l'intérêt de la communauté internationale primerait sur l'intérêt national du pays. La politique climatique des États-Unis relève à la fois d'un agenda national et d'un agenda international poursuivant tous les deux des objectifs différents. La réticence des Américains à s'engager de manière concrète auprès de la communauté mondiale ne signifie pas pour autant un manque d'intérêt général pour ces questions. En effet, cet intérêt se manifeste entre autres par le budget alloué pour les questions environnementales, qui compte parmi les plus élevés au monde. L'*U.S. Government Accountability Office* (GAO), reporte que depuis 1993 les dépenses relatives au financement des recherches sur le changement climatique, de l'assistance internationale, et du développement de technologie à la recherche n'ont cessé d'augmenter<sup>355</sup>. Elles sont passées de 2,4 milliards de dollars en 1993 à 11,6 milliards de dollars en 2014, auxquels viennent s'ajouter les 26,1 milliards de dollars pour le développement de programmes et d'activités prévus par l'*American Recovery and Reinvestment Act* de 2009<sup>356</sup>. L'augmentation de ce budget démontre essentiellement deux points. Premièrement, les États-Unis considèrent les questions climatiques au vu des sommes allouées. Deuxièmement, contrairement aux politiques de réduction d'émissions de GES soutenues par les Parties de l'ONU, les Américains semblent davantage convaincus de trouver des solutions dans la création de nouvelles technologies ou de procédés innovants afin de combattre le changement climatique, puisque la part allouée à la science et à la technologie représente l'essentiel du budget imparti.

---

<sup>355</sup> U.S. Government Accountability Office, « Key Issues: Climate Change Funding and Management », s. d., en ligne, Internet, 29 janv. 2018. Available: [https://www.gao.gov/key\\_issues/climate\\_change\\_funding\\_management/issue\\_summary](https://www.gao.gov/key_issues/climate_change_funding_management/issue_summary).

<sup>356</sup> U.S. Government Accountability Office, « Key Issues: Climate Change Funding and Management ».

L'ancienne Secrétaire d'État dans l'administration Clinton, Madeleine Albright, considérait que l'environnement est désormais un élément central de la politique étrangère des États-Unis<sup>357</sup>. Cependant les questions environnementales et climatiques sont devenues bien plus que des questions liées à la politique étrangère. En effet, elles sont devenues partie intégrante de la notion de sécurité nationale pour les États-Unis. Cet élément en lui seul paraît au pays un élément suffisant pour limiter les négociations avec les autres nations, car les intérêts nationaux priment toujours. La déplétion des ressources naturelles dans le monde, la surpopulation, les conflits entre États pour l'accès à certaines ressources, les risques de pénuries, les risques nucléaires, les mouvements migratoires dus aux risques climatiques, la hausse du niveau de la mer ou la désertification de certaines zones, sont autant d'exemples d'enjeux géopolitiques qui viennent ou viendront complexifier les enjeux de sécurité et de climat.

En somme, depuis l'émergence d'une gouvernance mondiale sur les questions environnementales, les États-Unis attendus en tant que leader n'ont assumé ce rôle qu'un temps, se désengageant dès le début des années 1990. L'Union Européenne se charge aujourd'hui de mener les négociations internationales dans la lutte environnementale, laissant aux États-Unis le rôle d'obstacle à l'avancée des négociations. D'ailleurs, en juin 2017, suite à la sortie des États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat, le président français Emmanuel Macron, lançait un programme pour lutter contre le changement climatique nommé *Make our Planet Great Again*, faisant ironiquement écho au slogan de campagne de Donald Trump *Make America Great Again*<sup>358</sup>.

Malgré le désir de l'opinion publique de voir le pays s'engager davantage dans les négociations internationales et d'adopter la place de leader qui est la sienne, le gouvernement américain reste frileux quant aux questions essentielles de réduction de GES pourtant cruciales. En décembre 2010, selon un sondage de *Gallup*, 66% des Américains considéraient que les États-Unis avaient la responsabilité particulière d'être les leaders en matière d'affaires internationales<sup>359</sup>. L'analyse de Robert Falkner, directeur des recherches à *Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment* et professeur des relations internationales à la *London School of Economics and Political Science*, paraît la conclusion la plus pertinente quant au rôle des États-Unis dans la

---

<sup>357</sup> Glen Sussman, Byron W. Daynes, et Jonathan P. West, *American Politics and the Environment* (New York: Longman, 2002) 294.

<sup>358</sup> *Make Our Planet Great Again*, vol., 2017, en ligne, Internet, 14 mai 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=LUAGNeKpzBE>.

<sup>359</sup> Gallup, « US Position in the World » *Gallup.com*, s. d., en ligne, Internet, 16 janv. 2018. Available: <http://news.gallup.com/poll/116350/Position-World.aspx>.

gouvernance environnementale mondiale. Selon lui, les États-Unis ont eu la possibilité grâce à leur position dominante de jouer à la fois le rôle de leader et d'obstacle ces trente dernières années.

*Hegemony can provide the basis for environmental leadership, but it can also easily degenerate into a source of veto power. Just as economically dominant states can use their power in the interest of environmental action, so they can seek to block progress on international efforts to manage environmental problems. The United States has acted as both a leader and a veto power over the last 30 years in the environmental arena and has shifted toward the latter more decisively in recent years<sup>360</sup>.*

---

<sup>360</sup> Falkner, « American Hegemony and the Global Environment ».





## PARTIE 2

Comment expliquer l'inertie politique concernant les enjeux énergétiques, environnementaux et climatiques ?



# 1. Fragilité des politiques

## 1.1. Politiques ou solutions à court terme ?

### 1.1.1. Des enjeux postérieurs à la Constitution

Lors de la rédaction de la Constitution américaine en 1787, les Pères Fondateurs n'avaient envisagé aucune disposition visant à gérer les enjeux environnementaux ou climatiques devenus pourtant primordiaux aujourd'hui. La plus vieille Constitution écrite au monde avait, lors de son entrée en vigueur en 1789, pour vocation principale de devenir « *la loi suprême du pays*<sup>361</sup> ». Fondée sur la séparation et l'équilibre des pouvoirs, et sur une répartition des compétences entre les États fédérés et la Fédération, elle a établi les fondements politiques du pays à sa création, en se basant sur l'expérience commune et les valeurs du peuple américain à cette époque. Pour ces mêmes raisons, la Constitution américaine ne prévoyait aucune disposition à l'égard des futurs enjeux environnementaux, énergétiques ou climatiques lors de sa rédaction, car en plus d'être antérieure à ces enjeux, elle reflète largement les valeurs anthropocentriques dominantes de l'époque<sup>362</sup>.

Les lois environnementales adoptées au cours des années 1970 représentent l'évolution des valeurs et des priorités de la société américaine à l'égard de l'environnement dès la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. Entre 1970 et 1977, le Congrès américain a adopté pas moins de quatorze lois environnementales majeures<sup>363</sup>. Jonathan Z. Cannon, directeur du programme de droit de gestion des terres et de l'environnement à la faculté de droit de Harvard, considère qu'en l'absence de reconnaissance constitutionnelle des droits environnementaux, les environmentalistes ont recherché un équivalent leur permettant d'atteindre leurs objectifs à travers ces lois fédérales<sup>364</sup>. En rédigeant la Constitution américaine les Pères Fondateurs n'avaient pas prévu qu'un jour le peuple demanderait le droit à un environnement sain ou que la nature soit protégée pour un quelconque motif. Il leur aurait été impossible par ailleurs d'imaginer au 18<sup>ème</sup> siècle, les enjeux majeurs liés aujourd'hui à l'environnement, au climat ou à l'énergie. Cette faiblesse dans la Constitution américaine, une des

---

<sup>361</sup> « United States Constitution » *ushistory.org*, s. d., en ligne, Internet, 12 févr. 2018. Available: <http://www.ushistory.org/documents/constitution.htm>.

<sup>362</sup> Jonathan Z. Cannon, *Environment in the Balance: The Green Movement and the Supreme Court* (United States of America: Harvard University Press, 2015) 29.

<sup>363</sup> Coglianese, « Social Movements, Law, and Society: The Institutionalization of the Environmental Movement ».

<sup>364</sup> Cannon, *Environment in the Balance* 31.



seules<sup>365</sup> au monde à ne pas avoir intégré des droits relatifs à l'environnement<sup>366</sup>, a permis au mouvement environnementaliste de s'infiltrer dans les valeurs de la société pour proposer des solutions.

De nombreux pays ont, à l'inverse des États-Unis, fait le choix d'incorporer la question du droit à la protection de l'environnement dans leur Constitution, même pour des questions sanitaires, notamment grâce à des amendements postérieurs. L'article 24 de la Constitution de la Grèce de 1975 prévoit par exemple que l'État doit veiller à la protection de l'environnement dans un contexte de développement durable. « *The State is bound to adopt special preventive or repressive measures for the preservation of the environment in the context of the principle of sustainable development*<sup>367</sup>. » Autre exemple, la Constitution colombienne de 1991 prévoit également qu'il relève du devoir de l'État d'assurer « *la diversité et l'intégrité de l'environnement* » dans son article 79. L'article 80 de cette Constitution prévoit en complément la gestion des ressources naturelles dans un cadre de développement durable, tout comme l'obligation d'imposer des sanctions en cas de détérioration de l'environnement<sup>368</sup>. Dernier exemple, le 21<sup>ème</sup> principe inscrit dans le préambule de la Constitution du Cameroun prévoit lui aussi le devoir de l'État de protéger l'environnement. « *Every person shall have a right to a healthy environment. The protection of the environment shall be the duty of every citizen. The State shall ensure the protection and improvement of the environment*<sup>369</sup>. »

Le mouvement environnemental américain a non seulement donné vie à une conscience environnementale populaire mais il a également transformé les valeurs de la société en pressant le Congrès d'adopter une série de lois majeures durant la décennie environnementale. Cependant, l'absence de droit constitutionnel de l'environnement ne représente-il pas également une faiblesse pour le mouvement environnemental dans la mesure où une meilleure protection de l'environnement dépend à la fois de la volonté des législateurs de traiter ces enjeux et des décisions de la justice pour trancher en leur faveur ?

---

<sup>365</sup> Jacqueline Morand-Deville, « L'Environnement dans les constitutions étrangères » *Conseil constitutionnel*, 2014, en ligne, Internet, 9 janv. 2020. Available: <https://www.conseil-constitutionnel.fr/nouveaux-cahiers-du-conseil-constitutionnel/l-environnement-dans-les-constitutions-etrangeres>.

<sup>366</sup> Cannon, *Environment in the Balance* 29.

<sup>367</sup> Greece, Xenophōntas I. Paparrēgopoulos, et Stauroula Vasilounē, éd., *The Constitution of Greece: As Revised by the Parliamentary Resolution of April 6th 2001 of the Viith Revisionary Parliament*, vol. (Athens: Hellenic Parliament, 2004).

<sup>368</sup> Translated Marcia W Coward, Peter B Heller, et Anna I Vellve Torras, trans., « Colombia's Constitution of 1991 with Amendments Through 2005 », 2019.

<sup>369</sup> « Cameroon's Constitution of 1972 with Amendments Through 2008 » *constituteproject.org*, 2019, en ligne, Internet, 9 janv. 2020. Available: [https://www.constituteproject.org/constitution/Cameroon\\_2008.pdf?lang=en](https://www.constituteproject.org/constitution/Cameroon_2008.pdf?lang=en).

Les premières lois ayant trait à l'énergie apparaissent dans le courant des années 1970 et sont essentiellement le fait d'un seul facteur. Les crises énergétiques des années 1970, poussant les Américains à réfléchir sur le modèle de consommation, constitue ce principal facteur. Néanmoins l'évolution des valeurs sociétales à cette période encourage les législateurs à intégrer les enjeux environnementaux en lien avec l'énergie dans ces lois. Les différentes mesures de conservation d'énergie sont un exemple. Les réflexions et mesures permettant de règlementer l'impact de la production énergétique nationale sur l'environnement sont un autre exemple. Les incitations publiques au développement de technologies de l'énergie alternatives aux énergies fossiles, représentent un troisième exemple.

La question climatique, qui n'apparaît qu'à partir des années 1980, ne pouvait être anticipée. Les problématiques énergétiques et environnementales non plus. D'ailleurs, l'anticipation de la question climatique aurait été d'autant plus improbable qu'elle relève de la fusion des enjeux environnementaux et énergétiques dans un contexte mondialisé. Les changements climatiques sont intrinsèquement liés aux émissions des GES en rapport avec l'activité anthropique. Le secteur de l'énergie est responsable de manière directe ou indirecte de la plus grande partie de ces GES dans l'atmosphère. Les enjeux du changement climatique connaissent tout d'abord une reconnaissance mondiale (Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone en 1985, Protocole de Montréal en 1987, rapport Brundtland en 1987, Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992) avant de devenir des enjeux plus locaux.

L'absence de droits constitutionnels de l'environnement et du climat ne représente qu'une des raisons pouvant justifier la faiblesse de la politique environnementale américaine. En effet, d'autres éléments semblent pouvoir justifier que ces questions ne soient pas traitées comme d'autres enjeux le seraient sur le plan politique. La conception même des politiques environnementales et énergétiques américaines est ici questionnée. De nombreuses mesures énergétiques aux États-Unis, n'ont jamais été singulières mais plurielles. Il s'agit en général de plans, de programmes, de visions sur le court-moyen terme, ce qui ne permet pas de mettre en place une stratégie nationale sur le long terme. Puisque d'une administration à l'autre ou d'un Congrès à l'autre ces mesures sont susceptibles de ne pas être reconduites, il s'agit d'un facteur d'instabilité significatif. La politique énergétique menée par Carter est différente de celle voulue par l'administration Reagan par exemple, pourtant seul 4 ans séparent leur mandat respectif. Ce constat est également valable pour les politiques énergétiques menées au cours des 20 dernières années. De George W. Bush à Donald Trump, trois présidents se sont succédés sans rechercher la continuité avec la stratégie énergétique de l'administration précédente.

Pour ce qui est des politiques environnementales entre 1964 et 1980 un arsenal législatif de 22 lois majeures<sup>370</sup> est venu se constituer pour répondre à ces enjeux. Cependant, après cette période, bien que d'autres lois environnementales aient été adoptées, elles sont de faible envergure en comparaison à celles adoptées lors de la décennie environnementale. Il n'y a pas eu de continuité dans le traitement de ces questions alors que les enjeux environnementaux sont venus incorporer les enjeux climatiques et énergétiques. De plus, depuis la création des premières politiques environnementales fédérales, les solutions politiques quant à la protection de l'environnement se sont multipliées. En effet, de la présidence de Richard Nixon à celle de Donald Trump, les administrations au pouvoir ont tour à tour imaginé et appliqué des solutions politiques aux problèmes environnementaux, climatiques et énergétiques sans vision commune, continuité, voire efficacité à long terme. Par exemple, Obama a engagé la responsabilité américaine en 2015 lors de la COP 21. Deux ans après, Trump s'empressait de retirer le pays de l'Accord de Paris, quelques mois seulement après son arrivée au pouvoir.

### **1.1.2. Obstacles structurels et culturels dans la mise en place de politiques fédérales**

Le traitement de la question des énergies renouvelables est un bon exemple du manque de cohérence et de continuité des politiques fédérales. Les énergies renouvelables intègrent les enjeux environnementaux, énergétiques et climatiques. Elles sont considérées depuis des décennies comme une alternative à exploiter pour répondre aux problèmes de sécurité énergétique, de dépendance énergétique et aux questions climatiques. C'est pourquoi, tous les présidents américains ont fait des énergies renouvelables un élément de la stratégie énergétique depuis Richard Nixon. Pourtant, les États-Unis accusent un retard par rapport à d'autres pays alors que la piste des énergies renouvelables a été à l'étude depuis les années 1970. Selon E. Donald Elliott<sup>371</sup>, professeur de droit à *Yale Law School*, les États-Unis n'ont pas de politique des énergies renouvelables, essentiellement pour des raisons structurelles et culturelles. Depuis Nixon, les présidents américains ont mis en place des plans et non des politiques intégrant le développement des énergies renouvelables. Ces plans représentent des réponses partisans sur le court terme pour des enjeux qui nécessitent une vision non partisane sur le long terme. De plus, les politiques énergétiques sont souvent mises en place et suivies par de nombreux acteurs, notamment l'État fédéral et les États. Cette multiplication des acteurs conduit à

---

<sup>370</sup> Christopher McGrory Klyza et David J. Sousa, *American Environmental Policy, 1990-2006: Beyond Gridlock*, *American and comparative environmental policy* (Cambridge, Mass: MIT Press, 2008) 1.

<sup>371</sup> E. Donald Elliott, « Why the U.S. Does Not Have a Renewable Energy Policy » *Faculty Scholarship Series*. Paper 5007, Yale Law School Faculty Scholarship (2013): 8.

une fragmentation de la politique énergétique et nuit à son uniformité. Les changements de politique selon les administrations qui arrivent au pouvoir constituent un autre facteur d'inconstance. Un changement de politique peut impliquer un changement de priorités. Cette instabilité représente un obstacle puisque les administrations successives peinent à envoyer un message clair et sur le long terme aux marchés. Le dernier obstacle culturel présenté par Elliott est celui de la non-représentation des générations futures. En effet, les électeurs sont souvent appelés aux urnes pour voter pour leur représentant. Or ces représentants, soucieux d'être réélus hésitent à s'engager pour des enjeux d'avenir qui nécessitent des investissements coûteux sur le long terme et dont les résultats bénéficieront surtout aux générations futures. Elliott décrit également des obstacles de nature culturelle dans la mise en place d'une politique des énergies renouvelables. Selon lui, l'habitude d'accéder à une énergie à prix bas est un facteur important. Les Américains supporteraient mal les augmentations des prix de l'énergie, or les énergies fossiles sont souvent financièrement plus accessibles que les renouvelables. Autre facteur évoqué, l'idéologie américaine du *free market*. Nombreux sont ceux qui considèrent que l'État fédéral n'a pas à subventionner les énergies vertes et que le marché devrait seul s'en charger. Le dernier obstacle culturel relève d'un choix de priorité. Les Américains préféreraient tout simplement favoriser les enjeux de sécurité énergétique plutôt que les enjeux climatiques.

Ces raisons comptent parmi les obstacles principaux à la mise en place d'une politique des énergies renouvelables cohérente et constante sur le long terme. Néanmoins, ces obstacles sont transposables à d'autres domaines comme la mise en place de politiques climatiques ou énergétiques au sens large qui sont elles aussi confrontées aux mêmes obstacles structurels et culturels. Il semblerait donc que la mise en place de politiques énergétiques publiques efficaces soit improbable sauf en cas de crise majeure ou d'augmentation significative des prix de l'énergie. « *Thus, it seems that without a crisis or extremely high energy prices, comprehensive energy policies remain an elusive goal*<sup>372</sup>. »

### 1.1.3. Polarisation politique

La polarisation politique des enjeux environnementaux depuis la présidence de Ronald Reagan est un autre des éléments pouvant expliquer la faiblesse de la politique environnementale ou des aspects énergétiques et climatiques de celle-ci. La présidence de Reagan a eu pour effet d'accentuer cette

---

<sup>372</sup> Lowry et Joslyn, « The Determinants of Salience of Energy Issues ».

tendance à l'instabilité. Si les républicains et démocrates qui se sont succédés à la Maison Blanche peuvent parfois être d'accord sur les objectifs environnementaux ou énergétiques à atteindre, il n'en demeure pas moins que les moyens proposés diffèrent selon l'affiliation politique. En effet, les aspects d'indépendance et la sécurité énergétique sont généralement préférés dans ces politiques, cependant il y a divers moyens d'y parvenir. Faut-il intégrer les enjeux environnementaux et climatiques dans les politiques énergétiques ? L'énergie doit-elle simplement être abordée par le prisme des enjeux économiques et de sécurité nationale ? Ces questions sont un des objets de dissension entre les partis politiques.

À la fin des années 1980, alors que la polarisation politique se renforce, l'adoption de nouvelles lois environnementales se complique de manière durable. Quelques lois bipartisanes seront adoptées mais relativement peu en comparaison du nombre exceptionnel de lois adoptées au cours de la décennie environnementale. La rareté de ces lois adoptées de manière bipartisane est essentiellement due à la polarisation politique. Quelques exemples font cependant exception à la mésentente des républicains et démocrates siégeant au Congrès. Des amendements au CAA seront adoptés en 1990, renforçant l'autorité et la responsabilité de l'État fédéral. Le *California Desert Protection Act* sera adopté en 1994 sous la Présidence de Bill Clinton, transformant les parcs nationaux de la vallée de la Mort et de Joshua Tree, et la réserve des Mojaves en zones protégées. Le *Food Quality Protection Act* sera également adopté en 1996 sous Clinton, afin de renforcer les normes sanitaires pour les pesticides utilisés dans l'agriculture afin d'accentuer en particulier la protection des enfants et nourrissons. En 2005, le Congrès adopte l'*Energy Policy Act*, première loi majeure relative aux énergies votée de manière bipartisane en plus d'une décennie et qui tient compte des enjeux environnementaux quant à l'exploitation et la production d'énergie. Cette loi votée sous George W. Bush promeut l'exploitation et l'augmentation de la production nationale d'énergies fossiles de manière « *respectueuse de l'environnement*<sup>373</sup> », mais elle promeut également le développement des énergies renouvelables. L'*Energy Policy Act* de 2005 contient aussi un certain nombre de mesures de conservation et d'augmentation de l'efficacité énergétique. En 2007, George W. Bush signe le *Energy Independence and Security Act*, une loi énergétique adoptée de manière bipartisane, qui vise notamment à accroître la production d'énergies renouvelables afin de réduire les importations de pétrole, augmenter les normes de réduction de consommation de carburant pour les voitures et camions légers, et établir des nouvelles exigences d'efficacité pour les appareils ménagers et l'éclairage dans les foyers et bâtiments du gouvernement. En 2019, le Congrès adopte le *John D.*

---

<sup>373</sup> George W. Bush, « President Signs Energy Policy Act », 8 août 2005, en ligne, Internet, 9 janv. 2020. Available: <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2005/08/20050808-6.html>.

*Dingell, Jr. Conservation, Management, and Recreation Act* qui réautorise le programme de conservation nommé *Land and Water Conservation Fund* de manière permanente et prolonge le programme *Every Kid Outdoors*. Cette loi, prévoit entre autres la protection de 5260 km<sup>2</sup> de nature sauvage, agrandit certains parcs naturels et soustrait d'autres zones de l'exploitation minière.

Bien qu'il existe des exemples de lois illustrant la capacité des républicains et démocrates à s'entendre sur des enjeux aussi clivants que l'énergie ou l'environnement, leur faible quantité témoigne du renforcement de la polarisation politique grandissante après les années 1980 sur ces questions. Entre 1990 et 2019, aucune grande loi environnementale ou climatique fédérale ne sera adoptée. Sur cette période, 3 présidents républicains et deux démocrates ont été élus. L'alternance des mandats entre présidents républicains et démocrates n'a pas favorisé la continuité des politiques. La faible législation sur les questions environnementales et climatiques est l'illustration même de la vulnérabilité et de l'instabilité auxquelles sont soumises ces questions clivantes.

Alors que les administrations qui se succèdent au pouvoir peinent à faire adopter les éventuelles lois ou mesures environnementales dans leur programme par le Congrès, elles mettent en place des plans, programmes, mesures, ou normes, afin de faire appliquer leur agenda sans légiférer. L'inertie du Congrès en matière de législation représente donc ici une autre des raisons de la faiblesse de la politique environnementale et climatique aux États-Unis. Chaque nouvelle administration qui arrive au pouvoir le fait avec son programme et n'est pas tenue de respecter celui déjà mis en place par l'administration précédente. Compte tenu des divergences entre les républicains et les démocrates sur les questions environnementales, climatiques et énergétiques, l'alternance politique a donc pour effet d'affaiblir la politique fédérale dans la mesure où elle la rend instable et plurielle. De plus, alors que chaque administration présente son programme comme une solution viable face aux enjeux environnementaux, ou sa politique énergétique comme la panacée aux enjeux d'indépendance énergétique, il s'apparente davantage à une vision politique et partisane à court terme. La multiplicité des plans énergétiques ou programmes environnementaux manifeste davantage l'incohérence et l'instabilité de la politique sur ces questions dans le pays.

#### 1.1.4. Cas de la *Roadless area conservation*

Les États-Unis connaissent une alternance politique depuis l'élection de George H. Bush, ainsi chaque nouvelle administration arrive au pouvoir avec la possibilité de modifier ce qui a été fait par la précédente selon ses priorités. Ainsi, en dépit de l'ancrage politique et social dont bénéficient les questions environnementales et climatiques aujourd'hui, elles demeurent soumises à certains facteurs d'ordre institutionnel, historique ou politique qui viennent les affaiblir. Le cas de la *Roadless Area Conservation*<sup>374</sup> est un exemple de l'incohérence et l'instabilité engendrées par l'alternance politique. Le service forestier américain<sup>375</sup> met en place la *Roadless Area Conservation Rule* en 2001, avec un large soutien populaire, afin de protéger 234 717 km<sup>2</sup> de forêts nationales de toute construction de route et de l'exploitation commerciale forestière et minière. Cette zone qui s'étend sur 39 États, abrite plus de 2000 espèces menacées, en voie de disparition ou sensibles<sup>376</sup>. Elle représente une source inestimable d'approvisionnement en eau potable, et un espace récréatif pour les Américains. Mais il s'agit également une manne financière pour l'industrie du bois et potentiellement pour celle des énergies fossiles. Cette mesure de conservation, l'une des plus grandes de l'histoire du pays, est adoptée au cours des derniers jours de la présidence de Bill Clinton. Cependant dès le 20 janvier 2001, cette mesure est remise en cause par la nouvelle administration qui prend place. Le nouveau chef de cabinet de George W. Bush, Andrew Card, demande via un mémorandum à tous les cabinets que les dernières règles et mesures prises par l'administration Clinton et publiées dans le Registre Fédéral soient ajournées de 60 jours, ce qui inclut la *Roadless Area Conservation Rule*<sup>377</sup>. Cette mesure légale employée par Andrew Card visait à temporiser l'entrée en vigueur de la *Roadless Area Conservation Rule* pour offrir la possibilité aux industries concernées de contester cette mesure de conservation devant les tribunaux et permettre à la nouvelle administration de trouver une solution alternative qui leur serait plus favorable<sup>378</sup>. Malgré ses réticences, l'administration Bush consent finalement à faire appliquer cette réglementation de conservation tout en prévenant toutefois qu'elle serait révisée ultérieurement afin de répondre aux nombreuses critiques concernant cette règle émanant de l'industrie minière et du bois principalement. La réglementation pour la protection de la *Roadless*

---

<sup>374</sup> « Roadless - Historical Information » *United States Department of Agriculture Forest Service*, s. d., en ligne, Internet, 20 sept. 2020. Available: <https://www.fs.usda.gov/roadmain/roadless/roadlessarchives/historicalinformation>.

<sup>375</sup> *U.S. Forest Service*.

<sup>376</sup> The Wilderness Society, « Roadless Bill | Wilderness.org », s. d., en ligne, Internet, 20 févr. 2018. Available: <https://wilderness.org/article/roadless-bill>.

<sup>377</sup> Card, Andrew, « Memorandum for the Heads and Acting Heads of Executive Departments and Agencies » *Federal Register*, 20 janv. 2001, en ligne, Internet, 20 sept. 2020. Available: <https://www.federalregister.gov/documents/2001/01/24/01-2368/memorandum-for-the-heads-and-acting-heads-of-executive-departments-and-agencies>.

<sup>378</sup> Shafie, *Presidential Administration and the Environment* 46.

*Area* tombe dès lors dans un marasme juridique pendant des années. Les industries minières et du bois s'opposent aux groupes environnementaux sur la *Roadless Area* lors de nombreux procès qui ordonnent tour à tour la validation ou la suspension de la loi. En 2005 l'administration Bush établit une règle afin de résoudre le conflit, et mettre fin à la multiplication des procès quant à la *Roadless Area*<sup>379</sup>. Cette règle prévoit de mettre en place un processus de requête qui permettrait aux gouverneurs de faire une demande auprès du service forestier américain sur les zones spécifiques à protéger au cas par cas. En mai 2005, les mesures mises en place par l'administration Bush viennent remplacer les mesures de protection mises en place par l'administration Clinton, laissant la décision de la protection à chaque gouverneur d'État. L'ancien président Bill Clinton exprimait déjà son opposition en 2004 dans le *Los Angeles Times* quant aux nouvelles mesures envisagées par l'administration Bush.

*In recent weeks, the Bush administration has announced its proposal to eliminate it, setting the stage for trees to be cut and roads to be built in forests throughout our land. The administration claims that forests can still be protected even without the rule. However, under its plan, current policy would be stood on its head: Governors would be required to petition the Forest Service to keep certain forests roadless ignoring the stark political reality that few governors are likely to stand up to the pressure of timber companies and other special interests to protect national forests in their states.*<sup>380</sup>

Contrairement aux résultats escomptés, ces nouvelles règlementations ne mettent pas fin aux litiges sur la *Roadless Area* puisque les démocrates et les groupes environnementalistes s'y opposent fortement, voyant là un cadeau de la nouvelle administration à l'industrie du bois aux dépens de la protection de cette zone<sup>381</sup>. Dès 2005 une nouvelle série de procès commence pour annuler l'application des nouvelles règles décidées par l'administration Bush. En septembre 2006, la décision d'une cour fédérale de district ordonne le rétablissement des règles de protection établies par l'administration Clinton<sup>382</sup>. Une nouvelle série de procès recommence, alors que le litige n'est pas résolu. En 2009, l'administration Obama, en faveur la *Roadless Area Conservation Rule*, arrive au pouvoir. Néanmoins les procès continuent. Une dernière décision juridique vient mettre fin aux litiges sur la *Roadless Area Conservation* à l'échelle nationale en mars 2013. Après avoir mis fin à une

---

<sup>379</sup> Forest Service, USDA, « Special Areas; State Petitions for Inventoried Roadless Area Management » *Federal Register*, 13 mai 2005, en ligne, Internet, 20 sept. 2020. Available: <https://www.federalregister.gov/documents/2005/05/13/05-9349/special-areas-state-petitions-for-inventoried-roadless-area-management>.

<sup>380</sup> Los Angeles Times, « Our Forests May Be on a Road to Ruin », 4 août 2004, en ligne, Internet, 23 févr. 2018. Available: <http://articles.latimes.com/2004/aug/04/opinion/oe-clinton4>.

<sup>381</sup> Klyza et Sousa, *American Environmental Policy, 1990-2006* 131.

<sup>382</sup> Earthjustice, « Timeline of the Roadless Rule », 25 sept. 2017, en ligne, Internet, 20 févr. 2018. Available: <https://earthjustice.org/features/timeline-of-the-roadless-rule>.



contestation de l'État de l'Alaska contre la *Roadless Area*, la cour estime qu'il n'y aura pas d'autres contestations acceptées puisque le délai de prescription est dépassé. En septembre 2017, après une dernière tentative de l'État de l'Alaska pour s'opposer à la *Roadless Area Conservation Rule*, le tribunal de district des États-Unis pour le district de Columbia clôt le dossier réaffirmant la protection de la zone<sup>383</sup>.

Le cas de la *Roadless Area Conservation Rule* vient démontrer la vulnérabilité de la politique environnementale actuelle en trois points. Premièrement, la réglementation de protection décidée par l'administration Clinton n'a rencontré aucune difficulté à être mise en place car le président a usé des outils présidentiels pour les mettre en place avec l'appui de son administration et notamment du service forestier américain, face à un Congrès majoritairement républicain. Cependant, l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle administration a rendu cette mesure vulnérable et ouvert la voie à l'opposition. Le litige concernant la *Roadless Area Conservation Rule* a duré plus d'une décennie, a vu trois présidents se succéder, et a occasionné plusieurs dizaines de procès voyant cette règle se valider et s'invalider successivement, selon les décisions judiciaires rendues. Deuxièmement, le conflit autour de la *Roadless Area Conservation Rule*, révèle la forte polarisation et politisation des questions environnementales. Chaque administration au pouvoir, selon son affiliation politique, a combattu ou défendu cette zone de protection avec les moyens autorisés. L'administration Bush a tenté avec la mesure de 2005 d'agir en faveur des intérêts des industries minières et du bois, ignorant le plébiscite populaire d'un million et demi de citoyens<sup>384</sup> dont a bénéficié cette mesure en 2001. De plus, la mesure de 2005 mise en place par l'administration Bush donnait aux gouverneurs la possibilité d'intervenir en faveur de la protection de leur forêt sous la forme de requête auprès du service forestier américain. Le choix des gouverneurs d'agir ou non relève d'un choix partisan, mais peut également révéler le poids des lobbies dans certaines régions qui ont préféré ouvrir ces zones à l'exploitation. Troisièmement, le cas de la *Roadless Conservation Area*, démontre l'importance de l'utilisation du pouvoir judiciaire en l'absence de consensus politique. Les lobbies de l'industrie du bois et des mines, les États, le gouvernement, les groupes environnementaux ont tous utilisé les procès afin de parvenir aux résultats escomptés ou bien retarder une décision. La résolution de ce litige a donné lieu à plusieurs années de procès avant de trouver une issue. Cependant, malgré les délais que peuvent entraîner les procès, les différentes parties savent l'utiliser à bon escient. Mc Grory Klyza, professeur de politique publique, de science politique et d'études environnementales à *Middlebury College* et David Sousa professeur spécialisé dans la politique américaine et les politiques publiques

---

<sup>383</sup> Earthjustice, « Timeline of the Roadless Rule ».

<sup>384</sup> Los Angeles Times, « Our Forests May Be on a Road to Ruin ».

à l'université de Puget Sound considèrent qu'avec des juges de plus en plus partisans, chaque partie peut trouver les arguments pour influencer la décision de la cour en sa faveur<sup>385</sup>.

En définitive, l'alternance politique, la vulnérabilité de certains outils présidentiels, l'absence de consensus politique, le blocage législatif, comme l'ont démontré le cas de la *Roadless Area Conservation Rule* sont des éléments qui affaiblissent la politique environnementale ou climatique. La *Roadless Area Conservation Rule* n'est pas un exemple isolé dans l'histoire politique du pays. Dans le même ordre d'idée, la politique environnementale et climatique développée par l'administration Trump, est un autre exemple du *roll back* d'une administration à une autre. En effet, la politique énergétique très agressive du président Trump en faveur de la « *dominance énergétique* » américaine ne saurait se voir entraver par des réglementations environnementales et climatiques publiques mises en place sous l'administration Obama. C'est pourquoi Scott Pruitt, administrateur de l'EPA (2017-2018) s'est attaqué, dès son début de mandat, aux réglementations sur les émissions de méthane mises en place sous Obama et dénoncées par l'industrie des énergies fossiles. L'administration Trump s'attaque également aux *Clean Power Plan* (CPP) ou à l'Accord de Paris sur le climat de 2015.

Il semblerait ainsi que de nombreux obstacles tant structurels que culturels participent à affaiblir la mise en place consensuelle d'une politique énergétique durable qui pourrait inclure des enjeux économiques, climatiques et environnementaux dans le même texte.

---

<sup>385</sup> Klyza et Sousa, *American Environmental Policy, 1990-2006* 133.



## 1.2. Fragmentation du pouvoir et multiplication des acteurs

### 1.2.1. Fragmentation du pouvoir et dispersion des compétences

Les États-Unis obéissent au principe de séparation des pouvoirs. Les articles I, II, et III de la Constitution américaine définissent les pouvoirs attribués respectivement à la branche législative, à la branche exécutive et à la branche judiciaire. Il existe de cette façon des pouvoirs et des contre-pouvoirs aux États-Unis, un système nommé « *checks and balances* » qui garantit un équilibre entre tous les pouvoirs, et qui vise à limiter les abus. Un strict partage des compétences est également établi entre chacun de ces pouvoirs ainsi qu'un système de contrôle et de procédures afin de veiller à ce que chaque pouvoir limite les autres.

Mise en application dès 1789, la Constitution américaine inscrit le principe de séparation des pouvoirs et le concept de fédéralisme comme les bases de l'organisation politique du pays. Le fédéralisme est un « *système politique fédéral avec un gouvernement central qui partage les diverses compétences constitutionnelles de l'État avec les gouvernements des collectivités qui le composent*<sup>386</sup> ». Plus concrètement, le fédéralisme, qui caractérise le système politique américain, suppose que de nombreux domaines de compétences sont partagés par le gouvernement fédéral et les États fédérés. Partant de ce principe, trois niveaux de décisions sont perceptibles quant à la mise en place de politiques environnementales, climatiques ou énergétiques ; le premier niveau représente les prises de décisions concernant ces questions qui émanent de l'État fédéral (administration ou Congrès au pouvoir) en tant qu'acteur international majeur mais aussi en tant que plus haute autorité à l'échelle nationale. Le deuxième niveau représente les décisions prises à l'échelle des États fédérés et le troisième niveau concerne les décisions venant des villes et autres formes de localités.

De l'émergence du mouvement environnemental moderne aux années 1990, l'État fédéral a été l'acteur principal des politiques environnementales et énergétiques. Les enjeux énergétiques, politiques, sociaux, sanitaires et économiques liés à l'énergie sont de telle nature que les mesures visant à résoudre les problèmes environnementaux et climatiques supposaient une uniformisation des décisions à l'échelle fédérale tout en respectant les particularités locales.

---

<sup>386</sup> Encyclopædia Universalis, « Définition de fédéralisme », s. d., en ligne, Internet, 27 févr. 2018. Available: <https://www.universalis.fr/dictionnaire/federalisme/>.

Au sein de l'administration, la gestion des responsabilités liées aux enjeux environnementaux, climatiques et énergétiques est répartie entre différents organes d'État ; des agences, des cabinets ou des bureaux selon leur domaine de compétence. De même, au sein du Congrès, la Chambre des Représentants et le Sénat héritent de responsabilités vis-à-vis de ces enjeux qu'ils répartissent dans divers comités et sous-comités. Ainsi, plusieurs dizaines de comités ou de sous-comités au Sénat et à la Chambre des Représentants gèrent ces questions et ont un droit de regard et de supervision sur les activités et les programmes traitant de ces enjeux. Mais les comités et sous-comités du Congrès ont le pouvoir de promouvoir, de s'opposer ou encore de retarder les mesures environnementales étudiées. C'est un pouvoir considérable dans la mesure où ils peuvent accroître et renforcer ces politiques, les limiter voire les bloquer.

Selon le site internet officiel du Sénat américain, le Sénat compte 20 commissions permanentes, 68 sous-commissions et 4 commissions mixtes. Des commissions spéciales peuvent également être créées. Parmi les 20 commissions permanentes, il y a la commission de l'agriculture, de l'alimentation et des forêts<sup>387</sup>, la commission allouant les ressources<sup>388</sup>, la commission du commerce, de la science et du transport<sup>389</sup>, la commission de l'énergie et des ressources naturelles<sup>390</sup>, la commission de l'environnement et travaux publics<sup>391</sup>, et la commission<sup>392</sup> de la santé, de l'éducation, du travail et des retraites<sup>393</sup>. Ce sont toutes des commissions en charge de questions liées à l'environnement ou à l'énergie. De même, selon son site officiel, la Chambre des Représentants qui comporte actuellement 26 commissions, 4 commissions mixtes, et de nombreuses sous-commissions mixtes, dénombre plusieurs commissions en charge des questions environnementales et énergétiques. Parmi ces commissions se trouve la commission de l'agriculture<sup>394</sup>, la commission allouant les dotations<sup>395</sup>, la commission de l'énergie et du commerce<sup>396</sup>, la commission des ressources naturelles<sup>397</sup>, la commission de la science, de l'espace et de la technologie<sup>398</sup>, la commission<sup>399</sup> du transport et de

---

<sup>387</sup> *Agriculture, Nutrition, and Forestry.*

<sup>388</sup> *Appropriations.*

<sup>389</sup> *Commerce, Science, and Transportation.*

<sup>390</sup> *Energy and Natural Resources.*

<sup>391</sup> *Environment and Public Works.*

<sup>392</sup> *Health, Education, Labor, and Pensions.*

<sup>393</sup> United States Senate, « U.S. Senate: Committees », s. d., en ligne, Internet, 28 févr. 2018. Available: [https://www.senate.gov/committees/committees\\_home.htm](https://www.senate.gov/committees/committees_home.htm).

<sup>394</sup> *Agriculture.*

<sup>395</sup> *Appropriations.*

<sup>396</sup> *Energy and Commerce.*

<sup>397</sup> *Natural Resources.*

<sup>398</sup> *Science, Space, and Technology.*

<sup>399</sup> *Transportation and Infrastructure.*

l'infrastructure<sup>400</sup>. Cette répartition importante des responsabilités à la Chambre des Représentants et au Sénat démontre une forte fragmentation du pouvoir sur les questions environnementales et climatiques comme sur les questions énergétiques.

Du côté de la branche exécutive du pouvoir, on retrouve également une forte répartition des compétences. Bien que l'EPA soit en charge de la mise en application d'une très grande partie des lois environnementales, le ministère de l'Énergie, le ministère de l'Agriculture (USDA), celui de l'Aménagement du territoire, et celui des Transports, peuvent aussi être légitimes pour traiter une partie de ces questions. Les ramifications entre les questions environnementales, climatiques et énergétiques supposent l'implication d'acteurs diversifiés.

La gestion des enjeux environnementaux est répartie pour l'exécutif entre douze ministères, et des agences fédérales telles que l'EPA, la Commission de réglementation nucléaire, et la *Tennessee Valley Authority*. Quatre cabinets du Bureau exécutif du président supervisent également les questions environnementales. Il s'agit du Bureau de la Maison Blanche (*White House Office*), du CEQ, de l'OMB et du Bureau de la Politique sur les Sciences et Technologies (*OSTP*)<sup>401</sup>. Pour ce qui est de l'énergie, de nombreux ministères et agences sont aussi liés à cet enjeu. Parmi ces entités se trouvent par exemple : le ministère de l'Énergie, le ministère des Transports, le ministère de l'Agriculture, le ministère du Commerce, le ministère de l'Aménagement du territoire, le département d'État, le ministère de la Défense, l'EPA, la Commission de réglementation nucléaire. Comme pour les enjeux environnementaux, plusieurs entités du Bureau exécutif du président ont également traité aux enjeux énergétiques. Parmi ces entités, le CEQ, l'OMB, l'OSTP, le Conseil Économique de président (CEA)<sup>402</sup>, le NSC<sup>403</sup>, le Bureau de la Maison Blanche de la politique énergétique et du changement climatique<sup>404</sup> (2009-2011), ou encore le Conseil sur la politique Intérieure<sup>405</sup>.

---

<sup>400</sup> U.S. House of Representatives, « Committees », s. d., en ligne, Internet, 28 févr. 2018. Available: <https://www.house.gov/committees>.

<sup>401</sup> Vig et Kraft, *Environmental Policy* 8.

<sup>402</sup> *Council of Economic Advisor*.

<sup>403</sup> *National Security Council*.

<sup>404</sup> *White House Office of Energy and Climate Change Policy*.

<sup>405</sup> *Domestic Policy Council*.

### 1.2.2. Compétences des agences fédérales

Les agences fédérales sont des organes essentiels dans l'application et la mise en place de mesures environnementales et énergétiques. Non seulement elles regroupent une partie des compétences environnementales et énergétiques, mais elles sont également chargées de mener à bien les politiques et objectifs de l'administration en place, de mettre en place des règles, des réglementations et des normes. Elles veillent surtout à contrôler leur application effective. L'EPA est sans aucun doute l'agence fédérale la plus importante pour ce qui est de la gestion des problématiques environnementales. Depuis sa création en 1970, sa mission de protection de l'environnement naturel et la santé publique n'a cessé d'évoluer au vu de la complexification des enjeux environnementaux. Le DOI ou DOE sont deux des agences qui occupent un rôle très actif dans la gestion de la politique énergétique. Compte tenu de la perméabilité entre les enjeux environnementaux, énergétiques et climatiques, ces différentes agences sont souvent amenées à coordonner leur action.

Les agences fédérales sont soumises à l'autorité des trois autres branches du pouvoir. Elles jouent un rôle crucial dans le processus d'élaboration de politiques, grâce aux moyens dont elles disposent<sup>406</sup>. Les agences fédérales en charge des problématiques environnementales et énergétiques ne représentent pas seulement une illustration de la fragmentation du pouvoir par la répartition des compétences et leur nombre, elles illustrent également cette fragmentation du pouvoir dans la mesure où, à leur échelle, elles bénéficient de certains pouvoirs. Elles ont par exemple la capacité à réglementer ou rendre des décisions en cas de litige. L'*Administrative Procedure Act (APA)*, adoptée en 1946, définit le cadre d'action des agences fédérales et leur confère la possibilité de légiférer par le processus de « *rulemaking* ». L'APA « *governs the process by which federal agencies develop and issue regulations. It includes requirements for publishing notices of proposed and final rulemaking in the Federal Register, and provides opportunities for the public to comment on notices of proposed rulemaking*<sup>407</sup> ». Les agences ont ainsi la possibilité de proposer des réglementations qu'elles soumettent à l'opinion publique via une publication dans le *Federal Register*. L'opinion publique, de son côté, peut participer et commenter ces propositions. Les agences sont en revanche tenues d'informer et soumettre les réglementations proposées à l'approbation de l'exécutif et soumises au contrôle du pouvoir judiciaire. L'APA garantit également un autre pouvoir aux agences à travers le processus d'« *administrative adjudication* » (décision administrative). En cas de litiges spécifiques

---

<sup>406</sup> Sussman, Daynes, et West, *American Politics and the Environment* 196.

<sup>407</sup> U.S. Environmental Protection Agency, « Summary of the Administrative Procedure Act », Overviews and Factsheets *US EPA*, 22 févr. 2013, en ligne, Internet, 5 mars 2018. Available: <https://www.epa.gov/laws-regulations/summary-administrative-procedure-act>.

entre deux parties, les agences peuvent émettre des « *orders* », c'est-à-dire des délibérations qui mettent fin aux conflits par une décision administrative. En rendant des décisions sur des cas spécifiques, des précédents sont créés, et par conséquent une forme de réglementation se met en place par le biais de ces cas<sup>408</sup>.

### 1.2.3. Conséquences de la fragmentation du pouvoir sur les politiques fédérales

Il existe donc une forte fragmentation du pouvoir aux États-Unis en plus de celle voulue par le principe de séparations des pouvoirs. Cette fragmentation du pouvoir à la fois dans la branche législative et exécutive peut représenter un obstacle majeur dans la conception d'une politique fédérale stable et cohérente sur les questions climatiques, énergétiques et environnementales en tant qu'ensemble. La multiplication des acteurs, de leurs agendas, de leurs ressources et des intérêts défendus, représente un défi de taille pour parvenir à la coordination des objectifs mais aussi pour trouver un terrain d'entente sur le long terme. Les différents acteurs sont eux-mêmes soumis à des influences externes comme la pression exercée par les lobbies ou bien l'obligation de respecter leur propre agenda. Ainsi, la fragmentation du pouvoir et la dispersion des compétences, sont deux phénomènes d'ordre structurel qui sont à même d'affaiblir les politiques environnementales, climatiques et énergétiques à l'échelle nationale, puisqu'ils accroissent le nombre d'objectifs et les rivalités entre les différents acteurs, laissant de fait peu de place au consensus.

De plus, la fragmentation du pouvoir, parce qu'elle permet l'existence de plusieurs acteurs sur un enjeu commun, donne davantage de visibilité à la polarisation politique sur les questions environnementales, climatiques et énergétiques. L'absence de consensus sur ces problématiques entre les partis politiques est un des facteurs pouvant expliquer la faiblesse de l'engagement américain. La position des États-Unis en termes d'engagements environnementaux et climatiques à l'international en est un exemple. Le Congrès, s'il est en désaccord avec la direction prise par le président et son administration dans le cadre de négociations internationales, est en mesure de changer cette direction. Bien que le pouvoir exécutif confère au président une certaine latitude quant aux initiatives et engagements qu'il peut prendre dans le cadre de la diplomatie ou de la politique étrangère du pays, ses engagements internationaux demeurent soumis à l'approbation du Congrès. La Constitution américaine confère au Congrès un pouvoir unique pour légiférer. Il a autorité pour la ratification des

---

<sup>408</sup> Sussman, Daynes, et West, *American Politics and the Environment* 197.



traités internationaux. Cependant, les compétences attribuées au Congrès lui donnent un pouvoir non négligeable pour soutenir, influencer ou annihiler tout engagement international négocié par le président. L'échec du Protocole de Kyoto illustre la nécessité pour la branche exécutive et la branche législative de trouver des consensus pour éviter les blocages ou les incohérences. Alors que l'administration Clinton s'était engagée dans le cadre des négociations sur la réduction des émissions de GES en 1997 à Kyoto, le Protocole n'a jamais été ratifié par les Américains. Il a même été rejeté par le Congrès à majorité républicaine par le biais de la résolution Byrd-Hagel du 25 juillet 1997<sup>409</sup>.

Ainsi, parce que la séparation des pouvoirs prévoit que la branche exécutive et la branche législative puissent se contrebalancer, un consensus sur les questions environnementales et climatiques semble être une condition *sine qua none* pour faire avancer l'agenda politique en termes de politique étrangère de l'administration au pouvoir. Ce consensus est d'autant plus nécessaire quand il concerne des questions aussi clivantes que les enjeux du climat ou de l'énergie. La fragmentation des pouvoirs peut, en l'absence de consensus, participer à l'instabilité et surtout au blocage de la politique étrangère et intérieure des États-Unis.

En somme, différents facteurs, notamment d'ordre structurel, peuvent donner un début d'explication concernant les blocages des politiques fédérales climatiques et énergétiques. La répartition des compétences dans différentes agences, bureaux, cabinets, commissions ou sous-commissions, le fédéralisme, la séparation des pouvoirs, représentent dans leur ensemble le système d'organisation politique choisi par les Américains. Cependant cette organisation, bien que permettant aux différents pouvoirs de s'équilibrer et se contrôler, participe aussi à l'éclatement du pouvoir. Dans le cas de la politique environnementale, énergétique et climatique du pays, cette fragmentation du pouvoir peut sembler problématique, puisque combinée à la polarisation politique sur les enjeux environnementaux et énergétiques, elle engendre l'inertie sur ces questions. Ainsi, le consensus politique sur ces enjeux apparaît comme la seule solution possible à l'échelle de l'État fédéral pour que le système politique ne devienne pas un « *gridlocked Leviathan*<sup>410</sup> ».

---

<sup>409</sup> Byrd, « S.Res.98 - 105th Congress (1997-1998) ».

<sup>410</sup> Rosenbaum, *American Energy* 12.

## 1.3. Polarisation et inertie politique

### 1.3.1. Croissance de la polarisation

Depuis plusieurs décennies, les questions ayant trait à l'énergie, au climat, et à l'environnement sont devenues une des sources de conflit politique majeure entre les deux principaux partis politiques américains à savoir le Parti démocrate et le Parti républicain. Cette divergence est le fait d'une polarisation politique grandissante, un phénomène en pleine croissance depuis les années 1980. La polarisation politique se caractérise à la fois par une divergence idéologique forte entre les partis politiques et par l'expansion de la dimension libéral-conservateur du conflit à un plus grand ensemble de conflits au sein de la société américaine<sup>411</sup>. Selon les professeurs Geoffrey C. Layman, de l'université du Maryland, Thomas M. Carsey de l'université d'État de Floride et Julian Menasce Horowitz, directrice adjointe des recherches au *Pew Research Center*: « *The current parties have grown increasingly divided on all the major policy dimensions in American politics* <sup>412</sup> ».

Les récentes études<sup>413</sup> menées par le *Pew Research Center* viennent confirmer la tendance à l'accroissement de la polarisation politique et idéologique depuis 1994 dans la société américaine. D'abord visible au sein des élites politiques, elle apparaît aujourd'hui aussi comme une tendance forte au sein de l'opinion publique. Selon une étude de 2014 du *Pew Research Center*, la part globale d'Américains qui exprime « *systématiquement des opinions conservatrices* » ou « *systématiquement des idées libérales* » a doublé en 20 ans, passant de 10 à 21% entre 1994 et 2014<sup>414</sup>. En 2012, quasiment 93% des démocrates interrogés considéraient que des lois environnementales plus sévères étaient nécessaires alors que seulement 47% des républicains partageaient le même avis. Ces chiffres révèlent à quel point l'écart entre l'idéologie républicaine et démocrate s'est creusé, notamment sur les questions environnementales, puisqu'en 1987, 86% des républicains et 93% des démocrates pensaient que des lois environnementales plus sévères étaient nécessaires<sup>415</sup>. Les républicains se

---

<sup>411</sup> Hare et Poole, « The Polarization of Contemporary American Politics » 411-429.

<sup>412</sup> Layman, Carsey, et Horowitz, « Party Polarization in American Politics: Characteristics, Causes, and Consequences » 83-110.

<sup>413</sup> Pew Research Center, « Political Polarization: The Growing Ideological Gap Along Political Party Lines » *Pew Research Center*, 21 oct. 2014, en ligne, Internet, 14 mars 2018. Available: <http://www.pewresearch.org/packages/political-polarization/>.

<sup>414</sup> Pew Research Center, « Political Polarization in the American Public », 12 juin 2014, en ligne, Internet, 14 mars 2018. Available: <http://www.people-press.org/2014/06/12/political-polarization-in-the-american-public/>.

<sup>415</sup> Pew Research Center, « Partisan Polarization Surges in Bush, Obama Years » *Pew Research Center for the People and the Press*, 4 juin 2012, en ligne, Internet, 11 oct. 2017. Available: <http://www.people-press.org/2012/06/04/partisan-polarization-surges-in-bush-obama-years/>.

seraient donc de plus en plus éloignés idéologiquement et politiquement des idées de protection environnementale et climatique depuis la fin des années 1980.

La polarisation partisane et idéologique représente aujourd'hui une tendance politique majeure au sein du pays. Elle paralyse la vie politique du pays sur de nombreux sujets. L'absence de consensus entre les membres du Congrès rend, par exemple, très difficile voire impossible toute nouvelle législation sur les sujets de discorde. Malgré la dimension conflictuelle qu'arborent aujourd'hui les enjeux environnementaux, énergétiques et climatiques ce ne fut pas toujours le cas<sup>416</sup>. Jusqu'aux années 1980, un large consensus sur ces questions existait aussi bien au sein de l'opinion publique qu'au sein de la classe politique. Il convient donc de s'interroger sur l'origine et les conséquences de cette polarisation puisque ce phénomène est sans doute le principal responsable de l'affaiblissement du processus législatif sur les enjeux environnementaux et enjeux climatiques.

Historiquement, les deux principaux partis politiques américains ont toujours présenté des vues relativement différentes sur un certain nombre de sujets. Cependant selon Layman, Carsey et Horowitz, la polarisation des partis s'est accrue ces dernières années notamment à cause d'un phénomène d'« *extension du conflit* » au lieu d'un « *déplacement du conflit* ». Ils considèrent qu'historiquement, les clivages politiques se sont concentrés sur une seule « *dimension politique dominante* »<sup>417</sup> à la fois. De manière schématique, généralement lorsqu'une forte divergence naît sur une question entre les partis, elle entraîne une polarisation politique, puis les partis convergent sur cette question suite à l'apparition d'un nouveau point de dissension, créant de nouveau une polarisation politique. Le nouveau conflit vient remplacer l'ancien point de désaccord. Cependant ces quarante dernières années, le « *déplacement de conflit* » ne s'est pas opéré et les nouveaux problèmes sont venus s'agréger aux anciens, ce qui a augmenté le degré de polarisation entre les partis. « *In short, new partisan conflicts have not displaced old ones; party conflict has extended from older issues to newer issues* »<sup>418</sup>. »

Deux raisons viennent expliquer l'accroissement de la polarisation au sein des partis selon Layman, Carsey et Horowitz. La première raison est plutôt sociologique. Les Blancs des États du Sud tendent à devenir de plus en plus conservateurs. Une majorité des sièges pour les élus des États du Sud sont désormais détenus par les républicains de plus en plus conservateurs. Ces républicains représentent également depuis quelques années la branche ultra conservatrice du Parti républicain.

---

<sup>416</sup> Jaime Fuller, « Environmental Policy Is Partisan. It Wasn't Always. » *Washington Post*, 2 juin 2014, en ligne, Internet, 17 avr. 2016. Available: <https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2014/06/02/support-for-the-clean-air-act-has-changed-a-lot-since-1970/>.

<sup>417</sup> Layman, Carsey, et Horowitz, « Party Polarization in American Politics ».

<sup>418</sup> Layman, Carsey, et Horowitz, « Party Polarization in American Politics ».

Les élus démocrates conservateurs au Congrès en provenance des États du Sud ont disparu conduisant ainsi à l'homogénéisation du Parti démocrate désormais plus libéral. Par conséquent, l'écart libéral-conservateur s'est creusé. La deuxième grande raison résulte de la stratégie adoptée par les partis au Congrès et des pouvoirs attribués aux chefs de partis, qui sont en capacité de dicter une ligne politique.

Aldrich et Rohde, professeurs de sciences politiques à *Duke University*, défendent l'idée que bien que les membres du Congrès aient des objectifs et un programme à mettre en place au cours de leur mandat, leur préoccupation première est leur réélection. L'environnement électoral des partis devient alors l'élément déterminant dans le choix de la stratégie des élus. Lorsque les intérêts politiques des circonscriptions sont larges et divers les élus préfèrent garder leur autonomie afin de mieux représenter leur circonscription et leur électoral. En revanche, lorsque ces intérêts sont plus homogènes, les élus cèdent leur autorité au chef de parti. Les chefs de parti, qui ont des points de vue de plus en plus idéologiques, peuvent donc convaincre ou contraindre les membres les plus modérés à suivre la ligne du parti, ce qui conduit à une plus grande polarisation entre les partis<sup>419</sup>. Il s'agit de la théorie du « *conditional party government*<sup>420</sup>».

Comprendre l'origine de la polarisation des partis est essentiel afin de mieux appréhender la polarisation actuelle de la société américaine. La polarisation politique s'est d'abord manifestée au sein du Congrès donc dans la sphère politique, avant de s'étendre à l'opinion publique. Cette polarisation semble par ailleurs être plus forte au sein des élites et militants des partis politiques que dans la société<sup>421</sup>. Les militants des partis sont au cœur même du renforcement de la polarisation politique. Selon la théorie du « *party sorting*<sup>422</sup>» ce sont les militants politiques dont les points de vue idéologiques sont les plus extrêmes qui encouragent à se positionner clairement sur les thèmes de discordance entre démocrates et républicains<sup>423</sup>. « *In this view, party activists, whose preferences tend to be stronger and more ideological than those of the public, drive a Democrat–Republican wedge even if the public's preferences are relatively homogeneous*<sup>424</sup>. » De plus les militants des partis, étant

---

<sup>419</sup> Layman, Carsey, et Horowitz, « Party Polarization in American Politics ».

<sup>420</sup> John H. Aldrich et David W. Rohde, « Measuring Conditional Party Government » *ResearchGate*. (1998), en ligne, Internet, 24 juill. 2019. Available: [https://www.researchgate.net/publication/251842516\\_Measuring\\_Conditional\\_Party\\_Government](https://www.researchgate.net/publication/251842516_Measuring_Conditional_Party_Government).

<sup>421</sup> Jesse H. Rhodes, « Party Polarization and the Ascendance of Bipartisan Posturing as a Dominant Strategy in Presidential Rhetoric: Party Polarization and the Ascendance » *Presidential Studies Quarterly*. 44.1 (2014): 120-142.

<sup>422</sup> Aaron M. McCright et Riley E. Dunlap, « The Politicization Of Climate Change And Polarization In The American Public's Views Of Global Warming, 2001-2010: Polarization on Global Warming » *Sociological Quarterly*. 52.2 (2011): 155-194.

<sup>423</sup> Rhodes, « Party Polarization and the Ascendance of Bipartisan Posturing as a Dominant Strategy in Presidential Rhetoric ».

<sup>424</sup> Sung Eun Kim et Johannes Urpelainen, « The Polarization of American Environmental Policy: A Regression Discontinuity Analysis of Senate and House Votes, 1971-2013: The Polarization of American Environmental Policy » *Review of Policy Research*. (2017), en ligne, Internet, 30 avr. 2017. Available: <http://doi.wiley.com/10.1111/ropr.12238>.

les seuls à voter pour les candidats aux primaires, ils ont la possibilité de remplacer les candidats les plus modérés par des candidats plus polarisés selon leurs attentes<sup>425</sup>. Ainsi les militants les plus actifs au sein des partis politiques, en occupant une place plus importante au sein des partis ces dernières années et en manifestant des points de vue idéologiques plus extrêmes, sont probablement à l'origine de l'accroissement de la polarisation politique.

*Policy-oriented activists have grown more prevalent in recent years and several factors have increased their influence in party politics. This has probably increased the incentives for party candidates and elected officials to take ideologically extreme positions on multiple policy agendas, which in turn has pushed the parties' coalitions toward more polarized positions on various issues* <sup>426</sup>.

Les raisons de l'accroissement de la polarisation entre les partis politiques sont en somme diverses. Alors que de nombreux sujets sociétaux et économiques divisaient déjà les partis idéologiquement, à partir des années 1980, les problématiques environnementales et climatiques sont apparues comme un des sujets majeurs du clivage démocrates-républicains, si ce n'est le plus grand. Riley E. Dunlap, sociologue américain ayant contribué à la naissance de la sociologie de l'environnement et Aaron M. McCright, sociologue à l'université d'État du Michigan, et Jerrod H. Yarosh professeur de sociologie à l'université d'État de l'Oklahoma soulignent que la question du changement climatique est celle où le clivage partisan est le plus visible<sup>427</sup>. Cette division est le résultat de la volonté du mouvement conservateur américain, le principal responsable de la création et de l'alimentation du clivage sur les questions environnementales au sein de la société<sup>428</sup>.

### **1.3.2. Contre-mouvement conservateur et polarisation**

Le mouvement conservateur, qui défend des valeurs différentes de celles du mouvement environnemental moderne, émerge au cours des années 1970 et s'érige dès lors en « *contre mouvement*<sup>429</sup> » dont l'objectif est de bloquer l'avancée des progrès scientifiques et des politiques

---

<sup>425</sup> Kim et Urpelainen, « The Polarization of American Environmental Policy: A Regression Discontinuity Analysis of Senate and House Votes, 1971-2013: The Polarization of American Environmental Policy ».

<sup>426</sup> Layman, Carsey, et Horowitz, « Party Polarization in American Politics ».

<sup>427</sup> Riley E. Dunlap, Aaron M. McCright, et Jerrod H. Yarosh, « The Political Divide on Climate Change: Partisan Polarization Widens in the U.S. » *Environment: Science and Policy for Sustainable Development*. 58.5 (2016): 4-23.

<sup>428</sup> Aaron M. McCright et Riley E. Dunlap, « Anti-Reflexivity: The American Conservative Movement's Success in Undermining Climate Science and Policy » *Theory, Culture & Society*. 27.2-3 (2010): 100-133.

<sup>429</sup> McCright et Dunlap, « Anti-reflexivity: The American Conservative Movement's Success in Undermining Climate Science and Policy » 100-133.

environnementales. La *Sagebrush Rebellion*, l'arrivée de Ronald Reagan au pouvoir, les tentatives des administrations Reagan de démanteler les politiques environnementales ou d'affaiblir l'EPA sont autant d'exemples de la montée en puissance de ce mouvement conservateur et de ses objectifs dès les années 1970. Il vise essentiellement à rétablir et réaffirmer la domination du capitalisme industriel<sup>430</sup> notamment face à l'émergence du mouvement environnemental moderne. McCright et Dunlap<sup>431</sup> présentent le mouvement conservateur américain comme une « *force d'anti-réflexivité* » face aux deux vecteurs principaux de la « *modernisation réflexive* », à savoir « *l'impact science*<sup>432</sup> » représentée ici par la science du changement climatique et le mouvement environnemental en tant que « *mouvement social progressiste* ». La « *modernisation réflexive* » (RM) est définie par ces chercheurs comme :

*A distinct phase of society, where the modern itself is modernized. Contingency and uncertainty loom, and institutions suffer from legitimacy crises brought on by their inability to solve the ecological and technological problems of modernization effectively. RM scholars argue that a heightened level of reflexivity is a necessary precondition for getting past our current ecological and technological crises. In this sense, they define reflexivity as a form of critical self-evaluation a self-confrontation with the unintended and unanticipated consequences of modernity's industrial capitalist order.*<sup>433</sup>

Ainsi, lorsque le mouvement conservateur moderne naît au cours des années 1970, il cherche à contrecarrer l'influence du mouvement environnemental moderne et à remettre en question la crédibilité de « *l'impact science* ». De nombreuses politiques environnementales s'appuient sur les découvertes ou résultats scientifiques. En décrédibilisant toute science étudiant les impacts de l'Homme sur l'environnement, le mouvement conservateur visait à affaiblir le discours en faveur de la protection de l'environnement ou du climat.

La stratégie du mouvement conservateur repose sur quatre techniques afin de bloquer les politiques de lutte contre le changement climatique. La première technique consiste à obscurcir, déformer, manipuler et supprimer les résultats de la recherche scientifique. Depuis les années 1990, le mouvement conservateur et ses *think tanks* (*Heartland Institute, the Heritage Foundation, Cato*

---

<sup>430</sup> McCright et Dunlap, « Anti-reflexivity: The American Conservative Movement's Success in Undermining Climate Science and Policy » 100-133.

<sup>431</sup> McCright et Dunlap, « Anti-reflexivity: The American Conservative Movement's Success in Undermining Climate Science and Policy » 100-133.

<sup>432</sup> McCright et Dunlap définissent l'« *impact science* » comme un ensemble d'autres domaines d'études scientifiques qui ont émergé des décennies après la Seconde Guerre mondiale et qui visent à identifier les effets négatifs de la science et de la technologie. L'*impact science* s'oppose à la « *production science* », qui cherche à fournir des connaissances pour générer de l'innovation technologique et augmenter la production capitaliste industrielle.

<sup>433</sup> McCright et Dunlap, « Anti-Reflexivity: The American Conservative Movement's Success in Undermining Climate Science and Policy ».

*Institute* par exemple) appuient leurs déclarations sur les résultats de scientifiques climato-sceptiques. L'utilisation des résultats fournis par ces scientifiques permettent de remettre en question le consensus scientifique dominant sur le changement climatique. En insistant uniquement sur les incertitudes liées au changement climatique, en omettant de communiquer certaines données ou en manipulant certains résultats, les conservateurs pensent pouvoir installer le doute dans les esprits. Par exemple, au cours de la présidence de George W. Bush, la page dédiée au changement climatique sur le site internet de l'EPA n'a pas été actualisée pendant 4 ans, de 2002 à 2006, privant ainsi l'opinion publique de nombreux rapports et publications scientifiques sur l'état du climat.

La deuxième technique consiste, elle, à intimider ou menacer de sanctions les scientifiques notoires qui défendent la théorie du changement climatique. Pour ne citer que cet exemple, le Dr Watson qui a présidé le GIEC<sup>434</sup> de 1996 à 2002, a vu le département d'État s'opposer à sa réélection à ce poste suite aux pressions exercées par le CEQ. Un an auparavant, en 2001, le Dr Watson avait supervisé le 3<sup>ème</sup> rapport du GIEC, qui concluait que le changement climatique d'origine anthropique était en cours.

La troisième technique décrite consiste à invoquer des règles existantes ou créer de nouvelles procédures dans le système politique pour en profiter. Ainsi, McCright et Dunlap soutiennent que les conservateurs républicains membres du Congrès ont cherché à décrédibiliser les résultats scientifiques du changement climatique et les scientifiques en organisant des audiences, avec une liste de questions et de témoins prédéfinis de façon à ce que seul le résultat escompté par les conservateurs soit possible. Par exemple, en 2006 le député républicain texan Joe Barton a demandé à ce qu'une audience soit tenue au Congrès avec pour but d'attaquer les scientifiques à l'origine des études qui ont donné lieu au graphique en « *croisse de hockey*<sup>435</sup> ». Afin de décrédibiliser les scientifiques, des climato-sceptiques et dirigeants de firmes de l'industrie pétrolière avaient eux aussi été invités à témoigner pour infirmer les résultats du graphique de la « *croisse de hockey* ».

La quatrième technique consiste à évoquer la partialité des médias. Du fait de l'obligation d'objectivité des médias de représenter les différents points de vue, les républicains ont utilisé les médias comme support afin d'attaquer les résultats et politiques sur le climat et disséminer ses idées. La visibilité croissante des climato-sceptiques dans les médias conduit à une représentation duelle de la réalité sur le changement climatique pour l'opinion publique.

---

<sup>434</sup> International Panel On Climate Change (IPCC).

<sup>435</sup> Graphique réalisé en 1998 par Michael E. Mann, Raymond S. Bradley et Malcolm K. Hughes. Il représente l'accroissement important des températures depuis 1900 et prend la forme d'une croisse de hockey. Ce graphique a notamment été utilisé dans le 3<sup>ème</sup> rapport de l'IPCC en 2001.

L'enjeu environnemental qui s'est élargi à l'enjeu climatique, représente à bien des égards un des meilleurs exemples pour illustrer l'accroissement de la polarisation politique depuis plusieurs décennies. Par exemple, sur la base de leurs réalisations politiques, de la présidence de George H. Bush à George W. Bush la polarisation politique sur les enjeux climatiques et environnementaux atteignait déjà des sommets. De la présidence de George H. Bush à celle de Donald Trump, 30 ans après, elle est plus forte que jamais.

George H. Bush, président issu du GOP, présente paradoxalement un bilan environnemental et climatique différent de celui de ses pairs. Ronald Reagan, est le premier à avoir brisé le consensus politique et idéologique sur les enjeux environnementaux. Vingt ans après lui, George W. Bush, est décrit notamment par l'UCS comme un climato-sceptique, ayant sapé l'autorité de la science du climat, sciemment désinformé l'opinion publique<sup>436</sup> et privilégié les industries des énergies fossiles au détriment du climat. Elu en 2017, Donald Trump, est lui aussi un climato-sceptique notoire. Dès son arrivée au pouvoir, Trump s'attaque à l'EPA, cherche à désinformer et mésinformer l'opinion publique sur la question du changement climatique<sup>437</sup>. Il opte pour la sortie des États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat tout en optant pour une politique énergétique très agressive favorable aux industries des énergies fossiles. Contrairement à ses pairs, George H. Bush présente un bilan environnemental et climatique beaucoup plus positif, en dépit de ses liens étroits avec l'industrie des énergies fossiles et le parti dont il est issu. Au début de son mandat, George H. Bush nomme un environnementaliste à la tête de l'EPA, William Reilly, président de *Conservation Foundation* et de *World Wildlife Fund (WWF)*. Au court de son mandat, le président a signé les amendements du CAA de 1990. La même année, il signe également le *Global Change Research Act*<sup>438</sup>, une loi exigeant un rapport quadriennal basé sur des recherches scientifiques sur le changement climatique et son évolution aux États-Unis, mais qui prévoit aussi de faire des États-Unis un acteur de la coopération internationale sur cette question. En 1992, George H. Bush signe à Rio la CCNUCC. Barack Obama considère que George H. Bush a été le « *premier président au monde à reconnaître l'existence du changement climatique* »<sup>439</sup>. De fait, le 41<sup>ème</sup> président des États-Unis a privilégié à plusieurs reprises le climat et l'environnement aux questions partisans. Il a également favorisé l'émergence de la

---

<sup>436</sup> Union of Concerned Scientists, « Climate Change Research Distorted and Suppressed », 30 juin 2005, en ligne, Internet, 21 janv. 2020. Available: <https://www.ucsusa.org/resources/climate-change-research-distorted-and-suppressed>.

<sup>437</sup> Valerie Volcovici, « Trump Administration Tells EPA to Cut Climate Page from Website: Sources », 25 janv. 2017, en ligne, Internet, 5 juill. 2019. Available: <https://www.reuters.com/article/us-usa-trump-epa-climatechange/trump-administration-tells-epa-to-cut-climate-page-from-website-sources-idUSKBN15906G>.

<sup>438</sup> « Global Change Research Act of 1990 », webpage *Congress.gov*, s. d., 1989/1990, en ligne, Internet, 22 sept. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/101st-congress/senate-bill/169/all-info>.

<sup>439</sup> Barack Obama, « Remarks by the President on the Impacts of Climate Change » *whitehouse.gov*, 22 avr. 2015, en ligne, Internet, 21 janv. 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/04/22/remarks-president-impacts-climate-change>.



question du climat aux États-Unis, alors même que la polarisation commençait à être de plus en plus visible sur ces sujets .

Entre la présidence de George H. Bush et celle de Donald Trump, la polarisation politique s'est indéniablement accrue sur les questions environnementales et climatiques, à tel point que si le consensus politique semblait encore possible en 1990, aujourd'hui il semble inimaginable. Le déplacement idéologique des partis politiques vers les extrêmes idéologiques a largement encouragé la fin de ce consensus en quelques décennies. Les partis ne sont pas les seuls responsables. Il semblerait par ailleurs, que les contributions financières issues du secteur privé soient un facteur important d'influence des politiques. Les financements de certains contributeurs comme les frères Koch<sup>440</sup>, auraient par exemple encouragé la formation d'un « *shadow GOP*<sup>441</sup> » qui non seulement réduit l'influence du GOP mais pousse les candidats républicains à adopter des positions plus extrêmes idéologiquement, à l'image du *Tea Party* qui soutient des vues anti-environnementales et climato-sceptiques.

En définitive, depuis plusieurs décennies une polarisation politique existe sur les questions environnementales et les questions climatiques et elle semble être principalement du fait d'un renforcement de l'idéologie des militants politiques ainsi que de celle des élites. Pour répandre leur idées, les conservateurs ont développé de nouvelles stratégies, plus indirectes, notamment celle visant à décrédibiliser les résultats scientifiques prouvant la réalité du changement climatique. Les conservateurs mettent en place une véritable organisation du déni<sup>442</sup>, qualifiant le consensus dominant de « *junk science*<sup>443</sup> », et défendant ardemment les théories des climato-sceptiques afin de justifier le blocage de politiques environnementales et climatiques. Le discours double relayé aujourd'hui par les médias crée un véritable doute au sein de l'opinion publique et accentue la polarisation politique sur les enjeux environnementaux et climatiques. Les législateurs accordent une grande importance au soutien de l'opinion politique dans la mise en place de leur agenda politique. Ainsi, le fort soutien populaire sur les questions environnementales au cours des années 1970 avait engendré un consensus politique. En revanche, le rejet du Protocole de Kyoto, n'a pas bénéficié du même soutien populaire

---

<sup>440</sup> David et Charles Koch sont deux frères à la tête de *Koch Industries*, la deuxième plus grande entreprise non cotée en bourse des États-Unis et appartenant au secteur des énergies fossiles. Les frères Koch sont très impliqués dans la vie politique du pays et financent grassement de nombreuses causes comme les idées ultra conservatrices et libertariennes. Ils sont à l'origine de la création de groupes d'intérêts comme *Americans for Prosperity*, financent également des *think tanks* comme *Cato Institute*, des mouvements politiques comme le *Tea Party*, ou des candidats politiques. Leur position à l'encontre des problématiques environnementales et climatiques est par ailleurs très marquée.

<sup>441</sup> Dunlap, McCright, et Yarosh, « The Political Divide on Climate Change ».

<sup>442</sup> Peter J. Jacques, Riley E. Dunlap, et Mark Freeman, « The Organisation of Denial: Conservative Think Tanks and Environmental Scepticism » *Environmental Politics*. 17.3 (2008): 349-385.

<sup>443</sup> Jacques, Dunlap, et Freeman, « The Organisation of Denial: Conservative Think Tanks and Environmental Scepticism ».

compte tenu de la polarisation croissante des Américains sur ces questions. La polarisation politique sur les questions environnementales, climatiques et énergétiques, représente donc aujourd'hui un véritable écueil à la mise en place de mesures adaptées à la réalité de l'état actuel de l'environnement et du climat, comme le souligne Walter A. Rosenbaum : « *The inherent tension between the objectivity essential to scientific inquiry and the partisanship deeply rooted in the conflict over national energy policy now predictably invests conflict over policy options with assertions that one side or another has compromised the integrity of scientific information to its advantage*<sup>444</sup>. »

---

<sup>444</sup> Walter A. Rosenbaum, *Energy, Politics, and Public Policy*, 2nd ed. (Washington, D.C: CQ Press, 1987) 26.



## 1.4. Groupes de pression et polarisation politique

### 1.4.1. Lobbies et décideurs politiques : des liens étroits ?

Bien que le peuple élise ses représentants aux Congrès, il apparaît que le processus de légifération n'est pas une ligne directe allant du peuple aux élus. Les lobbies sont devenus de vrais acteurs de la vie législative et l'argent apparaît comme le moyen le plus sûr d'obtenir un accès ou de l'influence sur les décisions prises en haut lieu. Alors que certains considèrent qu'une réforme du système de financement des campagnes électorales serait nécessaire pour briser le lien entre l'argent et la politique, cette idée apparaît quelque peu utopique<sup>445</sup>.

Le lien entre les groupes de pression et le processus de légifération est devenu de plus en plus étroit avec le temps. De ce lien, ressortent deux éléments qui pourraient apporter une ébauche d'explication sur le gridlock ou l'attitude paradoxale du Congrès face aux demandes de l'opinion publique. Premièrement, les industries et les acteurs du secteur privé semblent aujourd'hui davantage capables d'influencer les législations car elles disposent de moyens importants en comparaison de ceux dont disposent les groupes œuvrant pour des causes comme l'environnement ou le climat. Deuxièmement, en dépit de l'expression généralement favorable de l'opinion publique pour des politiques publiques favorables à la protection de l'environnement et du climat, cette volonté n'est pas suivie par les membres du Congrès, qui sont davantage enclins à satisfaire les grands groupes et corporations énergétiques. Cela remet ici en question le processus démocratique lui-même. Compte tenu des circonstances, comme l'explique le fondateur de *Greenwire* et ancien correspondant du *New York Times* pour la section environnement, Philip Shabecoff, les environnementalistes n'ont plus le choix que de jouer le jeu du pouvoir s'ils espèrent parvenir à faire évoluer la législation environnementale et climatique.

*To address the looming threats to the planet in the years ahead, environmentalists will have to acquire the political power to do so—power that will put them in a position not just to ask or argue or beg but to demand that government do what is necessary. They will need the power to hold elected officials accountable—to be able to put the fear of God into them, or, more frightening to politicians, to put the fear of losing office into them. Environmentalists will have to get seriously involved in the political process<sup>446</sup>.*

---

<sup>445</sup> Philip Shabecoff, *Earth Rising: American Environmentalism in the 21st Century* (Washington, D.C: Island Press, 2000) 117.

<sup>446</sup> Shabecoff, *Earth Rising: American Environmentalism in the 21st Century* 113-114.

Le *Lobbying Disclosure Act* de 1995 définit un lobbyiste comme toute personne ou entité employée ou engagée par une autre personne pour conduire des activités de *lobbying* en son nom en échange de compensation financière ou autre<sup>447</sup>. Dès les années 1970, les activités de *lobbying* n'ont cessé de progresser, jusqu'à devenir une pratique couramment utilisée aussi bien pour les entreprises que les groupes industriels dont la stratégie est de se faire plus visibles et surtout plus audibles auprès des décideurs politiques. Les financements ou les contributions dévolus à une cause visent avant tout à ce que les bienfaiteurs obtiennent une compensation, le plus souvent sous la forme de lois et de réglementations plus favorables ou moins contraignantes, de nominations officielles, ou de contrats, par exemple. Le *lobbying* n'a cessé de prendre de l'ampleur de manière officielle ou sous-terraine ces dernières années<sup>448</sup>. Si en 1998 on ne dénombrait que 10 404 lobbyistes, un record a été atteint en 2007 avec 14 491 lobbyistes avant de retomber à 11 175 lobbyistes officiellement inscrits en 2016 selon les données fournies par le *Senate Office of Public Records*<sup>449</sup>. En dépit d'une baisse du nombre de lobbyistes officiellement actifs, les chercheurs s'accordent à dire que le *lobbying* n'a jamais été aussi présent à Washington ces dernières années, mais de manière souterraine. L'ancien directeur du Centre d'études parlementaires et présidentielles<sup>450</sup> à Washington et spécialiste du *lobbying* au Congrès, James Thurber, considère que le nombre de lobbyistes actifs à Washington s'approcherait davantage des 100 000 que du nombre officiel<sup>451</sup>. Le *lobbying* est devenu un outil incontournable pour les entreprises ou groupes qui veulent défendre leurs intérêts ou influencer les politiques. Ils sont d'ailleurs prêts à payer le prix fort pour être certains d'être entendus à Washington, comme le souligne Mark Dowie, ancien éditeur du magazine *Mother Jones* et triple lauréat du *National Magazine Awards*. « *Corporations finance a lobby that is willing to spend almost unlimited time and money combating a process— environmental regulation— they claim costs them \$ 125 billion a year*<sup>452</sup>. »

---

<sup>447</sup> U.S. House of Representatives, « The Lobbying Disclosure Act of 1995 », 19 déc. 1995, en ligne, Internet, 25 mai 2018. Available: <https://lobbyingdisclosure.house.gov/lda.html>.

<sup>448</sup> Lee Fang, « Where Have All the Lobbyists Gone? » *The Nation*, 19 févr. 2014, en ligne, Internet, 24 mai 2018. Available: <https://www.thenation.com/article/shadow-lobbying-complex/>.

<sup>449</sup> Center for Responsive Politics, « Lobbying » *opensecrets.org*, s. d., en ligne, Internet, 28 mai 2018. Available: <https://www.opensecrets.org/lobby/>.

<sup>450</sup> *Center for Congressional and Presidential Studies*.

<sup>451</sup> Fang, « Where Have All the Lobbyists Gone? »

<sup>452</sup> Dowie, *Losing Ground* 85.

## 1.4.2. Cycles politiques et financement des lobbies

« *K Street*<sup>453</sup> » n'a jamais été aussi active qu'aujourd'hui. En 2014, ce ne sont pas moins de 3,26 milliards de dollars qui ont été dépensés aux États-Unis pour financer les lobbies<sup>454</sup>. Les groupes d'intérêts des secteurs de l'énergie et des ressources naturelles et celui de l'environnement comptent parmi ceux les mieux financés bien qu'il existe une différence notable dans l'origine et la hauteur de leur financement respectif. Les lobbies du secteur énergie et ressources naturelles défendent les intérêts d'un grand nombre de sociétés de l'industrie de l'énergie et des ressources naturelles. Parmi les grands noms représentés l'on retrouve *Koch Industries*, *BP*, *Exxon Mobil*, *Chevron Corp* pour ce qui est de l'industrie pétrolière. Des sociétés comme *American Electric Power* pour l'industrie de l'électricité, ou *Peabody Energy* pour l'industrie minière sont également représentées. Depuis 2006, le secteur des ressources naturelles a toujours été classé parmi les cinq secteurs les mieux financés<sup>455</sup> et le financement des lobbies dans ce secteur n'a cessé de croître ces dernières années comme l'attestent les chiffres fournis par le *Center for Responsive Politics*<sup>456</sup>.

Les clients pour le secteur énergie et ressources naturelles ont dépensé 160 373 858 dollars en *lobbying* en 1998. Cette même année on dénombrait 1706 lobbyistes pour le secteur énergie et ressources naturelles qui représentaient les intérêts de 662 clients<sup>457</sup>. Les deux secteurs ayant le plus contribué au financement du *lobbying* sont celui de l'électricité avec 70 732 414 dollars dépensés et celui du pétrole et du gaz avec 62 576 290 dollars. Parmi les plus gros financeurs du secteur de l'électricité se trouvent des groupes comme *Edison Electric Institute* avec 11 540 000 dollars dépensés, *Energy Corp* avec 3 420 000 dollars ou *FPL Group* avec 3 220 000 dollars. Parmi les financeurs du secteur des hydrocarbures on retrouvait *Exxon Corp* avec une contribution de 5 580 000, *Mobil Oil* avec 5 300 000 dollars ou encore *USX Corp* avec 4 300 000 dollars.

En 2010, les 1 172 clients du secteur énergie et ressources naturelles ont dépensé un total de 455 339 738 dollars pour financer la défense de leurs intérêts. Pas moins de 2 305 lobbyistes dans ce

---

<sup>453</sup> « *K Street* » est une des plus grandes avenues de Washington D.C. où sont regroupés de nombreux lobbies, *think tanks* et groupes d'intérêts. Il s'agit également d'une expression qui désigne par métonymie le *lobbying* en tant qu'activité dans la capitale américaine.

<sup>454</sup> Center for Responsive Politics, « Lobbying ».

<sup>455</sup> Center for Responsive Politics, « Lobbying Spending Database » *opensecrets.org*, s. d., en ligne, Internet, 29 mai 2018. Available: <https://www.opensecrets.org/lobby/top.php?showYear=2016&indexType=c>.

<sup>456</sup> Le *Center for Responsive Politics* est un organisme à but non lucratif, non-partisan, et indépendant qui se donne pour mission de retracer l'utilisation de l'argent en politique et ses effets sur les élections et les politiques publiques.

<sup>457</sup> Center for Responsive Politics, « Lobbying Spending Database Energy & Natural Resources, 1998 » *opensecrets.org*, s. d., en ligne, Internet, 29 mai 2018. Available: <https://www.opensecrets.org/lobby/indus.php?id=E&year=1998>.

secteur étaient recensés dans ce secteur en 2010. À titre de comparaison, sur la période allant de 1998 à 2019, l'année 2010 est l'année où les dépenses pour le *lobbying* dans le secteur des énergies et ressources naturelles est la plus importante. Le plus grand contributeur est comme en 1998, le secteur de l'électricité, avec 191 065 085 dollars dépensés, soit quasiment 42% du total dépensé dans ce secteur pour 227 clients. Parmi ces clients se trouvent *PG&E Corp*, *Southern Co*, *Edison Electric Institute* par exemple. Le deuxième secteur qui finance le plus le *lobbying* des énergies et ressources naturelles en 2010 est celui du gaz et du pétrole. Il a dépensé 148 274 543 dollars pour 208 lobbyistes. Les clients ayant le plus contribué sont *ConocoPhillips*, *Chevron Corp*, et *Exxon Mobil*. *American Petroleum Institute*<sup>458</sup> apparaît également comme un des plus grands contributeurs de 2010.

En 2016, ce secteur comptait 1789 lobbyistes qui représentaient cette fois les intérêts de 849 clients<sup>459</sup>. En 2016, ces mêmes clients ont dépensé 303 123 985 dollars, soit un peu moins du double de la somme dépensée par rapport à 1998. Parmi ces 303 123 985 dollars, pas moins de 120 439 657 dollars provenaient directement de l'industrie du pétrole et du gaz, contre 114 569 635 dollars pour le secteur de l'électricité. À l'instar des années 1998 et 2010, le secteur diverses énergies représentait le troisième plus grand contributeur avec 42 456 401 dollars devant celui de l'exploitation minière avec 13 388 672 dollars. La catégorie diverses énergies regroupe aussi bien les industries du solaire (*Solar Energy Industries Association*), que celui de l'éthanol (*Renewable Fuels Association*), celui des carburants renouvelables (*Fuels America*), celui des transports propres (*Tesla Motors*) ou encore celui des énergies propres (*Clean Energy Group*) entre autres.

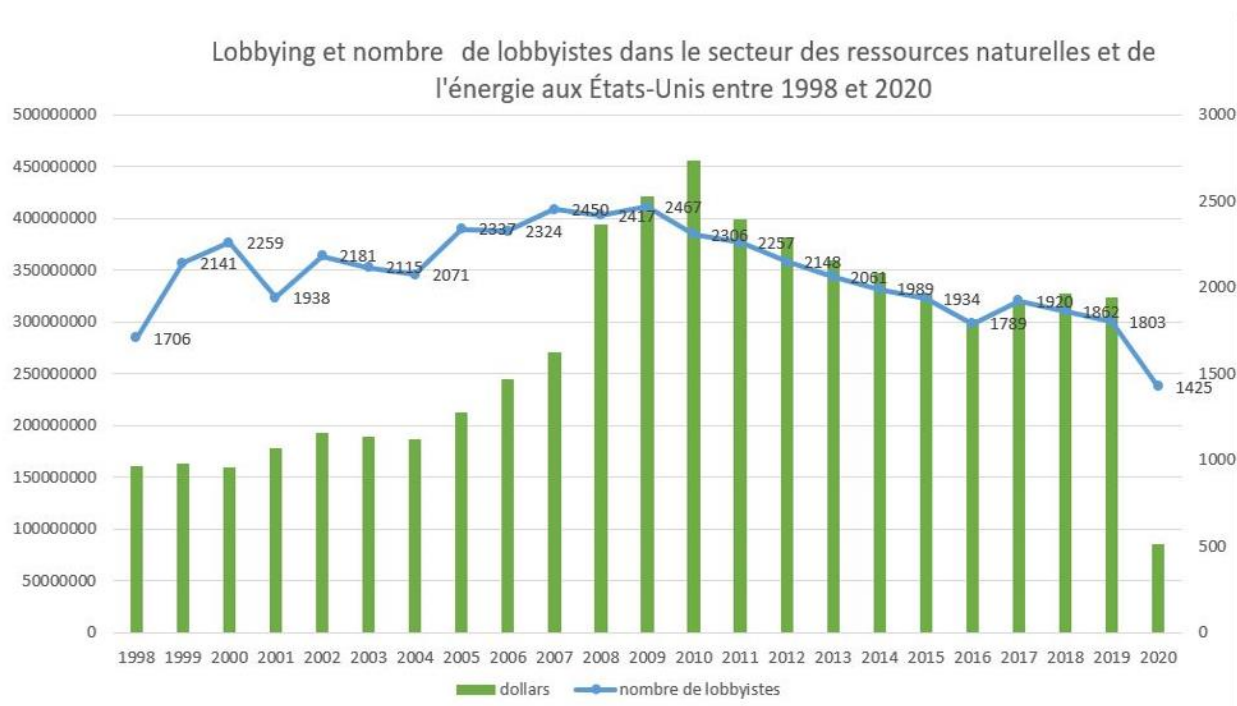
La comparaison de ces chiffres démontre qu'en un peu plus de 20 ans, de 1998 à 2019 le *lobbying* pour les ressources naturelles et l'énergie n'a cessé d'augmenter mais de manière non linéaire. S'il s'agit désormais d'un moyen incontournable pour défendre les intérêts d'un secteur et influencer les politiques publiques, il existe néanmoins des cycles où les contributions sont plus fortes. Le nombre de professionnels du *lobbying* évolue pareillement selon l'agenda politique et les élus en place.

---

<sup>458</sup> Association Petroleum Institute (API) est la seule association nationale professionnelle représentant les industries du secteur du gaz et du pétrole et leurs intérêts. Cette association est notamment en charge des directives et normes techniques de son secteur et est un acteur actif du *lobbying* en faveur de la dérèglementation des activités liées aux secteurs du gaz et du pétrole.

<sup>459</sup> Center for Responsive Politics, « Lobbying Spending Database Energy & Natural Resources, 2016 » *opensecrets.org*, 25 janv. 2017, en ligne, Internet, 29 mai 2018. Available: <https://www.opensecrets.org/lobby/indus.php?id=E&year=2016>.

Figure 6 : Nombre de lobbyistes et sommes versées pour le lobbying dans le secteur des ressources naturelles et de l'énergie aux États-Unis entre 1998 et 2020



Source : *Open secrets*, Annual Lobbying on Energy & Natural Resources, 2018.

Par exemple, il n'y a jamais eu autant de lobbyistes (2467 lobbyistes en 2009) dans les secteurs des énergies et ressources naturelles, ni de financement total si élevé (plus de 455 millions en 2010) sur la période de 1998 à 2019<sup>460</sup> que pendant le premier mandat de Barack Obama. Comment expliquer ce cycle ? Entre 2007 et 2008, les financements dans ce secteur bondissent de plus de 45% en passant de plus de 270 millions en 2007 à plus de 394 millions en 2008<sup>461</sup>. Sur la période 1998-2019, c'est la plus grande évolution jamais constatée et la raison principale pourrait être l'avènement du président Obama à la Maison Blanche avec son agenda climatique. Les plus grands contributeurs du financement du *lobbying* du secteur des énergies et du pétrole et du gaz sur cette période sont également les opposants à la mise en place de réglementations environnementales et climatiques qui fragiliseraient selon eux l'emploi et l'activité de leurs industries. De même, le financement de la catégorie diverses énergies est passée de 10 809 974 dollars en 1998 à plus de 42 millions en 2016 avec un pic à 68,55 millions en 2010<sup>462</sup>. Là encore, ce cycle correspond à l'espoir qui reposait sur la

<sup>460</sup> Center for Responsive Politics et Suite 200, « Energy & Natural Resources Lobbying Profile » *opensecrets.org*, 2019, en ligne, Internet, 28 janv. 2020. Available: <https://www.opensecrets.org/federal-lobbying/sectors/summary?cycle=2019&id=E>.

<sup>461</sup> Center for Responsive Politics et Suite 200, « Energy & Natural Resources Lobbying Profile ».

<sup>462</sup> Center for Responsive Politics et Suite 200 Washington, « Misc Energy Lobbying Profile » *opensecrets.org*, 2019, en ligne, Internet, 28 janv. 2020. Available: <https://www.opensecrets.org/federal-lobbying/industries/summary?cycle=2009&id=E07>.



présidence d'Obama pour développer une politique énergétique fédérale avec pour axe central les énergies propres et la lutte contre le réchauffement climatique.

Le premier mandat d'Obama est marqué par un certain nombre de projets de loi lors du 111<sup>ème</sup> Congrès (2009-2011) en faveur du climat et de l'environnement, ce qui pourrait expliquer l'augmentation des financements et des professionnels du *lobbying*. Parmi ces projets de loi, il y a par exemple, le *American Clean Energy and Security Act (ACES)*<sup>463</sup> de 2009 qui proposait un système de *Cap and Trade*<sup>464</sup>, la création d'un *Renewable Portfolio Standards (RPS)*<sup>465</sup> et un certain nombre de mesures en faveur de l'efficacité énergétique. Il y avait également le *American Clean Energy Leadership Act*<sup>466</sup> de 2009 pour promouvoir le développement des technologies des énergies renouvelables, améliorer l'efficacité énergétique et la sécurité énergétique entre autres. Le *Clean Energy Jobs and American Power Act* de 2009<sup>467</sup> est également un autre projet de loi proposé lors du 111<sup>ème</sup> Congrès. Il proposait la création d'un système de *Cap and Trade* avec un objectif de réduction des émissions américaines de GES de 20% par rapport à 2005 d'ici 2020 et 83% d'ici 2050 et prévoyait également parmi d'autres mesures d'encourager les emplois liés à la transition énergétique via des programmes. En 2010, le Sénateur démocrate du Nouveau Mexique, Jeff Bingaman introduit le projet de loi intitulé *Outer Continental Shelf Reform Act*<sup>468</sup> qui visait à une gestion plus équilibrée du grand plateau continental. Cette loi qui fait suite à l'explosion de la plateforme pétrolière *Deepwater Horizon* dans le Golfe du Mexique devait veiller à maintenir la production d'énergie dans la zone tout en assurant une meilleure sécurité et une meilleure protection environnementale dans la zone. Les exemples de projets de lois cités ci-dessus ne représentent pas la totalité de ceux qui ont été introduits durant le premier mandat de Barack Obama. Néanmoins, ces projets associent tous la question climatique ou environnementale à l'enjeu énergétique ce qui peut justifier l'inquiétude de l'industrie des hydrocarbures et l'importance du *lobbying* de ce secteur.

---

<sup>463</sup> « Summary of H.R. 2454 (111th): American Clean Energy and Security Act of 2009 » *GovTrack.us*, s. d., en ligne, Internet, 29 janv. 2020. Available: <https://www.govtrack.us/congress/bills/111/hr2454/summary>.

<sup>464</sup> Voir lexique.

<sup>465</sup> Voir lexique

<sup>466</sup> « S. 1462 — 111th Congress: American Clean Energy Leadership Act of 2009 » *GovTrack.us*, 2009, en ligne, Internet, 29 janv. 2020. Available: <https://www.govtrack.us/congress/bills/111/s1462>.

<sup>467</sup> « S. 1733 — 111th Congress: Clean Energy Jobs and American Power Act » *GovTrack.us*, 2009, en ligne, Internet, 29 janv. 2020. Available: <https://www.govtrack.us/congress/bills/111/s1733>.

<sup>468</sup> « S. 3516 — 111th Congress: Outer Continental Shelf Reform Act of 2010 » *GovTrack.us*, 2010, en ligne, Internet, 29 janv. 2020. Available: <https://www.govtrack.us/congress/bills/111/s3516>.

### 1.4.3. Lobbying et polarisation politique

L'analyse de la destination des sommes allouées au *lobbying* par les entreprises est également un critère non négligeable. Une partie des sommes dévolues au *lobbying* par les industries de l'énergie est destinée à financer des candidats ou des élus. Il est intéressant de remarquer que les républicains sont davantage financés par le secteur des industries fossiles alors que le secteur des énergies alternatives finance davantage les démocrates. Cette logique correspond à l'idée de partisanerie sur la question des énergies. Par exemple en 2008, année d'élection présidentielle américaine, Barack Obama a reçu 292 158 dollars du secteur des énergies alternatives. Quant à son rival républicain John McCain, il n'a reçu que 45 080 dollars de ce même secteur<sup>469</sup>. À l'échelle des partis politiques, en 2008 les républicains ont reçu 328 028 dollars du secteur des énergies fossiles alors que les démocrates ont reçu 1 194 806 dollars<sup>470</sup>. En 2008, l'industrie du charbon a financé les démocrates à hauteur de 604 248 dollars et les républicains à hauteur de 1 712 052 dollars, soit un peu plus du double<sup>471</sup>. En 2019, pour le cycle électoral 2019-2020, l'industrie des énergies alternatives a attribué 700 811 dollars aux démocrates et 524 752 dollars aux républicains<sup>472</sup>. En comparaison, les républicains ont reçu 557 728 dollars de l'industrie du charbon quand les démocrates n'en ont reçu que 27 005<sup>473</sup>. Les industries du gaz et du pétrole ont donné aux candidats démocrates 2 066 437 dollars contre 8 455 461 dollars aux candidats du GOP<sup>474</sup>, soit 4 fois plus.

Le *lobbying* auprès des élus et candidats du Congrès ainsi qu'auprès des candidats aux élections présidentielles représente une véritable stratégie pour les secteurs d'activité qui espèrent ainsi influencer un texte de loi ou les réglementations. Si l'industrie des énergies fossiles semble s'aligner derrière les candidats républicains et celle des énergies alternatives derrière les démocrates, l'écart tend à se réduire pour cette dernière industrie, notamment selon les chiffres relevés pour le cycle électoral de 2019-2020. Cette tendance est peut-être du fait du consensus grandissant sur ce type

---

<sup>469</sup> Center for Responsive Politics, « Alternative Energy Production & Services: Money to Congress » *opensecrets.org*, 2013, en ligne, Internet, 29 janv. 2020. Available: <https://www.opensecrets.org/industries/summary.php?ind=E1500&recipdetail=A&sortorder=U&mem=Y&cycle=2008>.

<sup>470</sup> Center for Responsive Politics, « Alternative Energy Production & Services: Money to Congress ».

<sup>471</sup> Center for Responsive Politics, « Coal Mining: Money to Congress » *opensecrets.org*, 2013, en ligne, Internet, 29 janv. 2020. Available: <https://www.opensecrets.org/industries/summary.php?ind=E1210&recipdetail=A&sortorder=U&mem=Y&cycle=2008>.

<sup>472</sup> Center for Responsive Politics, « Alternative Energy Production & Services: Money to Congress » *opensecrets.org*, 2019, en ligne, Internet, 29 janv. 2020. Available: <https://www.opensecrets.org/industries/summary.php?ind=E1500>.

<sup>473</sup> Center for Responsive Politics, « Coal Mining: Money to Congress » *opensecrets.org*, 2019, en ligne, Internet, 29 janv. 2020. Available: <https://www.opensecrets.org/industries/summary.php?ind=E1210&recipdetail=A&sortorder=U&mem=Y&cycle=2020>.

<sup>474</sup> Center for Responsive Politics, « Oil & Gas: Money to Congress » *opensecrets.org*, 2019, en ligne, Internet, 29 janv. 2020. Available: <https://www.opensecrets.org/industries/summary.php?ind=E01++>.

d'énergies à l'échelle infranationale. En revanche, il convient également de remarquer le parti pris affiché de l'industrie déclinante du charbon qui a financé les républicains pour une somme 20 fois plus importante que celles attribuées aux démocrates pour ce même cycle électoral. La politique actuelle menée par le président Trump, qui est favorable au secteur du charbon, y participe peut-être. Il est tout aussi intéressant de constater que contrairement à ce qui a été observé pour le secteur des énergies alternatives, l'écart s'est drastiquement creusé entre 2008 et 2019 pour ce qui concerne le financement des deux partis. L'industrie du charbon, bien que moins généreuse que celles du gaz et du pétrole, semble bien plus polarisée en revanche d'une part. D'autre part, il est possible d'envisager, que les démocrates, habituellement sensibles aux questions climatiques soient moins enclins à supporter l'industrie du charbon même si un financement est en jeu.

L'enjeu environnemental qui englobe aussi bien les questions de pollution de l'air que celles du changement climatique est tout aussi concerné par le *lobbying* que le secteur de l'énergie. Le secteur de l'environnement bien que représenté par les groupes d'intérêts et lobbyistes, ne dispose pas de chiffres aussi impressionnants que ceux des grands groupes industriels. En 1998, 284 lobbyistes étaient recensés pour le secteur de l'environnement. Ces lobbyistes représentaient les intérêts de 65 clients, qui les ont financés à hauteur de 5 311 618 dollars<sup>475</sup>. En 2016, 312 lobbyistes assuraient les intérêts de 91 clients, pour un financement de 12 931 982 dollars<sup>476</sup>. Parmi les grands noms représentés par ces lobbies environnementaux se trouvent *Nature Conservancy*, *Sierra Club*, UCS ou encore *Natural Resources Defense Council*. Ces chiffres montrent une progression en termes de financement, du nombre de lobbyistes engagés et du nombre de clients faisant appel aux lobbyistes de la période allant de 1998 à 2016, autant pour les groupes industriels que pour les groupes environnementaux. Cependant, ils révèlent également à quel point les ressources déployées par les groupes et firmes industriels sont infiniment plus grandes que celles des groupes environnementaux. La comparaison entre les chiffres précédemment cités concernant le *lobbying* en faveur de l'environnement et celui en faveur du secteur de l'énergie et les ressources naturelles entre 1998 et 2016 permet de remarquer qu'en 1998, le financement du *lobbying* des groupes industriels a été 30 fois plus important que celui des groupes environnementaux. Le rapport de lobbyistes engagés pour défendre leurs intérêts à Washington était quasiment de 6 lobbyistes pour le secteur des ressources naturelles contre 1 pour les environnementalistes. En 2016, l'écart de financement des lobbyistes s'est

---

<sup>475</sup> Center for Responsive Politics, « Lobbying Spending Database Environment, 1998 » *opensecrets.org*, s. d., en ligne, Internet, 30 mai 2018. Available: <https://www.opensecrets.org/lobby/indusclient.php?id=Q11&year=1998>.

<sup>476</sup> Center for Responsive Politics, « Lobbying Spending Database Environment, 2016 » *opensecrets.org*, 25 janv. 2017, en ligne, Internet, 30 mai 2018. Available: <https://www.opensecrets.org/lobby/indusclient.php?id=Q11&year=2016>.

réduit. Le financement des groupes industriels n'était plus que 25 fois plus important alors que le rapport de lobbyistes engagés était toujours de quasiment 6 pour les groupes industriels contre un pour les environnementalistes. Comme le souligne Mark Dowie, malgré les efforts des environnementalistes pour rester dans la course, ils ne semblent pas de taille face à la quantité de ressources et de moyens que peuvent déployer les grands groupes industriels. « *No matter how large, clever, and sophisticated in the ways of Washington the environmental movement has become, when it comes to lobbying Congress, it has remained a mosquito on the hindquarters of the industrial elephant*<sup>477</sup>. »

Ces chiffres rapportent deux faits principalement. Premièrement, le financement des lobbyistes a explosé ces dernières années. Ils sont de plus en plus nombreux à *K Street*, et de mieux en mieux financés par leurs clients et plus nombreux pour défendre les intérêts de chacun auprès des détenteurs de pouvoir. Le *lobbying* est devenu une pratique courante dans le milieu de la politique ; il fait partie intégrante du système. Il faut désormais avoir des moyens financiers importants pour pouvoir influencer les politiques publiques, ce qui pose quand même la question du poids des inégalités de ressources dans le processus législatif. Alors que les grands groupes industriels possèdent ces moyens, qu'en est-il des environnementalistes ? De grands groupes de défense de l'environnement possèdent les moyens de s'offrir les services des lobbyistes à Washington. Néanmoins beaucoup des revendications environnementales sont également *grassroots*. Existe-t-il des possibilités pour les petits groupes locaux de se faire entendre à Washington face aux géants industriels ?

Le deuxième constat issu de ces chiffres est l'amplification du phénomène de « *revolving door*. » Ce phénomène consiste en la reconversion d'anciens législateurs, employés fédéraux, ou autres personnels issus du secteur public, en lobbyistes ou conseillers ou consultants pour les lobbies. De même, il n'existe qu'un pas pour passer du *lobbying* à une carrière fédérale. En somme, le phénomène de « *revolving door* » consiste en « *the exchange between high-level public- and private position*<sup>478</sup>.» Bien que la loi prévoie des mesures, comme par exemple un délai d'un an avant que les législateurs ne puissent intégrer le monde du *lobbying*, ce phénomène est en forte augmentation car il est de plus en plus lucratif. « *When Washington politicians leave office, many, if not most, no longer return home. Instead, they head straight to the lucrative world of K Street, the nation's lobbying corridor, which runs through the heart of Washington*<sup>479</sup>.» Le *Center for Responsive Politics* a recensé au cours des

---

<sup>477</sup> Dowie, *Losing Ground* 85.

<sup>478</sup> Steven S. Smith, Jason M. Roberts, et Ryan J. Vander Wielen, *The American Congress*, 7th ed. (New York: Cambridge University Press, 2011) 358.

<sup>479</sup> Thomas B. Edsall, « The Trouble with That Revolving Door », 18 déc. 2011, en ligne, Internet, 31 mai 2018. Available: <https://campaignstops.blogs.nytimes.com/2011/12/18/the-trouble-with-that-revolving-door/>.

années le nombre de « *revolvers*<sup>480</sup> ». En 1998, pour le secteur de l'énergie et des ressources naturelles, 649 « *revolvers* » étaient dénombrés contre 1108 en 2016<sup>481</sup>. En ce qui concerne le secteur de l'environnement, on dénombrait 80 « *revolvers* » en 1998 contre 136 en 2016<sup>482</sup>. Parmi ces « *revolvers* », se trouvent beaucoup d'anciens législateurs attirés par l'aspect lucratif de cette activité. Leur profil est d'ailleurs grandement valorisé financièrement par les entreprises de *lobbying* car ils ne viennent pas seulement avec des connaissances du système et une expérience, ils viennent également avec un réseau important, un critère déterminant dans cette profession. « *For retiring members of Congress and senior administration aides, the bidding from lobbying firms and trade associations can get even more fevered. Well-regarded top officials are in high demand and lately have commanded employment packages worth upward of \$2 million a year*<sup>483</sup>. » Ryan Zinke, élu au Sénat (2009-2012) puis à la Chambre des Représentants (2015-2017) pour le Montana avant de devenir ministre de l'Aménagement du territoire sous Trump (2017-2019), est l'illustration du phénomène de « *revolving door* » par exemple. Après avoir mené une carrière dans l'administration publique, il exerce aujourd'hui en tant que consultant et membre du conseil d'administration pour l'entreprise d'exploitation minière, *U.S. Gold Corp*<sup>484</sup>.

#### 1.4.4. Impact du financement des campagnes électorales par les lobbies

Au fil des années les lobbyistes ont développé de nombreuses stratégies. Cependant toutes ces stratégies visent à trouver des législateurs qui vont défendre la cause qu'ils représentent, ou qui seront capables d'introduire des propositions de lois en leur faveur, des amendements, ou encore mettre un sujet dans l'agenda du Congrès. Une grande partie du travail des lobbyistes consiste à rassembler et reporter des informations à leur client. Par conséquent, pour être efficaces, les lobbyistes se doivent de créer du réseau, se mettre en contact avec les élus, et entretenir leurs rapports avec les membres du Congrès. L'influence que les lobbies exercent sur les législateurs a cependant un prix. Cette contrepartie se traduit le plus souvent par le financement de leur campagne électorale. De nombreux exemples viennent attester de ces liens étroits entre les lobbies et la sphère politique. Par exemple,

---

<sup>480</sup> Voir lexique.

<sup>481</sup> Center for Responsive Politics, « Lobbying Spending Database Energy & Natural Resources, 2016 ».

<sup>482</sup> Center for Responsive Politics, « Lobbying Spending Database Environment, 2016 ».

<sup>483</sup> Jeffrey H. Birnbaum, « The Road to Riches Is Called K Street », 22 juin 2005, en ligne, Internet, 28 mai 2018. Available: <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2005/06/21/AR2005062101632.html>.

<sup>484</sup> U.S. Gold Corp., « U.S. Gold Corp. Appoints the Honorable Ryan K. Zinke, Former Secretary of Interior to the Board of Directors: U.S. Gold Corp. (USAU) » *U.S. Gold Corp*, 16 avr. 2019, en ligne, Internet, 27 févr. 2020. Available: <https://www.usgoldcorp.gold/news-media/press-releases/detail/65/u-s-gold-corp-appoints-the-honorable-ryan-k-zinke>.

entre 2001 et 2008, sous la présidence de George W. Bush, l'industrie du pétrole et du gaz a dépensé 393,2 millions de dollars en *lobbying* auprès du gouvernement fédéral. Elle a également dépensé 82,1 millions de dollars pour financer les candidats, les partis et Comités d'action politique<sup>485</sup>. 80% de cette somme ont directement été alloués aux républicains<sup>486</sup>. Cette contribution aurait permis à l'industrie du pétrole, du gaz, du charbon du nucléaire d'obtenir une exemption fiscale de 14,5 milliards de dollars, à travers le *Energy Policy Act*, adopté par un Congrès républicain en 2005<sup>487</sup>. Cette loi, considérée comme anti-environnementale et anti climatique sur de nombreux aspects<sup>488</sup> est issue des recommandations faites par l'«*energy task force*»<sup>489</sup> de Dick Cheney, mais elle a aussi été nourrie par les réflexions des grands magnats de l'industrie pétrolière qui ont secrètement participé à cette «*task force*» en 2001<sup>490</sup>. En somme, cette loi est critiquée car elle apparaît comme un cadeau de l'administration Bush-Cheney aux industries du pétrole et du gaz qui ont grandement contribué au financement de leur campagne présidentielle. Un autre exemple révélateur de l'étroitesse des liens entre la sphère politique et les lobbies date de 2009. Alors que Barack Obama, fraîchement élu, proposait de rebâtir l'économie américaine sur une énergie propre, notamment avec un système de plafonnement et d'échange des émissions de CO<sub>2</sub> (*Cap and Trade*), les industries du gaz et du pétrole ont augmenté leur budget de *lobbying* de 50% dans le but de contrecarrer cette proposition. Une partie des sommes dévolues au *lobbying* a notamment servi à faire des donations de campagnes allant

---

<sup>485</sup> Les comités d'action politique ou PAC (*political action committees*) sont des organisations privées qui ont pour but de soutenir ou gêner un candidat dans le cadre d'une élection locale ou fédérale. Ils peuvent également soutenir ou entraver une cause. Grâce aux dons reçus les PAC ont la possibilité de jouer un rôle considérable dans le processus électoral ou législatif par le biais de leur arme principale, le financement de la cause qu'ils soutiennent.

<sup>486</sup> Lindsay Renick Mayer, « Big Oil's Influence in Washington », 2008, en ligne, Internet, 10 mars 2016. Available: <http://www.pbs.org/now/shows/347/oil-politics.html>.

<sup>487</sup> Renick Mayer, « Big Oil's Influence in Washington ».

<sup>488</sup> Joshua Dornier, « Cheney's Culture of Deregulation and Corruption » *Center for American Progress*, 9 juin 2010, en ligne, Internet, 13 avr. 2016. Available: <https://www.americanprogress.org/issues/green/news/2010/06/09/7900/cheneys-culture-of-deregulation-and-corruption/>.

<sup>489</sup> Officiellement dénommée *National Energy Policy Development Group*, l'«*energy task force*» dirigée par Dick Cheney, est créée dès le début du premier mandat de George W. Bush. Il s'agit d'un groupe de travail formé par les ministres dont le portefeuille a trait à l'énergie dans le but d'élaborer une politique énergétique nationale. Ce groupe de travail collabore lors de nombreuses réunions avec des industriels, lobbies et groupes d'intérêt issus de la filière des énergies fossiles et dont les réflexions viennent alimenter le rapport Cheney publié en 2001. Les mesures proposées par ce rapport encouragent notamment l'augmentation de la production nationale des énergies fossiles, la relance du nucléaire, d'ouvrir davantage les terres fédérales à l'exploitation des hydrocarbures et la création d'infrastructures énergétiques. Nombre de ces propositions se font au détriment de l'environnement ou du climat car il est suggéré de relâcher les normes environnementales en vigueur, jugées entravantes pour l'industrie des énergies fossiles, afin de relancer la production d'énergie nationale au nom de la sécurité nationale.

<sup>490</sup> Dana Milbank et Justin Blum, « Document Says Oil Chiefs Met With Cheney Task Force » *Washington Post*, 16 nov. 2005, en ligne, Internet, 2 juin 2018. Available: <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2005/11/15/AR2005111501842.html>.

jusqu'à 100 000 dollars à certains élus démocrates afin de les influencer et de bloquer le passage de cette proposition de loi<sup>491</sup>.

Les industriels ne sont cependant pas les seuls à utiliser le lobbying pour parvenir à se faire entendre. Les groupes environnementaux ont eux aussi de plus en plus adhéré à ce système au fil des années comme le montre les sommes en constante augmentation allouées au *lobbying*. En 2014 et 2016, les lobbies environnementalistes se sont classés en tant que 7<sup>ème</sup> plus grand donateur, toutes industries confondues pour les campagnes électorales contre une 76<sup>ème</sup> place en 1998. En 2016, ce ne sont pas moins de 116 496 696 dollars qui ont été donnés pour les campagnes électorales et 86 566 404 dollars en 2014<sup>492</sup>. Parmi les contributeurs les plus représentés par des lobbies à Washington se trouvent par exemple des groupes historiques tels que le *Sierra club*, *Nature Conservancy*, *Environmental Defense Fund*, *Natural Resources Defense Council*. En plus des enjeux environnementaux, l'émergence de la question du changement climatique, un enjeu populaire qui gagne en importance au Congrès, permet à ces groupes environnementaux de gagner en crédit et en influence auprès des législateurs. Cette tendance est d'ailleurs perceptible dans les financements qui sont faits par les industries. Dans les années 1990, quand l'industrie du pétrole et du gaz donnait 1 dollar pour contribuer à la campagne d'un démocrate, elle en donnait 1,78 à un républicain. Il s'agit d'un rapport quasiment du simple au double. Cette tendance s'est renforcée depuis 1996, quand elle donne 1 dollar à un démocrate, elle en donne 3,35 dollars à un républicain<sup>493</sup>.

La polarisation politique sur les questions environnementales et l'omniprésence de la question climatique sont deux facteurs qui ont donné davantage de visibilité à ces enjeux et qui ont donc amené les industries à financer davantage les républicains, plus souvent enclins à soutenir des mesures en faveur des industries, notamment énergétiques, ou des mesures jugées anti-environnementales.

---

<sup>491</sup> Suzanne Goldenberg et US environment correspondent, « Barack Obama's Key Climate Bill Hit by \$45m Pr Campaign » *The Guardian*, 12 mai 2009, en ligne, Internet, 19 janv. 2016. Available: <http://www.theguardian.com/environment/2009/may/12/us-climate-bill-oil-gas>.

<sup>492</sup> Center for Responsive Politics, « Environment: Long-Term Contribution Trends » *opensecrets.org*, s. d., en ligne, Internet, 3 juin 2018. Available: <https://www.opensecrets.org/industries./totals.php?cycle=2016&ind=Q11>.

<sup>493</sup> Dan Froomkin, « How the Oil Lobby Greases Washington's Wheels », 4 juin 2011, en ligne, Internet, 19 janv. 2016. Available: [http://www.huffingtonpost.com/2011/04/06/how-the-oil-lobby-greases\\_n\\_845720.html](http://www.huffingtonpost.com/2011/04/06/how-the-oil-lobby-greases_n_845720.html).

## 1.5. Environnement et énergie : des enjeux entremêlés

### 1.5.1. La science a rendu ces enjeux indissociables par un lien de cause à effet

Ces dernières années, de nouvelles préoccupations sont venues occuper le devant de la scène médiatique comme la destruction des écosystèmes, la déforestation, la déplétion accrue des ressources naturelles, la fonte des glaciers, la hausse du niveau des océans, l'extinction de certaines espèces, l'augmentation du risque de catastrophes naturelles, la menace d'une sixième extinction massive, le risque d'explosion du nombre de réfugiés climatiques. Il ne s'agit là cependant que d'une liste non exhaustive des conséquences de l'activité anthropique sur la nature. L'émergence et la vulgarisation du discours scientifique concernant ces nouvelles problématiques ont occasionné une prise de conscience accrue de l'opinion publique américaine concernant le lien étroit entre les énergies et les enjeux environnementaux dès la fin du 20<sup>ème</sup> siècle.

Historiquement, la nation américaine s'est appuyée principalement sur trois énergies, à savoir le charbon, le gaz et le pétrole pour atteindre son niveau actuel de développement et d'industrialisation. Ces énergies ont incontestablement permis aux Américains d'atteindre un niveau de vie confortable, et d'être la nation avec la plus grande puissance économique au monde. Cependant, les enjeux environnementaux et surtout climatiques remettent plus que jamais en question la consommation des énergies fossiles. Ces ressources sont des énergies de stock, non renouvelables et qui nécessitent d'être extraites du sol, donc de l'environnement. Peu chères, elles représentent également les énergies les plus nocives pour l'Homme et son environnement. La consommation de ces énergies et leur extraction sont extrêmement néfastes du fait des rejets de dioxyde de carbone et la destruction des écosystèmes qu'elle occasionne. De nombreux inconvénients sont associés à l'utilisation de ces énergies fossiles en plus de ceux causés par les rejets de gaz de carbonique comme par exemple, la pollution soufrée, la perturbation des nappes phréatiques, le risque de marée noire pour le pétrole, la pollution thermique des fleuves<sup>494</sup> ou encore le rejet de particules fines dans l'atmosphère entre autres.

Les énergies fossiles sont aujourd'hui les sources d'énergies les plus consommées aussi bien aux États-Unis que dans le monde. Selon l'EIA, les énergies fossiles représentaient 81% de la

---

<sup>494</sup> Bertrand Barré, Bernadette Merenne-Schoumaker, et Anne Bailly, *Atlas des énergies mondiales: un développement équitable et propre est-il possible?*, Autrement., Atlas/Monde (Paris, 2011) 52.



consommation totale des États-Unis en 2016<sup>495</sup>. De même, une projection de l'*International Energy Outlook* de 2017 prévoit que les énergies fossiles représenteront encore 77% des énergies consommées dans le monde en 2040<sup>496</sup>. Aujourd'hui à l'échelle mondiale, les rejets émis par l'industrie de l'énergie comptent pour 75% des émissions humaines de dioxyde de carbone<sup>497</sup>, principal gaz responsable de l'effet de serre. Le deuxième gaz responsable de l'effet de serre est le méthane, essentiellement généré par l'agriculture, les activités énergétiques et les déchets ménagers<sup>498</sup>. L'exploitation et la consommation de ces énergies fossiles, si vitales à l'économie et au développement des nations, sont également au centre des préoccupations environnementales depuis des décennies, comme l'explique William R. Lowry, professeur de sciences politiques à l'université de Washington. « *In the 1970s and 1980s, policymakers began to pay more attention to the environmental consequences of energy use. Events in this time period, such as Three Mile Island (1979) and the Exxon Valdez oil spill (1989), intensified awareness and reinforced the perception of potential tradeoffs between energy use and environmental quality*<sup>499</sup>. »

### 1.5.2. Caractère réglementaire des politiques énergétiques et environnementales

Le lien entre l'énergie et l'économie est une évidence tout comme l'énergie est liée à l'environnement ou au climat. Cependant, la mise en avant du lien entre l'énergie et les préoccupations environnementales est plus récente. Ce lien énergie-environnement est si complexe que la gestion des problématiques environnementales sous-entend par extension la gestion des problématiques énergétiques. Walter A. Rosenbaum évoque le lien étroit entre l'environnement et l'énergie en ces mots : « *The environmental movement created a political fusion in which energy and environmental issues are now tightly and durably bonded. A political symmetry emerges energy policy is now environmental policy; environmental policy is energy policy*<sup>500</sup>. » De même, dès 1987, il suggérait déjà les enjeux environnementaux liés aux choix énergétiques du pays. « *Energy is implicitly environmental policy. The mix of energy technologies and sources used in the United States*

---

<sup>495</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. Energy Consumption Rose Slightly in 2016 Despite a Significant Decline in Coal Use - Today in Energy », 5 avr. 2017, en ligne, Internet, 28 mars 2018. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=30652>.

<sup>496</sup> U.S. Energy Information Administration, « International Energy Outlook 2017 », 14 sept. 2017, en ligne, Internet, 2 nov. 2018. Available: [https://www.eia.gov/outlooks/archive/ieo17/pdf/0484\(2017\).pdf](https://www.eia.gov/outlooks/archive/ieo17/pdf/0484(2017).pdf).

<sup>497</sup> Mons, *Les Enjeux de l'énergie* 76.

<sup>498</sup> Mons, *Les Enjeux de l'énergie* 76.

<sup>499</sup> William R. Lowry, « Disentangling Energy Policy from Environmental Policy » *Social Science Quarterly*. 89.5 (2008): 1195-1211.

<sup>500</sup> Rosenbaum, *American Energy* 26.

*will largely determine the nation's environmental quality and natural resource base*<sup>501</sup>. » William R. Lowry considère lui que les politiques environnementales et énergétiques se sont rapprochées du fait de l'évolution de la nature de ces dernières. Autrefois distributives, les politiques énergétiques sont devenues de plus en plus des politiques de régulation, comme les politiques environnementales, accroissant la polarisation et la partisanerie autour de ces questions. « *Over time, as energy policy proposals increasingly involved regulatory elements, energy politics have become more like environmental politics, divisive and partisan* <sup>502</sup>. » Ainsi, au fil des ans, les politiques énergétiques, climatiques et environnementales sont venues se confondre, et le caractère règlementaire de ces politiques a participé à diviser la société sur leur nécessité.

Cette fusion des politiques environnementales et énergétiques trouvent sûrement sa source dans l'émergence des problématiques de nature environnementale telles que le changement climatique ou les dangers de la pollution. Cependant, la situation énergétique des États-Unis durement frappés par les crises pétrolières de 1973 et 1979 a pu contribuer à ce lien, notamment à travers l'idée du développement de nouvelles sources d'énergies, les énergies renouvelables. Les crises énergétiques des années 1970 ont engendré une prise de conscience du pays sur plusieurs plans. Les Américains se sont aperçus des dangers de leur dépendance énergétique aux énergies fossiles importées, notamment en ce qui concerne le pétrole. De plus, ils ont également pris conscience des menaces pesant sur la sécurité nationale du fait de leur dépendance. La mise en avant des problèmes environnementaux occasionnés par la consommation des énergies fossiles, couplée aux enjeux de sécurité nationale, de dépendance énergétique et de nécessité de diversifier les sources d'énergies et d'approvisionnement notamment par les énergies renouvelables est venue renforcer la complexité du lien entre l'énergie, l'économie et l'environnement dès les années 1970.

L'énergie, qu'elle soit de stock<sup>503</sup> ou de flux<sup>504</sup> est une ressource omniprésente au quotidien. Elle est également un enjeu tentaculaire, une question qui touche tous les secteurs de l'administration d'un pays. Les énergies sont désormais aussi bien un enjeu politique, économique, de sécurité nationale, diplomatique, qu'environnemental. Intrinsèquement liée à quasiment tous les domaines publics et indispensable, la multitude d'enjeux qu'elle suggère en a également fait un sujet fort de dissensions politiques. Depuis la présidence de Nixon, l'énergie n'est plus uniquement perçue comme un enjeu économique, mais aussi comme un enjeu environnemental à cause des effets néfastes engendrés par

---

<sup>501</sup> Rosenbaum, *Energy, Politics, and Public Policy* 16.

<sup>502</sup> Lowry, « Disentangling Energy Policy from Environmental Policy ».

<sup>503</sup> Les énergies de stock sont celles qui proviennent de stocks non renouvelables de combustibles fossiles (pétrole, charbon, gaz) ou de matières fissiles (uranium et thorium).

<sup>504</sup> Les énergies de flux correspondent aux énergies qui se renouvellent spontanément (solaire, biomasse, éolien, hydraulique, géothermique et énergie des marées).

sa consommation. Il s'agit de la règlementer désormais. Le président Carter, en esquisant le premier plan énergétique, le *National Energy Plan* de la nation contribua grandement à officialiser ce nouveau statut. D'autres plans énergétiques suivront, avec des succès relatifs, le *Comprehensive National Energy Policy Act* de 1992, le *Comprehensive National Energy Strategy* de 1998 ou encore le *Energy Policy Act* de 2005. Peu à peu, depuis les années 1970, les politiques énergétiques sont venues inclure des éléments de protection de l'environnement.

L'évolution des politiques énergétiques a conduit à l'accroissement de la partisanerie concernant ces questions. Alors que pour certains, il faudrait repenser le mode de consommation, les énergies consommées ainsi que leur provenance, les plus conservateurs voient la régulation du secteur énergétique comme une menace pour le marché et la croissance économique ainsi qu'une entrave au *laissez-faire* économique. Cette divergence est d'ailleurs une des raisons de la polarisation politique sur les questions énergétiques. John R. E. Bliese, professeur associé d'études en communication à Texas Tech University, illustre d'ailleurs l'idée bien ancrée que la protection de l'environnement est néfaste pour l'économie.

*Politicians all too frequently adopt policies based on this myth. The Bush administration, for example, thought that environmental regulation was a major roadblock for economic growth. The White House Council on Competitiveness was established, chaired by President Dan Quayle, to veto environmental regulations, among others. At the state level, politicians often oppose stronger environmental protection for fear of losing economic development to states with lower standards.*<sup>505</sup>

Les politiques environnementales et énergétiques tendent de plus en plus à se confondre désormais compte tenu des enjeux de nature environnementale liés à l'énergie. La gestion des ressources énergétiques et leur utilisation est aujourd'hui une composante essentielle de la protection de l'environnement. Bien que la majorité des problèmes environnementaux soient causés par l'activité anthropique, le choix des énergies utilisées pour ces activités est également en cause. La quasi-fusion des politiques énergétiques et environnementales a participé à cliver la politique américaine. Alors que la puissance et la prospérité américaines se sont grandement construites sur l'accès facile aux énergies fossiles, la régulation de ces énergies polluantes mais abordables apparaît aujourd'hui comme une menace pour les plus conservateurs. De même, les énergies renouvelables leur apparaissent comme peu compétitives, trop chères et destructrices d'emplois, en somme elles sont néfastes pour la croissance économique. La persistance d'une certaine frange de la communauté américaine à ne percevoir les énergies que sous l'angle économique, renforce donc la polarisation

---

<sup>505</sup> John Ross Edward Bliese, *The Greening of Conservative America* (Boulder, Colo.: Westview Press, 2001) 23.

politique et participe grandement à affaiblir les politiques environnementales. Cependant, c'est peut-être le caractère imposé de certaines réglementations environnementales et climatiques dans le domaine des énergies qui nourrit la polarisation idéologique.



## 2. Le Congrès américain et la politique environnementale

### 2.1. *Gridlock* et alternatives ?

#### 2.1.1. Émergence du *gridlock* au Congrès

La branche législative du pouvoir est représentée par le Congrès fédéral des États-Unis qui est composé de deux assemblées législatives, la Chambre des Représentants (*United States House of Representatives*), dite la chambre basse et du Sénat, dite la chambre haute (*United States Senate*). Le Congrès est donc bicaméral. Il est composé de 100 sénateurs, soit deux élus par États, et 435 Représentants répartis proportionnellement à la taille de la population de chaque État. Les Représentants sont élus tous les deux ans au suffrage universel direct. Les sénateurs, eux, sont élus pour six ans.

L'article I, section 8, de la Constitution américaine détaille l'ensemble des pouvoirs impartis à la branche législative. Les membres du Congrès sont, dans les grandes lignes, habilités à légiférer, déclarer la guerre, disposer de l'argent public, superviser les dépenses, lever les impôts, destituer et juger les agents fédéraux, approuver les nominations faites par le président, approuver les traités négociés par la branche exécutive, surveiller et enquêter<sup>506</sup>. Le grand nombre de compétences et de pouvoirs attribués au Congrès en font un acteur central de la mise en place des politiques environnementales, climatiques et énergétiques aux États-Unis. Le Congrès est le centre névralgique du processus de légifération. De plus, il est le seul organe à voter et allouer les budgets ; deux éléments clés de l'élaboration et la mise en application d'une politique.

Au cours de la décennie 70, le Congrès américain, qui n'a connu que des majorités démocrates, s'est montré particulièrement actif dans le vote de lois environnementales en conformité avec les demandes issues de l'opinion publique. Cependant, dès les années 1980, les majorités au Congrès commencent à changer, et une baisse d'activité du Congrès peut être observée alors que les préoccupations environnementales, qui incluent désormais les préoccupations climatiques, sont

---

<sup>506</sup> U.S. Capitol Visitor Center, « What Congress Does » *U.S. Capitol Visitor Center*, s. d., en ligne, Internet, 17 juin 2019. Available: <https://www.visitthecapitol.gov/about-congress/what-congress-does>.

demeurées intactes. Il convient donc de s'interroger sur le rôle du Congrès dans cette situation qui semble paradoxale.

La période de forte activité du Congrès est caractérisée par l'esprit de collaboration entre les partis politiques, compte tenu de la ferveur de l'opinion publique, qui a permis la mise en place et l'institutionnalisation de ce que Christopher McGrory Klyza et David Sousa décrivent comme un « *green state*<sup>507</sup> », c'est-à-dire l'ensemble des lois, institutions et attentes concernant la conservation et l'environnement. Alors que le consensus politique sur ces questions demeure pendant les années 1970, de nombreux éléments viennent en marquer la fin dès les années 1980, à commencer par l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan, figure de proue de l'anti-environnementalisme. La montée en puissance d'un contre-mouvement environnemental, l'accentuation de la polarisation et de la partisanerie politique, l'évolution et la complexification des problèmes environnementaux, la stigmatisation des politiques environnementales comme bête noire du capitalisme, le renforcement des idéologies, le déclin de ferveur de l'opinion publique, l'influence des groupes d'intérêt et *think tanks* climato-sceptiques, sont parmi les facteurs principaux qui accélèrent et marquent la fin du consensus sur les questions environnementales et climatiques.

Le déclin du « *congressional activism*<sup>508</sup> » engendre progressivement l'évolution du processus législatif concernant les sujets environnementaux. Dès les années 1980, la fin du consensus environnemental génère une situation de blocage nommée *gridlock*. Il s'agit de l'incapacité des organes décisionnels tel que le Congrès à résoudre les conflits, ce qui entraîne l'inaction du gouvernement sur ces questions<sup>509</sup>. Le *gridlock* législatif est devenu une caractéristique du Congrès américain depuis quelques décennies compte tenu du climat de plus en plus conflictuel entre les partis. Pour les nombreuses raisons énumérées précédemment, il est devenu quasi impossible pour les partis de s'accorder sur les sujets de forte dissension, comme celui du climat. Face à cette situation de blocage, de nouvelles façons de légiférer, de nouvelles stratégies et mécanismes se sont développées en parallèle du processus traditionnel.

---

<sup>507</sup> Klyza et Sousa, *American Environmental Policy, 1990-2006* 20.

<sup>508</sup> Shafie, *Presidential Administration and the Environment* 3.

<sup>509</sup> Vig et Kraft, *Environmental Policy* 115.

### 2.1.2. *Gridlock et alternatives*

Usuellement, le processus d'élaboration d'une loi suit un schéma classique. Un enjeu doit d'abord être légitimé par l'opinion publique en tant que problème social. Il est ensuite appuyé par les groupes de pression auprès des législateurs. Pour atteindre le stade de l'action politique, un enjeu doit obtenir assez d'attention de la part des législateurs<sup>510</sup>. L'importance de l'enjeu pour l'opinion publique peut ici être déterminante. Lorsqu'un enjeu passe ces étapes, il apparaît sur l'agenda politique des organes capables de produire et d'élaborer des politiques publiques comme le Congrès ou le gouvernement.

Le Congrès américain possède de nombreux mécanismes afin d'appuyer ou entraver un projet en l'absence d'un consensus permettant de légiférer par la voie classique. L'augmentation de la polarisation a rendu tout consensus politique quasi impossible, les républicains et les démocrates défendant généralement deux visions différentes de la politique environnementale et climatique, c'est pourquoi ils ont fait le choix d'utiliser des outils alternatifs pour légiférer depuis quelques décennies. Pendant les années Reagan, conscient du soutien de l'opinion publique pour les questions environnementales, le Congrès a essentiellement veillé à protéger l'arsenal législatif qu'il avait créé. Cependant, dès les années 1990, le Congrès, apparaît comme étant de plus en plus marqué par les divisions partisans et délaisse sa posture défensive pour adopter une stratégie plus offensive.

Le 103<sup>ème</sup> Congrès (1993-1995) offre un exemple de la posture plus agressive du Congrès. Dès 1994, une « *révolution républicaine* » est menée par un des Représentants de la Géorgie également *Whip* républicain<sup>511</sup> à la chambre basse, Newt Gingrich, qui propose un « *Contract with America*<sup>512</sup>. » La donne change. Cette « *révolution* » permet aux républicains d'obtenir la majorité dans les deux chambres du Congrès. Ils n'avaient pas été majoritaires à la Chambre des Représentants depuis 40 ans lorsqu'ils sortent victorieux de ces élections de mi-mandat. Cette victoire républicaine apparaît comme une occasion idéale pour permettre aux conservateurs de mener à bien leur agenda anti-environnemental, mais de manière moins frontale qu'auparavant, afin de ne pas provoquer l'ire de l'opinion publique<sup>513</sup>. La « *révolution républicaine* » a permis, dès 1994, de mettre en exergue les outils à disposition de la branche législative, pour s'opposer à l'agenda environnemental en cas de « *divided government*<sup>514</sup> ». Dès cette période, la politique environnementale américaine et la politique

---

<sup>510</sup> Vig et Kraft, *Environmental Policy* 10.

<sup>511</sup> Le *Whip* d'un parti est un élu au Congrès dont la fonction est de veiller à la discipline des membres de son parti notamment lors des votes.

<sup>512</sup> *House Session, Sep 22 1994*, vol. (U.S. House of Representatives, 1994), en ligne, Internet, 18 avr. 2018. Available: <https://www.c-span.org/video/?60394-1/house-session&start=26389>.

<sup>513</sup> Walter A. Rosenbaum, *Environmental Politics and Policy*, 8th ed. (Washington, D.C: CQ Press, 2011) 94.

<sup>514</sup> Voir lexique.



climatique se façonnent différemment. Elles se veulent moins consensuelles, plus conflictuelles, plus tortueuses.

Le Congrès américain dispose d'un large éventail d'outils à sa disposition pour guider le pays dans ses politiques publiques. En dépit d'un Congrès qui semble inactif, les politiques environnementales et climatiques continuent d'évoluer, mais en suivant un schéma différent. Plusieurs exemples illustrent comment les divers pouvoirs, outils et moyens propres au Congrès ont été utilisés pour façonner la politique environnementale et la politique climatique fédérale en l'absence de consensus. Pendant le 104<sup>ème</sup> Congrès (1995-1997) par exemple, le Congrès à majorité républicaine s'est appuyé sur de nombreux moyens pour s'opposer à l'agenda environnemental de Bill Clinton qu'il jugeait trop nuisible à l'industrie américaine. Ce Congrès a notamment choisi d'utiliser, entre autres, le « *regulatory reform* » pour s'y opposer. Cette mesure vise en général à rendre les réglementations plus efficaces ou entraver leur application en rendant les processus plus complexes. En 1995, les républicains proposent le *Risk Assessment and Cost-Benefit Act*, un projet de loi qui, s'il avait été voté, aurait imposé aux agences, entre autres, de réaliser de nouvelles analyses « *coûts-bénéfices* » et « *évaluations des risques* » avant que de nouvelles mesures ne soient mises en place. Ce processus long et coûteux, aurait permis aux conservateurs d'attaquer les politiques environnementales en vigueur de manière détournée, sans alerter l'opinion publique. L'administratrice de l'EPA en poste en 1995, Carole Browner, avait d'ailleurs manifesté son opinion défavorable au sujet de ce projet de loi, y voyant une tentative de « *casually dismantle every environmental law in this country ... in the dark of night*<sup>515</sup> ».

Le Congrès possède d'autres mécanismes pour contrôler et aiguiller les politiques publiques et l'action des agences, notamment celles de l'EPA, comme le souligne Daniel Fiorino, directeur du *Center for Environmental Policy* et professeur à l'*American University* de Washington D.C. Son activité d'« *oversight* », c'est-à-dire de contrôle et de surveillance peut devenir un obstacle de taille pour les agences, en cas de désaccord sur la politique à mener. Les membres du Congrès ont ainsi la possibilité d'organiser entre autres, des audiences pour interroger les agences sur les actions menées. Par exemple, durant les 6 premiers mois de 1993, les cadres de l'EPA ont été invités à témoigner 44 fois devant le Congrès, dont 13 d'entre elles concernaient l'administratrice de l'EPA de l'époque, Carole Browner<sup>516</sup>. Le Congrès a également la possibilité, dans le cadre de son activité d'« *oversight* », de commander des rapports, ou écrire des lettres pour questionner, demander des

---

<sup>515</sup> Eric Alterman, « Choose Your Poison », 20 avr. 1995, en ligne, Internet, 17 avr. 2018. Available: <https://www.rollingstone.com/politics/news/choose-your-poison-19950420>.

<sup>516</sup> Fiorino, *Making Environmental Policy* 67.

informations ou indiquer une préférence en termes de politiques sur un sujet à l'EPA. Au milieu des années 1980, l'EPA a reçu 4000 à 5000 lettres environ chaque année en provenance des membres du Congrès<sup>517</sup>.

Les agences, reçoivent leur pouvoir directement du Congrès qui leur délègue leur autorité pour légiférer selon l'article I de la Constitution. De plus, les agences fédérales sont tenues d'appliquer et de faire appliquer les lois votées par le Congrès. Les agences sont donc tenues de suivre la voie indiquée par le Congrès. Selon les législatures et la couleur politique dominante, le Congrès a pu se montrer de plus en plus directif avec ces agences, notamment avec l'EPA, en spécifiant de manière détaillée l'orientation voulue pour les politiques (*policy guidance*), les délais, les obligations règlementaires, les normes, leur laissant ainsi peu d'autonomie pour éviter toute dérive ou toute interprétation des textes de lois<sup>518</sup>. Le contrôle accru du Congrès sur les agences ces dernières décennies est une conséquence directe du *gridlock*. Le Congrès tente d'imposer aux agences ses préférences en matière de politique à travers les « *statutes*<sup>519</sup> » afin d'éviter que la politique de l'exécutif ne s'exprime trop, puisque les chefs d'agences, qui sont désignés par le président, sont généralement loyaux à la politique de l'exécutif.

Parmi ses nombreux atouts, le Congrès dispose également du pouvoir d'autoriser et d'allouer les budgets pour les agences, programmes ou activités fédérales. Ce pouvoir, est en outre, l'une des armes les plus efficaces et redoutables du Congrès pour influencer et façonner les politiques publiques sans légiférer. Le gouvernement en poste propose l'allocation des budgets tous les ans en janvier au Congrès pour l'année fiscale suivante qui commence en octobre. Ces budgets doivent permettre aux agences, aux programmes et à l'administration de continuer d'opérer et de mener à bien les projets en cours. Cependant, seul le Congrès est habilité à autoriser et allouer les budgets. L'allocation des budgets correspond à l' « *appropriation bill* » qui se compose de deux mesures, l' « *appropriation bill* » qui établit, continue ou modifie les agences ou programmes et l' « *authorization bill* » qui alloue les fonds aux agences et programmes autorisés. « *Congress has established a process that provides for two separate types of measures associated with discretionary spending: authorization bills and appropriation bills. These measures perform different functions. Authorization bills establish, continue, or modify agencies or programs. Appropriations measures subsequently provide funding*

---

<sup>517</sup> Fiorino, *Making Environmental Policy* 67.

<sup>518</sup> Sussman, Daynes, et West, *American Politics and the Environment* 138.

<sup>519</sup> Ce mot définit une loi issue de la branche législative. Les mots *law* et *statute* sont des termes interchangeables. Le Congrès publie d'ailleurs chaque année le *United States Statutes at Large* qui compile l'ensemble des lois approuvées par le Congrès sur l'année dans l'ordre chronologique.

for the agencies and programs authorized<sup>520</sup>. » Les agences et les programmes doivent donc recevoir tous les ans, l'aval du Congrès pour se voir allouer des fonds ou maintenir les programmes en vigueur.

Aux « *appropriation bills* » peuvent se voir rattacher des « *policy riders* ». Il s'agit de mesures qui ont peu de chance d'être votées seules en l'état, elles sont donc rattachées à l' « *appropriation bill* ». Cette dernière sera forcément votée pour financer le gouvernement, les agences et les programmes fédéraux. Ces « *policy riders* » sont devenus partie intégrante des nouvelles stratégies politiques nées du *gridlock*, surtout après 1994<sup>521</sup>. Il s'agit d'amendements rattachés à une loi, qui peuvent être utilisés pour restreindre, redéfinir, modifier ou mettre fin à un programme<sup>522</sup>. Les « *riders* » représentent l'opportunité pour ceux qui l'introduisent de faire valider une mesure sans qu'il y ait une véritable opposition du camp adverse ou un veto présidentiel. La quantité de données à analyser et traiter dans les délais impartis est telle qu'elles ne peuvent toutes être renégociées ou débattues. De plus, les présidents sont souvent plus enclins à accepter les « *riders* » plutôt que de mettre un veto sur l' « *appropriation bill* » ce qui conduirait au « *shutdown*<sup>523</sup> » de l'administration. Par exemple en 2012, lors du vote de la « *spending bill* », les républicains de la Chambre des Représentants ont présenté pas moins de 40 « *riders* » pour l'EPA et le ministère de l'Aménagement du territoire, afin de les empêcher de mener à bien leurs objectifs environnementaux et climatiques. Parmi ces « *riders* » il y en avait un par exemple qui empêcherait l'EPA de publier toute réglementation sur la régulation des GES dans l'année qui suit. Un autre « *rider* » visait à empêcher l'EPA de mettre en place les normes de rendement énergétique des véhicules<sup>524</sup>, une mesure majeure selon le président Obama pour lutter contre la dépendance énergétique du pays<sup>525</sup>.

Alors que les « *riders* » sont devenus assez fréquents, ils ont essentiellement été utilisés depuis 1994 dans un but partisan afin de poursuivre un agenda bien défini ou des objectifs controversés<sup>526</sup>. À titre d'exemple, le vote du budget de l'année fiscale 2018 (H.R.3354)<sup>527</sup>, comporte un certain

---

<sup>520</sup> United States Senate, « U.S. Senate: Appropriations Bills », s. d., en ligne, Internet, 22 avr. 2018. Available: <https://www.senate.gov/legislative/appropsbills.htm>.

<sup>521</sup> Vig et Kraft, *Environmental Policy* 121.

<sup>522</sup> Sussman, Daynes, et West, *American Politics and the Environment* 148.

<sup>523</sup> Voir lexique.

<sup>524</sup> Bryan Walsh, « The GOP's Hidden Debt-Deal Agenda: Gut the EPA » *Time*, 2 août 2011, en ligne, Internet, 25 avr. 2016. Available: <http://content.time.com/time/health/article/0,8599,2086421,00.html>.

<sup>525</sup> White House, « President Obama Announces Historic 54.5 mpg Fuel Efficiency Standard » *whitehouse.gov*, 29 juill. 2011, en ligne, Internet, 30 janv. 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/07/29/president-obama-announces-historic-545-mpg-fuel-efficiency-standard>.

<sup>526</sup> Klyza et Sousa, *American Environmental Policy, 1990-2006* 64.

<sup>527</sup> United States Congress, « Amendments - H.R.3354 - 115th Congress (2017-2018): Interior and Environment, Agriculture and Rural Development, Commerce, Justice, Science, Financial Services and General Government, Homeland Security, Labor, Health and Human Services, Education, State and Foreign Operations, Transportation, Housing and Urban Development, Defense, Military Construction and Veterans Affairs, Legislative Branch, and Energy and Water Development Appropriations Act, 2018 » *Congress.gov*, 2018 2017, en ligne, Internet, 17 janv. 2020. ,

nombre de « *riders* » liés à l'énergie, au climat et à l'environnement. Le républicain Markwayne Mullin, de l'Oklahoma, élu à la Chambre des Représentants est à l'origine de deux de ces amendements. L'amendement numéro 368 (H.Amdt. 368) voué à empêcher l'EPA d'appliquer la réglementation sur les émissions de méthane jugée contraignante pour les industries d'énergies fossiles et l'amendement numéro 369 (H.Amdt.369) pour empêcher le financement d'une autre réglementation issue de l'administration Obama, celle traitant du coût social du carbone.

Les budgets représentent un élément essentiel dans la capacité des agences à mener à bien leurs objectifs ou les programmes en cours. Le budget alloué pour l'amélioration de la qualité de l'environnement a été sujet à débat ces dernières années, compte tenu de la situation économique du pays qui a connu des crises mais aussi compte tenu des divergences politiques à ce sujet. Les républicains préfèrent souvent favoriser une baisse des dépenses fédérales pour réduire le déficit de la dette nationale, sacrifiant à ce titre les dépenses liées à l'environnement qui ne leur apparaissent pas comme une priorité à la différence de l'économie. Nombre de républicains perçoivent les réglementations environnementales et climatiques comme un lourd fardeau pour l'économie qu'il convient d'anéantir. Le site officiel du GOP met en évidence, à quel point selon les républicains, les réglementations imposées par l'EPA sont coûteuses et néfastes pour le pays.

*The ever-expanding EPA consistently pushes unnecessary regulations on the energy sector of America. These regulations impose tens of billions of dollars in new costs on American businesses and consumers. With a constant stream of new rules, the EPA causes uncertainty in the energy market and discourages new investments in energy innovation. Republicans oppose "sue and settle" lawsuits where special interest groups dictate new regulatory measures and expand the Agency's activities<sup>528</sup>.*

Les démocrates, en revanche, sont généralement plus enclins à trouver un équilibre entre le déficit fédéral et l'augmentation des taxes. Cependant, ces divergences politiques ont fortement impacté les budgets alloués aux programmes environnementaux qui ont connus des coupes importantes. Les coupes budgétaires impactent non seulement les agences et programmes concernés mais aussi la qualité de l'environnement. En effet, avec des budgets moindres, les agences se voient contraintes de hiérarchiser les programmes et objectifs environnementaux. Les coupes budgétaires peuvent devenir un frein sérieux à la mise en application et la réalisation des objectifs environnementaux fixés. Un manque de moyen peut parfois conduire certaines politiques et programmes à l'échec. Les membres

---

Available: <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/3354/amendments?searchResultViewType=expanded&KWICView=false>.

<sup>528</sup> Republican National Committee, « EPA Regulations » *GOP*, s. d., en ligne, Internet, 26 avr. 2018. Available: <https://gop.com/>.

du Congrès affiliés au GOP ont souvent cherché à réduire les budgets alloués aux agences et programmes environnementaux et *a contrario* cherché à favoriser l'industrie pétrolière. Par exemple, pour l'année fiscale 2011, la Chambre des Représentants à majorité républicaine avait proposé une réduction de quasiment 30% du budget de l'EPA par rapport aux 10,3 milliards de dollars alloués l'année précédente, ainsi qu'un gel des financements pour toutes les réglementations en cours et en attente de l'EPA sur les émissions de GES des sources fixes pour le reste de l'année fiscale<sup>529</sup>. Cette tentative républicaine repose sur une stratégie qui visait en partie à affaiblir l'EPA, entraver la recherche sur le climat et lutter contre les mesures de contrôle des émissions de CO<sub>2</sub>, des mesures qui pénalisent l'industrie. Cette tentative de réduire les budgets alloués à la protection environnementale n'est qu'une parmi les nombreuses réalisées par les républicains depuis les années Reagan. En 1995, les républicains du 104<sup>ème</sup> Congrès avaient demandé une coupe de 22,5% du budget de l'EPA<sup>530</sup>. De même en 2002, l'administration Bush proposait une baisse du budget alloué à l'EPA, afin de ne subvenir qu'à l'essentiel des besoins du pays. « *This budget funds our needs without the fat*<sup>531</sup>. »

### 2.1.3. Autres causes du *Gridlock*

La légifération sur la question climatique est sans aucun doute un des exemples les plus éloquents quant au *gridlock* qui paralyse le Congrès. Alors que depuis les années 1990, cet enjeu est débattu au congrès, 30 ans après les membres du Congrès et les législatures successives n'ont pas trouvé de consensus politique en dépit des tentatives proposées par certains Sénateurs ou Représentants, parfois même de manière bipartisane. Le Sénateur démocrate Joseph Lieberman du Connecticut introduit le *Climate Stewardship Act*<sup>532</sup> en 2003. Il s'agit d'un projet de loi bipartisan visant à établir un système de plafonnement des émissions de GES pour répondre aux enjeux climatiques liés à l'activité anthropique. Après l'échec de cette première tentative, en 2005, le Sénateur républicain John McCain

---

<sup>529</sup> Lauren Morello et al., « Republicans Gut EPA Climate Rules, Slash Deeply into Climate Research, Aid and Technology Programs » *The New York Times*, 14 févr. 2011, en ligne, Internet, 25 avr. 2018. Available: <https://archive.nytimes.com/www.nytimes.com/cwire/2011/02/14/14climatewire-republicans-gut-epa-climate-rules-slash-deep-87716.html?pagewanted=1>.

<sup>530</sup> James Gerstenzang, « House Rejects Republican Cuts in EPA Budget » *Los Angeles Times*, 30 nov. 1995, en ligne, Internet, 25 avr. 2018. Available: [http://articles.latimes.com/1995-11-30/news/mn-8785\\_1\\_budget-deficit](http://articles.latimes.com/1995-11-30/news/mn-8785_1_budget-deficit).

<sup>531</sup> Matt Smith et Christopher McCaleb, « Bush Budget Boosts Education, Defense but Cuts EPA » *CNN*, 9 avr. 2001, en ligne, Internet, 25 avr. 2018. Available: <http://edition.cnn.com/2001/ALLPOLITICS/04/09/bush.budget.02/index.html>.

<sup>532</sup> Joseph I. Lieberman, « S.139 - 108th Congress (2003-2004): Climate Stewardship Act of 2003 », webpage, 30 oct. 2003, en ligne, Internet, 30 janv. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/108th-congress/senate-bill/139>.

de l'Arizona introduit le *Climate Stewardship Act and Innovation Act*<sup>533</sup>. Encore une fois, le projet de loi est bipartisan et ressemble à celui introduit par le Sénateur Lieberman mais il comporte quelques modifications par rapport à celui de 2003. Quelques provisions concernant la recherche sur le climat et la commercialisation de nouvelles technologies énergétiques œuvrant pour la réduction des GES avaient été rajoutées à ce projet de loi, qui ne sera pas non plus voté. En 2007, le Sénateur Lieberman effectue une nouvelle tentative avec le *Climate Stewardship Act and Innovation Act* de 2007<sup>534</sup>. Ce projet de loi présente notamment un objectif graduel de réduction des émissions de GES. Il n'ira pas jusqu'au vote. Ainsi entre 2003 et 2007, plusieurs tentatives ont été réalisées de manière bipartisane pour réguler les émissions de GES américaines et se tourner vers des énergies plus propres, en vain. En 2009, lors du 111<sup>ème</sup> Congrès, le projet de loi Waxman-Markey sur le climat est introduit de manière bipartisane. Le projet de loi *American Clean Energy Security Act*, plus ambitieux que les précédents, réussit à passer le vote de la Chambre des Représentants mais ne sera jamais introduit au Sénat. Tout en mettant l'accent sur les réductions de GES, ce projet de loi favorisait également le développement des énergies alternatives ainsi que l'efficacité énergétique. En dépit de nombreuses tentatives de faire voter une loi en faveur du climat, depuis 2003 aucun résultat n'a abouti. Il est cependant intéressant de remarquer que les projets de lois *Climate Stewardship Act and Innovation Act* de 2007 et l'ACES de 2009 n'ont pas été paralysés par le *gridlock*, puisque la majorité était démocrate au Congrès pendant ces deux législatures. Le vote du projet de loi ACES de 2009 n'a connu qu'une très courte majorité en faveur de la Chambre des Représentants (219-212). Si le *gridlock* participe à ce résultat serré, 44 démocrates ont voté contre; parce qu'idéologiquement ils sont plus modérés, comme par exemple Bobby Bright, Représentant de l'Alabama, parce que le projet n'était pas assez poussé, parce qu'ils sont des élus d'États producteurs d'énergies fossiles comme c'est le cas pour John Salazar, Représentant du Colorado, parce que ce projet augmentera le prix pour les consommateurs américains et bien d'autres raisons encore<sup>535</sup>. Ainsi le *gridlock* n'est pas toujours le fruit de la simple partisanerie politique, mais le fruit d'autres enjeux.

Les 112<sup>ème</sup> (2011-2013) et 113<sup>ème</sup> Congrès (2013-2015) semblent, eux, avoir été parmi les plus anti-environmentalistes de toute l'histoire des États-Unis. À titre d'exemple, la Chambre des Représentants à majorité républicaine a voté plus de 551 en faveur de la restriction du budget et des

---

<sup>533</sup> John McCain, « S.1151 - 109th Congress (2005-2006): Climate Stewardship and Innovation Act of 2005 », webpage, 26 mai 2005, en ligne, Internet, 30 janv. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/109th-congress/senate-bill/1151>.

<sup>534</sup> « S. 2191 — 110th Congress: Lieberman-Warner Climate Security Act of 2007 » *GovTrack.us*, 2007, en ligne, Internet, 13 avr. 2016. Available: <https://www.govtrack.us/congress/bills/110/s2191>.

<sup>535</sup> Lisa Lerer et Patrick O'connor, « House Passes Climate Change Bill » *POLITICO*, 25 juin 2009, en ligne, Internet, 30 janv. 2020. Available: <https://www.politico.com/news/stories/0609/24232.html>.

réglementations de l'EPA en quatre ans. Parmi eux, 95 des votes recensés lors du 112<sup>ème</sup> Congrès visaient à favoriser l'industrie pétrolière et 95 des votes recensés lors du 113<sup>ème</sup> Congrès ont cherché à démanteler le CAA <sup>536</sup>.

En définitive, le Congrès américain est doté de nombreux pouvoirs et apparaît comme l'un des plus puissants au monde. Jusqu'aux années 1990, le Congrès, qu'importe sa majorité politique, s'est montré relativement enclin à soutenir les politiques environnementales, notamment pour conserver l'appui de l'opinion publique. Cependant, ces dernières décennies, l'exacerbation des tensions idéologiques et politiques entre les partis a plongé le Congrès américain dans une paralysie. Ainsi, pour débloquer les politiques, certains outils, stratégies et mécanismes ont été davantage utilisés récemment par le Congrès afin d'influencer et aiguiller les mesures environnementales et climatiques fédérales surtout en cas de *divided government*. Il convient cependant de constater que ces nouvelles stratégies et outils ont davantage été utilisés à des fins idéologiques et partisans<sup>537</sup>. Alors que les questions environnementales et climatiques n'ont jamais été aussi pressantes qu'elles le sont aujourd'hui, il s'agit de se demander si une solution politique est encore possible compte tenu du degré de polarisation. Quels en seraient les acteurs ? Les membres du Congrès doivent avant toute chose répondre de leur activité et résultats politiques devant le peuple. L'opinion publique, moins démonstrative aujourd'hui, semble pourtant toujours autant attachée à la protection environnementale et la lutte contre le réchauffement climatique. Pour y arriver, la transition énergétique est bien souvent la solution privilégiée. Comment expliquer ces choix et blocages du Congrès qui nient les préoccupations populaires ?

---

<sup>536</sup> Rebecca Leber et Adam Peck, « House Republicans Voted Against the Environment More Than 500 Times in the Past Four Years » *The New Republic*, 10 déc. 2014, en ligne, Internet, 25 avr. 2018. Available: <https://newrepublic.com/article/120508/house-floor-votes-against-environment-113th-congress>.

<sup>537</sup> Klyza et Sousa, *American Environmental Policy, 1990-2006* 97.

## **2.2. Le congrès et l'environnement : séduction de l'opinion publique, pression des lobbies ou intérêts personnels ?**

### **2.2.1. Séduire l'opinion publique pour être réélu**

De manière générale, la plupart des élus perçoivent de nos jours la politique comme une carrière professionnelle<sup>538</sup>, à laquelle ils consacrent tout leur temps. Cette carrière est rythmée par les élections, un indicateur de satisfaction de l'opinion publique qui peut permettre de pérenniser ou faire évoluer une carrière. Au fil des décennies, le Congrès s'est professionnalisé, les élus consacrant la majeure partie de leur temps aux activités électorales et politiques, et la plupart du temps loin de leur fief électoral, c'est à dire à Washington D.C. En tant qu'élus du peuple, les membres du Congrès ont pour obligation d'assurer la représentation de celui-ci au Capitole, le siège du Congrès. Cette mission de représentation est à la fois collective et individuelle. Ils ont à la fois pour mission de formuler les lois du pays de manière collective en tant que législateurs. Mais ils doivent également représenter leurs électeurs à l'échelle nationale, en veillant à leurs intérêts et à l'aboutissement de leurs attentes.

En tant que politiciens professionnels, la plupart des membres du Congrès sont également animés par des objectifs et ambitions personnels qui peuvent influencer aussi bien leurs prises de position, leur agenda, que leurs choix politiques. La combinaison de ces facteurs a amené les élus à penser les politiques publiques qu'ils conçoivent de manière différente, afin qu'elles correspondent à la fois à leur agenda politique, aux attentes de leurs électeurs mais aussi aux attentes des autres acteurs de la vie politique du pays comme les entreprises ou les lobbies. Puisque 90% des élus du Congrès cherchent à être réélu<sup>539</sup>, ils se doivent de contenter la majorité de l'opinion publique sur un délai de deux ans ou six ans selon leur fonction. L'obligation d'obtenir des résultats visibles et concrets sur de tels délais a conduit les législateurs à penser à court terme, c'est à dire qu'ils se projettent sur la durée d'un mandat, afin d'être crédibles et d'avoir un bilan favorable à défendre auprès de leur électorat et auprès des autres acteurs de la vie politique, en vue de leur réélection. La recherche de résultats concrets à court voire moyen terme est par conséquent, un élément essentiel pour appréhender la nature des politiques publiques, notamment climatiques et énergétiques. En somme, puisqu'il faut satisfaire l'opinion publique, les élus du Congrès ont davantage tendance à s'intéresser

---

<sup>538</sup> David R. Mayhew, *Congress: The Electoral Connection*, 9. print., Yale studies in political science 26 (New Haven: Yale Univ. Press, 1978) 15.

<sup>539</sup> Smith, Roberts, et Vander Wielen, *The American Congress* 70.



aux problèmes jugés importants ou urgents par l'opinion publique ou les médias, comme le suggère Matthew Eshbaugh-Soha, professeur en science politique à l'université du Nord-Texas. « *Because politicians should respond to their constituents, elected officials are also likely to be actively involved in salient policies*<sup>540</sup>. » L'importance d'un sujet conduit inévitablement les élus à traiter celui-ci sous peine d'être sanctionnés dans les urnes, ce que Walter Rosenbaum qualifie de « *tyranny of the electoral cycle*<sup>541</sup>».

Les élus du Congrès participent à la création des politiques publiques nationales. Cependant aux yeux de leurs électeurs, ils demeurent avant tout des élus locaux. Cette situation amène les membres du Congrès à faire parfois preuve de « *localisme*<sup>542</sup> » dans leurs choix politiques. Une des missions des membres du Congrès est de représenter leurs électeurs sur le plan national, de promouvoir et veiller à leurs intérêts. À ce titre, les élus ont souvent recours au « *pork barreling*<sup>543</sup> ». Ce terme désigne généralement les projets locaux approuvés et financés par le Congrès chaque année<sup>544</sup>. Cette pratique permet aux législateurs de gagner en crédibilité auprès de leur électorat puisque, grâce aux financements obtenus, les élus démontrent aux électeurs comment ils ont travaillé pour leurs intérêts, ou comment ils travaillent pour améliorer leur quotidien. Les législateurs se battent pour obtenir ces financements au Congrès car ils sont un gage de crédibilité auprès de l'opinion publique.

Afin de montrer leur engagement pour les politiques environnementales, les élus peuvent utiliser également des politiques dites « *symboliques*<sup>545</sup> ». Ces politiques sont conçues pour que les législateurs qui manifestent leur intérêt pour les questions environnementales et climatiques en tirent du crédit auprès de leur électorat. Ces politiques symboliques n'ont généralement aucun effet légal, ou ne sont pas conçues pour atteindre leur objectif, à cause d'un manque de moyens ou des difficultés à les mettre en application. Par exemple, certains États ont adhéré à des alliances régionales entre États fédérés dans le cadre de la lutte contre le changement climatique (*Regional Greenhouse Gas Initiative, Western Climate Initiative, Midwestern Greenhouse Gas Reduction Accord ...*). Si l'engagement des élus semblait sincère et répondait aux attentes de leur électorat, la portée d'une telle initiative peut être discutée si elle n'est pas réalisée entièrement. Si ces États ont pris part au débat sur le climat, montré leur engagement et bénéficié d'une image positive, un certain nombre d'entre eux ne sont pas allés jusqu'au bout de leur engagement. Les effets de la crise économique de 2008,

---

<sup>540</sup> Matthew Eshbaugh-Soha, « The Conditioning Effects of Policy Salience and Complexity on American Political Institutions » *Policy Studies Journal*. 34.2 (2006): 223-243.

<sup>541</sup> Rosenbaum, *Energy, Politics, and Public Policy* 44.

<sup>542</sup> Rosenbaum, *Environmental Politics and Policy* 89.

<sup>543</sup> Voir lexique.

<sup>544</sup> Smith, Roberts, et Vander Wielen, *The American Congress* 95.

<sup>545</sup> Sussman, Daynes, et West, *American Politics and the Environment* 148.

tout comme le renouvellement des élus avec les élections ont compté parmi les facteurs qui ont contribué à faire de ces alliances régionales un vœu pieu, une mesure purement symbolique pour certains États.

David R. Mayhew, politologue et professeur Sterling au département de science politique de l'Université de Yale, suggère que les élus du Congrès ne sont motivés que par leur réélection, ce qui a pour but d'entraîner des choix de politiques publiques destinés à nourrir cet objectif. « *It has to be the 'proximate' goal of everyone, the goal that must be achieved over and over if other ends are to be entertained*<sup>546</sup>. » Cette perpétuelle quête à la réélection conduit les élus à s'engager dans des activités utiles, censées les valoriser auprès de ce que Mayhew appelle les « *relevant political actor*<sup>547</sup> ». Ce terme désigne quiconque possède une ressource qui pourrait être utile dans le cadre d'une élection: de l'argent, des votes, un soutien puissant ou autre.

La typologie établie par Mayhew présente trois activités principales en vue de la réélection. La première consiste à se faire un nom ou « *l'advertising*<sup>548</sup> ». Les élus cherchent à se créer une image positive auprès de leur électorat, à se faire mieux connaître, à promouvoir leurs qualités personnelles. Par exemple, en juillet 2019 la Sénatrice californienne Kamala Harris et la Représentante new-yorkaise Alexandra Ocasio-Cortez, qui est aussi la plus jeune élue de tous les temps à siéger au Congrès, s'associaient autour du projet de loi nommé *Climate Equality Act*<sup>549</sup>. Il s'agit d'un projet de loi mêlant justice sociale et enjeu climatique, conçu pour placer les communautés les plus fragiles au centre des politiques climatiques et environnementales du pays. Jusqu'en décembre 2019, Kamala Harris était en lice pour les primaires démocrates de 2020 avant de devenir la colistière de Joe Biden en août 2020. Ce projet de loi peut être vu comme un moyen de diffuser ses idées dans le cadre de la campagne électorale en amont et se faire connaître auprès de l'opinion publique, notamment en visant les communautés les plus fragiles et les plus jeunes.

La deuxième activité est le « *credit claiming*<sup>550</sup> ». Selon Mayhew, du point de vue des élus, si un « *relevant political actor* » pense qu'un élu est capable d'accomplir des choses agréables pour sa localité alors il va vouloir le reconduire dans ses fonctions. Pour ce faire, les élus utilisent le « *pork barreling*. » Les élus accordent beaucoup d'importance au « *credit claiming* ». En s'attribuant le

---

<sup>546</sup> Mayhew, *Congress* 16.

<sup>547</sup> Mayhew, *Congress* 39.

<sup>548</sup> Mayhew, *Congress* 49-52.

<sup>549</sup> « Harris, Ocasio-Cortez Announce Landmark Legislation to Ensure Green New Deal Lifts Up Every Community » *U.S. Senator Kamala Harris of California*, 29 juill. 2019, en ligne, Internet, 24 janv. 2020. Available: <https://www.harris.senate.gov/news/press-releases/harris-ocasio-cortez-announce-landmark-legislation-to-ensure-green-new-deal-lifts-up-every-community>.

<sup>550</sup> Mayhew, *Congress* 52-61.

mérite pour les bénéficiaires dont ils font profiter leur localité, ils gagnent en popularité et sont perçus comme des « *good providers*<sup>551</sup> », c'est-à-dire des bons pourvoyeurs pour leur communauté. À titre d'exemple, le 22 avril 2008, un des élus démocrates à la Chambre des Représentants, le Texan Henry Cuellar, annonçait une allocation de 500 000 dollars pour financer le programme de recherche sur l'efficacité énergétique de l'Université Internationale A&M du Texas. En lice pour sa réélection dans le 28<sup>ème</sup> district Texan en novembre 2008, Cuellar habituellement proche des intérêts de l'industrie des énergies fossiles, choisissait un jour hautement symbolique, le 38<sup>ème</sup> *Earth Day* pour rappeler qu'il pouvait également œuvrer en faveur des énergies alternatives pour sa communauté à quelques mois des élections. « *I am pleased that more is being done at the local level to help our environment. Recently, I was proud to announce a \$500,000 earmark to help fund Texas A&M International University's Energy-Efficient Green Campus Research Initiative*<sup>552</sup>. »

La troisième activité consiste en la prise de position ou « *position taking*<sup>553</sup>. » Mayhew argumente l'idée que la prise de position est importante dans la mesure où les élus n'accomplissent pas des choses agréables mais font des jugements de valeurs agréables à entendre pour les « *relevant political actors*. ». En octobre 2019 par exemple, le Sénateur Mike Braun de l'Indiana, 8<sup>ème</sup> plus grand État producteur de charbon et 2<sup>ème</sup> plus grand État américain consommateur de charbon selon l'EIA<sup>554</sup> annonçait la création d'un *Bipartisan Senate Climate Solutions Caucus*, le premier groupe bipartisan au Sénat dédié aux discussions sur le climat. Co-fondateur de ce groupe avec le Sénateur démocrate Chris Coons du Delaware, Mike Braun marque une position différente de celle adoptée généralement sur le climat. En se prononçant en faveur d'une coopération bipartisans sur les questions climatiques, la prise de position de Braun n'est pas négligeable dans un contexte de *gridlock*. Alors qu'un groupe de discussion similaire existe déjà à la Chambre des Représentants, Braun et Coons espèrent faire passer les questions climatiques et énergétiques avant la politique afin de trouver des solutions viables mais également redonner un rôle actif dans la législation de ces questions. L'initiative bipartisans de ces deux Sénateurs ne présente aucune contrainte, cependant elle est de nature à séduire l'opinion publique attachée aux questions climatiques et las du *gridlock*.

*In its current state, our national conversation on this issue is too polarized, toxic, and unproductive. In this environment, American leadership is sidelined, instead replaced by partisan bickering. To us, this is unacceptable.*

---

<sup>551</sup> Mayhew, *Congress* 58.

<sup>552</sup> Henry Cuellar, « A Climate of Change: Greening America and the Economy Together » *U.S. Representative Henry Cuellar*, 22 avr. 2008, en ligne, Internet, 24 janv. 2020. Available: <https://cuellar.house.gov/news/documentsingle.aspx?DocumentID=89240>.

<sup>553</sup> Mayhew, *Congress* 61-73.

<sup>554</sup> U.S. Energy Information Administration, « Indiana - State Energy Profile Analysis », 2019, en ligne, Internet, 24 janv. 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/analysis.php?sid=IN>.

*Today, we are launching the Senate Climate Solutions Caucus, a bipartisan group of senators who, like the Americans we serve, believe Congress should play a central role in guiding America's 21st century energy economy and addressing the challenge of a changing climate. Our caucus seeks to take the politics out of this important issue*<sup>555</sup>.

En somme, les élus semblent être dans une constante séduction de l'opinion publique afin de gagner suffisamment de crédit auprès de leurs électeurs. Cette attitude ne traduit pas toujours par conséquent un réel attachement aux politiques publiques environnementales ou climatiques. Les élus ont en effet tendance à s'intéresser aux enjeux importants aux yeux de l'opinion publique, qui peuvent fournir des résultats rapides et surtout visibles. Or les enjeux climatiques actuels sont des enjeux qui doivent être traités sur des années, voire des décennies pour fournir des résultats tangibles. Ces enjeux ne sont donc pas prioritaires sur l'agenda des élus qui préfèrent consacrer leur énergie à d'autres types d'enjeux, souvent de nature économique. Il existe donc une dissonance entre les choix des politiciens et les préférences des citoyens.

### **2.2.2. Défection des élus à leurs promesses de campagne**

Selon une étude menée par *Gallup* en 2018<sup>556</sup>, 62% des Américains considèrent qu'actuellement le gouvernement n'agit pas suffisamment pour protéger l'environnement contre 68% en 1992, date où ils ont interrogé l'opinion publique pour la première fois. Cette tendance traduit un fort intérêt de l'opinion publique pour les questions environnementales et climatiques au sens large. Cependant l'étude menée par *Gallup*<sup>557</sup> analyse également le choix de l'opinion publique quand il s'agit de choisir la priorité entre l'environnement et l'économie, un cas de figure courant pour les politiciens. Le sondage révèle qu'en 2016, 56% des interrogés priorisaient une meilleure protection de l'environnement même au risque de freiner la croissance économique. Selon ce même sondage, depuis 1984, la majorité des Américains a toujours priorisé la protection environnementale même au risque de freiner la croissance économique, avec un pic en de 71% en 1990. La croissance économique n'a été priorisée par l'opinion publique entre 1984 et 2018 qu'entre 2009 et 2013, période

---

<sup>555</sup> Mike Braun et Chris Coons, « New Senate Caucus Will Seek Bipartisan Solutions to Address the Climate Challenge », Text *TheHill*, 23 oct. 2019, en ligne, Internet, 24 janv. 2020. Available: <https://thehill.com/blogs/congress-blog/energy-environment/467046-new-senate-caucus-will-seek-bipartisan-solutions-to>.

<sup>556</sup> Franck Newport, « Americans Want Government to Do More on Environment » *Gallup*, 29 mars 2018, en ligne, Internet, 25 juin 2018. Available: <https://news.gallup.com/poll/232007/americans-want-government-more-environment.aspx>.

<sup>557</sup> Newport, « Americans Want Government to Do More on Environment ».

correspondant à la reprise économique suite à la crise de 2008. L'étude menée par *Gallup* révèle ainsi que les Américains sont majoritairement favorables à des mesures telles que l'adoption de normes plus strictes pour extraire le gaz naturel y compris pour le *fracking*, ou encore l'adoption de normes d'émission et de pollution plus strictes pour les industries. Cependant la mesure la plus populaire parmi celles proposées par *Gallup* est l'investissement du gouvernement fédéral pour développer de nouvelles énergies comme le solaire et l'éolien en vue d'une transition énergétique. Il semble ainsi exister un vrai décalage entre les préférences de l'opinion publique et les choix faits en termes de politiques publiques.

Les chercheurs Evan J. Ringquist de l'université de l'Indiana, Milena Neshkova de l'université internationale de Floride, et Joseph Aamidor, expert de l'industrie de la gestion du bâtiment et de l'énergie<sup>558</sup>, se sont intéressés à cet écart qui existe entre la préférence des citoyens pour des mesures fortes et les politiques publiques mises en place qui sont plus faibles en ce qui concerne la politique environnementale. Ils se sont plus précisément demandés pourquoi les politiques environnementales mises en place au Congrès étaient plus faibles que celles que les citoyens réclamaient. L'étude menée par ces chercheurs démontre qu'une des raisons de cet écart est le fait que les législateurs américains font systématiquement défaut à leurs promesses de campagne électorale. Ce manquement est d'autant plus valable dans le cadre de promesses pro-environnementales, ce qui a pour conséquence de conduire à des politiques environnementales moins sévères que celles qui sont attendues. Dans cette étude, Ringquist, Neshkova, et Aamidor soutiennent que la propension des législateurs à ne pas tenir leur engagement est notamment motivée par les caractéristiques mêmes des politiques environnementales. En effet, bien que la protection environnementale soit un sujet important pour les Américains, il est beaucoup moins important dans le cadre des élections pour une majorité des citoyens, qui sont très peu à voter pour un candidat sur le critère de ses positions environnementales.

Ainsi, selon cette étude<sup>559</sup> les Représentants manquent à leur promesse de campagne 31% du temps contre 41% pour les sénateurs. La défection aux promesses de campagne est d'autant plus forte pour les législateurs quand elle concerne les politiques énergétiques, le changement climatique, ou les espèces à protéger. Par exemple entre le 103<sup>ème</sup> et le 108<sup>ème</sup> Congrès, il y a eu 42% de défection sur les questions énergétiques à la Chambre des Représentants et 45% au Sénat. Il en ressort également que le manquement à une promesse électorale est deux fois plus courante quand il s'agit d'une promesse pro-environnementale que lorsqu'il s'agit d'une promesse anti-environnementale. En

---

<sup>558</sup> Evan J. Ringquist, Milena I. Neshkova, et Joseph Aamidor, « Campaign Promises, Democratic Governance, and Environmental Policy in the U.S. Congress » *Policy Studies Journal*. 41.2 (2013): 365-387.

<sup>559</sup> Ringquist, Neshkova, et Aamidor, « Campaign Promises, Democratic Governance, and Environmental Policy in the U.S. Congress ».

définitive, le manquement aux promesses de campagne concernant la protection environnementale est un phénomène systématique, et il apparaît comme un élément de taille qui bride les politiques environnementales et énergétiques puisqu'elles ne correspondent pas à la volonté de l'opinion publique.

### **2.2.3. Les revendications des lobbies sont -elles privilégiées par rapport aux attentes populaires ?**

Le décalage qui existe entre les préférences de l'opinion publique et les choix politiques se traduit pour les Américains par une impression de déconnexion des élus quant aux attentes populaires. L'opinion publique considère, de manière générale, que les membres du Congrès sont parfois déconnectés des Américains. En 2010, selon un sondage pour *CBS News/ New York Times*, seulement 13% des interrogés considéraient que la plupart des membres du Congrès étaient plus intéressés par le fait de servir le peuple qu'ils représentent, alors que 80% considéraient que le Congrès était plus intéressé par servir les besoins des groupes de pression<sup>560</sup>. Selon ce même sondage 78% des interrogés pensaient en 2010 que le gouvernement était dirigé par quelques « *grands intérêts* » c'est-à-dire des grandes entreprises, qui cherchent à protéger leur activité. Seuls 18% des Américains pensaient que le gouvernement fonctionnait pour le bénéfice de tout le monde<sup>561</sup>.

Deux raisons principales peuvent expliquer cette déconnexion des élus. La plus évidente semble être que les élus préfèrent favoriser les enjeux économiques qui apparaissent comme plus importants ou urgents à leurs yeux pour le bien du pays. Ces enjeux sont d'ailleurs plus facilement solvables à court terme et moins contestés que les enjeux environnementaux qui sont très polarisés et affaiblis par le discours climato-sceptique. Une autre raison pourrait être la préférence des politiciens à soutenir les industries, en produisant des politiques environnementales faibles ou en n'en produisant pas du tout. Puisque les lobbies industriels participent de plus en plus au financement de campagne des élus du Congrès, ils préféreraient conserver ces financements, notamment parce que les campagnes électorales sont de plus en plus onéreuses. En 2012, selon le *New York Times*, cela coûtait en moyenne 1,6 million de dollars à un candidat de gagner un siège à la Chambre des Représentants contre 753 000 dollars en 1986. Pour conserver son siège dans un « *swing state* », la somme dépensée

---

<sup>560</sup> CBS News The New York Times, « New York Times/CBS News Poll: An Edge in the Battle for Public Support », févr. 2010, en ligne, Internet, 8 juin 2018. Available: <https://www.nytimes.com/interactive/projects/documents/new-york-times-cbs-news-poll#p=1>.

<sup>561</sup> CBS News The New York Times, « New York Times/CBS News Poll: An Edge in the Battle for Public Support ».

par les candidats étaient de 2,3 millions de dollars en moyenne<sup>562</sup>. En définitive, comme le souligne John R. E. Bliese, l'inertie des politiques environnementales provient des choix personnels faits par les élus au détriment des choix populaires. « *Too many conservative politicians have made a bad choice – to serve the industries that contribute to their campaigns rather than to offer conservative policies to protect the environment*<sup>563</sup>. »

---

<sup>562</sup> Sarah Wheaton, « How Much Does a House Seat Cost? », 9 juill. 2013, en ligne, Internet, 25 juin 2018. Available: <https://thecaucus.blogs.nytimes.com/2013/07/09/how-much-does-a-house-seat-cost/?module=ArrowsNav&contentCollection=Politics&action=keypress&region=FixedLeft&pgtype=Blogs>.

<sup>563</sup> Bliese, *The Greening of Conservative America* 3.

## 3. Le pouvoir exécutif

### 3.1. L'exécutif un pouvoir puissant mais contrôlé

#### 3.1.1. Pouvoirs de l'exécutif

La branche exécutive du pouvoir est représentée par le président et son administration. Tout comme pour le Congrès, la Constitution des États-Unis confère au président des pouvoirs afin d'administrer le pays. Élu tous les quatre ans et pour deux mandats au maximum, le président américain est le chef de l'État, et le commandant en chef des armées. Il est également le chef de la diplomatie et chef de l'Administration. Il a un pouvoir de nomination et de révocation, il a également le pouvoir de négocier et conclure les traités internationaux, de proposer le budget fédéral annuel et dispose d'un droit de veto pour s'opposer aux lois votées par le Congrès. La Constitution prévoit que l'exécutif « *exécute les lois* » et par conséquent le président possède à ce titre un pouvoir réglementaire d'application.

Dès leur prise de fonction, les présidents disposent donc d'un certain nombre de pouvoirs, d'outils et de ressources pour mettre en place leur programme politique, et notamment leur agenda environnemental ou climatique. Bien que les questions environnementales aient toujours bénéficié du soutien de la majorité de l'opinion publique, ces questions ont rarement été considérées comme un enjeu majeur des élections. Cependant, ces dernières décennies, la totalité des présidents ont dû gérer les questions de l'environnement et des ressources naturelles, quel que soit leur degré d'activisme, d'implication ou préférences en termes de politiques publiques environnementales et climatiques. En fait, compte tenu de l'évolution de ces enjeux, de leur diversité et de leur imbrication dans les autres domaines de la vie publique, les présidents ont été de fait obligés de prendre en compte ces questions dans leur agenda. D'ailleurs, ils sont généralement catégorisés suite à leur mandat comme ayant été des présidents « *activistes* » ou bien « *symboliques* <sup>564</sup> », selon leur degré d'activité et d'accomplissement sur ces questions.

---

<sup>564</sup> Sussman, Daynes, et West, *American Politics and the Environment* 7.



### 3.1.2. Rôles du président pour gérer les enjeux énergétiques, climatiques et environnementaux

Puisque tous les présidents de l'ère moderne ont été amenés à traiter ces questions, Dennis L. Soden, professeur et directeur du centre de recherche en politiques publiques à l'université d'El Paso au Texas a analysé de quelle manière et avec quels outils les présidents américains ont tenté de répondre aux enjeux environnementaux et climatiques dans une ère de *gridlock*. Pour ce faire il emploie les cinq rôles majeurs traditionnellement attribués au pouvoir présidentiel pour comprendre de quelle manière les présidents ont influencé la politique environnementale<sup>565</sup>.

Le premier rôle reconnu au président et aussi le plus puissant est celui de *Commander in Chief*. Le président est le chef des armées selon la Constitution. Le président a également le rôle de *Chief Diplomat*, c'est-à-dire qu'il a le pouvoir de définir les priorités nationales notamment vis-à-vis des autres pays. Les rôles de *Commander in Chief* et de *Chief Diplomat* sont présentés comme étant les plus puissants car le président n'est pas soumis à l'influence du Congrès dans ses choix hormis pour les traités internationaux qui doivent être ratifiés par le Congrès. Le troisième rôle du Président est celui de *Chief Executive*. À ce titre, il supervise son administration, la bureaucratie fédérale et la majorité des dossiers relatifs à la politique intérieure. Il détermine la politique intérieure du pays et veille à l'application des lois. Le quatrième rôle du Président est celui de *Legislative Leader*. Ce rôle l'amène à promouvoir ses préférences en termes de politiques publiques et à défendre annuellement sa proposition de budget auprès du Congrès. Le dernier rôle majeur et aussi le moins puissant du président est celui de *Opinion/Party Leader*. En lien direct avec le peuple, le président œuvre pour obtenir le soutien de l'opinion publique pour ses politiques publiques et son administration. Le président rencontre généralement davantage de difficultés à exprimer son leadership présidentiel dans les trois derniers rôles car il est amené à interagir avec des acteurs divers, notamment avec le Congrès. En cas de *divided government*, la collaboration peut donc s'avérer compliquée entre la branche exécutive et législative du pouvoir.

Ces rôles procurent au président cinq outils qui sont : l'autorité formelle liée à la fonction de président, un pouvoir décisionnel, la capacité de mobiliser l'opinion publique. Le président possède également une forme d'expertise et le monopole des informations qui ne sont diffusées qu'au chef de l'État. L'émergence d'une crise, qui valoriserait le rôle du président apparaît comme une dernière ressource. Une situation de crise dans le pays entraîne généralement un consensus sur la nécessité

---

<sup>565</sup> Soden, *The Environmental Presidency* 3.

d'une intervention présidentielle pour unifier le pays<sup>566</sup>. L'analyse de Soden démontre comment les présidents ont utilisé les différents rôles et ressources à leur disposition pour mener à bien leur agenda environnemental, énergétique ou climatique.

Un des rôles souvent tenus par les présidents est celui de *Legislative Leader*. Les discours prononcés par les présidents au cours de leur mandat peuvent être un outil pour exercer ce rôle. En s'adressant à l'opinion, le président cherche à obtenir son soutien, à faire pression sur le Congrès et ainsi influencer la politique environnementale. Le président n'a pas la possibilité de légiférer. En revanche, il a la possibilité d'être à l'initiative de lois notamment présentant ses préférences législatives tous les ans lors du discours sur l'État de l'Union au Congrès. Il peut donc à ce titre être perçu comme un acteur majeur de la vie législative. S'il n'a aucun contrôle sur le Congrès, il se doit tout de même de multiplier ses efforts auprès de celui-ci afin de mener son agenda à bien, surtout lorsqu'il est confronté à un Congrès hostile ou lorsqu'il s'agit de questions aussi partisans que les questions environnementales, climatiques ou énergétiques. Le Congrès, au cours d'une législature, peut soit soutenir le président, soit s'opposer à son agenda. Puisqu'un mandat présidentiel est grandement jugé sur ce qui a été accompli en quatre ans par l'administration au pouvoir, le président doit souvent faire preuve de stratégie, de qualités de négociateur et d'un talent de persuasion afin d'amener le Congrès à travailler avec lui et non contre lui. Le pouvoir exécutif n'a pas été aussi richement doté en termes d'attributions et de pouvoirs que la branche législative lors de la rédaction de la Constitution. Néanmoins les présidents possèdent un certain nombre d'outils pour faire avancer leur agenda, quelle que soit la position du Congrès. Après la baisse d'activité du Congrès en termes de législation environnementale dès les années 1980, tous les présidents américains ont cherché à influencer la politique environnementale du pays, selon leurs préférences, notamment en tant qu'acteur de la branche législative.

Le discours sur l'État de l'Union présenté au Congrès tous les ans est l'occasion pour les présidents de présenter et d'insister sur les dossiers qu'ils considèrent prioritaires ou importants. Depuis les années 1970, les présidents ont intégré les enjeux environnementaux et énergétiques à leurs agendas. Bien qu'un président ne puisse pas obliger le Congrès à adopter ses priorités, sa popularité et son agenda peuvent être des outils de pression majeurs sur le Congrès. Le discours sur l'État de l'Union envoie un signal fort au public, au Congrès, aux médias, aux lobbies, sur les intentions du président. Il est également largement relayé par les médias du pays et donc accessible à la majorité des Américains. En bénéficiant d'une si large audience, les présidents peuvent, lors de ces

---

<sup>566</sup> Soden, *The Environmental Presidency* 5.

discours, prendre un rôle *d'Opinion/ Party Leader*. Les questions environnementales et climatiques bénéficient du soutien populaire depuis des décennies. En évoquer les enjeux lors du discours annuel sur l'État de l'Union peut être un moyen pour le pouvoir exécutif de faire pression sur le Congrès en verbalisant les attentes populaires.

L'analyse des discours sur l'État de l'Union de George W. Bush et de Barack Obama lors de leurs mandats à la tête du pays démontre par exemple les priorités accordées aux questions climatiques dans leur agenda, les signaux envoyés à l'opinion publique, au Congrès, et les rôles qu'ils ont tenus selon la typologie de Soden, dans le cadre de leur discours annuel au Congrès. De son premier discours sur l'État de l'Union en 2002, à son dernier en 2008, George W. Bush n'a fait référence au changement climatique que deux fois puisque que l'on ne retrouve que deux occurrences des termes « *climate change* » dans ses discours au Congrès, une fois en 2007<sup>567</sup> et une fois en 2008<sup>568</sup>. George W. Bush a abordé les problématiques environnementales et climatiques par le prisme de l'énergie en accentuant la nécessité de moderniser les infrastructures énergétiques et d'investir dans les technologies afin de développer les énergies propres de demain. De 2002 à 2008, le président a davantage associé les enjeux énergétiques à des enjeux de sécurité nationale puisqu'il insistait sur la nécessité de gagner une indépendance énergétique grâce aux avancées technologiques, à la diversification des sources d'approvisionnement et à leur fiabilité. Il a également associé les enjeux énergétiques aux enjeux économiques, dans un contexte d'augmentation du prix du pétrole. Il a encouragé l'augmentation de la production d'énergies aux États-Unis, la conservation énergétique, le financement de la recherche technologique et la modernisation du secteur. George W. Bush préférait favoriser l'innovation technologique et l'économie afin de trouver des solutions environnementales au lieu de règlementer, comme il l'a affirmé lors de son discours sur État de l'Union en 2003. « *In this century, the greatest environmental progress will come about not through endless lawsuits or command-and-control regulations, but through technology and innovation*<sup>569</sup> ». Lors de ses discours sur l'État de l'Union, Bush présentait son agenda au Congrès mais cherchait également la coopération des membres du Congrès afin de parvenir aux résultats escomptés. En 2005, par exemple il a demandé au Congrès de voter le « *Clear Skies Initiative* », une stratégie de réduction de la pollution de l'air

---

<sup>567</sup> George W. Bush, « State of the Union Address 2007 » *The Washington Post*, 23 janv. 2007, sect. Politics, en ligne, Internet, 6 avr. 2016. Available: <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/01/23/AR2007012301075.html>.

<sup>568</sup> George W. Bush, « President Bush Delivers State of the Union Address 2008 », 28 janv. 2008, en ligne, Internet, 6 avr. 2016. Available: <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2008/01/20080128-13.html>.

<sup>569</sup> George W. Bush, « State of the Union Address 2003 », 28 janv. 2003, en ligne, Internet, 12 juin 2019. Available: <http://whitehouse.georgewbush.org/news/2003/012803-SOTU.asp>.

proposée par l'administration Bush en 2002. « *I urge Congress to pass legislation that makes America more secure and less dependent on foreign energy*<sup>570</sup>. »

George W. Bush n'a abordé les questions environnementales, climatiques ou énergétiques que par le prisme des enjeux économiques, technologiques et de sécurité nationale. Critiquant les réglementations en faveur de l'environnement, il n'a pas incité le Congrès à développer les politiques de protection des ressources mais plutôt à libérer le potentiel américain afin de favoriser l'économie, développer la production nationale et la sécurité nationale.

Lors de ses discours sur l'État de l'Union, Barack Obama a cherché à envoyer un message différent au Congrès et à l'opinion publique, avec un agenda visant davantage à responsabiliser les Américains vis-à-vis du changement climatique, à amener les États-Unis à adopter un rôle de premier plan dans la lutte contre le changement climatique. L'objectif affiché d'Obama était également d'aider le pays à atteindre l'indépendance énergétique grâce à une transition vers des énergies plus propres. Lors de son premier mandat, Barack Obama ne fait que très peu référence au changement climatique lorsqu'il s'adresse au Congrès pour le discours sur l'État de l'Union. Il aborde pourtant ce sujet brûlant de son agenda une première fois en 2010, puis en 2012 en critiquant les divisions et l'inaction du Congrès à ce sujet. « *The differences in this Chamber may be too deep right now to pass a comprehensive plan to fight climate change. But there's no reason why Congress shouldn't at least set a clean energy standard that creates a market for innovation. So far, you haven't acted*<sup>571</sup>. » Obama agit ici en tant que *Legislative Leader* puisque ce rôle a également pour fonction de venir stimuler le processus législatif lorsqu'il est inerte.

Barack Obama s'était donné pour ambition de « *réinventer la politique énergétique du pays*<sup>572</sup> », notamment en changeant la façon de produire et de consommer les énergies du pays, en s'appuyant sur une énergie plus propre. Son agenda énergétique est d'ailleurs très marqué, mais différent de celui de son prédécesseur. Lors de son discours sur l'État de l'Union en 2012<sup>573</sup>, il y a 23 occurrences du mot « *energy* ». On retrouve 18 occurrences du terme « *energy* » dans son discours sur l'État de l'Union de 2013<sup>574</sup>. Plusieurs facteurs pourraient expliquer la prépondérance de l'énergie en tant

---

<sup>570</sup> George W. Bush, « George W. Bush: Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union 2005 », 2 févr. 2005, en ligne, Internet, 11 juill. 2018. Available: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=58746>.

<sup>571</sup> Obama, « Remarks by the President in State of the Union Address 2012 ».

<sup>572</sup> Obama, « Barack Obama: Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union ».

<sup>573</sup> Obama, « Remarks by the President in State of the Union Address 2012 ».

<sup>574</sup> Barack Obama, « Remarks by the President in the State of the Union Address 2013 » *whitehouse.gov*, 12 févr. 2013, en ligne, Internet, 12 avr. 2016. Available: <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/02/12/remarks-president-state-union-address>.

qu'enjeu dans l'agenda d'Obama. D'une part, les enjeux énergétiques et environnementaux étaient déjà présents lors de ses campagnes électorales. Dans ses discours sur l'État de l'Union de 2012 et de 2013 il adopte non seulement le rôle de *Legislative Leader* mais aussi celui d'*Opinion/ Party Leader*. D'autre part, sous sa présidence, les États-Unis connaissent un boom énergétique leur permettant d'envisager une possible indépendance. À la différence de son prédécesseur Obama ne lie pas l'enjeu énergétique aux seules questions économiques et de sécurité nationale, mais aussi aux questions diplomatiques voire même aux questions sociétales et éthiques quand il aborde le défi du changement climatique pour les générations futures. Dans ses messages au Congrès, il insiste également sur le caractère urgent de la question climatique. « *And no challenge—no challenge—poses a greater threat to future generations than climate change*<sup>575</sup> ».

Si les présidents ont ainsi la possibilité de guider le Congrès dans leurs préférences et leurs priorités, avec leur agenda politique en tant que *Legislative Leader*, comme l'ont fait George W. Bush ou Barack Obama, ils ne peuvent pour autant pas contraindre le Congrès à agir. En revanche, les présidents disposent également d'un droit de veto en cas de désaccord avec une loi votée par le Congrès à laquelle il voudrait s'opposer. Le veto présidentiel est un outil qui permet au président de participer au processus législatif dans la mesure où il peut permettre au président de bloquer une législation. Mais la menace du veto présidentiel peut également amener le Congrès à faire des concessions dans la mesure où il n'aurait pas la majorité nécessaire pour y déroger. En février 2015, le président Obama a décidé d'utiliser son droit de veto pour s'opposer à la loi autorisant la création de l'oléoduc Keystone XL, un oléoduc qui transporterait environ 830 000 barils par jour de pétrole entre les sables bitumineux du Canada et le sud des États-Unis. La loi votée par le Congrès visait à approuver la construction de la dernière portion de l'oléoduc entre le Nebraska et le Canada. Ce projet de loi représentait depuis des années un sujet controversé pour les Américains qui se trouvaient divisés entre les retombées économiques promises par la construction de l'oléoduc et les fortes dégradations environnementales qu'il occasionnerait. Projet farouchement défendu par les républicains, et voté par un Congrès à majorité républicaine, il s'est vu rejeté par le président Obama quelques heures après seulement, conformément à ce qu'il avait promis<sup>576</sup>. Suite à une tentative de déroger au veto présidentiel, le Congrès a dû essuyer un revers puisqu'il n'a pas réussi à obtenir la

---

<sup>575</sup> Barack Obama, « Barack Obama: Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union 2014 », 28 janv. 2014, en ligne, Internet, 9 juill. 2018. Available: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=104596>.

<sup>576</sup> Jeff Mason et Richard Cowan, « Obama Vetoes Keystone XL Pipeline Bill » *Scientific American*, 24 févr. 2015, en ligne, Internet, 5 juill. 2018. Available: <https://www.scientificamerican.com/article/obama-vetoes-keystone-xl-pipeline-bill/>.

majorité nécessaire lors d'un vote au Sénat avec 62 votes pour et 37 contre<sup>577</sup>. Après sept années de controverses, Obama décidait de rejeter définitivement le projet en novembre 2015, afin d'accentuer la position des États-Unis dans la lutte contre le changement climatique quelques jours avant l'ouverture de la 21<sup>ème</sup> Conférence des parties de la CCNUCC (COP 21) à Paris. « *America is now a global leader when it comes to taking serious action to fight climate change. And frankly, approving this project would have undercut that global leadership*<sup>578</sup> ». Obama a décidé de confirmer la décision du département d'État qui a considéré après des années d'investigations que ce projet ne servirait pas les intérêts nationaux des États-Unis.

Les présidents contrôlent la diplomatie et les affaires du pays à l'échelle internationale selon la Constitution bien que le Congrès ait quelques attributions dans ce domaine. Le président a entre autres la possibilité de faire des traités internationaux bien que leur ratification soit soumise à l'approbation des deux tiers des votes du Sénat soit 67 votes. Lorsque les États-Unis adhèrent aux principes du Protocole de Kyoto en 1997, Bill Clinton agit de manière unilatérale en tant que *Chief Diplomat* vu que le président a le pouvoir de conclure des traités internationaux. Bien que le Congrès rejette la ratification de l'accord par la suite, Bill Clinton aura quand même tenté d'utiliser pour le Protocole de Kyoto son pouvoir en tant que *Chief Diplomat* pour avancer son agenda environnemental. De même, lorsque la Chine et les États-Unis signent un accord pour réduire leurs émissions respectives de gaz polluants en 2014, Barack Obama utilise sa position de *Chief Diplomat* pour avancer son agenda climatique, alors même qu'il rencontre des difficultés à le faire avec le Congrès. C'est également par le biais de sa position en tant que *Chief Diplomat* qu'Obama aura l'occasion d'adhérer aux principes de la COP 21 au nom des États-Unis en 2015. Ce rôle n'a pas été le plus utilisé par les présidents pour avancer leur agenda environnemental ou climatique, cependant le rapprochement des nations du fait de la mondialisation et leur connexion croissante par le biais de la technologie amènent à penser que ce rôle pourrait gagner en importance dans le cadre des enjeux climatiques. En 1996, les accords internationaux (traités, accords exécutifs, conventions et protocoles) concernant l'environnement représentaient 25.2% de la totalité des accords internationaux négociés par les États-Unis contre 11.3% en 1946<sup>579</sup>. Ces chiffres témoignent de la place grandissante du *Chief Diplomat* dans l'avancement de l'agenda environnemental.

---

<sup>577</sup> Coral Davenport, « Senate Fails to Override Obama's Keystone Pipeline Veto » *The New York Times*, 4 mars 2015, en ligne, Internet, 5 juill. 2018. Available: <https://www.nytimes.com/2015/03/05/us/senate-fails-to-override-obamas-keystone-pipeline-veto.html>.

<sup>578</sup> Barack Obama, « Statement by the President on the Keystone XL Pipeline » *whitehouse.gov*, 6 nov. 2015, en ligne, Internet, 5 juill. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/11/06/statement-president-keystone-xl-pipeline>.

<sup>579</sup> Sussman, Daynes, et West, *American Politics and the Environment* 182.

Le président est également doté du rôle de *Commander in Chief*. À ce titre, il peut avoir des informations dont la branche exécutive a le monopole, mais il s'agit également de la position dans laquelle le président dispose du plus grand nombre de ressources, de soutien de l'opinion publique et d'autorité. Traditionnellement, les présidents n'utilisent pas leur rôle de *Commander in Chief* pour avancer leur agenda environnemental ou climatique. Cependant l'évolution des enjeux environnementaux, et la prédominance des enjeux énergétiques qui y sont associés amènent des évolutions dans ce domaine. Les enjeux énergétiques sont de plus en plus souvent associés à des enjeux de sécurité nationale. Les enjeux environnementaux et énergétiques à l'échelle internationale intègrent des problématiques telles que la compétition entre les nations pour des ressources énergétiques qui s'appauvrissent, les pénuries d'énergies, le déplacement des populations et la surpopulation. Ces enjeux peuvent être une source de conflits armés entre les nations ou au sein des nations. La raréfaction des ressources naturelles, à l'image de l'eau, est un exemple de raréfaction des ressources pouvant mener au conflit armé. Les pays dits de la « diagonale de la soif » allant de l'Afrique du Nord au Nord Est de la Chine en passant par le Proche et Moyen-Orient et l'Inde connaissent un tel stress hydrique<sup>580</sup> que l'eau est devenue un motif de conflits<sup>581</sup>. De même, les conséquences environnementales de l'utilisation d'armes lors de conflits, qui intègrent parfois un enjeu énergétique comme au Moyen Orient par exemple, peuvent être une autre problématique que le *Commander in Chief* doit traiter avant de décider d'engager le pays dans un conflit. L'utilisation de bombes ou d'armes chimiques n'entraînent pas seulement des pertes humaines mais également des effets négatifs sur la santé de l'homme et son environnement à long terme. Dans les décennies à venir, la question des réfugiés climatiques deviendra elle aussi des plus pressantes et devra être gérée par les présidents. En somme, les questions de sécurité nationale désormais associées aux enjeux d'énergies, sont amenées à contraindre les présidents à recourir davantage à leur rôle de *Commander in Chief* dans les années à venir.

Quatre des rôles traditionnellement attribués au président ont jusqu'ici été décrits. Cependant le rôle qui a été le plus utilisé par les présidents modernes dans le cadre des questions environnementales, climatiques et énergétiques est celui de *Chief Executive*. Dennis L. Soden suggère même que ce rôle est le plus puissant<sup>582</sup> des rôles attribués au président pour avancer son agenda environnemental. Être *Chief Executive* permet au président d'avoir de l'influence à chaque étape dans

---

<sup>580</sup> Voir lexique

<sup>581</sup> Les Echos, « Ces « Guerres de l'eau » qui nous menacent » *lesechos.fr*, 2016, en ligne, Internet, 23 juill. 2018. Available: [https://www.lesechos.fr/30/08/2016/LesEchos/22265-031-ECH\\_ces---guerres-de-l-eau---qui-nous-menacent.htm](https://www.lesechos.fr/30/08/2016/LesEchos/22265-031-ECH_ces---guerres-de-l-eau---qui-nous-menacent.htm).

<sup>582</sup> Soden, *The Environmental Presidency* 346.

la mise en place d'une politique environnementale, énergétique ou climatique. Il peut participer à la formulation des propositions, soutenir leur approbation, et fournir des moyens humains et financiers pour qu'elles soient exécutées une fois qu'elles ont été approuvées<sup>583</sup>. Bien que l'exécutif ne soit pas totalement libéré du contre-pouvoir législatif, cette position offre au président la possibilité d'être le « *manager*<sup>584</sup> » de son administration et de guider les agences fédérales pour parvenir à ses objectifs.

Le président américain est souvent perçu comme l'homme le plus puissant au monde vu de l'extérieur. Cependant sur le plan de la politique intérieure, le pouvoir présidentiel demeure largement contraint dans ses actions par le Congrès, surtout en cas de *divided government*. La Constitution américaine accorde 17 pouvoirs au Congrès ainsi qu'une clause permettant la création de nouveaux pouvoirs. En revanche elle n'octroie qu'un nombre très modeste de pouvoirs au président<sup>585</sup>. Le pouvoir exécutif, tel que défini par l'article deux de la Constitution, peut donc paraître relativement faible face à un Congrès américain autonome et très puissant. Néanmoins, le pouvoir exécutif a évolué au fil des ans. Les présidents successifs ont transformé ce pouvoir jusqu'à devenir des piliers dans la vie politique du pays selon François Vergniolle de Chantal, professeur des universités à l'Université Paris Diderot :

*Il faut bien voir que la constitution ne décrit qu'un noyau de pouvoirs pour le président. Autour de ce noyau, il y a eu au cours des décennies un phénomène d'accrétion politique, c'est-à-dire que de nouveaux pouvoirs se sont agrégés. Les présidents ont construit leur pouvoir essentiellement à partir des silences de la Constitution. La présidence moderne telle qu'on la connaît est née avec Franklin Roosevelt<sup>586</sup>.*

Les présidents sont progressivement devenus des acteurs de premier plan de la vie politique du pays. En développant de nombreuses stratégies politiques et administratives conformes à leurs attributions constitutionnelles, les présidents ont su mettre en place des leviers leur permettant d'influencer la politique publique nationale. Cette idée est notamment vraie en ce qui concerne la politique environnementale et climatique. Les présidents américains ont quasiment tous intégré les questions environnementales, énergétiques, puis climatiques à leur agenda politique de Nixon à Trump, et ont à ce titre cherché à influencer ces politiques selon leur position sur ces questions, surtout face à un Congrès devenu de plus en plus inerte. Ils ont employé les diverses facettes, ressources, et outils du pouvoir présidentiel afin d'influencer le Congrès, diriger les organes administratifs ou guider

---

<sup>583</sup> Soden, *The Environmental Presidency* 77.

<sup>584</sup> Richard P. Nathan, *The Administrative Presidency* (New York: MacMillan [u.a.], 1983) vii.

<sup>585</sup> Ariane Chemin, Thomas Wieder, et Vincent Martigny, « À Quoi sert le président des États-Unis? » *L'Atelier du Pouvoir*, 5 nov. 2016, en ligne, Internet, 25 juill. 2018. Available: <https://www.franceculture.fr/emissions/latelier-du-pouvoir/quoi-sert-le-president-des-etats-unis>.

<sup>586</sup> Chemin, Wieder, et Martigny, « A Quoi Sert Le Président Des Etats-Unis ? ».



la politique internationale dans le sens des priorités environnementales et énergétiques inscrites à leur agenda. Depuis les années 1970, les présidents américains se sont d'ailleurs tournés vers une stratégie de plus en plus administrative afin d'avancer leur agenda politique. Il s'agit alors de s'intéresser à cette stratégie puisqu' elle est venue se placer au cœur des politiques environnementales, climatiques et énergétiques publiques de ces dernières décennies à cause du *gridlock*.

## 3.2. La présidence administrative

### 3.2.1. La stratégie administrative

Depuis de nombreuses décennies, les présidents américains font les politiques environnementales et climatiques. C'est d'ailleurs en leur qualité de « *Chief Executive* » que les présidents modernes ont le plus impacté ces politiques publiques depuis les années 1980. En tant que « *Chief Executive* », ils ont la possibilité de diriger leur administration, les agences ainsi que l'appareil bureaucratique fédéral pour parvenir aux résultats escomptés. Cette stratégie a été de plus en plus utilisée au fil des ans, pour deux raisons essentiellement. D'une part, compte tenu de la popularité constante de ces enjeux auprès de l'opinion publique et de l'inertie du Congrès sur ces questions, cette stratégie permet aux présidents de répondre aux attentes de l'opinion publique. Ils occupent un espace délaissé par le Congrès. D'autre part, cette stratégie permet au président d'éviter tout conflit avec le Congrès en cas de désaccord sur une politique publique, ce que souligne David M. Shafie, professeur associé à l'université Chapman en Californie.

*Following the rise of the Administrative Presidency, the recent presidents are more likely to avoid the traditional legislative route for their environmental policy agendas in favor of a strategy that relies on unilateral and contextual tools. Not only is the administrative strategy a low-risk alternative to a bruising battle in the legislative arena, the mere threat of unilateral action can pressure Congress to act on the president's priorities<sup>587</sup>.*

L'idée que les présidents doivent devenir les superviseurs de leur administration pour avancer leur agenda politique a été théorisée en 1983 par Richard P. Nathan, professeur émérite de l'université d'État de New York, ayant également enseigné à l'université de Princeton. Il a occupé la fonction d'assistant du directeur de l'OMB lors du premier mandat de Richard Nixon. Il soutient l'idée que les présidents doivent diriger et organiser leur administration afin de mener à bien leurs objectifs, puisque ceux-ci peuvent être atteints efficacement via le processus administratif.

*The point of this book is not that elected Chief Executives should be managers in the sense of running the day-tot-day affairs of the government. Rather, it is that such officials should organize their office— appoint, assign, and motivate their principal appointees— in a way that penetrates the administrative process. The reason is that in a complex, technologically*

---

<sup>587</sup> Shafie, *Presidential Administration and the Environment* 7.

*advanced society in which the role of government is pervasive, much of what we would define as policymaking is done through the execution of laws in the management process*<sup>588</sup>.

### 3.2.2. Éléments de la stratégie administrative

Cette stratégie administrative repose essentiellement selon Richard P. Nathan sur cinq éléments. Le premier élément est le « *cabinet making* ». Il s'agit pour le président de nommer des ministres politiquement et idéologiquement loyaux qui partageront un point de vue identique ou en accord avec sa ligne politique. Le deuxième élément, à savoir « *the appointment of subcabinet officials* » consiste à s'assurer de la même loyauté politique des fonctionnaires hiérarchiquement inférieurs aux ministres. Afin d'avoir une emprise forte sur son administration, le président doit à la fois nommer des ministres et des fonctionnaires qui seront en accord avec sa vision politique afin d'éviter toute déconvenue ou résistance dans son administration. Le troisième élément, « *motivating political officials* », consiste à motiver les responsables désignés par le président afin qu'ils aient un rôle actif dans les missions de leur agences respectives et qu'ils s'intéressent aux processus administratifs. De même les responsables politiques en charge des agences doivent s'assurer d'établir un dialogue et une communication claire avec les employés des agences afin de les influencer pour parvenir aux résultats escomptés par le président. Le quatrième élément de la stratégie administrative n'est autre que le processus budgétaire. Pour Richard P. Nathan le processus budgétaire représente un outil essentiel du processus politique et du management de l'administration. Il permet la mise en place du meilleur système d'organisation, de prise de décision et d'application de mesures. Le cinquième et dernier élément concerne le personnel de la Maison Blanche. Richard P. Nathan juge que, pour réussir à mettre en place une stratégie administrative, le président doit entretenir une relation étroite avec les membres de son cabinet, surtout ceux à la tête des agences les plus importantes. Il s'agit pour le chef de l'exécutif de s'appuyer sur un petit nombre de personnes pour infiltrer l'administration et l'influencer. Le président ne doit donc pas s'appuyer sur son équipe à la Maison Blanche car ce travail ne peut être fait par la bureaucratie.

Depuis la présidence de Nixon, quasiment tous les présidents modernes ont utilisé cette stratégie pour avancer leur agenda environnemental ou climatique. La stratégie administrative est même devenue un recours systématique pour les présidents qui se sont succédés, afin de contourner l'obstruction du Congrès sur les questions énergétiques, climatiques et environnementales. Ronald

---

<sup>588</sup> Nathan, *The Administrative Presidency* 82.

Reagan s'était entouré de James Watt, Anne Gorsuch Burford et Bob Burford avec qui il partageait une vision commune sur la gestion des terres et ressources fédérales par exemple. George W. Bush s'était entouré de Dick Cheney et Condolezza Rice avec qui il partage des liens forts avec l'industrie pétrolière.

Dans *Presidential Administration and the Environment*, David M. Shafie prolonge l'analyse de Nathan sur la stratégie administrative en tenant compte de l'inertie législative qui persiste depuis quasiment trois décennies. Il décrit à ce titre une « *inversion des rôles*<sup>589</sup> » des branches législatives et exécutives à partir des années 1990, marquant le début d'une nouvelle ère pour les politiques environnementales et climatiques. Pour Shafie, les réglementations administratives à la fois volontaires et créatives, motivées par le *gridlock* législatif, ont conduit non seulement à l'inversion des rôles de ces deux branches mais surtout à l'innovation dans le domaine des politiques fédérales notamment sur des sujets aussi brûlants que les questions climatiques<sup>590</sup>. L'analyse de Shafie démontre une montée en puissance au cours des trois dernières décennies de la stratégie administrative. Le président est devenu un acteur central de la politique environnementale et climatique. Depuis Nixon, tous les présidents se sont appropriés les outils de l'exécutif, ont développé des stratégies et des capacités institutionnelles, si bien qu'ils ont pris le contrôle de l'administration. C'est pourquoi Shafie ne parle pas d'une « *administrative presidency* » mais plutôt d'une « *presidential administration*<sup>591</sup> », c'est-à-dire une administration construite et dirigée de telle façon à ce qu'elle soit entièrement dévouée à l'agenda présidentiel sur les questions climatiques et environnementales.

---

<sup>589</sup> Shafie, *Presidential Administration and the Environment* 142.

<sup>590</sup> Shafie, *Presidential Administration and the Environment* 135.

<sup>591</sup> Shafie, *Presidential Administration and the Environment* 134.



### 3.3. Outils spécifiques du pouvoir présidentiel

#### 3.3.1. Pouvoir de nomination

Richard E. Neustadt, ancien professeur des universités de Cornell et Columbia, et spécialiste de la présidence, qui a également conseillé les présidents Harry S. Truman, John F. Kennedy et Lyndon B. Johnson, affirme dans *Presidential Power* que le pouvoir du président américain ne relève pas dans son pouvoir à ordonner mais dans son pouvoir de persuasion et de négociation avec le Congrès mais aussi avec les membres de la branche exécutive. « *Presidential 'powers' may be inconclusive when a president commands, but always remain relevant as he persuades*<sup>592</sup>. » En somme, Neustadt considère qu'au lieu de séparer les pouvoirs<sup>593</sup> la Constitution de 1787 a créé un gouvernement formé d'institutions séparées partageant le pouvoir. L'essence même du pouvoir présidentiel consiste à convaincre les autres acteurs du pouvoir que ce que veut la Maison Blanche est similaire à ce qu'il faudrait faire pour leur intérêt personnel et non pas pour l'intérêt du président<sup>594</sup>. Si le pouvoir de persuasion et de négociation est sans conteste un des outils du pouvoir présidentiel, notamment en tant que « *legislative leader* », les présidents modernes ont développé des outils autres, leur permettant d'influencer les politiques publiques de manière plus directe, notamment en manœuvrant leur administration. Ces outils qui reposent sur la stratégie administrative confèrent à l'exécutif une grande marge d'influence sur le processus d'élaboration des législations et réglementations. Cary Coglianese montre d'ailleurs tout l'intérêt pour un président de mettre en place cette stratégie.

*An Administrative President seeks to wield power by influencing the actions of cabinet departments and other agencies, including their issuance of new regulations. Regulations adopted by federal agencies have the same basic force of law as do acts of Congress, making them powerful policy tools that every modern president has realized the importance of shaping.*<sup>595</sup>

La stratégie administrative permet donc au président d'influencer de manière indirecte les réglementations émises par les agences fédérales, réglementations qui ont la même valeur que les lois adoptées par le Congrès. Afin d'influencer les réglementations pour qu'elles se conforment à leur

---

<sup>592</sup> Richard E. Neustadt, *Presidential Power. The Politics of Leadership.*, Signet Book (New York: The New American Library, 1964) 43.

<sup>593</sup> Neustadt, *Presidential Power. The Politics of Leadership* 42.

<sup>594</sup> Neustadt, *Presidential Power. The Politics of Leadership* 53.

<sup>595</sup> Cary Coglianese, « The Administrative President » *The Regulatory Review*, 21 janv. 2013, en ligne, Internet, 20 août 2018. Available: <https://www.theregreview.org/2013/01/21/21-coglianese-administrative-president/>.

agenda politique, les présidents ont différents leviers d'action qui forment les outils du pouvoir exécutif.

Parmi les outils de la stratégie présidentielle, le pouvoir de nomination ou de révocation des hauts fonctionnaires semble être particulièrement précieux. De nombreux présidents se sont appuyés sur cet outil pour mettre en place une administration qui sera loyale à l'agenda présidentiel, surtout sur des sujets aussi politiquement polarisés que sont l'environnement ou l'énergie. Ce pouvoir de désignation a permis aux présidents, qu'importe leur sensibilité à l'égard des questions environnementales, de mettre à la tête des agences ou des ministères, voire même à la cour suprême des personnalités qui ont pour mission de poursuivre les objectifs présidentiels. En nommant les bonnes personnes aux postes clés, les présidents ont la possibilité de contrôler les politiques publiques de l'intérieur<sup>596</sup>. Un président qui souhaite voir avancer son agenda environnemental, énergétique ou climatique veillera donc à nommer des personnes publiquement engagées sur ces questions à la direction d'agences ou de ministère dans ce domaine, à la tête de l'EPA, du ministère de l'Aménagement du territoire ou encore au ministère de l'Énergie par exemple. À l'inverse, un président qui ne fait pas des enjeux environnementaux et énergétiques une priorité, choisira des personnalités moins sensibles, voire hostiles à ces enjeux pour ces postes.

La stratégie administrative repose en grande partie sur une politisation<sup>597</sup> de l'administration. Les personnes nommées par le président ne doivent pas seulement être compétentes. Elles doivent également manifester publiquement leur accord avec la ligne politique du président. Afin de renforcer leur emprise sur l'administration et affirmer les priorités de leur agenda politique, les présidents ont souvent eu recours à la nomination de « *czars*<sup>598</sup> ». Il s'agit de conseillers spéciaux, politiquement proche du président, qui sont chargés d'un dossier particulier de l'agenda présidentiel et dont la nomination n'est généralement pas soumise à l'accord du Sénat, contrairement aux nominations faites par le président. Ces « *czars* » font pleinement partie de la stratégie administrative. Leur rôle est de coordonner les politiques entre les agences et la Maison Blanche. Ils doivent apporter des solutions à des enjeux jugés urgents ou des situations de crise pour l'administration en place. Ces *czars* sont choisis pour leur loyauté envers le président, dont ils ont l'attention, mais aussi parce qu'ils sont capables d'apporter des solutions nouvelles ou différentes de celles proposées par la bureaucratie. En tant que figure forte, ils ont la possibilité d'influencer les politiques de l'intérieur du système. Le système de *czar* est apparu sous la présidence de Woodrow Wilson qui nomma pendant la première

---

<sup>596</sup> Vig et Kraft, *Environmental Policy* 93; Fiorino, *Making Environmental Policy* 70; Sussman, Daynes, et West, *American Politics and the Environment* 178.

<sup>597</sup> Shafie, *Presidential Administration and the Environment* 5.

<sup>598</sup> Shafie, *Presidential Administration and the Environment* 8.

Guerre mondiale un conseiller spécial, Bernard Baruch, à la tête du « *War Industries Board* ». Ce titre sera par la suite surnommé « *industries czar*<sup>599</sup>. » Après Woodrow Wilson les présidents continueront à nommer des conseillers spéciaux, qui seront surnommés « *czars* » surtout par la presse. Richard Nixon est le premier président à nommer un *czar* dans le domaine de l'énergie, William E. Simon afin de faire face aux crises pétrolières. William E. Simon deviendra le premier administrateur de la *Federal Energy Administration*, le futur ministère de l'Énergie.

Todd D. Stern est un exemple de la figure du *czar* dans la stratégie administrative. Politiquement loyal aux Clinton, il a été un atout précieux du président. Lors de son premier mandat Bill Clinton nomme Todd D. Stern au poste d'« *Assistant to the President and Staff Secretary* ». Lors du deuxième mandat de Clinton, Todd D. Stern occupera un rôle central en tant que « *White House senior negotiator* » lors des négociations pour le climat à Kyoto et lors de la Convention-cadre des Nations unies à Buenos Aires en 1998. Todd Stern est engagé sur les questions environnementales, climatiques et énergétiques. Lors de la présidence de George W. Bush, Stern occupera un poste d'associé dans un cabinet d'avocats tout en faisant partie du *think tank* démocrate, *Center for American Progress*, où il s'exprime principalement sur les enjeux climatiques. Il proposera notamment en 2007 la création du E-8, un sommet annuel réunissant un petit nombre de chefs d'États des pays développés ou en développement pour encourager le dialogue et les avancées sur les questions climatiques<sup>600</sup>. Lors des primaires de 2008, il choisit de soutenir Hillary Clinton, où il la conseille sur les questions environnementales<sup>601</sup>. En 2009, il est nommé par Hillary Clinton au département d'État comme envoyé spécial des États-Unis pour le changement climatique (*U.S special envoy for climate change*). Surnommé « *climate czar* », il sera à ce titre l'un des acteurs principaux des négociations des accords de Paris en 2015. Nommé sous la présidence de Clinton et d'Obama sur les questions climatiques et environnementales, Todd Stern incarne la figure du *czar*. Possédant un bagage solide sur les questions climatiques, sa loyauté à Bill et Hillary Clinton lui a permis de servir sous deux présidents. Barack Obama était à la fois assuré de la compétence de Stern concernant ces enjeux, mais aussi qu'il serait en conformité avec sa ligne politique sur les questions climatiques, compte tenu des résultats lors des négociations de Kyoto. De plus, la nomination de Todd Stern a permis à l'administration Obama d'envoyer un signal fort à l'opinion publique américaine, en

---

<sup>599</sup> James Randy, « A Brief History of White House Czars » *Time*, 23 sept. 2009, en ligne, Internet, 29 août 2018. Available: <http://time.com/3516927/history-of-white-house-czars/>.

<sup>600</sup> Todd Stern et William Antholis, « Creating the E-8 - Center for American Progress » *Center for American Progress*, 1 juin 2007, en ligne, Internet, 11 sept. 2018. Available: <https://www.americanprogress.org/issues/green/news/2007/06/01/3169/creating-the-e-8/>.

<sup>601</sup> The Washington Post, « Todd D. Stern », s. d., en ligne, Internet, 10 sept. 2018. Available: [https://www.washingtonpost.com/politics/todd-d-stern/gIQAvZor9O\\_email.html?noredirect=on](https://www.washingtonpost.com/politics/todd-d-stern/gIQAvZor9O_email.html?noredirect=on).



désignant les questions climatiques comme une priorité pour l'administration Obama. Stern a incarné la continuité avec l'héritage de Clinton sur les questions environnementales et climatiques tout comme la figure de Scott Pruitt sous la présidence de Trump a incarné la rupture avec l'administration précédente lorsqu'il est nommé à la tête de l'EPA .

### 3.3.2. Décrets présidentiels

Parmi les outils du pouvoir exécutif se trouvent également les décrets présidentiels (*executive orders*). Les chefs de l'exécutif peuvent en effet également recourir aux décrets pour avancer leur agenda. Ils ont d'ailleurs largement été utilisés par les présidents américains au cours de l'histoire. Par exemple lors de son premier mandat, Richard Nixon a eu recours 247 fois aux *executive orders*, parmi lesquels 28 (soit 11%) concernaient les questions environnementales. Jimmy Carter a lui émis 320 *executive orders* lors de son mandat présidentiel dont 48 sur les questions environnementales soit 15% de l'ensemble. Parmi ces 48 *executive orders*, 23 concernaient directement le pétrole et l'énergie, et 6 concernaient le nucléaire. Autre exemple, Ronald Reagan a lui émis 213 *executive orders* lors de son premier mandat, dont 14 concernant les questions environnementales, soit 7% de l'ensemble. Parmi ces 14 *executive orders*, 2 s'adressaient aux questions pétrolières et 1 à l'énergie. Bill Clinton, lors de la première moitié de son premier mandat a émis 111 *executive orders* dont 17 au sujet des enjeux environnementaux, soit 15% de la totalité<sup>602</sup>.

Les *executive orders* sont des directives officielles faites par le président, des décrets pour indiquer à la branche exécutive la façon dont une loi doit être exécutée. Ils font partie des outils élémentaires du pouvoir exécutif. Puisque les présidents sont tenus de veiller à la bonne exécution des lois selon l'article II de la Constitution, au fil des ans ils ont de plus en plus utilisé cet outil afin de veiller à ce que les lois soient bien appliquées et interprétées selon leur agenda politique. Ils représentent des outils précieux pour le président puisqu'ils peuvent être utilisés à de nombreuses fins. Ils peuvent lui permettre de réorganiser l'administration en supprimant ou créant des agences, commissions ou autres, ou encore en réduisant la taille de l'appareil bureaucratique. Ils peuvent permettre également l'achat de matériel ou l'embauche de personnels ou tout simplement indiquer une ligne exécutive à suivre pour les agences consistant en l'adoption d'une réglementation, ou l'application d'une loi<sup>603</sup>. Les décrets présidentiels sont un outil important dans le cadre de la mise en place d'une stratégie

---

<sup>602</sup> Vig et Kraft, *Environmental Policy* 80.

<sup>603</sup> Vig et Kraft, *Environmental policy* 82.

administrative car ils donnent au chef de l'État la possibilité de diriger l'appareil administratif dans le sens de ses priorités.

Le décret 12291 (EO 12291) signé par Reagan est un exemple. Il avait pour objectif de réduire le fardeau économique associé aux réglementations fédérales futures et déjà existantes en introduisant notamment l'obligation pour les agences de produire une étude d'impact de la réglementation (*Regulatory Impact Analysis*). Ce décret présidentiel a été conçu pour augmenter l'efficacité des réglementations des agences tout en favorisant l'économie car l'administration Reagan avait pour vœu de réduire le nombre de réglementations<sup>604</sup>, surtout environnementales, conformément à sa promesse électorale d'allègement des réglementations<sup>605</sup> pour les entreprises. L'essence même de ce décret est que les agences ne devraient pas imposer des réglementations à moins que le bénéfice net pour la société soit supérieur aux coûts des réglementations<sup>606</sup>. Le décret 12291 prévoyait que pour chaque réglementation « majeure », c'est-à-dire celles qui ont un impact de 100 millions de dollars ou plus annuellement sur l'économie, qui provoquent une augmentation des prix pour les consommateurs, entreprises, l'État, ou qui ont un effet négatif sur la compétitivité et l'économie doivent subir une étude d'impact de la réglementation. Cette étude doit inclure une analyse des coûts, des bénéfices, des bénéfices nets et des méthodes alternatives moins coûteuses à cette réglementation et pourquoi elles n'ont pas été choisies. Reagan utilise ce décret présidentiel pour faire par la même occasion de l'OIRA, une section de l'OMB, un organe de surveillance et d'influence pour l'exécutif<sup>607</sup>. Le décret 12291 prévoit que l'OMB soit en charge de l'analyse des études d'impact de la réglementation émis par les agences, qu'aucune réglementation ne soit publiée sans son autorisation, et que les modifications apportées par l'OMB soient incluses dans les réglementations publiées par les agences<sup>608</sup>.

En 1993, Clinton signe le décret 12866, « *Regulatory planning and review* » qui vient remplacer le décret 12291. Le paragraphe A de l'article 1 de ce décret inclut une philosophie nouvelle sur la façon dont les agences devraient promulguer des réglementations, différente de la seule analyse rationnelle voulue par Reagan. Tout comme l'E.O 12291, celui-ci impose une analyse coûts-bénéfices

---

<sup>604</sup> Philip Shabecoff Times Special To The New York, « Reagan Order On Cost-Benefit Analysis Stirs Economic And Political Debate » *The New York Times*, 7 nov. 1981, sect. U.S., en ligne, Internet, 25 avr. 2017. Available: <http://www.nytimes.com/1981/11/07/us/reagan-order-on-cost-benefit-analysis-stirs-economic-and-political-debate.html>.

<sup>605</sup> Ronald Reagan, « Ronald Reagan: Remarks Announcing the Establishment of the Presidential Task Force on Regulatory Relief », 22 janv. 1981, en ligne, Internet, 18 sept. 2018. Available: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=43635>.

<sup>606</sup> Shabecoff, « Reagan Order on Cost-Benefit Analysis Stirs Economic and Political Debate ».

<sup>607</sup> Shafie, *Presidential Administration and the Environment* 25.

<sup>608</sup> The U.S. National Archives and Records Administration, « Executive Order 12291 », 17 févr. 1981, en ligne, Internet, 13 sept. 2018. Available: <https://www.archives.gov/federal-register/codification/executive-order/12291.html>.

pour toutes réglementations, ainsi que pour les alternatives y compris celle de ne pas réglementer et recommande que la réglementation choisie soit la plus rentable possible. Néanmoins, la philosophie de ce décret introduit également les notions de « *quantitatif* » et « *qualitatif* » pour l'analyse du rapport coûts-bénéfices. De plus, le calcul des bénéfices nets doit désormais inclure les bénéfices potentiels dans des domaines tels que l'environnement, le climat ou la santé publique par exemple.

*In deciding whether and how to regulate, agencies should assess all costs and benefits of available regulatory alternatives, including the alternative of not regulating. Costs and benefits shall be understood to include both quantifiable measures (to the fullest extent that these can be usefully estimated) and qualitative measures of costs and benefits that are difficult to quantify, but nevertheless essential to consider. Further, in choosing among alternative regulatory approaches, agencies should select those approaches that maximize net benefits (including potential economic, environmental, public health and safety, and other advantages; distributive impacts; and equity), unless a statute requires another regulatory approach<sup>609</sup>.*

Les décrets 12291 et 12866 sont deux exemples qui permettent de démontrer comment les présidents peuvent influencer le processus d'élaboration des réglementations des agences fédérales via le processus administratif et selon leurs philosophies ou priorités politiques. Alors que Reagan cherchait à retarder ou réduire le nombre de réglementations émises par l'EPA en particulier, pour favoriser l'économie, Clinton a choisi de suggérer aux agences de prendre en compte les objectifs économiques, au même titre que des valeurs telles que le bien-être de la population. En 2007, George W. Bush amende l'EO 12866 en vue de renforcer le contrôle de l'exécutif sur les agences avec le décret présidentiel 13422. En 2009, Barack Obama abroge le décret présidentiel 13422 avec le décret présidentiel 13497, rétablit et renforce la philosophie du EO 12866 avec le décret présidentiel 13563<sup>610</sup>. Les décrets présidentiels sont donc des outils puissants à la disposition des présidents puisqu'ils permettent d'orienter les agences selon les objectifs de l'exécutif. L'exemple du EO 12291, initialement signé en 1981 et modifié successivement par les présidents Clinton, Bush, et Obama démontre bien toute l'importance de cet outil soit pour avancer un agenda politique, soit pour encombrer et ralentir le processus de réglementation des agences.

### **3.3.3. Regulatory review**

---

<sup>609</sup> Bill Clinton, « Executive Order 12866 of September 30, 1993. Regulatory Planning and Review », 30 sept. 1993, en ligne, Internet, 30 juill. 2019. Available: <https://www.archives.gov/files/federal-register/executive-orders/pdf/12866.pdf>.

<sup>610</sup> Obama, Barack, « Executive Order 13563 -- Improving Regulation and Regulatory Review » *whitehouse.gov*, 18 janv. 2011, en ligne, Internet, 23 sept. 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/01/18/executive-order-13563-improving-regulation-and-regulatory-review>.

L'examen réglementaire (*regulatory review*) représente un autre outil du pouvoir exécutif. Il s'agit d'un processus de révision et de supervision des réglementations et autres politiques publiques émises par les agences. Il comporte généralement une analyse du contenu, des effets, des procédures mais surtout une analyse du rapport coûts-bénéfices pour la mise en place d'une réglementation. Initialement mis en place par l'administration Ford, ce processus devient systématique pour les agences fédérales sous Carter. Ce processus devient un outil de contrôle de l'exécutif sous Reagan avec le décret 12291. En effet, à partir de 1981, l'OIRA devient le seul organe à pouvoir examiner les réglementations proposées par les agences. L'OIRA a pour mission de superviser la mise en application des grandes politiques fédérales et examiner les projets de réglementations des agences fédérales. Dès 1985, Reagan fait évoluer le rôle de l'OIRA avec le décret 12498 qui impose aux chefs des agences fédérales de soumettre au directeur de l'OMB un planning pour toutes les règles ou réglementations importantes en cours ou à venir.

*The head of each agency shall submit to the Director an overview of the agency's regulatory policies, goals, and objectives for the program year and such information concerning all significant regulatory actions of the agency, planned or underway, including actions taken to consider whether to initiate rulemaking; requests for public comment; and the development of documents that may influence, anticipate, or could lead to the commencement of rulemaking proceedings at a later date, as the Director deems necessary to develop the Administration's Regulatory Program. This submission shall constitute the agency's draft regulatory program. The draft regulatory program shall be submitted to the Director each year, on a date to be specified by the Director, and shall cover the period from April 1 through March 31 of the following year<sup>611</sup>.*

En 1993, Clinton remplacera les décrets 12291 et 12498. Néanmoins il gardera l'OIRA comme autorité centrale pour la révision des réglementations et règles émises par les agences. La centralisation de l'examen réglementaire et de la planification demandée aux agences pour les règles et réglementations à venir ou en cours représentent des outils de taille pour le président. Ces deux éléments ont permis à l'exécutif d'anticiper, d'influencer ou de retarder toutes les réglementations émises par les agences depuis plus de 30 ans. En ayant de tels moyens, l'exécutif est en capacité de participer et d'influencer les réglementations émises par les agences, de leur conception à leur publication.

En somme, bien que la Constitution ne permette aux présidents de légiférer, ils ont su développer des outils efficaces leur permettant d'influencer les politiques publiques selon les priorités qui étaient les leurs. Ces outils ont été développés comme des substituts face à l'inertie du Congrès, notamment

---

<sup>611</sup> The U.S. National Archives and Records Administration, « Executive Order 12291 ».

sur les questions environnementales et climatiques. Ils se sont de plus révélés être d'une grande efficacité pour outrepasser l'autorité du Congrès et influencer l'ensemble des réglementations et lois émises ou votées. Même si le Congrès est le seul organe à pouvoir voter des lois, il délègue néanmoins aux agences fédérales l'autorité nécessaire pour rédiger les règles qui mettront en application ces lois. Par le pouvoir de nomination, les présidents peuvent choisir de placer des administrateurs d'agence qui veilleront à ce que la rédaction des réglementations soit conforme aux attentes de l'exécutif. Par la centralisation du *regulatory review*, l'exécutif peut influencer une réglementation, la retarder ou la faire corriger avant toute publication officielle. Les outils à la disposition de l'exécutif sont d'une telle efficacité qu'il peuvent permettre au président de diriger les politiques publiques de manière unilatérale. Ces méthodes ont d'ailleurs été l'objet de nombreuses critiques notamment de la part du Congrès qui considère que les présidents outrepassent leurs droits constitutionnels en s'appuyant sur les outils de la stratégie administrative. Il n'en demeure pas moins que l'essentiel des politiques publiques environnementales et climatiques ont été construites sur ce schéma ces trois dernières décennies, compte tenu de la faible activité et de la polarisation du Congrès sur ces questions. Dans ce contexte, la couleur politique du président semble être un critère d'influence important. Grâce aux outils présidentiels et dans un contexte de *gridlock*, le président peut choisir de développer les politiques environnementales et climatiques comme Barack Obama l'a fait ou bien chercher à les démanteler, comme l'administration de Donald Trump l'a fait.

## 4. Cas de la présidence de Barack Obama (2008-2016)

### 4.1. Premier mandat d'Obama : entre espoirs, ambitions et *gridlock*

#### 4.1.1. Programme ambitieux pour une équipe expérimentée

Barack Obama est élu 44<sup>ème</sup> président des États-Unis le 4 novembre 2008. Au cours de sa première campagne électorale Barack Obama a toujours annoncé les questions énergétiques et climatiques comme l'une des priorités<sup>612</sup> de son mandat en cas d'élection. Obama arrive ainsi au pouvoir en 2008 avec de nombreuses ambitions pour endiguer le changement climatique, protéger les ressources naturelles et refaçonner le secteur énergétique. Il reçoit le soutien officiel de nombreux groupes et personnalités environnementalistes comme la *League of Conservation Voters*, le *Sierra Club*, *Friends of Earth* ou encore Al Gore qui voient en lui un espoir de répondre aux enjeux énergétiques et climatiques. Mais ces soutiens voient également en l'élection d'Obama, l'occasion de mettre fin aux huit années d'inaction de la présidence de George W. Bush sur ces questions.

Lors d'un discours de campagne dans le Michigan le 4 août 2008, il pose les jalons de son agenda énergétique et climatique en proposant aux Américains un programme nommé « *New Energy for America*<sup>613</sup> » pour répondre aux enjeux énergétiques et climatiques. Ce programme ambitieux a pour objectif de créer une nouvelle économie de l'énergie, génératrice d'emplois, et fondée sur le développement des énergies propres et la réduction de la dépendance des États-Unis aux importations de pétrole. « *New Energy for America* » vise dans les grandes lignes à créer 5 millions d'emplois « *verts* » en investissant 150 milliards de dollars sur 10 ans pour rebâtir le secteur énergétique (R&D, modernisation, développement des énergies renouvelables, subventions, etc...). Ce programme vise également à mettre en place un système de plafonnement et d'échange des émissions de CO<sub>2</sub> (*Cap and Trade*) pour réduire les émissions de GES des États-Unis de 80% d'ici 2050, à garantir que 10% de l'électricité produite viennent des énergies renouvelables d'ici 2012 puis 25% d'ici 2025 et à mettre 1 million de voitures hybrides électriques en circulation sur le territoire d'ici 2015. La mesure

---

<sup>612</sup> The New York Times, « Third Presidential Debate - McCain and Obama - Transcript - Election Guide 2008 », 15 oct. 2008, en ligne, Internet, 25 sept. 2018. Available: <https://www.nytimes.com/elections/2008/president/debates/transcripts/third-presidential-debate.html>.

<sup>613</sup> Barack Obama et Joe Biden, « Barack Obama and Joe Biden: New Energy for America. », 2008, en ligne, Internet, 25 sept. 2018. Available: [https://www.energy.gov/sites/prod/files/edg/media/Obama\\_New\\_Energy\\_0804.pdf](https://www.energy.gov/sites/prod/files/edg/media/Obama_New_Energy_0804.pdf).

phare de ce plan d'action demeure néanmoins la suppression des importations de pétrole en provenance des zones politiquement instables que sont le Venezuela et le Moyen Orient. Tant pour des raisons de sécurité nationale, que climatiques ou économiques, Obama insiste sur la nécessité de favoriser la production nationale et de se défaire de cette dépendance. Il pointe du doigt la défaillance des responsables politiques qui l'ont précédé à n'avoir agi plus tôt. « *But we also know that we've been talking about this issue for decades. We've heard promises about energy independence from every single President since Richard Nixon. We've heard talk about curbing the use of fossil fuels in State of the Union addresses since the oil embargo of 1973*<sup>614</sup>. »

Afin de mettre en place son programme énergétique et environnemental, Barack Obama annonce dès décembre 2009 la formation d'une équipe en charge de l'énergie et l'environnement<sup>615</sup>. Hilda Solis, est nommée à la tête du ministère du Travail. Fervente supportrice des « *green jobs* » elle a notamment été l'une des élus de la Chambre des Représentants à introduire le « *Green Jobs Act*<sup>616</sup> » de 2007<sup>617</sup>. Ces « emplois verts », directement liés au secteur environnemental et climatique sont définis par le Bureau des statistiques du travail américain (BLS) selon deux composantes. Il s'agit soit d'emplois qui produisent des biens ou services bénéficiant à l'environnement ou qui conservent les ressources naturelles ou bien il s'agit d'emplois dans lesquels les fonctions des employés impliquent de rendre les procédés de production de leur établissement plus respectueux de l'environnement ou moins énergivores<sup>618</sup>.

Un poste « *d'energy coordinator*<sup>619</sup> » ou « *energy czar* » est créé à la Maison Blanche et pour lequel Obama annonce Carole Browner. Ancienne administratrice à la tête de l'EPA sous la présidence de Bill Clinton et plus longue administratrice de l'EPA de 1993 à 2001, elle est perçue comme un atout pour l'équipe d'Obama, grâce à l'expérience dont elle dispose. Son rôle vise

---

<sup>614</sup> Barack Obama, « Transcript: Obama's "New Energy for America" Speech » *PBS NewsHour*, 4 août 2008, en ligne, Internet, 10 mars 2016. Available: [http://www.pbs.org/newshour/bb/politics-july-dec08-obamaenergy\\_08-04/](http://www.pbs.org/newshour/bb/politics-july-dec08-obamaenergy_08-04/).

<sup>615</sup> Barack Obama, « Obama's Energy and Environment Team Announcement » *The New York Times*, 15 déc. 2008, sect. Politics, en ligne, Internet, 2 oct. 2018. Available: <https://www.nytimes.com/2008/12/15/us/politics/15text-obama.html>.

<sup>616</sup> Hilda L. Solis, « H.R.2847 - 110th Congress (2007-2008): Green Jobs Act of 2007 », webpage, 25 juin 2007, 2007/2008, en ligne, Internet, 26 mars 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/110th-congress/house-bill/2847>.

<sup>617</sup> En Juin 2007, Hilda Solis et le Représentant démocrate du Massachusetts John F. Tierney introduisent ce projet de loi à la Chambre de Représentants. Il a pour vocation d'amender le *Workforce Investment Act* de 1998 afin d'établir un programme de formation pour les travailleurs dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ainsi qu'un programme de recherche national pour analyser les tendances de la force de travail dans ce secteur dans le cadre de ce projet de loi. En décembre 2007, le *Green Jobs Act* devient une loi lorsque la loi énergétique omnibus *Energy Independence and Security Act* de 2007 est signée par le Président Bush. Il s'agit du Titre X de cette dernière.

<sup>618</sup> Bureau of Labor Statistics, « Green Jobs : U.S. Bureau of Labor Statistics », s. d., en ligne, Internet, 16 mars 2020. Available: <https://www.bls.gov/green/>.

<sup>619</sup> Frances Romero, « Energy Czar: Carol Browner » *Time*, 15 déc. 2008, en ligne, Internet, 1 oct. 2018. Available: <http://content.time.com/time/politics/article/0,8599,1866567,00.html>.

essentiellement à coordonner et superviser les priorités et les politiques entre les agences, mais aussi entre les États et l'État fédéral en gardant comme fil conducteur les trois objectifs de l'agenda présidentiel que sont: la création d'emplois, la lutte contre le changement climatique et la sécurité énergétique. Carole Browner possède une grande popularité parmi les environmentalistes et sa nomination permet donc à Obama d'envoyer un message fort à l'opinion publique concernant les priorités de l'agenda présidentiel.

Nancy Sutley, autre forte figure environnementale, est nommée à la tête du CEQ. Ancienne adjoint au maire de Los Angeles pour l'énergie et l'environnement, et ancienne secrétaire générale adjoint à l'antenne de Los Angeles de l'agence pour la protection de l'environnement, elle a également déjà travaillé à l'EPA avec Carole Browner. Son expérience dans la gestion des problèmes environnementaux à l'échelle locale et fédérale ainsi que sa collaboration précédente avec Carole Browner paraissent être des atouts<sup>620</sup>.

Barack Obama nomme Steven Chu à la tête du ministère de l'Énergie. Prix Nobel de physique, Steven Chu dispose d'une grande expérience sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, des éléments essentiels de l'agenda d'Obama. Steven Chu est notamment connu pour ses positions en faveur du développement des énergies renouvelables pour remplacer les énergies fossiles et de la nécessité de lutter contre le changement climatique notamment en contrôlant les émissions de GES<sup>621</sup>.

Lisa Jackson est nommée par le président Obama en tant qu'administratrice de l'EPA. Avant sa nomination elle a travaillé pendant 16 ans à l'EPA ou dans des branches régionales de l'EPA avant de rejoindre le *New Jersey Department Of Environmental Protection*. Lisa Jackson s'est notamment positionnée en faveur d'un système de plafonnement et d'échange des émissions de CO<sub>2</sub> pour contrôler les émissions et a redit la nécessité de replacer la science au cœur des décisions environnementales<sup>622</sup>.

Peter Orszack est nommé à la tête de l'OMB. Ancien directeur du Bureau du Budget du Congrès américain, il est reconnu comme un expert sur les questions environnementales et climatiques notamment. Compte tenu des priorités présidentielles et du bagage de Peter Orszack, l'OMB est

---

<sup>620</sup> John M. Broder, « Nancy Sutley » *The New York Times*, 13 déc. 2008, sect. Politics, en ligne, Internet, 1 oct. 2018. Available: <https://www.nytimes.com/2008/12/13/us/politics/13web-sutley.html>.

<sup>621</sup> Matthew L. Wald, « Steven Chu » *The New York Times*, 5 déc. 2008, sect. Politics, en ligne, Internet, 1 oct. 2018. Available: <https://www.nytimes.com/2008/12/05/us/politics/05web-chu.html>.

<sup>622</sup> John M. Broder, « E.P.A. Pick Vows to Put Science First » *The New York Times*, 1 janv. 2009, sect. Politics, en ligne, Internet, 1 oct. 2018. Available: <https://www.nytimes.com/2009/01/15/us/politics/15webjackson.html>.



pressenti pour jouer un rôle majeur dans la mise en place des futures politiques publiques énergétiques et environnementales.

Pour compléter cette équipe Obama annonce Ken Salazar en tant que ministre de l'Aménagement du territoire. Cette nomination ne recueille à la différence des autres qu'un soutien mitigé<sup>623</sup> de la part des environnementalistes. Ken Salazar est reconnu pour ses efforts en matière de conservation, de protection des espèces et de la vie sauvage. Il s'est notamment opposé avec force à l'administration Bush qui désirait autoriser l'exploitation du schiste bitumineux dans certains territoires de l'Ouest américain comme dans le Colorado. En revanche, il éveille tout de même la méfiance des environnementalistes dans la mesure où il a pu voter dans le passé contre des lois approuvées par les environnementalistes comme par exemple pour le *Water Resources Development Act Reauthorization bill* en 2007<sup>624</sup>.

Lorsque le président Obama prend ses fonctions en janvier 2009, il présente à la fois un projet environnemental et énergétique ambitieux mais aussi une équipe compétente et expérimentée sur les questions énergétiques à l'ordre de son agenda présidentiel. Il présente par ailleurs un autre avantage de taille pour mettre en place sa politique puisque le 111<sup>ème</sup> Congrès (2009-2011) avec lequel il va devoir travailler est majoritairement démocrate. En effet, le 111<sup>ème</sup> Congrès est composé d'un Sénat à 57%<sup>625</sup> démocrate et d'une Chambre des Représentants à 59,08% démocrate<sup>626</sup>.

#### 4.1.2. Grande Récession

En dépit des atouts certains dont il semble disposer, le début de la présidence d'Obama est également marqué par un climat de crise économique mondiale, puisque les Américains sont frappés par la pire crise économique et financière depuis la Grande Dépression<sup>627</sup>. La Grande Récession<sup>628</sup>

---

<sup>623</sup> Suzanne Goldenberg, « Environment Groups Give a Guarded Response to Obama's Choice of Ken Salazar and Tom Vilsack for the Environment Team » *The Guardian*, 17 déc. 2008, en ligne, Internet, 2 oct. 2018. Available: <https://www.theguardian.com/environment/2008/dec/17/usa-barackobama>.

<sup>624</sup> Kate Sheppard, « Where Does Interior Pick Salazar Stand on Key Environmental Issues? », 17 déc. 2008, en ligne, Internet, 2 oct. 2018. Available: <https://grist.org/article/transition-talk-any-which-way-you-ken/>.

<sup>625</sup> United States Senate, « U.S. Senate: Party Division », s. d., en ligne, Internet, 1 oct. 2018. Available: <https://www.senate.gov/history/partydiv.htm>.

<sup>626</sup> US House of Representatives: History, Art & Archives, « Congress Profiles », s. d., en ligne, Internet, 1 oct. 2018. Available: <http://history.house.gov/Congressional-Overview/Profiles/111th/>.

<sup>627</sup> Renae Merle, « A Guide to the Financial Crisis — 10 Years Later » *Washington Post*, 10 sept. 2018, en ligne, Internet, 28 sept. 2018. Available: [https://www.washingtonpost.com/business/economy/a-guide-to-the-financial-crisis--10-years-later/2018/09/10/114b76ba-af10-11e8-a20b-5f4f84429666\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/business/economy/a-guide-to-the-financial-crisis--10-years-later/2018/09/10/114b76ba-af10-11e8-a20b-5f4f84429666_story.html).

<sup>628</sup> Pierre Martin et François Vaillancourt, « Les États-Unis, le Canada et la grande récession de 2007-2009: un continent, deux ensembles de politiques économiques » *Revue LISA/LISA e-journal. Littératures, Histoire des Idées*,

(2007-2009) se caractérise entre autres par une baisse de l'activité économique et une baisse du taux d'emploi. En janvier 2009, le chômage dépasse les 7,2% soit un record depuis 1993<sup>629</sup>. Il ne cesse d'augmenter puisqu'en octobre 2009, le taux de chômage dépasse les 10% aux États-Unis avec entre autres 7,3 millions de postes détruits<sup>630</sup>, ce qui n'était pas arrivé depuis 1983 aux États-Unis. Bien que ces données ne représentent qu'une partie de l'ampleur des conséquences de cette crise, il est essentiel d'en tenir compte dans la mesure où les conséquences de cette crise vont fortement influencer la politique de l'administration Obama dès son entrée en fonction.

En février 2009, le Congrès vote le passage de l'*American Recovery and Reinvestment Act*, un vaste plan de relance économique de 787 milliards de dollars pour enrayer les conséquences de la crise économique et financière. Le plan ARRA avait pour vocation initiale de sauver des millions d'emplois mais aussi d'investir dans quasiment tous les secteurs comme l'éducation, les transports ou encore la recherche scientifique. Concernant les enjeux énergétiques, le plan ARRA consacre le plus gros investissement jamais réalisé dans le domaine de l'énergie propre, à savoir 90 milliards de dollars<sup>631</sup>. Cet investissement assez global a pour but d'accélérer la transition énergétique et de développer rapidement l'industrie de l'énergie propre, notamment en proposant des allègements fiscaux aux entreprises qui investissent dans les énergies propres, d'encourager l'augmentation de l'efficacité énergétique et de favoriser la création d'emplois verts. Parmi ces 90 milliards, 22% sont consacrés à l'augmentation de l'efficacité énergétique, 12% à la modernisation du réseau électrique, 29% au développement des énergies renouvelables, 20% au transports publics, 4% au captage du carbone et 4% à l'innovation et la formation professionnelle<sup>632</sup>. Cet investissement a en outre largement contribué à redynamiser l'économie puisque non seulement il a permis de subventionner 900 000 emplois dans le domaine des énergies propres entre 2009 et 2015 mais il a aussi contribué à l'augmentation du PIB de 2 à 3 % sur la période allant de 2009 à mi 2011 selon le CEA<sup>633</sup>. D'autres

---

*Images, Sociétés du Monde Anglophone – Literature, History of Ideas, Images and Societies of the English-speaking World*. vol. XIII-n°2 (2015), en ligne, Internet, 3 oct. 2018. Available: <http://journals.openedition.org/lisa/8307>.

<sup>629</sup> Le Monde, AFP, and Reuters, 'Le Chômage aux États-Unis à son plus haut niveau depuis 16 ans', *Le Monde.fr*, 9 January 2009, section Économie <[https://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2009/01/09/la-chomage-aux-États-Unis-a-son-plus-haut-niveau-depuis-16-ans\\_1140030\\_1101386.html](https://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2009/01/09/la-chomage-aux-États-Unis-a-son-plus-haut-niveau-depuis-16-ans_1140030_1101386.html)> [accessed 3 October 2018].

<sup>630</sup> Sylvain D'Huissel, 'Le Taux de chômage dépasse les 10% aux États-Unis', *FIGARO*, 2009 <<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2009/11/06/04016-20091106ARTFIG00485-le-taux-de-chomage-depasse-les-10-aux-États-Unis-.php>> [accessed 3 October 2018].

<sup>631</sup> The White House, « The Recovery Act Made the Largest Single Investment in Clean Energy in History, Driving The Deployment Of Clean Energy, Promoting Energy Efficiency, And Supporting Manufacturing » *whitehouse.gov*, 25 févr. 2016, en ligne, Internet, 5 oct. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/02/25/fact-sheet-recovery-act-made-largest-single-investment-clean-energy>.

<sup>632</sup> Executive Office of the President, « A Retrospective Assessment of Clean Energy Investments in The Recovery Act », févr. 2016, en ligne, Internet, 8 oct. 2018. Available: [https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/page/files/20160225\\_cea\\_final\\_clean\\_energy\\_report.pdf](https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/page/files/20160225_cea_final_clean_energy_report.pdf).

<sup>633</sup> Executive Office of the President, « A Retrospective Assessment of Clean Energy Investments In The Recovery Act ».

résultats sont à noter comme le « *weatherization*<sup>634</sup> » d'un million de foyer à revenus faibles, la création de 16 millions de compteurs intelligents pour moderniser le réseau électrique permettant ainsi une réduction de la consommation et une augmentation d'efficacité énergétique, ou encore la multiplication de la production d'électricité solaire par trente par rapport au niveau de 2008<sup>635</sup>. Le programme ARRA a donc en somme permis à l'administration d'investir non seulement pour moderniser le pays et inciter les entreprises à développer les énergies propres mais aussi dans le domaine de la recherche et de l'innovation technologique.

#### 4.1.3. Peu de lois et quelques succès grâce aux outils présidentiels

Parmi les succès d'Obama, l'adoption par le Congrès de *l'Omnibus Public Lands Management Act*<sup>636</sup> de 2009 est à noter dans le domaine de la protection des ressources naturelles. Cette loi, qui ne comporte pas moins de 160 mesures, constitue un vaste programme de protection de l'écosystème, des ressources naturelles et du patrimoine environnemental des États-Unis puisque 810 000 hectares sont placés sous la protection de l'État.

D'autres initiatives sont à retenir du premier mandat d'Obama. Sur le plan de la lutte contre le changement climatique, en 2009, le *American Clean Energy Security Act*<sup>637</sup>, aussi connu comme le projet de loi Waxman-Markey, visant à établir un système de plafonnement et d'échange des émissions de CO<sub>2</sub>, c'est-à-dire un marché des droits à polluer pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et hydrofluorocarbones (HFC) est présenté à la Chambre des Représentants. Ce projet de loi symbolise l'une des priorités de l'agenda climatique d'Obama puisqu'il a été conçu pour lutter contre le changement climatique, protéger la santé des Américains et encourager le développement des énergies propres. Bien que le projet de loi est adopté par la Chambre des Représentants d'une courte tête, il ne sera jamais présenté au Sénat.

Cet échec laisse présager les difficultés qui attendent l'administration Obama pour mettre en place son agenda climatique à l'échelle nationale. Néanmoins, à l'échelle infranationale, l'autorisation pour

---

<sup>634</sup> Il s'agit du fait de mieux protéger les habitats de la météo et notamment des intempéries pour augmenter l'efficacité énergétique.

<sup>635</sup> Executive Office of the President, « A Retrospective Assessment of Clean Energy Investments In The Recovery Act »,

<sup>636</sup> « H.R.146 - 111th Congress (2009-2010): Omnibus Public Land Management Act of 2009 », webpage *Congress.gov*, 2009 146, 2009/2010, en ligne, Internet, 24 sept. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/111th-congress/house-bill/146>.

<sup>637</sup> « H.R. 2454 — 111th Congress: American Clean Energy and Security Act of 2009 » *GovTrack.us*, 2009, en ligne, Internet, 29 janv. 2020. Available: <https://www.govtrack.us/congress/bills/111/hr2454>.

la Californie et une douzaine d'autres États à établir des normes anti-pollution plus strictes pour les véhicules peut être vue comme une victoire. En 2009, Obama signe un mémorandum demandant à l'EPA de revoir sa position sur l'interdiction pour la Californie et les autres États volontaires à durcir leur norme antipollution. En 2002, la Californie a voté une loi pour imposer aux constructeurs automobiles de réduire de 30% les émissions polluantes des voitures entre 2009 et 2016. L'EPA avait refusé la requête de la Californie sous l'influence de l'administration Bush ce qui a donné lieu à une bataille judiciaire. L'approbation de l'EPA pour laisser les États fédérés établir des règles antipollution plus strictes que les règles fédérales, quelques mois après le mémorandum émis par Obama apparaît, ainsi comme un petit pas vers la lutte contre la pollution voulue par l'administration.

Dans le domaine de la politique internationale, suite à l'échec de Kyoto, Obama avait pour intentions de redonner aux États-Unis une place centrale dans les négociations mondiales sur le climat lors de la Conférence de Copenhague en 2009. Malgré l'engagement des États-Unis, aucun consensus ne sera trouvé entre les acteurs mondiaux. L'absence d'accord sur ces mesures juridiquement contraignantes pour les États transforme cette conférence en un « échec » pour un grand nombre d'observateurs compte tenu des enjeux<sup>638</sup>.

Pour ce qui est de l'efficacité énergétique, en 2009, Obama signe un mémorandum destiné à l'attention du ministre de l'Énergie requérant la mise en place de nouvelles normes d'efficacité énergétique pour les appareils et équipements des ménages<sup>639</sup> pour réduire la consommation d'énergie ainsi que les déchets énergétiques. Par ailleurs, dès son entrée en fonction Obama demande également au ministre des Transports de revoir les normes d'efficacité (*Corporate Average Fuel Economy standards* ou CAFE) pour les véhicules et camions légers afin qu'ils consomment moins d'ici 2011 ainsi que pour les années à venir<sup>640</sup>. En mai 2009, Obama annonce le *National Fuel Efficiency Policy*, une politique fédérale pour que les modèles de véhicules et camions neufs produits entre 2012 et 2016 adoptent la norme nationale de 35,5 miles per gallon (mpg), soit environ 6.63 litres/100 km. Ces normes surpassent les normes annoncées dans l'*Energy Independence and Security Act* de 2007 et tendent à augmenter l'efficacité énergétique des véhicules énergivores ainsi qu'à réduire les émissions de carbone. Ces nouvelles normes sont censées réaliser une économie de 1,8 milliards de barils sur la durée du programme et éviter que se propagent 900 millions tonnes de GES dans l'atmosphère. Afin de mettre en place cette politique, une collaboration entre les acteurs du secteur

---

<sup>638</sup> S.L., « Climat: Copenhague s'achève sur un échec » *Le Figaro*, 19 déc. 2009, sect. Environnement.

<sup>639</sup> Barack Obama, « Appliance Efficiency Standards » *whitehouse.gov*, 5 févr. 2009, en ligne, Internet, 26 mars 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/appliance-efficiency-standards>.

<sup>640</sup> Suzanne Goldenberg, « Obama Reverses Bush Policies on Emissions Controls » *The Guardian*, 26 janv. 2009, en ligne, Internet, 10 oct. 2018. Available: <https://www.theguardian.com/world/2009/jan/26/obama-white-house-emissions-states>.

automobile et environnemental a été initiée. Ce plan est le fruit d'un partenariat entre les agences fédérales, notamment le DOT et l'EPA, les États, les syndicats des travailleurs de l'industrie automobile, les constructeurs automobiles et les leaders environnementaux<sup>641</sup>.

L'une des plus grandes réussites du premier mandat d'Obama est le développement des énergies renouvelables dans le mix énergétique américain. Afin d'assurer l'approvisionnement en énergie des Américains et réduire la dépendance des Etats-Unis, Obama mise sur l'augmentation de la production nationale et la diversification des sources d'approvisionnement. Dans cette logique, le plan ARRA a permis de soutenir les innovations technologiques dans le domaine des énergies renouvelables ainsi que leur production. Parmi les 90 milliards dévolus au développement des énergies propres, environ 30 milliards ont été consacrés à la réalisation de 15 000 projets en faveur du développement des énergies propres<sup>642</sup>. De plus, entre 2008 et 2016 les capacités de production de l'énergie solaire sont passées de 1,2 gigawatts (GW) à 31 GW et les capacités de production éolienne sont passées de 25 GW à 75 GW<sup>643</sup>. Le soutien fédéral apporté au développement des énergies propres (crédits d'impôt, subventions, obligation de diversification du mix électrique, prêts garantis...) a permis d'accroître la production de ces énergies et de les rendre attractives sur le marché en quelques années. Bien que certains de ces projets comme *Copper Mountain Solar*<sup>644</sup> ou *Solyndra*<sup>645</sup> n'aient pas connu le succès escompté et ont été sujets à de vives critiques de la part des républicains sur la politique mise en place par Obama, les énergies renouvelables enregistrent une croissance importante sous son premier mandat. Elles sont devenues compétitives sur le marché. Le *SunShot initiative*, lancé par le ministère de l'Énergie en 2011, avait par exemple pour objectif de permettre aux coûts de l'électricité solaire d'être compétitifs par rapport à ceux de l'électricité produite de façon conventionnelle d'ici 2020, sans subventions et en réduisant son coût de 75%. Le programme *Sunshot* avait atteint son objectif en 2017 pour les *large scale utilities* (installations permettant la génération d'électricité solaire à

---

<sup>641</sup> The White House, « President Obama Announces National Fuel Efficiency Policy » *whitehouse.gov*, 19 mai 2009, en ligne, Internet, 12 oct. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/president-obama-announces-national-fuel-efficiency-policy>.

<sup>642</sup> Ernest Moniz, « Cabinet Exit Memo », 5 janv. 2017, en ligne, Internet, 11 oct. 2018. Available: <https://www.energy.gov/sites/prod/files/2017/01/f34/Department%20of%20Energy%20Cabinet%20Exit%20Memo.pdf>.

<sup>643</sup> Moniz, « Cabinet Exit Memo ».

<sup>644</sup> À sa création en 2010 dans le Nevada par Sempra Generation, *Copper Mountain Solar Facility* était la plus grande centrale photovoltaïque aux États-Unis avec près d'un million de panneaux photovoltaïques. Lors d'un discours sur le site de la centrale le 21 mars 2012, Barack Obama déclarait que cette installation pouvait alimenter 17000 foyers annuellement en énergie propre et rappelait les centaines d'emplois créés grâce aux énergies vertes. Néanmoins *Copper Mountain Solar* n'employait que 10 personnes à temps plein à l'époque et ne comptait que 16 temps pleins en 2017. En dépit de l'impact économique positif généré par cette installation pour le Nevada, elle demeure la cible de critiques pour le faible nombre d'emplois qu'elle génère.

<sup>645</sup> Firme de fabrique de panneaux solaires dans la *Silicon Valley* qui a reçu une garantie d'emprunt du ministère de l'Énergie en 2009 à hauteur de 535 millions de dollars dans le cadre du plan ARRA. La faillite de la firme menant au licenciement de 1000 employés à créer une controverse notamment alimentée par les républicains qui questionnent le financement de projets verts par l'État.

grande échelle) avec des prix moyens passant de 28 centimes de dollars en 2010 à 0,06 par Kilowattheure en 2017<sup>646</sup>.

#### **4.1.4. Un agenda contrarié par le mécontentement de l'opinion publique et la polarisation politique**

En 2010, lors des élections de mi-mandat les démocrates subissent une lourde défaite électorale remettant en question l'agenda énergétique et climatique d'Obama. Bien que les démocrates réussissent à conserver une majorité au Sénat, les républicains sont désormais majoritaires à la Chambre des Représentants. Cette nouvelle configuration n'est pas sans conséquences pour l'administration en place qui va devoir composer avec ce nouveau Congrès. Les résultats de l'élection de 2010 apparaissent comme un rejet<sup>647</sup> de la politique menée par Obama depuis 2008. Après le plan de relance mis en place en 2009, les Américains sont frustrés de voir la reprise tarder et le chômage continuer à augmenter. Selon un sondage réalisé par *Gallup* en mars 2010 concernant les thèmes importants pour les élections de 2010, l'économie représentait la priorité de ce scrutin puisque 57% des interrogés considéraient ce thème comme « *extrêmement important* ». Le chômage se classait en 3<sup>ème</sup> position puisqu'il était « *extrêmement important* » pour 46% des interrogés<sup>648</sup>. Alors que les Américains semblaient majoritairement préoccupés par les questions économiques, la focalisation des débats sur l'*Affordable Care Act* ou *Obamacare* en 2010 peut venir justifier l'idée d'un vote sanction de l'opinion publique.

L'administration Obama qui bénéficiait de la majorité au Congrès sort affaiblie de ce scrutin. Elle va devoir faire des concessions pour travailler avec la nouvelle majorité républicaine et le *Tea Party*, né durant les premières années du mandat d'Obama. Cette situation s'annonce donc de mauvais augure pour l'agenda climatique du président. Les républicains ne sont pas seulement hostiles à la politique énergétique et climatique d'Obama, ils ont également construit leur victoire aux élections de mi-mandat sur l'incapacité de l'administration à faire baisser le chômage, taclant au passage les 5

---

<sup>646</sup> U.S Department of Energy, « 2020 Utility-Scale Solar Goal Achieved » *Energy.gov*, 12 sept. 2017, en ligne, Internet, 12 oct. 2018. Available: <https://www.energy.gov/eere/solar/articles/2020-utility-scale-solar-goal-achieved>.

<sup>647</sup> Dan Balz et William Branigin, « After Midterm Wins, Gop Vows to Block Obama's Agenda », 3 nov. 2010, en ligne, Internet, 25 avr. 2016. Available: <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/11/02/AR2010110207506.html>.

<sup>648</sup> Jeffrey M. Jones, « Voters Rate Economy as Top Issue for 2010 » *Gallup*, 8 avr. 2010, en ligne, Internet, 16 oct. 2018. Available: <https://news.gallup.com/poll/127247/voters-rate-economy-top-issue-2010.aspx>.

millions d'emplois verts promis par Obama en 2008<sup>649</sup>. À ce sujet, en 2011 la Commission de surveillance et de réforme du gouvernement<sup>650</sup> de la Chambre des Représentants, présidée par le républicain Darell Issa, publiait un rapport exhortant Barack Obama à revoir sa politique en matière d'énergie et d'emplois au vu de sa nocivité pour la reprise économique et la création d'emplois.

*The United States cannot afford to allow the President's energy agenda to continue. By sacrificing domestic carbo-based resources upon the altar of an ill-fated "green energy" experiment, the President has put our economic security in jeopardy. Furthermore, this experiment has wasted billions in taxpayer money at the expense of affordable, carbon-based energy sources today. This is a dangerous strategy that will drastically increase the price we pay for energy and harm economic recovery and job growth<sup>651</sup>.*

Après 2010, Obama est conscient qu'il ne pourra pas faire passer de loi sur le climat. « *I think there are a lot of Republicans that ran against the energy bill that passed in the House last year and so it's doubtful that you could get the votes to pass that through the House this year or next year or the year after*<sup>652</sup>. » Il adopte alors une posture bipartisane et concède quelques victoires aux républicains que les partisans de l'environnement ne manquent pas de critiquer. Le symbole le plus éloquent de la nouvelle stratégie de l'administration Obama est peut-être le départ de Carole Browner en 2011 de son poste « d'*Energy czar* ». Elle ne sera pas remplacée. Il s'agit d'un signal fort et positif pour les entreprises mais aussi un moyen pour Obama de resserrer les liens avec l'industrie et signaler un changement de priorités dans sa politique qui s'oriente désormais davantage sur l'aspect économique de l'énergie que sur le côté climatique<sup>653</sup>.

En définitive, le premier mandat d'Obama s'est révélé assez décevant pour un grand nombre d'Américains. Arrivé au pouvoir dans un climat de crise économique et financière, l'héritage laissé par l'administration Bush a été un fardeau pour Obama, entravant la mise en place de son agenda vert. Alors qu'il a apporté beaucoup d'espoir à de nombreux Américains, le premier mandat d'Obama a laissé de nombreux Américains amers, parmi lesquels se trouvent notamment Al Gore. L'ancien vice-président a publiquement critiqué le travail de l'administration Obama sur les questions

---

<sup>649</sup> Barack Obama, « Barack Obama Speech - Democratic Convention Acceptance Speech », 2009, en ligne, Internet, 17 oct. 2018. Available: <http://obamaspeeches.com/E10-Barack-Obama-The-American-Promise-Acceptance-Speech-at-the-Democratic-Convention-Mile-High-Stadium--Denver-Colorado-August-28-2008.htm>.

<sup>650</sup> *Committee on Oversight and Government Reform*.

<sup>651</sup> U.S House of Representatives, Committee on oversight and Government Reform, *How Obama's Green Energy Agenda Is Killing Jobs* (Great Britain, 2011) 33.

<sup>652</sup> Suzanne Goldenberg, « Obama's Climate Adviser, Carol Browner, to Depart White House » *The Guardian*, 25 janv. 2011, en ligne, Internet, 16 oct. 2018. Available: <https://www.theguardian.com/world/2011/jan/25/carol-browner-obama-climate-advisor-departs-white-house>.

<sup>653</sup> Gabriel Nelson, « Energy and Climate Czar Browner's Resignation Seen as the End of an Era », 25 janv. 2011, en ligne, Internet, 1 oct. 2018. Available: <http://archive.nytimes.com/www.nytimes.com/gwire/2011/01/25/25greenwire-energy-and-climate-czar-browners-resignation-s-34804.html?pagewanted=print>.

climatiques dans une tribune pour le magazine *Rolling Stone* en 2011<sup>654</sup>. Bien que quelques accomplissements soient à noter dans ce premier mandat, Obama n'a pas réussi à mettre fin à la dépendance des États-Unis aux énergies fossiles et il n'a pas réussi à faire voter une loi sur le climat alors qu'il a eu la majorité au Congrès pendant deux ans. Il n'a pas réussi la transition vers une nouvelle économie de l'énergie et il a même trahi une promesse de campagne en 2010, en autorisant l'exploration et le forage *offshore*<sup>655</sup> de gaz et de pétrole d'environ 1 294 994 km<sup>2</sup> de côtes américaines afin de pallier les besoins énergétiques du pays et réduire la dépendance des États-Unis. Cependant, ce bilan doit tout de même être nuancé compte tenu des efforts internationaux qui sont fait, et de l'état dans lequel il récupère le pays en 2009.

---

<sup>654</sup> Al Gore, *Al Gore: Climate of Denial*, vol., juin 22, 2011, en ligne, Internet, 28 sept. 2018. Available: <https://www.rollingstone.com/politics/politics-news/al-gore-climate-of-denial-244124/>.

<sup>655</sup> Voir lexique.





## 4.2. Deuxième mandat d'Obama : vers une stratégie plus agressive

### 4.2.1. Nouvelle équipe et nouveau contexte

En Novembre 2012, Barack Obama est réélu pour un second mandat à la Maison Blanche face au républicain Mitt Romney. Lors de son investiture, le 21 janvier 2013, Obama réitère son engagement à résoudre les questions climatiques et rappelle la nécessité de parvenir à une transition vers les énergies propres en dépit des difficultés.

*The path towards sustainable energy sources will be long and sometimes difficult. But America cannot resist this transition, we must lead it. We cannot cede to other nations the technology that will power new jobs and new industries, we must claim its promise. That's how we will maintain our economic vitality and our national treasure—our forests and waterways, our crop lands and snow-capped peaks. That is how we will preserve our planet, commanded to our care by God. That's what will lend meaning to the creed our fathers once declared.*<sup>656</sup>

Le deuxième mandat d'Obama commence avec une conjoncture différente. Lors de sa prise de fonction en 2013, Obama bénéficie d'un climat économique plus favorable et plus stable qu'en 2009. Bien que l'opinion publique ne semble pas convaincue de l'efficacité de la politique qu'il a menée lors de son premier mandat, la reprise économique est pourtant là et le chômage décroît de manière régulière. Le taux de chômage qui dépassait la barre des 10% en 2009, est à 7,7%<sup>657</sup> en 2013 lorsqu'Obama commence son deuxième mandat. Pour autant les Américains doutent de la stratégie de l'administration en place. En 2012, 48% des Américains approuvaient la politique pour l'emploi d'Obama alors que 48% disaient qu'il n'en faisait pas assez<sup>658</sup>. Ce résultat résume la perception qu'à l'opinion publique du premier bilan d'Obama. Critiqué aussi bien pour sa politique économique, qu'énergétique et climatique, Obama va devoir convaincre les différentes sensibilités américaines lors de son second mandat.

---

<sup>656</sup> Barack Obama, « Inaugural Address », 21 janv. 2013, en ligne, Internet, 19 oct. 2018. Available: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=102827>.

<sup>657</sup> Bureau of Labor Statistics, « Unemployment Continued Its Downward Trend in 2013: Monthly Labor Review: U.S. Bureau of Labor Statistics », avr. 2014, en ligne, Internet, 23 oct. 2018. Available: <https://www.bls.gov/opub/mlr/2014/article/unemployment-continued-its-downward-trend-in-2013.htm>.

<sup>658</sup> Scott Clement, « Obama's Report Card from the Public » *Washington Post*, 24 janv. 2012, en ligne, Internet, 22 oct. 2018. Available: [https://www.washingtonpost.com/blogs/behind-the-numbers/post/obamas-report-card-from-the-public/2012/01/03/gIQANAsAOQ\\_blog.html](https://www.washingtonpost.com/blogs/behind-the-numbers/post/obamas-report-card-from-the-public/2012/01/03/gIQANAsAOQ_blog.html).

L'élection de 2012 offre de nouvelles opportunités au président. Libéré de la crise économique, il bénéficie désormais de plus de latitude pour mettre en place une nouvelle politique énergétique à l'image de son agenda sans craindre une sanction électorale, et cela en dépit de l'obstructionnisme du Congrès. Les engagements d'Obama en ce qui concerne les mesures énergétiques et climatiques de son deuxième mandat sont dans l'ensemble, les mêmes que pour son premier mandat. Il mise sur le développement des énergies vertes, l'augmentation de l'efficacité énergétique, notamment grâce aux innovations technologiques, le développement des sources d'énergies dans le mix énergétique américain, le développement des sources d'approvisionnement et surtout le développement de la production nationale afin d'assurer la sécurité nationale du pays, réduire la dépendance des États-Unis et réduire les émissions de GES.

Pour mettre en place son agenda énergétique et climatique, Obama s'entoure comme lors de son premier mandat de personnalités connues pour leur engagement ou avec lesquelles il a travaillé comme Gina McCarthy administratrice adjointe de l'agence pour la protection de l'environnement qui est nommée à la tête de l'EPA, le physicien et ancien sous-secrétaire à l'énergie sous Clinton, Ernest Moniz, nommé au ministère de l'Énergie ou encore Nancy Sutley qui conserve son poste au CEQ. L'équipe énergie-climat du deuxième mandat Obama donne l'impression d'une certaine continuité dans le travail commencé quatre ans auparavant, un signal pour comprendre qu'il compte persévérer sur la même voie.

Cependant en 2013, de nombreux cadres de cette équipe quittent leur poste à l'image de Nancy Sutley, créant un bref climat d'incertitude. L'arrivée de John Podesta en 2014 est vécue comme un second souffle pour cette équipe et un signal fort pour l'opinion publique. John Podesta est l'ancien chef de Cabinet du président Clinton et le fondateur du *think tank Center for American Progress*. Proche du président Obama dont il a l'oreille, il est nommé en tant que « *Counselor* » c'est-à-dire conseiller du président, notamment sur les dossiers du changement climatique et de la politique énergétique. Podesta dispose de positions connues sur les questions énergétiques et climatiques. Il militait déjà en 2008 pour une vaste stratégie agressive pour répondre aux questions énergétiques et climatiques notamment en mettant en place un système de *Cap and Trade*, en transformant le système de transport et en rénovant la production d'électricité<sup>659</sup>. Que ce soit pour des questions climatiques ou de sécurité nationale, Podesta considère ces enjeux comme un véritable défi pour le 21<sup>ème</sup> siècle. « *The energy challenge we face in this new century is extraordinary in its urgency, its stakes, its scope and its opportunity. Of course, energy has long been at the intersection of the economy, environment,*

---

<sup>659</sup> John Podesta et John Halpin, *The Power of Progress: How America's Progressives Can (once again) Save Our Economy, Our Climate, and Our Country*, 1st ed. (New York: Crown Publishers, 2008) 149.

*and national security, and its availability and price have always been important factors in economic performance.*<sup>660</sup> »

John Podesta exerce une grande influence sur la politique énergie-climat du deuxième mandat d'Obama, notamment en poussant le président à délaissier sa posture de président négociateur (ou *Legislative Leader*) pour une posture plus agressive, voire une présidence administrative. Lors de la défaite des démocrates aux élections mi-mandat de 2010, via le *Center for American Progress*, Podesta conseillait déjà au président, en s'inspirant de son expérience sous la présidence de Clinton, d'adopter une stratégie administrative pour mener à bien ses objectifs puisqu'il n'aurait pas l'appui des républicains au Congrès.

*President Obama's ability to govern the country as Chief Executive presents an opportunity to demonstrate strength, resolve, and a capacity to get things done on a host of pressing challenges of importance to the public and our economy. Progress, not positioning, is what the public wants and deserves.*

*The U.S. Constitution and the laws of our nation grant the president significant authority to make and implement policy.*<sup>661</sup>

#### **4.2.2. Obama et la stratégie administrative**

Avant même l'arrivée de Podesta à la Maison Blanche, Obama considérait l'option d'une stratégie plus agressive vis-à-vis du Congrès compte tenu du *gridlock*. Dans son discours sur l'État de l'Union de 2013, coïncé dans une situation de *divided government*, il annonçait déjà son intention de mettre fin aux compromis avec un Congrès qui ne voulait pas travailler avec son administration. Déterminé, Obama y affirmait sa volonté de répondre aux enjeux énergétiques et climatiques avec ou sans le soutien du Congrès. Il prévenait le Congrès que si aucun accord commun n'était possible, il agirait seul avec son administration pour mettre en place des mesures de lutte contre les enjeux climatiques.

*I urge this Congress to get together, pursue a bipartisan, market-based solution to climate change, like the one John McCain and Joe Lieberman worked on together a few years ago. But if Congress won't act soon to protect future generations, I will. (Applause.) I will direct my Cabinet to come up with executive actions we can take, now and in the future, to reduce pollution, prepare our communities for the consequences of climate change, and speed the transition to more sustainable sources of energy*<sup>662</sup>.

---

<sup>660</sup> Podesta et Halpin, *The Power of Progress: How America's Progressives Can* 149.

<sup>661</sup> « The Power of the President » *Center for American Progress*. (2010): 8.

<sup>662</sup> Obama, « Remarks by the President in the State of the Union Address 2013 ».

Pendant l'essentiel de son second mandat, Obama a agi en tant que « *Chief Executive* » en ce qui concerne son agenda climatique ou énergétique. La polarisation du Congrès sur ces questions et l'absence de majorité démocrate sont deux facteurs qui ont rendu la collaboration avec les membres du Congrès quasi impossible. En dépit du *gridlock* sur certaines questions, quelques mois avant la fin de sa présidence, Obama apparaissait déjà comme un des présidents les plus prolifiques de l'histoire américaine en termes de législations passées, avec plus de 560 lois ou réglementations finalisées. Beaucoup de ses accomplissements ont été rendus possibles grâce à l'usage du pouvoir exécutif, en dépit de la volonté initiale du président de ne pas y avoir recours<sup>663</sup>. Au cours de son second mandat, Obama s'est notamment appuyé, en plus de ses outils exécutifs, sur certaines lois déjà existantes pour mettre en place son agenda environnemental et climatique. Il a par exemple utilisé le CAA de 1970 pour son *Clean Power Plan*<sup>664</sup> ou une loi de 1953, le *Continental Outer Shelf Lands Act* pour interdire la vente de nouveaux droits de forage et d'exploration en mer dans les eaux appartenant aux États Unis en Arctique et dans l'Atlantique<sup>665</sup>.

Souvent critiqué par ses opposants pour son usage abusif du pouvoir exécutif qui a produit des réglementations jugées trop lourdes pour les entreprises, Obama n'a en fait émis que 277 décrets présidentiels, avec une moyenne de 35 décrets par an pendant sa présidence. Cette moyenne fait de lui le président qui a le moins utilisé cet outil présidentiel depuis le deuxième mandat de Grover Cleveland (1893-1897) qui en a aussi émis 35 en moyenne par an<sup>666</sup>. En huit années de présidence, Obama a néanmoins publié 2136 déclarations signées parmi lesquelles se trouvent les proclamations, mémorandums, notices, décisions (*determinations*) et d'autres outils du pouvoir présidentiel. Ce ne sont pas moins de 1228 proclamations qui ont été signées par Obama, 137 décisions, 213 notices et

---

<sup>663</sup> Binyamin Appelbaum et Michael D. Shear, « Once Skeptical of Executive Power, Obama Has Come to Embrace It » *The New York Times*, 13 août 2016, sect. Politics, en ligne, Internet, 9 nov. 2018. Available: <https://www.nytimes.com/2016/08/14/us/politics/obama-era-legacy-regulation.html>.

<sup>664</sup> U.S. Environmental Protection Agency, « Clean Power Plan for Existing Power Plants: Regulatory Actions », Policies and Guidance, s. d., en ligne, Internet, 8 oct. 2018. Available: [clean-power-plan-existing-power-plants-regulatory-actions.html](https://www.epa.gov/clean-power-plan-existing-power-plants-regulatory-actions.html).

<sup>665</sup> David Smith, « Barack Obama Bans Oil and Gas Drilling in Most of Arctic and Atlantic Oceans » *The Guardian*, 20 déc. 2016, en ligne, Internet, 10 nov. 2018. Available: <https://www.theguardian.com/us-news/2016/dec/20/barack-obama-bans-oil-gas-drilling-arctic-atlantic>.

<sup>666</sup> Abigail Geiger, « Obama Averaged Fewest Executive Orders Since Cleveland » *Pew Research Center*, 23 janv. 2017, en ligne, Internet, 9 nov. 2018. Available: <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/01/23/obama-executive-orders/>.

257 mémorandums qui ont été publiés officiellement<sup>667</sup>. Ces derniers voient leur publication soumise à la discrétion du président, le nombre exact n'est donc pas connu<sup>668</sup>.

L'usage de ces outils administratifs a permis à Obama de mettre en place certaines mesures. Parmi ces memoranda, le mémorandum *Climate change and national security*<sup>669</sup> de 2016 peut être cité. Il donne un cadre aux agences fédérales et exige qu'elles effectuent certaines fonctions et prennent pleinement en considération les effets du changement climatique dans le développement des doctrines, des plans et politiques de sécurité nationale<sup>670</sup>.

L'administration Obama publie également quelques *executive orders* pour mettre en place des mesures fédérales dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. Le décret 13693 « *Planning for Federal Sustainability in the Next Decade* » de mars 2015 par exemple, établit un ensemble de nouveaux critères pour les agences fédérales dans le cadre de la transition énergétique. Ces nouveaux critères annoncent une baisse de 40% des émissions de GES des agences fédérales dans les dix ans à venir, tout en favorisant l'innovation, la réduction des dépenses et en préparant le pays aux impacts du changement climatique<sup>671</sup>. Le décret 13653, « *Preparing the United States for the Impacts of Climate Change* » de 2013 vise par exemple à mettre en place des stratégies pour protéger et préparer la nation à la gestion des risques imminents associés au changement climatique<sup>672</sup>.

Dans le cadre d'une stratégie plus agressive Obama utilise également les agences fédérales pour mettre en place des politiques publiques ou réglementations. En 2015, le ministère de l'Aménagement du territoire publie une réglementation concernant la fracturation hydraulique sur les terres

---

<sup>667</sup> Un décret présidentiel a la valeur d'une loi et s'adresse généralement aux agences de la branche exécutive. Ils sont numérotés et publiés dans le Registre Fédéral. Une proclamation est une directive qui s'adresse à l'ensemble des Américains, pas seulement aux agences. Elles ont parfois une valeur cérémonielle et sont également numérotées et publiées dans le Registre fédéral. Les mémorandums sont utilisés à la discrétion du président pour donner des ordres officiels au gouvernement, notamment pour influencer l'interprétation d'une loi. Les décisions déterminent comment les États-Unis interagissent avec les autres pays. Les notices présidentielles sont généralement utilisées pour établir ou prolonger les états d'urgence pour le pays ou à l'étranger. Toutes les déclarations signées par le président dans le cadre de l'utilisation des outils de l'exécutif sont publiées dans le Registre fédéral.

<sup>668</sup> Darla Cameron, « What President Obama's Executive Actions Mean for President Trump », 2016, en ligne, Internet, 10 nov. 2018. Available: <https://www.washingtonpost.com/graphics/politics/executive-action/>.

<sup>669</sup> Barack Obama, « Presidential Memorandum -- Climate Change and National Security » *whitehouse.gov*, 21 sept. 2016, en ligne, Internet, 10 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/09/21/presidential-memorandum-climate-change-and-national-security>.

<sup>670</sup> Barack Obama, « Presidential Memorandum -- Climate Change and National Security ».

<sup>671</sup> Barack Obama, « Executive Order -- Planning for Federal Sustainability in the Next Decade » *whitehouse.gov*, 19 mars 2015, en ligne, Internet, 10 oct. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/03/19/executive-order-planning-federal-sustainability-next-decade>.

<sup>672</sup> Barack Obama, « Executive Order -- Preparing the United States for the Impacts of Climate Change » *whitehouse.gov*, 1 nov. 2013, en ligne, Internet, 10 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/11/01/executive-order-preparing-united-states-impacts-climate-change>.

publiques<sup>673</sup>. Cette réglementation concerne les 100 000 puits de gaz et de pétrole sur les terres fédérales qui utilisent à 90% la fracturation hydraulique pour extraire les énergies. Les entreprises devront rendre public les substances chimiques qu'elles utilisent au cours de ce procédé et créer des barrières à proximité des sources d'eaux afin de protéger les ressources d'eau, l'environnement et la vie sauvage. Cette réglementation démontre la volonté du président d'encourager la production énergétique sur le sol américain mais dans des conditions respectueuses de l'environnement, du climat et de la santé humaine. En 2016, l'administration Obama annonce, par le biais de l'EPA, une nouvelle réglementation qui établit les premières normes de l'histoire du pays pour les émissions de méthane. Cette réglementation vise à réduire les émissions de méthane, deuxième gaz le plus polluant après le dioxyde de carbone de 40 à 45% d'ici 2025 par rapport au niveau de 2012. Elle est destinée en particulier aux entreprises du secteur du gaz et du pétrole et s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le changement climatique et pour le contrôle de la pollution de l'air. Le méthane est un gaz dont les émissions sont 25 fois plus puissantes que celles du CO<sub>2</sub> et un tiers des émissions viennent des activités des industries du gaz et du pétrole<sup>674</sup>. Même si le passage d'une loi sur la limitation des gaz polluants est rendu impossible par le Congrès, l'administration Obama entend réglementer grâce aux outils dont elle dispose.

L'arrivée de Podesta à la Maison Blanche a sans doute encouragé une action administrative plus agressive du président. Cependant d'autres éléments sont à prendre en compte pour comprendre l'agenda énergétique et climatique mis en place par Obama lors de son second mandat. La révolution énergétique que connaissent les États-Unis depuis le début des années 2000 joue un rôle majeur dans son agenda énergétique et vient modifier la politique énergétique de son second mandat.

#### 4.2.3. Révolution énergétique des États-Unis

La première administration Obama annonçait en 2011 le *Blueprint for a Secure Energy Future*<sup>675</sup>, une stratégie en trois volets, conçue pour réduire la dépendance énergétique des États-Unis et poser

---

<sup>673</sup> David Jackson, « Obama Administration Unveils New Fracking Rules » *usatoday*, 20 mars 2015, en ligne, Internet, 10 nov. 2018. Available: <https://www.usatoday.com/story/news/nation/2015/03/20/obama-interior-department-fracking-rules-sally-jewell/25101133/>.

<sup>674</sup> Dan Utech, « Administration Takes Historic Action to Reduce Methane Emissions for the Oil and Gas Sector » *whitehouse.gov*, 12 mai 2016, en ligne, Internet, 10 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/blog/2016/05/12/administration-takes-historic-action-reduce-methane-emission-oil-and-gas-sector>.

<sup>675</sup> The White House, « Blueprint for a Secure Energy Future », 30 mars 2011, en ligne, Internet, 10 avr. 2016. Available: [https://www.whitehouse.gov/sites/default/files/blueprint\\_secure\\_energy\\_future.pdf](https://www.whitehouse.gov/sites/default/files/blueprint_secure_energy_future.pdf).

les jalons d'une transition énergétique. Ce programme reposait essentiellement sur le développement et la diversification des sources d'approvisionnement, grâce aux innovations et aux nouveaux procédés technologiques; pour augmenter l'efficacité énergétique, pour réduire la consommation et les prix pour le consommateur et pour investir dans les énergies du futur. Cette stratégie énergétique avait beaucoup misé sur le développement des énergies renouvelables, lourdement subventionnées par le gouvernement, en vue d'assurer la transition vers une énergie du futur.

Cependant dès 2012, le président annonce les prémices de sa nouvelle politique énergétique. Lors d'un discours dans le Maryland en 2012, Obama fait référence à cette nouvelle stratégie en ces termes : « *So we can 't have an energy strategy for the last century that traps us in the past. We need an energy strategy for the future - an all-of-the-above strategy for the 21st century that develops every source of American-made energy. Yes, develop as much oil and gas as we can, but also develop wind power and solar power and biofuels* <sup>676</sup>. »

La stratégie « *all-of-the- above energy* » n'est mise en place qu'en 2014. Elle comporte essentiellement trois objectifs : soutenir la croissance économique et la création d'emplois, améliorer la sécurité énergétique, déployer des technologies à faible émissions de carbone et poser les fondations d'une énergie du futur plus propre<sup>677</sup>.

La nomination d'Ernest Moniz à la tête du ministère de l'Énergie laissait pressentir l'accent qui serait mis sur le développement des hydrocarbures de schiste pour assurer la transition énergétique. Dans un rapport de 2011, Moniz présentait le gaz naturel comme une énergie peu chère et suffisamment abondante pour assurer les besoins énergétiques mondiaux le temps d'une transition vers des énergies moins polluantes<sup>678</sup>. L'essor de la production d'hydrocarbures grâce aux progrès technologiques a sans doute encouragé la décision d'Obama d'opter pour une transition énergétique grâce aux gaz naturel.

---

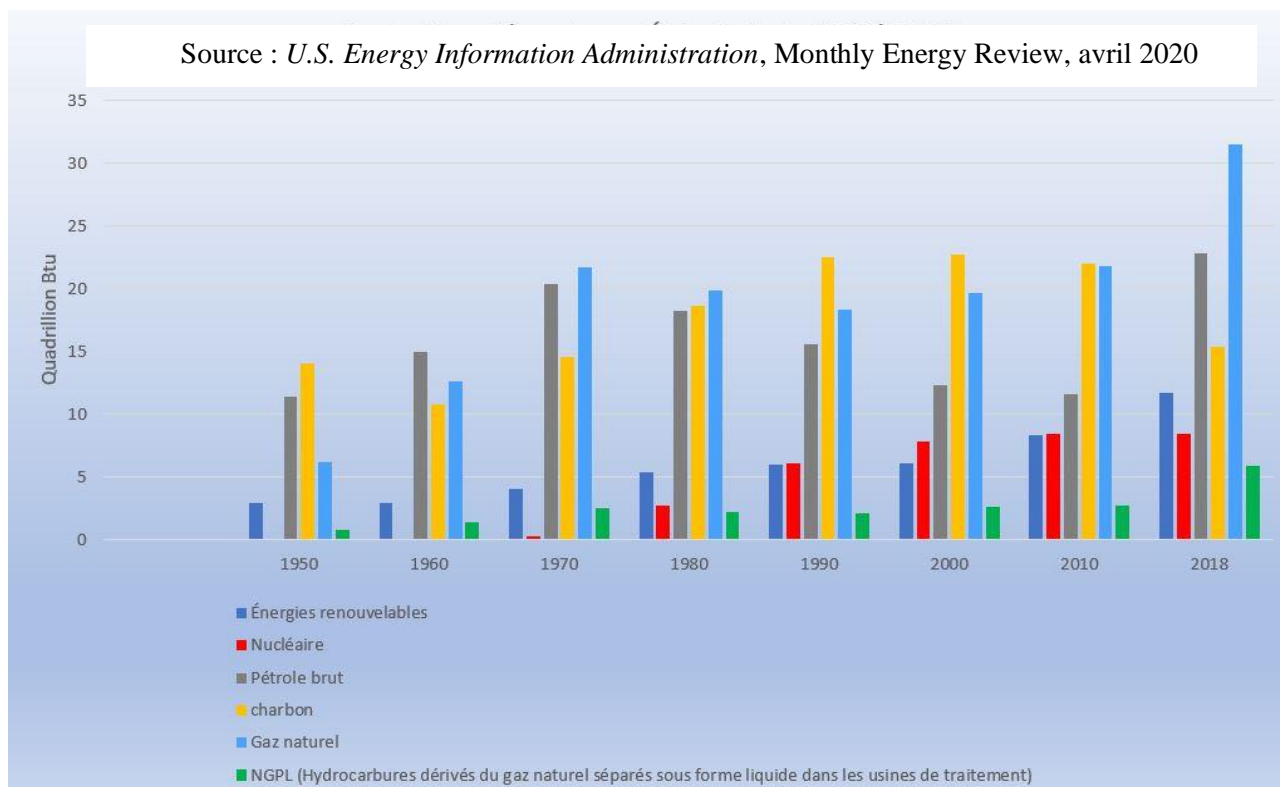
<sup>676</sup> Barack Obama, « Remarks by the President on Energy » *whitehouse.gov*, 15 mars 2012, en ligne, Internet, 24 oct. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2012/03/15/remarks-president-energy>.

<sup>677</sup> Jason Furman et Jim Stock, « The All-of-the-Above Energy Strategy as a Path to Sustainable Economic Growth » *whitehouse.gov*, 29 mai 2014, en ligne, Internet, 13 avr. 2016. Available: <https://www.whitehouse.gov/blog/2014/05/29/new-report-all-above-energy-strategy-path-sustainable-economic-growth>.

<sup>678</sup> Capital Flows, « Ernest Moniz And Fracking Drive Environmentalists Off Of The Rails » *Forbes*, 26 mars 2013, en ligne, Internet, 7 déc. 2018. Available: <https://www.forbes.com/sites/realspin/2013/03/26/ernest-moniz-and-fracking-drive-environmentalists-off-of-the-rails/>.



Figure 7 : Production d'énergie aux États-Unis entre 1950 et 2018



Les progrès réalisés dans les techniques d'extraction du pétrole non conventionnel et du gaz naturel ces dernières années ont permis aux Américains d'augmenter de manière considérable leur production nationale de pétrole et de gaz. Depuis des décennies la production nationale de pétrole aux États-Unis ne cessait de décroître jusqu'à atteindre les 5 millions de barils produits par jour en 2008 après avoir frôlé les 10 millions de barils dans les années 1970. Sous la présidence d'Obama la production de pétrole sur le territoire connaît une croissance très forte. Entre 2008 et 2015, la production de pétrole aux États-Unis a augmenté de 88%, ce qui représente la plus grosse augmentation de production nationale de l'histoire du pays<sup>679</sup>. En 2013, les États-Unis devenaient ainsi le premier producteur mondial de pétrole et de gaz naturel devant l'Arabie Saoudite et la Russie. Cette nouvelle stratégie énergétique place le gaz naturel au cœur de la transition énergétique, puisqu'il est censé représenter un « pont<sup>680</sup> » vers l'indépendance et la transition énergétique permettant à la fois de créer de l'emploi et de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

<sup>679</sup> Robert Rapier, « The Irony of President Obama's Oil Legacy » *Forbes*, 15 janv. 2016, en ligne, Internet, 16 avr. 2016. Available: <http://www.forbes.com/sites/rpapier/2016/01/15/president-obamas-petroleum-legacy/print/>.

<sup>680</sup> Obama, « Barack Obama: Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union 2014 ».

#### 4.2.4. Un *Climate Action Plan* fédéral

En juin 2013, Obama annonce son *Climate Action Plan* (CAP)<sup>681</sup> dans le cadre de ses engagements pour la lutte contre le changement climatique. Ce plan vise non seulement à mettre en place des mesures à l'échelle nationale mais également à permettre aux États-Unis de répondre aux engagements internationaux pris en 2009, notamment celui de réduire ses émissions de GES de 17% d'ici 2020. Il s'agit en outre du plan le plus complet et ambitieux jamais proposé par un président américain pour répondre aux enjeux climatiques. Ce plan comporte trois mesures principales. La réduction des émissions de gaz carboniques aux États-Unis mais aussi de polluants comme le mercure et l'arsenic. Du fait de la pollution, le taux d'asthme a doublé en 30 ans. Ce plan prévoit des mesures telles que le déploiement des énergies renouvelables, la réduction des émissions de GES, de dioxyde de carbone émis par les centrales électriques, ou l'invention d'un système de transport du 21<sup>ème</sup> siècle.

La deuxième mesure consiste à préparer le pays aux impacts du changement climatique. Ce plan souligne que les douze années les plus chaudes qu'ait connu le pays ont eu lieu ces 15 dernières années. Il souligne de plus qu'en 2012, le pays a connu 11 catastrophes naturelles ou climatiques qui ont coûté plus d'un milliard de dollars de réparation chacune. Il s'agit donc d'augmenter la résilience climatique<sup>682</sup> des infrastructures, ou conserver les ressources naturelles. Troisième mesure majeure : devenir des leaders internationaux de la lutte contre le changement climatique. Pour ce faire, il s'agit de développer les accords internationaux et les coopérations bilatérales avec les économies émergentes, accélérer le développement des énergies propres puisque 84% des émissions de gaz de dioxyde de carbone sont liées à l'énergie, ou encore financer la lutte contre le changement climatique.

En 2015, l'administration annonce la mise en place du *Clean Power Plan*<sup>683</sup>, une mesure phare de son CAP et une politique publique qui établit des normes nationales pour limiter les émissions de gaz carbonique en provenance des centrales électriques. Ces normes visent notamment à réduire de 32% les émissions de dioxyde de carbone en 2030 par rapport à leur niveau de 2005<sup>684</sup>. Cette politique publique trouve sa source dans le CAA de 1970 selon lequel l'EPA est tenue de réguler les émissions de dioxyde de carbone dans le pays. Le CPP prévoit des objectifs différents pour chaque État fédéré américain ainsi que le choix dans les actions à mener pour parvenir aux résultats escomptés. Ne

---

<sup>681</sup> Executive Office of the President, « The President's Climate Action Plan », juin 2013, en ligne, Internet, 2 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/image/president27sclimateactionplan.pdf>.

<sup>682</sup> Voir lexique

<sup>683</sup> U.S. Environmental Protection Agency, « Clean Power Plan for Existing Power Plants ».

<sup>684</sup> The White House, « President Obama to Announce Historic Carbon Pollution Standards for Power Plants » *whitehouse.gov*, 3 août 2015, en ligne, Internet, 1 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/08/03/fact-sheet-president-obama-announce-historic-carbon-pollution-standards>.

pouvant mettre en place un système de plafonnement et d'échange des émissions de CO<sub>2</sub> national, cette mesure apparaît comme un des héritages de la présidence d'Obama concernant les questions climatiques. Néanmoins dès sa publication, cette mesure est contestée par de nombreux élus du 114<sup>ème</sup> Congrès (2015-2017) qui présente le *Senate Joint Resolution 24*<sup>685</sup> pour abolir le CPP. Le *Senate Joint Resolution 24* est voté par la Chambre des Représentants et par le Sénat. Obama met son veto à cette mesure en décembre 2015<sup>686</sup>.

Dès 2015, pas moins de 26 États fédérés<sup>687</sup> ainsi que de nombreux géants de l'industrie du charbon notamment s'opposent à cette politique, au motif qu'elle est destructrice d'emplois ou qu'elle est illégale parce l'EPA avait outrepassé son autorité. En 2016, le CPP est suspendu par la Cour Suprême jusqu'à épuisement des recours. En octobre 2016, la nouvelle administration en place, conformément aux promesses de campagne du candidat Trump, annonçait par la voie d'une décision de l'EPA l'abrogation du CPP. L'administrateur de l'EPA, désigné par le président Trump, Scott Pruitt, a même déclaré aux mineurs dans le Kentucky que « *the war against coal is over*<sup>688</sup> ». Le CPP est finalement aboli officiellement en juillet 2019<sup>689</sup>. En dépit des effets bénéfiques pour le climat et la santé humaine annoncés dans le CPP, celui-ci n'a jamais été mis en application. Dès le début il a été fortement contesté, notamment par les États producteurs de charbon et l'industrie du charbon. Néanmoins, certains États comme la Californie ou New York avaient décidé de suivre les normes du CPP avant même la fin de la procédure judiciaire.

---

<sup>685</sup> Le *Senate Joint Resolution 24* est une résolution commune des deux chambres concernant le désaccord du Congrès sur la mise en place du *Clean Power Plan* par l'EPA. Elle a été introduite au Sénat par Shelley Moore Capito, Sénatrice républicaine de la Virginie Occidentale, le 26 octobre 2015. Grâce au *Congressional Review Act*, le Congrès est habilité à supplanter une réglementation mise en place par une agence fédérale si la résolution allant dans ce sens est adoptée. Une fois adoptée, cette résolution possède alors la valeur d'une loi. C'est pourquoi Obama met son veto à cette mesure, dans le but d'empêcher que les réglementations imposées par l'EPA dans le cadre du CPP ne soient définitivement supprimées.

<sup>686</sup> Barack Obama, « Memorandum of Disapproval on S.J. Res. 24 » *whitehouse.gov*, 18 déc. 2015, en ligne, Internet, 2 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/12/19/memorandum-disapproval-sj-res-24>.

<sup>687</sup> Samantha Page, « 26 Attorneys General Are Suing The EPA. The Public Only Agrees With Them In 3 States. » *ThinkProgress*, 3 nov. 2015, en ligne, Internet, 25 avr. 2016. Available: <http://thinkprogress.org/climate/2015/11/03/3718675/most-americans-support-clean-power-plan/>.

<sup>688</sup> Dennis Brady et Juliet Eilperin, « EPA Chief Scott Pruitt Tells Coal Miners He Will Repeal Power Plant Rule Tuesday: 'The War Against Coal Is Over' » *Washington Post*, 9 oct. 2017, en ligne, Internet, 2 nov. 2018. Available: <https://www.washingtonpost.com/news/energy-environment/wp/2017/10/09/pruitt-tells-coal-miners-he-will-repeal-power-plant-rule-tuesday-the-war-on-coal-is-over/>.

<sup>689</sup> U.S. Environmental Protection Agency, « Repeal of the Clean Power Plan; Emission Guidelines for Greenhouse Gas Emissions from Existing Electric Utility Generating Units; Revisions to Emission Guidelines Implementing Regulations » *Federal Register*, 8 juill. 2019, en ligne, Internet, 24 sept. 2020. Available: <https://www.federalregister.gov/documents/2019/07/08/2019-13507/repeal-of-the-clean-power-plan-emission-guidelines-for-greenhouse-gas-emissions-from-existing>.

#### 4.2.5. Regain de leadership climatique international ?

Deux mesures phares sont à retenir dans le second mandat d'Obama concernant l'agenda climatique international des États-Unis. Ces deux mesures relèvent essentiellement de la volonté d'Obama de faire des États-Unis un leader mondial de la lutte contre le changement climatique mais aussi de la nécessité du devoir moral pour le pays de reconnaître sa responsabilité historique et d'agir en conséquence.

En novembre 2014, le président américain annonce un accord bilatéral historique avec la Chine<sup>690</sup>. Pour la première fois de l'histoire, les deux plus gros pollueurs mondiaux s'accordent sur la nécessité d'agir en faveur du climat. Le président chinois Xi Jinping et le président américain se sont mis d'accord pour que les États-Unis réduisent leurs émissions de GES de 26 à 28% d'ici 2025 par rapport au niveau de 2005. La Chine, en tant que plus gros pollueur mondial s'engage à atteindre son pic de pollution d'ici 2030 ou au plus tôt et d'augmenter la part de consommation de combustibles non fossiles à 20% d'ici 2030<sup>691</sup>. L'entente de ces deux pays sur la nécessité de réduire les émissions de GES devait fournir à l'administration Obama un levier puissant pour agir à l'échelle internationale avec d'autres nations émergentes comme le Brésil ou l'Inde mais aussi redonner aux États-Unis un rôle de leader sur ces questions.

En Décembre 2015, les États-Unis prennent part aux négociations sur le climat à Paris dans le cadre de la 21<sup>ème</sup> Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 21). Cette conférence qui réunissait les leaders de 195 pays a abouti à un accord ambitieux. Les pays présents se sont engagés à réduire leurs émissions de GES en limitant l'augmentation moyenne des températures en dessous de 2°C, tout en tendant vers l'objectif de 1,5°C par rapport aux niveaux de la période préindustrielle (1861-1880) d'ici à 2100. Cet accord contient notamment une révision tous les cinq ans des contributions des États, à savoir leur promesse de réduction d'émission de GES. L'accord prévoit également la mise en place d'un fond vert pour le climat de 100 milliards de dollars pour 2020. Il s'agit d'un financement des pays développés qui

---

<sup>690</sup> Office of the Press Secretary, « U.S.-China Joint Announcement on Climate Change » *whitehouse.gov*, 11 nov. 2014, en ligne, Internet, 24 sept. 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/11/11/us-china-joint-announcement-climate-change>.

<sup>691</sup> The White House, « President's Obama Climate Action Plan. 2nd Anniversary Progress Report », juin 2015, en ligne, Internet, 6 nov. 2018. Available: [https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/cap\\_progress\\_report\\_final\\_w\\_cover.pdf](https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/cap_progress_report_final_w_cover.pdf).

participent à la lutte et à l'adaptation des pays en voie de développement aux effets du changement climatique pour « *solder leur dette climatique* <sup>692</sup> ».

*Today, the American people can be proud - because this historic agreement is a tribute to American leadership. Over the past seven years, we've transformed the United States into the global leader in fighting climate change. In 2009, we helped salvage a chaotic Copenhagen Summit and established the principle that all countries had a role to play in combating climate change*<sup>693</sup>.

L'Accord de Paris sur le climat demeure une des mesures les plus fortes de l'administration Obama dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, surtout après les résultats mitigés des négociations de Copenhague en 2009. Cette mesure est une des mesures de l'administration d'Obama qui a le plus vivement été critiquée par le 114<sup>ème</sup> Congrès américain (2015-2017) à majorité républicaine.

#### **4.2.6. Cas de *Keystone XL***

De retour à la politique nationale, le cas de l'oléoduc de *Keystone* doit être cité comme un des symboles les plus forts des engagements climatiques et environnementaux d'Obama. Cet oléoduc construit et exploité par la firme TransCanada est long de plusieurs milliers de kilomètres et transporte principalement des hydrocarbures synthétiques et du bitume dilué issus de sables bitumineux entre le Canada et les États-Unis. Les deux premières phases du projet deviennent fonctionnelles respectivement en 2010 et 2011. La première phase permet de relier, acheminer et stocker le pétrole et le bitume de l'Alberta (Canada) à la station de pompage de Steele City (Nebraska) et à la raffinerie de Wood River (Illinois). La deuxième phase permet de relier Steele City à Cushing (Oklahoma) ce qui permet d'augmenter la capacité de stockage de barils. Le projet *Keystone XL* (KXL), qui est au cœur de la controverse, n'est proposé par TransCanada qu'en 2008. Les lettres XL représentent le projet d'extension de l'oléoduc initial, ce qui correspond aux autres phases de construction. La phase 3 vise à relier Cushing au Golfe du Mexique (Houston et Port Arthur au Texas) et vers les infrastructures portuaires permettant l'export. Une partie de cette phase devient opérationnelle dès

---

<sup>692</sup> Pierre Le Hir, « COP21 : les points clés de l'accord universel sur le climat » *Le Monde*, 12 déc. 2015, en ligne, Internet, 6 nov. 2018. Available: [https://www.lemonde.fr/cop21/article/2015/12/12/cop21-les-points-cles-du-premier-accord-universel-sur-le-climat\\_4830606\\_4527432.html](https://www.lemonde.fr/cop21/article/2015/12/12/cop21-les-points-cles-du-premier-accord-universel-sur-le-climat_4830606_4527432.html).

<sup>693</sup> Barack Obama, « Statement by the President on the Paris Climate Agreement » *whitehouse.gov*, 12 déc. 2015, en ligne, Internet, 6 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/12/12/statement-president-paris-climate-agreement>.

2014. La phase 4 concentre l'essentiel des critiques<sup>694</sup>. Il s'agit de la construction d'un oléoduc de 1897 km entre l'Alberta et Steele City, cependant avec un tracé différent puisqu'il passerait par le Dakota du Nord et le Montana<sup>695</sup> pour une capacité d'acheminement de 830 000 barils par jours entre les États-Unis et le Canada<sup>696</sup>. Pour réaliser ce projet, TransCanada a dû déposer une demande de permis qui est soumise en dernier lieu à l'avis du président américain.

Depuis le décret présidentiel 13337<sup>697</sup> de 2004, l'autorisation de construction d'infrastructures énergétiques et dans le cas présent d'oléoduc est soumise à un processus assez long comportant un examen des principales agences fédérales, et un examen environnemental<sup>698</sup> qui donnent lieu à l'avis du département d'État qui doit juger si le projet correspond à l'intérêt national puis en dernier lieu intervient l'accord ou non du président.

Alors que le département d'État donne un avis favorable au projet à l'été 2011, en novembre il exige une révision du projet pour des motifs environnementaux. Il exige que le tracé de l'oléoduc soit revu afin d'éviter la zone des Sandhills, une écorégion fragile composée de prairies et d'aquifères<sup>699</sup> et répertoriée par le *WWF* et située dans le Nebraska et qui pourrait être largement affectée par un déversement potentiel de pétrole. Cette décision est soutenue par Obama qui déclare à ce sujet : « *Because this permit decision could affect the health and safety of the American people as well as the environment, and because a number of concerns have been raised through a public process, we should take the time to ensure that all questions are properly addressed and all the potential impacts are properly understood*<sup>700</sup>. » En 2012, Obama rejette de nouveau le projet, estimant que son administration n'a pas eu assez de temps pour réévaluer le dossier Keystone et redéfinir un nouveau tracé face aux pressions exercées par les républicains. En effet, dans la loi *Temporary Payroll Tax*

---

<sup>694</sup> « Keystone Pipeline » *Wikipedia*, s. d., en ligne, Internet, 24 sept. 2020. Available: [https://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Keystone\\_Pipeline&oldid=978930392](https://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Keystone_Pipeline&oldid=978930392).

<sup>695</sup> « Keystone XL — Maps » *Keystone XL*, s. d., en ligne, Internet, 24 sept. 2020. Available: <https://www.keystone-xl.com/maps/>.

<sup>696</sup> U.S. Department of State, « Record of Decision and National Interest Determination », 2017, en ligne, Internet, 24 sept. 2020. Available: <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/02/Record-of-Decision-and-National-Interest-Determination.pdf>.

<sup>697</sup> George W. Bush, « Executive Order 13337: Issuance of Permits With Respect to Certain Energy-Related Facilities and Land Transportation Crossings on the International Boundaries of the United States » *U.S. Department of State*, 30 avr. 2004, en ligne, Internet, 8 nov. 2018. Available: <https://2009-2017.state.gov/p/wha/rls/95020.htm>.

<sup>698</sup> *Environmental Impact Statement*.

<sup>699</sup> World Wildlife Fund, « Nebraska Sand Hills Mixed Grasslands » *World Wildlife Fund*, s. d., en ligne, Internet, 8 nov. 2018. Available: <https://www.worldwildlife.org/ecoregions/na0809>.

<sup>700</sup> Barack Obama, « Statement by the President on the State Department's Keystone XL Pipeline Announcement » *whitehouse.gov*, 10 nov. 2011, en ligne, Internet, 8 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/11/10/statement-president-state-departments-keystone-xl-pipeline-announcement>.

*Cut Continuation Act*<sup>701</sup> votée en 2011, une mesure républicaine avait été insérée et ne donnait au président que 60 jours pour décider sinon TransCanada se verrait accorder son permis. En mai 2012, TransCanada redépose une demande de permis pour construire la phase 4 de l'oléoduc après avoir redéfini le tracé. De nouveau le département d'État donne un avis favorable au projet. Cependant, le rapport publié par l'agence pour la protection de l'environnement vient contredire cet avis. L'EPA juge le « *Draft Supplemental Environmental Statement Impact* » du département d'État complétant le premier fourni en 2011 comme étant insatisfaisant. En effet, l'EPA classe ce rapport « EO-2 », c'est-à-dire « *Environmental Objections Insufficient Information*<sup>702</sup>. » Le rapport final publié par le département d'État en janvier 2014 conclut que la construction de l'oléoduc n'augmenterait pas de façon importante la production de GES<sup>703</sup>. En janvier 2015, après un premier échec deux mois plus tôt, le 114<sup>ème</sup> Congrès vote une loi visant à autoriser la construction de l'oléoduc sans le consentement du président<sup>704</sup>. Les républicains, qui avaient fait de la construction de KXL une priorité réussissent à passer cette loi grâce à leur nouvelle majorité au Sénat et le soutien de quelques démocrates<sup>705</sup>. En février 2015, Obama oppose son veto pour que cette loi ne soit pas promulguée. En novembre 2015, quelques jours avant le début de la COP 21, Obama se prononce de manière définitive et rejette la construction de l'oléoduc KXL pour encourager la transition énergétique et protéger le climat sur la base de trois critères. L'importation de pétrole n'augmentera pas la sécurité énergétique et ne réduira pas la dépendance énergétique des Américains d'une part. D'autre part, le projet KXL ne représente pas une contribution à la création d'emplois à long terme pour le pays dont le taux de chômage est à 5%. Le troisième et dernier argument évoqué par Obama consiste à affirmer que la construction de KXL ne ferait pas baisser les prix de l'essence pour les consommateurs américains pour qui les prix ont déjà baissé de 1,27 dollar depuis 2012<sup>706</sup>.

Le dossier KXL est devenu en quelques années le symbole du fossé idéologique qui existe sur les questions énergétiques comme le souligne Obama en 2015. Ce dossier a très vite été instrumentalisé et politisé dans la mesure où il oppose les républicains qui étaient majoritairement favorables à la construction de KXL et les démocrates majoritairement contre. Par extension, les enjeux climatiques,

---

<sup>701</sup> « H.R.3765 - 112th Congress (2011-2012): Temporary Payroll Tax Cut Continuation Act of 2011 » *congress.gov*, 23 déc. 2011, 2011/2012, en ligne, Internet, 24 sept. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/112th-congress/house-bill/3765>.

<sup>702</sup> -Neela Banerjee, « Epa Reviews Keystone XI Report » *latimes.com*, 22 avr. 2013, en ligne, Internet, 8 nov. 2018. Available: <http://documents.latimes.com/epa-reviews-keystone-xi-report/>.

<sup>703</sup> U.S. Department of State, « Record of Decision and National Interest Determination ».

<sup>704</sup> BBC News, « Congress Approves Keystone Pipeline », 29 janv. 2015, sect. US & Canada, en ligne, Internet, 8 nov. 2018. Available: <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-31046403>.

<sup>705</sup> « S.1 - 114th Congress (2015-2016): Keystone XL Pipeline Approval Act », webpage *Congress.gov*, 2015, 2015/2016, en ligne, Internet, 24 sept. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/114th-congress/senate-bill/1>.

<sup>706</sup> Obama, « Statement by the President on the Keystone XL Pipeline ».

de santé publique et environnementaux que comportent la construction de KXL en font également rapidement un sujet controversé.

*It became a symbol too often used as a campaign cudgel by both parties rather than a serious policy matter. And all of this obscured the fact that this pipeline would neither be a silver bullet for the economy, as was promised by some, nor the express lane to climate disaster proclaimed by others*<sup>707</sup>.

Depuis 2011, de nombreuses manifestations publiques ont été organisées par les opposants à la construction de Keystone menant parfois à des arrestations. En février 2013, pas moins de 35 000 protestants selon les organisateurs se sont rassemblés devant le *National Mall* à Washington pour dire non au KXL<sup>708</sup>.

Figure 8 : Manifestation d'Américains contre la construction de l'oléoduc Keystone KL



Source : *Rainforest Action Network, Vigil for the Climate, 3 février 2014.*

<sup>707</sup> Obama, « Statement by the President on the Keystone XL Pipeline ».

<sup>708</sup> Valerie Volcovici, « Thousands at Climate Rally in Washington Call on Obama to Reject Keystone pipeline » *Reuters*, 17 févr. 2013, en ligne, Internet, 8 nov. 2018. Available: <https://www.reuters.com/article/us-usa-climate-keystone-protest-idUSBRE91G0GZ20130217>.



En définitive, Obama a choisi de s'appuyer sur une stratégie beaucoup plus agressive pour son second mandat. Un certain nombre d'accomplissements ont été rendus possibles grâce aux actions administratives, par le biais des outils présidentiels ou les réglementations émises par les agences fédérales. Le second mandat d'Obama est surtout marqué par l'essor des hydrocarbures de schiste qui offrent de nouvelles possibilités aux Américains notamment en termes d'indépendance énergétique. Il apparaît donc que la seconde administration Obama a fait le choix de l'indépendance énergétique, c'est-à-dire qu'elle a choisi d'encourager l'essor de ces hydrocarbures sur le territoire nationale pour favoriser à la fois l'économie, la place des États-Unis dans le monde et la sécurité nationale, des éléments au cœur de la politique nationale. Cependant, il doit être noté, que cette administration a également fait le choix d'accompagner cette transition, notamment par le biais d'un certain nombre de mesures climatiques, ou avec des exigences comme celles de l'augmentation de l'efficacité énergétique ou le développement des énergies renouvelables.

## 4.3. Bilan de Barack Obama

### 4.3.1. La question de l'économie

Lors du Earth Day de 2009 Obama annonçait « *the clean energy highway*<sup>709</sup> » autour de trois piliers : la conservation énergétique, la sécurité énergétique et l'efficacité énergétique. Le début de son premier mandat a laissé présager une nouvelle ère énergétique notamment grâce aux lourds investissements réalisés au profit de la transition énergétique avec le développement des énergies renouvelables et la volonté de mettre fin à la dépendance du pays aux énergies fossiles. Cependant, en huit années à la tête du pays, le bilan n'est pas identique à la feuille de route annoncée lors des promesses de campagnes. Il convient donc d'analyser les facteurs, les mécanismes, contraintes ou opportunités qui ont influencé la politique énergétique initialement planifiée du 44<sup>ème</sup> président des États-Unis.

Comme beaucoup de ses prédécesseurs, Obama s'est trouvé confronté à certains thèmes majeurs généralement associés aux questions énergétiques, à commencer par la question économique. Un des « *mythes*<sup>710</sup> » fréquemment utilisé par une grande majorité des opposants à la mise en place d'une politique énergétique et environnementale plus stricte, est celui de l'incompatibilité entre les enjeux climatiques et l'économie. Les investissements en faveur d'une énergie plus propre sont souvent coûteux, l'accès aux énergies renouvelables est bien souvent plus onéreux pour les foyers que l'accès aux énergies fossiles, les politiques environnementales minent la croissance économique, ou encore l'abandon d'exploitation d'énergies fossiles en faveur d'énergies propres peut engendrer des pertes d'emplois. Il s'agit là d'arguments discutables qui alimentent le mythe de l'incompatibilité entre l'environnement, le climat et l'économie depuis la rupture engendrée par Reagan dans les années 1980.

Plus qu'aucun autre président de l'ère moderne, le début de présidence d'Obama a profondément été marqué par le dilemme économie ou écologie. En 2009, la crise économique et financière qui frappe les États-Unis et le monde n'offre d'autre choix que de prioriser la reprise économique plutôt que le climat. Une étude menée par *Gallup* en 2010 montre à quel point cette crise économique a affecté l'opinion publique, au point d'inverser des tendances historiques. En effet, selon cette étude,

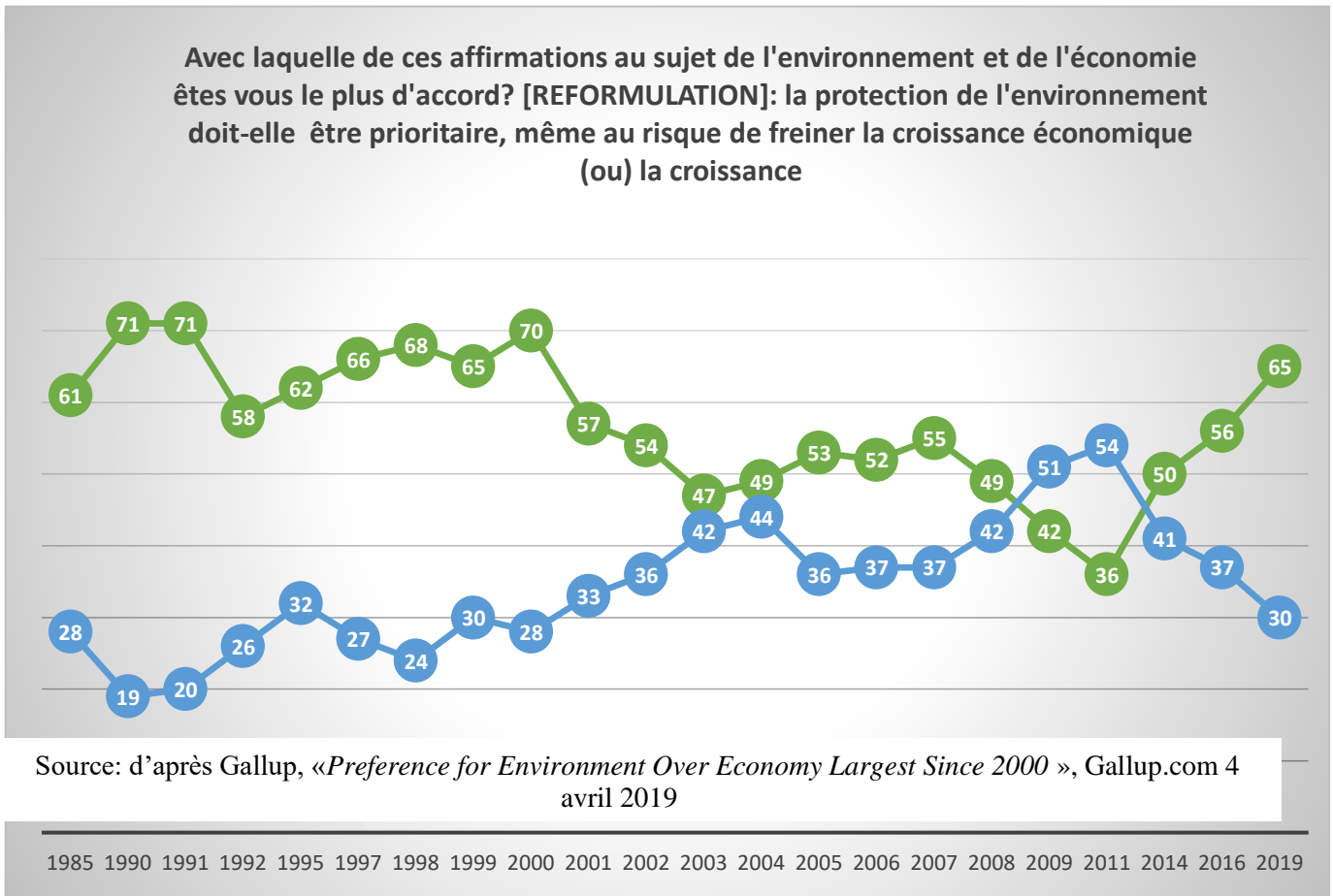
---

<sup>709</sup> Rosenbaum, *American Energy* 43.

<sup>710</sup> Bliese, *The Greening of Conservative America* 22.

les Américains confrontés à la crise économique en 2010 ont favorisé l'économie plutôt que l'environnement pour la première fois depuis 25 ans à 51%<sup>711</sup>.

Figure 9 : Sondage sur la préférence des Américains pour l'économie ou l'environnement entre 1985 et 2019



Source : Gallup, American's Preference for Prioritizing Environmental Protection vs. Economic Growth, 1894-2019, avril 2019.

De même selon ce même sondage, le développement des sources d'approvisionnement en énergies (charbon, pétrole, gaz) devrait être favorisé selon 46% des Américains, même si cela peut potentiellement nuire à l'environnement. L'enquête menée par *Gallup* montre, en outre, une corrélation entre le début de la crise et l'inversion de la tendance des Américains à préférer la protection de l'environnement plutôt que le développement économique. Cette enquête qui est réalisée par *Gallup* depuis 1985, n'a jamais montré d'inversion dans la préférence de l'opinion publique. Cependant, à partir de 2007, on peut observer le début de cette inversion. Entre 2007 et

<sup>711</sup> Franck Newport, « Americans: Economy Takes Precedence Over Environment » *Gallup*, 19 mars 2009, en ligne, Internet, 5 oct. 2018. Available: <https://news.gallup.com/poll/116962/Americans-Economy-Takes-Precedence-Environment.aspx>.

2009, la part des Américains qui préfèrent prioriser l'économie à l'environnement passe de 37 à 51% et ceux qui préfèrent prioriser l'environnement à l'économie passe de 55 à 42%. Concernant la question de l'approvisionnement énergétique, la part des Américains qui préfère prioriser le développement des sources d'approvisionnement énergétiques américaines, quitte à nuire à l'environnement, passe de 34 à 46% entre 2007 et 2009. À l'inverse la part de ceux qui préfèrent prioriser l'environnement au développement des approvisionnements énergétiques passe de 58 à 47% entre 2007 et 2009.

Ces données dans leur ensemble viennent confirmer l'idée que la notion de crise rend l'économie prioritaire aux yeux de l'opinion publique. Durant les années 1980, les États-Unis connaissent une croissance économique solide, ce qui se traduit par une priorisation de l'environnement par rapport à l'économie entre 1985 et 1991. En 1985, 61% des Américains favorisaient l'environnement et 71% en 1991. C'était un consensus général parmi les sondés. La récession économique des années 1990-91 a brisé ce consensus, puisque les deux courbes se rapprochent en 1992 pour la première fois. En 1992, 58% des Américains priorisaient l'environnement, soit une chute de 13 points en un an, alors que la part de ceux qui priorisaient l'économie passe de 20 à 26% entre 1991 et 1992. La récession économique, qui influencera d'ailleurs probablement la défaite de George H. Bush aux élections présidentielles, est due au krach des marchés boursiers en 1987, les politiques monétaires austères de la Réserve Fédérale, et la guerre du Golfe<sup>712</sup>. Cette récession, qui ne dura que quelques mois, a cependant impacté les Américains, qui ont préféré se tourner vers l'économie.

Au début du 21<sup>ème</sup> siècle, l'économie américaine entre de nouveau en récession après quelques années de croissance. Entre 2001 et 2003, les États-Unis connaissent une récession économique à cause de trois chocs majeurs. Les attentats du 11 septembre 2001, l'effondrement de la bulle internet et une série de scandales financiers<sup>713</sup> (Enron en 2001, *WorldCom* en 2002, Tyco en 2002, *HealthSouth* en 2003, ou encore Freddie Mac en 2003). Cette tension sur l'économie américaine est palpable dans les chiffres présentés ci-dessus, puisqu'entre 2001 et 2004, la part des Américains priorisant la croissance économique à l'environnement passe de 28% en 2000 à 44% en 2004, alors que la part de ceux qui priorisent l'environnement passe de 70% à 49% entre 2000 et 2004.

La crise économique et financière de 2008 a donné aux Américains un sentiment d'urgence, en dépit de leur attachement aux questions environnementales et climatiques. Les enjeux économiques

---

<sup>712</sup> « 1990-92 Early 1990s Recession - Timeline », s. d., en ligne, Internet, 2 avr. 2020. Available: <https://bancroft.berkeley.edu/ROHO/projects/debt/1990srecession.html>.

<sup>713</sup> The White House, « The Bush Record - Fact Sheet: President Bush Helped Americans Through Tax Relief », s. d., en ligne, Internet, 2 avr. 2020. Available: <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/infocus/bushrecord/factsheets/taxrelief.html>.

leur ont paru plus immédiats, plus urgents<sup>714</sup>. Pour la première fois depuis 1985, les Américains ont accordé majoritairement la priorité à l'économie face à l'environnement. Les données issues du sondage de *Gallup* entre 1985 et 2009 démontrent le conditionnement de l'attachement aux questions environnementales des Américains à la bonne santé économique du pays. D'ailleurs, dès la sortie de la Grande Récession, la priorisation de l'environnement face à l'économie redevient prioritaire pour l'opinion publique dès 2013 et remonte en flèche pour atteindre en 2019 des chiffres similaires à ceux connus avant les crises des années 2000<sup>715</sup>.

Compte tenu de l'importance de la question économique aux yeux des Américains en temps de crise, le plan de relance proposé par Obama en 2009, que certains comparent à un « *Green New Deal*<sup>716</sup> » fut pour l'administration au pouvoir l'opportunité de combiner les deux enjeux, en tentant habilement de relancer la croissance notamment grâce à de lourds investissements dans le domaine des énergies propres, censés créer des millions d'emplois verts. Bien qu'Obama a présenté un programme énergétique et climatique ambitieux lors des campagnes électorales, ces ambitions ont fortement été affectées par la crise économique, qui en définitive, a concentré beaucoup d'attention lors de son premier mandat. Cependant, sa détermination à briser l'idée que l'économie est incompatible avec les enjeux énergétiques et climatiques<sup>717</sup> grâce à de nombreuses initiatives, notamment à l'attention du secteur privé, peut être saluée.

#### 4.3.2. La question de la sécurité nationale

L'agenda climatique et énergétique d'Obama a également été marqué par la question de la sécurité nationale. Depuis les crises pétrolières des années 1970, la question de la sécurité nationale est une des priorités majeures de chaque administration. Afin de ne plus connaître de pénuries de pétrole et par mesure de sécurité, les administrations successives ont mis en place des stratégies pour sécuriser l'approvisionnement énergétique du pays. Au fil des ans, les Américains ont ainsi diversifié leurs

---

<sup>714</sup> Steven Cohen, « Understanding How Americans View the Environment » *HuffPost*, 24 mai 2014, en ligne, Internet, 17 nov. 2017. Available: [https://www.huffingtonpost.com/steven-cohen/understanding-how-america\\_b\\_5020669.html](https://www.huffingtonpost.com/steven-cohen/understanding-how-america_b_5020669.html).

<sup>715</sup> Lydia Saad, « Preference for Environment Over Economy Largest Since 2000 » *Gallup*, 4 avr. 2019, en ligne, Internet, 3 avr. 2020. Available: <https://news.gallup.com/poll/248243/preference-environment-economy-largest-2000.aspx>.

<sup>716</sup> Peter Custers, « À Quoi pourrait ressembler un véritable « new deal vert » » *Le Monde diplomatique*, 1 mai 2009, en ligne, Internet, 19 nov. 2018. Available: <https://www.monde-diplomatique.fr/2009/05/CUSTERS/17077>.

<sup>717</sup> Barack Obama, « Remarks by the President on Climate Change » *whitehouse.gov*, 25 juin 2013, en ligne, Internet, 15 janv. 2017. Available: <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/06/25/remarks-president-climate-change>.

sources d'approvisionnement, alimenté la plus grande réserve stratégique de pétrole au monde depuis 1975, diversifié les énergies auxquelles ils ont recours pour réduire leur dépendance au pétrole, augmenté la production nationale, investit dans la recherche et également développé des sources d'énergies alternatives sur le territoire.

À cause de tous les enjeux qu'elle comporte, la question de la sécurité énergétique a souvent été abordée d'un point de vue diplomatique voire géopolitique par les présidents américains. Les prédécesseurs d'Obama ont tous adopté des stratégies pour réduire la dépendance des Américains au pétrole. Le *Energy Independence and Security Act* de George W. Bush en 2007, visait par exemple à réduire la consommation de pétrole de 20% en 10 ans, notamment en développant entre autres la production de combustibles propres, ou encore en augmentant l'efficacité énergétique.

Lors de sa présidence, Obama a été le premier président américain à concrètement associer la question de la sécurité énergétique à celle du climat. Lors d'un discours sur la sécurité énergétique en 2011 pour annoncer le *Blueprint for a Secure Energy Future*, il déclarait:

*The United States of America cannot afford to bet our long-term prosperity, our long-term security on a resource that will eventually run out, and even before it runs out will get more and more expensive to extract from the ground. We can't afford it when the costs to our economy, our country, and our planet are so high. Not when your generation needs us to get this right. It's time to do what we can to secure our energy future*<sup>718</sup>.

À l'instar de ses prédécesseurs, le 44<sup>ème</sup> président américain avait pour ambition de mettre fin à la dépendance du pays aux énergies fossiles, à commencer par le pétrole. À de nombreuses reprises il a évoqué deux données simples expliquant l'urgence de mettre fin à cette addiction. Les Américains consomment près de 25% de la production mondiale de pétrole alors qu'ils ne possèdent que 2% des réserves mondiales prouvées<sup>719</sup>. De plus, 95% des dollars consacrés aux importations d'énergies américaines sont dépensés pour le pétrole. En ayant connaissance de ces données, il devient aisé de comprendre pourquoi cette dépendance représente une des plus grandes menaces pour la sécurité du pays<sup>720</sup> mais aussi pourquoi le pétrole n'est pas une option envisageable pour l'avenir. L'addiction au pétrole rend non seulement les Américains vulnérables à des phénomènes comme une flambée des prix, ou une rupture d'approvisionnement mais représente également une menace pour le climat.

---

<sup>718</sup> Barack Obama, « Remarks by the President on America's Energy Security » *whitehouse.gov*, 30 mars 2011, en ligne, Internet, 7 mai 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/03/30/remarks-president-americas-energy-security>.

<sup>719</sup> Obama, « Remarks by the President on America's Energy Security ».

<sup>720</sup> Furman et Stock, « The All-of-the-Above Energy Strategy as a Path to Sustainable Economic Growth ».

Pour atteindre l'indépendance énergétique la stratégie d'Obama se basait sur deux éléments : trouver et produire plus d'énergie sur le territoire et réduire la dépendance énergétique grâce aux énergies alternatives propres et augmenter l'efficacité énergétique. Ce plan annoncé en 2011 devait réduire la dépendance énergétique des États-Unis d'un tiers. L'essor des hydrocarbures de schiste au cours de sa présidence a représenté une opportunité inespérée qui a permis à Obama de se rapprocher de ses objectifs, et de mettre en place une transition énergétique grâce au gaz naturel. En 2012, Obama déclarait : « *The development of natural gas will create jobs and power trucks and factories that are cleaner and cheaper, proving that we don't have to choose between our environment and our economy*<sup>721</sup>. »

Les États-Unis sous Obama connaissent une véritable révolution énergétique. En mars 2012, l'EIA annonçait que les importations de pétrole brut pour 2011 étaient à leur niveau le plus bas depuis 1999, soit une réduction de 12% après le pic d'importations de 2005 à 10,1 millions de barils importés par jour<sup>722</sup>. La baisse des importations de pétrole brut a été rendue possible grâce à l'augmentation de la production nationale notamment dans les États comme le Texas, la Californie ou le Dakota du Nord. L'EIA annonçait également en 2012 que pour la première fois depuis 1949, les États-Unis avaient exporté plus de produits pétroliers (diesel, gasoil, fioul domestique) qu'ils n'en avaient importés<sup>723</sup>. En 2017, les États-Unis devenaient le deuxième exportateur net<sup>724</sup> mondial de gaz naturel grâce à l'essor de la production nationale<sup>725</sup>. Si les États-Unis ne sont pas devenus énergétiquement indépendants sous Obama, il apparaît tout de même que pour la première fois depuis des décennies ils sont sur la voie de l'indépendance énergétique.

#### 4.3.3. La question du *gridlock*

Une des plus grandes difficultés rencontrées par l'administration Obama lors de sa présidence a été le *gridlock*. À partir de 2010, Obama n'a plus de majorité aux Congrès et doit composer avec une

---

<sup>721</sup> Obama, « Remarks by the President in State of the Union Address 2012 ».

<sup>722</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. Crude Oil Imports Drop to Lowest Level Since 1999 as Domestic Oil Production Rises - Today in Energy », 19 mars 2012, en ligne, Internet, 27 nov. 2018. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=5450>.

<sup>723</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. Petroleum Product Exports Exceeded Imports in 2011 for First Time in Over Six Decades - Today in Energy », 7 mars 2012, en ligne, Internet, 27 nov. 2018. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=5290>.

<sup>724</sup> Voir lexique.

<sup>725</sup> U.S. Energy Information Administration, « Natural Gas Imports and Exports - Energy Explained, Your Guide to Understanding Energy - Energy Information Administration », s. d., en ligne, Internet, 27 nov. 2018. Available: [https://www.eia.gov/energyexplained/index.php?page=natural\\_gas\\_imports](https://www.eia.gov/energyexplained/index.php?page=natural_gas_imports).

polarisation politique croissante<sup>726</sup>. Dès la fin de son premier mandat, *Gallup* évaluait Obama comme le président le plus « *polarisant* » de l'histoire<sup>727</sup>. Alors que 88% des démocrates notaient favorablement sa présidence, seulement 15% des républicains partageaient cet avis<sup>728</sup>. Obama était conscient de la difficulté qu'il aurait à travailler avec le Congrès dès 2010 et du poids de la polarisation dans le jeu politique. En 2016, lors d'une interview il a affirmé : « *The one thing that gnaws on me is the degree of continued polarization*<sup>729</sup>. ».

En dépit de ces difficultés, Obama s'est présenté lors de son élection comme un président rassembleur et au-dessus des stratégies partisanses. Tout comme il avait réussi à réunir une majorité des Américains pour être élu en 2008 autour des valeurs d' « *espoir* » et de « *changement* », Obama espérait voire décroître la polarisation politique au sein du Congrès afin de travailler de concert. Lors de son discours sur l'État de l'Union en 2013, Obama se référait à un ancien président pour appeler le Congrès à travailler avec son administration : « *Fifty-one years ago, John F. Kennedy declared to this chamber that 'the Constitution makes us not rivals for power but partners for progress'*.<sup>730</sup> » Lors de l'annonce de sa stratégie climatique à l'université de Georgetown en juin 2013<sup>731</sup>, Obama a rappelé à de nombreuses reprises combien les républicains à l'image de John Mc Cain et anciens présidents républicains comme Richard Nixon ou George H. Bush avaient su travailler sur ces enjeux de manière bipartisane<sup>732</sup>.

Durant son premier mandat, Obama gardera une posture de « *Chief legislative* », essayant de rassembler le Congrès avant d'adopter une stratégie plus agressive lors de son 2<sup>ème</sup> mandat puisqu'il a davantage utilisé les outils propres au pouvoir exécutif, outrepassant ainsi l'avis du Congrès. Malgré ses efforts, Obama n'a pas réussi le pari de mettre en place une majorité bipartisane qui œuvrerait en faveur de son agenda énergétique et climatique lors de sa présidence, comme en témoigne l'échec du projet de loi Waxman-Markey en faveur d'un système de plafonnement et d'échange des émissions de CO<sub>2</sub>. Il s'est trouvé confronté la disparition de toute collaboration bipartisane sur les questions environnementales et climatiques pour laisser place aux conflits partisans et idéologiques. Toutefois,

---

<sup>726</sup> Pew Research Center, « Partisan Polarization Surges in Bush, Obama Years ».

<sup>727</sup> Jeffrey M. Jones, « Obama's Fourth Year in Office Ties as Most Polarized Ever » *Gallup*, 24 janv. 2013, en ligne, Internet, 27 nov. 2018. Available: <https://news.gallup.com/poll/160097/obama-fourth-year-office-ties-polarized-ever.aspx>.

<sup>728</sup> The Washington Times, « Obama, the Polarizing President », 19 déc. 2016, en ligne, Internet, 28 nov. 2018. Available: <https://www.washingtontimes.com/news/2016/dec/19/obama-the-polarizing-president/>.

<sup>729</sup> Kyle Balluck, « Obama: Polarization "Gnaws on Me" in Final Year in Office », Text *TheHill*, 24 janv. 2016, en ligne, Internet, 27 nov. 2018. Available: <https://thehill.com/homenews/administration/266848-obama-polarization-gnaws-on-me-in-final-year>.

<sup>730</sup> Obama, « Remarks by the President in the State of the Union Address 2013 ».

<sup>731</sup> Voir Annexe G.

<sup>732</sup> Obama, « Remarks by the President on Climate Change ».



il demeure intéressant de se pencher sur l'autre stratégie adoptée par Obama pour mener à bien son agenda.

Obama a adopté une stratégie administrative<sup>733</sup> à partir de 2013. Cependant, sa stratégie ne s'est pas limitée à un renforcement de l'autorité de l'exécutif. Obligé de gouverner pendant la majorité de sa présidence avec un Congrès obstructionniste, Obama a souvent adopté une « *rhétorique bipartisane*<sup>734</sup> ». Selon Jesse H. Rhodes, cette stratégie rhétorique a été largement utilisée par les présidents après les années 1970 pour faire face à la polarisation croissante. En adoptant une posture conciliante et bipartisane lors de leurs interventions publiques, les présidents ont pu accroître leur attrait politique, notamment pour séduire les citoyens, qui sont las des conflits partisans. Cette stratégie permet, par la suite, aux présidents d'opter pour une stratégie beaucoup plus agressive. Une fois qu'ils ont recueilli le soutien de l'opinion publique en démontrant une posture ouverte et consensuelle, ils peuvent mettre en place une stratégie plus agressive, notamment grâce à des actions administratives. L'opinion publique sera davantage exaspérée par l'attitude déraisonnable d'un Congrès obstructionniste que par un président administratif<sup>735</sup>.

Une étude menée par *Gallup* en juin 2013 venait conforter cette idée. Elle révélait que la cote de popularité du président était proche de 50% alors que celle du Congrès était de 20%. La raison principale évoquée pour la faible popularité du Congrès était le *gridlock*. 78% des interrogés notent négativement le Congrès à cause de l'inaction politique et le *gridlock* partisan<sup>736</sup>. Cette étude vient confirmer le succès de la stratégie d'Obama. Il ne met en place sa stratégie administrative qu'à partir de son deuxième mandat, sous les encouragements de John Podesta. Néanmoins, en 2013, Obama est bien plus populaire que le Congrès dont l'inaction est sévèrement jugée par les Américains, ce qui lui ouvre la voie pour une « *présidence administrative* ».

---

<sup>733</sup> Anita Kumar, « Obama Turning To Executive Power To Get What He Wants » *mcclatchydc*, 19 mars 2013, en ligne, Internet, 24 avr. 2016. Available: <http://www.mcclatchydc.com/news/politics-government/white-house/article24746896.html>.

<sup>734</sup> Rhodes, « Party Polarization and the Ascendance of Bipartisan Posturing as a Dominant Strategy in Presidential Rhetoric ».

<sup>735</sup> Rhodes, « Party Polarization and the Ascendance of Bipartisan Posturing as a Dominant Strategy in Presidential Rhetoric ».

<sup>736</sup> Lydia Saad, « Gridlock Is Top Reason Americans Are Critical of Congress » *Gallup*, 12 juin 2013, en ligne, Internet, 1 mai 2018. Available: <http://news.gallup.com/poll/163031/gridlock-top-reason-americans-critical-congress.aspx>.

#### 4.3.4. La question de la réhabilitation de la science du climat

La forte polarisation politique<sup>737</sup> sur les questions climatiques et énergétiques, qui a augmenté ces dernières années, a non seulement impacté le passage de mesures publiques sur ces questions mais elle a aussi impacté la perception que peut avoir l'opinion publique de ces enjeux. Eric R.A.N Smith, professeur associé de science politique à l'université de Californie, soutient que l'opinion publique, bien qu'importante, est généralement mal informée sur les questions climatiques et énergétiques parce que les gens forment leurs opinions à partir de « *raccourcis mentaux* » et de « *jugements superficiels* » plutôt que sur des « *connaissances substantielles* » et un « *raisonnement approfondi* »<sup>738</sup>. Durant sa présidence, Obama a accordé une grande importance à déconstruire les « *mythes*<sup>739</sup> » et stéréotypes gravitant autour des questions climatiques et énergétiques afin d'informer le public à partir de résultats scientifiques et justifier les mesures entreprises par son administration.

Afin de donner du sens à sa politique climatique et énergétique, Obama s'appuie sur la science. Le 9 mars 2009, quelques semaines après son entrée à la Maison Blanche, un mémorandum est publié dans le registre fédéral sur l'intégrité scientifique à l'intention des directeurs d'agences et des chefs de départements. « *Science and the scientific process must inform and guide decisions of my Administration on a wide range of issues, including improvement of public health, protection of the environment, increased efficiency in the use of energy and other resources, mitigation of the threat of climate change, and protection of national security*<sup>740</sup>. » Ce mémorandum redit la nécessité de transparence envers l'opinion publique et la nécessité pour celle-ci de pouvoir croire en la science. Ce mémorandum vise essentiellement à réhabiliter la science, notamment celle relative au changement climatique et à la replacer au cœur des décisions politiques. Il stipule également que les responsables politiques ne devraient pas altérer ou supprimer une quelconque découverte ou conclusion scientifique, pour éviter de réitérer des erreurs passées.

Depuis des années, les données scientifiques sont au cœur de la polarisation politique et de l'opinion publique sur les questions climatiques. À partir des années 1990, la stratégie des anti-

---

<sup>737</sup> Gallup Podcast, « Why Is Climate Change So Politically Polarizing? » *Gallup*, 4 avr. 2018, en ligne, Internet, 30 nov. 2018. Available: <https://news.gallup.com/podcast/232070/why-climate-change-politically-polarizing.aspx>.

<sup>738</sup> Smith, *Energy, the Environment, and Public Opinion* 130.

<sup>739</sup> Barack Obama, « Full remarks of President Obama at MIT » *Boston.com*, 23 oct. 2009, en ligne, Internet, 22 nov. 2018. Available: [http://archive.boston.com/news/local/massachusetts/articles/2009/10/23/full\\_remarks\\_of\\_president\\_obama\\_at\\_mit/?page=5](http://archive.boston.com/news/local/massachusetts/articles/2009/10/23/full_remarks_of_president_obama_at_mit/?page=5).

<sup>740</sup> Barack Obama, « Memorandum for the Heads of Executive Departments and Agencies 3-9-09 » *whitehouse.gov*, 9 mars 2009, en ligne, Internet, 23 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/memorandum-heads-executive-departments-and-agencies-3-9-09>.

environnementalistes s'est transformée pour attaquer l'idéologie des défenseurs de l'environnement mais aussi les données scientifiques à la source de cette idéologie<sup>741</sup>. Les climato-sceptiques ont pour objectif de dénigrer la science du climat qu'ils qualifient de *junk science*. Ils s'attèlent également à dénigrer les scientifiques dont les découvertes alimentent la nécessité d'agir pour le climat, afin de créer le doute dans l'opinion publique. Ils peuvent également détourner cette science dans leur propre intérêt en cachant, altérant ou détruisant certains résultats. Ces dernières années de nombreuses controverses sont venues alimentées le débat autour du climat. Le « *climategate*<sup>742</sup> » de 2009, qui a potentiellement impacté les négociations sur le climat à Copenhague, est un exemple. Mais d'autres incidents sont à dénoter. Par exemple, Philip Cooney, président du CEQ de 2001 à 2005, sous la présidence de George W. Bush a altéré de nombreux documents destinés à l'attention du public afin de cacher des résultats scientifiques. Il a modifié la version préliminaire du « *State of the Environment* » rédigée par l'EPA, en supprimant toute référence à un rapport de 2001 du *National Academy of Sciences* sur l'état des connaissances sur le climat pour les remplacer par des références à une publication contredisant le consensus scientifique dominant sur le climat. Cet incident a obligé l'EPA à retirer la section sur le changement climatique dans son rapport, afin de respecter l'intégrité scientifique<sup>743</sup>.

Les différentes tentatives de décrédibiliser la science du climat ces dernières années ont gravement amputé la capacité de l'opinion publique à croire les données scientifiques. La désinformation de l'opinion réalisée par des personnalités sur la base de théories niant le changement climatique ou la dissimulation de certaines données ont aussi participé à polariser l'opinion publique et réduire encore plus sa confiance en la science et l'action du gouvernement. Afin de redonner de la crédibilité à la science, Obama a cherché durant sa présidence à la réhabiliter par de nombreux symboles. La publication du mémorandum sur l'intégrité scientifique est un exemple, l'intégration de scientifiques de renom à son administration comme le ministre de l'Énergie Steven Chu, ancien prix Nobel, en est également un autre.

---

<sup>741</sup> McCright et Dunlap, « Anti-Reflexivity: The American Conservative Movement's Success in Undermining Climate Science and Policy ».

<sup>742</sup> Il s'agit d'une controverse née en novembre 2009 de la divulgation de milliers d'emails et de documents échangés par des scientifiques du *Climatic Research Unit* de l'Université d'East Anglia. Ces emails font référence à l'usage de procédés contestables pour que les faits se conforment à la théorie du changement climatique d'origine, à la destruction ou manipulation de certaines données ou encore au boycott de résultats contestant le consensus général sur le climat. Plus généralement, le « *climategate* » vise à dénoncer le consensus scientifique sur le changement climatique comme une vaste conspiration.

<sup>743</sup> McCright et Dunlap, « Anti-Reflexivity: The American Conservative Movement's Success in Undermining Climate Science and Policy ».

Obama a effectué un travail de pédagogie auprès des Américains pendant huit ans. Nombre de ses discours tentent de défaire les mythes autour du changement climatique. En 2014, il déclare notamment lors de son discours sur l'État de l'Union « *Climate change is a fact*<sup>744</sup> ». Tout comme les climato-sceptiques véhiculent leur message à travers des figures publiques, Obama a utilisé son rôle de « *Opinion/ Party Leader*<sup>745</sup> » pour informer les Américains sur la cause climatique et ses liens avec l'énergie, donner de la visibilité à ces enjeux et affirmer son agenda politique. Il a également adopté une stratégie comparable à celle des climato-sceptiques dans ses discours, en utilisant des termes péjoratifs pour désigner les énergies fossiles et un vocabulaire alarmiste pour désigner l'urgence d'agir. Lors de son discours sur l'État de l'Union de 2016, il déclare par exemple « *Now we've got to accelerate the transition away from old, dirtier energy sources. Rather than subsidize the past, we should invest in the future, especially in communities that rely on fossil fuels*<sup>746</sup>. »

À l'inverse le champ lexical utilisé pour encourager la transition énergétique est souvent mélioratif et rappelle l'exceptionnalisme américain ainsi que sa capacité à innover et inspirer les autres pays. Lors d'un discours au MIT en 2009 il affirme par exemple :

*Today's frontiers can't be found on a map. They're being explored in our classrooms and our laboratories, in our start-ups and our factories. And today's pioneers are not traveling to some far flung place. These pioneers are all around us - the entrepreneurs and the inventors, the researchers, the engineers -- helping to lead us into the future, just as they have in the past. This is the nation that has led the world for two centuries in the pursuit of discovery. This is the nation that will lead the clean energy economy of tomorrow, so long as all of us remember what we have achieved in the past and we use that to inspire us to achieve even more in the future.*<sup>747</sup>

La présidence d'Obama est empreinte d'une volonté de donner aux États-Unis un rôle majeur dans la lutte contre le changement climatique tant sur le plan national qu'à l'échelle internationale. D'une part pour des questions morales, d'autre part parce que les États-Unis doivent guider les autres nations en donnant l'exemple. Un des messages qu'il a le plus véhiculé auprès de l'opinion publique consistait à insister sur le rôle que doivent tenir les États-Unis et sur le devoir de laisser un monde meilleur pour les générations futures. Le bilan d'Obama à l'échelle internationale demeure assez positif. Après l'échec de Kyoto et des années sans engagements, les mesures prises par l'administration Obama pour le climat sont sans précédent.

---

<sup>744</sup> Obama, « Barack Obama: Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union 2014 ».

<sup>745</sup> Vig et Kraft, *Environmental Policy* 181.

<sup>746</sup> Obama, « Barack Obama: Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union 2014 ».

<sup>747</sup> Obama, « Full remarks of President Obama at MIT ».

#### 4.3.5. Le premier président du climat ?

Même si la présidence d'Obama a été jalonnée par un certain nombre de déconvenues, de contraintes et d'échecs, il est néanmoins considéré par certains comme le « *premier président vert*<sup>748</sup> » ou encore comme le « *premier président du climat*<sup>749</sup> » compte tenu des différentes actions menées par son administration. En huit ans, Obama a accompli ce qu'aucun prédécesseur n'avait réalisé sur les questions climatiques et énergétiques, même si George H. Bush ou Bill Clinton ont montré un certain engagement sur ces questions avant lui. Il a placé les questions climatiques et énergétiques au premier plan tout au long de sa présidence. Il a fait de ces questions un thème central et transverse de sa politique.

À l'inverse de Ronald Reagan qui installa durant sa présidence un « *antagonisme radical*<sup>750</sup> » entre le monde de l'entreprise et les idéologies environnementalistes, Obama a essayé durant sa présidence de créer un lien entre énergie, économie et climat, rendant ces trois enjeux indissociables et compatibles pour créer de la croissance économique<sup>751</sup>. L'objectif était de créer une nouvelle économie de l'énergie<sup>752</sup>, ce qu'il a affirmé en 2009 : « *But folks, we're not just going to help the economy recover. We're going to start building the economy for the future*<sup>753</sup>. » Pour exemplifier cette tentative, une des promesses de campagne du ticket Obama-Biden consistait à investir dans une « *clean energy economy*<sup>754</sup> », c'est-à-dire une économie du secteur énergétique créatrice d'emplois, prospère mais qui prend également en compte les enjeux économiques au même titre que les enjeux climatiques. Un autre exemple est celui de l'*American Reinvestment and Recovery Act* de 2009 qui prévoyait notamment 150 millions de dollars pour subventionner l'industrie des énergies propres. Dans son bilan final à destination du public, l'administration Obama rapporte qu'entre 2008 et 2015, les émissions de dioxyde de carbone ont baissé de 9% alors que la croissance économique du pays a

---

<sup>748</sup> Erin Millender, « Obama, le premier président « vert » des États-Unis » *Revue internationale et stratégique*. 76.4 (2009): 127.

<sup>749</sup> John Abraham, « Barack Obama Is the First Climate President » *The Guardian*, 2 nov. 2016, sect. Environment, en ligne, Internet, 28 sept. 2018. Available: <https://www.theguardian.com/environment/climate-consensus-97-percent/2016/nov/02/barack-obama-is-the-first-climate-president>.

<sup>750</sup> Delbard, *Prospérité contre écologie* 41.

<sup>751</sup> Keith Schneider, « Obama's Plan: Clean Energy Will Help Drive a Recovery » *Yale E360*, 15 janv. 2009, en ligne, Internet, 22 nov. 2018. Available: [https://e360.yale.edu/features/obamas\\_plan\\_clean\\_energy\\_will\\_help\\_drive\\_a\\_recovery](https://e360.yale.edu/features/obamas_plan_clean_energy_will_help_drive_a_recovery).

<sup>752</sup> Barack Obama, « Remarks by the President on Energy » *whitehouse.gov*, 29 juin 2009, en ligne, Internet, 22 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-energy>.

<sup>753</sup> Barack Obama et Joe Biden, « Remarks by the President and Vice President at Signing of the American Recovery and Reinvestment Act » *whitehouse.gov*, 17 févr. 2009, en ligne, Internet, 22 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-and-vice-president-signing-american-recovery-and-reinvestment-act>.

<sup>754</sup> Obama et Biden, « Barack Obama and Joe Biden: New Energy for America ».

augmenté de 10%<sup>755</sup>. Ce résultat donne l'impression d'une promesse tenue, celle de protéger le climat et la santé publique tout en soutenant la croissance économique. Ce résultat prouve que contrairement aux théories Reaganiennes, les enjeux économiques et climatiques ne sont pas incompatibles.

La lutte contre le changement climatique, la transition énergétique, la sécurisation des approvisionnements énergétiques, et la prospérité économique sont toujours apparues comme des enjeux liés que ce soit dans le *Blueprint for a Secure Energy Future*<sup>756</sup> de 2011 ou dans le *All of the Above Energy Strategy as a Path to Sustainable Economic Growth*<sup>757</sup> de 2014 ; les deux stratégies énergétiques proposées par les administrations Obama. Le premier objectif fixé dans la stratégie énergétique de 2014 était d'ailleurs d'encourager la croissance économique et la création d'emplois<sup>758</sup>. Au lieu de traiter ces enjeux séparément, les stratégies et plans énergétiques d'Obama consistaient à intégrer les enjeux climatiques, environnementaux et énergétiques voire même diplomatiques aux enjeux économiques afin de les traiter comme un ensemble et non pas comme la somme de politiques publiques fragmentées. C'est d'ailleurs la vision qu'a adoptée son administration. Lors d'une intervention à *Dartmouth College* en 2012, Todd Stern, membre de l'administration et envoyé spécial des États-Unis lors des négociations de l'Accord de Paris en 2015 décrivait toute la complexité de traiter ces différents enjeux ensemble « *Climate change negotiations are very difficult. They are difficult, first, because climate change is not just an environmental issue – it implicates virtually every aspect of national economies, including industry, energy, transportation, agriculture and forests. So limits on emissions make countries nervous about economic growth and development*<sup>759</sup>. »

L'énergie était un des piliers de la politique économique et climatique d'Obama, un enjeu qui devait non seulement être un moteur de croissance et de lutte contre le changement climatique mais aussi devenir un symbole de l'esprit d'innovation et de la supériorité américaine « *The nation that leads the world in creating a new clean energy economy will be the nation that leads the 21st century global economy*<sup>760</sup> ».

---

<sup>755</sup> The White House, « A Historic Commitment to Protecting the Environment and Addressing the Impacts of Climate Change » *whitehouse.gov*, 15 déc. 2015, en ligne, Internet, 8 oct. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-record/climate>.

<sup>756</sup> The White House, « Blueprint for a Secure Energy Future ».

<sup>757</sup> Executive Office of the President, « The All-of-the-Above Energy Strategy as a Path to Sustainable Economic Growth.pdf », juill. 2014, en ligne, Internet, 29 août 2019. Available: [https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/aota\\_report\\_updated\\_july\\_2014.pdf](https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/aota_report_updated_july_2014.pdf).

<sup>758</sup> Furman et Stock, « New Report ».

<sup>759</sup> Todd Stern, « Remarks at Dartmouth College », 2 août 2012, en ligne, Internet, 29 janv. 2018. Available: <https://2009-2017.state.gov/e/oes/rls/remarks/2012/196004.htm>.

<sup>760</sup> Obama, « Remarks by the President on Energy ».

#### 4.3.6. Ironie et paradoxes de l'héritage d'Obama

Après huit années à la tête du pays, que retenir de la présidence d'Obama ? Le 44<sup>ème</sup> président des États-Unis a réussi à engager le pays vers une transition énergétique à l'échelle fédérale et a pris des mesures fortes en faveur de la protection environnementale. Néanmoins, sa présidence est marquée par un certain nombre de paradoxes ou de contradictions qui symbolisent peut-être historiquement la difficulté pour les États-Unis à mettre en place une politique énergétique adaptée aux enjeux climatiques et à leur statut de puissance mondiale pionnière dans la protection de l'environnement.

Parmi ces paradoxes, l'augmentation de la production nationale de pétrole peut être retenue. Engagé en faveur de la transition énergétique, Obama voit la production de pétrole exploser sous ses mandats jusqu'à voir les États-Unis connaître le plus gros « *boom pétrolier*<sup>761</sup> » de son histoire et devenir le premier producteur mondial de pétrole. Obama ne peut pas être tenu pour responsable de cette ironie<sup>762</sup>. En revanche, il s'agit d'une situation que son administration a exploité. De nombreuses zones ont été ouvertes aux forages par son administration pour encourager ce boom, notamment le long de la côte Atlantique, ou encore au large de l'Alaska. La contradiction relève ici du fait qu'Obama a souvent tenu des propos critiques à l'égard des énergies fossiles et notamment le pétrole pour des raisons climatiques, pourtant il a encouragé la renaissance des énergies fossiles sur le territoire et par extension leur place dans le mix énergétique américain.

Une autre contradiction de l'administration Obama relève du soutien apporté au développement des hydrocarbures de schiste compte tenu des dangers environnementaux potentiels qui y sont associés. Tout au long de sa présidence, et encore plus après 2012, Obama annonce le gaz naturel comme un pont pour la transition énergétique car il s'agit d'une énergie propre. Cependant, le gaz naturel issu des schistes, n'est qu'une énergie fossile dont l'exploitation occasionne de graves menaces pour l'environnement et le climat. La fracturation hydraulique, la technique qui permet l'exploitation des hydrocarbures de schiste possible, utilise de nombreux composants chimiques pour fracturer la pierre et libérer le gaz. Cette fracturation peut être à l'origine d'une contamination des sols. Elle peut également entraîner d'importantes fuites de méthane, un gaz extrêmement polluant<sup>763</sup>, ce qui contribue autant au changement climatique. La première administration Obama avait fait le

---

<sup>761</sup> Chris Isidore, « Why U.S. Oil Production Is Booming Under Obama's Watch » *CNNMoney*, 28 janv. 2015, en ligne, Internet, 16 avr. 2016. Available: <http://money.cnn.com/2015/01/28/news/economy/obama-oil-boom/index.html>.

<sup>762</sup> Rapiet, « The Irony of President Obama's Oil Legacy ».

<sup>763</sup> Coralie Schaub, « Le Gaz est-il vraiment le levier incontournable de la transition énergétique ? » *Libération*, 1 juin 2015, en ligne, Internet, 30 nov. 2018. Available: [https://www.liberation.fr/futurs/2015/06/01/le-gaz-est-il-vraiment-le-levier-incontournable-de-la-transition-energetique\\_1320352](https://www.liberation.fr/futurs/2015/06/01/le-gaz-est-il-vraiment-le-levier-incontournable-de-la-transition-energetique_1320352).

pari de développer les énergies vertes, notamment en consacrant des millions de dollars à ces énergies lors de l'adoption du plan ARRA pour développer l'énergie du futur. En 2013, son choix d'encourager les hydrocarbures de schiste pour la transition énergétique doit-il être perçu comme un rétropédalage vis-à-vis des ambitions énergétiques et climatiques de son premier mandat ?

L'écart entre le soutien de l'opinion publique et les politiques fédérales mises en place peut également être vu comme un paradoxe sous l'administration Obama. L'opinion publique est majoritairement concernée par les questions climatiques<sup>764</sup> et l'environnement, dont elle juge l'état de moins en moins bon<sup>765</sup>. Alors qu'à plus petite échelle, les États, villes, communautés et citoyens s'engagent sur ces questions le gouvernement fédéral ne parvient pas à mettre en place une politique énergétique et climatique cohérente même quand les Américains ont élu premier président pour le climat<sup>766</sup>. De plus, l'héritage politique d'Obama sur les enjeux énergétiques et climatiques soulève une autre question, celle de sa capacité à demeurer dans le temps. Un certain nombre de politiques publiques sous Obama sont d'origine administrative ou relèvent de son pouvoir exécutif. Cette façon de légiférer peut permettre à un président en activité de mettre en place des politiques publiques pendant son mandat, cependant cette façon d'agir rend les résultats obtenus vulnérables à la prochaine administration. Obama a utilisé les moyens à sa disposition dans un contexte de *gridlock* pour agir en faveur de la protection du climat. Cependant son héritage demeure fragile et vulnérable aux ambitions de la prochaine administration qui pourrait revenir sur les mesures mises en place. Si Obama a avancé son agenda grâce à une stratégie administrative, la prochaine administration pourrait tirer aussi avantage de cette stratégie pour développer un agenda différent, voire hostile à sa vision.

Finalement, en dépit des engagements climatiques et énergétiques d'Obama, il existe de nombreuses contradictions dans les actions menées au cours de sa présidence comme s'il s'agissait de contenter deux Amériques politiquement divisées sur ces questions ou préserver un mode de vie malgré la nécessité d'agir pour le climat. Obama lui-même est peut-être à l'image de cette ambiguïté puisque malgré son engagement en faveur du climat il déclarait en 2009 « *We will not apologize for our way of life, nor will we waver in its defense* »<sup>767</sup>. »

---

<sup>764</sup> Megan Brenan et Lydia Saad, « Global Warming Concern Steady Despite Some Partisan Shifts » *Gallup.com*, 28 mars 2018, en ligne, Internet, 30 nov. 2018. Available: <https://news.gallup.com/poll/231530/global-warming-concern-steady-despite-partisan-shifts.aspx>.

<sup>765</sup> Megan Brenan, « Polarized Americans Rate Environment Worst Since 2009 » *Gallup.com*, 29 mars 2018, en ligne, Internet, 30 nov. 2018. Available: <https://news.gallup.com/poll/231971/polarized-americans-rate-environment-worst-2009.aspx>.

<sup>766</sup> Abraham, « Barack Obama Is the First Climate President ».

<sup>767</sup> Barack Obama, « President Barack Obama's Inaugural Address » *whitehouse.gov*, 21 janv. 2009, en ligne, Internet, 19 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/blog/2009/01/21/president-barack-obamas-inaugural-address>.





## 5. Donald Trump, ou la stratégie de la « dominance énergétique »

### 5.1. Politique de *rollback* et nouvelle stratégie énergétique

#### 5.1.1. Nouvel agenda énergétique pour le pays

Le 26 mai 2016, lors d'un discours dans le cadre du *Williston Basin Petroleum Conference* à Bismarck en Caroline du Nord, le candidat à l'élection présidentielle Donald Trump dévoilait son agenda énergétique pour le pays. Nommé « *America First Energy Plan*<sup>768</sup> », le programme du candidat Trump reprenait dans les grandes lignes les promesses traditionnelles du Parti républicain à l'électorat américain, à savoir l'indépendance énergétique du pays, la suppression des réglementations fédérales qui freinent la prospérité économique, la création de milliers d'emplois, l'expansion de l'exploitation des industries fossiles, notamment la renaissance du « *roi charbon* » déclinant. Globalement, l'agenda énergétique de Donald Trump ne présentait pas de mesure originale. Contrairement à ses prédécesseurs, Donald Trump arrive au pouvoir en 2017 dans un contexte de renaissance énergétique pour les Etats-Unis, grâce à l'essor des technologies d'exploitation des hydrocarbures de schiste, amorcée sous l'administration précédente. Le programme énergétique du candidat Trump s'inscrit dans une conjoncture particulièrement favorable, à l'instar du deuxième mandat d'Obama. Cependant, son ambition est marquée par une double dynamique, celle de rompre sèchement avec un certain nombre de mesures mise en place par son prédécesseur démocrate, et celle de renforcer à tout prix la politique qui a permis l'essor de la production des hydrocarbures de schistes dans le pays.

Si Donald Trump ambitionnait pendant sa campagne de rendre sa grandeur passée aux États-Unis, notamment par le biais de sa politique énergétique, la capacité du républicain à mettre en place un tel projet est très tôt contestée, notamment au sein de son propre parti. Trump est qualifié pendant le débat des primaires républicaines par Jeb Bush de « *unhinged* » ou de « *chaos candidate*<sup>769</sup> » et

---

<sup>768</sup> « Speech: Donald Trump - Williston, ND », 26 mai 2016, en ligne, Internet, 2 juill. 2019. , Available: <https://www.youtube.com/watch?v=Sxqu-ixCStc>.

<sup>769</sup> New Republic, *Jeb Bush Calls Trump the « Chaos Candidate »*, vol., 2015, en ligne, Internet, 3 juill. 2019. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=50h-J94D4zw>.

l'ancien candidat à la présidentielle Mitt Romney le décrit en ces mots : « *Donald Trump is a phony, a fraud*<sup>770</sup> ». Trump est rejeté par une partie des républicains, c'est le cas par exemple pour les deux anciens présidents Bush ou l'ancien candidat à la présidentiel, le sénateur John Mc Cain<sup>771</sup>. De même il est fortement décrié par les démocrates. Pourtant, le candidat républicain est élu en novembre 2016, en défiant toutes les prédictions. Affaibli par son statut de novice et son manque d'expérience politique, dès son arrivée à la Maison Blanche en 2017, Donald Trump établit, paradoxalement à l'image qu'il donne, une stratégie plutôt organisée, ou du moins agressive pour honorer ses promesses de campagne.

Pour mettre en place la nouvelle politique énergétique du pays, l'administration Trump se fixe comme premier objectif d'effacer celle mise en place par l'ancienne administration Obama. Il s'agit de la première étape. Le 28 mars 2017, Trump signait une mesure significative et le point de départ de sa stratégie, le décret présidentiel « *Promoting Energy Independence and Economic Growth*<sup>772</sup> ». Cet EO est une pièce centrale de la politique énergétique de Trump. Il marque la première étape du démantèlement des diverses politiques climatiques et énergétiques mises en place par l'administration précédente mais aussi le début de la nouvelle ère énergétique voulue par le nouveau président. Cette nouvelle ère met l'accent sur le développement des énergies fossiles et nie les impacts présents et à venir de ces énergies sur le climat et l'environnement. Les sections 1 et 2 de ce décret présidentiel sont consacrées à la suppression des réglementations qui entravent la production d'énergie, la création d'emploi et la croissance économique. Les agences se voient imposer l'obligation d'identifier, de réviser, de suspendre ou d'abroger toutes les réglementations, ou actions qui nuisent à la production nationale ou la consommation d'énergies, au-delà de ce qui est nécessaire pour la protection de l'intérêt public. Par ailleurs, cette mesure est couplée à la promotion de la production d'énergies sur le territoire. Cependant, l'accent est mis sur les énergies fossiles comme le souligne le paragraphe a de la section 2 de ce décret : « [...] *with particular attention to oil, natural gas, coal, and nuclear energy resources.* » La section 3 de ce décret est dédiée au démantèlement des mesures prises par l'administration précédente. Ainsi, Trump annule le décret du 1er novembre 2013 intitulé « *Preparing the United States for the Impacts of Climate Change* » qui exigeait que les agences fédérales se préparent aux impacts du changement climatique et assistent les échelons locaux dans

---

<sup>770</sup> Mitt Romney: Trump « *a Con Man, a Fake* » [full Speech], vol. (Utah, 2016), en ligne, Internet, 28 août 2019. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=0xd3kr-QpeM>.

<sup>771</sup> Oscar Winberg, « Insult Politics: Donald Trump, Right-Wing Populism, and Incendiary Language » *European journal of American studies*. 12.12-2 (2017), en ligne, Internet, 3 juill. 2019. Available: <http://journals.openedition.org/ejas/12132>.

<sup>772</sup> Donald J. Trump, « Presidential Executive Order on Promoting Energy Independence and Economic Growth » *The White House*, 28 mars 2017, en ligne, Internet, 26 juin 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/presidential-executive-order-promoting-energy-independence-economic-growth/>.

cette tâche. Il abroge également le mémorandum du 25 juin 2013 « *Power Sector Carbon Pollution Standards* » qui insiste sur la réduction des émissions des CO<sub>2</sub> des centrales électriques alimentées par les énergies fossiles. Il supprime le mémorandum du 3 novembre 2015 « *Mitigating Impacts on Natural Resources from Development and Encouraging Related Private Investment* » qui encourageait les investissements privés dans les activités de restauration de la nature en insistant sur l'obligation morale de laisser les ressources naturelles dans un meilleur état pour les générations futures. Il annule également le mémorandum du 21 septembre 2016 « *Climate Change and National Security* » qui exigeait l'intégration de l'enjeu climatique dans le développement et l'application de toute politique ou plan pour la sécurité nationale. Le décret du 28 mars 2017 exige également la neutralisation du CAP de 2013 et du *Climate Action Plan Strategy to Reduce Methane Emissions* de 2014. La section 4 de ce décret doit être vu comme une pièce centrale de la politique énergétique de Trump, puisqu'il s'agit d'une promesse de campagne électorale. Cette section est entièrement consacrée à la réévaluation du *Clean Power Plan* par l'EPA en vue d'une abrogation. Dans la section 7 de ce décret, il est demandé au ministre de l'Aménagement du territoire de revoir un certain nombre de réglementations relatives aux pratiques en vigueur, à l'extraction, et la production des hydrocarbures de schiste sur les terres fédérales, dans les parcs nationaux ou les réserves indiennes. En un seul décret, le nouveau président avait réussi à abolir ou mettre en péril un bon nombre des mesures qui constituaient l'héritage de l'administration Obama.

### 5.1.2. Scott Pruitt à l'EPA

Pour réaliser ses objectifs, Donald Trump s'est entouré de personnalités qui présentaient des intérêts similaires à ceux de son agenda. Comme envisagé lors de sa campagne électorale, Trump définit, à travers les nominations des figures de son administration, une politique agressive envers l'environnement et favorable à la dérèglementation pour faire place à la croissance, l'emploi et à l'expansion énergétique. À ce titre, en 2017, Scott Pruitt est nommé à la tête de l'EPA pour remplacer Gina Mc Carthy. Ancien procureur général de l'Oklahoma, et climato-sceptique notoire ayant des liens étroits avec l'industrie de l'énergie, Pruitt a poursuivi au moins 14 fois l'EPA en justice en tant que procureur de l'Oklahoma, notamment en vue de mettre un terme au CPP<sup>773</sup>. Compte tenu de ses positions sur le climat, l'industrie énergétique et l'Accord de Paris, Pruitt apparaît comme un choix

---

<sup>773</sup> Eric Pooley, « Trump's EPA Pick Imperils Science—And Earth » *Time*, 17 janv. 2017, en ligne, Internet, 5 juill. 2019. Available: <https://time.com/4635162/scott-pruitt-science-denial/>.

tactique pour Trump qui veut détruire le bilan environnemental d'Obama, et mettre fin au *Clean Power Plan*. Si le choix de Donald Trump de nommer Scott Pruitt à la tête d'une agence qu'il n'a cessé de combattre démontre une certaine ironie, ce choix a également été la source d'une grande inquiétude pour ceux qui ont douté des intentions de Pruitt à la tête de l'EPA. Le 15 février 2017, une lettre signée par les anciens employés de l'EPA et adressée au Sénat ne réunissait pas moins de 773 signatures pour marquer leur inquiétude suite à la nomination de Scott Pruitt.

*Mr. Pruitt's record and public statements strongly suggest that he does not share the vision or agree with the underlying principles of our environmental statutes. Mr. Pruitt has shown no interest in enforcing those laws, a critically important function for EPA. While serving as Oklahoma's top law enforcement officer, Mr. Pruitt issued more than 50 press releases celebrating lawsuits to overturn EPA standards to limit mercury emissions from power plants, reduce smog levels in cities and regional haze in parks, clean up the Chesapeake Bay and control greenhouse gas emissions*<sup>774</sup>.

Durant le mandat de Pruitt, certains éléments témoignent d'une volonté de démantèlement de l'EPA et de désinformation du public de la nouvelle administration. Le site internet de l'EPA a été reconstruit, rendant certaines informations indisponibles au public. La page consacrée au changement climatique contenant des données, des recherches scientifiques, des inventaires d'émissions, les initiatives en faveur du climat de l'administration précédente a été modifiée. Certains de ces éléments ont été déplacés ou enlevés du site internet de l'EPA<sup>775</sup>. Ces informations sont désormais disponibles sous forme d'archives. De nombreuses réductions de budget et de personnel de l'EPA ont été envisagées. La proposition du budget<sup>776</sup> de 2019 présentait une réduction de 23,2% des fonds et la fin de certains programmes. Le budget proposé pour l'EPA pour l'année 2019 était de 6,146 milliards contre 8,257 milliards en 2017 et 8,006 milliards en 2018. Le nombre d'employés à l'EPA n'a jamais été aussi faible, ce qui réduit la capacité de l'agence à pouvoir agir et mener à bien sa mission. Le budget proposé pour 2019 conseillait de passer de 15 408 équivalents temps plein en 2018 à 12 250 en 2019. Ce budget incluait également une réduction de 598,5 millions de dollars par rapport à 2018 grâce à l'élimination de programmes ou activités. Cette proposition de budget prenait en compte le décret 13781<sup>777</sup> de 2017 nommé « *Comprehensive Plan for Reorganizing the Executive Branch* » qui

---

<sup>774</sup> EPA Veterans, « Concerns About Scott Pruitt's Qualifications to Serve as Epa Administrator », 15 févr. 2017, en ligne, Internet, 4 juill. 2019. Available: [http://www.environmentalintegrity.org/wp-content/uploads/2017/02/Final-Pruitt-Letter\\_EPA-Veterans-2017.02.15.pdf](http://www.environmentalintegrity.org/wp-content/uploads/2017/02/Final-Pruitt-Letter_EPA-Veterans-2017.02.15.pdf).

<sup>775</sup> Volcovici, « Trump Administration Tells EPA to Cut Climate Page from Website: Sources ».

<sup>776</sup> U.S. Environmental Protection Agency, « FISCAL YEAR 2019: Justification of Appropriation Estimates for the Committee on Appropriations », févr. 2018, en ligne, Internet, 8 juill. 2019. Available: <https://www.epa.gov/sites/production/files/2018-02/documents/fy-2019-congressional-justification-all-tabs.pdf>.

<sup>777</sup> Donald J. Trump, « Comprehensive Plan for Reorganizing the Executive Branch » *Federal Register*, 16 mars 2017, en ligne, Internet, 15 août 2019. Available: <https://www.federalregister.gov/documents/2017/03/16/2017-05399/comprehensive-plan-for-reorganizing-the-executive-branch>.

encourage une réorganisation de la branche exécutive notamment en éliminant certaines agences ou certains programmes afin de parvenir à plus d'efficacité.

L'EPA de Scott Pruitt affiche une vision nouvelle traduisant l'ambition de la nouvelle administration comme le révèle la proposition de budget de 2019 de l'EPA. « *The EPA works to ensure our future generations will inherit a better and healthier environment. Environmental stewardship while growing our economy is essential to the American way of life and key to economic success and competitiveness*<sup>778</sup>. » Historiquement, la mission principale de l'EPA consiste essentiellement en la protection de la santé humaine et de l'environnement. Or, la nouvelle administration semble intégrer les notions de « *croissance économique* », « *succès économique* », « *compétitivité* » et « *mode de vie américain* » dans la gestion de l'environnement. Sous la direction de Pruitt, partisan d'un « *back to basics agenda* », l'EPA avait pour vocation de retourner à ses missions basiques, que l'administrateur résumait aux « *3 E* » :

*La protection de l'Environnement*  
*S'assurer que les réglementations soutiennent la croissance de l'Economie*  
*L'Engagement des échelons locaux*<sup>779</sup>

L'affaiblissement de l'EPA n'est pas le seul fait d'arme de Scott Pruitt. Une des missions de l'administrateur de l'EPA consistait en l'abrogation des réglementations environnementales entravant spécifiquement l'industrie du charbon. Le candidat Trump avait en effet fait vœu de ressusciter l'industrie du charbon lors de sa campagne. En mai 2016, en déplacement à Charleston<sup>780</sup>, en Virginie Occidentale, où il recevait le soutien de l'association du charbon de Virginie Occidentale, Trump s'était équipé d'un casque de mineur. Entouré de pancartes affichant le message « *Trump digs coal* », le candidat dévoilait son intention d'abroger les réglementations fédérales handicapant l'industrie du charbon. En février 2017, le président Trump signait en loi le *House Joint Resolution 38* qui nullifie le *Stream Protection Rule* mis en place en 2016 par le Bureau de réclamation et d'application des mines à ciel ouvert<sup>781</sup>. Cette mesure qui visait à protéger davantage les cours d'eau, nappes phréatiques face aux impacts de l'exploitation des mines à ciel ouvert contrariait de nombreuses d'associations de mineurs qui la considéraient comme étant contraignante, onéreuse et néfaste pour l'emploi. La loi signée par Trump en 2017 visait donc à renforcer le soutien qu'il apporte

---

<sup>778</sup> U.S. Environmental Protection Agency, « FISCAL YEAR 2019: Justification of Appropriation Estimates for the Committee on Appropriations ».

<sup>779</sup> US EPA, « Back-to-Basics Agenda », Overviews and Factsheets *US EPA*, 10 avr. 2017, en ligne, Internet, 20 août 2019. Available: <https://www.epa.gov/home/back-basics-agenda>.

<sup>780</sup> Donald J. Trump, « Presidential Candidate Donald Trump Rally in Charleston, West Virginia » *C-SPAN.org*, 5 mai 2016, en ligne, Internet, 15 août 2019. Available: <https://www.c-span.org/video/?409094-1/donald-trump-addresses-supporters-charleston-west-virginia>.

<sup>781</sup> *Office of Surface Mining Reclamation and Enforcement*

aux industries minières mais aussi à développer tous les types d'énergies qui participent à la prospérité des Américains.

Dès mars 2017, Scott Pruitt annonce la révision du CPP de 2015. Quelques mois après, en octobre 2017, l'EPA propose d'abroger ce programme pour le remplacer. Au cours de son mandat, Pruitt a démontré sa volonté de donner un second souffle à l'industrie du charbon. Il s'est évertué à rassurer l'industrie du charbon sur l'intention du président d'encourager l'indépendance énergétique du pays en favorisant toutes les sources d'énergies, en particulier le charbon. L'administrateur de l'EPA s'est déplacé dans plusieurs États producteurs de charbon afin d'aller à la rencontre de cette industrie. Le 13 avril 2017, il rencontrait les mineurs de *Harvey Mine* en Pennsylvanie, le 20 avril il rencontrait les employés de la coopérative rurale d'électricité de *Thomas Hill Energy Center* dans le Missouri, 29 mars 2018 il visitait la *Black Thunder coal mine* dans le Wyoming. Il annonçait la fin de la « guerre contre le charbon » en Octobre 2017. Dans dans une interview à *Fox News* il informait le public que « *the war on coal is over*<sup>782</sup> » en insistant sur les promesses faites par le président. Ironiquement, les efforts de l'administration Trump pour sauver l'industrie du charbon pourraient rester vains puisqu'ils sont en parallèle sapés par la politique d'expansion du gaz naturel menée par l'administration en place et la montée en puissance des énergies renouvelables<sup>783</sup>.

Embourbé dans de nombreux scandales, en juin 2018 Scott Pruitt démissionne de son poste d'administrateur de l'EPA, pour être remplacé par son adjoint Andrew Wheeler, un ancien employé de l'EPA, climato-sceptique notoire et reconverti en lobbyiste spécialisé dans les énergies fossiles. Bien que débutant son mandat à la tête de l'EPA, il présente déjà un bilan lourd de conséquences pour l'environnement et le climat. Après l'abrogation du CPP d'Obama en juin 2019, l'EPA adoptait la *Affordable Clean Energy Rule (ACE)* en remplacement. Andrew Wheeler, porteur de cette réglementation et nouvel administrateur de l'EPA, soutient que l'ACE permettra de décroître les émissions de CO<sub>2</sub> du secteur électrique de 35% par rapport à 2005 d'ici 2030 tout en permettant aux Américains d'avoir accès à l'énergie à un prix abordable<sup>784</sup>. L'ACE doit être compris comme une ligne directrice pour permettre aux États de décider, d'ici trois ans, eux-même de la meilleure approche pour réduire leurs émissions dans le secteur électrique. En effet, l'EPA détermine le

---

<sup>782</sup> Scott Pruitt, « EPA Chief Pruitt: The 'war on coal' is over », *Fox News*, oct. 2017, en ligne, Internet, 10 juill. 2019. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=AWH7YlioD88>.

<sup>783</sup> Justin Worland, « Coal's Last Kick » *TIME.com*, avr. 2017, en ligne, Internet, 18 oct. 2019. Available: <https://time.com/coins-last-kick/>.

<sup>784</sup> U.S. Environmental Protection Agency, « EPA Finalizes Affordable Clean Energy Rule, Ensuring Reliable, Diversified Energy Resources while Protecting our Environment », Speeches, Testimony and Transcripts *US EPA*, 19 juin 2019, en ligne, Internet, 27 août 2019. Available: <https://www.epa.gov/newsreleases/epa-finalizes-affordable-clean-energy-rule-ensuring-reliable-diversified-energy>.

« meilleur système de réduction des émissions » alors que les États déterminent des normes et leurs applications. Contrairement au CPP, l'ACE a reçu le soutien de l'industrie du charbon<sup>785</sup>. Cette nouvelle réglementation permet aux États de faire appel à la technologie pour améliorer les centrales déjà existantes, prolongeant ainsi la durée de vie de certaines centrales à charbon, notamment dans les États producteurs. L'ACE est une réglementation qui invite à l'amélioration des centrales électriques à charbon pour qu'elles gagnent en efficacité et qui accorde la flexibilité aux États pour gérer leurs infrastructures et réseaux électriques. Cette réglementation a également été très critiquée par les environnementalistes et un grand nombre de démocrates. La démocrate Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des Représentants déclarait à ce sujet :

*The Trump Administration's outrageous Dirty Power Scam is a stunning giveaway to big polluters, giving dirty special interests the greenlight to choke our skies, poison our waters and worsen the climate crisis. The growing climate crisis is the existential threat of our time and President Trump's shameful response was to put lobbyists and polluters in charge of protecting your health and safety. By repealing the historic Clean Power Plan, the Trump Administration has doubled down on their all-out assault on the health and well-being of our children and our communities*<sup>786</sup>.

### 5.1.3. Rick Perry au ministère de l'Énergie

Un autre membre clé de la politique énergétique voulue par Trump est Rick Perry. Il rejoint l'administration Trump en 2017 en qualité de ministre de l'Énergie. Ancien gouverneur du Texas, Perry a également été candidat lors des primaires républicaines de 2012 au cours desquelles il avait fait campagne, ironiquement, pour démanteler le ministère de l'Énergie. Lors de son audience de confirmation devant le Congrès au poste de ministre de l'Énergie en 2017, il avoue qu'il regrette avoir voulu démanteler le DOE<sup>787</sup>. Pendant son mandat de gouverneur, Perry a connu l'essor des hydrocarbures de schistes au Texas tout comme l'essor des énergies renouvelables. Proche de l'industrie des énergies fossiles, sa nomination éclaire sur la volonté de Donald Trump de répliquer le dynamisme de l'industrie des énergies du Texas à l'échelle du pays. Si le succès du Texas dans le domaine énergétique lui confère une certaine légitimité aux yeux de certains, sa nomination a

---

<sup>785</sup> National Mining Association, « EPA Power Plant Rule Balances Environmental Protections with State Authority » *National Mining Association*, 19 juin 2019, en ligne, Internet, 27 août 2019. Available: <https://nma.org/2019/06/19/epa-power-plant-rule-balances-environmental-protections-with-state-authority/>.

<sup>786</sup> « Pelosi Statement on Trump Administration's 'Dirty Power Scam' Rule » *Nancy Pelosi Speaker of the House*, 19 juin 2019, en ligne, Internet, 27 août 2019. Available: <https://www.speaker.gov/newsroom/61919/>.

<sup>787</sup> *Rick Perry Confirmation Hearing: Vows to « Promote Energy in All Forms »*, vol., 2017, en ligne, Internet, 28 sept. 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=sDTWCd99UT8>.



cependant été contestée par d'autres parce que ce ministère qui est notamment chargé de la sûreté nucléaire est traditionnellement dirigé par des scientifiques, ce qui n'est pas son cas.

Sous Rick Perry, le ministère de l'Énergie est chargé de travailler à l'expansion du secteur énergétique américain et revalorise les énergies fossiles. Conforme à la volonté du président de mener une stratégie « *all- of- the- above energy* » tout en réduisant les réglementations, Perry a évoqué à plusieurs reprises, notamment en mars 2018 à la *CERAWeek*, la théorie de « *new energy realism* ». « *We don't have to choose between growing our economy and caring for our environment. By embracing innovation over regulation, we can benefit both. And THAT is the heart of our New Energy Realism*<sup>788</sup>. » La notion de « *new energy realism* » va au-delà de l'abondance d'énergie américaine actuelle, il s'agit selon Perry d'un tournant dans la façon de penser la politique énergétique, d'une rupture par rapport aux « *erreurs* » des politiques énergétiques des années 1970. Selon lui, ce sont ces erreurs qui ont encouragé la mise en place de réglementations drastiques en prévision de pénuries d'énergie permanentes au lieu de laisser place à l'innovation. Il conceptualisait cette nouvelle notion en ces termes en 2018:

*This "new energy realism" rests on the fact that America is in the midst of incredible energy progress.*

*Due to a cascade of technological breakthroughs driven by innovation, America is producing abundant, affordable energy from a wider range of sources than we ever thought possible...and we are using this energy more cleanly and more efficiently as well.*

*These advances have powerful implications both here and abroad.*

*Taken together, our successes refute old myths, debunk false choices, and transcend limitations, pointing the way to global energy security and shared prosperity.*

*This dramatic progress is a decisive break from the 1970s, when America began pursuing a fundamentally flawed energy policy for which we paid dearly*<sup>789</sup>.

En avril 2019, Rick Perry publiait sur son compte *Twitter* sa vision de la « *nouvelle ère énergétique américaine* ». « *The New American Energy Era story is one of energy independence and security through increased all-of-the-above energy production while lowering emissions, with an ultimate goal of zero emissions*<sup>790</sup>. » Les notions de « *new energy realism* » et « *new American energy era* »

---

<sup>788</sup> Rick Perry, « The New Energy Realism: Secretary Perry Remarks at CERA Week -- As Prepared for Delivery » *Energy.gov*, 28 mars 2018, en ligne, Internet, 15 août 2019. Available: <https://www.energy.gov/articles/new-energy-realism-secretary-perry-remarks-cera-week-prepared-delivery>.

<sup>789</sup> Perry, « The New Energy Realism: Secretary Perry Remarks at CERA Week -- As Prepared for Delivery ».

<sup>790</sup> Rick Perry, « The New American Energy Era Story Is One of Energy Independence and Security Through Increased All-of-the-Above Energy Production While Lowering Emissions, with an Ultimate Goal of Zero Emissions. », Tweet @SecretaryPerry, 25 avr. 2019, en ligne, Internet, 15 août 2019. Available: <https://twitter.com/SecretaryPerry/status/1121580379851448320>.

telles qu'elles sont définies par Rick Perry démontrent une certaine ambition à marquer l'histoire, tourner une page du passé, ou peut-être également commencer une nouvelle page, celle d'un renouveau énergétique américain qui embrasserait la philosophie plutôt nationaliste de Donald Trump, celle de « *America First* » ou de la « *dominance énergétique* » américaine<sup>791</sup>.

Au cours de nombreuses interventions, Rick Perry a évoqué le boom énergétique texan dont il tire une certaine fierté. La capacité du Texas à avoir été l'État pionnier de la nouvelle technologie de forage des hydrocarbures de schiste et les capacités de production des éoliennes dans cet État représentent selon lui un modèle qui doit être répliqué à l'échelle nationale. Les énergies fossiles peuvent coexister avec les énergies renouvelables dans la nouvelle ère énergétique américaine. Le ministre de l'Énergie semble s'efforcer de mener à bien l'agenda énergétique voulu par le président Trump en encourageant la croissance de la production nationale de toutes les formes d'énergies. Mais toujours en conformité avec l'agenda de Trump, l'innovation technologique et la sécurité énergétique nationale doivent être traitées. À ce titre, de nombreux investissements ont été réalisés par le ministère de l'Énergie pour accroître la production et protéger la sécurité énergétique. Par exemple, en août 2018, 20 millions de dollars ont été accordés par le ministère de l'Énergie pour subventionner 10 laboratoires nationaux et 71 partenaires du secteur privé travaillant sur le déploiement de technologies énergétiques prometteuses<sup>792</sup>. En octobre 2018, 28 millions de dollars ont été investis dans la cyber sécurité des infrastructures énergétiques<sup>793</sup>. En décembre 2019, suite à la démission de Rick Perry, Dan Brouillette devient le nouveau ministre de l'Énergie.

#### **5.1.4. Ryan Zinke au ministère de l'Aménagement du territoire**

Ancien *Navy Seals*, Ryan Zinke a été à la tête du DOI sous l'administration Trump de 2017 à 2019, avant d'être remplacé en 2019 par David Bernhardt, un ancien lobbyiste de l'industrie pétrolière et gazière. Engagé en faveur du développement des énergies renouvelables un temps, Zinke signait en 2010

---

<sup>791</sup> America First Policies, « Energy Dominance » *America First Policies*, s. d., en ligne, Internet, 2 juill. 2019. Available: <https://www.americafirstpolicies.org/issues/energy-dominance/>.

<sup>792</sup> U.S Department of Energy, « Department of Energy Invests \$28 Million to Advance Cybersecurity of the Nation's Critical Energy Infrastructure » *Energy.gov.*, 1 oct. 2018, en ligne, Internet, 27 août 2019., Available: <https://www.energy.gov/articles/department-energy-invests-28-million-advance-cybersecurity-nation-s-critical-energy>.

<sup>793</sup> U.S Department of Energy, « Department of Energy Invests \$28 Million to Advance Cybersecurity of the Nation's Critical Energy Infrastructure ».

une lettre bipartisan<sup>794</sup> adressée au président Obama et au 111<sup>ème</sup> Congrès concernant le développement d'une politique climatique et d'une politique de développement des emplois dans le secteur des énergies propres au même titre que 1210 autres législateurs. Depuis, Zinke affiche aujourd'hui une position différente et présente des liens étroits avec l'industrie des hydrocarbures. À la tête du ministère de l'Aménagement du territoire, Ryan Zinke avait à la fois la responsabilité d'une longue tradition américaine, celle de la protection et la conservation des terres fédérales, mais il était également en charge de la gestion de ces terres, lui offrant le choix de les ouvrir à l'exploitation du pétrole du gaz et du charbon. Ryan Zinke a joué un rôle majeur dans la politique énergétique de Trump, en libérant les intérêts pétroliers et gaziers d'un certain nombre de réglementations mais aussi en rendant possible l'exploitation d'une quantité sans précédent de terres fédérales. Il s'est d'ailleurs lui-même décrit comme le « *générateur de la dominance énergétique*<sup>795</sup> » américaine. En octobre 2017, le ministère de l'Aménagement du territoire mettait en vente 77 millions d'acres dans le Golfe du Mexique pour l'industrie du pétrole et du gaz, la plus importante cession de terres fédérales jamais réalisées à cet effet.

En décembre 2017, après consultation de son ministre de l'Aménagement du territoire, le président Trump opérait par proclamation une réduction drastique de la surface de deux monuments nationaux dans l'Utah qui avait été établis par le *Antiquities Act* de 1996. Le monument *Bears Ears*<sup>796</sup> est réduit à 15% de sa surface initiale et le monument *Grand Staircase-Escalante*<sup>797</sup> est réduit de 50% de sa surface initiale. Ces réductions avaient pour objectif de rendre les surfaces libérées disponibles à l'exploitation des hydrocarbures.

Le 19 septembre 2017, lors d'une allocution, Ryan Zinke développait la vision du président Trump et de son administration sur l'énergie. « *America is exceptional. This administration, the president believe in America energy dominance, and energy dominance is different than energy independence. Our goal is an America that is the strongest energy superpower this world has ever known*<sup>798</sup>. » Il déclarait également au cours de la même allocution qu'il préférerait que l'énergie soit produite aux Etats-Unis avec des réglementations raisonnables plutôt qu'ailleurs avec aucune réglementation. Ces propos

---

<sup>794</sup> Coalition of Legislators for Climate Action Now, « Coalition of Legislators for Climate Action Now Letter », 10 mars 2010, en ligne, Internet, 21 août 2019. Available: <http://www.themontanapost.com/wp-content/uploads/2014/08/CLEAN-Sign-on-letter-with-1210.pdf>.

<sup>795</sup> Donald J. Trump, « Remarks During a Cabinet Meeting », 12 juin 2017, en ligne, Internet, 27 août 2020. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-during-cabinet-meeting>.

<sup>796</sup> Donald J. Trump, « Presidential Proclamation Modifying the Bears Ears National Monument » *The White House*, 4 déc. 2017, en ligne, Internet, 27 août 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/presidential-proclamation-modifying-bears-ears-national-monument/>.

<sup>797</sup> Donald J. Trump, « Presidential Proclamation Modifying the Grand Staircase-Escalante National Monument » *The White House*, 4 déc. 2017, en ligne, Internet, 27 août 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/presidential-proclamation-modifying-grand-staircase-escalante-national-monument/>.

<sup>798</sup> *A Vision for American Energy Dominance, Policy Address by U.S. Secretary of the Interior Ryan Zinke*, vol., 2017, en ligne, Internet, 22 août 2019. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=rPyH-bSN25I>.

justifient la politique de réduction et cession des terres fédérales mise en place par son ministère qui doit travailler à développer la production nationale.

Dès le début de son mandat, le président en place donne les moyens de sa politique à Zinke. Suite au EO 13795 intitulé « *Implementing an America-First Offshore Energy Strategy*<sup>799</sup> » du 28 avril 2017 accompagné du décret 3350 du 1<sup>er</sup> mai 2017 du ministre de l'Aménagement du territoire, le Bureau de la Gestion de l'Océan et des Energies a initié le développement d'un nouveau programme de cession pour le pétrole et le gaz pour la période de 2019-2024 visant à remplacer le programme en place sur la période de 2017 à 2022<sup>800</sup>. Ce nouveau programme prévoit de rendre les côtes de 22 États exploitables. Il permettrait l'exploitation de plus de 90% de la surface du grand plateau continental américain et plus de 98% des ressources de pétrole et de gaz non découvertes techniquement récupérables dans la zone côtière américaine. Le programme 2017-2022, prévu par l'administration Obama, ne rendait disponibles que 6% de la surface du plateau continental américain<sup>801</sup>. Le programme établi par l'administration Trump prévoit 47 ventes de terres fédérales sur cinq ans. 19 ventes sont proposées en Alaska, 7 dans la zone pacifique de l'État de Washington à la Californie, 9 dans la zone de l'océan Atlantique, du Maine jusqu'à la Floride et enfin 12 autres ventes dans le Golfe du Mexique entre le Texas et la Floride.

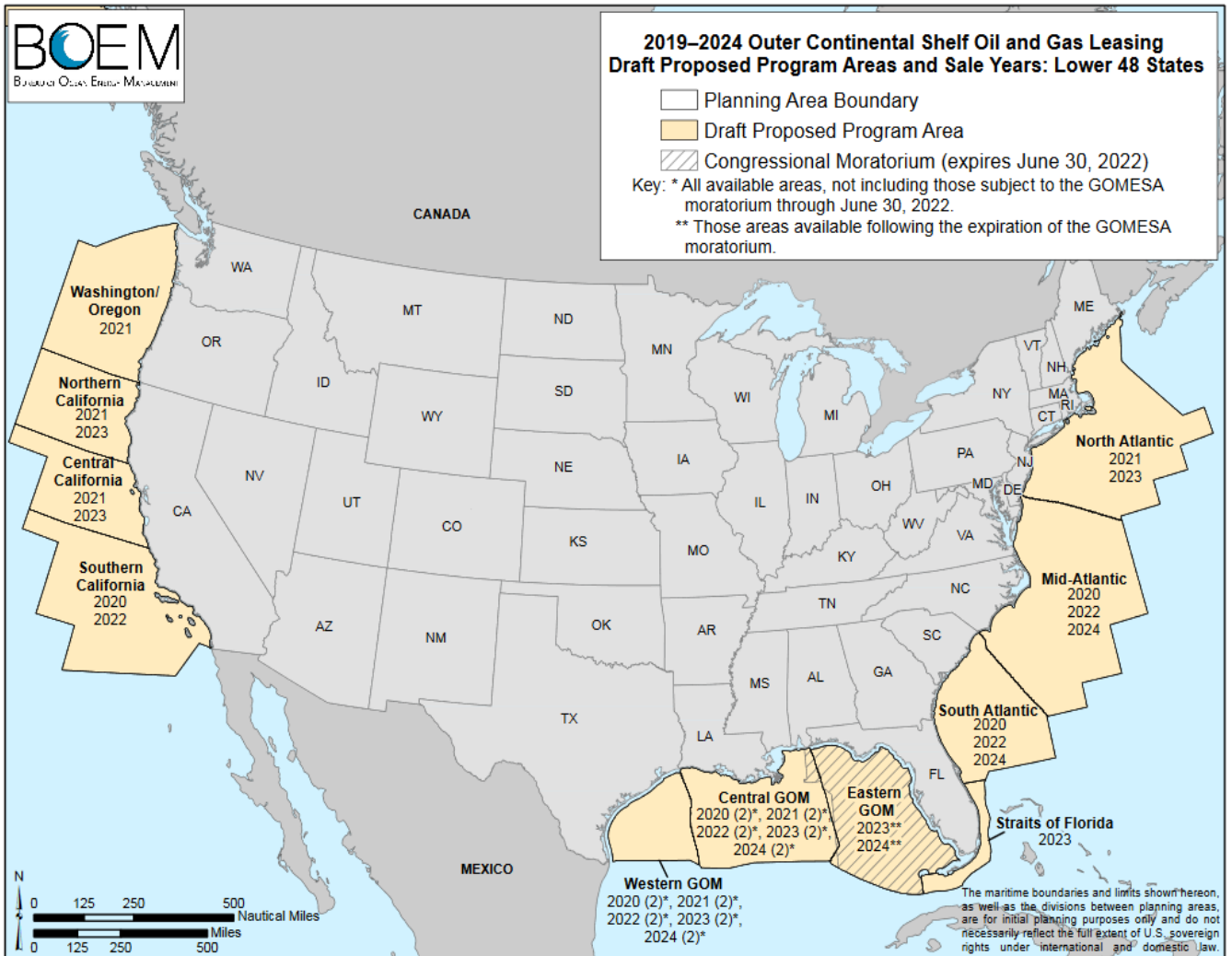
---

<sup>799</sup> Donald J. Trump, « Implementing an America-First Offshore Energy Strategy » *Federal Register*, 3 mai 2017, en ligne, Internet, 23 août 2019. Available: <https://www.federalregister.gov/documents/2017/05/03/2017-09087/implementing-an-america-first-offshore-energy-strategy>.

<sup>800</sup> Bureau of Ocean Energy Management, « 2019– 2024 Outer Continental Shelf Oil and Gas Leasing » (s. d.): 3.

<sup>801</sup> Congressional Research Service, *Five-Year Offshore Oil and Gas Leasing Program for 2019-2024: Status and Issues in Brief*, vol., août 6, 2019.

Figure 10 : Projet de vente des terres fédérales envisagé par l'administration Trump au profit de l'extraction d'hydrocarbures sur le plateau continental américain de 2019 à 2024



Source: 2019-2024 Outer Continental Shelf Oil and Gas Leasing Draft Proposed Program Areas and Sales Years: Lower 48 States, Bureau of Ocean Energy Management, Janvier 2018

Si l'administration Trump a pour objectif d'augmenter la production d'énergie en ouvrant les zones côtières, parfois protégées, à l'exploration et l'exploitation par les industries gazières et pétrolières, de nombreuses contestations ont vu le jour et l'administration en place pourrait connaître des difficultés à appliquer ce programme. En effet, en mars 2019, la juge de district Sharon Gleason statuait qu'une portion du décret 13795 était « *illégal et non valide* » et confirme l'interdiction de la vente des terres de cet État pour l'exploitation pétrolière suite à la la protection mise en place par le président Obama avec le mémorandum de 2015 intitulé « *Withdrawal of Certain Areas of the United States Outer Continental Shelf Offshore Alaska from Leasing Disposition* », celui de 2016

« *Withdrawal of Certain Areas off the Atlantic Coast on the Outer Continental Shelf from Mineral Leasing* » et le décret 13754 de 2016 « *Northern Bering Sea Climate Resilience* ». La juge Gleason indique également dans son jugement que seul le Congrès pourrait annuler le décret 13754, ainsi que les mémorandums publiés en 2015 et 2016. « *The Court will vacate Section 5 of Executive Order 13795. As a result, the previous three withdrawals issued on January 27, 2015 and December 20, 2016 will remain in full force and effect unless and until revoked by Congress*<sup>802</sup>».

### 5.1.5. Gestion atypique de l'administration

La politique énergétique menée par l'administration Trump est incontestablement tournée vers les énergies fossiles et leur développement en vue de faire du pays la plus grande puissance énergétique mondiale. Il a réussi à réunir dans son administration des hommes partageant sa vision de la politique énergétique, plus de production nationale et moins de réglementations. Malgré tout, les choix opérés par Trump pour aboutir aux résultats escomptés interrogent. En effet, à son élection il jouissait d'une majorité aux deux Chambres du Congrès, pour autant, il n'a pas choisi la voie traditionnelle pour mettre en place sa politique. Trump aurait pu s'appuyer sur la majorité républicaine au Congrès, pourtant il a préféré une voie plus agressive, plus rapide, une voie utilisée depuis des années par les présidents face au *gridlock*, celle de la stratégie administrative. James Morton Turner et Andrew Isenberg suggèrent que le président Trump a choisi de mener le démantèlement des politiques climatiques et énergétiques de l'administration précédente par la voie administrative parce qu'en dépit du soutien des républicains du 115<sup>ème</sup> Congrès pour avancer un agenda anti-environnemental, la réforme de lois majeures comme le NEPA ou CAA, nées de consensus bipartisans, aurait pu tester l'unité du parti sur ces enjeux<sup>803</sup>. Michael Nelson, professeur de la chaire Fulmer en science politique à *Rhodes College* à Memphis propose une théorie différente. Il affirme que Trump s'est détaché de la voie législative, dès le début de son mandat, en adoptant une voie administrative pour d'autres raisons. Son expérience en tant qu'homme d'affaires, en tant que chef d'entreprise et l'attrait du pouvoir unilatéral des outils présidentiels, ont permis à Trump de prendre un certain nombre de

---

<sup>802</sup> Sharon L. Gleason, « Case No. 3:17-cv-00101-SLG, League of Conservation Voters, et al. v. Trump, et al. », 19 mars 2018, en ligne, Internet, 26 août 2019. Available: [https://earthjustice.org/sites/default/files/files/45-Order-on-MTD\\_3-19-18.pdf](https://earthjustice.org/sites/default/files/files/45-Order-on-MTD_3-19-18.pdf).

<sup>803</sup> Turner et Isenberg, *The Republican Reversal* 207.

décisions via des mémorandums, des décrets, proclamations, sans attendre l'aval du Congrès, qui peut dans ce cas précis être comparé à un conseil d'administration<sup>804</sup>.

La politique de démantèlement de l'administration Trump pour libérer les industries du poids des réglementations n'est pas une stratégie nouvelle, ni son choix de le faire à travers des actions administratives. Elle n'est pas non plus sans rappeler celle de son prédécesseur Ronald Reagan dont la présidence représente un point de rupture dans le mouvement environnementaliste moderne. Dans son discours sur l'État de l'Union en 2018, Donald Trump dressait fièrement le bilan énergétique de sa première année à la tête du pays, un succès combinant la suppression des réglementations, l'encouragement de la production nationale et la valorisation des énergies fossiles.

*In our drive to make Washington accountable, we have eliminated more regulations in our first year than any administration in history. We have ended the war on American Energy — and we have ended the war on clean coal. We are now an exporter of energy to the world*<sup>805</sup>.

L'administration Trump représente, à de nombreux égards, l'apogée de ce que Turner et Isenberg nomment le « *Republican reversal* <sup>806</sup> », c'est-à-dire la rupture des républicains depuis la présidence de Reagan avec leur tradition de protection de l'environnement datant des présidents Ulysses S. Grant ou Theodore Roosevelt. Les auteurs notent que les caractéristiques de ce retournement républicain sont visibles depuis les années 1980 à travers trois facteurs. Premièrement, les préoccupations environnementales sont vues comme exagérées et alarmistes. Deuxièmement, les données scientifiques et les experts sont discrédités. Troisièmement, les réglementations environnementales sont perçues comme des fardeaux entravant l'économie, les individus et la liberté d'entreprendre<sup>807</sup>. Toutes ces caractéristiques étaient déjà visibles lors de la campagne de Trump et le sont encore aujourd'hui. Ce retournement du Parti républicain s'explique essentiellement par trois facteurs. Premièrement, la mise en place d'une idéologie conservatrice qui suggère que si l'économie est libérée des réglementations elle apportera les solutions technologiques à l'environnement mais également un meilleur style de vie. L'exceptionnalisme américain, justifié par des ressources abondantes, ne saurait tolérer aucune forme de limites ni économiques ni technologiques<sup>808</sup>. Deuxièmement, la place qu'ont pris les activistes, groupes d'intérêts, et les *think tanks* conservateurs, dans la définition de l'agenda républicain doit être entendue comme un facteur de taille. Le troisième

---

<sup>804</sup> Michael Nelson, *Trump: The First Two Years*, 2019 50.

<sup>805</sup> Donald J. Trump, « State of the Union Address 2018 » *The White House*, 30 janv. 2018, en ligne, Internet, 26 juin 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/president-donald-j-trumps-state-union-address/>.

<sup>806</sup> Turner et Isenberg, *The Republican Reversal* 6.

<sup>807</sup> Turner et Isenberg, *The Republican Reversal* 6-7.

<sup>808</sup> Turner et Isenberg, *The Republican Reversal* 9.

facteur est l'évolution des problèmes environnementaux et du cadre de la gouvernance environnementale après les années 1970<sup>809</sup>.

La théorie du « *Republican reversal* » est particulièrement visible dans la politique énergétique de Trump. La négation du changement climatique, la politique de démantèlement des réglementations, le processus de réductions des terres fédérales au profit des industries extractives, le développement de la production nationale d'énergie, le ravivement des énergies fossiles, les liens étroits de l'administration avec les industries des énergies fossiles sont autant d'éléments attestant du refus de l'administration Trump de perpétuer la tradition de conservation des républicains. L'élément illustrant le mieux le rejet des enjeux climatiques et environnementaux dans la politique de Donald Trump est sans doute sa vision de la « *dominance énergétique* » américaine.

---

<sup>809</sup> Turner et Isenberg, *The Republican Reversal* 8-14.





## 5.2. Doctrine de la dominance énergétique ou l'énergie comme arme diplomatique.

### 5.2.1. Trump ou la nouvelle politique de l'énergie

Le 29 juin 2017, le ministère de l'Énergie accueillait le « *Unleashing American Energy Event*<sup>810</sup> ». À l'occasion de cet événement<sup>811</sup>, le président Trump s'exprimait afin de dévoiler la « *nouvelle politique énergétique américaine* » consistant à libérer toutes les capacités et source de production d'énergie américaine pour atteindre la « *dominance énergétique* ». L'objectif fixé par le président de cette nouvelle politique est d'atteindre un nouvel « *âge d'or* » de l'énergie, celui des États-Unis. « *The golden era of American energy is now underway And I'll go a step further: The golden era of America is now underway*<sup>812</sup>. » Cette nouvelle ère se caractériserait également par un changement notable dans la mesure où la production américaine ne soutiendrait plus l'indépendance énergétique recherchée pendant des années mais la dominance énergétique mondiale. Au cours de son allocution, Donald Trump dévoilait les six initiatives en charge d'impulser la dominance énergétique des États-Unis<sup>813</sup>. Premièrement, il citait la revitalisation et l'expansion du secteur nucléaire américain. Deuxièmement, le ministère des Finances s'est vu chargé de trouver des solutions au financement de centrales à charbon à haute efficacité énergétique à l'étranger, en vue de vendre le charbon américain. Troisièmement, le président a annoncé la construction d'un nouvel oléoduc vers Mexico afin de dynamiser les exportations. Quatrièmement, Trump annonçait des négociations avec le gouvernement sud-coréen pour leur vendre plus de gaz naturel. Cinquièmement, le ministère de l'Énergie a approuvé deux demandes pour exporter davantage de gaz naturel en provenance du terminal de GNL<sup>814</sup> de *Lake Charles* en Louisiane. Et sixièmement Trump révélait l'intention de son administration d'ouvrir à l'exploration et l'exploitation les 96 % de terres fédérales du plateau continental grâce à un nouveau programme.

---

<sup>810</sup> Voir Annexe H.

<sup>811</sup> Donald J. Trump, « Remarks by President Trump at the Unleashing American Energy Event » *The White House*, 29 juin 2017, en ligne, Internet, 26 août 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-unleashing-american-energy-event/>.

<sup>812</sup> Donald J. Trump, « Remarks by President Trump at the Unleashing American Energy Event » *The White House*, 29 juin 2017, en ligne, Internet, 13 févr. 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-unleashing-american-energy-event/>.

<sup>813</sup> Donald J. Trump, « Remarks by President Trump at the Unleashing American Energy Event ».

<sup>814</sup> Voir lexique.

Les annonces de Donald Trump à l'occasion de cet évènement résonnent comme la seconde partie de la politique énergétique qu'il s'était fixée. En effet, pendant les 100 premiers jours de son mandat, beaucoup de ses actions se sont portées sur la déconstruction des actions menées par l'administration précédente. Désormais libéré des règlementations qui empêchaient selon lui de déchaîner la production américaine, de créer de l'emploi et de la richesse, il affichait en juin 2017 un programme beaucoup plus ambitieux que son prédécesseur. En effet, si Obama avait promis aux Américains l'indépendance énergétique perdue depuis des décennies, Trump promettait lui la « *dominance énergétique*<sup>815</sup> ». Par ailleurs, cette « *nouvelle politique* » doit être entendue dans ses diverses composantes dans le sens où elle comporte non seulement des aspects de la politique intérieure, avec le volet sur le développement de la production nationale, mais également un aperçu de la politique diplomatique et internationale que Donald Trump entend mener pendant son mandat quant à la question énergétique. La nouvelle politique énergétique de Donald Trump pour faire des États-Unis une nation dominante dans les énergies peut être décomposée en trois grandes idées.

---

<sup>815</sup> Donald J. Trump, « Remarks on Efforts To Promote Domestic Energy Production », 29 juin 2017, en ligne, Internet, 27 août 2020. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-efforts-promote-domestic-energy-production>.

### 5.2.2. Énergie et expansion de la puissance américaine

La première idée qui caractériserait la politique énergétique de Trump est celle d'une volonté d'expansion de la puissance énergétique américaine à l'échelle internationale. Pour ce faire, l'administration en place a commencé par mettre en place toutes les mesures qui lui paraissaient nécessaires pour maintenir et augmenter la production américaine. En 2018, la production de pétrole et de gaz aux États-Unis affichait de nouveaux records selon les informations dévoilées en août 2019 sur le site internet de l'EIA<sup>816</sup>. En effet, la production de pétrole a augmenté de 16% en 2018 et celle du gaz naturel de 12% par rapport à 2017 faisant ainsi des États-Unis les plus grands producteurs mondiaux de pétrole devant l'Arabie Saoudite mais aussi de gaz naturel devant la Russie. Plus encore, selon l'EIA, l'augmentation de la production de 2018 représentait une des plus importantes augmentations absolues de production de ces hydrocarbures dans l'histoire pour un seul pays. La multiplication de la production d'hydrocarbures n'était qu'une étape dans la politique énergétique. Cette augmentation avait pour but de répondre aux besoins nationaux mais aussi aux besoins des autres nations par des exportations. Faire des États-Unis une puissance exportatrice est un des enjeux de la politique de l'administration Trump. Cette idée se trouve d'ailleurs renforcée par le déploiement en nombre d'infrastructures à cet effet. Quelques jours après son arrivée à la Maison Blanche, le 24 janvier 2017, Trump permettait par mémorandum, l'achèvement de deux pipelines. Alors que Barack Obama avait opposé son veto en novembre 2015 à l'achèvement du pipeline transfrontalier et controversé entre les États-Unis et le Canada, Donald Trump relançait la construction de *Keystone XL* en 2017. De même, il autorisait le même jour l'achèvement du *Dakota Access Pipeline*. Ce projet également controversé puisqu'il menace les sources d'eau potables et sites sacrés d'une importante tribu Sioux de Standing Rock avait été suspendu fin 2016. En 2017, un autre pipeline transfrontalier entre les États-Unis et le Mexique était annoncé. Washington autorisait cette nouvelle construction avec l'objectif de stimuler les exportations américaines. En avril 2019, le président américain manifestait une fois de plus sa volonté de faciliter le transport des hydrocarbures. Il signait l'EO13868, *Executive Order on Promoting Energy Infrastructure and Economic Growth* visant entre autres à accélérer la délivrance de permis et réduire les délais usuels imposés aux entreprises d'exploitation d'hydrocarbures et autoriser d'autres moyens de transports pour le gaz naturel liquéfié (GNL)<sup>817</sup> s'il n'y a pas de pipeline. Ces infrastructures paraissaient impératives pour Trump dans la

---

<sup>816</sup> U.S. Energy Information Administration, « The U.S. Leads Global Petroleum and Natural Gas Production with Record Growth in 2018 - Today in Energy », 20 août 2019, en ligne, Internet, 2 sept. 2019. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=40973>.

<sup>817</sup> Voir lexicque.

mesure où les flux d'énergies représentent un vivier économique considérable, une opportunité pour les emplois et un avantage géopolitique.

*To fully realize this economic potential, however, the United States needs infrastructure capable of safely and efficiently transporting these plentiful resources to end users. Without it, energy costs will rise and the national energy market will be stifled; job growth will be hampered; and the manufacturing and geopolitical advantages of the United States will erode*<sup>818</sup>.

Le 10 avril 2019 Trump signait un autre décret qui a soulevé de nombreuses critiques. Il s'agit de l'*Order on the Issuance of Permits with Respect to Facilities and Land Transportation Crossings at the International Boundaries of the United States*<sup>819</sup>. Ce décret stipule que seul le président est en mesure de délivrer, refuser ou amender n'importe quel projet d'infrastructure transfrontalière. Suite à la publication de ce décret, le gouverneur New-Yorkais, Andrew Cuomo, qualifiait cette manœuvre administrative de « *gross overreach of federal authority*<sup>820</sup> », puisque ce décret représente un obstacle majeur pour les États qui refuseraient la construction d'infrastructure de transport d'hydrocarbures, comme c'est le cas de New York, qui bloque le *Constitution pipeline*<sup>821</sup> depuis 2016. Par ailleurs, alors que l'administration Trump prône davantage de pouvoir aux États, à travers des notions comme le « *cooperative federalism* » de l'EPA par exemple, la décision de Trump semble manifester paradoxalement une forme d'ingérence dans les décisions locales ou bien la volonté de mener à bien sa politique énergétique expansive à tout prix.

Les objectifs de croissance de la production énergétique et d'un meilleur acheminement entre les États fédérés et les États transfrontaliers n'est qu'un pan du plan de Donald Trump. L'autre partie de ce plan consiste en une stratégie davantage tournée vers les échanges internationaux, notamment via l'acheminement de gaz naturel liquéfié. L'administration Trump a développé une stratégie

---

<sup>818</sup> Donald J. Trump, « Executive Order on Promoting Energy Infrastructure and Economic Growth » *The White House*, 10 avr. 2019, en ligne, Internet, 23 août 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/executive-order-promoting-energy-infrastructure-economic-growth/>.

<sup>819</sup> Donald J. Trump, « Order on the Issuance of Permits with Respect to Facilities and Land Transportation Crossings at the International Boundaries of the United States » *The White House*, 10 avr. 2019, en ligne, Internet, 28 sept. 2020. Available: <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/order-issuance-permits-respect-facilities-land-transportation-crossings-international-boundaries-united-states/>.

<sup>820</sup> Andrew M. Cuomo, « Statement from Governor Andrew M. Cuomo on President Trump's Executive Order Limiting State's Authority Over Energy Infrastructure Projects » *Governor Andrew M. Cuomo*, 10 avr. 2019, en ligne, Internet, 3 sept. 2019. Available: <https://www.governor.ny.gov/news/statement-governor-andrew-m-cuomo-president-trumps-executive-order-limiting-states-authority>.

<sup>821</sup> Approuvé en 2014, le Constitution Pipeline est un projet d'oléoduc qui devait desservir des hydrocarbures en provenance de Pennsylvanie dans l'État de New York. Ce projet, fortement controversé, a connu des années de batailles judiciaires avant d'être abandonné en 2020. Soucieux de protéger la salubrité de ces étendues d'eau et la santé de sa population, l'État de New York ne souhaitait pas voir aboutir le projet. Quelques mesures fortes ont d'ailleurs été adoptées par le gouverneur pour marteler sa position, à l'image de l'interdiction du *fracking* dans l'État de New York.

commerciale assez agressive avec l'accélération des constructions de terminaux méthaniers destinés à l'exportation. Grâce à ces terminaux, le gaz naturel est transformé en liquide pour être délivré par voie maritime. Cette stratégie, qui est en accord avec l'abondance énergétique américaine, doit cependant être à la fois comprise dans sa dimension commerciale mais aussi diplomatique. Alors que sous le second mandat de Barack Obama ouvrait le terminal méthanier de *Sabine Pass* en Louisiane en 2016, et que le terminal de *Cove Point Terminal* dans le Maryland devenait opérationnel pour les exports en 2018, d'autres annoncés par Rick Perry en 2018<sup>822</sup> sont venus enrichir cette stratégie d'expansion énergétique américaine, justifiée par leur nouveau statut d'exportateur net. Grâce à l'ouverture prochaine de six autres terminaux annoncée en 2018, comme *Freeport LNG* au Texas ou *Elba Island LNG* en Géorgie, les États-Unis visent l'exportation de 10 milliards de pieds cubes de GNL par jour à travers le monde. Grâce à la stratégie de développement des infrastructures de transport de gaz naturel liquéfié, déjà enclenchée sous Obama, le développement des exportations de GNL américain sont actuellement en pleine expansion. Non seulement le gaz américain trouve de nouveaux marchés dans le monde, mais cette stratégie occasionne la création de nombreux emplois ainsi que des revenus conséquents pour l'économie selon l'administration en place. Selon le l'EIA, les exportations de gaz naturel ont augmenté de 53% par rapport à 2017 en 2018. Cette progression fulgurante permet aux États-Unis de viser la 3<sup>ème</sup> place d'exportateur mondial de GNL derrière l'Australie et le Qatar puisqu'ils alimentent de plus en plus de pays<sup>823</sup>. Alors qu'en 2016, le GNL américain n'était destiné qu'à 19 pays, en 2019 ce sont plus de 35 pays soit presque le double en trois ans qui importent le GNL américain<sup>824</sup>.

---

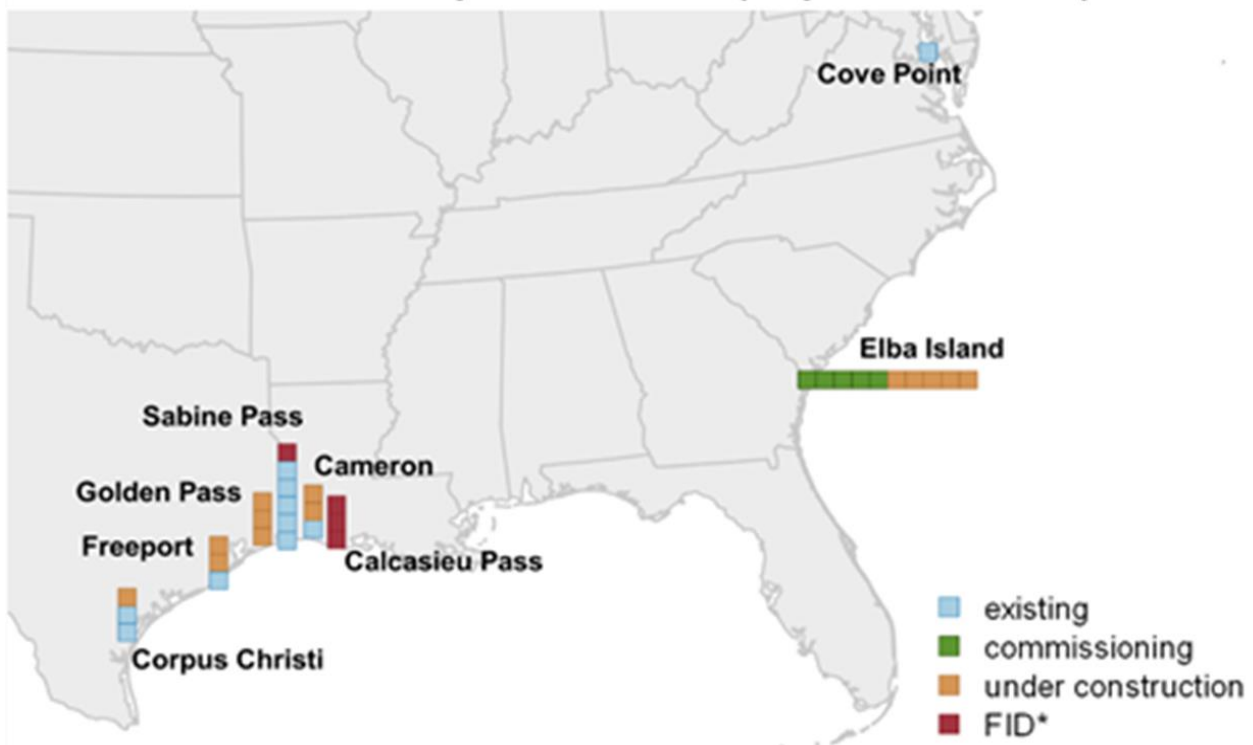
<sup>822</sup> Rick Perry, « Energy Secretary Rick Perry: "Rising LNG Exports A Sign Trump Administration's Infrastructure Policies Are Paying Off" » *The White House*, 29 mars 2018, en ligne, Internet, 6 sept. 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/energy-secretary-rick-perry-rising-lng-exports-sign-trump-administrations-infrastructure-policies-paying-off/>.

<sup>823</sup> En 2019, les États-Unis ont exporté du GNL à destination de plusieurs dizaines de pays par méthaniers, par pipelines ou par camions. Le Canada, le Mexique, le Japon, la France, l'Inde, la Corée du Sud, l'Espagne, le Royaume-Unis comptaient par exemple, parmi les plus grands importateurs de GNL américain en 2019 selon l'EIA.

<sup>824</sup> U.S Department of Energy, « Interactive Map: U.S. Liquefied Natural Gas Exports Breaking Records » *Energy.gov*, 15 mai 2019, en ligne, Internet, 5 sept. 2019. Available: <https://www.energy.gov/articles/interactive-map-us-liquefied-natural-gas-exports-breaking-records>.

Figure 11 : État d'avancement des terminaux méthaniers américains destinés à l'exportation de GNL en septembre 2019

### Status of U.S. LNG export facilities (September 2019)



Source : U.S. Energy Information Administration, Company investor presentation, septembre 2019.

### 5.2.3. L'énergie, une arme diplomatique ?

La deuxième idée qui caractériserait la politique énergétique de Trump à l'échelle internationale serait l'instrumentalisation de l'énergie comme une arme diplomatique. La multiplication des marchés pour l'énergie américaine ne doit pas seulement être envisagée comme une expansion économique mais également une expansion diplomatique dans le sens où cette énergie vendue au monde symbolise la grandeur américaine retrouvée. Le jargon utilisé par ailleurs par les membres de l'administration Trump pour désigner les exportations d'énergies suggère cette théorie. En mai 2019, le sous-secrétaire à l'énergie, Mark W. Menezes<sup>825</sup>, qualifiait le GNL américain de « *freedom gas* » et de « *molecules of U.S. freedom* ». Il rappelait également que l'augmentation des exportations américaines participait de plus en plus à la promotion des « *énergies propres* » et à la « *sécurité*

<sup>825</sup> U.S Department of Energy, « Department of Energy Authorizes Additional LNG Exports from Freeport LNG » *Energy.gov*, 28 mai 2019, en ligne, Internet, 5 sept. 2019. Available: <https://www.energy.gov/articles/department-energy-authorizes-additional-lng-exports-freeport-lng>.

*énergétique dans le monde* » en offrant des alternatives aux exportateurs actuels. Autre exemple, les États-Unis signaient en 2017 un accord avec l'Ukraine pour lui fournir du charbon, au détriment du charbon des Sud-Africains, jugé trop cher. Compte tenu des conflits russo-ukrainiens ces dernières années, l'Ukraine a rencontré de nombreux problèmes d'alimentation en électricité et se déclarait même en état d'urgence énergétique à l'hiver 2017. Alors que l'essentiel des ressources énergétiques, mines et minerais du pays sont situés à l'est, notamment dans la région du Donbass, l'approvisionnement en charbon connaissait des perturbations, créant des pénuries, car cette zone était contrôlée par les séparatistes russes<sup>826</sup>. L'accord passé avec les Américains a permis de fournir des millions de tonnes de charbon à l'Ukraine. Il doit ainsi être perçu comme la capacité de la puissance énergétique américaine à s'opposer et rivaliser avec la puissance russe qui utilise l'énergie comme une politique. Les ressources énergétiques américaines tendent à devenir sous Donald Trump, de plus en plus une clé du *soft power* américain<sup>827</sup>, voire un « *antidote au déclin*<sup>828</sup> » de la puissance américaine dans la mesure où non seulement les prix sont plus abordables pour les pays importateurs et dépendants, mais aussi parce que ces ressources permettent à certains pays de réduire leur dépendance à des nations autoritaires qui emploient l'énergie comme une arme de coercition ou pour financer le terrorisme.

Grâce à l'abondance énergétique, les États-Unis promeuvent des valeurs comme le dynamisme et la capacité du pays à innover et entreprendre. Ces valeurs ont permis le boom des hydrocarbures de schiste, l'ouverture des marchés, la sécurité énergétique ou la liberté. C'est pourquoi la diffusion de ces valeurs à travers l'essor des hydrocarbures de schiste participe à accroître leur pouvoir d'attraction sur des pays dépendants. Comme le souligne Joseph Nye, « *Sometimes countries enjoy political clout that is greater than their military and economic weight would suggest because they define their national interest to include attractive causes such as economic aid or peacemaking*<sup>829</sup>. » En ce sens, la nouvelle position des Américains d'exportateurs d'énergies, leur politique d'expansion énergétique et d'ouverture des marchés leur confère une aura non négligeable sur les nations dépendantes qui y voient l'occasion de sécuriser leurs approvisionnements, de réduire leur dépendance énergétique à

---

<sup>826</sup> RT, « Coal-Rich Ukraine Happy to Transport Coal from Pennsylvania on US Locomotives - Poroshenko » *RT International*, 24 août 2018, en ligne, Internet, 6 sept. 2019. Available: <https://www.rt.com/business/436753-ukraine-us-coal-us-locos/>.

<sup>827</sup> Todd Royal, « U.S. Natural Gas Is the New, Global, Soft-Power Weapon », 27 août 2019, en ligne, Internet, 6 sept. 2019. Available: <https://nationalinterest.org/feature/us-natural-gas-new-global-soft-power-weapon-76471>.

<sup>828</sup> Meghan L. O'Sullivan, *Windfall: How the New Energy Abundance Opens Global Politics and Strengthens America's Power* (New York ; London: Simon & Schuster, 2017) 129-130.

<sup>829</sup> Nye, *Soft Power* 9.



certains pays producteurs, de bénéficier de la baisse des prix de l'énergie grâce au nouvel exportateur américain et de multiplier leurs sources d'approvisionnement.

### 5.2.3. Dimension militaire de l'énergie dans la stratégie de Trump

La troisième idée qui caractériserait la politique énergétique de Donald Trump est l'intégration totale de la question énergétique en tant qu'enjeu de la sécurité nationale. Cette association entre la sécurité nationale et l'énergie ainsi que les enjeux qui en découlent sont une des priorités du gouvernement Trump. Le site internet actuel du département d'État américain souligne d'ailleurs l'imbrication de ces enjeux et l'intérêt que revêt la question énergétique dans la défense des intérêts américains tant sur le plan national qu'international.

*America's prosperity, which underwrites its national security, depends on maintaining a fair, open, and stable international economy that assures reliable access to affordable energy for the United States, its allies, and well-governed trading partners. Internationally, a lack of access to energy access can foster conditions for political instability, illegal migration, and the proliferation of extremist organizations. Noncompetitive behaviors—such as monopolies, sole suppliers, and cartels that use energy as a political and economic weapon—threaten global energy security<sup>830</sup>.*

Cependant sous l'administration Trump, l'énergie est bien plus qu'un enjeu crucial de la sécurité nationale. Puisque l'énergie devient un des symboles de la superpuissance américaine, la politique énergétique s'en trouve chargée d'une dimension nouvelle. Elle se doit d'être le reflet d'une nation puissante et conquérante. L'évolution de la posture américaine n'est pas étrangère à son récent changement de statut. En passant d'une nation dépendante aux importations d'hydrocarbures à un pays exportateur d'énergies, les États-Unis de Donald Trump se sont non seulement libérés de leur dépendance énergétique mais ils espèrent peut-être également incarner l'exceptionnalisme américain dans un monde où, il y a encore une dizaine d'années, les prévisions annonçaient une pénurie d'énergies avec le dépassement du pic pétrolier. En moins de quatre décennies, grâce aux innovations technologiques ils ont réussi à inverser la tendance et passer de la doctrine Carter qui les contraignait plus ou moins à jouer un rôle militaire stratégique dans certaines zones belligères pour sécuriser leurs approvisionnements au rôle de *swing producer*<sup>831</sup>.

---

<sup>830</sup> U.S. Department of State, « Energy » *United States Department of State*, s. d., en ligne, Internet, 18 oct. 2019. Available: <https://www.state.gov/policy-issues/energy/>.

<sup>831</sup> Voir lexique

Le président américain en poste a souligné à de nombreuses reprises l'importance de sa politique énergétique pour renforcer la position du pays dans l'ordre mondial. Lors de son discours à Williston en 2016, où il dévoilait son *America First Energy Plan*, le candidat Trump déclarait : « *Here is how we're going to do it and here's how this plan will make America wealthy again. American energy dominance will be declared a strategic economic and foreign policy goal of the United States*<sup>832</sup>. » Il convient de noter qu'en 2016 déjà, alors que les États-Unis n'étaient qu'aux prémices de leurs exportations d'énergies, l'aspect international était déjà présent dans leur politique énergétique. Trump annonçait à Williston son intention de faire de l'énergie non seulement un objectif de sa politique étrangère mais également une arme de lutte contre le terrorisme.

*We will become and stay totally independent of any need to import energy from the OPEC cartel or any nations hostile to our interest anybody, hostile to our interest, believe me we don't deal with them we'll handle them just fine just fine and by the way there are plenty of them out there that are hostile to our interests at the same time we'll work with our Gulf allies to develop a positive energy relationship as part of our anti-terrorism strategy. We 'll work with them because we have to knock out terrorism and by the way we have to knock the hell out of Isis we're going to knock the hell out of Isis*<sup>833</sup>.

Enjeu de sécurité nationale, arme de lutte contre le terrorisme, symbole de la puissance américaine, objet de diplomatie américaine, l'énergie a définitivement une place essentielle dans la politique internationale de la politique de l'administration Trump. Dans le décret présidentiel du 28 mars 2017 pour promouvoir la production nationale d'énergies, le président Trump liait la question énergétique et celle de la sécurité géopolitique du pays en ces termes : « *Moreover, the prudent development of these natural resources is essential to ensuring the Nation's geopolitical security*<sup>834</sup>. » Donald Trump n'a cessé d'encourager le développement de la production américaine car il s'agit d'une condition *sine qua none* pour devenir énergétiquement indépendant et renforcer la sécurité nationale. Si les questions économiques, de sécurité et d'emploi semblent être les priorités sur le plan de sa politique énergétique intérieure, son agenda énergétique international en revanche embrasse l'aspect géopolitique et les divers jeux de pouvoir autour de la question des ressources énergétiques. Il s'agit d'une idée qu'il a d'ailleurs développée dans son discours à Hackberry en Louisiane en mai 2019 :

*As we embrace the potential of our country's God-given abundance, we are also strengthening our national security. By reducing our dependence on foreign sources of energy, we have dramatically increased our power to confront our adversaries, support our friends, and fight for our interests.*

---

<sup>832</sup> « Speech: Donald Trump - Williston, ND ».

<sup>833</sup> Ibid.

<sup>834</sup> Trump, « Presidential Executive Order on Promoting Energy Independence and Economic Growth ».

*For example, American allies all around the world, like in Poland and Lithuania, are now using American natural gas to reduce their dependence on countries who use energy as a weapon of coercion.*

*In Venezuela and Iran, we're now holding dangerous regimes accountable by denying them oil revenue to fund their corruption, oppression, and terror*<sup>835</sup>.

La dominance énergétique américaine recherchée par Donald Trump vise non seulement à réaffirmer la puissance américaine, mais pourrait également supposer une posture belliqueuse, militaire ou patriote par le biais de la question énergétique. Entre promotion du *soft power* américain envers les pays partenaires et propos agressifs envers les états jugés hostiles, les termes utilisés par le président Trump dessinent un monde presque binaire sur la question des ressources énergétiques dans lequel les États-Unis se réinventent grâce aux technologies d'extraction du schiste, retrouvent leur grandeur passée, combattent le « *terrorisme* », soutiennent leurs « *alliés* », leurs « *amis* » et affrontent « *leurs adversaires* » ; des pays minés par la « *corruption* », la « *terreur* », et « *l'oppression* ». La description des régimes iranien et vénézuélien faite par le président Trump lors de son discours à Hackberry est un exemple. Il présente de toute évidence ces régimes comme étant en opposition aux valeurs de liberté et de démocratie défendues par les États-Unis.

Il convient de noter par ailleurs que l'analyse de la rhétorique de Donald Trump quant à l'énergie suggère qu'il souhaite ajouter une dimension presque nationaliste à cet enjeu. Il réussit à instrumentaliser la question énergétique en la transformant en enjeu patriotique. Certains éléments de discours du président à Hackberry en mai 2019 confirment cette idée à commencer par l'intitulé de son programme « *America First* », qu'il oppose au programme des figures politiques précédentes qu'il juge « *anti-énergie américaine* », « *anti-travailleur américain* » et « *anti-riche américaine* ». Il utilise également un vocabulaire militaire pour se référer à la question énergétique. Tout d'abord, il clamait lors de ce discours avoir mis fin à la « *guerre contre l'énergie américaine* », et à « *l'assaut économique sur les travailleurs américains* » mais introduisait également ses collaborateurs et soutiens politiques comme ses « *guerriers* ». Pour ce qui est des travailleurs américains dans le secteur énergétique, ils sont glorifiés. Les ouvriers, ingénieurs, mineurs et les autres travailleurs de l'industrie énergétique ont été présentés à de nombreuses reprises comme des « *patriotes* » « *qui*

---

<sup>835</sup> Donald J. Trump, « Remarks by President Trump on Promoting Energy Infrastructure and Economic Growth | Hackberry, LA » *The White House*, 14 mai 2019, en ligne, Internet, 26 juin 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-promoting-energy-infrastructure-economic-growth-hackberry-la/>.

*rendaient hommage au drapeau*<sup>836</sup> », « *les piliers du pays*<sup>837</sup> ». Il a en outre vanté leur « *loyauté*<sup>838</sup> » au pays.

Depuis le début du mandat présidentiel de Donald Trump de nombreuses mesures ont été prises pour mettre en place la « *dominance énergétique américaine*<sup>839</sup> ». Ces mesures concernent essentiellement trois points, l'augmentation de la production nationale en vue de la dominance énergétique et des exportations, le développement d'un réseau complet d'infrastructures pensé pour soutenir les besoins nationaux et les exportations, et le développement d'une posture militaire quant à la question énergétique qui suggérerait que la nouvelle position d'exportateurs des États-Unis leur donne une légitimité évidente pour peser dans l'ordre géopolitique mondial. Il conviendrait de s'intéresser à ce troisième point pour comprendre l'articulation de la politique énergétique de Trump qui oscille entre repli nationaliste et volonté d'ouverture.

---

<sup>836</sup> Trump, « Remarks by President Trump on Promoting Energy Infrastructure and Economic Growth | Hackberry, LA ».

<sup>837</sup> Donald J. Trump, « Remarks by President Trump on American Energy and Manufacturing » *The White House*, 13 août 2019, en ligne, Internet, 10 sept. 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-american-energy-manufacturing-monaco-pa/>.

<sup>838</sup> Trump, « Remarks by President Trump on American Energy and Manufacturing ».

<sup>839</sup> Trump, « Remarks by President Trump at the Unleashing American Energy Event ».



## 5.3. Nouvelle diplomatie américaine de l'énergie

### 5.3.1. Sortie des États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat

La nouvelle politique énergétique des États-Unis influence considérablement l'ordre mondial. Les diverses positions prises par l'administration Trump suggèrent une nouvelle forme de diplomatie américaine impliquant les énergies, où l'intérêt national américain est un facteur indiscutable, ce qui peut affecter les relations diplomatiques avec les autres pays. Afin de décrypter cette nouvelle diplomatie par la dominance énergétique, trois exemples peuvent être étudiés : l'Accord sur le climat de Paris de 2015 dans le cadre de la COP 21, la politique menée vis-à-vis de la Chine, et la question iranienne.

En décembre 2015, 195 pays approuvaient l'Accord de Paris dans le cadre de la COP 21. Parmi ces pays, se trouvaient les États-Unis, qui acceptaient au même titre que les autres signataires la mise en place d'un certain nombre de mesures contraignantes en faveur du climat à l'échelle mondiale. Défendu et signé par l'administration Obama, l'Accord de Paris, perçu comme ambitieux, apparaissait pour cette administration comme une victoire pour deux raisons. D'une part, il s'apparentait comme une victoire pour le climat mondial dans la mesure où de grandes nations polluées comme les États-Unis acceptaient de coopérer dans un contexte d'urgence climatique, gommant ainsi l'échec de Kyoto. Les États-Unis, si longtemps critiqués pour leur manque d'exemplarité et d'engagement en la matière, tenaient grâce à cet accord, une occasion de redorer leur image et gagner en influence morale. D'autre part, cet accord s'apparentait à un acquis crucial pour encourager les politiques environnementales internationales et fédérales amorcées par l'administration du 44<sup>ème</sup> président américain. Le succès de ces coopérations représentait un élément significatif de l'héritage politique du président Obama sur le climat.

Ratifié le 3 septembre 2016 par les États-Unis, cet accord s'est immédiatement vu menacé par ses détracteurs, surtout dans un contexte d'élections présidentielles en 2016. Promesse de campagne du candidat Trump, le 1er juin 2017, le président annonce officiellement le retrait des États-Unis de cet accord, jugé nocif pour les intérêts américains. « *As President, I have one obligation, and that obligation is to the American people. The Paris Accord would undermine our economy, hamstringing*

*our workers, weaken our sovereignty, impose unacceptable legal risks, and put us at a permanent disadvantage to the other countries of the world*<sup>840</sup>. »

Bien que le retrait américain ne pourra être effectif qu'à partir du 4 novembre 2020, cette décision marque la différenciation voire l'isolement des Américains sur les questions climatiques puisqu'ils sont les seuls à s'être soustraits de cet accord. Alors que des craintes avaient été prononcées vis-à-vis de la volonté de certains pays de suivre l'exemple américain, le retrait des Américains, n'a été suivi d'aucun autre pays, signalant ainsi peut-être une forme de désaveu quant au manque d'exemplarité et de responsabilité du 2<sup>ème</sup> plus grand pollueur mondial, voire une perte d'influence. Revendiquant la volonté et le devoir de défendre les intérêts américains, les travailleurs américains, et la santé économique du pays, le candidat puis président Trump a fait du retrait de l'Accord de Paris, une promesse de campagne puis un symbole de sa présidence. Cette décision paraissait presque évidente par soucis de cohérence avec la politique énergétique américaine déployée. La résurgence des énergies fossiles produites par les États-Unis pour alimenter les nations émergentes et ses propres besoins semblait difficilement être une dynamique conciliable avec les objectifs de réduction des émissions définies à la COP 21.

Pour justifier le retrait de cet accord international, plusieurs raisons ont été évoquées par la Maison Blanche<sup>841</sup>. L'impact particulièrement négatif de cet accord sur des industries relatives aux énergies est une des raisons principales évoquées par la Maison Blanche. L'impact financier annoncé par le *National Economic Research Associates* de 3 trillions de dollars d'ici 2040 est également une des raisons évoquées. De plus, l'impact sur les emplois, soit une prévision de 6,5 millions d'emplois en moins dans le secteur industriel d'ici 2040 est une autre raison. L'impact économique n'est pas la seule justification donnée. La Maison Blanche indique que les Américains font déjà preuve d'exemplarité environnementale puisque leurs émissions baissent. L'EIA rapporte une baisse des émissions de dioxyde de carbone de 14% sur la période 2005-2016 par rapport aux chiffres de 2005<sup>842</sup>. Cette information est par ailleurs à relativiser puisque les émissions américaines ont connu une croissance de CO<sub>2</sub> de 3,1% en 2018, après une longue période de décroissance, selon l'IEA<sup>843</sup>. L'Accord de Paris est décrit par l'administration en place comme injuste puisqu'il est demandé aux

---

<sup>840</sup> Trump, « Statement by President Trump on the Paris Climate Accord ».

<sup>841</sup> The White House, « President Trump Puts American Jobs First » *The White House*, 1 juin 2017, en ligne, Internet, 16 sept. 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/president-trump-puts-american-jobs-first/>.

<sup>842</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. Energy-Related CO<sub>2</sub> Emissions Fell 1.7% in 2016 », 10 avr. 2017, en ligne, Internet, 28 sept. 2020. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=30712>.

<sup>843</sup> International Energy Agency, « Emissions », mars 2019, en ligne, Internet, 16 sept. 2019. Available: <https://www.iea.org/geco/emissions/>.

Américains de réduire leurs émissions, alors que les Chinois peuvent continuer à voir leurs émissions augmenter pendant plus d'une décennie. L'administration Trump démontre visiblement une volonté de vouloir bénéficier des mêmes conditions que les nations émergentes afin de ne pas voir son économie lésée par un accord climatique. Cet aspect est particulièrement présent dans la décision de sortir de l'accord car l'administration Trump soutient l'importance d'avoir des politiques américaines adaptées pour affronter économiquement des nations comme la Chine.

La politique menée par l'administration en place quant à l'Accord de Paris manifeste une volonté farouche de protéger l'économie américaine nouvellement redynamisée par ses exportations d'énergies. Si la politique climatique américaine apparaît aux yeux de nombreux pays aujourd'hui comme immorale, il convient de comprendre que la nouvelle administration veut faire primer l'intérêt économique national avant l'intérêt climatique global à tout prix.

Néanmoins, il convient également de noter que cette décision partage également les Américains, le Congrès et même l'administration Trump. Alors que le secrétaire d'État, Rex Tillerson ou sa fille Ivanka Trump privilégiaient un maintien dans l'accord, l'administrateur de l'EPA, Scott Pruitt ou le conseiller du président Steve Bannon ont défendu un retrait. De même, alors que 22 élus républicains<sup>844</sup>, membres du Congrès, bénéficiant de financements issus des compagnies d'exploitations d'énergies, et dont les États ont des économies alimentées par cette industrie ont écrit à Donald Trump en faveur d'un retrait<sup>845</sup>, 40 membres du Congrès signifiaient à Trump l'importance d'un maintien américain dans cette accord pour la crédibilité des États-Unis<sup>846</sup>. Lors de son discours annonçant le retrait de l'Accord de Paris sur le climat Trump déclarait : « *I was elected to represent the citizens of Pittsburgh, not Paris. (Applause) I promised I would exit or renegotiate any deal which fails to serve America's interests*<sup>847</sup>. » Le même jour, Bill Peduto, maire de Pittsburgh répondait au président américain sur Twitter : « *As the Mayor of Pittsburgh, I can assure you that we will follow the guidelines of the Paris Agreement for our people, our economy & future*<sup>848</sup>. » Cette résistance de

---

<sup>844</sup> James Inhofe (Oklahoma), John Barrasso (Wyoming), Mitch McConnell (Kentucky), John Cornyn (Texas), Roy Blunt (Missouri), Roger Wicker (Mississippi), Michael Enzi (Wyoming), Mike Crapo (Idaho), Jim Risch (Idaho), Thad Cochran (Mississippi), Mike Rounds (Dakota du Sud), Rand Paul (Kentucky), John Boozman (Arkansas), Richard Shelby (Alabama), Luther Strange (Alabama), Orrin Hatch (Utah), Mike Lee (Utah), Ted Cruz (Texas), David Perdue (Georgie), Thom Tillis (North Caroline du Nord), Tim Scott (Caroline du Sud), Pat Roberts (Kansas).

<sup>845</sup> The United States Senate, « Senators' Letter to President Trump Calling for Withdrawal from Paris Climate Agreement », 25 mai 2017, en ligne, Internet, 28 sept. 2020. Available: [https://www.epw.senate.gov/public/\\_cache/files/fe7835f9-4774-43ee-98aa-e4c9bd2802dd/05.25.17-paris-letter-to-trump.pdf](https://www.epw.senate.gov/public/_cache/files/fe7835f9-4774-43ee-98aa-e4c9bd2802dd/05.25.17-paris-letter-to-trump.pdf).

<sup>846</sup> The Associated Press, « Paris Agreement: Trump Resisting Pressure From Ivanka, Pope » *Fortune*, 31 mai 2017, en ligne, Internet, 16 sept. 2019. Available: <https://fortune.com/2017/05/31/paris-agreement-donald-trump/>.

<sup>847</sup> Trump, « Statement by President Trump on the Paris Climate Accord ».

<sup>848</sup> Bill Peduto, « As the Mayor of Pittsburgh, I Can Assure You That We Will Follow the Guidelines of the Paris Agreement for Our People, Our Economy & Future. », Tweet @billpeduto, 1 juin 2017, en ligne, Internet, 16 sept. 2019. Available:



l'opinion publique américaine était prévisible alors que des dizaines de milliers de personnes avaient déjà manifesté à Washington D.C, le 29 avril lors de la marche pour le climat<sup>849</sup> où que de nombreuses organisations, entreprises, localités se sont engagées à rester engagée vis-à-vis de cet accord.

Figure 12 : Manifestation à Washington D.C. d'Américains opposés à la sortie des États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat en 2017.



Source : Mark Dixon, D.C. Climate March, 29 avril 2017.

Actuellement 18 États, soit 43% de la population américaine se sont engagés à respecter les normes établies par l'Accord de Paris sur le climat<sup>850</sup>. Les diverses actions du gouvernement américain menées à l'encontre de l'environnement depuis le début de la présidence de Trump sont de nature à encourager les divisions déjà profondes qui traversent l'opinion publique à ce sujet<sup>851</sup> et les États-

[https://twitter.com/billpeduto/status/870370288344674304?ref\\_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwtm%5E870370288344674304&ref\\_url=https%3A%2F%2Fwww.theguardian.com%2Fus-news%2F2017%2Fjun%2F01%2Fpittsburgh-fires-back-trump-paris-agreement](https://twitter.com/billpeduto/status/870370288344674304?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwtm%5E870370288344674304&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.theguardian.com%2Fus-news%2F2017%2Fjun%2F01%2Fpittsburgh-fires-back-trump-paris-agreement).

<sup>849</sup> Yona Helaoua, « Marche pour le climat à Washington: 100 jours de résistance face à Donald Trump », 30 avr. 2017, en ligne, Internet, 16 sept. 2019. Available: <https://www.france24.com/fr/20170430-etats-unis-marche-climat-washington-100-jours-resistance-donald-trump>.

<sup>850</sup> Maya Kandel, « Révolution énergétique, mépris environnemental, déni climatique » *États-Unis: Cavalier seul*. 98, Questions internationales (2019).

<sup>851</sup> Sabine Jansen, « Du Leadership à une hégémonie décomplexée » *États-Unis: Cavalier seul*. 98, Questions internationales (2019): 9.

Unis se transforment progressivement en « *États désunis*<sup>852</sup> » sur la question climatique compte tenu de la polarisation autour de cette question.

Finalement, si la position des États-Unis de se retirer de l'Accord de Paris reste négociable, elle représente une illustration majeure de « *Republican reversal*<sup>853</sup> » qui trouve ses racines non seulement dans les enjeux économiques associés à la question énergétique mais aussi dans l'idéologie climato-sceptique qui nie le changement climatique, deux idées que l'on retrouve combinées dans un *tweet* du 6 novembre 2012 de Donald Trump. « *The concept of global warming was created by and for the Chinese in order to make U.S. manufacturing non-competitive*<sup>854</sup>. » La position isolée des États-Unis sur l'Accord pour le climat de Paris et sa volonté de protéger les intérêts nationaux avant les intérêts globaux témoignent d'un certain retrait diplomatique des États-Unis sur les questions climatiques. Cette stratégie pourrait conduire à l'isolement des Américains qui semblent aller à contrecourant de la tendance mondiale.

### 5.3.2. Guerre commerciale sino-américaine et la question de l'énergie

Le deuxième exemple illustrant la nouvelle politique diplomatique de l'administration en lien avec la politique énergétique américaine concerne l'évolution des relations avec la Chine. Alors que sous la présidence d'Obama de nombreux progrès avaient été réalisés en vue d'un partenariat responsable entre les deux plus grandes puissances économiques mondiales et deux plus grands pollueurs mondiaux, ces relations se sont considérablement dégradées depuis l'arrivée au pouvoir de Trump. Oscillant entre coopération et rivalité, les relations sino-américaines se révèlent aujourd'hui d'une véritable complexité. Elles se sont véritablement dégradées dès 2018 par le début d'une guerre commerciale initiée par Washington contre Pékin. Déjà en décembre 2017, lors de la publication de la « *stratégie de sécurité nationale*<sup>855</sup> » de l'administration Trump, Washington manifestait son mécontentement vis-à-vis des politiques menées par la Chine et laissait supposer une hausse des tensions entre les deux pays. « *Although the United States seeks to continue to cooperate with China, China is using economic inducements and penalties, influence operations, and implied military*

---

<sup>852</sup> Jansen, « Du Leadership à une hégémonie décomplexée ».

<sup>853</sup> Turner et Isenberg, *The Republican Reversal*.

<sup>854</sup> Donald J. Trump, « The Concept of Global Warming Was Created by and for the Chinese in Order to Make U.S. Manufacturing Non-Competitive. » *Twitter*, 6 nov. 2012, en ligne, Internet, 28 sept. 2020. Available: <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/265895292191248385>, <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/265895292191248385>.

<sup>855</sup> Donald J. Trump, « National Security Strategy of the United States of America », déc. 2017, en ligne, Internet, 16 août 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2017/12/NSS-Final-12-18-2017-0905-2.pdf>.

*threats to persuade other states to heed its political and security agenda*<sup>856</sup>. » Au motif de pratiques commerciales déloyales, de défense des intérêts américains, et sur la base des recommandations de la commission américaine du commerce international, dès 2018, Washington établissait une nouvelle politique commerciale protectionniste, impactant particulièrement Pékin. En janvier 2018, les États-Unis mettaient en place une augmentation des tarifs douaniers pour les importations aux États-Unis sur les panneaux solaires ainsi que sur l'acier et l'aluminium, des matériaux utilisés dans la construction d'infrastructures énergétiques, dès le printemps 2018. Il s'agit d'une sanction particulièrement agressive puisque les Chinois sont les plus grands producteurs d'énergies solaires au monde. En réponse à l'imposition d'une nouvelle salve d'augmentations de droits de douanes, la Chine annonce, en septembre 2018, l'augmentation des droits de douane sur le gaz naturel liquéfié américain de 10%. En mai 2019, alors que la guerre commerciale entre les deux géants s'intensifie, la Chine annonce des droits de douane sur le GNL américain de 25%. Sylvie Cornot-Gandolphe et Jean-François Boittin, chercheurs associés au Centre Énergie & Climat de l'Institut français des relations internationales (IFRI) démontraient que cette guerre commerciale impactait de manière non négligeable le secteur énergétique américain<sup>857</sup>. Non seulement les tensions sino-américaines représentaient un risque pour la croissance de l'économie mondiale, mais selon ces chercheurs, elles pourraient impacter le marché de l'énergie, relativement épargné avant l'été 2018, de quatre manières différentes. Une baisse de la croissance de la demande mondiale en pétrole et énergie ainsi qu'une baisse des prix à moyen terme pourraient être à prévoir selon leur analyse. Une baisse de la demande chinoise pour le pétrole américain ainsi qu'une baisse des exportations américaines de GNL à destination de la Chine pourraient être des conséquences négatives à envisager pour les deux pays alors que la demande chinoise de gaz naturel est en pleine expansion, tout comme les exportations américaines. À court terme,<sup>858</sup> cette situation pourrait bénéficier au Qatar ou à l'Australie des partenaires traditionnels de Pékin pour le GNL mais surtout à la Russie. La guerre commerciale sino-américaine expose également les États-Unis à des conséquences indirectes relativement néfastes pour son économie. L'augmentation des taxes sur l'acier représente une menace pour la modernisation des infrastructures énergétiques américaines. Devant se moderniser rapidement pour répondre à l'augmentation de la production nationale ainsi qu'à l'accroissement de l'exportation, les taxes et restrictions sur l'acier imposées par le gouvernement américain pourraient entraver ou retarder le

---

<sup>856</sup> Trump, « National Security Strategy of the United States of America ».

<sup>857</sup> Sylvie Cornot-Gandolphe et Jean-François Boittin, « The Trump-Led Trade War with China: Energy Dominance Self-Destructed? » (2018): 44.

<sup>858</sup> Reuters Staff, « Factbox: How China Tariffs on U.S. Commodities, Energy Stand After "Phase One" Trade Deal » *Reuters*, 16 déc. 2019, en ligne, Internet, 28 sept. 2020. Available: <https://www.reuters.com/article/us-usa-trade-china-commoditiestariffs-fa-idUSKBN1YK0F1>.

développement d'infrastructures comme les pipelines. Ils constituent des outils essentiels dans la politique énergétique américaine, mais leur construction nécessite des matériaux spécifiques qui ne sont parfois pas produits sur le territoire américain ou bien en quantité insuffisante. Le dernier impact décrit pour le secteur énergétique américain concerne le ralentissement du déploiement des énergies renouvelables, un secteur en pleine expansion, suite aux mesures prises pour les panneaux solaires. Le *National Solar Job Census* de 2018 mené par *The Solar Foundation* estime que les taxes mises en place en 2018 ont conduit à la perte de 8 000 emplois dans le secteur<sup>859</sup>, un résultat contraire à celui escompté par l'administration au pouvoir.

Par ailleurs, suite à l'annonce des taxes contre la Chine, dès juin 2018 de nombreux projets avaient été mis en veille ou annulés dont les investissements chiffrèrent à 2,5 milliards de dollars. En parallèle, les mesures de représailles chinoises prises à l'encontre du charbon américain peuvent être perçues comme une « *opportunité manquée*<sup>860</sup> » pour le secteur du charbon américain qui avait pu s'appuyer sur ses exportations pour enrayer un déclin de la consommation nationale en 2017. Alors même que l'administration Trump s'efforce de revitaliser l'industrie du charbon, déclinante suite à la montée en puissance des énergies renouvelables et du gaz naturel, la baisse des exportations serait un facteur aggravant pour cette industrie. Ainsi face aux conséquences potentielles de cette guerre commerciale, Sylvie Cornot-Gandolphe et Jean-François Boittin défendent l'idée que la politique commerciale de l'exécutif américain est contradictoire, compte tenu de ses ambitions de domination énergétique mondiale, et que les conséquences pour le secteur énergétique américain pourraient être nombreuses.

Perçues sous un angle plus large, les relations sino-américaines doivent désormais être analysées sous l'angle d'une rivalité entre les deux pays. Les États-Unis de Trump restent soucieux de garder une posture impériale pour ne pas se voir supplanter par la Chine. La « *compétition systémique avec la Chine*<sup>861</sup> » est devenue la marque d'un nouveau paradigme de la « *doctrine Trump* » selon Maya Kandel, chercheuse associée au *Center for Research on the English-Speaking World* à l'Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3. Au-delà de la question énergétique, la chercheuse souligne la difficulté pour les alliés des Américains à se situer par rapport à eux ou à leur faire confiance étant donné la politique étrangère « *ambivalente* » ou « *schizophrène* » menée par Washington qui revient sur de nombreux accords internationaux décidés précédemment<sup>862</sup>. La politique étrangère décousue, unilatérale et protectionniste de Trump pourrait sur le long terme fragiliser de manière significative

---

<sup>859</sup> SEIA Comms Team, « Tariffs Take a Bite Out of American Solar Jobs » *SEIA*, 12 févr. 2019, en ligne, Internet, 3 oct. 2019. Available: /blog/tariffs-take-bite-out-american-solar-jobs.

<sup>860</sup> Cornot-Gandolphe et Boittin, « The Trump-Led Trade War with China: Energy Dominance Self-Destructed? »

<sup>861</sup> Maya Kandel, « La Politique étrangère de l'administration Trump: un nouveau modèle » *États-Unis: Cavalier seul*, 98, Questions internationales (2019).

<sup>862</sup> Kandel, « La Politique Étrangère de l'Administration Trump: Un Nouveau Modèle ».

les velléités de superpuissance énergétique des Américains jusqu'à « *l'auto-destruction* » comme le sous-entendent Cornot-Gandolphe et Boittin, puisque, comme ils le rappellent, le commerce d'énergies repose sur un facteur essentiel, que l'administration Trump est en incapacité de fournir actuellement, « *la confiance* <sup>863</sup> ».

### 5.3.3. Accord de Vienne sur le nucléaire iranien

Le troisième exemple illustrant l'imbrication des politiques diplomatiques et énergétiques sous l'administration Trump concerne le cas de l'Iran. En juillet 2015, l'Union Européenne, les cinq membres permanents de l'ONU (Russie, Chine, France, Royaume-Uni, États-Unis), l'Iran et l'Allemagne signaient l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien (JPCOA)<sup>864</sup> qui prévoyait la levée des sanctions internationales contre l'Iran si le pays s'engageait à brider son programme nucléaire pour que l'activité nucléaire ne soit que civile. En mai 2018, conformément à ses promesses de campagne, Donald Trump annonçait le retrait des États-Unis de cet accord qu'il jugeait déjà « *terrible* <sup>865</sup> » à sa signature.

*In 2015, the previous administration joined with other nations in a deal regarding Iran's nuclear program. This agreement was known as the Joint Comprehensive Plan of Action, or JCPOA.*

*The Iran deal is defective at its core. If we do nothing, we know exactly what will happen. In just a short period of time, the world's leading state sponsor of terror will be on the cusp of acquiring the world's most dangerous weapons.*

*Therefore, I am announcing today that the United States will withdraw from the Iran nuclear deal*<sup>866</sup>.

En termes de politique internationale des États-Unis, le retrait de l'Accord de Vienne sous Donald Trump n'est pas une surprise. En octobre 2017, Donald Trump envisageait le départ des Américains de cet accord s'il n'était pas renégocié. En mai 2018, face au statut quo, il justifie le retrait de cet accord qui n'aurait « *jamais dû avoir lieu* » parce qu'il est « *mal négocié* » « *horrible* », « *à sens*

---

<sup>863</sup> Cornot-Gandolphe et Boittin, « The Trump-Led Trade War with China: Energy Dominance Self-Destructed? »

<sup>864</sup> *Joint Comprehensive Plan of Action.*

<sup>865</sup> Donald J. Trump, « A Terrible Deal with Iran! », Tweet @realdonaldtrump, 2 sept. 2015, en ligne, Internet, 7 oct. 2019. Available: <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/639140140389167105?lang=fr>.

<sup>866</sup> Donald J. Trump, « Remarks by President Trump on the Joint Comprehensive Plan of Action » *The White House*, 8 mai 2018, en ligne, Internet, 4 oct. 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-joint-comprehensive-plan-action/>.

*unique* » et un facteur de déstabilisation au Moyen Orient<sup>867</sup>. Paul Coyer, docteur en relations internationales et professeur associé à l'École Militaire de Saint-Cyr, soutient l'idée qu'en dépit des réactions de la communauté internationale sur ce dossier, la politique de Trump rétablit en réalité la politique américaine menée depuis des décennies concernant l'Iran, visant à protéger les intérêts américains et européens, l'empêcher d'obtenir l'arme nucléaire, l'empêcher de renforcer son rôle déstabilisateur au Moyen-Orient et de soutien au terrorisme international.

*Depuis la Révolution islamique, l'Iran est le principal commanditaire du terrorisme dans le monde et, bien que l'instabilité et diverses formes de malignité sévissent depuis longtemps au Moyen-Orient, l'Iran a clairement été l'un des principaux contributeurs à la dynamique négative dans la région au cours des quarante dernières années. En outre, il faut reconnaître que l'initiative de l'administration Obama qui a conduit à la signature du JCPOA a été une rupture brutale par rapport à plusieurs décennies de politique américaine bipartite cohérente en matière de non-prolifération ; une politique à laquelle l'administration Trump est revenue<sup>868</sup>.*

Le retrait américain du JCPOA s'accompagne de la décision unilatérale de remettre en place les sanctions contre l'Iran ainsi que d'une liste de 12 exigences<sup>869</sup> énoncées par le Secrétaire d'État, Mike Pompeo, qui permettraient de trouver un nouvel accord avec Téhéran. L'embargo sur les produits pétroliers, aéronautiques et miniers tout comme l'interdiction d'utiliser le dollar américain lors de transactions commerciales sont parmi les premières sanctions rétablies contre l'Iran. De plus, la majeure partie des entreprises étrangères ou banques non américaines implantées en Iran ainsi que les investissements réalisés dans le pays se voient obligés de se retirer rapidement, tout comme les entités américaines, de peur des sanctions encourues face à l'exterritorialité des lois américaines. Le rétablissement des sanctions américaines s'opère de manière progressive mais ferme de manière à asphyxier l'économie iranienne, largement dépendante de ses exportations d'hydrocarbures. En novembre 2018, Washington annonce une dérogation de six mois autorisant 8 pays (Chine, Inde, Turquie, Japon, Corée du Sud, Taïwan, Italie et Grèce) à continuer à acheter du pétrole à Téhéran du fait de leur grande dépendance. Passé ces six mois, en mai 2019, Washington met fin à cette exemption et annonce le durcissement d'une politique de zéro exportation avec un embargo sur le secteur métallurgique iranien (cuivre, aluminium, acier) visant à toucher les trois plus grandes activités d'exportation iranienne : la pétrochimie, le pétrole et les métaux<sup>870</sup>. De son côté, Téhéran annonce la

---

<sup>867</sup> Trump, « Remarks by President Trump on the Joint Comprehensive Plan of Action ».

<sup>868</sup> Paul Coyer, « Iran: comprendre la politique de Trump » *Conflicts*, août 2019, en ligne, Internet, 10 oct. 2019. Available: <https://www.revueconflicts.com/paul-coyer-iran-accord-trump-historian/>.

<sup>869</sup> Mike Pompeo, « After the Deal: A New Iran Strategy », Heritage Events, 21 mai 2018, en ligne, Internet, 8 oct. 2019. Available: <https://www.heritage.org/defense/event/after-the-deal-new-iran-strategy>.

<sup>870</sup> Donald J. Trump, « Statement from President Donald J. Trump Regarding Imposing Sanctions with Respect to the Iron, Steel, Aluminum, and Copper Sectors of Iran » *The White House*, 8 mai 2019, en ligne, Internet, 8 oct. 2019.

fin de son engagement vis-à-vis de l'Accord de Vienne, une situation qui engendre l'escalade des tensions entre les deux pays, malgré les tentatives d'apaisement des dirigeants de l'Union Européenne.

Si le gouvernement américain place la décision de se retirer de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien sous le signe de la sécurité nationale et internationale, les conséquences du retrait américain du JCPOA sont multiples, notamment en ce qui concerne les questions énergétiques. D'un point de vue global, cette situation particulièrement tendue a occasionné l'émergence de deux camps. D'un côté, l'Iran est soutenu par la Russie et la Chine qui continue d'importer le pétrole iranien. L'Iran a également reçu l'aide de la France, de la Grande Bretagne et de l'Allemagne, qui ont œuvré pour mettre en place Instex<sup>871</sup>, un système permettant de contourner les sanctions américaines liées au commerce dans le pays par le dollar<sup>872</sup>. De l'autre côté se trouve le camp des États-Unis, soutenus par leurs traditionnels alliés israéliens et saoudiens. La situation entre les deux pays n'a cessé de se détériorer depuis mai 2018. Alors que le président iranien, Hassan Rouhani, avertissait en juillet 2018 les États-Unis que la guerre contre l'Iran serait « *mother of all wars*<sup>873</sup> », Trump répondait à cette menace via un *tweet* belliqueux: « *To Iranian President Rouhani: NEVER, EVER THREATEN THE UNITED STATES AGAIN OR YOU WILL SUFFER CONSEQUENCES THE LIKES OF WHICH FEW THROUGHOUT HISTORY HAVE EVER SUFFERED BEFORE. WE ARE NO LONGER A COUNTRY THAT WILL STAND FOR YOUR DEMENTED WORDS OF VIOLENCE & DEATH. BE CAUTIOUS!*<sup>874</sup>. »

À ces échanges houleux sont venus s'ajouter une série d'incidents s'étalant de mai à septembre 2019 qui sont venus fragiliser les relations entre les deux pays et accroître les tensions dans cette zone très belligère. Le 12 mai 2019 quatre navires, 2 saoudiens, 1 émirati et 1 saoudien à destination des États-Unis navigant dans le Golfe d'Oman ont été touchés. Le 13 juin 2019, 2<sup>ème</sup> incident, deux pétroliers norvégiens et un pétrolier japonais navigant dans le détroit d'Ormuz sont attaqués. Le 20

---

Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/statement-president-donald-j-trump-regarding-imposing-sanctions-respect-iron-steel-aluminum-copper-sectors-iran/>.

<sup>871</sup> INSTEX est l'acronyme en anglais pour *Instrument in Support of Trade Exchanges*. Il s'agit d'un mécanisme créé janvier 2019 par la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni pour que les entreprises occidentales puissent continuer à réaliser des échanges commerciaux (hors pétrole) sans utiliser le dollar américain avec l'Iran et sans s'exposer aux sanctions imposées par les États-Unis suite à leur sortie de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien.

<sup>872</sup> Forbes, « Instex: ou comment l'Europe contourne les sanctions contre l'Iran » *Forbes France*, 2 juill. 2019, en ligne, Internet, 9 oct. 2019. Available: <https://www.forbes.fr/politique/instex-ou-comment-leurope-contourne-les-sanctions-contre-iran/>.

<sup>873</sup> Eric Levenson et Sara Mazlounsaki, « Iran's Rouhani Warns Us That "War with Iran Is the Mother of All Wars" » *CNN*, 23 juill. 2019, en ligne, Internet, 8 oct. 2019. Available: <https://www.cnn.com/2018/07/22/world/iran-rouhani-mother-wars/index.html>.

<sup>874</sup> Donald J. Trump, Tweet @realdonaldtrump, 22 juill. 2018, en ligne, Internet, 7 oct. 2019. Available: <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/1021234525626609666>.

juin, les Iraniens détruisent un drone américain, amenant le président américain à envisager une attaque militaire. « [...] *On Monday they shot down an unmanned drone flying in International Waters. We were cocked & loaded to retaliate last night on 3 different sights when I asked, how many will die. 150 people, sir, was the answer from a General. 10 minutes before the strike I stopped it*<sup>875</sup>, [...] ». Début juillet, un pétrolier iranien, le *Grace 1*, soupçonné de transporter du pétrole vers la Syrie est arraisonné à Gibraltar. Deux semaines plus tard, les Iraniens arraisonnent à leur tour un pétrolier britannique, le *Stena Impero*, près du détroit d'Ormuz, au motif qu'il aurait percuté un bateau de pêche. En septembre 2019, 2 installations de la compagnie pétrolière saoudienne sont attaquées par drone en Arabie Saoudite. Si les attaques de drone sont revendiquées par les rebelles Yéménites, les États-Unis s'empresent de tenir l'Iran pour responsable à l'image d'un *tweet* de Mike Pompeo, le secrétaire d'État américain. « *Tehran is behind nearly 100 attacks on Saudi Arabia while Rouhani and Zarif pretend to engage in diplomacy. Amid all the calls for de-escalation, Iran has now launched an unprecedented attack on the world's energy supply. There is no evidence the attacks came from Yemen*<sup>876</sup>. » Il convient de noter qu'en dépit de l'escalade des tensions entre les deux pays une guerre semble cependant peu probable dans la mesure où les Américains ne souhaitent pas entreprendre une action militaire en Iran<sup>877</sup> mais aussi parce que le statut d'exportateurs d'hydrocarbures des États-Unis lui permet de se désintéresser plus facilement des tensions dans cette région comme le faisait remarquer le président américain : « *China gets 91% of its Oil from the Strait, Japan 62%, & many other countries likewise. So why are we protecting the shipping lanes for other countries (many years) for zero compensation. All of these countries should be protecting their own ships on what has always been...*<sup>878</sup> ».

Les conséquences du rétablissement des sanctions contre l'Iran et du maintien des tensions dans la zone sont à valoir tant pour le pays que pour le reste du monde. L'Iran qui avait vu sa croissance économique augmenter de 12,3 % en 2016 selon la Banque Centrale d'Iran<sup>879</sup> suite à la fin des sanctions connaît de nouveau la récession depuis 2018. Les exportations iraniennes de pétrole sont passées de 3,8 millions de barils par jour au début de 2018 à 1,1 million de barils par jour en mars

<sup>875</sup> Donald J. Trump, Tweet @realDonaldTrump, 21 juin 2019, en ligne, Internet, 10 oct. 2019. Available: <https://twitter.com/realDonaldTrump/status/1142055388965212161>.

<sup>876</sup> Secretary Pompeo, Tweet @SecPompeo, 14 sept. 2019, en ligne, Internet, 4 oct. 2019. Available: <https://twitter.com/SecPompeo/status/1172963090746548225>.

<sup>877</sup> Coyer, « Iran ».

<sup>878</sup> Donald J. Trump, « China Gets 91% of Its Oil from the Strait, Japan 62%, & Many Other Countries Likewise. so Why Are We Protecting the Shipping Lanes for Other Countries (many Years) for Zero Compensation. All of These Countries Should Be Protecting Their Own Ships on What Has Always Been... », Tweet @realDonaldTrump, 24 juin 2019, en ligne, Internet, 27 sept. 2019. Available: <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/1143128642878410752>.

<sup>879</sup> BBC News, « How Renewed Us Sanctions Have Hit Iran Hard » *BBC News*, 2 mai 2019, sect. Middle East, en ligne, Internet, 10 oct. 2019. Available: <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-48119109>.



2019. Alors que Taiwan, la Grèce et l'Italie avaient cessé leurs importations, l'Inde les a réduites de 47% et la Chine de 39% sur cette période soit une perte de plusieurs milliards de dollars de revenus pour l'Iran<sup>880</sup>. À l'échelle internationale, la conséquence directe de ces affrontements se traduit par les variations des prix du pétrole. À l'annonce de la fin de l'exemption accordée aux 8 pays qui achetaient du pétrole iranien en mai 2019, les cours du pétrole Brent ont augmenté de 3,3%<sup>881</sup>. Les attaques sur les installations pétrolières saoudiennes en septembre 2019 ont conduit à une augmentation de 20% des cours soit un baril de Brent à 71 dollars.

Depuis le retrait des Américains de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, chaque incident, chaque tension, chaque attaque dans le détroit d'Ormuz a conduit à une augmentation des prix du baril de pétrole. La stabilité de la zone qui avait été une priorité pendant des années, notamment pour les Américains autrefois dépendants, assurait une stabilité des prix ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Ces tensions ne vont probablement pas s'arrêter dans un avenir proche puisque l'Iran déclarait vouloir fermer le détroit d'Ormuz il y a quelques mois de cela s'il ne peut plus l'utiliser pour ses exportations. Hormis la variation des prix, la déstabilisation politique de la région profite de manière directe aux États-Unis. Comptant aujourd'hui parmi les plus grands producteurs mondiaux de pétrole et compte tenu de l'embargo américain sur l'achat de produits pétroliers iraniens, les ventes de pétrole américain ont augmenté de manière considérable. Les tensions dans le détroit d'Ormuz invitent les traditionnels partenaires de l'Iran, voire du Golfe, à chercher de nouvelles sources d'approvisionnement afin de sécuriser leur accès à l'or noir. Selon l'EIA<sup>882</sup> les exportations américaines de pétrole ont cru de 966 000 de barils par jour au cours du premier semestre 2019 par rapport à 2018, soit une exportation moyenne de 2,9 millions de barils par jour, avec un pic à 3,2 millions de barils par jour en juin, un mois record marqué par des incidents dans le détroit d'Ormuz comme la destruction du drone américain et la menace de représailles de Donald Trump. Par rapport à 2018, les exportations américaines à destination de l'Asie et l'Océanie ont augmenté de 58% selon l'EIA, avec une exception la Chine qui a réduit ses importations de pétrole américain de 64% par rapport à 2018. La Corée du nord a augmenté ses importations américaines de 246% par rapport au premier trimestre de

---

<sup>880</sup> « How Renewed Us Sanctions Have Hit Iran Hard » *BBC News*.

<sup>881</sup> BBC News, « Is It About to Get More Expensive to Fill My Car? » *BBC News*, 24 avr. 2019, sect. Middle East, en ligne, Internet, 10 oct. 2019. Available: <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-48022130>.

<sup>882</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. Crude Oil Exports Continued to Grow in the First Half of 2019 - Today in Energy », 3 oct. 2019, en ligne, Internet, 10 oct. 2019. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=41553>.

2018, l'Inde de 114%, les Pays-Bas de 192%, le Royaume-Uni de 53% , Taiwan de 133% , la Thaïlande de 266% et Singapour de 125%<sup>883</sup>.

Las de jouer les gendarmes du monde, les États-Unis de Donald Trump ne semblent plus vouloir être les garants de l'ordre mondial qu'ils ont participé à établir après la Seconde Guerre mondiale. À l'heure actuelle, leur position sur les trois dossiers mentionnés, l'Accord de Paris sur le climat, la guerre commerciale avec la Chine et l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien donne plutôt l'impression d'un pays engendrant le désordre plutôt que l'ordre par ses décisions unilatérales faisant fi de la majorité des négociations multilatérales antérieures tant que leur idéal de l'intérêt américain est préservé. Maya Kandel a décrit quatre grandes tendances dans la politique étrangère menée par Donald Trump au vu de ses deux premières années de présidence<sup>884</sup>. La première grande tendance concerne une continuité forte en accord avec l'administration précédente dans les engagements militaires américains à l'étranger. La deuxième tendance, concerne la destruction de l'héritage et des acquis de la politique étrangère d'Obama (Accord de Paris, Accord de Vienne...). La troisième tendance qui marque une véritable rupture avec l'administration précédente se rapporte à l'imbrication des préoccupations de la politique intérieure dans la politique étrangère, prédominance du nationalisme sur le globalisme (taxes à l'importation, sanctions économiques, rejet des institutions internationales...). La quatrième tendance concerne bien la naissance d'un nouveau paradigme vis-à-vis de la Chine. Rival et compétiteur, le seul pays à la hauteur des États-Unis qu'il convient de neutraliser pour garder la suprématie sans pour autant porter le poids de l'impérialisme en multipliant les interventions américaines à l'étranger.

Dans les grandes lignes, la politique étrangère menée par les États-Unis sur de nombreux dossiers inclut quasi automatiquement la question énergétique, qui est devenue un véritable fleuron de l'économie américaine. Plus que jamais, la situation actuelle fragilisant les exportateurs d'hydrocarbures du Golfe, neutralisant le pouvoir de nuisance des Russes avec l'arme du gaz, et avantageant les Américains grâce à l'abondance des hydrocarbures quand la Chine est une puissance dépendante<sup>885</sup> est de nature à renforcer la position dominante des États-Unis non seulement sur le marché énergétique mondial mais également sur l'échiquier mondial. Néanmoins, l'attitude cavalière des États-Unis et l'appétence de l'administration en place pour les décisions unilatérales pourraient également être de nature à priver les Américains de certains partenariats à l'avenir, puisque la

---

<sup>883</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. Crude Oil Exports Continued to Grow in the First Half of 2019 - Today in Energy ».

<sup>884</sup> Kandel, « La Politique étrangère de l'administration Trump: un nouveau modèle ».

<sup>885</sup> Kandel, « Révolution énergétique, mépris environnemental, déni climatique ».

question énergétique n'est pas seulement un enjeu de sécurité nationale, elle est également liée à l'économie et la diplomatie.

## PARTIE 3

Les énergies : enjeu du 21<sup>ème</sup> siècle. Quelle place pour les  
États-Unis ?



# 1. Situation énergétique actuelle : les États-Unis et le monde

## 1.1. Énergies dans le monde : bilan et enjeux

### 1.1.1. État des lieux des ressources dans le mix énergétique mondial

Avant les années 1970, les énergies n'ont jamais été perçues comme un enjeu par les États-Unis. Elles étaient abondantes et participaient pleinement à la prospérité et à la domination économique du pays dans le monde. Facilement accessibles, elles étaient utilisées presque avec insouciance dans toutes les actions du quotidien. À partir des crises pétrolières, une réflexion est amorcée aux États-Unis sur les énergies, notamment sous l'impulsion de Jimmy Carter. Des notions telles que la dépendance aux énergies fossiles, le développement des sources alternatives d'énergies, la nécessité de conservation ou d'efficacité énergétique émergent. Ces notions s'intègrent progressivement aux idées du mouvement environnemental national avant de s'internationaliser jusqu'à venir se placer au cœur des enjeux devenus climatiques aujourd'hui. La question environnementale a complètement intégré la question climatique avec le changement de siècle. Thomas Friedman, chroniqueur au *New York Times* et lauréat du prix Pulitzer parle « *d'ère énergie-climat*<sup>886</sup> » pour décrire la place centrale qu'occupent les énergies dans les enjeux mondiaux actuels. Cette expression traduit de manière pertinente les nouveaux enjeux du 21<sup>ème</sup> siècle, des enjeux à la fois économiques, diplomatiques, géopolitiques et climatiques, tous différents mais avec un dénominateur commun : les énergies.

Comme expliqué précédemment, il existe aux États-Unis de nombreux conflits attenants à la question énergétique. Qu'il s'agisse de perceptions divergentes, d'idéologies différentes, de partisanerie politique ou de conflits de pouvoir, la question de l'énergie mobilise et divise les Américains. Cette absence de consensus justifie la quasi-inertie de la politique fédérale sur les questions énergétiques ces dernières décennies. L'immobilisme politique concernant cette question relève peut-être aussi de la particularité des énergies. Elles sont à la fois omniprésentes et vitales pour chacun. Leur raréfaction, la difficulté d'y accéder, les tensions pour les contrôler, leur évolution grâce aux technologies, leur impact climatique, les risques qu'elles impliquent, les avantages qui en découlent ou la sécurité qu'elles procurent sont autant d'éléments qui ont transformé les énergies en

---

<sup>886</sup> Thomas L Friedman, *Why the World Needs a Green Revolution - and How We Can Renew Our Global Future* (London: Penguin Books Ltd : [distributor] Penguin Books Ltd, 2009) 63.

enjeu du 21<sup>ème</sup> siècle. Plus qu'un enjeu environnemental ou climatique, les énergies sont à la fois une question transversale, en constante évolution, mais également une question étroitement liée à la mondialisation et aux jeux de pouvoir entre les nations. L'énergie présente des problématiques diverses mais elles sont différentes pour chaque région du monde. Partant de ce constat, il convient de faire un état des lieux de l'énergie dans le monde, afin de mieux appréhender les retombées pour les États-Unis.

Les énergies sont généralement séparées en deux catégories, les énergies de stock et les énergies de flux. Les énergies de stock comprennent le nucléaire mais aussi les énergies fossiles, c'est-à-dire le charbon, le pétrole et le gaz. Ces énergies fossiles sont depuis le 19<sup>ème</sup> siècle au centre de l'activité économique mondiale mais aussi au cœur des préoccupations climatiques actuelles. En 2010, selon l'IEA, les énergies fossiles comptaient pour 81% de la demande mondiale, pour 82% en 2015 et 80% en 2019<sup>887</sup>. Sur la dernière décennie, la demande mondiale pour ces énergies est donc restée stable, témoignant de l'ancrage du pétrole, du gaz et du charbon dans le mix énergétique mondial. Alors que la demande mondiale en énergie a augmenté de 0,9% en 2019 par rapport à 2018, les chiffres des quatre premiers mois de 2020 montrent une chute relativement brutale de la demande mondiale suite aux mesures de confinement imposées à cause de la Covid-19. Cette demande pourrait décroître de 4 à 6% par rapport à 2019, ce qui est 7 fois plus important que l'impact de la crise financière de 2008<sup>888</sup>.

La Covid-19 impactera sans aucun doute la demande énergétique mondiale de manière exceptionnelle en 2020. Entre le premier trimestre 2019 et le premier trimestre 2020, la demande mondiale a baissé de 3,8%<sup>889</sup>. Mais cette situation sanitaire exceptionnelle ne doit pas effacer l'évolution constante de la demande mondiale ces dix dernières années. Bien que fluctuante, elle a toujours été positive<sup>890</sup>. Des facteurs conjoncturels comme le ralentissement de l'activité économique des pays, notamment des économies en pleine expansion ou encore des températures plus élevées, peuvent expliquer les variations dans la demande énergétique mondiale d'une année à l'autre. Cependant, cette demande répond avant tout aux besoins d'une population mondiale grandissante, d'où sa croissance.

---

<sup>887</sup> International Energy Agency, « Global Energy Review 2019: The Latest Trends in Energy and Emissions in 2019 » (2020), en ligne, Internet, 7 juill. 2020. Available: [https://www.oecd-ilibrary.org/energy/global-energy-review-2019\\_90c8c125-en](https://www.oecd-ilibrary.org/energy/global-energy-review-2019_90c8c125-en).

<sup>888</sup> International Energy Agency, « Global Energy Review 2020: The Impacts of the Covid-19 Crisis on Global Energy Demand and CO2 Emissions » (2020), en ligne, Internet, 7 juill. 2020. Available: [https://www.oecd-ilibrary.org/energy/global-energy-review-2020\\_a60abfb2-en](https://www.oecd-ilibrary.org/energy/global-energy-review-2020_a60abfb2-en).

<sup>889</sup> International Energy Agency, *Global Energy Review 2020: The impacts of the Covid-19 crisis on global energy demand and CO2 emissions*, vol. (OECD, 2020), en ligne, Internet, 7 juill. 2020. Available: [https://www.oecd-ilibrary.org/energy/global-energy-review-2020\\_a60abfb2-en](https://www.oecd-ilibrary.org/energy/global-energy-review-2020_a60abfb2-en).

<sup>890</sup> International Energy Agency, « Global Energy Review 2019 ».

Les projections de l'*U.S. Census Bureau* prévoit que la population mondiale atteigne près de 9,5 milliards d'humains d'ici à 2050, contre 7,58 milliards en 2019<sup>891</sup>. Ainsi, dans trois décennies, les besoins énergétiques de 2 milliards d'êtres humains supplémentaires devront être pris en compte. Cette augmentation de la population génèrera certes de la croissance pour l'économie mondiale, mais elle sous-entend aussi une tension accrue sur la demande mondiale pour les énergies fossiles. Les hydrocarbures sont en effet, amenés à rester les ressources dominantes dans le mix énergétique mondial dans les années à venir. Dans son scénario de référence<sup>892</sup>, l'EIA<sup>893</sup> prévoit qu'entre 2018 et 2050, le PIB des pays n'appartenant pas à l'OCDE<sup>894</sup> connaîtront une croissance de 3,8% en moyenne par an, contre 1,5% pour les pays de l'OCDE. De même, le PIB par tête dans les pays n'appartenant pas à l'OCDE augmenterait de 150% entre 2018 et 2050, contre moins 50% dans les pays de l'OCDE. L'Inde, l'Asie, la Chine, et l'Afrique sont amenées à connaître une croissance d'au moins 4% selon les projections de l'EIA, ce qui implique une augmentation de la consommation d'énergie importante dans ces zones, puisqu'elles réalisent un rattrapage économique rapide par rapport aux pays développés. L'EIA anticipe ainsi dans son scénario de référence une augmentation de la consommation d'énergie de 70% entre 2018 et 2050 dans ces pays et régions, contre 15% dans les pays de l'OCDE. Bien que ce scénario de référence prévoit que les énergies renouvelables deviennent la première source d'énergie primaire consommée d'ici à 2050<sup>895</sup>, les zones géographiques et pays en pleine expansion qui connaîtront un cycle de croissance important dans les 3 décennies à venir, continueront de s'appuyer essentiellement sur les énergies fossiles car celles-ci restent plus abordables. La Chine et l'Inde, sont entre autres, de grandes nations consommatrices de charbon par exemple.

L'accès à l'énergie permet aux pays de se développer économiquement. Cependant ces ressources sont également nécessaires pour développer les nations émergentes sur le plan social. Une forte corrélation est observable entre les critères qui rentrent dans la composition de l'Indice de

---

<sup>891</sup> U.S. Census Bureau, « Estimated 7.58B People on Earth on World Population Day July 11 » *U.S. Census Bureau*, 10 juill. 2019, en ligne, Internet, 8 juill. 2020. Available: <https://www.census.gov/library/stories/2019/07/estimated-seven-point-five-eight-billion-people-world-population-day-2019.html>.

<sup>892</sup> Le scénario de référence présenté dans l'*International Energy Outlook* de l'EIA correspond à un scénario raisonnable qui prend en compte les tendances et données les plus actuelles. Dans le calcul des hypothèses pour le futur, il prend également en compte un certain nombre de données techniques, technologiques, politiques, démographiques, économiques ou les autres données prévues ou prévisibles.

<sup>893</sup> U.S. Energy Information Administration, « International Energy Outlook 2019 », 24 sept. 2019. Available: <https://www.eia.gov/outlooks/ieo/pdf/ieo2019.pdf>.

<sup>894</sup> OCDE correspond à l'Organisation de Coopération et de Développement Economique. Il s'agit d'une organisation intergouvernementale fondée en 1961 et comptant 36 membres en 2018. Elle regroupe les pays développés possédant une économie de marché et un gouvernement démocratique.

<sup>895</sup> U.S. Energy Information Administration, « International Energy Outlook 2019 ».





réserves d'énergies fossiles laisse présager que, compte tenu du rythme de consommation des énergies fossiles dans les années à venir, les flux d'énergies resteront un facteur majeur des relations internationales entre les pays possédant des ressources énergétiques et le reste du monde.

Les chiffres récents sur l'état des énergies dans le monde montrent deux tendances principales, paradoxales et à l'image des préoccupations actuelles. Il existe, d'une part, une demande accrue pour les énergies fossiles qui demeurent encore les énergies dominantes pour alimenter les économies mondiales, même si leur part respective dans le mix énergétique mondial est amené à baisser. L'accélération du développement des économies émergentes qui s'appuient sur ce type de ressources, et les prix attractifs des énergies fossiles, sont deux éléments d'explication à cette tendance. D'autre part, les chiffres récents démontrent une volonté mondiale de décarboner<sup>900</sup> l'économie par le biais du développement rapide des énergies renouvelables. Les nations sont de plus en plus nombreuses, à pratiquer des politiques incitatives pour accélérer le développement des énergies renouvelables ou décarbonées.

Ces deux tendances témoignent donc d'une transition énergétique mondiale lente, dans laquelle les énergies fossiles sont appelées à rester les énergies dominantes dans le bouquet énergétique mondial pendant encore de nombreuses années et ce même si les énergies renouvelables sont le type de ressources qui connaît la croissance la plus rapide à l'échelle mondiale. D'ici 2050, ces dernières pourraient compter pour plus de 25% du mix énergétique mondial contre environ 15% en 2018 selon les données de l'EIA<sup>901</sup>.

### 1.1.2. Pétrole

Le pétrole connaît son essor au 20<sup>ème</sup> siècle mais cette ressource est connue depuis des siècles. Durant l'Antiquité les Hommes s'en servaient notamment en pharmacie ou pour calfeutrer les bateaux par exemple. En 1859, le forage du premier puit de pétrole est réalisé en Pennsylvanie. Il s'agit du début de l'ère du pétrole. Dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, une véritable industrie de « *l'or noir* » émerge et au 20<sup>ème</sup> siècle le pétrole devient l'énergie la plus consommée au monde, malgré un léger déclin ces vingt dernières années en faveur d'autres sources d'énergie. En 2019, le pétrole représentait 31% de la demande d'énergie mondiale contre 37% en 2000<sup>902</sup>. Aux États-Unis, en 2019,

---

<sup>900</sup> Voir lexique.

<sup>901</sup> U.S. Energy Information Administration, « International Energy Outlook 2019 ».

<sup>902</sup> International Energy Agency, « Global Energy Review 2019 ».

le pétrole comptait pour 37% des énergies consommées<sup>903</sup>. Selon les données publiés en 2020 par l'EIA, les États-Unis étaient à la fois le premier pays producteur de pétrole avec 19% de la production mondiale mais aussi le premier consommateur avec 20% de la consommation mondiale en 2017<sup>904</sup>. Les prévisions concernant le pétrole vont dans le sens d'une augmentation de la production et de la consommation pour les pays n'appartenant pas à l'OCDE d'ici à 2050<sup>905</sup>.

Une des questions inhérentes au pétrole est la question des réserves. Cette problématique a longtemps été au centre de la gestion des ressources pétrolières. Combien d'année de consommation de pétrole reste-t-il au monde? Cette interrogation n'est désormais plus d'actualité. Longtemps redouté compte tenu d'une consommation supérieure à la production, le « *peak oil*<sup>906</sup> » ou pic pétrolier n'est aujourd'hui plus une préoccupation, et pour cause, les réserves de pétroles prouvées ont doublé ces 35 dernières années. Pour chaque baril de pétrole consommé, plus de deux nouveaux ont été découverts<sup>907</sup>. Cette abondance des ressources pétrolières va à l'encontre des prédictions de tarissement qui avaient été annoncées. Grâce aux progrès technologiques qui ont eu lieu au cours de la dernière décennie, ce ne sont pas moins de 2,6 trillions de barils qui peuvent être extraits<sup>908</sup>. Entre 1998 et 2018, les réserves prouvées<sup>909</sup> mondiales ont augmenté, puisqu'en 1998 ces réserves comptabilisaient environ 1 141 000 millions de barils alors qu'en 2018 ce chiffre est passé à 1 729 000 millions de barils. Toutefois, seule une poignée de pays comptent parmi les mieux dotés de cette ressource. Fin 2019, le Venezuela possédait 17,5% des réserves prouvées mondiales, l'Arabie Saoudite 17,2% , le Canada 9,8% et les États-Unis 4%<sup>910</sup>.

Alors que le pétrole n'a jamais été aussi abondant, sa part dans l'offre mondiale baisse au fil des ans. Il demeure pour autant l'énergie primaire la plus importante dans l'offre mondiale avec quelques grands acteurs. Selon l'EIA, les 3 plus grands producteurs de pétrole et produits dérivés en 2019 étaient les États-Unis avec 19,51 millions de barils par jour, suivi de l'Arabie Saoudite avec 11,81 millions de barils produits par jour puis la Russie avec 11,49 million de barils par jour<sup>911</sup>. En 2018, tout comme l'année précédente, les États-Unis étaient également les premiers producteurs de pétrole

---

<sup>903</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. energy facts explained - consumption and production », avr. 2020, en ligne, Internet, 9 juill. 2020. Available: <https://www.eia.gov/energyexplained/us-energy-facts/>.

<sup>904</sup> U.S. Energy Information Administration, « What countries are the top producers and consumers of oil? », 1 avr. 2020, en ligne, Internet, 8 juill. 2020. Available: <https://www.eia.gov/tools/faqs/faq.php>.

<sup>905</sup> U.S. Energy Information Administration, « International Energy Outlook 2019 ».

<sup>906</sup> Moment où la production de pétrole atteindra son maximum historique.

<sup>907</sup> BP, « Energy Outlook 2017 », 2017. Available: <https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/energy-economics/energy-outlook/bp-energy-outlook-2017.pdf>.

<sup>908</sup> BP, « Energy Outlook 2017 », 2017.

<sup>909</sup> Voir lexique.

<sup>910</sup> BP, « Statistical Review of World Energy 2020. »

<sup>911</sup> U.S. Energy Information Administration, « What Countries Are the Top Producers and Consumers of Oil? »

brut puisqu'ils ont produit 14,9 % du total mondial, devant l'Arabie Saoudite (12,8%) et la Russie (12,4%). La Chine et les États-Unis étaient des importateurs nets avec respectivement 415 et 349 millions de tonnes (Mt) de pétrole importés en 2017. L'Arabie Saoudite restait le premier exportateur net avec 348Mt de pétrole exportés devant la Russie et l'Iraq selon les données publiées par l'IEA en 2019<sup>912</sup>. Notons qu'en quelques années, les États-Unis sont devenus une des plus grandes puissances mondiales productrices de pétrole notamment grâce aux progrès technologiques. Les projections réalisées par l'EIA dans son *Annual Energy Outlook* de 2020 montrent que dans le scénario de référence, la production américaine de pétrole brut et de NGPL devrait continuer de croître jusqu'en 2025, avant de se stabiliser jusqu'en 2045. La consommation américaine de pétrole et autres liquides pétroliers demeurera en revanche inférieure au pic de consommation de 2004. Cette situation permet à l'EIA de prévoir que les États-Unis deviendront un exportateur net de pétrole sur une base annuelle dès 2020 et jusqu'à 2050<sup>913</sup>.

### 1.1.3. Gaz naturel

Le gaz naturel, qui est une autre énergie fossile, connaît depuis quelques années une croissance dans l'offre énergétique mondiale. Il s'agit d'ailleurs de l'énergie primaire qui a connu la plus grande croissance depuis 1973 au 20<sup>ème</sup> siècle. L'usage du gaz naturel est relativement récent. En effet, avant la Seconde Guerre mondiale, il n'était généralement pas utilisé. De nos jours, le gaz naturel consommé est essentiellement destiné au transport et à la production d'électricité.

Le gaz naturel est particulièrement valorisé car bien qu'étant une énergie fossile, il est considéré comme plus propre que le pétrole et le charbon dans son utilisation. Il s'agit d'une ressource abondante relativement bien répartie à l'échelle mondiale. Il présente cependant certaines contraintes de taille. Le gaz naturel dispose d'un contenu énergétique beaucoup plus faible que celui du pétrole pour un même volume. De plus, en tant que gaz, il est plus difficile à stocker ou à transporter. C'est pourquoi il est parfois converti en GNL. Son exploitation, quant à elle, est controversée car elle est risquée pour l'environnement.

---

<sup>912</sup> International Energy Agency, « Key World Energy Statistics 2019 » IEA, sept. 2019 13. Available: <https://webstore.iea.org/download/direct/2831>.

<sup>913</sup> U.S. Energy Information Administration, « Annual Energy Outlook 2020 with projections to 2050 », 29 janv. 2020, en ligne, Internet, 2 juill. 2020. Available: <https://www.eia.gov/outlooks/aeo/pdf/AEO2020%20Full%20Report.pdf>.

La croissance rapide de la part du gaz naturel dans le mix énergétique mondial ces dernières années est principalement due aux découvertes technologiques et au progrès des techniques d'exploitation, qui sont à l'origine de la production du gaz naturel non conventionnel. Dès 2011, l'IEA prédisait un « âge d'or<sup>914</sup> » du gaz naturel grâce aux progrès techniques qui permettent l'exploitation du gaz de schiste. En 2011, l'IEA estimait que l'ensemble des ressources récupérables de gaz naturel pouvait couvrir la consommation mondiale sur 250 ans<sup>915</sup>, notamment grâce aux progrès qui ont encouragé l'exploitation du gaz naturel de schiste. Tout comme pour le pétrole, une poignée de pays joue un rôle majeur sur le marché du gaz naturel. La Russie avec 19,1%, l'Iran avec 16,1% et le Qatar avec 12,4%, possédaient fin 2019 les plus grandes réserves mondiales prouvées de cette ressource. Les États-Unis ne possédaient, fin 2019, que 6,5% des réserves mondiales prouvées<sup>916</sup>. L'EIA prévoyait en 2017 une augmentation mondiale de la consommation de gaz naturel de 43% entre 2015 et 2040 dans son scénario de référence<sup>917</sup>. Dans les prévisions du scénario de référence, publiées en 2019, l'EIA revoyait ces chiffres à la baisse. Une augmentation de 40% de la consommation de gaz naturel était attendue entre 2018 et 2050<sup>918</sup>. La consommation de gaz naturel mondiale est passée de 14% de la consommation totale finale en 1973 à 15,1% en 2016<sup>919</sup>. En 2017, cette ressource représentait 15,5% de la consommation finale d'énergie mondiale et 22,2% du mix énergétique mondial contre 16% en 1973<sup>920</sup>. Pour ce qui est des États-Unis, le gaz naturel représentait, en 2019, un peu plus de 32% de la consommation d'énergie primaire du pays<sup>921</sup>. Jusqu'à 2005, la production nationale de gaz naturel baissait aux États-Unis par rapport au niveau de 1973<sup>922</sup>, une tendance qui annonçait l'augmentation des importations pour subvenir aux besoins du pays. Il est intéressant de constater ici comment les progrès technologiques, qui ont permis l'exploitation du gaz naturel non conventionnel, ont modifié le mix énergétique mondial et américain.

Selon l'EIA, la consommation de gaz naturel est amenée à s'accélérer dans le monde et en particulier dans les pays n'appartenant pas à l'OCDE, où elle pourrait croître de 70% entre 2018 et 2050<sup>923</sup>, pour soutenir leur développement. L'utilisation importante du gaz naturel dans les secteurs du transport, de l'industrie et de la production d'électricité pour l'essentiel, expliquent pourquoi la

---

<sup>914</sup> International Energy Agency, « World Energy Outlook- Are We Entering a Golden Age of Gas? », 2011, en ligne, Internet, 21 déc. 2018. Available: <https://webstore.iea.org/download/direct/609>.

<sup>915</sup> International Energy Agency, « World Energy Outlook- Are We Entering a Golden Age of Gas? »

<sup>916</sup> BP, « Statistical Review of World Energy 2020 ».

<sup>917</sup> U.S. Energy Information Administration, « International Energy Outlook 2017 ».

<sup>918</sup> U.S. Energy Information Administration, « International Energy Outlook 2019 ».

<sup>919</sup> International Energy Agency, « Key World Energy Statistics 2018 » (2018): 16.

<sup>920</sup> U.S. Energy Information Administration, « International Energy Outlook 2019 ».

<sup>921</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. energy facts explained - consumption and production ».

<sup>922</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. Natural Gas Marketed Production (Million Cubic Feet) », 30 juin 2020, en ligne, Internet, 9 juill. 2020. Available: <https://www.eia.gov/dnav/ng/hist/n9050us2a.htm>.

<sup>923</sup> U.S. Energy Information Administration, « International Energy Outlook 2019 ».

consommation de cette ressource devenue abondante et compétitive sur le marché de l'énergie est amenée à grandir dans les pays qui cherchent à s'industrialiser. Les États-Unis étaient en 2018 le premier producteur mondial de gaz naturel avec 21,9 % de la production mondiale, suivis de la Russie avec 18,2% puis de l'Iran avec 5,9%<sup>924</sup>.

L'essor de l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels a eu un impact non négligeable sur la production et l'économie américaine. Ces ressources qui autrefois n'étaient pas considérées comme rentables sont aujourd'hui exploitables à un prix abordable. Elles se trouvent aujourd'hui au cœur de la transition énergétique américaine. Cependant, le scénario de référence de l'EIA prévoit un ralentissement de la croissance de la production du gaz naturel sec dès 2020 aux États-Unis. La consommation est également amenée à ralentir jusqu'à 2030 avant de reprendre en accord avec les prévisions de croissance du secteur industriel<sup>925</sup>. Les États-Unis sont tout de même appelés à être des exportateurs nets de gaz naturel après 2020<sup>926</sup>. La découverte des techniques de fracturation hydraulique est à l'origine du boom énergétique amorcé aux États-Unis et il a participé à la « *renaissance*<sup>927</sup> » économique et énergétique des États-Unis. De fait, la Russie et les États-Unis sont désormais les plus grands producteurs mondiaux de gaz naturel, mais il est intéressant de souligner le poids des progrès technologiques dans cette place qu'occupent aujourd'hui les Américains. Alors que l'augmentation de la production de gaz naturel entre 2015 et 2040 viendrait de l'exploitation des ressources de schiste pour les Américains, pour la Russie elle viendra d'une exploitation des ressources conventionnelles dans les régions de l'Est et Arctique du pays<sup>928</sup>. Il convient, en dernier lieu, de noter que la banqueroute de plusieurs grands producteurs d'hydrocarbures de schiste américains en 2020, suite à la crise économique provoquée par la COVID-19, à l'image du pionnier du *fracking* *Chesapeake Energy*<sup>929</sup>, est peut-être de nature à bouleverser les prévisions concernant les États-Unis.

---

<sup>924</sup> International Energy Agency, « Key World Energy Statistics 2019 ».

<sup>925</sup> Le gaz naturel peut être sec ou humide selon la façon dont il a été formé et le lieu où cela s'est produit. Le gaz naturel humide est toujours associé au pétrole puisqu'il est formé à partir de la décomposition du pétrole soumis à de fortes températures et pression. Le gaz naturel sec n'est pas composé des mêmes éléments et il est situé dans les couches de roches poreuses.

<sup>926</sup> U.S. Energy Information Administration, « Annual Energy Outlook 2020 with projections to 2050 ».

<sup>927</sup> Sophie Meritet, « La Nouvelle révolution ou la renaissance des États-Unis » *Outre-Terre*. 38 (2014): 29-65; O'Sullivan, *Windfall* 110.

<sup>928</sup> U.S. Energy Information Administration, « International Energy Outlook 2017 ».

<sup>929</sup> Matt Egan, Clare Duffy, et CNN Business, « Fracking trailblazer Chesapeake Energy becomes the biggest oil and gas bankruptcy of the pandemic » *CNN*, 28 juin 2020, en ligne, Internet, 29 sept. 2020. Available: <https://www.cnn.com/2020/06/28/business/chesapeake-energy-bankruptcy/index.html>.

#### 1.1.4. Charbon

Développé dès le 18<sup>ème</sup> siècle, le charbon a été à l'origine de la révolution industrielle en Angleterre. À l'échelle mondiale, le charbon a été l'énergie dominante pendant des décennies et cela jusqu'à la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. Les réserves de charbon sont globalement réparties dans le monde entre six pays qui comptent environ 80% des réserves mondiales prouvées. À l'instar des autres énergies fossiles, ses réserves mondiales prouvées ont augmenté ces deux dernières décennies. En 1999, les réserves mondiales prouvées de charbon étaient évaluées à 1 058 811 million de tonnes contre 1 069 636 en 2019. Les États-Unis possédaient 23,3% de ces réserves, la Russie 15,2%, l'Australie 13,9% et la Chine 13,2%, fin 2019<sup>930</sup>. Le charbon a été pendant des décennies une ressource clé pour développer l'industrie des nations avant d'être détrôné par le pétrole. Il comptait en 2017 pour 27,1% du l'approvisionnement mondial d'énergie primaire contre 24,5% en 1973<sup>931</sup>.

Cette ressource présente de nombreux avantages. Elle est abondante, globalement bien répartie, abordable, facile à stocker et à transporter. Le charbon comporte néanmoins certains inconvénients de taille. Son impact environnemental est jugé très élevé, c'est pourquoi de nombreux pays font le choix de privilégier le gaz naturel par rapport au charbon. Il est souvent caractérisé comme étant une ressource du passé et son exploitation demeure dangereuse car elle est à l'origine de nombreux décès chaque année. Le charbon est essentiellement utilisé aujourd'hui pour la production d'électricité mais aussi pour le secteur industriel. Sa consommation est favorisée dans les pays en plein développement, car il permet de produire de l'électricité à bas prix. La Chine est le premier consommateur mondial de charbon. En 2018, ce pays comptait pour la 50,5% de la consommation mondiale<sup>932</sup>. En parallèle, le dragon chinois a connu une croissance sans précédent ces trente dernières années. Pourtant, les prévisions annoncent une baisse de la consommation de charbon de la Chine dans les années à venir puisqu'elle essaye de diversifier ses sources d'énergie, notamment avec les énergies propres. La Chine devrait malgré tout rester un des plus grands consommateurs de charbon mondial en 2050. L'Inde est annoncée comme le plus grand pays importateur de charbon mondial dans les années à venir. La consommation de charbon indienne augmenterait de 3,1% par an en moyenne entre 2018 et 2050<sup>933</sup>. Le cas de l'Inde est similaire à celui de la Chine. L'industrialisation et la montée en puissance

---

<sup>930</sup> BP, « Statistical Review of World Energy 2020 ».

<sup>931</sup> International Energy Agency, « Key World Energy Statistics 2019 ».

<sup>932</sup> BP, « Statistical Review of World Energy 2020 ».

<sup>933</sup> U.S. Energy Information Administration, « International Energy Outlook 2019 ».

de ces économies exigent une consommation accrue de ressources énergétiques, or le charbon demeure la ressource la plus abordable et la plus sûre.

Une différence notable est à souligner entre les pays de l'OCDE et les économies émergentes. Alors que dans les pays de l'OCDE, la consommation de charbon devrait baisser jusqu'en 2025 avant de se stabiliser, elle continuera de croître dans les pays n'appartenant pas à l'OCDE<sup>934</sup>. La progression des énergies renouvelables et du gaz naturel dans le mix énergétique mondial aiderait les pays développés à décrocher des énergies fossiles, en particulier du charbon. Cette baisse est cependant contrebalancée par la demande croissante des pays émergents, qui utilisent le charbon afin de s'industrialiser ou se développer rapidement. Les principaux producteurs de charbon sont aujourd'hui, la Chine, qui assurait 45,4% de la production mondiale en 2018, suivie de l'Inde avec 9,9% et des États-Unis avec 8,8%<sup>935</sup>.

### 1.1.5. Nucléaire

L'énergie nucléaire est une ressource énergétique relativement récente que l'on retrouve dans le mix énergétique mondial. Le nucléaire civil est utilisé pour produire de l'électricité pour la première fois en 1951. Les années 1950 marquent, à l'échelle mondiale, le début de la diffusion de l'énergie nucléaire. Les pays voient dans le nucléaire, l'opportunité de développer une nouvelle ressource énergétique mais aussi une possibilité de mener à bien des programmes militaires par le biais de la production de plutonium dans les réacteurs<sup>936</sup>.

Le développement de la filière nucléaire ne demeure, encore à l'heure actuelle, destiné qu'à un petit nombre de pays du fait de son caractère onéreux. En 1965, seuls 10 pays avaient accès à l'énergie nucléaire, en 2010, ils étaient 32<sup>937</sup>. En 2019, le monde comptait 452 réacteurs nucléaires<sup>938</sup>. En 2020, les États-Unis possèdent le plus grand parc nucléaire au monde avec 57 centrales nucléaires, 95 réacteurs nucléaires, et deux nouveaux en construction<sup>939</sup>. La France, le Japon et la Chine font partie des pays ayant le plus développé leurs capacités à produire de l'énergie à partir du nucléaire. Cette

---

<sup>934</sup> Ibid.

<sup>935</sup> International Energy Agency, « Key World Energy Statistics 2019 ».

<sup>936</sup> Mons, *Les Enjeux de l'énergie* 34.

<sup>937</sup> Mons, *Les Enjeux de l'énergie* 36.

<sup>938</sup> International Energy Agency, « Nuclear Power in a Clean Energy System – Analysis » IEA, mai 2019, en ligne, Internet, 10 juill. 2020. Available: <https://www.iea.org/reports/nuclear-power-in-a-clean-energy-system>.

<sup>939</sup> U.S. Energy Information Administration, « Frequently Asked Questions (FAQs) », 9 juin 2020, en ligne, Internet, 10 juill. 2020. Available: <https://www.eia.gov/tools/faqs/faq.php>.



ressource permet de générer une énergie très abordable en termes de coûts et à la différence des énergies fossiles, elle ne pollue pas. Si l'énergie nucléaire est considérée comme inépuisable, les réacteurs nucléaires ont en revanche une durée de vie limitée par mesure de sûreté. D'ici 2025, près de 25% des capacités nucléaires existantes dans les pays développés arriveront au terme de leur durée de vie<sup>940</sup>.

L'industrie nucléaire a connu une belle croissance entre 1970 et 1990 avant d'entrer dans une phase de stagnation qui dure encore. Le nucléaire ne représentait que 4,9% de l'approvisionnement mondial d'énergie primaire en 2017<sup>941</sup> et ne devrait représenter guère plus à l'avenir<sup>942</sup>. En 2017, les trois plus grands producteurs mondiaux d'électricité à partir du nucléaire étaient les États-Unis avec 31,8% du total mondial, suivis de la France avec 15,1% du total mondial, et la Chine avec 9,4% du total mondial. En 2019, les États-Unis avec 30,5%, la France avec 14,3% et la Chine avec 12,5% comptabilisaient ensemble plus de 57% de la consommation mondiale d'énergie nucléaire<sup>943</sup>. L'accès à l'énergie nucléaire a longtemps été concentrée dans les pays de l'OCDE qui comptabilisaient 92,8% de la production d'électricité à partir du nucléaire en 1973, mais cet écart tend à se réduire puisque ce chiffre est tombé à 74,1% en 2017<sup>944</sup>. En 2019, l'Europe et les trois pays d'Amérique du Nord ont consommé plus des deux tiers de l'énergie nucléaire à l'échelle mondiale, ce qui démontre l'inégale répartition de cette ressource à travers le globe<sup>945</sup>.

En comparaison avec d'autres sources d'énergie, le nucléaire présente aujourd'hui de nombreux avantages. Il s'agit d'une énergie extrêmement dense. L'équivalent d'un gramme d'uranium 235 produit la même quantité d'électricité que 2 tonnes de fioul ou 3 tonnes de charbon<sup>946</sup>. Les réserves d'uranium sont globalement assez bien réparties et pourraient assurer un peu moins de 100 ans de consommation sur la base des réacteurs dits de 2<sup>ème</sup> génération. Si des générateurs de génération 4 ou surgénérateurs sont industrialisés, ces réserves dureront des milliers d'années<sup>947</sup>. De plus, la production d'énergie nucléaire n'est que faiblement émettrice de dioxyde de carbone, un avantage attractif dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique. Les pays ayant acquis la technologie nucléaire très tôt ont d'ailleurs privilégié cette ressource pour réduire leurs émissions de

---

<sup>940</sup> International Energy Agency, « Nuclear Power in a Clean Energy System – Analysis » *IEA*, mai 2019.

<sup>941</sup> International Energy Agency, « Key World Energy Statistics 2019 ».

<sup>942</sup> BP, « Energy Outlook 2017 ».

<sup>943</sup> BP, « Statistical Review of World Energy 2020 ».

<sup>944</sup> International Energy Agency, « Key World Energy Statistics 2019 ».

<sup>945</sup> BP, « Statistical Review of World Energy 2020 ».

<sup>946</sup> Connaissance des énergies, « Énergie nucléaire » *Connaissance des Énergies*, 23 nov. 2010, en ligne, Internet, 27 déc. 2018. Available: <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/energie-nucleaire>.

<sup>947</sup> Connaissance des énergies, « Réserves d'uranium naturel dans le monde » *Connaissance des Énergies*, 6 févr. 2012, en ligne, Internet, 27 déc. 2018. Available: <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/reserves-d-uranium-naturel-dans-le-monde>.

CO<sub>2</sub> dans un premier temps. Dans certains pays, le nucléaire est un substitut au charbon pour la production d'électricité. C'est pourquoi des pays comme la Chine et l'Inde qui sont de gros émetteurs de CO<sub>2</sub> et de grands consommateurs de charbon, font de plus en plus le pari du nucléaire afin de répondre à leur besoin énergétique croissant, tout en réduisant leurs émissions de dioxyde de carbone<sup>948</sup>.

En dépit de ses avantages certains, le nucléaire reste une ressource énergétique hautement controversée, ce qui explique en partie pourquoi elle n'a pas été davantage développée. L'accident de Three Mile Island en 1979 en Pennsylvanie représente un tournant majeur dans le développement de la filière nucléaire américaine, pourtant prometteuse à l'époque. Le problème majeur associé au nucléaire demeure depuis son développement le stockage des déchets et les risques de contamination qui créent de vives peurs au sein de l'opinion publique. Ces inquiétudes sont alimentées par les catastrophes passées et encore présentes à l'esprit de chacun lors des débats sur le nucléaire. En effet, l'histoire de l'énergie nucléaire a été marquée par de grandes catastrophes comme, Three Mile Island en 1979, Tchernobyl (Ukraine) en 1986 ou Fukushima Daichii (Japon) en 2011 qui ont pu rendre certaines nations réticentes au développement de cette filière énergétique compte tenu des risques de radioactivité associés aux accidents nucléaires<sup>949</sup>. En plus d'être jugée comme une énergie accessible principalement aux pays riches, le nucléaire est une ressource énergétique très contraignante dans la mesure où son exploitation est soumise à des normes de sécurité très strictes du fait des risques potentiels, des accidents et incidents passés. Finalement, bien que le nucléaire soit une source d'énergie attractive, depuis les années 1990 son évolution oscille entre stagnation et renaissance. La volonté des pays émergents de développer le nucléaire comme la Chine pourrait participer à augmenter la part du nucléaire dans le mix énergétique mondial, mais cette ressource énergétique est loin de faire l'unanimité.

### 1.1.6. Énergies renouvelables

Les énergies renouvelables comptent aussi parmi les énergies qui composent le mix énergétique mondial. Ce sont des énergies de flux, c'est-à-dire qu'elles se renouvellent constamment, mais elles sont également des sources d'énergies intermittentes c'est-à-dire que leur irrégularité demande

---

<sup>948</sup> Jean-Marie Chevalier, Michel Derdevet, et Patrice Geoffron, *L'Avenir énergétique: cartes sur table*, Folio. (Espagne: Folio, 2012) 30.

<sup>949</sup> Chevalier, *Les 100 Mots de l'énergie* 41.

d'adapter le système pour gérer l'équilibre entre l'offre et la demande. Elles regroupent l'énergie hydraulique, l'énergie éolienne, l'énergie solaire, la biomasse et la géothermie. Ces énergies sont souvent valorisées car elles ne sont que faiblement émettrices de GES. Cependant, parce qu'elles coutent plus chères à produire, leur développement est souvent stimulé par la mise en place de politiques volontaristes de la part des gouvernements dans le cadre de la diversification des sources d'approvisionnement ou encore dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique.

Les énergies renouvelables représenteront la ressource primaire d'énergie la plus consommée au monde en 2050 selon les prévisions de l'EIA<sup>950</sup>. En 2017, les énergies renouvelables comptaient pour 18,7% de l'approvisionnement mondial en énergies primaires<sup>951</sup> et celles-ci participaient, en 2019, à hauteur de 27 %, à la génération de l'électricité dans le monde<sup>952</sup>. Parmi les énergies renouvelables l'hydroélectricité demeure encore la principale source parmi les énergies renouvelables pour produire de l'électricité dans le monde.<sup>953</sup>. Bien que l'hydroélectricité occupe une place de premier plan dans les énergies renouvelables, l'écart avec le solaire et les éoliennes, qui sont en plein essor, tend à se réduire grâce à la baisse des coûts de production qui a largement participé à les rendre compétitives et à les développer dans le monde. En 2019, les États-Unis, avec 20,1% du total mondial, étaient le deuxième consommateur d'énergies renouvelables derrière la Chine avec 22,9%. Les États-Unis se classaient également en deuxième position pour la production d'énergies renouvelables en 2019. Ils ont généré 17, 5% des énergies renouvelables dans le monde contre 26,1 % pour la Chine<sup>954</sup>.

L'accélération du développement des énergies renouvelables dans le monde, l'accessibilité du gaz naturel, la multiplication des politiques publiques incitatives et des engagements mondiaux en faveur du climat tendent à modifier profondément la structure des sources d'approvisionnement en énergie, notamment celles utilisées en vue de produire de l'électricité . À titre d'exemple, en 1973, le charbon représentait plus de 38% des énergies utilisées pour la production d'électricité dans le monde, le pétrole comptait pour 24,8%, le gaz naturel pour 12,1%, l'énergie hydraulique pour 20,9%, le nucléaire pour 33% et les énergies renouvelables (hors énergie hydraulique) pour 0,6%. En 2017, le charbon comptait toujours pour plus de 38% dans la production d'électricité mondiale mais le pétrole comptait pour 3,3%, le nucléaire pour 10,3%, le gaz naturel pour 23%, l'énergie hydraulique pour

---

<sup>950</sup> U.S. Energy Information Administration, « International Energy Outlook 2019 ».

<sup>951</sup> International Energy Agency, « Key World Energy Statistics 2019 ».

<sup>952</sup> International Energy Agency, « Global Energy Review 2019 ».

<sup>953</sup> Connaissance des énergies, « Les Capacités électriques renouvelables dans le monde en 2018 » *Connaissance des Énergies*, 9 avr. 2018, en ligne, Internet, 30 déc. 2018. Available: <https://www.connaissancedesenergies.org/les-capacites-electriques-renouvelables-dans-le-monde-en-2018-180409>.

<sup>954</sup> BP, « Statistical Review of World Energy 2020 ».

15,9% et les énergies renouvelables (hors énergie hydraulique) pour 9%<sup>955</sup>. En 2019, les énergies bas carbone<sup>956</sup> ont participé à hauteur de 37% à la production d'électricité, dépassant ainsi le charbon pour la première fois<sup>957</sup>. D'ici 2050, selon les projections de l'EIA, les énergies renouvelables pourraient représenter près de la moitié du mix électrique mondial<sup>958</sup>. Progressivement, et grâce à la compétitivité des ressources énergétiques renouvelables et des politiques climatiques, les pays, qu'ils soient développés ou en voie de développement, sont amenés à encourager le déclin du charbon dans le domaine de la production d'électricité.

Les États-Unis suivent la même tendance puisqu'en 2019, selon les informations de l'EIA, pour la première fois de l'histoire du pays, la consommation des énergies renouvelables a dépassé celle du charbon, actant un peu plus le déclin du charbon dans le mix énergétique du pays<sup>959</sup>. La combinaison des énergies renouvelables et du nucléaire a représenté 20% de la consommation américaine en 2019. La part du charbon dans le mix énergétique américain se réduit de plus en plus. Au cours de la dernière décennie, cette baisse a été motivée du fait de l'augmentation de la consommation du gaz naturel et des énergies propres. En 2019, la consommation du charbon chutait de 15% alors que les énergies propres, boostées par leur place croissante dans la production d'électricité, voyaient leur part croître dans le bouquet énergétique<sup>960</sup>.

Selon le scénario de référence de l'EIA, à partir de 2045, la génération d'électricité à partir d'énergies renouvelables excèdera celle du gaz naturel. Les énergies renouvelables, dont le développement est encouragé par la baisse des prix et les politiques publiques telles que les *Renewable Portfolio Standard* sont amenées à connaître un développement exponentiel<sup>961</sup>. La production d'énergie à partir des énergies renouvelables devrait plus que doubler entre 2018 et 2050. L'énergie solaire et l'énergie éolienne sont celles qui connaîtront la plus forte croissance et d'ici 2050, le solaire devrait compter pour 46% de l'énergie produite à partir des énergies renouvelables, contre 29% pour l'éolien terrestre<sup>962</sup>.

---

<sup>955</sup> International Energy Agency, « Key World Energy Statistics 2019 ».

<sup>956</sup> Total de la production d'électricité issue de l'énergie nucléaire en plus de celle issue des énergies renouvelables

<sup>957</sup> International Energy Agency, « Global Energy Review 2019 ».

<sup>958</sup> U.S. Energy Information Administration, « International Energy Outlook 2019 ».

<sup>959</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. renewable energy consumption surpasses coal for the first time in over 130 years - Today in Energy », 28 mai 2020, en ligne, Internet, 13 juill. 2020. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=43895>.

<sup>960</sup> U.S. Energy Information Administration, « Nonfossil sources accounted for 20% of U.S. energy consumption in 2019 », 1 juill. 2020, en ligne, Internet, 13 juill. 2020. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=44277>.

<sup>961</sup> U.S. Energy Information Administration, « Annual Energy Outlook 2020 with projections to 2050 ».

<sup>962</sup> U.S. Energy Information Administration, « Annual Energy Outlook 2020 with projections to 2050 ».

Il faut cependant noter que les États fédérés américains, qui sont les moteurs de l'application des RPS, ne développent pas ces énergies de manière uniforme et des spécificités régionales se dessineront. De manière générale, la part d'hydroélectricité dans les États producteurs restera relativement stable entre 2018 et 2050. Par contre, le solaire et l'éolien seront les deux sources d'énergies renouvelables dominantes dans toutes les régions et se partageront la grande majorité de la production d'énergie à partir d'énergies renouvelables de chaque région de manière assez uniforme d'ici à 2050. Dans les projections de l'EIA, 3 zones géographiques présentent tout de même une spécificité. Dans les États du Sud-Est et la Californie, le solaire représentera plus de 50% du total de la génération d'énergie à partir des énergies renouvelables. À l'inverse, dans les États de l'Ouest, le solaire constituera une part plus faible puisque l'éolien et l'hydroélectricité seront majoritaires<sup>963</sup>.

### **1.1.7. Bilan et perspectives**

Que retenir de ce bilan mondial des énergies ? Il faudrait tout d'abord observer qu'une modification de la structure d'approvisionnement en énergies est en cours de réalisation. Si les combustibles fossiles dominent encore l'essentiel des approvisionnements des pays, des alternatives se développent rapidement, notamment avec les énergies solaire et éolienne qui deviennent de plus en plus compétitives. Les pays, qu'ils soient développés ou en développement, sont de plus en plus nombreux à se tourner vers les énergies bas carbone pour répondre à leurs besoins énergétiques croissants. Le charbon et le pétrole sont destinés à avoir des places de moins en moins prépondérantes dans la consommation mondiale alors que celles du gaz naturel et des énergies renouvelables sont appelées à croître.

Il faudrait également observer que les prévisions d'augmentation de la production et de la consommation d'énergies dans les années à venir vont dans le sens d'un rééquilibrage entre les pays du Nord et les pays du Sud. Les pays en pleine croissance économique sont également ceux qui alimentent la demande croissante en énergies. La demande d'énergie mondiale devrait augmenter de 50% entre 2018 et 2050, une évolution essentiellement stimulée par la demande des pays n'appartenant pas à l'OCDE<sup>964</sup>. Une des conséquences majeures du rattrapage économique des pays les moins développés est l'augmentation de la demande en électricité. Aujourd'hui, plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès au courant électrique. Au fur et à mesure que les nations accèdent à la

---

<sup>963</sup> U.S. Energy Information Administration, « Annual Energy Outlook 2020 with projections to 2050 ».

<sup>964</sup> U.S. Energy Information Administration, « International Energy Outlook 2019 ».

prospérité, l'électrification se répand. Entre 2015 et 2035, la part d'énergies utilisées pour produire de l'électricité passera de 42 à 47%. Il s'agit du premier poste de consommation d'énergie dans le monde<sup>965</sup>.

Enfin, la population mondiale continue de croître. Alors que le nombre d'humains est resté inférieur à 1 milliard jusqu'au début du 19<sup>ème</sup> siècle, les estimations actuelles prévoient que la population de la Terre sera d'environ 9,5 milliards en 2050<sup>966</sup>. Cette augmentation de la population mondiale induit une croissance de la consommation d'énergies, malgré la baisse d'intensité énergétique<sup>967</sup> et d'intensité carbone<sup>968</sup> prévue à l'échelle mondiale<sup>969</sup>. Les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> se sont stabilisées en 2019 après deux années consécutives d'augmentation. Les mesures de confinement prises à l'échelle mondiale dans le cadre de la Covid-19 affecteront indéniablement les émissions de CO<sub>2</sub> de l'année 2020, mais de manière insuffisante. Selon les prévisions de l'IEA, les émissions de dioxyde de carbone devraient chuter de 8% en 2020 par rapport à 2019, à 30,6 gigatonnes de CO<sub>2</sub> émis, soit le niveau le plus bas depuis 2010<sup>970</sup>. L'impact de la COVID-19 est malgré tout temporaire et les prévisions actuelles vont dans le sens d'une augmentation annuelle moyenne de 0,6% des émissions de CO<sub>2</sub> dans le monde entre 2018 et 2050 contre 1,8% en moyenne entre 1990 et 2018<sup>971</sup>.

En définitive, ce bilan fait non seulement état d'un bouleversement dans le mix énergétique mondial mais relate potentiellement l'émergence d'un nouvel ordre mondial, puisque d'une part, les pays en développement sont en train de rattraper leur retard sur les pays développés. D'autre part, si la part des énergies bas carbone dans le mix énergétique mondial est amenée à croître, la géopolitique des énergies évoluera. En favorisant les énergies bas carbone, la répartition inégale des énergies extraites du sol est gommée et chaque pays peut faire le choix de développer des énergies issues de technologies construites par l'Homme. Par ailleurs, même si la transition énergétique semble bien engagée, elle est à l'heure actuelle très lente, voire trop lente pour répondre favorablement aux accords climatiques pris par les Parties à Paris en 2017<sup>972</sup> ou aux recommandations du GIEC<sup>973</sup>. L'état

---

<sup>965</sup> BP, « Energy Outlook 2017 ».

<sup>966</sup> U.S. Census Bureau, « Estimated 7.58B People on Earth on World Population Day July 11 ».

<sup>967</sup> Indicateur calculant le rapport entre la consommation d'énergie et le PIB.

<sup>968</sup> Selon l'Insee, il s'agit du rapport des émissions de dioxyde de carbone à la production.

<sup>969</sup> BP, « Energy Outlook 2017 ».

<sup>970</sup> International Energy Agency, « Global Energy Review 2020 ».

<sup>971</sup> U.S. Energy Information Administration, « International Energy Outlook 2019 ».

<sup>972</sup> Connaissance des énergies, « Climat: les émissions de CO<sub>2</sub> repartent à la hausse en 2017 » *Connaissance des Énergies*, 13 nov. 2017, en ligne, Internet, 30 déc. 2018. Available: <https://www.connaissancedesenergies.org/climat-les-emissions-de-co2-repartent-la-hausse-en-2017-171113>.

<sup>973</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Changements climatiques 2014: rapport de synthèse : contribution des Groupes de travail I, II et III au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*, vol. (Genève (Suisse): GIEC, 2015).

des lieux des énergies dans le monde conduit toutefois à réfléchir à la place des Américains dans le monde qui se dessine. La course à la « *dominance énergétique* <sup>974</sup> » voulue par Donald Trump a-t-elle du sens dans un monde où les énergies fossiles sont délaissées ? Puisque les pays de l'OCDE sont de plus en plus nombreux à abandonner les énergies fossiles, quel valeur donner à la renaissance énergétique américaine grâce à celles-ci ? En faisant la course aux hydrocarbures, les Américains ne plongent-ils pas dans une vision archaïque du monde ? Ne vont-ils pas à contre-sens de l'histoire ?

---

<sup>974</sup> The White House, « President Donald J. Trump Is Unleashing American Energy Dominance » *The White House*, 14 mai 2019, en ligne, Internet, 26 juin 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/president-donald-j-trump-unleashing-american-energy-dominance/>.

## **1.2. Alliances, tensions, pouvoir et sécurité : les États-Unis et les puissances énergétiques**

### **1.2.1. Énergies, pouvoir et diplomatie**

Les ressources énergétiques sont depuis toujours au cœur du développement des nations et un signe de pouvoir pour celui qui en possède. Il s'agit de ressources vitales pour chacun des secteurs de l'économie d'un pays, qu'il s'agisse des secteurs de l'industrie, des transports, des bâtiments commerciaux, des ménages ou encore de la production d'électricité. Parce que l'énergie est essentielle au développement des économies nationales, ces dernières décennies, la production d'énergie n'a cessé de croître pour répondre aux besoins grandissants des pays.

Certes indispensable, l'énergie est à l'échelle mondiale une ressource inégalement répartie en termes de géographie. Alors que certaines zones ou pays sont richement dotés en ressources énergétiques, d'autres ne possèdent pas de ressources ou du moins pas suffisamment pour s'auto-alimenter. Cette différence de répartition est particulièrement vraie pour les énergies fossiles qui sont aujourd'hui au cœur de la consommation mondiale. Ces trois ressources représentent plus des trois quarts de la consommation mondiale et pourtant seuls quelques pays sont capables d'alimenter le monde de ces ressources énergétiques.

Depuis les crises pétrolières, dans un contexte mondial d'augmentation de la consommation d'énergies fossiles, de raréfaction des ressources naturelles et de dépendance énergétique, la répartition et l'accès aux ressources énergétiques fossiles est devenu un enjeu de taille. Le charbon est considéré comme une ressource abondante, relativement bien répartie à l'échelle mondiale. Il est cependant de plus en plus écarté du fait des enjeux climatiques. En revanche, le pétrole et le gaz sont des ressources géographiquement concentrées et donc détenues par une poignée de pays. Compte tenu de l'instabilité des grandes zones productrices de ces ressources et de leur poids dans le mix énergétique mondial, il convient de s'intéresser aux enjeux politiques et géopolitiques qui y sont associés.

En 2019, les pays appartenant à l'OPEP ont réalisé 37,4% de la production de pétrole mondiale<sup>975</sup>. Même si leur rôle dans la production de pétrole à l'échelle mondiale s'est avéré de moins en moins

---

<sup>975</sup> BP, « Statistical Review of World Energy 2020 ».



central ces dernières années, avec la montée en puissance de grandes nations productrices n'appartenant pas à l'OPEP comme la Russie et les États-Unis, ils conservent un avantage majeur puisque qu'ils détiennent l'essentiel des réserves mondiales de pétrole. Ils sont le « *centre pétrolier*<sup>976</sup> » du monde. En 2017, les pays de l'OPEP à eux seuls détenaient 81,89% des réserves prouvées de pétrole dans le monde. Parmi les pays les plus richement dotés se trouvaient : le Venezuela qui détenait 24,9% des réserves prouvées de pétrole, l'Arabie Saoudite avec 21,9% des réserves prouvées de pétrole, l'Iran avec 12,8% des réserves prouvées de pétrole, l'Irak avec 12,1% des réserves prouvées de pétrole et le Koweït avec 8,4% des réserves prouvées de pétrole<sup>977</sup>. En 2019, les pays de l'OPEP ne détenaient plus que 70,1% des réserves mondiales prouvées de pétrole, notamment parce que ces réserves ont augmenté dans la zone nord-américaine avec les États-Unis, en Asie avec la Chine ou le Viêtnam ou encore sur le continent africain<sup>978</sup>.

Pour ce qui est du gaz naturel, 4 pays ; l'Iran, la Russie, le Qatar et le Turkménistan concentrent 50% des réserves mondiales<sup>979</sup>. Cette répartition géographique des hydrocarbures dans le monde met en évidence la concentration de ces ressources majoritairement dans des zones politiquement instables, et par conséquent soulève la question de la sécurité énergétique pour tous les pays consommateurs, à commencer par les États-Unis, qui en font une priorité.

Puisque l'accès à l'énergie est une condition *sine qua non* de développement et de prospérité pour toutes les nations, la répartition inéquitable à l'échelle mondiale de ces ressources à pousser les pays à établir des stratégies commerciales, diplomatiques et des politiques énergétiques nationales pour s'assurer un accès continu à ces ressources. Cette répartition géographique des ressources scinde quasiment le monde en deux catégories : les pays producteurs qui exportent leurs hydrocarbures et les pays importateurs qui ont développé une dépendance aux importations de ressources énergétiques qu'ils ne peuvent produire. Les pays les mieux dotés sont davantage amenés à ressentir un sentiment de confiance et de pouvoir, car la sécurité énergétique nationale est assurée. Ce n'est pas le cas des pays dépendants. Ce constat met en évidence la logique de pouvoir associée à l'énergie.

Les politiques ou stratégies développées par les pays dépendants pour s'assurer un accès sécurisé et stable en énergie sont le fruit d'une dépendance accrue des nations aux hydrocarbures. Ces politiques comprennent généralement divers volets avec un objectif principal : celui de la sécurité des

---

<sup>976</sup> Thierry Kellner et Mohammad-Reza Djalili, « Au Centre pétrolier du monde: le golfe Persique » *Outre-Terre*. no 14.1 (2006): 341-375.

<sup>977</sup> Organization of the Petroleum Exporting Countries, « OPEC Share of World Crude Oil Reserves » *opec.org*, 2019, en ligne, Internet, 9 janv. 2019. Available: [https://www.opec.org/opec\\_web/en/data\\_graphs/330.htm](https://www.opec.org/opec_web/en/data_graphs/330.htm).

<sup>978</sup> BP, « Statistical Review of World Energy 2020 ».

<sup>979</sup> Jean Marie Chevalier et al., éd., *Les Nouvelles guerres de l'énergie*, vol. (Paris: Eyrolles, 2017).

approvisionnement, c'est-à-dire l'accès à l'énergie sans rupture de flux et à un prix raisonnable<sup>980</sup>. Les flux d'énergie peuvent être interrompus de manière soudaine, à court terme ou à long terme à cause d'un incident de transport, une grève (Venezuela, 2004), d'un évènement politique (conflit gazier russo-ukrainien, 2009) ou d'une catastrophe naturelle (ouragan Katrina aux États-Unis, 2005) par exemple. Afin d'éviter toute rupture d'approvisionnement, les pays doivent tout d'abord sécuriser et assurer la pérennité de leurs infrastructures et des relations commerciales avec leurs fournisseurs. La diplomatie entre les pays est en ce sens un aspect crucial des politiques énergétiques. Les pays importateurs ont aussi décidé de créer des stockages de sécurité pour les énergies fossiles. Il s'agit de réserves d'hydrocarbures, généralement de pétrole, sur lesquelles les pays peuvent s'appuyer pour une durée moyenne de 100 jours en cas d'urgence. Sous la présidence de Ford, les États-Unis ont, par exemple, construit en 1975 leur réserve stratégique de pétrole située dans le Golfe du Mexique, dans le cadre de leur sécurité énergétique. Cette décision était un des volets de la loi *Energy Policy and Conservation Act* adoptée par le 94<sup>ème</sup> Congrès (1975-1977)<sup>981</sup>. Les politiques de sécurisation des approvisionnements prévoient également le développement sur le territoire d'autres types d'énergies compétitives comme les énergies renouvelables, ou le nucléaire par exemple. Il s'agit de multiplier les sources d'approvisionnement pour ne pas dépendre complètement d'une seule ressource énergétique. La diversification des sources d'énergies qui composent le bouquet énergétique des pays, l'augmentation de l'efficacité énergétique et la réduction de la dépendance aux énergies fossiles sont des moyens reconnus pour réduire les risques liés à une éventuelle rupture des flux. Une quatrième mesure dans cette stratégie de sécurisation consiste en la diversification de leurs sources d'approvisionnement en multipliant leurs partenaires commerciaux et en veillant à leur fiabilité dans la mesure du possible.

La mise en place de ces diverses stratégies n'a pas pour autant impacté de manière négative les échanges commerciaux d'hydrocarbures entre les nations puisque ceux-ci n'ont cessé de croître au fil des ans. À partir de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, l'énergie est devenue un objet majeur des échanges commerciaux entre les pays. Afin de répondre aux besoins énergétiques des nations, les exportations d'énergies ont augmenté de manière significative. Qu'ils circulent par le biais d'oléoducs, de gazoducs ou par voie maritime, les échanges de flux d'énergie primaire sont au cœur des relations commerciales et parfois politiques entre les nations. Ce sont des millions de tonnes qui sont échangées entre les pays producteurs et importateurs chaque année. Par exemple, en 2009 pas moins de 2606

---

<sup>980</sup> Chevalier, *Les 100 Mots de l'énergie* 66.

<sup>981</sup> « S.622 - 94th Congress (1975-1976): Energy Policy and Conservation Act », webpage, 22 déc. 1975, en ligne, Internet, 26 août 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/94th-congress/senate-bill/622>.

Mtep<sup>982</sup> ont été échangés dans le monde soit 67% de la consommation mondiale et 788 Mtep de gaz naturel soit 29,7% de la consommation mondiale ont été échangés<sup>983</sup>.

Ainsi l'importance des échanges annuels d'énergies primaires dans le monde témoignent d'une réelle interdépendance entre les pays producteurs et les pays consommateurs, mais fait aussi état d'une demande croissante en énergie. Cette interdépendance justifie la nécessité pour les pays consommateurs de mettre en place les stratégies pour pallier d'éventuels ruptures d'approvisionnement qui mettraient en danger leur sécurité. En revanche, cette interdépendance contraint également les pays producteurs à garantir des prix raisonnables, des flux réguliers et de bonnes relations commerciales, car ils dépendent également des revenus que leur procurent l'exportation de leurs ressources.

L'énergie s'est donc révélée être un enjeu central des échanges commerciaux entre nations depuis des décennies. Son caractère indispensable a également amené les nations, à commencer par les États-Unis, à développer des stratégies et des partenariats avec les acteurs de l'énergie pour éviter une nouvelle crise comme celles de 1973 ou 1979. La deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle a été marquée entre autres par les notions de dépendance aux hydrocarbures, et de raréfaction des ressources naturelles. Les réserves d'énergies fossiles sont majoritairement localisées dans une zone hautement belligère depuis des décennies : le golfe Persique. Il convient donc de s'intéresser à la façon dont la question énergétique a pu conditionner la politique étrangère des États-Unis dans ces zones tendues et se demander en quoi elle conditionne encore leur relation à ces pays de nos jours.

### **1.2.2. Rôle du pétrole dans les relations diplomatiques des États-Unis avec les puissances productrices de pétrole**

À partir de 1950, les États-Unis, pionniers de l'exploitation pétrolière et premier producteur mondial deviennent importateur de pétrole pour répondre à un mode de vie très énergivore et une production désormais insuffisante. Premier consommateur mondial pendant des décennies, les États-Unis, ne pouvant s'auto-alimenter, doivent trouver des ressources et des partenaires commerciaux

---

<sup>982</sup> 1 Mtep correspond à 1 million de tonne équivalent pétrole. La tonne équivalent pétrole est une unité de mesure qui représente l'énergie calorifique de la combustion d'une tonne de pétrole brut et qui est utilisée pour exprimer les diverses sources d'énergies en une seule unité commune. Ainsi le pétrole, le charbon, l'électricité primaire, ou encore le nucléaire peuvent être exprimés en tonne équivalent pétrole. Les énergies sont comparées à partir de leur pouvoir calorifique pour être exprimées en tep.

<sup>983</sup> Mons, *Les Enjeux de l'énergie* 46.

afin de répondre à leurs besoins. Pour ce faire, ils n'ont d'autres choix que de négocier avec les pays détenant le pétrole. À cet instant précis, la politique énergétique américaine fusionne avec leur politique diplomatique à l'égard du Moyen-Orient, car il est vital pour la superpuissance américaine de maintenir un libre accès à l'énergie pour garder leur position de première puissance économique, militaire et culturelle mondiale. Dès 1945, les premiers rapprochements stratégiques entre les États-Unis, l'Iran et l'Arabie Saoudite s'opèrent. Washington met en place la politique de « *Two Pillars Policy*<sup>984</sup> » au Moyen-Orient, en faisant de ces deux pays des alliés régionaux pour sécuriser le Golfe et garantir le maintien des flux pétroliers et gaziers dans une zone sous tension. Dans ce même contexte, le roi saoudien Ibn Saoud et le président américain Franklin Delano Roosevelt concluent une alliance qui permettrait aux États-Unis d'avoir accès aux ressources pétrolières du Royaume saoudien, contre la protection militaire des Américains. Par cet accord, les Saoudiens s'assuraient de la protection d'un allié militairement puissant face à de nombreux ennemis régionaux, alors que les États-Unis y gagnaient un allié de taille dans la région, mais aussi dans l'OPEP, puisque l'Arabie Saoudite est le plus grand exportateur de pétrole et le « *swing producer* » de l'organisation. Cet accord aurait été renouvelé en 2005 par George W. Bush<sup>985</sup>.

La relation entre l'Arabie Saoudite et les États-Unis est cependant plus profonde. En 1973, Henry Kissinger, le secrétaire d'État américain, conclut un accord avec les Saoudiens, chefs de file de l'OPEP, pour que le pétrole ne soit désormais vendu qu'en dollar : c'est la naissance du pétrodollar<sup>986</sup>. Dès 1975, les pays de l'OPEP adoptent ce système d'échange qui ne sera pas remis en cause pendant trois décennies. Les Américains déjà dépendants aux importations de pétrole se sont ainsi assurés que le dollar devienne la monnaie de réserve pour le pétrole. Par cet accord, le dollar américain est devenu une arme géopolitique forte au même titre que le pétrole car puisque les pays achètent du pétrole et que cette transaction doit s'opérer en dollar. L'accord sur le pétrodollar permet que la demande internationale pour le dollar soit toujours forte. Avec le pétrodollar, les États-Unis sont ainsi devenus le seul pays à pouvoir émettre une devise nécessaire pour l'achat d'une ressource indispensable aux autres pays. Cet accord a placé les Américains au cœur de l'économie mondiale<sup>987</sup>.

Le pétrole est donc intrinsèquement lié au dollar depuis la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. Tout comme le pétrodollar s'avère être une arme géopolitique forte, le pétrole l'est aussi devenu au même moment, comme en témoignent les crises pétrolières de 1973 et 1979, quand les pays de l'OPEP ont

---

<sup>984</sup> Kellner et Djalili, « Au centre pétrolier du monde ».

<sup>985</sup> Laurence Nardon, « Les États-Unis vers l'indépendance énergétique ? » *Politique étrangère*. Été.2 (2013): 27-39.

<sup>986</sup> Voir lexique.

<sup>987</sup> Bulent Gokay, « L'Irak, l'Iran et la fin du pétrodollar (2ème partie). » *alterinformat.org Agence de presse associative*, 30 mai 2006, en ligne, Internet, 18 janv. 2019. Available: [http://www.alterinfo.net/L-Irak-l-Iran-et-la-fin-du-petrodollar-2eme-partie\\_a1891.html](http://www.alterinfo.net/L-Irak-l-Iran-et-la-fin-du-petrodollar-2eme-partie_a1891.html).

utilisé le « *oil weapon*<sup>988</sup> » ou le pétrole comme une arme. La réduction des quotas de pétrole décidée par les pays de l'OPEP en raison de désaccords sur des sujets politiques a eu de vastes répercussions sur les économies occidentales importatrices de pétrole. Le pétrole a été utilisé comme une arme pour influencer les soutiens politiques des États-Unis vis-à-vis de leur allié israélien en 1973, ou contre la révolution iranienne en 1979.

C'est pourquoi depuis des décennies, la stabilisation politique du Moyen-Orient, centre pétrolier du monde<sup>989</sup>, est un enjeu international car tout conflit ou déséquilibre produit immédiatement des répercussions sur la production de pétrole ou les cours du pétrole, et déstabilise par conséquent l'économie internationale. La 5<sup>ème</sup> flotte américaine est stationnée à Manama au Bahreïn où les navires américains circulent dans les eaux du golfe Persique et au large d'Oman avec l'objectif de sécuriser le détroit d'Ormuz, zone de passage stratégique pour les flux d'hydrocarbures. En effet, le détroit d'Ormuz concentre 18% du trafic de GNL mondial et 30% du pétrole mondial, dont 1/8<sup>ème</sup> du pétrole brut utilisé aux États-Unis, 1/4 de celui utilisé en Europe et 1/3 de celui utilisé au Japon<sup>990</sup>.

Le détroit d'Ormuz est un haut lieu du commerce international, d'où les méthaniers et les pétroliers partent chaque jour pour alimenter le monde en gaz et en pétrole et dont l'activité pourrait encore croître de 30% d'ici à 2030 compte tenu de l'augmentation de la demande asiatique en pétrole<sup>991</sup>. De fait, ce détroit représente une voie commerciale de premier plan qu'il s'agit de préserver, c'est pourquoi la présence militaire des États-Unis dans le golfe Persique vise à garantir la sécurisation des approvisionnements dans une région belligère et instable. Mais, d'un point de vue stratégique, elle doit également contenir l'influence russe. Historiquement, le golfe Persique est une zone où se sont accumulées les tensions politiques ces dernières décennies. La guerre de 6 jours en 1967, la guerre du Kippour en 1973, la révolution iranienne de 1979, la guerre entre l'Iran et l'Irak en 1980 ou encore l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979. C'est d'ailleurs ce dernier exemple qui a donné naissance, dans un contexte de Guerre Froide, à la doctrine Carter afin de préserver les intérêts vitaux des États-Unis. À partir des années 1980, les États-Unis cherchent à étendre leur influence en multipliant les accords avec les pays du Golfe<sup>992</sup>.

Plus récemment, la guerre du Golfe, les attaques du 11 septembre 2001 par Al-Qaïda qui ont entraîné la guerre d'Afghanistan en 2003 et la guerre contre l'Irak en 2003 ont également contribué

---

<sup>988</sup> Daniel Yergin, *The Quest: Energy, Security and the Remaking of the Modern World*, rev. and updated ed. (London: Penguin Books, 2012) 269.

<sup>989</sup> Kellner et Djalili, « Au centre pétrolier du monde ».

<sup>990</sup> Valentin Germain, « Détroit d'Ormuz, un passage stratégique », 2 juill. 2013, en ligne, Internet, 4 janv. 2019. Available: <https://www.lescledumoyenorient.com/Detroit-d-Ormuz-un-passage-strategique.html>.

<sup>991</sup> Germain, « Détroit D'ormuz, Un Passage Stratégique ».

<sup>992</sup> Kellner et Djalili, « Au centre pétrolier du monde ».

à accroître les tensions dans la poudrière du Golfe mais a aussi menacé la stabilité des flux d'énergies. En effet, lorsqu'Al-Qaïda voit le jour dans les années 1990, Ben Laden a spécifiquement interdit d'attaquer les infrastructures énergétiques qui devaient selon lui servir pour le « *soon to-be-established Islamic state*<sup>993</sup> ». En 2004, le mot d'ordre change et les infrastructures énergétiques sont visées afin d'affaiblir l'Occident par l'augmentation des prix du pétrole. La nouvelle stratégie visait à mener un « *jihad économique* » contre les États-Unis<sup>994</sup>. En s'attaquant aux infrastructures énergétiques, le but de cette organisation terroriste était de déstabiliser le marché, provoquer des ruptures d'approvisionnement et faire flamber pour rendre les pays occidentaux vulnérables. Dans un monde de plus en plus mondialisé, toute tension dans la poudrière du Golfe est amenée à avoir des répercussions sur l'économie mondiale.

L'histoire du Moyen Orient en tant que cœur pétrolier mondial depuis la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle est une histoire de puissance, de conflits et d'influence. Cette zone a été un véritable théâtre d'opération de la « *Guerre Froide* » entre les États-Unis et l'ancienne puissance soviétique, la Russie. Mais elle est aussi devenue la zone de conflits d'une autre Guerre Froide par l'intermédiaire de l'Arabie Saoudite et l'Iran qui luttaient pour devenir la première puissance régionale à l'image des récents conflits en Syrie et en Irak<sup>995</sup>.

Les guerres confessionnelles et les batailles d'influence ont encouragé la naissance de mouvements terroristes puissants comme *Al-Qaïda* ou *Daesh* (État Islamique) plus récemment dans une zone qui ne semble pas pouvoir être apaisée. En 2015, cependant, l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Chine, États-Unis, Russie, France et Royaume-Uni) et l'Iran apportait un peu d'espoir. Il stipulait la fin des sanctions internationales contre l'Iran, isolée depuis 1980 par les États-Unis et 2002 par les autres pays, si Téhéran consentait à ne pas se munir de l'arme nucléaire. Si cet accord a profité à l'économie iranienne et surtout à ses exportations de pétrole, les pays de l'ONU se sont assurés en échange de ne pas voir l'Iran devenir la première puissance militaire régionale de la zone, et une menace pour la stabilité de celle-ci compte tenu de ses potentielles velléités de domination du Golfe<sup>996</sup>. Néanmoins, le retrait des États-Unis de cet accord avec l'administration Trump en 2018 a créé de nouvelles tensions à l'échelle internationale.

---

<sup>993</sup> Yergin, *The Quest* 290.

<sup>994</sup> Yergin, *The Quest* 290.

<sup>995</sup> Par Marc JOURDIER Ryad avec Anuj CHOPRA à, « La « Guerre Froide » Entre l'Arabie Saoudite et l'Iran Expliquée en Cinq Questions » *Ouest-France.fr*, 12 nov. 2017, en ligne, Internet, 19 janv. 2019. Available: <https://www.ouest-france.fr/monde/iran/la-guerre-froide-entre-l-arabie-saoudite-et-l-iran-expliquee-en-cinq-questions-5373538>.

<sup>996</sup> Yergin, *The Quest* 303.

Ces dernières décennies le pétrole est passé d'une ressource énergétique indispensable aux pays à une véritable arme stratégique et géopolitique qui garantit pouvoir et influence à qui le détient. Les relations politiques avec les grands pays producteurs du Moyen-Orient montrent l'importance qu'a pris le pétrole dans les débats internationaux. Les États-Unis ont depuis la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle adopté une politique étrangère parfois ambiguë dans des zones politiquement instables et fortement hostiles afin de garantir un équilibre diplomatique dans ces zones mais aussi garantir la sécurisation des approvisionnements pour eux-mêmes et le monde. Les relations diplomatiques des États-Unis avec les pays du Golfe sont intrinsèquement liées aux enjeux énergétiques depuis la 2<sup>ème</sup> moitié du 20<sup>ème</sup> siècle.

Les relations entre les États-Unis et le Moyen-Orient sont certes, un exemple du lien ambiguë entre la politique étrangère des Américains et leur politique énergétique, mais les relations États-Unis-Venezuela sont un autre exemple éloquent. Depuis une quinzaine d'années, les relations diplomatiques entre les États-Unis et le Venezuela ont été marquées par de nombreux heurts aboutissants à une série de sanctions essentiellement économiques<sup>997</sup> à l'encontre des Vénézuéliens. La rhétorique d'Hugo Chávez centrée sur l'anti-américanisme, ses liens étroits avec des nations hostiles aux États-Unis comme Cuba, la Russie ou l'Iran, son régime autoritaire, sont autant d'éléments qui ont poussé les Américains à voir Chávez comme un facteur de déstabilisation du continent sud-américain. Dès l'élection de Chávez, les Américains craignent une perte d'influence dans la zone alors même que le Venezuela est un de leurs principaux partenaires commerciaux pour le pétrole. Les tensions entre ces deux pays atteignent un pic en 2002, lorsque Chávez accuse le gouvernement Bush<sup>998</sup>, par le biais de la CIA, d'avoir pris part au coup d'État qui visait à le renverser<sup>999</sup>. Depuis la présidence de Bush, tous les présidents américains ainsi que les Congrès américains ont régulièrement imposé de nouvelles sanctions de manière bipartisane contre les régimes d'Hugo Chávez et de son successeur, Nicolás Maduro. La situation économique, financière, sociale du pays, empirée par la corruption des dirigeants, n'a cessé de se gangrener depuis 1999, sous les yeux de la communauté internationale quasi impuissante. En 2002-2003<sup>1000</sup>, les grèves pétrolières organisées pour pousser Hugo Chávez à démissionner auront pour seuls effets de mener au

---

<sup>997</sup> U.S. Department of the Treasury, « Venezuela-Related Sanctions », 15 juill. 2020, en ligne, Internet, 19 juill. 2020. Available: <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/programs/pages/venezuela.aspx>.

<sup>998</sup> BBC News, « Chávez says US plans to kill him », 21 févr. 2005, en ligne, Internet, 20 juill. 2020. Available: <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/4282603.stm>.

<sup>999</sup> Pizzicalaluna, « Venezuela : la CIA accusée par ses propres documents » *Club de Mediapart*, 10 avr. 2015, en ligne, Internet, 19 juill. 2020. Available: <https://blogs.mediapart.fr/pizzicalaluna/blog/100415/venezuela-la-cia-accusee-par-ses-propres-documents>.

<sup>1000</sup> Daniel Bastien, « La Grève générale touche le pétrole vénézuélien » *Les Echos*, 26 avr. 2002, en ligne, Internet, 19 juill. 2020. Available: <https://www.lesechos.fr/2002/12/la-greve-generale-touche-le-petrole-venezuelien-704702>.

licenciement de dizaines de milliers de salariés de *Petróleos de Venezuela SA*<sup>1001</sup>, de causer la flambée des prix du pétrole et d'impacter à la baisse la production nationale. Alors qu'en 2002, 13% des importations américaines de pétrole venaient du Venezuela, cette situation était particulièrement inquiétante pour les Américains<sup>1002</sup>.

À la différence de son prédécesseur, Donald Trump adopte une ligne politique très dure avec le régime Maduro. En janvier 2019, suite aux élections présidentielles vénézuéliennes de 2018 jugées frauduleuses, les États-Unis<sup>1003</sup>, à l'instar de 60 autres nations, reconnaissent Juan Guaidó, alors président de l'Assemblée nationale, et chef de l'opposition au régime de Maduro, comme le président légitime par intérim.

Avant l'interruption des relations diplomatiques entre le Venezuela et les États-Unis en 2019, le Venezuela était le premier partenaire commercial des Américains. Les exportations américaines représentaient 1,2 milliard de dollars, et les importations, 1,9 milliard de dollars. Parmi ces transactions, les produits pétroliers comptaient pour une grande part, puisque le Venezuela se classait parmi les 5 premiers fournisseurs des Américains<sup>1004</sup>. Les sanctions prises début 2019 par le gouvernement Trump à l'encontre du régime de Maduro avaient pour vocation de sévir sur la principale ressource financière du régime Maduro, le pétrole<sup>1005</sup>, dont le Venezuela possède les plus grandes réserves au monde. Elles visaient entre autres à réduire les importations américaines de pétrole brut en provenance du Venezuela de 500 000 barils par jour à zéro, ce qui représente une perte financière colossale pour un pays pour lequel le pétrole constitue la principale activité économique<sup>1006</sup>. La politique américaine consiste ici à faire céder le régime Maduro en asphyxiant l'économie vénézuélienne.

Depuis le début des tensions entre le Venezuela et les États-Unis, le pétrole occupe une place centrale. Alors que cette ressource permet, selon les Américains, d'alimenter un gouvernement corrompu qui a mené le pays au « *chaos* <sup>1007</sup> », ils comptaient, jusqu'en 2019, parmi les plus grands

---

<sup>1001</sup> Compagnie pétrolière nationalisée vénézuélienne.

<sup>1002</sup> Bastien, « La Grève générale touche le pétrole vénézuélien ».

<sup>1003</sup> Donald J. Trump, « Statement Announcing United States Recognition of National Assembly President Juan Gerardo Guaidó Márquez as Interim President of Venezuela », 23 janv. 2019, en ligne, Internet, 19 juill. 2020. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/statement-announcing-united-states-recognition-national-assembly-president-juan-gerardo>.

<sup>1004</sup> Department of State, « U.S. Relations With Venezuela » *United States Department of State*, 6 juill. 2020, en ligne, Internet, 19 juill. 2020. Available: <https://www.state.gov/u-s-relations-with-venezuela/>.

<sup>1005</sup> U.S. Department of State, « Venezuela-Related Sanctions » *United States Department of State*, s. d., en ligne, Internet, 20 juill. 2020. Available: <https://www.state.gov/venezuela-related-sanctions/>.

<sup>1006</sup> Department of State, « U.S. Relations With Venezuela ».

<sup>1007</sup> U.S. Department of State, « Nicolás Maduro: Corruption and Chaos in Venezuela » *United States Department of State*, 6 août 2019, en ligne, Internet, 20 juill. 2020. Available: <https://www.state.gov/nicolas-maduro-corruption-and-chaos-in-venezuela-2/>.



importateurs de pétrole vénézuélien. Les régimes de Chávez et Maduro, bien qu'hostiles aux Américains, ont eux aussi continué leurs échanges commerciaux avec les États-Unis. L'ambiguïté des relations entre ces deux pays démontre l'importance de l'énergie dans les relations des États-Unis avec les autres pays. Même si les Américains se situent aujourd'hui parmi les plus grands producteurs de pétrole, il n'en demeure pas moins qu'ils continuent d'en importer. Leur système de raffinage a été construit pour utiliser du pétrole lourd et moyen, or le pétrole de schiste produit aux États-Unis est léger<sup>1008</sup>. C'est pourquoi, ils importent encore du pétrole en provenance du Golfe, du Canada et en provenance du Venezuela jusqu'en 2019.

Le 24 janvier 2019, soit un jour après que Donald Trump ait reconnu Juan Guaidó en tant que président par intérim, John Bolton, le Conseiller à la sécurité nationale américain, réaffirmait, dans une interview sur *Fox Business*, l'intérêt américain pour le pétrole vénézuélien. « *It will make a big difference to the United States economically if we could have American oil companies really invest in and produce the oil capabilities in Venezuela*<sup>1009</sup>. » En janvier 2020, Maduro annonçait envisager la privatisation de son secteur pétrolier et gazier<sup>1010</sup> afin de faire face aux difficultés économiques provoquées par les sanctions américaines. Ces deux dernières décennies, les gouvernements américains ont incessamment répété leur préoccupation à l'égard du peuple vénézuélien, oppressé par les régimes autoritaires successifs, qui ont conduit le pays dans une grave crise. Néanmoins, bien qu'ils aient débloqué des fonds pour apporter une aide humanitaire aux Vénézuéliens, leur attitude porte à confusion, puisque paradoxalement, les diverses sanctions prises à l'encontre du pays ont eu pour principal effet d'aggraver cette crise.

En novembre 2018, John Bolton parlait de « *Troika of Tyranny*<sup>1011</sup> » pour décrire les régimes de terreur imposés par 3 pays de l'Amérique Latine : Cuba, le Venezuela, et le Nicaragua. L'examen du déroulement de la politique américaine à l'égard du Venezuela pousse à la réflexion. Les actuelles sanctions contre le Venezuela quant à son secteur pétrolier auraient-elles été envisagées par les Américains s'ils étaient encore dépendants des importations de pétrole ? Pourquoi les sanctions

---

<sup>1008</sup> U.S. Energy Information Administration, « Recent U.S. imports of oil tend to be heavier than domestic production », 6 mai 2016, en ligne, Internet, 20 juill. 2020. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=26132>.

<sup>1009</sup> John Bolton, « John Bolton: I Don't Think Maduro Has the Military on His Side », *Fox Business*, 24 janv. 2019, en ligne, Internet, 20 juill. 2020. , Available: <http://video.foxbusiness.com/v/5993599263001/>.

<sup>1010</sup> Kenneth Rapoza, « Bankrupt Venezuelan Oil Firm PDVSA Proposes Selling Oil Assets to Private Sector » *Forbes*, 28 avr. 2020, en ligne, Internet, 20 juill. 2020. Available: <https://www.forbes.com/sites/kenrapoza/2020/04/28/bankrupt-venezuelan-oil-firm-pdvs-a-proposes-selling-oil-assets-to-private-sector/>.

<sup>1011</sup> John Bolton, « Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton on the Administration's Policies in Latin America » *The White House*, 2 nov. 2018, en ligne, Internet, 20 juill. 2020. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-national-security-advisor-ambassador-john-r-bolton-administrations-policies-latin-america/>.

pétrolières n'interviennent-elles que maintenant ? Il y a fort à parier également que le soutien de l'administration Trump à Juan Guaidó est lié au souhait du président vénézuélien par intérim de vouloir privatiser le secteur pétrolier vénézuélien, ce qui serait une aubaine pour les firmes pétrolières américaines, tout comme pour l'économie des États-Unis.

En définitive, la répartition géographique des ressources d'hydrocarbures ainsi que la capacité des nations à y accéder, toutes deux inévitables, ont participé à dessiner les alliances, les allégeances mais aussi les rapports de force entre les nations de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui. Les relations diplomatiques entre les États-Unis et les pays du Golfe ou le Venezuela par exemple, démontrent que la question énergétique est, depuis des décennies, un aspect crucial des décisions relatives à la politique étrangère des États-Unis.

### **1.2.3. Gaz naturel et diplomatie américaine**

Si les ressources pétrolières ont pris une importance considérable dans les relations entre les pays ces dernières décennies, des similarités sont à dénoter pour ce qui est du gaz naturel. Cet hydrocarbure moins exploité que « l'or noir » au 20<sup>ème</sup> siècle, connaît depuis un peu plus d'une décennie un véritable essor et tout comme le pétrole, le gaz est devenu une arme stratégique et politique pour les pays qui en produisent.

Avant 2005, seulement 15 pays dans le monde importaient du GNL. Ils sont trois fois plus nombreux aujourd'hui. Autrefois la consommation de gaz naturel était surtout destinée au marché local, voir régional du fait de la difficulté à transporter le gaz et du coût élevé du transport. En 2010 en moyenne 75% du gaz naturel produit était consommé localement, seuls 10% étaient transportés dans une autre zone que celle de la production<sup>1012</sup>. Cette situation était hautement profitable pour les principaux pays producteurs régionaux de gaz qui avaient le quasi-monopole sur les marchés du gaz. La Russie, par exemple, est le fournisseur historique des pays européens en gaz naturel grâce aux pipelines prévus à cet effet.

En 2010, les échanges de GNL dans le monde représentaient 28% des flux totaux de gaz naturel<sup>1013</sup>. En 2019, ce sont quelques 984,4 millions m<sup>3</sup> de gaz naturel qui ont été échangés dans le monde. La moitié était du GNL, l'autre moitié a été livrée via des pipelines pour un marché

---

<sup>1012</sup> Mons, *Les Enjeux de l'énergie* 49.

<sup>1013</sup> Mons, *Les Enjeux de l'énergie* 48.

régional<sup>1014</sup>. Les États développent de plus en plus leurs infrastructures, notamment en construisant des terminaux maritimes de GNL. Ceux-ci leur permettent de s’approvisionner en GNL par voie maritime grâce aux transports par méthaniers et de réduire leur dépendance au gaz naturel approvisionné par les pipelines régionaux. Le développement des échanges de GNL a permis de dynamiser le marché du gaz naturel qui a longtemps été régi par des contrats entre exportateurs et importateurs de 20 à 25 ans d’un point de vue économique, mais aussi d’une certaine allégeance du pays importateur au pays producteur pour ce qui est de la géopolitique.

La Russie compte parmi les pays qui ont su tirer profit de l’essor du gaz naturel. Non seulement elle est un des plus grands producteurs mondiaux de pétrole, mais elle est aussi un des plus grands producteurs mondiaux de gaz naturel et de charbon, ce qui fait d’elle une nation incontournable dans la course mondiale aux énergies, mais ce qui lui confère également une puissance géopolitique. En 2016, la Russie était le deuxième producteur de pétrole mondial et le deuxième producteur de gaz naturel. Le pays détenait en 2016, un quart des réserves mondiales prouvées de gaz naturel devant l’Iran, le Qatar et les États-Unis<sup>1015</sup>. En somme, la Russie est un des pays les plus richement dotés en hydrocarbures, et elle s’est largement appuyée sur ces ressources naturelles pour développer son économie depuis la dissolution de l’URSS. En 2015, 43% des recettes budgétaires russes provenaient du gaz naturel et du pétrole<sup>1016</sup>. Annoncée comme un « *contre-pouvoir*<sup>1017</sup> » crédible à l’OPEP, grâce à sa production de pétrole et ses infrastructures d’exportation, la Russie doit être considérée comme un acteur majeur quand il s’agit du marché mondial des énergies. Ce pays a réussi à transformer l’arme énergétique en véritable arme géopolitique en s’accaparant en premier lieu du marché européen. Elle est le premier fournisseur européen d’énergies fossiles. En 2018, 30% du pétrole importé par l’Union Européenne et 40% du gaz naturel provenait de Russie<sup>1018</sup>. En 2019, 38,3% du gaz importé en Europe venait de la Russie quand seulement 4% viennent des États-Unis<sup>1019</sup>. Avec un taux de dépendance moyen à 58% en 2018, une grande majorité des pays européens restaient dépendants de leurs importations d’hydrocarbures russes<sup>1020</sup>.

---

<sup>1014</sup> BP, « Statistical Review of World Energy 2020. »

<sup>1015</sup> U.S. Energy Information Administration, « Country Analysis Brief: Russia », 25 oct. 2016.

<sup>1016</sup> Alic, « Country Analysis Brief: Russia ».

<sup>1017</sup> Mons, *Les Enjeux de l’énergie* 53.

<sup>1018</sup> Marin Katusa, *The Colder War: How the Global Energy Trade Slipped from America’s Grasp* (Hoboken, New Jersey: John Wiley & Sons, Inc, 2015) 102.

<sup>1019</sup> Eurostat, « EU imports of energy products - recent developments », juin 2020, en ligne, Internet, 16 juill. 2020. Available: <https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/pdfscache/46126.pdf>.

<sup>1020</sup> European Union, « Shedding Light on Energy on the Eu: From Where Do We Import Energy and How Dependent Are We? », Eurostat *Shedding light on energy on the EU*, 2020, en ligne, Internet, 15 juill. 2020. Available: <https://ec.europa.eu/eurostat/cache/infographs/energy/bloc-2c.html>.

En d'autres mots, beaucoup de pays européens dépendent des exportations d'énergie russes, parmi lesquelles se trouvent une grande majorité des pays de l'Europe de l'Est et anciens satellites de l'Union Soviétique, mais aussi des nations comme l'Allemagne, les Pays-Bas ou l'Italie. La dépendance des pays européens à l'énergie russe confère à la Russie un véritable levier géopolitique et de la crédibilité comme l'illustre le conflit gazier<sup>1021</sup> entre la Russie et l'Ukraine en 2009. Ce conflit a privé des millions d'européens de chauffage<sup>1022</sup>. Le gaz russe n'est pas seulement une source d'énergie. C'est une source d'influence et de pouvoir.

*Cheap gas from Russia was one of the glues that held the old Soviet Union together, and today much of Europe, as well as the USSR's former satellites, depends on Russia to keep delivering. Selling gas means revenue for Russia, of course, but Putin is focused on the glue factor, the political leverage that comes from being a customer's irreplaceable source of energy*<sup>1023</sup>.

Compte tenu de ses ressources d'hydrocarbures et de sa position géographique, la Russie est devenue un interlocuteur incontournable en matière d'énergie non seulement pour le Vieux Continent, mais aussi pour l'Asie, qui est un marché en pleine croissance. Si l'Europe est déjà alimentée par les hydrocarbures russes, l'explosion de la demande asiatique fait de la Russie un véritable rival pour les Américains du fait de ses réserves de pétrole, de charbon et de gaz. Alors que la Russie a forgé de nouvelles alliances politiques, économiques et de nouveaux partenariats commerciaux ces dernières années avec les pays asiatiques, le Venezuela, mais aussi au Moyen-Orient, le fantôme de la Guerre Froide, alimenté par la question des énergies ressurgit, tandis que chaque camp tente de renforcer son influence. « *Yet in fact a new, Cold War was developing. Its weapons would be oil wells, gas fields, uranium mines, energy processing plants, pipelines, and ports. Again, Europe would be the primary zone of engagement even though the United States would be the primary opponent*<sup>1024</sup>. »

En définitive, depuis la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, l'énergie, autrefois objet d'échanges commerciaux entre les nations, est devenue un véritable facteur déterminant dans les relations internationales. Elle apparaît aujourd'hui comme capable de reformer l'ordre géopolitique établi avec l'émergence de nouveaux acteurs ou de nouveaux pays producteurs comme les États-Unis cette dernière décennie. Dans un contexte de raréfaction des ressources au 20<sup>ème</sup> siècle et d'augmentation

---

<sup>1021</sup> Au cours des deux dernières décennies, la Russie et l'Ukraine sont entrées en conflit à plusieurs reprises, leurs désaccords ayant pour conséquence directe la coupure de l'approvisionnement en gaz en 2006, en 2009 ou encore en 2014. S'affrontant sur le prix du gaz, de la dette gazière de l'Ukraine et sur fond de tensions politiques, les conflits gaziers russo-ukrainiens ont conduit à des ruptures d'approvisionnement en Europe puisqu' une partie du gaz vendu par la Russie à l'Europe transite par l'Ukraine.

<sup>1022</sup> William Kole et Dusan Stojanovic, « Des Millions d'Européens privés de chauffage » *20 Minutes*, 16 janv. 2009, en ligne, Internet, 24 janv. 2019. Available: <https://www.20min.ch/ro/news/monde/story/27626646>.

<sup>1023</sup> Katusa, *The Colder War* 107.

<sup>1024</sup> Katusa, *The Colder War* 88.

de la demande internationale, l'énergie et en particulier les hydrocarbures, ont donné d'une certaine façon le pouvoir aux pays producteurs face aux pays consommateurs, puisqu'une alimentation stable en énergie est considérée comme le facteur principal de la sécurité énergétique pour tous les pays. Cependant, en dépit des apparences, la dépendance est bien réciproque. L'interdépendance qui lie les nations productrices d'hydrocarbures et les nations consommatrices revêt diverses facettes et traduit la complexité de l'enjeu énergétique à l'échelle mondiale.

### 1.3. Complexification de la géopolitique des énergies. Quelle place pour les États-Unis dans ce nouvel ordre mondial ?

#### 1.3.1. Nouveau statut, nouveaux enjeux pour les États-Unis

L'énergie est souvent reconnue comme un des enjeux majeurs du 21<sup>ème</sup> siècle compte tenu de ses ramifications dans tous les secteurs de la société et de son poids dans les échanges mondiaux. La raréfaction annoncée des ressources d'hydrocarbures, le caractère indispensable de l'énergie aux sociétés, la sécurité énergétique, la menace climatique, la concentration des ressources d'hydrocarbures dans des zones belligères, et la croissance démographique mondiale dans un monde de plus en plus énergivore sont autant d'éléments qui ont fait de l'énergie une problématique incontournable depuis le 20<sup>ème</sup> siècle jusqu'à aujourd'hui.

Les États-Unis, première puissance économique mondiale depuis des décennies sont, peut-être plus que d'autres nations, concernés par l'enjeu énergétique. Historiquement, les Américains ont bâti leur puissance militaire, économique et culturelle sur un accès quasi illimité à des ressources hydrocarbures. Le « *American way of life* », modèle culturel américain, et référence pour de nombreuses sociétés, est lui-même défini par cet accès illimité à l'énergie. L'énergie occupe une telle importance dans le modèle américain, que dès que les États-Unis ont reconnu leur dépendance aux hydrocarbures et plus particulièrement au pétrole issu des exportations du golfe Persique, l'accès à celui-ci a été déclaré comme un « *intérêt vital* » de la nation américaine et dont la défense peut engendrer une réponse militaire, comme l'énonce la doctrine Carter de 1980<sup>1025</sup>.

L'énergie est devenue un enjeu stratégique pour les Américains dès le 20<sup>ème</sup> siècle. Elle s'est infiltrée dans tous les domaines, jusqu'à devenir un critère décisionnel dans certains cas. L'énergie a intégré les questions diplomatiques puisqu'elle a longtemps été et demeure encore une « *variable-clé*<sup>1026</sup> » des relations internationales des États-Unis, notamment au Moyen-Orient, au Venezuela ou encore lors de la formation d'alliances régionales comme l'Accord de libre-échange nord-américain ou ALENA<sup>1027</sup>. L'énergie a également intégré la question économique, notamment avec la naissance du pétrodollar, mais aussi parce que l'économie américaine et sa puissance repose sur l'accès à

---

<sup>1025</sup> Carter, « State of the Union Address 1980 ».

<sup>1026</sup> Sophie Meritet, « L'Énergie est-elle un driver important de la politique étrangère américaine ? » *Revue internationale et stratégique*. 104.4 (2016): 81.

<sup>1027</sup> Meritet, « L'énergie Est-Elle Un Driver Important de La Politique Étrangère Américaine ? ».

l'énergie. À cela s'ajoutent les flux d'hydrocarbures, un indicateur qui révèle le poids des énergies dans l'économie mondiale. Ces flux comptent parmi les plus grands échanges commerciaux tous les ans. L'énergie a, par ailleurs, également intégré les questions de défense nationale quand l'accès à l'énergie est devenu un « *intérêt vital* » des États-Unis, justifiant l'usage de la force militaire comme l'illustre par exemple la guerre en Irak en 2003<sup>1028</sup>. L'armée américaine est une des plus grandes consommatrices d'énergie. Or l'enjeu énergétique est désormais lié aux risques terroristes. Ces éléments confèrent donc une dimension sécuritaire à l'énergie. Enfin, l'énergie a pleinement embrassé la question environnementale depuis des années, du fait du lien de causalité existant entre les deux.

Par son ubiquité, la question énergétique a profondément façonné les relations entre les pays dès le 20<sup>ème</sup> siècle. L'énergie a participé à l'établissement d'un ordre géopolitique mondial. Tout comme le charbon avait participé à faire de l'empire britannique la plus grande puissance mondiale au 19<sup>ème</sup> siècle, l'accès au pétrole a eu un effet similaire pour les États-Unis au 20<sup>ème</sup> siècle. L'impact du passage récent de nation dépendante à nation productrice pour les États-Unis n'est donc pas à négliger. Depuis des siècles, l'énergie est à la fois un vecteur de puissance, d'inégalités, de tensions et d'alliances entre les pays. Alors que l'accès aux énergies fossiles et le prix de celles-ci ont été des facteurs déterminants dans la géopolitique mondiale depuis des décennies, la transition vers les énergies renouvelables et la révolution des hydrocarbures de schiste sont deux éléments en passe de renouveler et complexifier l'ordre géopolitique mondial établi. Il convient donc de s'y intéresser car il s'agit d'éléments essentiels dans les choix faits en termes de politique énergétique et diplomatique par les États-Unis.

### **1.3.2. Le nouveau « Grand Jeu »**

Depuis une vingtaine d'années, le domaine de l'énergie a connu de nombreuses évolutions, notamment grâce aux innovations technologiques qui ont impacté de manière significative le mix énergétique mondial. Qu'ils s'agissent des avancées technologiques pour les énergies renouvelables, la baisse de leur coût, ou encore des avancées technologiques en matière d'extraction des hydrocarbures de schiste en combinant la fracturation hydraulique au forage horizontal, à l'origine

---

<sup>1028</sup> Matthieu Auzanneau, « La Guerre d'Irak était BIEN une guerre du pétrole (cette fois, c'est prouvé !) » *Oil Man*, 14 juin 2011, en ligne, Internet, 25 janv. 2019. Available: <http://pétrole.blog.lemonde.fr/2011/06/14/la-guerre-dirak-etait-bien-une-guerre-du-pétrole-cette-fois-cest-sur/>.

de la révolution du schiste, le domaine de la production d'énergie évolue, tout comme les acteurs de ce marché.

À partir de 2007, la percée des hydrocarbures non conventionnels, à savoir le pétrole et le gaz de schiste aux États-Unis, ont conduit à un changement de « *paradigme*<sup>1029</sup> » énergétique. La découverte et la possibilité d'exploiter ces ressources d'hydrocarbures non conventionnels de manière rentable a mis un terme aux prévisions de raréfaction des énergies fossiles. Alors que le 20<sup>ème</sup> siècle s'achevait avec la menace d'un pic pétrolier et l'appel à une transition vers les énergies renouvelables, ironiquement, le 21<sup>ème</sup> siècle s'ouvre sur une profusion d'énergies fossiles grâce à l'essor des hydrocarbures de schiste, une spécificité américaine.

L'exploitation des hydrocarbures de schiste a eu un certain nombre d'effets positifs pour les Américains sur le territoire national. L'augmentation de la production de gaz a occasionné une baisse des prix de l'électricité, alors que le gaz se substitue à grande vitesse au charbon et réduit les émissions de gaz carbonique. Ce sont aussi des millions d'emplois qui ont été créés, des industries qui ont été stimulées comme celle de la pétrochimie ou celle de l'acier, grâce à une énergie moins chère. De manière générale, la révolution du schiste a encouragé la reprise économique, et réduit le chômage. Sur le plan international, la révolution des hydrocarbures de schiste a profondément impacté les États-Unis puisque, pour la première fois depuis plus d'un demi-siècle, les Américains entrevoient de nouveau la possibilité de devenir énergétiquement indépendants. Comme le soulignent les chercheurs Sophie Meritet, maître de conférences en Sciences économiques à l'Université Paris – Dauphine et chercheur au Centre de Géopolitique de l'Energie et des Matières Premières et Patrice Geoffron<sup>1030</sup>, Professeur de Sciences économiques et directeur du Centre de Géopolitique de l'Energie et des Matières Premières, le développement rapide des hydrocarbures de schiste n'a pas eu des effets que sur l'économie américaine. Il a également influencé de manière certaine la géopolitique mondiale. Le changement de statut des Américains, qui passent d'importateurs à exportateurs, a deux conséquences principales. D'une part, la présence américaine accroît la compétition sur les marchés des hydrocarbures en offrant plus de possibilités aux acheteurs. D'autre part la réduction de la dépendance américaine au pétrole du Golfe pose la question du maintien de la stabilité de la zone. Les Américains

---

<sup>1029</sup> Patrice Geoffron et Sophie Meritet, « Effets présents et futurs de l'exploitation des hydrocarbures de schiste aux États-Unis » *Géoéconomie*. 72 (2014): 85-99.

<sup>1030</sup> Geoffron et Meritet, « Effets Présents Et Futurs De L'exploitation Des Hydrocarbures De Schiste Aux États-Unis ».



ont-ils à jouer un rôle d'arbitre dans une zone belligère alors qu'ils n'y ont plus les mêmes intérêts stratégiques qu'auparavant<sup>1031</sup> ?

La révolution des hydrocarbures de schiste a non seulement affecté la composition du mix énergétique mondial, mais elle a également apporté de nombreux bouleversements à la géopolitique et aux relations entre les pays. Une nouvelle géographie des ressources d'hydrocarbures s'est dessinée du fait du développement rapide des hydrocarbures non conventionnels. Cette nouvelle géographie désigne désormais « *quatre blocs* » autour desquels s'organise désormais la « *géopolitique*<sup>1032</sup> ». Le premier bloc se compose du Moyen-Orient, qui est la zone qui regroupe les plus grandes réserves d'hydrocarbures conventionnels. Ce bloc possède, en outre, un poids certain dans la balance des échanges internationaux par le biais de l'OPEP. Le deuxième bloc est constitué par la Russie, qui concentre également de grandes réserves d'hydrocarbures. Ces ressources sont devenues une arme géopolitique et économique pour le pays<sup>1033</sup>, notamment depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 1999. Les États-Unis forment le troisième bloc, notamment grâce à leur changement de statut d'importateur à exportateur. La possibilité d'une indépendance énergétique renforce leur statut de superpuissance mondiale et les rend moins vulnérables. Le quatrième et dernier bloc est formé par les puissances économiques émergentes, notamment la Chine et l'Inde, qui par leur poids dans la consommation mondiale peuvent jouer un rôle non seulement sur le prix des hydrocarbures, mais aussi dans la transition vers les énergies renouvelables<sup>1034</sup>.

L'émergence de nouveaux acteurs sur les marchés des hydrocarbures, de nouvelles puissances dans le jeu géopolitique et le changement de rôle de certains pays sont à l'origine de ce que Joseph S. Nye, analyste et théoricien des relations internationales, nomme une « *révolution géopolitique*<sup>1035</sup> ». Les conséquences internes et externes pour les pays soulèvent de nombreuses questions pour les années à venir et sur le rôle que chacun sera amené à jouer. Parmi les nombreux bouleversements entraînés par la révolution des hydrocarbures, le plus palpable à l'échelle internationale est peut-être celui du retour du « *Great Game*<sup>1036</sup> » selon l'expression attribuée à l'officier britannique Arthur Conolly et popularisée par Rudyard Kipling dans son roman *Kim* de

---

<sup>1031</sup> Geoffron et Meritet, « Effets Présents Et Futurs De L'exploitation Des Hydrocarbures De Schiste Aux États-Unis ».

<sup>1032</sup> Chevalier et al., *Les Nouvelles guerres de l'énergie*.

<sup>1033</sup> Katusa, *The Colder War* 37.

<sup>1034</sup> Chevalier et al., *Les Nouvelles guerres de l'énergie*.

<sup>1035</sup> Joseph S. Nye, « The Changing Geopolitics of Energy » *Project Syndicate*, 1 nov. 2017, en ligne, Internet, 7 déc. 2018. Available: <https://www.project-syndicate.org/commentary/shale-energy-geopolitical-consequences-by-joseph-s--nye-2017-11>.

<sup>1036</sup> Christian Greiling, « Le Nouveau Grand Jeu » *Conflits*, 29 nov. 2014, en ligne, Internet, 30 janv. 2019. Available: <https://www.revueconflits.com/le-nouveau-grand-jeu-bonus/>; Katusa, *The Colder War*.

1901. Le « *Grand Jeu* », tel qu'il était décrit à l'époque, mettait en scène la rivalité diplomatique entre les empires britannique et russe au 19<sup>ème</sup> siècle qui se disputaient l'influence en Asie centrale, considérée comme une zone stratégique de premier plan. Cette guerre d'influence entre les deux empires n'a jamais vu de conflits directs puisque les deux puissances s'affrontaient par le biais de pays intermédiaires. Ce conflit trouve ses limites en 1907 quand l'Afghanistan est désigné comme état-tampon entre les deux empires.

Au 20<sup>ème</sup> siècle, ce « *Grand Jeu* » a continué d'exister, notamment par le biais de la Guerre Froide alors que les États-Unis ont remplacé la puissance britannique face au bloc soviétique dans leur lutte d'influence et pour autres richesses du continent asiatique. Après l'effondrement de l'URSS en 1991, nombreux s'accordent à dire que c'est un « *nouveau Grand Jeu*<sup>1037</sup> » qui a vu le jour, avec de nouveaux acteurs, parmi lesquels se trouvent non seulement les États-Unis, la Russie, la Chine, l'Iran, l'Inde mais aussi les anciens satellites soviétiques, notamment ceux de la Caspienne, nés de l'effondrement de l'URSS, à savoir l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, et le Turkménistan. Ce nouveau jeu s'articule autour des ressources énergétiques et leur acheminement dans une zone géographique où les ressources sont abondantes et les tensions nombreuses. Notons que la Caspienne, au cœur des enjeux actuels à l'instar du Moyen Orient, se présente comme un nouvel *El Dorado*, puisqu'elle regorge de ressources d'hydrocarbures. Ce ne sont pas moins de 50 milliards de barils de pétrole *offshore*, et 300 000 milliards de m<sup>3</sup> de gaz naturel qui s'y trouvent<sup>1038</sup>. Cette abondance de ressources en fait une zone géographique particulièrement disputée.

Plus que jamais, la révolution des hydrocarbures met en lumière le lien indissociable entre énergie et puissance pour les pays. La concentration des réserves de pétrole au Moyen-Orient a longtemps placé les pays du Golfe au centre de l'attention mondiale par soucis de maintenir la stabilité de la zone. L'émergence des technologies permettant l'exploitation des hydrocarbures fait émerger de nouveaux acteurs, de nouveaux centres de tensions et d'influence dans cette géopolitique des énergies. La révolution géopolitique alimentée par la révolution du schiste amène à se questionner sur les implications pour les États-Unis. D'une part, quelle place peuvent-ils tenir dans ce réaligement politique global ? D'autre part, comment l'énergie peut-elle influencer les politiques américaines vis-à-vis de pays comme la Russie, la Chine ou encore les pays du Golfe ?

---

<sup>1037</sup> Yergin, *The Quest* 45; Katusa, *The Colder War* 39; Greiling, « Le Nouveau Grand Jeu. »

<sup>1038</sup> ALLAN Kaval, « Les Voisins de la mer Caspienne s'entendent sur un statut juridique » *Le Monde*, 16 août 2018, en ligne, Internet, 1 févr. 2019. Available: [https://www.lemonde.fr/international/article/2018/08/16/les-voisins-de-la-mer-caspienne-s-entendent-sur-un-statut-juridique\\_5343024\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2018/08/16/les-voisins-de-la-mer-caspienne-s-entendent-sur-un-statut-juridique_5343024_3210.html).

La Russie post-soviétique a reconstruit son économie et sa diplomatie grâce à son secteur énergétique. C'est cette industrie qui lui a permis de revenir sur la scène internationale et de s'imposer sur l'échiquier des puissances mondiales. La Russie de Poutine repose désormais sur ses ressources d'hydrocarbures qui lui fournissent une puissante arme géopolitique, mais aussi sur l'acheminement de ces ressources vers l'Asie et l'Europe via les pipelines, qui sont le bras armé de sa politique énergétique et diplomatique. « *Aussi importants sinon plus que les ressources elles-mêmes, c'est leur acheminement par les gazoducs et les oléoducs et le moyen d'influence qui en découle qui cristallise tensions et les grandes manœuvres, ce que d'aucuns nomment la géopolitique des tubes*<sup>1039</sup>. »

L'économie russe est largement dépendante de ses exportations d'hydrocarbures qui représentent les sources principales de revenus pour l'État. Les géants *Gazprom* et *Rosneft* comptent parmi les super majors<sup>1040</sup> actuels du gaz et du pétrole mais sont aussi les fleurons de l'économie russe. *Gazprom*, dont le capital est détenu à plus de 50% par l'État, illustre l'importance de l'industrie gazière pour la Russie. Semi-nationalisé, *Gazprom* contrôle en outre une majeure partie du gaz russe, et symbolise le lien entre l'énergie et la politique diplomatique russe.

Parce qu'une très grande partie des revenus de l'État russe provient de l'exploitation et de l'exportation de ses hydrocarbures, 36% en 2016<sup>1041</sup>, l'émergence des États-Unis comme producteurs et exportateurs d'hydrocarbures grâce au schiste a changé la donne pour les Russes pour plusieurs raisons. L'une d'entre elles concerne la capacité désormais des Américains à pouvoir influencer les cours du pétrole grâce à l'abondance de leurs ressources non conventionnelles. En augmentant leur production, les prix du baril chutent, ce qui affecte indubitablement les revenus de l'État russe. L'émergence des États-Unis comme puissance exportatrice peut également être perçue comme une menace pour les Russes dans la mesure où les Américains cherchent à affaiblir la puissance russe en Europe ou en Asie. Or, ces derniers sont désormais en capacité d'exporter leurs hydrocarbures à destination de l'Europe ou en Asie.

L'Ukraine représente un point crucial de la politique énergétique et diplomatique de la Russie. Elle est la frontière entre l'Europe et la Russie. Elle est la zone de passage d'une grande partie des exportations russes à destination de l'Europe et offre à la Russie une ouverture stratégique sur la mer Noire. À l'arrivée au pouvoir de Poutine, l'un de ses objectifs non dissimulés était de rétablir la grandeur de la Russie, notamment en conservant ou réactivant l'influence de la Russie sur les

---

<sup>1039</sup> Greiling, « Le Nouveau Grand Jeu ».

<sup>1040</sup> Voir lexique.

<sup>1041</sup> U.S. Energy Information Administration, « Russia », 31 oct. 2017, en ligne, Internet, 26 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/international/analysis/country/RUS>.

nouvelles républiques de l'espace post-soviétique<sup>1042</sup>. Pour ce faire, la mise en place de nouvelles alliances et ententes régionales a été réalisée. Cependant, c'est bien grâce au secteur énergétique et par ses infrastructures que la Russie envisageait de maintenir sa place. Il s'agissait pour elle de continuer à exploiter les ressources et infrastructures des nouvelles républiques nées après 1991 mais qui ont été développées sous l'ère soviétique.

Lorsque Poutine arrive au pouvoir, il doit donc ramener dans la sphère d'influence russe les pays riches en ressources d'hydrocarbures, notamment ceux de la Caspienne<sup>1043</sup>, qui ont commencé à se tourner vers l'Ouest après la chute de l'URSS. Nombre de compagnies américaines se sont tournées vers la riche région caspienne après 1991, puisqu'elle apparaissait comme un nouvel espace de production relativement stable en contrepoint du golfe Persique déstabilisé par la guerre du Golfe. Dès 1994, les *majors* américaines *Exxon Mobil* et *Chevron* symbolisent la percée des compagnies occidentales dans l'ancien territoire soviétique. Par exemple, en 1995, le président azéri Heydar Aliyev offre 5% des parts de la compagnie pétrolière nationale SOCAR, à la compagnie américaine *Exxon mobil*, pour qu'elle prenne part au « *contrat du siècle* » signé entre 11 compagnies pétrolières internationales afin de développer conjointement trois champs pétrolifères azéris dans la mer Caspienne<sup>1044</sup>. *Exxon Mobil* n'est alors que la 5<sup>ème</sup> compagnie américaine présente dans ce consortium signé quelques mois plus tôt. *Amoco*, *Unocal*, *Pennzoil* et *McDermott International*, représentaient déjà les intérêts américains et le tournant occidental de l'ancien satellite soviétique qu'a été l'Azerbaïdjan. La Russie, qui a exploité les réserves azéris de pétrole pendant de nombreuses années durant l'ère soviétique, n'était représentée que par *Lukoil*.

L'acheminement des ressources azéries, kazakhes et turkmènes sont depuis la chute de l'URSS une question épineuse. Alors que les États-Unis soutiennent activement des tracés évitant la Russie et l'Iran, les Russes, comptent maintenir le passage de ces ressources sur le territoire russe vers le marché international. Sous l'ère soviétique, les pipelines étaient construits sur le modèle Nord-Sud, le territoire russe étant la seule voie de passage vers le marché international pour les productions d'Asie centrale. De son côté, Washington souhaite la construction d'un axe Est-Ouest permettant de désenclaver ces républiques d'Asie en évitant tout passage par la Russie, mais aussi par l'Iran, comme

---

<sup>1042</sup> O'Sullivan, *Windfall* 194.

<sup>1043</sup> Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « La Caspienne: cœur de la nouvelle géopolitique » in *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale : De la fin de l'URSS à l'après-11 septembre*, vol., International (Genève: Graduate Institute Publications, 2014), 185-273, en ligne, Internet, 7 févr. 2019. Available: <http://books.openedition.org/iheid/1140>.

<sup>1044</sup> Heydar Aliyev, « Introductory Speech of the Azerbaijani President Heydar Aliyev at the Ceremony of Signature Documents on Giving a Share of Azerbaijan at the International Oil Consortium to "Exxon" Oil Company of the USA », 19 avr. 1995, en ligne, Internet, 16 juill. 2020. Available: <https://lib.aliyev-heritage.org/en/19981.html>.

l'illustrent les mesures prises par le gouvernement américain à l'égard de l'Iran par le biais de *Iran and Libya Sanctions Act* de 1996, *Iran Sanctions Act* de 2006 renouvelé en 2016. Ces mesures permettent au président américain de punir toute compagnie réalisant des investissements supérieurs à 20 millions de dollars par an dans le secteur énergétique iranien.

Dès la chute de l'URSS, la guerre des pipelines ou « *pipelineistan*<sup>1045</sup> » est devenue un nouvel enjeu en Asie Central qui permettrait de définir l'influence de chacun. Quasiment chaque nouvel oléoduc ou gazoduc est soumis à ce jeu d'influence. Le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) inauguré en 2005 en est un exemple. Partant de l'Azerbaïdjan et passant par la Géorgie pour aller vers la Turquie, il vise à alimenter l'Europe et les États-Unis. L'oléoduc BTC ne relève aucunement d'une logique économique compte tenu du tracé choisi. L'option la plus rentable aurait été celle de l'Iran pour acheminer les hydrocarbures. Cependant, il révèle la logique géopolitique derrière la construction des pipelines en Eurasie<sup>1046</sup>. Washington désirait contenir la Russie, isoler l'Iran et s'appuyer sur la Turquie comme puissance régionale, d'où son soutien actif et permanent dans la réalisation de ce projet titanesque<sup>1047</sup>.

Dans les années 2000, un projet de gazoduc nommé Nabucco sur le modèle de BTC est évoqué par les Européens pour sécuriser leur approvisionnement. Suite aux conflits russo-ukrainiens sur le gaz entre 2004 et 2009, le projet Nabucco a été perçu comme étant d'autant plus stratégique et nécessaire pour la sécurité énergétique européenne. Cependant, bien que soutenu par les Européens et les Américains, le projet Nabucco n'a jamais vu le jour. Concurrencé par le projet russo-italien *South Stream*, il a été étouffé. *South Stream*, avait été lancé en 2006 pour contrecarrer Nabucco. Grâce à différentes manœuvres politiques et économiques, la Russie a réussi à saboter Nabucco. Elle a notamment réussi à convaincre l'Azerbaïdjan d'accorder un accès prioritaire au projet *South Stream* sur les ressources du champ gazier de Shah Deniz. En parallèle, le contrat entre le Turkménistan et la Chine restreignait de manière considérable les possibilités d'alimenter Nabucco grâce au gaz turkmène. En 2014, le projet South Stream sera lui aussi abandonné, faute d'accord avec la Bulgarie, pressée par l'Union Européenne de refuser ce projet<sup>1048</sup>. En 2016, un nouveau projet russe hautement

---

<sup>1045</sup> Pepe Escobar, « Jumpin' Jack Verdi, It's a Gas, Gas, Gas: Iran and the Pipelineistan Opera » *Huffington Post*, 1 déc. 2009, en ligne, Internet, 6 févr. 2019. Available: [https://www.huffingtonpost.com/pepe-escobar/jumpin-jack-verdi-its-a-g\\_b\\_306643.html](https://www.huffingtonpost.com/pepe-escobar/jumpin-jack-verdi-its-a-g_b_306643.html).

<sup>1046</sup> Olivier Roy, « Caspienne: une histoire d'oléoduc, ou les illusions de la géostratégie » *Critique internationale*. 8.1 (2000): 36-44.

<sup>1047</sup> Annie Jafalian, « L'Oléoduc Bakou-Ceyhan: paradoxes et cohérence de la stratégie américaine des pipelines » *Politique étrangère*. 69.1 (2004): 151-163.

<sup>1048</sup> France 24, « Moscou abandonne le projet de gazoduc South Stream », 1 déc. 2014, en ligne, Internet, 8 févr. 2019. Available: <https://www.france24.com/fr/20141201-construction-gazoduc-south-stream-impossible-vladimir-poutine-russie-bulgarie-italie-gazprom>.

stratégique voit le jour, le *Turkstream*. Il devrait alimenter la Turquie, puis éventuellement l'Europe. Ce projet est stratégique dans la mesure où il permet à la Russie de contourner l'Ukraine, dans un contexte de crise. Le *Turkstream* devrait permettre à la Russie de diversifier ses voies d'acheminement tout en affaiblissant son rival ukrainien, en le privant de revenus liés au transit du gaz et en affaiblissant ainsi son influence dans la zone<sup>1049</sup>. Nombreux sont les exemples qui viennent illustrer l'importance qu'a pris la question énergétique dans les conflits entre États. L'énergie est utilisée comme un vecteur de pouvoir et un instrument politique pour infléchir les pays.

En dépit des sanctions économiques prises contre la Russie par l'Union Européenne ces dernières années<sup>1050</sup>, Moscou a cherché à maintenir sa position sur le marché européen. Son récent projet baptisé *Nord Stream 2*, reliant la Russie à l'Allemagne, est lui aussi au cœur des tensions. Washington qui désapprouve le projet, a renforcé les sanctions à l'égard de la Russie et a menacé les éventuels acteurs de ce projet de sanctions, comme le prévoit la loi *Countering America's Adversaries Through Sanctions Act* de 2017<sup>1051</sup>. En décembre 2019, le gouvernement de Donald Trump annonçait des sanctions contre les compagnies engagées dans la construction du Nord Stream 2<sup>1052</sup> dans le cadre du *National Defense Authorization Act*. Ces sanctions américaines arrivent trop tard puisque le projet Nord Stream 2 est quasiment finalisé. Cependant, elles manifestent officiellement l'inquiétude des Américains vis-à-vis de la sécurité de l'Ukraine et de la dépendance croissante des Européens à l'énergie russe. Officieusement, la tentative de blocage du projet Nord Stream 2 pourrait être une manœuvre des Américains pour repousser l'influence russe en proposant de vendre du GNL aux Européens. En juillet 2020, le Secrétaire d'État américain Mike Pompeo, annonçait la révision de l'orientation publique de la loi *Countering America's Adversaries Through Sanctions Act* afin d'y inclure le *Nord Stream 2*<sup>1053</sup>.

---

<sup>1049</sup> Marc Daou, « Projet de gazoduc TurkStream: le nouveau coup de maître stratégique de Poutine » *France 24*, 13 oct. 2016, en ligne, Internet, 8 févr. 2019. Available: <https://www.france24.com/fr/20161013-russie-poutine-gaz-projet-gazoduc-turkstream-turquie-gazprom-ue-europe-ukraine>.

<sup>1050</sup> U.S. Energy Information Administration, « Russia ».

<sup>1051</sup> « Text - H.R.3364 - 115th Congress (2017-2018): Countering America's Adversaries Through Sanctions Act », 2017, en ligne, Internet, 8 févr. 2019. Available: <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/3364/text>.

<sup>1052</sup> U.S. Department of State, « Fact Sheet on U.S. Opposition to Nord Stream 2 » *United States Department of State*, 27 déc. 2019, en ligne, Internet, 16 juill. 2020. Available: <https://www.state.gov/fact-sheet-on-u-s-opposition-to-nord-stream-2/>.

<sup>1053</sup> Mike Pompeo, « Secretary Michael R. Pompeo at a Press Availability » *United States Department of State*, 15 juill. 2020, en ligne, Internet, 16 juill. 2020. Available: <https://www.state.gov/secretary-michael-r-pompeo-at-a-press-availability-9/>.

Figure 13 : Carte présentant le tracé de certains oléoducs en Europe



Source : D'après *Géopolitique des tubes en Asie centrale*, Le Monde Diplomatique, mars 2011.

Bousculée à l'Ouest, la Russie a commencé depuis quelques années déjà à se tourner vers de nouveaux marchés, les marchés asiatiques, tout aussi prometteurs si ce n'est plus compte tenu de la boulimie énergétique chinoise. En 2014, Vladimir Poutine et Xi Jinping signent un accord historique, après 10 ans de négociations, pour la construction d'un gazoduc géant entre la Russie à la Chine pour la première fois. Le gazoduc nommé Force de Sibérie mesure 4000km et est estimé à 55 milliards de dollars. La construction de ce pipeline s'accompagne d'un contrat de 30 ans d'une valeur de 400 milliards de dollars pour l'acheminement de 38 milliards de m<sup>3</sup> de gaz par an<sup>1054</sup>. Cet accord permet à la Russie de sortir renforcée surtout après les sanctions qu'elle s'est vue infligée dans le cadre de la guerre en Ukraine et de sa position en faveur du régime syrien.

<sup>1054</sup> Le Monde, « La Russie lance la construction d'un gazoduc géant vers la Chine » *Le Monde*, 1 sept. 2014, en ligne, Internet, 6 févr. 2019. Available: [https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/09/01/la-russie-lance-la-construction-d-un-gazoduc-geant-vers-la-chine\\_4479962\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/09/01/la-russie-lance-la-construction-d-un-gazoduc-geant-vers-la-chine_4479962_3214.html).

Ce contrat avec les Chinois, décrit par certains comme le « *contrat gazier du siècle*<sup>1055</sup> », dénote cependant une forme d'affaiblissement de la Russie et surtout, le rôle de l'énergie en matière de relations internationales. Selon Meghan L. O'Sullivan, ancienne conseillère adjointe de la sécurité nationale pour l'Iraq et l'Afghanistan sous la présidence de George W. Bush et actuellement professeure à l'université d'Harvard et directrice du *Geopolitics of Energy Project*, Force de Sibérie symbolise non seulement un début de déclin russe et la montée en puissance chinoise mais aussi par extension la « *renaissance américaine* ». Meghan L. O' Sullivan soutient en effet que la position précaire de Moscou en Europe et le boom énergétique américain grâce au gaz de schiste, synonyme de concurrence, l'auraient contrainte à accepter un accord avec les Chinois moins favorable que ce qu'elle envisageait. L'auteure souligne, par ailleurs, que cet accord a pu être motivé par l'amitié entre le dirigeant russe et le dirigeant chinois. Connaissant la situation délicate de Poutine sur le marché européen, Xi Jinping a pu accélérer la signature de l'accord, ne désirant pas affaiblir davantage la Russie<sup>1056</sup>.

Force de Sibérie est entré en fonctionnement en 2019 pour approvisionner la Chine de 1,3 milliards de m<sup>3</sup> de gaz par an. Il met en lumière le rôle grandissant de la Chine dans la course aux énergies. Plus qu'une puissance émergente, la Chine, premier consommateur mondial d'énergies depuis 2010, doit désormais être perçue comme une puissance mondiale. En 2014, la Chine comptait pour plus de 20% des énergies consommées dans le monde par jour.

La boulimie énergétique de l'Empire du Milieu tend à bouleverser la géopolitique des énergies et les équilibres établis. Pour pérenniser sa croissance, la Chine doit désormais assurer la sécurité de ses approvisionnements énergétiques, ce qui l'a amenée ces dernières années, à développer de nouveaux partenariats énergétiques. Désormais le Turkménistan, le Kazakhstan, l'Australie, l'Iran, Irak, Venezuela et les États-Unis comptent parmi ses partenaires énergétiques. À ces partenaires asiatiques, orientaux et américains s'ajoutent des collaborateurs africains avec le Nigéria, l'Angola ou le Soudan.

L'abondance énergétique, annoncée il y a quelques années, a donc été reçue comme une aubaine pour plusieurs raisons. Premièrement, elle a offert l'opportunité aux Chinois de continuer à alimenter leur économie en énergies à moindre coûts alors que les prix du pétrole n'avaient cessé de croître ces dernières années. Le prix du baril de pétrole avait atteint le niveau historique de 145 dollars américains en Asie à l'été 2008, le résultat d'une augmentation de 44% des prix depuis le début de

---

<sup>1055</sup> O'Sullivan, *Windfall* 201.

<sup>1056</sup> O'Sullivan, *Windfall* 202.



2008<sup>1057</sup>. Deuxièmement, cette abondance d'hydrocarbures a offert une alternative plus propre que le charbon, alors que les Chinois se trouvent de plus en plus confrontés aux problèmes atmosphériques. Troisièmement, la nouvelle abondance énergétique a permis de diminuer le risque que les États-Unis et la Chine, ne s'écharpent dans le cadre d'une « *petro-rivalry*<sup>1058</sup> » selon les termes de Daniel Yergin, historien et spécialiste de l'énergie et des relations internationales. Ce foisonnement d'énergies ouvre davantage la voie selon Meghan O'Sullivan à une coopération voire une coexistence entre ces deux puissances par le biais de l'énergie, bien que ce ne soit pas leur seul intérêt commun selon Yergin<sup>1059</sup>.

La soif d'hydrocarbures du dragon lui impose désormais de jouer un rôle dans la stabilité des flux d'hydrocarbures. Par soucis de sécurisation de leurs approvisionnements, les Chinois ont dû, tout comme les États-Unis, accepter de jouer un rôle davantage militaire dans des zones jugées instables. En 2017, 56% des importations de pétrole brut chinois provenaient des pays de l'OPEP. L'Arabie Saoudite était en 2016 le deuxième plus gros exportateur de pétrole brut à destination de la Chine derrière la Russie<sup>1060</sup>. En 2013, le président de la république populaire de Chine, Hu Jintao, mettait en avant la nécessité de renforcer la sécurité énergétique de la Chine qui est confrontée à trois menaces principales : sa dépendance énergétique vis-à-vis des pays exportateurs, la compétition sino-américaine pour l'énergie, et sa vulnérabilité stratégique, puisque 80% des importations chinoises de pétrole sont acheminées par voie maritime et à 85% par le détroit de Malacca, une voie commerciale particulièrement sensible<sup>1061</sup>. Il s'agit du « *dilemme de Malacca*<sup>1062</sup> ». Le détroit de Malacca est un enjeu stratégique majeur pour la Chine. Il s'agit du passage le plus rapide entre l'océan Indien et l'océan Pacifique. Voie commerciale majeure, le détroit de Malacca comptabilise le passage de 50% du pétrole mondial. Traditionnellement, les États-Unis sont considérés comme le protecteur des voies maritimes mondiales. Cependant, l'incertitude autour des relations sino-américaines a augmenté le sentiment de vulnérabilité des Chinois qui ne sont pas des alliés historiques des Américains et une économie concurrente majeure, d'où le besoin d'implication de Pékin dans la protection de cette zone pour veiller à ses propres intérêts<sup>1063</sup>.

---

<sup>1057</sup> Le Monde, AFP, et Reuters, « Le Baril de pétrole franchit la barre des 145 dollars en Asie » *Le Monde*, 3 juill. 2008, en ligne, Internet, 10 févr. 2019. Available: [https://www.lemonde.fr/economie/article/2008/07/03/le-baril-de-petrole-franchit-la-barre-des-145-dollars-en-asie\\_1065689\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2008/07/03/le-baril-de-petrole-franchit-la-barre-des-145-dollars-en-asie_1065689_3234.html).

<sup>1058</sup> Yergin, *The Quest* 212.

<sup>1059</sup> Yergin, *The Quest* 216.

<sup>1060</sup> Cornot-Gandolphe et Boittin, « The Trump-Led Trade War with China: Energy Dominance Self-Destructed? »

<sup>1061</sup> Laurent Amelot, « Le dilemme de Malacca » *Outre-Terre*. n° 25-26.2 (2010): 249-271.

<sup>1062</sup> Amelot, « Le Dilemme de Malacca ».

<sup>1063</sup> Amelot, « Le Dilemme de Malacca ».

La Chine a donc mis en place une stratégie qualifiée de « *colliers de perle*<sup>1064</sup> » par les observateurs américains, qui consiste en le développement de la présence militaire et commerciale chinoise à travers la multiplication de bases et de facilités militaires, mais aussi de ports commerciaux à l'étranger le long de ses voies maritimes majeures afin de sécuriser ses approvisionnements en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient. La présence militaire de la Chine pour sécuriser le Moyen-Orient est une question de plus en plus d'actualité, alors que les États-Unis sont de moins en moins dépendants du pétrole en provenance du Golfe. Si les États-Unis étaient amenés à se retirer de la zone, l'hypothèse d'un remplacement par l'armée chinoise est la plus probable pour stabiliser la région, cependant la capacité des Chinois à assurer un tel rôle interroge<sup>1065</sup>. La montée en puissance du dragon et sa dépendance aux hydrocarbures l'oblige à prendre une place de premier plan dans l'ordre géopolitique mondial alors qu'un monde multipolaire se dessine. Pékin habituellement discret sur les sujets de politiques étrangères se voit aujourd'hui obligé de s'exprimer et s'impliquer du fait de sa dépendance aux hydrocarbures, car il en va de sa sécurité énergétique. L'évolution de la position chinoise a pu être jugée dernièrement, en comparant les réponses formulées en 2008 et 2012, face à la menace iranienne de fermer le détroit d'Ormuz<sup>1066</sup>. Alors qu'en 2008, la Chine s'est murée dans son silence face à la menace iranienne, en 2012 Pékin a jugé un tel comportement inacceptable et s'est fermement opposé « *à tout acte extrémiste*<sup>1067</sup> » le long de cette route maritime par la voix du premier ministre Wen Jiabao.

Tout comme les États-Unis ont développé des partenariats avec les pays producteurs d'hydrocarbures pour assurer les besoins énergétiques gargantuesques, la Chine développe depuis les années 1990 une stratégie similaire. Les Chinois, tout en achetant des hydrocarbures aux Américains, réalisent également des échanges de flux énergétiques avec des États qualifiés par les États-Unis, d'États voyous. Aujourd'hui des pays comme le Venezuela, l'Iran ou la Russie, qui ont été ou sont toujours sous le coup de sanctions internationales, comptent parmi les partenaires commerciaux les plus importants des Chinois. La stratégie chinoise consiste simplement à diversifier ses approvisionnements en tissant des relations commerciales, notamment en intégrant des pays qui sont estimés comme étant hors du contrôle des Américains. D'une certaine façon, les partenariats entre les Chinois et ces nations sanctionnées, est de nature à affaiblir l'influence américaine. Le commerce

---

<sup>1064</sup> Laurent Amelot, « La Stratégie chinoise du « collier de perles » » *Outre-Terre*, n° 25-26.2 (2010): 187-198.

<sup>1065</sup> Meritet, « L'Énergie est-elle un driver important de la politique étrangère américaine ? »

<sup>1066</sup> O'Sullivan, *Windfall* 246.

<sup>1067</sup> Brice Pedroletti, « La Chine veut préserver un approvisionnement crucial en énergie venant du Golfe » *Le Monde*, 19 janv. 2012, en ligne, Internet, 10 févr. 2019. Available: [https://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2012/01/19/la-chine-veut-preserver-un-approvisionnement-crucial-en-energie-venant-du-golfe\\_1631870\\_3216.html](https://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2012/01/19/la-chine-veut-preserver-un-approvisionnement-crucial-en-energie-venant-du-golfe_1631870_3216.html).

d'hydrocarbures avec les Chinois permet aux nations sanctionnées de tirer des revenus importants qui viennent compenser les pertes subies à cause des sanctions américaines.

L'essor des hydrocarbures de schiste et l'arrivée de nouveaux acteurs dans le jeu énergétique a complexifié les relations entre les pays. Alors que l'interdépendance entre pays producteurs et pays consommateurs semblent demeurer une constante dans l'équation énergétique mondiale, il convient maintenant de se pencher sur l'évolution de la position américaine, qui a vu son statut changer ces dernières années.

### **1.3.2. Renaissance énergétique américaine grâce aux hydrocarbures de schiste**

Le boom des hydrocarbures de schiste représente sans aucun doute une aubaine pour les Américains, tant les retombées positives paraissent nombreuses. L'énergie est depuis toujours un « *driver*<sup>1068</sup> », c'est-à-dire un élément déterminant de la politique étrangère des États-Unis, qu'il soit un pays importateur ou un exportateur d'hydrocarbures, comme le souligne Sophie Meritet. Il y a quelques années, la dépendance américaine au pétrole couplée aux menaces de pic de production qui ont mené à une flambée des prix, apparaissaient comme des indicateurs qui alarmaient sur la possible fin de la puissance américaine. Le boom énergétique amorcé en 2007 a, pour cette raison, amorcé une véritable renaissance des États-Unis sur le plan international, lui conférant de nouveau la stature de première puissance globale acquise au cours du 20<sup>ème</sup> siècle. Avant sa renaissance énergétique, la puissance américaine voyait nombre de ses décisions en termes de politique étrangère conditionnées par son statut de pays importateurs.

De fait, son récent statut de producteur exportateur lui a redonné une certaine latitude en matière de politique étrangère. À ce titre, Meghan O'Sullivan souligne dans *Windfall* que le boom des hydrocarbures de schiste a renforcé non seulement le « *hard power* » américain mais aussi son « *soft power* ». En d'autres termes, « la renaissance » énergétique américaine a accru la puissance et l'influence américaine. Pour illustrer ses propos, Meghan O'Sullivan cite notamment l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien de 2015. Elle argumente que la signature de cet accord n'aurait pas été possible sans le boom énergétique américain qui leur a fourni un puissant levier d'action. En étant capable d'assurer en coopération avec l'Arabie Saoudite, une éventuelle chute de la production iranienne liée aux sanctions imposées, les leaders mondiaux étaient davantage coopératifs à l'idée de

---

<sup>1068</sup> Meritet, « L'Énergie est-elle un driver important de la politique étrangère américaine ? »

s'engager avec les États-Unis<sup>1069</sup>. D'autres exemples viennent étayer l'idée d'un regain de puissance américaine à l'international grâce au boom des hydrocarbures de schiste. Lors de l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, les Américains ont apporté leur soutien aux Ukrainiens face à l'invasion russe par le vote de la loi *Ukraine Freedom Support Act* de 2014. Cette loi comprend un volet sur l'assistance que les Américains compte apporter au secteur énergétique ukrainien pour le rendre moins vulnérable aux attaques russes. Sous l'administration Trump, le ministre de l'Énergie, Rick Perry, entame le dialogue avec l'Ukraine et la Pologne pour accroître leur indépendance au gaz russe grâce aux exportations de gaz américain. Le 31 août 2019, ces discussions débouchent sur la signature du *Memorandum of Cooperation on Enhancing Regional Security of Gas Supply*<sup>1070</sup>, un accord visant à accroître la sécurité énergétique de ces deux pays européens en faisant des Américains un acteur de leur stratégie de diversification énergétique. En 2019, les États-Unis devenaient des partenaires de taille de l'Union Européenne en fournissant 4% du gaz naturel et 7,5% du pétrole qu'ils importent. Les Américains ont été en 2019, le 4<sup>ème</sup> plus grand fournisseur de pétrole de l'Union Européenne<sup>1071</sup>. L'augmentation des exportations d'hydrocarbures en Europe n'aurait pas été possible sans le nouveau statut de producteur des Américains. Cette position participe à leur conférer un ancrage dans la zone européenne dans le but de contrecarrer l'influence russe.

Le boom des ressources d'hydrocarbures de schiste met fin aux théories de déclin de la puissance américaine car il a non seulement revigoré son économie, mais il a également remis en avant les atouts de la puissance américaine, comme celle de la liberté<sup>1072</sup>, qui en font un pays attractif, capable d'inspirer les autres<sup>1073</sup> et d'exporter ses valeurs grâce à l'énergie. Les États-Unis, qui ont parfois été décrits comme un modèle à bout de souffle, à cause de leur dépendance énergétique, peut désormais aspirer à regagner son statut de super puissance auprès de ces détracteurs. Fier des ressources énergétiques de son pays, en juin 2017, le président américain Donald Trump, qui a lié la politique énergétique à la politique étrangère, envisageait même la « *dominance énergétique* » de son pays grâce à son statut d'exportateur de gaz et pétrole. « *With these incredible resources, my*

---

<sup>1069</sup> O'Sullivan, *Windfall* 124.

<sup>1070</sup> Rick Perry, Oleksandr Danyliuk, et Piotr Naimski, « Memorandum of Cooperation Among The Republic of Poland, Ukraine and The United States of America On Enhancing Regional Security of Natural Gas Supply » *Energy.gov*, 31 août 2019, en ligne, Internet, 27 août 2020. Available: <https://www.energy.gov/ia/articles/memorandum-cooperation-among-republic-poland-ukraine-and-united-states-america-enhancing>.

<sup>1071</sup> Eurostat, « Eu Imports of Energy Products - Recent Developments ».

<sup>1072</sup> Perry, « The New Energy Realism ».

<sup>1073</sup> O'Sullivan, *Windfall* 130.

*administration will seek not only American energy independence that we've been looking for so long, but American energy dominance*<sup>1074</sup>. »

Forts de leur production, les Américains ont remplacé l'Arabie Saoudite, le « *swing producer* » historique de pétrole, ce qui implique de nombreuses conséquences. Le « *swing producer* », est souvent décrit comme un pays producteur de pétrole, capable d'ajuster sa production rapidement à la hausse pour équilibrer les prix du marché ou à la baisse dans une logique plutôt punitive comme ce fut le cas en 1973. Jusqu'avant le boom des hydrocarbures de schiste, l'Arabie Saoudite était le seul pays capable d'assurer ce rôle et d'influer sur les prix. Le nouveau statut stratégique de « *swing producer* » des États-Unis vient affaiblir l'OPEP qui, historiquement fixait les cours du baril de pétrole. L'OPEP, en perte de vitesse, a même tenté de faire remonter les prix en s'associant à des pays producteurs non-membres de l'OPEP comme la Russie. Cependant l'OPEP+<sup>1075</sup>, ne semble pas suffisante pour faire grimper les prix qui chutent du fait de l'inondation du marché par le pétrole américain. Ce statut de « *swing producer* » est une véritable arme stratégique pour les Américains car elle peut affecter les revenus des pays dépendants aux exportations de pétrole. Cette arme leur donne également davantage de latitude en termes de politique étrangère. Les sanctions prises par les États-Unis contre l'Iran en 2018 n'ont pas conduit à une flambée des prix comme cela était redouté. De même, l'escalade des tensions entre Téhéran et Washington en 2019 n'a conduit qu'à une hausse limitée du cours du pétrole. Le nouveau statut des Américains représente désormais un défi pour les pays de l'OPEP et leurs 10 alliés, c'est-à-dire l'OPEP+, qui doivent désormais composer avec des producteurs américains qui rendent le marché extrêmement concurrentiel.

### **1.3.3. Remodelage de l'ordre mondial par le prisme de l'énergie**

Le boom des hydrocarbures de schiste implique donc de nombreuses évolutions pour les principaux acteurs mondiaux. Alors que les anciens équilibres sont bouleversés, il convient de se pencher sur l'évolution des relations des États-Unis avec les principaux acteurs. L'une des grandes questions qui ont émergé du changement de statut des États-Unis était celle de sa relation avec les pays du Golfe. Historiquement, l'engagement américain dans cette zone belligène se justifiait en premier lieu par la défense de ses intérêts vitaux, à savoir le pétrole. Ainsi, en devenant de plus en

---

<sup>1074</sup> Trump, « Remarks by President Trump at the Unleashing American Energy Event ».

<sup>1075</sup> Accord de 2016 entre les 13 pays de l'OPEP et 11 autres pays non-membres (Azerbaïdjan, Bahreïn, Brunei, Kazakhstan, Malaisie, Mexique, Oman, Russie, Soudan, Sud-Soudan) pour réduire l'offre mondiale de pétrole afin de faire remonter les prix.

plus indépendants du pétrole issu du Golfe, les Américains vont-ils maintenir les liens avec cette région ?

En dépit du changement de statut des Américains sur le marché du pétrole, ils ne semblent pas programmer un désengagement dans cette zone pour plusieurs raisons. Tout d'abord, même s'ils sont de plus en plus autonomes, ils importent encore une partie de leurs hydrocarbures en provenance de cette région. En 2019, 7% des importations américaines de pétrole brut venaient de l'Arabie Saoudite et 5% de l'Irak<sup>1076</sup>. Les Américains conservent donc des intérêts économiques dans la région. De plus, le rôle de stabilisation qu'ils jouent dans la région est d'une importance capitale, bien que la Chine accroisse de plus en plus sa présence militaire. Tout conflit dans cette zone, ou rupture de flux pétroliers pourrait potentiellement créer une flambée des prix qui serait néfaste pour l'économie mondiale. Par ailleurs, comme le souligne Joseph S. Nye les Américains conservent des intérêts d'ordre géopolitique dans le Golfe, comme la non-prolifération de l'arme nucléaire avec l'Iran, la guerre contre le terrorisme, la défense de l'allié israélien ou encore la défense des droits de l'Homme dans la zone<sup>1077</sup>. De plus, la série de mesures<sup>1078</sup> contre l'Iran prise par l'administration Trump dès l'été 2018<sup>1079</sup> suite au mémorandum de mai 2018<sup>1080</sup> pourrait être perçue comme une arme pour favoriser les exportations de gaz américain<sup>1081</sup>. Dans ce cas présent, les États-Unis auraient tout intérêt à maintenir la pression sur l'Iran, qui possède d'immenses réserves de gaz naturel, afin de réduire les exportations d'un concurrent sur le marché du gaz.

La Russie grande exportatrice d'hydrocarbures, a également dû composer avec le nouveau statut américain. L'auteur et analyste financier spécialisé dans les ressources naturelles Marin Katusa, décrivait en 2015, les États-Unis comme une puissance déclinante, menacée par la « *dédollarisation* » des échanges mondiaux, face à la Russie de Poutine, une nation forte de ses hydrocarbures dans un contexte de « *colder war* <sup>1082</sup> ». Tout comme lui, l'historien Christian Greilling proposait une analyse similaire en 2014 dans la revue *Conflicts*. Greilling jugeait que, dans un contexte de « *nouveau Grand*

---

<sup>1076</sup> U.S. Energy Information Administration, « Oil Imports and Exports ».

<sup>1077</sup> Nye, « The Changing Geopolitics of Energy ».

<sup>1078</sup> U.S. Department of State, « Iran Sanctions » *United States Department of State*, s. d., en ligne, Internet, 17 juill. 2020. Available: <https://www.state.gov/iran-sanctions/>.

<sup>1079</sup> Donald J. Trump, « Executive Order Reimposing Certain Sanctions with Respect to Iran » *The White House*, 6 août 2018, en ligne, Internet, 17 juill. 2020. Available: <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/executive-order-reimposing-certain-sanctions-respect-iran/>.

<sup>1080</sup> Donald J. Trump, « Ceasing U.S. Participation in the JCPOA and Taking Additional Action to Counter Iran's Malign Influence and Deny Iran All Paths to a Nuclear Weapon » *The White House*, 8 mai 2018, en ligne, Internet, 17 juill. 2020. Available: <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/ceasing-u-s-participation-jcpoa-taking-additional-action-counter-irans-malign-influence-deny-iran-paths-nuclear-weapon/>.

<sup>1081</sup> Capital, « Iran/États-Unis: derrière le nucléaire, l'UE voit aussi une guerre du gaz » *Capital.fr*, 24 mai 2018, en ligne, Internet, 14 févr. 2019. Available: <https://www.capital.fr/economie-politique/iran-etats-unis-derriere-le-nucleaire-lue-voit-aussi-une-guerre-du-gaz-1289470>.

<sup>1082</sup> Katusa, *The Colder War* 3.

*Jeu* », les efforts de la puissance américaine, à bout de souffle, pour isoler la Russie ont été vains puisque les États-Unis sont de plus en plus marginalisés par la montée en puissance d'un bloc eurasiatique dessiné par les intérêts énergétiques.

*La tectonique des plaques géopolitique et économique quitte peu à peu l'Atlantique pour faire mouvement vers l'Eurasie, vers les BRICS, vers le monde multipolaire de demain, d'aujourd'hui déjà. Au-delà des effets de manche, les États-Unis sont chaque jour plus marginalisés ; ils n'ont plus les moyens de leur politique ni la politique de leurs moyens. Le mouvement de dédollarisation du monde s'accélère, ils perdent leur contrôle sur les flux énergétiques qui, seul, pourrait leur permettre de garder une certaine primauté sur le monde, tandis que le Heartland et le Rimland sont en train de leur échapper. Le Grand jeu continuera dans ces zones névralgiques de la planète mais l'Amérique ne peut plus le gagner, tout juste peut-elle en retarder l'échéance<sup>1083</sup>.*

À ces théories de déclin des États-Unis s'oppose celle de Meghan O'Sullivan. « *Yet unquestionably, the new energy abundance has endowed the United States with much more than just large physical quantities of oil and gas. It has, in addition, brought significant strategic advantages in bolstering many dimensions of America's soft power<sup>1084</sup>.* » Pour cette auteure, à la différence des deux cités précédemment, le boom énergétique a indéniablement renforcé la puissance américaine dans sa politique étrangère. Grâce à son abondance énergétique et sa capacité à exporter ses ressources, les États-Unis ont ôté à la Russie sa capacité à faire plier les pays européens. Le gaz russe se trouve de plus en plus concurrencé par les exportations américaines de GNL. Après la construction du terminal méthanier de *Sabine Pass* en 2016, les Américains multiplient les projets de construction d'infrastructures d'exportation afin d'accroître le niveau de leurs capacités totales d'exportations de GNL pour atteindre les 100 milliards de m<sup>3</sup> par an d'ici fin 2019 selon l'EIA<sup>1085</sup>. En d'autres termes, après la révolution du gaz de schiste il y a une dizaine d'années, les États-Unis s'apprentent à connaître ce que Fatih Birol, directeur exécutif de l'IEA nomme « *une seconde révolution gazière<sup>1086</sup>* », par le biais de l'augmentation des exportations de GNL américain.

La montée en puissance du GNL a son importance sur le marché du gaz car elle peut représenter un facteur de déstabilisation. Le GNL, peut amener à remettre en question la rentabilité de futurs grands projets de pipelines. Si c'était le cas, la « *guerre des tubes* » en Eurasie pourrait elle aussi évoluer et affecter la Russie, alors que son rival américain est amené à devenir un des plus grands

---

<sup>1083</sup> Greiling, « Le Nouveau Grand Jeu ».

<sup>1084</sup> O'Sullivan, *Windfall* 144-145.

<sup>1085</sup> « GNL : les États-Unis poursuivent leur « seconde révolution » gazière » *Connaissance des Énergies*, 8 déc. 2017, en ligne, Internet, 16 févr. 2019. Available: <https://www.connaissancedesenergies.org/gnl-les-etats-unis-poursuivent-leur-2e-revolution-gaziere-171208>.

<sup>1086</sup> « GNL : les États-Unis poursuivent leur « seconde révolution » gazière » *Connaissance des Énergies*.

exportateurs mondiaux de GNL. Par ailleurs, ce foisonnement d'énergies offre aux États-Unis et à la Chine, les deux plus grandes puissances économiques mondiales, une raison de coopérer au lieu de s'affronter<sup>1087</sup>, notamment sur des sujets comme le Moyen-Orient ou la lutte contre le réchauffement climatique, deux sujets au cœur des enjeux énergétiques.

Il apparaît donc que la révolution énergétique entraînée par les hydrocarbures de schiste a profondément affecté l'ordre géopolitique établi en ravivant ou en créant de nouvelles rivalités, de nouvelles alliances, de nouvelles zones de tensions et de nouveaux équilibres. Pourtant, les hydrocarbures ne seront pas les seuls types d'énergies à définir les politiques énergétiques, les nouvelles alliances, les nouveaux équilibres, les conflits de demain et les enjeux climatiques y participeront, ce que souligne Daniel Yergin :

*In the meantime, the elements shaping the future of energy are many, their interactions complex and sometimes confusing, and the differences in interests and perspective considerable. All this makes forging a coherent 'energy policy' a challenging matter. Indeed, 'energy policy' is often shaped by policies that are not even seen as 'energy' but as 'environmental'*<sup>1088</sup>.

#### **1.3.4. Complexification de la géopolitique des énergies ?**

Bien que les énergies fossiles soient au cœur des grands bouleversements géopolitiques récents, les énergies bas carbone sont elles aussi au cœur de changements majeurs qui influencent la géopolitique mondiale en parallèle. La géopolitique des énergies de demain ne sera pas seulement celle des énergies fossiles, mais elle sera le fruit de l'évolution du mix énergétique mondial qui tend de plus en plus vers l'intégration des énergies renouvelables, des technologies bas carbone, et de nouveaux enjeux, tels que la cybersécurité énergétique. Les menaces liées au changement climatique ne peuvent désormais plus être ignorées par les États. Ces menaces qui engendrent encore des contraintes et des coûts pour les entreprises et les pays sont également synonymes d'opportunités économiques et énergétiques. C'est pourquoi de plus en plus d'acteurs embrassent la question des énergies renouvelables. Gérard Mestrallet, le président directeur général d'Engie, décrit ce qu'il appelle « *une triple révolution des systèmes énergétiques*<sup>1089</sup> », qui serait à la fois technologique, sociétale et digitale, pour aborder les bouleversements du secteur énergétique. De la baisse des prix de l'énergie renouvelable associée aux progrès technologiques, à la gestion de l'énergie par les outils

---

<sup>1087</sup> O'Sullivan, *Windfall* 240.

<sup>1088</sup> Yergin, *The Quest* 722-723.

<sup>1089</sup> Chevalier et al., *Les Nouvelles guerres de l'énergie*.



numériques, en passant par la volonté des consommateurs d'être plus responsables, Gérard Mestrallet dépeint les évolutions d'une société où les énergies renouvelables prennent une place de plus en plus grande au quotidien, autant pour les États que pour les citoyens. Cette tendance est d'ailleurs visible dans les chiffres, puisque malgré une baisse du prix du pétrole en 2015, les énergies renouvelables ont enregistré un record en termes d'investissements avec la somme de 286 milliards de dollars. Ces chiffres viennent confirmer une tendance qui a commencé bien avant, puisqu'entre 2004 et 2015, les investissements dans les énergies renouvelables ont été multipliés par 6 dans le monde<sup>1090</sup>. Cependant, une rupture s'opère en 2015 entre les pays développés et les pays en développement. En 2015, les pays en voie de développement voient leurs investissements dans les énergies renouvelables dépasser ceux des pays développés pour la première fois. Cette dynamique des économies émergentes est portée principalement par la Chine, l'Inde et le Brésil<sup>1091</sup>, des pays qui remodelent déjà l'économie mondiale.

Les investissements dans les énergies renouvelables ne sont l'image que d'une partie des enjeux associées à la transition énergétique qui pourrait modifier la géopolitique des énergies. En 2017 Meghan O'Sullivan, Indra Overland, professeur et directeur du programme sur l'énergie à l'institut norvégien des affaires internationales et David Sandalow, ancien sous-secrétaire par intérim au ministère de l'Énergie américain (2009-2013) et membre du *Center on Global Energy Policy* de l'université de Columbia ont déterminé sept mécanismes par lesquels les énergies renouvelables pourraient potentiellement affecter la géopolitique mondiale. Cette analyse se base sur l'hypothèse selon laquelle la part des énergies renouvelables augmenterait de manière significative au détriment de celle des énergies fossiles dans le bouquet énergétique mondial<sup>1092</sup>.

Le premier mécanisme abordé dans cette analyse est celui du risque de développement de cartels concernant les matériaux et minerais essentiels à l'industrie des énergies renouvelables. Parmi ces ressources, les terres rares<sup>1093</sup> dont les réserves mondiales sont détenues à 57% par la Chine et la Russie mais qui sont produites à 89% par la Chine, jouent un rôle essentiel. D'autres ressources sont elles aussi qualifiées de « *critiques* » ou pouvant le devenir, soit parce qu'elles sont fournies par une

---

<sup>1090</sup> Emmanuel Hache, « Renouvelables: derrière les chiffres, quelle géopolitique énergétique mondiale ? Quelle place pour l'Europe ? » *IRIS*, 12 avr. 2016, en ligne, Internet, 7 déc. 2018. Available: <http://www.iris-france.org/74791-renouvelables-derriere-les-chiffres-quelle-geopolitique-energetique-mondiale-quelle-place-pour-leurope/>.

<sup>1091</sup> Hache, « Renouvelables: derrière les chiffres, quelle géopolitique énergétique mondiale ? Quelle place pour l'Europe ? ».

<sup>1092</sup> Meghan O'Sullivan, Indra Overland, et David Sandalow, « The Geopolitics of Renewable Energy » *SSRN Electronic Journal*. (2017), en ligne, Internet, 16 févr. 2019. Available: <https://www.ssrn.com/abstract=2998305>.

<sup>1093</sup> Terme regroupant 17 métaux considérés comme stratégiques car ils sont grandement utilisés pour la fabrication de produits de haute technologie et notamment pour les technologies éco-responsables. Ces métaux ne sont pas rares car ils sont présents quasiment partout à la surface de la croûte terrestre. Leur extraction est très polluante et génère aussi des déchets toxiques.

petite poignée de pays, soit parce que la croissance de l'industrie des énergies renouvelables entrainera une très forte augmentation de la demande pour ces matériaux et minerais<sup>1094</sup>, comme le souligne le géographe et directeur de recherche au CNRS, Gilles Lepasant :

*La géographie des métaux nécessaires à la transition énergétique s'organise autour de pôles et de flux différents de ceux du pétrole et du gaz. Acteur majeur dans le secteur des hydrocarbures, le Moyen-Orient y joue un rôle marginal tandis que l'Amérique latine, l'Afrique (partiellement), l'Australie s'imposent comme des points d'appui. Cette géographie évolue au gré des prises de participation opérées par les acteurs publics et privés à travers le monde<sup>1095</sup>.*

Le deuxième mécanisme évoqué dans cette étude<sup>1096</sup> est celui de la technologie et de la finance. Les investissements sont nécessaires pour développer le secteur des énergies renouvelables. De fait, les pays ayant une forte culture de l'innovation et de la recherche pourraient tirer un avantage considérable de cette orientation, notamment par le biais des brevets technologiques.

Le troisième mécanisme est celui de la « *malédiction des ressources* ». Avec le développement des énergies renouvelables, les pays dont les économies dépendent des exportations de gaz et de pétrole vont potentiellement s'affaiblir, ce qui risque de créer un climat de tensions et de conflits internes. En référence au « *Dutch disease*<sup>1097</sup> », souvent évoqué concernant les ressources d'hydrocarbures pour certains pays, cette malédiction semble peu probable quant aux énergies renouvelables. Enfin, les auteurs évoquent la possibilité que la possession de certains matériaux et minerais nécessaires au développement des infrastructures renouvelables par un pays et non son potentiel pour le produire, ne soit la source d'une nouvelle malédiction.

Le quatrième mécanisme concerne les réseaux. Les *supergrids*<sup>1098</sup> peuvent être perçus comme des vastes zones de conflits potentiels entre les nations dans la mesure où ils pourraient créer une vulnérabilité énergétique pour certains pays. La cybersécurité est également une question qui émerge concernant la gestion des réseaux. Le cinquième mécanisme est celui de la réduction de la demande

---

<sup>1094</sup> Connaissance des énergies, « La transition énergétique face au défi des métaux critiques » *Connaissance des Énergies*, 8 janv. 2018, en ligne, Internet, 16 févr. 2019. Available: <https://www.connaissancedesenergies.org/la-transition-energetique-face-au-defi-des-metaux-critiques-180108>.

<sup>1095</sup> Gilles Lepasant, « La Transition énergétique face au défi des métaux critiques » (2018): 56.

<sup>1096</sup> O'Sullivan, Overland, et Sandalow, « The Geopolitics of Renewable Energy ».

<sup>1097</sup> Phénomène économique particulier qui fait partie d'un phénomène économique plus général appelé « la malédiction des ressources ». Le mal hollandais décrit les distorsions qui touchent les pays dont l'économie dépend d'une seule ressource. L'abondance d'une matière première conduit le pays à négliger les autres industries au profit des rentes issues des hydrocarbures qu'il produit. Ce faisant, l'économie du pays devient vulnérable à la variation des cours des hydrocarbures sur les marchés, elle subit l'absence de diversification de ses industries et elle peine à créer de l'emploi. L'économie du Venezuela illustre par exemple la notion de mal hollandais.

<sup>1098</sup> Vaste réseau permettant le transport de grandes quantités d'électricité, notamment celle générée à partir d'énergies renouvelables d'une région à une autre ou d'un pays à un autre.

pour le gaz et le pétrole. Si les énergies renouvelables venaient à prendre le pas sur les énergies fossiles, l'équilibre entre les pays pourrait être affecté. Alors que certains verraient décroître leur influence, d'autres pourraient être soulagés de se défaire de leur addiction aux hydrocarbures par exemple. Le sixième mécanisme est celui de la réduction des risques climatiques grâce aux énergies renouvelables. Les risques géopolitiques liés au changement climatique sont nombreux et sources de conflits potentiels. L'exacerbation de la déplétion des ressources naturelles, la migration des populations ou le renforcement des catastrophes naturelles sont directement liés au changement climatique. Ainsi, les énergies renouvelables pourraient permettre de répondre à un certain nombre de questions de sécurité nationale, tout en favorisant un développement durable.

Enfin, le dernier mécanisme décrit est celui de l'accès aux formes modernes de l'énergie. Les énergies renouvelables devraient être considérées comme des solutions pour fournir un accès à l'énergie dans les régions les plus pauvres du globe. Les effets de l'accès à l'énergie pour ces zones sont particulièrement importants en termes de géopolitique dans la mesure où l'accès à l'énergie apparaît comme un facteur de stabilité et de développement pour les pays.

Une étude<sup>1099</sup> de 2019<sup>1100</sup> tend à confirmer que les énergies renouvelables auront un impact non négligeable sur les pays. Elle souligne que la géopolitique de l'énergie va se complexifier car elle est amenée à développer des enjeux différents que les seuls liés aux hydrocarbures. Alors que la dépendance des pays aux hydrocarbures pourrait reculer, une dépendance à de nouvelles ressources nécessaires dans la construction des technologies et le déploiement des énergies renouvelables pourrait naître. Compte tenu de la « *criticité* » de ces matériaux, métaux ou minerais, une hausse des prix de ces éléments est à prévoir, de même qu'une augmentation du coût du déploiement des énergies renouvelables et de l'énergie. Les auteurs soulignent de même que le caractère critique de ces ressources est de nature à augmenter le pouvoir de marché des pays détenteurs de ces ressources. Cette étude met également l'accent sur l'importance à venir des droits concernant les propriété intellectuelle et sur l'importance des transferts de technologie pour encourager la transition. Dans le cas où peu de pays disposeraient des droits de propriétés intellectuelles et les vendraient à prix fort, l'impact serait négatif pour la transition énergétique. En revanche, la diffusion suffisante de ces brevets pour permettre à la compétition de naître sur le marché. Elle aurait un impact positif car les prix de ces technologies baisseraient, les pays seraient moins réticents à s'engager lors d'accords internationaux et la transition énergétique serait moins coûteuse. Enfin, l'importance d'intégrer les

---

<sup>1099</sup> Cette étude a été menée par Clément Bonnet, Gondia Sokhna Seck et Marine Simoën chercheurs à l'IFP Énergies nouvelles, Samuel Carcanague, chercheur à l'IRIS, Emmanuel Hache, directeur de recherche à l'IRIS et ingénieur économiste et prospectiviste à l'IFP Énergies nouvelles

<sup>1100</sup> Clément Bonnet et al., « Vers une géopolitique de l'énergie plus complexe ? » (2019): 131.

pays producteurs d'hydrocarbures dans la transition énergétique est également suggérée, car une transition vers les énergies renouvelables les rendrait plus vulnérables, réduirait leur poids sur la scène internationale, impacterait l'économie mondiale ou la dynamique de certaines économies régionales, mais aussi parce qu'ils ont la capacité d'influencer les prix des hydrocarbures, un enjeu pour le développement des énergies renouvelables. Le prix des hydrocarbures détermine la compétitivité des énergies renouvelables, mais en parallèle, par le biais de l'augmentation de la production, les producteurs font baisser le prix des hydrocarbures, ce qui les rend plus attractifs pour les consommateurs au détriment des énergies vertes.

La place des pays producteurs est un élément qui ne doit pas être négligé dans un monde qui veut tourner la page des énergies fossiles au profit des énergies renouvelables. Au contraire, ces pays producteurs occupent un rôle essentiel dans la transition du monde vers les énergies renouvelables. Il paraît impensable que des pays abandonnent une de leur plus grande source de revenus, parfois la seule, sans se battre. L'affrontement entre les pays producteurs d'énergies fossiles pour maintenir leur part de marché et la volonté de la communauté mondiale de voir la part des énergies renouvelables se réduire dans le mix énergétique mondial est un élément crucial de la nouvelle géopolitique des énergies. En réalité, la multiplication des politiques publiques en faveur des énergies renouvelables pour décarboner l'économie mondiale pourrait produire le contraire de l'effet escompté. Il s'agit là de la théorie d'Hans-Werner Sinn, professeur d'économie et de finances publiques à l'université de Munich, qui a nommé ce phénomène le « *Green Paradox*<sup>1101</sup> ». Selon Hans-Werner Sinn, les décideurs publics se trompent en ne focalisant leurs politiques et leur outils que sur la demande d'énergie fossile et non pas sur l'offre. Les pays producteurs seraient seuls vrais décideurs quant au climat, ce qui rend les initiatives internationales contre-productives. L'énergie est un marché, elle est régie comme tous les marchés par la loi de l'offre et de la demande. Or, les débouchés et les parts de marché des énergies fossiles sont de plus en plus menacés par l'accélération des énergies alternatives. Par conséquent, les pays producteurs, puisqu'ils souhaitent limiter les pertes financières, réagissent en accélérant l'extraction et la vente de leurs hydrocarbures, avant que ce marché ne disparaisse au profit des énergies renouvelables. Si un pays traditionnellement consommateur d'hydrocarbures décide de réduire ou de stopper sa consommation pour accroître la place des énergies renouvelables dans son mix énergétique, il ne réduit pas la consommation mondiale d'hydrocarbures. Cette part qu'il ne consomme pas sera en fait disponible sur le marché pour être consommée par un pays capable de se l'offrir<sup>1102</sup>. Hans-Werner Sinn considère donc que pour être

---

<sup>1101</sup> Hans-Werner Sinn, *The Green Paradox: a Supply-Side Approach to Global Warming* (Cambridge, Mass: MIT Press, 2012) xiii.

<sup>1102</sup> Hans-Werner Sinn, *The Green Paradox: a Supply-Side Approach to Global Warming* 128.

efficaces, pour éviter le phénomène de « *green paradox* », les politiques climatiques doivent inclure la participation des pays détenteurs d'hydrocarbures, car seuls ces derniers sont en capacité de décider des quantités d'hydrocarbures qui sont disponibles sur le marché, et donc par extension, la quantité de dioxyde de carbone qui sera relâché dans l'air par la combustion de ces hydrocarbures. Une politique climatique efficace serait, en outre, une politique capable d'amener les pays détenteurs d'hydrocarbures à une « *attitude d'extraction conservatrice*<sup>1103</sup> ».

### **1.3.5. « Dominance énergétique<sup>1104</sup> » américaine sur les énergies d'hier est-elle suffisante pour exister en tant que puissance énergétique dans le monde de demain ?**

L'énergie est au cœur des bouleversements géopolitiques d'hier, d'aujourd'hui et probablement de ceux de demain. Alors qu'un ordre mondial avait été établi autour des énergies hydrocarbures, les récentes découvertes, révolutions et innovations dans le domaine énergétique sont de nature à remodeler l'équilibre mondial entre les pays. Alors que les États-Unis sont amenés à jouer un rôle majeur dans ce remodelage par leur changement de statut, et la révolution énergétique qu'ils connaissent actuellement, peut avoir un impact de taille. D'autres pays vont également voir leur rôle croître ou décroître, ce qui peut amener de nouvelles tensions géopolitiques. L'émergence des États-Unis en tant qu'exportateur majeur de gaz et de produits pétroliers peut fragiliser des exportateurs comme la Russie ou les pays du Golfe et engendrer ainsi de nouvelles alliances ou tensions avec la puissance chinoise. Les énergies renouvelables sont à prendre en compte dans l'équation qui définira le nouvel ordre énergétique mondial. Les matériaux, minerais et propriétés intellectuelles jouent un rôle prépondérant dans la géopolitique des énergies renouvelables, de même que le rôle des pays producteurs d'hydrocarbures.

Les Chinois, qui ont amorcé un tournant vers les énergies renouvelables, pourraient bien occuper une place centrale dans cette nouvelle géopolitique, d'autant plus qu'ils possèdent en grande quantité les ressources nécessaires à ces technologies. Riches de ces matériaux et forts de leur volonté d'innovation visible par le nombre croissant de brevets et d'investissements dans ces technologies, ils sont en passe d'occuper une place stratégique dans la transition énergétique, et donc par conséquent dans l'ordre géopolitique de demain. Gilles Lepasant, rappelle d'ailleurs le rôle prépondérant des Chinois dans les technologies du futur : « *La Chine est un acteur dominant comme*

---

<sup>1103</sup> Hans-Werner Sinn, *The Green Paradox: a Supply-Side Approach to Global Warming* 129.

<sup>1104</sup> Trump, « Remarks on Efforts to Promote Domestic Energy Production ».

*producteur et comme consommateur de métaux critiques : elle représente 88% de l'offre et 58% de la demande pour les seules terres rares. Elle représente également 60% de la capacité mondiale de production de cellules photovoltaïques et 50% de la capacité mondiale de production d'éoliennes*<sup>1105</sup>. »

La géopolitique des énergies de demain doit donc prendre en compte toutes ces évolutions. Les États-Unis de Donald Trump, qui visent la « *dominance énergétique*<sup>1106</sup> » doivent à ce titre s'interroger sur la suffisance de leur rôle en tant qu'acteurs majeurs dans les hydrocarbures pour atteindre leur objectif. Le rôle des États-Unis, en tant qu'acteur majeur de l'ordre géopolitique par le prisme des enjeux énergétiques, ne devrait pas se restreindre à dominer le monde des hydrocarbures. Ce rôle devrait englober des enjeux bien plus larges, tels que la coopération internationale sur les enjeux climatiques, la gestion des ressources critiques pour les technologies décarbonées, ou encore l'innovation et les investissements dans ces technologies ou dans des technologies émergentes comme celle de l'hydrogène vert par exemple. Ces problématiques sont amenées à être traitées par les Américains afin d'apparaître en tant que puissance dans la nouvelle géographie des ressources qui se dessine. De plus, la notion de sécurité énergétique est elle aussi amenée à évoluer pour englober la notion de cybersécurité et la course aux brevets technologiques. Les Américains doivent, en outre, accepter de prendre part, à l'instar des Chinois et d'autres nations, à la « *compétitivité écologique*<sup>1107</sup> », qui selon le diplomate français Hubert Védrine se résume à une puissante dynamique mondiale œuvrant pour une « *fusion entre l'écologisation et l'ensembles des forces économiques et financières* ». Lors d'un discours en 2009, Obama rappelait déjà, avant la révolution du schiste, cette nécessité pour les Américains d'investir dans les énergies de demain face à un mode en pleine évolution.

*We know the country that harnesses the power of clean, renewable energy will lead the 21st century. And yet, it is China that has launched the largest effort in history to make their economy energy efficient. We invented solar technology, but we've fallen behind countries like Germany and Japan in producing it. New plug-in hybrids roll off our assembly lines, but they will run on batteries made in Korea.*

*Well I do not accept a future where the jobs and industries of tomorrow take root beyond our borders – and I know you don't either. It is time for America to lead again*<sup>1108</sup>.

---

<sup>1105</sup> Lepesant, « La Transition énergétique face au défi des métaux critiques ».

<sup>1106</sup> Trump, « Remarks on Efforts to Promote Domestic Energy Production ».

<sup>1107</sup> Chevalier et al., *Les Nouvelles guerres de l'énergie*.

<sup>1108</sup> Barack Obama, « Remarks of President Barack Obama --2009 Address to Joint Session of Congress » *whitehouse.gov*, 24 févr. 2009, en ligne, Internet, 21 févr. 2019. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-barack-obama-address-joint-session-congress>.

La prédominance des enjeux énergétiques à l'échelle internationale peut-elle justifier le fait que le gouvernement américain ait fait le choix de la sécurité nationale et de l'économie depuis des années au détriment de la transition vers des énergies alternatives ?

## 2. Énergie et climat à l'échelle internationale : vers des solutions alternatives ?

### 2.1. Traitement des enjeux énergétiques et climatiques par les États fédérés

#### 2.1.1. États fédérés et inaction du gouvernement fédéral

Les États-Unis sont une république fédérale. Il existe de fait plusieurs niveaux de gouvernance : celui du gouvernement fédéral et celui des États fédérés en particulier. D'autres subdivisions existent, puisque les États fédérés sont eux-mêmes composés de comtés, de villes, et de localités qui possèdent également une autorité administrative. Dans ce cadre, il est intéressant de se tourner vers les États fédérés, la première échelle de pouvoir infranationale, afin d'analyser leur position sur les questions énergétiques, environnementales et climatiques. Rencontrent-ils les mêmes difficultés que le gouvernement fédéral sur ces questions ? Le fédéralisme impacte-t-il la politique énergétique et climatique ? La polarisation politique provoque-t-elle la même paralysie qu'au Congrès ? Sont-ils soumis aux mêmes enjeux que l'État fédéral dans leur choix ?

La politique énergétique et climatique des États-Unis est souvent décrite à l'aune de l'action du gouvernement fédéral. Pourtant, en tant qu'État fédéral, il existe plusieurs niveaux de traitement des enjeux énergétiques et climatiques dans le pays. Le gouvernement fédéral est, certes, le niveau supérieur de traitement de ces enjeux. Cependant à leur échelle, les subdivisions infranationales du gouvernement fédéral sont en capacité de mettre en place des politiques qui leur sont propres, sur leur territoire. Les enjeux énergétiques et climatiques ne peuvent être abordés en excluant tous les autres acteurs qui participent à sa réalisation et à sa complexité, d'où l'intérêt d'analyser le rôle de ces acteurs.

Après une forte activité du Congrès qui a conduit au vote de nombreuses lois pendant l'âge d'or du mouvement environnemental, à partir des années 1980, un vide législatif apparaît. L'apogée des États-Unis comme puissance énergétique mondiale ces dernières années laisse présager que la politique énergétique nationale sera davantage axée sur les aspects économiques, géopolitiques et sur la politique étrangère, que sur les aspects climatiques. Ainsi, pour combler l'absence d'une politique



nationale qui intègrent les enjeux environnementaux, économiques et sanitaires de l'énergie, des alternatives émergent de plus en plus, pour répondre à une demande populaire insatisfaite. Les États fédérés comptent parmi ces alternatives. En tant que structures autonomes dotées de leur propre gouvernement et de certaines compétences, notamment en matière de santé publique et d'environnement, ils sont apparus suite au *gridlock* du Congrès, comme de véritables moteurs où les politiques climatiques et énergétiques ont continué à se développer, en dépit de l'immobilisme relatif des politiques fédérales.

Les questions énergétiques et climatiques ont souvent été traitées par les États-Unis à l'échelle du gouvernement fédéral dans un contexte de mondialisation, d'économie, de relations internationales. La question de l'énergie aux États-Unis est née de la nécessité d'assurer la sécurité nationale par le biais d'un approvisionnement continu en énergie et à tarifs raisonnables, ce qui paraît être une question légitime pour un pays qui a été dépendant des énergies fossiles. En contrepoint, la question climatique, est née de préoccupations mondiales et aspire à être traitée à tous les niveaux de gouvernance, de l'international au local. Le climat, la pollution, le réchauffement climatique n'ont pas de frontières comme les pays et requièrent par conséquent une coopération globale intégrant tous les acteurs. Dans cette même logique, l'énergie et le climat sont des enjeux indissociables qui doivent être traités à tous les niveaux de gouvernance politique. Les politiques énergétiques et climatiques américaines résultent de l'engagement et de l'action d'une multiplicité d'acteurs. Qu'il s'agisse de l'État fédéral, des États, des villes, des communautés locales, des acteurs privés, des organisations publiques, des groupes de citoyens, ou de simples individus, ces politiques répondent à une logique d'une gouvernance multi-niveaux.

Si le rôle clé des États est de plus en plus évoqué quant à l'avancée de ces politiques, il convient de noter qu'ils ont toujours historiquement exercé certaines compétences liées à ces enjeux. Cependant, lorsque l'environnement, l'énergie et le climat émergent en tant qu'enjeux politiques à partir des années 1970, ces thèmes font l'objet d'une intervention de l'État fédéral qui s'accapare de ces problèmes pour répondre aux préoccupations d'un peuple inquiet des conséquences sanitaires et écologiques. La montée de la polarisation politique et idéologique dès les années Reagan, tout comme l'inertie politique sur les questions environnementales et climatiques dès les années 1990 et le désengagement progressif de l'État fédéral tant à l'échelle nationale qu'internationale ont été des éléments qui laissaient présager que les États fédérés seraient amenés à jouer un plus grand rôle sur ces questions dans le temps. Dès 1995, Bill Clinton a cherché à impliquer davantage les États dans

les politiques environnementales et climatiques<sup>1109</sup> avec le *National Environmental Performance Partnership System*<sup>1110</sup>. La non-ratification du Protocole de Kyoto, et l'absence d'action fédérale sous la présidence de George W. Bush sont venues renforcer la place des États en tant qu'acteurs majeurs sur ces problématiques. Barry Rabe<sup>1111</sup>, professeur de politiques publiques et de politique environnementale à l'université du Michigan distingue trois périodes pour décrire l'évolution et la dynamique du traitement de ces questions par l'État fédéral et les États selon leur degré d'engagement. La première période qu'il situe entre 1975 et 1997 correspond à la phase « *symbolic policy* ». Cette période décrit un faible engagement des deux acteurs et a été ponctuée par la mise en place de politiques symboliques, de recommandations, de petits programmes volontaires pour les énergies renouvelables, en somme aucune mesure contraignante. La deuxième période évoquée est celle allant de 1998 à 2007. Cette période est décrite comme celle de « *state domination* » avec un faible engagement fédéral et un engagement élevé des États. Face à l'absence d'implication de l'État fédéral, les États fédérés se sont de plus en plus impliqués. Enfin, la troisième période définit est celle allant de 2008 à 2011 et correspond à ce que Rabe nomme le « *contested federalism* », le fruit d'un engagement fédéral et des États élevé. Bien qu'elle ne soit pas décrite par Rabe, la présidence de Donald Trump correspondrait davantage à une période répliquant le modèle appliqué sous la présidence de George W. Bush, avec un engagement minimal de l'État fédéral<sup>1112</sup>.

La présidence d'Obama marque une période unique, durant laquelle tous les échelons de gouvernance étaient actifs dans les domaines de l'énergie et du climat. En 2013, Obama reconnaissait d'ailleurs le retard de l'État fédéral sur ces questions par rapport aux États fédérés et aux villes. « *It's just time for Washington to catch up with the rest of the country*<sup>1113</sup> ». Bien qu'aucune loi climatique majeure n'ait été adoptée par le Congrès au cours de sa présidence, les administrations d'Obama ont fait preuve de dynamisme et d'implication sur les questions environnementales et climatiques, tout particulièrement au cours de son deuxième mandat.

---

<sup>1109</sup> U.S. Environmental Protection Agency, « National Environmental Performance Partnership System (NEPPS) », s. d., en ligne, Internet, 27 août 2020. Available: <https://www.epa.gov/ocir/national-environmental-performance-partnership-system-nepps>.

<sup>1110</sup> Le National Environmental Performance Partnership System est un partenariat entre l'EPA et les États fédérés créé en 1995. Il s'agit selon l'EPA d'un système de protection de l'environnement basé sur la performance. Il a été conçu pour améliorer l'efficacité et l'efficience du partenariat entre l'EPA et les niveaux de gouvernance infranationaux. Les ressources sont alloués aux problèmes les plus urgents pour assurer la protection environnementale et sanitaire.

<sup>1111</sup> Barry Rabe, « Contested Federalism and American Climate Policy » *Publius: The Journal of Federalism*. 41.3 (2011): 494-521.

<sup>1112</sup> US EPA, « Back-to-Basics Agenda ».

<sup>1113</sup> Obama, « Remarks by the President on Climate Change ».

À son arrivée à la Maison Blanche en 2008, l'Amérique d'Obama est divisée. Une partie des États a développé des politiques climatiques. Cependant, d'autres États ne se sont pas vraiment impliqués sur ces questions. L'absence d'obligation fédérale a laissé la possibilité aux États fédérés d'agir. Cette administration avait donc la possibilité de reprendre le contrôle de ces questions et d'établir des normes nationales uniformes ou bien décider de partager une partie de son autorité en collaborant avec les États les plus avancés. Dans son *Climate Action Plan* de 2013, Obama reconnaissait le « *leadership*<sup>1114</sup> » des États et des autres niveaux de gouvernance infranationaux et la nécessité pour l'État fédéral de collaborer avec eux. Les États les plus engagés se sont présentés comme des acteurs stratégiques individuellement et collectivement, comme des exemples à suivre, qui comptaient influencer la future politique fédérale.

Depuis de nombreuses années, le caractère dynamique et innovant des États dans la mise en place de politiques climatiques est mis en avant. Les États sont en effet, souvent décrits comme étant à la pointe de l'innovation et capables de trouver des solutions créatives, adaptées à leur réalité locale et avec une volonté de briller au niveau national. Selon leurs spécificités et leurs vulnérabilités, les États ont développés depuis plus de 50 ans, des mesures pour agir en faveur de l'environnement, du climat et des énergies propres. La Californie est un exemple du rôle pionnier et innovant qu'ont joué les États fédérés. Elle est sans aucun doute un des États fédérés parmi les plus avancés dans le développement d'une politique environnementale, climatique et énergétique complète. En 1967, le gouverneur républicain de Californie Ronald Reagan signe le *Mulford-Carrell Air Resources Act* et crée ainsi le *State Air Resources Board* afin de traiter les problèmes de pollution d'air<sup>1115</sup>. En 1970, la Californie obtient le droit d'adopter des normes plus strictes que les normes fédérales concernant la pollution des automobiles, à partir de l'article 177 *Clean Air Act*<sup>1116</sup>. Depuis, cet État n'a cessé de développer, entre autres, des programmes et accentuer les normes visant à réduire les émissions de gaz polluants sur son territoire. Le programme *Zero Emission Vehicle*<sup>1117</sup> mis en place en 1990 est un des exemples les plus aboutis.

---

<sup>1114</sup> Executive Office of the President, « The President's Climate Action Plan ».

<sup>1115</sup> State of California, « History » *California Air Resources Board*, s. d., en ligne, Internet, 30 sept. 2020. Available: <https://ww2.arb.ca.gov/about/history>.

<sup>1116</sup> US EPA, « Vehicle Emissions California Waivers and Authorizations », Collections and Lists *US EPA*, 5 mai 2016, en ligne, Internet, 13 août 2020. Available: <https://www.epa.gov/state-and-local-transportation/vehicle-emissions-california-waivers-and-authorizations>.

<sup>1117</sup> California Air Resources Board, « Zero-Emission Vehicle Program » *ww2.arb.ca.gov*, s. d., en ligne, Internet, 14 août 2020. Available: <https://ww2.arb.ca.gov/our-work/programs/zero-emission-vehicle-program/about>.

En 1983, l'Iowa était le premier État à mettre en place un *Renewable Portfolio Standards*<sup>1118</sup>. À partir des années 2000, les États ont accéléré le développement de ces mesures. C'est pourquoi ils font figure d'exemple. En juin 2019, suivant le modèle des RPS dans les États fédérés, le sénateur démocrate du Nouveau Mexique, Tom Udall, introduisait un projet de loi au Sénat, le *Renewable Electricity Standard Act*, pour que les États-Unis produisent 50% de leur électricité à partir d'énergies renouvelables d'ici 2035<sup>1119</sup>. Les énergies renouvelables ne comptaient en 2019 que pour 17% des énergies utilisées pour produire de l'électricité aux États-Unis<sup>1120</sup>. Le projet de loi défendu par Tom Udall se veut ambitieux car la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité devrait tripler en 15 ans. Mais ce projet de loi dénote également le retard de l'État fédéral.

En 2003, l'État du Maine, contrôlé par les démocrates, a été le premier à adopter un *Climate Action Plan* de 4 ans<sup>1121</sup>. L'État du Maine a précédé le gouvernement fédéral d'une décennie<sup>1122</sup>. En 2019, plus de 32 États possédaient un *Climate Action Plan*<sup>1123</sup>.

En 2006, la Californie était le premier État à adopter un plan complet de lutte contre le réchauffement climatique avec la loi *Global Warming Solutions Act of 2006*<sup>1124</sup> qui visait à plafonner et réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Cette loi est née d'une entente bipartisane entre une législature californienne démocrate et le gouverneur républicain Arnold Schwarzenegger. À ce jour, le gouvernement fédéral ne possède pas ce type de mesure.

Dès 2015, Hawaii a été le premier État à s'engager sur l'électricité à 100% issue des énergies renouvelables en 2045<sup>1125</sup>. Cependant, en janvier 2020, le gouverneur démocrate de Rhode Island,

---

<sup>1118</sup> U.S. Energy Information Administration, « Iowa - State Energy Profile Analysis », 21 mai 2020, en ligne, Internet, 13 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/analysis.php?sid=IA>.

<sup>1119</sup> Tom Udall, « Text - S.1974 - 116th Congress (2019-2020): Renewable Electricity Standard Act » [www.congress.gov](https://www.congress.gov/bills/116/congress/senate-bill/1974/text?q=%7B%22search%22%3A%5B%22Renewable+Electricity+Standard+Act%22%5D%7D&r=1&s=1), 2020 2019, en ligne, Internet, 14 août 2020. Available: <https://www.congress.gov/bills/116th-congress/senate-bill/1974/text?q=%7B%22search%22%3A%5B%22Renewable+Electricity+Standard+Act%22%5D%7D&r=1&s=1>.

<sup>1120</sup> U.S. Energy Information Administration, « Electricity in the U.S. », 20 mars 2020, en ligne, Internet, 14 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/energyexplained/electricity/electricity-in-the-us.php>.

<sup>1121</sup> 121st Maine Legislature, « An Act to Provide Leadership in Addressing the Threat of Climate Change », 21 mai 2003, en ligne, Internet, 13 août 2020. Available: [http://www.mainelegislature.org/legis/bills/display\\_ps.asp?id=845&snum=121](http://www.mainelegislature.org/legis/bills/display_ps.asp?id=845&snum=121).

<sup>1122</sup> Executive Office of the President, « The President's Climate Action Plan ».

<sup>1123</sup> Center for Climate and Energy Solutions, « U.S. State Climate Action Plans » *Center for Climate and Energy Solutions*, juin 2020, en ligne, Internet, 13 août 2020. Available: <https://www.c2es.org/document/climate-action-plans/>.

<sup>1124</sup> California Legislative Information, « Bill Text - AB-32 Air pollution: greenhouse gases: California Global Warming Solutions Act of 2006. », 27 sept. 2006, en ligne, Internet, 13 août 2020. Available: [https://leginfo.ca.gov/faces/billNavClient.xhtml?bill\\_id=200520060AB32](https://leginfo.ca.gov/faces/billNavClient.xhtml?bill_id=200520060AB32).

<sup>1125</sup> State of Hawaii, « HB 623 », 2015 623, en ligne, Internet, 13 août 2020. Available: [https://www.capitol.hawaii.gov/session2015/bills/HB623\\_CD1\\_.pdf](https://www.capitol.hawaii.gov/session2015/bills/HB623_CD1_.pdf).

Gina M. Raimondo, faisait de son État celui qui aurait une alimentation en électricité à 100% issue des énergies renouvelables en premier en fixant le délai à 2030 par décret<sup>1126</sup>.

En 2019, l'Assemblée générale du Colorado, à majorité démocrate, adoptait la loi qui permet de créer l'*Office of Just Transition* au département du Travail et de l'emploi du Colorado. Cette section a pour but d'aider les communautés les plus dépendantes du charbon à faire la transition vers des énergies propres, en accompagnant les mineurs financièrement et grâce à des formations, pour obtenir des emplois mieux payés<sup>1127</sup>. Une proposition similaire a été introduite en 2020 dans le programme de campagne à la présidence du ticket Joe Biden-Kamala Harris afin d'accélérer la transition vers les énergies propres en délaissant le charbon. Joe Biden, lui-même issu d'un État producteur de charbon, la Pennsylvanie, connaît la nécessité d'accompagner les mineurs financièrement et par des formations. C'est pourquoi la 5<sup>ème</sup> proposition du volet climatique du programme de Joe Biden propose de soutenir et former les mineurs pour encourager la transition énergétique<sup>1128</sup>.

En 2019, l'assemblée Générale de l'État de New York, à majorité démocrate, a adopté le *Climate Leadership and Community Protection Act*. Cette loi met l'accent sur les notions d'équité et de justice environnementale. Elle prévoit que 35 puis 40% du total des ressources financières soient à destination des communautés les plus désavantagées pour financer des programmes et des projets autour des énergies propres, de l'efficacité énergétique, des transports, de l'assistance énergétique pour les plus faibles revenus ou encore autour des questions d'habitat dans ces communautés<sup>1129</sup>. Une proposition similaire était reprise dans le programme présidentiel de Joe Biden qui entend faire de la justice environnementale et climatique un de ses chevaux de bataille<sup>1130</sup>.

Une fois de plus, les États ont démontré leur capacité à inspirer des mesures fédérales par leur exemplarité. Il existe ainsi pléthore d'exemples qui démontrent le rôle pionnier des États sur les questions climatiques et énergétiques. Depuis des décennies, les États ont développé des politiques innovantes et adaptées à leur territoire qui ont servi de modèle au gouvernement fédéral. Le désengagement de l'État fédéral, alors que ces questions demeuraient des préoccupations pour les Américains, a donné aux États, l'occasion de prendre une place qui était inoccupée et de supplanter

---

<sup>1126</sup> Gina M. Raimondo, « Advancing a 100% Renewable Energy Future for Rhode Island by 2030 », 17 janv. 2020, en ligne, Internet, 13 août 2020. Available: <https://governor.ri.gov/documents/orders/Executive-Order-20-01.pdf>.

<sup>1127</sup> Colorado General Assembly, « Just Transition from Coal-based Electrical Energy Economy », 2019, en ligne, Internet, 13 août 2020. Available: <https://leg.colorado.gov/bills/hb19-1314>.

<sup>1128</sup> « The Biden Plan to Build a Modern, Sustainable Infrastructure and an Equitable Clean Energy Future » *Joe Biden for President*, s. d., en ligne, Internet, 30 juill. 2020. Available: <https://joebiden.com/clean-energy/>.

<sup>1129</sup> State of New York, « New York State Climate Leadership and Community Protection Act », 18 juin 2019, en ligne, Internet, 13 août 2020. Available: <https://legislation.nysenate.gov/pdf/bills/2019/s6599>.

<sup>1130</sup> « Plan for Climate Change and Environmental Justice » *Joe Biden for President*, s. d., en ligne, Internet, 30 juill. 2020. Available: <https://joebiden.com/climate/>.

ainsi l'État fédéral. Le rôle clé des États fédérés dans la mise en place de stratégies politiques climatiques fait d'ailleurs apparaître le caractère intergouvernemental de ces enjeux, qui sont de plus en plus traités localement et régionalement.

Les États sont amenés depuis longtemps à gérer certains enjeux publics liés aux questions environnementales et climatiques. Beaucoup de mesures ont été développées pour répondre aux attentes d'un territoire. Cependant, lorsqu'un modèle est fructueux sur un territoire, les États tendent à le dupliquer sur leur propre territoire. C'est le cas des RPS. Dès 2018, 29 États<sup>1131</sup> avaient mis en place des *Renewable Portfolio Standards*<sup>1132</sup>, une mesure destinée à diminuer la part des énergies fossiles dans la production de l'électricité, à la faveur des énergies renouvelables. Afin de renforcer leur action, les États ont également été amenés à collaborer à l'échelle régionale. Puisque la Constitution autorise les États à développer des politiques communes, certains États ont fait le choix de développer des politiques climatiques similaires. Les divers accords et alliances entre États fédérés pour mettre en place des programmes de plafonnement et d'échange des émissions de CO<sub>2</sub> comptaient en 2011 la collaboration de 23 États. Dans le Nord-Est 10 États ont collaboré avec le *Regional Greenhouse Gas Initiative* (RGGI)<sup>1133</sup>. Dans l'Ouest des États-Unis, 7 États ont collaboré avec le *Western Climate Initiative* (WCI)<sup>1134</sup>. Dans la région des Grands lacs, 6 autres États ont coopéré avec le *Midwestern Greenhouse Gas Reduction Accord*<sup>1135</sup> (MGGRA). Le phénomène d'imitation entre les États fédérés sur les politiques climatiques et énergétiques qui fonctionnent démontre l'audace de certains États mais aussi la vitesse à laquelle ils sont capables de répliquer des politiques efficaces. De même, la capacité de collaboration entre les États à l'échelle régionale démontre l'aptitude des États à s'entendre et s'engager de manière durable sur des enjeux techniquement difficiles à gérer. En contrepoint, les États-Unis n'ont pas réussi à s'entendre ou s'engager sur ces enjeux ni à l'échelle internationale, ni à Washington.

---

<sup>1131</sup> Washington, Oregon, Californie, Nevada, Arizona, Minnesota, Colorado, Nouveau-Mexique, Texas, Montana, Iowa, Caroline du Nord, , Ohio, Wisconsin, Michigan, New York, Maine, New Hampshire, Vermont, Massachusetts, Rhode Island, Connecticut, New Jersey, Pennsylvanie, Delaware, Maryland, Washington D.C., Missouri, Illinois, Hawaii.

<sup>1131</sup> Utah, Caroline du Sud, Dakota du Nord, Dakota du Sud, Kansas, Indiana, Oklahoma, Virginie.

<sup>1132</sup> NC Clean Energy Technology Center, « Here's Our Updated Map of #renewable Portfolio Standard for 50 States. You Will Notice Interesting Trends. Like Always, Let Us Know If We Missed Anything. », Tweet @dsireusa, 23 oct. 2018, en ligne, Internet, 17 sept. 2019. Available: <https://twitter.com/dsireusa/status/1054886435524931591>.

<sup>1133</sup> RGGI Inc, « Welcome » [www.rggi.org](http://www.rggi.org), 2020, en ligne, Internet, 7 août 2020. Available: <https://www.rggi.org/>.

<sup>1134</sup> Western Climate Initiative, « Frequently Asked Questions », 2013, en ligne, Internet, 8 août 2020. Available: [http://westernclimateinitiative.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=33&Itemid=48#question12](http://westernclimateinitiative.org/index.php?option=com_content&view=article&id=33&Itemid=48#question12).

<sup>1135</sup> Office of Scientific and Technical Information, « Midwestern Greenhouse Gas Reduction Accord », 2007, en ligne, Internet, 14 août 2020. Available: <https://www.osti.gov/biblio/21036864-midwestern-greenhouse-gas-reduction-accord>.

La volonté des États de développer des politiques climatiques ne répond pas uniquement à une logique de désengagement de l'État fédéral. D'autres facteurs semblent avoir motivé ces acteurs à s'engager de manière précoce dans cette voie. La recherche d'un avantage économique stratégique semble être une de ces raisons. Certains gouverneurs d'États ont fait le choix de développer des technologies ou sources d'énergies locales comme alternative aux énergies fossiles, car la question de décarboner l'économie était dans l'air du temps. En agissant en premier, les législateurs locaux faisaient de leurs États des exemples voire même des leaders à l'échelle mondiale. Une autre motivation pour les États relève de l'avantage stratégique politique qui peut en découler. La capacité pour ces États à innover dans la mise en place de politiques climatiques, à devenir des précurseurs, peut leur procurer une renommée nationale voire internationale. En parallèle, en adoptant un rôle actif dans la mise en place de politiques locales innovantes, certains politiciens peuvent tirer un profit personnel, notamment voir leur carrière avancer plus rapidement, car devenir un champion d'une cause telle que le changement climatique donne plus de visibilité à plus grande échelle<sup>1136</sup>. En 2007, Arnold Schwarzenegger, alors gouverneur républicain de Californie (2003-2011), faisait la couverture de *Newsweek*<sup>1137</sup> en tant que champion du climat, avec le titre « *Save the Planet- or Else* ». En 2007, Arnold Schwarzenegger et Mickael Bloomberg, ancien maire républicain puis indépendant de New York (2002-2013) et candidat à la primaire démocrate de 2020, faisaient ensemble la couverture de *Time* avec le titre « *Who needs Washington*<sup>1138</sup> ? » Dans l'article qui leur était consacré, ils ont été dépeints comme des héros capables de réaliser des avancées pour le climat dont le Congrès était incapable à cause du *gridlock*. Il est d'ailleurs intéressant de constater que ces deux hommes représentaient non seulement la côte Est et Ouest du pays, deux territoires emblématiques des États-Unis, mais ils sont également deux figures du Parti républicain, bien que l'affiliation politique de Bloomberg ait évolué depuis 2007. Cette couverture de *Time* symbolise donc, à bien des égards, la capacité des entités infranationales à outrepasser la partisanerie politique pour agir en faveur du climat.

Par le rôle de précurseurs, les États fédérés jouent depuis des années un rôle important dans la mise en place de politiques climatiques, environnementales et énergétiques adaptées aux enjeux climatiques soulevés par le GIEC. En plus de leur capacité à innover, les États et leurs législateurs ont montré leur capacité à collaborer mais surtout à dépasser les clivages politiques. Tous ces

---

<sup>1136</sup> Rabe, « Contested Federalism and American Climate Policy ».

<sup>1137</sup> Alamy, « Stock Photo - Republican California Governor Arnold Schwarzenegger holds up a copy of "Newsweek" which features Schwarzenegger balancing the Earth on his finger on the cover as he delivers » *Alamy*, s. d., en ligne, Internet, 14 août 2020.

<sup>1138</sup> Time, « Time magazine cover: who needs washington? » *TIME.com*, 25 juin 2007, en ligne, Internet, 14 août 2020. Available: <http://content.time.com/time/covers/pacific/0,16641,20070625,00.html>.

éléments en font de véritable leaders, des exemples de réussite dont le gouvernement fédéral pourrait s'inspirer. Les initiatives de ces territoires infranationaux sont de plus en plus audacieuses. C'est pourquoi les États pourraient tisser la politique climatique du pays par un jeu d'alliances régionales et d'imitations dans les années à venir, si le *gridlock* au Congrès persiste.

### **2.1.2. Divers degrés d'engagement pour les États fédérés : le cas des *Renewable Portfolio Standards***

Alors que les États se sont investis dans la mise en place de mesures favorables aux exigences climatiques et énergétiques il y a déjà plusieurs décennies, il paraît nécessaire de noter qu'il existe divers degrés d'engagement parmi les États. Tous les États fédérés ne disposent pas des mêmes réglementations en termes d'énergie et de climat. Plusieurs critères peuvent influencer la décision des États de s'engager en faveur de ce type de mesures parmi lesquels se trouvent, de manière non exhaustive : leur localisation, leur tissu industriel, leur situation économique, leur vulnérabilité économique, leur vulnérabilité climatique, leur statut de producteur d'énergies fossiles ou non, leur capacité à développer les énergies renouvelables et leur sensibilité politique. En revanche, en dépit des variations entre les États, la grande majorité d'entre eux tendent de plus en plus à mettre en place ce genre de mesures. Actuellement, tous les États fédérés ont élaboré des politiques ou des mesures incitatives en faveur du développement des énergies renouvelables ou de l'efficacité énergétique. Mais il existe une grande variation dans le nombre de ces mesures ou politiques qui ont été mis en place selon les États. Par exemple, entre 2000 et 2020, la Californie enregistre 148 politiques et mesures incitatives à destination des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique sur son territoire, ce qui en fait l'État le plus prolifique. À l'opposé, sur la même période la Virginie occidentale n'en possède que 10<sup>1139</sup>. Un tel écart peut-il s'expliquer par le rôle de producteur d'énergies fossiles de la Virginie Occidentale ? Cet État était le 2<sup>ème</sup> plus grand État producteur de charbon en 2017, le 4<sup>ème</sup> producteur national d'énergie et le 7<sup>ème</sup> producteur de gaz naturel en 2018<sup>1140</sup>. La Californie était le 7<sup>ème</sup> plus grand État producteur de pétrole brut en 2018. Cependant, avec sa politique agressive en faveur du développement des énergies renouvelables, elle a produit plus d'énergies renouvelables que de pétrole en 2018. Elle était le plus grand producteur d'électricité à

---

<sup>1139</sup> NC Clean Energy Technology Center, « Database of State Incentives for Renewables & Efficiency® » *DSIRE*, s. d., en ligne, Internet, 5 août 2020. Available: <https://www.dsireusa.org/>.

<sup>1140</sup> U.S. Energy Information Administration, « West Virginia - State Energy Profile Overview », 19 sept. 2019, en ligne, Internet, 5 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=WV>.



partir de l'énergie solaire, de géothermie et de la biomasse<sup>1141</sup>. Le profil énergétique des États a, par exemple, été une clé du développement de leur stratégie énergétique au fil des ans. N'ayant pas les mêmes spécificités ni ressources, ou ne connaissant pas les mêmes risques climatiques, ils ont développé des stratégies différentes.

Une des mesures les plus connues et qui s'est largement propagée parmi les États fédérés est le *Renewable Portfolio Standards*. Les RPS<sup>1142</sup> sont des réglementations voulues par les États fédérés qui imposent aux fournisseurs d'électricité une part définie d'électricité générée à partir d'énergies renouvelables dans leur production totale d'électricité. Les RPS sont composés de différentes variables comme les objectifs fixés, les délais pour parvenir aux objectifs, la durée du programme, les méthodes d'application, le plafonnement des coûts, les entités incluses dans le programme ou encore les obligations dans la production. Pour accompagner le développement des RPS, un mécanisme d'échange d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables appelé le *Renewable Energy Certificate* ou *Renewable Energy Credits* (REC) a été mis en place. Il s'agit d'un label ou d'une garantie que les mégawattheures introduits dans le réseau électrique sous ce label sont issus des énergies renouvelables. Pour permettre aux États de répondre aux objectifs fixés, ces crédits peuvent être marchandés mais ils fournissent en parallèle un système de suivi pour connaître la quantité d'énergies renouvelables consommée.

En 2018, 29 États<sup>1143</sup> et le district de Columbia avaient un RPS ou un modèle similaire à celui du RPS et 8 États<sup>1144</sup> avaient un programme volontaire pour les énergies renouvelables. Les RPS sont appliqués généralement aux entreprises privées qui vendent de l'électricité mais ils peuvent aussi concerner le secteur public. Ils ont contribué à l'accélération du développement des énergies renouvelables à l'échelle infranationale. Les RPS ont été conçus pour diversifier les sources d'énergies des États, encourager leur développement économique par le biais des énergies renouvelables et augmenter la production d'énergie, mais ils ont surtout pour vocation de décarboner le secteur de la production d'énergie.

---

<sup>1141</sup> U.S. Energy Information Administration, « California - State Energy Profile Overview », January 16, 20, en ligne, Internet, 5 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=CA#tabs-3>.

<sup>1142</sup> Galen Barbose, « U.S. Renewable Portfolio Standards » *Lawrence Berkeley National Laboratory*. (2018).

<sup>1143</sup> Washington, Oregon, Californie, Nevada, Arizona, Minnesota, Colorado, Nouveau-Mexique, Texas, Montana, Iowa, Caroline du Nord, Ohio, Wisconsin, Michigan, New York, Maine, New Hampshire, Vermont, Massachusetts, Rhode Island, Connecticut, New Jersey, Pennsylvanie, Delaware, Maryland, Washington D.C., Missouri, Illinois, Hawaii.

<sup>1144</sup> Utah, Caroline du Sud, Dakota du Nord, Dakota du Sud, Kansas, Indiana, Oklahoma, Virginie.

Dans la majorité des États où ils sont en vigueur, les RPS existent depuis plus d'une décennie, l'Iowa étant le premier État à avoir adopté un RPS en 1983<sup>1145</sup>. La plupart des États fixent des objectifs allant de 10 à 45 % d'électricité issue des énergies renouvelables dans l'électricité qui est vendue. Cependant, 7 États affichent des objectifs supérieurs à 50%, il s'agit de la Californie, d'Hawaii, du Massachusetts, du New Jersey, de New York, de l'Oregon, du Vermont, le dernier État à avoir adopté un RPS en 2015, et de Washington D.C. Trois éléments majeurs peuvent expliquer la propension de ces 7 États et Washington D.C. à présenter un objectif plus ambitieux que les autres. Premièrement, ces États se classaient en bas de la liste des États américains qui produisent le plus d'énergie en 2018 selon l'EIA<sup>1146</sup>. Ils n'ont donc pas une industrie de l'énergie et en particulier des énergies fossiles aussi développée que d'autres États, à l'exception de la Californie. Leur tissu industriel leur permet donc de développer des politiques en faveur de normes environnementales et climatiques plus agressives, tout en encourageant la croissance d'une filière de production énergétique sur leur territoire. Deuxièmement, ces États appartiennent au « *Blue Wall*<sup>1147</sup> » selon l'expression du journaliste et analyste politique américain, Ronald Brownstein. Ce mur bleu représente 18 États<sup>1148</sup> traditionnellement acquis aux démocrates parce qu'ils ont voté en faveur du candidat démocrate lors des élections présidentielles entre 1992 et 2012. En l'occurrence, la Californie, Hawaii, Massachusetts, New Jersey, New York, l'Oregon, et le Vermont ont voté pour le candidat démocrate lors de 7 dernières élections présidentielles. Les démocrates sont davantage favorables aux politiques environnementales et climatiques que les républicains depuis la fracture partisane sur ces questions datant de l'ère reaganienne. Il est donc possible que l'idéologie politique majoritaire dans ces États ait été un facteur influençant le développement de ce genre de politiques énergétiques. Troisièmement, ces 7 États sont situés sur la côte Est ou Ouest du pays, à l'exception d'Hawaii qui est une île. Ils sont donc parmi les plus vulnérables et les plus exposés aux conséquences des dérèglements climatiques. Avoir un RPS ambitieux fait donc partie d'une stratégie d'adaptation climatique pour ces États. Dernièrement, certains États ont revu leurs ambitions à la hausse avec l'Oregon et New York qui visent 50% d'ici 2040, ou la Californie qui vise 60% d'ici 2030 puis 100% en 2045. En parallèle, face à des États très ambitieux, d'autres États présentent des RPS moins

---

<sup>1145</sup> National Conference of State Legislatures, « State Renewable Portfolio Standards and Goals », 2017, en ligne, Internet, 6 mars 2019. Available: <http://www.ncsl.org/research/energy/renewable-portfolio-standards.aspx>.

<sup>1146</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. States - Rankings », s. d., en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/rankings/#/series/101>.

<sup>1147</sup> « Blue wall (politics) » *Wikipedia*, 5 août 2020, en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: [https://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Blue\\_wall\\_\(politics\)&oldid=971292989](https://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Blue_wall_(politics)&oldid=971292989).

<sup>1148</sup> Californie, New York, Illinois, Pennsylvanie, Michigan, New Jersey, Washington, Massachusetts, Maryland, Minnesota, Wisconsin, Oregon, Connecticut, Hawaii, Maine, Rhode Island, Delaware, Vermont, et Washington D.C.

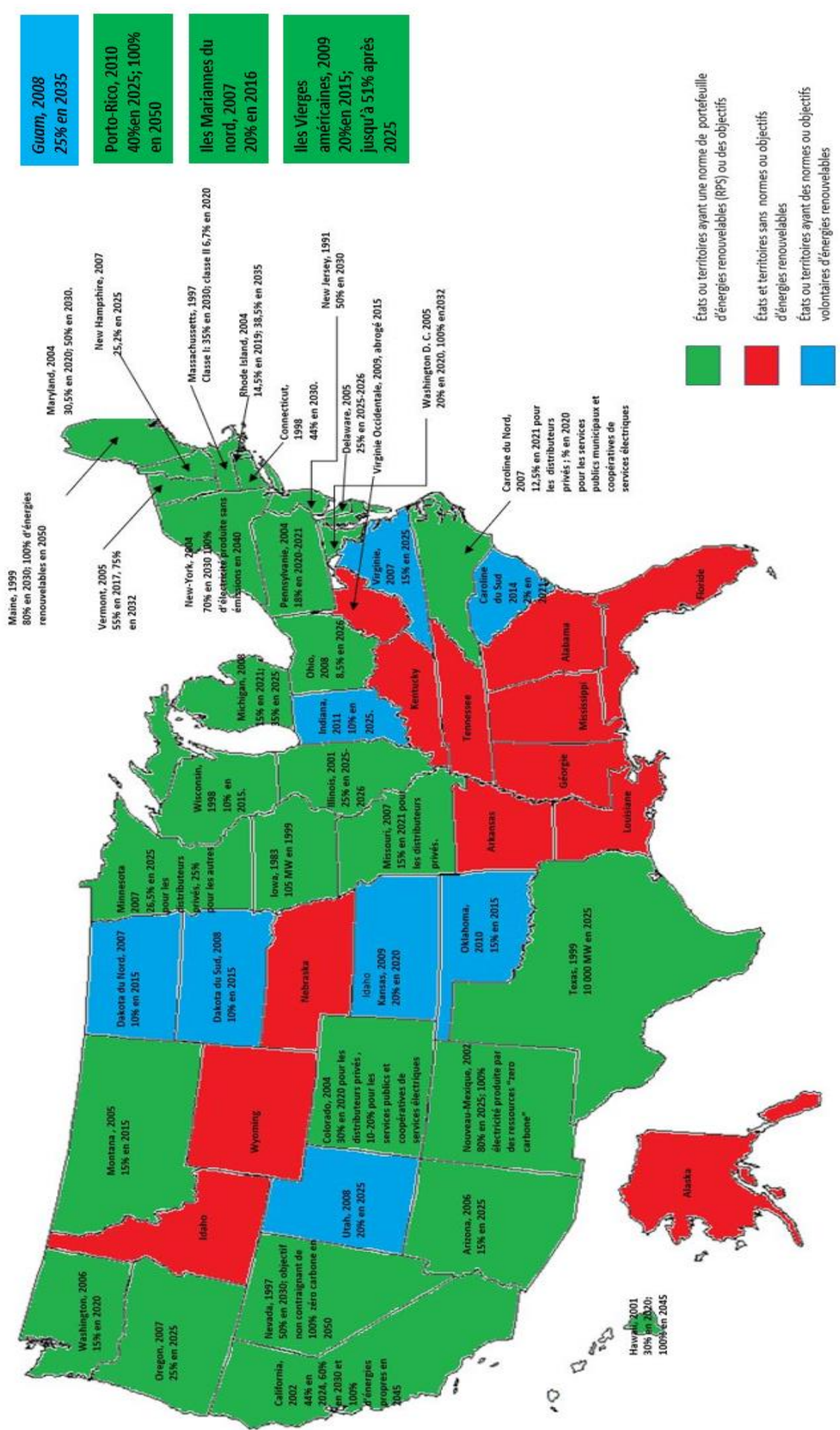
audacieux comme la Caroline du Sud qui vise 2% d'électricité issue des énergies renouvelables pour 2021, ou l'Indiana qui vise 10% d'ici 2025<sup>1149</sup>.

---

<sup>1149</sup> NC Clean Energy Technology Center, « Renewable-Portfolio-Standards-2018 », oct. 2018, en ligne, Internet, 6 mars 2019. Available: <http://ncsolarcen-prod.s3.amazonaws.com/wp-content/uploads/2018/10/Renewable-Portfolio-Standards-2018.pdf>.

Figure 14 : Carte des RPS dans les États américains

## Les politiques de diversification de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables des États et territoires américains: Normes de Portefeuille d'énergies renouvelables (RPS) ou objectifs volontaires



<https://www.ncsl.org/research/energy/renewable-portfolio-standards.aspx#vi>

Source: National Conference of States Legislatures, State Renewable Portfolio Standards and Goals, 4 avril 2020.

Il y a autant d'objectifs dans le RPS qu'il y a d'États qui participent au programme. Certains États ont fait d'ailleurs le choix de ne pas y participer du tout. L'Arkansas, la Louisiane, le Mississippi, la Virginie, l'Alabama, la Géorgie, la Floride, le Tennessee, le Kentucky, mais aussi l'Alaska, l'Idaho, le Wyoming et le Nebraska ne présentent pas de RPS. Plusieurs raisons peuvent expliquer la volonté de ces États de ne pas adhérer au système de RPS.

La première raison est celle de l'idéologie politique. 9 des 12 États<sup>1150</sup> en question sont politiquement plus conservateurs que la moyenne aux États-Unis<sup>1151</sup>. Or les conservateurs tendent à favoriser les énergies fossiles au détriment des sources renouvelables d'énergie contrairement aux libéraux ou aux modérés<sup>1152</sup>. Ces États votent également traditionnellement aux élections présidentielles pour le GOP. La deuxième raison pouvant expliquer l'absence de RPS dans ces États est le poids de l'industrie des énergies fossiles dans la majorité de ces États. Le Wyoming est par exemple le 1<sup>er</sup> producteur de charbon depuis 1986<sup>1153</sup>. La Virginie abrite le 1<sup>er</sup> port d'exportation du charbon du pays<sup>1154</sup>. Le charbon est la ressource la plus utilisée pour produire l'électricité dans l'Arkansas, l'État qui a aussi le prix le plus bas pour l'électricité dans le pays<sup>1155</sup>. L'énergie nucléaire et le charbon représentaient plus de la moitié des ressources pour produire l'électricité dans l'État de Géorgie, où un terminal de GNL a été construit<sup>1156</sup>. Le mix électrique du Tennessee reposait déjà à 44% sur une énergie décarbonée, le nucléaire, en 2019 grâce à ses deux centrales nucléaires<sup>1157</sup>. La Floride consomme 8 fois plus d'énergie qu'elle n'en produit et se classe en 6<sup>ème</sup> position pour ce qui est de la demande pour l'essence à cause du nombre élevé de touristes dans cet État<sup>1158</sup>. La Louisiane est le 4<sup>ème</sup> producteur de gaz naturel du pays et possède presque 1/5 des capacités de raffinage du pays<sup>1159</sup>. 73% de l'énergie produite au Kentucky l'était à partir de charbon en 2019. Cet État est

---

<sup>1150</sup> Wyoming, Mississippi Louisiane, Alabama, Kentucky, Arkansas, Georgie, Tennessee, Idaho.

<sup>1151</sup> Franck Newport, « Wyoming, North Dakota and Mississippi Most Conservative » *Gallup*, 31 janv. 2017, en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://news.gallup.com/poll/203204/wyoming-north-dakota-mississippi-conservative.aspx>.

<sup>1152</sup> Cary Funk et Meg Hefferon, « U.S. Public Views on Climate and Energy » *Pew Research Center Science & Society*, 25 nov. 2019, en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://www.pewresearch.org/science/2019/11/25/u-s-public-views-on-climate-and-energy/>.

<sup>1153</sup> U.S. Energy Information Administration, « Wyoming - State Energy Profile Overview », 20 févr. 2020, en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=WY>.

<sup>1154</sup> U.S. Energy Information Administration, « Virginia - State Energy Profile Overview », 19 sept. 2019, en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=VA>.

<sup>1155</sup> U.S. Energy Information Administration, « Arkansas - State Energy Profile Overview - », 19 mars 2020, en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=AR>.

<sup>1156</sup> U.S. Energy Information Administration, « Georgia - State Energy Profile Overview - U.S. Energy Information Administration (EIA) », 17 oct. 2019, en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=GA>.

<sup>1157</sup> U.S. Energy Information Administration, « Tennessee - State Energy Profile Overview », 18 juin 2020, en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=TN>.

<sup>1158</sup> U.S. Energy Information Administration, « Florida - State Energy Profile Overview » *NCSL*, 17 oct. 2019, en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=FL>.

<sup>1159</sup> U.S. Energy Information Administration, « Louisiana - State Energy Profile Overview », 19 mars 2020, en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=LA>.

également le 5<sup>ème</sup> producteur de charbon du pays<sup>1160</sup>. L'économie de l'Alaska repose sur des industries très énergivores et l'État est également le 6<sup>ème</sup> plus grand producteur de pétrole brut du pays<sup>1161</sup>. Les énergies renouvelables produisaient 81% de l'électricité dans l'Idaho en 2018<sup>1162</sup>. L'Alabama accueille le plus grand port d'importation de charbon du pays, le 3<sup>ème</sup> plus grand port d'exportation de charbon du pays et est le 5<sup>ème</sup> producteur d'électricité à partir du nucléaire<sup>1163</sup>. 73% de l'électricité produite dans le Missouri provenait du charbon en 2019. Le Mississippi a la 4<sup>ème</sup> plus grande capacité de stockage sous-terraines de gaz naturel du pays, la 9<sup>ème</sup> plus grande raffinerie de pétrole du pays et le plus puissant réacteur nucléaire<sup>1164</sup>. 55% de l'électricité au Nebraska est produite à partir de charbon. Cet État est également producteur d'uranium, un composé utilisé pour la fabrication de l'énergie nucléaire<sup>1165</sup>. Ainsi, à l'exception de l'Idaho et du Tennessee, chacun des États n'ayant pas mis en place de RPS a un lien solide avec les énergies fossiles, soit parce qu'ils sont producteurs, grands consommateurs ou exportateurs. Les énergies fossiles sont donc un pilier de leur économie.

La troisième raison qui justifierait que ces États n'aient pas de RPS est le prix de l'électricité. La moyenne du prix de l'électricité dans les États n'ayant pas adhéré au RPS en mars 2020 était de 11,94 centimes au kilowatt-heure et 11,08 centimes au kilowatt-heure sans l'Alaska qui fait augmenter cette moyenne à cause des conditions météorologiques de son territoire. En revanche, dans les États qui ont mis en place un RPS, il était de 15,42 centimes par kilowatt-heure en moyenne en 2020<sup>1166</sup>. Parmi les 10 États américains où le taux de pauvreté était le plus élevé en 2018, 50% étaient des États qui n'avaient pas de RPS<sup>1167</sup>. En revanche 90% des 10 États<sup>1168</sup> où le taux de pauvreté était le moins élevé sont des États qui disposent d'un RPS<sup>1169</sup>. Il est ainsi raisonnable d'imaginer que les États qui ont choisi de ne pas mettre en place de RPS redoutait une augmentation des prix de l'électricité produite

---

<sup>1160</sup> U.S. Energy Information Administration, « Kentucky - State Energy Profile Overview », 18 juin 2020, en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=KY>.

<sup>1161</sup> U.S. Energy Information Administration, « Alaska - State Energy Profile Overview », 19 déc. 2019, en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=AK>.

<sup>1162</sup> U.S. Energy Information Administration, « Idaho - State Energy Profile Overview », 16 janv. 2020, en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=ID>.

<sup>1163</sup> U.S. Energy Information Administration, « Alabama - State Energy Profile Overview », 16 juill. 2020, en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=AL>.

<sup>1164</sup> U.S. Energy Information Administration, « Mississippi - State Energy Profile Overview », 16 juill. 2020, en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=MS>.

<sup>1165</sup> U.S. Energy Information Administration, « Nebraska - State Energy Profile Overview », 16 avr. 2020, en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=NE>.

<sup>1166</sup> U.S. Energy Information Administration, « Rankings: Average Retail Price of Electricity to Residential Sector, (cents/kWh) », 2020, en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/rankings/?sid=WY#series/31>.

<sup>1167</sup> Louisiane, Arkansas, Kentucky, Alabama, Tennessee

<sup>1168</sup> New Hampshire, Hawaii, Maryland, New Jersey, Colorado, Minnesota, Massachusetts, Washington, Connecticut

<sup>1169</sup> U.S. Census Bureau, « Poverty Status: POV-46 » *U.S. Census Bureau*, s. d., en ligne, Internet, 6 août 2020. Available: <https://www.census.gov/data/tables/time-series/demo/income-poverty/cps/pov/pov-46.html>.

si elle était générée à partir d'énergies renouvelables. Une augmentation des prix appauvrirait les consommateurs mais nuirait également au tissu économique de ces États, car les entreprises devraient payées plus cher pour assurer leur activité sur ces territoires.

Les RPS ont eu un impact non négligeable sur le secteur énergétique et environnemental aux États-Unis. Ils ont permis un bénéfice de 2,2 milliards de dollars, en appliquant une valeur au coût social des émissions de CO<sub>2</sub>. La réduction des émissions de particules fines, d'oxyde d'azote et de dioxyde de soufre ont produit des bénéfices sanitaires et environnementaux estimés eux à 5,2 milliards de dollars environ. L'application des RPS a également conduit à une réduction de l'usage de l'eau, un bénéfice non négligeable dans les régions qui connaissent un stress hydrique comme la Californie. Les RPS ont par ailleurs contribué à la création de 200 000 emplois dans le pays et ont participé à hauteur de 20 milliards de dollars au produit intérieur brut en 2013. Ils ont également impacté de manière bénéfique le prix de vente de l'électricité et du gaz naturel, ce qui conduit à des économies pour les foyers américains<sup>1170</sup>. Parmi les nombreux outils développés par les États ces dernières années pour répondre aux enjeux climatiques et énergétiques, les RPS comptent, sans conteste, parmi les plus populaires. Cependant, l'attrait pour les RPS réside peut-être aussi dans le fait que ces outils sont décrits comme étant « *gratuits*<sup>1171</sup> » puisque ce sont les centrales électriques qui en assument le coût. De plus, le succès politique des RPS peut également être attribué au fait qu'ils procurent à la fois des bénéfices économiques, environnementaux, technologiques et que ces bénéfices ne sont que quelques-uns de leurs bienfaits. Les RPS combinent des objectifs multiples en une seule mesure qui ne s'apparente ni à un impôt ou une taxe, cela suffit à en faire un outil populaire et « *politiquement attractif*<sup>1172</sup> ».

### 2.1.3. Divers degrés d'engagement pour les États : les cas des coopérations régionales

En plus d'avoir développé des mesures localement en faveur du climat et des énergies renouvelables, un certain nombre d'États se sont engagés dans diverses coopérations régionales, devenant parfois internationales pour lutter contre le réchauffement climatique. Le *Regional Greenhouse Gas Initiative* en est un exemple. Il s'agit d'une coalition d'États du Nord-Est des États-

---

<sup>1170</sup> National Renewable Energy Laboratory, « A Retrospective Analysis of the Benefits and Impacts of U.S. Renewable Portfolio Standards » (2016): 82.

<sup>1171</sup> Barry G. Rabe, « States on Steroids: The Intergovernmental Odyssey of American Climate Policy » *Review of Policy Research*. 25.2 (2008): 105-128.

<sup>1172</sup> Barry G. Rabe, « States on Steroids: The Intergovernmental Odyssey of American Climate Policy ».

Unis née suite à la signature d'un mémorandum d'entente entre les parties le 20 décembre 2005<sup>1173</sup> pour une entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Le RGGI est le premier programme de quotas d'émissions de gaz carbonique des centrales électriques régi par le marché. Le Connecticut, le Delaware, le Maine, le Maryland, le Massachusetts, le New Hampshire, New York, Rhode Island, et le Vermont sont les 9 États pionniers qui appartiennent à cette coalition. En janvier 2020, le New Jersey rejoint le RGGI, la Virginie annonce sa participation dès 2021. En 2019, la Pennsylvanie, par le biais de son gouverneur démocrate Tom Wolf, annonçait travailler à son entrée dans le RGGI.

Selon les États adhérents à ce programmes, 7 motivations principales ont justifié la création du RGGI. Les États signataires reconnaissent le consensus scientifique des effets de l'activité anthropique sur le climat et la nécessité d'agir. Ils ont également reconnu les dangers et les risques potentiels des changements climatiques pour la santé humaine et l'environnement à l'échelle mondiale mais aussi pour leurs territoires qui sont majoritairement côtiers et donc vulnérables. Les États signataires considéraient que le modèle proposé par le RGGI constitue une contrainte suffisamment forte pour encourager le développement et le déploiement de technologies plus efficaces, moins polluantes, et favoriser le développement des énergies renouvelables dans le but de réduire ainsi la dépendance des États signataires aux énergies fossiles. Réduire les importations des énergies fossiles dans ces États serait favorable à l'économie en accroissant la sécurité énergétique et conservant les investissements dans le domaine de l'énergie. Les signataires souhaitaient devenir des leaders mondiaux de la mise en place d'un système de contrôle des émissions de CO<sub>2</sub> et de développement des énergies renouvelables. Les contraintes et incitations proposées dans le RGGI auraient permis aux États d'agir immédiatement contre le changement climatique. Ils ont estimé que retarder la lutte contre le changement climatique demanderait un investissement financier plus important dans les politiques d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique. Enfin, la naissance du RGGI est également motivée, par un devoir moral pour ces États, d'agir à leur échelle dans le cadre d'un enjeu mondial, le climat. Le RGGI est leur contribution à la lutte contre le changement climatique<sup>1174</sup>.

Le RGGI fonctionne sur la base d'un système de « *cap and invest*<sup>1175</sup> » dans lequel des quotas sont fixés, et des permis de polluer peuvent être revendus aux enchères. Ce système vise à limiter les quantités de gaz carboniques que les centrales électriques relâchent dans la région chaque année. Les

---

<sup>1173</sup> State of Connecticut et al., « Regional Greenhouse Gas Initiatives Memorandum of Understanding », 20 déc. 2005, en ligne, Internet, 7 août 2020. Available: [https://www.rggi.org/sites/default/files/Uploads/Design-Archive/MOU/MOU\\_12\\_20\\_05.pdf](https://www.rggi.org/sites/default/files/Uploads/Design-Archive/MOU/MOU_12_20_05.pdf).

<sup>1174</sup> State of Connecticut et al., « Regional Greenhouse Gas Initiatives Memorandum of Understanding ».

<sup>1175</sup> NRDC, « The Regional Greenhouse Gas Initiative Is a Model for the Nation » NRDC, 12 juin 2018, en ligne, Internet, 8 mars 2019. Available: <https://www.nrdc.org/resources/regional-greenhouse-gas-initiative-model-nation>.



bénéfices tirés des enchères sont réinvestis par exemple au profit de programmes favorisant l'augmentation de l'efficacité énergétique, l'atténuation ou la préparation aux changements climatiques. Depuis 2009, les émissions des centrales ont baissé de moitié dans la région. Les bénéfices pour la santé humaine sont évalués à 5,7 milliards de dollars sur la période de 2009 à 2014. Autre retombées positives, ce système a permis de créer 45 000 emplois à temps plein par an, a permis d'accroître la valeur économique de la région et permis une baisse des prix de l'électricité pour les consommateurs<sup>1176</sup>. En 2017, le RGGI annonçait l'intention des États de répondre à un objectif plus ambitieux pour les années à venir, soit 30% de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> en plus d'ici 2030 par rapport au niveau de 2020. Avec des émissions régionales de CO<sub>2</sub> plafonnées à un peu plus de 75 millions de tonnes en 2021, l'objectif est de réduire les émissions de 2,5% tous les ans pour atteindre les 30% en 2030, soit 65% d'émissions en moins par rapport à 2009<sup>1177</sup>.

Il est important de noter que le RGGI a été lancé à l'origine par un groupe bipartisan de gouverneurs. George Pataki, ancien gouverneur républicain de New York (1995-2006) est à l'initiative de la création du RGGI en 2003<sup>1178</sup>. À la signature de l'accord entre les États en décembre 2005, cinq États sont dirigés par des gouverneurs républicains et 4 par des gouverneurs démocrates. Ruth Ann Minner, gouverneur du Delaware est démocrate ; Jodi Rell est le gouverneur républicain du Connecticut ; John Elias Baldacci est le gouverneur démocrate du Maine ; John Lynch est le gouverneur démocrate du New Hampshire ; Richard James Codey est le gouverneur démocrate par intérim du New Jersey ; James Douglas est le gouverneur républicain du Vermont ; Robert Leroy Ehrlich, Jr est le gouverneur républicain du Maryland ; Mitt Romney est le gouverneur républicain du Massachusetts et Donald L. Carcieri est le gouverneur républicain de Rhode Island. L'initiative de fonder le RGGI est née en 2003. 2 ans avant, les États-Unis annonçaient leur retrait du protocole de Kyoto. Le RGGI représente la volonté de ces États de lutter de manière bipartite contre le changement climatique et d'endosser une responsabilité à l'égard du climat, là où le Congrès a échoué. Les États signataires du RGGI ont non seulement supplanté l'État fédéral et le Congrès par leur initiative, mais ils ont également montré une forme de leadership par leur capacité à dépasser les clivages partisans afin d'agir pour une cause commune.

---

<sup>1176</sup> NRDC, « The Regional Greenhouse Gas Initiative Is a Model for the Nation ».

<sup>1177</sup> RGGI Inc, « RGGI States Announce Proposed Program Changes: Additional 30% Emissions Cap Decline by 2030 », 23 août 2017, en ligne, Internet, 7 août 2020. Available: [https://www.rggi.org/sites/default/files/Uploads/Program-Review/8-23-2017/Announcement\\_Proposed\\_Program\\_Changes.pdf](https://www.rggi.org/sites/default/files/Uploads/Program-Review/8-23-2017/Announcement_Proposed_Program_Changes.pdf).

<sup>1178</sup> New York State Archives, « The Pataki Record - Environment », 2007, en ligne, Internet, 7 août 2020. Available: <https://wayback.archive-it.org/8438/20070112080219/http://convwebdocs.oclc.org/0000057321-000002610605>.

Sur le même modèle que le RGGI, le *Midwestern Greenhouse Gas Reduction Accord* est un programme qui a été mis en place entre 6 États du *Midwest* en 2007 pour entrer en vigueur en 2012. Ces États étaient le Minnesota, le Wisconsin, l'Illinois, l'Iowa, le Michigan, le Kansas. L'Indiana, l'Ohio et le Dakota du Sud, ont souscrit à l'accord en tant qu'observateurs. Cette région, qui est fortement dépendante des hydrocarbures fossiles, en particulier du charbon, pour alimenter son importante base industrielle, a décidé de s'impliquer dans la lutte contre la pollution. En dépit de son fort potentiel pour développer les énergies renouvelables et sa vulnérabilité aux aléas climatiques, depuis 2010 l'accord est en sommeil. Deux éléments peuvent justifier l'immobilisme de cette entente dès 2010. Lors des élections de *midterms* fin 2010, une vague rouge déferle sur les États-Unis. Les républicains gagnent près de 675 sièges supplémentaires, ce qui leur offre un nombre de sièges inégalé depuis 1928<sup>1179</sup>. Le *Tea Party*, né de l'opposition à la politique d'Obama, fait une percée et alimente le succès républicain. Cette tendance se réplique lors des élections pour les gouverneurs des États puisque l'Iowa, le Michigan, le Kansas et le Wisconsin changent leur gouverneur démocrate pour un républicain. Mike Pence dans l'Indiana et John Kasich dans l'Ohio, deux figures proche du *Tea Party* sont élus au cours de ces élections. Le changement de gouvernance d'une majorité démocrate à une majorité républicaine au sein du groupe du MGGRA a considérablement affaibli l'accord. De plus, en 2010, les États-Unis sont encore économiquement largement affectés par la Grande Récession. Nombre d'entre eux préfèrent se consacrer à redorer la situation économique de leur territoire au détriment du climat.

Le *Western Climate Initiative* est un troisième exemple de coopération régionale et le plus grand marché carbone d'Amérique du Nord. Créé en 2007, il a pour objectif de répondre aux préoccupations climatiques, à celles sur l'acidification des océans, pour encourager l'efficacité énergétique et les énergies propres. Une des mesures phare du WCI était la réduction des émissions de GES de 15% d'ici à 2020 par rapport au niveau de 2005<sup>1180</sup>. Le WCI est né de l'association de 5 États : l'Arizona, la Californie, le Nouveau-Mexique, l'Oregon, et Washington. Entre 2007 et 2008, l'Utah et le Montana rejoignent le WCI. Cette initiative devient une coopération internationale lorsque des provinces canadiennes<sup>1181</sup> rejoignent les États fondateurs de cette entente. En 2011, l'Arizona, le Montana, le Nouveau Mexique, l'Oregon, l'Utah et Washington quittent le WCI. À l'instar du MGGRA, l'arrivée au pouvoir de nouveaux législateurs après les *midterms* de 2010, la prise de fonction de nouveaux gouverneurs et les effets de la Grande Récession dans ces États auraient joué

---

<sup>1179</sup> National Conference of State Legislatures, « Red Tide » [www.ncsl.org](http://www.ncsl.org), s. d., en ligne, Internet, 8 août 2020. Available: <https://www.ncsl.org/research/elections-and-campaigns/red-tide.aspx>.

<sup>1180</sup> Western Climate Initiative, « Frequently Asked Questions ».

<sup>1181</sup> Colombie-Britannique, Manitoba, Ontario et Québec.

un rôle majeur dans leur abandon du projet. En 2020, cette alliance se composait de la Californie et des provinces canadiennes du Québec et de Nouvelle Ecosse.

À la différence des RPS, les mesures de *cap and trade* ont été perçues comme étant attractives sur le plan politique et économique. Ce mécanisme offre une plus grande flexibilité aux acteurs, génère des revenus, tout en permettant de réduire les émissions de gaz polluants, ce qui le rend attractif. Les systèmes de *cap and trade* sont néanmoins difficiles à mettre en place dans le temps et l'espace<sup>1182</sup>. Les États fédérés ont porté 3 grandes initiatives régionales : le RGGI, le MGGRA et le WCI pour répondre à l'inaction gouvernementale. Ils ont été des pionniers qui ont sans doute influencé le projet de loi Waxman-Markey de 2009, visant un système de *cap and trade* national<sup>1183</sup>. Cependant, les résultats sont à nuancer dans la mesure où certains n'ont pas résisté à la partisanerie politique sur les enjeux climatiques. Ces trois projets ont été lancés un peu avant l'arrivée d'Obama à la Maison Blanche, à l'heure où les enjeux climatiques étaient un enjeu prioritaire en l'absence de crise économique sévère qui supplanterait tout autre enjeu. S'ils démontrent qu'une action bipartisane est possible sur les enjeux climatiques, ils montrent également que l'entente entre républicains et démocrates connaît des limites et que le consensus concernant la question climatique est nécessaire pour résister aux divers cycles électoraux ou aux crises économiques.

#### 2.1.4. Leadership et limites des initiatives des États fédérés

Les États disposent de nombreux outils pour continuer à faire évoluer les politiques environnementales et climatiques. McGrory Klyza, professeur de politiques publiques, de sciences politiques et d'études environnementales à *Middlebury College* et David Sousa professeur spécialisé dans la politique américaine et les politiques publiques à l'université de Puget Sound explorent l'évolution des politiques environnementales. Ils défendent l'idée que bien que le *gridlock* législatif créé par l'incapacité du Congrès à faire des lois sur ce sujet est un obstacle, les politiques environnementales et climatiques ont pour autant continué à évoluer. Ils décrivent cinq voies alternatives qui ont permis à ces politiques d'évoluer dans un contexte de *gridlock* parmi lesquels se trouvent les États. Les auteurs qualifient les États « *leaders and innovators*<sup>1184</sup> » face à l'inertie du Congrès. En l'absence de rôle prépondérant de l'État fédéral sur ces questions, les États ont joué un

---

<sup>1182</sup> Rabe, « States on Steroids ».

<sup>1183</sup> « H.R. 2454 — 111th Congress: American Clean Energy and Security Act of 2009 ».

<sup>1184</sup> Klyza et Sousa, *American Environmental Policy, 1990-2006* 254.

rôle de plus en plus prégnant, apportant des réponses pragmatiques, flexibles et adaptées à leur environnement.

*States government are closer to the problems; they tend to be more pragmatic solvers. States' experiment with different with different policies allow us to learn what works best for addressing problems. Furthermore, the variety of settings for environmental problems across the nation calls for responses tailored to specific area<sup>1185</sup>.*

Ils sont d'ailleurs devenus les lieux où se développent les « *innovations de la génération à venir*<sup>1186</sup> » à commencer par une approche plus collaborative entre les différents acteurs à l'échelle locale, plus pragmatique et qui apporte des solutions alternatives.

*This next generation agenda draws on green concerns about the limited success of some environmental policies in achieving environmental protection, the right's frustration with the economic and cultural costs of compliance with the golden era laws, and the policy community's concerns about the inefficiencies of many current policies and excessive adversarialism in the policymaking process. Advocates of the next generation reform seek more efficient, results-oriented policy and process that will contribute to a better balancing of the many values in the play of environmental arena<sup>1187</sup>.*

Afin d'illustrer l'idée d'une voie collaborative pour apporter des solutions innovantes, les auteurs évoquent le cas de l'adoption du RPS au Texas sous le mandat de gouverneur de George W. Bush. Cet État, qui est celui qui rejette le plus de GES aux États-Unis et qui n'a jamais fait figure de leader environnemental a pourtant été l'un des premiers États à adopter un RPS en 1999, avec la contrainte que 2 280 Mégawatts (MW) d'électricité soient issus des énergies renouvelables en 2007 puis 5 880 MW en 2015<sup>1188</sup>. Le RPS du Texas est devenu plus ambitieux avec le temps, notamment en visant 10000 MW issus des énergies renouvelables comme objectif volontaire pour 2025, qui a été dépassé en 2009, ou encore la contrainte d'un « *carve out*<sup>1189</sup> » volontaire de 500 MW d'électricité générés à partir d'énergies renouvelables autres que les éoliennes en 2015. Si le RPS du Texas est considéré comme un des plus fructueux, ce sont d'abord les contraintes économiques, la volonté d'être compétitif sur les prix de l'énergie puis en dernier lieu les enjeux environnementaux et climatiques qui ont conduit le Texas à embrasser un tel projet. En effet, le Texas a commencé à importer de l'électricité dans les années 1990, ce qui a accentué la nécessité pour l'État de diversifier ses sources

---

<sup>1185</sup> McGrory Klyza et Sousa, *American Environmental Policy, 1990-2006: Beyond Gridlock* 247.

<sup>1186</sup> McGrory Klyza et Sousa, *American Environmental Policy, 1990-2006: Beyond Gridlock* 247.

<sup>1187</sup> McGrory Klyza et Sousa, *American Environmental Policy, 1990-2006: Beyond Gridlock* 4-5.

<sup>1188</sup> U.S Department of Energy, « Renewable Generation Requirement », s. d., en ligne, Internet, 12 mars 2019. Available: <https://www.energy.gov/savings/renewable-generation-requirement>.

<sup>1189</sup> Certains États inscrivent dans leur RPS l'obligation de produire un pourcentage de l'ensemble de l'énergie produite à partir d'une technologie définie.

de production d'électricité et restructurer son réseau. Suite à l'*Energy Policy Act* de 1992, les États ont une plus grande latitude pour construire une stratégie énergétique sur le long terme.

Le Texas est le seul État fédéré parmi les 48 États continentaux à avoir un réseau électrique indépendant du réseau national. Grâce à la loi SB7, le Texas libéralise le marché de l'électricité, met en compétition les fournisseurs d'électricité sur le marché texan pour offrir les meilleurs prix aux consommateurs et de la flexibilité<sup>1190</sup>. Cette État adopte en parallèle un RPS en 1999<sup>1191</sup>. Cependant, il sera inclus dans le chapitre 39, nommé *Restructuring Of Electric Utility Industry*, d'une loi plus large nommée, le *Public Utility Regulatory Act*<sup>1192</sup>, afin d'en minimiser la portée climatique<sup>1193</sup>. La mise en compétition des producteurs d'électricité, couplée aux obligations du RPS texan et aux politiques incitatives a créé un marché favorable aux développement des énergies renouvelables, en particulier le solaire et l'éolien. Cette réglementation, qui vise à développer les intérêts économiques et climatiques du Texas a reçu le soutien des groupes environnementaux locaux, mais aussi des représentants de l'État et des entreprises locales, ce qui en fait un véritable symbole de collaboration entre les acteurs du secteur public et privé, mais aussi entre les défenseurs des intérêts environnementaux et ceux des entreprises. 1/5 de l'électricité produite au Texas vient des énergies renouvelables. Cet État est le plus grand producteur d'énergie éolienne du pays avec 3/10 du total national en 2018. Le grand potentiel solaire au Texas ainsi que la baisse des prix des panneaux solaires ont encouragé le développement de l'énergie solaire. En 2019, le Texas était le 6<sup>ème</sup> producteur national<sup>1194</sup>.

Les RPS dans les États américains ont largement contribué à développer les énergies renouvelables tout en apportant des bénéfices à la fois pour l'économie des États mais aussi en ce qui concerne la qualité de vie et celle de leur environnement. Ils représentent un exemple de collaboration réussie entre les divers acteurs impliqués dans les secteurs économiques, politiques et climatiques mais ils sont aussi le symbole de la possibilité d'intégrer les enjeux environnementaux aux exigences du marché et de l'économie. Les États ont su rendre attractif leur RPS en proposant au marché un grand

---

<sup>1190</sup> Texas Legislature, « Texas Legislature Online - 76(R) Text for SB 7 », 18 juin 1999, en ligne, Internet, 10 août 2020. Available: <https://www.capitol.state.tx.us/billlookup/Text.aspx?LegSess=76R&Bill=SB7#>.

<sup>1191</sup> Public Utility Commission of Texas, « Public utility commission of texas. substantive rules. chapter 25. electric », 8 oct. 1999, en ligne, Internet, 10 août 2020. Available: <http://www.puc.texas.gov/agency/rulesnlaws/subrules/electric/25.173/20944pub.pdf>.

<sup>1192</sup> « Utilities Code Chapter 39. Restructuring of Electric Utility Industry » *Texas Constitution and Statutes*, s. d., en ligne, Internet, 10 août 2020. Available: <https://statutes.capitol.texas.gov/Docs/UT/htm/UT.39.htm#39.904>.

<sup>1193</sup> Klyza et Sousa, *American Environmental Policy, 1990-2006* 257.

<sup>1194</sup> U.S. Energy Information Administration, « Texas - State Energy Profile Analysis », 19 mars 2020, en ligne, Internet, 10 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/analysis.php?sid=TX>.

nombre d'instruments financiers incitatifs tels que des subventions, crédits d'impôt, abattements fiscaux.

Les alliances régionales et les RPS sont deux exemples qui symbolisent l'esprit d'innovation, de flexibilité, et de pragmatisme des divers acteurs de la politique énergétique et climatique des États. Ils sont bien souvent le fruit d'une collaboration bipartisane sur les territoires locaux, ce que les élus ne parviennent pas à faire à Washington ironiquement. Cependant, la réussite des États sur ces questions doit être nuancée par les limites et obstacles qu'ils peuvent rencontrer dans leur démarche. D'abord, les États fédérés demeurent soumis à l'État fédéral. Il y a donc des limites à l'expansion de leur rôle dans la mise en place de politiques climatiques et énergétiques. De plus, les différents outils utilisés par les États, couplés à leurs divers degrés d'engagement aux questions environnementales, énergétiques et climatiques, ont créé un pays dans lequel il n'existe pas d'uniformité, ou d'égalité pour les citoyens dans la prise en charge de ces questions. Alors que certains États semblent très en avance sur la gestion de ces enjeux, d'autres États ont été beaucoup moins actifs, ou ont pu justifier l'abandon de certaines mesures à cause de la crise économique qui a débuté en 2008. Tous les Américains ne bénéficient donc pas des mêmes opportunités de profiter d'un air plus sain.

Il est par ailleurs difficile d'évaluer les performances environnementales et climatiques des États dans de nombreux domaines liés à ces questions<sup>1195</sup>. La diversité des engagements et politiques incitatives à l'égard de l'environnement et des énergies renouvelables dans les États fédérés a créé une mosaïque de politiques. Par exemple, il existe autant de RPS qu'il existe d'États qui y ont adhéré. Chaque RPS prend en compte les spécificités du territoire sur lequel il est mis en vigueur pour lui permettre d'être performant sur les objectifs fixés. Certains États ont mis en place des « *carve-outs* » dans le solaire, d'autres dans l'éolien et d'autres n'en n'ont pas mis du tout par exemple. Certains ont décidé de rejoindre des réseaux d'États revendiquant la volonté de se conformer aux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat<sup>1196</sup> alors que d'autres non. Cette diversité soulève des questions d'inégalités d'un État à l'autre, selon les politiques en vigueur pour les consommateurs tout comme pour les entreprises. La diversité des politiques introduites dans les États représente un enjeu de taille pour les entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes réglementations d'un État à l'autre. Ainsi l'autonomie des États dans la prise en charge des questions climatiques et énergétiques peut être un facteur de déséquilibre entre les divers territoires du pays, alors que les risques et enjeux environnementaux et climatiques ne connaissent pas de frontières. Par exemple, un constructeur

---

<sup>1195</sup> Vig et Kraft, *Environmental Policy* 41-42.

<sup>1196</sup> Californie, New York, Washington, Connecticut, Rhode Island, Massachusetts, Vermont, Oregon, Hawaii, Virginie, Minnesota, Delaware, Puerto Rico, Colorado, Caroline du Nord, Samoa américaines, Maryland, New Jersey, Illinois, Nouveau-Mexique, Michigan, Wisconsin, Maine, Nevada, Pennsylvanie, Montana.

automobile situé dans le Connecticut, le Maine, le Maryland, le Massachusetts, dans le New Jersey, à New York, dans l’Oregon, à Rhode Island, en Californie, dans le Colorado ou dans le Vermont<sup>1197</sup> ne sera pas soumis aux mêmes contraintes que s’il vend des voitures dans un autre État fédéré. En 1990, la Californie lançait son programme *Zero Emission Vehicle (ZEV)* pour augmenter le nombre de voitures électriques, à hydrogène ou hybrides en circulation et ainsi réduire les émissions des gaz polluants dans l’atmosphère liées au secteur du transport. Suite à cela, au fil du temps, 10 autres États cités décidaient d’adopter les mêmes normes que la Californie. Dans les États qui suivent ce programme, les constructeurs automobiles sont tenus de produire un pourcentage donné de ventes de voitures électriques, hybrides et à hydrogène par rapport aux ventes de véhicules traditionnels. En 2013, les États adhérents aux programmes, qui représentaient 27% du marché automobile américain signaient un protocole d’accord stipulant qu’ils s’engageaient à ce qu’il y ait 3,3 millions des voitures ZEV en circulation dans le pays d’ici 2025<sup>1198</sup>.

En dépit du dynamisme des États fédérés, il convient de remarquer que les États sont animés par les mêmes conflits que ceux qui se manifestent au Congrès. Il n’existe pas de consensus total ou d’accord tacite au sein des États fédérés dans l’adoption de politiques énergétiques et climatiques plus poussées que celles imposées par le gouvernement fédéral, comme le démontrent les alliances régionales qui n’ont pas toutes résisté aux cycles électoraux. De même, le RPS, qui représente une des mesures les plus suivies n’a pas non plus réussi à faire l’unanimité parmi les États fédérés.

Les États disposent des compétences déléguées par le gouvernement fédéral pour œuvrer et faire appliquer les mesures en faveur de la protection de l’environnement et du climat. Ils sont aussi des acteurs de premier plan dans la gestion des questions énergétiques. Mais comme à l’échelle nationale, les États fédérés peuvent voir les intérêts environnementaux et climatiques s’opposer à ceux de l’industrie de l’énergie. Les États producteurs d’énergies sont l’exemple le plus éloquent. Économiquement dépendants des revenus issus de l’industrie de l’énergie, ces États ne vont peut-être pas présenter la même ferveur que les États non producteur à s’engager dans des mesures qui pourraient mettre en péril ces revenus. Par exemple, l’Alaska était en 2013, le 13<sup>ème</sup> plus grand État producteur d’énergie dans le pays, le 6<sup>ème</sup> producteur de pétrole brut, et 12<sup>ème</sup> producteur de gaz naturel en 2017 selon l’EIA<sup>1199</sup>. En 2013, les redevances liées à l’exploitation des énergies fossiles

---

<sup>1197</sup> Center for Climate and Energy Solutions, « U.S. State Clean Vehicle Policies and Incentives » *Center for Climate and Energy Solutions*, 7 janv. 2019, en ligne, Internet, 11 août 2020. Available: <https://www.c2es.org/document/us-state-clean-vehicle-policies-and-incentives/>.

<sup>1198</sup> State of California et al., « State Zero-Emission Vehicle Programs Memorandum of Understanding », 24 oct. 2013. Available: <file:///C:/Users/beatr/AppData/Local/Temp/zev-mou-10-governors-signed-20191120-2.pdf>.

<sup>1199</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. States -State Profiles and Energy Estimates », 2016, en ligne, Internet, 13 mars 2019. Available: <https://www.eia.gov/state/rankings/#/series/101>.

en Alaska s'élevaient à 2,14 milliards de dollars, soit 90% des revenus totaux de l'État<sup>1200</sup>. L'Alaska ne présentait pas de RPS en 2018<sup>1201</sup>. Ainsi, il paraît plus compliqué pour l'Alaska de s'affranchir des énergies fossiles et d'investir dans les énergies renouvelables. En revanche, le Vermont, propose un profil différent qui justifie des choix différents. Ce dernier se classait 47<sup>ème</sup> producteur d'énergie en 2020 aux États-Unis selon l'EIA et ne produisait pas d'énergies fossiles de manière significative. Cependant, le RPS du Vermont est considéré comme étant un des plus ambitieux à l'échelle nationale puisqu'il fixait un objectif de 55% d'électricité produite qui devait être issue des énergies renouvelables en 2017. En 2019, 99,9% de l'électricité produite dans le Vermont était générée par les énergies renouvelables<sup>1202</sup>. Il apparaît donc en somme, que les industries en activité et les facteurs économiques dans un État sont des variables non négligeables, en dehors de la sensibilité politique de l'État, qui influencent la décision de ces territoires quand il s'agit de s'investir ou non dans des mesures qui pourraient impacter le tissu industriel et l'économie locale.

Le financement de programmes ou de mesures innovantes est une autre limite dans le rôle des États. La dépendance à l'État fédéral qui alloue des fonds aux États est un véritable frein à l'expansion des politiques énergétiques et climatiques pour les États, car l'innovation a un coût. Si certains États ont pu utiliser les fonds alloués par le gouvernement fédéral pour innover dans leurs politiques énergétiques et climatiques, beaucoup d'États utilisent cet argent pour n'assurer que certaines activités basiques de protection de l'environnement. Puisque les États démontrent une dépendance aux subventions du gouvernement fédéral pour assumer certaines compétences en matière de protection de l'environnement, il apparaît que leur santé économique est une variable dont il faut tenir compte dans leur capacité à subventionner des nouvelles politiques innovantes. Entre 2016 et 2019, les fonds alloués par le gouvernement fédéral représentaient en moyenne 27,53% du budget pour l'environnement des États<sup>1203</sup>. Sur l'année fiscale 2019, le Missouri, l'Iowa, le Nebraska, le Dakota du Nord, et le Mississippi montraient une grande dépendance aux subventions du gouvernement fédéral pour financer leurs programmes environnementaux. Le budget environnemental de ces États étaient financés entre 44 et 59,4% dans leur ensemble par le gouvernement fédéral. À l'inverse pour la Californie, le Minnesota, l'Oregon, le Texas et l'Arizona, entre 6,8 et 12,6% de leur budget environnemental provenaient des fonds alloués par le gouvernement fédéral. Ces États s'appuient davantage sur les impôts qu'ils collectent et d'autres revenus pour financer le budget environnemental

---

<sup>1200</sup> Rosenbaum, *American Energy* 21.

<sup>1201</sup> Barbose, « U.S. Renewable Portfolio Standards ».

<sup>1202</sup> U.S. Energy Information Administration, « Vermont - State Energy Profile Overview », August 20, 20, en ligne, Internet, 28 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=VT>.

<sup>1203</sup> The Environmental Council of the States, « Status of state environmental agency budgets fiscal years 2016 to 2019 » *www.ecos.org*, 25 juin 2020.



de leurs territoires<sup>1204</sup>. Ainsi, un État touché par une crise économique, dont l'activité industrielle est fragilisée, ou qui connaît peu de croissance aura davantage de difficultés à investir des fonds dans les questions environnementales ou climatiques, qui sont souvent relayées au second plan dans l'agenda politique. La fracture entre les États dépendants des allocations fédérales et les autres pourrait fragmenter davantage les États-Unis, en créant une dualité entre les États qui souhaitent s'engager et ceux qui ne le souhaitent pas mais aussi entre ceux qui souhaitent s'engager et qui disposent d'un budget convenable pour le faire et ceux qui n'ont pas les moyens d'investir dans de nouvelles mesures.

Les États sont à l'origine de la mise en place de programmes, de mesures environnementales ou climatiques. Un grand nombre d'entre eux font désormais pression sur Washington pour agir à l'échelle fédérale afin de gérer les questions climatiques, énergétiques et environnementales qu'ils gèrent déjà à leur échelle. L'aspect innovant des politiques énergétiques et climatiques des États fédérés relève de leur capacité à intégrer une multitude d'enjeux dans une vue d'ensemble. La diversité des politiques climatiques développées dans les États dans les domaines des transports, des énergies renouvelables, de la résilience climatique, de l'efficacité énergétique, de la qualité de l'air, de l'aménagement du territoire, ou autres, sont autant d'exemples qui peuvent être répliqués par l'État fédéral. L'expérience des États qui décident de développer des programmes innovants peut être utilisée par le gouvernement fédéral pour développer une politique nationale. En cela, les États fédérés sont des « *policy laboratories*<sup>1205</sup> » où des mesures peuvent être expérimentées à plus petite échelle que celle du pays, pour en mesurer la portée et l'efficacité dans un délai plus rapide.

Les États ont la possibilité d'agir sur les questions environnementales et climatiques car le gouvernement leur a transféré de nombreuses compétences dans ces domaines. Compte tenu du contexte de *gridlock* qui paralyse la politique environnementale et climatique fédérale, la fragmentation qu'implique le fédéralisme des États-Unis est un enjeu de taille qui influence ces questions. Le fédéralisme a permis à la fois de voir germer de nombreuses solutions alternatives dans un contexte d'inertie mais il a également conduit à fragmenter davantage le pays. Cette fragmentation justifie la nécessité d'intégrer tous les niveaux de gouvernance<sup>1206</sup>, en développant davantage la coopération entre les États et le gouvernement fédéral<sup>1207</sup>. Cependant, depuis les années 1990, le

---

<sup>1204</sup> The Environmental Council of the States, « Status of state environmental agency budgets fiscal years 2016 to 2019 ».

<sup>1205</sup> Rosenbaum, *American Energy* 22.

<sup>1206</sup> Gary C. Bryner et Robert J. Duffy, *Integrating Climate, Energy, and Air Pollution Policies* (Cambridge, Mass: MIT Press, 2012) 37.

<sup>1207</sup> Vig et Kraft, *Environmental Policy* 50.

gouvernement fédéral a oscillé entre désengagement et collaboration avec les États fédérés, ce qui pousse à penser que l'avenir de ces questions se trouve dans la capacité d'agir des États fédérés.

En 1995, lorsque le président Bill Clinton et son vice-président Al Gore publient leur rapport « *Reinventing Environmental Regulation* <sup>1208</sup> », ils tentent de redynamiser la politique environnementale et climatique. Ils contribuent, entre autres, à encourager la collaboration entre les acteurs privés et publics sur ces questions. Mais ils contribuent également à encourager la volonté d'engagement et d'innovation des États en matière d'environnement et de climat en leur accordant davantage de flexibilité, à la condition d'obtenir de meilleurs résultats environnementaux, notamment avec le *National Environmental Performance Partnership System*. Cette vision collaborative sera remise en cause par la volonté de George W. Bush de recentraliser le pouvoir et d'imposer l'autorité fédérale. Cette volonté de contraindre et limiter les États aboutira à davantage d'innovations mais surtout au ravivement des tensions, y compris les États, et l'État fédéral, par le biais d'actions juridiques <sup>1209</sup>. Le retour de l'engagement fédéral sous Obama sur ces questions ouvrira une voie beaucoup plus collaborative. Une évolution des relations intergouvernementales paraît donc nécessaire pour mieux appréhender ces enjeux à l'avenir. La présidence de Trump a remis en cause la notion de partenariat entre le gouvernement fédéral et les États. De nombreuses mesures adoptées à l'échelle des États comme le *Zero Emission Vehicle* ou l'interdiction du *fracking* dans l'État de New York ont pourtant été remise en cause par ce gouvernement. L'administration Trump défend l'idée d'un désengagement quasi total de l'État fédéral. L'ancien administrateur de l'EPA, Scott Pruitt rappelait en 2017, l'importance pour l'EPA de revenir aux obligations de base de l'EPA. Le pouvoir doit être rendu aux États fédérés sur les questions environnementales et climatiques et le gouvernement fédéral n'est censé répondre qu'à un certain nombre d'obligations légales de protection <sup>1210</sup>.

---

<sup>1208</sup> Bill Clinton et Al Gore, « *Reinventing Environmental Regulation* », 16 mars 1995, en ligne, Internet, 28 août 2020. Available: <https://nepis.epa.gov/Exe/ZyPDF.cgi/9100TH76.PDF?Dockey=9100TH76.PDF>.

<sup>1209</sup> B. Rabe, « Environmental Policy and the Bush Era: The Collision Between the Administrative Presidency and State Experimentation » *Publius: The Journal of Federalism*. 37.3 (2007): 413-431.

<sup>1210</sup> US EPA, « Back-to-Basics Agenda ».

## 2.2. Les villes américaines

### 2.2.1. Vulnérabilité et engagement des villes

Tout comme les États, les villes et les gouvernements locaux sont devenus des acteurs de premier plan de la mise en place de politiques climatiques et énergétiques ces dernières décennies. Leur rôle et leur engagement croissant envers ces politiques sont souvent justifiés par l'absence d'action de l'État fédéral sur ces questions<sup>1211</sup>. Le rôle des entités locales ne doit pas être négligé, car elles sont d'une part, au centre des bouleversements liés aux questions climatiques. D'autre part, elles sont en charge de nombreuses compétences à leur échelle. Les villes sont chargées d'administrer sur leur territoire, des dossiers comme ceux des transports, de la planification urbaine ou de la qualité de l'air. Ce sont des domaines de compétences qui constituent des outils clés pour la mise en place de mesures climatiques et énergétiques.

Les villes concentrent l'essentiel de l'activité anthropique à l'échelle mondiale, mais elles concentrent également les dynamiques démographiques les plus importantes (urbanisation, étalement urbain, accroissement démographique). Ces éléments font des villes des lieux à la fois vulnérables par le nombre de facteurs à risque qu'elles cumulent, mais également des acteurs essentiels dans la lutte contre le changement climatique, parce qu'elles sont l'espace où l'action publique peut impacter le plus grand nombre d'Américains, compte tenu des concentrations de populations en zone urbaine. Leur capacité d'innovation est de plus un avantage pouvant leur permettre de s'adapter pour devenir résilientes et durables<sup>1212</sup>.

Quelques données sur les villes peuvent aider à comprendre l'importance des initiatives qu'elles entreprennent. Malgré les disparités entre les villes du monde, elles sont toutes confrontées aujourd'hui à la nécessité de s'adapter<sup>1213</sup> et de revoir leur mode de fonctionnement pour perdurer. Le rapport mondial de 2011 du programme des Nations unies sur les établissements humains

---

<sup>1211</sup> Rachel M. Krause, « Policy Innovation, Intergovernmental Relations, and the Adoption of Climate Protection Initiatives by U.S. Cities » *Journal of Urban Affairs*. 33.1 (2011): 45-60; Nicholas Lutsey et Daniel Sperling, « America's Bottom-up Climate Change Mitigation Policy » *Energy Policy*. 36.2 (2008): 673-685; The Center for Climate and Energy Solutions et U.S. Conference of Mayors, *Mayors Leading the Way on Climate and How Cities Large and Small are Taking Action 2018*, vol., 2018.

<sup>1212</sup> Le rapport de l'UN-Habitat de 2011 définit la résilience comme le résultat d'une adaptation réussie et le fruit d'actions menées par les gouvernements, les entreprises, les acteurs de la société civile, les familles et les individus dotés de capacités d'adaptation relativement fortes.

<sup>1213</sup> Le rapport UN-Habitat de 2011 définit l'adaptation au changement climatique comme toute action visant à réduire la vulnérabilité d'un système (par exemple une ville), d'un groupe de population (par exemple: une population vulnérable dans une ville), d'un individu ou d'une famille aux effets négatifs du changement climatique anticipé.

concernant les villes et le changement climatique<sup>1214</sup> indique que les 18 % de la population mondiale qui vivent dans les pays développés génèrent 47% des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, et que le reste du monde génère 53% des émissions de CO<sub>2</sub>. Toutes les villes du monde, d'un pays, ou même d'une région n'émettent pas de CO<sub>2</sub> de manière égale. Plus les villes sont grandes, plus elles sont émettrices de GES.

Une équipe internationale de chercheurs a travaillé sur un modèle calculant l'empreinte carbone de 13000 villes à travers le monde, ce qui met en lumière des données pertinentes pour comprendre l'impact des villes. Les 100 plus grandes villes du monde produisent 18% des émissions de GES à l'échelle de la planète et 1/5 des 100 villes mondiales ayant la plus grande empreinte carbone sont des zones urbaines américaines. Les 10 villes américaines ayant la plus grande empreinte carbone se classent de la 3<sup>ème</sup> place à la 34<sup>ème</sup> place à l'échelle mondiale. Voici dans l'ordre, le classement des 10 villes américaines ayant la plus grosse empreinte carbone: New York (3<sup>ème</sup> mondiale), Los Angeles (5<sup>ème</sup> mondiale), Chicago (8<sup>ème</sup> mondiale), Miami (21<sup>ème</sup> mondiale), Dallas (24<sup>ème</sup> mondiale), Detroit (27<sup>ème</sup> mondiale), Philadelphie (28<sup>ème</sup> mondiale), San José (29<sup>ème</sup> mondiale), Houston (32<sup>ème</sup> mondiale) et Washington D.C (34<sup>ème</sup> mondiale). Les émissions de dioxyde de carbone de ces villes vont de 233 Mt CO<sub>2</sub> pour New York à 62,3 Mt CO<sub>2</sub> pour Washington D.C<sup>1215</sup>. En additionnant l'empreinte de carbone de ces 10 villes américaines, il ressort que leurs émissions de GES comptent pour environ 1/6 des émissions nationales de GES en 2018. Ces émissions de GES sont d'un peu plus de 5,9 milliards de tonnes métriques de CO<sub>2</sub> selon l'EPA<sup>1216</sup>. Les zones urbaines les plus peuplées comptent donc parmi les zones qui ont l'empreinte carbone la plus élevée sur le territoire américain. Les villes sont des lieux où se concentrent les transports, les habitations, les humains, les activités de production et de consommation. Plus une ville est grande et peuplée, plus elle concentre et multiplie ces facteurs. Les villes apparaissent, par conséquent, comme l'échelle idéale pour traiter les enjeux climatiques, d'une part parce qu'elle concentre l'activité humaine et les populations, d'autre part parce que leur taille permet une action rapide.

En 2010, environ 40% des humains vivaient dans des villes à moins de 100km des côtes et 145 millions de personnes vivaient en dessous d'un mètre par rapport au niveau moyen de la mer. Au total, ce sont environ 22 000 villes mondiales de plus de 100 000 habitants qui vivaient dans des zones

---

<sup>1214</sup> United Nations Human Settlements Programme, *Cities and Climate Change: Policy Directions: Global Report on Human Settlements*, vol. (Washington, DC: Earthscan, 2011).

<sup>1215</sup> Daniel Moran et al., « Global Gridded Model of Carbon Footprints » <http://citycarbonfootprints.info/>, s. d., en ligne, Internet, 16 août 2020. Available: <http://citycarbonfootprints.info/>.

<sup>1216</sup> U.S. Environmental Protection Agency, « Inventory of U.S. Greenhouse Gas Emissions and Sinks », Reports and Assessments *US EPA*, s. d., en ligne, Internet, 17 août 2020. Available: <https://www.epa.gov/ghgemissions/inventory-us-greenhouse-gas-emissions-and-sinks>.

littorales. Ces villes sont particulièrement vulnérables aux conséquences du changement climatique comme les inondations, les intrusions d'eaux salées dans les ressources d'eau douce, l'élévation du niveau de la mer et les tempêtes côtières, entre autres. De nombreuses villes américaines sont situées le long des côtes, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux risques climatiques. Plus précisément, ce sont 127 millions d'Américains, soit 40% de la population du pays qui vivent en zone côtière aux États-Unis. La Californie, New York, la Floride, le New Jersey et le Texas regroupent à eux seuls plus de la moitié de la population côtière du pays<sup>1217</sup>. Pour la ville de New York par exemple, qui comptait plus de 8,3 millions d'habitants en 2019<sup>1218</sup>, les risques climatiques représentent une menace sérieuse. Une élévation du niveau de la mer de 1 mètre, combinée à une tempête pourrait endommager le réseau du métro, les centrales électriques, les usines, le système d'assainissement<sup>1219</sup>. Les villes côtières et en particulier les villes portuaires sont particulièrement menacées par l'élévation du niveau de la mer. Le passage de l'ouragan Laura le 28 août 2020 a infligé de nombreux dégâts à Lake Charles, une des plus grandes villes de l'État de Louisiane. Parmi les incidents à déplorer au lendemain de l'ouragan, 14 décès dans le sud-est des États-Unis, 800 000 foyers privés d'électricité, et un incendie déclaré dans une usine de produits chimiques<sup>1220</sup>. Lake Charles possède 3 centres de raffinerie du pétrole et les conséquences suite au passage de Laura auraient pu être différentes. Il y a 15 ans, l'ouragan Katrina frappait la Louisiane. Ces épisodes réguliers de catastrophes naturelles mettent en avant la vulnérabilité des villes côtières. D'autres exemples en témoignent. Actuellement, l'équivalent de plus d'un demi trilliard de dollars de propriétés immobilières et de structures est menacé d'inondation par l'élévation du niveau de la mer de 0,6 mètres en 2050 par rapport au niveau d'aujourd'hui. Les villes de Miami, New York, Nouvelle Orléans, Tampa-St. Petersburg, et Virginia Beach, regroupent la moitié de la valeur des propriétés et structures menacées. Environ deux tiers des importations de pétrole américain arrivent par le Golfe du Mexique. Sans la mise en place de politiques d'adaptation aux risques d'inondation, d'érosion et de résistance aux ouragans, les infrastructures de raffinage de pétrole terrestres et sous-terraines, sont grandement menacées, et des catastrophes environnementales sévères sont à prévoir. Une catastrophe dans le sud-est des États-Unis, sans qu'il n'y soit préparé pourrait gravement impacter la sécurité

---

<sup>1217</sup> NOAA Office for Coastal Management, « Economics and Demographics » <https://coast.noaa.gov>, 2020, en ligne, Internet, 17 août 2020. Available: <https://coast.noaa.gov/states/fast-facts/economics-and-demographics.html>.

<sup>1218</sup> U.S. Census Bureau, « Quick Facts: New York city, New York » *U.S. Census Bureau*, s. d., en ligne, Internet, 1 oct. 2020. Available: <https://www.census.gov/quickfacts/newyorkcitynewyork>.

<sup>1219</sup> Kirstin Dow et Thomas E Downing, « The Atlas of Climate Change Mapping the World's Greatest Challenge » (London: Earthscan, 2011) 70.

<sup>1220</sup> C.S. et AFP, « États-Unis: l'ouragan Laura a fait 14 morts mais moins de dommages que redouté » *BFMTV*, août 2020, en ligne, Internet, 30 août 2020. Available: [https://www.bfmtv.com/international/amerique-nord/etats-unis/etats-unis-l-ouragan-laura-a-fait-14-morts-mais-moins-de-dommages-que-redoute\\_AD-202008290027.html](https://www.bfmtv.com/international/amerique-nord/etats-unis/etats-unis-l-ouragan-laura-a-fait-14-morts-mais-moins-de-dommages-que-redoute_AD-202008290027.html).

énergétique nationale ou créer un désastre écologique<sup>1221</sup>. En 2000, aux États-Unis 89% de la population vivant dans les zones côtières basses habitaient dans des zones côtières dont l'élévation était inférieure à 10 mètres<sup>1222</sup>. D'ici 2100, l'élévation du niveau de la mer sera supérieure de 0,3 à 2,5 mètres par rapport au niveau de 2000<sup>1223</sup>. Plus que jamais des mesures d'adaptation et de résilience semblent nécessaires pour protéger ces populations urbaines des risques d'inondation. La vulnérabilité aux risques climatiques est un critère décisif qui influence de nombreuses villes à s'engager dans le sens de la mise en place d'une stratégie d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique.

Dans le monde, les catastrophes liées aux menaces climatiques, qui sont de plus en plus nombreuses, ont causé des centaines de milliers de décès et milliards de dollars de pertes économiques. Aux États-Unis, l'ouragan Katrina, en est un exemple éloquent. Il a frappé les côtes américaines, plus particulièrement la Louisiane et la Nouvelle Orléans en 2005 et reste à ce jour le plus violent de l'histoire avec plus de 1 800 personnes décédées ou portées disparues et des dégâts qui ont été estimés à plus de 133 milliards de dollars. En 2008, l'ouragan Ike a coûté plus de 43 milliards de dollars de dommages économiques. En 2012, l'ouragan Sandy a causé pour 79,4 milliards de dommages économiques<sup>1224</sup>. Les ouragans, de plus en plus violents, sont une des conséquences du changement climatique. Néanmoins chaque zone ou région géographique est amenée à gérer des risques et des enjeux différents. Le rapport *Climate change impacts in the United States : U.S. national climate assessment*<sup>1225</sup> de 2014 établit pour les régions américaines des impacts différenciés du changement climatique. Par exemple pour les Grandes Plaines<sup>1226</sup>, l'augmentation des températures conduira à un accroissement de la demande en eau et en énergies et impactera les pratiques agricoles. Le Nord-Est<sup>1227</sup> des États-Unis est amené à connaître davantage de vagues de chaleur, plus de phénomènes extrêmes de précipitations, et des inondations du littoral à cause des tempêtes et de l'augmentation du niveau de la mer. Le Sud-Ouest<sup>1228</sup> des États-Unis doit lui s'attendre

---

<sup>1221</sup> U.S. Global Research Program, « Coastal Zone Development and Ecosystems » *globalchange.gov*, 2010. Available: <https://nca2014.globalchange.gov/report/regions/coasts>.

<sup>1222</sup> Dow et Downing, « The Atlas of Climate Change Mapping the World's Greatest Challenge » 114.

<sup>1223</sup> U.S. Climate Resilience Toolkit, « Coasts » <https://toolkit.climate.gov>, 18 sept. 2019, en ligne, Internet, 17 août 2020. Available: <https://toolkit.climate.gov/topics/coastal-flood-risk>.

<sup>1224</sup> Wikipédia, « Liste des noms retirés d'ouragans » *Wikipédia*, 13 oct. 2018, en ligne, Internet, 18 mars 2019. Available: [https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Liste\\_des\\_noms\\_retir%C3%A9s\\_d%27ouragans&oldid=152993499](https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Liste_des_noms_retir%C3%A9s_d%27ouragans&oldid=152993499).

<sup>1225</sup> U.S. Global Change Research Program, « Climate Change Impacts in the United States: The Third National Climate Assessment » *globalchange.gov*, 2014, en ligne, Internet, 20 mars 2019. Available: <https://nca2014.globalchange.gov/downloads>.

<sup>1226</sup> Kansas, Montana, Nebraska, Dakota du Nord, Oklahoma, Dakota du Sud, Texas et Wyoming.

<sup>1227</sup> Connecticut, Delaware, Maine, Maryland, Massachusetts, New Hampshire, New Jersey, New York, Pennsylvanie, Rhode Island, Vermont, Virginie Occidentale et District de Columbia.

<sup>1228</sup> Arizona, Californie, Colorado, Nevada, Nouveau Mexique et Utah.

à un réchauffement et une augmentation des sécheresses, qui auront pour conséquences de participer à la propagation des incendies mais aussi d'une compétition accrue entre les humains et les écosystèmes pour des ressources hydriques limitées. Les incendies en Californie sont de plus en plus fréquents et violents. En 2018, l'incendie nommé *Camp Fire* quasi anéantissait la ville de Paradise en Californie. Au cours de cette même année, ce ne sont pas moins de 100 décès et 783 512 hectares brûlés qui ont été recensés en Californie pour 7639 feux de forêts déclarés<sup>1229</sup>. En novembre 2019, l'État parvenait à mettre fin au *Kincade Fire*, l'incendie le plus violent de l'année. Au total, ce sont plus de 33 000 hectares de terres qui ont été ravagés, des espèces sauvages mises en péril par la destruction de leur habitat, des milliers de personnes déplacées, des milliers de maisons brûlées<sup>1230</sup>. 50% des plus grands incendies qui ont touché la Californie dans son histoire ont eu lieu entre 2018 et 2020 et 100% ont eu lieu au 21<sup>ème</sup> siècle<sup>1231</sup>. Les villes de Californie sont amenées à connaître de plus en plus d'incendies à cause des conditions météorologiques qui évoluent du fait du changement climatique. De plus, ces phénomènes sont de nature à accentuer le stress hydrique déjà important dans le *Golden State*.

### **2.2.2. Des villes divisées sur le développement d'une politique climatique locale**

L'absence d'implication du gouvernement fédéral sur les questions climatiques conduit les entités infranationales, à l'image des villes, à agir en tant que leaders et innovateurs en adoptant des initiatives, des stratégies adaptées à leur territoire. Les villes sont des espaces dont la taille permet d'expérimenter des initiatives et d'avoir un retour sur expérience rapide, mais elles sont aussi des espaces où l'adoption de mesures efficaces et de bonnes pratiques peuvent avoir un impact considérable compte tenu de la densité de population de certaines villes. La capacité de pouvoir répondre aux préoccupations des citoyens, les retombées économiques positives liées aux économies d'énergies, la possibilité de développement d'une industrie verte au niveau local, la volonté de devenir des exemples pour les autres territoires, ou encore la grande vulnérabilité des villes face au changement climatique sont des raisons qui peuvent-être avancées pour justifier le rôle précurseur des villes. Un grand nombre de facteurs influence le choix des gouvernements locaux dans le

---

<sup>1229</sup> State of California, « 2018 Fire Season » *California Department of Forestry and Fire Protection*, 2020, en ligne, Internet, 31 août 2020. Available: <https://www.fire.ca.gov/incidents/2018/>.

<sup>1230</sup> Steve Gorman, « Year's Most Destructive California Wildfire Declared Extinguished After Two Weeks » *Reuters*, 8 nov. 2019, en ligne, Internet, 30 août 2020. Available: <https://www.reuters.com/article/us-california-wildfire-idUSKBN1XIOBA>.

<sup>1231</sup> State of California, « Stats & Events » *California Department of Forestry and Fire Protection*, 2020, en ligne, Internet, 31 août 2020. Available: <https://www.fire.ca.gov/stats-events/>.

développement d'une politique climatique et énergétique avancée ou non. Par exemple, le déclin de l'industrie semble être un critère important pour les villes quand il s'agit d'adopter des politiques pour réduire leurs GES. De même, dans les villes où le secteur industriel pourrait être affecté les réticences sont plus grandes à planifier la réduction de leur GES ou s'engager pour le climat. La polarisation politique est également un facteur non négligeable.

Afin de comprendre les motivations ou réticences des villes, peut-être serait-il intéressant d'analyser leur position par le biais d'un outil largement développé, par exemple le *Climate Action Plan*<sup>1232</sup>. En 2019, 25 des 50 villes américaines les plus peuplées avaient adopté un *Climate Action Plan*<sup>1233</sup>. Il s'agit de : Atlanta (Georgie), Austin (Texas), Baltimore (Maryland), Boston (Massachusetts), Charlotte (Caroline du Nord), Chicago (Illinois), Cleveland (Ohio), Columbus (Ohio), Denver (Colorado), Detroit (Michigan), Indianapolis (Indiana), Kansas City (Missouri), Los Angeles (Californie), Miami (Floride), Minneapolis (Minnesota), New York (New York), Oakland (Californie), Philadelphia (Pennsylvanie), Phoenix (Arizona), Portland (Oregon), Sacramento (Californie), San Diego (Californie), San Francisco (Californie), San José (Californie), Seattle (Washington). Toutes ces villes sont adhérentes au même réseau de ville, Climate Mayors<sup>1234</sup>. 23 de ces 25 villes ont aujourd'hui un maire démocrate, ce qui a pu être un critère décisif dans la mise en place de cette mesure. San Diego et Miami font exception. Le maire républicain de San Diego a approuvé le *Climate Action plan* de 2015, une décision qui va dans le sens des mesures prises par la Californie en faveur de la protection du climat depuis des décennies. Quant à Miami, elle avait un maire démocrate lors de l'approbation du 1<sup>er</sup> CAP de la ville en 2008.

L'autre moitié des 50 villes américaines les plus peuplées ne possédait pas de *Climate Action Plan* en septembre 2019 ou bien leur élaboration n'était pas achevée. Il s'agit des villes suivantes : Albuquerque (Nouveau Mexique), Arlington (Texas), Colorado Springs (Colorado), Dallas (Texas), El Paso (Texas), Fort Worth (Texas), Fresno (Californie), Honolulu (Hawaii), Houston (Texas), Jacksonville (Florida), Las Vegas (Nevada), Long Beach (Californie), Louisville (Kentucky), Memphis (Tennessee), Mesa (Arizona), Milwaukee (Wisconsin), Nashville (Tennessee), Oklahoma City (Oklahoma), Omaha (Nebraska), Raleigh (Caroline du Nord), San Antonio (Texas), Tucson

---

<sup>1232</sup> Un *Climate Action Plan* est un ensemble de stratégies et de politiques mises en place par les pouvoirs publics pour permettre aux territoires de réduire les émissions de GES, devenir plus résilients, s'adapter et atténuer les effets du changement climatique.

<sup>1233</sup> « Climate action plans in the 50 largest cities » *Ballotpedia*, s. d., en ligne, Internet, 18 août 2020. Available: [https://ballotpedia.org/Climate\\_action\\_plans\\_in\\_the\\_50\\_largest\\_cities](https://ballotpedia.org/Climate_action_plans_in_the_50_largest_cities).

<sup>1234</sup> « Members – Climate Mayors », Climate Mayors, s. d., en ligne, Internet, 31 août 2020. Available: <http://climatemayors.org/about/members/>.



(Arizona), Tulsa (Oklahoma), Virginia Beach (Virginie), Wichita (Kansas)<sup>1235</sup>. Onze de ces villes avaient un maire démocrate, neuf avaient un maire républicain, quatre avaient un maire non partisan et une ville avait un maire indépendant<sup>1236</sup>. La polarisation politique peut ici expliquer l'absence d'action en faveur du climat dans certaines villes.

Par exemple, la maire en fonction à Omaha, Jean Stothert, est une républicaine proche du *Tea Party*. En 2015, elle était une des conférencières principales de la 7<sup>ème</sup> édition du 4 juillet du *Tea Party* dans le Nebraska<sup>1237</sup>. Qu'en est-il de San Antonio ? En 2019, le président de la Chambre de commerce de San Antonio exprimait l'inquiétude des petites et grandes entreprises face à la volonté des administrateurs de la ville à mettre en place un plan de lutte contre le climat. L'augmentation des prix de l'électricité, les coûts induits par la mise en place des politiques climatiques sur les transports, l'immobilier étaient de nature à nuire à l'emploi dans la ville selon lui<sup>1238</sup>. Dans le cas de San Antonio, il semblerait que l'argument économique ait pu jouer un rôle, puisqu' une partie du secteur privé n'était pas d'accord. Derniers exemples, Dallas et Fort Worth. Ces deux villes sont séparées de quelques dizaines de kilomètres seulement, mais elles sont reliées par Arlington. Alors que Fort Worth et Arlington ont élu des maires républicains aux dernières élections, Dallas a élu un maire démocrate. Une des raisons plausibles expliquant que ces villes ne possédaient pas de plan de lutte contre le changement climatique en 2019 est probablement le poids de l'industrie des hydrocarbures. Le Texas est le berceau de la fracturation hydraulique et à ce titre l'État a profité de l'essor des hydrocarbures de schiste. Situées au-dessus des schistes de Barnett, l'exploitation des hydrocarbures de schiste se fait en plein centre-ville dans ces trois localités<sup>1239</sup>.

Le coût financier et le changement de mode de vie induit par les programmes de réduction de GES représentent une barrière dans les villes dépendantes de leur branche industrielle. L'engagement climatique des villes ne semblent pas être influencé par le choix fait au niveau de l'État. Il n'y a pas d'effet « *boule de neige* » qui entraîne les villes à suivre l'exemple de leur État. Il y a néanmoins un effet de diffusion entre les villes. Les entités locales qui sont entourées de villes qui ont adhéré à des

---

<sup>1235</sup> « Climate Action Plans in the 50 Largest Cities ».

<sup>1236</sup> « List of Current Mayors of the Top 100 Cities in the United States » *Ballotpedia*, s. d., en ligne, Internet, 3 oct. 2020. Available: [https://ballotpedia.org/List\\_of\\_current\\_mayors\\_of\\_the\\_top\\_100\\_cities\\_in\\_the\\_United\\_States](https://ballotpedia.org/List_of_current_mayors_of_the_top_100_cities_in_the_United_States).

<sup>1237</sup> « Nebraska Taxpayers for Freedom Rally », 2015 *Meetup*, s. d., en ligne, Internet, 19 août 2020. Available: <https://www.meetup.com/fr-FR/the912project/events/223628878/>.

<sup>1238</sup> San Antonio Chamber of commerce, « Chamber Voices Concerns about City's Climate Action and Adaption Plan » *San Antonio Chamber*, 19 févr. 2020, en ligne, Internet, 19 août 2020. Available: <https://www.sachamber.org/news/2019/02/22/chamber-voices-concerns-citys-climate-action-adaption-plan/>.

<sup>1239</sup> Ludovic Dupin, « Reportage : bienvenue à Gasland » ([www.usinenouvelle.com/](http://www.usinenouvelle.com/), 13 sept. 2012), en ligne, Internet, 19 août 2020. Available: <https://www.usinenouvelle.com/article/reportage-bienvenue-a-gasland.N181819>.

mesures de réduction de GES ont davantage tendance à suivre le même exemple<sup>1240</sup>. En Californie, le modèle de plan d'action pour le climat n'a cessé de se diffuser depuis plus de 15 ans. La ville de San Francisco a opté très tôt pour la mise en place d'une stratégie climatique. Dès 2004, elle présentait un plan d'action pour le climat<sup>1241</sup>. En 2007, Los Angeles publie *Green LA: An Action Plan to Lead the Nation in Fighting Global Warming*<sup>1242</sup>. En février 2012, la ville de Sacramento en Californie adoptait un plan d'action pour le climat<sup>1243</sup>. En décembre 2012, la ville d'Oakland, à quelques kilomètres adoptait elle aussi un plan pour le climat<sup>1244</sup>. San Diego adoptait son *Climate Action Plan* en 2015<sup>1245</sup>. En 2016, la ville de Del Mar présentait elle aussi son *Climate Action Plan*<sup>1246</sup>. La Floride est un État où les localités s'engagent de plus en plus, même si l'État est polarisé. En 2019, deux villes de Floride, Oakland Park et Wilton Manors approuvaient un *Climate Action Plan* commun<sup>1247</sup>. La même année un partenariat unique voyait le jour entre le comté de Miami-Dade et les villes de Miami et Miami Beach pour porter le projet climatique nommé *Resilient 305*<sup>1248</sup>.

Dans l'État du Texas où l'industrie pétrolière est importante, le modèle de plan d'action pour le climat se diffuse progressivement même s'il n'existe pas de plan à l'échelle de l'État. Austin adoptait le plan *Imagine Austin Comprehensive Plan* en 2012, centré sur la notion de durabilité<sup>1249</sup>. En 2019, San Antonio publiait *San Antonio Climate Ready*, un plan d'action et d'adaptation pour le climat<sup>1250</sup>. En avril 2020, Houston au Texas présentait son *Climate Action Plan*<sup>1251</sup>, en mai 2020 la ville de

<sup>1240</sup> Krause, « Policy Innovation, Intergovernmental Relations, and the Adoption of Climate Protection Initiatives by U.S. Cities ».

<sup>1241</sup> San Francisco Department of the Environment et San Francisco Public Utilities Commission, « Climate Action Plan for San Francisco. Local Actions to Reduce Greenhouse Gas Emissions », sept. 2004, en ligne, Internet, 20 août 2020. Available: <https://sfenvironment.org/sites/default/files/fliers/files/climateactionplan.pdf>.

<sup>1242</sup> City of Los Angeles, « GREEN LA: An Action Plan to Lead the Nation In Fighting Global Warming », mai 2007, en ligne, Internet, 20 août 2020. Available: [https://handels.gu.se/digitalAssets/1344/1344086\\_la\\_climatechange\\_final\\_1.pdf](https://handels.gu.se/digitalAssets/1344/1344086_la_climatechange_final_1.pdf).

<sup>1243</sup> City of Sacramento, « Sustainability » *City of Sacramento*, s. d., en ligne, Internet, 19 août 2020. Available: <https://www.cityofsacramento.org/Community-Development/Resources/Online-Library/Sustainability>.

<sup>1244</sup> City of Oakland, « Oakland 2030 Equitable Climate Action Plan (ECAP) » *City of Oakland*, s. d., en ligne, Internet, 19 août 2020. Available: <https://www.oaklandca.gov/projects/2030ecap>.

<sup>1245</sup> City of San Diego, « City of San Diego's Climate Action Plan » *City of San Diego Official Website*, s. d., en ligne, Internet, 20 août 2020. Available: <https://www.sandiego.gov/sustainability/climate-action-plan>.

<sup>1246</sup> City of Del Mar, « Climate Action Plan » *Del Mar, CA - Official Website*, s. d., en ligne, Internet, 20 août 2020. Available: <https://www.delmar.ca.us/699/Climate-Action-Plan>.

<sup>1247</sup> City of Wilton Manors, « Wilton Manors/Oakland Park Joint Climate Action Plan » *Wilton Manors, FL - Official Website*, s. d., en ligne, Internet, 19 août 2020. Available: <https://www.wiltonmanors.com/658/Joint-Climate-Change-Action-Plan-with-Oa>.

<sup>1248</sup> Miami-Dade County, « Resilient 305 », 2019, en ligne, Internet, 20 août 2020. Available: <https://www.miamidade.gov/global/economy/resilience/resilient305.page>.

<sup>1249</sup> City of Austin, « About Imagine Austin » *AustinTexas.gov*, s. d., en ligne, Internet, 20 août 2020. Available: <https://www.austintexas.gov/department/about-imagine-austin>.

<sup>1250</sup> City of San Antonio City Council, « Sa Climate Ready: A Pathway for Climate Action & Adaptation », 17 oct. 2019, en ligne, Internet, 20 août 2020. Available: <https://www.sanantonio.gov/Portals/0/Files/Sustainability/SAClimateReady/SACRRReportOctober2019.pdf>.

<sup>1251</sup> City of Houston, « Climate Action Plan », s. d., en ligne, Internet, 19 août 2020. Available: <http://greenhoustontx.gov/climateactionplan/>.

Dallas au Texas approuvait également son *Comprehensive Environmental and Climate Action Plan*

<sup>1252</sup>.

### 2.2.3. Création de réseaux de villes

Les villes, qui sont des lieux de concentration des populations, sont plus que jamais une source de préoccupations par leur grande vulnérabilité. C'est pourquoi, en dépit du désengagement fédéral, les villes ont adopté un rôle actif dans la mise en place de politiques et stratégies visant à réduire leur vulnérabilité et accroître leur résilience. Parmi ces stratégies, l'intégration de divers réseaux<sup>1253</sup> est à noter. Dès les années 1990, les villes commencent à s'organiser en réseaux, à l'échelle nationale et internationale, pour agir sur les questions climatiques. La participation des entités américaines locales dans la lutte pour la protection pour le climat remonte à 1991 grâce au premier programme proposé par l'*International Council for Local Environmental Initiatives (ICLEI)*<sup>1254</sup> et permettant aux villes de lutter contre leurs émissions de GES en établissant un plan d'action pour le climat. À l'international, le réseau de l'ICLEI regroupe 1750 gouvernements locaux de toute taille. Aux États-Unis, plus de 600 municipalités ont suivi le plan d'action proposé par l'ICLEI pour réduire leurs émissions de GES<sup>1255</sup>.

Déçu de la non-ratification du protocole de Kyoto, compte tenu des enjeux climatiques, un autre réseau voit le jour en février 2005. Le jour de l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto, le 16 février 2005, le maire de Seattle, Greg Nickels, proposait un projet commun permettant aux villes et aux communautés de suivre les engagements de Kyoto en dépit du refus du gouvernement fédéral d'y participer. En 2005, 141 villes américaines adhérentes au réseau *U.S. Conference of Mayors (USCM)*, décidaient de signer le *U.S. Mayors Climate Protection Agreement*. L'accord comptait 500 villes

---

<sup>1252</sup> City of Dallas- Office of Environmental Quality & Sustainability, « Dallas Climate Action » *Dallas Climate*, s. d., en ligne, Internet, 19 août 2020. Available: <https://www.dallasclimateaction.com>.

<sup>1253</sup> Voir Annexe I

<sup>1254</sup> ICLEI est une association qui vise à soutenir les projets de développement durable des gouvernements locaux et régionaux dans le monde. Créé en 1990 et parrainé par les Nations Unies, ce réseau de gouvernements infranationaux est présent dans plus de 100 pays et a pour objectif de fournir des solutions et des initiatives adaptées aux environnements locaux mais aussi de connecter les différentes échelles de gouvernance. L'action de l'ICLEI se concentrent dans cinq domaines pour atteindre le développement durable : un faible taux d'émissions des entités locales, un développement respectueux de la nature, un développement équitable, la résilience, et un développement circulaire.

<sup>1255</sup> « Who We Are » *ICLEI USA*, s. d., en ligne, Internet, 18 août 2020. Available: <https://icleiusa.org/about-us/who-we-are/>.

participantes en mai 2007 et 1066 en novembre 2019<sup>1256</sup>. Les signataires s'engagent dans cet accord à réduire leurs émissions de GES pour atteindre leur niveau de 1990, ce que le protocole de Kyoto demandait aux États-Unis.

En 2016, l'*U.S. Conference of Mayors* et le *Center for Climate and Energy Solution* (C2ES) s'associaient pour former ensemble l'*Alliance for a Sustainable Future*<sup>1257</sup>. Cette initiative est une des collaborations nationales qui met en avant le dynamisme des villes et des réseaux de villes dans la recherche de solutions climatiques et énergétiques pour leur territoire. Elle vise à créer un cadre dans lequel le secteur public et le secteur privé peuvent formuler des solutions concrètes pour réduire leur empreinte carbone, développer de nouvelles technologies ou encore appliquer des stratégies de développement durable pour lutter contre le changement climatique<sup>1258</sup>. Cette alliance a pour vocation d'aider les secteurs public et privé dans la mise en place de programmes pour un futur durable et dans l'élaboration d'un plan d'action pour le climat. L'USCM est une organisation non partisane qui regroupe les villes de plus de 30 000 habitants, qui sont au nombre de 1400 dans le pays et qui sont représentées par leurs maires<sup>1259</sup>. Le C2ES est une organisation à but non lucratif, indépendante et non partisane qui œuvre à façonner des solutions pratiques pour le climat à travers la réduction des GES, la promotion des énergies propres ou le développement de la résilience face aux menaces climatiques<sup>1260</sup>. L'association de ces deux organisations entend combiner l'esprit d'initiative des maires au pragmatisme des solutions climatiques et énergétiques proposées par le C2ES afin de répondre aux besoins de chaque villes. Les réseaux tels que *Alliance for a Sustainable Future* permettent aux villes de partager leurs expériences et savoirs, mais ils permettent aussi d'avoir des données sur l'état d'avancement des politiques climatiques et énergétiques dans les centres urbains. Dans une étude<sup>1261</sup> menée sur 158 villes, le rapport de 2018 de l'USCM et du C2ES notifie que 60% des villes ont lancé ou significativement étendu leurs politiques climatiques sur l'année écoulée. 65% des villes utilisent de l'électricité issue des énergies renouvelables pour les activités municipales. 27 villes couvrent 30% minimum des besoins en électricité du gouvernement de la ville grâce aux

---

<sup>1256</sup> The United States Conference of Mayors, « Mayors Climate Protection Center » *United States Conference of Mayors*, s. d., en ligne, Internet, 18 août 2020. Available: <https://www.usmayors.org/programs/mayors-climate-protection-center/>.

<sup>1257</sup> Center for Climate and Energy Solutions, « Alliance for a Sustainable Future Announced » *Center for Climate and Energy Solutions*, 21 juin 2016, en ligne, Internet, 18 août 2020. Available: <https://www.c2es.org/press-release/alliance-for-a-sustainable-future-announced/>.

<sup>1258</sup> C2ES, « Alliance for a Sustainable Future Announced » *Center for Climate and Energy Solutions*..

<sup>1259</sup> The United States Conference of Mayors, « About the Conference - United States Conference of Mayors », s. d., en ligne, Internet, 18 août 2020. Available: <https://www.usmayors.org/the-conference/about/>.

<sup>1260</sup> Center for Climate and Energy Solutions, « About C2ES » *Center for Climate and Energy Solutions*, s. d., en ligne, Internet, 18 août 2020. Available: <https://www.c2es.org/about/>.

<sup>1261</sup> The Center for Climate and Energy Solutions et U.S. Conference of Mayors, *Mayors Leading the Way on Climate and How Cities Large and Small are Taking Action 2018*.

énergies renouvelables et huit couvrent tous leurs besoins en électricité avec les énergies renouvelables. Plus de 70% des villes ont des politiques d'efficacité énergétique pour les nouveaux bâtiments ou bâtiments municipaux existants. Parmi les activités et initiatives les plus communes dans les villes, l'étude rapporte que celles pour les transports en commun sont appliquées par 94% des villes, celles pour les pistes cyclables par 92% des villes et celles pour le suivi des émissions de GES par 75% des villes. 72% des villes suivent des politiques d'efficacité énergétique pour les bâtiments existants ou encore 65% des villes participent à des politiques d'achat d'électricité issue des énergies renouvelables pour les activités de la ville. L'étude révèle que 95% des villes ont fait l'expérience d'un évènement lié au changement climatique au cours des cinq dernières années comme les inondations, les incendies, les épisodes de sécheresse ou encore les vagues de chaleur. Plus de 90% des villes collaborent ou sont intéressées par un partenariat avec d'autres gouvernements locaux pour les domaines du transport, des énergies renouvelables ou de l'efficacité énergétique. De même, 83 % des villes disent collaborer ou être intéressées par le même type de partenariat avec les entreprises dans les mêmes domaines. Les acteurs privés représentent donc des collaborateurs vitaux pour les gouvernements locaux dans le développement de solutions durables.

Les résultats de cette étude mettent en avant que les villes développent ou s'intéressent de manière générale aux mêmes types de politiques. Il s'agit d'un effet « boule de neige ». Lorsqu'une politique fonctionne sur un territoire, les autres tendent à s'en inspirer et à l'adapter à leur localité pour atteindre des résultats similaires. Un phénomène identique a été observé à l'échelle des États fédérés. Il y a cependant une différence à noter entre ces villes. Elles ne sont pas toutes égales bien qu'elles appartiennent au réseau *Alliance for a Sustainable Future*. Les villes de plus de 250 000 habitants semblent davantage en avance sur la mise en place de mesures plus coûteuses comme la création d'une flotte automobile bas carbone, sachant que les transports représentent la deuxième cause d'émission de GES dans les villes, alors que les villes de moins de 250 000 habitants accentuent davantage leurs efforts sur la transition vers l'électricité issue des énergies renouvelables pour les gouvernements locaux. La mise en place de mesure du type RPS est moins onéreuse pour les municipalités car le coût d'une telle mesure est reporté sur les fournisseurs d'électricité de la ville. Les moyens financiers dont disposent les villes selon leur taille peuvent être un facteur expliquant l'avance que certaines villes peuvent avoir par rapport à d'autres. L'urgence d'agir sur les émissions de GES, plus importantes dans les grands centres urbains que dans les petites villes, est peut-être aussi un autre facteur d'explication des préférences stratégiques au sein des villes.

*Climate Mayors* (ou *Mayors National Climate Action Agenda*<sup>1262</sup>) est un autre exemple de réseau regroupant environ 450 élus souhaitant agir pour le climat sur leur territoire<sup>1263</sup>. Ce réseau, fondé en 2014, s'est distingué pour ses prises de position quant à la politique climatique de l'administration Trump et plus particulièrement en mars 2017. Les élus de *Climate Mayors* écrivaient au président américain pour lui demander de revoir sa position concernant sa volonté de faire les États-Unis quitter l'Accord de Paris sur le climat.

*As members of the Mayors National Climate Action Agenda (MNCAA), we represent more than 42 million Americans in 75 cities across our nation — in red and blue states alike. We write to strongly object to your actions to roll back critically important U.S. climate policies including the Clean Power Plan and vehicle fuel efficiency standards, as well as proposed budget cuts to the EPA and critical federal programs like Energy Star.*

*Climate change is both the greatest single threat we face, and our greatest economic opportunity for our nation. That is why we affirm our cities' commitments to taking every action possible to achieve the principles and goals of the Paris Climate Agreement, and to engage states, businesses and other sectors to join us*<sup>1264</sup>.

*Climate Mayors*<sup>1265</sup>, un réseau de maires bipartisan né en 2014, et le *Mayors Climate Protection Center*<sup>1266</sup> sont également deux autres réseaux nationaux de maires engagés sur les questions climatiques. Toutes ces initiatives et réseaux visent à démontrer le soutien « *bottom-up* » de milliers d'élus américains en faveur du climat en l'absence d'implication du gouvernement fédéral. Parmi les réseaux internationaux se trouvent le *C40 Climate Leadership Group*, un réseau né en 2002 et rassemblant 94 mégapoles mondiales pour lutter contre le changement climatique. Ces centres urbains rassemblent plus de 700 000 000 de personnes et représentent un quart de l'économie mondiale. Ce réseau encourage les villes du monde à collaborer et partager leurs connaissances pour agir contre le réchauffement climatique, notamment en menant des politiques innovantes. 14 grandes villes américaines appartiennent au réseau *C40 Climate Leadership Group* parmi lesquelles se trouvent : Phoenix, Portland, San Francisco, Seattle, Washington D.C.<sup>1267</sup>. Le *Global Covenant of*

---

<sup>1262</sup> « City Officials – Climate Mayors », Climate Mayors, s. d., en ligne, Internet, 4 oct. 2020. Available: <http://climatemayors.org/get-involved/city-officials/>.

<sup>1263</sup> Climate Mayors, « Climate Mayors », s. d., en ligne, Internet, 18 août 2020. Available: <http://climatemayors.org/>.

<sup>1264</sup> Climate Mayors, « Letters and Statements », 28 mars 2017, en ligne, Internet, 26 mars 2019. Available: <http://climatemayors.org/actions/letters-and-statements/>.

<sup>1265</sup> Climate Mayors, « Climate Mayors ».

<sup>1266</sup> The United States Conference of Mayors, « Mayors Climate Protection Center ».

<sup>1267</sup> C40 Climate Leadership Group, « Cities » *C40 Cities*, s. d., en ligne, Internet, 1 sept. 2020. Available: <https://www.c40.org/cities>.

*Mayors for Climate and Energy*<sup>1268</sup>, est également une autre initiative internationale formant un réseau mondial de villes et gouvernements locaux engagés pour développer une société résiliente et bas carbone tout comme *World Mayors Council on Climate Change*<sup>1269</sup> qui a existé jusqu'en 2015.

En dehors des réseaux, les initiatives sur un sujet précis sont une autre forme d'association pour les villes et les élus. L'initiative « *We are still In* », est une initiative nationale née en juin 2017, 96 heures après le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat. Elle rassemble les villes, États, entreprises, universités, artistes, investisseurs et tribus entre autres désireux de maintenir les objectifs de la COP 21. En mars 2019, cette initiative répertoriait quelques 3500 signataires parmi lesquels se trouvaient 2162 investisseurs, 282 villes et comtés, 348 universités, 10 États, 9 tribus par exemple. *America's Pledge on Climate* est une autre initiative nationale. Il s'agit d'un programme issu du réseau<sup>1270</sup> *American Cities Initiative*<sup>1271</sup>. Suite au retrait officiel des États-Unis de l'Accord de Paris, le gouverneur de Californie Edmund G. Brown Jr. et l'ancien maire républicain de New York et candidat aux primaires démocrates de 2020, Michael Bloomberg, devenu envoyé spécial de l'ONU sur les villes et le climat, ont lancé l'initiative *America's Pledge on Climate* qui confirme l'engagement envers l'Accord de Paris sur le climat de milliers d'acteurs non gouvernementaux américains face au désengagement fédéral. Cette initiative a pour vocation de récolter, analyser, compiler et rapporter les progrès des acteurs de l'économie dans la réalisation de l'objectif fixé en 2015 à Paris soit une réduction de 26 à 28% des émissions de GES en 2025 par rapport au niveau de 2005. En parallèle, ce mouvement fournit une feuille de route pour atteindre un objectif plus ambitieux, dans divers domaines comme les énergies renouvelables, l'électricité ou encore les transports pour les villes, États ou entreprises et autres acteurs<sup>1272</sup>.

Il existe ainsi aujourd'hui un grand nombre de réseaux nationaux ou internationaux qui permettent aux villes de s'associer autour d'un objectif commun. Ces réseaux sont particulièrement importants pour les villes car ils représentent un vivier de ressources pour ces centres urbains.

---

<sup>1268</sup> Global Covenant of Mayors for Climate & Energy, « Global Covenant of Mayors for Climate & Energy » *Global Covenant of Mayors*, s. d., en ligne, Internet, 15 mars 2019. Available: <https://www.globalcovenantofmayors.org/about/>.

<sup>1269</sup> « World Mayors Council on Climate Change » *Climate Initiatives Platform*, 2019, en ligne, Internet, 20 août 2020. Available: [http://climateinitiativesplatform.org/index.php/World\\_Mayors\\_Council\\_on\\_Climate\\_Change\\_\(WMCCC\)](http://climateinitiativesplatform.org/index.php/World_Mayors_Council_on_Climate_Change_(WMCCC)).

<sup>1270</sup> « American Cities Initiative » *Bloomberg Philanthropies*, s. d., en ligne, Internet, 4 oct. 2020. Available: <https://www.bloomberg.org/program/funders-projects/american-cities-initiative/>.

<sup>1271</sup> *American Cities Initiative* a été lancé par Michael Bloomberg en 2017 pour aider les villes à répondre aux enjeux du changement climatique, de l'obésité et de la violence par armes à feu.

<sup>1272</sup> *America's Pledge*, « Fulfilling America's Pledge » *Americas Pledge on Climate*, s. d., en ligne, Internet, 22 mars 2019. Available: <https://www.americaspledgeonclimate.com/fulfilling-americas-pledge/>.

Si les villes semblent déterminées à agir, il s'agit de s'interroger sur les outils à leur disposition. Une grande partie des réseaux nationaux et internationaux que les villes américaines intègrent mettent à leur disposition des outils afin de développer et approfondir leurs actions. Le réseau *C40 cities*<sup>1273</sup> propose par exemple aux villes qui souhaitent adhérer à un de leurs programmes ou à une des initiatives que le réseau propose : une assistance technique fournie par des experts, des formations, des ateliers, des collaborations, des outils de planification, des webinars, des données issues de la recherche, entre autres. Les programmes sont conçus comme des guides pour les villes, où les explications et une grande partie des outils sont fournis. Une ville qui souhaite par exemple réduire ses émissions de GES peut adhérer au programme « *Measurement & Planning*<sup>1274</sup> ». Elle disposera des outils pour inventorier ses émissions de GES, les reporter, établir une stratégie et des objectifs de réductions<sup>1275</sup>. Autre exemple : une ville qui souhaite développer sa collaboration avec les acteurs du secteur privé pour trouver des solutions innovantes pourra adhérer au programme « *C40 City Solutions Platform*<sup>1276</sup> ». *C40 Cities* est un réseau de villes qui constitue une base de données dans laquelle les villes partagent leurs connaissances, leurs expériences et leurs bonnes pratiques. Cet échange entre les villes permet que les meilleures idées soient disséminées afin d'être répliquées<sup>1277</sup>. Le réseau *C40 Cities* collabore avec des acteurs du secteur privé et des associations philanthropiques qui participent activement au financement de l'activité du réseau. Mais tous les réseaux de villes n'offrent pas autant d'outils. Le réseau *Alliance for A Sustainable Future* publie des rapports annuels sur les avancées des villes, des guides techniques, identifie des opportunités pour les villes de collaborer avec le secteur privé, propose des webinars et des ateliers<sup>1278</sup>. Il semble en outre moins développé que le premier en comparaison.

Même s'il existe de nombreux outils pour les villes, trois stratégies dominent généralement parmi les solutions qui peuvent être apportées pour répondre au changement climatique : atténuer les effets du changement climatique, s'adapter au changement climatique et devenir résilient. Les entités locales disposent d'un large éventail d'outils pour agir sur le climat. Elles ont, par exemple, la possibilité de réhabiliter les territoires, de planifier l'aménagement du territoire de manière

---

<sup>1273</sup> C40 Cities Climate Leadership Group, « Programmes » *C40 Cities*, s. d. 40, en ligne, Internet, 21 août 2020. Available: <https://www.c40.org/programmes>.

<sup>1274</sup> C40 Cities Climate Leadership Group, « C40 : Measurement and Planning » *C40 Cities*, s. d. 40, en ligne, Internet, 1 sept. 2020. Available: <https://www.c40.org/programmes/measurement-planning>.

<sup>1275</sup> C40 Cities Climate Leadership Group, « Reducing GHG emissions » *C40 Cities*, s. d., en ligne, Internet, 21 août 2020. Available: <https://resourcecentre.c40.org/resources/reducing-ghg-emissions>.

<sup>1276</sup> C40 Cities Climate Leadership Group, « C40 City Solutions Platform » *C40 Cities*, s. d. 40, en ligne, Internet, 21 août 2020. Available: <https://c40citysolutionsplatform.org/>.

<sup>1277</sup> C40 Cities Climate Leadership Group, « Programmes ».

<sup>1278</sup> Center for Climate and Energy Solutions, « Mayors/Business Alliance for a Sustainable Future » *Center for Climate and Energy Solutions*, s. d., en ligne, Internet, 21 août 2020. Available: <https://www.c2es.org/work/mayorsbusiness-alliance-for-a-sustainable-future/>.



stratégique en vue d'encourager une logique de développement durable comme Baltimore dans le Maryland<sup>1279</sup>, ou de devenir résiliente comme à Chicago dans l'Illinois<sup>1280</sup>. Elles peuvent également impacter de manière positive la réduction des émissions de gaz polluants, en développant les systèmes de transports publics, en promouvant les modes de transport alternatifs, en aménageant la ville pour réduire la nécessité de se déplacer en voiture, en construisant de nouvelles voies destinées aux transports publics comme à Hoboken, dans le New Jersey<sup>1281</sup>. Dans le domaine des énergies, les entités locales peuvent contribuer à améliorer l'efficacité énergétique et la conservation énergétique en établissant de nouvelles normes ou des normes rétroactives en termes d'isolation et d'éclairage comme dans la ville de New York<sup>1282</sup>. Elles peuvent également faire le choix de subvenir à leur besoin énergétique par le biais des énergies renouvelables, c'est le cas à Boulder dans le Colorado<sup>1283</sup> par exemple. Etant donné que la grande majorité des Américains vivent dans des villes, celles-ci peuvent également percevoir la gestion des déchets comme un levier d'action en vue de parvenir à une ville durable notamment grâce au recyclage comme à San Francisco en Californie<sup>1284</sup>. Les villes développent leur propre stratégie énergétique et climatique afin d'atteindre des objectifs de développement durable et réduire leur impact carbone. Ces stratégies correspondent aux besoins de la communauté.

Dans l'éventail de solutions mises en application par les villes, l'énergie et l'environnement sont des composantes intégrales de la question du climat et ces enjeux sont eux intégrés aux questions économiques et sociales locales. Bien que les gouvernements locaux démontrent une certaine ambition quant à la question climatique, énergétique et environnementale, ils ne disposent pas des mêmes possibilités de réalisation qu'à d'autres niveaux de gouvernance. Les villes demeurent subordonnées à l'autorité de niveaux de gouvernance plus élevés comme celui de l'État fédéré auquel elles appartiennent ou encore l'autorité du gouvernement fédéral. De plus, les villes sont moins bien dotées financièrement que ces niveaux de gouvernance supérieurs dont elles des reçoivent les

---

<sup>1279</sup> Baltimore City Council, « Baltimore Sustainability Plan », avr. 2009, en ligne, Internet, 20 août 2020. Available: <https://www.baltimoresustainability.org/wp-content/uploads/2015/12/Baltimore-Sustainability-Plan.pdf>.

<sup>1280</sup> City of Chicago, « Resilient Chicago » *Resilient Chicago*, s. d., en ligne, Internet, 20 août 2020. Available: <https://resilient.chicago.gov/>.

<sup>1281</sup> Hoboken City Hall, « Transportation and Parking », s. d., en ligne, Internet, 20 août 2020. Available: <https://www.hobokennj.gov/departments/transportation-and-parking>.

<sup>1282</sup> City of New York, « NYC Retrofit Accelerator », s. d., en ligne, Internet, 20 août 2020. Available: <https://retrofitaccelerator.cityofnewyork.us/>.

<sup>1283</sup> City of Boulder, « Energy », s. d., en ligne, Internet, 20 août 2020. Available: <https://bouldercolorado.gov/climate/energy-future>.

<sup>1284</sup> San Francisco Department of the Environment, « Policies Related to Zero Waste » *sfenvironment.org - Our Home. Our City. Our Planet*, s. d., en ligne, Internet, 20 août 2020. Available: <https://sfenvironment.org/zero-waste-legislation>.

subventions. Les mesures de lutte contre le changement climatique sont souvent onéreuses, c'est pourquoi cette situation leur confère moins de latitude pour mettre en application leurs projets.

Par conséquent, ils rencontrent de nombreuses difficultés, ce qui peut limiter le poids de leur action. Puisque le changement climatique est souvent défini comme un enjeu international, la première difficulté pour les gouvernements locaux est de faire reconnaître la légitimité de leur action au niveau local par la mise en place de politiques et d'actions concrètes. Les élus locaux doivent donner une dimension locale à l'enjeu climatique et l'adapter à leur communauté pour engranger un soutien politique sur ces questions. Les ressources humaines ou le manque de connaissances techniques du personnel pour piloter ces actions peuvent aussi être des obstacles. Le financement de ces politiques ou mesures est également un enjeu de taille pour les gouvernements locaux qui sont souvent réticents à investir ces sommes. Ce sont des obstacles que les réseaux de villes essaient de pallier en fournissant des ressources humaines et financières. Les villes peuvent bénéficier d'une visibilité particulière pour leur engagement. *Bloomberg Philanthropies*<sup>1285</sup> et *C40 Cities* récompensent les projets les plus ambitieux des villes pour lutter contre le changement climatique et la réduction des risques depuis 2013. En 2019, San Francisco<sup>1286</sup> était la ville lauréate dans la catégorie « *The future we want requires transformative change* » pour son programme « *Clean Power SF* » qui vise à accroître la part d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables dans le réseau électrique de la ville pour réduire les émissions des GES<sup>1287</sup>. La ville de New York intègre les enjeux de justice climatique dans son plan d'action pour le climat, ce qui peut aider toutes les franges de la population à adhérer à un tel programme<sup>1288</sup>.

En définitive, les réseaux de villes, qui se sont multipliés au cours des deux dernières décennies, sont un élément clé du développement des politiques climatiques dans les villes. Ils agissent comme des entités capables d'apporter une partie des ressources et le soutien nécessaire aux villes dans la mise en place de leurs politiques. Ces réseaux sont l'exemple d'une possible collaboration bipartisane sur les questions climatiques. Ils sont également un outil performant pour recueillir les données à l'échelle des villes, développer des partenariats entre les acteurs du secteur public et du secteur privé.

---

<sup>1285</sup> Association philanthropique fondée en 2006 par l'ancien maire républicain de New York, Michael R. Bloomberg.

<sup>1286</sup> « World's Seven Best Climate Projects Announced as 2019 C40 Cities Bloomberg Philanthropies Awards Winners » *Bloomberg Philanthropies*, 10 oct. 2019, en ligne, Internet, 21 août 2020. Available: <https://www.bloomberg.org/press/releases/worlds-seven-best-climate-projects-announced-as-2019-c40-cities-bloomberg-philanthropies-awards-winners/>.

<sup>1287</sup> « Background » *CleanPowerSF*, s. d., en ligne, Internet, 21 août 2020. Available: <https://www.cleanpowersf.org/background>.

<sup>1288</sup> State of New York, « New York State Climate Leadership and Community Protection Act ».

Ils apparaissent aussi comme étant un instrument incitatif, et pour cause ; le nombre de réseaux tout comme le nombre d'adhésions à ces réseaux se multiplient.

#### 2.2.4. Portland dans l'Oregon

Afin de jauger le niveau d'engagement des villes à l'aune des mesures mises en application sur leur territoire, il serait intéressant d'étudier de manière plus approfondie quelques-unes d'entre elles. Prenons 3 villes américaines situées dans des zones géographiques différentes. Portland qui est localisée dans le quart nord-ouest, Boulder qui est dans les Grandes Plaines et Austin qui se situe plutôt au sud du Pays. Austin est la capitale de son État alors que Portland et Boulder ne le sont pas, même si elles sont les plus grandes villes de leur État respectif. Boulder compte un peu plus de 105 000 habitants, Portland un peu plus de 654 000 habitants et Austin un peu moins d'un million de résidents avec 978 908 habitants en 2019<sup>1289</sup>. Ces villes présentent des localisations différentes, des tailles différentes et donc des moyens différents, pourtant elles font toutes trois figures d'exemple dans le développement de leur politique climatique ou énergétique. Il convient d'analyser le contexte du développement de ces politiques au sein des villes désignées, leurs points communs ou encore le climat politique dans lequel elles ont pu mettre en place ces mesures pour comprendre si elles sont confrontées ou non aux mêmes difficultés que ceux que rencontrent les niveaux de gouvernance supérieurs.

Plus grande ville de l'Oregon et appartenant au comté de Multnomah, Portland est la troisième ville la plus peuplée du nord-ouest Pacifique avec une population avoisinant les 650 000 habitants, et environ 2 400 000 habitants pour le *Greater Portland*, son aire métropolitaine. Depuis plus de 40 ans, la cité des roses s'affiche comme une ville pionnière pour son engagement environnemental et en faveur d'un développement durable. Portland est affiliée à de nombreux réseaux nationaux ou internationaux comme *We Are Still In*<sup>1290</sup>, l'*USCM*<sup>1291</sup>, le *C40 cities*<sup>1292</sup> ou encore le *Global Covenant*

---

<sup>1289</sup> U.S. Census Bureau, « U.S. Census Bureau Quick Facts: Austin city, Texas; Boulder County, Colorado » *U.S. Census Bureau*, s. d., en ligne, Internet, 1 oct. 2020. Available: <https://www.census.gov/quickfacts/fact/table/bouldercitycolorado,portlandcityoregon,austincitytexas/PST045219>.

<sup>1290</sup> We Are Still In, « Who's In » *We Are Still In*, s. d., en ligne, Internet, 22 mars 2019. Available: <https://www.wearestillin.com/signatories>.

<sup>1291</sup> « Meet the Mayors » *United States Conference of Mayors*, s. d., en ligne, Internet, 21 août 2020. Available: <https://www.usmayors.org/mayors/meet-the-mayors/>.

<sup>1292</sup> C40 Cities Climate Leadership Group, « C40 Cities- Portland », 2019, en ligne, Internet, 29 mars 2019. Available: <https://www.c40.org/cities/portland>.

*Mayors for Climate and Energy*<sup>1293</sup>. Elle bénéficie d'ailleurs d'une reconnaissance internationale pour son action en faveur du climat par le biais de ces réseaux. Dans le *C40 cities*<sup>1294</sup>, Portland est reconnue en tant que « *Innovator city* ». Elle a également été plusieurs fois finaliste du *C40 city awards*, un concours qui récompense les villes pour leur engagement. La cité des roses véhicule l'image d'une ville leader par son action contre le changement climatique et pour l'environnement tant à l'échelle mondiale qu'à l'échelle nationale ou régionale.

Le tournant vert de la cité des roses s'opère au cours des années 1970. Comme la plupart des villes américaines, Portland sera affectée au 20<sup>ème</sup> siècle par l'étalement urbain et la multiplication du nombre de voitures en circulation. Dès 1973, le gouverneur républicain Tom McCall (1967-1975) offre à Portland l'opportunité de se différencier des autres villes américaines. Il fait adopter le *Urban Growth Boundary*<sup>1295</sup>, un plan d'aménagement du territoire visant à préserver les terres forestières, ressources naturelles, et les terres agricoles d'un étalement périurbain caractéristique des villes américaines. Le *Urban Growth Boundary* a permis à Portland de devenir une ville compacte<sup>1296</sup>. L'adoption de ce modèle d'urbanisme invite à aménager la ville de façon à avoir une utilisation efficace et mixte des terres. En augmentant la densité résidentielle et en développant les services au sein de la ville, l'idée principale du *Urban Growth Boundary* était d'éviter l'étalement urbain et protéger ainsi les fermes et forêts de l'expansion de la ville.

Confrontée au déclin industriel et à un centre dévitalisé, Portland décide de réaménager le centre-ville afin de le rendre attractif et conforme à une logique de développement durable. Il s'agit de décongestionner la ville, la rendre plus verte et la piétonniser. En 1986, le *Metropolitan Area Express* (MAX), un tramway léger commence à desservir la ville. Il devient un des outils majeurs du réaménagement de la ville car ses points de dessertes sont pensés pour concentrer les populations, mais aussi pour réduire l'utilisation de la voiture en desservant les principaux équipements et infrastructures de la ville. Le MAX compte aujourd'hui 5 lignes, couvrant 96 km et desservant 97 stations<sup>1297</sup>. Le MAX permet de limiter les voitures dans toute la zone du grand Portland au profit des

---

<sup>1293</sup> « Portland, OR is taking action on climate change » *Global Covenant of Mayors*, s. d., en ligne, Internet, 21 août 2020. Available: <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/portland-or/>.

<sup>1294</sup> C40 Cities Climate Leadership Group, « C40 Cities- Portland ».

<sup>1295</sup> « Urban growth boundary » *Metro*, 2020, en ligne, Internet, 21 août 2020. Available: <https://www.oregonmetro.gov/urban-growth-boundary>.

<sup>1296</sup> Dans le domaine de l'urbanisme, la ville compacte est un concept qui caractérise les villes à forte densité avec des quartiers multifonctionnels où les déplacements de courtes durées sont favorisés grâce à des moyens de transports non polluants ou par les transports publics. La ville compacte est un modèle de ville à taille humaine, pensé pour être plus respectueux de l'environnement grâce à un aménagement du territoire optimisé pour réduire les trajets. Ce modèle s'oppose à celui de l'étalement urbain.

<sup>1297</sup> « MAX Light Rail Project History » *TriMet*, s. d., en ligne, Internet, 1 sept. 2020. Available: <https://trimet.org/history/maxoverview.htm>.

transports publics. En 2018, la ville adoptait le programme *Enhanced Transit Corridors Plan* mené par le Bureau des Transports de la ville en collaboration avec le TriMet, l'agence en charge des transports publics dans le grand Portland<sup>1298</sup>. Ce programme vise à identifier les outils et opportunités pour améliorer et optimiser les transports publics à Portland. En rendant ces transports de masse plus performants, plus fiables, et moins chronophages et accessibles, un des objectifs principaux de ce projet final est de décongestionner la ville et respecter les engagements en faveur du *Climate Action Plan*<sup>1299</sup>.

Les transports sont une partie importante de l'aménagement du territoire et une des stratégies principales pour décarboner la ville. Des mesures incitatives ont été mises en place par le gouvernement local pour encourager l'utilisation de ces modes de transports publics grâce à divers programmes ou partenariats qui réduisent les prix. La ville adopte également une véritable politique d'encouragement pour l'utilisation des vélos. Elle annonce son premier *Bicycle Master Plan* en 1973. Révisé régulièrement, le dernier en date, le *Portland Bicycle Plan* de 2030, prévoit un passage du réseau de pistes cyclables de 630 (1 013km) à 962 miles (1 548km) d'ici 2030. La ville qui encourage les déplacements à pieds, en transports en commun et à vélo a pour ambition de devenir « *a world class bicycling city*<sup>1300</sup> ». La ville de Portland mène donc depuis plusieurs années une véritable politique de développement des moyens de transports alternatifs. En 2014, les transports représentaient 40% des émissions de GES pour Portland et le comté de Multnomah<sup>1301</sup> qui tend à les réduire afin d'augmenter la qualité de vie et de l'environnement. Le *Tilikum Crossing Bridge*, un pont de 518 mètres, est à l'image de la volonté de la ville de revitaliser son centre et connecter ses habitants en limitant l'usage de la voiture. Inauguré en 2015, ce pont survole la rivière Willamette. Il est uniquement dédié à l'usage des piétons, vélos, du MAX, des bus, ce qui est rare dans le pays<sup>1302</sup>.

En matière d'énergie, Portland a fait le choix de se tourner vers les énergies renouvelables. En 2017, la ville adoptait une résolution pour que 100% de son électricité soit issue des énergies

---

<sup>1298</sup> City of Portland, « *Enhanced Transit Corridors Plan* », s. d., en ligne, Internet, 1 sept. 2020. Available: <https://www.portlandoregon.gov/transportation/73684>.

<sup>1299</sup> Portland Bureau of Planning and Sustainability, « *City of Portland and Multnomah County. Climate Action Plan Progress Report. APRIL 2017* », avr. 2017, en ligne, Internet, 28 mars 2019. Available: <https://www.portlandoregon.gov/bps/article/636700>.

<sup>1300</sup> Portland Bureau of Transportation, « *Portland Bicycle Plan for 2030 | Bicycle Plan for 2030 | The City of Portland, Oregon* », s. d., en ligne, Internet, 29 mars 2019. Available: <https://www.portlandoregon.gov/transportation/article/289122>.

<sup>1301</sup> Portland Bureau of Planning and Sustainability, « *City of Portland and Multnomah County. Climate Action Plan Progress Report. APRIL 2017* ».

<sup>1302</sup> Portland Bureau of Transportation, « *Tilikum Crossing: Bridge of the People* », s. d., en ligne, Internet, 1 sept. 2020. Available: <https://www.portlandoregon.gov/transportation/68548>.

renouvelables<sup>1303</sup>. En 2019, l'Assemblée législative de l'État de l'Oregon votait un projet de loi, le *Senate Bill 256*<sup>1304</sup>, visant à interdire le développement du forage *offshore*. Cette loi interdira l'exploration, le développement ou l'exploitation d'infrastructures utilisées pour le forage pétrolier offshore, le forage de gaz ou de soufre en eau profonde. Bien qu'il n'y ait pas de forage actuellement au large des côtes de l'Oregon, l'État se préparerait à la volonté de l'État fédéral d'ouvrir cette zone pour la prospection en 2021. Le *Senate Bill 256* a été parrainé et voté de manière bipartisane afin de préserver la nature et l'économie locale. Cet exemple démontre la capacité des élus locaux à travailler de concert sur un sujet hautement partisan. Cette décision va dans le sens de la stratégie énergétique et climatique choisie par la ville : développer les énergies renouvelables, réduire les émissions de GES, encourager la résilience<sup>1305</sup>. Cependant, la collaboration des républicains sur le *Senate Bill 256* s'explique par leurs préoccupations pour les industries du tourisme et de la pêche qui représentent des millions d'emplois et des milliards de revenus pour les États côtiers américains comme l'explique le député républicain qui a parrainé le projet de loi, David Brock Smith<sup>1306</sup>. Si un des États connaissait une catastrophe similaire à celles qu'ont connu les États du Golfe du Mexique en 2010 avec la marée noire de Deepwater Horizon, les conséquences seraient environnementalement et économiquement terribles.

Cependant, cet exemple n'a rien d'exceptionnel pour la ville, qui a un long passé d'engagement envers les énergies renouvelables. La cité des roses est investie depuis des décennies dans le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. En 1979, la ville établit sa première politique énergétique. En 1993, Portland adopte la première stratégie de réduction de dioxyde de carbone du pays<sup>1307</sup>. En 2001, la ville adopte son premier Climate Plan<sup>1308</sup>. En 2009, elle adopte un nouveau CAP, visant à réduire les émissions de GES de la ville et du comté de Multnomah de 40% d'ici 2030 et 80% d'ici 2050. Un rapport de 2012 sur l'efficacité du CAP, faisait état d'une baisse de 6% en 2010 des émissions de GES par rapport au niveau de 1990. Cette tendance à la baisse s'est amorcée après le pic d'émissions de 2000, et représentait en 2010 une baisse de 26% des émissions par personne. Cette tendance est d'autant plus significative qu'elle allait à l'encontre de la

---

<sup>1303</sup> Portland City Council, « Resolution N°37289 », 1 juin 2017, en ligne, Internet, 1 oct. 2020. Available: <https://www.portlandoregon.gov/auditor/article/642811>.

<sup>1304</sup> 80th Oregon Legislative Assembly, « Senate Bill 256 », 2019.

<sup>1305</sup> City of Portland, « History and key documents of climate planning and action in Portland » *Portland.gov*, s. d., en ligne, Internet, 22 août 2020. Available: <https://www.portland.gov/bps/climate-action/history-and-key-documents-climate-planning-and-action-portland>.

<sup>1306</sup> *Oregon House backs ban on offshore drilling*, vol., 2019, en ligne, Internet, 22 août 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=s8D82UhCdGQ>.

<sup>1307</sup> City of Portland, « Global Warming Reduction Strategy », nov. 1993.

<sup>1308</sup> City of Portland et Multnomah County, « Local Action Plan on Global Warming », avr. 2001, en ligne, Internet, 22 août 2020. Available: <https://www.portland.gov/sites/default/files/2019-08/local-action-plan-on-gw-april-2001.pdf>.

tendance nationale sur la même période. En 2016, le gouverneur de l’Oregon signait la proposition de loi SB 1547<sup>1309</sup> qui a pour effet de modifier le système énergétique de l’État. Cette loi requiert des grands fournisseurs d’électricité que 50% de l’électricité qu’ils approvisionnent soit issue des énergies renouvelables d’ici 2040, une augmentation significative par rapport au 25% demandés d’ici 2025. Cette loi requiert également la suppression de l’électricité en provenance des centrales à charbon d’ici 2035.

Le CAP de 2015 de la ville est ambitieux<sup>1310</sup>. Il prévoit 171 actions dans le cadre du climat pour rendre Portland à la fois prospère, connectée, résiliente et équitable. Dans le rapport de 2017, il apparaissait que 142 de ces actions, soit 83% étaient en cours de réalisation pour 2020. Le CAP 2015 de Portland et Multnomah aborde la question climatique sous ses divers aspects pour rendre la ville la plus durable possible. Il prévoit par exemple que les maisons et les entreprises augmentent leur efficacité énergétique de 25% par rapport à 2010, que la ville devienne plus résiliente et qu’elle se prépare aux catastrophes et aux impacts du changement climatique. Mais il intègre aussi par exemple un programme d’alimentation durable qui favorise une agriculture locale soutenue par la communauté, les marchés fermiers, et qui inclut l’accès aux personnes les plus démunies, notamment aux communautés de couleur à ce type de produits. En somme, le CAP de Portland vise à inclure tous les secteurs et acteurs de la société.

Portland bénéficie d’une reconnaissance internationale car elle présente un des bilans les plus avancés en termes de politiques climatiques, environnementales et énergétiques<sup>1311</sup>. Cependant, ce qui fait également d’elle une ville modèle est son action en faveur de la justice climatique. Déjà dans son Climate Plan de 2015<sup>1312</sup>, la ville s’engageait à répondre aux enjeux de justice climatique en intégrant les populations de couleur et les plus démunies. La ville considère que le succès de son plan de lutte contre le changement climatique repose aussi sur la création d’emplois, sa capacité à faire progresser l’équité sociale, à améliorer la santé publique, la qualité de l’environnement et la qualité de vie. C’est pourquoi, l’inclusion de toutes les franges ethniques et sociales qui constituent la population de Portland est essentiel pour mieux gérer les enjeux économiques, sociaux et climatiques<sup>1313</sup>. Le *Portland Clean Energy Community Benefits Fund* est un autre exemple de cet

---

<sup>1309</sup> Oregon State Legislature, « SB1547 2016 Regular Session », 2016, en ligne, Internet, 1 sept. 2020. Available: <https://olis.oregonlegislature.gov/liz/2016R1/Measures/Overview/SB1547>.

<sup>1310</sup> City of Portland et Multnomah County, « 2015 Climate Action Plan », juin 2015, en ligne, Internet, 1 sept. 2020. Available: [https://www.portland.gov/sites/default/files/2019-07/cap-2015\\_june30-2015\\_web\\_0.pdf](https://www.portland.gov/sites/default/files/2019-07/cap-2015_june30-2015_web_0.pdf).

<sup>1311</sup> C40 Cities Climate Leadership Group, « C40 cities- Portland ».

<sup>1312</sup> City of Portland et Multnomah County, « 2015 Climate Action Plan ».

<sup>1313</sup> City of Portland, « Portland Clean Energy Community Benefits Fund (PCEF) » *Portland.gov*, s. d., en ligne, Internet, 22 août 2020. Available: <https://www.portland.gov/bps/cleanenergy>.

engagement. Cette initiative née en 2018 est destinée à financer la transition des foyers, des écoles et entreprises vers les énergies renouvelables, notamment solaire. Elle doit également subventionner la formation des travailleurs aux revenus faibles vers des emplois mieux rémunérés ayant trait aux énergies propres. Cette initiative qui devrait ramener environ 30 millions de dollars de recette annuelle doit permettre d'assurer l'accélération de la transition vers les énergies vertes mais aussi d'y intégrer toutes les ethnies, et classes sociales de Portland. « *In the face of climate change and federal inaction, the Portland Clean Energy Community Benefits Fund offers a community-led vision, grounded in justice and equity, that builds citywide resilience and opportunity. The measure passed by a margin of 65 percent, making it Oregon's first-ever environmental initiative created and led by communities of color*<sup>1314</sup>. »

En somme, la ville de Portland qui a géré les questions environnementales, climatiques et énergétiques depuis les années 1970, paraît être une des plus avancées du pays sur les questions climatiques. Les efforts en matière de protection environnementale de la ville en ont fait une des plus attractives du pays. Son activité économique embrasse de plus en plus pleinement une économie tournée vers le concept de la durabilité. Portland offre un éventail d'actions assez complet pour lutter contre le changement climatique ou du moins s'y préparer. Les transports, les émissions de GES des différents secteurs, les circuits d'alimentation, l'efficacité énergétique, la transition vers les énergies propres, la planification urbaines comptent parmi la liste non exhaustive des outils utilisés par la ville pour atteindre ses objectifs. La ville a non seulement pour but d'intégrer tous les acteurs de la société comme les entreprises et les associations, les différentes classes sociales à travers son objectif d'équité climatique<sup>1315</sup> mais aussi les autres échelles de gouvernance puisque certaines actions s'inscrivent dans le cadre de son aire urbaine, du comté de Multnomah ou de l'État. La ville dispose de ses propres réglementations. Mais elle respecte également des dispositions prises dans le cadre de sa collaboration avec le comté de Multnomah dont elle est le siège. C'est le cas par exemple pour ses *Climate Action Plans*. Par ailleurs, elle est également amenée à répondre aux objectifs fixés par l'État d'Oregon dont elle est soumise à l'autorité. L'action de Portland en faveur du climat vise non seulement à améliorer le cadre de vie de chacun mais aussi protéger l'environnement. En somme, plus qu'un ensemble de mesures politiques, la ville semble proposer une vision pour le réaménagement des villes américaines. La diversité et la complémentarité de ses actions font aujourd'hui de Portland une ville qui pourrait inspirer les villes du pays et du monde.

---

<sup>1314</sup> Portland Bureau of Planning and Sustainability, « Portland Clean Energy Community Benefits Fund », s. d., en ligne, Internet, 28 mars 2019. Available: <https://www.portlandoregon.gov/bps/78729>.

<sup>1315</sup> City of Portland et Multnomah County, « Climate Action Through Equity », 2016. Available: <https://www.portland.gov/sites/default/files/2019-07/cap-equity-case-study-web29jul.pdf>.



### 2.2.5. Austin au Texas

La ville d'Austin au Texas incarne au même titre que Portland un modèle parmi les villes qui portent les initiatives climatiques. Cet exemple est d'ailleurs d'autant plus pertinent qu'il s'est développé dans le plus grand État producteur d'énergie aux États-Unis, le Texas. Le Texas est en 2020, le premier producteur de pétrole, de gaz naturel et d'électricité du pays. Il est également le 9<sup>ème</sup> producteur de charbon<sup>1316</sup>. Par quel biais, la ville d'Austin, capitale du Texas, est-elle parvenue à se forger une politique climatique soucieuse des enjeux climatiques et énergétiques, alors que l'industrie des énergies fossiles occupe une place prépondérante dans l'économie de cet État ? Austin est considérée comme étant une des villes les plus attractives pour entreprendre. Elle s'est notamment spécialisée dans le domaine de la technologie et en 2013, la fondation de la Chambre de commerce des États-Unis<sup>1317</sup>, surnomma la ville « *Silicon Hills*<sup>1318</sup> ». Ce surnom a été attribué à la ville du fait du nombre de grandes entreprises dans l'industrie de la technologie<sup>1319</sup> qui se sont implantées dans cette ville et en comparaison avec la « *Silicon Valley*<sup>1320</sup> » californienne.

En 2012, un article de *Time* consacrait déjà la ville d'Austin comme « *America's clean-tech hub*<sup>1321</sup> ». La capitale du Texas a connu un boom de son secteur technologique dès le début des années 1990, notamment grâce à des politiques publiques attractives, au dynamisme du campus de l'université, de partenariats public-privé ou encore grâce aux activités des entreprises locales comme Dell. Ainsi dès les années 1990, un terreau entrepreneurial favorable se développait à Austin lorsque la question de la technologie des énergies propres à émergée. En plus d'un climat accueillant pour les *start-ups*, la ville d'Austin disposait d'une main d'œuvre expérimentée capable de passer du secteur de la technologie au secteur de la technologie des énergies propres<sup>1322</sup>. Le potentiel significatif du Texas dans les énergies renouvelables (éoliennes, solaire, piles à combustibles, biomasse,

---

<sup>1316</sup> U.S. Energy Information Administration, « Texas - State Energy Profile Analysis ».

<sup>1317</sup> Association à but non lucratif affiliée à la Chambre de commerce des États-Unis.

<sup>1318</sup> Eduardo Arabu, « Austin: The Rise of Silicon Hills », Text *U.S. Chamber of Commerce Foundation*, 23 mai 2013, en ligne, Internet, 2 sept. 2020. Available: <https://www.uschamberfoundation.org/blog/post/austin-rise-silicon-hills/33984>.

<sup>1319</sup> Parmi les grandes entreprises installées à Austin il y a par exemple : HP, Google, Nvidia, Logitech, Xerox, Facebook, eBay, Apple, Cisco System.

<sup>1320</sup> La *Silicon Valley* désigne une zone au sud de la baie de San Francisco où de nombreuses entreprises et *start-ups* dans le domaine de la technologie ont basé leur siège social. Cette zone constitue un pôle regroupant parmi les plus grands noms des industries de pointe, ce qui en fait un des piliers de l'innovation technologique à l'échelle mondiale mais aussi une des plus puissantes armes du *soft power* américain.

<sup>1321</sup> Bryan Walsh, « Red State, Green City: How Austin Has Become America's Clean-Tech Hub » *Time*, 16 janv. 2012, en ligne, Internet, 29 mars 2019. Available: <http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,2103780,00.html>.

<sup>1322</sup> Bryan Walsh, « Red State, Green City: How Austin Has Become America's Clean-Tech Hub ».

géothermie...) combiné à la *clean tech*<sup>1323</sup> a permis à la ville d'Austin de devenir un véritable modèle dans le domaine. Austin accueille aujourd'hui quelques-unes des plus grandes compagnies dont l'activité est axée sur les énergies renouvelables comme *SunChase Power*<sup>1324</sup> ou *Green Mountain Energy*<sup>1325</sup>. Entre 2004 et 2012, le nombre d'emplois dans le secteur de la technologie des énergies propres dans la zone métropolitaine d'Austin croissait deux fois plus vite qu'à San Francisco<sup>1326</sup>.

La ville d'Austin n'a cessé de nourrir son ambition de devenir leader dans le domaine de la *clean tech*. Un certain nombre d'infrastructures ont été développées à cet effet pour encourager la R&D ainsi que l'innovation, surtout dans le domaine des énergies renouvelables. Selon la Chambre de commerce d'Austin, la ville n'accueille pas moins de 20 000 emplois dans le domaine de *clean tech* qui sont répartis dans plus de 200 entreprises<sup>1327</sup>. L'université du Texas, située à Austin est un des nombreux partenaires du secteur privé pour développer la *clean tech*. Elle a énormément investi dans les recherches sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. En 2001, elle était à l'origine de la création du *Clean Energy Incubator*, le plus ancien incubateur dédié à l'énergie et la *clean tech* du pays<sup>1328</sup>. En 2011, l'université ouvrait en collaboration avec *AlgEternal Technologies* et *Georg Fischer Piping Systems*, une infrastructure permettant la culture d'algues afin de produire du biocarburant. En 2015, un chercheur de l'université recevait 15 millions de dollars pour étudier le panic raide, une herbe de prairie et ses capacités à devenir une source de bioénergie. L'État a également participé à encourager le potentiel des énergies renouvelables et la diffusion des idées puisque le *State Energy Conservative Office* soutient les incubateurs de technologies propres qui se sont développés à l'université. La ville d'Austin dispose en somme de nombreuses autres initiatives dans le domaine des énergies propres et qui associent des partenariats entre les acteurs privés, publics, et universitaires, ce qui pourrait surprendre, compte tenu du poids de l'industrie des hydrocarbures dans cet État.

---

<sup>1323</sup> *Clean tech* est l'abréviation pour *clean technology*. Ce terme désigne un secteur d'activité qui regroupent des services, techniques, processus et technologies dont l'objectif est de créer des produits, biens ou services soucieux de l'environnement ou intégrant les enjeux climatiques tout en permettant une meilleure gestion des ressources naturelles, et d'accroître la productivité ainsi que l'efficacité. La *clean tech* est présente dans de nombreux domaines: l'agriculture, la gestion des déchets, la finance, les transports, l'énergie, les ressources naturelles, la haute technologie et bien d'autres.

<sup>1324</sup> Entreprise spécialisée dans les énergies renouvelables, fondée en 2015, dont le cœur d'activité est le développement de projets dans le domaine de l'énergie solaire pour des infrastructures publiques et industrielles.

<sup>1325</sup> Cette entreprise a été créée en 1997 dans le Vermont. *Green Mountain Energy* est un fournisseur d'électricité issue des énergies renouvelables pour les entreprises et les particuliers.

<sup>1326</sup> Walsh, « Red State, Green City: How Austin Has Become America's Clean-Tech Hub ».

<sup>1327</sup> Austin Chamber, « Clean Technology » *Austin Chamber of Commerce*, 2019, en ligne, Internet, 23 août 2020. Available: <https://www.austinchamber.com/economic-development/key-industries/clean-energy-power>.

<sup>1328</sup> Austin Technology Incubator, « Energy – Austin Technology Incubator », Austin Technology Incubator, The University of Texas at Austin, s. d., en ligne, Internet, 23 août 2020. Available: <https://ati.utexas.edu/companies/energy/>.

*But as politically conservative as Texas tends to be, it's kept an open mind on renewable energy, which is one reason more wind power has been installed in the state than anywhere else. And within Texas, Austin has always been an outlier: a fairly liberal college town that has managed to marry high tech with hipster culture. Now that's paying off in the renewable-energy sector, as Austin contends with Silicon Valley as a top “clean-tech hub”<sup>1329</sup>.*

La particularité d’Austin réside intrinsèquement dans sa capacité à avoir réussi à devenir une des villes les plus investies du pays dans l’innovation au service des énergies renouvelables et des solutions climatiques alors même que l’État du Texas ne semble pas décidé à s’engager sur ces questions. Le Texas compte parmi les États fédérés qui n’ont pas développé de *Climate Action Plan* alors que les villes les plus peuplées de l’État comme Austin<sup>1330</sup> (2012 puis 2015), Houston<sup>1331</sup> (2020), ou Dallas<sup>1332</sup> (2020) ou San Antonio (2019)<sup>1333</sup> en ont développé un au cours des 10 dernières années. Le Texas est un État largement contrôlé par les républicains depuis une vingtaine d’années. Depuis l’élection de George W. Bush à la tête de cet État en 1995, le Texas n’a eu que des gouverneurs républicains<sup>1334</sup>. Depuis 2003, les républicains contrôlent le Sénat et la Chambre des Représentants de l’État. Depuis plus de 20 ans, le gouvernement de l’État du Texas est donc majoritairement dominé par les républicains, ce qui peut expliquer le faible investissement de l’État dans les politiques climatiques. La plateforme de 2018 de la branche texane du Parti républicain s’opposait ouvertement et de manière véhémente à toute mesure climatique ou environnementale, ne laissant pas de chance de voir évoluer leur position.

*We oppose environmentalism that obstructs legitimate business interests and private property use, including the regulatory taking of property by governmental agencies. We oppose the abuse of the Endangered Species Act to confiscate and limit the use of personal property and infringement on a property owner’s livelihood. “Climate change” is a political agenda promoted to control every aspect of our lives. We support the defunding of “climate justice” initiatives, the abolition of the Environmental Protection Agency, and repeal of the Endangered Species Act<sup>1335</sup>.*

---

<sup>1329</sup> Walsh, « Red State, Green City ».

<sup>1330</sup> City of Austin, « About Imagine Austin ».

<sup>1331</sup> City of Houston, « Climate Action Plan ».

<sup>1332</sup> City of Dallas- Office of Environmental Quality & Sustainability, « Dallas Climate Action ».

<sup>1333</sup> City of San Antonio City Council, « Sa Climate Ready: A Pathway for Climate Action & Adaptation ».

<sup>1334</sup> « Texas State Legislature » *Ballotpedia*, s. d., en ligne, Internet, 23 août 2020. Available: [https://ballotpedia.org/Texas\\_State\\_Legislature](https://ballotpedia.org/Texas_State_Legislature).

<sup>1335</sup> « Platform » *Republican Party of Texas*, 2017, en ligne, Internet, 23 août 2020. Available: <https://www.texasgop.org/platform/>.

## 2.2.6. Boulder dans le Colorado

La ville de Boulder fait également partie de ces villes qui innovent et prennent des initiatives. Cette ville du Colorado était parmi l'une des premières du pays à s'engager en faveur du climat. En 2002, elle acceptait de se fixer les mêmes normes que celles définies par le Protocole de Kyoto, à savoir la réduction de ses GES de 7%. En 2007, Boulder était l'une des premières villes du pays à voter un *Climate Action Plan*, « *CAP Tax* <sup>1336</sup>», pour réduire ses émissions, tout en sachant que 96% des émissions de la ville viennent de la combustion des énergies fossiles. Cette taxe appliquée aux résidents et aux entreprises a été créée pour répondre aux préoccupations climatiques. Elle rapporte chaque année 1,8 millions de dollars qui permettent de financer des programmes pour augmenter l'efficacité énergétique des bâtiments industriels et commerciaux (38%), pour accroître l'efficacité énergétique des bâtiments résidentiels (25%), pour subventionner l'innovation, les véhicules électriques et les énergies renouvelables locales (25%) et pour financer des stratégies de développement ou d'évaluation (12%)<sup>1337</sup>. Son action pionnière a également été remarquée lorsque la ville a adopté un code de l'énergie pour les nouveaux bâtiments en 2017. Le *City of Boulder Energy Conservation Code* impose aux nouveaux bâtiments d'être « *zero net energy* », c'est-à-dire qu'ils produisent autant d'énergie ou plus qu'ils n'en consomment, et prévoit que tous les bâtiments le soient d'ici à 2031. Ce code impose également des obligations en matière de conservation d'énergie aussi bien au secteur commercial qu'au secteur résidentiel<sup>1338</sup>. En mars 2020, la ville annonçait avoir adopté le *City of Boulder Energy Conservation Code* de 2020 qui relève le niveau d'exigence de la ville qui souhaite s'engager encore plus au profit des enjeux énergétiques et climatiques. Le nouveau code de Boulder est 20% plus efficace que le code de conservation énergétique national<sup>1339</sup>.

Dans son « *engagement envers le climat* »<sup>1340</sup>, la ville s'est en outre prononcée pour que 100% de l'électricité produite d'ici 2030 soit issues des énergies renouvelables, de réduire de 80% les émissions des organismes publics d'ici à 2030, de parvenir à une capacité locale de génération de 100

---

<sup>1336</sup> City of Boulder, « CAP Tax », s. d., en ligne, Internet, 23 août 2020. Available: <https://bouldercolorado.gov/climate/climate-action-plan-cap-tax>.

<sup>1337</sup> City of Boulder, « Boulder's Climate Action Plan (cap) », 2017, en ligne, Internet, 2 avr. 2019. Available: [https://www-static.bouldercolorado.gov/docs/CAP\\_document\\_2017\\_updated\\_FINAL-1-201709121536.pdf](https://www-static.bouldercolorado.gov/docs/CAP_document_2017_updated_FINAL-1-201709121536.pdf).

<sup>1338</sup> City of Boulder, « 2017 City of Boulder Energy Conservation Code », 2017, en ligne, Internet, 3 oct. 2020. Available: [https://www-static.bouldercolorado.gov/docs/2017\\_City\\_of\\_Boulder\\_Energy\\_Conservation\\_Code\\_2nd-1-201711151002.pdf?\\_ga=2.125440579.897312797.1601725567-504441995.1597771981](https://www-static.bouldercolorado.gov/docs/2017_City_of_Boulder_Energy_Conservation_Code_2nd-1-201711151002.pdf?_ga=2.125440579.897312797.1601725567-504441995.1597771981).

<sup>1339</sup> City of Boulder, « 2020 City of Boulder Energy Conservation Code », 2020, en ligne, Internet, 2 sept. 2020. Available: <https://bouldercolorado.gov/plan-develop/energy-conservation-codes>.

<sup>1340</sup> City of Boulder, « Boulder's Climate Commitment », 2017, en ligne, Internet, 2 avr. 2019. Available: [https://www-static.bouldercolorado.gov/docs/City\\_of\\_Boulder\\_Climate\\_Commitment\\_5.9.2017-1-201705091634.pdf?\\_ga=2.14174260.2080329363.1554139387-1446411360.1554139387](https://www-static.bouldercolorado.gov/docs/City_of_Boulder_Climate_Commitment_5.9.2017-1-201705091634.pdf?_ga=2.14174260.2080329363.1554139387-1446411360.1554139387).

MW d'énergies renouvelables d'ici à 2030. Boulder fait en outre partie de *Carbon Neutral Cities Alliance*<sup>1341</sup> depuis 2016, un réseau international qui rassemble une vingtaine de villes décidées à réduire leurs émissions de 80% avant ou d'ici à 2050. Boulder s'engage également à devenir plus résiliente et publiait d'ailleurs en 2016, une stratégie de résilience<sup>1342</sup>.

La stratégie énergétique et climatique de Boulder s'inscrit dans le cadre d'un engagement envers la planète et les générations futures, mais il s'inscrit également dans le cadre de son économie. Les activités pour décarboner les économies représentent un véritable marché porteur que l'IEA a évalué à 10 trilliards de dollars<sup>1343</sup>. Une amélioration de l'état de l'environnement et du climat pourrait, certes, aider à épargner des millions de dollars dans le secteur de la santé. Cependant, les engagements climatiques et énergétiques pris par la ville représentent également un véritable vivier de possibilités pour le tissu industriel local. Boulder a accueilli de nombreuses *start-ups* au cours des deux dernières décennies pour devenir une des villes les plus attractives du pays dans le secteur de la technologie. En 2011, cette ville avait le taux de concentration le plus élevé de développeurs de logiciels et de titulaire d'un doctorat par habitant<sup>1344</sup>. En 2016, Boulder comptait 292 entreprises spécialisées dans le secteur des technologies propres pour plus de 4000 employés. La proximité de nombreux laboratoires ou bureaux fédéraux dédiés à la question énergétique, le climat favorable à l'entrepreneuriat et la formation universitaire disponible, notamment dans les divers secteurs de l'énergie jusqu'au doctorat, ont participé à faire de cette ville un exemple et une spécialiste de la gestion des questions climatiques et énergétiques<sup>1345</sup>.

### 2.2.7. Analyse et bilan de ces trois villes

Quelle analyse faire de ces trois villes ? Existe-t-il un dénominateur commun qui expliquerait leur exemplarité en termes d'engagement énergétique et climatique ? Boulder, Austin et Portland sont trois exemples d'engagement des villes envers les politiques climatiques. Pour ce qui est de Portland, cet engagement est quasi historique puisque la ville a commencé à appliquer des politiques

---

<sup>1341</sup> « Boulder » *Carbon Neutral Cities Alliance*, s. d., en ligne, Internet, 23 août 2020. Available: <https://carbonneutralcities.org/cities/boulder/>.

<sup>1342</sup> City of Boulder, « Resilience », s. d., en ligne, Internet, 23 août 2020. Available: <https://bouldercolorado.gov/resilience>.

<sup>1343</sup> City of Boulder, « Boulder's Climate Commitment ».

<sup>1344</sup> Phil Weiser, « "Boulder Is for Startups" » *whitehouse.gov*, 11 mai 2011, en ligne, Internet, 3 oct. 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/blog/2011/05/11/boulder-startups>.

<sup>1345</sup> « Cleantech in Boulder » *Boulder Economic Council*, s. d., en ligne, Internet, 3 oct. 2020. Available: <http://bouldereconomiccouncil.org/boulder-economy/key-industries-companies/cleantech/>.

climatiques et énergétiques depuis des décennies. Depuis 1980, Portland n'a élu que des maires démocrates, ce qui a pu influencer les choix de la ville en termes d'énergie et de climat. Par ailleurs, ne figurant qu'en 33<sup>ème</sup> position<sup>1346</sup> des plus grands États producteurs d'énergie dans le pays. De toute évidence, Portland, n'a pas été confrontée au dilemme de devoir choisir entre des hypothétiques emplois dans les industries des hydrocarbures et le développement stratégique des énergies renouvelables. Première ville à avoir mis en place une stratégie carbone, Portland est de loin un modèle pour les villes américaines. La trajectoire choisie par Austin et Boulder est en revanche plus surprenante. Ces deux villes sont situées dans de grands États producteurs d'hydrocarbures. Le Colorado<sup>1347</sup> était en 2019, le 7<sup>ème</sup> plus grand État producteur d'énergie du pays et le Texas<sup>1348</sup> le 1<sup>er</sup> producteur d'énergie. Austin et Boulder, tirent leur caractère remarquable de leur long engagement envers l'énergie et le climat dans des États où les industries hydrocarbures impactent de manière considérable l'économie locale. Austin, Boulder et Portland, ont élu depuis au moins deux décennies des maires démocrates. L'implantation solide du Parti démocrate dans ces villes pourrait être un facteur ayant largement contribué à transformer ces villes en villes pionnières, villes leaders, ou villes engagées pour le climat. Une question ressort de ce bilan. Le leadership, l'engagement et la capacité d'innovation des villes en faveur des questions climatiques et énergétiques passent-ils par une longue implantation d'un parti politique favorable à ces questions en amont ?

### 2.2.8. Bilan des villes américaines

Les villes américaines s'investissent de plus en plus dans la bataille contre le changement climatique, et occupent au même titre que les régions, une place laissée vacante par le gouvernement fédéral. Les villes et gouvernements locaux sont de véritables «laboratoires<sup>1349</sup>» où sont expérimentées différentes approches et solutions de demain pour le climat. Les villes sont aujourd'hui à l'origine d'un certain nombre d'initiatives qu'elles partagent avec les autres villes. Ce partage vise à disséminer leurs expériences afin d'inspirer d'autres communautés qui voudraient dupliquer leur modèle.

---

<sup>1346</sup> U.S. Energy Information Administration, « Oregon - State Energy Profile Overview - », 19 déc. 2019, en ligne, Internet, 24 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=OR>.

<sup>1347</sup> U.S. Energy Information Administration, « Colorado - State Energy Profile Overview », mars 2019, en ligne, Internet, 24 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=CO>.

<sup>1348</sup> U.S. Energy Information Administration, « Texas - State Energy Profile Analysis ».

<sup>1349</sup> Rosenbaum, *American Energy* 22.

Un grand nombre de villes, et surtout un grand nombre de grandes villes, disent aujourd'hui agir en faveur du climat. La notion de climat intègre divers enjeux comme la question énergétique ou encore environnementale. Nombre d'outils employés par les gouvernements locaux dans le cadre de plans pour le climat sont des outils directement en lien avec le secteur énergétique. Le développement des transports alternatifs, la réduction de la consommation d'énergie, l'augmentation de l'efficacité énergétique des bâtiments et du résidentiel, l'obligation de produire de l'électricité à partir d'énergies renouvelables, sont autant d'exemples qui démontrent que la question du climat à l'échelle des villes est aussi celle de l'énergie.

Les gouvernements locaux engagés bénéficient, par ailleurs, d'une certaine visibilité et légitimité grâce aux réseaux nationaux et internationaux auxquels ils appartiennent généralement. Qu'il s'agisse d'un engagement par conviction, par aversion du risque, ou pour les retombées économiques positives escomptées, les villes sont de plus en plus nombreuses à se dire en faveur de mesures favorables pour le climat. Si la demande des populations locales en faveur de politiques climatiques est généralement forte au sein des villes, il convient néanmoins de constater que le rôle des villes est remis en question par de nombreux obstacles. Toutes les villes n'ont pas la possibilité de s'investir de la même manière selon leur taille et leur poids économique. Il y a d'ailleurs beaucoup de villes qui ne s'engagent pas par peur de fragiliser l'économie locale. Par exemple, en 2018, les électeurs de l'État du Colorado étaient appelés à voter sur la proposition « *Increased Setback Requirement for Oil and Natural Gas Development*<sup>1350</sup> ». Ce projet de loi avait pour objectif d'imposer une distanciation minimum autour des maisons, entreprises et voies d'eau pour que les compagnies d'hydrocarbures puissent forer. Une coalition bipartisane de maires de l'État s'était alliée aux côtés du *Colorado Petroleum Council*<sup>1351</sup> pour manifester contre cette initiative, de peur qu'elle n'impacte les emplois dans l'État. Le maire démocrate de Denver Michael B. Hancock, tout comme le maire affilié au GOP de Colorado Springs, John Suthers, faisaient partie de cette coalition. Si l'opposition du maire de Colorado Springs n'est pas étonnante, compte tenu de l'absence d'engagement à l'égard du climat du conseil municipal de cette ville, l'opposition du maire de Denver l'est par contre davantage. Colorado Springs compte parmi les plus grandes villes du pays sans stratégie climatique alors que Denver a adopté un plan

---

<sup>1350</sup> 72nd Colorado General Assembly, « Proposition 112: Increased Setback Requirement for Oil and Natural Gas Development » *Colorado General Assembly*, 2018, en ligne, Internet, 24 août 2020. Available: <https://leg.colorado.gov/ballots/increased-setback-requirement-oil-and-natural-gas-development>.

<sup>1351</sup> « Mayors Against Proposition 112 To Rally Today at Colorado State Capitol » *American Petroleum Institute*, 6 oct. 2018 112, en ligne, Internet, 24 août 2020. Available: <https://www.api.org:443/news-policy-and-issues/news/2018/10/16/mayors-against-proposition-112>.

d'action<sup>1352</sup> en 2018 qui vise une réduction des émissions de GES de 30% d'ici à 2025 et 100% d'électricité issue de énergies renouvelables d'ici à 2030. San Antonio, au Texas est un autre exemple. La ville a attendu fin 2019 pour mettre en place un plan d'action climatique. Le président de la Chambre du commerce de la ville s'était d'ailleurs montré inquiet des répercussions économiques pour les entreprises face à un tel projet<sup>1353</sup>.

Les entités locales peinent souvent à trouver l'autorité et le financement pour mener à bien leurs politiques. Par ailleurs, en dépit de ces difficultés, les villes semblent être les entités les mieux taillées pour apporter des réponses à plus grande échelle. Les villes concentrent la majorité de la population. Elles sont amenées à gérer à la fois le stress d'une urbanisation croissante et d'une démographie en pleine expansion, des enjeux énergétiques d'aujourd'hui et de demain, des transports, de l'environnement. De plus, elles sont des hauts lieux de la pollution. Elles concentrent en définitive beaucoup de fragilités. Pourtant leur caractère dynamique, leur taille réduite en comparaison avec la taille d'autres niveaux de gouvernance, la possibilité de formuler des politiques adaptées au enjeux locaux avec les différents acteurs économiques et politiques de manière bipartisane sont autant d'éléments qui offrent aux villes des opportunités exceptionnelles et une certaine flexibilité. Les maires républicains sont de plus en plus nombreux à dépasser la polarisation politique sur les questions climatiques pour répondre aux inquiétudes de leur population<sup>1354</sup> mais une grande majorité semble rester figée sur ces questions. En 2020, 64 des 100 plus grandes villes américaines avaient à leur tête un maire démocrate, 29 avaient un maire républicain et 7 avaient un maire indépendant ou non affilié<sup>1355</sup>. Portland, Boulder et Austin ont en commun d'avoir un maire démocrate depuis des dizaines d'années. Le fait que 64 des 100 plus grandes villes américaines aient actuellement un maire démocrate<sup>1356</sup> peut-il déboucher sur un plus grand engagement climatique des villes dans un avenir proche ?

---

<sup>1352</sup> « Denver Releases 80x50 Climate Action Plan » *City and County of Denver*, 17 juin 2018, en ligne, Internet, 24 août 2020. Available: <https://www.denvergov.org/content/denvergov/en/mayors-office/newsroom/2018/denver-releases-80x50-climate-action-plan.html>.

<sup>1353</sup> San Antonio Chamber of commerce, « Chamber Voices Concerns about City's Climate Action and Adaption Plan ».

<sup>1354</sup> Liz Enochs, « How Republican Mayors Are Tackling Climate Change » *Bloomberg.com*, 19 sept. 2018, en ligne, Internet, 24 août 2020. Available: <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-09-19/the-republican-mayors-who-have-broken-ranks-on-climate>.

<sup>1355</sup> « Party Affiliation of the Mayors of the 100 Largest Cities » *Ballotpedia*, 2020, en ligne, Internet, 2 sept. 2020. Available: [https://ballotpedia.org/Party\\_affiliation\\_of\\_the\\_mayors\\_of\\_the\\_100\\_largest\\_cities](https://ballotpedia.org/Party_affiliation_of_the_mayors_of_the_100_largest_cities).

<sup>1356</sup> « List of Current Mayors of the Top 100 Cities in the United States ».



## 3. Schistes de Marcellus : miracle ou désastre pour la Pennsylvanie ?

### 3.1. La Pennsylvanie : du charbon au gaz naturel

#### 3.1.1. Richesse de l'État

Liée aux préoccupations climatiques, environnementales, économiques ou encore diplomatiques, depuis les années 1970, la question de l'énergie polarise aussi bien les partis politiques que les citoyens depuis cette période. Cette question divise les décideurs au niveau fédéral mais elle peut également diviser à l'échelle infranationale où les acteurs sont amenés à gérer cette question. Le gouvernement fédéral ne semble donc pas apte en somme à proposer une réponse uniforme sur la question des énergies, tout comme les acteurs des États fédérés, ou les gouvernements locaux ne le font pas. La question énergétique se présente souvent sous la forme de celle d'un choix à faire entre les bénéfices économiques ou les bénéfices climatiques. Berceau du forage pétrolier et aujourd'hui fleuron de l'industrie des hydrocarbures de schiste, la Pennsylvanie<sup>1357</sup> est un État qui suscite l'attention depuis l'essor des hydrocarbures de schiste dans la mesure où il cristallise les diverses divergences liées actuellement à la question énergétique. Cette conjoncture rend en ce sens l'analyse de divergences intéressante dans cet État dont le profil tend à démontrer que la question énergétique aux États-Unis est complexe, mais que les réponses apportées sont elles aussi à la fois multiples et parfois paradoxales.

La Pennsylvanie, est l'un des treize États fondateurs des États-Unis d'Amérique. Situé au nord-est du pays, l'État est encerclé par l'État de New York au nord, le New Jersey à l'est, l'Ohio à l'ouest, le Delaware, la Virginie-Occidentale et le Maryland au sud. La limite nord-ouest de l'État est frontalière du lac Érié, qui donne son nom au comté ainsi qu'à la ville d'Érié. Surnommé « *Keystone State* » du fait de sa position géographique par rapport aux autres colonies fondatrices, mais aussi pour son rôle central dans le développement économique et social des États-Unis lors de sa fondation, cet État est également traversé par 5 rivières ou fleuves majeurs ; le Delaware, la Susquehanna, la Monongahela, l'Allegheny et l'Ohio. La Pennsylvanie présente une superficie de 119 283 m<sup>2</sup>, et comptait 12 801 989

---

<sup>1357</sup> Voir Annexe J

habitants selon le Bureau du recensement américain en 2019<sup>1358</sup>. Pour ce qui est de son relief, le *Keystone State* abrite la chaîne des Appalaches, qui la traverse du sud-ouest au nord-est. Elle abrite également le plateau de l'Allegheny. Cette topographie est particulièrement importante dans la mesure où la Pennsylvanie a su tirer profit des immenses ressources qu'abritent ces reliefs pour prospérer et développer le pays. Les Appalaches qui traversent le pays en diagonale regorgent par exemple de charbon et le gisement de Marcellus qui couvre les 3/5<sup>ème</sup> de l'État, est pour sa part l'un des plus grands gisements de gaz naturel du pays.

L'histoire de la Pennsylvanie est profondément liée à celle de l'exploitation des ressources naturelles. Du forage du premier puits de pétrole à Titusville en 1859, aux gisements d'hydrocarbures de schiste, l'État a été économiquement et socialement marqué par divers cycles énergétiques. Dès le 18<sup>ème</sup> siècle, la Pennsylvanie commence à exploiter ses diverses ressources en vue d'une commercialisation. Le charbon par exemple est exploité depuis la fin du 18<sup>ème</sup> siècle où il devient une source importante d'énergie dès le 19<sup>ème</sup> siècle. En 1830, Pittsburgh consommait déjà plus de 400 tonnes de charbon bitumineux par jour pour créer de l'électricité à usage domestique et industriel<sup>1359</sup>. Durant le 19<sup>ème</sup> siècle, la production de charbon est portée par l'émergence de l'industrie de l'acier, et le développement des chemins de fer. Si le déclin de l'industrie minière après la Seconde Guerre mondiale a entraîné des fermetures d'infrastructures d'exploitation du charbon dans la région, l'État a quand même vu sa production augmenter en 2017 du fait de la croissance des exportations américaines à destination de nations émergentes comme la Chine par exemple. La Pennsylvanie était en 2018, le 3<sup>ème</sup> État producteur de charbon selon l'EIA<sup>1360</sup> et détenait toutes les réserves nationales d'antracite, une variété de charbon qui a un pouvoir calorifique plus important que les autres variétés.

En plus du charbon, l'État a exploité ses ressources pétrolières. Dès le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, la découverte d'Edwin Drake<sup>1361</sup> à Titusville va encourager une « *ruée vers l'or noir* » en Pennsylvanie qui conduira à la construction d'une industrie pétrolière et le développement d'infrastructures comme les raffineries. Si la production pétrolière de l'État sera vite dépassée par celle d'autres États, la Pennsylvanie a conservé son activité dans ce domaine et héberge aujourd'hui près de la moitié des

---

<sup>1358</sup> U.S. Census Bureau, « U.S. Census Bureau QuickFacts: Pennsylvania » *U.S. Census Bureau*, s. d., en ligne, Internet, 21 juill. 2020. Available: <https://www.census.gov/quickfacts/PA>.

<sup>1359</sup> Department of Environmental Protection, « PA Mining History » *Department of Environmental Protection*, s. d., en ligne, Internet, 4 avr. 2019. Available: <https://www.dep.pa.gov/443/Business/Land/Mining/Pages/PA-Mining-History.aspx>.

<sup>1360</sup> U.S. Energy Information Administration, « Pennsylvania - State Energy Profile Overview », 19 juill. 2018, en ligne, Internet, 2 avr. 2019. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=PA>.

<sup>1361</sup> En 1859, Edwin Drake fut à l'origine de l'invention des techniques modernes de forage pour les puits de pétrole. Ses méthodes ont permis l'exploitation commerciale à grande échelle de cet hydrocarbure.

capacités de raffinage de la côte Est du pays. Pour ce qui est du gaz naturel, l'État présentait en 2019 selon l'EIA, les 2<sup>ème</sup> plus grandes réserves prouvées du pays derrière le Texas<sup>1362</sup>. Ces réserves ont d'ailleurs triplé entre 2011 et 2017 et la production de gaz naturel de l'État en 2018 était 11 fois supérieure à celle de 2010<sup>1363</sup>. La construction de nombreuses infrastructures de transport et de traitement a été réalisée pour répondre aux capacités de production de l'État ces dernières années. La Pennsylvanie exporte son gaz via des pipelines vers le New Jersey, New York, Maryland, et la Virginie mais comporte également une grande capacité de stockage. Aujourd'hui, plus de 51 % des foyers de l'État utilisent le gaz naturel comme principal combustible pour le chauffage contre 17% pour le pétrole ou 22 % pour l'électricité<sup>1364</sup>.

### 3.1.2. *Manufacturing Belt et Rust Belt*

La Pennsylvanie est un des États les plus industrialisés du pays. Cet État s'est non seulement développé grâce à l'exploitation de ses ressources naturelles mais aussi grâce à l'industrie des métaux ou encore son industrie ferroviaire. Historiquement associé à la « *Manufacturing Belt* », cet État a largement fondé sa prospérité sur le travail de l'acier et du fer entre autres. L'État clé de voûte compte une diversité d'industries qui se sont développées au fil du temps par rapport à la géographie de l'État mais aussi grâce aux ressources naturelles qui ont permis leur montée en puissance. Andrew Carnegie, Henry C. Frick, Charles M. Schwab qui ont respectivement fondé la *Carnegie Steel Company* puis la *U.S. Steel Company*, la *H. C. Frick & Company* et la *Bethlehem Steel Corporation*, sont autant d'exemples qui démontrent la concentration d'industries métallurgiques dans la région, surtout à l'ouest dans des villes et municipalités comme Bethlehem, Harrisburg, Lewistown, Carlisle, Homestead ou encore Morrisville. Le succès de l'industrie métallurgique en Pennsylvanie est largement lié à l'exploitation des ressources de charbon dans la région (coke, anthracite, houille) qui ont permis d'alimenter le travail du métal. Du 19<sup>ème</sup> siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la Pennsylvanie sera un des piliers de la manufacture de la nation. Les industries du fer et de l'acier de l'État participeront non seulement à l'effort de guerre par leur production qui en feront « *l'arsenal de l'Amérique*<sup>1365</sup> » mais fourniront également au pays l'acier pour construire ses infrastructures les plus

---

<sup>1362</sup> U.S. Department of Energy, « U.S. Crude Oil, Natural Gas, and Natural Gas Proved Reserves, Year-end 2018 », 13 déc. 2019, en ligne, Internet, 2 sept. 2020. Available: <https://www.eia.gov/naturalgas/crudeoilreserves/>.

<sup>1363</sup> U.S. Energy Information Administration, « Pennsylvania - State Energy Profile Analysis », 19 juill. 2018, en ligne, Internet, 4 avr. 2019. Available: <https://www.eia.gov/state/analysis.php?sid=PA>.

<sup>1364</sup> U.S. Energy Information Administration, « Pennsylvania - State Energy Profile Overview ».

<sup>1365</sup> Pennsylvania Historical & Museum Commission, « 1861-1945: Era of Industrial Ascendancy », 26 août 2015, en ligne, Internet, 12 avr. 2019. Available: <http://www.phmc.state.pa.us/portal/communities/pa-history/1861-1945.html>.

modernes. Lors d'une intervention en Pennsylvanie en 2019, Donald Trump n'a d'ailleurs pas manqué de souligner l'importance de l'acier pennsylvanien dans l'histoire du pays. « *Pennsylvania Steel raised the skyscrapers that built our cities*<sup>1366</sup> ».

Après la Seconde Guerre mondiale, le profil de la Pennsylvanie évolue. À partir du milieu du 20<sup>ème</sup> siècle l'industrie du charbon connaît un déclin, remplacée peu à peu par le pétrole et le gaz naturel. Entre 1970 et 1995, la production nationale de charbon a augmenté de 71% alors que celle de l'État chutait de 22 points<sup>1367</sup>. En parallèle, la « *Manufacturing Belt* » devient peu à peu dans les années 1980 la « *Rust Belt* ». La « *ceinture de rouille* » vient caractériser une zone autrefois prospère mais désormais marquée par le déclin de ces anciennes industries florissantes et une dépopulation. Le déclin de l'activité industrielle amorcé par la mondialisation, les crises économiques, la technologie ou encore les délocalisations sont les principales causes de la chute du cœur industriel américain. En 1982, Billy Joel dans l'album *The Nylon Curtain*, décrivait le déclin industriel de la ville d'Allentown<sup>1368</sup> dans une chanson éponyme. Si cette chanson parle d'Allentown, en Pennsylvanie. Elle décrit évidemment le déclin de toutes les villes industrielles de la *Rust Belt*.

*Well we're waiting here in Allentown  
For the Pennsylvania we never found  
For the promises our teachers gave  
If we worked hard  
If we behaved  
So the graduations hang on the wall  
But they never really helped us at all  
No they never taught us what was real  
Iron and coal  
And chromium steel  
And we're waiting here in Allentown [...]*<sup>1369</sup>

### 3.1.3. Reconversion et nouvelles opportunités

Le déclin de l'industrie a poussé la région à la reconversion. Les grandes villes de Pennsylvanie se sont tournées vers de nouvelles activités économiques pour enrayer leur déclin. Allentown est un

---

<sup>1366</sup> Trump, « Remarks by President Trump on American Energy and Manufacturing » 2019.

<sup>1367</sup> Pennsylvania Historical & Museum Commission, « 1945-2013: Maturity | PHMC > Pennsylvania History », 26 août 2015, en ligne, Internet, 8 avr. 2019. Available: <http://www.phmc.state.pa.us/portal/communities/pa-history/1945-2013.html>.

<sup>1368</sup> Ancienne ville industrielle, Allentown est la 3<sup>ème</sup> ville la plus peuplée de Pennsylvanie après Philadelphie et Pittsburgh.

<sup>1369</sup> Billy Joel, « Allentown », 16 nov. 2010, en ligne, Internet, 14 avr. 2019. Available: <https://www.billyjoel.com/song/allentown-5/>.

exemple. La ville concentre désormais plus d'emplois dans le secteur tertiaire que dans le secteur industriel<sup>1370</sup>. Pittsburgh est un autre exemple. À l'apogée de l'industrie métallurgique dans l'État, plus de 90 000 habitants de Pittsburgh vivaient de cette activité. La ville qui a perdu plus de la moitié de sa population en trente ans à cause de la « *ceinture de rouille* » n'en perd plus aujourd'hui. Elle a tourné son activité vers les sciences du vivant et le secteur technologique en accueillant des équipes de géants comme *Uber*, *Facebook*, ou encore *Google*. Elle est désormais perçue comme une « *ville phénix*<sup>1371</sup> » de la « *ceinture de rouille* » qui a réussi sa reconversion.

Dans leur ensemble, les grandes villes de Pennsylvanie ont réussi le pari de la reconversion. Cependant, un quart de la population de Pennsylvanie vit en zone rural selon l'EIA<sup>1372</sup>. Nombre de petites villes et communautés rurales dépendantes des industries du charbon et de l'acier ont perdu leurs principaux employeurs lors du déclin de ces industries. Dans ces zones, où le charbon et l'acier font partie de l'identité des communautés, les opportunités n'ont pas été les mêmes que dans les milieux urbains et certaines de ces zones ont été ravagées par la désindustrialisation. En parallèle, pour ces zones, le boom du gisement de schiste de Marcellus dès le milieu des années 2000 a apporté un véritable espoir. La Pennsylvanie, qui est un État qui exploite traditionnellement le charbon, a connu une évolution de son activité avec le gaz de schiste. Selon le *Monthly Labor Review*<sup>1373</sup> de février 2014, publié par le BLS, alors que le taux annuel de l'emploi baissait de 1,3 points sur la période de 2007 à 2012 en Pennsylvanie, celui du secteur du pétrole et du gaz bondissait de plus de 259 points sur la même période. De même le salaire annuel moyen augmentait de 11,9 points entre 2007 et 2012 passant de 43 239 dollars à 48 397 dollars, le salaire annuel moyen dans le secteur du pétrole et du gaz passait de 60 870 dollars à 82 974 dollars soit une augmentation de 36,3 points en cinq ans. Par ailleurs, l'État comptait 8 276 emplois en 2007 dans l'industrie minière et 9520 emplois en 2012, soit 2,4 fois plus d'emplois dans l'industrie du charbon que la moyenne nationale. En revanche, de 2007 à 2014, le nombre d'employés dans l'industrie du pétrole et du gaz naturel n'a cessé de croître passant de 5 829 emplois en 2007 à 20 943 en 2012. Le boom du gisement de Marcellus a eu des effets positifs sur la création d'emplois dans l'État qui compte aujourd'hui deux fois plus d'emplois, mieux payés, dans l'industrie du gaz naturel que dans l'industrie du charbon.

---

<sup>1370</sup> Verzemnieks, Inara, « Reinvention in the Rust Belt », 2020, en ligne, Internet, 2 sept. 2020. Available: <https://www.cnn.com/interactive/2020/politics/allentown-pennsylvania-race-2020-election>.

<sup>1371</sup> Jessica Gourdon, « Pittsburgh, ville phénix de la « Rust Belt » américaine » *Le Monde*, 3 mai 2018, en ligne, Internet, 8 avr. 2019. Available: [https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/05/03/pittsburgh-ville-phenix-de-la-rust-belt-americaine\\_5293859\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/05/03/pittsburgh-ville-phenix-de-la-rust-belt-americaine_5293859_3234.html).

<sup>1372</sup> U.S. Energy Information Administration, « Pennsylvania - State Energy Profile Analysis ».

<sup>1373</sup> U.S. Bureau of Labor Statistics, « The Marcellus Shale Gas Boom in Pennsylvania: Employment and Wage Trends » *Monthly Labor Review*, 27 févr. 2014, en ligne, Internet, 15 avr. 2019. Available: <https://www.bls.gov/opub/mlr/2014/article/the-marcellus-shale-gas-boom-in-pennsylvania.htm>.

Tout comme pour l'industrie du charbon, les régions qui concentrent davantage l'activité gazière de l'État sont le nord-est (les comtés de Lycoming et Bradford) et le sud-ouest (les comtés d'Indiana et d'Allegheny)<sup>1374</sup>, ce qui a pu revitaliser ces zones.

Ainsi, marquée par le déclin de ces industries premières, la Pennsylvanie dans son ensemble présente aujourd'hui un profil solide. Durement frappé par la crise économique il y a 10 ans, mais aussi par le déclin de la « *Manufacturing Belt* », l'État a globalement su se reconstruire, puisque selon l'EIA la Pennsylvanie affichait le 6<sup>ème</sup> PIB le plus élevé du pays en 2017<sup>1375</sup>. Le taux de chômage est passé de 8.8% en janvier 2010 à 4,1% en janvier 2019<sup>1376</sup>. Pour ce qui est de l'énergie, en 2017, la Pennsylvanie était le 3<sup>ème</sup> État producteur de charbon du pays et deuxième État exportateur, mais elle était également le 6<sup>ème</sup> plus grand consommateur de charbon du pays. Grâce à ses 5 centrales nucléaires qui fournissent 39% de l'électricité à l'État, la Pennsylvanie était en 2018 le 2<sup>ème</sup> État américain ayant les plus grandes capacités de génération d'électricité à partir du nucléaire dans le pays. En 2017, 42% de l'électricité nette produite provenait du nucléaire. 5% de l'électricité venait des énergies renouvelables en 2018, avec une prédominance de l'énergie éolienne<sup>1377</sup>. En 2018, la Pennsylvanie comptait parmi les 10 États américains qui consomment le plus de charbon, de gaz naturel, de produits pétroliers et d'électricité. Elle était aussi le 2<sup>ème</sup> fournisseur net d'énergie aux autres États fédérés<sup>1378</sup>.

Le cas de la Pennsylvanie est particulièrement intéressant dans la mesure où il permet de se pencher sur un État qui a d'abord construit sa prospérité sur des énergies fossiles, qui a connu un déclin avant de devenir aujourd'hui un acteur essentiel de l'indépendance énergétique des États-Unis grâce au gisement de Marcellus. Tout l'intérêt de l'analyse de cet État porte sur le fait qu'en dépit des avantages économiques, financiers ou énergétiques que peut apporter le gisement de Marcellus à la région et au pays, il n'y a pas de consensus sur la question de l'exploitation de ce gisement. En effet, les préoccupations environnementales concernant l'exploitation du gaz de schiste dans cette région sont nombreuses et divisent la population. Alors que certains y voient un nouvel « *El dorado* », pour d'autres ce gisement représente une catastrophe écologique annoncée. À moindre échelle, le cas de la Pennsylvanie n'est pas si éloigné de celui des États-Unis. Dans le domaine de l'énergie, cet État

---

<sup>1374</sup> Cruz, Smith, et Stanley, « The Marcellus Shale Gas Boom in Pennsylvania: Employment and Wage Trends ».

<sup>1375</sup> U.S. Energy Information Administration, « Pennsylvania - State Energy Profile Analysis ».

<sup>1376</sup> Bureau of Labor Statistics, « Databases, Tables & Calculators by Subject », 12 avr. 2019, en ligne, Internet, 12 avr. 2019. Available: [https://data.bls.gov/timeseries/LASST420000000000003?amp%253bdata\\_tool=XGtable&output\\_view=data&include\\_graphs=true](https://data.bls.gov/timeseries/LASST420000000000003?amp%253bdata_tool=XGtable&output_view=data&include_graphs=true).

<sup>1377</sup> U.S. Energy Information Administration, « Pennsylvania - State Energy Profile Analysis ».

<sup>1378</sup> U.S. Energy Information Administration, « Pennsylvania - State Energy Profile Analysis », 15 août 2019.

rencontre des problématiques similaires à celles qui sont observables à l'échelle fédérale. Tout comme les États-Unis ont connu une renaissance énergétique grâce au gaz naturel, les ressources d'hydrocarbures non conventionnelles ont économiquement revigoré cet État.

D'une certaine façon, la Pennsylvanie est un microcosme des États-Unis. Elle présente le profil d'un État divisé, tout comme les Américains le sont sur ces questions. Comme pour les États-Unis, le choix de l'exploitation de ce gisement révèle plusieurs paradoxes, notamment celui de faire le choix des énergies fossiles pour prospérer alors que les énergies de demain semblent être renouvelables. La Pennsylvanie est aussi confrontée au choix d'encourager l'exploitation de ressources dont les procédés d'extraction sont controversés alors qu'il existe une tradition de protection de l'environnement. Cet État se trouve également face à la décision de maintenir les procédés d'exploitation de ces ressources, alors que les Pennsylvaniens, premiers concernés, sont divisés sur cette question. Il convient donc de décrypter les différents intérêts qui motivent cette division, mais aussi les enjeux qui sont au cœur de l'exploitation de ce gisement pour l'État comme pour le pays.





## 3.2. Le gisement de Marcellus, une aubaine ?

### 3.2.1. Essor du gaz de schiste grâce à la fracturation hydraulique

Entre 1930 et 2018 la production de gaz naturel sec aux États-Unis est passée de 53 millions de mètres cubes à 860 millions de mètres cubes environ selon l'EIA. De 1930 à 1973 la production nationale de gaz naturel sec augmente. Après 1973, elle décroît progressivement en dessous de 566 millions de m<sup>3</sup> jusqu'à 2007 où elle entre de nouveau dans une phase de croissance durable<sup>1379</sup>. Ces chiffres qui illustrent l'évolution de la production américaine de gaz naturel montrent que cette ressource n'a pas toujours occupé une place centrale dans la production d'hydrocarbures nationale. Alors que la production de pétrole et de gaz naturel a été sur la pente déclinante pendant plusieurs décennies, accentuant davantage la dépendance du pays, à partir du milieu des années 2000, cette courbe commence à s'inverser. L'augmentation de la production d'hydrocarbures dès cette période s'explique essentiellement grâce à deux éléments. D'une part, les techniques de forage se sont améliorées. D'autre part, les technologies de fracturation hydraulique ou de *fracking* ont, elles aussi progressé, permettant aux Américains d'exploiter d'immenses réserves sous-terraines. En 2018 le pays détenait des réserves équivalentes à 42 milliards de barils de pétrole<sup>1380</sup>.

L'amélioration des techniques et technologies d'exploitation des ressources d'hydrocarbures largement motivée, il y a quelques années, par une demande croissante et des prix élevés représente un véritable tournant pour les Américains qui se sont rapprochés de leur rêve d'indépendance énergétique. Les États-Unis comptent actuellement six grandes zones productrices de gaz naturel selon l'EIA<sup>1381</sup>, et qui sont au cœur du boom énergétique du pays, il s'agit du bassin permien (Texas, Nouveau Mexique), d'Eagle Ford (Texas), d'Anadarko (Texas, Oklahoma) des zones situées dans le sud-ouest, les bassins de *Green River*, Piceance, Uinta, et Paradox dans l'ouest des Rocheuses (Utah, Wyoming, Colorado), la formation de Bakken (Dakota du Nord, Montana) et le nord des Appalaches (Pennsylvanie, New York, Ohio, Virginie Occidentale) avec les bassins de Marcellus et Utica qui se chevauchent.

---

<sup>1379</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. Dry Natural Gas Production (Million Cubic Feet) », 29 nov. 2018, en ligne, Internet, 17 avr. 2019. Available: <https://www.eia.gov/dnav/ng/hist/n9070us2a.htm>.

<sup>1380</sup> U.S. Energy Information Administration, « International », s. d., en ligne, Internet, 17 avr. 2019. Available: <https://www.eia.gov/beta/international/>.

<sup>1381</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. natural gas plant liquid production continues to hit record highs - Today in Energy », 22 mars 2019, en ligne, Internet, 17 avr. 2019. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=38772>.



La Pennsylvanie, État traditionnellement producteur de charbon, représente une illustration particulièrement intéressante de l'essor du gaz de schiste américain. L'État est devenu, grâce à l'évolution des techniques de forage, un État central de cette production nationale de gaz naturel. Deux formations géologiques, principalement situées dans l'État, les schistes de Marcellus et Utica, abritent des réserves de gaz naturel connues et prouvées, parmi les plus importantes au monde. La possibilité d'exploiter ces ressources a véritablement impacté l'État, et le pays.

Le bassin de Marcellus désigne d'un point de vue géologique un schiste noir riche en matière organique qui s'est déposé dans un environnement marin pauvre en oxygène et qui date du Dévonien moyen (il y a environ 390 millions d'années)<sup>1382</sup>. Cette formation, située dans le bassin des Appalaches, s'étire sur quatre États, la Pennsylvanie, New York, l'Ohio et la Virginie Occidentale. Cette formation rocheuse qui s'étend sur près de 153 000 km<sup>2</sup> est aujourd'hui un des plus grands bassins au monde. Alors que le gaz sec se localise à l'est de la zone de schiste, le gaz humide est davantage localisé à l'ouest. Sous le bassin de Marcellus se trouvent les schistes d'Utica composés des formations d'Utica et de Point Pleasant. Ils s'étendent sur plus de 96 500 km<sup>2</sup> à travers l'Ohio, la Virginie Occidentale, la Pennsylvanie, et New York. La combinaison des schistes d'Utica et de Marcellus sont regroupés sous la dénomination de bassin appalachien dans les statistiques de l'EIA<sup>1383</sup>. Les forages dans la formation de Marcellus ont commencé en 2003 en Pennsylvanie et ceux d'Utica, qui sont situés plus en profondeur, ont débuté en 2010 d'abord dans l'Ohio puis en Pennsylvanie.

---

<sup>1382</sup> U.S. Energy I  
<https://www.eia.gov/>

Source : U.S. Energy Information Administration, avril 2015.

<sup>1383</sup> U.S. Energy I  
2012 - Today in Energy », 4 déc. 2017, en ligne, Internet, 18 avr. 2019. Available:  
<https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=33972#tab2>.

roduction since

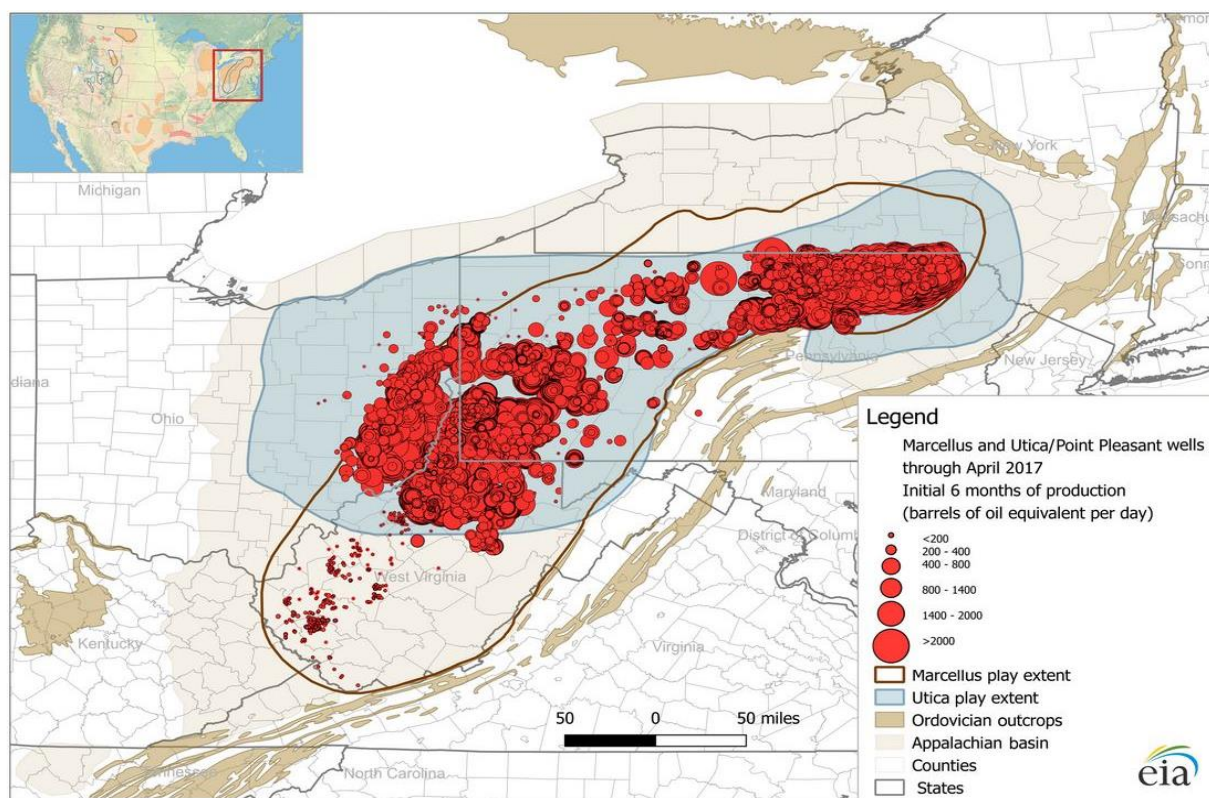


Figure 16 : Carte des puits d'hydrocarbure dans les gisements de Marcellus et Utica/ Point Pleasant en avril 2017.

Dès 2007, Terry Engelder, professeur en géoscience à l'université d'État de Pennsylvanie, fut un des premiers à attirer l'attention sur les vastes ressources du gisement de Marcellus. L'estimation préalable fournie par Engelder, revue et corrigée en intégrant les progrès dans le domaine de l'extraction, annonce dès la fin des années 2000, un potentiel boom du gaz naturel dans la région. En 2017, les réserves prouvées de gaz naturel aux États-Unis sont passées de 123,2 trillions de pieds cubes à 464,3 trillions de pieds cubes, ce qui représente une augmentation de 36,1% par rapport à l'estimation de 2014, selon l'EIA. En 2017, le gaz de schiste comptait pour 66% du total des réserves prouvées de gaz naturel du pays. La production de gaz naturel américaine est donc désormais principalement issue des schistes. En 2017, huit formations de schiste concentraient 95% des réserves prouvées totales de gaz de schiste du pays. Parmi ces formations, les schistes de Marcellus

demeuraient celle détenant la plus grande réserve prouvée de gaz avec 89,5 trillions de pieds cubes en 2017. Elles ont d'ailleurs connu une augmentation de 47% en 2017<sup>1384</sup>.

La production de gaz naturel commercialisé de la Pennsylvanie a atteint le record de 424 millions de m<sup>3</sup> par jour en 2017, ce qui représentait 19% du gaz naturel commercialisé dans le pays. Cette production a fait de la Pennsylvanie le deuxième État producteur de gaz naturel derrière le Texas. Selon le DEP, 1 352 permis de forage ont été délivrés en 2016 et 2038 supplémentaires en 2017<sup>1385</sup>. Selon l'EIA, la région des Appalaches donc les formations de Marcellus et Utica sont au cœur de la croissance de la production de gaz naturel nationale depuis 2012. Ces formations affichent une productivité supérieure à celles des autres formations. En 2017, plus de 1 800 forages avaient déjà été réalisés dans la formation d'Utica et un total de 11 300 forages étaient dénombrés pour les schistes de Marcellus<sup>1386</sup>. La Pennsylvanie, riche de ses schistes, est désormais un acteur majeur de la production de gaz naturel aux États-Unis.

Le gaz de schiste est ainsi au cœur du boom du gaz naturel américain aujourd'hui. Néanmoins, le gaz de schiste en lui-même n'est pas une découverte. Il est connu depuis le 19<sup>ème</sup> siècle aux États-Unis, cependant ce n'est qu'à partir du 21<sup>ème</sup> siècle que ces ressources connaissent un essor. Le premier puits de gaz de schiste à des fins commerciales a été foré en 1821 à Fredonia, dans l'État de New York. L'exploitation commerciale du gaz de schiste a continué pendant tout le 20<sup>ème</sup> siècle, en toute discrétion, si bien qu'en 2003, 2 000 puits horizontaux étaient dénombrés dans le pays<sup>1387</sup>. L'exploitation rentable des ressources non conventionnelles<sup>1388</sup> de gaz dans le pays est liée aux conditions d'exploitation qui se sont améliorées. Le gaz de schiste, bien que connu, ne représentait qu'une faible part de l'exploitation du gaz naturel, car son extraction était jugée trop peu rentable. La hausse de prix des ressources hydrocarbures, qui a stimulé l'amélioration des technologies, a permis de rendre les ressources de schistes, déjà connues mais trop coûteuses à extraire, rentables pour les producteurs. Les nouvelles techniques de forage associées à l'essor du gaz de schiste ont vu le jour dans les schistes de Barnett au Texas en 2003, quand l'entreprise de George Mitchell, *Mitchell Energy*

---

<sup>1384</sup> U.S. Energy Information Administration, « U.S. Crude Oil, Natural Gas, and Natural Gas Proved Reserves, Year-end 2017 », 29 nov. 2018, en ligne, Internet, 19 RPSavr. 2019. Available: <https://www.eia.gov/naturalgas/crudeoilreserves/index.php>.

<sup>1385</sup> U.S. Energy Information Administration, « Pennsylvania's Natural Gas Production Continues to Increase - Today in Energy », 23 avr. 2018, en ligne, Internet, 17 avr. 2019. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=35892>.

<sup>1386</sup> U.S. Energy Information Administration, « Appalachia region drives growth in U.S. natural gas production since 2012 - Today in Energy ».

<sup>1387</sup> Patrice Geoffron et Sophie Méritet, « Effets internes et externes du développement des hydrocarbures non conventionnels aux États-Unis: bilan d'étape et perspectives » *Revue d'économie industrielle*. 148 (2014): 105-131.

<sup>1388</sup> Le gaz naturel dit conventionnel et le non conventionnel présentent une composition similaire. La différence entre les deux se fait à partir des modalités d'extraction.

& Development, a appliqué avec succès les nouvelles technologies pour fracturer les roches et libérer le gaz. Ces techniques seront ensuite développées et utilisées par des petits producteurs dès 2003 comme Chesapeake ou Devon avant d'être utilisées par les *Majors* de l'industrie pétro-gazière dès 2008. Aux avancées technologiques sont venues se rajouter des avantages fiscaux attractifs concédés par le gouvernement pour le développement des ressources non-conventionnelles<sup>1389</sup>. La technique de la fracturation hydraulique dont l'amélioration est attribuée à George Mitchell<sup>1390</sup>, est une technique de fracturation de la roche qui permet de libérer et extraire les hydrocarbures prisonniers de leur roche mère en injectant un fluide à haute pression composé d'eau, de sable, et de produits chimiques. Cette technique fait remonter à la surface les hydrocarbures, tout comme une partie du mélange injecté dans la roche. Le *fracking* est combiné au forage horizontal qui permet d'atteindre des gisements d'hydrocarbures non exploitables par le forage vertical. Grâce au cuvelage ou au « casing », une méthode consistant à emboîter des tubes qui sont cimentés, les puits sont isolés et les fuites de fluides ou d'hydrocarbures évitées. Lors de la fracturation des roches, l'eau et les produits chimiques doivent fissurer la roche pour permettre l'épanchement des hydrocarbures alors que le sable doit permettre de maintenir les zones fracturées ouvertes et assurer un drain.

### 3.2.2. Les retombées positives de l'essor du gaz de schiste

Si la fracturation hydraulique existe depuis les années 1940, les nouvelles technologies qui y sont associées, comme le forage horizontal, ont permis à l'exploitation des ressources non conventionnelles de connaître un véritable essor aux États-Unis depuis une dizaine d'années. Cet essor a été associé à des termes comme « *renaissance énergétique*<sup>1391</sup> » ou « *révolution*<sup>1392</sup> » ou encore « *boom* » énergétique<sup>1393</sup>, et pour cause il a occasionné de nombreuses retombées positives pour les Américains, et en particulier pour les États où sont exploitées ces ressources. Une aubaine pour certains, l'essor des hydrocarbures de schiste a entraîné de la croissance, de l'emploi, des investissements ou encore des revenus pour le gouvernement alors que le pays était durement touché

---

<sup>1389</sup> Meritet, « La Nouvelle révolution ou la renaissance des États-Unis ».

<sup>1390</sup> Gregory Zuckerman, *The Frackers: The Outrageous Inside Story of the New Billionaire Wildcatters* (London: Portfolio Penguin, 2014) 5.

<sup>1391</sup> Meritet, « La Nouvelle révolution ou la renaissance des États-Unis »; O'Sullivan, Overland, et Sandalow, « The Geopolitics of Renewable Energy ».

<sup>1392</sup> Yergin, *The Quest*; Nye, « The Changing Geopolitics of Energy ».

<sup>1393</sup> Barack Obama et Joe Biden, « Remarks by the President and the Vice President on Skills Training » *whitehouse.gov*, 16 avr. 2014, en ligne, Internet, 24 avr. 2019. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/04/16/remarks-president-and-vice-president-skills-training>.

par la Grande Récession. Selon *Moody's Analytics*, une entreprise de conseils spécialisée dans les marchés financiers, entre 2006 et début 2015, plus de 250 000 emplois ont été directement liés aux industries des hydrocarbures, plus particulièrement aux hydrocarbures de schiste. Chacun de ces emplois aurait encouragé la création de 3,4 autres emplois, soit au total, la création de plus d'un million de nouveaux emplois, attribuables au boom énergétique<sup>1394</sup>. Selon une autre étude, celle de l'IHS Global Insight, le gaz de schiste aurait créé 360 000 emplois directs, 537 000 emplois indirects et 850 000 emplois induits en 2012 dans les 48 États continentaux des États-Unis. Selon cette même étude, entre 2012 et 2020, l'exploitation de gaz et pétrole non conventionnels ajouterait 1,3 millions d'emplois supplémentaires pour un total de 3 000 000 d'emplois directs, indirects ou induits dans ce domaine. Entre 2020 et 2035, les prévisions annonçaient la création de 500 000 emplois supplémentaires<sup>1395</sup>. Le dynamisme de l'industrie du schiste a non seulement reboosté les industries d'extraction et d'exploitation des hydrocarbures mais toutes les industries qui y sont associées de près ou de loin, comme celles de la chimie, de la pétrochimie, des pneumatiques ou encore le secteur de l'aluminium qui ont recours au gaz comme matière première, et qui ont vu leur compétitivité sur le marché mondial augmenté grâce à la chute des prix du gaz<sup>1396</sup>.

L'essor du gaz naturel présente de tels avantages pour ces industries que certaines ont opté pour la relocalisation. Le gouvernement d'Obama n'a d'ailleurs pas manqué de souligner ces effets positifs pour l'économie américaine. En 2013, lors d'un discours en Floride, Obama déclare vouloir profiter de la révolution du gaz naturel pour créer de l'emploi. « *We've got to create good jobs in wind and solar energy. We've got to tap into this natural gas revolution that's bringing energy costs down in this country, which means manufacturers now want to locate here because they're thinking that we've got durable, reliable supplies of energy*<sup>1397</sup>. »

Les régions productrices d'hydrocarbures de schiste ont été particulièrement dynamisées par l'essor de leurs industries d'hydrocarbures. La Pennsylvanie, qui compte parmi ces zones productrices, a également été stimulée par l'essor du gaz de schiste, alors qu'elle avait des difficultés à se remettre de la Grande Récession. Lors de son discours sur le budget de 2011, le Gouverneur républicain, Tom Corbett, semblait décidé à exploiter la manne financière que représente la formation

---

<sup>1394</sup> O'Sullivan, *Windfall* 110-111.

<sup>1395</sup> IHS, « America's New Energy Future: The Unconventional Oil and Gas Revolution and the US Economy » *U.S. Chamber of Commerce*, oct. 2012, en ligne, Internet, 7 déc. 2018. Available: <https://www.uschamber.com/sites/default/files/documents/files/AmericasNewEnergyFuture.pdf>.

<sup>1396</sup> Jacques Percebois, « Les Prix de l'énergie et la compétitivité de l'industrie chimique européenne » *Annales des Mines - Realites industrielles*. Mai 2015.2 (2015): 48-52.

<sup>1397</sup> Barack Obama, « Remarks by the President on the Economy » *whitehouse.gov*, 25 juill. 2013, en ligne, Internet, 24 avr. 2019. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/07/25/remarks-president-economy-jacksonville-fl>.

de Marcellus pour l'État, alors que le nombre de chômeurs avait augmenté de 47% entre 2003 et 2011 et que l'État avait perdu 25% de ses emplois dans le secteur de la manufacture entre 2004 et 2011. Il déclarait à ce titre vouloir faire de la Pennsylvanie le Texas de l'essor du gaz naturel.

*These resources, by the way, belong to the people who own the mineral rights. Those people are getting their fair share by working out their own leases with the companies doing the drilling. That's how it should be. That's the American way. What Pennsylvanians will gain is the jobs, the spinoffs, and if we don't scare these industries off with new taxes, the follow-up that comes along. You see underneath the Marcellus Shale is another bonanza. It's called the Utica Shale. And where Marcellus promises 50 years of energy the Utica promises riches going into the next century. Let's make Pennsylvania the hub of this boom. Just as the oil companies decided to headquarter in one of a dozen states with oil ... let's make Pennsylvania the Texas of the natural gas boom. I'm determined that Pennsylvania not lose this moment. We have the chance to get it right the first time, the chance to grow our way out of hard days<sup>1398</sup>.*

La Pennsylvanie comptait 5 993 600 emplois non agricoles donc dans les secteurs secondaire et tertiaire en décembre 2017, soit 429 500 emplois de plus qu'en 2010, date de la dernière baisse de l'emploi dans l'État. Alors que la Pennsylvanie semble être entrée dans une phase de croissance de l'emploi après s'être remise de la Grande Récession, il convient d'analyser le poids du secteur du gaz dans cette reprise. Quasiment toutes les industries ont été touchées par la crise qui a commencé en 2008. Cependant le secteur tertiaire a recouvert de la récession, ce qui n'est pas le cas du secteur de la production de biens, qui malgré une reprise affichait en 2017 un taux d'emploi inférieur de 9,6 points par rapport à 2007. Dans ce secteur de la production de biens, trois branches sont à distinguer : la manufacture, la construction et l'exploitation minière et forestière. Parmi ces trois secteurs, l'exploitation minière et forestière a été la plus prospère sur l'année 2017 et la seule à progresser sur la période de 2007 à 2017, soit une progression de 31%. Ces bons chiffres sont largement attribuables à l'exploitation du gaz de schiste du gisement de Marcellus. Cependant, il s'agit de noter que le secteur tertiaire est largement dominant dans l'économie de l'État, et donc que l'impact de l'exploitation du gisement de Marcellus est à relativiser en termes de création d'emplois. En comparaison, le secteur tertiaire représentait 5 146 900 emplois en 2017 contre 846 700 emplois pour le secteur de la production de biens dont 27 900 affiliés à l'industrie minière en 2017. Bien que le gaz

---

<sup>1398</sup> The Patriot-News, « Pennsylvania Gov. Tom Corbett's Budget Speech » *pennlive.com*, 8 mars 2011, en ligne, Internet, 24 avr. 2019. Available: [https://www.pennlive.com/midstate/2011/03/pennsylvania\\_gov\\_tom\\_corbetts\\_2.html](https://www.pennlive.com/midstate/2011/03/pennsylvania_gov_tom_corbetts_2.html).



de schiste ait impacté la croissance de l'emplois dans l'État, il convient de noter que cet impact a été minime dans l'économie de la Pennsylvanie qui tend à se tertiariser davantage d'année en année<sup>1399</sup>.

Selon le ministère du Travail et de l'Industrie américain, sur la période de 2007 à 2016, l'emploi dans l'industrie du gaz de schiste a augmenté de 80% contre 1,5% pour les autres industries dans la région Marcellus-Utica. La Pennsylvanie a été l'État qui a produit le plus de gaz de schiste mais aussi le plus d'emplois dans le secteur sur cette période. Sur cette période l'emploi a connu une croissance de 121%, contre 62% pour l'Ohio et 41% pour la Virginie Occidentale. Ces emplois intégraient principalement six industries, dans leurs statistiques, liées directement ou non aux hydrocarbures : l'extraction du pétrole brut et du gaz naturel, l'extraction du GNL, le forage des puits d'hydrocarbures, les activités de support pour les opérations liées au gaz et pétrole, le transport du gaz naturel par pipelines. Jusqu'à 2014, la production de gaz de schiste et l'emploi dans ce secteur ont continué d'augmenter. Cependant il s'agit de noter que l'emploi a chuté de 35% en 2016 par rapport à 2014 alors que la production a continué de croître. Le nombre d'employés est passé de 30 636 à 20 146. Cette baisse de l'emploi est justifiée par la baisse de prix du gaz naturel qui a eu un effet négatif.<sup>1400</sup> Les salaires dans cette industrie ont connu le même schéma, en augmentant jusqu'à 2014 avant de décroître progressivement. En 2016, le salaire moyen annuel dans le secteur privé en Pennsylvanie était de 52 106 dollars. Sur la même période le salaire moyen annuel dans le domaine du gaz naturel tout secteur confondu oscillait entre 74 750 et 111 999 dollars, soit un revenu annuel supérieur par rapport à la moyenne des autres industries du secteur privé<sup>1401</sup>. Le secteur de l'extraction minière présente de bons chiffres sur la dernière décennie en termes d'emplois. Malgré tout, quelques éléments poussent à relativiser ces chiffres. Il convient de remarquer que si le gisement de Marcellus promettait la création de nombreux emplois, ces chiffres restent discutables. En effet, le journaliste spécialisé sur les questions environnementales Tom Wilber révèle qu'entre le dernier trimestre de 2009 et le premier trimestre de 2011, le ministère du Travail et de l'Industrie a enregistré 72 000 « nouvelles embauches » pour une augmentation nette de 9300 nouveaux emplois pour Marcellus. Ces chiffres dénotent une rotation élevée de la main d'œuvre, et une difficulté pour l'industrie à trouver des bras pour un travail jugé intense, physique et exigeant. Une autre donnée doit amener à nuancer

---

<sup>1399</sup> Center For WorkForce Information & Analysis, « Economic Review of Pennsylvania 2017 », août 2018, en ligne, Internet, 26 avr. 2019. Available: [https://www.workstats.dli.pa.gov/Documents/ETA%20Reports/ETA\\_Report.pdf](https://www.workstats.dli.pa.gov/Documents/ETA%20Reports/ETA_Report.pdf).

<sup>1400</sup> Bureau of Labor Statistics, « Shale Gas Production and Labor Market Trends in the U.S. Marcellus–Utica Region Over the Last Decade: Monthly Labor Review: U.S. Bureau of Labor Statistics », août 2018, en ligne, Internet, 25 avr. 2019. Available: <https://www.bls.gov/opub/mlr/2018/article/shale-gas-production-and-labor-market-trends-in-the-us-marcellus-utica-region-over-the-last-decade.htm>.

<sup>1401</sup> Bureau of Labor Statistics, « Shale Gas Production and Labor Market Trends in the U.S. Marcellus–Utica Region Over the Last Decade: Monthly Labor Review: U.S. Bureau of Labor Statistics ».

les chiffres de l'emploi puisque 70 à 80% des employés pour le forage n'étaient pas issus de l'État de Pennsylvanie. Les locaux manquaient entre autres de connaissances techniques dans le domaine de l'extraction du schiste<sup>1402</sup>. Par ailleurs, des interrogations peuvent subsister sur la durabilité de ces emplois. L'économie de l'État a sans aucun doute bénéficié du boom du gaz naturel, qui a stimulé le secteur secondaire via les constructions ou l'extraction mais aussi le secteur tertiaire via l'industrie du tourisme, de l'hôtellerie, de l'immobilier ou de la restauration qui ont dû accueillir cette affluence de travailleurs. Cependant, les cycles énergétiques sont souvent marqués par le phénomène de « *boom and bust*<sup>1403</sup>», c'est-à-dire une explosion de l'activité économique avant de décliner irrémédiablement. Ce phénomène laisse présager en occurrence une chute du nombre d'emplois dans l'industrie du gaz, dans les revenus de l'État, dans ceux des propriétaires qui accueillent les activités d'extraction, et dans ceux de toutes les industries qui ont été associées à ce boom du gaz naturel.

### 3.2.3. Le *leasing*, une source de revenus pour les propriétaires

De la même manière que l'extraction du gaz naturel a créé des emplois, relativement bien rémunérés dans la région Marcellus-Utica, de nombreux habitants ont pu bénéficier des retombées économiques du boom gazier via le *leasing*. Aux États-Unis, les propriétaires possèdent généralement les ressources minérales dans le sous-sol de leurs propriétés. Pour exploiter les ressources en sous-sol, les compagnies d'exploitation signent un bail de location avec les propriétaires. Cet accord permet à la compagnie de forer en échange d'une redevance, les royalties, qui sont dus au propriétaire. Ils correspondent généralement à un pourcentage défini des revenus issus de la vente des dites ressources.<sup>1404</sup> Beaucoup de propriétaires Pennsylvaniens, notamment à Dimock dans le comté de Susquehanna, décrivent les mêmes accords avec les compagnies d'extraction pour autoriser le forage de leurs sous-sols, « *25 dollars par acre* » soit 25 dollars par 4046 m<sup>2</sup> et un taux de 12,5% pour les *royalties*<sup>1405</sup>. Pour de nombreux habitants de la région, la promesse de tels revenus apparaissait comme une bénédiction alors même que l'activité économique dans la zone était morose et que le

---

<sup>1402</sup> Tom Wilber, *Under the Surface: Fracking, Fortunes and the Fate of the Marcellus Shale* (Ithaca: Cornell University Press, 2012) 102.

<sup>1403</sup> Seamus McGraw, « Boom and Bust » *Pittsburgh Quarterly*, 2016, en ligne, Internet, 2 mai 2019. Available: <https://pittsburghquarterly.com/pq-commerce/pq-energy/item/1236-boom-and-bust.html>.

<sup>1404</sup> Marie Cusick et Amy Sisk, « Royalties: Why Some Strike It Rich in the Natural Gas Patch, and Others Strike Out » *StateImpact Pennsylvania*, 28 févr. 2018, en ligne, Internet, 25 avr. 2019. Available: <https://stateimpact.npr.org/pennsylvania/2018/02/28/why-some-strike-it-rich-in-the-gas-patch-and-others-strike-out/>.

<sup>1405</sup> Wilber, *Under the Surface* 26-27.

taux de pauvreté dépassait les 12% dans les années 2000<sup>1406</sup>. Beaucoup des propriétaires de fermes qui ont accueilli sur leurs terres les activités de forage ont vu une occasion de payer leurs dettes et moderniser leur ferme, arrondir leurs fins de mois entre autres grâce aux redevances qu'ils recevraient. Une étude<sup>1407</sup> de Stephanie A. Malin de l'université d'État du Colorado et Kathryn Teigen De Master de l'université de Californie-Berkeley datant de 2016 et basée sur l'interview de 36 fermiers Pennsylvaniens issus des comtés de Bradford, Washington et Susquehanna a mis en avant la propension des propriétaires de petites et moyennes fermes en Pennsylvanie à accepter le leasing de leurs terres pour répondre avant tout à une situation économique et personnelle fragile.

*Each of the farmers we interviewed with mineral rights expressed feeling constrained to sign natural gas leases, usually in an effort to stabilize and reinforce their vulnerable farming operations and livelihoods. In many cases, leasing land for natural gas production generated increased income, though farmers frequently voiced concerns over depending on income from another bust-prone industry<sup>1408</sup>.*

Les zones rurales, plus fragiles, ont été les premières à bénéficier des retombées économiques et financières du boom du gaz naturel. Cependant, là encore, il convient de nuancer ces retombées pour les propriétaires de terres. D'une part, comme le rappelle l'étude menée par Stephanie A. Malin et Kathryn Teigen De Master, les propriétaires fermiers et les communautés rurales de Pennsylvanie dépendantes des revenus des ressources naturelles et de l'exploitation agricole des terres sont doublement vulnérables, en dépit des revenus qu'ils ont pu tirer du gaz de schiste. Les auteurs rappellent que ces communautés sont non seulement soumises aux aléas climatiques pour leur production agricole mais également aux cycles de « *boom and bust* » pour les ressources naturelles. Cette dépendance peut rendre ces communautés vulnérables à une instabilité économique, au chômage, ou encore aux tendances sur les marchés mondiaux, notamment l'évolution du prix du gaz. Par ailleurs, si les retombées financières ont pu être élevées quand le boom du gaz de schiste a eu lieu à la fin des années 2000, ces revenus sont aujourd'hui remis en cause. Nombre de propriétaires se plaignent d'avoir vu les sommes reçues pour les *royalties* décroître de manière considérable, les compagnies d'extraction ôtant de cette somme les frais post production comme le transport du gaz<sup>1409</sup>.

La majorité des sites de *fracking* en Pennsylvanie sont situés en zone rurale. À titre d'exemple, en juin 2014, 41% de l'extraction de gaz naturel dans l'état de Pennsylvanie a été réalisée dans les comtés

---

<sup>1406</sup> Wilber, *Under the Surface* 16.

<sup>1407</sup> Stephanie A. Malin et Kathryn Teigen De Master, « A Devil's Bargain: Rural Environmental Injustices and Hydraulic Fracturing on Pennsylvania's Farms » *Journal of Rural Studies*. 47 (2016): 278-290.

<sup>1408</sup> Malin et De Master, « A Devil's Bargain ».

<sup>1409</sup> Cusick et Sisk, « Royalties ».

de Bradford et Susquehanna. Certaines communautés rurales, ou comtés, sont donc devenus particulièrement dépendants à l'extraction du gaz financièrement. La situation économiquement difficile voire de pauvreté de ces zones a d'ailleurs souvent été décrite comme un facteur aggravant pour ces communautés qui sont plus enclines à accueillir le *fracking* afin de subvenir à leurs besoins. De plus, les communautés pauvres, plus âgées et moins mobiles, ont davantage tendance à accepter l'extraction du gaz naturel que ce soit par manque d'informations ou par besoin de revenus. Ces éléments soulèvent donc au passage la question d'une forme d'injustice environnementale<sup>1410</sup> qui peut accompagner les revenus des *royalties*.

#### 3.2.4. L'opinion public pennsylvanienne est divisée sur la question du fracking

L'industrie du gaz de schiste ne semble pas avoir créé les milliers d'emplois attendus pour l'État, ni avoir créé des « *shale-ionnaires*<sup>1411</sup> » en zone rurale. Pour certains, le gisement de Marcellus représente une véritable aubaine pour l'État et le pays parce qu'il offre des perspectives d'indépendance énergétique au pays, qu'il a généré des revenus, des emplois ou encore baissé le prix du gaz naturel et par extension de l'électricité. De plus, le gaz naturel est souvent considéré comme moins nocif que le charbon dans sa consommation, ce qui fait un argument valable pour les causes environnementales. Pour d'autres, le développement du gaz naturel arbore un autre visage et n'est pas perçu comme une aubaine. Il convient donc de s'intéresser à l'avis de l'opinion publique sur ces questions.

En 2013, le *Mercyhurst Center for Applied Politics* de l'université de Mercyhurst en Pennsylvanie publiait une étude sur les effets de l'extraction du gaz de schiste de la formation Marcellus nommée, *State of the Economy and the Impact of Gas Extraction from the Marcellus Shale Formation*<sup>1412</sup>. Cette étude est basée sur des questions posées à 579 Pennsylvaniens entre septembre et octobre 2013. Les questions ayant trait au gisement de Marcellus ont en revanche été posées à un sous-échantillon de 426 individus. Cette étude aborde divers sujets comme l'état de l'économie, la pauvreté, l'utilisation du *fracking* pour l'extraction du gaz dans le gisement de Marcellus, les bénéfices économiques, les dangers sanitaires et environnementaux qui peuvent en découler ou encore les élections pour le poste

---

<sup>1410</sup> Brian Bienkowski, « Poor Communities Bear Greatest Burden from Fracking » *Scientific American*, 6 mai 2015, en ligne, Internet, 26 avr. 2019. Available: <https://www.scientificamerican.com/article/poor-communities-bear-greatest-burden-from-fracking/>; Malin et De Master, « A Devil's Bargain ».

<sup>1411</sup> Malin et De Master, « A Devil's Bargain ».

<sup>1412</sup> The Mercyhurst Center for Applied Politics, « The Mercyhurst Poll- State of the Economy and the Impact of Gas Extraction from the Marcellus Shale Formation » (2013): 22.

de gouverneur de l'État. Notons par ailleurs, que cette étude de 2013 fait écho à une précédente étude menée en 2011, notamment sur les questions économiques, sanitaires et environnementales concernant l'extraction du gisement de Marcellus par *fracking*.

Concernant l'aspect économique, les interrogés brossaient un portrait assez pessimiste de l'état du pays, de la Pennsylvanie ou encore de leur situation financière personnelle en 2013. 53 % des interrogés pensaient qu'il était « *quelque peu difficile* » de trouver des opportunités d'emplois dans leur communauté contre 47% en 2011. De même, 60% des interrogés répondaient qu'ils gagnaient « *juste assez d'argent* » pour maintenir leur mode de vie en 2013. 75% des interrogés contre 77% en 2011 disaient qu'ils connaissaient des individus ou familles qui avaient des difficultés tous les mois à satisfaire leur besoins basiques (alimentation, santé, loyers, par exemple). Ces quelques réponses permettent de décrire une situation économique et financière assez difficile pour les interrogés et leur entourage.

La deuxième partie de cette étude est consacrée à l'extraction du gaz dans le gisement de Marcellus. À la question « *Have you heard about fracking to extract natural gas in Pennsylvania's Marcellus shale region ?* », 74% des interrogés répondent de manière affirmative en 2013 contre 70% en 2011. Parmi ceux qui connaissent le « *fracking* », 49% se disent « *favorables* » à l'extraction du gaz naturel dans le gisement de Marcellus grâce au *fracking* en 2013 contre 55% en 2011. Il convient ici de noter que le pourcentage de personnes ayant des connaissances sur le *fracking* augmente de 2011 à 2013, tout comme le nombre de personnes favorables à l'utilisation de cette technique baisse. 28% des interrogés s'opposent au *fracking* dans la zone de Marcellus en 2013 contre 27% en 2011. En dépit d'une opinion publique favorable dans sa majorité à la fracturation hydraulique, il s'agit de noter qu'il existe en parallèle, une nette aversion à l'utilisation de ces méthodes dans les espaces naturels pour extraire le gaz. Une majorité des répondants, soit 59%, s'oppose à l'autorisation de l'extraction de gaz naturel par *fracking* dans les forêts et 70% considèrent que l'extraction par *fracking* ne devrait pas être autorisée dans les parcs d'État. Cette aversion est peut-être alimentée par le fait que 61% des interrogés en 2013, et 60% en 2011 considéraient que les entreprises d'exploitation de gaz naturel du gisement de Marcellus n'ont pas vraiment le souci de la protection de l'environnement.

Cette étude révèle en outre, que la majorité des interrogés considérait que l'extraction du gaz naturel par *fracking* avait eu un effet positif pour l'économie de l'État et pour le pays. 53% en 2013 et 55% en 2011 considéraient que l'extraction de gaz naturel, même non taxée, avait aidé de manière significative la situation financière de l'état et 56% des interrogés pensaient que l'extraction du gaz

naturel avait amené un nombre significatif d'emplois en Pennsylvanie en 2013 et 62% en 2011. De même, 61% des interrogés estimaient en 2013 que l'extraction du gaz naturel augmentera l'indépendance énergétique du pays. L'étude se tourne ensuite sur les aspects sanitaires et environnementaux autour du *fracking*. En 2011 comme en 2013, 43% des interrogés considéraient que le *fracking* représentait une menace significative à l'égard de l'environnement. 42% des interrogés en 2011 et 36% des interrogés en 2013 pensaient que le *fracking* ne représentait pas une menace pour l'environnement. De la même manière, 47% des interrogés en 2013 et 54% en 2011 pensaient que le *fracking* représentait une menace pour les ressources en eau. 34% en 2013 et 30% en 2011 répondaient négativement à cette question. En 2013, 39% des interrogés pensaient que le *fracking* représentait une menace pour la santé humaine contre 44% en 2011. En revanche 48% en 2013 et 37% en 2011, pensaient que le *fracking* ne représentait pas de risque pour la santé humaine. À cette question, 17% répondent qu'ils ne « savent pas » contre 14% en 2011. En dépit du nombre d'interrogés ayant connaissance du *fracking* en 2013 par rapport à 2011, il peut être observé qu'une part plus importante des interrogés ne savent pas se prononcer quant aux effets sur la santé humaine. Il y a entre 2011 et 2013, une inversion de la tendance de l'opinion publique sur les dangers potentiels de la fracturation hydraulique sur la santé humaine.

Ces questions soulèvent un aspect intéressant. Si une majorité s'accorde à dire que le *fracking* représente une pratique dangereuse pour l'environnement, une même majorité parmi les interrogés n'y voit pas de risque sanitaire pour l'humain ou pour l'eau. Pour terminer sur la question de la fracturation hydraulique dans le gisement de Marcellus, deux dernières questions sont posées. À la question « *In the end, do you believe that the potential benefits of fracking to extract natural gas from the Marcellus Shale in Pennsylvania are worth the potential risks to human health?* » 37% en 2013 et 44% en 2011 répondent de manière affirmative. 47% en 2013 et 40% en 2011 répondent de manière négative. 12% en 2013 et 11% en 2011 ne « savent pas ». Ensuite, à la question « *In the end, do you believe that potential benefits of fracking to extract natural gas from the Marcellus Shale in Pennsylvania are worth the potential risks to the environment?* » 38% des interrogés en 2013 et 46% en 2011 répondent de manière positive. En revanche, 45% en 2013 et 43% en 2011 répondent négativement. 13% en 2013 et 8% en 2011 « ne savent pas ».

Cette étude montre de manière assez claire qu'il existe une véritable division au sein des interrogés sur la question du *fracking* et ses conséquences positives et négatives. Si la majorité des Pennsylvaniens s'accordent à dire que ces pratiques d'extraction ont apporté des bénéfices à l'État et au pays en termes d'économie, d'emplois ou d'indépendance énergétique il existe une autre tendance forte qui souligne les retombées négatives. Comme à l'échelle nationale, la question énergétique est

scindée entre les bienfaits économiques et les enjeux environnementaux. En dépit de ces divisions, les deux dernières questions démontrent tout de même une évolution dans l'opinion publique à la traditionnelle question de l'économie ou l'environnement. Alors qu'une majorité des interrogés pensaient que les retombées économiques potentielles de l'extraction de gaz par *fracking* valaient la peine de prendre le risque pour la santé humaine et l'environnement en 2011, en 2013 cette tendance s'est inversée. Une majorité pensait que les retombées économiques de l'extraction ne valaient pas la peine de prendre ces risques ni pour la santé humaine, ni pour l'environnement. Il s'agit de noter également qu'à ces deux dernières questions, le pourcentage d'interrogés qui ne « *savent pas* » augmente entre 2011 et 2013, ce qui amène à s'interroger sur l'état des connaissances de l'opinion publique sur ces enjeux. Si les interrogés qui répondent connaissent le *fracking*, qu'en savent-ils ? De plus, est-il envisageable que l'évolution des connaissances sur le *fracking* ait pu avoir une conséquence sur l'avis de l'opinion publique ?

Un autre sondage, plus récent, réalisé par *Franklin & Marshall College* et *StateImpact Pennsylvania* en mars 2018 interrogeait 423 résidents de Pennsylvanie sur le *fracking*, le climat et les énergies. À la question « *Do you believe the potential economic benefits of natural gas drilling outweigh the possible environmental damage that drilling might cause or do you think the potential environmental risks of drilling outweigh the potential economic benefits?* »<sup>1413</sup> Cette question qui se rapproche de celles posées aux participants par le *Mercyhurst Center for Applied Politics*, offre un résultat similaire. Entre 2011, 2014 et 2018, une évolution de l'opinion publique peut être notée. En août 2011, 39% des interrogés pensaient que les avantages économiques l'emportaient sur les risques sanitaires, 40% en 2014 et 30% en 2018. En mars 2018, pour la première fois par rapport à 2011 et 2014, la tendance s'inverse puisque 55% des interrogés pensaient que les risques sanitaires l'emportaient sur les bénéfices économiques. La part de ceux qui ne savent pas passe de 26% en 2011 à 22% en 2014 jusqu'à 15% en 2018. À la question « *Do you think it is more important for Pennsylvania to pursue energy policies that prioritize the availability of renewable energy such as solar and wind, or do you think it is more important for Pennsylvania to pursue energy policies that prioritize fossil fuel extraction from coal and natural gas?* »<sup>1414</sup> 69% des interrogés se prononçaient en faveur du développement des énergies renouvelables, 18% se disaient favorables au développement des ressources fossiles, 7% disent qu'il faut favoriser l'énergie la moins chère et 6%

---

<sup>1413</sup> Center for Opinion Research Floyd Institute for Public Policy Franklin & Marshall College, « Franklin & Marshall College Poll », mars 2018, en ligne, Internet, 2 avr. 2019. Available: <https://www.fandm.edu/uploads/files/708725106986767486-f-m-poll-release-march-2018.pdf>.

<sup>1414</sup> Center for Opinion Research Floyd Institute for Public Policy Franklin & Marshall College, « Franklin & Marshall College Poll », mars 2018.

ne se prononce pas. En 2020, un sondage réalisé par *Franklin & Marshall College* dans le cadre des élections présidentielles de 2020 démontrait que le consensus ne prévalait toujours pas au sein de la population sur la question du fracking. Alors que 48% des électeurs soutenaient l'extraction du gaz naturel contre 44%, les interrogés pensaient à 49% que les risques environnementaux associés au *fracking* prévalaient sur les retombées économiques contre<sup>1415</sup>.

Il semble exister une véritable évolution de la tendance de l'opinion publique sur la question du gaz naturel dans l'État. Si le *fracking* continue de représenter une option viable pour de nombreux participants, force est de constater que la majorité des interrogés sur les trois sondages cités accordent davantage d'importance à la question environnementale qu'aux retombées économiques du gaz naturel. De même, le sondage de *Franklin & Marshall College* et *StateImpact Pennsylvania* de 2018 démontre qu'une grande majorité des Pennsylvaniens interrogés soutiennent en priorité le développement des énergies renouvelables face aux énergies fossiles. Ce résultat semble quelque peu contradictoire sachant que, selon ce sondage, la moitié des électeurs pennsylvaniens soutiennent l'extraction du gaz de schiste, ou que l'État a voté pour Donald Trump, fervent partisan du retour du charbon.

En définitive, il s'agit de remarquer que depuis l'essor du gaz naturel dans l'État, le soutien populaire n'est plus le même. Une majorité des Pennsylvaniens semblent davantage verbaliser leurs préoccupations quant aux questions climatiques, environnementales et les potentiels impacts négatifs de l'extraction du gaz de schiste. Plusieurs raisons pourraient expliquer l'inversion de la tendance entre 2011 et 2020. S'agit-il d'une déception quant aux retombées économiques du *fracking* ? La meilleure santé économique de l'État depuis 2011 a-t-elle contribué à placer les questions climatiques et environnementales au sommet de l'agenda des politiques des électeurs ? Ou bien s'agit-il d'une prise de conscience climatique ?

---

<sup>1415</sup> Center for Opinion Research Floyd Institute for Public Policy Franklin & Marshall College, « Franklin & Marshall College Poll », janv. 2020, en ligne, Internet, 22 juill. 2020. Available: <https://www.fandm.edu/uploads/files/562535870732261549-f-m-poll-release-january-2020.pdf>.



### 3.3. Le Gisement de Marcellus, enjeux politiques et obstacles juridiques

#### 3.3.1. Divergence de points de vue sur le *fracking*

Selon un sondage<sup>1416</sup> mené par *Gallup* en 2016, la majorité des Américains interrogés, soit 51% d'entre eux, étaient opposés au *fracking*, contre 40% d'opinion favorable en 2015. En 2017, les Américains étaient 35% à approuver le *fracking* et 53% à s'y opposer<sup>1417</sup>. Ces résultats illustrent une augmentation de 13 points sur une période de deux ans des opinions défavorables à cette méthode d'extraction. Un sondage réalisé en octobre 2019 par *Pew Research Center* confirmait le désintérêt des Américains pour la fracturation hydraulique. 38% des Américains interrogés sur les énergies à développer dans le mix énergétique du pays souhaitaient que plus d'énergie soit produite à partir du *fracking* alors que 60% s'y opposaient. De plus, ce sondage a mis en avant une véritable fracture partisane sur la question du *fracking*. Dans l'ensemble 13% des libéraux démocrates, 29% démocrates conservateurs ou modérés, 42% républicains modérés ou libéraux et 66% républicains conservateurs se prononçaient en faveur de l'expansion du *fracking*<sup>1418</sup>. Non seulement, il existe une division partisane sur la question du développement des hydrocarbures de schiste grâce au *fracking*, mais cette division est plus profonde dans le sens où elle existe également au sein des idéologies politiques. La division au sein même des partis politiques sur cette question s'est vérifiée le 5 septembre 2019, dans le cadre de la campagne présidentielle de 2020. 10 candidats à l'investiture démocrate ont eu l'occasion de présenter leur point de vue concernant la crise climatique sur *CNN* dans une émission appelée *Climate Crisis Town Hall*. Joe Biden (vice-président américain de 2008-2017) et Amy Klobuchar (Sénateur du Minnesota) disaient vouloir durcir les réglementations quant aux émissions de méthane liées à l'extraction du gaz naturel, sans pour autant interdire le *fracking*. Kamala Harris (Sénatrice de Californie) se prononçait en faveur de l'interdiction totale du *fracking*. Julián Castro (ministre du Logement et du Développement urbain de 2014 à 2017) et Cory Booker (Sénateur du New Jersey) révélaient vouloir mettre fin au *fracking* sur les terres fédérales. Elizabeth Warren

---

<sup>1416</sup> Art Swift, « Opposition to Fracking Mounts in the U.S. » *Gallup.com*, 30 mars 2016, en ligne, Internet, 2 avr. 2019. Available: <https://news.gallup.com/poll/190355/opposition-fracking-mounts.aspx>.

<sup>1417</sup> Gallup, « Energy » *Gallup*, s. d., en ligne, Internet, 22 juill. 2020. Available: <https://news.gallup.com/poll/2167/Energy.aspx>.

<sup>1418</sup> Pew Research Center, « U.S. Public Views on Climate and Energy » *Pew Research Center Science & Society*, 25 nov. 2019, en ligne, Internet, 22 juill. 2020. Available: <https://www.pewresearch.org/science/2019/11/25/u-s-public-views-on-climate-and-energy/>.

(Sénatrice du Massachusetts) et Bernie Sanders (Sénateur du Vermont) aspiraient à une interdiction nationale du *fracking*<sup>1419</sup>. En janvier 2020, Sanders a d'ailleurs introduit un projet de loi, le *Fracking Ban Act*<sup>1420</sup> au Sénat visant à interdire ce procédé d'extraction dans le pays.

Le *fracking* ne fait pas l'unanimité au sein de la population américaine, ni au sein des idéologies politiques, en dépit des retombées économiques que ce processus a engendré. L'augmentation du nombre d'Américains opposés au *fracking* serait due essentiellement aux préoccupations sanitaires et environnementales liées à ce procédé mais aussi à une volonté de développer les énergies alternatives au détriment du nucléaire et les énergies fossiles.

Les différents sondages cités ci-dessus révèlent une tendance nationale. Ils sont intéressants dans la mesure où ils répliquent également une tendance observable en Pennsylvanie. À l'échelle de cet État qui est directement concerné par la question de la fracturation hydraulique, les oppositions se sont faites de plus en plus nombreuses également. Plusieurs raisons viennent alimenter l'opposition des résidents de l'État à l'utilisation de cette méthode d'extraction. Elles sont généralement d'ordre environnementales ou sanitaires. Si les conséquences positives de l'essor de la production de gaz naturel dans le pays ont été reprises par différents vecteurs comme les médias, l'industrie des hydrocarbures voire même les gouvernements fédéraux et locaux, les Américains ont désormais peut-être accès à une meilleure connaissance des conséquences négatives attribuées ou attribuables à l'extraction par *fracking*, suffisamment pour enlever ou remettre en question leur soutien quant à l'utilisation de ce procédé. Certains d'entre eux font peut-être d'ailleurs l'expérience de ces conséquences nocives. Il convient de s'interroger sur les raisons qui génèrent cette opposition à l'extraction du gaz naturel par *fracking*, et plus particulièrement en Pennsylvanie.

### 3.3.2. Le *fracking* et la question de la qualité de l'air

L'essor du gaz naturel a été perçu comme une aubaine par de nombreux Américains. L'abondance de cet hydrocarbure a permis de remplacer le charbon dans les centrales électriques dans de nombreux États fédérés et réduire les émissions de GES. Parce qu'il est moins polluant que le charbon lors de

---

<sup>1419</sup> CNN, « Climate Crisis Town Hall with the 2020 Democratic Candidates » *CNN*, 5 sept. 2019, en ligne, Internet, 22 juill. 2020. Available: <https://www.cnn.com/politics/live-news/climate-crisis-town-hall-august-2019/index.html>.

<sup>1420</sup> Bernard Sanders, « Text - S.3247 - 116th Congress (2019-2020): Fracking Ban Act », webpage, 28 janv. 2020, 2019/2020, en ligne, Internet, 22 juill. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/senate-bill/3247/text>.

sa combustion, le gaz naturel a souvent été présenté comme une ressource de transition vers les énergies renouvelables.

Néanmoins, l'hypothèse de l'utilisation du gaz naturel comme un ressource de transition est remise en question. Une de des préoccupations liées à l'utilisation du gaz naturel pour remplacer les énergies fossiles concerne les fuites de méthane dans l'air lors de son extraction. Loin d'être une ressource de transition vers les énergies propres comme annoncé, le récent boom du gaz naturel aurait participé à l'explosion des émissions de méthane, ce qui efface son bénéfice environnemental à l'utilisation. Une étude de 2018 de la NASA<sup>1421</sup> pointe du doigt le rôle du gaz naturel dans l'augmentation jusque-là inexplicable de la présence de méthane dans l'air depuis 2006. Selon cette étude, les émissions de méthane augmentent de 25 téragrammes par an, dont 17 sont attribués aux énergies fossiles, pour un total d'émission de méthane de 550 téragrammes par an en 2018. À titre de comparaison, 1 téragramme équivaut à environ 1,1 tonne, ce qui portait la présence de méthane dans l'air à quelques 605 millions de tonnes en 2018. Le gaz naturel est une ressource composée à 95% de méthane, son extraction par fracturation hydraulique est désormais le procédé dominant dans le pays et des fuites sont régulièrement constatées lors de son extraction, indépendamment du procédé.

Selon une étude de 2011, entre 3,6 et 7,9% de méthane s'échappent d'un puits lors d'une extraction par fracturation hydraulique, soit le double par rapport aux fuites constatées lors de l'exploitation d'un puits de gaz conventionnel<sup>1422</sup>. Le méthane est un gaz beaucoup plus dangereux que le dioxyde de carbone pour le climat. Selon un rapport<sup>1423</sup> du GIEC de 2013, sur une période de 100 ans, le méthane emprisonne 34 fois plus de chaleur que le dioxyde de carbone, ce qui remet en question l'utilisation du gaz naturel comme énergie de transition, en plus de remettre en question les données fournies par l'EPA dans ses inventaires de GES puisqu'un indice de 21<sup>1424</sup> au lieu de 34 était utilisé pour le potentiel de réchauffement climatique du méthane dans les calculs de l'EPA. D'une part, ces données viennent donc questionner l'efficacité du gaz naturel non conventionnel à être une ressource énergétique de transition vers les énergies de demain puisqu'il semble être plus dangereux à extraire que le charbon à consommer. D'autre part, ces données interrogent également sur la qualité de l'air

---

<sup>1421</sup> Jon Nelson, « NASA-led Study Solves a Methane Puzzle », Text NASA, 2 janv. 2018, en ligne, Internet, 14 mai 2019. Available: <http://www.nasa.gov/feature/jpl/nasa-led-study-solves-a-methane-puzzle>.

<sup>1422</sup> Robert W. Howarth, Renee Santoro, et Anthony Ingraffea, « Methane and the Greenhouse-Gas Footprint of Natural Gas from Shale Formations: A Letter » *Climatic Change*. 106.4 (2011): 679-690.

<sup>1423</sup> ThinkProgress, « More Bad News for Fracking: IPCC Warns Methane Traps Much More Heat Than We Thought », 2 oct. 2013, en ligne, Internet, 14 mai 2019. Available: <https://thinkprogress.org/more-bad-news-for-fracking-ipcc-warns-methane-traps-much-more-heat-than-we-thought-9c2badf392df/>.

<sup>1424</sup> U.S. Environmental Protection Agency, « Atmospheric Lifetime and Global Warming Potential Defined », Overviews and Factsheets *US EPA*, s. d., en ligne, Internet, 3 sept. 2020. Available: <https://www.epa.gov/climateleadership/atmospheric-lifetime-and-global-warming-potential-defined>.

dans les grands États producteurs de gaz naturel comme la Pennsylvanie. La formation de Marcellus est un des plus grands gisements mondiaux de gaz naturel et combinée à la formation d’Utica, cette zone est une des plus grandes productrices de gaz naturel du pays. Néanmoins, les études menées sur le rôle du méthane dans le réchauffement climatique suggèreraient que cette région est actuellement très polluante, sachant que la Pennsylvanie comptait plus de 10 924 puits de gaz non conventionnel<sup>1425</sup> et 192 969 puits de gaz conventionnel<sup>1426</sup> selon le rapport annuel de 2017 du DEP sur le pétrole et le gaz. Dans une logique de développement économique respectueuse de l’environnement et de la santé humaine, le gouverneur de Pennsylvanie, Tom Wolf, amorçait en juin 2018 une stratégie de lutte contre les émissions de méthane, notamment celles dues aux activités des industries d’hydrocarbures qui comptent pour 25% des émissions de méthane du pays selon le DEP. À ce titre, il déclarait:

*Cleaner air means healthier communities – for our citizens, and especially for our children. These new permits are one example of a way that we can have positive economic development without compromising public health. These permits are a win-win, helping industry control methane emissions that cost them money, while also helping defend our children and keep our communities healthier through cleaner air.*<sup>1427</sup>

### 3.3.3. La *fracking* remis et enjeux sanitaires

Si la qualité de l’air est une préoccupation concernant la fracturation hydraulique, la qualité de l’eau semble elle aussi encourager les réticences à utiliser cette technique. Le problème des eaux usées est une question particulièrement sensible. Le *fracking* est une méthode d’extraction qui repose sur l’utilisation d’un mélange d’eau, de sable et de produits chimiques. Les eaux usées issues du *fracking* peuvent contenir des produits comme le strontium et le radium, tous deux cancérigènes. Des déchets solides comme l’uranium, le radium et le thorium peuvent également être retrouvés parmi de nombreux autres déchets. Sur les 30 millions de barils de déchets liquides depuis 1993, 7,6% ont été traités par des usines de traitement des eaux usées avant d’être rejetés dans les cours d’eau<sup>1428</sup>. La moitié des déchets liquides issus des opérations d’extraction est réutilisée, ce qui peut conduire à une augmentation de la concentration des agents toxiques présents dans ces eaux. Plus de 80% des déchets

---

<sup>1425</sup> Voir lexique.

<sup>1426</sup> Voir lexique.

<sup>1427</sup> PA Government, « Wolf Admin. Release New Natural Gas Permits to Reduce Air Pollution » *Governor Tom Wolf*, 7 juin 2018, en ligne, Internet, 15 mai 2019. Available: <https://www.governor.pa.gov/wolf-administration-continues-implementation-methane-reduction-strategy-releasing-new-natural-gas-permits-reduce-air-pollution/>.

<sup>1428</sup> Lee Ann L. Hill et al., « Temporal and Spatial Trends of Conventional and Unconventional Oil and Gas Waste Management in Pennsylvania, 1991–2017 » *Science of The Total Environment*. 674 (2019): 623-636.

des opérations de forage en Pennsylvanie restent dans l'État. La population est donc fortement exposée aux conséquences négatives de l'utilisation du *fracking*, alors que certains chiffres paraissent déjà alarmants.

Les Pennsylvaniens avaient le 3<sup>ème</sup> taux de cancer le plus élevé du pays. Plus de 50% de la population se fera diagnostiquer un cancer, et un cinquième en mourra<sup>1429</sup>. La méthode de fracturation hydraulique, à l'origine de l'essor du gaz de schiste, est aujourd'hui vivement critiquée. Elle semble être à l'origine d'une grande quantité d'effets néfastes pour la santé comme les naissances prématurées, les cancers, l'asthme, migraines, les grossesses à risques, les problèmes de peau et bien plus encore<sup>1430</sup>. L'expansion de cette industrie pourrait induire des effets négatifs sur le plus long terme comme des cancers ou des maladies neurodégénératives qui ne peuvent encore être évalués du fait de l'expansion récente de l'industrie du gaz de schiste mais aussi de l'état peu avancé des recherches à ce sujet<sup>1431</sup>.

Lors d'une audience publique en Pennsylvanie du sous-comité du gaz naturel du Conseil consultatif du ministre de l'Énergie<sup>1432</sup> en 2011, 110 commentaires publics ont été recensés. Parmi ces 110 commentaires, 59 témoignaient d'une opposition au *fracking* contre 51 en faveur. Parmi ces 59 commentaires, 78% évoquaient des préoccupations environnementales, 66% concernaient les effets négatifs du *fracking* sur l'eau, 62.7% mentionnaient les problèmes de santé. Le développement rapide du *fracking* a entraîné le développement de comités consultatifs non seulement sur le plan national mais aussi en Pennsylvanie et le Maryland dès 2011 pour répondre à l'augmentation des préoccupations citoyennes sur le *fracking*. En dépit de la création de comités pour superviser les activités de forage de Marcellus, la question de la santé publique est absente des discussions. Cette absence n'est justifiée ni par le manque de préoccupation de l'opinion publique, ni par la négation de la question sanitaire par les pouvoirs publics. En revanche, la crainte politique de voir ralentir l'activité de forage de Marcellus à cause d'une évaluation des risques sanitaires liés au *fracking* est

---

<sup>1429</sup> Kristina Marusic, « More Than 80 Percent of Waste from Pennsylvania's Oil and Gas Drilling Stays in the State », 23 avr. 2019, en ligne, Internet, 9 mai 2019. Available: <https://www.ehn.org/more-than-80-percent-of-waste-from-pennsylvanias-oil-and-gas-drilling-stays-in-the-state-report-2635283061.html>.

<sup>1430</sup> Irena Gorski et Brian S. Schwartz, « Environmental Health Concerns From Unconventional Natural Gas Development » *Oxford Research Encyclopedia of Global Public Health*. (2019), en ligne, Internet, 16 mai 2019. Available: <http://oxfordre.com/publichealth/view/10.1093/acrefore/9780190632366.001.0001/acrefore-9780190632366-e-44>.

<sup>1431</sup> Irena Gorski et Brian S. Schwartz, « Environmental Health Concerns from Unconventional Natural Gas Development ».

<sup>1432</sup> *Secretary of Energy Advisory Board*

un élément explicatif. D'autre part l'échec de la communauté scientifique à appuyer les questions de santé publique dans le débat local et national sur ces enjeux serait, selon eux, la cause principale <sup>1433</sup>.

Un rapport publié en 2016 par l'EPA reconnaissait les impacts de la fracturation hydraulique sur la qualité de l'eau ainsi que les potentiels effets impliqués. Bien que ce rapport décrive les facteurs qui ont pu influencer la fréquence et la gravité des impacts sur la qualité de l'eau, il suggère également qu'un manque d'information et de données ne permet pas de tirer de conclusions quant à l'impact du *fracking* sur la qualité de l'eau<sup>1434</sup>. L'utilisation du procédé de fracturation hydraulique n'entraîne pas des préoccupations que sur l'état de l'eau ou de l'air, d'autres conséquences sont dénoncées comme les risques sismiques. En avril 2016, une série de tremblements de terre de faible magnitude a été reliée aux activités de *fracking* dans le comté de Lawrence par le DEP Pennsylvanie<sup>1435</sup>.

Les différents effets négatifs associés à la fracturation hydraulique ont contribué à éveiller et accentuer les peurs des populations locales concernées par cette méthode d'extraction. Ces préoccupations ont d'ailleurs été accentuées par l'absence de réglementation fédérale sur la question du *fracking*. Lorsque la fracturation hydraulique connaît son essor à la fin des années 2000, l'État fédéral tout comme les États étaient loin d'avoir anticipé un cadre légal pour réglementer cette méthode d'exploitation du gaz et ses retombées.

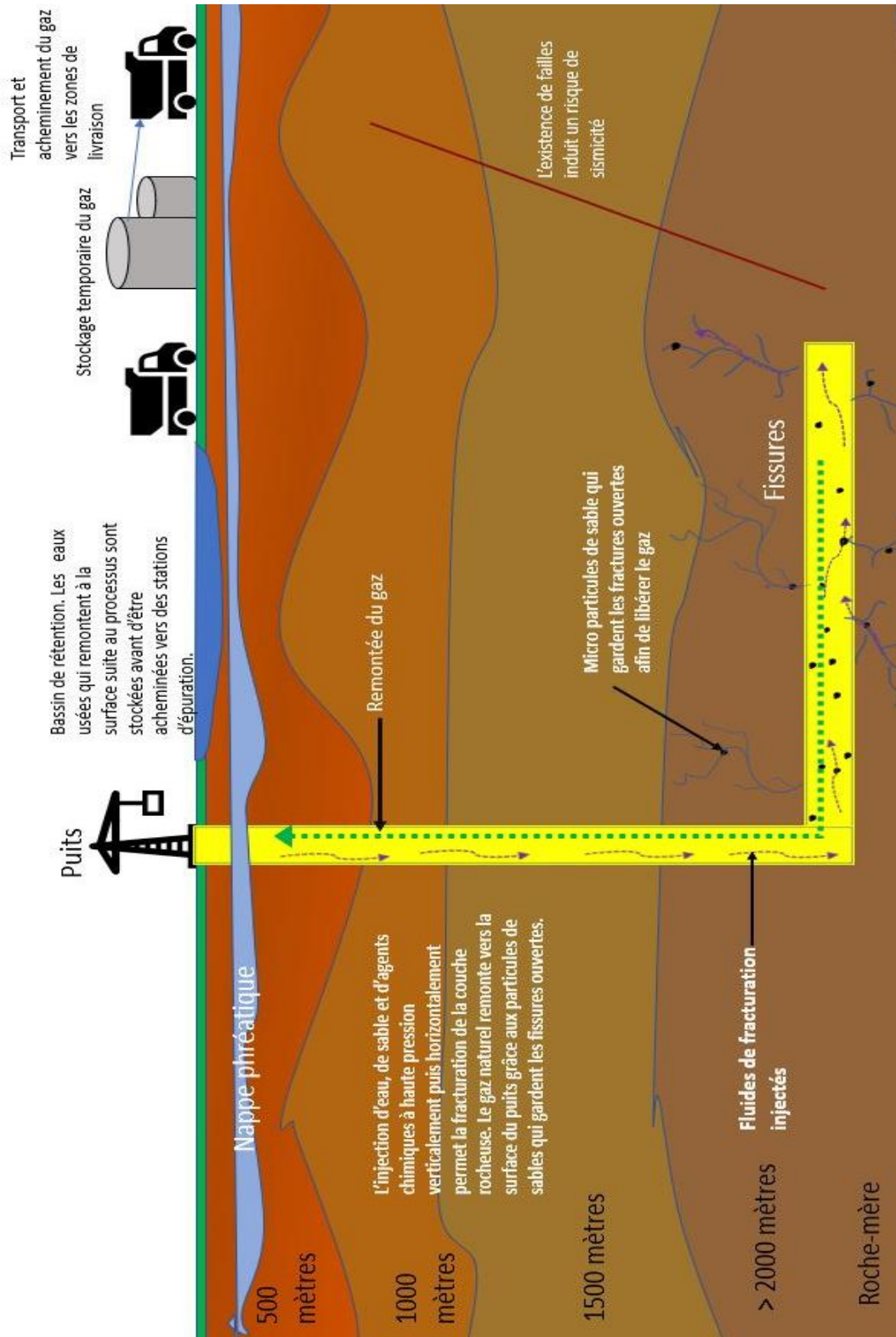
---

<sup>1433</sup> Bernard D. Goldstein, Jill Kriesky, et Barbara Pavliakova, « Missing from the Table: Role of the Environmental Public Health Community in Governmental Advisory Commissions Related to Marcellus Shale Drilling » *Environmental Health Perspectives*. 120.4 (2012): 483-486.

<sup>1434</sup> U.S. Environmental Protection Agency, « Hydraulic Fracturing for Oil and Gas: Impacts from the Hydraulic Fracturing Water Cycle on Drinking Water Resources in the United States - Executive Summary » (2016): 50.

<sup>1435</sup> Pennsylvania Department of Environmental Protection, « Review of Seismic Events in Lawrence County Pennsylvania.pdf », janv. 2017, en ligne, Internet, 28 mai 2019. Available: [http://www.depgreenport.state.pa.us/elibrary/PDFProvider.ashx?action=PDFStream&docID=6096&checksum=&revision=0&docName=8100-RE-DEP4711\\_new.pdf&nativeExt=pdf&PromptToSave=False&Size=697943&ViewerMode=2&overlay=0](http://www.depgreenport.state.pa.us/elibrary/PDFProvider.ashx?action=PDFStream&docID=6096&checksum=&revision=0&docName=8100-RE-DEP4711_new.pdf&nativeExt=pdf&PromptToSave=False&Size=697943&ViewerMode=2&overlay=0).

Figure 17 : Modélisation de l'extraction du gaz de schiste



Source : Adapté de *The Hydrolic Fracking Process*, ProPublica.



### 3.3.4. Règlementation du *fracking* à l'échelle fédérale

À l'échelle fédérale, ce procédé était exempté des nombreuses lois environnementales majeures<sup>1436</sup>. Une partie des exemptions a été rendue possible grâce à l'*Energy Policy Act* de 2005. Cette loi contenait un amendement, défendu par le secrétaire de l'énergie, Dick Cheney, visant à dispenser les compagnies gazières de divulguer les composants chimiques des fluides utilisés dans le cadre de la fracturation hydraulique. Cet amendement, communément appelé par la presse, les organisations de défense de l'environnement ou le monde politique<sup>1437</sup> « *Halliburton loophole* », fait référence à *Halliburton*, le plus grand fournisseur mondial de services de fracturation hydraulique, une firme que Dick Cheney a dirigée pendant 5 ans. Dans l'*Energy Policy Act* de 2005, l'article 322 : « *Amends the Safe Drinking Water Act to exclude from the definition of underground injection the underground injection of fluids or propping agents (other than diesel fuels) pursuant to hydraulic fracturing operations related to oil or gas, or geothermal production activities*<sup>1438</sup> ».

Dès 2009, une proposition de loi, *Fracturing Responsibility and Awareness of Chemicals Act* ou *Frac Act* est introduite à la Chambre des Représentants puis au Sénat pour que le *fracking* soit réglementé par le gouvernement fédéral en supprimant son exemption au *Safe Drinking Water Act*, mais aussi pour obliger les compagnies utilisant ce procédé à divulguer les produits chimiques qu'ils utilisent. Réintroduite du 111<sup>ème</sup> au 116<sup>ème</sup> Congrès<sup>1439</sup>, cette proposition de loi reste sans succès. En 2011, Obama envisageait d'encadrer le *fracking* par le biais des agences fédérales dans son *Blueprint for a Secure Energy Future*<sup>1440</sup>.

Après cinq ans de réflexion, en mars 2015, le BLM, publiait une réglementation sur le *fracking* nommée « *Oil and Gas ; Hydraulic Fracturing on Federal and Indian Lands* », se focalisant sur trois aspects : le forage des puits, la divulgation des compositions chimiques présents dans les fluides de fracturation, et la gestion des eaux usées<sup>1441</sup>. Cependant, cette réglementation ne prendra jamais effet

---

<sup>1436</sup> *Safe Drinking Water Act, Resource Conservation and Recovery Act, Emergency Planning and Community Right to Know Act, Clean Air Act, Clean Water Act.*

<sup>1437</sup> « DeGette introduces legislation to regulate fracking companies », July 26, 2019 *Congresswoman Diana DeGette*, 26 juill. 2019, en ligne, Internet, 22 juill. 2020. Available: <https://degette.house.gov/media-center/press-releases/degette-introduces-legislation-to-regulate-fracking-companies>.

<sup>1438</sup> 109th Congress, « H.R.6 - 109th Congress (2005-2006): Energy Policy Act of 2005 », webpage, 8 août 2005, 2005/2006, en ligne, Internet, 22 juill. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/109th-congress/house-bill/6>.

<sup>1439</sup> Diana DeGette, « H.R.4014 - 116th Congress (2019-2020): Fracturing Responsibility and Awareness of Chemicals Act of 2019 », webpage, 26 juill. 2019, 2019/2020, en ligne, Internet, 22 juill. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/4014>.

<sup>1440</sup> The White House, « Blueprint for a Secure Energy Future ».

<sup>1441</sup> Bureau of Land Management, « Oil and Gas; Hydraulic Fracturing on Federal and Indian Lands » *Federal Register*, 26 mars 2015, en ligne, Internet, 28 mai 2019. Available:

puisqu'elle sera suspendue avant d'être annulée par le juge de district Scott Skavdahl<sup>1442</sup> en 2016, au motif que le BLM outrepassa l'autorité du Congrès comme il le justifie dans sa décision.

*Given Congress' enactment of the EP Act of 2005, to nonetheless conclude that Congress implicitly delegated BLM authority to regulate hydraulic fracturing lacks common sense. Congress' inability or unwillingness to pass a law desired by the executive branch does not default authority to the executive branch to act independently, regardless of whether hydraulic fracturing is good or bad for the environment or the Citizens of the United States*<sup>1443</sup>.

En 2017, l'administration Trump abrogeait la réglementation voulue par Obama sur la publication des produits chimiques utilisés dans le processus de fracking par le biais du BLM<sup>1444</sup>. De nombreux projets de loi ont vu le jour depuis cela pour mettre fin à la faille dans l'*Energy Policy Act* de 2005 comme le *Fracking Disclosure and Safety Act*<sup>1445</sup> en 2019 ou *Oil and Water Don't Mix Act of 2020*<sup>1446</sup>. Aucun de ces projets de loi n'a abouti jusqu'à présent.

### 3.3.5. Réglementation du *fracking* à l'échelle infranationale

La réglementation de la fracturation hydraulique a par ailleurs largement été déléguée à l'appréciation des États, notamment les États producteurs d'hydrocarbures, qui doivent gérer les préoccupations de l'opinion publique concernant la fracturation hydraulique. À ce jour, il existe une diversité de réglementations sur le territoire quant au *fracking*. Certains États ont fait le choix d'interdire complètement le *fracking*, comme le Vermont<sup>1447</sup> en 2012, New York en 2015<sup>1448</sup> ou le

---

<https://www.federalregister.gov/documents/2015/03/26/2015-06658/oil-and-gas-hydraulic-fracturing-on-federal-and-indian-lands>.

<sup>1442</sup> Il a été nommé par Barack Obama en 2011.

<sup>1443</sup> U.S. District Court of Wyoming, « Order on Petitions for Review of Final Agency Action Case No. 2:15-Cv-043-Sws », 21 juin 2016, en ligne, Internet, 23 mai 2019. Available: <http://www.wyd.uscourts.gov/pdf/forms/orders/15-cv-043-S%20Order.pdf>.

<sup>1444</sup> Bureau of Land Management, « BLM Rescinds Rule on Hydraulic Fracturing », Text, 28 déc. 2017, en ligne, Internet, 22 juill. 2020. Available: <https://www.blm.gov/press-release/blm-rescinds-rule-hydraulic-fracturing>.

<sup>1445</sup> Darren Soto, « H.R.436 - 116th Congress (2019-2020): Fracking Disclosure and Safety Act », webpage, 2 juill. 2019, 2019/2020, en ligne, Internet, 22 juill. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/436>.

<sup>1446</sup> Jared Huffman, « Text - H.R.6112 - 116th Congress (2019-2020): Oil and Water Don't Mix Act of 2020 », webpage, 17 mars 2020, 2019/2020, en ligne, Internet, 22 juill. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/6112/text>.

<sup>1447</sup> « The Vermont Statutes Online » *Vermont General Assembly*, s. d., en ligne, Internet, 4 sept. 2020. Available: <https://legislature.vermont.gov/statutes/section/29/014/00571>.

<sup>1448</sup> NYS Department of Environmental Conservation, « High-Volume Hydraulic Fracturing in New York State », s. d., en ligne, Internet, 4 sept. 2020. Available: <https://www.dec.ny.gov/energy/75370.html>.

Maryland<sup>1449</sup> en 2017. D'autres ont fait le choix de l'interdire temporairement comme l'Oregon<sup>1450</sup> ou le Massachusetts<sup>1451</sup> pour 10 ans et certains ont tenté de l'interdire sans succès comme en Floride. Certains comtés comme San Benito en Californie<sup>1452</sup> ou villes ont également fait le choix de suspendre ou d'interdire le *fracking* comme Boulder<sup>1453</sup> ou Los Angeles<sup>1454</sup>.

En l'absence de réglementation fédérale uniformisant les législations, les villes et États font le choix ou non d'accepter ces pratiques, ou de les réglementer. La pluralité des mesures concernant le *fracking* soulève une autre question, celle de l'échelle de gouvernance et de la législation. Si certains États, villes ou communautés ont réussi à interdire le *fracking* selon leur vœu par referendum ou par le biais de la législation, il convient de souligner que ces mesures sont souvent accompagnées de batailles législatives, entre les pro-*fracking* et ceux qui s'y opposent, mais parfois aussi entre l'État, dépendant des revenus issus de la production d'hydrocarbures et les communautés désirant abolir ces pratiques. Plus qu'une question économique, la législation locale du *fracking* soulève en outre les questions du fédéralisme et de la démocratie. Il existe de nombreux cas où les communautés locales, municipalités et villes, qui se considèrent mieux placées pour répondre aux attentes locales des citoyens, ont vu leur choix d'interdire le *fracking* renversé par une décision émanant du gouvernement de l'État.

C'est le cas notamment au Texas, plus grand État producteur d'hydrocarbures du pays, où la ville de Denton a choisi d'interdire le *fracking* le 5 novembre 2014 lors d'un referendum<sup>1455</sup>. En mai 2015, au motif de mettre fin à un « *patchwork quilt of bans and rules and regulations that is eroding the Texas model*<sup>1456</sup> », face à la multiplication des ordonnances locales, incluant celles de Denton, le gouverneur Gregory Abbott signait le *Denton Fracking Bill* ou la loi HB40<sup>1457</sup>. Cette loi réaffirmait

---

<sup>1449</sup> « Legislation - HB1325 » *Maryland General Assembly*, 2017, en ligne, Internet, 4 sept. 2020. Available: <http://mgaleg.maryland.gov/mgaweb/legislation/details/HB1325?ys=2017rs>.

<sup>1450</sup> « HB2623 2019 Regular Session » *Oregon Legislative Information System*, 2019, en ligne, Internet, 4 sept. 2020. Available: <https://olis.leg.state.or.us/liz/2019R1/Measures/Overview/HB2623>.

<sup>1451</sup> « An Act Relative to a Moratorium on Hydraulic Fracturing » *The 191st General Court of the Commonwealth of Massachusetts*, 2016, en ligne, Internet, 4 sept. 2020. Available: <https://malegislature.gov/Bills/189/Senate/S2309/>.

<sup>1452</sup> San Benito, « San Benito County Fracking Ban Initiative », 2014, en ligne, Internet, 3 sept. 2020. Available: [https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/frack\\_actions\\_sanbenitocountyca.pdf](https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/frack_actions_sanbenitocountyca.pdf).

<sup>1453</sup> Boulder County, « Moratorium on Processing Oil and Gas Development Applications », 2019, en ligne, Internet, 4 oct. 2020. Available: <https://assets.bouldercounty.org/wp-content/uploads/2019/06/2019-59-boulder-county-resolution-oil-gas-emergency-temporary-moratorium.pdf>.

<sup>1454</sup> Los Angeles City Council, « Motion », 2013, en ligne, Internet, 3 sept. 2020. Available: [https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/frack\\_actions\\_losangelesca.pdf](https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/frack_actions_losangelesca.pdf).

<sup>1455</sup> « Denton - Election Results » *Denton County*, 2014, en ligne, Internet, 4 sept. 2020. Available: <https://results.enr.clarityelections.com/TX/Denton/53684/149586/Web01/en/summary.html>.

<sup>1456</sup> The Texas Tribune et Ross Ramsey, « Analysis: When Local Control is Remote » *The Texas Tribune*, 12 mars 2015, en ligne, Internet, 30 mai 2019. Available: <https://www.texastribune.org/2015/03/12/analysis-local-control-sometimes/>.

<sup>1457</sup> « History for HB 40 » *Texas Legislature Online*, 2015 40, en ligne, Internet, 4 sept. 2020. Available: <https://capitol.texas.gov/BillLookup/History.aspx?LegSess=84R&Bill=HB40>.

la primauté de l'État sur les réglementations des activités gazières et pétrolières, enlevant toute légitimité à une décision locale au Texas pour interdire le *fracking* comme à Denton. La décision d'interdire le *fracking* à Denton avait été approuvée par referendum à 59% des votes contre 41%<sup>1458</sup>. Ironiquement, l'État où a été inventée la technologie de la fracturation hydraulique actuelle a été aussi le premier à voir une de ses villes l'interdire, même pour une courte durée.

Autre cas, en 2015, le gouverneur républicain de l'Oklahoma, Mary Fallin, signait la loi SB 809, inspirée de la loi HB40 au Texas pour interdire toute interdiction locale de *fracking* dans l'État. Alors que des villes telles que Stillwater ou Norman réécrivaient leurs réglementations locales sur le gaz et le pétrole, le gouvernement local les a devancés afin d'éviter une situation similaire à celle de Denton et réaffirmer la primauté du droit de l'état sur les décisions locales<sup>1459</sup>.

Les décisions de l'Oklahoma et du Texas mettent en avant la dualité existant entre le pouvoir de l'État fédéré et celui issus des niveaux de gouvernance inférieurs, comme les villes. Cependant, ces exemples révèlent également la dualité des intérêts économiques liés à l'industrie du gaz dépendante de la fracturation hydraulique et les intérêts environnementaux des localités. Si les villes de Denton, Stillwater et Norman entendaient agir pour préserver les intérêts sanitaires et environnementaux de leurs citoyens, le gouvernement local a fait jouer son droit à décider de ces questions, en évoquant deux raisons, la volonté d'uniformiser la loi sur le territoire, et la volonté de préserver une industrie génératrice de revenus et d'emplois pour l'État.

Lori Riverstone-Newell, professeur de science politique à l'université d'État de l'Illinois, suggère que les États conservateurs ont eu davantage tendance à recourir au droit de préemption ces dernières années afin de contrôler des entités locales progressistes, par exemple en interdisant d'interdire le *fracking* pour des raisons environnementales et sanitaires. L'utilisation du droit de préemption des États<sup>1460</sup> a évolué passant d'un outil pour uniformiser les objectifs de localités à l'échelle du territoire à un outil de répression des mesures jugées progressistes. La polarisation politique, le poids des lobbies et des industries dans les choix politiques et les victoires d'élus républicains à la tête des États sont parmi les éléments qui justifient l'augmentation de ce recours au droit de préemption des États. Car comme le souligne cette chercheuse, quand les localités décident de combler l'absence de

---

<sup>1458</sup> « Denton - Election Results ».

<sup>1459</sup> By Joe Wertz, « Gov. Fallin Signs Bill to Prevent Towns, Cities and Counties from Banning Fracking | StateImpact Oklahoma » *StateImpact Oklahoma | Environment, Education, Energy, Health And Justice: Policy to People*, 1 juin 2015, en ligne, Internet, 30 mai 2019. Available: <https://stateimpact.npr.org/oklahoma/2015/06/01/gov-fallin-signs-bill-to-prevent-towns-cities-and-counties-from-banning-fracking/>.

<sup>1460</sup> Lori Riverstone-Newell, « The Rise of State Preemption Laws in Response to Local Policy Innovation » *Publius: The Journal of Federalism*. 47.3 (2017): 403-425.

règlementation fédérale en légiférant à leur échelle, l'État a d'autres possibilités que de délégitimer les mesures locales.

*To rein in unruly localities, states may deploy one or more of a variety of strategies ranging from ignoring the infraction, to issuing informal warnings, threatening and/or pursuing legal action, or threatening and/or withholding state funding. In the past few years, however, a growing number of state officials have sponsored and supported preemption legislation with the intent to weaken local authority and to thwart local progressive policies*<sup>1461</sup>.

### 3.3.6. Le *fracking* en Pennsylvanie

La Pennsylvanie, État moteur de la production du gaz naturel, connaît également cette bataille de réglementation sur le *fracking*. Les Gouverneurs Edward Rendell (2003-2011) et Tom Corbett (2011-2015) respectivement démocrate et républicain se sont montrés accueillants envers l'industrie gazière, avec la percée des technologies de fracturation hydraulique. Rendell a qualifié l'essor du gaz de schiste de « *great boon*<sup>1462</sup> » pour la Pennsylvanie et il a largement soutenu et encouragé l'industrie. Critiqué pour n'avoir pas mis en place de taxe sur le gaz de schiste, la « *severance tax* », n'avoir pas modernisé les réglementations sur le gaz et le pétrole, et avoir cédé plus de 130 000 acres de terres fédérales à l'industrie sous son mandat<sup>1463</sup>, ses liens avec l'industrie gazière lui sont également reprochés par ses détracteurs. Son successeur, Tom Corbett, affilié aux républicains n'a jamais caché ses ambitions de faire de la Pennsylvanie le plus grand État producteur de gaz du pays, en le comparant au Texas. Si de nombreux Pennsylvaniens ont accueilli le boom du gaz naturel comme une aubaine lorsque la situation économique de l'État s'est avérée critique, les communautés locales concernées par le *fracking* ont également rapidement manifesté leurs inquiétudes. À l'image des États qui ont voulu légiférer sur la question du *fracking* pour protéger l'industrie des hydrocarbures, en 2012, Tom Corbett signe la loi *Act 13*<sup>1464</sup>, une loi majeure visant à réviser la réglementation sur le gaz et le pétrole dans l'État pour uniformiser et encourager le développement de l'industrie du gaz sur le territoire. Cette loi contenait des provisions comme « *l'impact fee* », une taxe variable reversée par les compagnies gazières à l'État qui les redistribue en compensations des conséquences

---

<sup>1461</sup> Riverstone-Newell, « The Rise of State Preemption Laws in Response to Local Policy Innovation ».

<sup>1462</sup> Jad Mouawad et Clifford Krauss, « Pollution Fears Creating Reaction Against Natural Gas Boom » *The New York Times*, 7 déc. 2009, en ligne, Internet, 16 avr. 2019. Available: <https://www.nytimes.com/2009/12/08/business/energy-environment/08fracking.html>.

<sup>1463</sup> Marie Cusick et Susan Phillips, « Former Gov. Ed Rendell: "I Made a Mistake" on Shale Gas » *StateImpact Pennsylvania*, 28 juill. 2016, en ligne, Internet, 30 mai 2019. Available: <https://stateimpact.npr.org/pennsylvania/2016/07/27/former-gov-ed-rendell-i-made-a-mistake-on-shale-gas/>.

<sup>1464</sup> « 2012 Act 13 » *The official website for the Pennsylvania General Assembly*, 2012, en ligne, Internet, 4 sept. 2020. Available: <https://www.legis.state.pa.us/cfdocs/legis/li/uconsCheck.cfm?yr=2012&sessInd=0&act=13>.

environnementales négatives de l'exploitation du gaz, la divulgation des produits chimiques utilisés pour le *fracking* via un site national ; *fracfocus.org*<sup>1465</sup>, des nouvelles règles relatives au processus de délivrance des permis de forage, une règle uniforme sur le zonage pour l'État, empêchant toute décision locale plus stricte concernant l'exploitation du gaz, l'interdiction pour les médecins d'obtenir des informations sur le risque d'exposition à certains produits chimiques utilisés pour le *fracking* sans avoir signé de contrat de confidentialité, ou encore le droit des compagnies gazières à l'expropriation en vue de créer des zones de stockage pour le gaz naturel. Largement controversée, cette loi a fait l'objet de nombreuses critiques des citoyens et entités locales qui se sont adressés à la justice pour l'abroger.

En décembre 2013, lors du jugement de la Cour Suprême du *Commonwealth* de Pennsylvanie dans l'affaire *Robinson Township v. Commonwealth*, la justice donnait raison aux plaignants et déclarait qu'une grande partie de *Act 13* était inconstitutionnelle au motif qu'elle allait notamment à l'encontre de l'Article I, paragraphe 27 de la Constitution du *Commonwealth* de Pennsylvanie connue sous le nom de « *Environmental Rights Amendment* », un amendement rédigé en 1971 et qui stipule que :

*The people have a right to clean air, pure water, and to the preservation of the natural, scenic, historic and esthetic values of the environment. Pennsylvania's public natural resources are the common property of all the people, including generations yet to come. As trustee of these resources, the Commonwealth shall conserve and maintain them for the benefit of all the people*<sup>1466</sup>.

Dans son jugement de l'affaire *Robinson Township v. Commonwealth*, la Cour Suprême de Pennsylvanie déclare notamment : « *The Commonwealth's obligations as trustee to conserve and maintain the public natural resources for the benefit of the people, including generations yet to come, create a right in the people to seek to enforce the obligations*<sup>1467</sup>. » L'article I, paragraphe 27 de la Constitution de Pennsylvanie, par le biais de ce jugement, est devenu un élément majeur de l'affrontement entre les défenseurs de l'industrie du gaz et les défenseurs de l'environnement. Parce que cet amendement est inscrit dans l'article I de la Constitution du *Commonwealth*, il doit être entendu comme un droit inhérent des Pennsylvaniens et donc comme une limite du pouvoir du gouvernement.

*Article I is the same place where the right to free speech; the right to bear arms; and the right to acquire, possess, and protect property are located. Rights in article I, the plurality noted,*

---

<sup>1465</sup> « *FracFocus* », s. d., en ligne, Internet, 4 sept. 2020. Available: <https://fracfocus.org/>.

<sup>1466</sup> Pennsylvania General Assembly, « Constitution of Pennsylvania », s. d., en ligne, Internet, 30 mai 2019. Available: <https://www.legis.state.pa.us/WU01/LI/LI/CT/HTM/00/00.HTM>.

<sup>1467</sup> Supreme Court Of Pennsylvania, « *Robinson Twp. v. Pa. Pub. Util. Comm'n*, 83 A.3d 901 » *Casetext*, 19 déc. 2013, en ligne, Internet, 31 mai 2019. Available: <https://casetext.com/case/robinson-twp-v-pa-pub-util-commn>.

*are understood as inherent rights that are reserved to the people; they operate as limits on government power*<sup>1468</sup>.

La cour Suprême établit que si l'autorité de l'Assemblée générale de Pennsylvanie prévaut sur celles des subdivisions de l'État fédéré, elle ne peut en aucun cas lui ôter son autorité dans la mise en application d'un devoir constitutionnel, et que par ailleurs l'État de Pennsylvanie, tout comme les municipalités, ont les mêmes obligations vis-à-vis de l'article I, 27 de la Constitution<sup>1469</sup>. Cette décision de justice apparaît non seulement comme une victoire pour les municipalités mais elle implique également que les États qui ont inscrit des provisions relatives à l'environnement ou aux ressources naturelles dans leur Constitution peuvent s'inspirer du cas de la Pennsylvanie.

Avant le jugement *Robinson Township v. Commonwealth*, certaines villes ou communautés de Pennsylvanie faisaient déjà figures de pionnières sur la réglementation locale du *fracking* puisqu'en 2006 la municipalité de Tamaqua en Pennsylvanie a été la première du pays à approuver une ordonnance locale pour donner des droits à la nature. Cette réglementation avait pour objectif d'empêcher les compagnies gazières de déverser les déchets et eaux usées issus du *fracking* dans des carrières de la municipalité. En 2006, Rush Township adoptait l'ordonnance n°161, dénommée le *Rush Township Slewage Sludge Ordinance*<sup>1470</sup>, visant comme à Tamaqua Borough de permettre à la ville d'interdire le déversement de boues d'épuration et d'eaux usées dans les limites de leur municipalité pour protéger la santé, la sécurité et le bien-être des citoyens. En 2010, à l'image de Tamaqua Borough, le conseil municipal de Pittsburgh adoptait à l'unanimité une ordonnance<sup>1471</sup> interdisant le *fracking* dans les limites de la ville. La mairie de Pittsburgh a travaillé avec le *Community Environmental Legal Defense Fund*, un cabinet juridique en contact avec de nombreux gouvernements locaux de l'État afin d'interdire le *fracking* dans la ville. La stratégie désignée par ce cabinet consistait à amener les villes et municipalités à garantir légalement des droits aux communautés et à la nature, par exemple grâce à un « *Community Bill of Rights* » pour rendre toute

---

<sup>1468</sup> John C. Dernbach, James May, et Kenneth Kristl, « Robinson Township v. Commonwealth of Pennsylvania: Examination and Implications » *SSRN Electronic Journal*. (2014), en ligne, Internet, 29 mai 2019. Available: <http://www.ssrn.com/abstract=2412657>.

<sup>1469</sup> Dernbach, May, et Kristl, « Robinson Township v. Commonwealth of Pennsylvania: Examination and Implications ».

<sup>1470</sup> Rush Township, « Ordinances | Rush Township », s. d., en ligne, Internet, 2 juin 2019. Available: <http://www.rushtownship.org/category/ordinances/page/5/>.

<sup>1471</sup> City of Pittsburgh, « Ordinance supplementing the Pittsburgh Code, Title Six, Conduct, Article 1 Regulated Rights and actions, by adding Chapter 618 entitled Marcellus Shale Natural Gas Drilling. », 16 nov. 2010, en ligne, Internet, 25 juill. 2020. Available: <https://pittsburgh.legistar.com/LegislationDetail.aspx?ID=766814&GUID=3306C0FD-CF64-4F19-9D73-052C69CB9738>.

réglementation émanant d'un échelon de gouvernance supérieur sur le *fracking* illégale<sup>1472</sup>. En 2015, la commune de Grant dans le comté de l'Indiana en Pennsylvanie adoptait une ordonnance établissant les droits de la communauté de Grant afin d'empêcher le *fracking* sur son territoire<sup>1473</sup>. D'autres villes et communautés de Pennsylvanie ont suivi ces exemples comme Phoenixville dans le comté de Chester en 2011<sup>1474</sup> ou Emsworth<sup>1475</sup>, dans le comté d'Allegheny, qui a interdit le fracking en février 2013.

La question du fracking a fait naître différentes réactions au sein des communautés mais elle a surtout mis en avant la volonté des populations locales de décider pour elles-mêmes. Certaines communautés ont décidé d'interdire le *fracking* sur leur territoire, d'autres temporairement et d'autres pas du tout. Tout comme la ville de Pittsburgh s'est tournée vers *Community Environmental Legal Defense Fund* afin de se préserver du *fracking*, des associations ont apporté leur soutien à d'autres villes et localités dans l'État. Par exemple, l'organisation *Food and Water Watch*, a mis en place le *Municipal Ordinance Project* pour aider les communautés à se protéger légalement du *fracking*. Œuvrant dans le comté d'Allegheny depuis 2017, cette organisation se donne pour mission d'aider les gouvernements locaux et communautés à mettre en place des solutions légales, notamment en s'appuyant sur le plan d'urbanisme ou le zonage dans ces territoires<sup>1476</sup>.

---

<sup>1472</sup> Madeleine Sheehan Perkins, « How Pittsburgh embraced a radical environmental movement popping up in conservative towns across America » *Business Insider France*, 2017, en ligne, Internet, 21 mai 2019. Available: <https://www.businessinsider.fr/us/rights-for-nature-preventing-fracking-pittsburgh-pennsylvania-2017-7/>.

<sup>1473</sup> Thomas Linzey, Brannen Jr., Daniel E., et Dunne, Elizabeth, *People's Right to Local Community Self-Government: Grant Township.*, vol. (Place of publication not identified: LULU COM, 2015).

<sup>1474</sup> Borough of Phoenixville, « Resolution 2011-07 », 8 mars 2011, en ligne, Internet, 25 juill. 2020. Available: [https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/frack\\_actions\\_phoenixvilleboroughpa.pdf](https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/frack_actions_phoenixvilleboroughpa.pdf).

<sup>1475</sup> Borough of Emsworth, « Chapter 161. OIL AND GAS EXPLORATION AND EXTRACTION », 6 févr. 2013, en ligne, Internet, 25 juill. 2020. Available: [https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/frack\\_actions\\_emsworthpa.pdf](https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/frack_actions_emsworthpa.pdf).

<sup>1476</sup> Food and Water Watch, « The Municipal Ordinance Project: Protecting Communities from the Harms of Fracking » *Food & Water Watch*, s. d., en ligne, Internet, 25 juill. 2020. Available: <https://www.foodandwaterwatch.org/campaign/municipal-ordinance-project-fighting-fracking-local-level>.





## 3.4. Fin du consensus politique et populaire sur le fracking en Pennsylvanie ?

### 3.4.1. Tom Wolf, un gouverneur plus modéré ?

La position du Gouverneur démocrate Tom Wolf semble plus mitigée sur la question du gaz naturel que celle de ses prédécesseurs lorsqu'il accède au pouvoir début 2015. Il se montre d'emblée plus hostile à l'égard de l'industrie du gaz. Wolf signe dès janvier 2015 le décret « *Leasing of State Forest and State Park Land for Oil and Gas Development*<sup>1477</sup> » qui vise à interdire l'exploitation et l'exploration des parcs et forêts d'État. Depuis 2015, il a proposé tous les ans de mettre en place une *severance tax*, pour imposer les producteurs de gaz naturel de l'État, une mesure qu'il n'a jamais réussi à faire adopter<sup>1478</sup>. Les républicains de la législature considèrent cet impôt comme néfaste pour l'industrie du gaz naturel et s'y opposent. Si cette taxe aiderait la Pennsylvanie à financer le budget de l'État pour Tom Wolf, les républicains pensent qu'elle aurait des répercussions sur le développement de l'industrie du gaz, sur les emplois, sur la compétitivité des producteurs pennsylvaniens et sur les factures des consommateurs. La Pennsylvanie est le seul État fédéré parmi les grands producteurs de gaz naturel qui n'applique pas cet impôt ; les producteurs sont en revanche soumis à *l'impact fee*.

Depuis son premier mandat, Wolf a démontré, en plus de sa volonté de réglementer le secteur du gaz naturel, un engagement certain sur les questions climatiques. Son second mandat a plus particulièrement mis l'accent sur la question climatique. En 2018 par exemple, il annonçait plus de 30 millions de subventions pour soutenir 78 nouveaux projets dans 22 comtés dans le cadre du *Solar Energy Program* pour diversifier le mix énergétique du territoire grâce à l'énergie solaire<sup>1479</sup>. En octobre 2019, suite à un décret, Wolf demandait au *Department of Environmental Protection* (DEP) de travailler au développement de réglementations pour que la Pennsylvanie puisse intégrer le RGGI qui compte déjà une dizaine d'États du Nord-Est. Selon le DEP, la participation de la Pennsylvanie

---

<sup>1477</sup> Tom Wolf, « Executive Order: 2015-03 - Leasing of State Forest and Park Land for Oil » *Governor Tom Wolf*, 29 janv. 2015, en ligne, Internet, 24 juill. 2020. Available: <https://www.governor.pa.gov/newsroom/executive-order-2015-03-leasing-of-state-forest-and-state-park-land-for-oil-and-gas-development/>.

<sup>1478</sup> Mahon et Marie Cusick, « Restore PA and Wolf's fifth severance tax attempt, explained » *PA Post*, 25 juin 2019, en ligne, Internet, 25 juill. 2020. Available: <https://papist.org/2019/06/25/restore-pa-and-wolfs-fifth-severance-tax-attempt-explained/>.

<sup>1479</sup> « Gov. Wolf Announces 78 Projects to Promote Solar Energy in PA » *Governor Tom Wolf*, 16 mars 2018, en ligne, Internet, 25 juill. 2020. Available: <https://www.governor.pa.gov/newsroom/governor-wolf-announces-approvals-78-projects-promote-solar-energy-pennsylvania/>.

aurait des retombées extrêmement positives, non seulement pour le secteur économique, mais aussi pour le secteur sanitaire. Si la Pennsylvanie intègre le RGGI, la modélisation du DEP sur la période 2022-2030 annonce une augmentation nette de 2 milliards de dollars du PIB de l'État et la création de 27 000 emplois, mais aussi 83 000 jours d'arrêt de travail en moins et 639 décès prématurés évités grâce à une meilleure qualité de l'air<sup>1480</sup>.

Critique vis-à-vis du manque de leadership du gouvernement fédéral, Wolf établissait par décret, début 2019, des objectifs de réduction de GES et de production d'électricité à partir des énergies renouvelables. La Pennsylvanie prévoit ainsi une baisse de ses GES de 26% d'ici à 2025 et 80% d'ici à 2050 par rapport au niveau de 2005. En décembre 2019, le gouverneur lançait le *Methane Reduction Strategy*, un plan de réduction des émissions de méthane qui sont particulièrement élevées en Pennsylvanie du fait de l'activité de l'industrie des hydrocarbures<sup>1481</sup>.

La Pennsylvanie était le 5<sup>ème</sup> État américain à émettre le plus de dioxyde de carbone en 2017 avec 215 millions de tonnes métriques<sup>1482</sup>. Les mesures prises par Wolf apparaissent comme une façon de répondre au relâchement des réglementations environnementales fédérales qui soutiennent davantage la production d'hydrocarbure de schiste depuis la présidence de Trump. Elles sont aussi une façon de répondre à l'inquiétude des Pennsylvaniens qui sont nombreux à s'interroger sur les conséquences sanitaires de l'essor du gaz de schiste sur leur territoire. Ces inquiétudes semblent d'ailleurs justifiées aux yeux de certains, et pour cause, en 2018, un reportage d'investigation, *The Human Toll*<sup>1483</sup>, publié dans un journal local, le *Pittsburgh Post-Gazette*, décrivait au moins 46 cas de cancers extrêmement rares chez des enfants dont 27 cas de sarcome d'Ewing, un cancer qui touche moins de 250 Américains par an. L'article fait le lien entre l'activité gazière et l'augmentation de la mortalité depuis 2008 dans certaines zones de l'État, en se focalisant sur quatre comtés : Fayette, Washington, Greene et Westmoreland. L'article publié par le *Pittsburgh Post-Gazette* a réveillé les inquiétudes des Pennsylvaniens et en 2019 pas moins de 100 associations et plus de 800 individus signaient une

---

<sup>1480</sup> Pennsylvania Department of Environmental Protection, « RGGI » *Department of Environmental Protection*, s. d., en ligne, Internet, 26 juill. 2020. Available: <https://www.dep.pa.gov:443/Citizens/climate/Pages/RGGI.aspx>.

<sup>1481</sup> « Pennsylvania Moves Forward with Governor Wolf's Plan to Control Methane and Other Air Pollution » *Governor Tom Wolf*, 17 déc. 2019, en ligne, Internet, 25 juill. 2020. Available: <https://www.governor.pa.gov/newsroom/pennsylvania-moves-forward-with-governor-wolfs-plan-to-control-methane-and-other-air-pollution/>.

<sup>1482</sup> U.S. Energy Information Administration, « Pennsylvania - State Energy Profile Overview ».

<sup>1483</sup> David Templeton et Dan Hopey, « The human toll », 14 mai 2019, en ligne, Internet, 24 juill. 2020. Available: <https://newsinteractive.post-gazette.com/childhood-cancer-pittsburgh-pennsylvania-canon-mcmillan-pollution/>; David Tepleton, Dan Hopey, et Andrew Rush, « The Human Toll Part 2 », 18 juill. 2019, en ligne, Internet, 24 juill. 2020. Available: <https://newsinteractive.post-gazette.com/fracking-and-health-2/>.

lettre<sup>1484</sup> pour demander au Gouverneur et au DEP d'enquêter sur la possibilité d'un lien entre ces cancers et l'essor de l'activité gazière.

Tom Wolf, en dépit de ses engagements environnementaux et climatiques est resté un gouverneur pragmatique. Il a œuvré à la diversification du mix énergétique de son État en encourageant le développement de ressources alternatives, tout comme il a accordé son soutien à l'industrie des hydrocarbures, porteuses d'emplois pour l'État. En dépit des réglementations plus strictes qu'il a imposé par rapport aux Gouverneurs qui l'ont précédé, il n'a jamais cherché à interdire le *fracking* en Pennsylvanie, alors que d'autres États comme New York ou le Maryland l'ont fait.

Conscient de la pression exercée par les républicains, les syndicats et l'industrie du gaz, Tom Wolf a en parallèle approuvé de nombreux projets en faveur du développement de l'industrie de l'exploitation des hydrocarbures et en faveur de l'industrie de la construction pour les infrastructures liées à l'exploitation du gaz ou la pétrochimie dans l'État. En 2016, le gouvernement de Wolf donnait le feu vert à la construction d'un complexe de craquage d'éthylène dans le comté de Beaver. Cette usine appartenant à la *Shell Oil Company* devait encourager la création d'emplois locaux mais ce complexe pétrochimique représente également le plus gros investissement financier fait en Pennsylvanie depuis la Seconde Guerre mondiale<sup>1485</sup>. En 2019, pas moins de 7 projets de construction de pipelines majeurs étaient recensés dans l'État<sup>1486</sup>. Autre exemple de son soutien à l'industrie, en juillet 2020, le gouverneur Wolf signait une loi nommée *Local Resource Manufacturing Tax Credit legislation*<sup>1487</sup> qui vise à attirer les investisseurs de l'industrie pétrochimique en leur accordant une réduction d'impôt sur 25 ans. En contrepartie, les investisseurs devront utiliser le gaz naturel local pour la fabrication de produits dérivés pétrochimiques, investir au minimum 400 millions de dollars dans la construction de leur projet et employer au maximum la main d'œuvre locale.

Tom Wolf, à la tête du 2<sup>ème</sup> plus grand État producteur de gaz naturel du pays, doit depuis 2015, contenter les défenseurs de cette industrie et les Pennsylvaniens qui y sont réfractaires. Tout comme Obama l'a fait lors de ses mandats présidentiels, Wolf a adopté une approche qui vise à développer

---

<sup>1484</sup> David Templeton et Dan Hopey, « Gov. Tom Wolf Asked to Investigate Possible Link Between Pa. Fracking, Childhood Cancers » *Pittsburgh Post-Gazette*, juin 2019, en ligne, Internet, 27 juill. 2020. Available: <https://www.post-gazette.com/news/environment/2019/06/17/fracking-health-effects-tom-wolf-letter-environmental-rachel-levine/stories/201906140125>.

<sup>1485</sup> « BLOG: Gov. Wolf Announces Finalized Plan for Shell Plant » *Governor Tom Wolf*, 9 juin 2016, en ligne, Internet, 26 juill. 2020. Available: <https://www.governor.pa.gov/newsroom/gov-wolf-announces-shell-plant/>.

<sup>1486</sup> Candy Woodall, « 7 Major Pipeline Projects in Pennsylvania » *pennlive*, 22 mai 2019, en ligne, Internet, 27 juill. 2020. Available: [https://www.pennlive.com/midstate/2015/10/7\\_major\\_pipeline\\_projects\\_in\\_p.html](https://www.pennlive.com/midstate/2015/10/7_major_pipeline_projects_in_p.html).

<sup>1487</sup> The General Assembly of Pennsylvania, « Regular Session 2019-2020 House Bill 0732 P.N. 4118 », 2020, en ligne, Internet, 4 sept. 2020. Available: <https://www.legis.state.pa.us/CFDOCS/Legis/PN/Public/btCheck.cfm?txtType=HTM&sessYr=2019&sessInd=0&billBdy=H&billTyp=B&billNbr=0732&pn=4118>.

toutes les ressources énergétiques de l'État, tout en renforçant certaines mesures environnementales et climatiques. L'essor du gaz de schiste en Pennsylvanie a permis à l'État de renaître économiquement en fournissant des dizaines de milliers d'emplois dans les secteurs de la manufacture, de l'extraction, de l'exploration des hydrocarbures. De nombreux secteurs comme la restauration, les services ou le logement ont pu profiter de ces retombées économiques positives également. L'essor du gaz de schiste a revigoré les syndicats pennsylvaniens qui y ont trouvé une occasion de profiter de nombreux emplois, mieux payés, alors que l'industrie était déclinante. Les syndicats sont une force politique qui ne peut être ignorée. Ils sont en capacité de soutenir financièrement et médiatiquement un candidat. La politique de Tom Wolf quant aux nouveaux projets de constructions approuvés sur le territoire visait également à contenter ces acteurs du jeu politique. Une politique trop environnementaliste pourrait amener les syndicats de la métallurgie, de l'acier, du fer, et de l'industrie des hydrocarbures à se tourner vers les candidats républicains.

Au cours de ses mandats, Wolf a tenté de favoriser l'équilibre entre les enjeux climatiques et énergétiques pour la Pennsylvanie. Il a cependant rencontré une résistance ardue des républicains qui souhaitent encourager davantage les industries aux dépens du climat. En juillet 2020, les républicains de la Chambre des Représentants réussissaient d'ailleurs à faire passer le projet de loi HB-2025, visant à annuler l'entrée de la Pennsylvanie dans le RGGI<sup>1488</sup>. Il existe tout de même une large frange de la population pennsylvanienne qui aurait souhaité que Wolf favorise davantage les enjeux climatiques lors de ses mandats. La Pennsylvanie est plus que jamais divisée sur l'avenir de l'industrie du gaz naturel sur son territoire. En tant que *swing state*, la Pennsylvanie, qui est directement concernée par les questions énergétiques, pourrait comme en 2016 avoir un impact non négligeable lors des élections présidentielles de 2020.

### 3.4.2. Les élections présidentielles de 2020 et la question de l'énergie

La Pennsylvanie a joué un rôle clé au cours des élections présidentielles de 2016. Si Hillary Clinton a gagné le vote populaire, Donald Trump a remporté l'élection présidentielle car il a obtenu un nombre supérieur de voix dans le vote du collège électoral. Connu pour être un *swing state*, l'État de Pennsylvanie n'avait pas voté pour un candidat républicain depuis 1988 avant Donald Trump. La

---

<sup>1488</sup> PA General Assembly, « Bill Information - House Bill 2025; Regular Session 2019-2020 » *The official website for the Pennsylvania General Assembly*, s. d., en ligne, Internet, 26 juill. 2020. Available: <https://www.legis.state.pa.us/cfdocs/billinfo/billinfo.cfm?year=2019&sind=0&body=H&type=B&bn=2025>.

victoire de Donald Trump en 2016 dans le *Keystone State* est attribuable en grande partie aux votes dans le comté de Luzerne qui a procuré au candidat républicain une avance de 26 237 voix sur sa rivale démocrate<sup>1489</sup>. Luzerne, comme la Pennsylvanie, n'avait pas voté pour un candidat républicain depuis 1988. En votant pour Donald Trump, ce comté lui a offert la victoire en Pennsylvanie car à l'échelle de cet État, Trump ne devançait la démocrate que de 44 292 voix<sup>1490</sup>. Le comté de Luzerne, à lui seul, a donc apporté à Trump plus de 59% des voix qui l'ont placé en tête du scrutin dans l'État.

Le discours populiste de Trump a indéniablement réussi à convaincre le comté de Luzerne. Frappé de plein fouet par la désindustrialisation propre à la *Rust Belt*, et le déclin de l'industrie minière, ce comté fait aujourd'hui partie des territoires où les revenus moyens par foyer tout comme le taux d'emploi sont inférieurs à la moyenne nationale et où le taux de pauvreté est supérieur à la moyenne nationale<sup>1491</sup>. Le comté de Luzerne, importante zone d'extraction minière, comptait 88,7% de Blancs en 2018, et 4,6% d'Afro-Américains. 11% de la population de ce comté était d'origine hispanique ou latino-américaine en 2018 et la moyenne d'âge était de 43 ans<sup>1492</sup>. Donc la majorité des habitants du comté de Luzerne sont nés alors que la *Manufacturing Belt* se transformait en *Rust Belt*. Le discours de Trump au cours de la campagne présidentielle de 2016 était calibré pour séduire un comté comme Luzerne, c'est-à-dire une zone rurale, à majorité blanche, en proie à des difficultés économiques et sociales et saisie par un sentiment de déclin suite à la chute de l'activité industrielle dans les années 1980. Arlie Russell Hochschild, sociologue américaine et précurseur dans le domaine de la sociologie des émotions, décrit le sentiment de déclassement qui a saisi les partisans de Trump dans l'Amérique de 2016 :

*Looking at my previous research, I see that the scene had been set for Trump's rise, like kindling before a matching lit. Three elements had come together. Since 1980, virtually all those I talked with felt on shaky economic ground, a fact that made them brace at the very idea of 'redistribution.' They also felt culturally marginalized: their views about abortion, marriage, gender roles, race, guns, and the Confederate flag all were held up to ridicule in the national media as backward. And they felt part of a demographic decline; 'there are fewer and fewer Christian like us,' [...]*<sup>1493</sup>.

---

<sup>1489</sup> « Pennsylvania Election Results 2016 » *The New York Times*, 13 sept. 2017, sect. U.S., en ligne, Internet, 29 juill. 2020. Available: <https://www.nytimes.com/elections/2016/results/pennsylvania>.

<sup>1490</sup> Pennsylvania Department of State, « State Details » *Pennsylvania Pressroom*, 12 déc. 2016, en ligne, Internet, 29 juill. 2020. Available: <https://www.media.pa.gov:443/Pages/State-Details.aspx?newsid=207>.

<sup>1491</sup> U.S. Census Bureau, « Luzerne County, Pennsylvania » *U.S. Census Bureau*, s. d., en ligne, Internet, 29 juill. 2020. Available: <https://data.census.gov/cedsci/profile?q=Luzerne%20County,%20Pennsylvania&g=0500000US42079&tid=ACSDP1Y2018.DP05>.

<sup>1492</sup> U.S. Census Bureau, « Luzerne County, Pennsylvania ».

<sup>1493</sup> Arlie Russell Hochschild, *Strangers in Their Own Land: Anger and Mourning on the American Right*, Current affairs & politics (New York London: The New Press, 2018) 221.

En promettant de réindustrialiser la *Rust Belt*, de créer des emplois bien payés dans l'industrie des énergies fossiles, qui occupe désormais une place importante dans l'économie pennsylvanienne, Trump a conquis de nombreux territoires ruraux qui rêvent de retrouver grâce au boom des hydrocarbures de schiste, un taux d'emploi, et une situation économique similaire à celles des générations qui les ont précédé, quand la *Manufacturing Belt* était le cœur industriel du pays. La victoire de Trump de 2016 est en partie due à la capacité qu'il a eu à mobiliser « *l'électorat blanc et ouvrier, anciennement syndicalisé et acquis aux démocrates, séduit par son discours fustigeant la corruption des élites de Washington et promettant de relancer les industries manufacturières du pays*<sup>1494</sup> ».

Concernant, les élections présidentielles de 2020, tout porte à croire que Trump compte adopter une stratégie similaire pour s'octroyer le vote de la « *majorité silencieuse*<sup>1495</sup> ». À l'occasion d'un meeting de campagne en Pennsylvanie, le 11 décembre 2019, Donald Trump insistait sur sa volonté de préserver les emplois du secteur industriel et énergétique dans cet État, à la différence de son principal adversaire, l'ancien vice-président et candidat démocrate Joe Biden :

*The United States is now -- and I said it and I'll say it all night long, No. I producer of oil and natural gas in the world and there's nobody even close. And in the state of Pennsylvania, natural gas production is up 34% since our election, 34. Virtually, every leading Democrat, has pledged to entirely eliminate American production of oil, clean coal, natural gas. I don't think somebody's coming into Pennsylvania. You know those new petrochemical plants; they don't like them at all. Thousands and thousands of jobs, incredible millions of dollars in taxes. [...] How about going to Texas and say no Bible, no oil? Think of this one, no Bible, no oil, no guns! I think you could be Abraham Lincoln and not win that particular race and it wouldn't be much different in the state of Pennsylvania that I can tell you, but you know somebody that believes in that is Sleepy Joe Biden. He was caught telling a far left radical activist that he would shut down fossil fuel production in Pennsylvania. You saw that, but the voters of this commonwealth will never ever let that happen*<sup>1496</sup>.

La rhétorique de Trump en 2020 est similaire à celle de 2016 mais peut-il de nouveau convaincre les électeurs ? Joe Biden, qui a remporté la primaire démocrate, ne rêve pas de « *restaurer la*

---

<sup>1494</sup> Tamara Boussac, « Le Vote ouvrier et l'élection de Donald Trump: histoire et limites du discours populiste » *Revue LISA/LISA e-journal. Littératures, Histoire des Idées, Images, Sociétés du Monde Anglophone – Literature, History of Ideas, Images and Societies of the English-speaking World*. vol. XVI-n°2 (2018), en ligne, Internet, 8 avr. 2019. Available: <http://journals.openedition.org/lisa/9795>.

<sup>1495</sup> Donald J. Trump, « Donald J. Trump sur Twitter: "THE VAST SILENT MAJORITY IS ALIVE AND WELL!!! We will win this Election big. Nobody wants a Low IQ person in charge of our Country, and Sleepy Joe is definitely a Low IQ person!" / Twitter » *Twitter*, 28 juin 2020, en ligne, Internet, 29 juill. 2020. Available: <https://twitter.com/realDonaldTrump/status/1277219673315119106>.

<sup>1496</sup> Donald J. Trump, *Trump Speaks at Campaign Rally in Pennsylvania*, vol. (Pennsylvania: NBC News, 2019), en ligne, Internet, 29 juill. 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=fiXdDaeg7IQ>.

*dominance énergétique*<sup>1497</sup> » des États-Unis à la différence de Donald Trump qui en a fait son programme énergétique pour 2020. Le programme énergétique de Biden, qui embrasse l'idée d'un « *Green New Deal* », semble au contraire se focaliser sur « *un futur propre et équitable*<sup>1498</sup> ». Biden a l'ambition de transformer l'économie américaine en une économie qui a atteint la neutralité carbone, une économie résiliente et durable d'ici à 2050. Le candidat insiste sur l'opportunité apportée par la crise sanitaire de la Covid-19 pour rebâtir l'économie américaine autour des enjeux climatiques. Créer des millions d'emplois pour bâtir des infrastructures modernes, des voitures adaptées aux enjeux du 21<sup>ème</sup> siècle, des services de transports publics zéro émission dans les grandes villes, décarboner la production d'électricité d'ici à 2035, sont parmi les propositions de Biden. La justice environnementale est également un des points du programme de Biden. Le programme du candidat démocrate s'adresse en grande partie à la classe moyenne, qui a perdu des millions d'emplois suite à la crise de la COVID-19. Biden présente un programme très agressif envers les énergies fossiles et surtout le charbon. Alors que le charbon n'a pas sa place dans le futur énergétique dessiné par le ticket Biden-Harris, le démocrate reconnaît néanmoins l'obligation de soutenir les communautés de mineurs qui ont alimenté par leur travail la croissance économique du pays pendant des décennies au cours du 20<sup>ème</sup> siècle. Biden propose d'identifier les spécificités de ces zones pour diversifier leur économie et recréer des emplois de classe moyenne bien payés. Il compte également s'assurer que ces mineurs reçoivent leurs pensions et des avantages médicaux<sup>1499</sup>.

Les deux principaux candidats ont une vision complètement différente de l'avenir énergétique des États-Unis. Cependant, un point de discorde pourrait faire la différence dans le vote des Américains et en particulier dans les États producteurs, le *fracking*. En juillet 2020, Donald Trump marquait sa différence avec le candidat démocrate sur l'épineuse question du *fracking*. Tout en martelant que le programme de Biden conduirait à la destruction de millions d'emplois dans les États producteurs d'énergies fossiles du jour au lendemain, Trump est allé jusqu'à comparer les États-Unis avec le Venezuela, un pays dont l'économie est exsangue et dont la production pétrolière n'a jamais été aussi faible depuis des décennies en dépit des immenses réserves de pétrole.

*You got to be careful. You know, people don't take it seriously. If they got in, you will have no more energy coming out of the great state of Texas, out of New Mexico, out of anywhere — Oklahoma, North Dakota. Name them. Pennsylvania. Pennsylvania does a lot. People*

---

<sup>1497</sup> Donald J. Trump, « Remarks by President Trump on Restoring Energy Dominance in the Permian Basin | Midland, TX » *The White House*, 29 juill. 2020, en ligne, Internet, 31 juill. 2020. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-restoring-energy-dominance-permian-basin-midland-tx/>.

<sup>1498</sup> « The Biden Plan to Build a Modern, Sustainable Infrastructure and an Equitable Clean Energy Future ».

<sup>1499</sup> « Plan for Climate Change and Environmental Justice ».



*don't realize that. A lot. It would throw Pennsylvania, Ohio — so many other places. You don't realize how big it is. They want to have no fracking, no nothing.*

*The policies required to implement this extreme agenda would mean the death of American prosperity and the end of the American middle class. It would mean, I think, even worse than that. It would destroy our country. I used to say, 'Would become another Venezuela.' Same ideology<sup>1500</sup>.*

Au cours de sa campagne présidentielle, Joe Biden ne s'est pas montré clair sur la question du *fracking*, ce qui provoque un certain nombre d'inquiétudes auprès de l'industrie des énergies fossiles. Le 15 mars 2020, lors du débat démocrate face à Bernie Sanders, Biden provoque un tollé en annonçant la fin du *fracking* s'il est élu. « *No more -- no new fracking* <sup>1501</sup> ». En déplacement en Pennsylvanie, en juillet 2020, Biden rétropédale sur sa position : « *Well, fracking's not going to be on the chopping block, as you say* <sup>1502</sup> ». La colistière de Biden défendait en revanche une position dure sur le *fracking* lors des primaires démocrates. Interrogée sur la question, elle a répondu « *There's no question I'm in favor of banning fracking* <sup>1503</sup> ».

Biden et Trump ne sont pas les seuls à prendre position sur la question du *fracking* à l'occasion des présidentielles de 2020. Le ticket Hawkins-Walker en lice pour les présidentielles pour le parti des Verts se prononce en faveur d'une interdiction du *fracking* et de nouvelles infrastructures à destination des énergies fossiles, 100% d'énergies propres d'ici à 2030 et le passage d'un bilan carbone neutre à négatif d'ici à 2030<sup>1504</sup>. Jo Jorgensen, qui représente le parti Libertarien pour les élections présidentielles de 2020, ne se prononce pas sur la question du *fracking*. La candidate a cependant pour ambition de remplacer toutes les centrales alimentées par le charbon et le pétrole par des centrales nucléaires<sup>1505</sup>.

La question du *fracking* peut-elle être un facteur déterminant du vote populaire de l'État de Pennsylvanie lors des élections de 2020 ? Aucun des candidats à la présidentielle ne semble partager un avis similaire sur cette épineuse question. La Pennsylvanie est aujourd'hui un des plus grands États producteurs d'hydrocarbures de schiste du pays et de nombreux producteurs ont été affaiblis voire

---

<sup>1500</sup> Trump, « Remarks by President Trump on Restoring Energy Dominance in the Permian Basin | Midland, TX ».

<sup>1501</sup> *CNN Democratic Debate 3 15 20* *CNN Democratic Debate March 15, 2020 FULL*, vol., 2020, en ligne, Internet, 2 août 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=ICaPnOswe64>.

<sup>1502</sup> Daniel Villarreal, « Biden Says Fracking Jobs Won't Be "on the Chopping Block" If He's Elected » *Newsweek*, 9 juill. 2020, en ligne, Internet, 2 août 2020. Available: <https://www.newsweek.com/biden-says-fracking-jobs-wont-chopping-block-if-hes-elected-1516793>.

<sup>1503</sup> CNN, « Climate Crisis Town Hall with the 2020 Democratic Candidates ».

<sup>1504</sup> « Howie Hawkins' Platform Summary », *Howiehawkins.us Howie Hawkins for President | Angela Walker for Vice President*, 9 avr. 2020, en ligne, Internet, 28 juill. 2020. Available: <https://howiehawkins.us/platform/>.

<sup>1505</sup> « Environment » *Jo Jorgensen for President*, 2020, en ligne, Internet, 2 août 2020. Available: <https://jo20.com/issues/environment/>.

ruinés par la crise de la Covid-19, ce qui complique les enjeux. Selon *Marcellus Shale Coalition*<sup>1506</sup>, interdire la fracturation hydraulique aurait des conséquences désastreuses sur l'économie et reviendrait entre autres à détruire plus de 300 000 emplois en Pennsylvanie<sup>1507</sup>.

La Pennsylvanie a la particularité d'être un *swing state* depuis de nombreuses années. De la première élection de Nixon en 1968 à l'élection de Donald Trump en 2016, il y a eu 13 élections présidentielles. La Pennsylvanie a voté 8 fois pour le candidat démocrate, soit en 1968, en 1976 et de 1992 à 2012. Au cours des 5 autres élections, cet État a préféré le candidat républicain<sup>1508</sup>. Ces résultats poussent à penser qu'il ne semble pas y avoir une préférence historique pour un parti politique dans cet État. Les résultats des présidentielles de 2020 pourraient influencer l'avenir du *fracking*, tout comme la position des candidats de 2020 sur le *fracking* pourrait influencer le vote populaire dans l'État clef de voûte. Quel regard porte les Pennsylvaniens sur le *fracking* ? Selon un sondage publié en janvier 2020 réalisé par *Center for Opinion Research Floyd Institute for Public Policy Franklin & Marshall College*, les Pennsylvaniens sont divisés sur cette question, tout comme les candidats à la présidentielle. La fracture idéologique et politique est marquée sur cette question puisque 64% des démocrates sont en faveur de l'interdiction du *fracking* alors que 56% des républicains sont contre. 78% des Libéraux sont en faveur de l'interdiction du *fracking* alors que 63% des Conservateurs sont contre. Il existe également une scission entre les hommes et les femmes puisque 54% des femmes et 41% des hommes favorisent la fin du *fracking* dans l'État alors que 47% des hommes et 31% des femmes sont contre. Autre distinction intéressante, les moins de 35 ans sont favorables à l'interdiction à 66% alors que les 35-54 ans sont la classe d'âge la plus opposée à l'interdiction à 47%. Du point de la vue de la race, les « *non Blancs* » sont plus nombreux à souhaiter mettre fin à cette pratique d'extraction alors que les Blancs sont 40% à souhaiter continuer. Pour ce qui est dans zones géographiques, Philadelphie est la zone qui souhaite le plus interdire le *fracking*, à 67%. En revanche, le sud-ouest de l'État souhaite que le *fracking* continue à 55%<sup>1509</sup>. Que ressort-il des données fournies par ce sondage ? Il semblerait que les profils les plus socialement vulnérables soient davantage enclins à souhaiter une interdiction du *fracking*. Ces profils sont les femmes, ceux qui ne travaillent pas à temps plein ou ne sont pas retraités, ceux qui gagnent moins de 35 000 dollars

---

<sup>1506</sup> Il s'agit d'une lobby regroupant plusieurs centaines d'entreprises impliquées dans l'industrie des hydrocarbures dans la zone des schistes de Marcellus-Utica.

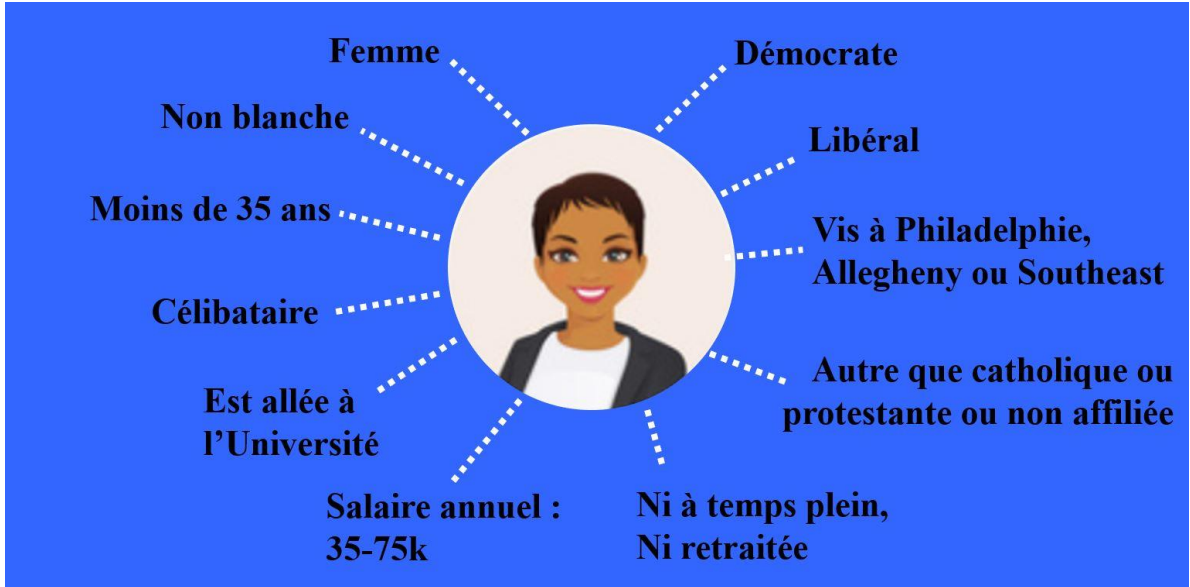
<sup>1507</sup> Marcellus Shale Coalition, « Hydraulic Fracturing Ban Jeopardizes Environmental Progress, Devastating to Pa. Economy », 24 sept. 2019, en ligne, Internet, 3 août 2020. Available: <https://marcelluscoalition.org/2019/09/hydraulic-fracturing-ban-jeopardizes-environmental-progress-devastating-to-pa-economy/>.

<sup>1508</sup> « Presidential voting trends in Pennsylvania » *Ballotpedia*, s. d., en ligne, Internet, 4 oct. 2020. Available: [https://ballotpedia.org/Presidential\\_voting\\_trends\\_in\\_Pennsylvania](https://ballotpedia.org/Presidential_voting_trends_in_Pennsylvania).

<sup>1509</sup> Center for Opinion Research Floyd Institute for Public Policy Franklin & Marshall College, « Franklin & Marshall College Poll ».

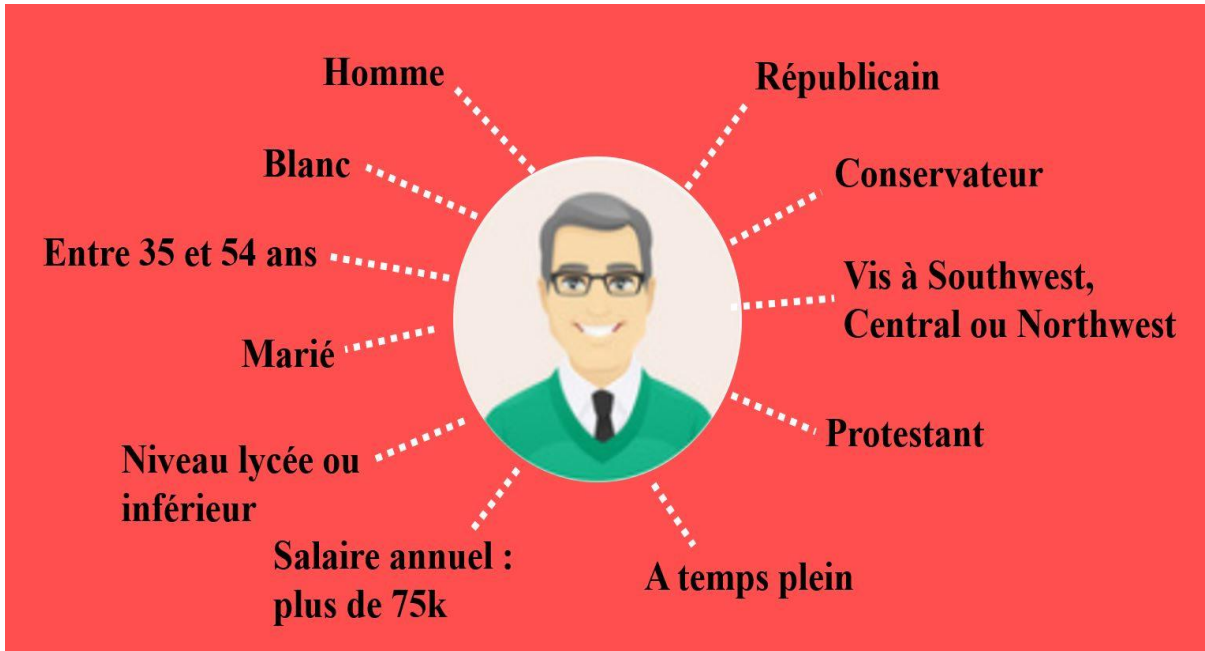
par an, les célibataires, les « *non Blancs* ». Ceux qui ne sont pas affiliés à une religion ou ne sont ni catholiques ou protestants et la majorité des milléniaux (moins de 35 ans) font également partie de ceux qui souhaitent interdire le *fracking*, tout comme la majorité de ceux qui ont étudié à l'université. Ces données permettent en quelque sorte de dresser un portrait-robot des partisans ou non de la fracturation hydraulique en Pennsylvanie. Quelles conclusions en tirer ?

Figure 18 : Portrait-robot d'un électeur pennsylvanien favorable à l'interdiction du fracking



Source : Adapté de *January 2020 Franklin & Marshall College Poll*, 2020.

Figure 19 : Portrait-robot d'un électeur pennsylvanien défavorable à l'interdiction du fracking



Source : Adapté de *January 2020 Franklin & Marshall College Poll*, 2020.

Les conséquences sanitaires du *fracking* ont largement été relayées dans les médias. Aussi, est-il possible que les populations les plus socialement vulnérables soient plus réfractaires à cette pratique. La justice environnementale est au cœur de cette possibilité car ce sont ces mêmes types de profils qui sont les plus exposés aux risques et les moins à même de s'en protéger. Les « non Blancs » représentent un segment vraiment minoritaire dans l'État de Pennsylvanie, moins de 20% de la population de l'État<sup>1510</sup>, pourtant près de 70% d'entre eux se disent favorables à une interdiction du *fracking* contre 40% des Blancs. Les femmes sont majoritairement favorables à l'interdiction du *fracking* alors que seuls 41% des hommes le sont. En Pennsylvanie, le revenu médian d'une femme était de 23 747 dollars contre 37 786 dollars pour les hommes<sup>1511</sup>. Cette différence rend de fait les femmes plus vulnérables socialement que les hommes. Concernant la tranche d'âge, l'engagement des milléniaux pennsylvaniens vient confirmer la tendance nationale<sup>1512</sup> à l'égard des questions climatiques et environnementales. Les zones les plus actives de *fracking* en Pennsylvanie vont du comté de Washington au Sud-Ouest à celui de Susquehanna au Nord-Est en passant par le centre de l'État. C'est pourquoi, il n'est pas étonnant que les populations du Nord-Ouest, Sud-Ouest et du centre soient majoritairement favorables au *fracking*, puisqu'il s'agit pour eux ou pour leur comté d'une source de revenus. Il existe une division géographique entre ceux qui soutiennent ou non l'interdiction du *fracking* dans l'État. Les centres urbains et périurbains comme Philadelphie ou le comté d'Allegheny qui abrite Pittsburgh, sont les zones les plus favorables à l'interdiction du *fracking*. *A contrario*, le Sud-Ouest de l'État, où le *fracking* est très utilisé, se présente comme la zone la plus opposée à l'interdiction du *fracking*. Pourtant le comté d'Allegheny est situé au Sud-Ouest de l'État de Pennsylvanie. Plus les zones sont rurales, plus elles semblent favorables à soutenir le *fracking*. Les chiffres recueillis concernant l'affiliation politique républicain-démocrate et idéologique libéral-conservateur ne font que confirmer une tendance nationale. Plus les démocrates sont libéraux plus ils ont tendance à s'opposer au *fracking*. De même, plus les républicains sont conservateurs, plus ils ont tendance à encourager cette pratique<sup>1513</sup>.

Il n'existe pas de consensus au sein de la population de Pennsylvanie concernant la question du *fracking*. Les facteurs de revenus, de genre, d'âge, de race, d'éducation, de zone géographique

---

<sup>1510</sup> U.S. Census Bureau, « U.S. Census Bureau QuickFacts ».

<sup>1511</sup> U.S Census Bureau, « Pennsylvania » *The United States Census Bureau*, s. d., en ligne, Internet, 4 août 2020. Available: <https://www.census.gov/search-results.html>.

<sup>1512</sup> Cary Funk et Meg Hefferon, « Millennial and Gen Z Republicans Stand Out from Their Elders on Climate and Energy Issues » *Pew Research Center*, 25 nov. 2019, en ligne, Internet, 2 juin 2020. Available: <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2019/11/25/younger-republicans-differ-with-older-party-members-on-climate-change-and-energy-issues/>.

<sup>1513</sup> Cary Funk et Meg Hefferon, « Millennial and Gen Z Republicans Stand Out from Their Elders on Climate and Energy Issues ».

donnent une idée plus précise de ceux qui encouragent ou non cette pratique, mais ne permettent pas de sortir une tendance dominante. En janvier 2020, 48% des électeurs inscrits se prononçaient en faveur d'une interdiction du *fracking* sur le territoire de l'État contre 39%. Cependant 48% d'entre eux encourageaient l'industrie du gaz de schiste contre 44%<sup>1514</sup>. Au vu des positions tranchées des candidats à la présidentielle et du poids de l'industrie des hydrocarbures dans l'État, le parti pris des candidats sur la question du *fracking* pourrait être un élément clé du vote populaire.

---

<sup>1514</sup> Center for Opinion Research Floyd Institute for Public Policy Franklin & Marshall College, « Franklin & Marshall College Poll ».

### 3.4.3. Témoignages, documentation et méfiance à l'égard des institutions. Le *fracking* a-t-il engendré une nouvelle forme d'activisme ?

Les nouveaux enjeux environnementaux sont portés et rapportés par de nombreuses voix. La question du *fracking* qui divise les Pennsylvaniens depuis l'essor des hydrocarbures de schiste, a été reprise dans les médias populaires, dès les premières années, ouvrant un peu plus le débat sur une question devenue de plus en plus controversée au fil du temps dans l'État de Pennsylvanie notamment.

Dans son film documentaire intitulé *Gasland*<sup>1515</sup> de 2010, le réalisateur et scénariste pennsylvanien Josh Fox, dénonçait les dangers de l'exploitation du gaz de schiste. Après avoir reçu une lettre d'une compagnie d'extraction d'hydrocarbures, en 2008, lui proposant cent mille dollars pour autoriser le forage de puits gazier sur sa propriété familiale, une maison construite en bois par ses parents en 1972 dans l'Upper Delaware, à Milanville, Fox décide de parcourir le pays en quête de réponses sur le *fracking*. Armé de sa caméra, Fox part à la rencontre des habitants qui subissent le *fracking*, une méthode d'extraction du gaz appliquée dans plus de trente États du pays et touchant des millions d'Américains. Partant de Dimock, en Pennsylvanie, il décide de parcourir le pays et d'aller se renseigner dans des États qui utilisent le *fracking* depuis des années. Dans *Gasland*, Fox porte un regard critique sur le « *fracking frenzy* » qui redessine le paysage américain, opposant dans un discours engagé de manière manichéenne les vellétés environnementalistes et l'industrie gazière. Documenté par le témoignage de nombreux habitants ayant accepté le *fracking* sur leur propriété, pour renforcer son propos, il réalise également une interview de Theo Colborne<sup>1516</sup>, une scientifique américaine qui est à l'origine de la théorisation de la notion de « *perturbateurs endocriniens* ». Dans cet entretien, Fox révèle que grâce au travail de recherche de Theo Colborne, pas moins de 596 polluants ont été identifiés parmi les 900 produits chimiques utilisés pour forer les puits par *fracking*.

L'interview de Theo Colborne vient critiquer la position du gouvernement qui n'a pas réussi à obtenir la divulgation de la liste des produits utilisés pour fracturer la roche dans les sous-sol. Josh Fox avait pour intention de réaliser un documentaire apportant des réponses aux spectateurs, parfois mal informés ou désinformés sur ces questions. Cependant, en dehors du travail de recherche et d'information qu'il effectue, ce sont peut-être les témoignages et les mésaventures des familles interrogées qui interpellent le plus le spectateur. Le documentaire est ponctué d'images choquantes

---

<sup>1515</sup> Josh Fox, *Gasland - 2010 - VF - YouTube*, vol., 2010, en ligne, Internet, 24 mai 2019. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=zaeQ4VaT5qw>.

<sup>1516</sup> Elle est née sous le nom Theodora Emily Decker.

comme les robinets d'eau inflammables dans le Colorado, l'embrasement d'un puits après son explosion dans le comté de Garfield dans le Colorado, la couleur jaunâtre de l'eau à Dimock en Pennsylvanie qui génère l'inquiétude de résidents désespérés, ou encore les témoignages alarmants d'Américains désabusés et désarmés face à leurs problèmes de santé. Fox avait pour visée d'avertir le public sur les dangers environnementaux et sanitaires du *fracking*. Nominé pour l'oscar du meilleur documentaire en 2011, *Gasland*, a reçu de nombreuses critiques d'une part à cause de l'engagement évident du réalisateur qui ne laisse pas de place pour débattre sur la fracturation hydraulique, d'autre part parce que certains ont questionné l'exactitude des faits rapportés et le manque de témoignage d'experts. Ce documentaire connaîtra tout de même une suite, *Gasland 2*<sup>1517</sup> tout en ouvrant la voie à d'autres réalisations qui interrogeront elles aussi sur le sujet comme *FrackNation*<sup>1518</sup> de Phelim McAleer, Ann McElhinney et Magdalena Segieda en 2013 par exemple ou bien encore la fiction de Gus Van Sant, *Promised Land*<sup>1519</sup>, en 2012.

La question du boom énergétique en Pennsylvanie a également été reprise par la presse écrite. Des enquêtes journalistiques viennent aussi décrire cette fracturation de la société américaine et Pennsylvanienne sur la question du *fracking*, montrant souvent le passage de la joie des habitants à qui on promet des revenus financiers importants pour autoriser le forage, à leur désillusion suite aux conséquences sanitaires et environnementales qu'ils attribuent au *fracking*. Ces enquêtes décrivent parfois simplement la division des localités sur ces questions. Dans le livre *Under the Surface : Fracking, Fortunes, and the Fate of the Marcellus Shale*<sup>1520</sup>, le journaliste Tom Wilber, dépeint les expériences de plusieurs familles de New York et Pennsylvanie après des années de recherche sur la question. Wilber dresse un portrait assez large du boom du gaz naturel dans la zone du gisement de Marcellus, décrivant entre autres les impacts économiques, environnementaux, politiques mais aussi sociétaux attribuables à ce boom dans la région.

Lauréate du prix Pulitzer 2019 pour son livre *Amity and Prosperity: One Family and the Fracturing of America* dans lequel elle décrit le parcours de Stacey Haney, une habitante de Amity en Pennsylvanie, Elisa Griswold est une poète et journaliste américaine qui travaille aussi depuis des années sur la question du *fracking* en Pennsylvanie. Dans un article pour le *New York Times* de

---

<sup>1517</sup> Josh Fox, *Gasland Part II*, Documentaire, vol., 2013, en ligne, Internet, 4 oct. 2020. Available: [http://www.allocine.fr/film/fichefilm\\_gen\\_cfilm=225431.html](http://www.allocine.fr/film/fichefilm_gen_cfilm=225431.html).

<sup>1518</sup> Phelim McAleer, Ann McElhinney, et Magdalena Segieda, *FrackNation*, Documentary, vol., 2013, en ligne, Internet, 4 oct. 2020. Available: <https://www.rottentomatoes.com/m/fracknation>.

<sup>1519</sup> Gus Van Sant, *Promised Land*, Drama, vol., 2012, en ligne, Internet, 4 oct. 2020. Available: [https://www.rottentomatoes.com/m/1016837-promised\\_land](https://www.rottentomatoes.com/m/1016837-promised_land).

<sup>1520</sup> Wilber, *Under the Surface*.



novembre 2011, *The Fracturing of Pennsylvania*<sup>1521</sup>, Griswold décrivait déjà la division des habitants du canton de Amwell sur la question du *fracking*. Les prospections à Amwell ont commencé en 2006, lorsque la compagnie pétrolière texane *Range Resources* cherchait à implanter son activité de *fracking*. La rencontre avec Bill Hartley, un coiffeur et éleveur bovin de 63 ans soulève un premier point de discordance entre les habitants sur le *fracking*. Pour lui, la division sur la question relève d'une division entre ceux qui habitent à la campagne (« *country folks* ») et les citadins (« *city people* »), autrement dit entre ceux qui ont la possibilité de louer les droits de leurs sous-sols parce qu'ils en ont et les citadins qui sont opposés au *fracking* parce qu'ils n'ont pas de droits minéraux à vendre. Ce témoignage marque une première ligne de fracture entre les habitants de la communauté. De son côté, Griswold suggère que d'autres points de tensions déterminent cette fracture. L'opinion des habitants sur le *fracking* varie également en fonction de la somme que l'on en retire, ainsi que la proximité des activités et installations prévues pour la fracturation hydraulique. Griswold utilise des témoignages divergents sur la question du *fracking* pour démontrer comment le boom du gaz naturel a impacté de manière différente les habitants de Amwell, justifiant la fracture sociale. Un des témoignages est celui de Hartley, qui en 2011 possédait 35 vaches, et 110 acres de terres. L'élevage de bovins lui coûtant 300 dollars par tête annuellement, il avait besoin d'un second emploi pour préserver sa ferme. Grâce à la vente de ses droits, Hartley a engrangé un peu plus de 1 000 dollars par acre et 12,5% de royalties pour le gaz produit sur ses terres. Comme beaucoup de fermiers qu'il connaît, Hartley considère que le boom du gaz naturel en Pennsylvanie a été une aubaine qui lui a permis de maintenir son style de vie et sa ferme. Pour beaucoup d'habitants l'industrie gazière semble avoir apporté un second souffle en stimulant l'économie dans un township où le revenu annuel par habitant s'élevait à 18 285 dollars selon le recensement de 2000.

En contrepoint du témoignage de Hartley, Griswold oppose celui de sa cousine, Stacey Haney, une infirmière et mère célibataire de 42 ans. Ne possédant que 8 acres de terres, Haney convint ses voisins en 2008 de combiner leurs propriétés en vue de louer leurs droits à Range Resources. Haney voyait une opportunité de payer ses factures et gagner un peu d'argent grâce au leasing. Dès 2010, Voyles, un des voisins de Haney lui fait part du décès de son chien qui avait bu régulièrement de l'eau d'une flaque du bord de la route. Le décès de la jument de Voyles, la naissance d'une portée de chiots nés avec des malformations congénitales, l'avortement de la chèvre du fils de Haney sont autant d'éléments qui ont commencé à éveiller les soupçons de Stacey Haney sur la toxicité de l'eau qui empoisonnait les animaux. Dès l'été 2009, Haney a commencé à remarquer que l'eau issue de ses

---

<sup>1521</sup> Eliza Griswold, « The Fracturing of Pennsylvania » *The New York Times*, nov. 2011, en ligne, Internet, 2 juill. 2018. Available: <https://www.nytimes.com/2011/11/20/magazine/fracking-amwell-township.html>.

robinets était parfois noire, qu'elle semblait détériorer son équipement électroménager, et qu'elle était malodorante. Un des fils de Stacey Haney présentait des symptômes de douleurs à l'estomac, et d'extrême fatigue ce qui l'a conduit aux urgences 6 fois. En novembre 2010, elle décide de faire tester son fils pour les métaux lourds et l'éthylène glycol. Les résultats confirment un taux de présence élevé d'arsenic. Après avoir fait tester sa fille et elle-même, les résultats leur confirment la présence de métaux lourds (arsenic) et de solvants industriels (benzène, toluène), des cancérigènes notoires dans l'organisme. Haney et ses voisins, se plaignant des odeurs dans l'air développeront d'autres symptômes comme des saignements de nez, des étourdissements, des nausées, maux de tête, un goût de métal dans la bouche, ou encore des éruptions cutanées.

L'enquête menée par Griswold soulève de nombreuses questions en 2011 alors que le gaz naturel était en pleine expansion. À travers les témoignages de Stacey Haney, de celui de ses voisins, ou celui de son cousin, transparait l'opposition naissante entre deux mondes ; ceux qui soutiennent le développement du *fracking* et ceux qui s'y opposent. Stacey Haney a fini par déménager chez ses parents, son médecin lui a prescrit du *Zofran*, un médicament destiné aux patients suivant une chimiothérapie. Elle confiait ne pouvoir ni abandonner, ni habiter, ni revendre sa maison. Si elle considérait avoir tout perdu, elle se disait surtout inquiète du taux de produits cancérigènes que ses enfants et elle ont désormais dans le sang. Elle a reçu un premier chèque de *royalties* à l'été 2011 d'une valeur de 9 000 dollars. De cet argent, elle a ironiquement consacré 4 500 dollars pour les frais médicaux dus aux symptômes que ses enfants et elle-même ont développé depuis le début du *fracking* près de chez elle, et 750 dollars qui ont servi d'acompte à l'achat d'un camping-car pour habiter à l'arrière de la maison de ses parents. Si Stacey Haney se décrit comme une « *Redneck* », sans atomes crochus avec les engagements environnementalistes, son expérience a changé son regard. Par les témoignages qu'elle a recueilli lors de cette enquête, Eliza Griswold met en avant les effets négatifs attribués au *fracking*. Elle pose les questions de la pollution de l'eau, celle de l'air, la question de la réglementation en place pour gérer l'activité exponentielle de l'industrie gazière, la question des mesures environnementales et sanitaires qui accompagnent le boom du gaz, des questions qui finalement ont émergé des témoignages qu'elle a recueillis, des questions issues des Pennsylvaniens. Griswold décrit également la question du rôle des agences administratives comme le DEP et des entreprises gazières comme *Range Resources*, qui ont selon les reportages recueillis, ignorés, minimisés ou dissimulés, les plaintes des habitants d'Amity, en dépit de certains signaux alarmants.

Les témoignages recueillis par Griswold, Fox ou Wilber démontrent les nombreuses préoccupations des Pennsylvaniens qui ont été touchés par les conséquences du *fracking* mais parfois aussi une certaine forme de colère, notamment vis-à-vis du gouvernement fédéral ou du

*Commonwealth* qui a privilégié l'aspect économique du boom du gaz naturel par rapport à leur santé. Une colère qui peut paraître justifiée puisqu'en 2016, Ed Rendell, ancien gouverneur de Pennsylvanie, reconnaissait publiquement avoir favorisé l'aspect économique du gaz naturel au détriment des enjeux environnementaux. « *I made a mistake in the rush to get the economic part of fracking delivered to Pennsylvania*<sup>1522</sup>. » Il convient de souligner qu'au-delà de ces témoignages, les enjeux environnementaux et sanitaires liés à la pratique du *fracking* ont participé à l'émergence d'une nouvelle forme d'activisme local, dans lequel les communautés locales, des habitants préoccupés par leur environnement et leur santé se sont mobilisés pour défendre leurs droits. Selon la journaliste Naomi Klein, cet activisme local qui se manifeste en Pennsylvanie n'a pas de frontières géographiques, il s'exprime n'importe où il y a une forme de résistance citoyenne qui s'oppose aux ambitions des compagnies d'extraction de ressources naturelles. Un phénomène qu'elle nomme « *Blockadia* » et qu'elle décrit ainsi :

*Resistance to high-risk extreme extraction is building a global, grassroots, and broad-based network the likes of which the environmental movement has rarely seen. And perhaps this phenomenon shouldn't even be referred to as an environmental movement at all, since it is primarily driven by a desire for a deeper form of democracy, one that are most critical to collective survival – the health of water, air, and soil. In the process, these place-based stands are stopping real climate crimes I progress.*<sup>1523</sup>

Cette nouvelle forme d'activisme, qui prend racine dans les communautés et indépendamment des groupes et associations de défense de l'environnement a de nombreux visages. Elle ressemble curieusement au mouvement de justice environnementale qui est né dans les années 1980. Gelareh Yvard-Djahansouz rappelle comment le mouvement de justice environnementale réunit des profils divers de citoyens autour d'une cause commune locale.

*C'est assez extraordinaire car pendant longtemps il existait des rivalités entre les écologistes, les minorités et la classe ouvrière. Ces dernières considéraient que la cause écologique n'avait guère de rapport avec leurs préoccupations économiques et sociales. Cet intérêt nouveau est né de la prise de conscience de ce que les injustices et les inégalités en matière d'environnement sont en fait une forme de discrimination raciale ou sociale. Beaucoup de citoyens qui participaient au mouvement pour la justice écologique ne se considéraient pas comme des écologistes. Néanmoins ils luttent au niveau local et individuel depuis deux décennies pour éliminer les sources de pollution qui les menacent, contribuant ainsi directement à la cause écologique*<sup>1524</sup>.

---

<sup>1522</sup> Cusick et Phillips, « Former Gov. Ed Rendell ».

<sup>1523</sup> Naomi Klein, *This Changes Everything: Capitalism Vs. the Climate*, 1. Simon & Schuster hardcover ed. (New York: Simon & Schuster, 2014) 295.

<sup>1524</sup> Gelareh Yvard-Djahansouz, *Histoire du mouvement écologique américain* (Paris: Ellipses, 2009) 135.

Dans l'ouvrage de Tom Wilber, Victoria Switzer « *the accidental activist*<sup>1525</sup> » ou dans l'article de Griswold, Stacey Harney sont des exemples de cette nouvelle forme d'activisme. Harney ou Switzer ne revendiquent pas d'appartenance à un groupe environnemental, ou ne prétendent pas défendre une cause nationale, juste celle de leur communauté et leur droit à un environnement sain, face à l'incapacité des institutions publiques à le leur garantir. Ainsi cette nouvelle forme de justice environnementale suggère des racines plus profondes que celles d'un mouvement environnemental, elle suggère une remise en question de la démocratie elle-même, où les citoyens réclament la possibilité de choisir dans quelles conditions environnementales ils veulent vivre. Cette remise en question de la démocratie s'est manifestée en Pennsylvanie dans toutes les communautés et municipalités qui ont fait le choix de passer des ordonnances locales pour réglementer le *fracking*. L'exemple phare est peut-être d'ailleurs la communauté de Robinson, qui est à l'origine de l'action qui a conduit au jugement *Robinson Township v. Commonwealth of Pennsylvania*<sup>1526</sup>. Finalement ces municipalités ont fait le pari de décider ce qui leur convenait localement et de s'opposer au gouvernement du Commonwealth mais aussi au gouvernement fédéral, qui n'ont pas été capables de les protéger à leurs yeux. « *Having the ability to defend one's community 's water source from danger seems to a great many people like the very essence of self-determination. What is democracy if it doesn't encompass the capacity to decide collectively, to protect something that no one can live without?*<sup>1527</sup> »

Dans *This Changes Everything. Capitalism vs The Climate*<sup>1528</sup>, Naomi Klein traite de l'incapacité des gouvernements nationaux à répondre aux attentes citoyennes mais aussi de celle des grandes organisations environnementales à le faire car elles sont devenues trop dépendantes des financements des grands industriels. La naissance d'un mouvement mené par les citoyens eux-mêmes paraissait une conséquence logique et nécessaire, une idée soutenue par le journaliste Nick Fillmore<sup>1529</sup> par ailleurs qui rejoint Klein sur cette idée. En définitive, à travers l'exemple de la fracturation hydraulique en Pennsylvanie, il apparaît que la question énergétique est d'une complexité remarquable tant elle oppose des intérêts différents. Les attentes des gouvernements, des compagnies industrielles, des municipalités et des citoyens semblent parfois divergentes sur la question du gaz naturel. Magnifié par certains et décrié par d'autres, le boom du gaz de schiste en Pennsylvanie a

---

<sup>1525</sup> Wilber, *Under the Surface* 152.

<sup>1526</sup> Supreme Court of Pennsylvania, « Robinson Twp. v. Pa. Pub. Util. Comm'n, 83 A.3d 901 ».

<sup>1527</sup> Klein, *This Changes Everything* 361.

<sup>1528</sup> Klein, *This Changes Everything*.

<sup>1529</sup> Nick Fillmore, « We Need a New, Citizens-Led Movement to Fight Climate Change » *The Huffington Post*, 10 mars 2014, en ligne, Internet, 23 avr. 2016. Available: [http://www.huffingtonpost.ca/nick-fillmore/canada-climate-change\\_b\\_5924328.html](http://www.huffingtonpost.ca/nick-fillmore/canada-climate-change_b_5924328.html).

divisé socialement, idéologiquement et politiquement l'État et il a soulevé de nombreuses questions. La question des conséquences environnementales et sanitaires du *fracking* est parmi ces questions, tout comme celle des réglementations à adopter pour préserver l'environnement en favorisant l'exploitation du gisement de Marcellus. En dernier lieu, une des questions fondamentales soulevées à travers l'exemple de la Pennsylvanie est peut-être le rôle du nouvel activisme qui a conduit des communautés à s'opposer à des institutions. Cet activisme trouve naissance dans les préoccupations au niveau local et dans le manque de confiance envers les institutions pour les protéger, d'où le recours à des procédures judiciaires. L'activisme autour des questions d'exploitation des hydrocarbures de schiste via le *fracking* pourrait-il être le résultat d'une crise démocratique ? À plus grande échelle, à celle du pays, un lien est peut-être réalisable entre la course aux énergies des États-Unis et une opinion publique de plus en plus concernée par les enjeux énergétiques comme les conséquences du changement climatique.

## CONCLUSION

Après la montée en puissance des revendications environnementales et les deux crises énergétiques des années 1970, l'État fédéral américain a décidé d'investir les champs de l'énergie et de l'environnement. Quasiment un demi-siècle après la consécration de ces enjeux dans l'agenda public, le bilan des administrations successives est relativement maigre en comparaison avec l'urgence climatique décrite par les scientifiques du GIEC. La question climatique a conduit à la fusion des enjeux environnementaux et énergétiques dès la fin des années 1980. Pourtant, l'État fédéral ne s'est pas montré enclin à délaisser les énergies fossiles pour adopter un modèle disruptif, nécessaire pour permettre la transition énergétique et la gestion de la crise climatique.

L'analyse de la politique énergétique et climatique des États-Unis depuis les crises pétrolières jusqu'à présent a permis de mettre en exergue un certain nombre de contradictions qui participent au paradoxe énergétique américain. Cette idée de paradoxe repose sur la constante dualité des enjeux économiques, politiques, idéologiques et les enjeux énergétiques, environnementaux puis climatiques depuis quasiment un demi-siècle. Alors que les enjeux climatiques se veulent pressants, et que la population américaine se dit majoritairement favorable à une transition du pays en dehors des énergies fossiles, l'action politique ne reflète pas ces tendances. En mai 2020, 65% des Américains interrogés dans le cadre d'une enquête de *Pew Research Center* considéraient que le gouvernement fédéral en « *faisait trop peu* » pour réduire les effets du changement climatique. En dépit du fossé partisan entre les républicains et les démocrates sur les questions climatiques et énergétiques, cette enquête révèle que certaines propositions pour répondre aux enjeux climatiques rencontrent un consensus de l'opinion publique depuis des années. En 2011, 63% des Américains pensaient que le développement des énergies alternatives devrait être la priorité énergétique du pays. En 2020, ils étaient 79%. Seuls 8% des démocrates et 35% des républicains interrogés percevaient encore le développement des énergies fossiles comme la priorité en matière d'énergie pour le pays en 2020<sup>1530</sup>. Il existe de donc un consensus de l'opinion publique sur cette question qui est désormais une tendance de fond.

Plusieurs éléments sont de nature à justifier l'idée d'un paradoxe énergétique aux États-Unis. L'identité nationale américaine puise ses racines dans sa relation à la nature. La dégradation de l'environnement et les inquiétudes populaires sur les risques sanitaires ont justifié l'émergence d'un

---

<sup>1530</sup> Alec Tyson et Brain Kennedy, « Two-Thirds of Americans Think Government Should Do More on Climate » *Pew Research Center Science & Society*, 23 juin 2020, en ligne, Internet, 2 oct. 2020. Available: <https://www.pewresearch.org/science/2020/06/23/two-thirds-of-americans-think-government-should-do-more-on-climate/>.

mouvement environnemental américain. Ce mouvement a inspiré d'autres mouvements nationaux similaires et a contribué à faire des États-Unis les pionniers de la protection de l'environnement. L'avant-gardisme des Américains sur les questions environnementales et l'importance de leur rôle dans la situation climatique actuelle sont deux arguments qui auraient dû les conduire à endosser le leadership climatique mondial. Les Américains ont longtemps été les plus grands pollueurs mondiaux à cause de leur consommation effrénée d'énergies fossiles avant d'être détrônés par les Chinois après 2005<sup>1531</sup>. Pourtant, au fil des ans, leur consommation d'énergies fossiles n'a cessé de croître et les gouvernements américains successifs se sont montrés de plus en plus désengagés ou impuissants lors des négociations climatiques internationales, à quelques exceptions près.

La dépendance aux énergies fossiles a longtemps été un facteur d'inquiétude pour les Américains. Dès la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, les Américains ont vu leur politique étrangère conditionnée par leur dépendance aux pays producteurs d'hydrocarbures. De même, la question de l'approvisionnement en énergie, inhérente à celle de la sécurité nationale, a longtemps été au cœur des préoccupations politiques. Le récent statut de producteur et d'exportateur net d'hydrocarbures de schiste est de nature à rassurer les Américains sur leur capacité à s'auto-alimenter en énergie. En parallèle, ce nouveau statut aurait pu les amener à s'engager vers une transition énergétique, si les raisons climatiques n'étaient pas suffisantes. Cependant, le gouvernement Trump, qui a vu les États-Unis atteindre l'indépendance énergétique, préfère engager le pays dans une course aux énergies fossiles dans le but de parvenir à la « *dominance énergétique*<sup>1532</sup> » américaine.

La polarisation politique sur les enjeux énergétiques et climatiques est également un moteur du paradoxe énergétique. Au cours des années 1970, tous les présidents américains ont encouragé le développement de toutes les formes d'énergies et ont accédé aux demandes populaires sur les enjeux environnementaux de manière bipartisane. Alors qu'un véritable consensus populaire et politique existait sur ces deux problématiques, l'arrivée au pouvoir de Reagan a changé la donne. Depuis la fin des années 1980, la polarisation politique et idéologique sur les enjeux environnementaux, climatiques et énergétiques n'a fait que grandir. Les conséquences d'une telle polarisation sont visibles dans la politique énergétique des États-Unis qui consiste de manière schématique à une succession de plans à court ou moyen termes. La polarisation politique a, en outre, conduit à l'inactivité du Congrès. La paralysie de la branche législative a motivé les présidents successifs à développer des outils pour orienter les politiques climatiques, environnementales et énergétiques

---

<sup>1531</sup> Johannes Friedrich et Thomas Damassa, « The History of Carbon Dioxide Emissions » *World Resources Institute*, 21 mai 2014, en ligne, Internet, 2 oct. 2020. Available: <https://www.wri.org/blog/2014/05/history-carbon-dioxide-emissions>.

<sup>1532</sup> Trump, « Remarks by President Trump on Restoring Energy Dominance in the Permian Basin | Midland, TX ».

selon leur agenda politique. Cette polarisation politique et idéologie quant aux enjeux climatiques et énergétiques a engendré une véritable fracture sociale. Cependant, l'évolution démographique des États-Unis pourrait aider à gommer cette fracture puisque les générations postérieures à la génération X sont davantage engagées sur ces enjeux, toutes idéologies politiques confondues.

Le gouvernement fédéral américain, paralysé dans ses contradictions, a démontré une faible capacité à agir pour répondre aux problématiques environnementales et énergétiques de la manière escomptée par une majorité des Américains et par les décideurs mondiaux ces dernières décennies. Néanmoins, l'analyse de la politique énergétique et climatique américaine ne doit pas se limiter à la seule action fédérale. En tant que République fédérale, les États-Unis sont composés de plusieurs niveaux de gouvernance, qui sont amenés à traiter ces enjeux selon les compétences qui leur ont été attribuées. L'analyse des politiques énergétiques et climatiques à l'échelle infranationale démontre que les États, fédérés, les villes, les comtés et les communautés locales contrairement au gouvernement fédéral sont capables d'avancer sur ces questions et parfois de manière bipartisane. Les États fédérés ou les villes sont parfois confrontés aux mêmes dilemmes que le gouvernement fédéral lors du traitement des enjeux énergétiques et climatiques puisqu'ils ne souhaitent pas voir leur économie, parfois dépendante de l'industrie des hydrocarbures, être affectée par d'éventuelles mesures en faveur du climat. La polarisation politique rencontrée à Washington n'est pas différente de celle rencontrée par les institutions infranationales. Pourtant, les États fédérés, les villes et les localités, à leur échelle et à des degrés différents, ont su, ces 30 dernières années, intégrer ces questions dans les politiques publiques pour répondre à l'inquiétude populaire.

Le désengagement de l'État fédéral a permis aux niveaux de gouvernance infranationaux de s'emparer de ces questions et de les traiter de la manière la plus pragmatique possible. Les États fédérés tout comme les villes qui se sont engagés en faveur du développement d'une politique climatique, sans sacrifier leur économie représentent, aujourd'hui des modèles de réussite à l'échelle mondiale. Suite au désengagement du gouvernement fédéral, ils se sont transformés en véritables *laboratoires*<sup>1533</sup> où différentes mesures ont été expérimentées pour répondre aux préoccupations citoyennes. Ces villes et États fédérés ont réussi le pari d'intégrer les divers acteurs de la société pour montrer que les enjeux économiques ne s'opposent pas systématiquement aux enjeux climatiques ou que la croissance économique est possible grâce aux énergies renouvelables. Alors que le gouvernement fédéral n'a pas réussi à dépasser les clivages politiques et idéologiques sur ces questions, paradoxalement, les villes et les États fédérés, qui, en dépit de leur autonomie sont soumis

---

<sup>1533</sup> Rosenbaum, *American Energy* 22.



à l'autorité de l'État fédéral, ont réussi à développer une voie de collaboration entre les différents acteurs de la politique énergétique et climatique du pays.

Les résultats obtenus à l'échelle des États et des villes mettent en évidence des pistes de réflexion pour faire évoluer la situation de *gridlock* national. Le secteur privé et les individus incarnent des forces puissantes pouvant motiver une évolution sur les questions énergétiques et climatiques, car ils ne connaissent pas les mêmes blocages que ceux qui paralysent les institutions. De nombreux présidents américains ont d'ailleurs souligné la capacité des Américains et du secteur privé à apporter des solutions aux problématiques énergétiques et climatiques. En 1990, George H. Bush s'adressant au GIEC martelait l'importance d'inclure les forces du marché dans la lutte pour le climat : « *We also understand the efficiency of incentives and that well-informed free markets yield the most creative solutions. We must now apply the wisdom of that system, the power of those forces, in defense of the environment we cherish*<sup>1534</sup>. » En 1997, Bill Clinton affirmait la capacité de l'esprit américain à trouver des solutions aux problèmes climatiques : « [...] *climate change can bring us together around what America does best: We innovate; we compete; we find solutions to problems; and we do it in a way that promotes entrepreneurship and strengthens the American economy*<sup>1535</sup> ». En 2002 George W. Bush rappelait la capacité d'innovation des Américains lorsqu'il annonça son plan *Clear Skies & Global Climate Change Initiatives*, « *Americans are among the most creative people in our history*<sup>1536</sup>. » En 2009, lors d'un discours au MIT, Barack Obama disait toute sa foi dans la capacité de l'esprit collectif américain à trouver des solutions aux enjeux énergétiques et climatiques. « *This is the nation that harnessed electricity and the energy contained in the atom, that developed the steamboat and the modern solar cell. This is the nation that pushed westward and looked skyward*<sup>1537</sup> ».

Le peuple américain, ainsi que les entreprises du secteur privé, comme l'ont suggéré d'anciens présidents américains durant leurs mandats, sont donc deux entités qui doivent aujourd'hui être considérées comme des pistes sérieuses pour traiter ces problèmes. Les entreprises, de plus en plus nombreuses à vouloir réduire leur empreinte écologique, semblent aujourd'hui les plus à même de créer les innovations et les solutions technologiques de demain dans la filière énergétique. Les

---

<sup>1534</sup> George H. Bush, « Remarks to the Intergovernmental Panel on Climate Change » *The American Presidency Project*, 5 févr. 1990, en ligne, Internet, 26 mai 2020. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-intergovernmental-panel-climate-change>.

<sup>1535</sup> Bill Clinton, « Remarks at the National Geographic Society », 22 oct. 1997, en ligne, Internet, 25 mai 2020. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-national-geographic-society-0>.

<sup>1536</sup> George W. Bush, « President Announces Clear Skies & Global Climate Change Initiatives », 14 févr. 2002, en ligne, Internet, 24 nov. 2016. Available: <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/02/20020214-5.html>.

<sup>1537</sup> Obama, « Full remarks of President Obama at MIT ».

Américains, dont une grande majorité se soucie des enjeux climatiques, développent désormais de nouvelles habitudes de vie visant à diminuer leur impact sur la planète.

De nombreuses études ou sondages démontrent que l'attachement des Américains aux causes environnementales et climatiques est resté stable, voire en progression entre les années 1980 et 2020<sup>1538</sup>. Cet attachement a d'ailleurs encouragé l'émergence d'une véritable « culture verte » dans laquelle les enjeux climatiques viennent se mêler aux enjeux énergétiques à l'échelle des individus ou celle de leurs communautés. Cette culture verte foisonne, à l'image de la diversité des outils développés autour de cette cause : conférence TED, grève pour le climat, écorazzi<sup>1539</sup>, *off-gridders*<sup>1540</sup>, labels verts, écovillages, recyclage, littérature, films et documentaires engagés, publicité valorisant les gestes respectueux de l'environnement, tri sélectif, événements interconfessionnels contre les énergies fossiles, rencontres vertes, enterrements décarbonés, festivals verts, locavorisme...<sup>1541</sup>. Ces dernières années, la culture verte s'est infiltrée dans tous les pans de la société américaine, tantôt comme une tendance, tantôt comme de nouvelles habitudes de vie. L'émergence et le maintien de ces nouvelles pratiques témoignent d'une prise de conscience individuelle et de l'ancrage des questions énergétiques et climatiques dans la société. Ces tendances incarnent presque une forme douce d'activisme dans laquelle il appartient à chacun de verdir son mode de vie. Entre responsabilité et acte moral vis-à-vis de la planète et des générations à venir, les Américains sont de plus en plus nombreux à tendre vers un mode du vie plus durable, ou du moins à en donner l'image.

Les ménages, les individus et leurs habitudes de vie doivent, à raison, être placés au cœur des enjeux de transition énergétique pour lutter contre le réchauffement climatique. Selon l'EIA, le secteur résidentiel ne représentait que 21% de la consommation d'énergie en 2018<sup>1542</sup>. Cependant, l'impact des individus ne peut être mesurée seulement à l'aune des émissions de dioxyde de carbone attribuées au secteur résidentiel. L'impact énergétique et climatique des individus est intrinsèquement lié à leur consommation, à leur choix, et à leur mode de vie. Les décisions liées au mode de vie des consommateurs américains comptent pour 85% de l'énergie utilisée dans le pays quand les utilisations directes et indirectes de l'énergie sont cumulées. Alors que les dépenses des consommateurs

---

<sup>1538</sup> Saad, « Preference for Environment Over Economy Largest Since 2000 ».

<sup>1539</sup> Mot dérivé de paparazzi. Ce terme désigne les journalistes qui traquent le bilan carbone et les engagements environnementaux et climatiques des célébrités.

<sup>1540</sup> Mode de vie consistant à vivre en auto-suffisance et l'autonomie vis-à-vis des services publics d'approvisionnement en eau, en énergie. Vivre hors-réseau suppose pour ceux qui y adhèrent de produire leur propre énergie avec les énergies renouvelables, produire sa nourriture ou s'alimenter en eau grâce à une source proche. Les *off-gridders* défendent des valeurs environnementales et visent à réduire leur empreinte carbone.

<sup>1541</sup> Mouvement qui prône la consommation des aliments de saison cultivés localement pour réduire les émissions de GES, et la consommation d'énergie fossiles en réduisant les transports et emballages par exemple.

<sup>1542</sup> U.S. Energy Information Administration, « Use of Energy in Explained » *EIA*, 28 août 2019, en ligne, Internet, 29 mai 2020. Available: <https://www.eia.gov/energyexplained/use-of-energy/>.

américains ne comptent que pour 45% du PIB, elles engendrent plus de 102% des émissions de CO<sub>2</sub> sur la base des chiffres reportés dans l'inventaire d'émissions américain. Ce total s'explique par les fuites de CO<sub>2</sub> qui ne sont pas comptabilisées dans l'inventaire américain pour les produits et services importés à destination des consommateurs<sup>1543</sup>.

Le poids des habitudes de consommation des Américains apparaît donc comme un autre élément du paradoxe qui anime la gestion de la question énergétique. C'est pourquoi l'émergence des nouveaux modèles de consommation et d'un style de vie plus éco-responsable apparaissent comme des outils particulièrement importants pour répondre aux enjeux énergétique tout en décarbonant l'économie. Une étude menée par *Pew Research Center*<sup>1544</sup> en 2015, révèle que près de 75% des interrogés perçoivent le changement climatique comme une menace sérieuse et 66% des interrogés concèdent que la population devra faire des efforts pour réduire les effets du changement climatique. Malgré tout, les Américains semblent réticents à modifier leur mode de vie en profondeur, surtout lorsqu'il s'agit d'un symbole du mode de vie américain : la voiture. En 2015, 94,6% des voitures roulaient encore à l'essence. En 2014, 76,5% des Américains déclaraient se rendre au travail seul dans leur voiture contre 64,4% en 1964. 19,7% faisaient du covoiturage en 1980 contre 9,2% en 2014<sup>1545</sup>. Selon le *U.S. Census Bureau*, le vélo est un mode de transport qui a connu la plus grande évolution ces deux dernières décennies. Cependant sur la période 2008- 2012, seul 1% des travailleurs américains y avaient recours dans les 50 plus grandes villes du pays<sup>1546</sup>. Tous ces chiffres démontrent que même si la grande majorité des Américains sont soucieux des conséquences sur le climat et qu'ils reconnaissent la nécessité de faire des efforts, les modifications au quotidien des habitudes de consommation et du mode de vie sont faibles voire inexistantes. Le confort individuel reste un critère qui influence les décisions quotidiennes des individus et alimente le paradoxe autour des questions énergétiques, en dépit de leur connaissance des enjeux et de leur conséquences.

Une autre grille de lecture peut être utilisée en ce qui concerne la capacité des individus à être des vecteurs du changement. Il existe divers degrés d'adhérence aux enjeux énergétiques et climatiques selon les tranches d'âge. Les républicains de la génération Y<sup>1547</sup> et ceux de la génération Z qui correspondent aux 18-38 ans se différencient nettement des républicains des générations précédentes

---

<sup>1543</sup> Shui Bin et Hadi Dowlatabadi, « Consumer Lifestyle Approach to Us Energy Use and the Related CO<sub>2</sub> Emissions » *Energy Policy*. 33.2 (2005): 197-208.

<sup>1544</sup> Drew Desilver, « Living More Sustainably a Challenge for Americans » *Pew Research Center*, 17 nov. 2015, en ligne, Internet, 28 mai 2020. Available: <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2015/11/17/how-americans-are-and-arent-making-eco-friendly-lifestyle-changes/>.

<sup>1545</sup> Drew Desilver, « Living More Sustainably a Challenge for Americans ».

<sup>1546</sup> Brian McKenzie, « Modes Less Traveled—Bicycling and Walking to Work in the United States: 2008–2012 » *U.S. Census Bureau*, 2014.

<sup>1547</sup> Les milléniaux.

pour ce qui est de leur point de vue sur les enjeux énergétiques et climatiques<sup>1548</sup>. Ces dernières générations tendent à être moins climato-sceptiques que leurs aînés républicains et tendent à adopter un point de vue davantage similaire à celui des démocrates sur les énergies fossiles, les énergies alternatives et le climat. Cette donnée permet d'alimenter l'idée que si l'idéologie politique s'est souvent avérée être un élément majeur justifiant la paralysie des politiques énergétiques et climatiques ces dernières décennies, l'écart entre républicains et démocrates tend à se réduire avec les générations. Cet écart se creuse entre chaque génération du côté des républicains. En effet, les baby-boomers semblent plus radicaux que la génération X sur les questions climatiques et énergétiques. De même la génération X<sup>1549</sup> est plus réservée sur ces questions que les générations Y et Z, des générations qui sont nées à l'heure des formes alternatives d'énergie, de l'émergence des problématiques du climat et des applications pour réduire sa consommation d'énergie. Les milléniaux<sup>1550</sup> représentent donc un atout majeur du fait de leur conscience collective forte sur ces enjeux, en dépit des idéologies politiques partisans. Tout comme un consensus existait au cours des années 1970 sur les questions environnementales, un consensus sur les questions climatiques est envisageable pour les dernières générations. Le 24 juin 2014, lors d'une allocution à l'université de Californie-Irvine, Barack Obama a d'ailleurs appelé ces générations à mettre de côté le cynisme des générations d'avant pour agir en faveur du climat.

*And I'm here to tell you, don't believe the cynicism. Guard against it. Don't buy into it. Today, I want to use one case study to show you that progress is possible and perseverance is critical. I want to show you how badly we need you -- both your individual voices and your collective efforts -- to give you the chance you seek to change the world, and maybe even save it.*

*I'm going to talk about one of the most significant long-term challenges that our country and our planet faces: the growing threat of a rapidly changing climate*<sup>1551</sup>.

Durant ce discours, Obama a également insisté sur l'importance pour cette génération, plus éduquée, d'informer son entourage sur ces questions, sur les enjeux du changement climatique et la nécessité de combattre la désinformation. Bien qu'une partie de la population américaine ne maîtrise

---

<sup>1548</sup> Funk et Hefferon, « Millennial and Gen Z Republicans Stand Out from Their Elders on Climate and Energy Issues ».

<sup>1549</sup> La génération X caractérise les individus nées entre la fin des années 60 et 1980. Ils sont la génération intermédiaire entre les baby-boomers et la génération Y.

<sup>1550</sup> Les milléniaux correspondent à la génération Y, les individus nés entre le début des années 80 et le milieu des années 1990.

<sup>1551</sup> Barack Obama, « Remarks by the President at University of California-Irvine Commencement Ceremony » *whitehouse.gov*, juin 2014, en ligne, Internet, 28 mai 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/06/14/remarks-president-university-california-irvine-commencement-ceremony>.

ni les enjeux énergétiques ni les enjeux climatiques du fait de leur complexité<sup>1552</sup>, sensibiliser l'opinion publique ne semble plus suffire. Repenser ses habitudes de vie, de consommation, son rapport à l'environnement et à l'énergie à l'orée des connaissances acquises sont désormais des stratégies davantage appropriées. De même, la diffusion d'une éthique du climat, basée sur des normes, des valeurs, des habitudes individuelles et collectives apparaît comme nécessaire. En ce sens, les notions d'environnement, de changement climatique et d'énergie doivent davantage être perçues d'un point de vue social et moral comme le martèle de nombreuses figures populaires ou des chefs religieux à l'instar du Pape François, qui a invité les Américains lors d'une allocution auprès du 114<sup>ème</sup> Congrès (2015-2017) à faire preuve de « *courage*<sup>1553</sup> » sur ces questions en 2015.

Bien que les Américains aient conscience de la menace du changement climatique dans la grande majorité, il existe un décalage entre leurs actions et leurs croyances. Le sentiment « *d'impuissance* » face au changement climatique constitue une barrière motivationnelle pour les actions individuelles. Si les individus croient que les actions individuelles n'ont aucun impact, ils se trouvent désengagés des enjeux de changement climatique et peuvent justifier leur consommation d'énergie. En revanche, si les individus perçoivent que leurs actions ont un effet avéré sur le changement climatique, ils sont plus enclins à conserver l'énergie ou réduire leurs déchets. La moralisation du changement climatique est conditionnée par la visibilité des actions individuelles<sup>1554</sup>. La notion de bien être doit être reconceptualisée en réduisant la place du matérialisme et en augmentant celle de la qualité de vie. De cette façon, les motivations individuelles liées à l'intérêt personnel sont traitées et le conflit pouvant exister entre l'intérêt personnel et des normes morales est gommé<sup>1555</sup>.

Ainsi, à l'échelle des individus, l'éducation aux enjeux climatiques, la valorisation des actions individuelles, la reconceptualisation de la notion de bien-être, ou encore de la dimension morale<sup>1556</sup> par le biais d'une « *éthique de la conservation*<sup>1557</sup> », d'une « *éthique de la terre pour demain*<sup>1558</sup> » ou d'une éthique du climat apparaissent comme des éléments clés pour catalyser et pérenniser une action collective à travers les individus. Il appartient à la communauté scientifique de démocratiser des enjeux qui se veulent complexes et aux responsables politiques d'insister sur le rôle de chacun.

---

<sup>1552</sup> Smith, *Energy, the Environment, and Public Opinion* 98.

<sup>1553</sup> *Pope Francis addresses Joint Session of Congress*, vol. (Washington, D.C, 2015), en ligne, Internet, 5 sept. 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=oBM7DIeMsP0>.

<sup>1554</sup> Erika Salomon, Jesse L. Preston, et Melanie B. Tannenbaum, « Climate Change Helplessness and the (De)Moralization of Individual Energy Behavior. » *Journal of Experimental Psychology: Applied*. 23.1 (2017): 15-28.

<sup>1555</sup> Wouter Peeters, Lisa Diependaele, et Sigrid Sterckx, « Moral Disengagement and the Motivational Gap in Climate Change » *Ethical Theory and Moral Practice*. 22.2 (2019): 425-447.

<sup>1556</sup> Robb Willer, « Is the Environment a Moral Cause? » *The New York Times*, 27 févr. 2015, en ligne, Internet, 30 janv. 2017. Available: <https://www.nytimes.com/2015/03/01/opinion/sunday/is-the-environment-a-moral-cause.html>.

<sup>1557</sup> Friedman, *Why the World Needs a Green Revolution - and How We Can Renew Our Global Future* 236.

<sup>1558</sup> Udall, *The Quiet Crisis* 200-202.

Les sites internet gouvernementaux de l'EPA ou du DOE mettent en avant un certain nombre d'initiatives individuelles possibles pour gagner en efficacité énergétique chez soi, réduire sa consommation personnelle d'énergie ou avoir un mode de vie plus durable. Aussi, il conviendrait peut-être de valoriser davantage l'impact des actions individuelles en faveur du climat plutôt que les économies réalisables grâce à ces nouvelles habitudes de vie. Le rôle du gouvernement fédéral devrait peut-être davantage se porter vers la sensibilisation et l'accompagnement des individus pour favoriser l'émergence de nouvelles valeurs sociétales à grande échelle.

Les habitudes de consommation sont directement liées au secteur économique. C'est pourquoi, le rôle du secteur privé est une piste sérieuse dans l'avancement des politiques climatiques et énergétiques. Les entreprises ont la capacité d'être des agents du changement des normes sociales. Les entreprises américaines, et en particulier les plus imposantes ont souvent été blâmées pour l'impact que leur activité imposait au climat. Pourtant, paradoxalement à ce qui est relayé dans les discours politiques, les clivages traditionnels tels que « *environment versus the economy*<sup>1559</sup> » ou « *capitalism vs. the climate*<sup>1560</sup> » sont-ils encore d'actualité ?

L'activité économique foisonnante autour des enjeux climatiques et des énergies alternatives tend à briser le mythe de l'incompatibilité entre ces enjeux et l'économie. De nombreuses initiatives<sup>1561</sup> démontrent le dynamisme du secteur privé sur les questions climatiques et énergétiques. En 2003, le secteur privé était déjà au cœur du développement de solutions pour lutter contre le changement climatique avec la création du premier système mondial d'échange de quotas de GES avec le *Chicago Climate Exchange*. Fondée suite à l'accident de l'Exxon Valdez en 1989, l'organisation à but non-lucratif nommée *Coalition for Environmentally Responsible Economies* ou CERES<sup>1562</sup> se compose aujourd'hui d'un réseau comptant les investisseurs et entreprises parmi les plus influentes aux États-Unis. CERES regroupe 175 investisseurs institutionnels et pas moins de 50 entreprises dont 75% d'entre elles figurent parmi les Fortune 500<sup>1563</sup> comme par exemple *Coca-Cola*, *Ford* ou *Apple*. Cette organisation tente de développer des stratégies pour une économie durable, des politiques énergétiques et climatiques fortes mais elle a aussi pour objectif d'influencer les politiques à l'échelle fédérale et infranationale.

---

<sup>1559</sup> Bliese, *The Greening of Conservative America* 22.

<sup>1560</sup> Klein, *This Changes Everything*.

<sup>1561</sup> Voir Annexe I

<sup>1562</sup> Ceres, « About Us » *Ceres*, s. d., en ligne, Internet, 4 juin 2020. Available: <https://www.ceres.org/about-us>.

<sup>1563</sup> Classement annuel publié par le magazine *Fortune* des 500 premières entreprises américaines selon leur chiffre d'affaire et leur importance.

Un autre exemple de la vitalité de l'engagement du secteur privé envers une économie décarbonée est l'initiative *We are Still In*<sup>1564</sup>, qui a vu le jour suite à l'annonce de Donald Trump de quitter l'Accord de Paris sur le climat. Cette initiative regroupe actuellement 2268 investisseurs et entreprises décidés à respecter les objectifs de l'Accord de la COP21 contre 10 États et 289 villes et comtés. Parmi les géants engagés l'on retrouve des entreprises comme *Tesla, Facebook, Google, Amazon* ou encore *Walmart*. Créé en 2014, le *RE100*<sup>1565</sup> compte aujourd'hui 235 adhérents. Il s'agit d'une initiative portée par *The Climate Group*, qui regroupe de grandes sociétés disposées à atteindre l'objectif de 100% de consommation d'électricité issues des énergies renouvelables dans les années à venir sur la base du volontariat. À l'échelle mondiale, le secteur privé compte pour les 2/3 de la demande d'électricité. Au nombre de 155 en 2018, les firmes adhérentes du *RE100* représentaient une demande mondiale de 188 térawatt-heures. En d'autres termes, si ces 155 entreprises étaient un pays, elles seraient le 23<sup>ème</sup> plus grand consommateur d'électricité à l'échelle mondiale<sup>1566</sup>. 53 des entreprises adhérentes en 2018 avaient leur siège social en Amérique du Nord et 56% de l'électricité qu'elles consommaient était issues des énergies renouvelables. Parmi les grandes entreprises américaines, *Microsoft* avait atteint l'objectif de 100% d'électricité consommée issue des énergies renouvelables en 2014, *Google* en 2017 et *Apple* avait atteint 100% en 2018. L'entreprise *eBay* s'est engagée à consommer 100% d'électricité issue des énergies renouvelables dans ses bureaux et centre de données en 2025, *Facebook* a fixé l'objectif des 100% en 2020, *General Motors* en 2040 ou encore *New Balance* en 2025<sup>1567</sup>.

Paradoxalement, les entreprises du secteur des hydrocarbures, comptent aussi parmi celles à vouloir démontrer leur engagement à l'égard du climat. L'*Oil and Gas Climate Initiative* est un consortium né en 2014 regroupant les dirigeants de grandes firmes mondiales des hydrocarbures (*Exxon Mobil, Total, Shell, Occidental Petroleum...*) désireuses d'accélérer la transition vers un futur bas carbone et qui comptent pour 30% de la production mondiale d'hydrocarbures. Elles affirment leur engagement envers l'Accord de Paris sur le climat et investissent tous les ans 7 milliards dans la recherche et développement des solutions bas carbone<sup>1568</sup>.

---

<sup>1564</sup> We Are Still In, « Who's In ».

<sup>1565</sup> RE100, « Companies - RE100 », s. d., en ligne, Internet, 6 juin 2020. Available: /companies.

<sup>1566</sup> RE100, The Climate Group, et CDP, « RE100 Progress and Insights. Annual Report. Moving to Truly Global Impact. Influencing Renewable Electricity Markets », nov. 2018, en ligne, Internet, 6 juin 2020. Available: <http://media.virbcdn.com/files/fd/868ace70d5d2f590-RE100ProgressandInsightsAnnualReportNovember2018.pdf>.

<sup>1567</sup> RE100, « Companies - RE100 ».

<sup>1568</sup> OGCI, « Oil and Gas Climate Initiative » *OGCI*, 23 oct. 2017, en ligne, Internet, 4 juin 2020. Available: <https://oilandgasclimateinitiative.com/>.

Ainsi, compte tenu de la myriade d'opportunités générées par les enjeux climatiques ou énergétiques et face à l'exigence croissante des consommateurs, les entreprises américaines sont de plus en plus nombreuses à verdir leur image en affichant publiquement leur adhésion aux principes de responsabilité sociétale et environnementale<sup>1569</sup> ou aux critères d'*Environnement, Social, Gouvernance* (ESG)<sup>1570</sup>. D'ailleurs les secteurs de la *Green tech*<sup>1571</sup> et *Clean tech*<sup>1572</sup> ou de la finance verte par exemple ont connu une croissance forte ces dernières années, avec l'émergence de nouvelles *start-ups* motivées par ce nouveau marché. Depuis 2016, les objectifs environnementaux des entreprises américaines est de plus en plus ambitieux. Plus de la moitié de ces entreprises ont accru leur engagement à l'égard des énergies renouvelables<sup>1573</sup>.

L'engagement du monde des affaires dans une croissance plus respectueuse de l'environnement et du climat, notamment grâce à une transition énergétique accélérée se justifie par divers éléments. Tout d'abord, le secteur des énergies propres et de la croissance durable sont des secteurs très porteurs pour les investisseurs et les entreprises. Le marché mondial des biens et services bas-carbone, stimulé par l'émergence de nouvelles technologies et les réglementations climatiques mondiales pesait 5,5 trillions de dollars<sup>1574</sup> en 2011. Non seulement ils regorgent d'opportunités, mais de nombreuses entreprises parviennent à réduire leurs dépenses en augmentant leurs profits en agissant sur leur émissions de GES.

L'action du secteur privé en faveur du climat est premièrement motivée par les réglementations et mesures incitatives environnementales et climatiques mises en place par les gouvernements. Ce sont ces mêmes réglementations et mesures incitatives qui servent de moteur au développement d'innovations de technologies propres<sup>1575</sup>. Néanmoins, d'autres facteurs<sup>1576</sup> peuvent stimulés

---

<sup>1569</sup> Le ministère de l'Économie définit la RSE comme « *l'intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec les parties prenantes. Une entreprise qui pratique la RSE va donc chercher à avoir un impact positif sur la société tout en étant économiquement viable.* »

<sup>1570</sup> Ensemble de normes qui évaluent la stratégie et l'impact social et environnemental des opérations d'une entreprises. L'évaluation des entreprises par les critères ESG permet aux investisseurs de connaître l'impact sociétal et environnemental (gestion des déchets, réduction des GES...) d'une entreprise donnée et peut donc conditionner l'investissement futur dans cette entreprise.

<sup>1571</sup> Mot dérivé de *Green Technologies* désignant l'ensemble des entreprises et technologies dont la chaîne logistique ou le mode de production répond aux principes d'une production environnementalement responsable.

<sup>1572</sup> Terme dérivé des mots *Clean* et *Technologies* qui désigne les entreprises et technologies dont le cœur de métier est la croissance durable.

<sup>1573</sup> James Ellsmoor, « US Businesses Are Benefiting from Ambitious Environmental Goals » *Forbes*, 4 août 2019, en ligne, Internet, 4 juin 2020. Available: <https://www.forbes.com/sites/jamesellsmoor/2019/08/04/us-businesses-are-benefiting-from-ambitious-environmental-goals/>.

<sup>1574</sup> Nicolette Bartlett et al., *Driving Low-Carbon Growth Through Business and Investor Action*, vol. (London and Washington, D.C.: New Climate Economy, 2016).

<sup>1575</sup> Antoine Dechezleprêtre et Misato Sato, « Green Policies and Firms' competitiveness » (2018): 31.

<sup>1576</sup> Bartlett et al., *Driving Low-Carbon Growth Through Business and Investor Action*.



l'engagement des sociétés privées vers le développement d'un modèle plus durable comme l'anticipation des politiques publiques à venir. Compte tenu des connaissances de l'action anthropique sur le climat, il y a fort à parier pour les entreprises que les réglementations environnementales et climatiques sont amenées à se durcir à l'avenir. De plus, en l'absence de mesures fédérales fortes, les variations de réglementations énergétiques et climatiques d'un État à l'autre, constituent un défi de taille que les entreprises doivent aborder de manière pragmatique, en devançant les législateurs. C'est pourquoi se faire un acteur d'un marché émergent et en pleine expansion peut aussi être un motif. Devenir résilient et gérer les risques liés au changement climatique est un autre facteur qui encourage l'action du secteur privé. Enfin, un gain de réputation pour l'entreprise est évidemment un moteur non négligeable pour se diriger vers une croissance décarbonée.

Les entreprises, souvent dénoncées pour leur responsabilité dans le changement climatique et leur consommation d'énergie sont de plus en plus nombreuses à intégrer l'idée que les consommateurs seront attentifs aux actions qu'elles entreprennent pour lutter à leur échelle face à ce défi mondial. Il existe des tendances similaires vis-à-vis de la gestion de l'énergie entre les consommateurs résidentiels et les entreprises<sup>1577</sup>. Ces deux agents montrent une forte propension à lutter pour les enjeux climatiques via la réduction de la consommation d'énergie ou le développement des énergies alternatives aux énergies fossiles par exemple. Ces deux groupes démontrent également une propension à gérer les coûts, assurer la fiabilité, la résilience et la sécurité énergétique tout en se tournant vers les énergies propres. Néanmoins, il existe une différence de taille. Les entreprises perçoivent la conservation d'énergie et la transition vers les énergies renouvelables comme une opportunité de créer de la valeur alors que les consommateurs, bien qu'ils aspirent à cette transition, demeurent bloqués dans leur changement d'habitudes, par la question du coût de l'énergie et la complexité des solutions. C'est pourquoi la communication doit être plus ciblée, plus claire. Les consommateurs ont besoin de solutions simples. Ils sont nombreux, à l'exception des milléniaux<sup>1578</sup>, à percevoir les solutions énergétiques bas carbone comme étant trop onéreuses, difficiles d'accès, ou en comprennent mal l'intérêt<sup>1579</sup>.

En définitive, le secteur privé et les individus pourraient combler les défaillances de l'État fédéral en matière de politiques énergétiques et climatiques en travaillant de concert avec les entités

---

<sup>1577</sup> Marlene Motyka et al., « Energy Study of Business and Residential Consumers » *Deloitte*, juin 2019, en ligne, Internet, 27 mai 2020. Available: <https://www2.deloitte.com/us/en/insights/industry/power-and-utilities/energy-study-of-businesses-and-residential-consumers.html>.

<sup>1578</sup> Dans cette étude, les milléniaux correspondent aux 21-37 ans.

<sup>1579</sup> Motyka et al., « Energy Study of Business and Residential Consumers ».

politiques infranationales. Le risque de *greenwashing*<sup>1580</sup> des entreprises demeure présent, tout comme il existe un écart motivationnel pour les individus. Néanmoins, grâce à leur communication, aux publicités, aux innovations, aux investissements, les entreprises ont contribué de façon non négligeable à l'évolution des valeurs de la société en direction d'une transition énergétique qui a été encouragée par la demande des consommateurs. À l'instar des entités politiques infranationales, les entreprises peuvent être perçues comme des agents du changement, des laboratoires d'idées, pour les solutions de demain. Si le marché semble aujourd'hui capable de produire des réponses innovantes aux enjeux énergétiques et climatiques, par engagement ou par appât du gain, l'action coercitive des législations a son importance dans la mesure où elle peut accélérer la capacité du secteur privé à faire évoluer les modes de vie vers un modèle plus durable.

Comptant désormais 72,1 millions d'Américains en 2019, la génération des milléniaux est aujourd'hui la plus représentée devant les baby boomers qui comptabilisent 71,6 millions d'Américains<sup>1581</sup>. Étant donné l'intérêt que cette génération d'Américains, sans distinction partisane, porte aux enjeux climatiques et énergétiques, il est possible de supposer que le secteur privé et les jeunes générations qui sont amenées à le diriger, sont capables d'impacter les politiques énergétiques et climatiques à l'avenir. Le remodelage d'un mode de vie américain pour parvenir à un mode de vie décarboné est également envisageable, même si la complexité des enjeux climatiques et le coût de la transition énergétique demeurent des écueils de taille.

*Young people the world over have been demanding stronger, faster and more ambitious climate action because they understand that it is the only way to secure their future. Similarly, many influential business leaders tell us that climate action and sustainable development are the only ways to protect and strengthen their bottom lines.*

*For years, we have failed our young by damaging the planet and failing to protect the people most vulnerable to crises. We have a rare and short window of opportunity to rectify that — by rebuilding a better world, not reverting to one that is good for only a minority of its citizens.*

*We must act now to tackle the coronavirus globally for all of our sakes — and, at the same time, pursue immediate ambitious climate action for a cleaner, greener, more prosperous and equitable world<sup>1582</sup>.*

---

<sup>1580</sup> Procédé de communication par lequel les entreprises se donnent une image écoresponsable trompeuse pour le public.

<sup>1581</sup> Richard Fry, « Millennials Overtake Baby Boomers as America's Largest Generation » *Pew Research Center*, 28 avr. 2020, en ligne, Internet, 6 juin 2020. Available: <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/04/28/millennials-overtake-baby-boomers-as-americas-largest-generation/>.

<sup>1582</sup> António Guterres, « A Time to Save the Sick and Rescue the Planet » *United Nations Secretary-General*, 28 avr. 2020, en ligne, Internet, 7 oct. 2020. Available: <https://www.un.org/sg/en/content/sg/articles/2020-04-28/time-save-the-sick-and-rescue-the-planet>.

Historiquement, les transitions énergétiques se sont toujours avérées longues. Néanmoins, la pandémie mondiale liée à la crise de la COVID-19 pourrait jouer un rôle d'accélérateur dans le déclin des industries fossiles au profit des énergies renouvelables<sup>1583</sup>. La crise économique engendrée par cette pandémie a conduit à une récession économique mondiale, elle a précipité la chute de nombreux géants américains de l'industrie des hydrocarbures à l'image du pionnier du *fracking* américain *Chesapeake Energy*<sup>1584</sup>, elle a exigé des sacrifices personnels, de revoir ses habitudes quotidiennes, ou sa façon de travailler. Cette pandémie, qui a mis en exergue les enjeux climatiques, représente peut-être une opportunité unique pour remodeler les habitudes de vie et de consommation des Américains et ainsi apporter des solutions pérennes qui mettront fin au paradoxe énergétique américain.

En mars 2020, face aux conséquences économiques engendrées par la COVID-19, Donald Trump signait en loi le *Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security* ou *CARES Act*<sup>1585</sup>, un plan de relance de plus de 2 trilliards de dollars. Dans une lettre datant du 15 avril 2020, cette loi a été dénoncée par de nombreux élus démocrates comme le sénateur du Massachusetts Ed Markey ou la sénatrice californienne et désormais colistière de Joe Biden, comme étant un plan de sauvetage pour l'industrie des énergies fossiles, au détriment des travailleurs et petites entreprises en difficulté<sup>1586</sup>. Compte tenu du contexte, les résultats des élections présidentielles de 2020 seront sans doute déterminants quant à la trajectoire que les Américains décideront de suivre. Alors que Joe Biden prône un « *avenir propre et équitable*<sup>1587</sup> » et qu'il semble déterminé à amorcer une transition verte, à l'instar de nombreux pays après la COVID-19, Donald Trump continue de soutenir l'industrie des énergies fossiles. Tout en restant critique de toute initiative permettant une transition en dehors des hydrocarbures, il continue de travailler à relever cette industrie<sup>1588</sup>. Puisque les deux candidats à la présidence des États-Unis apparaissent comme diamétralement opposés sur la question de la transition énergétique, le 4 novembre 2020, les électeurs américains seront appelés à choisir entre la possibilité de permettre aux États-Unis de rester un géant des hydrocarbures ou la possibilité de devenir un leader mondial de la transition énergétique.

---

<sup>1583</sup> International Energy Agency, « Global Energy Review 2020 – Analysis » *IEA*, avr. 2020, en ligne, Internet, 6 juin 2020. Available: <https://www.iea.org/reports/global-energy-review-2020>.

<sup>1584</sup> Egan, Clare Duffy, et CNN Business, « Fracking Trailblazer Chesapeake Energy Becomes the Biggest Oil and Gas Bankruptcy of the Pandemic ».

<sup>1585</sup> « H.R.748 - 116th Congress (2019-2020): CARES Act » *Congress.gov*, 27 mars 2020, 2019/2020, en ligne, Internet, 8 oct. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/748>.

<sup>1586</sup> Edward J. Markey et Nanette Diaz Barragán, « Nanette Diaz Barragán - Markey Letter on No Oil Bailout » *Ed Markey United States Senator For Massachusetts*, 15 avr. 2020, en ligne, Internet, 8 oct. 2020. Available: <https://www.markey.senate.gov/imo/media/doc/NDB%20Markey%20Letter%20on%20No%20Oil%20Bailout.pdf>.

<sup>1587</sup> « The Biden Plan to Build a Modern, Sustainable Infrastructure and an Equitable Clean Energy Future ».

<sup>1588</sup> Trump, « Remarks by President Trump on Restoring Energy Dominance in the Permian Basin | Midland, TX ».





# LEXIQUE

**Bipartisan** : se dit d'une situation ou d'un contexte dans lequel un accord ou un compromis entre deux partis politiques opposés existe. Aux États-Unis, ce terme se réfère généralement à un compromis entre les deux partis politiques historiquement dominants du système, à savoir le Parti républicain et le Parti démocrate.

**Bottom-up** : dans le domaine de la politique, ce terme qualifie l'apparition d'initiatives, de stratégies ou de solutions à l'échelle des organisations locales, des citoyens, des communautés pour répondre à un enjeu local spécifique. Cette notion s'oppose au modèle *top-down*, dans lequel les décisions sont prises au plus haut niveau de pouvoir avant d'être disséminées aux échelons de pouvoir inférieurs.

**Cap and Trade** : mécanisme de plafonnement et d'échange des émissions de GES. Il s'agit d'un système conçu comme un marché d'échange de quotas des GES afin d'agir sur la réduction des émissions et veiller à limiter la hausse des températures. Les différents acteurs (entreprises, États) qui doivent respecter un quota d'émission de GES sur une période donnée sous peine d'amende, peuvent vendre ou acheter entre eux des « droits à polluer » selon leurs besoins.

**Changement climatique** : ce terme est utilisé pour parler de la modification durable des paramètres statistiques du climat à l'échelle mondiale. L'article I de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques de 1992 définit ce phénomène comme « *un changement de climat qui est attribué directement ou indirectement à l'activité anthropique qui altère la composition de l'atmosphère mondiale qui est en outre des variabilités climatiques observées à des périodes comparable* ». Les conséquences du changement climatique sont nombreuses à l'échelle de la planète : fréquence plus élevée des cyclones, ouragans, canicules, pluies, sécheresses, inondations, fonte des calottes glaciaires ou encore hausse du niveau des océans par exemple.

**Climato sceptique** : terme utilisé pour désigner toute personne qui remet en cause le consensus scientifique établissant la responsabilité de l'activité anthropique dans le réchauffement climatique. Ils peuvent également remettre en question le réchauffement climatique lui-même ou la légitimité de la science du climat.

**Conservation d'énergie** : principe qui consiste à réduire la consommation d'énergie utilisée. Les économies d'énergies réalisées grâce à la conservation d'énergie peuvent avoir des bienfaits à l'échelle d'un pays comme la réduction de la dépendance énergétique, l'augmentation de la qualité

de l'environnement, la moindre déplétion des ressources naturelles ou encore, des économies sur les factures des abonnés.

**Conservationniste** : partisan du principe d'une exploitation régulée de la nature. Pour les conservationnistes l'Homme ne doit pas être exclu des politiques de protection de la nature. Ils défendent d'avantage l'idée d'une gestion raisonnée des ressources naturelles en préservant l'équilibre des espaces naturels.

**Décarboner** : action menée par les individus, les pays, les entreprises ou toute autre entité, visant à réduire les émissions de dioxyde de carbone notamment dans les secteurs de l'industrie, du transport et de l'électricité, pour améliorer la qualité de l'environnement.

**Déplétion des ressources** : il s'agit de l'épuisement des ressources naturelles. La surexploitation, la faible disponibilité ou le faible renouvellement de ces matières organiques ou minérales présentes dans la nature ont créé une tension quant à leur disponibilité.

**Divided government** : cette expression correspond à une situation dans laquelle le pouvoir exécutif est contrôlé par un parti politique et une ou les deux chambres du pouvoir législatif sont contrôlées par un autre parti politique.

**Efficacité énergétique** : terme employé dans les politiques énergétiques pour désigner la réduction de la demande d'énergie grâce aux innovations. Autrement dit, il s'agit de l'usage des technologies capables d'utiliser moins d'énergie pour réaliser exactement la fonction qu'une autre technologie.

**Énergies primaires** : se dit pour les sources d'énergie disponibles dans la nature et directement exploitables sans transformation. Elles sont souvent thermiques ou mécaniques. Le charbon, le pétrole brut, le gaz, la biomasse, l'énergie hydraulique, l'énergie tirée de la fission de l'uranium, les rayons du soleil, l'énergie mécanique issue d'une éolienne sont des exemples d'énergies primaires.

**Énergie finale** : elle correspond à la quantité d'énergie consommée après avoir soustrait les pertes liées à la transformation, au transport ou à la production.

**Énergies fissiles** : ce terme comprend les énergies produites à partir de matières premières épuisables et donc limitées, capables de subir la fission nucléaire comme le plutonium ou l'uranium. Si ces énergies n'émettent pas de GES, elles relâchent cependant des déchets radioactifs.

**Énergies fossiles** : il s'agit des sources d'énergies non renouvelables et limitées en quantité. Elles naissent de la méthanisation de matières organiques enfouies dans le sol depuis des millions d'années.

Elles connaissent une forte disparité quant à leur répartition dans le monde entre les pays producteurs et consommateurs. Le pétrole, le charbon et le gaz sont les trois énergies fossiles majeures. Depuis des siècles, ces ressources sont au cœur de la consommation d'énergie mondiale. Elles sont donc intrinsèquement liées à deux phénomènes mondiaux nés au cours du 20<sup>ème</sup> siècle : la crise énergétique due à la déplétion des ressources et la surconsommation mais aussi à la crise climatique provoquée par les émissions de GES suite à la combustion des énergies fossiles.

**Exportateurs nets** : pour ce qui est des hydrocarbures ce terme qualifie les pays dont les exportations sont supérieures aux importations sur une période donnée.

**Forage offshore** : forage d'hydrocarbures réalisé en mer grâce à des plateformes qui permettent d'exploiter et prospector des gisements situés dans les fonds marins.

**Fordisme** : modèle de production industrielle inventé par Henry Ford dans le cadre de la fabrication de la Ford T dès 1907. Ce modèle visait à accroître la productivité sur les chaînes de montage grâce à la standardisation des produits et des pièces pour tendre vers une production de masse. Le fordisme s'inspire notamment de la notion de division scientifique du travail développée par Frederick Winslow Taylor quelques années auparavant. Le modèle fordiste soutient également l'augmentation du pouvoir d'achat des ouvriers par un salaire plus élevé dans le but de stimuler la demande et engendrer une consommation de masse.

**Fracking ou fracturation hydraulique** : technique d'extraction des hydrocarbures non conventionnels. Suite à un forage vertical puis horizontal (dirigé) des fluides sont injectés (eau, sable et produits chimiques) à très haute pression pour fracturer la roche où sont emprisonnés les hydrocarbures afin qu'ils remontent à la surface. Ce procédé est controversé pour des raisons environnementales, cependant il a permis l'essor de la production des hydrocarbures de schiste aux États-Unis au cours de la dernière décennie.

**Gaz à effet de serre** : il s'agit des gaz présents dans l'atmosphère terrestre à la fois d'origine naturelle et anthropique. Ils absorbent les infrarouges issus des rayonnements du soleil sur la surface terrestre puis réémettent de la chaleur vers la surface terrestre. L'effet de serre est un phénomène naturel qui participe à la stabilisation de la température sur Terre. Cependant, l'augmentation de la concentration des GES dans l'atmosphère du fait de l'activité anthropique est responsable du réchauffement climatique. Les principaux GES sont la vapeur d'eau, l'ozone, le dioxyde de carbone, le méthane, le protoxyde d'azote ou encore les gaz fluorés par exemple.



**Gaz conventionnel** : appellation qui regroupe plusieurs types de gaz naturel. Ces gaz possèdent la même composition que les gaz dits non conventionnels, la différence entre eux réside dans leur emplacement et donc dans la méthode d'extraction. Les gaz conventionnels se forment dans la roche mère avant de migrer et s'accumuler dans une poche réservoir. L'exploitation de ces gaz requiert une technique conventionnelle, un simple forage.

**Gaz naturel liquéfié (GNL)** : gaz naturel transformé sous forme liquide pour réduire son volume et favoriser son transport dans le cadre de sa commercialisation. Sous cette forme, tous les pays possédant des terminaux équipés d'infrastructures pouvant accueillir des méthaniers et possédant des usines de regazéification peuvent diversifier leurs sources d'approvisionnement grâce au GNL.

**Gaz non conventionnels** : ces gaz qui sont similaires aux gaz conventionnels mais sont exploités grâce à des techniques différentes à cause de leur emplacement qui rend cette exploitation plus compliquée. Les gaz non conventionnels sont extraits par le biais du *fracking*, un processus plus complexe et plus coûteux.

**Grassroots movement** : se dit d'un mouvement né spontanément de revendications populaires et qui se développe à l'échelle locale. Il peut se diffuser et amener des changements à l'échelle locale, régionale voire même nationale.

**Gridlock** : cet anglicisme définit une situation politique dans laquelle les partis politiques en présence au Congrès n'arrivent pas à trouver de consensus pour répondre à l'agenda législatif. La conséquence directe de cette impasse politique, qui peut être due à la polarisation politique, est l'inaction de la branche législative.

**Hydrocarbures** : composés chimiques constitués seulement de carbone et d'hydrogène. Ils naissent dans la croûte terrestre de la dégradation de matières organiques piégées dans les sédiments. Ce processus pouvant prendre des millions d'années requiert des conditions atmosphériques et de température particulières. Le pétrole, le gaz et le charbon sont des hydrocarbures. Du fait, de la lenteur du processus de fabrication des hydrocarbures, ils ne sont pas considérés comme des ressources renouvelables mais limitées.

**Hydrocarbures non conventionnels** : hydrocarbures dont l'exploitation nécessite des techniques différentes des techniques conventionnelles. Parmi ces hydrocarbures non conventionnels se trouvent par exemple : les schistes bitumineux, le gaz de schiste.

**Hydrocarbures de schiste** : il s'agit des hydrocarbures qui n'ont pas migré et sont restés emprisonnés dans la roche-mère.

**Importateurs nets** : pour ce qui est des hydrocarbures ce terme qualifie les pays dont les importations sont supérieures aux exportations sur une période donnée.

**Junk science** : terme péjoratif signifiant « science poubelle » utilisé par les climato-sceptiques pour désigner la science du climat et dénigrer sa crédibilité.

**Lobbies** : les groupes d'intérêts ou groupes de pression sont des organisations qui défendent des intérêts privés ou spécifiques en cherchant à influencer les législations et réglementations ou bien ceux qui la font. Ces groupes professionnels ont une bonne connaissance des circuits décisionnels ce qui leur permet d'agir discrètement.

**Majors** : nom donné aux grandes firmes pétrolières privées qui dominaient l'industrie des hydrocarbures jusqu'aux années 1970. Historiquement américaines, les sept majors étaient surnommées les « sept sœurs ». Aujourd'hui, elles ne sont plus uniquement américaines et sont dénommées les *supermajors*. Parmi les plus grandes l'on retrouve Royal Dutch Shell (Pays-Bas), ExxonMobil (États-Unis), BP (Royaume-Uni) Total (France), Chevron (États-Unis). *Big Oil* est également un terme qui peut être utilisé pour désigner ces grandes entreprises pétrolières.

**Marée noire** : écoulement de pétrole ou de dérivés de pétrole dans la mer jusqu'à une zone côtière. Les marées noires, qui sont généralement causées par des accidents industriels, occasionnent de graves catastrophes environnementales.

**Mix ou bouquet énergétique** : il s'agit de la répartition des énergies primaires consommées dans un pays pour répondre à ses besoins. Ce bouquet comprend aussi bien les énergies fossiles, que les énergies renouvelables, ou l'énergie nucléaire. Il est unique dans chaque pays parce qu'il reflète la disponibilité des ressources pour chaque zone géographique donnée et il est conditionné par des choix politiques. La modification du bouquet énergétique pour réduire la part des énergies fossiles au profit des énergies renouvelables est une condition *sine qua non* de la transition énergétique.

**Mythe de la surabondance** : mythe qui repose sur l'idée que les ressources naturelles sont intarissables du fait du climat tempéré et de la richesse des sols, minéraux, des forêts et de la vie sauvage sur le continent américain.

**Peak oil ou pic pétrolier** : ce terme désigne le moment à partir duquel l'extraction de pétrole commence à décliner dans une zone pétrolifère. Par extension, ce terme peut être utilisé dans le cadre de la production à l'échelle mondiale. Cette théorie est inspirée des travaux du géologue américain Marion King Hubbert qui a prédit en 1956 le début du déclin de la production américaine en 1970. Le pétrole étant une ressource limitée, depuis des décennies, de nombreux experts ont tenté de

calculer le pic pétrolier à l'échelle mondiale. Cependant, ces dernières années l'essor des hydrocarbures de schiste aux États-Unis a relayé cette théorie au second plan.

**Pétrodollars** : dollars américains utilisés pour rémunérer un pays exportateur de pétrole pour l'achat de cet hydrocarbure.

**Pluies acides** : précipitations hautement acides. Les émissions d'oxyde d'azote, de dioxyde de soufre ou d'ammoniac par exemple, qui sont engendrées par l'activité anthropique sont à l'origine des pluies acides. Ces émissions se mêlent aux gouttelettes de pluie et occasionnent de nombreuses conséquences néfastes pour l'Homme et l'environnement.

**Polarisation** : ce mot désigne un processus qui caractérise la division de la société à des pôles opposés, à des positions radicalement différentes. Ce processus qui est aux antipodes du consensus politique peut s'avérer dangereux pour la démocratie puisqu'il tend à développer les extrêmes politiques de chaque côté. Alors que les causes de la polarisation politique aux États-Unis sont nombreuses, l'une des conséquences politiques majeures est le *gridlock* qui bloque les avancées législatives sur les sujets les moins consensuels.

**Pork barreling** : expression qui désigne l'appropriation de fond public du Congrès par un élu pour en faire bénéficier ses électeurs à travers un projet local. L'élu espère obtenir un support politique dans les urnes ou une contribution financière pour sa réélection grâce au projet qu'il a mené pour ses électeurs.

**Préservationniste** : partisan d'une idéologie née à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle aux États-Unis sous l'égide de John Muir qui prône une protection radicale des espaces naturelles. Ils défendent que l'idée que la nature doit être préservée pour elle-même et non pour l'usage que l'Homme peut en faire.

**Réchauffement climatique** : il s'agit de l'augmentation progressive de la température de la surface de la Terre. Les émissions de gaz polluants d'origine anthropique sont grandement responsables de ce phénomène selon le consensus scientifique mondial.

**Renewable Portfolio Standards** : Ce terme désigne des politiques ou des mesures qui visent à augmenter la part des énergies renouvelables dans la production de l'électricité. L'État fédéral américain ne dispose pas de RPS. En revanche, plus de la moitié des États fédérés en ont un qui leur est propre. Chaque État fédéré a imposé des normes aux fournisseurs d'électricité pour qu'une proportion donnée de l'électricité distribuée à la population soit issue des énergies renouvelables.

**Réserve** : ce terme désigne généralement le volume récupérable d'une ressource dans un gisement selon les critères techniques et économiques connus à un moment donné qui rendent ces ressources

exploitables. Selon le degré de certitude lié à l'existence de ces réserves et le contexte technique et commercial à un moment donné, elles sont dites probables, prouvées ou possibles. Les réserves prouvées ou « 1P » sont celles où les hydrocarbures sont sûrs d'être extraits à au moins 90%. Les réserves probables ou « 2P » sont celles qui ont un taux de récupération à 50%. Les réserves possibles ou « 3P » sont celles qui ont un taux de récupération à 10%.

**Réserves prouvées** : il s'agit des quantités de pétrole, de gaz ou de charbon qui ont une forte probabilité, c'est-à-dire à au moins 90%, d'être récupérés dans un gisement par extraction. Ces quantités sont calculées selon les informations géologiques, économiques et techniques disponibles à un moment donné. Les statistiques se réfèrent généralement aux réserves prouvées.

**Résilience** : Selon le GIEC, ce terme correspond à la capacité des systèmes sociaux, économiques ou environnementaux à faire face à une perturbation ou à des dangers. Cette même capacité leur permet de réagir ou de se réorganiser de façon à conserver leur fonction essentielle et leur structure. Il s'agit donc pour un pays, un État, une ville ou une communauté de pouvoir survivre, et continuer à prospérer en s'adaptant aux divers chocs et stressés qu'ils sont amenés à connaître, notamment dans le cadre du changement climatique.

**Revolvers** : anglicisme qui se réfère aux personnes passant d'un emploi ou d'une fonction dans le secteur public (membre ou personnel du gouvernement, du Congrès, d'une agence fédérale par exemple) à un emploi dans un groupe d'intérêts ou entreprises, ou inversement. Généralement, ces personnes sont employées dans le cadre du poste qu'elles occupaient avant.

**Rupture des flux d'approvisionnement** : ce terme décrit un arrêt de l'approvisionnement en énergie d'un pays Cette rupture peut être courte ou de longue durée, brutale ou prévisible. Elle peut être le fait de problèmes techniques, géopolitiques, météorologiques. Les pays mettent en place des politiques visant à développer leur sécurité énergétique afin de se prémunir de toute rupture de flux d'approvisionnement qui pourrait mettre en danger leur sécurité énergétique.

**Sagebrush Rebellion** : nom d'un mouvement de contestation né dans certains États dans l'ouest des États-Unis dans les années 1970. Ce mouvement est fermement opposé aux restrictions imposées par le gouvernement fédéral sur l'utilisation des terres fédérales, notamment suite au *Federal Land Policy and Management Act* de 1976. Le gouvernement détenait majoritairement les terres dans certains États. Des revendications sont nées des conséquences économiques pour le secteur privé de ne pas pouvoir disposer de ces terres et des ressources naturelles qu'elles abritent. Ce mouvement revendiquait donc que l'État fédéral transfère le contrôle de ces terres publiques aux États et la

privatisation de ces terres fédérales. Le Président Reagan a apporté son soutien au mouvement en 1981.

**Sécurité énergétique** : notion désignant un objectif commun à tous les pays, celui de garantir un accès stable, viable et prévisible à l'énergie. Pour prévenir des divers risques liés à un approvisionnement en énergies, les pays ont développé des moyens. Ils ont recours au stockage de sécurité, ils essaient de réduire leur dépendance énergétique, d'augmenter l'efficacité énergétique, de diversifier leurs sources d'énergies et d'approvisionnement. Enfin, ils peuvent également faire le choix de d'augmenter leur production nationale d'énergie selon leur spécificité.

**Shutdown** : conformément à la Constitution américaine, les deux chambres du Congrès doivent voter chaque année le budget fédéral qui doit ensuite être signé par le président américain. Si les chambres du Congrès ne parviennent pas à un accord ou que le président exerce son droit de veto sur le budget et qu'aucun compromis n'est trouvé entre les parties, avant la fin du cycle budgétaire en cours, l'administration fédérale cesse ses activités sauf pour les services essentiels.

**Smog** : anglicisme dérivé de la contraction des mots *smoke* qui signifie fumée et *fog* qui signifie brouillard. Il désigne un épais nuage de pollution atmosphérique.

**Stress hydrique** : ce terme désigne une situation dans laquelle la quantité d'eau disponible est insuffisante par rapport aux besoins d'un territoire. Le stress hydrique peut être chronique comme pendant une période de sécheresse, mais il peut devenir permanent dans certains cas, si les nappes phréatiques d'un territoire s'assèchent plus vite qu'elles ne se remplissent par exemple.

**Swing producer** : dans le cadre de la production de pétrole se dit d'un acteur (pays, groupe) possédant une large part de marché et capable d'influencer les prix et le marché mondial par l'augmentation ou la réduction rapide de sa production. Dans un cadre normal, le *swing producer* ajuste sa production pour veiller à équilibrer sur le marché entre l'offre et la demande. Cependant, il peut aussi jouer un rôle déstabilisateur en utilisant les déséquilibres sur le marché pour influencer les prix.

**Swing state** : terme utilisé dans le cadre des élections présidentielles aux États-Unis pour désigner un État pivot capable de faire basculer une élection, car les résultats dans cet État peuvent varier d'une élection à l'autre. Ces États, présentent un électorat indécis et sont considérés comme des États clés par les candidats.

**Transition énergétique** : notion qui désigne la modification des systèmes de production et consommation des énergies d'un pays. Cette notion se réfère plus largement à un objectif de

développement durable fixé par un État, notamment dans le cadre d'une coopération internationale, à une stratégie de lutte contre le réchauffement climatique. La transition énergétique s'appuie sur le remplacement progressif des énergies fossiles par des énergies renouvelables ou faiblement polluantes. Elle promeut également les technologies permettant d'augmenter l'efficacité énergétique et les économies d'énergies.

**Vulnérabilité climatique** : dans le 5<sup>ème</sup> rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat, cette notion est définie comme la « *propension ou prédisposition à subir des dommages. La vulnérabilité englobe divers concepts ou éléments, notamment les notions de sensibilité ou de fragilité et l'incapacité de faire face et de s'adapter* ».

**Wise use movement** : ensemble d'organisations anti-environnementales fondées vers la fin des années 1980 réclamant la dérèglementation de l'exploitation des ressources naturelles au profit des industries. Ils défendent également l'expansion du droit à la propriété privée face à la nationalisation de certaines zones par l'État fédéral. La philosophie du mouvement est publiée en 1989 par Allan Gottlieb dans *The Wise Use Agenda*, un livre qui compile les 25 points défendus par ce mouvement.

**Wilderness** : notion complexe qui désigne la nature sauvage aux États-Unis. Elle représente dans l'imaginaire américain la nature sauvage et originelle que l'Homme a dû conquérir et dominer pour amener la civilisation. La *wilderness* américaine est empreinte d'une dimension spirituelle, identitaire et civilisationnelle pour les Américains.



## TABLE DES ANNEXES

Annexe A : Les grandes lois environnementales américaines .....	552
Annexe B : Les grandes lois énergétiques américaines.....	553
Annexe C : Sommets de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques .....	554
Annexe D : Accords internationaux majeurs sur le climat et l'environnement....	555
Annexe E : Discours de Jimmy Carter aux Américains le 15 juillet 1979 .....	556
Annexe F : Discours de Jimmy Carter sur l'État de l'Union en 1980.....	563
Annexe G : Discours de Barack Obama sur le changement climatique à l'université de Georgetown le 25 juin 2013.....	570
Annexe H : Discours de Donald Trump sur l'énergie le 29 juin 2017.....	581
Annexe I : Liste non-exhaustive des réseaux et initiatives cités visant à lutter contre le réchauffement climatique pour les villes et les entreprises.....	586
Annexe J : Carte de Pennsylvanie.....	587



## Annexe A : Les grandes lois environnementales américaines

Lois Environnementales	Année	Amendements	
Antiquities Act	1906		
Mineral Leasing Act	1920		
Clean Air Act	1963	1970	1977
Land and Water Conservation Fund Act	1964		
Wilderness Act	1964		
Water Quality Act	1965		
Endangered Species Conservation Act	1966	1969	1973
National Historic Preservation Act	1966		
Wild and Scenic Rivers Act	1968		
Environment Education Act	1970		
National Environmental Policy Act	1970		
Water Quality Improvement Act	1970		
Resource Recovery Act	1970		
Clean Water Act	1972	1977	1987
Coastal Zone Management Act	1972		
Water Pollution Control Act	1972		
Federal Environmental Pesticide Control Act	1972		
Marine Mammal Protection Act	1972		
Marine Protection, Research, and Sanctuaries Act ou Ocean Dumping Act	1972	1977	1988
Forest and Rangeland Renewable Resources Planning Act	1974		
Safe Drinking Water Act	1974	1986	1996
Federal Land Policy and Management Act	1976		
National Forest Management Act	1976		
Resource Conservation and Recovery Act	1976	1984	
Toxic Substances Control Act	1976		
Surface Mining Control and Reclamation Act	1977		
Comprehensive Environmental Response, Compensation, and Liability Act (CERCLA) ou Superfund	1980	1986	
Alaska National Interest Lands Conservation Act	1980		
Nuclear Waste Policy Act	1982	1983	1987
Emergency Planning and Community Right-to-Know Act	1986		
National Environmental Education Act	1990		
Oil Pollution Act	1990		
California Desert Protection Act	1994		
Food Quality Protection Act	1996		
Transportation Equity Act	1998		

## Annexe B : Les grandes lois énergétiques américaines

Lois Énergétiques	Année	Amendements
Energy Policy and Conservation Act	1975	
Public Utility Regulatory Policies Act	1973	
Energy Reorganization Act	1974	
Federal Nonnuclear Energy Research and Development Act of 1974	1974	2005
Solar Energy Research, Development, and Demonstration Act of 1974	1974	
Energy Conservation and Production Act	1974	2018
Energy Supply and Environmental Coordination Act of 1974	1974	
Energy Policy and Conservation Act	1975	
Department of Energy Organization Act	1977	
National Energy Act	1978	
National Climate Program Act	1978	
National Energy Conservation Policy Act	1978	
Natural Gas Policy Act of 1978	1978	
Energy Security Act	1980	
Ocean Thermal Energy Conversion Act	1980	
Nuclear Waste Policy Act	1982	
National Superconductivity and Competitiveness Act of 1988	1988	
Steel and Aluminium Energy Conservation and Technology Competitiveness	1988	
Renewable Energy and Energy Efficiency Technology Competitiveness Act of 1989	1989	
Global Change Research Act of 1990	1990	
Energy Policy Act	1992	
Farm Security and Rural Investment Act (Farm Bill)	2002	
Energy Policy Act	2005	
Energy Independence and Security Act	2007	
Food, Conservation, and Energy Act (Farm Bill)	2008	
The American Recovery and Reinvestment Act	2009	
The Clean Power Plan	2015	

## Annexe C : Sommets de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

Sommets de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques			
	Ville	Année	Événements Majeurs
COP 1	Berlin	1995	
COP 2	Genève	1996	
COP 3	Kyoto	1997	Protocole de Kyoto, Signature des États-Unis
COP 4	Buenos Aires	1998	
COP 5	Bonn	1999	
COP 6	La Hague	2000	
COP 6-2	Bonn	2001	
COP 7	Marrakesh	2001	
COP 8	New Dehli	2002	
COP 9	Milan	2003	
COP 10	Buenos Aires	2004	
COP 11	Montreal	2005	Entrée en vigueur du Protocole de Kyoto
COP 12	Nairobi	2006	
COP 13	Bali	2007	Etablissement d'une "feuille de route de Bali" pour préparer l'après Kyoto
COP 14	Poznan	2008	
COP 15	Copenhague	2009	Echec de l'adoption de l'Accord de Copenhague
COP 16	Cancùn	2010	Accords de Cancùn- création du Green Climate Fund
COP 17	Durban	2011	Plateforme de Durban
COP 18	Doha	2012	Amendement de Doha
COP 19	Varsovie	2013	Mécanisme international de Varsovie
COP 20	Lima	2014	
COP 21	Paris	2015	Accord de Paris sur le Climat
COP 22	Marrakesh	2016	Entrée en vigueur de l'Accord de Paris
COP 23	Fidji	2017	
COP 24	Katowice	2018	Accord des pays sur le "paquet climat de Katowice", l'ensemble des procédures techniques et des mécanismes pour l'Accord de Paris
COP 25	Chili	2019	
COP 26	Glasgow	2020	A venir

## Annexe D : Accords internationaux majeurs sur le climat et l'environnement

Accords Internationaux Majeurs sur le Climat		
Ville	Année	
United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC)	Rio de Janeiro	1992
Convention adoptée en 1992 qui reconnaît trois grands principes: - le principe de précaution, - le principe des responsabilités communes mais différenciées, - le principe du droit au développement. <b>Signé par les États-Unis.</b>		
La conférence des Nations Unies sur l'environnement ou Sommet de la Terre	Stockholm	1972
Naissance du Programme des Nations Unies pour l'environnement et Déclaration de Stockholm		
Sommet de la Terre	Nairobi	1982
Convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone	Vienne	1985
Accord sur la nécessité d'accroître la coopération internationale pour réduire les risques causés par l'activité anthropique à la couche d'ozone. Signé par les États-Unis.		
Protocole de Montréal	Montréal	1987
Il vise à réduire jusqu'à élimination totale les substances qui réduisent la couche d'ozone. <b>Signé par les États-Unis.</b>		
Création du Groupe d'experts intergouvernementalsur l'évolution du climat par l'ONU.		1988
Organisme intergouvernemental qui doit évaluer de manière objective, les informations d'ordre scientifique technique et socio-économique pour mieux comprendre les risques liés au réchauffement climatique d'origine humaine, déceler les conséquences et définir des stratégies d'adaptation.		
Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement ou Sommet de la Terre	Rio de Janeiro	1992
Signature de la Déclaration de Rio, Adoption du programme Action 21 et des 3 conventions de Rio qui sont - la Convention sur la diversité biologique (CDB) - la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) - la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CLD)		
Protocole de Copenhague	Copenhague	1992
Amendement du Protocole de Montréal, qui a pour objectif l'arrêt total de production et consommation de chlorofluorocarbures (CFC), tétrachlorure de carbone et méthylchloroforme dès 1996 et l'arrêt des halons dès 1994,		
Protocole de Kyoto	Kyoto	1998
Accord sur la réduction des gaz à effets de serre d'au moins 5 % par rapport au niveau de 1990 les émissions entre 2008 et 2012. <b>Signé par les États-Unis.</b>		
Sommet mondial sur le développement durable ou Sommet de la Terre	Johannesbourg	2002
Green Climate Fund	Cancun	2010
Création d'un fonds vert pour le climat		
Conférence des Nations Unies sur le développement durable ou Rio + 20	Rio de Janeiro	2012
Paris Agreement on Climate Change	Paris	2015
Accord de Paris sur le Climat en faveur d'une limitation du réchauffement mondial entre 1,5 °C et 2 °C d'ici 2100.		

## Annexe E : Discours de Jimmy Carter aux Américains le 15 juillet 1979

**Jimmy Carter**

### **Energy and National Goals: Address to the Nation**

**July 15, 1979**

Good evening. This is a special night for me. Exactly three years ago, on July 15, 1976, I accepted the nomination of my party to run for president of the United States.

I promised you a president who is not isolated from the people, who feels your pain, and who shares your dreams and who draws his strength and his wisdom from you.

During the past three years I've spoken to you on many occasions about national concerns, the energy crisis, reorganizing the government, our nation's economy, and issues of war and especially peace. But over those years the subjects of the speeches, the talks, and the press conferences have become increasingly narrow, focused more and more on what the isolated world of Washington thinks is important. Gradually, you've heard more and more about what the government thinks or what the government should be doing and less and less about our nation's hopes, our dreams, and our vision of the future.

Ten days ago I had planned to speak to you again about a very important subject -- energy. For the fifth time I would have described the urgency of the problem and laid out a series of legislative recommendations to the Congress. But as I was preparing to speak, I began to ask myself the same question that I now know has been troubling many of you. Why have we not been able to get together as a nation to resolve our serious energy problem?

It's clear that the true problems of our Nation are much deeper -- deeper than gasoline lines or energy shortages, deeper even than inflation or recession. And I realize more than ever that as president I need your help. So I decided to reach out and listen to the voices of America.

I invited to Camp David people from almost every segment of our society -- business and labor, teachers and preachers, governors, mayors, and private citizens. And then I left Camp David to listen to other Americans, men and women like you.

It has been an extraordinary ten days, and I want to share with you what I've heard. First of all, I got a lot of personal advice. Let me quote a few of the typical comments that I wrote down.

This from a southern governor: "Mr. President, you are not leading this nation -- you're just managing the government».

"You don't see the people enough any more».

"Some of your Cabinet members don't seem loyal. There is not enough discipline among your disciples».

"Don't talk to us about politics or the mechanics of government, but about an understanding of our common good».

"Mr. President, we're in trouble. Talk to us about blood and sweat and tears».

"If you lead, Mr. President, we will follow».

Many people talked about themselves and about the condition of our nation.

This from a young woman in Pennsylvania: "I feel so far from government. I feel like ordinary people are excluded from political power».

And this from a young Chicano: "Some of us have suffered from recession all our lives».

"Some people have wasted energy, but others haven't had anything to waste».

And this from a religious leader: "No material shortage can touch the important things like God's love for us or our love for one another».

And I like this one particularly from a black woman who happens to be the mayor of a small Mississippi town: "The big-shots are not the only ones who are important. Remember, you can't sell anything on Wall Street unless someone digs it up somewhere else first».

This kind of summarized a lot of other statements: "Mr. President, we are confronted with a moral and a spiritual crisis».

Several of our discussions were on energy, and I have a notebook full of comments and advice. I'll read just a few.

"We can't go on consuming 40 percent more energy than we produce. When we import oil we are also importing inflation plus unemployment».

"We've got to use what we have. The Middle East has only five percent of the world's energy, but the United States has 24 percent».

And this is one of the most vivid statements: "Our neck is stretched over the fence and OPEC has a knife».

"There will be other cartels and other shortages. American wisdom and courage right now can set a path to follow in the future».

This was a good one: "Be bold, Mr. President. We may make mistakes, but we are ready to experiment».

And this one from a labor leader got to the heart of it: "The real issue is freedom. We must deal with the energy problem on a war footing».

And the last that I'll read: "When we enter the moral equivalent of war, Mr. President, don't issue us BB guns».

These ten days confirmed my belief in the decency and the strength and the wisdom of the American people, but it also bore out some of my long-standing concerns about our nation's underlying problems.

I know, of course, being president, that government actions and legislation can be very important. That's why I've worked hard to put my campaign promises into law -- and I have to admit, with just mixed success. But after listening to the American people I have been reminded again that all the legislation in the world can't fix what's wrong with America. So, I want to speak to you first tonight about a subject even more serious than energy or inflation. I want to talk to you right now about a fundamental threat to American democracy.

I do not mean our political and civil liberties. They will endure. And I do not refer to the outward strength of America, a nation that is at peace tonight everywhere in the world, with unmatched economic power and military might.

The threat is nearly invisible in ordinary ways. It is a crisis of confidence. It is a crisis that strikes at the very heart and soul and spirit of our national will. We can see this crisis in the growing doubt about the meaning of our own lives and in the loss of a unity of purpose for our nation.

The erosion of our confidence in the future is threatening to destroy the social and the political fabric of America.

The confidence that we have always had as a people is not simply some romantic dream or a proverb in a dusty book that we read just on the Fourth of July.

It is the idea which founded our nation and has guided our development as a people. Confidence in the future has supported everything else -- public institutions and private enterprise, our own families, and the very Constitution of the United States. Confidence has defined our course and has served as a link between generations. We've always believed in something called progress. We've always had a faith that the days of our children would be better than our own.

Our people are losing that faith, not only in government itself but in the ability as citizens to serve as the ultimate rulers and shapers of our democracy. As a people we know our past and we are proud of it. Our progress has been part of the living history of America, even the world. We always believed that we were part of a great movement of humanity itself called democracy, involved in the search for freedom, and that belief has always strengthened us in our purpose. But just as we are losing our confidence in the future, we are also beginning to close the door on our past.

In a nation that was proud of hard work, strong families, close-knit communities, and our faith in God, too many of us now tend to worship self-indulgence and consumption. Human identity is no longer defined by what one does, but by what one owns. But we've discovered that owning things and consuming things does not satisfy our longing for meaning. We've learned that piling up material goods cannot fill the emptiness of lives which have no confidence or purpose.

The symptoms of this crisis of the American spirit are all around us. For the first time in the history of our country a majority of our people believe that the next five years will be worse than the past five years. Two-thirds of our people do not even vote. The productivity of American workers is

actually dropping, and the willingness of Americans to save for the future has fallen below that of all other people in the Western world.

As you know, there is a growing disrespect for government and for churches and for schools, the news media, and other institutions. This is not a message of happiness or reassurance, but it is the truth and it is a warning.

These changes did not happen overnight. They've come upon us gradually over the last generation, years that were filled with shocks and tragedy.

We were sure that ours was a nation of the ballot, not the bullet, until the murders of John Kennedy and Robert Kennedy and Martin Luther King Jr. We were taught that our armies were always invincible and our causes were always just, only to suffer the agony of Vietnam. We respected the presidency as a place of honor until the shock of Watergate.

We remember when the phrase "sound as a dollar" was an expression of absolute dependability, until ten years of inflation began to shrink our dollar and our savings. We believed that our nation's resources were limitless until 1973, when we had to face a growing dependence on foreign oil.

These wounds are still very deep. They have never been healed. Looking for a way out of this crisis, our people have turned to the Federal government and found it isolated from the mainstream of our nation's life. Washington, D.C., has become an island. The gap between our citizens and our government has never been so wide. The people are looking for honest answers, not easy answers; clear leadership, not false claims and evasiveness and politics as usual.

What you see too often in Washington and elsewhere around the country is a system of government that seems incapable of action. You see a Congress twisted and pulled in every direction by hundreds of well-financed and powerful special interests. You see every extreme position defended to the last vote, almost to the last breath by one unyielding group or another. You often see a balanced and a fair approach that demands sacrifice, a little sacrifice from everyone, abandoned like an orphan without support and without friends.

Often you see paralysis and stagnation and drift. You don't like it, and neither do I. What can we do?

First of all, we must face the truth, and then we can change our course. We simply must have faith in each other, faith in our ability to govern ourselves, and faith in the future of this nation. Restoring that faith and that confidence to America is now the most important task we face. It is a true challenge of this generation of Americans.

One of the visitors to Camp David last week put it this way: "We've got to stop crying and start sweating, stop talking and start walking, stop cursing and start praying. The strength we need will not come from the White House, but from every house in America».

We know the strength of America. We are strong. We can regain our unity. We can regain our confidence. We are the heirs of generations who survived threats much more powerful and awesome than those that challenge us now. Our fathers and mothers were strong men and women who shaped a new society during the Great Depression, who fought world wars, and who carved out a new charter of peace for the world.



We ourselves are the same Americans who just ten years ago put a man on the Moon. We are the generation that dedicated our society to the pursuit of human rights and equality. And we are the generation that will win the war on the energy problem and in that process rebuild the unity and confidence of America.

We are at a turning point in our history. There are two paths to choose. One is a path I've warned about tonight, the path that leads to fragmentation and self-interest. Down that road lies a mistaken idea of freedom, the right to grasp for ourselves some advantage over others. That path would be one of constant conflict between narrow interests ending in chaos and immobility. It is a certain route to failure.

All the traditions of our past, all the lessons of our heritage, all the promises of our future point to another path, the path of common purpose and the restoration of American values. That path leads to true freedom for our nation and ourselves. We can take the first steps down that path as we begin to solve our energy problem.

Energy will be the immediate test of our ability to unite this nation, and it can also be the standard around which we rally. On the battlefield of energy we can win for our nation a new confidence, and we can seize control again of our common destiny.

In little more than two decades we've gone from a position of energy independence to one in which almost half the oil we use comes from foreign countries, at prices that are going through the roof. Our excessive dependence on OPEC has already taken a tremendous toll on our economy and our people. This is the direct cause of the long lines which have made millions of you spend aggravating hours waiting for gasoline. It's a cause of the increased inflation and unemployment that we now face. This intolerable dependence on foreign oil threatens our economic independence and the very security of our nation. The energy crisis is real. It is worldwide. It is a clear and present danger to our nation. These are facts and we simply must face them.

What I have to say to you now about energy is simple and vitally important.

Point one: I am tonight setting a clear goal for the energy policy of the United States. Beginning this moment, this nation will never use more foreign oil than we did in 1977 -- never. From now on, every new addition to our demand for energy will be met from our own production and our own conservation. The generation-long growth in our dependence on foreign oil will be stopped dead in its tracks right now and then reversed as we move through the 1980s, for I am tonight setting the further goal of cutting our dependence on foreign oil by one-half by the end of the next decade -- a saving of over 4-1/2 million barrels of imported oil per day.

Point two: To ensure that we meet these targets, I will use my presidential authority to set import quotas. I'm announcing tonight that for 1979 and 1980, I will forbid the entry into this country of one drop of foreign oil more than these goals allow. These quotas will ensure a reduction in imports even below the ambitious levels we set at the recent Tokyo summit.

Point three: To give us energy security, I am asking for the most massive peacetime commitment of funds and resources in our nation's history to develop America's own alternative sources of fuel -- from coal, from oil shale, from plant products for gasohol, from unconventional gas, from the sun.

I propose the creation of an energy security corporation to lead this effort to replace 2-1/2 million barrels of imported oil per day by 1990. The corporation I will issue up to \$5 billion in energy bonds,

and I especially want them to be in small denominations so that average Americans can invest directly in America's energy security.

Just as a similar synthetic rubber corporation helped us win World War II, so will we mobilize American determination and ability to win the energy war. Moreover, I will soon submit legislation to Congress calling for the creation of this nation's first solar bank, which will help us achieve the crucial goal of 20 percent of our energy coming from solar power by the year 2000.

These efforts will cost money, a lot of money, and that is why Congress must enact the windfall profits tax without delay. It will be money well spent. Unlike the billions of dollars that we ship to foreign countries to pay for foreign oil, these funds will be paid by Americans to Americans. These funds will go to fight, not to increase, inflation and unemployment.

Point four: I'm asking Congress to mandate, to require as a matter of law, that our nation's utility companies cut their massive use of oil by 50 percent within the next decade and switch to other fuels, especially coal, our most abundant energy source.

Point five: To make absolutely certain that nothing stands in the way of achieving these goals, I will urge Congress to create an energy mobilization board which, like the War Production Board in World War II, will have the responsibility and authority to cut through the red tape, the delays, and the endless roadblocks to completing key energy projects.

We will protect our environment. But when this nation critically needs a refinery or a pipeline, we will build it.

Point six: I'm proposing a bold conservation program to involve every state, county, and city and every average American in our energy battle. This effort will permit you to build conservation into your homes and your lives at a cost you can afford.

I ask Congress to give me authority for mandatory conservation and for standby gasoline rationing. To further conserve energy, I'm proposing tonight an extra \$10 billion over the next decade to strengthen our public transportation systems. And I'm asking you for your good and for your nation's security to take no unnecessary trips, to use carpools or public transportation whenever you can, to park your car one extra day per week, to obey the speed limit, and to set your thermostats to save fuel. Every act of energy conservation like this is more than just common sense -- I tell you it is an act of patriotism.

Our nation must be fair to the poorest among us, so we will increase aid to needy Americans to cope with rising energy prices. We often think of conservation only in terms of sacrifice. In fact, it is the most painless and immediate way of rebuilding our nation's strength. Every gallon of oil each one of us saves is a new form of production. It gives us more freedom, more confidence, that much more control over our own lives.

So, the solution of our energy crisis can also help us to conquer the crisis of the spirit in our country. It can rekindle our sense of unity, our confidence in the future, and give our nation and all of us individually a new sense of purpose.

You know we can do it. We have the natural resources. We have more oil in our shale alone than several Saudi Arabias. We have more coal than any nation on Earth. We have the world's highest

level of technology. We have the most skilled work force, with innovative genius, and I firmly believe that we have the national will to win this war.

I do not promise you that this struggle for freedom will be easy. I do not promise a quick way out of our nation's problems, when the truth is that the only way out is an all-out effort. What I do promise you is that I will lead our fight, and I will enforce fairness in our struggle, and I will ensure honesty. And above all, I will act. We can manage the short-term shortages more effectively and we will, but there are no short-term solutions to our long-range problems. There is simply no way to avoid sacrifice.

Twelve hours from now I will speak again in Kansas City, to expand and to explain further our energy program. Just as the search for solutions to our energy shortages has now led us to a new awareness of our Nation's deeper problems, so our willingness to work for those solutions in energy can strengthen us to attack those deeper problems.

I will continue to travel this country, to hear the people of America. You can help me to develop a national agenda for the 1980s. I will listen and I will act. We will act together. These were the promises I made three years ago, and I intend to keep them.

Little by little we can and we must rebuild our confidence. We can spend until we empty our treasuries, and we may summon all the wonders of science. But we can succeed only if we tap our greatest resources -- America's people, America's values, and America's confidence.

I have seen the strength of America in the inexhaustible resources of our people. In the days to come, let us renew that strength in the struggle for an energy secure nation.

In closing, let me say this: I will do my best, but I will not do it alone. Let your voice be heard. Whenever you have a chance, say something good about our country. With God's help and for the sake of our nation, it is time for us to join hands in America. Let us commit ourselves together to a rebirth of the American spirit. Working together with our common faith we cannot fail.

Thank you and good night.

## Annexe F : Discours de Jimmy Carter sur l'État de l'Union en 1980

### **Jimmy Carter** **State of the Union Address 1980**

**January 23, 1980**

This last few months has not been an easy time for any of us. As we meet tonight, it has never been more clear that the state of our Union depends on the state of the world. And tonight, as throughout our own generation, freedom and peace in the world depend on the state of our Union.

The 1980's have been born in turmoil, strife, and change. This is a time of challenge to our interests and our values and it's a time that tests our wisdom and our skills.

At this time in Iran, 50 Americans are still held captive, innocent victims of terrorism and anarchy. Also at this moment, massive Soviet troops are attempting to subjugate the fiercely independent and deeply religious people of Afghanistan. These two acts--one of international terrorism and one of military aggression--present a serious challenge to the United States of America and indeed to all the nations of the world. Together, we will meet these threats to peace.

I'm determined that the United States will remain the strongest of all nations, but our power will never be used to initiate a threat to the security of any nation or to the rights of any human being. We seek to be and to remain secure--a nation at peace in a stable world. But to be secure we must face the world as it is.

Three basic developments have helped to shape our challenges: the steady growth and increased projection of Soviet military power beyond its own borders; the overwhelming dependence of the Western democracies on oil supplies from the Middle East; and the press of social and religious and economic and political change in the many nations of the developing world, exemplified by the revolution in Iran.

Each of these factors is important in its own right. Each interacts with the others. All must be faced together, squarely and courageously. We will face these challenges, and we will meet them with the best that is in us. And we will not fail.

In response to the abhorrent act in Iran, our Nation has never been aroused and unified so greatly in peacetime. Our position is clear. The United States will not yield to blackmail.

We continue to pursue these specific goals: first, to protect the present and long-range interests of the United States; secondly, to preserve the lives of the American hostages and to secure, as quickly as possible, their safe release, if possible, to avoid bloodshed which might further endanger the lives of our fellow citizens; to enlist the help of other nations in condemning this act of violence, which is shocking and violates the moral and the legal standards of a civilized world; and also to convince and to persuade the Iranian leaders that the real danger to their nation lies in the north, in the Soviet Union

and from the Soviet troops now in Afghanistan, and that the unwarranted Iranian quarrel with the United States hampers their response to this far greater danger to them.

If the American hostages are harmed, a severe price will be paid. We will never rest until every one of the American hostages are released.

But now we face a broader and more fundamental challenge in this region because of the recent military action of the Soviet Union.

Now, as during the last 3 1/2 decades, the relationship between our country, the United States of America, and the Soviet Union is the most critical factor in determining whether the world will live at peace or be engulfed in global conflict.

Since the end of the Second World War, America has led other nations in meeting the challenge of mounting Soviet power. This has not been a simple or a static relationship. Between us there has been cooperation, there has been competition, and at times there has been confrontation.

In the 1940's we took the lead in creating the Atlantic Alliance in response to the Soviet Union's suppression and then consolidation of its East European empire and the resulting threat of the Warsaw Pact to Western Europe.

In the 1950's we helped to contain further Soviet challenges in Korea and in the Middle East, and we rearmed to assure the continuation of that containment.

In the 1960's we met the Soviet challenges in Berlin, and we faced the Cuban missile crisis. And we sought to engage the Soviet Union in the important task of moving beyond the cold war and away from confrontation.

And in the 1970's three American Presidents negotiated with the Soviet leaders in attempts to halt the growth of the nuclear arms race. We sought to establish rules of behavior that would reduce the risks of conflict, and we searched for areas of cooperation that could make our relations reciprocal and productive, not only for the sake of our two nations but for the security and peace of the entire world.

In all these actions, we have maintained two commitments: to be ready to meet any challenge by Soviet military power, and to develop ways to resolve disputes and to keep the peace.

Preventing nuclear war is the foremost responsibility of the two superpowers. That's why we've negotiated the strategic arms limitation treaties--SALT I and SALT II. Especially now, in a time of great tension, observing the mutual constraints imposed by the terms of these treaties will be in the best interest of both countries and will help to preserve world peace. I will consult very closely with the Congress on this matter as we strive to control nuclear weapons. That effort to control nuclear weapons will not be abandoned.

We superpowers also have the responsibility to exercise restraint in the use of our great military force. The integrity and the independence of weaker nations must not be threatened. They must know that in our presence they are secure.

But now the Soviet Union has taken a radical and an aggressive new step. It's using its great military power against a relatively defenseless nation. The implications of the Soviet invasion of Afghanistan could pose the most serious threat to the peace since the Second World War.

The vast majority of nations on Earth have condemned this latest Soviet attempt to extend its colonial domination of others and have demanded the immediate withdrawal of Soviet troops. The Moslem world is especially and justifiably outraged by this aggression against an Islamic people. No action of a world power has ever been so quickly and so overwhelmingly condemned. But verbal condemnation is not enough. The Soviet Union must pay a concrete price for their aggression.

While this invasion continues, we and the other nations of the world cannot conduct business as usual with the Soviet Union. That's why the United States has imposed stiff economic penalties on the Soviet Union. I will not issue any permits for Soviet ships to fish in the coastal waters of the United States. I've cut Soviet access to high-technology equipment and to agricultural products. I've limited other commerce with the Soviet Union, and I've asked our allies and friends to join with us in restraining their own trade with the Soviets and not to replace our own embargoed items. And I have notified the Olympic Committee that with Soviet invading forces in Afghanistan, neither the American people nor I will support sending an Olympic team to Moscow.

The Soviet Union is going to have to answer some basic questions: Will it help promote a more stable international environment in which its own legitimate, peaceful concerns can be pursued? Or will it continue to expand its military power far beyond its genuine security needs, and use that power for colonial conquest? The Soviet Union must realize that its decision to use military force in Afghanistan will be costly to every political and economic relationship it values.

The region which is now threatened by Soviet troops in Afghanistan is of great strategic importance: It contains more than two-thirds of the world's exportable oil. The Soviet effort to dominate Afghanistan has brought Soviet military forces to within 300 miles of the Indian Ocean and close to the Straits of Hormuz, a waterway through which most of the world's oil must flow. The Soviet Union is now attempting to consolidate a strategic position, therefore, that poses a grave threat to the free movement of Middle East oil.

This situation demands careful thought, steady nerves, and resolute action, not only for this year but for many years to come. It demands collective efforts to meet this new threat to security in the Persian Gulf and in Southwest Asia. It demands the participation of all those who rely on oil from the Middle East and who are concerned with global peace and stability. And it demands consultation and close cooperation with countries in the area which might be threatened.

Meeting this challenge will take national will, diplomatic and political wisdom, economic sacrifice, and, of course, military capability. We must call on the best that is in us to preserve the security of this crucial region.

Let our position be absolutely clear: An attempt by any outside force to gain control of the Persian Gulf region will be regarded as an assault on the vital interests of the United States of America, and such an assault will be repelled by any means necessary, including military force.

During the past 3 years, you have joined with me to improve our own security and the prospects for peace, not only in the vital oil-producing area of the Persian Gulf region but around the world. We've increased annually our real commitment for defense, and we will sustain this increase of effort

throughout the Five Year Defense Program. It's imperative that Congress approve this strong defense budget for 1981, encompassing a 5-percent real growth in authorizations, without any reduction.

We are also improving our capability to deploy U.S. military forces rapidly to distant areas. We've helped to strengthen NATO and our other alliances, and recently we and other NATO members have decided to develop and to deploy modernized, intermediate-range nuclear forces to meet an unwarranted and increased threat from the nuclear weapons of the Soviet Union.

We are working with our allies to prevent conflict in the Middle East. The peace treaty between Egypt and Israel is a notable achievement which represents a strategic asset for America and which also enhances prospects for regional and world peace. We are now engaged in further negotiations to provide full autonomy for the people of the West Bank and Gaza, to resolve the Palestinian issue in all its aspects, and to preserve the peace and security of Israel. Let no one doubt our commitment to the security of Israel. In a few days we will observe an historic event when Israel makes another major withdrawal from the Sinai and when Ambassadors will be exchanged between Israel and Egypt.

We've also expanded our own sphere of friendship. Our deep commitment to human rights and to meeting human needs has improved our relationship with much of the Third World. Our decision to normalize relations with the People's Republic of China will help to preserve peace and stability in Asia and in the Western Pacific.

We've increased and strengthened our naval presence in the Indian Ocean, and we are now making arrangements for key naval and air facilities to be used by our forces in the region of northeast Africa and the Persian Gulf.

We've reconfirmed our 1959 agreement to help Pakistan preserve its independence and its integrity. The United States will take action consistent with our own laws to assist Pakistan in resisting any outside aggression. And I'm asking the Congress specifically to reaffirm this agreement. I'm also working, along with the leaders of other nations, to provide additional military and economic aid for Pakistan. That request will come to you in just a few days.

In the weeks ahead, we will further strengthen political and military ties with other nations in the region. We believe that there are no irreconcilable differences between us and any Islamic nation. We respect the faith of Islam, and we are ready to cooperate with all Moslem countries.

Finally, we are prepared to work with other countries in the region to share a cooperative security framework that respects differing values and political beliefs, yet which enhances the independence, security, and prosperity of all.

All these efforts combined emphasize our dedication to defend and preserve the vital interests of the region and of the nation which we represent and those of our allies--in Europe and the Pacific, and also in the parts of the world which have such great strategic importance to us, stretching especially through the Middle East and Southwest Asia. With your help, I will pursue these efforts with vigor and with determination. You and I will act as necessary to protect and to preserve our Nation's security.

The men and women of America's Armed Forces are on duty tonight in many parts of the world. I'm proud of the job they are doing, and I know you share that pride. I believe that our volunteer forces are adequate for current defense needs, and I hope that it will not become necessary to impose a draft. However, we must be prepared for that possibility. For this reason, I have determined that the

Selective Service System must now be revitalized. I will send legislation and budget proposals to the Congress next month so that we can begin registration and then meet future mobilization needs rapidly if they arise.

We also need clear and quick passage of a new charter to define the legal authority and accountability of our intelligence agencies. We will guarantee that abuses do not recur, but we must tighten our controls on sensitive intelligence information, and we need to remove unwarranted restraints on America's ability to collect intelligence.

The decade ahead will be a time of rapid change, as nations everywhere seek to deal with new problems and age-old tensions. But America need have no fear. We can thrive in a world of change if we remain true to our values and actively engaged in promoting world peace. We will continue to work as we have for peace in the Middle East and southern Africa. We will continue to build our ties with developing nations, respecting and helping to strengthen their national independence which they have struggled so hard to achieve. And we will continue to support the growth of democracy and the protection of human rights.

In repressive regimes, popular frustrations often have no outlet except through violence. But when peoples and their governments can approach their problems together through open, democratic methods, the basis for stability and peace is far more solid and far more enduring. That is why our support for human rights in other countries is in our own national interest as well as part of our own national character.

Peace--a peace that preserves freedom--remains America's first goal. In the coming years, as a mighty nation we will continue to pursue peace. But to be strong abroad we must be strong at home. And in order to be strong, we must continue to face up to the difficult issues that confront us as a nation today.

The crises in Iran and Afghanistan have dramatized a very important lesson: Our excessive dependence on foreign oil is a clear and present danger to our Nation's security. The need has never been more urgent. At long last, we must have a clear, comprehensive energy policy for the United States.

As you well know, I have been working with the Congress in a concentrated and persistent way over the past 3 years to meet this need. We have made progress together. But Congress must act promptly now to complete final action on this vital energy legislation. Our Nation will then have a major conservation effort, important initiatives to develop solar power, realistic pricing based on the true value of oil, strong incentives for the production of coal and other fossil fuels in the United States, and our Nation's most massive peacetime investment in the development of synthetic fuels.

The American people are making progress in energy conservation. Last year we reduced overall petroleum consumption by 8 percent and gasoline consumption by 5 percent below what it was the year before. Now we must do more.

After consultation with the Governors, we will set gasoline conservation goals for each of the 50 States, and I will make them mandatory if these goals are not met.

I've established an import ceiling for 1980 of 8.2 million barrels a day--well below the level of foreign oil purchases in 1977. I expect our imports to be much lower than this, but the ceiling will be enforced by an oil import fee if necessary. I'm prepared to lower these imports still further if the other



oil-consuming countries will join us in a fair and mutual reduction. If we have a serious shortage, I will not hesitate to impose mandatory gasoline rationing immediately.

The single biggest factor in the inflation rate last year, the increase in the inflation rate last year, was from one cause: the skyrocketing prices of OPEC oil. We must take whatever actions are necessary to reduce our dependence on foreign oil--and at the same time reduce inflation.

As individuals and as families, few of us can produce energy by ourselves. But all of us can conserve energy--every one of us, every day of our lives. Tonight I call on you--in fact, all the people of America--to help our Nation. Conserve energy. Eliminate waste. Make 1980 indeed a year of energy conservation.

Of course, we must take other actions to strengthen our Nation's economy.

First, we will continue to reduce the deficit and then to balance the Federal budget.

Second, as we continue to work with business to hold down prices, we'll build also on the historic national accord with organized labor to restrain pay increases in a fair fight against inflation.

Third, we will continue our successful efforts to cut paperwork and to dismantle unnecessary Government regulation.

Fourth, we will continue our progress in providing jobs for America, concentrating on a major new program to provide training and work for our young people, especially minority youth. It has been said that "a mind is a terrible thing to waste». We will give our young people new hope for jobs and a better life in the 1980's.

And fifth, we must use the decade of the 1980's to attack the basic structural weaknesses and problems in our economy through measures to increase productivity, savings, and investment.

With these energy and economic policies, we will make America even stronger at home in this decade--just as our foreign and defense policies will make us stronger and safer throughout the world. We will never abandon our struggle for a just and a decent society here at home. That's the heart of America--and it's the source of our ability to inspire other people to defend their own rights abroad.

Our material resources, great as they are, are limited. Our problems are too complex for simple slogans or for quick solutions. We cannot solve them without effort and sacrifice. Walter Lippmann once reminded us, "You took the good things for granted. Now you must earn them again. For every right that you cherish, you have a duty which you must fulfill. For every good which you wish to preserve, you will have to sacrifice your comfort and your ease. There is nothing for nothing any longer».

Our challenges are formidable. But there's a new spirit of unity and resolve in our country. We move into the 1980's with confidence and hope and a bright vision of the America we want: an America strong and free, an America at peace, an America with equal rights for all citizens-- and for women, guaranteed in the United States Constitution--an America with jobs and good health and good education for every citizen, an America with a clean and bountiful life in our cities and on our farms, an America that helps to feed the world, an America secure in filling its own energy needs, an America of justice, tolerance, and compassion. For this vision to come true, we must sacrifice, but this national commitment will be an exciting enterprise that will unify our people.

Together as one people, let us work to build our strength at home, and together as one indivisible union, let us seek peace and security throughout the world.

Together let us make of this time of challenge and danger a decade of national resolve and of brave achievement.

Thank you very much.

Annexe G : Discours de Barack Obama sur le changement climatique à  
l'université de Georgetown le 25 juin 2013

The White House  
Office of the Press Secretary  
For Immediate Release  
June 25, 2013

## Remarks by the President on Climate Change

Georgetown University  
Washington, D.C.

1:45 P.M. EDT

THE PRESIDENT: Thank you! (Applause.) Thank you, Georgetown! Thank you so much. Everybody, please be seated. And my first announcement today is that you should all take off your jackets. (Laughter.) I'm going to do the same. (Applause.) It's not that sexy, now. (Laughter.)

It is good to be back on campus, and it is a great privilege to speak from the steps of this historic hall that welcomed Presidents going back to George Washington.

I want to thank your president, President DeGioia, who's here today. (Applause.) I want to thank him for hosting us. I want to thank the many members of my Cabinet and my administration. I want to thank Leader Pelosi and the members of Congress who are here. We are very grateful for their support.

And I want to say thank you to the Hoyas in the house for having me back. (Applause.) It was important for me to speak directly to your generation, because the decisions that we make now and in the years ahead will have a profound impact on the world that all of you inherit.

On Christmas Eve, 1968, the astronauts of Apollo 8 did a live broadcast from lunar orbit. So Frank Borman, Jim Lovell, William Anders -- the first humans to orbit the moon -- described what they saw, and they read Scripture from the Book of Genesis to the rest of us back here. And later that night, they took a photo that would change the way we see and think about our world.

It was an image of Earth -- beautiful; breathtaking; a glowing marble of blue oceans, and green forests, and brown mountains brushed with white clouds, rising over the surface of the moon.

And while the sight of our planet from space might seem routine today, imagine what it looked like to those of us seeing our home, our planet, for the first time. Imagine what it looked like to children like me. Even the astronauts were amazed. "It makes you realize," Lovell would say, "just what you have back there on Earth."

And around the same time we began exploring space, scientists were studying changes taking place in the Earth's atmosphere. Now, scientists had known since the 1800s that greenhouse gases like

carbon dioxide trap heat, and that burning fossil fuels release those gases into the air. That wasn't news. But in the late 1950s, the National Weather Service began measuring the levels of carbon dioxide in our atmosphere, with the worry that rising levels might someday disrupt the fragile balance that makes our planet so hospitable. And what they've found, year after year, is that the levels of carbon pollution in our atmosphere have increased dramatically.

That science, accumulated and reviewed over decades, tells us that our planet is changing in ways that will have profound impacts on all of humankind.

The 12 warmest years in recorded history have all come in the last 15 years. Last year, temperatures in some areas of the ocean reached record highs, and ice in the Arctic shrank to its smallest size on record -- faster than most models had predicted it would. These are facts.

Now, we know that no single weather event is caused solely by climate change. Droughts and fires and floods, they go back to ancient times. But we also know that in a world that's warmer than it used to be, all weather events are affected by a warming planet. The fact that sea level in New York, in New York Harbor, are now a foot higher than a century ago -- that didn't cause Hurricane Sandy, but it certainly contributed to the destruction that left large parts of our mightiest city dark and underwater.

The potential impacts go beyond rising sea levels. Here at home, 2012 was the warmest year in our history. Midwest farms were parched by the worst drought since the Dust Bowl, and then drenched by the wettest spring on record. Western wildfires scorched an area larger than the state of Maryland. Just last week, a heat wave in Alaska shot temperatures into the 90s.

And we know that the costs of these events can be measured in lost lives and lost livelihoods, lost homes, lost businesses, hundreds of billions of dollars in emergency services and disaster relief. In fact, those who are already feeling the effects of climate change don't have time to deny it -- they're busy dealing with it. Firefighters are braving longer wildfire seasons, and states and federal governments have to figure out how to budget for that. I had to sit on a meeting with the Department of Interior and Agriculture and some of the rest of my team just to figure out how we're going to pay for more and more expensive fire seasons.

Farmers see crops wilted one year, washed away the next; and the higher food prices get passed on to you, the American consumer. Mountain communities worry about what smaller snowpacks will mean for tourism -- and then, families at the bottom of the mountains wonder what it will mean for their drinking water. Americans across the country are already paying the price of inaction in insurance premiums, state and local taxes, and the costs of rebuilding and disaster relief.

So the question is not whether we need to act. The overwhelming judgment of science -- of chemistry and physics and millions of measurements -- has put all that to rest. Ninety-seven percent of scientists, including, by the way, some who originally disputed the data, have now put that to rest. They've acknowledged the planet is warming and human activity is contributing to it.

So the question now is whether we will have the courage to act before it's too late. And how we answer will have a profound impact on the world that we leave behind not just to you, but to your children and to your grandchildren.

As a President, as a father, and as an American, I'm here to say we need to act. (Applause.)

I refuse to condemn your generation and future generations to a planet that's beyond fixing. And that's why, today, I'm announcing a new national climate action plan, and I'm here to enlist your generation's help in keeping the United States of America a leader -- a global leader -- in the fight against climate change.

This plan builds on progress that we've already made. Last year, I took office -- the year that I took office, my administration pledged to reduce America's greenhouse gas emissions by about 17 percent from their 2005 levels by the end of this decade. And we rolled up our sleeves and we got to work. We doubled the electricity we generated from wind and the sun. We doubled the mileage our cars will get on a gallon of gas by the middle of the next decade. (Applause.)

Here at Georgetown, I unveiled my strategy for a secure energy future. And thanks to the ingenuity of our businesses, we're starting to produce much more of our own energy. We're building the first nuclear power plants in more than three decades -- in Georgia and South Carolina. For the first time in 18 years, America is poised to produce more of our own oil than we buy from other nations. And today, we produce more natural gas than anybody else. So we're producing energy. And these advances have grown our economy, they've created new jobs, they can't be shipped overseas -- and, by the way, they've also helped drive our carbon pollution to its lowest levels in nearly 20 years. Since 2006, no country on Earth has reduced its total carbon pollution by as much as the United States of America. (Applause.)

So it's a good start. But the reason we're all here in the heat today is because we know we've got more to do.

In my State of the Union address, I urged Congress to come up with a bipartisan, market-based solution to climate change, like the one that Republican and Democratic senators worked on together a few years ago. And I still want to see that happen. I'm willing to work with anyone to make that happen.

But this is a challenge that does not pause for partisan gridlock. It demands our attention now. And this is my plan to meet it -- a plan to cut carbon pollution; a plan to protect our country from the impacts of climate change; and a plan to lead the world in a coordinated assault on a changing climate. (Applause.)

This plan begins with cutting carbon pollution by changing the way we use energy -- using less dirty energy, using more clean energy, wasting less energy throughout our economy.

Forty-three years ago, Congress passed a law called the Clean Air Act of 1970. (Applause.) It was a good law. The reasoning behind it was simple: New technology can protect our health by protecting the air we breathe from harmful pollution. And that law passed the Senate unanimously. Think about that -- it passed the Senate unanimously. It passed the House of Representatives 375 to 1. I don't know who the one guy was -- I haven't looked that up. (Laughter.) You can barely get that many votes to name a post office these days. (Laughter.)

It was signed into law by a Republican President. It was later strengthened by another Republican President. This used to be a bipartisan issue.

Six years ago, the Supreme Court ruled that greenhouse gases are pollutants covered by that same Clean Air Act. (Applause.) And they required the Environmental Protection Agency, the EPA, to determine whether they're a threat to our health and welfare. In 2009, the EPA determined that they

are a threat to both our health and our welfare in many different ways -- from dirtier air to more common heat waves -- and, therefore, subject to regulation.

Today, about 40 percent of America's carbon pollution comes from our power plants. But here's the thing: Right now, there are no federal limits to the amount of carbon pollution that those plants can pump into our air. None. Zero. We limit the amount of toxic chemicals like mercury and sulfur and arsenic in our air or our water, but power plants can still dump unlimited amounts of carbon pollution into the air for free. That's not right, that's not safe, and it needs to stop. (Applause.)

So today, for the sake of our children, and the health and safety of all Americans, I'm directing the Environmental Protection Agency to put an end to the limitless dumping of carbon pollution from our power plants, and complete new pollution standards for both new and existing power plants. (Applause.)

I'm also directing the EPA to develop these standards in an open and transparent way, to provide flexibility to different states with different needs, and build on the leadership that many states, and cities, and companies have already shown. In fact, many power companies have already begun modernizing their plants, and creating new jobs in the process. Others have shifted to burning cleaner natural gas instead of dirtier fuel sources.

Nearly a dozen states have already implemented or are implementing their own market-based programs to reduce carbon pollution. More than 25 have set energy efficiency targets. More than 35 have set renewable energy targets. Over 1,000 mayors have signed agreements to cut carbon pollution. So the idea of setting higher pollution standards for our power plants is not new. It's just time for Washington to catch up with the rest of the country. And that's what we intend to do. (Applause.)

Now, what you'll hear from the special interests and their allies in Congress is that this will kill jobs and crush the economy, and basically end American free enterprise as we know it. And the reason I know you'll hear those things is because that's what they said every time America sets clear rules and better standards for our air and our water and our children's health. And every time, they've been wrong.

For example, in 1970, when we decided through the Clean Air Act to do something about the smog that was choking our cities -- and, by the way, most young people here aren't old enough to remember what it was like, but when I was going to school in 1979-1980 in Los Angeles, there were days where folks couldn't go outside. And the sunsets were spectacular because of all the pollution in the air.

But at the time when we passed the Clean Air Act to try to get rid of some of this smog, some of the same doomsayers were saying new pollution standards will decimate the auto industry. Guess what -- it didn't happen. Our air got cleaner.

In 1990, when we decided to do something about acid rain, they said our electricity bills would go up, the lights would go off, businesses around the country would suffer -- I quote -- "a quiet death." None of it happened, except we cut acid rain dramatically.

See, the problem with all these tired excuses for inaction is that it suggests a fundamental lack of faith in American business and American ingenuity. (Applause.) These critics seem to think that when we ask our businesses to innovate and reduce pollution and lead, they can't or they won't do

it. They'll just kind of give up and quit. But in America, we know that's not true. Look at our history.

When we restricted cancer-causing chemicals in plastics and leaded fuel in our cars, it didn't end the plastics industry or the oil industry. American chemists came up with better substitutes. When we phased out CFCs -- the gases that were depleting the ozone layer -- it didn't kill off refrigerators or air-conditioners or deodorant. (Laughter.) American workers and businesses figured out how to do it better without harming the environment as much.

The fuel standards that we put in place just a few years ago didn't cripple automakers. The American auto industry retooled, and today, our automakers are selling the best cars in the world at a faster rate than they have in five years -- with more hybrid, more plug-in, more fuel-efficient cars for everybody to choose from. (Applause.)

So the point is, if you look at our history, don't bet against American industry. Don't bet against American workers. Don't tell folks that we have to choose between the health of our children or the health of our economy. (Applause.)

The old rules may say we can't protect our environment and promote economic growth at the same time, but in America, we've always used new technologies -- we've used science; we've used research and development and discovery to make the old rules obsolete.

Today, we use more clean energy -- more renewables and natural gas -- which is supporting hundreds of thousands of good jobs. We waste less energy, which saves you money at the pump and in your pocketbooks. And guess what -- our economy is 60 percent bigger than it was 20 years ago, while our carbon emissions are roughly back to where they were 20 years ago.

So, obviously, we can figure this out. It's not an either/or; it's a both/and. We've got to look after our children; we have to look after our future; and we have to grow the economy and create jobs. We can do all of that as long as we don't fear the future; instead we seize it. (Applause.)

And, by the way, don't take my word for it -- recently, more than 500 businesses, including giants like GM and Nike, issued a Climate Declaration, calling action on climate change "one of the great economic opportunities of the 21st century." Walmart is working to cut its carbon pollution by 20 percent and transition completely to renewable energy. (Applause.) Walmart deserves a cheer for that. (Applause.) But think about it. Would the biggest company, the biggest retailer in America -- would they really do that if it weren't good for business, if it weren't good for their shareholders?

A low-carbon, clean energy economy can be an engine of growth for decades to come. And I want America to build that engine. I want America to build that future -- right here in the United States of America. That's our task. (Applause.)

Now, one thing I want to make sure everybody understands -- this does not mean that we're going to suddenly stop producing fossil fuels. Our economy wouldn't run very well if it did. And transitioning to a clean energy economy takes time. But when the doomsayers trot out the old warnings that these ambitions will somehow hurt our energy supply, just remind them that America produced more oil than we have in 15 years. What is true is that we can't just drill our way out of the energy and climate challenge that we face. (Applause.) That's not possible.

I put forward in the past an all-of-the-above energy strategy, but our energy strategy must be about more than just producing more oil. And, by the way, it's certainly got to be about more than just building one pipeline. (Applause.)

Now, I know there's been, for example, a lot of controversy surrounding the proposal to build a pipeline, the Keystone pipeline, that would carry oil from Canadian tar sands down to refineries in the Gulf. And the State Department is going through the final stages of evaluating the proposal. That's how it's always been done. But I do want to be clear: Allowing the Keystone pipeline to be built requires a finding that doing so would be in our nation's interest. And our national interest will be served only if this project does not significantly exacerbate the problem of carbon pollution. (Applause.) The net effects of the pipeline's impact on our climate will be absolutely critical to determining whether this project is allowed to go forward. It's relevant.

Now, even as we're producing more domestic oil, we're also producing more cleaner-burning natural gas than any other country on Earth. And, again, sometimes there are disputes about natural gas, but let me say this: We should strengthen our position as the top natural gas producer because, in the medium term at least, it not only can provide safe, cheap power, but it can also help reduce our carbon emissions.

Federally supported technology has helped our businesses drill more effectively and extract more gas. And now, we'll keep working with the industry to make drilling safer and cleaner, to make sure that we're not seeing methane emissions, and to put people to work modernizing our natural gas infrastructure so that we can power more homes and businesses with cleaner energy.

The bottom line is natural gas is creating jobs. It's lowering many families' heat and power bills. And it's the transition fuel that can power our economy with less carbon pollution even as our businesses work to develop and then deploy more of the technology required for the even cleaner energy economy of the future.

And that brings me to the second way that we're going to reduce carbon pollution -- by using more clean energy. Over the past four years, we've doubled the electricity that we generate from zero-carbon wind and solar power. (Applause.) And that means jobs -- jobs manufacturing the wind turbines that now generate enough electricity to power nearly 15 million homes; jobs installing the solar panels that now generate more than four times the power at less cost than just a few years ago.

I know some Republicans in Washington dismiss these jobs, but those who do need to call home -- because 75 percent of all wind energy in this country is generated in Republican districts. (Laughter.) And that may explain why last year, Republican governors in Kansas and Oklahoma and Iowa -- Iowa, by the way, a state that harnesses almost 25 percent of its electricity from the wind -- helped us in the fight to extend tax credits for wind energy manufacturers and producers. (Applause.) Tens of thousands good jobs were on the line, and those jobs were worth the fight.

And countries like China and Germany are going all in in the race for clean energy. I believe Americans build things better than anybody else. I want America to win that race, but we can't win it if we're not in it. (Applause.)

So the plan I'm announcing today will help us double again our energy from wind and sun. Today, I'm directing the Interior Department to green light enough private, renewable energy capacity on public lands to power more than 6 million homes by 2020. (Applause.)



The Department of Defense -- the biggest energy consumer in America -- will install 3 gigawatts of renewable power on its bases, generating about the same amount of electricity each year as you'd get from burning 3 million tons of coal. (Applause.)

And because billions of your tax dollars continue to still subsidize some of the most profitable corporations in the history of the world, my budget once again calls for Congress to end the tax breaks for big oil companies, and invest in the clean-energy companies that will fuel our future. (Applause.)

Now, the third way to reduce carbon pollution is to waste less energy -- in our cars, our homes, our businesses. The fuel standards we set over the past few years mean that by the middle of the next decade, the cars and trucks we buy will go twice as far on a gallon of gas. That means you'll have to fill up half as often; we'll all reduce carbon pollution. And we built on that success by setting the first-ever standards for heavy-duty trucks and buses and vans. And in the coming months, we'll partner with truck makers to do it again for the next generation of vehicles.

Meanwhile, the energy we use in our homes and our businesses and our factories, our schools, our hospitals -- that's responsible for about one-third of our greenhouse gases. The good news is simple upgrades don't just cut that pollution; they put people to work -- manufacturing and installing smarter lights and windows and sensors and appliances. And the savings show up in our electricity bills every month -- forever. That's why we've set new energy standards for appliances like refrigerators and dishwashers. And today, our businesses are building better ones that will also cut carbon pollution and cut consumers' electricity bills by hundreds of billions of dollars.

That means, by the way, that our federal government also has to lead by example. I'm proud that federal agencies have reduced their greenhouse gas emissions by more than 15 percent since I took office. But we can do even better than that. So today, I'm setting a new goal: Your federal government will consume 20 percent of its electricity from renewable sources within the next seven years. We are going to set that goal. (Applause.)

We'll also encourage private capital to get off the sidelines and get into these energy-saving investments. And by the end of the next decade, these combined efficiency standards for appliances and federal buildings will reduce carbon pollution by at least three billion tons. That's an amount equal to what our entire energy sector emits in nearly half a year.

So I know these standards don't sound all that sexy, but think of it this way: That's the equivalent of planting 7.6 billion trees and letting them grow for 10 years -- all while doing the dishes. It is a great deal and we need to be doing it. (Applause.)

So using less dirty energy, transitioning to cleaner sources of energy, wasting less energy through our economy is where we need to go. And this plan will get us there faster. But I want to be honest -- this will not get us there overnight. The hard truth is carbon pollution has built up in our atmosphere for decades now. And even if we Americans do our part, the planet will slowly keep warming for some time to come. The seas will slowly keep rising and storms will get more severe, based on the science. It's like tapping the brakes of a car before you come to a complete stop and then can shift into reverse. It's going to take time for carbon emissions to stabilize.

So in the meantime, we're going to need to get prepared. And that's why this plan will also protect critical sectors of our economy and prepare the United States for the impacts of climate change that we cannot avoid. States and cities across the country are already taking it upon themselves to get ready. Miami Beach is hardening its water supply against seeping saltwater. We're partnering with

the state of Florida to restore Florida's natural clean water delivery system -- the Everglades. The overwhelmingly Republican legislature in Texas voted to spend money on a new water development bank as a long-running drought cost jobs and forced a town to truck in water from the outside.

New York City is fortifying its 520 miles of coastline as an insurance policy against more frequent and costly storms. And what we've learned from Hurricane Sandy and other disasters is that we've got to build smarter, more resilient infrastructure that can protect our homes and businesses, and withstand more powerful storms. That means stronger seawalls, natural barriers, hardened power grids, hardened water systems, hardened fuel supplies.

So the budget I sent Congress includes funding to support communities that build these projects, and this plan directs federal agencies to make sure that any new project funded with taxpayer dollars is built to withstand increased flood risks.

And we'll partner with communities seeking help to prepare for droughts and floods, reduce the risk of wildfires, protect the dunes and wetlands that pull double duty as green space and as natural storm barriers. And we'll also open our climate data and NASA climate imagery to the public, to make sure that cities and states assess risk under different climate scenarios, so that we don't waste money building structures that don't withstand the next storm.

So that's what my administration will do to support the work already underway across America, not only to cut carbon pollution, but also to protect ourselves from climate change. But as I think everybody here understands, no nation can solve this challenge alone -- not even one as powerful as ours. And that's why the final part of our plan calls on America to lead -- lead international efforts to combat a changing climate. (Applause.)

And make no mistake -- the world still looks to America to lead. When I spoke to young people in Turkey a few years ago, the first question I got wasn't about the challenges that part of the world faces. It was about the climate challenge that we all face, and America's role in addressing it. And it was a fair question, because as the world's largest economy and second-largest carbon emitter, as a country with unsurpassed ability to drive innovation and scientific breakthroughs, as the country that people around the world continue to look to in times of crisis, we've got a vital role to play. We can't stand on the sidelines. We've got a unique responsibility. And the steps that I've outlined today prove that we're willing to meet that responsibility.

Though all America's carbon pollution fell last year, global carbon pollution rose to a record high. That's a problem. Developing countries are using more and more energy, and tens of millions of people entering a global middle class naturally want to buy cars and air-conditioners of their own, just like us. Can't blame them for that. And when you have conversations with poor countries, they'll say, well, you went through these stages of development -- why can't we?

But what we also have to recognize is these same countries are also more vulnerable to the effects of climate change than we are. They don't just have as much to lose, they probably have more to lose.

Developing nations with some of the fastest-rising levels of carbon pollution are going to have to take action to meet this challenge alongside us. They're watching what we do, but we've got to make sure that they're stepping up to the plate as well. We compete for business with them, but we also

share a planet. And we have to all shoulder the responsibility for keeping the planet habitable, or we're going to suffer the consequences -- together.

So to help more countries transitioning to cleaner sources of energy and to help them do it faster, we're going to partner with our private sector to apply private sector technological know-how in countries that transition to natural gas. We've mobilized billions of dollars in private capital for clean energy projects around the world.

Today, I'm calling for an end of public financing for new coal plants overseas -- (applause) -- unless they deploy carbon-capture technologies, or there's no other viable way for the poorest countries to generate electricity. And I urge other countries to join this effort.

And I'm directing my administration to launch negotiations toward global free trade in environmental goods and services, including clean energy technology, to help more countries skip past the dirty phase of development and join a global low-carbon economy. They don't have to repeat all the same mistakes that we made. (Applause.)

We've also intensified our climate cooperation with major emerging economies like India and Brazil, and China -- the world's largest emitter. So, for example, earlier this month, President Xi of China and I reached an important agreement to jointly phase down our production and consumption of dangerous hydrofluorocarbons, and we intend to take more steps together in the months to come. It will make a difference. It's a significant step in the reduction of carbon emissions. (Applause.)

And finally, my administration will redouble our efforts to engage our international partners in reaching a new global agreement to reduce carbon pollution through concrete action. (Applause.)

Four years ago, in Copenhagen, every major country agreed, for the first time, to limit carbon pollution by 2020. Two years ago, we decided to forge a new agreement beyond 2020 that would apply to all countries, not just developed countries.

What we need is an agreement that's ambitious -- because that's what the scale of the challenge demands. We need an inclusive agreement -- because every country has to play its part. And we need an agreement that's flexible -- because different nations have different needs. And if we can come together and get this right, we can define a sustainable future for your generation.

So that's my plan. (Applause.) The actions I've announced today should send a strong signal to the world that America intends to take bold action to reduce carbon pollution. We will continue to lead by the power of our example, because that's what the United States of America has always done.

I am convinced this is the fight America can, and will, lead in the 21st century. And I'm convinced this is a fight that America must lead. But it will require all of us to do our part. We'll need scientists to design new fuels, and we'll need farmers to grow new fuels. We'll need engineers to devise new technologies, and we'll need businesses to make and sell those technologies. We'll need workers to operate assembly lines that hum with high-tech, zero-carbon components, but we'll also need builders to hammer into place the foundations for a new clean energy era.

We're going to need to give special care to people and communities that are unsettled by this transition -- not just here in the United States but around the world. And those of us in positions of responsibility, we'll need to be less concerned with the judgment of special interests and well-

connected donors, and more concerned with the judgment of posterity. (Applause.) Because you and your children, and your children's children, will have to live with the consequences of our decisions.

As I said before, climate change has become a partisan issue, but it hasn't always been. It wasn't that long ago that Republicans led the way on new and innovative policies to tackle these issues. Richard Nixon opened the EPA. George H.W. Bush declared -- first U.S. President to declare -- "human activities are changing the atmosphere in unexpected and unprecedented ways." Someone who never shies away from a challenge, John McCain, introduced a market-based cap-and-trade bill to slow carbon pollution.

The woman that I've chosen to head up the EPA, Gina McCarthy, she's worked -- (applause) -- she's terrific. Gina has worked for the EPA in my administration, but she's also worked for five Republican governors. She's got a long track record of working with industry and business leaders to forge common-sense solutions. Unfortunately, she's being held up in the Senate. She's been held up for months, forced to jump through hoops no Cabinet nominee should ever have to -- not because she lacks qualifications, but because there are too many in the Republican Party right now who think that the Environmental Protection Agency has no business protecting our environment from carbon pollution. The Senate should confirm her without any further obstruction or delay. (Applause.) But more broadly, we've got to move beyond partisan politics on this issue. I want to be clear -- I am willing to work with anybody -- Republicans, Democrats, independents, libertarians, greens -- anybody -- to combat this threat on behalf of our kids. I am open to all sorts of new ideas, maybe better ideas, to make sure that we deal with climate change in a way that promotes jobs and growth.

Nobody has a monopoly on what is a very hard problem, but I don't have much patience for anyone who denies that this challenge is real. (Applause.) We don't have time for a meeting of the Flat Earth Society. (Applause.) Sticking your head in the sand might make you feel safer, but it's not going to protect you from the coming storm. And ultimately, we will be judged as a people, and as a society, and as a country on where we go from here.

Our founders believed that those of us in positions of power are elected not just to serve as custodians of the present, but as caretakers of the future. And they charged us to make decisions with an eye on a longer horizon than the arc of our own political careers. That's what the American people expect. That's what they deserve.

And someday, our children, and our children's children, will look at us in the eye and they'll ask us, did we do all that we could when we had the chance to deal with this problem and leave them a cleaner, safer, more stable world? And I want to be able to say, yes, we did. Don't you want that? (Applause.)

Americans are not a people who look backwards; we're a people who look forward. We're not a people who fear what the future holds; we shape it. What we need in this fight are citizens who will stand up, and speak up, and compel us to do what this moment demands.

Understand this is not just a job for politicians. So I'm going to need all of you to educate your classmates, your colleagues, your parents, your friends. Tell them what's at stake. Speak up at town halls, church groups, PTA meetings. Push back on misinformation. Speak up for the facts. Broaden the circle of those who are willing to stand up for our future. (Applause.)

Convince those in power to reduce our carbon pollution. Push your own communities to adopt smarter practices. Invest. Divest. (Applause.) Remind folks there's no contradiction between a

sound environment and strong economic growth. And remind everyone who represents you at every level of government that sheltering future generations against the ravages of climate change is a prerequisite for your vote. Make yourself heard on this issue. (Applause.)

I understand the politics will be tough. The challenge we must accept will not reward us with a clear moment of victory. There's no gathering army to defeat. There's no peace treaty to sign. When President Kennedy said we'd go to the moon within the decade, we knew we'd build a spaceship and we'd meet the goal. Our progress here will be measured differently -- in crises averted, in a planet preserved. But can we imagine a more worthy goal? For while we may not live to see the full realization of our ambition, we will have the satisfaction of knowing that the world we leave to our children will be better off for what we did.

"It makes you realize," that astronaut said all those years ago, "just what you have back there on Earth." And that image in the photograph, that bright blue ball rising over the moon's surface, containing everything we hold dear -- the laughter of children, a quiet sunset, all the hopes and dreams of posterity -- that's what's at stake. That's what we're fighting for. And if we remember that, I'm absolutely sure we'll succeed.

Thank you. God bless you. God bless the United States of America. (Applause.)

END

2:32 P.M. EDT

## Remarks by President Trump at the Unleashing American Energy Event

Issued on: June 29, 2017

U.S. Department of Energy  
Washington, D.C.

3:31 P.M. EDT

THE PRESIDENT: Thank you, everybody. Thank you very much. (Applause.) How are you?

Well I want to thank everybody on stage. They are really a terrific team. We have some of the real winners in the audience, too, that I can tell you — some great, great people.

I want to thank Vice President Pence. As always, he's right there and he has really been a help to this administration. We have some big things happening today, and we have some very big things happening over the next month, and I guess probably I can say over the next eight years. I suspect I can say that. (Applause.)

It's wonderful to be here with so many pioneers and visionaries from America's energy industry — great industry. I want to thank the leaders of our great energy companies for joining us today and for supporting our efforts to bring true wealth and prosperity to our people. That's true. Come on, give yourself a hand. (Applause.)

You deserve it. You deserve it. You've gone through eight years of hell, and actually I could say even a little bit more than that. You deserve it.

I also want to express our sincere gratitude to the labor union leaders and members who have joined us today. Thank you, fellas. Thank you, thank you. (Applause.) Your workers embody the skill, grit and courage that has always been the true source of American strength. They are great people. They break through rock walls, mine the depths of the earth, and reach through the ocean floor, to bring every ounce of energy into our homes and commerce and into our lives. Our nation salutes you. You're brave and you are great workers. Thank you very much. Thank you, fellas. (Applause.)

Before turning to the topic at hand, I want to provide a brief update on two crucial votes taking place this afternoon on the House Floor — very important. These bills are vital to public safety and national security, and I want to thank Chairman Bob Goodlatte for his efforts. Bob has been working very hard and really for a long time, but we got it going.

First, the House will be voting on Kate's Law — legislation named for Kate Steinle, who was killed by an illegal immigrant with five prior deportations and lots of bad things on his record.

The second is the No Sanctuary for Criminals Act, which blocks federal grants to cities that release dangerous criminal aliens back into the streets, including the vicious and disgusting and horrible MS-13 gang members. And we're getting them out. We are getting them out. They're going — fast. (Applause.)

General Kelly and his whole group — they've gotten rid of 6,000 so far. We're about 50 percent there, and we're actually liberating towns. Like on Long Island, where I grew up — we're liberating towns. Those people are so happy to see our guys, and our guys are a lot tougher than the MS-13 characters. That I can tell you. Liberation. (Applause.)

I'm calling on all lawmakers to put the safety of American families first. And let's pass these bills through the House, through the Senate, and send them to my desk. I will give you the fastest approval, the fastest signature that you have ever seen. Right, Mike? We will get that signed so fast. (Applause.) So when we get back, the first thing I'm going to do is how did we do on the vote? I expect good things; otherwise I probably wouldn't be talking about it to be honest with you. I'd just sort of low-key it a little bit. (Laughter.) I don't like losing. I don't like losing. (Laughter.) Neither do you folks. Every member of Congress should vote to save American lives. Many great members of Congress are here with us this afternoon — some great people, some great, great people. Thank you very much. Not only are they working with us on border security, but they share our desire to unleash American energy.

I especially want to thank Secretary Perry for his tremendous leadership in this department. He has really done a terrific job, and he's also a cheerleader — he's really a cheerleader. I watched that in Texas. The thing that I loved about him — he was always saying how great Texas was. And if you don't say it, I don't know. You got to say it, right? And you're doing it right now with energy.

SECRETARY PERRY: Ain't bragging if you can do it.

THE PRESIDENT: That's true.

Along with Secretary of the Interior Ryan Zinke and EPA Administrator Scott Pruitt. And we've been through our battles, Scott. Not with each other, with the world. And now the world is starting to say I think they're right. (Laughter.) They'll find out. We have no doubt. But all three of them strongly believe in putting America first, which is what I believe in, which is why I got elected. It's called Make America Great Again — that's what we're doing — Make America Great Again.

We're here today to usher in a new American energy policy — one that unlocks million and millions of jobs and trillions of dollars in wealth. For over 40 years, America was vulnerable to foreign regimes that used energy as an economic weapon. Americans' quality of life was diminished by the idea that energy resources were too scarce to support our people. We always thought that, and actually at the time it was right to think. We didn't think we had this tremendous wealth under our feet. Many of us remember the long gas lines and the constant claims that the world was running out of oil and natural gas.

Americans were told that our nation could only solve this energy crisis by imposing draconian restrictions on energy production. But we now know that was all a big, beautiful myth. It was fake. Don't we love that term, "fake"? What we've learned about fake over the last little while — fake news, CNN. Fake. (Laughter and Applause.) Whoops, their camera just went off. (Laughter.) Okay, you can come back. I won't say — I promise I won't say anything more about you. I see that red light go off, I say, whoa. The truth is that we have near-limitless supplies

of energy in our country. Powered by new innovation and technology, we are now on the cusp of a true energy revolution.

Our country is blessed with extraordinary energy abundance, which we didn't know of, even five years ago and certainly ten years ago. We have nearly 100 years' worth of natural gas and more than 250 years' worth of clean, beautiful coal. We are a top producer of petroleum and the number-one producer of natural gas. We have so much more than we ever thought possible. We are really in the driving seat. And you know what? We don't want to let other countries take away our sovereignty and tell us what to do and how to do it. That's not going to happen. (Applause.) With these incredible resources, my administration will seek not only American energy independence that we've been looking for so long, but American energy dominance.

And we're going to be an exporter — exporter. (Applause.) We will be dominant. We will export American energy all over the world, all around the globe. These energy exports will create countless jobs for our people, and provide true energy security to our friends, partners, and allies all across the globe.

But this full potential can only be realized when government promotes energy development — that's this guy right here, and he'll do it better than anybody — instead of obstructing it like the Democrats. They obstruct it. But we get through it. We cannot have obstruction. We have to get out and do our job better and faster than anybody in the world, certainly when it comes to one of our great assets — energy. This vast energy wealth does not belong to the government. It belongs to the people of the United States of America. (Applause.) Yet, for the past eight years, the federal government imposed massive job-killing barriers to American energy development.

Since my very first day in office, I have been moving at record pace to cancel these regulations and to eliminate the barriers to domestic energy production, like never before. Job-killing regulations are being removed and vital infrastructure projects are being approved at a level that they've never seen before. As you all know, I approved the Keystone XL Pipeline and the Dakota Access Pipeline in my first week. Thousands of jobs — tremendous things are happening. And, by the way, I thought I'd take a lot of heat. I didn't take any heat. I approved them and that was it. I figured we'd have all sorts of protests. We didn't have anything.

But I have to do — whether it's protesting or not, I have to do what's right. But people celebrate those two transactions, as opposed to protesting. But sometimes you have to go out and just do it, and you find out. Whatever happens, happens. But you have to be right for the American people. (Applause.) Thank you.

I'm dramatically reducing restrictions on the development of natural gas. I cancelled the moratorium on a new coal leasing — and you know what was happening — the new coal leasing on federal lands, it was being so terribly restricted. And now with Ryan and with a group, it's going to be open, and the land will be left in better shape than it is right now. Is that right? Better shape. (Applause.)

We have finally ended the war on coal. And I am proud to report that Corsa Coal, here with us today, just opened a brand-new coal mine in the state of Pennsylvania, the first one in many, many, many years. Corsa, stand up. Come on. (Applause.) Congratulations. Congratulations. Employing a lot of people, and we are putting the coal miners back to work just like I promised — just like I promised when I went through Ohio and West Virginia, Wyoming and all of the different places. And



I see Bob back there. Congratulations, Bob. He's in great shape, right? You in good shape, Bob? Right from the beginning. Good. You just take care of yourself, all right?

We're ending intrusive EPA regulations that kill jobs, hurt family farmers and ranchers, and raise the price of energy so quickly and so substantially.

In order to protect American jobs, companies and workers, we've withdrawn the United States from the one-sided Paris Climate Accord. (Applause.)

And I won't get into it, but believe me, that really put this country at a disadvantage. Number one, we weren't playing on the same field. It kicked in for us, and it doesn't kick in for others. The money that we had to pay was enormous. It was not even close. And maybe we'll be back into it someday, but it will be on better terms. It will be on fair terms — not on terms where we're the people that don't know what we're doing.

So we'll see what happens. But I will tell you we're proud of it. And when I go around, there are so many people that say thank you. You saved the sovereignty of our country. You saved our wealth because we would have a hard time getting to this newfound wealth. And that's not going to happen with our country. (Applause.)

Today, I am proudly announcing six brand-new initiatives to propel this new era of American energy dominance. First, we will begin to revive and expand our nuclear energy sector — which I'm so happy about — which produces clean, renewable and emissions-free energy. A complete review of U.S. nuclear energy policy will help us find new ways to revitalize this crucial energy resource. And I know you're very excited about that, Rick.

Second, the Department of the Treasury will address barriers to the financing of highly efficient, overseas coal energy plants. Ukraine already tells us they need millions and millions of metric tons right now. There are many other places that need it, too. And we want to sell it to them, and to everyone else all over the globe who need it.

Third, my administration has just approved the construction of a new petroleum pipeline to Mexico, which will further boost American energy exports, and that will go right under the wall, right? It's going under, right? (Laughter and applause.) Have it go down a little deeper in that one section. You know, a little like this. Right under the wall.

Fourth, just today, a major U.S. company, Sempra Energy, signed an agreement to begin negotiations for the sale of more American natural gas to South Korea. And, as you know, the leaders of South Korea are coming to the White House today, and we've got a lot of discussion to do. But we will also be talking about them buying energy from the United States of America, and I'm sure they'll like to do it. They need it. Thank you. (Applause.)

Fifth, the United States Department of Energy is announcing today that it will approve two long-term applications to export additional natural gas from the Lake Charles LNG terminal in Louisiana. It's going to be a big deal. It's a great announcement.

Finally, in order to unlock more energy from the 94 percent of offshore land closed to development, under the previous administration, so much of our land was closed to development. We're opening it up, the right areas, but we're opening it up — we're creating a new

offshore oil and gas leasing program. America will be allowed to access the vast energy wealth located right off our shores. And this is all just the beginning — believe me.

The golden era of American energy is now underway. And I'll go a step further: The golden era of America is now underway. Believe me. (Applause.)

And you're all going to be a part of it in creating this exciting new future. We will bring new opportunity to the heartland, new prosperity to our inner cities, and new infrastructure all across our nation. When it comes to the future of America's energy needs, we will find it, we will dream it, and we will build it.

American energy will power our ships, our planes and our cities. American hands will bend the steel and pour the concrete that brings this energy into our homes and that exports this incredible, newfound energy all around the world. And American grit will ensure that what we dream, and what we build, will truly be second to none. We will be number one again all the way. We're going to make America great again.

Thank you, God bless you, and God bless America. Thank you. (Applause.)

END  
3:49 P.M. EDT

Annexe I : Liste non-exhaustive des réseaux et initiatives cités visant à lutter contre le réchauffement climatique pour les villes et les entreprises

Nom	Année de création
<i>Coalition for Environmentally Responsible Economies (CERES)</i>	1989
<i>International Council for Local Environmental Initiatives (ICLEI)</i>	1991
<i>C40 Climate Leadership Group</i>	2002
<i>Chicago Climate Exchange</i>	2003
<i>The Climate Group</i>	2004
<i>World Mayors Council on Climate Change</i>	2005
<i>U.S. Mayors Climate Protection Agreement (MCPA)</i>	2005
<i>Mayors Climate Protection Center</i>	2007
<i>Climate Mayors ou Mayors National Climate Action Agenda (MNCAA)</i>	2014
<i>RE100</i>	2014
<i>Oil Gas Climate Initiative</i>	2014
<i>Global Covenant of Mayors Climate and Energy</i>	2015
<i>Alliance for a Sustainable Future</i>	2016
<i>We Are still In</i>	2017
<i>America's Pledge</i>	2017
<i>American Cities Initiative</i>	2017

## Annexe J : Carte de la Pennsylvanie



Source : *Pennsylvania Counties Map*, Mapopensource.



# BIBLIOGRAPHIE

## Livres

- Adams, Jon, et Philipp Balcke, éd. *Roots of American Environmentalism*. Los Gatos, California: Slack Water Press, 2012.
- Anderson, Alison. *Media, Culture and the Environment*. Repr. London [u.a.] Routledge, 2003.
- Anderson, Jon F. *Environmental Protection Under President Obama: 2009 and 2010*. United States of America, 2011.
- Antholis, William, et Strobe Talbott. *Fast Forward: Ethics and Politics in the Age of Global Warming*. Brookings focus books. Washington, D.C: Brookings Institution Press, 2010.
- Arnaud, Pierre et al. *La Présidence de Barack Obama, 2009-2017*. Ellipses. Paris, 2019.
- Barré, Bertrand, Bernadette Merenne-Schoumaker, et Anne Bailly. *Atlas des énergies mondiales: un développement équitable et propre est-il possible?* Autrement. Atlas/Monde. Paris, 2011.
- Beierle, Thomas C., et Jerry Cayford. *Democracy in Practice: Public Participation in Environmental Decisions*. Washington, DC: Resources for the Future, 2002.
- Bliese, John Ross Edward. *The Greening of Conservative America*. Boulder, Colo.: Westview Press, 2001.
- Bloomberg, Michael, et Carl Pope. *Climate of Hope: How cities, Businesses, and Citizens Can Save the Planet*. First edition. New York: St. Martin's Press, 2017.
- Blum, David. *President Barack Obama: The Kindle Singles Interview*. Kindle Singles., 2013.
- Boniface, Pascal. *Comprendre le monde: les relations internationales Pour Tous*. Paris: A. Colin, 2013.
- Boquet, Yves. *Les États-Unis*. Paris: Belin, 2003.
- Borde, Constance, et Sheila Malovany-Chevallier. *Focus on American Democracy: le Système Politique en Version Originale*. Sciences Po langues. Paris: Presses de Sciences Po, 1996.
- Bryner, Gary C., et Robert J. Duffy. *Integrating Climate, Energy, and Air Pollution Policies*. Cambridge, Mass: MIT Press, 2012.
- Bulkeley, Harriet, et Michele Merrill Betsill. *Cities and Climate Change Urban Sustainability and Global Environmental Governance*. London: Routledge, 2003.
- Cannon, Jonathan Z. *Environment in the Balance: The Green Movement and the Supreme Court*. United States of America: Harvard University Press, 2015.
- Carson, Rachel. *Silent Spring*. 40th anniversary ed., 1st Mariner Books ed. Boston: Houghton Mifflin, 2002.
- Chevalier, Jean Marie. *Les 100 Mots de l'énergie*. Paris: Presses universitaires de France, 2010.
- , éd. *Les Nouvelles guerres de l'énergie*. Paris: Eyrolles, 2017.
- Chevalier, Jean-Marie, Michel Derdevet, et Patrice Geoffron. *L'Avenir énergétique: cartes sur table*. Folio. Espagne: Folio, 2012.
- Clément, Daniel, et Pierre Papon. *Vers une énergie durable?* Le collège 5. Paris: Le Pommier [u.a.], 2010.
- Cooley, Richard A., et Geoffrey Wandesforde-Smith, éd. *Congress and The Environment*. University of Washington Press. United States of America, 1970.
- Crié-Wiesner, Hélène. *Americaïn écolos. Les Américains et l'environnement : chroniques du meilleur et du pire*. Paris: Delachaux et Niestlé, 2011.
- Delbard, Olivier. *Prospérité contre écologie: l'environnement dans l'Amérique de George W. Bush*. Paris: Lignes de repères, 2006.
- Depraz, Samuel. *Géographie des espaces naturels protégés: genèse, principes et enjeux territoriaux*. Paris: A. Colin, 2008.
- Dorgan, Charity Anne. *Statistical Record of the Environment*. Gale environmental library. New York: Gale Research, 1995.
- Dow, Kirstin, et Thomas E Downing. « The Atlas of Climate Change Mapping the World's Greatest Challenge ». London: Earthscan, 2011.
- Dowie, Mark. *Losing Ground: American Environmentalism at the Close of the Twentieth Century*. Cambridge, Mass: MIT Press, 1995.
- Ecole biblique et archéologique française. *La Bible de Jérusalem*. Paris: Éditions du Cerf, 2008.
- Fiorino, Daniel J. *Making Environmental Policy*. Berkeley: University of California Press, 1995.
- Frederick Jackson Turner. « EBook of The Frontier in American History ». *The Project Gutenberg*, 14 oct. 2007. En ligne. Internet. 16 nov. 2016. Available: <http://www.gutenberg.org/files/22994/22994-h/22994-h.htm>.
- Friedman, Thomas L. *Why the World Needs a Green Revolution - and How We Can Renew Our Global Future*. London: Penguin Books Ltd : [distributor] Penguin Books Ltd, 2009.
- Ghorra-Gobin, Cynthia. *Les États-Unis: espace, environnement, société, ville*. Paris: Nathan, 1993.
- Gore, Albert. *An Inconvenient Truth: the Planetary Emergency of Global Warming and What We Can Do About It*. New York, NY: Rodale, 2006.

- Gottlieb, Robert. *Forcing the Spring: the Transformation of the American Environmental Movement*. Washington, D.C: Island Press, 1993.
- Greider, William. *Who Will Tell the People: the Betrayal of the American Democracy*. 1. Touchstone ed. A Touchstone book. New York, NY: Simon & Schuster, 1993.
- Guillaume, Sylvie. *Les Démocraties aux Etats-Unis et en Europe de 1918 à 1989*. Paris: Ed. Messene, 1999.
- Hays, Samuel P. *Conservation and the Gospel of Efficiency: the Progressive Conservation Movement, 1890-1920*. Pittsburgh, Pa: University of Pittsburgh Press, 1999.
- Hays, Samuel P., et Barbara D. Hays. *Beauty, Health, and Permanence: Environmental Politics in the United States, 1955-1985*. Studies in environment and history. Cambridge [Cambridgeshire] ; New York: Cambridge University Press, 1987.
- Henry David Thoreau. « EBook of The Maine Woods ». *The Project Gutenberg*, 9 avr. 2013. En ligne. Internet. 21 juill. 2017. Available: [https://www.gutenberg.org/files/42500/42500-h/42500-h.htm#Page\\_93](https://www.gutenberg.org/files/42500/42500-h/42500-h.htm#Page_93).
- Héritier, Stéphane, Lionel Laslaz, et Rodney Cole. *Les Parcs nationaux dans le monde: protection, gestion et développement durable*. Paris: Ellipses, 2008.
- Hochschild, Arlie Russell. *Strangers in Their Own Land: Anger and Mourning on the American Right*. Current affairs & politics. New York London: The New Press, 2018.
- Katusa, Marin. *The Colder War: How the Global Energy Trade Slipped from America's Grasp*. Hoboken, New Jersey: John Wiley & Sons, Inc, 2015.
- Klein, Naomi. *This Changes Everything: Capitalism Vs. the Climate*. 1. Simon & Schuster hardcover ed. New York: Simon & Schuster, 2014.
- Kline, Benjamin. *First Along the River: a Brief History of the U.S. Environmental Movement*. 3rd ed. Lanham, Md: Rowman & Littlefield, 2007.
- Klyza, Christopher McGrory, et David J. Sousa. *American Environmental Policy, 1990-2006: Beyond Gridlock*. American and comparative environmental policy. Cambridge, Mass: MIT Press, 2008.
- Layzer, Judith A. *The Environmental Case: Translating Values into Policy*. 2nd ed. Washington, D.C: CQ Press, 2006.
- Linzey, Thomas, Brannen Jr., Daniel E., et Dunne, Elizabeth. *People's Right to Local Community Self-Government: Grant Township*. Place of publication not identified: LULU COM, 2015.
- Maillet, Pierre, et Martine Cassette-Carry. *L'Énergie*. 127<sup>e</sup> éd. Paris: Presses universitaires de France, 1982.
- Martel, Frédéric. *De la Culture en Amérique*. Champs essais 1009. Paris: Flammarion, 2011.
- Mayhew, David R. *Congress: The Electoral Connection*. 9. print. Yale studies in political science 26. New Haven: Yale Univ. Press, 1978.
- Merrill, Karen R. *The Oil Crisis of 1973-1974: a Brief History with Documents*. The Bedford series in history and culture. Boston: Bedford/St. Martin's, 2007.
- Mons, Ludovic. *Les Enjeux de l'énergie: pétrole, nucléaire, et après?* [Paris]: Larousse, 2011.
- Nash, Roderick. *American Environmentalism: Readings in Conservation History*. Ed. Roderick Nash. 3rd ed. New York: McGraw-Hill, 1990.
- . *Environment and Americans: The Problem of Priorities*. American problem studies. Huntington, N.Y: R. E. Krieger Pub. Co, 1979.
- Nathan, Richard P. *The Administrative Presidency*. New York: MacMillan [u.a.], 1983.
- Nelson, Michael. *Trump: The First Two Years*, 2019.
- Neustadt, Richard. E. *Presidential Power. The Politics of Leadership*. Signet Book. New York: The New American Library, 1964.
- Neuzil, Mark, et Bill Kovarik. *Mass Media & Environmental Conflict: America's Green Crusades*. Thousand Oaks, Calif: Sage Publications, 1996.
- Nye, Joseph S. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. 1st ed. New York: Public Affairs, 2004.
- O'Sullivan, Meghan L. *Windfall: How the New Energy Abundance Upends Global Politics and Strengthens America's Power*. New York ; London: Simon & Schuster, 2017.
- Pinchot, Gifford. *The Fight for Conservation*. Great Britain: Filiquarian Publishing, LLC./ Qontro, 1910.
- Podesta, John, et John Halpin. *The Power of Progress: How America's Progressives Can (once again) Save Our Economy, Our Climate, and Our Country*. 1st ed. New York: Crown Publishers, 2008.
- Rémond, René. *Histoire des États-Unis*. Paris: Presses universitaires de France, 2011.
- Robert, Paul, Josette Rey-Debove, et Alain Rey, éd. *Le Nouveau Petit Robert: dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*. Nouv. éd. Paris: Dictionnaires Le Robert, 2004.
- Rosenbaum, Walter A. *American Energy: The Politics of 21st Century Policy*. Los Angeles: Sage, 2015.
- . *Energy, Politics, and Public Policy*. 2nd ed. Washington, D.C: CQ Press, 1987.
- . *Environmental Politics and Policy*. 8th ed. Washington, D.C: CQ Press, 2011.
- Rutledge, Ian. *Addicted to Oil: America's Relentless Drive for Energy Security*. London ; New York : New York: I.B. Tauris ; Distributed by Palgrave Macmillan in the United States and Canada, 2005.
- Sandalow, David. *Freedom from Oil: How the Next President Can End the United States' Oil Addiction*. New York: McGraw-Hill, 2008.

- Scheberle, Denise. *Federalism and Environmental Policy: Trust and the Politics of Implementation*. 2nd ed. rev. and updated. American governance and public policy series. Washington, D.C: Georgetown University Press, 2004.
- Schoenbrod, David. *Saving Our Environment from Washington: How Congress Grabs Power, Shirks Responsibility, and Shortchanges the People*. New Haven, CT: Yale University Press, 2005.
- Shabecoff, Philip. *Earth Rising: American Environmentalism in the 21st Century*. Washington, D.C: Island Press, 2000.
- Shafie, David M. *Presidential Administration and the Environment*. New York: Routledge, 2015.
- Sinn, Hans-Werner. *The Green Paradox: a Supply-Side Approach to Global Warming*. Cambridge, Mass: MIT Press, 2012.
- Smil, Vaclav. *Energy at the Crossroads: Global Perspectives and Uncertainties*. 1. MIT Press paperback ed. Cambridge, Mass.: MIT Press, 2005.
- Smith, Eric R. A. N. *Energy, the Environment, and Public Opinion*. Lanham, Md: Rowman & Littlefield Publishers, 2002.
- Smith, Joe, éd. *The Daily Globe: Environmental Change, the Public and the Media*. London: Earthscan, 2000.
- Smith, Kaelyn, éd. *Environmentalism: Political Ideology, Issues, and Schools of Thought*, 2011.
- Smith, Steven S., Jason M. Roberts, et Ryan J. Vander Wielen. *The American Congress*. 7th ed. New York: Cambridge University Press, 2011.
- Smith, Zachary A. *The Environmental Policy Paradox*. 5th ed. Upper Saddle River, NJ: Pearson Prentice Hall, 2009.
- Société française de physique, éd. *La Situation énergétique en France et dans le monde: quels choix politiques?* Les Ulis: EDP sciences, 2012.
- Soden, Dennis L. *The Environmental Presidency*. SUNY series on the presidency. Albany: State University of New York Press, 1999.
- Speth, James Gustave. *Red Sky at Morning: America and the Crisis of the Global Environment*. New Haven: Yale Univ. Press, 2005.
- Steinberg, Theodore. *Down to Earth: Nature's Role in American History*. Oxford; New York: Oxford University Press, 2002.
- Stoll, Steven. *U.S. Environmentalism Since 1945: a Brief History With Documents*. Bedford series in history and culture. Boston: Bedford/St. Martin's, 2007.
- Stork, Joe. *Middle East Oil and the Energy Crisis*. New York: Monthly Review Press, 1975.
- Sussman, Glen, Byron W. Daynes, et Jonathan P. West. *American Politics and the Environment*. New York: Longman, 2002.
- Tanzer, Michael. *The Energy Crisis: World Struggle for Power and Wealth*. New York: Monthly Review Press, 1975.
- Thoreau, Henry David. *Walden*. Format Kindle: Amazon Classics, 2017.
- Turner, James Morton, et Andrew C. Isenberg. *The Republican Reversal: Conservatives and the Environment from Nixon to Trump*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press, 2018.
- Udall, Stewart L. *The Quiet Crisis*. Discus books. USA: Avon books, 1963.
- U.S House of Representatives, Committee on oversight and Government Reform. *How Obama's Green Energy Agenda Is Killing Jobs*. Great Britain, 2011.
- Vig, Norman J., et Michael E. Kraft, éd. *Environmental Policy: New Directions for the Twenty-first Century*. 8th ed. Thousand Oaks, CA: CQ Press, 2013.
- White House, et U.S Department of the Interior. *U.S. Climate Policy: Change of Power = Change of Heart - New Presidential Order vs. Laws & Actions of the Former President*. Madison&Adams Press. Format Kindle, 2017.
- Wilber, Tom. *Under the Surface: Fracking, Fortunes and the Fate of the Marcellus Shale*. Ithaca: Cornell University Press, 2012.
- World Commission on Environment and Development, éd. *Our Common Future*. Oxford paperbacks. Oxford ; New York: Oxford University Press, 1987.
- Yergin, Daniel. *The Quest: Energy, Security and the Remaking of the Modern World*. Rev. and Updated ed. London: Penguin Books, 2012.
- Yvard-Djahansouz, Gelareh. *Histoire du mouvement écologique américain*. Paris: Ellipses, 2009.
- Zuckerman, Gregory. *The Frackers: The Outrageous Inside Story of the New Billionaire Wildcatters*. London: Portfolio Penguin, 2014.

## **Sources Primaires**

- 72nd Colorado General Assembly. « Proposition 112: Increased Setback Requirement for Oil and Natural Gas Development ». *Colorado General Assembly*, 2018. En ligne. Internet. 24 août 2020. Available: <https://leg.colorado.gov/ballots/increased-setback-requirement-oil-and-natural-gas-development>.
- 80th Oregon Legislative Assembly. « Senate Bill 256 », 2019.
- 109th Congress. « H.R.6 - 109th Congress (2005-2006): Energy Policy Act of 2005 ». Webpage, 8 août 2005. 2005/2006. En ligne. Internet. 22 juill. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/109th-congress/house-bill/6>.
- 121st Maine Legislature. « An Act to Provide Leadership in Addressing the Threat of Climate Change », 21 mai 2003. En ligne. Internet. 13 août 2020. Available: [http://www.mainelegislature.org/legis/bills/display\\_ps.asp?id=845&snum=121](http://www.mainelegislature.org/legis/bills/display_ps.asp?id=845&snum=121).



- Albright, Madeleine K. « Secretary of State Madeleine K. Albright Interview on NBC-TV “The Today Show” with Matt Lauer. » Entretien réalisé par Matt Lauer, 19 févr. 1998. En ligne. Internet. 16 janv. 2018. Available: <https://1997-2001.state.gov/statements/1998/980219a.html>.
- Aliyev, Heydar. « Introductory Speech of the Azerbaijani President Heydar Aliyev at the Ceremony of Signature Documents on Giving a Share of Azerbaijan at the International Oil Consortium to “« Exxon »” Oil Company of the USA », 19 avr. 1995. En ligne. Internet. 16 juill. 2020. Available: <https://lib.aliyev-heritage.org/en/19981.html>.
- America First Policies. « Energy Dominance ». *America First Policies*, s. d. En ligne. Internet. 2 juill. 2019. Available: <https://www.americafirstpolicies.org/issues/energy-dominance/>.
- António Guterres. « A Time to Save the Sick and Rescue the Planet ». *United Nations Secretary-General*, 28 avr. 2020. En ligne. Internet. 7 oct. 2020. Available: <https://www.un.org/sg/en/content/sg/articles/2020-04-28/time-save-the-sick-and-rescue-the-planet>.
- AP Archive. *Speeches by Safrica, Papua Nguinea Before Us Backed down- Youtube*, 2015. En ligne. Internet. 26 janv. 2018. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=AJkssxnUmT4>.
- Associated Press Archive. *Bali Speeches*, 2007. En ligne. Internet. 26 janv. 2018. Available: <http://www.aparchive.com/metadata/youtube/a6f2ebfd5563d07cd02c5febf127216b>.
- Baltimore City Council. « Baltimore Sustainability Plan », avr. 2009. En ligne. Internet. 20 août 2020. Available: <https://www.baltimoresustainability.org/wp-content/uploads/2015/12/Baltimore-Sustainability-Plan.pdf>.
- Bipartisan Policy Center. « Energy Bill Tracker », 1 févr. 2016. En ligne. Internet. 17 avr. 2016. Available: <http://bipartisanpolicy.org/energy-bill-tracker/>.
- Bolton, John. « John Bolton: I Don’t Think Maduro Has the Military on His Side ». Fox Business, 24 janv. 2019. En ligne. Internet. 20 juill. 2020. Available: <http://video.foxbusiness.com/v/5993599263001/>.
- . « Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton on the Administration’s Policies in Latin America ». *The White House*, 2 nov. 2018. En ligne. Internet. 20 juill. 2020. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-national-security-advisor-ambassador-john-r-bolton-administrations-policies-latin-america/>.
- Borough of Emsworth. « Chapter 161. OIL AND GAS EXPLORATION AND EXTRACTION », 6 févr. 2013. En ligne. Internet. 25 juill. 2020. Available: [https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/frack\\_actions\\_emsworthpa.pdf](https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/frack_actions_emsworthpa.pdf).
- Borough of Phoenixville. « Resolution 2011-07 », 8 mars 2011. En ligne. Internet. 25 juill. 2020. Available: [https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/frack\\_actions\\_phoenixvilleboroughpa.pdf](https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/frack_actions_phoenixvilleboroughpa.pdf).
- Boulder County. « Moratorium on Processing Oil and Gas Development Applications », 2019. En ligne. Internet. 4 oct. 2020. Available: <https://assets.bouldercounty.org/wp-content/uploads/2019/06/2019-59-boulder-county-resolution-oil-gas-emergency-temporary-moratorium.pdf>.
- Bush, George H. « Remarks to the Intergovernmental Panel on Climate Change ». *The American Presidency Project*, 5 févr. 1990. En ligne. Internet. 26 mai 2020. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-intergovernmental-panel-climate-change>.
- . « The State of the Union Address by the President of the United States 1992 », 28 janv. 1992. En ligne. Internet. 12 juin 2019. Available: <http://webarchive.loc.gov/congressional-record/20160506153134/http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/F?r102:6:./temp/~r102RvAOMM:e0>.
- Bush, George W. « Executive Order 13337: Issuance of Permits With Respect to Certain Energy-Related Facilities and Land Transportation Crossings on the International Boundaries of the United States ». *U.S. Department of State*, 30 avr. 2004. En ligne. Internet. 8 nov. 2018. Available: <https://2009-2017.state.gov/p/wha/rls/95020.htm>.
- . « Executive Order 13422 », 18 janv. 2007. En ligne. Internet. 6 avr. 2016. Available: <http://img.slate.com/media/79/13422-regulation.pdf>.
- . « George W. Bush: Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union 2005 », 2 févr. 2005. En ligne. Internet. 11 juill. 2018. Available: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=58746>.
- . « President Announces Clear Skies & Global Climate Change Initiatives », 14 févr. 2002. En ligne. Internet. 24 nov. 2016. Available: <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/02/20020214-5.html>.
- . « President Bush Delivers State of the Union Address 2008 », 28 janv. 2008. En ligne. Internet. 6 avr. 2016. Available: <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2008/01/20080128-13.html>.
- . « President Bush Discusses Global Climate Change », 11 juin 2001. En ligne. Internet. 31 janv. 2018. Available: <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/06/20010611-2.html>.
- . « President Bush’s 2003 State of the Union Address », 28 janv. 2003. En ligne. Internet. 9 juill. 2018. Available: [http://www.washingtonpost.com/wp-srv/onpolitics/transcripts/bushtext\\_012803.html](http://www.washingtonpost.com/wp-srv/onpolitics/transcripts/bushtext_012803.html).
- . « President Bush’s State of the Union Address ». *The Washington Post*, 31 janv. 2006, sect. Politics. En ligne. Internet. 6 avr. 2016. Available: <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/01/31/AR2006013101468.html>.
- . « President Signs Energy Policy Act », 8 août 2005. En ligne. Internet. 9 janv. 2020. Available: <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2005/08/20050808-6.html>.

- . « Remarks on Energy and Climate Change », 16 avr. 2008. En ligne. Internet. 31 janv. 2018. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-energy-and-climate-change>.
- . « State of the Union 2006 », 31 janv. 2006. En ligne. Internet. 10 juin 2019. Available: <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/stateoftheunion/2006/>.
- . « State of the Union Address 2002 », 29 janv. 2002. En ligne. Internet. 12 juin 2019. Available: <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html>.
- . « State of the Union Address 2003 », 28 janv. 2003. En ligne. Internet. 12 juin 2019. Available: <http://whitehouse.georgewbush.org/news/2003/012803-SOTU.asp>.
- . « State of the Union Address 2007 ». *The Washington Post*, 23 janv. 2007, sect. Politics. En ligne. Internet. 6 avr. 2016. Available: <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/01/23/AR2007012301075.html>.
- . « Supporting Emerging Democracies ». Department of State. The Office of Electronic Information, Bureau of Public Affairs., 17 mai 2005. En ligne. Internet. 16 juill. 2020. Available: <https://2001-2009.state.gov/s/crs/rls/rm/46818.htm>.
- Byrd, Robert. « S.Res.98 - 105th Congress (1997-1998): A resolution expressing the sense of the Senate regarding the conditions for the United States becoming a signatory to any international agreement on greenhouse gas emissions under the United Nations Framework Convention on Climate Change. » Webpage, 25 juill. 1997. En ligne. Internet. 30 janv. 2018. Available: <https://www.congress.gov/bill/105th-congress/senate-resolution/98>.
- California Legislative Information. « Bill Text - AB-32 Air pollution: greenhouse gases: California Global Warming Solutions Act of 2006. », 27 sept. 2006. En ligne. Internet. 13 août 2020. Available: [https://leginfo.ca.gov/faces/billNavClient.xhtml?bill\\_id=200520060AB32](https://leginfo.ca.gov/faces/billNavClient.xhtml?bill_id=200520060AB32).
- Card, Andrew. « Memorandum for the Heads and Acting Heads of Executive Departments and Agencies ». *Federal Register*, 20 janv. 2001. En ligne. Internet. 20 sept. 2020. Available: <https://www.federalregister.gov/documents/2001/01/24/01-2368/memorandum-for-the-heads-and-acting-heads-of-executive-departments-and-agencies>.
- Carter, Jimmy. « Address to the Nation on Energy », 18 avr. 1977. En ligne. Internet. 17 avr. 2017. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-nation-energy>.
- . « Energy and National Goals: Address to the Nation », 15 juill. 1979. En ligne. Internet. 10 juin 2019. Available: <https://www.jimmycarterlibrary.gov/assets/documents/speeches/energy-crisis.phtml>.
- . « Energy Security Act Remarks on Signing S. 952 into Law », 30 juin 1980. En ligne. Internet. 11 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/energy-security-act-remarks-signing-s-952-into-law>.
- . « Jimmy Carter: Department of Energy Announcement of Activation Date and Nominations for Positions in the Department. », 13 sept. 1977. En ligne. Internet. 6 sept. 2017. Available: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=6626>.
- . « Jimmy Carter: Kennedy Space Center, Florida Remarks at the Congressional Space Medal of Honor Awards Ceremony », 1 oct. 1978. En ligne. Internet. 26 avr. 2016. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/kennedy-space-center-florida-remarks-the-congressional-space-medal-honor-awards-ceremony>.
- . « National Energy Program Fact Sheet on the President's Program. », 20 avr. 1977. En ligne. Internet. 1 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/national-energy-program-fact-sheet-the-presidents-program>.
- . « State of the Union Address 1980 », 23 janv. 1980. En ligne. Internet. 10 juin 2019. Available: <https://www.jimmycarterlibrary.gov/assets/documents/speeches/su80jec.phtml>.
- . « The President's News Conference », 13 juin 1977. En ligne. Internet. 8 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/the-presidents-news-conference-114>.
- . « The President's News Conference », 27 févr. 1979. En ligne. Internet. 11 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/the-presidents-news-conference-984>.
- City of Austin. « About Imagine Austin ». *AustinTexas.gov*, s. d. En ligne. Internet. 20 août 2020. Available: <https://www.austintexas.gov/department/about-imagine-austin>.
- City of Boulder. « 2017 City of Boulder Energy Conservation Code », 2017. En ligne. Internet. 3 oct. 2020. Available: [https://www-static.bouldercolorado.gov/docs/2017\\_City\\_of\\_Boulder\\_Energy\\_Conservation\\_Code\\_2nd-1-201711151002.pdf?\\_ga=2.125440579.897312797.1601725567-504441995.1597771981](https://www-static.bouldercolorado.gov/docs/2017_City_of_Boulder_Energy_Conservation_Code_2nd-1-201711151002.pdf?_ga=2.125440579.897312797.1601725567-504441995.1597771981).
- . « Boulder's Climate Action Plan (cap) », 2017. En ligne. Internet. 2 avr. 2019. Available: [https://www-static.bouldercolorado.gov/docs/CAP\\_document\\_2017\\_updated\\_FINAL-1-201709121536.pdf](https://www-static.bouldercolorado.gov/docs/CAP_document_2017_updated_FINAL-1-201709121536.pdf).
- . « Boulder's Climate Commitment », 2017. En ligne. Internet. 2 avr. 2019. Available: [https://www-static.bouldercolorado.gov/docs/City\\_of\\_Boulder\\_Climate\\_Commitment\\_5.9.2017-1-201705091634.pdf?\\_ga=2.14174260.2080329363.1554139387-1446411360.1554139387](https://www-static.bouldercolorado.gov/docs/City_of_Boulder_Climate_Commitment_5.9.2017-1-201705091634.pdf?_ga=2.14174260.2080329363.1554139387-1446411360.1554139387).
- . « CAP Tax », s. d. En ligne. Internet. 23 août 2020. Available: <https://bouldercolorado.gov/climate/climate-action-plan-cap-tax>.
- . « Resilience », s. d. En ligne. Internet. 23 août 2020. Available: <https://bouldercolorado.gov/resilience>.
- City of Chicago. « Resilient Chicago ». *Resilient Chicago*, s. d. En ligne. Internet. 20 août 2020. Available: <https://resilient.chicago.gov/>.

- City of Dallas- Office of Environmental Quality & Sustainability. « Dallas Climate Action ». *Dallas Climate*, s. d. En ligne. Internet. 19 août 2020. Available: <https://www.dallasclimateaction.com>.
- City of Del Mar. « Climate Action Plan ». *Del Mar, CA - Official Website*, 2016. En ligne. Internet. 20 août 2020. Available: <https://www.delmar.ca.us/699/Climate-Action-Plan>.
- City of Houston. « Climate Action Plan », s. d. En ligne. Internet. 19 août 2020. Available: <http://greenhoustontx.gov/climateactionplan/>.
- City of Los Angeles. « GREEN LA: An Action Plan to Lead the Nation in Fighting Global Warming », mai 2007. En ligne. Internet. 20 août 2020. Available: [https://handels.gu.se/digitalAssets/1344/1344086\\_la\\_climatechange\\_final\\_1.pdf](https://handels.gu.se/digitalAssets/1344/1344086_la_climatechange_final_1.pdf).
- City of Oakland. « Oakland 2030 Equitable Climate Action Plan (ECAP) ». *City of Oakland*, s. d. En ligne. Internet. 19 août 2020. Available: <https://www.oaklandca.gov/projects/2030ecap>.
- City of Pittsburgh. « Ordinance Supplementing the Pittsburgh Code, Title Six, Conduct, Article 1 Regulated Rights and Actions, by Adding Chapter 618 Entitled Marcellus Shale Natural Gas Drilling. », 16 nov. 2010. En ligne. Internet. 25 juill. 2020. Available: <https://pittsburgh.legistar.com/LegislationDetail.aspx?ID=766814&GUID=3306C0FD-CF64-4F19-9D73-052C69CB9738>.
- City of Portland. « Enhanced Transit Corridors Plan », s. d. En ligne. Internet. 1 sept. 2020. Available: <https://www.portlandoregon.gov/transportation/73684>.
- . « Global Warming Reduction Strategy », nov. 1993.
- . « History and key documents of climate planning and action in Portland ». *Portland.gov*, s. d. En ligne. Internet. 22 août 2020. Available: <https://www.portland.gov/bps/climate-action/history-and-key-documents-climate-planning-and-action-portland>.
- . « Portland Clean Energy Community Benefits Fund (PCEF) ». *Portland.gov*, s. d. En ligne. Internet. 22 août 2020. Available: <https://www.portland.gov/bps/cleanenergy>.
- City of Portland, et Multnomah County. « 2015 Climate Action Plan », juin 2015. En ligne. Internet. 1 sept. 2020. Available: [https://www.portland.gov/sites/default/files/2019-07/cap-2015\\_june30-2015\\_web\\_0.pdf](https://www.portland.gov/sites/default/files/2019-07/cap-2015_june30-2015_web_0.pdf).
- . « Local Action Plan on Global Warming », avr. 2001. En ligne. Internet. 22 août 2020. Available: <https://www.portland.gov/sites/default/files/2019-08/local-action-plan-on-gw-april-2001.pdf>.
- City of Portland, et Multnomah County. « Climate Action Through Equity », 2016. Available: <https://www.portland.gov/sites/default/files/2019-07/cap-equity-case-study-web29jul.pdf>.
- City of Sacramento. « Sustainability ». *City of Sacramento*, s. d. En ligne. Internet. 19 août 2020. Available: <https://www.cityofsacramento.org/Community-Development/Resources/Online-Library/Sustainability>.
- City of San Antonio City Council. « Sa Climate Ready: A Pathway for Climate Action & Adaptation », 17 oct. 2019. En ligne. Internet. 20 août 2020. Available: <https://www.sanantonio.gov/Portals/0/Files/Sustainability/SAClimateReady/SACRRReportOctober2019.pdf>.
- City of San Diego. « City of San Diego's Climate Action Plan ». *City of San Diego Official Website*, s. d. En ligne. Internet. 20 août 2020. Available: <https://www.sandiego.gov/sustainability/climate-action-plan>.
- City of Wilton Manors. « Wilton Manors/Oakland Park Joint Climate Action Plan ». *Wilton Manors, FL - Official Website*, s. d. En ligne. Internet. 19 août 2020. Available: <https://www.wiltonmanors.com/658/Joint-Climate-Change-Action-Plan-with-Oa>.
- Climate Mayors. « Letters and Statements », 28 mars 2017. En ligne. Internet. 26 mars 2019. Available: <http://climatemayors.org/actions/letters-and-statements/>.
- Clinton, Bill. « Executive Order 12866 of September 30, 1993. Regulatory Planning and Review », 30 sept. 1993. En ligne. Internet. 30 juill. 2019. Available: <https://www.archives.gov/files/federal-register/executive-orders/pdf/12866.pdf>.
- . « Inaugural Address », 20 janv. 1997. En ligne. Internet. 17 janv. 2018. Available: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=54183>.
- . « Our Forests May Be on a Road to Ruin ». *Los Angeles Times*, 4 août 2004. En ligne. Internet. 23 févr. 2018. Available: <http://articles.latimes.com/2004/aug/04/opinion/oe-clinton4>.
- Clinton, Bill. « PCSD - Executive Order No. 12852 », juill. 1993. En ligne. Internet. 17 sept. 2020. Available: [https://clintonwhitehouse1.archives.gov/White\\_House/EOP/pcsd/info/executive-order.html](https://clintonwhitehouse1.archives.gov/White_House/EOP/pcsd/info/executive-order.html).
- Clinton, Bill. « Remarks at the National Geographic Society », 22 oct. 1997. En ligne. Internet. 25 mai 2020. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-national-geographic-society-0>.
- Clinton, Bill, et Al Gore. « Reinventing Environmental Regulation », 16 mars 1995. En ligne. Internet. 28 août 2020. Available: <https://nepis.epa.gov/Exe/ZyPDF.cgi/9100TH76.PDF?Dockey=9100TH76.PDF>.
- Coalition of Legislators for Climate Action Now. « Coalition of Legislators for Climate Action Now Letter », 10 mars 2010. En ligne. Internet. 21 août 2019. Available: <http://www.themontanapost.com/wp-content/uploads/2014/08/CLEAN-Sign-on-letter-with-1210.pdf>.
- Commonwealth of Pennsylvania. « Legislative Journal- First Special Session of 2007-2008 »2 (2007): 11.
- Colorado General Assembly. « Just Transition from Coal-Based Electrical Energy Economy », 2019. En ligne. Internet. 13 août 2020. Available: <https://leg.colorado.gov/bills/hb19-1314>.

- Council on Environmental Quality. « NEPA | National Environmental Policy Act », s. d. En ligne. Internet. 21 mars 2017. Available: <https://ceq.doe.gov/>.
- Coward, Translated Marcia W, Peter B Heller, et Anna I Vellve Torras, trans. « Colombia's Constitution of 1991 with Amendments Through 2005 », 2019.
- Cuellar, Henry. « A Climate of Change: Greening America and the Economy Together ». *U.S. Representative Henry Cuellar*, 22 avr. 2008. En ligne. Internet. 24 janv. 2020. Available: <https://cuellar.house.gov/news/documentsingle.aspx?DocumentID=89240>.
- Cuomo, Andrew M. « Statement from Governor Andrew M. Cuomo on President Trump's Executive Order Limiting State's Authority Over Energy Infrastructure Projects ». *Governor Andrew M. Cuomo*, 10 avr. 2019. En ligne. Internet. 3 sept. 2019. Available: <https://www.governor.ny.gov/news/statement-governor-andrew-m-cuomo-president-trumps-executive-order-limiting-states-authority>.
- DeGette, Diana. « H.R.4014 - 116th Congress (2019-2020): Fracturing Responsibility and Awareness of Chemicals Act of 2019 ». Webpage, 26 juill. 2019. 2019/2020. En ligne. Internet. 22 juill. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/4014>.
- DEP, PA. « PA DEP 2017 Oil and Gas Annual Report », 2018. En ligne. Internet. 3 avr. 2019. Available: <https://www.depgis.state.pa.us/2017oilandgasannualreport/>.
- Department of Environmental Protection. « Centralia Frequently Asked Questions », s. d. En ligne. Internet. 25 nov. 2019. Available: <http://files.dep.state.pa.us/Mining/Abandoned%20Mine%20Reclamation/AbandonedMinePortalFiles/Centralia/CentraliaFrequentlyAskedQuestions.pdf>.
- . « Centralia Mine Fire Resources ». *Department of Environmental Protection*, s. d. En ligne. Internet. 25 nov. 2019. Available: <https://www.dep.pa.gov:443/Business/Land/Mining/AbandonedMineReclamation/AMLProgramInformation/Centralia/Pages/default.aspx>.
- . « PA Mining History ». *Department of Environmental Protection*, s. d. En ligne. Internet. 4 avr. 2019. Available: <https://www.dep.pa.gov:443/Business/Land/Mining/Pages/PA-Mining-History.aspx>.
- Donald J. Trump. « Order on the Issuance of Permits with Respect to Facilities and Land Transportation Crossings at the International Boundaries of the United States ». *The White House*, 10 avr. 2019. En ligne. Internet. 28 sept. 2020. Available: <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/order-issuance-permits-respect-facilities-land-transportation-crossings-international-boundaries-united-states/>.
- Donohue, Thomas J. « Managing a Changing Climate: Challenges & Opportunities for the Buckeye State, Remarks ». *U.S. Chamber of Commerce*, 1 mai 2008. En ligne. Internet. 26 mai 2020. Available: <https://www.uschamber.com/speech/managing-changing-climate-challenges-opportunities-buckeye-state-remarks>.
- Edward J. Markey, et Nanette Diaz Barragán. « Nanette Diaz Barragán - Markey Letter on No Oil Bailout ». *Ed Markey United States Senator for Massachusetts*, 15 avr. 2020. En ligne. Internet. 8 oct. 2020. Available: <https://www.markey.senate.gov/imo/media/doc/NDB%20Markey%20Letter%20on%20No%20Oil%20Bailout.pdf>.
- Eisenhower, Dwight D. « Proclamation 3279—Adjusting Imports of Petroleum and Petroleum Products into the United States ». *The American Presidency Project*, 10 mars 1959. En ligne. Internet. 21 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/proclamation-3279-adjusting-imports-petroleum-and-petroleum-products-into-the-united>.
- Executive Office of the President. « A Retrospective Assessment of Clean Energy Investments in the Recovery Act », févr. 2016. En ligne. Internet. 8 oct. 2018. Available: [https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/page/files/20160225\\_cea\\_final\\_clean\\_energy\\_report.pdf](https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/page/files/20160225_cea_final_clean_energy_report.pdf).
- . « The All-of-the-Above Energy Strategy as a Path to Sustainable Economic Growth.pdf », juill. 2014. En ligne. Internet. 29 août 2019. Available: [https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/aota\\_report\\_updated\\_july\\_2014.pdf](https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/aota_report_updated_july_2014.pdf).
- . « The President's Climate Action Plan », juin 2013. En ligne. Internet. 2 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/image/president27sclimateactionplan.pdf>.
- Food and Water Watch. « The Municipal Ordinance Project: Protecting Communities from the Harms of Fracking ». *Food & Water Watch*, s. d. En ligne. Internet. 25 juill. 2020. Available: <https://www.foodandwaterwatch.org/campaign/municipal-ordinance-project-fighting-fracking-local-level>.
- Ford, Gerald R. « Address Before a Joint Session of the Congress Reporting on the State of the Union 1975 », 15 janv. 1975. En ligne. Internet. 17 mai 2017. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-before-joint-session-the-congress-reporting-the-state-the-union-1>.
- . « Address to the Nation on Energy and Economic Programs », 13 janv. 1975. En ligne. Internet. 29 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-nation-energy-and-economic-programs>.
- . « Address to the Nation on Energy Programs », 27 mai 1975. En ligne. Internet. 30 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-nation-energy-programs>.
- . « Gerald Ford's 1975 State of the Union Address », 15 janv. 1975. En ligne. Internet. 28 oct. 2019. Available: <https://www.fordlibrarymuseum.gov/library/speeches/750028.htm>.

- . « Presidential Campaign Debate », 22 oct. 1976. En ligne. Internet. 31 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/presidential-campaign-debate-0>.
- . « Proclamation 4377 », 27 mai 1975. En ligne. Internet. 21 oct. 2019. Available: <https://www.govinfo.gov/content/pkg/STATUTE-89/pdf/STATUTE-89-Pg1275.pdf>.
- . « Remarks at Dedication Ceremonies for the National Environmental Research Center, Cincinnati, Ohio. », 3 juill. 1975. En ligne. Internet. 15 mars 2016. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-dedication-ceremonies-for-the-national-environmental-research-center-cincinnati>.
- . « Statement on the Energy Policy and Conservation Act », 22 déc. 1975. En ligne. Internet. 31 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/statement-the-energy-policy-and-conservation-act>.
- Ford, Gerald R., et Jimmy Carter. « Presidential Campaign Debate », 23 sept. 1976. En ligne. Internet. 11 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/presidential-campaign-debate-1>.
- Forest Service, USDA. « Special Areas; State Petitions for Inventoried Roadless Area Management ». *Federal Register*, 13 mai 2005. En ligne. Internet. 20 sept. 2020. Available: <https://www.federalregister.gov/documents/2005/05/13/05-9349/special-areas-state-petitions-for-inventoried-roadless-area-management>.
- Fox, Josh. *Gasland - 2010 - VF - YouTube*, 2010. En ligne. Internet. 24 mai 2019. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=zaeQ4VaT5qw>.
- G7. « G7 Rome Energy Ministerial Meeting Rome G7 Energy Initiative for Energy Security Joint Statement », 6 mai 2014. En ligne. Internet. 30 oct. 2018. Available: [https://www.energy.gov/sites/prod/files/2014/05/f15/FinalJointDeclaration%20may6\\_0.pdf](https://www.energy.gov/sites/prod/files/2014/05/f15/FinalJointDeclaration%20may6_0.pdf).
- GIEC. « Changements Climatiques 2013: Les Éléments Scientifiques Résumé À L'intention Des Décideurs Et Foire Aux Questions », 2013. En ligne. Internet. 8 janv. 2018. Available: [https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg1/WG1AR5\\_SummaryVolume\\_FINAL\\_FRENCH.pdf](https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg1/WG1AR5_SummaryVolume_FINAL_FRENCH.pdf).
- Gleason, Sharon L. « Case No. 3:17-cv-00101-SLG, League of Conservation Voters, et al. v. Trump, et al. », 19 mars 2018. En ligne. Internet. 26 août 2019. Available: [https://earthjustice.org/sites/default/files/files/45-Order-on-MTD\\_3-19-18.pdf](https://earthjustice.org/sites/default/files/files/45-Order-on-MTD_3-19-18.pdf).
- Gore, Al. *Al Gore: Climate of Denial*, juin 22, 2011. En ligne. Internet. 28 sept. 2018. Available: <https://www.rollingstone.com/politics/politics-news/al-gore-climate-of-denial-244124/>.
- Greece, Xenophōntas I. Paparrēgopoulos, et Stauroula Vasilounē, éd. *The Constitution of Greece: As Revised by the Parliamentary Resolution of April 6th 2001 of the Viith Revisionary Parliament*. Athens: Hellenic Parliament, 2004.
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. *Changements climatiques 2014: rapport de synthèse : contribution des Groupes de travail I, II et III au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*. Genève (Suisse): GIEC, 2015.
- Huffman, Jared. « Text - H.R.6112 - 116th Congress (2019-2020): Oil and Water Don't Mix Act of 2020 ». Webpage, 17 mars 2020. 2019/2020. En ligne. Internet. 22 juill. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/6112/text>.
- Ki-moon, Ban. « 'Bold' Action, Global Solidarity Needed to Secure Common Good for All in Time of 'Intense Crises', Secretary-General Tells Harvard School of Government », 22 oct. 2008. En ligne. Internet. 12 janv. 2018. Available: <https://www.un.org/press/en/2008/sgsm11876.doc.htm>.
- Lieberman, Joseph I. « S.139 - 108th Congress (2003-2004): Climate Stewardship Act of 2003 ». Webpage, 30 oct. 2003. En ligne. Internet. 30 janv. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/108th-congress/senate-bill/139>.
- Los Angeles City Council. « Motion », 2013. En ligne. Internet. 3 sept. 2020. Available: [https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/frack\\_actions\\_losangelesca.pdf](https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/frack_actions_losangelesca.pdf).
- McCain, John. « S.1151 - 109th Congress (2005-2006): Climate Stewardship and Innovation Act of 2005 ». Webpage, 26 mai 2005. En ligne. Internet. 30 janv. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/109th-congress/senate-bill/1151>.
- Miami-Dade County. « Resilient 305 », 2019. En ligne. Internet. 20 août 2020. Available: <https://www.miamidade.gov/global/economy/resilience/resilient305.page>.
- Moniz, Ernest. « Cabinet Exit Memo », 5 janv. 2017. En ligne. Internet. 11 oct. 2018. Available: <https://www.energy.gov/sites/prod/files/2017/01/f34/Department%20of%20Energy%20Cabinet%20Exit%20Memo.pdf>.
- Movieclips Classic Trailers. *An Inconvenient Truth (2006) Official Trailer #1 - Al Gore Movie HD*, 2012. En ligne. Internet. 8 nov. 2017. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=Bu6SE5TYrCM>.
- . « An Inconvenient Truth (2006) Official Trailer #1 - Al Gore Movie HD - YouTube », 9 nov. 2012. En ligne. Internet. 8 nov. 2017. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=Bu6SE5TYrCM>.
- National Park Service. « The Wilderness Act », s. d. En ligne. Internet. 22 août 2017. Available: <https://wilderness.nps.gov/document/wildernessAct.pdf>.
- New Republic. *Jeb Bush Calls Trump the « Chaos Candidate »*, 2015. En ligne. Internet. 3 juill. 2019. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=50h-J94D4zw>.
- New York State Archives. « The Pataki Record - Environment », 2007. En ligne. Internet. 7 août 2020. Available: <https://wayback.archive-it.org/8438/20070112080219/http://convwebdocs.oclc.org/0000057321-000002610605>.

- Nixon, Richard. « Address to the Nation About Policies to Deal with the Energy Shortages », 7 nov. 1973. En ligne. Internet. 22 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-nation-about-policies-deal-with-the-energy-shortages>.
- . « Annual Message to the Congress on the State of the Union 1970 ». *The American presidency project*, 22 janv. 1970. En ligne. Internet. 6 avr. 2016. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/annual-message-the-congress-the-state-the-union-2>.
- . « Message to the Congress Transmitting Reorganization Plan 3 of 1970: Environmental Protection Agency », 9 juill. 1970. En ligne. Internet. 18 avr. 2016. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/message-the-congress-transmitting-reorganization-plan-3-1970-environmental-protection>.
- . « Remarks About a Special Message to the Congress on Energy Resources », 4 juill. 1971. En ligne. Internet. 25 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-about-special-message-the-congress-energy-resources>.
- . « Remarks Following Inspection of Oil Damage at Santa Barbara Beach », 21 mars 1969. En ligne. Internet. 7 déc. 2016. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-following-inspection-oil-damage-santa-barbara-beach>.
- . « Remarks on the CBS Radio Network: “America’s Natural Resources” », 18 oct. 1968. En ligne. Internet. 25 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-cbs-radio-network-americas-natural-resources>.
- . « Special Message to the Congress on Energy Policy », 18 avr. 1973. En ligne. Internet. 28 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/special-message-the-congress-energy-policy>.
- . « Special Message to the Congress on Energy Resources », 4 juill. 1971. En ligne. Internet. 25 oct. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/special-message-the-congress-energy-resources>.
- . « Statement About Decision To Sign 37 Bills », 28 oct. 1972. En ligne. Internet. 18 avr. 2016. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/statement-about-decision-sign-37-bills>.
- NYS Department of Environmental Conservation. « High-Volume Hydraulic Fracturing in New York State », s. d. En ligne. Internet. 4 sept. 2020. Available: <https://www.dec.ny.gov/energy/75370.html>.
- Obama. « Remarks by the President at U.N. Climate Change Summit ». *whitehouse.gov*, 29 sept. 2014. En ligne. Internet. 15 janv. 2017. Available: <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/09/23/remarks-president-un-climate-change-summit>.
- Obama, Barack. « America’s Energy Security ». *The White House*, mars 2011. En ligne. Internet. 7 mai 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/node/32503>.
- . « Appliance Efficiency Standards ». *whitehouse.gov*, 5 févr. 2009. En ligne. Internet. 26 mars 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/appliance-efficiency-standards>.
- . « Barack Obama: Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union 2014 », 28 janv. 2014. En ligne. Internet. 9 juill. 2018. Available: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=104596>.
- . « Barack Obama Speech - Democratic Convention Acceptance Speech », 2009. En ligne. Internet. 17 oct. 2018. Available: <http://obamaspeeches.com/E10-Barack-Obama-The-American-Promise-Acceptance-Speech-at-the-Democratic-Convention-Mile-High-Stadium--Denver-Colorado-August-28-2008.htm>.
- . « Executive Order -- Planning for Federal Sustainability in the Next Decade ». *whitehouse.gov*, 19 mars 2015. En ligne. Internet. 10 oct. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/03/19/executive-order-planning-federal-sustainability-next-decade>.
- . « Executive Order -- Preparing the United States for the Impacts of Climate Change ». *whitehouse.gov*, 1 nov. 2013. En ligne. Internet. 10 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/11/01/executive-order-preparing-united-states-impacts-climate-change>.
- Obama, Barack. « Executive Order 13563 -- Improving Regulation and Regulatory Review ». *whitehouse.gov*, 18 janv. 2011. En ligne. Internet. 23 sept. 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/01/18/executive-order-13563-improving-regulation-and-regulatory-review>.
- Obama, Barack. « Full remarks of President Obama at MIT ». *Boston.com*, 23 oct. 2009. En ligne. Internet. 22 nov. 2018. Available: [http://archive.boston.com/news/local/massachusetts/articles/2009/10/23/full\\_remarks\\_of\\_president\\_obama\\_at\\_mit/?page=5](http://archive.boston.com/news/local/massachusetts/articles/2009/10/23/full_remarks_of_president_obama_at_mit/?page=5).
- . « Full Text of President Obama’s Speech on the Paris Climate Agreement ». *ABC7 San Francisco*, 12 déc. 2015. En ligne. Internet. 6 nov. 2018. Available: <https://abc7news.com/1120330/>.
- . « Inaugural Address », 21 janv. 2013. En ligne. Internet. 19 oct. 2018. Available: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=102827>.
- . « Memorandum for the Heads of Executive Departments and Agencies 3-9-09 ». *whitehouse.gov*, 9 mars 2009. En ligne. Internet. 23 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/memorandum-heads-executive-departments-and-agencies-3-9-09>.
- . « Memorandum of Disapproval on S.J. Res. 24 ». *whitehouse.gov*, 18 déc. 2015. En ligne. Internet. 2 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/12/19/memorandum-disapproval-sj-res-24>.

- . « Obama's Energy and Environment Team Announcement ». *The New York Times*, 15 déc. 2008, sect. Politics. En ligne. Internet. 2 oct. 2018. Available: <https://www.nytimes.com/2008/12/15/us/politics/15text-obama.html>.
- . « President Barack Obama's Inaugural Address ». *whitehouse.gov*, 21 janv. 2009. En ligne. Internet. 19 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/blog/2009/01/21/president-barack-obamas-inaugural-address>.
- . « President Obama's 2016 State of the Union Address ». *PBS NewsHour*, 12 janv. 2016. En ligne. Internet. 10 mars 2016. Available: <http://www.pbs.org/newshour/bb/full-speech-president-obamas-2016-state-of-the-union-address/>.
- . « Presidential Memorandum -- Climate Change and National Security ». *whitehouse.gov*, 21 sept. 2016. En ligne. Internet. 10 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/09/21/presidential-memorandum-climate-change-and-national-security>.
- . « Presidential Memorandum -- Withdrawal of Certain Areas of the United States Outer Continental Shelf Offshore Alaska from Leasing Disposition ». *whitehouse.gov*, 27 janv. 2015. En ligne. Internet. 26 août 2019. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/01/27/presidential-memorandum-withdrawal-certain-areas-united-states-outer-con>.
- . « Remarks by President Obama at the First Session of COP21 ». *whitehouse.gov*, 30 nov. 2015. En ligne. Internet. 10 janv. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/11/30/remarks-president-obama-first-session-cop21>.
- . « Remarks by President Obama at the University of Queensland ». *whitehouse.gov*, 15 nov. 2014. En ligne. Internet. 9 avr. 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/11/15/remarks-president-obama-university-queensland>.
- . « Remarks by the President at National Clean Energy Summit ». *whitehouse.gov*, 25 août 2015. En ligne. Internet. 10 mars 2016. Available: <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/08/25/remarks-president-national-clean-energy-summit>.
- . « Remarks by the President at the United States Military Academy Commencement Ceremony ». *whitehouse.gov*, 28 mai 2014. En ligne. Internet. 16 janv. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/05/28/remarks-president-united-states-military-academy-commencement-ceremony>.
- . « Remarks by the President at University of California-Irvine Commencement Ceremony ». *whitehouse.gov*, juin 2014. En ligne. Internet. 28 mai 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/06/14/remarks-president-university-california-irvine-commencement-ceremony>.
- . « Remarks by the President in State of the Union Address ». *whitehouse.gov*, 20 janv. 2015. En ligne. Internet. 18 févr. 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/01/20/remarks-president-state-union-address-January-20-2015>.
- . « Remarks by the President in State of the Union Address 2012 ». *whitehouse.gov*, 24 janv. 2012. En ligne. Internet. 17 janv. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2012/01/24/remarks-president-state-union-address>.
- . « Remarks by the President in State of Union Address 2011 ». *whitehouse.gov*, 25 janv. 2011. En ligne. Internet. 1 juin 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/01/25/remarks-president-state-union-address>.
- . « Remarks by the President in the State of the Union Address 2013 ». *whitehouse.gov*, 12 févr. 2013. En ligne. Internet. 12 avr. 2016. Available: <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/02/12/remarks-president-state-union-address>.
- . « Remarks by the President on America's Energy Security ». *whitehouse.gov*, 30 mars 2011. En ligne. Internet. 7 mai 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/03/30/remarks-president-americas-energy-security>.
- . « Remarks by the President on Climate Change ». *whitehouse.gov*, 25 juin 2013. En ligne. Internet. 15 janv. 2017. Available: <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/06/25/remarks-president-climate-change>.
- . « Remarks by the President on Energy ». *whitehouse.gov*, 29 juin 2009. En ligne. Internet. 22 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-energy>.
- . « Remarks by the President on Energy ». *whitehouse.gov*, 15 mars 2012. En ligne. Internet. 24 oct. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2012/03/15/remarks-president-energy>.
- . « Remarks by the President on the Economy ». *whitehouse.gov*, 25 juill. 2013. En ligne. Internet. 24 avr. 2019. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/07/25/remarks-president-economy-jacksonville-fl>.
- . « Remarks by the President on the Impacts of Climate Change ». *whitehouse.gov*, 22 avr. 2015. En ligne. Internet. 21 janv. 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/04/22/remarks-president-impacts-climate-change>.
- . « Remarks by the President on the Importance of Passing a Historic Energy Bill ». *whitehouse.gov*, 25 juin 2009. En ligne. Internet. 25 avr. 2016. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-importance-passing-a-historic-energy-bill>.

- . « Remarks of President Barack Obama --2009 Address to Joint Session of Congress ». *whitehouse.gov*, 24 févr. 2009. En ligne. Internet. 21 févr. 2019. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-barack-obama-address-joint-session-congress>.
- . « Statement by the President on the Keystone XL Pipeline ». *whitehouse.gov*, 6 nov. 2015. En ligne. Internet. 5 juill. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/11/06/statement-president-keystone-xl-pipeline>.
- . « Statement by the President on the Paris Climate Agreement ». *whitehouse.gov*, 12 déc. 2015. En ligne. Internet. 6 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/12/12/statement-president-paris-climate-agreement>.
- . « Statement by the President on the State Department’s Keystone XL Pipeline Announcement ». *whitehouse.gov*, 10 nov. 2011. En ligne. Internet. 8 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/11/10/statement-president-state-departments-keystone-xl-pipeline-announcement>.
- . « The Irreversible Momentum of Clean Energy ». *Science* (2017): aam6284.
- . « Transcript: Obama’s “New Energy for America” Speech ». *PBS NewsHour*, 4 août 2008. En ligne. Internet. 10 mars 2016. Available: [http://www.pbs.org/newshour/bb/politics-july-dec08-obamaenergy\\_08-04/](http://www.pbs.org/newshour/bb/politics-july-dec08-obamaenergy_08-04/).
- Obama, Barack, et Joe Biden. « Barack Obama and Joe Biden: New Energy for America. ». 2008. En ligne. Internet. 25 sept. 2018. Available: [https://www.energy.gov/sites/prod/files/edg/media/Obama\\_New\\_Energy\\_0804.pdf](https://www.energy.gov/sites/prod/files/edg/media/Obama_New_Energy_0804.pdf).
- . « Remarks by the President and the Vice President on Skills Training ». *whitehouse.gov*, 16 avr. 2014. En ligne. Internet. 24 avr. 2019. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/04/16/remarks-president-and-vice-president-skills-training>.
- . « Remarks by the President and Vice President at Signing of the American Recovery and Reinvestment Act ». *whitehouse.gov*, 17 févr. 2009. En ligne. Internet. 22 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-and-vice-president-signing-american-recovery-and-reinvestment-act>.
- Office of the Press Secretary. « U.S.-China Joint Announcement on Climate Change ». *whitehouse.gov*, 11 nov. 2014. En ligne. Internet. 24 sept. 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/11/11/us-china-joint-announcement-climate-change>.
- Oregon State Legislature. « SB1547 2016 Regular Session », 2016. En ligne. Internet. 1 sept. 2020. Available: <https://olis.oregonlegislature.gov/liz/2016R1/Measures/Overview/SB1547>.
- PA General Assembly. « Bill Information - House Bill 2025; Regular Session 2019-2020 ». *The official website for the Pennsylvania General Assembly.*, s. d. En ligne. Internet. 26 juill. 2020. Available: <https://www.legis.state.pa.us/cfdocs/billinfo/billinfo.cfm?year=2019&sind=0&body=H&type=B&bn=2025>.
- Pape François. « Lettre encyclique Laudato Si’ du Saint-Père François sur la sauvegarde de la maison commune », 24 mai 2015. En ligne. Internet. 9 juin 2020. Available: [http://www.vatican.va/content/francesco/fr/encyclicals/documents/papa-francesco\\_20150524\\_enciclica-laudato-si.html](http://www.vatican.va/content/francesco/fr/encyclicals/documents/papa-francesco_20150524_enciclica-laudato-si.html).
- Peduto, Bill. « As the Mayor of Pittsburgh, I Can Assure You That We Will Follow the Guidelines of the Paris Agreement for Our People, Our Economy & Future. » Tweet. @billpeduto, 1 juin 2017. En ligne. Internet. 16 sept. 2019. Available: [https://twitter.com/billpeduto/status/870370288344674304?ref\\_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwerm%5E870370288344674304&ref\\_url=https%3A%2F%2Fwww.theguardian.com%2Fus-news%2F2017%2Fjun%2F01%2Fpittsburgh-fires-back-trump-paris-agreement](https://twitter.com/billpeduto/status/870370288344674304?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwerm%5E870370288344674304&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.theguardian.com%2Fus-news%2F2017%2Fjun%2F01%2Fpittsburgh-fires-back-trump-paris-agreement).
- Pence, Mike. « Remarks by Vice President Pence on the Administration’s Policy Toward China ». *The White House*, 4 oct. 2018. En ligne. Internet. 27 sept. 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-vice-president-pence-administrations-policy-toward-china/>.
- Pennsylvania General Assembly. « Constitution of Pennsylvania », s. d. En ligne. Internet. 30 mai 2019. Available: <https://www.legis.state.pa.us/WU01/LI/LI/CT/HTM/00/00.HTM>.
- Perry, Rick. « Energy Secretary Rick Perry: “Rising LNG Exports A Sign Trump Administration’s Infrastructure Policies Are Paying Off” ». *The White House*, 29 mars 2018. En ligne. Internet. 6 sept. 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/energy-secretary-rick-perry-rising-lng-exports-sign-trump-administrations-infrastructure-policies-paying-off/>.
- . « The New American Energy Era Story Is One of Energy Independence and Security Through Increased All-of-the-Above Energy Production While Lowering Emissions, with an Ultimate Goal of Zero Emissions. » Tweet. @SecretaryPerry, 25 avr. 2019. En ligne. Internet. 15 août 2019. Available: <https://twitter.com/SecretaryPerry/status/1121580379851448320>.
- . « The New Energy Realism: Secretary Perry Remarks at CERA Week -- As Prepared for Delivery ». *Energy.gov*, 28 mars 2018. En ligne. Internet. 15 août 2019. Available: <https://www.energy.gov/articles/new-energy-realism-secretary-perry-remarks-cera-week-prepared-delivery>.
- Perry, Rick, Oleksandr Danyliuk, et Piotr Naimski. « Memorandum of Cooperation Among The Republic of Poland, Ukraine and The United States of America On Enhancing Regional Security of Natural Gas Supply ». *Energy.gov*, 31 août 2019. En ligne. Internet. 27 août 2020. Available: <https://www.energy.gov/ia/articles/memorandum-cooperation-among-republic-poland-ukraine-and-united-states-america-enhancing>.



- Pompeo, Mike. « After the Deal: A New Iran Strategy ». Heritage Events, 21 mai 2018. En ligne. Internet. 8 oct. 2019. Available: <https://www.heritage.org/defense/event/after-the-deal-new-iran-strategy>.
- . « Secretary Michael R. Pompeo at a Press Availability ». *United States Department of State*, 15 juill. 2020. En ligne. Internet. 16 juill. 2020. Available: <https://www.state.gov/secretary-michael-r-pompeo-at-a-press-availability-9/>.
- Pompeo, Secretary. « Tehran is behind nearly 100 attacks on Saudi Arabia while Rouhani and Zarif pretend to engage in diplomacy. Amid all the calls for de-escalation, Iran has now launched an unprecedented attack on the world's energy supply. There is no evidence the attacks came from Yemen. » Tweet. @SecPompeo, 14 sept. 2019. En ligne. Internet. 4 oct. 2019. Available: <https://twitter.com/SecPompeo/status/1172963090746548225>.
- Portland Bureau of Planning and Sustainability. « City of Portland and Multnomah County. Climate Action Plan Progress Report. APRIL 2017 », avr. 2017. En ligne. Internet. 28 mars 2019. Available: <https://www.portlandoregon.gov/bps/article/636700>.
- . « Portland Clean Energy Community Benefits Fund », s. d. En ligne. Internet. 28 mars 2019. Available: <https://www.portlandoregon.gov/bps/78729>.
- Portland Bureau of Planning and Sustainability, Multnomah Office of Sustainability. « City of Portland and Multnomah County. Climate Action Plan 2009. Year Two Progress Report April 2012 », s. d. Available: <https://www.portlandoregon.gov/bps/article/393345>.
- Portland Bureau of Transportation. « Portland Bicycle Plan for 2030 | Bicycle Plan for 2030 | The City of Portland, Oregon », s. d. En ligne. Internet. 29 mars 2019. Available: <https://www.portlandoregon.gov/transportation/article/289122>.
- . « Tilikum Crossing: Bridge of the People », s. d. En ligne. Internet. 1 sept. 2020. Available: <https://www.portlandoregon.gov/transportation/68548>.
- Portland City Council. « Resolution N°37289 », 1 juin 2017. En ligne. Internet. 1 oct. 2020. Available: <https://www.portlandoregon.gov/auditor/article/642811>.
- President (1969-1974 : Nixon). White House Photo Office. 1969-1974, et General Services Administration. National Archives and Records Service. Office of Presidential Libraries. Office of Presidential Papers. 1/20/1969-ca. 12/1974. *President Richard Nixon Visiting Ledbetter Park in Santa Barbara, California following a Catastrophic Oil Spill*. Series: Nixon White House Photographs, 1/20/1969 - 8/9/1974, 1969.
- Programme des Nations Unies pour l'environnement. « Geo 5: l'avenir de l'environnement mondial. résumé à l'intention des décideurs », 2012. En ligne. Internet. 20 déc. 2017. Available: [https://web.unep.org/geo/sites/unep.org/geo/files/documents/geo5\\_spm\\_french.pdf](https://web.unep.org/geo/sites/unep.org/geo/files/documents/geo5_spm_french.pdf).
- Pruitt, Scott. « EPA Administrator Scott Pruitt Statement on President Donald J. Trump's State of the Union Address ». Speeches, Testimony and Transcripts. *US EPA*, 30 janv. 2018. En ligne. Internet. 5 juill. 2019. Available: <https://www.epa.gov/newsreleases/epa-administrator-scott-pruitt-statement-president-donald-j-trumps-state-union-address>.
- . « Memo from EPA Administrator Scott Pruitt to EPA Managers », 16 oct. 2017. En ligne. Internet. 4 juill. 2019. Available: [https://www.epa.gov/sites/production/files/2017-10/documents/signed\\_memo\\_in\\_support\\_of\\_consent\\_decree\\_and\\_settlement\\_agreement\\_oct162017.pdf](https://www.epa.gov/sites/production/files/2017-10/documents/signed_memo_in_support_of_consent_decree_and_settlement_agreement_oct162017.pdf).
- Public Utility Commission of Texas. « Public Utility Commission of Texas. substantive rules. chapter 25. electric », 8 oct. 1999. En ligne. Internet. 10 août 2020. Available: <http://www.puc.texas.gov/agency/ruleslaws/subrules/electric/25.173/20944pub.pdf>.
- Raimondo, Gina M. « Advancing a 100% Renewable Energy Future for Rhode Island by 2030 », 17 janv. 2020. En ligne. Internet. 13 août 2020. Available: <https://governor.ri.gov/documents/orders/Executive-Order-20-01.pdf>.
- Reagan, Ronald. « Address to the Nation on the Program for Economic Recovery », 24 sept. 1981. En ligne. Internet. 15 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-nation-the-program-for-economic-recovery>.
- . « Election Eve Address "A Vision for America" », 3 nov. 1980. En ligne. Internet. 14 juin 2019. Available: <https://www.reaganlibrary.gov/11-3-80>.
- . « Message to the Congress on Energy Security », 6 mai 1987. En ligne. Internet. 15 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/message-the-congress-energy-security>.
- . « Message to the Congress Transmitting the National Energy Policy Plan », 17 juill. 1981. En ligne. Internet. 14 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/message-the-congress-transmitting-the-national-energy-policy-plan>.
- . « Ronald Reagan: Radio Address to the Nation on Environmental Issues », 14 juill. 1984. En ligne. Internet. 15 mars 2016. Available: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=40157>.
- . « Ronald Reagan: Remarks Announcing the Establishment of the Presidential Task Force on Regulatory Relief », 22 janv. 1981. En ligne. Internet. 18 sept. 2018. Available: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=43635>.
- . « Statement Announcing a Series of Policy Initiatives on Nuclear Energy », 8 oct. 1981. En ligne. Internet. 14 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/statement-announcing-series-policy-initiatives-nuclear-energy>.
- Republican National Committee. « EPA Regulations ». *GOP*, s. d. En ligne. Internet. 26 avr. 2018. Available: <https://gop.com/>.

- . « Running On Empty », 10 mars 2014. En ligne. Internet. 26 avr. 2018. Available: <https://www.gop.com/running-on-empty-2/>.
- . « State Of Obama's Union: Energy », 23 janv. 2014. En ligne. Internet. 18 janv. 2016. Available: <https://www.gop.com/state-of-obamas-union-energy/>
- Republican Party Platforms. « Republican Party Platform of 1980 », 15 juill. 1980. En ligne. Internet. 1 mai 2017. Available: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=25844>.
- Roberts, David. « The Full Text of Obama's Energy Remarks », 9 oct. 2007. En ligne. Internet. 21 sept. 2018. Available: <https://grist.org/article/obamas-speech/>.
- Rush Township. « Ordinances | Rush Township », s. d. En ligne. Internet. 2 juin 2019. Available: <http://www.rushtownship.org/category/ordinances/page/5/>.
- . « Rush Township, Schuylkill County, Pennsylvania Ordinance No.161 of 2006. Partie 1 », 27 sept. 2006. En ligne. Internet. 2 juin 2019. Available: <https://www.rushtownship.org/wp-content/uploads/2016/02/161.pdf>.
- . « Rush Township, Schuylkill County, Pennsylvania Ordinance No.161 of 2006. Partie 2 », 27 sept. 2006. En ligne. Internet. 2 juin 2019. Available: <https://www.rushtownship.org/wp-content/uploads/2016/02/161-2.pdf>.
- . « Rush Township, Schuylkill County, Pennsylvania Ordinance No.161 of 2006. Partie 3 », 27 sept. 2006. En ligne. Internet. 2 juin 2019. Available: <https://www.rushtownship.org/wp-content/uploads/2016/02/161-3.pdf>.
- San Francisco Department of the Environment, et San Francisco Public Utilities Commission. « Climate Action Plan for San Francisco. Local Actions to Reduce Greenhouse Gas Emissions », sept. 2004. En ligne. Internet. 20 août 2020. Available: <https://sfenvironment.org/sites/default/files/fliers/files/climateactionplan.pdf>.
- Sanders, Bernard. « Text - S.3247 - 116th Congress (2019-2020): Fracking Ban Act ». Webpage, 28 janv. 2020. 2019/2020. En ligne. Internet. 22 juill. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/senate-bill/3247/text>.
- Scott Pruitt. « EPA Chief Pruitt: The 'war on coal' is over ». Fox News, oct. 2017. En ligne. Internet. 10 juill. 2019. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=AWh7YliOD88>.
- Solis, Hilda L. « H.R.2847 - 110th Congress (2007-2008): Green Jobs Act of 2007 ». Webpage, 25 juin 2007. 2007/2008. En ligne. Internet. 26 mars 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/110th-congress/house-bill/2847>.
- Soto, Darren. « H.R.436 - 116th Congress (2019-2020): Fracking Disclosure and Safety Act ». Webpage, 2 juill. 2019. 2019/2020. En ligne. Internet. 22 juill. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/436>.
- State of California. « 2018 Fire Season ». *California Department of Forestry and Fire Protection*, 2020. En ligne. Internet. 31 août 2020. Available: <https://www.fire.ca.gov/incidents/2018/>.
- . « Stats & Events ». *California Department of Forestry and Fire Protection*, 2020. En ligne. Internet. 31 août 2020. Available: <https://www.fire.ca.gov/stats-events/>.
- State of Connecticut et al. « Regional Greenhouse Gas Initiatives Memorandum of Understanding », 20 déc. 2005. En ligne. Internet. 7 août 2020. Available: [https://www.rggi.org/sites/default/files/Uploads/Design-Archive/MOU/MOU\\_12\\_20\\_05.pdf](https://www.rggi.org/sites/default/files/Uploads/Design-Archive/MOU/MOU_12_20_05.pdf).
- State of Hawaii. « HB 623 », 2015. En ligne. Internet. 13 août 2020. Available: [https://www.capitol.hawaii.gov/session2015/bills/HB623\\_CD1\\_.pdf](https://www.capitol.hawaii.gov/session2015/bills/HB623_CD1_.pdf).
- State of New York. « New York State Climate Leadership and Community Protection Act », 18 juin 2019. En ligne. Internet. 13 août 2020. Available: <https://legislation.nysenate.gov/pdf/bills/2019/s6599>.
- Stern, Todd. « Remarks at Dartmouth College », 2 août 2012. En ligne. Internet. 29 janv. 2018. Available: <https://2009-2017.state.gov/e/oes/rls/remarks/2012/196004.htm>.
- Supreme Court of Pennsylvania. « Robinson Twp. v. Pa. Pub. Util. Comm'n, 83 A.3d 901 ». *Casetext*, 19 déc. 2013. En ligne. Internet. 31 mai 2019. Available: <https://casetext.com/case/robinson-twp-v-pa-pub-util-commn>.
- Texas Legislature. « Texas Legislature Online - 76(R) Text for SB 7 », 18 juin 1999. En ligne. Internet. 10 août 2020. Available: <https://www.capitol.state.tx.us/billlookup/Text.aspx?LegSess=76R&Bill=SB7#>.
- The General Assembly of Pennsylvania. « Regular Session 2019-2020 House Bill 0732 P.N. 4118 », 2020. En ligne. Internet. 4 sept. 2020. Available: <https://www.legis.state.pa.us/CFDOCS/Legis/PN/Public/btCheck.cfm?txtType=HTM&sessYr=2019&sessInd=0&billBody=H&billTyp=B&billNbr=0732&pn=4118>.
- The General Assembly of Pennsylvania. « House Bill N°1950. Report of the Committee of Conference » (2011): 174.
- The United States Senate. « Senators' Letter to President Trump Calling for Withdrawal from Paris Climate Agreement », 25 mai 2017. En ligne. Internet. 28 sept. 2020. Available: [https://www.epw.senate.gov/public/\\_cache/files/fe7835f9-4774-43ee-98aa-e4c9bd2802dd/05.25.17-paris-letter-to-trump.pdf](https://www.epw.senate.gov/public/_cache/files/fe7835f9-4774-43ee-98aa-e4c9bd2802dd/05.25.17-paris-letter-to-trump.pdf).
- The U.S. National Archives and Records Administration. « Barack Obama Executive Orders Disposition Tables », s. d. En ligne. Internet. 24 avr. 2016. Available: <http://www.archives.gov/federal-register/executive-orders/obama.html>.
- . « Executive Order 12291 », 17 févr. 1981. En ligne. Internet. 13 sept. 2018. Available: <https://www.archives.gov/federal-register/codification/executive-order/12291.html>.
- . « The Declaration of Independence ». *National Archives*, 12 oct. 2016. En ligne. Internet. 20 oct. 2016. Available: <https://www.archives.gov/founding-docs/declaration>.
- The White House. « Blueprint for a Secure Energy Future », 30 mars 2011. En ligne. Internet. 10 avr. 2016. Available: [https://www.whitehouse.gov/sites/default/files/blueprint\\_secure\\_energy\\_future.pdf](https://www.whitehouse.gov/sites/default/files/blueprint_secure_energy_future.pdf).

- . « Executive Order 13423—Strengthening Federal Environmental, Energy, and Transportation Management », 24 janv. 2007. En ligne. Internet. 6 avr. 2016. Available: <http://img.slate.com/media/36/13423-environment.pdf>.
- . « The Above Energy Strategy as a Path to Sustainable Economic Growth », 2014. En ligne. Internet. 10 avr. 2016. Available: [https://www.whitehouse.gov/sites/default/files/docs/aota\\_energy\\_strategy\\_as\\_a\\_path\\_to\\_sustainable\\_economic\\_growth.pdf](https://www.whitehouse.gov/sites/default/files/docs/aota_energy_strategy_as_a_path_to_sustainable_economic_growth.pdf).
- . « The President’s Climate Action Plan. », juin 2013. En ligne. Internet. 23 mars 2016. Available: <https://www.whitehouse.gov/sites/default/files/image/president27sclimateactionplan.pdf>.
- Thunberg, Greta. « Greta Thunberg (@GretaThunberg) / Twitter ». *Twitter*, s. d. En ligne. Internet. 14 mai 2020. Available: <https://twitter.com/gretathunberg>.
- Trump, Donald J. « A Terrible Deal with Iran! » Tweet. @realdonaldtrump, 2 sept. 2015. En ligne. Internet. 7 oct. 2019. Available: <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/639140140389167105?lang=fr>.
- . « Address Accepting the Presidential Nomination at the Republican National Convention in Cleveland, Ohio | the American Presidency Project », 21 juill. 2016. En ligne. Internet. 2 juill. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-accepting-the-presidential-nomination-the-republican-national-convention-cleveland>.
- . « Ceasing U.S. Participation in the JCPOA and Taking Additional Action to Counter Iran’s Malign Influence and Deny Iran All Paths to a Nuclear Weapon ». *The White House*, 8 mai 2018. En ligne. Internet. 17 juill. 2020. Available: <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/ceasing-u-s-participation-jcpoa-taking-additional-action-counter-irans-malign-influence-deny-iran-paths-nuclear-weapon/>.
- . « China Gets 91% of Its Oil from the Strait, Japan 62%, & Many Other Countries Likewise. so Why Are We Protecting the Shipping Lanes for Other Countries (many Years) for Zero Compensation. All of These Countries Should Be Protecting Their Own Ships on What Has Always Been.... » Tweet. @realdonaldtrump, 24 juin 2019. En ligne. Internet. 27 sept. 2019. Available: <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/1143128642878410752>.
- . « Comprehensive Plan for Reorganizing the Executive Branch ». *Federal Register*, 16 mars 2017. En ligne. Internet. 15 août 2019. Available: <https://www.federalregister.gov/documents/2017/03/16/2017-05399/comprehensive-plan-for-reorganizing-the-executive-branch>.
- . « Donald J. Trump sur Twitter : “THE VAST SILENT MAJORITY IS ALIVE AND WELL!!! We will win this Election big. Nobody wants a Low IQ person in charge of our Country, and Sleepy Joe is definitely a Low IQ person!” » *Twitter*, 28 juin 2020. En ligne. Internet. 29 juill. 2020. Available: <https://twitter.com/realDonaldTrump/status/1277219673315119106>.
- . « Executive Order on Promoting Energy Infrastructure and Economic Growth ». *The White House*, 10 avr. 2019. En ligne. Internet. 23 août 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/executive-order-promoting-energy-infrastructure-economic-growth/>.
- . « Executive Order Reimposing Certain Sanctions with Respect to Iran ». *The White House*, 6 août 2018. En ligne. Internet. 17 juill. 2020. Available: <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/executive-order-reimposing-certain-sanctions-respect-iran/>.
- . « Implementing an America-First Offshore Energy Strategy ». *Federal Register*, 3 mai 2017. En ligne. Internet. 23 août 2019. Available: <https://www.federalregister.gov/documents/2017/05/03/2017-09087/implementing-an-america-first-offshore-energy-strategy>.
- . « National Security Strategy of the United States of America », déc. 2017. En ligne. Internet. 16 août 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2017/12/NSS-Final-12-18-2017-0905-2.pdf>.
- . « on Monday They Shot down an Unmanned Drone Flying in International Waters. We Were Cocked & Loaded to Retaliate Last Night on 3 Different Sights When I Asked, How Many Will Die. 150 People, Sir, Was the Answer from a General. 10 Minutes Before the Strike I Stopped It, Not.... » Tweet. @realDonaldTrump, 21 juin 2019. En ligne. Internet. 10 oct. 2019. Available: <https://twitter.com/realDonaldTrump/status/1142055388965212161>.
- . « Presidential Candidate Donald Trump Rally in Charleston, West Virginia ». *C-SPAN.org*, 5 mai 2016. En ligne. Internet. 15 août 2019. Available: <https://www.c-span.org/video/?409094-1/donald-trump-addresses-supporters-charleston-west-virginia>.
- . « Presidential Executive Order on Promoting Energy Independence and Economic Growth ». *The White House*, 28 mars 2017. En ligne. Internet. 26 juin 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/presidential-executive-order-promoting-energy-independence-economic-growth/>.
- . « Presidential Proclamation Modifying the Bears Ears National Monument ». *The White House*, 4 déc. 2017. En ligne. Internet. 27 août 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/presidential-proclamation-modifying-bears-ears-national-monument/>.
- . « Presidential Proclamation Modifying the Grand Staircase-Escalante National Monument ». *The White House*, 4 déc. 2017. En ligne. Internet. 27 août 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/presidential-proclamation-modifying-grand-staircase-escalante-national-monument/>.

- . « Presidential Proclamation on Adjusting Imports of Steel into the United States ». *The White House*, 8 mars 2018. En ligne. Internet. 27 août 2020. Available: <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/presidential-proclamation-adjusting-imports-steel-united-states/>.
- . « Remarks at the Shale Insight TM Conference at the David L. Lawrence Convention Center in Pittsburgh, Pennsylvania | The American Presidency Project », 22 sept. 2016. En ligne. Internet. 28 juill. 2020. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-shale-insight-tm-conference-at-the-david-l-lawrence-convention-center-pittsburgh>.
- . « Remarks by President Trump at Signing of Executive Order to Create Energy Independence ». *The White House*, 28 mars 2017. En ligne. Internet. 26 juin 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-signing-executive-order-create-energy-independence/>.
- . « Remarks by President Trump at Signing of H.J. Resolution 38 ». *The White House*, 16 févr. 2017. En ligne. Internet. 16 août 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-signing-h-j-resolution-38/>.
- . « Remarks by President Trump at the Unleashing American Energy Event ». *The White House*, 29 juin 2017. En ligne. Internet. 13 févr. 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-unleashing-american-energy-event/>.
- . « Remarks by President Trump on American Energy and Manufacturing ». *The White House*, 13 août 2019. En ligne. Internet. 10 sept. 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-american-energy-manufacturing-monaco-pa/>.
- . « Remarks by President Trump on Promoting Energy Infrastructure and Economic Growth | Hackberry, LA ». *The White House*, 14 mai 2019. En ligne. Internet. 26 juin 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-promoting-energy-infrastructure-economic-growth-hackberry-la/>.
- . « Remarks by President Trump on Restoring Energy Dominance in the Permian Basin | Midland, TX ». *The White House*, 29 juill. 2020. En ligne. Internet. 31 juill. 2020. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-restoring-energy-dominance-permian-basin-midland-tx/>.
- . « Remarks by President Trump on the Joint Comprehensive Plan of Action ». *The White House*, 8 mai 2018. En ligne. Internet. 4 oct. 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-joint-comprehensive-plan-action/>.
- . « Remarks During a Cabinet Meeting », 12 juin 2017. En ligne. Internet. 27 août 2020. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-during-cabinet-meeting>.
- . « Remarks on Efforts to Promote Domestic Energy Production », 29 juin 2017. En ligne. Internet. 27 août 2020. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-efforts-promote-domestic-energy-production>.
- . « State of the Union Address 2018 ». *The White House*, 30 janv. 2018. En ligne. Internet. 26 juin 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/president-donald-j-trumps-state-union-address/>.
- . « Statement Announcing United States Recognition of National Assembly President Juan Gerardo Guaidó Márquez as Interim President of Venezuela », 23 janv. 2019. En ligne. Internet. 19 juill. 2020. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/statement-announcing-united-states-recognition-national-assembly-president-juan-gerardo>.
- . « Statement by President Trump on the Paris Climate Accord ». *The White House*, 1 juin 2017. En ligne. Internet. 12 sept. 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/statement-president-trump-paris-climate-accord/>.
- . « Statement from President Donald J. Trump Regarding Imposing Sanctions with Respect to the Iron, Steel, Aluminum, and Copper Sectors of Iran ». *The White House*, 8 mai 2019. En ligne. Internet. 8 oct. 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/statement-president-donald-j-trump-regarding-imposing-sanctions-respect-iron-steel-aluminum-copper-sectors-iran/>.
- . « The Concept of Global Warming Was Created by and for the Chinese in Order to Make U.S. Manufacturing Non-Competitive. » Tweet. @realDonaldTrump, 6 nov. 2012. En ligne. Internet. 2 juill. 2019. Available: [https://twitter.com/realDonaldTrump/status/265895292191248385?ref\\_src=twsrc%5Etfw](https://twitter.com/realDonaldTrump/status/265895292191248385?ref_src=twsrc%5Etfw).
- Trump, Donald J. « The Concept of Global Warming Was Created by and for the Chinese in Order to Make U.S. Manufacturing Non-Competitive. » *Twitter*, 6 nov. 2012. En ligne. Internet. 28 sept. 2020. Available: <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/265895292191248385>, <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/265895292191248385>.
- Trump, Donald J. « To Iranian President Rouhani: NEVER, EVER THREATEN THE UNITED STATES AGAIN OR YOU WILL SUFFER CONSEQUENCES THE LIKES OF WHICH FEW THROUGHOUT HISTORY HAVE EVER SUFFERED BEFORE. WE ARE NO LONGER A COUNTRY THAT WILL STAND FOR YOUR DEMENTED WORDS OF VIOLENCE & DEATH. BE CAUTIOUS! » Tweet. @realdonaldtrump, 22 juill. 2018. En ligne. Internet. 7 oct. 2019. Available: <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/1021234525626609666>.
- . *Trump Speaks at Campaign Rally in Pennsylvania*. Pennsylvania: NBC News, 2019. En ligne. Internet. 29 juill. 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=fiXdDaeg7IQ>.

- Udall, Tom. « Text - S.1974 - 116th Congress (2019-2020): Renewable Electricity Standard Act ». *www.congress.gov*, 2020 2019. En ligne. Internet. 14 août 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/senate-bill/1974/text?q=%7B%22search%22%3A%5B%22Renewable+Electricity+Standard+Act%22%5D%7D&r=1&s=1>.
- United States Congress. « Amendments - H.R.3354 - 115th Congress (2017-2018): Interior and Environment, Agriculture and Rural Development, Commerce, Justice, Science, Financial Services and General Government, Homeland Security, Labor, Health and Human Services, Education, State and Foreign Operations, Transportation, Housing and Urban Development, Defense, Military Construction and Veterans Affairs, Legislative Branch, and Energy and Water Development Appropriations Act, 2018 ». *Congress.gov*, 2018 2017. En ligne. Internet. 17 janv. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/3354/amendments?searchResultViewType=expanded&KWICView=false>.
- U.S. Census Bureau. « Quick Facts: New York city, New York ». *U.S. Census Bureau*, s. d. En ligne. Internet. 1 oct. 2020. Available: <https://www.census.gov/quickfacts/newyorkcitynewyork>.
- . « U.S. Census Bureau Quick Facts: Austin city, Texas; Boulder County, Colorado ». *U.S. Census Bureau*, s. d. En ligne. Internet. 1 oct. 2020. Available: <https://www.census.gov/quickfacts/fact/table/bouldercitycolorado,portlandcityoregon,austincitytexas/PST045219>.
- U.S. Department of Energy. « U.S. Crude Oil, Natural Gas, and Natural Gas Proved Reserves, Year-end 2018 », 13 déc. 2019. En ligne. Internet. 2 sept. 2020. Available: <https://www.eia.gov/naturalgas/crudeoilreserves/>.
- U.S. Department of State. « Fact Sheet on U.S. Opposition to Nord Stream 2 ». *United States Department of State*, 27 déc. 2019. En ligne. Internet. 16 juill. 2020. Available: <https://www.state.gov/fact-sheet-on-u-s-opposition-to-nord-stream-2/>.
- . « Record of Decision and National Interest Determination », 2017. En ligne. Internet. 24 sept. 2020. Available: <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/02/Record-of-Decision-and-National-Interest-Determination.pdf>.
- U.S. District Court of Wyoming. « Order on Petitions for Review of Final Agency Action Case No. 2:i5-Cv-043-Sws », 21 juin 2016. En ligne. Internet. 23 mai 2019. Available: <http://www.wyd.uscourts.gov/pdfforms/orders/15-cv-043-S%20Order.pdf>.
- U.S. Energy Information Administration. « Oil Imports and Exports », mars 2020. En ligne. Internet. 16 sept. 2020. Available: <https://www.eia.gov/energyexplained/oil-and-petroleum-products/imports-and-exports.php>.
- U.S. Environmental Protection Agency. « Repeal of the Clean Power Plan; Emission Guidelines for Greenhouse Gas Emissions from Existing Electric Utility Generating Units; Revisions to Emission Guidelines Implementing Regulations ». *Federal Register*, 8 juill. 2019. En ligne. Internet. 24 sept. 2020. Available: <https://www.federalregister.gov/documents/2019/07/08/2019-13507/repeal-of-the-clean-power-plan-emission-guidelines-for-greenhouse-gas-emissions-from-existing>.
- U.S. Global Change Research Program. « Climate Change Impacts in the United States: The Third National Climate Assessment ». *globalchange.gov*, 2014. En ligne. Internet. 20 mars 2019. Available: <https://nca2014.globalchange.gov/downloads>.
- U.S. National Park Service. « Yellowstone National Park Protection Act (1872) », 1872. En ligne. Internet. 23 mai 2017. Available: <https://www.nps.gov/yell/learn/management/yellowstoneprotectionact1872.htm>.
- Wolf, Tom. « Executive Order – 2019-07- Commonwealth Leadership in Addressing Climate Change through Electric Sector Emissions Reductions ». *Governor Tom Wolf*, 3 oct. 2019. En ligne. Internet. 24 juill. 2020. Available: <https://www.governor.pa.gov/newsroom/executive-order-2019-07-commonwealth-leadership-in-addressing-climate-change-through-electric-sector-emissions-reductions/>.
- . « Executive Order: 2015-03 - Leasing of State Forest and Park Land for Oil ». *Governor Tom Wolf*, 29 janv. 2015. En ligne. Internet. 24 juill. 2020. Available: <https://www.governor.pa.gov/newsroom/executive-order-2015-03-leasing-of-state-forest-and-state-park-land-for-oil-and-gas-development/>.
- « 2012 Act 13 ». *The official website for the Pennsylvania General Assembly.*, 2012. En ligne. Internet. 4 sept. 2020. Available: <https://www.legis.state.pa.us/cfdocs/legis/li/uconsCheck.cfm?yr=2012&sessInd=0&act=13>.
- A Vision for American Energy Dominance, Policy Address by U.S. Secretary of the Interior Ryan Zinke*, 2017. En ligne. Internet. 22 août 2019. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=rPyH-bSN25I>.
- « American Antiquities Act of 1906 (16USC431-433) », 1906. En ligne. Internet. 9 août 2017. Available: <https://www.nps.gov/history/local-law/anti1906.htm>.
- « An Act Relative to a Moratorium on Hydraulic Fracturing ». *The 191st General Court of the Commonwealth of Massachusetts*, 2016. En ligne. Internet. 4 sept. 2020. Available: <https://malegislature.gov/Bills/189/Senate/S2309/>.
- « Cameroon’s Constitution of 1972 with Amendments Through 2008 ». *constituteproject.org*, 2019. En ligne. Internet. 9 janv. 2020. Available: [https://www.constituteproject.org/constitution/Cameroon\\_2008.pdf?lang=en](https://www.constituteproject.org/constitution/Cameroon_2008.pdf?lang=en).
- CNN Democratic Debate 3 15 20 CNN Democratic Debate March 15, 2020 FULL*, 2020. En ligne. Internet. 2 août 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=ICaPnOswe64>.
- « Declaration of the Conservation Conference », 15 mai 1908. En ligne. Internet. 15 août 2017. Available: <http://www.pbs.org/weta/thewest/resources/archives/eight/conconf.htm>.

- « Degette Introduces Legislation to Regulate Fracking Companies ». July 26, 2019. *Congresswoman Diana DeGette*, 26 juill. 2019. En ligne. Internet. 22 juill. 2020. Available: <https://degette.house.gov/media-center/press-releases/degette-introduces-legislation-to-regulate-fracking-companies>.
- « Denton - Election Results ». *Denton County*, 2014. En ligne. Internet. 4 sept. 2020. Available: <https://results.enr.clarityelections.com/TX/Denton/53684/149586/Web01/en/summary.html>.
- « Denver Releases 80x50 Climate Action Plan ». *City and County of Denver*, 17 juin 2018. En ligne. Internet. 24 août 2020. Available: <https://www.denvergov.org/content/denvergov/en/mayors-office/newsroom/2018/denver-releases-80x50-climate-action-plan.html>.
- « Energy And Environment | President Donald J. Trump’s Accomplishments ». *Making America Great Again. President Donald J. Trump Accomplishments*, s. d. En ligne. Internet. 2 juill. 2019. Available: <https://www.promiseskept.com/achievement/overview/energy-and-environment/#>.
- « Executive Order – 2019-07- Commonwealth Leadership in Addressing Climate Change through Electric Sector Emissions Reductions ». *Governor Tom Wolf*, 3 oct. 2019. En ligne. Internet. 24 juill. 2020. Available: <https://www.governor.pa.gov/newsroom/executive-order-2019-07-commonwealth-leadership-in-addressing-climate-change-through-electric-sector-emissions-reductions/>.
- « Global Change Research Act of 1990 ». Webpage. *Congress.gov*, s. d. 1989/1990. En ligne. Internet. 22 sept. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/101st-congress/senate-bill/169/all-info>.
- Greta Thunberg Young Climate Activist at the Opening of the Climate Action Summit 2019*. New York City, 2019. En ligne. Internet. 14 mai 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=2m64ou1DIYI>.
- « HB2623 2019 Regular Session ». *Oregon Legislative Information System*, 2019. En ligne. Internet. 4 sept. 2020. Available: <https://olis.leg.state.or.us/liz/2019R1/Measures/Overview/HB2623>.
- « History for HB 40 ». *Texas Legislature Online*, 2015. En ligne. Internet. 4 sept. 2020. Available: <https://capitol.texas.gov/BillLookup/History.aspx?LegSess=84R&Bill=HB40>.
- House Session, Sep 22 1994*. U.S. House of Representatives, 1994. En ligne. Internet. 18 avr. 2018. Available: <https://www.c-span.org/video/?60394-1/house-session&start=26389>.
- « H.R. 1022 — 104th Congress: Risk Assessment and Cost-Benefit Act of 1995 ». *GovTrack.us*, 1995. En ligne. Internet. 18 avr. 2018. Available: <https://www.govtrack.us/congress/bills/104/hr1022>.
- « H.R. 2454 — 111th Congress: American Clean Energy and Security Act of 2009 ». *GovTrack.us*, 2009. En ligne. Internet. 29 janv. 2020. Available: <https://www.govtrack.us/congress/bills/111/hr2454>.
- « H.R.146 - 111th Congress (2009-2010): Omnibus Public Land Management Act of 2009 ». Webpage. *Congress.gov*, 2009/2010. En ligne. Internet. 24 sept. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/111th-congress/house-bill/146>.
- « H.R.748 - 116th Congress (2019-2020): CARES Act ». *Congress.gov*, 27 mars 2020. 2019/2020. En ligne. Internet. 8 oct. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/748>.
- « H.R.3765 - 112th Congress (2011-2012): Temporary Payroll Tax Cut Continuation Act of 2011 ». *congress.gov*, 23 déc. 2011. 2011/2012. En ligne. Internet. 24 sept. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/112th-congress/house-bill/3765>.
- « H.R.5859 - 113th Congress (2013-2014): Ukraine Freedom Support Act of 2014 ». Webpage, 18 déc. 2014. 2013/2014. En ligne. Internet. 27 août 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/113th-congress/house-bill/5859>.
- Iron Man Underwater - « Clean Energy » Scene -The Avengers*, 2012. En ligne. Internet. 10 mars 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=vWFXrln0we8>.
- « Legislation - HB1325 ». *Maryland General Assembly*, 2017. En ligne. Internet. 4 sept. 2020. Available: <http://mgaleg.maryland.gov/mgaweb/Legislation/Details/HB1325?ys=2017rs>.
- Make Our Planet Great Again*, 2017. En ligne. Internet. 14 mai 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=LUAGNeKpzBE>.
- Mitt Romney: Trump « a Con Man, a Fake » [full Speech]*. Utah, 2016. En ligne. Internet. 28 août 2019. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=0xd3kr-QpeM>.
- « National Environmental Education Act ». *epa.gov*, 1990. En ligne. Internet. 20 févr. 2020. Available: <https://www.epa.gov/sites/production/files/documents/needa.pdf>.
- « National Security Strategy Archive ». *National Security Strategy Archive*, s. d. En ligne. Internet. 24 oct. 2019. Available: <http://nssarchive.us/>.
- Oregon House backs ban on offshore drilling*, 2019. En ligne. Internet. 22 août 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=s8D82UHCdGQ>.
- « Pelosi Statement on Trump Administration’s ‘Dirty Power Scam’ Rule ». *Nancy Pelosi Speaker of the House*, 19 juin 2019. En ligne. Internet. 27 août 2019. Available: <https://www.speaker.gov/newsroom/61919/>.
- « Plan for Climate Change and Environmental Justice ». *Joe Biden for President*, s. d. En ligne. Internet. 30 juill. 2020. Available: <https://joebiden.com/climate/>.
- « Platform ». *Republican Party of Texas*, 2017. En ligne. Internet. 23 août 2020. Available: <https://www.texasgop.org/platform/>.
- Pope Francis Addresses Joint Session of Congress*. Washington, D.C, 2015. En ligne. Internet. 5 sept. 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=oBM7DIeMsP0>.

- Rick Perry Confirmation Hearing: Vows to « Promote Energy in All Forms », 2017. En ligne. Internet. 28 sept. 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=sDTWCd99UT8>.*
- « S. 139 — 108th Congress: Climate Stewardship Act of 2003 ». *GovTrack.us*, 2003. En ligne. Internet. 12 avr. 2016. Available: <https://www.govtrack.us/congress/bills/108/s139>.
- « S. 1462 — 111th Congress: American Clean Energy Leadership Act of 2009 ». *GovTrack.us*, 2009. En ligne. Internet. 29 janv. 2020. Available: <https://www.govtrack.us/congress/bills/111/s1462>.
- « S. 1733 — 111th Congress: Clean Energy Jobs and American Power Act ». *GovTrack.us*, 2009. En ligne. Internet. 29 janv. 2020. Available: <https://www.govtrack.us/congress/bills/111/s1733>.
- « S. 2191 — 110th Congress: Lieberman-Warner Climate Security Act of 2007 ». *GovTrack.us*, 2007. En ligne. Internet. 13 avr. 2016. Available: <https://www.govtrack.us/congress/bills/110/s2191>.
- « S. 3516 — 111th Congress: Outer Continental Shelf Reform Act of 2010 ». *GovTrack.us*, 2010. En ligne. Internet. 29 janv. 2020. Available: <https://www.govtrack.us/congress/bills/111/s3516>.
- « S.1 - 114th Congress (2015-2016): Keystone XL Pipeline Approval Act ». Webpage. *Congress.gov*, 2015. 2015/2016. En ligne. Internet. 24 sept. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/114th-congress/senate-bill/1>.
- « S.3176 - 101st Congress (1989-1990): National Environmental Education Act ». Webpage, 16 nov. 1990. 1989/1990. En ligne. Internet. 8 oct. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/101st-congress/senate-bill/3176>.
- « Speech: Donald Trump - Williston, ND », 26 mai 2016. En ligne. Internet. 2 juill. 2019. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=Sxqu-ixCStc>.
- « Text - H.R.3364 - 115th Congress (2017-2018): Countering America's Adversaries Through Sanctions Act », 2017. En ligne. Internet. 8 févr. 2019. Available: <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/3364/text>.
- « The Biden Plan to Build a Modern, Sustainable Infrastructure and an Equitable Clean Energy Future ». *Joe Biden for President*, s. d. En ligne. Internet. 30 juill. 2020. Available: <https://joebiden.com/clean-energy/>.
- « The Federal Land Policy and Management Act of 1976, as amended. » *U.S. Department of the Interior, Bureau of Land Management and Office of the Solicitor* (2001): 69.
- « The Vermont Statutes Online ». *Vermont General Assembly*, s. d. En ligne. Internet. 4 sept. 2020. Available: <https://legislature.vermont.gov/statutes/section/29/014/00571>.
- « Trump Twitter Archive », s. d. En ligne. Internet. 4 juill. 2019. Available: <http://www.trumptwitterarchive.com>.
- « Utilities Code Chapter 39. Restructuring of Electric Utility Industry ». *Texas Constitution and Statutes*, s. d. En ligne. Internet. 10 août 2020. Available: <https://statutes.capitol.texas.gov/Docs/UT/htm/UT.39.htm#39.904>.

## Articles Scientifiques

- Aldrich, John H., et David W. Rohde. « Measuring Conditional Party Government ». *ResearchGate* (1998). En ligne. Internet. 24 juill. 2019. Available: [https://www.researchgate.net/publication/251842516\\_Measuring\\_Conditional\\_Party\\_Government](https://www.researchgate.net/publication/251842516_Measuring_Conditional_Party_Government).
- Amelot, Laurent. « La Stratégie chinoise du « collier de perles » ». *Outre-Terre* n° 25-26.2 (2010): 187-198.
- . « Le Dilemme de Malacca ». *Outre-Terre* n° 25-26.2 (2010): 249-271.
- Anderson, Alison. « Source Influence on Journalistic Decisions and News Coverage of Climate Change » (2017). En ligne. Internet. 6 déc. 2017. Available: <http://climatescience.oxfordre.com/view/10.1093/acrefore/9780190228620.001.0001/acrefore-9780190228620-e-356>.
- . « Sources, Media, and Modes of Climate Change Communication: The Role of Celebrities: Sources, Media, and Modes of Climate Change Communication ». *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change* 2.4 (2011): 535-546.
- Barbose, Galen. « U.S. Renewable Portfolio Standards ». *Lawrence Berkeley National Laboratory* (2018).
- Bin, Shui, et Hadi Dowlatabadi. « Consumer Lifestyle Approach to Us Energy Use and the Related CO2 Emissions ». *Energy Policy* 33.2 (2005): 197-208.
- Bonnet, Clément et al. « Vers une géopolitique de l'énergie plus complexe ? » (2019): 131.
- Boussac, Tamara. « Le Vote ouvrier et l'élection de Donald Trump: histoire et limites du discours populiste ». *Revue LISA/LISA e-journal. Littératures, Histoire des Idées, Images, Sociétés du Monde Anglophone – Literature, History of Ideas, Images and Societies of the English-speaking World* vol. XVI-n°2 (2018). En ligne. Internet. 8 avr. 2019. Available: <http://journals.openedition.org/lisa/9795>.
- Boykoff, Max et al. « United States Newspaper Coverage of Climate Change or Global Warming, 2004-2019 ». Center for Science and Technology Policy Research, Cooperative Institute for Research in Environmental Sciences, University of Colorado Boulder, 2019. En ligne. Internet. 10 juin 2019. Available: [https://scholar.colorado.edu/mecco\\_data/161/](https://scholar.colorado.edu/mecco_data/161/).
- Broecker, Wallace S. « Climatic Change: Are We on the Brink of a Pronounced Global Warming? » *Science* 189.4201 (1975): 460-463.
- Coglianesi, Cary. « Social Movements, Law, and Society: The Institutionalization of the Environmental Movement ». *Faculty Scholarship Paper* 1404 (2001). En ligne. Internet. 6 avr. 2016. Available: [http://scholarship.law.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=3250&context=penn\\_law\\_review](http://scholarship.law.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=3250&context=penn_law_review).

- . « The Administrative President ». *The Regulatory Review*, 21 janv. 2013. En ligne. Internet. 20 août 2018. Available: <https://www.theregreview.org/2013/01/21/21-coglianesse-administrative-president/>.
- Cornot-Gandolphe, Sylvie, et Jean-François Boittin. « The Trump-Led Trade War with China: Energy Dominance Self-Destructed? » (2018): 44.
- Dechezleprêtre, Antoine, et Misato Sato. « Green Policies and Firms' competitiveness » (2018): 31.
- Delbard, Olivier. « Le Paradoxe de la nature ». *Le Débat* 143 (2007): 150-163.
- Depraz, Samuel, et Stéphane Héritier. « La Nature et les parcs naturels en Amérique du Nord ». *L'Information géographique* 76.4 (2012): 6-28.
- Djalili, Mohammad-Reza, et Thierry Kellner. « La Caspienne: cœur de la nouvelle géopolitique ». In *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale : De la fin de l'URSS à l'après-11 septembre*. 185-273. International. Genève: Graduate Institute Publications, 2014. En ligne. Internet. 7 févr. 2019. Available: <http://books.openedition.org/iheid/1140>.
- Duban, François. « L'Institutionnalisation de l'environnementalisme aux États-Unis remise en cause par l'écologisme ». *Revue Française d'études Américaines* 70 (1996): 41-52.
- Dunlap, Riley E., Aaron M. McCright, et Jerrod H. Yarosh. « The Political Divide on Climate Change: Partisan Polarization Widens in the U.S. » *Environment: Science and Policy for Sustainable Development* 58.5 (2016): 4-23.
- ELLIOTT, E. Donald. « Why the U.S. Does Not Have a Renewable Energy Policy ». *Faculty Scholarship Series*. Paper 5007. Yale Law School Faculty Scholarship (2013): 8.
- Eshbaugh-Soha, Matthew. « The Conditioning Effects of Policy Salience and Complexity on American Political Institutions ». *Policy Studies Journal* 34.2 (2006): 223-243.
- Falkner, Robert. « American Hegemony and the Global Environment ». *International Studies Review* 7.4 (2005): 585-599.
- Geoffron, Patrice, et Sophie Méritet. « Effets internes et externes du développement des hydrocarbures non conventionnels aux États-Unis: bilan d'étape et perspectives ». *Revue d'économie industrielle* 148 (2014): 105-131.
- Geoffron, Patrice, et Sophie Meritet. « Effets présents et futurs de l'exploitation des hydrocarbures de schiste aux États-Unis ». *Géoéconomie* 72 (2014): 85-99.
- Germain, Valentin. « Détroit d'Ormuz, un passage stratégique », 2 juill. 2013. En ligne. Internet. 4 janv. 2019. Available: <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Detroit-d-Ormuz-un-passage-strategique.html>.
- Goldstein, Bernard D., Jill Kriesky, et Barbara Pavliakova. « Missing from the Table: Role of the Environmental Public Health Community in Governmental Advisory Commissions Related to Marcellus Shale Drilling ». *Environmental Health Perspectives* 120.4 (2012): 483-486.
- Goldstein, Joel K. « Edmund S. Muskie: The Environmental Leader and Champion », 2015. En ligne. Internet. 11 avr. 2017. Available: <https://mainelaw.maine.edu/academics/wp-content/uploads/sites/3/10-Goldstein.pdf>.
- Gorski, Irena, et Brian S. Schwartz. « Environmental Health Concerns from Unconventional Natural Gas Development ». *Oxford Research Encyclopedia of Global Public Health* (2019). En ligne. Internet. 16 mai 2019. Available: <http://oxfordre.com/publichealth/view/10.1093/acrefore/9780190632366.001.0001/acrefore-9780190632366-e-44>.
- Hansen, Anders. « The Media and the Social Construction of the Environment ». *Media, Culture & Society* 13.4 (1991): 443-458.
- Hare, Christopher, et Keith T. Poole. « The Polarization of Contemporary American Politics ». *Polity* 46.3 (2014): 411-429.
- Hill, Lee Ann L. et al. « Temporal and Spatial Trends of Conventional and Unconventional Oil and Gas Waste Management in Pennsylvania, 1991–2017 ». *Science of The Total Environment* 674 (2019): 623-636.
- Howarth, Robert W., Renee Santoro, et Anthony Ingraffea. « Methane and the Greenhouse-Gas Footprint of Natural Gas from Shale Formations: A Letter ». *Climatic Change* 106.4 (2011): 679-690.
- Humphreys, Ashlee, et Craig J. Thompson. « Branding Disaster: Reestablishing Trust through the Ideological Containment of Systemic Risk Anxieties ». *Journal of Consumer Research* 41.4 (2014): 877-910.
- Jacques, Peter J., Riley E. Dunlap, et Mark Freeman. « The Organisation of Denial: Conservative Think Tanks and Environmental Scepticism ». *Environmental Politics* 17.3 (2008): 349-385.
- Jafalian, Annie. « L'Oléoduc Bakou-Ceyhan: paradoxes et cohérence de la stratégie américaine des pipelines ». *Politique étrangère* 69.1 (2004): 151-163.
- Jansen, Sabine. « Du Leadership à une hégémonie décomplexée ». *États-Unis: Cavalier seul* 98. Questions internationales (2019): 127.
- Jenner, Eric. « News Photographs and Environmental Agenda Setting: Jenner: News Photographs and Environmental Agenda Setting ». *Policy Studies Journal* 40.2 (2012): 274-301.
- Kandel, Maya. « La Politique étrangère de l'administration Trump: un nouveau modèle ». *États-Unis: Cavalier seul* 98. Questions internationales (2019).
- . « Révolution énergétique, mépris environnemental, déni climatique ». *États-Unis: Cavalier seul* 98. Questions internationales (2019).
- Kellner, Thierry, et Mohammad-Reza Djalili. « Au Centre pétrolier du monde: le golfe Persique ». *Outre-Terre* no 14.1 (2006): 341-375.



- Kim, Sung Eun, et Johannes Urpelainen. « The Polarization of American Environmental Policy: A Regression Discontinuity Analysis of Senate and House Votes, 1971-2013: The Polarization of American Environmental Policy ». *Review of Policy Research* (2017). En ligne. Internet. 30 avr. 2017. Available: <http://doi.wiley.com/10.1111/ropr.12238>.
- Kraft, Michael E., et Norman J. Vig. « Environmental Policy in the Reagan Presidency ». *Political Science Quarterly* 99.3 (1984): 415-439.
- Krause, Rachel M. « Policy Innovation, Intergovernmental Relations, and the Adoption of Climate Protection Initiatives by U.S. Cities ». *Journal of Urban Affairs* 33.1 (2011): 45-60.
- Layman, Geoffrey C., Thomas M. Carsey, et Juliana Menasce Horowitz. « Party Polarization in American Politics: Characteristics, Causes, and Consequences ». *Annual Review of Political Science* 9.1 (2006): 83-110.
- Lepesant, Gilles. « La Transition énergétique face au défi des métaux critiques » (2018): 56.
- L'Huillier, Hervé. « Les Chinois à la conquête des hydrocarbures de la planète: esquisse d'une approche intégrée ». *Revue internationale et stratégique* 65.1 (2007): 37.
- Lowry, William R. « Disentangling Energy Policy from Environmental Policy ». *Social Science Quarterly* 89.5 (2008): 1195-1211.
- Lowry, William R., et Mark Joslyn. « The Determinants of Salience of Energy Issues: The Determinants of Salience of Energy Issues ». *Review of Policy Research* 31.3 (2014): 153-172.
- Lutsey, Nicholas, et Daniel Sperling. « America's Bottom-up Climate Change Mitigation Policy ». *Energy Policy* 36.2 (2008): 673-685.
- Mahrane, Yannick et al. « De la Nature à la biosphère: l'invention politique de l'environnement global, 1945-1972 ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 113.1 (2012): 127.
- Malin, Stephanie A., et Kathryn Teigen De Master. « A Devil's Bargain: Rural Environmental Injustices and Hydraulic Fracturing on Pennsylvania's Farms ». *Journal of Rural Studies* 47 (2016): 278-290.
- Martin, Pierre, et François Vaillancourt. « Les États-Unis, le Canada et la grande récession de 2007-2009: un continent, deux ensembles de politiques économiques ». *Revue LISA/LISA e-journal. Littératures, Histoire des Idées, Images, Sociétés du Monde Anglophone – Literature, History of Ideas, Images and Societies of the English-speaking World* vol. XIII-n°2 (2015). En ligne. Internet. 3 oct. 2018. Available: <http://journals.openedition.org/lisa/8307>.
- McCright, Aaron M., et Riley E. Dunlap. « Anti-Reflexivity: The American Conservative Movement's Success in Undermining Climate Science and Policy ». *Theory, Culture & Society* 27.2-3 (2010): 100-133.
- . « The Politicization of Climate Change and Polarization in the American Public's Views of Global Warming, 2001-2010: Polarization on Global Warming ». *Sociological Quarterly* 52.2 (2011): 155-194.
- Merenne-Schoumaker, Bernadette. « Géopolitiques des ressources stratégiques. énergies et minerais ». *Carto*, avr. 2014: 82.
- Meritet, Sophie. « La Nouvelle révolution ou la renaissance des États-Unis ». *Outre-Terre* 38 (2014): 29-65.
- . « L'Énergie est-elle un driver important de la politique étrangère américaine ? » *Revue internationale et stratégique* 104.4 (2016): 81.
- Millender, Erin. « Obama, le premier président « vert » des États-Unis ». *Revue internationale et stratégique* 76.4 (2009): 127.
- Motyka, Marlene et al. « Energy Study of Business and Residential Consumers ». *Deloitte*, juin 2019. En ligne. Internet. 27 mai 2020. Available: <https://www2.deloitte.com/us/en/insights/industry/power-and-utilities/energy-study-of-businesses-and-residential-consumers.html>.
- Nardon, Laurence. « Les États-Unis vers l'indépendance énergétique ? » *Politique étrangère* Eté.2 (2013): 27-39.
- Nye, Joseph S. « The Changing Geopolitics of Energy ». *Project Syndicate*, 1 nov. 2017. En ligne. Internet. 7 déc. 2018. Available: <https://www.project-syndicate.org/commentary/shale-energy-geopolitical-consequences-by-joseph-s--nye-2017-11>.
- O'Neill, S. J., et M. Boykoff. « Climate Denier, Skeptic, or Contrarian? » *Proceedings of the National Academy of Sciences* 107.39 (2010): E151-E151.
- O'Sullivan, Meghan, Indra Overland, et David Sandalow. « The Geopolitics of Renewable Energy ». *SSRN Electronic Journal* (2017). En ligne. Internet. 16 févr. 2019. Available: <https://www.ssrn.com/abstract=2998305>.
- Peeters, Wouter, Lisa Diependaele, et Sigrid Sterckx. « Moral Disengagement and the Motivational Gap in Climate Change ». *Ethical Theory and Moral Practice* 22.2 (2019): 425-447.
- Percebois, Jacques. « Les Prix de l'énergie et la compétitivité de l'industrie chimique européenne ». *Annales des Mines - Realites industrielles* Mai 2015.2 (2015): 48-52.
- Rabe, B. « Environmental Policy and the Bush Era: The Collision Between the Administrative Presidency and State Experimentation ». *Publius: The Journal of Federalism* 37.3 (2007): 413-431.
- Rabe, Barry. « Contested Federalism and American Climate Policy ». *Publius: The Journal of Federalism* 41.3 (2011): 494-521.
- Rabe, Barry G. « States on Steroids: The Intergovernmental Odyssey of American Climate Policy ». *Review of Policy Research* 25.2 (2008): 105-128.
- Rhodes, Jesse H. « Party Polarization and the Ascendance of Bipartisan Posturing as a Dominant Strategy in Presidential Rhetoric: Party Polarization and the Ascendance ». *Presidential Studies Quarterly* 44.1 (2014): 120-142.
- Ringquist, Evan J., Milena I. Neshkova, et Joseph Aamidor. « Campaign Promises, Democratic Governance, and Environmental Policy in the U.S. Congress ». *Policy Studies Journal* 41.2 (2013): 365-387.

- Riverstone-Newell, Lori. « The Rise of State Preemption Laws in Response to Local Policy Innovation ». *Publius: The Journal of Federalism* 47.3 (2017): 403-425.
- Roy, Olivier. « Caspienne: une histoire d'oléoduc, ou les illusions de la géostratégie ». *Critique internationale* 8.1 (2000): 36-44.
- S. Rosenberg, Emily. « Le « Modèle américain » de la consommation de masse ». Trans. Romain Huret. *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* 108 (2009): 111-142.
- Salomon, Erika, Jesse L. Preston, et Melanie B. Tannenbaum. « Climate Change Helplessness and the (De)Moralization of Individual Energy Behavior. » *Journal of Experimental Psychology: Applied* 23.1 (2017): 15-28.
- Specq, François. « Henry D. Thoreau et la naissance de l'idée de parc national ». *Ecologie & politique* 36.2 (2008): 29-40.
- Stine, Jeffrey K. « Environmental Policy During the Carter Presidency », 1998. En ligne. Internet. 17 avr. 2016. Available: <http://www.markstoll.net/HIST4323/2008/Stine%20-%20Environmental%20Policy%20during%20the%20Carter%20Presidency.pdf>.
- Winberg, Oscar. « Insult Politics: Donald Trump, Right-Wing Populism, and Incendiary Language ». *European journal of American studies* 12.12-2 (2017). En ligne. Internet. 3 juill. 2019. Available: <http://journals.openedition.org/ejas/12132>.
- Woodall, Lauren. « The Administrative Presidency: Influencing Environmental Policy in the United States, 1970-2008.pdf », s. d. En ligne. Internet. 28 mars 2016. Available: <http://cspc.nonprofitsoapbox.com/storage/documents/Fellows2008/Woodall.pdf>.
- « The Power of the President ». *Center for American Progress* (2010): 8.

### **Sites Internet Gouvernementaux**

- Anders, Roger. « The Federal Energy Administration », nov. 1980. En ligne. Internet. 17 avr. 2016. Available: <http://energy.gov/sites/prod/files/FEA%20History.pdf>.
- Buck, Alice. « ERDA History.pdf », mars 1982. En ligne. Internet. 13 avr. 2017. Available: <https://www.energy.gov/sites/prod/files/ERDA%20History.pdf>.
- Bureau of Labor Statistics. « Databases, Tables & Calculators by Subject », 12 avr. 2019. En ligne. Internet. 12 avr. 2019. Available: [https://data.bls.gov/timeseries/LASST420000000000003?amp%253bdata\\_tool=XGtable&output\\_view=data&include\\_graphs=true](https://data.bls.gov/timeseries/LASST420000000000003?amp%253bdata_tool=XGtable&output_view=data&include_graphs=true).
- . « Green Jobs : U.S. Bureau of Labor Statistics », s. d. En ligne. Internet. 16 mars 2020. Available: <https://www.bls.gov/green/>.
- . « Shale Gas Production and Labor Market Trends in the U.S. Marcellus–Utica Region Over the Last Decade: Monthly Labor Review: U.S. Bureau of Labor Statistics », août 2018. En ligne. Internet. 25 avr. 2019. Available: <https://www.bls.gov/opub/mlr/2018/article/shale-gas-production-and-labor-market-trends-in-the-us-marcellus-utica-region-over-the-last-decade.htm>.
- . « The Marcellus Shale Gas Boom in Pennsylvania: Employment and Wage Trends: Monthly Labor Review: U.S. Bureau of Labor Statistics », févr. 2014. En ligne. Internet. 12 juin 2015. Available: <http://www.bls.gov/opub/mlr/2014/article/the-marcellus-shale-gas-boom-in-pennsylvania.htm>.
- . « Unemployment Continued Its Downward Trend in 2013: Monthly Labor Review: U.S. Bureau of Labor Statistics », avr. 2014. En ligne. Internet. 23 oct. 2018. Available: <https://www.bls.gov/opub/mlr/2014/article/unemployment-continued-its-downward-trend-in-2013.htm>.
- Bureau of Land Management. « BLM Rescinds Rule on Hydraulic Fracturing ». Text, 28 déc. 2017. En ligne. Internet. 22 juill. 2020. Available: <https://www.blm.gov/press-release/blm-rescinds-rule-hydraulic-fracturing>.
- . « Oil and Gas; Hydraulic Fracturing on Federal and Indian Lands ». *Federal Register*, 26 mars 2015. En ligne. Internet. 28 mai 2019. Available: <https://www.federalregister.gov/documents/2015/03/26/2015-06658/oil-and-gas-hydraulic-fracturing-on-federal-and-indian-lands>.
- Bureau of Ocean Energy Management. « 2019– 2024 Outer Continental Shelf Oil and Gas Leasing » (s. d.): 3.
- . « National Program Learn », s. d. En ligne. Internet. 22 août 2019. Available: <https://www.boem.gov/National-Program-Learn/#regionalmaps>.
- California Air Resources Board. « Zero-Emission Vehicle Program ». *ww2.arb.ca.gov*, s. d. En ligne. Internet. 14 août 2020. Available: <https://ww2.arb.ca.gov/our-work/programs/zero-emission-vehicle-program/about>.
- City of Boulder. « 2020 City of Boulder Energy Conservation Code », 2020. En ligne. Internet. 2 sept. 2020. Available: <https://bouldercolorado.gov/plan-develop/energy-conservation-codes>.
- . « Boulder's Climate Commitment », 2017. En ligne. Internet. 2 avr. 2019. Available: [https://www-static.bouldercolorado.gov/docs/City\\_of\\_Boulder\\_Climate\\_Commitment\\_5.9.2017-1-201705091634.pdf?\\_ga=2.14174260.2080329363.1554139387-1446411360.1554139387](https://www-static.bouldercolorado.gov/docs/City_of_Boulder_Climate_Commitment_5.9.2017-1-201705091634.pdf?_ga=2.14174260.2080329363.1554139387-1446411360.1554139387).
- . « Energy », s. d. En ligne. Internet. 20 août 2020. Available: <https://bouldercolorado.gov/climate/energy-future>.
- . « Resilience », s. d. En ligne. Internet. 23 août 2020. Available: <https://bouldercolorado.gov/resilience>.

- City of Chicago. « Resilient Chicago ». *Resilient Chicago*, s. d. En ligne. Internet. 20 août 2020. Available: <https://resilient.chicago.gov/>.
- City of Dallas- Office of Environmental Quality & Sustainability. « Dallas Climate Action ». *Dallas Climate*, s. d. En ligne. Internet. 19 août 2020. Available: <https://www.dallasclimateaction.com>.
- City of Del Mar. « Climate Action Plan ». *Del Mar, CA - Official Website*, 2016. En ligne. Internet. 20 août 2020. Available: <https://www.delmar.ca.us/699/Climate-Action-Plan>.
- City of Houston. « Climate Action Plan », s. d. En ligne. Internet. 19 août 2020. Available: <http://greenhoustontx.gov/climateactionplan/>.
- City of New York. « NYC Retrofit Accelerator », s. d. En ligne. Internet. 20 août 2020. Available: <https://retrofitaccelerator.cityofnewyork.us/>.
- City of Oakland. « Oakland 2030 Equitable Climate Action Plan (ECAP) ». *City of Oakland*, s. d. En ligne. Internet. 19 août 2020. Available: <https://www.oaklandca.gov/projects/2030ecap>.
- City of Pittsburgh. « Ordinance Supplementing the Pittsburgh Code, Title Six, Conduct, Article 1 Regulated Rights and Actions, by Adding Chapter 618 Entitled Marcellus Shale Natural Gas Drilling. », 16 nov. 2010. En ligne. Internet. 25 juill. 2020. Available: <https://pittsburgh.legistar.com/LegislationDetail.aspx?ID=766814&GUID=3306C0FD-CF64-4F19-9D73-052C69CB9738>.
- City of Portland. « Portland Clean Energy Community Benefits Fund (PCEF) ». *Portland.gov*, s. d. En ligne. Internet. 22 août 2020. Available: <https://www.portland.gov/bps/cleanenergy>.
- Colorado General Assembly. « Just Transition from Coal-Based Electrical Energy Economy », 2019. En ligne. Internet. 13 août 2020. Available: <https://leg.colorado.gov/bills/hb19-1314>.
- Congressional Research Service. *Five-Year Offshore Oil and Gas Leasing Program for 2019-2024: Status and Issues in Brief*, août 6, 2019.
- DeGette, Diana. « H.R.4014 - 116th Congress (2019-2020): Fracturing Responsibility and Awareness of Chemicals Act of 2019 ». Webpage, 26 juill. 2019. 2019/2020. En ligne. Internet. 22 juill. 2020. Available: <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/4014>.
- DEP, PA. « PA DEP 2017 Oil and Gas Annual Report », 2018. En ligne. Internet. 3 avr. 2019. Available: <https://www.depgis.state.pa.us/2017oilandgasannualreport/>.
- Department of Environmental Protection. « Centralia Frequently Asked Questions », s. d. En ligne. Internet. 25 nov. 2019. Available: <http://files.dep.state.pa.us/Mining/Abandoned%20Mine%20Reclamation/AbandonedMinePortalFiles/Centralia/CentraliaFrequentlyAskedQuestions.pdf>.
- . « Centralia Mine Fire Resources ». *Department of Environmental Protection*, s. d. En ligne. Internet. 25 nov. 2019. Available: <https://www.dep.pa.gov/443/Business/Land/Mining/AbandonedMineReclamation/AMLProgramInformation/Centralia/Pages/default.aspx>.
- . « PA Mining History ». *Department of Environmental Protection*, s. d. En ligne. Internet. 4 avr. 2019. Available: <https://www.dep.pa.gov/443/Business/Land/Mining/Pages/PA-Mining-History.aspx>.
- Department of State. « U.S. Relations With Venezuela ». *United States Department of State*, 6 juill. 2020. En ligne. Internet. 19 juill. 2020. Available: <https://www.state.gov/u-s-relations-with-venezuela/>.
- Dernbach, John C., James May, et Kenneth Kristl. « Robinson Township v. Commonwealth of Pennsylvania: Examination and Implications ». *SSRN Electronic Journal* (2014). En ligne. Internet. 29 mai 2019. Available: <http://www.ssrn.com/abstract=2412657>.
- Durr, Sara. « Mayors Strongly Oppose Withdrawal from Paris Climate Accord ». *United States Conference of Mayors*, 1 juin 2017. En ligne. Internet. 24 mars 2019. Available: <https://www.usmayors.org/2017/06/01/mayors-strongly-oppose-withdrawal-from-paris-climate-accord/>.
- European Union. « Shedding Light on Energy on the Eu: From Where Do We Import Energy and How Dependent Are We? » Eurostat. *Shedding light on energy on the EU*, 2020. En ligne. Internet. 15 juill. 2020. Available: <https://ec.europa.eu/eurostat/cache/infographs/energy/bloc-2c.html>.
- Eurostat. « Eu Imports of Energy Products - Recent Developments », juin 2020. En ligne. Internet. 16 juill. 2020. Available: <https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/pdfscache/46126.pdf>.
- Executive Office of the President. « A Retrospective Assessment of Clean Energy Investments in the Recovery Act », févr. 2016. En ligne. Internet. 8 oct. 2018. Available: [https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/page/files/20160225\\_cea\\_final\\_clean\\_energy\\_report.pdf](https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/page/files/20160225_cea_final_clean_energy_report.pdf).
- . « The All-of-the-Above Energy Strategy as a Path to Sustainable Economic Growth.pdf », juill. 2014. En ligne. Internet. 29 août 2019. Available: [https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/aota\\_report\\_updated\\_july\\_2014.pdf](https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/aota_report_updated_july_2014.pdf).
- Forest Service, USDA. « Special Areas; State Petitions for Inventoried Roadless Area Management ». *Federal Register*, 13 mai 2005. En ligne. Internet. 20 sept. 2020. Available: <https://www.federalregister.gov/documents/2005/05/13/05-9349/special-areas-state-petitions-for-inventoried-roadless-area-management>.

- Furman, Jason, et Jim Stock. « The All-of-the-Above Energy Strategy as a Path to Sustainable Economic Growth ». *whitehouse.gov*, 29 mai 2014. En ligne. Internet. 13 avr. 2016. Available: <https://www.whitehouse.gov/blog/2014/05/29/new-report-all-above-energy-strategy-path-sustainable-economic-growth>.
- Gouvernement.fr. « La COP 21 », 15 mai 2017. En ligne. Internet. 22 déc. 2017. Available: <http://www.gouvernement.fr/action/la-cop-21>.
- Hoboken City Hall. « Transportation and Parking », s. d. En ligne. Internet. 20 août 2020. Available: <https://www.hobokennj.gov/departments/transportation-and-parking>.
- Holdren, John P., et Dan Utech. « America is Building a Clean-Energy Economy with Unprecedented Momentum ». *whitehouse.gov*, 3 mars 2016. En ligne. Internet. 13 avr. 2016. Available: <https://www.whitehouse.gov/blog/2016/03/03/america-building-clean-energy-economy-unprecedented-momentum>.
- Intergovernmental Panel on Climate Change, éd. « Detection and Attribution of Climate Change: from Global to Regional ». In *Climate Change 2013 - The Physical Science Basis*. 867-952. Cambridge: Cambridge University Press, 2014. En ligne. Internet. 5 févr. 2020. Available: [https://www.cambridge.org/core/product/identifiant/CBO9781107415324A030/type/book\\_part](https://www.cambridge.org/core/product/identifiant/CBO9781107415324A030/type/book_part).
- International Energy Agency. « CO2 Emissions from Fuel Combustion 2019 - Highlights » (2019): 165.
- . « Emissions », mars 2019. En ligne. Internet. 16 sept. 2019. Available: <https://www.iea.org/geco/emissions/>.
- . « Energy Policies of IEA Countries The United States 2014 Review. Executive Summary. », 2014. En ligne. Internet. 23 mars 2016. Available: <http://www.iea.org/Textbase/npsum/US2014sum.pdf>.
- . « Global Energy & Co2 Status Report the Latest Trends in Energy and Emissions in 2018 », 2018. En ligne. Internet. 12 déc. 2018. Available: <https://www.iea.org/geco/>.
- . « Global Energy Review 2019: The Latest Trends in Energy and Emissions in 2019 » (2020). En ligne. Internet. 7 juill. 2020. Available: [https://www.oecd-ilibrary.org/energy/global-energy-review-2019\\_90c8c125-en](https://www.oecd-ilibrary.org/energy/global-energy-review-2019_90c8c125-en).
- . « Global Energy Review 2020: The Impacts of the Covid-19 Crisis on Global Energy Demand and CO2 Emissions » (2020). En ligne. Internet. 7 juill. 2020. Available: [https://www.oecd-ilibrary.org/energy/global-energy-review-2020\\_a60abf2-en](https://www.oecd-ilibrary.org/energy/global-energy-review-2020_a60abf2-en).
- . « IEA Atlas of Energy », 2019. En ligne. Internet. 6 déc. 2018. Available: <http://energyatlas.iea.org/#!/tellmap/-1920537974>.
- . « Key World Energy Statistics 2018 », 2018.
- . « Key World Energy Statistics 2019 ». *IEA*, sept. 2019. Available: <https://webstore.iea.org/download/direct/2831>.
- . « Nuclear Power in a Clean Energy System – Analysis ». *IEA*, mai 2019. En ligne. Internet. 10 juill. 2020. Available: <https://www.iea.org/reports/nuclear-power-in-a-clean-energy-system>.
- . « World Energy Outlook- Are We Entering a Golden Age of Gas? », 2011. En ligne. Internet. 21 déc. 2018. Available: <https://webstore.iea.org/download/direct/609>.
- International Renewable Energy Agency. « Renewable Energy and Jobs Annual Review 2015 » (2015): 16.
- . « Renewable Energy Statistics 2020 ». *IRENA-International Renewable Energy Agency*, juill. 2020. Available: <https://www.irena.org/publications/2020/Jul/Renewable-energy-statistics-2020>.
- Kennedy, John F. « Special Message to the Congress on Conservation. », 1 mars 1962. En ligne. Internet. 25 nov. 2019. Available: <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/special-message-the-congress-conservation>.
- Koffman, Rebecca. « New Numbers Show Greater Portland Recycling down in 2016 ». *Metro*, 1 déc. 2017. En ligne. Internet. 28 mars 2019. Available: <https://www.oregonmetro.gov/news/new-numbers-show-greater-portland-recycling-down-2016>.
- Marketos, Cassandra. « Here's Why the U.S. and China Are Signing the Historic Paris Agreement on Earth Day ». *whitehouse.gov*, 31 mars 2016. En ligne. Internet. 13 avr. 2016. Available: <https://www.whitehouse.gov/blog/2016/03/31/heres-why-us-and-china-are-signing-historic-paris-agreement-earth-day>.
- Morand-Deville, Jacqueline. « L'Environnement dans les constitutions étrangères ». *Conseil constitutionnel*, 2014. En ligne. Internet. 9 janv. 2020. Available: <https://www.conseil-constitutionnel.fr/nouveaux-cahiers-du-conseil-constitutionnel/l-environnement-dans-les-constitutions-etrangees>.
- National Conference of State Legislatures. « State Renewable Portfolio Standards and Goals », 2017. En ligne. Internet. 6 mars 2019. Available: <http://www.ncsl.org/research/energy/renewable-portfolio-standards.aspx>.
- National Park Service. « Theodore Roosevelt and Conservation - Theodore Roosevelt National Park (U.S. National Park Service) », 16 nov. 2017. En ligne. Internet. 9 août 2017. Available: <https://www.nps.gov/thro/learn/historyculture/theodore-roosevelt-and-conservation.htm>.
- National Renewable Energy Laboratory, et U.S Department of Energy. « City-Level Energy Decision Making: Data Use in Energy Planning, Implementation, and Evaluation in U.S. Cities », juill. 2015. En ligne. Internet. 22 avr. 2016. Available: <http://www.nrel.gov/docs/fy15osti/64128.pdf>.
- National Service Center for Environmental Publications. « EPA Journal, Volume 14, Number 6, July/August 1988 », août 1988. En ligne. Internet. 18 janv. 2017. Available: <https://nepis.epa.gov/Exe/ZyNET.exe/93000F5C.txt?ZyActionD=ZyDocument&Client=EPA&Index=1986%20Thru%201990&Docs=&Query=&Time=&EndTime=&SearchMethod=1&TocRestrict=n&Toc=&TocEntry=&QField=&QFieldYear=&QFieldMonth=&QFieldDay=&UseQField=&IntQFieldOp=0&ExtQFieldOp=0&XmlQuery=&File=D%3A%5>

CZYFILES%5CINDEX%20DATA%5C86THRU90%5CTXT%5C0000029%5C93000F5C.txt&User=ANONYMOUS&Password=anonymous&SortMethod=h%7C-&MaximumDocuments=1&FuzzyDegree=0&ImageQuality=r75g8/r75g8/x150y150g16/i425&Display=hpfr&DefSeekPage=x&SearchBack=ZyActionL&Back=ZyActionS&BackDesc=Results%20page&MaximumPages=1&ZyEntry=4#.

Nations Unies. « Agir sur les changements climatiques: portail du système des Nations unies », s. d. En ligne. Internet. 22 déc. 2017. Available: <http://www.un.org/fr/climatechange/ipccreports.shtml>.

———. « Convention-cadre des nations unies sur les changements climatiques », 1992. En ligne. Internet. 4 févr. 2020. Available: <https://unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf>.

———. « Déclaration de Rio sur l’environnement et le développement », juin 1992. En ligne. Internet. 19 déc. 2017. Available: <http://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm>.

———. « Indicateurs du millénaire ». *Indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le développement*, juill. 2015. En ligne. Internet. 28 mai 2020. Available: <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/SeriesDetail.aspx?srid=752>.

———. « Les Changements climatiques ». *un.org*, s. d. En ligne. Internet. 4 févr. 2020. Available: <https://www.un.org/fr/sections/issues-depth/climate-change/index.html>.

———. « Portail du système des Nations unies », s. d. En ligne. Internet. 23 déc. 2017. Available: <http://www.un.org/fr/climatechange/sg.shtml>.

———. « Sommet mondial pour le développement durable - 17e séance plénière », 4 sept. 2002. En ligne. Internet. 20 déc. 2017. Available: <http://www.un.org/french/events/wssd/coverage/summaries/envdev33.htm>.

NC Clean Energy Technology Center. « Database of State Incentives for Renewables & Efficiency® ». *DSIRE*, s. d. En ligne. Internet. 5 août 2020. Available: <https://www.dsireusa.org/>.

———. « Here’s Our Updated Map of #renewable Portfolio Standard for 50 States. You Will Notice Interesting Trends. Like Always, Let Us Know If We Missed Anything. » Tweet. @dsireusa, 23 oct. 2018. En ligne. Internet. 17 sept. 2019. Available: <https://twitter.com/dsireusa/status/1054886435524931591>.

———. « Renewable-Portfolio-Standards-2018 », oct. 2018. En ligne. Internet. 6 mars 2019. Available: <http://ncsolarcenterprod.s3.amazonaws.com/wp-content/uploads/2018/10/Renewable-Portfolio-Standards-2018.pdf>.

Nelson, Jon. « NASA-led Study Solves a Methane Puzzle ». Text. *NASA*, 2 janv. 2018. En ligne. Internet. 14 mai 2019. Available: <http://www.nasa.gov/feature/jpl/nasa-led-study-solves-a-methane-puzzle>.

NOAA Office for Coastal Management. « Economics and Demographics ». <https://coast.noaa.gov>, 2020. En ligne. Internet. 17 août 2020. Available: <https://coast.noaa.gov/states/fast-facts/economics-and-demographics.html>.

Office of Management and Budget. « A Budget for America’s Future. Major Savings and Reforms- Fiscal Year 2021 », 2020. En ligne. Internet. 12 août 2020. Available: [https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2020/02/msar\\_fy21.pdf](https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2020/02/msar_fy21.pdf).

Office of Scientific and Technical Information. « Midwestern Greenhouse Gas Reduction Accord », 2007. En ligne. Internet. 14 août 2020. Available: <https://www.osti.gov/biblio/21036864-midwestern-greenhouse-gas-reduction-accord>.

Office of the Press Secretary. « U.S.-China Joint Announcement on Climate Change ». *whitehouse.gov*, 11 nov. 2014. En ligne. Internet. 24 sept. 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/11/11/us-china-joint-announcement-climate-change>.

ONU Environnement. « A propos de l’ONU environnement ». *UN Environment*, s. d. En ligne. Internet. 19 déc. 2017. Available: <https://www.unenvironment.org/fr/propos-de-lonu-environnement>.

PA Government. « Wolf Admin. Release New Natural Gas Permits to Reduce Air Pollution ». *Governor Tom Wolf*, 7 juin 2018. En ligne. Internet. 15 mai 2019. Available: <https://www.governor.pa.gov/wolf-administration-continues-implementation-methane-reduction-strategy-releasing-new-natural-gas-permits-reduce-air-pollution/>.

Pennsylvania Department of Environmental Protection. « Review of Seismic Events in Lawrence County Pennsylvania.pdf », janv. 2017. En ligne. Internet. 28 mai 2019. Available: [http://www.depgreenport.state.pa.us/elibrary/PDFProvider.ashx?action=PDFStream&docID=6096&chksum=&revision=0&docName=8100-RE-DEP4711\\_new.pdf&nativeExt=pdf&PromptToSave=False&Size=697943&ViewerMode=2&overlay=0](http://www.depgreenport.state.pa.us/elibrary/PDFProvider.ashx?action=PDFStream&docID=6096&chksum=&revision=0&docName=8100-RE-DEP4711_new.pdf&nativeExt=pdf&PromptToSave=False&Size=697943&ViewerMode=2&overlay=0).

———. « RGGI ». *Department of Environmental Protection*, s. d. En ligne. Internet. 26 juill. 2020. Available: <https://www.dep.pa.gov/443/Citizens/climate/Pages/RGGI.aspx>.

Pennsylvania Department of State. « State Details ». *Pennsylvania Pressroom*, 12 déc. 2016. En ligne. Internet. 29 juill. 2020. Available: <https://www.media.pa.gov/443/Pages/State-Details.aspx?newsid=207>.

Pennsylvania Historical & Museum Commission. « 1861-1945: Era of Industrial Ascendancy », 26 août 2015. En ligne. Internet. 12 avr. 2019. Available: <http://www.phmc.state.pa.us/portal/communities/pa-history/1861-1945.html>.

———. « 1945-2013: Maturity | PHMC > Pennsylvania History », 26 août 2015. En ligne. Internet. 8 avr. 2019. Available: <http://www.phmc.state.pa.us/portal/communities/pa-history/1945-2013.html>.

Phil Weiser. « “Boulder Is for Startups” ». *whitehouse.gov*, 11 mai 2011. En ligne. Internet. 3 oct. 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/blog/2011/05/11/boulder-startups>.

Portland Bureau of Planning and Sustainability. « City of Portland and Multnomah County. Climate Action Plan Progress Report. APRIL 2017 », avr. 2017. En ligne. Internet. 28 mars 2019. Available: <https://www.portlandoregon.gov/bps/article/636700>.

- . « Portland Clean Energy Community Benefits Fund », s. d. En ligne. Internet. 28 mars 2019. Available: <https://www.portlandoregon.gov/bps/78729>.
- Portland Bureau of Planning and Sustainability, Multnomah Office of Sustainability. « City of Portland and Multnomah County. Climate Action Plan 2009 . Year Two Progress Report April 2012 », s. d. Available: <https://www.portlandoregon.gov/bps/article/393345>.
- Portland Bureau of Transportation. « Portland Bicycle Plan for 2030 | Bicycle Plan for 2030 | The City of Portland, Oregon », s. d. En ligne. Internet. 29 mars 2019. Available: <https://www.portlandoregon.gov/transportation/article/289122>.
- . « Tilikum Crossing: Bridge of the People », s. d. En ligne. Internet. 1 sept. 2020. Available: <https://www.portlandoregon.gov/transportation/68548>.
- Rome, Adam. « Conservation, Preservation and Environmental Activism: A Survey of the Historical Literature », 16 janv. 2003. En ligne. Internet. 10 avr. 2016. Available: <https://www.nps.gov/parkhistory/hisnps/NPSThinking/nps-oah.htm>.
- Somanader, Tonya. « Follow Along: A Global Agreement to Act on Climate ». *whitehouse.gov*, 14 déc. 2015. En ligne. Internet. 13 avr. 2016. Available: <https://www.whitehouse.gov/blog/2015/11/24/follow-along-global-agreement-act-climate>.
- State of California. « History ». *California Air Resources Board*, s. d. En ligne. Internet. 30 sept. 2020. Available: <https://ww2.arb.ca.gov/about/history>.
- . « State Zero-Emission Vehicle Programs Memorandum of Understanding », 24 oct. 2013. Available: <file:///C:/Users/beatr/AppData/Local/Temp/zev-mou-10-governors-signed-20191120-2.pdf>.
- The Library of Congress. « Evolution of the Conservation Movement, 1850-1920 ». *Library of Congress*, s. d. En ligne. Internet. 4 nov. 2016. Available: [http://memory.loc.gov/cgi-bin/ampage?collId=amrv1&fileName=v1001/amrv1v1001.db&recNum=0&itemLink=r?ammem/consrvbib:@field\(NUMBER+@band\(amrv1+v1001\)\)&linkText=0](http://memory.loc.gov/cgi-bin/ampage?collId=amrv1&fileName=v1001/amrv1v1001.db&recNum=0&itemLink=r?ammem/consrvbib:@field(NUMBER+@band(amrv1+v1001))&linkText=0).
- The U.S. National Archives and Records Administration. « Barack Obama Executive Orders Disposition Tables », s. d. En ligne. Internet. 24 avr. 2016. Available: <http://www.archives.gov/federal-register/executive-orders/obama.html>.
- . « Executive Order 12291 », 17 févr. 1981. En ligne. Internet. 13 sept. 2018. Available: <https://www.archives.gov/federal-register/codification/executive-order/12291.html>.
- . « The Bill of Rights: A Transcription ». *National Archives*, 1789. En ligne. Internet. 12 oct. 2017. Available: <https://www.archives.gov/founding-docs/bill-of-rights-transcript>.
- . « The Declaration of Independence ». *National Archives*, 12 oct. 2016. En ligne. Internet. 20 oct. 2016. Available: <https://www.archives.gov/founding-docs/declaration>.
- The White House. « A Historic Commitment to Protecting the Environment and Addressing the Impacts of Climate Change ». *whitehouse.gov*, 15 déc. 2015. En ligne. Internet. 8 oct. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-record/climate>.
- . « About CEQ », s. d. En ligne. Internet. 31 août 2017. Available: <https://www.whitehouse.gov/ceq/about>.
- . « Environmental Actions by President Clinton and Vice President Gore », s. d. En ligne. Internet. 31 janv. 2018. Available: <https://clintonwhitehouse4.archives.gov/CEQ/earthday/ch13.html>.
- . « Office of Management and Budget ». *The White House*, s. d. En ligne. Internet. 6 sept. 2018. Available: <https://www.whitehouse.gov/omb/>.
- . « President Donald J. Trump Is Unleashing American Energy Dominance ». *The White House*, 14 mai 2019. En ligne. Internet. 26 juin 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/president-donald-j-trump-unleashing-american-energy-dominance/>.
- . « President Obama Announces National Fuel Efficiency Policy ». *whitehouse.gov*, 19 mai 2009. En ligne. Internet. 12 oct. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/president-obama-announces-national-fuel-efficiency-policy>.
- . « President Obama to Announce Historic Carbon Pollution Standards for Power Plants ». *whitehouse.gov*, 3 août 2015. En ligne. Internet. 1 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/08/03/fact-sheet-president-obama-announce-historic-carbon-pollution-standards>.
- . « President Obama's 21st Century Clean Transportation System ». *whitehouse.gov*, 4 févr. 2016. En ligne. Internet. 16 nov. 2016. Available: <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2016/02/04/fact-sheet-president-obamas-21st-century-clean-transportation-system>.
- . « President Obama's Plan to Fight Climate Change ». *The White House*, 25 juin 2013. En ligne. Internet. 23 mars 2016. Available: <https://www.whitehouse.gov/node/225861>.
- . « President Trump Puts American Jobs First ». *The White House*, 1 juin 2017. En ligne. Internet. 16 sept. 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/president-trump-puts-american-jobs-first/>.
- . « President Trump's Energy Independence Policy ». *The White House*, 28 mars 2017. En ligne. Internet. 26 juin 2019. Available: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/president-trumps-energy-independence-policy/>.
- . « President's Obama Climate Action Plan. 2nd Anniversary Progress Report », juin 2015. En ligne. Internet. 6 nov. 2018. Available: [https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/cap\\_progress\\_report\\_final\\_w\\_cover.pdf](https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/cap_progress_report_final_w_cover.pdf).
- . « The Bush Record - Fact Sheet: President Bush Helped Americans Through Tax Relief », s. d. En ligne. Internet. 2 avr. 2020. Available: <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/infocus/bushrecord/factsheets/taxrelief.html>.

- . « The Recovery Act Made The Largest Single Investment In Clean Energy In History, Driving The Deployment Of Clean Energy, Promoting Energy Efficiency, And Supporting Manufacturing ». *whitehouse.gov*, 25 févr. 2016. En ligne. Internet. 5 oct. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/02/25/fact-sheet-recovery-act-made-largest-single-investment-clean-energy>.
- . « Weekly Address: Doubling Our Clean Energy Funding to Address the Challenge of Climate Change ». *whitehouse.gov*, 6 févr. 2016. En ligne. Internet. 24 avr. 2016. Available: <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2016/02/06/weekly-address-doubling-our-clean-energy-funding-address-challenge>.
- UN News. « Greta Thunberg Tells World Leaders “You Are Failing Us”, as Nations Announce Fresh Climate Action United Nations for Youth ». *United Nations Youth*, 24 sept. 2019. En ligne. Internet. 14 mai 2020. Available: <https://www.un.org/development/desa/youth/news/2019/09/greta-thunberg/>.
- United Nations. « United Nations Framework Convention on Climate Change ». [https://unfccc.int/files/essential\\_background/background\\_publications\\_htmlpdf/application/pdf/conveng.pdf](https://unfccc.int/files/essential_background/background_publications_htmlpdf/application/pdf/conveng.pdf), 1992.
- United Nations Human Settlements Programme. *Cities and Climate Change: Policy Directions: Global Report on Human Settlements*. Washington, DC: Earthscan, 2011.
- UNITED STATES HOUSE OF REPRESENTATIVES COMMITTEE ON ENERGY AND COMMERCE MINORITY STAFF. « Chemicals Used in Hydraulic Fracturing. Pdf », avr. 2011. En ligne. Internet. 24 avr. 2019. Available: [http://ecolo.org/documents/documents\\_in\\_english/gas-\\_Hydraulic-Fract-chemicals-2011-report.pdf](http://ecolo.org/documents/documents_in_english/gas-_Hydraulic-Fract-chemicals-2011-report.pdf).
- United States Senate. « U.S. Senate: Appropriations Bills », s. d. En ligne. Internet. 22 avr. 2018. Available: <https://www.senate.gov/legislative/appropsbills.htm>.
- . « U.S. Senate: Committees », s. d. En ligne. Internet. 28 févr. 2018. Available: [https://www.senate.gov/committees/committees\\_home.htm](https://www.senate.gov/committees/committees_home.htm).
- . « U.S. Senate: Party Division », s. d. En ligne. Internet. 1 oct. 2018. Available: <https://www.senate.gov/history/partydiv.htm>.
- U.S. Bureau of Labor Statistics. « The Marcellus Shale Gas Boom in Pennsylvania: Employment and Wage Trends ». *Monthly Labor Review*, 27 févr. 2014. En ligne. Internet. 15 avr. 2019. Available: <https://www.bls.gov/opub/mlr/2014/article/the-marcellus-shale-gas-boom-in-pennsylvania.htm>.
- U.S. Capitol Visitor Center. « What Congress Does ». *U.S. Capitol Visitor Center*, s. d. En ligne. Internet. 17 juin 2019. Available: <https://www.visitthecapitol.gov/about-congress/what-congress-does>.
- U.S. Census Bureau. « American FactFinder - Results », 19 avr. 2018. En ligne. Internet. 30 avr. 2019. Available: <https://factfinder.census.gov/faces/tableservices/jsf/pages/productview.xhtml?src=bkmk>.
- . « Estimated 7.58B People on Earth on World Population Day July 11 ». *U.S. Census Bureau*, 10 juill. 2019. En ligne. Internet. 8 juill. 2020. Available: <https://www.census.gov/library/stories/2019/07/estimated-seven-point-five-eight-billion-people-world-population-day-2019.html>.
- . « Luzerne County, Pennsylvania ». *U.S. Census Bureau*, s. d. En ligne. Internet. 29 juill. 2020. Available: <https://data.census.gov/cedsci/profile?q=Luzerne%20County,%20Pennsylvania&g=0500000US42079&tid=ACSDP1Y2018.DP05>.
- U.S. Census Bureau. « Pennsylvania ». *The United States Census Bureau*, s. d. En ligne. Internet. 4 août 2020. Available: <https://www.census.gov/search-results.html>.
- U.S. Census Bureau. « Poverty Status: POV-46 ». *U.S. Census Bureau*, s. d. En ligne. Internet. 6 août 2020. Available: <https://www.census.gov/data/tables/time-series/demo/income-poverty/cps-pov/pov-46.html>.
- . « Quick Facts: New York city, New York ». *U.S. Census Bureau*, s. d. En ligne. Internet. 1 oct. 2020. Available: <https://www.census.gov/quickfacts/newyorkcitynewyork>.
- . « U.S. Census Bureau Quick Facts: Austin city, Texas; Boulder County, Colorado ». *U.S. Census Bureau*, s. d. En ligne. Internet. 1 oct. 2020. Available: <https://www.census.gov/quickfacts/fact/table/bouldercitycolorado,portlandcityoregon,austincitytexas/PST045219>.
- . « U.S. Census Bureau QuickFacts: Pennsylvania ». *U.S. Census Bureau*, s. d. En ligne. Internet. 21 juill. 2020. Available: <https://www.census.gov/quickfacts/PA>.
- . « Who Drives to Work? Commuting by Automobile in the United States: 2013 - Acs-32.pdf », 2015. En ligne. Internet. 14 mai 2017. Available: <https://www.census.gov/library/publications/2015/acs/acs-32.html>.
- U.S. Climate Resilience Toolkit. « Coasts ». <https://toolkit.climate.gov>, 18 sept. 2019. En ligne. Internet. 17 août 2020. Available: <https://toolkit.climate.gov/topics/coastal-flood-risk>.
- US Department of Commerce, National Oceanic and Atmospheric Administration. « What Percentage of the American Population Lives Near the Coast? », 25 juin 2018. En ligne. Internet. 1 avr. 2019. Available: <https://oceanservice.noaa.gov/facts/population.html>.
- U.S. Department of Energy. « 2020 Utility-Scale Solar Goal Achieved ». *Energy.gov*, 12 sept. 2017. En ligne. Internet. 12 oct. 2018. Available: <https://www.energy.gov/eere/solar/articles/2020-utility-scale-solar-goal-achieved>.
- U.S. Department of Energy. « Department of Energy Announces Technology Commercialization Fund Projects ». *Energy.gov*, 22 août 2018. En ligne. Internet. 27 août 2019. Available: <https://www.energy.gov/articles/department-energy-announces-technology-commercialization-fund-projects>.

- U.S Department of Energy. « Department of Energy Authorizes Additional LNG Exports from Freeport LNG ». *Energy.gov*, 28 mai 2019. En ligne. Internet. 5 sept. 2019. Available: <https://www.energy.gov/articles/department-energy-authorizes-additional-lng-exports-freeport-lng>.
- . « Department of Energy Invests \$28 Million to Advance Cybersecurity of the Nation’s Critical Energy Infrastructure ». *Energy.gov*, 1 oct. 2018. En ligne. Internet. 27 août 2019. Available: <https://www.energy.gov/articles/department-energy-invests-28-million-advance-cybersecurity-nation-s-critical-energy>.
- . « DOE 1977-1994. A Summary History », nov. 1994. En ligne. Internet. 19 nov. 2019. Available: [https://www.energy.gov/sites/prod/files/2017/09/f36/DOE%201977-1994%20A%20Summary%20History\\_0.pdf](https://www.energy.gov/sites/prod/files/2017/09/f36/DOE%201977-1994%20A%20Summary%20History_0.pdf).
- . « DOE 1977-1994 A Summary History\_0.pdf », s. d. En ligne. Internet. 21 nov. 2019. Available: [https://www.energy.gov/sites/prod/files/2017/09/f36/DOE%201977-1994%20A%20Summary%20History\\_0.pdf](https://www.energy.gov/sites/prod/files/2017/09/f36/DOE%201977-1994%20A%20Summary%20History_0.pdf).
- . « Energy Efficiency and Conservation Block Grant Program », s. d. En ligne. Internet. 24 avr. 2016. Available: <http://energy.gov/eere/wipo/energy-efficiency-and-conservation-block-grant-program>.
- U.S. Department of Energy. « Fact #742: August 27, 2012 Oil Price and Economic Growth », 27 août 2012. En ligne. Internet. 11 nov. 2019. Available: <https://www.energy.gov/eere/vehicles/fact-742-august-27-2012-oil-price-and-economic-growth>.
- U.S Department of Energy. « Interactive Map: U.S. Liquefied Natural Gas Exports Breaking Records ». *Energy.gov*, 15 mai 2019. En ligne. Internet. 5 sept. 2019. Available: <https://www.energy.gov/articles/interactive-map-us-liquefied-natural-gas-exports-breaking-records>.
- . « Renewable Generation Requirement », s. d. En ligne. Internet. 12 mars 2019. Available: <https://www.energy.gov/savings/renewable-generation-requirement>.
- . « State Energy Program », févr. 2018. En ligne. Internet. 6 mars 2019. Available: [https://www.energy.gov/sites/prod/files/2018/03/f49/StateEnergyProgram-fact-sheet\\_final.pdf](https://www.energy.gov/sites/prod/files/2018/03/f49/StateEnergyProgram-fact-sheet_final.pdf).
- . « Strategic Petroleum Reserve », s. d. En ligne. Internet. 17 mai 2017. Available: <https://energy.gov/fe/services/petroleum-reserves/strategic-petroleum-reserve>.
- . « The National Environmental Policy Act of 1969 », 1969. En ligne. Internet. 26 avr. 2016. Available: <http://energy.gov/nepa/downloads/national-environmental-policy-act-1969>.
- . « The Quadrennial Energy Review (QER) », s. d. En ligne. Internet. 23 mars 2016. Available: <http://energy.gov/epa/quadrennial-energy-review-qer>.
- . « The SunShot Initiative », s. d. En ligne. Internet. 17 mars 2020. Available: <https://www.energy.gov/eere/solar/sunshot-initiative>.
- . « Timeline of Events: 1971 to 1980 », s. d. En ligne. Internet. 28 oct. 2019. Available: <https://www.energy.gov/management/office-management/operational-management/history/doe-history-timeline/timeline-events-1>.
- . « Understanding Energy Use in Cities Infographic », s. d. En ligne. Internet. 22 avr. 2016. Available: <http://energy.gov/eere/understanding-energy-use-cities-infographic>.
- U.S. Department of Energy. « U.S. Crude Oil, Natural Gas, and Natural Gas Proved Reserves, Year-end 2018 », 13 déc. 2019. En ligne. Internet. 2 sept. 2020. Available: <https://www.eia.gov/naturalgas/crudeoilreserves/>.
- U.S Department of Energy, Office of Oil and Natural Gas. « LNG Annual Report - 2018 », 2018. En ligne. Internet. 5 sept. 2019. Available: [https://www.energy.gov/sites/prod/files/2019/03/f61/LNG%20Annual%20Report%20-%202018\\_1.pdf](https://www.energy.gov/sites/prod/files/2019/03/f61/LNG%20Annual%20Report%20-%202018_1.pdf).
- U.S. Department of Justice. « The Wilderness Act Of 1964 », 12 mai 2015. En ligne. Internet. 24 mai 2017. Available: <https://www.justice.gov/enrd/wilderness-act-1964>.
- U.S. Department of State. « Energy ». *United States Department of State*, s. d. En ligne. Internet. 18 oct. 2019. Available: <https://www.state.gov/policy-issues/energy/>.
- . « Fact Sheet on U.S. Opposition to Nord Stream 2 ». *United States Department of State*, 27 déc. 2019. En ligne. Internet. 16 juill. 2020. Available: <https://www.state.gov/fact-sheet-on-u-s-opposition-to-nord-stream-2/>.
- . « Iran Sanctions ». *United States Department of State*, s. d. En ligne. Internet. 17 juill. 2020. Available: <https://www.state.gov/iran-sanctions/>.
- . « Nicolás Maduro: Corruption and Chaos in Venezuela ». *United States Department of State*, 6 août 2019. En ligne. Internet. 20 juill. 2020. Available: <https://www.state.gov/nicolas-maduro-corruption-and-chaos-in-venezuela-2/>.
- . « Record of Decision and National Interest Determination », 2017. En ligne. Internet. 24 sept. 2020. Available: <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/02/Record-of-Decision-and-National-Interest-Determination.pdf>.
- . « Venezuela-Related Sanctions ». *United States Department of State*, s. d. En ligne. Internet. 20 juill. 2020. Available: <https://www.state.gov/venezuela-related-sanctions/>.
- U.S. Department of the Treasury. « Venezuela-Related Sanctions », 15 juill. 2020. En ligne. Internet. 19 juill. 2020. Available: <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/programs/pages/venezuela.aspx>.
- U.S. Energy Information Administration. « Alabama - State Energy Profile Overview », 16 juill. 2020. En ligne. Internet. 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=AL>.
- . « Alaska - State Energy Profile Overview », 19 déc. 2019. En ligne. Internet. 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=AK>.





- . « Natural Gas Imports and Exports - Energy Explained, Your Guide to Understanding Energy - Energy Information Administration », s. d. En ligne. Internet. 27 nov. 2018. Available: [https://www.eia.gov/energyexplained/index.php?page=natural\\_gas\\_imports](https://www.eia.gov/energyexplained/index.php?page=natural_gas_imports).
- . « Nebraska - State Energy Profile Overview », 16 avr. 2020. En ligne. Internet. 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=NE>.
- . « New Infrastructure Boosts West Virginia, Southern Pennsylvania Natural Gas Production - Today in Energy », 30 juill. 2013. En ligne. Internet. 23 mars 2016. Available: <http://www.eia.gov/todayinenergy/detail.cfm?id=12311>.
- . « Nonfossil Sources Accounted for 20% of U.S. Energy Consumption in 2019 », 1 juill. 2020. En ligne. Internet. 13 juill. 2020. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=44277>.
- . « Oil Imports and Exports », mars 2020. En ligne. Internet. 16 sept. 2020. Available: <https://www.eia.gov/energyexplained/oil-and-petroleum-products/imports-and-exports.php>.
- . « Oil Imports and Exports - Energy Explained, Your Guide to Understanding Energy », 1 mai 2018. En ligne. Internet. 14 févr. 2019. Available: [https://www.eia.gov/energyexplained/index.php?page=oil\\_imports](https://www.eia.gov/energyexplained/index.php?page=oil_imports).
- . « Oregon - State Energy Profile Overview - », 19 déc. 2019. En ligne. Internet. 24 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=OR>.
- . « Pennsylvania - Rankings », s. d. En ligne. Internet. 25 juill. 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/rankings/?sid=PA#series/226>.
- . « Pennsylvania - State Energy Profile Analysis », 19 juill. 2018. En ligne. Internet. 4 avr. 2019. Available: <https://www.eia.gov/state/analysis.php?sid=PA>.
- . « Pennsylvania - State Energy Profile Overview », 19 juill. 2018. En ligne. Internet. 2 avr. 2019. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=PA>.
- . « Pennsylvania Is the Fastest-Growing Natural Gas-Producing State - Today in Energy », 17 déc. 2013. En ligne. Internet. 17 avr. 2019. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=14231>.
- . « Pennsylvania Natural Gas Production Rose 69% in 2012 Despite Reduced Drilling Activity - Today in Energy », 21 mars 2013. En ligne. Internet. 23 mars 2016. Available: <http://www.eia.gov/todayinenergy/detail.cfm?id=10471>.
- . « Pennsylvania's Natural Gas Production Continues to Increase - Today in Energy », 23 avr. 2018. En ligne. Internet. 17 avr. 2019. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=35892>.
- . « Rankings: Average Retail Price of Electricity to Residential Sector, (cents/kWh) », 2020. En ligne. Internet. 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/rankings/?sid=WY#series/31>.
- . « Recent U.S. Imports of Oil Tend to Be Heavier Than Domestic Production », 6 mai 2016. En ligne. Internet. 20 juill. 2020. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=26132>.
- . « Review of Emerging Resources: U.S. Shale Gas and Shale Oil Plays. », juill. 2011. En ligne. Internet. 18 avr. 2019. Available: <https://www.eia.gov/analysis/studies/usshalegas/pdf/usshaleplays.pdf>.
- . « Russia », 31 oct. 2017. En ligne. Internet. 26 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/international/analysis/country/RUS>.
- . « Shale Oil and Shale Gas Resources Are Globally Abundant - Today in Energy », 2 janv. 2014. En ligne. Internet. 23 mars 2016. Available: <http://www.eia.gov/todayinenergy/detail.cfm?id=14431>.
- . « Tennessee - State Energy Profile Overview », 18 juin 2020. En ligne. Internet. 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=TN>.
- . « Texas - State Energy Profile Analysis », 19 mars 2020. En ligne. Internet. 10 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/analysis.php?sid=TX>.
- . « The U.S. Leads Global Petroleum and Natural Gas Production with Record Growth in 2018 - Today in Energy », 20 août 2019. En ligne. Internet. 2 sept. 2019. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=40973>.
- . « The U.S. Surpassed Russia as World's Leading Producer of Dry Natural Gas in 2009 and 2010 - Today in Energy », 13 mars 2012. En ligne. Internet. 23 mars 2016. Available: <http://www.eia.gov/todayinenergy/detail.cfm?id=5370>.
- . « Total Energy Consumption Estimates per Capita by End-Use Sector, Ranked by State », 2018. En ligne. Internet. 8 juill. 2020. Available: [https://www.eia.gov/state/seds/data.php?incfile=/state/seds/sep\\_sum/html/rank\\_use\\_capita.html&sid=US](https://www.eia.gov/state/seds/data.php?incfile=/state/seds/sep_sum/html/rank_use_capita.html&sid=US).
- . « United States - SEDS - U.S. Energy Information Administration (EIA) », s. d. En ligne. Internet. 9 juill. 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/seds/seds-data-complete.php?sid=US#StatisticsIndicators>.
- . « U.S. Crude Oil Exports Continued to Grow in the First Half of 2019 - Today in Energy », 3 oct. 2019. En ligne. Internet. 10 oct. 2019. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=41553>.
- . « U.S. Crude Oil Imports Drop to Lowest Level Since 1999 as Domestic Oil Production Rises - Today in Energy », 19 mars 2012. En ligne. Internet. 27 nov. 2018. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=5450>.
- . « U.S. Crude Oil, Natural Gas, and Natural Gas Proved Reserves, Year-end 2017 », 29 nov. 2018. En ligne. Internet. 19 avr. 2019. Available: <https://www.eia.gov/naturalgas/crudeoilreserves/index.php>.
- . « U.S. Dry Natural Gas Production (Million Cubic Feet) », 29 nov. 2018. En ligne. Internet. 17 avr. 2019. Available: <https://www.eia.gov/dnav/ng/hist/n9070us2a.htm>.
- . « U.S. Energy Consumption by Source and Sector, 2019 », 2019.

- . « U.S. Energy Consumption Rose Slightly in 2016 Despite a Significant Decline in Coal Use - Today in Energy », 5 avr. 2017. En ligne. Internet. 28 mars 2018. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=30652>.
- . « U.S. Energy Facts - Energy Explained, Your Guide to Understanding Energy », s. d. En ligne. Internet. 20 déc. 2018. Available: [https://www.eia.gov/energyexplained/?page=us\\_energy\\_home](https://www.eia.gov/energyexplained/?page=us_energy_home).
- . « U.S. Energy-Related CO2 Emissions Fell 1.7% in 2016 », 10 avr. 2017. En ligne. Internet. 28 sept. 2020. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=30712>.
- . « U.S. Field Production of Crude Oil (Thousand Barrels) », 30 sept. 2019. En ligne. Internet. 22 oct. 2019. Available: <https://www.eia.gov/dnav/pet/hist/LeafHandler.ashx?n=p&s=mcrfpus1&f=a>.
- . « U.S. Imports of Crude Oil (Thousand Barrels per Day) », 30 sept. 2019. En ligne. Internet. 22 oct. 2019. Available: <https://www.eia.gov/dnav/pet/hist/LeafHandler.ashx?n=P&s=MCRIMUS2&f=A>.
- . « U.S. Monthly Crude Oil Production Exceeds 10 Million Barrels Per Day, Highest Since 1970 - Today in Energy », 1 févr. 2018. En ligne. Internet. 18 oct. 2019. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=34772>.
- . « U.S. Natural Gas Marketed Production (Million Cubic Feet) », 30 juin 2020. En ligne. Internet. 9 juill. 2020. Available: <https://www.eia.gov/dnav/ng/hist/n9050us2a.htm>.
- . « U.S. Natural Gas Plant Liquid Production Continues to Hit Record Highs - Today in Energy », 22 mars 2019. En ligne. Internet. 17 avr. 2019. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=38772>.
- . « U.S. Net Imports from Venezuela of Crude Oil and Petroleum Products (Thousand Barrels per Day) », 30 juin 2020. En ligne. Internet. 19 juill. 2020. Available: <https://www.eia.gov/dnav/pet/hist/LeafHandler.ashx?n=P&s=MTTNTUSVE2&f=M>.
- . « U.S. Oil and Natural Gas Reserves Both Increase in 2014 - Today in Energy », 30 nov. 2015. En ligne. Internet. 23 mars 2016. Available: <http://www.eia.gov/todayinenergy/detail.cfm?id=23932>.
- . « U.S. Overview », s. d. En ligne. Internet. 13 juill. 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/>.
- . « U.S. Petroleum Product Exports Exceeded Imports in 2011 for First Time in Over Six Decades - Today in Energy », 7 mars 2012. En ligne. Internet. 27 nov. 2018. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=5290>.
- . « U.S. Renewable Energy Consumption Surpasses Coal for the First Time in Over 130 Years - Today in Energy », 28 mai 2020. En ligne. Internet. 13 juill. 2020. Available: <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=43895>.
- . « U.S. States - Rankings », s. d. En ligne. Internet. 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/rankings/#/series/101>.
- . « U.S. States - State Profiles and Energy Estimates », 2016. En ligne. Internet. 13 mars 2019. Available: <https://www.eia.gov/state/rankings/#/series/101>.
- . « Use of Energy in Explained ». *EIA*, 28 août 2019. En ligne. Internet. 29 mai 2020. Available: <https://www.eia.gov/energyexplained/use-of-energy/>.
- . « Vermont - State Energy Profile Overview », August 20, 20. En ligne. Internet. 28 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=VT>.
- . « Virginia - State Energy Profile Overview », 19 sept. 2019. En ligne. Internet. 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=VA>.
- . « West Virginia - State Energy Profile Overview », 19 sept. 2019. En ligne. Internet. 5 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=WV>.
- . « West Virginia, southwest Pennsylvania form an integrated natural gas production region - Today in Energy », 23 août 2013. En ligne. Internet. 23 mars 2016. Available: <http://www.eia.gov/todayinenergy/detail.cfm?id=12671>.
- . « What Countries Are the Top Producers and Consumers of Oil? », 1 avr. 2020. En ligne. Internet. 8 juill. 2020. Available: <https://www.eia.gov/tools/faqs/faq.php>.
- . « What Countries Are the Top Producers and Consumers of Oil? - Faq », s. d. En ligne. Internet. 20 déc. 2018. Available: <https://www.eia.gov/tools/faqs/faq.php?id=709&t=6>.
- . « Where Our Natural Gas Comes from - Energy Explained, Your Guide to Understanding Energy - Energy Information Administration », 3 déc. 2018. En ligne. Internet. 27 nov. 2018. Available: [https://www.eia.gov/energyexplained/index.php?page=natural\\_gas\\_where](https://www.eia.gov/energyexplained/index.php?page=natural_gas_where).
- . « Wyoming - State Energy Profile Overview », 20 févr. 2020. En ligne. Internet. 6 août 2020. Available: <https://www.eia.gov/state/?sid=WY>.
- U.S. Energy Information Administration, Peggy. « Top 100 U.S. Oil and Gas Fields » (2015). Available: <https://www.eia.gov/naturalgas/crudeoilreserves/top100/pdf/top100.pdf>.
- U.S. Environmental Protection Agency. « Atmospheric Lifetime and Global Warming Potential Defined ». Overviews and Factsheets. *US EPA*, s. d. En ligne. Internet. 3 sept. 2020. Available: <https://www.epa.gov/climateleadership/atmospheric-lifetime-and-global-warming-potential-defined>.
- . « Clean Power Plan for Existing Power Plants: Regulatory Actions ». Policies and Guidance, s. d. En ligne. Internet. 8 oct. 2018. Available: [clean-power-plan-existing-power-plants-regulatory-actions.html](https://www.epa.gov/clean-power-plan-existing-power-plants-regulatory-actions.html).
- . « Earth Day '70: What It Meant ». Overviews and Factsheets, avr. 1980. En ligne. Internet. 3 avr. 2016. Available: <https://www.epa.gov/aboutepa/earth-day-70-what-it-meant>.

- . « EPA’s Position on the Energy Crisis ». Reports and Assessments, janv. 1974. En ligne. Internet. 24 nov. 2019. Available: [epas-position-energy-crisis.html](https://www.epa.gov/sites/production/files/2018-02/documents/fy-2019-congressional-justification-all-tabs.pdf).
- . « FISCAL YEAR 2019: Justification of Appropriation Estimates for the Committee on Appropriations », févr. 2018. En ligne. Internet. 8 juill. 2019. Available: <https://www.epa.gov/sites/production/files/2018-02/documents/fy-2019-congressional-justification-all-tabs.pdf>.
- . « Global Greenhouse Gas Emissions Data ». Overviews and Factsheets. *US EPA*, 12 janv. 2016. En ligne. Internet. 21 déc. 2017. Available: <https://www.epa.gov/ghgemissions/global-greenhouse-gas-emissions-data>.
- . « Hydraulic Fracturing for Oil and Gas: Impacts from the Hydraulic Fracturing Water Cycle on Drinking Water Resources in the United States - Executive Summary » (2016): 50.
- . « Inventory of U.S. Greenhouse Gas Emissions and Sinks ». Reports and Assessments. *US EPA*, s. d. En ligne. Internet. 17 août 2020. Available: <https://www.epa.gov/ghgemissions/inventory-us-greenhouse-gas-emissions-and-sinks>.
- . « National Environmental Performance Partnership System (NEPPS) », s. d. En ligne. Internet. 27 août 2020. Available: <https://www.epa.gov/ocir/national-environmental-performance-partnership-system-nepps>.
- . « Reorganization Plan No. 3 of 1970 ». Overviews and Factsheets, 9 juill. 1970. En ligne. Internet. 5 sept. 2017. Available: [reorganization-plan-no-3-1970.html](https://www.epa.gov/sites/production/files/2018-02/documents/reorg-plan-no-3-1970.html).
- . « Repeal of the Clean Power Plan; Emission Guidelines for Greenhouse Gas Emissions from Existing Electric Utility Generating Units; Revisions to Emission Guidelines Implementing Regulations ». *Federal Register*, 8 juill. 2019. En ligne. Internet. 24 sept. 2020. Available: <https://www.federalregister.gov/documents/2019/07/08/2019-13507/repeal-of-the-clean-power-plan-emission-guidelines-for-greenhouse-gas-emissions-from-existing>.
- . « Summary of Air Quality and Emissions Trends », 1995. En ligne. Internet. 6 avr. 2016. Available: <https://www3.epa.gov/airtrends/aqtrnd95/summary.html>.
- . « Summary of the Administrative Procedure Act ». Overviews and Factsheets. *US EPA*, 22 févr. 2013. En ligne. Internet. 5 mars 2018. Available: <https://www.epa.gov/laws-regulations/summary-administrative-procedure-act>.
- . « The Guardian: EPA’s Formative Years, 1970-1973 ». Overviews and Factsheets, sept. 1993. En ligne. Internet. 5 sept. 2017. Available: [guardian-epas-formative-years-1970-1973.html](https://www.epa.gov/sites/production/files/2018-02/documents/guardian-epas-formative-years-1970-1973.html).
- . « The Guardian: Origins of the EPA ». Overviews and Factsheets, 1992. En ligne. Internet. 18 avr. 2016. Available: <https://www.epa.gov/aboutepa/guardian-origins-epa>.
- . « The Process of Unconventional Natural Gas Production ». Overviews and Factsheets. *US EPA*, 2 févr. 2013. En ligne. Internet. 22 avr. 2019. Available: <https://www.epa.gov/uog/process-unconventional-natural-gas-production>.
- US EPA. « Back-to-Basics Agenda ». Overviews and Factsheets. *US EPA*, 10 avr. 2017. En ligne. Internet. 20 août 2019. Available: <https://www.epa.gov/home/back-basics-agenda>.
- . « EPA Finalizes Affordable Clean Energy Rule, Ensuring Reliable, Diversified Energy Resources while Protecting our Environment ». Speeches, Testimony and Transcripts. *US EPA*, 19 juin 2019. En ligne. Internet. 27 août 2019. Available: <https://www.epa.gov/newsreleases/epa-finalizes-affordable-clean-energy-rule-ensuring-reliable-diversified-energy>.
- . « Vehicle Emissions California Waivers and Authorizations ». Collections and Lists. *US EPA*, 5 mai 2016. En ligne. Internet. 13 août 2020. Available: <https://www.epa.gov/state-and-local-transportation/vehicle-emissions-california-waivers-and-authorizations>.
- US EPA. « Administrator Pruitt Visits Wyoming Coal Country ». Speeches, Testimony and Transcripts. *US EPA*, 29 mars 2018. En ligne. Internet. 10 juill. 2019. Available: <https://www.epa.gov/newsreleases/administrator-pruitt-visits-wyoming-coal-country>.
- U.S. Global Research Program. « Coastal Zone Development and Ecosystems ». *globalchange.gov*, 2010. Available: <https://nca2014.globalchange.gov/report/regions/coasts>.
- U.S. Government Accountability Office. « Key Issues: Climate Change Funding and Management », s. d. En ligne. Internet. 29 janv. 2018. Available: [https://www.gao.gov/key\\_issues/climate\\_change\\_funding\\_management/issue\\_summary](https://www.gao.gov/key_issues/climate_change_funding_management/issue_summary).
- U.S. House of Representatives. « Committees », s. d. En ligne. Internet. 28 févr. 2018. Available: <https://www.house.gov/committees>.
- . « The Lobbying Disclosure Act of 1995 », 19 déc. 1995. En ligne. Internet. 25 mai 2018. Available: <https://lobbyingdisclosure.house.gov/lda.html>.
- U.S. House of Representatives, Committee on oversight and Government Reform. *How Obama’s Green Energy Agenda Is Killing Jobs*. Great Britain, 2011.
- US House of Representatives: History, Art & Archives. « Congress Profiles », s. d. En ligne. Internet. 1 oct. 2018. Available: <http://history.house.gov/Congressional-Overview/Profiles/111th/>.
- U.S. National Park Service. « Yellowstone National Park Protection Act (1872) », 1872. En ligne. Internet. 23 mai 2017. Available: <https://www.nps.gov/yell/learn/management/yellowstoneprotectionact1872.htm>.
- Utech, Dan. « Administration Takes Historic Action to Reduce Methane Emissions for the Oil and Gas Sector ». *whitehouse.gov*, 12 mai 2016. En ligne. Internet. 10 nov. 2018. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/blog/2016/05/12/administration-takes-historic-action-reduce-methane-emission-oil-and-gas-sector>.

- . « Department of Energy Announces \$220 Million for the Grid Modernization Initiative ». *whitehouse.gov*, 14 janv. 2016. En ligne. Internet. 13 avr. 2016. Available: <https://www.whitehouse.gov/blog/2016/01/13/220-million-for-grid-modernization-initiative>.
- Virginia Department of Environmental Quality. « Carbon Trading », s. d. En ligne. Internet. 26 juill. 2020. Available: <https://www.deq.virginia.gov/Programs/Air/GreenhouseGases/CarbonTrading.aspx>.
- Wall, Alex. « What You Need to Know About How President Obama is Fighting Climate Change ». *whitehouse.gov*, 22 déc. 2015. En ligne. Internet. 13 avr. 2016. Available: <https://www.whitehouse.gov/blog/2015/12/22/what-you-need-know-about-how-president-obama-fighting-climate-change>.
- White House. « President Obama Announces Historic 54.5 mpg Fuel Efficiency Standard ». *whitehouse.gov*, 29 juill. 2011. En ligne. Internet. 30 janv. 2020. Available: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/07/29/president-obama-announces-historic-545-mpg-fuel-efficiency-standard>.
- Zukang, Sha. « Objectifs et vision de la conférence Rio+20 », juin 2018. En ligne. Internet. 20 déc. 2017. Available: <https://unchronicle.un.org/fr/article/objectifs-et-vision-de-la-conf-rence-rio20>.
- « A History of Climate Activities ». *World Meteorological Organization*, 2009. En ligne. Internet. 17 sept. 2020. Available: <https://public.wmo.int/en/bulletin/history-climate-activities>.
- « BLOG: Gov. Wolf Announces Finalized Plan for Shell Plant ». *Governor Tom Wolf*, 9 juin 2016. En ligne. Internet. 26 juill. 2020. Available: <https://www.governor.pa.gov/newsroom/gov-wolf-announces-shell-plant/>.
- « Environmental Issues ». *Energy Facts PA*, s. d. En ligne. Internet. 23 août 2016. Available: <http://energyfactspa.com/natural-gas/page/environmental-issues>.
- « Gov. Wolf Announces 78 Projects to Promote Solar Energy in PA ». *Governor Tom Wolf*, 16 mars 2018. En ligne. Internet. 25 juill. 2020. Available: <https://www.governor.pa.gov/newsroom/governor-wolf-announces-approvals-78-projects-promote-solar-energy-pennsylvania/>.
- « Harris, Ocasio-Cortez Announce Landmark Legislation to Ensure Green New Deal Lifts Up Every Community ». *U.S. Senator Kamala Harris of California*, 29 juill. 2019. En ligne. Internet. 24 janv. 2020. Available: <https://www.harris.senate.gov/news/press-releases/harris-ocasio-cortez-announce-landmark-legislation-to-ensure-green-new-deal-lifts-up-every-community>.
- « Pelosi Statement on Trump Administration’s ‘Dirty Power Scam’ Rule ». *Nancy Pelosi Speaker of the House*, 19 juin 2019. En ligne. Internet. 27 août 2019. Available: <https://www.speaker.gov/newsroom/61919/>.
- « Pennsylvania Moves Forward with Governor Wolf’s Plan to Control Methane and Other Air Pollution ». *Governor Tom Wolf*, 17 déc. 2019. En ligne. Internet. 25 juill. 2020. Available: <https://www.governor.pa.gov/newsroom/pennsylvania-moves-forward-with-governor-wolfs-plan-to-control-methane-and-other-air-pollution/>.
- « Roadless - Historical Information ». *United States Department of Agriculture Forest Service*, s. d. En ligne. Internet. 20 sept. 2020. Available: <https://www.fs.usda.gov/roadmain/roadless/roadlessarchives/historicalinformation>.
- « The Federal Land Policy and Management Act of 1976, as amended. » *U.S. Department of the Interior, Bureau of Land Management and Office of the Solicitor* (2001): 69.
- « Wolf Establishes First Statewide Goal to Reduce Carbon Pollution in PA ». *Governor Tom Wolf*, 8 janv. 2019. En ligne. Internet. 24 juill. 2020. Available: <https://www.governor.pa.gov/newsroom/governor-wolf-establishes-first-statewide-goal-reduce-carbon-pollution-pennsylvania/>.
- « Wolf Takes Executive Action to Combat Climate Change, Emissions ». *Governor Tom Wolf*, 3 oct. 2019. En ligne. Internet. 24 juill. 2020. Available: <https://www.governor.pa.gov/newsroom/governor-wolf-takes-executive-action-to-combat-climate-change-carbon-emissions/>.

## **Sites Internet et articles de presse**

Abraham, John. « Barack Obama Is the First Climate President ». *The Guardian*, 2 nov. 2016, sect. Environment. En ligne. Internet. 28 sept. 2018. Available: <https://www.theguardian.com/environment/climate-consensus-97-percent/2016/nov/02/barack-obama-is-the-first-climate-president>.

AFP Vidéo. « Three Mile Island, 32 ans après ». *Ina.fr*, 18 mars 2011. En ligne. Internet. 13 nov. 2019. Available: <https://www.ina.fr/video/VDD11011863/three-mile-island-32-ans-apres-video.html>.

Alamy. « Stock Photo - Republican California Governor Arnold Schwarzenegger holds up a copy of “Newsweek” which features Schwarzenegger balancing the Earth on his finger on the cover as he delivers ». *Alamy*, s. d. En ligne. Internet. 14 août 2020.

Alec Tyson, et Brain Kennedy. « Two-Thirds of Americans Think Government Should Do More on Climate ». *Pew Research Center Science & Society*, 23 juin 2020. En ligne. Internet. 2 oct. 2020. Available: <https://www.pewresearch.org/science/2020/06/23/two-thirds-of-americans-think-government-should-do-more-on-climate/>.

Alterman, Eric. « Choose Your Poison », 20 avr. 1995. En ligne. Internet. 17 avr. 2018. Available: <https://www.rollingstone.com/politics/news/choose-your-poison-19950420>.

America's Pledge. « Fulfilling America's Pledge ». *Americas Pledge On Climate*, s. d. En ligne. Internet. 22 mars 2019. Available: <https://www.americaspledgeonclimate.com/fulfilling-americas-pledge/>.

Appelbaum, Binyamin, et Michael D. Shear. « Once Skeptical of Executive Power, Obama Has Come to Embrace It ». *The New York Times*, 13 août 2016, sect. Politics. En ligne. Internet. 9 nov. 2018. Available: <https://www.nytimes.com/2016/08/14/us/politics/obama-era-legacy-regulation.html>.

Arabu, Eduardo. « Austin: The Rise of Silicon Hills ». Text. *U.S. Chamber of Commerce Foundation*, 23 mai 2013. En ligne. Internet. 2 sept. 2020. Available: <https://www.uschamberfoundation.org/blog/post/austin-rise-silicon-hills/33984>.

Austin Chamber. « Clean Technology ». *Austin Chamber of Commerce*, 2019. En ligne. Internet. 23 août 2020. Available: <https://www.austinchamber.com/economic-development/key-industries/clean-energy-power>.

Austin Technology Incubator. « Energy – Austin Technology Incubator ». Austin Technology Incubator, The University of Texas at Austin, s. d. En ligne. Internet. 23 août 2020. Available: <https://ati.utexas.edu/companies/energy/>.

Auzanneau, Matthieu. « La Guerre d'Irak était BIEN une guerre du pétrole (cette fois, c'est prouvé !) ». *Oil Man*, 14 juin 2011. En ligne. Internet. 25 janv. 2019. Available: <http://petrole.blog.lemonde.fr/2011/06/14/la-guerre-dirak-etait-bien-une-guerre-du-petrole-cette-fois-cest-sur/>.

Balluck, Kyle. « Obama: Polarization “Gnaws on Me” in Final Year in Office ». Text. *The Hill*, 24 janv. 2016. En ligne. Internet. 27 nov. 2018. Available: <https://thehill.com/homenews/administration/266848-obama-polarization-gnaws-on-me-in-final-year>.

Balz, Dan, et William Branigin. « After Midterm Wins, GOP Vows to Block Obama's Agenda », 3 nov. 2010. En ligne. Internet. 25 avr. 2016. Available: <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/11/02/AR2010110207506.html>.

Banerjee, -Neela. « Epa Reviews Keystone Xl Report ». *latimes.com*, 22 avr. 2013. En ligne. Internet. 8 nov. 2018. Available: <http://documents.latimes.com/epa-reviews-keystone-xl-report/>.

Bartlett, Nicolette et al. *Driving Low-Carbon Growth Through Business and Investor Action*. London and Washington, D.C.: New Climate Economy, 2016.

Bastien, Daniel. « La Grève générale touche le pétrole vénézuélien ». *Les Echos*, 26 avr. 2002. En ligne. Internet. 19 juill. 2020. Available: <https://www.lesechos.fr/2002/12/la-greve-generale-touche-le-petrole-venezuelien-704702>.

BBC News. « Chavez Says US Plans to Kill Him ». *BBC News*, 21 févr. 2005. En ligne. Internet. 20 juill. 2020. Available: <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/4282603.stm>.

———. « Congress Approves Keystone Pipeline », 29 janv. 2015, sect. US & Canada. En ligne. Internet. 8 nov. 2018. Available: <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-31046403>.

———. « How Renewed US Sanctions Have Hit Iran Hard ». *BBC News*, 2 mai 2019, sect. Middle East. En ligne. Internet. 10 oct. 2019. Available: <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-48119109>.

———. « Is It About to Get More Expensive to Fill My Car? » *BBC News*, 24 avr. 2019, sect. Middle East. En ligne. Internet. 10 oct. 2019. Available: <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-48022130>.

Bienkowski, Brian. « Poor Communities Bear Greatest Burden from Fracking ». *Scientific American*, 6 mai 2015. En ligne. Internet. 26 avr. 2019. Available: <https://www.scientificamerican.com/article/poor-communities-bear-greatest-burden-from-fracking/>.

Birnbaum, Jeffrey H. « The Road to Riches Is Called K Street », 22 juin 2005. En ligne. Internet. 28 mai 2018. Available: <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2005/06/21/AR2005062101632.html>.

Bowman, Shayne, et Chris Willis. « We Media: How audiences are shaping the future of news and information » *We Media*, s. d. En ligne. Internet. 4 déc. 2017. Available: <https://www.wemedia.com/we-media-how-audiences-are-shaping-the-future-of-news-and-information/>.

BP. « Energy Outlook 2017 », 2017. Available: <https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/energy-economics/energy-outlook/bp-energy-outlook-2017.pdf>.

———. « Statistical Review of World Energy 2020. », 2020. Available: <https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/energy-economics/statistical-review/bp-stats-review-2020-full-report.pdf>.

Brady, Dennis, et Juliet Eilperin. « EPA Chief Scott Pruitt Tells Coal Miners He Will Repeal Power Plant Rule Tuesday: ‘The War Against Coal Is Over’ ». *Washington Post*, 9 oct. 2017. En ligne. Internet. 2 nov. 2018. Available: <https://www.washingtonpost.com/news/energy-environment/wp/2017/10/09/pruitt-tells-coal-miners-he-will-repeal-power-plant-rule-tuesday-the-war-on-coal-is-over/>.

Braun, Mike, et Chris Coons. « New Senate Caucus Will Seek Bipartisan Solutions to Address the Climate Challenge ». Text. *The Hill*, 23 oct. 2019. En ligne. Internet. 24 janv. 2020. Available: <https://thehill.com/blogs/congress-blog/energy-environment/467046-new-senate-caucus-will-seek-bipartisan-solutions-to>.

Brenan, Megan. « Polarized Americans Rate Environment Worst Since 2009 ». *Gallup.com*, 29 mars 2018. En ligne. Internet. 30 nov. 2018. Available: <https://news.gallup.com/poll/231971/polarized-americans-rate-environment-worst-2009.aspx>.

Brenan, Megan, et Lydia Saad. « Global Warming Concern Steady Despite Some Partisan Shifts ». *Gallup.com*, 28 mars 2018. En ligne. Internet. 30 nov. 2018. Available: <https://news.gallup.com/poll/231530/global-warming-concern-steady-despite-partisan-shifts.aspx>.

Broder, John M. « E.P.A. Pick Vows to Put Science First ». *The New York Times*, 1 janv. 2009, sect. Politics. En ligne. Internet. 1 oct. 2018. Available: <https://www.nytimes.com/2009/01/15/us/politics/15webjackson.html>.

C40 Cities Climate Leadership Group. « C40 Cities- Portland », 2019. En ligne. Internet. 29 mars 2019. Available: <https://www.c40.org/cities/portland>.

———. « C40 City Solutions Platform ». *C40 Cities*, s. d. En ligne. Internet. 21 août 2020. Available: <https://c40citysolutionsplatform.org/>.

———. « C40 : Measurement and Planning ». *C40 Cities*, s. d. En ligne. Internet. 1 sept. 2020. Available: <https://www.c40.org/programmes/measurement-planning>.

———. « Programmes ». *C40 Cities*, s. d. En ligne. Internet. 21 août 2020. Available: <https://www.c40.org/programmes>.

———. « Reducing GHG emissions ». *C40 Cities*, s. d. En ligne. Internet. 21 août 2020. Available: <https://resourcecentre.c40.org/resources/reducing-ghg-emissions>.

C40 Climate Leadership Group. « Cities ». *C40 Cities*, s. d. En ligne. Internet. 1 sept. 2020. Available: <https://www.c40.org/cities>.

Cameron, Darla. « What President Obama's Executive Actions Mean for President Trump », 2016. En ligne. Internet. 10 nov. 2018. Available: <https://www.washingtonpost.com/graphics/politics/executive-action/>.

Capital. « Iran/Etats-Unis: derrière le nucléaire, l'UE voit aussi une guerre du gaz ». *Capital.fr*, 24 mai 2018. En ligne. Internet. 14 févr. 2019. Available: <https://www.capital.fr/economie-politique/iran-etats-unis-derriere-le-nucleaire-lue-voit-aussi-une-guerre-du-gaz-1289470>.

Caramel, Laurence. « Réchauffement climatique: accord minimal à Durban ». *Le Monde.fr*, 11 déc. 2011. En ligne. Internet. 23 déc. 2017. Available: [http://www.lemonde.fr/planete/article/2011/12/11/climat-un-accord-a-durban-pour-un-nouveau-pacte-mondial-en-2015\\_1617160\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2011/12/11/climat-un-accord-a-durban-pour-un-nouveau-pacte-mondial-en-2015_1617160_3244.html).

Center for Climate and Energy Solutions. « About C2ES ». *Center for Climate and Energy Solutions*, s. d. En ligne. Internet. 18 août 2020. Available: <https://www.c2es.org/about/>.

———. « Alliance for a Sustainable Future Announced ». *Center for Climate and Energy Solutions*, 21 juin 2016. En ligne. Internet. 18 août 2020. Available: <https://www.c2es.org/press-release/alliance-for-a-sustainable-future-announced/>.

———. « Mayors/Business Alliance for a Sustainable Future ». *Center for Climate and Energy Solutions*, s. d. En ligne. Internet. 21 août 2020. Available: <https://www.c2es.org/our-work/mayorsbusiness-alliance-for-a-sustainable-future/>.

———. « U.S. State Clean Vehicle Policies and Incentives ». *Center for Climate and Energy Solutions*, 7 janv. 2019. En ligne. Internet. 11 août 2020. Available: <https://www.c2es.org/document/us-state-clean-vehicle-policies-and-incentives/>.

———. « U.S. State Climate Action Plans ». *Center for Climate and Energy Solutions*, juin 2020. En ligne. Internet. 13 août 2020. Available: <https://www.c2es.org/document/climate-action-plans/>.

Center for Opinion Research Floyd Institute for Public Policy Franklin & Marshall College. « Franklin & Marshall College Poll », janv. 2020. En ligne. Internet. 22 juill. 2020. Available: <https://www.fandm.edu/uploads/files/562535870732261549-f-m-poll-release-january-2020.pdf>.

Center for Opinion Research Floyd Institute for Public Policy Franklin & Marshall College. « Franklin & Marshall College Poll », mars 2018. En ligne. Internet. 2 avr. 2019. Available: <https://www.fandm.edu/uploads/files/708725106986767486-f-m-poll-release-march-2018.pdf>.

Center for Responsive Politics. « Alternative Energy Production & Services: Money to Congress ». *opensecrets.org*, 2013. En ligne. Internet. 29 janv. 2020. Available: <https://www.opensecrets.org/industries/summary.php?ind=E1500&recipdetail=A&sortorder=U&mem=Y&cycle=2008>.

———. « Alternative Energy Production & Services: Money to Congress ». *opensecrets.org*, 2019. En ligne. Internet. 29 janv. 2020. Available: <https://www.opensecrets.org/industries/summary.php?ind=E1500>.

———. « Coal Mining: Money to Congress ». *opensecrets.org*, 2013. En ligne. Internet. 29 janv. 2020. Available: <https://www.opensecrets.org/industries/summary.php?ind=E1210&recipdetail=A&sortorder=U&mem=Y&cycle=2008>.

———. « Coal Mining: Money to Congress ». *opensecrets.org*, 2019. En ligne. Internet. 29 janv. 2020. Available: <https://www.opensecrets.org/industries/summary.php?ind=E1210&recipdetail=A&sortorder=U&mem=Y&cycle=2020>.

———. « Environment: Long-Term Contribution Trends ». *opensecrets.org*, s. d. En ligne. Internet. 3 juin 2018. Available: <https://www.opensecrets.org/industries./totals.php?cycle=2016&ind=Q11>.

———. « Lobbying ». *opensecrets.org*, s. d. En ligne. Internet. 28 mai 2018. Available: <https://www.opensecrets.org/lobby/>.

- . « Lobbying Spending Database ». *opensecrets.org*, s. d. En ligne. Internet. 29 mai 2018. Available: <https://www.opensecrets.org/lobby/top.php?showYear=2016&indexType=c>.
- . « Lobbying Spending Database Energy & Natural Resources, 1998 ». *opensecrets.org*, s. d. En ligne. Internet. 29 mai 2018. Available: <https://www.opensecrets.org/lobby/indus.php?id=E&year=1998>.
- . « Lobbying Spending Database Energy & Natural Resources, 2016 ». *opensecrets.org*, 25 janv. 2017. En ligne. Internet. 29 mai 2018. Available: <https://www.opensecrets.org/lobby/indus.php?id=E&year=2016>.
- . « Lobbying Spending Database Environment, 1998 ». *opensecrets.org*, s. d. En ligne. Internet. 30 mai 2018. Available: <https://www.opensecrets.org/lobby/indusclient.php?id=Q11&year=1998>.
- . « Lobbying Spending Database Environment, 2016 ». *opensecrets.org*, 25 janv. 2017. En ligne. Internet. 30 mai 2018. Available: <https://www.opensecrets.org/lobby/indusclient.php?id=Q11&year=2016>.
- . « Oil & Gas: Money to Congress ». *opensecrets.org*, 2019. En ligne. Internet. 29 janv. 2020. Available: <https://www.opensecrets.org/industries/summary.php?ind=E01++>.
- Center for Responsive Politics, et Suite 200. « Energy & Natural Resources Lobbying Profile ». *opensecrets.org*, 2019. En ligne. Internet. 28 janv. 2020. Available: <https://www.opensecrets.org/federal-lobbying/sectors/summary?cycle=2019&id=E>.
- Center for Responsive Politics, et Suite 200 Washington. « Misc Energy Lobbying Profile ». *opensecrets.org*, 2019. En ligne. Internet. 28 janv. 2020. Available: <https://www.opensecrets.org/federal-lobbying/industries/summary?cycle=2009&id=E07>.
- Center for WorkForce Information & Analysis. « Economic Review of Pennsylvania 2017 », août 2018. En ligne. Internet. 26 avr. 2019. Available: [https://www.workstats.dli.pa.gov/Documents/ETA%20Reports/ETA\\_Report.pdf](https://www.workstats.dli.pa.gov/Documents/ETA%20Reports/ETA_Report.pdf).
- Ceres. « About Us ». *Ceres*, s. d. En ligne. Internet. 4 juin 2020. Available: <https://www.ceres.org/about-us>.
- Chemin, Ariane, Thomas Wieder, et Vincent Martigny. « À Quoi sert le président des États-Unis? » *L'Atelier du Pouvoir*, 5 nov. 2016. En ligne. Internet. 25 juill. 2018. Available: <https://www.franceculture.fr/emissions/latelier-du-pouvoir/quoi-sert-le-president-des-etats-unis>.
- Chicago Tribune. « New York Area Is Blanketed by Heavy Smog », 25 nov. 1966. En ligne. Internet. 7 déc. 2016. Available: <http://archives.chicagotribune.com/1966/11/25/page/1/article/new-york-area-is-blanketed-by-heavy-smog>.
- Clement, Scott. « Obama's Report Card from the Public ». *Washington Post*, 24 janv. 2012. En ligne. Internet. 22 oct. 2018. Available: [https://www.washingtonpost.com/blogs/behind-the-numbers/post/obamas-report-card-from-the-public/2012/01/03/gIQANAsAOQ\\_blog.html](https://www.washingtonpost.com/blogs/behind-the-numbers/post/obamas-report-card-from-the-public/2012/01/03/gIQANAsAOQ_blog.html).
- Climate Mayors. « Climate Mayors », s. d. En ligne. Internet. 18 août 2020. Available: <http://climatemayors.org/>.
- CNN. « Climate Crisis Town Hall with the 2020 Democratic Candidates ». *CNN*, 5 sept. 2019. En ligne. Internet. 22 juill. 2020. Available: <https://www.cnn.com/politics/live-news/climate-crisis-town-hall-august-2019/index.html>.
- Cohen, Steven. « Understanding How Americans View the Environment ». *HuffPost*, 24 mai 2014. En ligne. Internet. 17 nov. 2017. Available: [https://www.huffingtonpost.com/steven-cohen/understanding-how-america\\_b\\_5020669.html](https://www.huffingtonpost.com/steven-cohen/understanding-how-america_b_5020669.html).
- Congressional Research Service. *Five-Year Offshore Oil and Gas Leasing Program for 2019-2024: Status and Issues in Brief*, août 6, 2019.
- Connaissance des énergies. « Climat: les émissions de CO2 repartent à la hausse en 2017 ». *Connaissance des Énergies*, 13 nov. 2017. En ligne. Internet. 30 déc. 2018. Available: <https://www.connaissancedesenergies.org/climat-les-emissions-de-co2-repartent-la-hausse-en-2017-171113>.
- . « Énergie nucléaire ». *Connaissance des Énergies*, 23 nov. 2010. En ligne. Internet. 27 déc. 2018. Available: <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/energie-nucleaire>.
- . « La transition énergétique face au défi des métaux critiques ». *Connaissance des Énergies*, 8 janv. 2018. En ligne. Internet. 16 févr. 2019. Available: <https://www.connaissancedesenergies.org/la-transition-energetique-face-au-defi-des-metaux-critiques-180108>.
- . « Les Capacités électriques renouvelables dans le monde en 2018 ». *Connaissance des Énergies*, 9 avr. 2018. En ligne. Internet. 30 déc. 2018. Available: <https://www.connaissancedesenergies.org/les-capacites-electriques-renouvelables-dans-le-monde-en-2018-180409>.
- . « Réserves d'uranium naturel dans le monde ». *Connaissance des Énergies*, 6 févr. 2012. En ligne. Internet. 27 déc. 2018. Available: <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/reserves-d-uranium-naturel-dans-le-monde>.
- Coward, Translated Marcia W, Peter B Heller, et Anna I Vellve Torras, trans. « Colombia's Constitution of 1991 with Amendments Through 2005 », 2019.
- Coyer, Paul. « Iran: comprendre la politique de Trump ». *Conflicts*, aout 2019. En ligne. Internet. 10 oct. 2019. Available: <https://www.revueconflicts.com/paul-coyer-iran-accord-trump-historian/>.
- C.S., et AFP. « États-Unis: l'ouragan Laura a fait 14 morts mais moins de dommages que redouté ». *BFMTV*, aout 2020. En ligne. Internet. 30 août 2020. Available: [https://www.bfmtv.com/international/amerique-nord/etats-unis/etats-unis-l-ouragan-laura-a-fait-14-morts-mais-moins-de-dommages-que-redoute\\_AD-202008290027.html](https://www.bfmtv.com/international/amerique-nord/etats-unis/etats-unis-l-ouragan-laura-a-fait-14-morts-mais-moins-de-dommages-que-redoute_AD-202008290027.html).



Cusick, Marie, et Susan Phillips. « Former Gov. Ed Rendell: “I Made a Mistake” on Shale Gas ». *StateImpact Pennsylvania*, 28 juill. 2016. En ligne. Internet. 30 mai 2019. Available: <https://stateimpact.npr.org/pennsylvania/2016/07/27/former-gov-ed-rendell-i-made-a-mistake-on-shale-gas/>.

Cusick, Marie, et Amy Sisk. « Royalties: Why Some Strike It Rich in the Natural Gas Patch, and Others Strike Out ». *StateImpact Pennsylvania*, 28 févr. 2018. En ligne. Internet. 25 avr. 2019. Available: <https://stateimpact.npr.org/pennsylvania/2018/02/28/why-some-strike-it-rich-in-the-gas-patch-and-others-strike-out/>.

Custers, Peter. « À Quoi pourrait ressembler un véritable « new deal vert » ». *Le Monde diplomatique*, 1 mai 2009. En ligne. Internet. 19 nov. 2018. Available: <https://www.monde-diplomatique.fr/2009/05/CUSTERS/17077>.

Daou, Marc. « Projet de gazoduc TurkStream: le nouveau coup de maître stratégique de Poutine ». *France 24*, 13 oct. 2016. En ligne. Internet. 8 févr. 2019. Available: <https://www.france24.com/fr/20161013-russie-poutine-gaz-projet-gazoduc-turkstream-turquie-gazprom-ue-europe-ukraine>.

Davenport, Coral. « Senate Fails to Override Obama’s Keystone Pipeline Veto ». *The New York Times*, 4 mars 2015. En ligne. Internet. 5 juill. 2018. Available: <https://www.nytimes.com/2015/03/05/us/senate-fails-to-override-obamas-keystone-pipeline-veto.html>.

Dechezleprêtre, Antoine, et Misato Sato. « Green Policies and Firms’ competitiveness » (2018): 31.

Dernbach, John C., James May, et Kenneth Kristl. « Robinson Township v. Commonwealth of Pennsylvania: Examination and Implications ». *SSRN Electronic Journal* (2014). En ligne. Internet. 29 mai 2019. Available: <http://www.ssrn.com/abstract=2412657>.

Desilver, Drew. « Living More Sustainably a Challenge for Americans ». *Pew Research Center*, 17 nov. 2015. En ligne. Internet. 28 mai 2020. Available: <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2015/11/17/how-americans-are-and-arent-making-eco-friendly-lifestyle-changes/>.

D’Huissel, Sylvain. « Le Taux de chômage dépasse les 10% aux États-Unis ». *FIGARO*, 6 nov. 2009. En ligne. Internet. 3 oct. 2018. Available: <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2009/11/06/04016-20091106ARTFIG00485-le-taux-de-chomage-depasse-les-10-aux-etats-unis-.php>.

Dictionnaire de français Larousse. « Définitions: Environnement », s. d. En ligne. Internet. 4 janv. 2017. Available: <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/environnement/30155>.

Dorner, Joshua. « Cheney’s Culture of Deregulation and Corruption ». *Center for American Progress*, 9 juin 2010. En ligne. Internet. 13 avr. 2016. Available: <https://www.americanprogress.org/issues/green/news/2010/06/09/7900/cheneys-culture-of-deregulation-and-corruption/>.

Drake, Bruce. « Twitter Served as a Lifeline of Information During Hurricane Sandy ». *Pew Research Center*, 28 oct. 2013. En ligne. Internet. 14 oct. 2017. Available: <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2013/10/28/twitter-served-as-a-lifeline-of-information-during-hurricane-sandy/>.

Dupin, Ludovic. « Reportage : bienvenue à Gasland ». [www.usinenouvelle.com/](http://www.usinenouvelle.com/), 13 sept. 2012. En ligne. Internet. 19 août 2020. Available: <https://www.usinenouvelle.com/article/reportage-bienvenue-a-gasland.N181819>.

Earthjustice. « Timeline of the Roadless Rule », 25 sept. 2017. En ligne. Internet. 20 févr. 2018. Available: <https://earthjustice.org/features/timeline-of-the-roadless-rule>.

Edsall, Thomas B. « The Trouble with That Revolving Door », 18 déc. 2011. En ligne. Internet. 31 mai 2018. Available: <https://campaignstops.blogs.nytimes.com/2011/12/18/the-trouble-with-that-revolving-door/>.

Egan, Matt, Clare Duffy, et CNN Business. « Fracking Trailblazer Chesapeake Energy Becomes the Biggest Oil and Gas Bankruptcy of the Pandemic ». *CNN*, 28 juin 2020. En ligne. Internet. 29 sept. 2020. Available: <https://www.cnn.com/2020/06/28/business/chesapeake-energy-bankruptcy/index.html>.

Ellsmoor, James. « US Businesses Are Benefiting from Ambitious Environmental Goals ». *Forbes*, 4 août 2019. En ligne. Internet. 4 juin 2020. Available: <https://www.forbes.com/sites/jamesellsmoor/2019/08/04/us-businesses-are-benefiting-from-ambitious-environmental-goals/>.

Encyclopædia Universalis. « Définition de fédéralisme », s. d. En ligne. Internet. 27 févr. 2018. Available: <https://www.universalis.fr/dictionnaire/federalisme/>.

Enochs, Liz. « How Republican Mayors Are Tackling Climate Change ». *Bloomberg.com*, 19 sept. 2018. En ligne. Internet. 24 août 2020. Available: <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-09-19/the-republican-mayors-who-have-broken-ranks-on-climate>.

EPA Veterans. « Concerns About Scott Pruitt’s Qualifications to Serve as Epa Administrator », 15 févr. 2017. En ligne. Internet. 4 juill. 2019. Available: [http://www.environmentalintegrity.org/wp-content/uploads/2017/02/Final-Pruitt-Letter\\_EPA-Veterans-2017.02.15.pdf](http://www.environmentalintegrity.org/wp-content/uploads/2017/02/Final-Pruitt-Letter_EPA-Veterans-2017.02.15.pdf).

Escobar, Pepe. « Jumpin’ Jack Verdi, It’s a Gas, Gas, Gas: Iran and the Pipelineistan Opera ». *Huffington Post*, 1 déc. 2009. En ligne. Internet. 6 févr. 2019. Available: [https://www.huffingtonpost.com/pepe-escobar/jumpin-jack-verdi-its-a-g\\_b\\_306643.html](https://www.huffingtonpost.com/pepe-escobar/jumpin-jack-verdi-its-a-g_b_306643.html).

Fader, Lainna. « Newsweek Rewind: Remembering the Exxon Valdez Oil Spill on Its 25th Anniversary », 27 mars 2014. En ligne. Internet. 9 mars 2020. Available: <https://www.newsweek.com/newsweek-rewind-remembering-exxon-valdez-oil-spill-its-25th-anniversary-238721>.

Fang, Lee. « Where Have All the Lobbyists Gone? » *The Nation*, 19 févr. 2014. En ligne. Internet. 24 mai 2018. Available: <https://www.thenation.com/article/shadow-lobbying-complex/>.

Ferrand, Franck. « 11 Décembre 1997, adoption du protocole de Kyoto ». *Europe1*, déc. 2015. En ligne. Internet. 21 déc. 2017. Available: <http://www.europe1.fr/emissions/aujourd-hui-dans-l-histoire/11-decembre-1997-adoption-du-protocole-de-kyoto-2634341>.

Fillmore, Nick. « We Need a New, Citizens-Led Movement to Fight Climate Change ». *The Huffington Post*, 10 mars 2014. En ligne. Internet. 23 avr. 2016. Available: [http://www.huffingtonpost.ca/nick-fillmore/canada-climate-change\\_b\\_5924328.html](http://www.huffingtonpost.ca/nick-fillmore/canada-climate-change_b_5924328.html).

Flows, Capital. « Ernest Moniz And Fracking Drive Environmentalists Off of The Rails ». *Forbes*, 26 mars 2013. En ligne. Internet. 7 déc. 2018. Available: <https://www.forbes.com/sites/realspin/2013/03/26/ernest-moniz-and-fracking-drive-environmentalists-off-of-the-rails/>.

Food and Water Watch. « The Municipal Ordinance Project: Protecting Communities from the Harms of Fracking ». *Food & Water Watch*, s. d. En ligne. Internet. 25 juill. 2020. Available: <https://www.foodandwaterwatch.org/campaign/municipal-ordinance-project-fighting-fracking-local-level>.

Forbes. « Instex: ou comment l'Europe contourne les sanctions contre l'Iran ». *Forbes France*, 2 juill. 2019. En ligne. Internet. 9 oct. 2019. Available: <https://www.forbes.fr/politique/instex-ou-comment-leurope-contourne-les-sanctions-contre-liran/>.

Fox, Josh. *Gasland - 2010 - VF - YouTube*, 2010. En ligne. Internet. 24 mai 2019. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=zaeQ4VaT5qw>.

———. *Gasland Part II*. Documentaire, 2013. En ligne. Internet. 4 oct. 2020. Available: [http://www.allocine.fr/film/fichefilm\\_gen\\_cfilm=225431.html](http://www.allocine.fr/film/fichefilm_gen_cfilm=225431.html).

France 24. « Moscou abandonne le projet de gazoduc South Stream », 1 déc. 2014. En ligne. Internet. 8 févr. 2019. Available: <https://www.france24.com/fr/20141201-construction-gazoduc-south-stream-impossible-vladimir-poutine-russie-bulgarie-italie-gazprom>.

Froomkin, Dan. « How the Oil Lobby Greases Washington's Wheels », 4 juin 2011. En ligne. Internet. 19 janv. 2016. Available: [http://www.huffingtonpost.com/2011/04/06/how-the-oil-lobby-greases\\_n\\_845720.html](http://www.huffingtonpost.com/2011/04/06/how-the-oil-lobby-greases_n_845720.html).

Fry, Richard. « Millennials Overtake Baby Boomers as America's Largest Generation ». *Pew Research Center*, 28 avr. 2020. En ligne. Internet. 6 juin 2020. Available: <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/04/28/millennials-overtake-baby-boomers-as-americas-largest-generation/>.

Fuller, Jaime. « Environmental Policy Is Partisan. It Wasn't Always. » *Washington Post*, 2 juin 2014. En ligne. Internet. 17 avr. 2016. Available: <https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2014/06/02/support-for-the-clean-air-act-has-changed-a-lot-since-1970/>.

Funk, Cary, et Meg Hefferon. « Millennial and Gen Z Republicans Stand up from Their Elders on Climate and Energy Issues ». *Pew Research Center*, 25 nov. 2019. En ligne. Internet. 2 juin 2020. Available: <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2019/11/25/younger-republicans-differ-with-older-party-members-on-climate-change-and-energy-issues/>.

———. « U.S. Public Views on Climate and Energy ». *Pew Research Center Science & Society*, 25 nov. 2019. En ligne. Internet. 6 août 2020. Available: <https://www.pewresearch.org/science/2019/11/25/u-s-public-views-on-climate-and-energy/>.

Gallup. « Energy ». *Gallup*, s. d. En ligne. Internet. 22 juill. 2020. Available: <https://news.gallup.com/poll/2167/Energy.aspx>.

———. « US Position in the World ». *Gallup*, s. d. En ligne. Internet. 16 janv. 2018. Available: <http://news.gallup.com/poll/116350/Position-World.aspx>.

Gallup Podcast. « Why Is Climate Change So Politically Polarizing? » *Gallup*, 4 avr. 2018. En ligne. Internet. 30 nov. 2018. Available: <https://news.gallup.com/podcast/232070/why-climate-change-politically-polarizing.aspx>.

Geiger, Abigail. « Obama Averaged Fewest Executive Orders Since Cleveland ». *Pew Research Center*, 23 janv. 2017. En ligne. Internet. 9 nov. 2018. Available: <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/01/23/obama-executive-orders/>.

Germain, Valentin. « Détroit d'Ormuz, un passage stratégique », 2 juill. 2013. En ligne. Internet. 4 janv. 2019. Available: <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Detroit-d-Ormuz-un-passage-strategique.html>.

Gerstenzang, James. « House Rejects Republican Cuts in EPA Budget ». *Los Angeles Times*, 30 nov. 1995. En ligne. Internet. 25 avr. 2018. Available: [http://articles.latimes.com/1995-11-30/news/mn-8785\\_1\\_budget-deficit](http://articles.latimes.com/1995-11-30/news/mn-8785_1_budget-deficit).

Global Covenant of Mayors for Climate & Energy. « Global Covenant of Mayors for Climate & Energy ». *Global Covenant of Mayors*, s. d. En ligne. Internet. 15 mars 2019. Available: <https://www.globalcovenantofmayors.org/about/>.

Gokay, Bulent. « L'Irak, l'Iran et la fin du pétrodollar (2ème partie) ». *alterinfo.net Agence de presse associative*, 30 mai 2006. En ligne. Internet. 18 janv. 2019. Available: [http://www.alterinfo.net/L-Irak-l-Iran-et-la-fin-du-petrodollar-2eme-partie\\_a1891.html](http://www.alterinfo.net/L-Irak-l-Iran-et-la-fin-du-petrodollar-2eme-partie_a1891.html).

Goldenberg, Suzanne. « Environment Groups Give a Guarded Response to Obama's Choice of Ken Salazar and Tom Vilsack for the Environment Team ». *The Guardian*, 17 déc. 2008. En ligne. Internet. 2 oct. 2018. Available: <https://www.theguardian.com/environment/2008/dec/17/usa-barackobama>.

- . « Obama Reverses Bush Policies on Emissions Controls ». *The Guardian*, 26 janv. 2009. En ligne. Internet. 10 oct. 2018. Available: <https://www.theguardian.com/world/2009/jan/26/obama-white-house-emissions-states>.
- . « Obama's Climate Adviser, Carol Browner, to Depart White House ». *The Guardian*, 25 janv. 2011. En ligne. Internet. 16 oct. 2018. Available: <https://www.theguardian.com/world/2011/jan/25/carol-browner-obama-climate-advisor-departs-white-house>.
- Goldenberg, Suzanne, et US environment correspondent. « Barack Obama's Key Climate Bill Hit by \$45m Pr Campaign ». *The Guardian*, 12 mai 2009. En ligne. Internet. 19 janv. 2016. Available: <http://www.theguardian.com/environment/2009/may/12/us-climate-bill-oil-gas>.
- Gorman, Steve. « Year's Most Destructive California Wildfire Declared Extinguished After Two Weeks ». *Reuters*, 8 nov. 2019. En ligne. Internet. 30 août 2020. Available: <https://www.reuters.com/article/us-california-wildfire-idUSKBN1XIOBA>.
- Gourdon, Jessica. « Pittsburgh, ville phénix de la « Rust Belt » américaine ». *Le Monde*, 3 mai 2018. En ligne. Internet. 8 avr. 2019. Available: [https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/05/03/pittsburgh-ville-phenix-de-la-rust-belt-americaine\\_5293859\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/05/03/pittsburgh-ville-phenix-de-la-rust-belt-americaine_5293859_3234.html).
- Greiling, Christian. « Le Nouveau Grand Jeu ». *Conflits*, 29 nov. 2014. En ligne. Internet. 30 janv. 2019. Available: <https://www.revueconflits.com/le-nouveau-grand-jeu-bonus/>.
- Griswold, Eliza. « The Fracturing of Pennsylvania ». *The New York Times*, nov. 2011. En ligne. Internet. 2 juill. 2018. Available: <https://www.nytimes.com/2011/11/20/magazine/fracking-amwell-township.html>.
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et al. *Changements Climatiques 2013 Les Éléments Scientifiques: Résumé À L'intention Des Décideurs: Rapport Du Groupe De Travail I Du Giec: Résumé Technique: Rapport Accepté Par Le Groupe De Travail I Du Giec Mais Non Approuvé Dans Le Détail Et Foire Aux Questions: Extraits De La Contribution Du Groupe De Travail I Au Cinquième Rapport D'évaluation Du Groupe D'experts Intergouvernemental Sur L'évolution Du Climat*. Geneva, Switzerland: Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 2013.
- Gus Van Sant. *Promised Land*. Drama, 2012. En ligne. Internet. 4 oct. 2020. Available: [https://www.rottentomatoes.com/m/1016837-promised\\_land](https://www.rottentomatoes.com/m/1016837-promised_land).
- Harris, Louis. « Americans Favor Slow down of Environmental Movement If It Would Help Ease Energy Problems ». *The Harris Poll*, 4 sept. 1979. En ligne. Internet. 1 févr. 2017. Available: <https://theharrispoll.com/wp-content/uploads/2017/12/Harris-Interactive-Poll-Research-AMERICANS-FAVOR-SLOW-DOWN-OF-ENVIRONMENTAL-MOVEMEN-1979-09.pdf>.
- . « Environmental Movement Believed to Be in Conflict with U.S. Goal of Energy Self-Sufficiency. » *The Harris Poll*, 6 sept. 1979. En ligne. Internet. 3 avr. 2016. Available: <https://theharrispoll.com/wp-content/uploads/2017/12/Harris-Interactive-Poll-Research-ENVIRONMENTAL-MOVEMENT-BELIEVED-TO-BE-IN-CONFLICT-1979-09.pdf>.
- . « Harris-Interactive-Poll-Research-Solar-Energy-Tops-the-List-1977-02.pdf ». *The Harris Poll*, 17 févr. 1977. En ligne. Internet. 28 nov. 2019. Available: <https://theharrispoll.com/wp-content/uploads/2017/12/Harris-Interactive-Poll-Research-SOLAR-ENERGY-TOPS-THE-LIST-1977-02.pdf>.
- . « Sharp Increase Seen in Number of Americans Who Consider Energy Problem in U.S. Very Serious ». *The Chicago Tribune*, 30 avr. 1979.
- . « The Harris Survey. the Issue: Quality of Life. » *The Harris Poll*, 8 nov. 1976. En ligne. Internet. 1 févr. 2017. Available: <https://theharrispoll.com/wp-content/uploads/2017/12/Harris-Interactive-Poll-Research-THE-ISSUE-QUALITY-OF-LIFE-1976-11.pdf>.
- Helaoua, Yona. « Marche pour le climat à Washington: 100 jours de résistance face à Donald Trump », 30 avr. 2017. En ligne. Internet. 16 sept. 2019. Available: <https://www.france24.com/fr/20170430-etats-unis-marche-climat-washington-100-jours-resistance-donald-trump>.
- Hill, Lee Ann L. et al. « Temporal and Spatial Trends of Conventional and Unconventional Oil and Gas Waste Management in Pennsylvania, 1991–2017 ». *Science of The Total Environment* 674 (2019): 623-636.
- Hir, Pierre Le. « COP21 : les points clés de l'accord universel sur le climat ». *Le Monde*, 12 déc. 2015. En ligne. Internet. 6 nov. 2018. Available: [https://www.lemonde.fr/cop21/article/2015/12/12/cop21-les-points-cles-du-premier-accord-universel-sur-le-climat\\_4830606\\_4527432.html](https://www.lemonde.fr/cop21/article/2015/12/12/cop21-les-points-cles-du-premier-accord-universel-sur-le-climat_4830606_4527432.html).
- Howarth, Robert W., Renee Santoro, et Anthony Ingraffea. « Methane and the Greenhouse-Gas Footprint of Natural Gas from Shale Formations: A Letter ». *Climatic Change* 106.4 (2011): 679-690.
- IHS. « America's New Energy Future: The Unconventional Oil and Gas Revolution and the US Economy ». *U.S. Chamber of Commerce*, oct. 2012. En ligne. Internet. 7 déc. 2018. Available: <https://www.uschamber.com/sites/default/files/documents/files/AmericasNewEnergyFuture.pdf>.
- International Energy Agency. « Emissions », mars 2019. En ligne. Internet. 16 sept. 2019. Available: <https://www.iea.org/geco/emissions/>.
- International Energy agency. « Global Energy Review 2020 – Analysis ». *IEA*, avr. 2020. En ligne. Internet. 6 juin 2020. Available: <https://www.iea.org/reports/global-energy-review-2020>.
- International Energy Agency. « Key World Energy Statistics 2018 », 2018.

Isidore, Chris. « Why U.S. Oil Production Is Booming Under Obama's Watch ». *CNNMoney*, 28 janv. 2015. En ligne. Internet. 16 avr. 2016. Available: <http://money.cnn.com/2015/01/28/news/economy/obama-oil-boom/index.html>.

Jackson, David. « Obama Administration Unveils New Fracking Rules ». *usatoday*, 20 mars 2015. En ligne. Internet. 10 nov. 2018. Available: <https://www.usatoday.com/story/news/nation/2015/03/20/obama-interior-department-fracking-rules-sally-jewell/25101133/>.

Jafalian, Annie. « L'Oléoduc Bakou-Ceyhan: paradoxes et cohérence de la stratégie américaine des pipelines ». *Politique étrangère* 69.1 (2004): 151-163.

Joel, Billy. « Allentown », 16 nov. 2010. En ligne. Internet. 14 avr. 2019. Available: <https://www.billyjoel.com/song/allentown-5/>.

Johannes Friedrich, et Thomas Damassa. « The History of Carbon Dioxide Emissions ». *World Resources Institute*, 21 mai 2014. En ligne. Internet. 2 oct. 2020. Available: <https://www.wri.org/blog/2014/05/history-carbon-dioxide-emissions>.

Jones, Jeffrey M. « Obama's Fourth Year in Office Ties as Most Polarized Ever ». *Gallup*, 24 janv. 2013. En ligne. Internet. 27 nov. 2018. Available: <https://news.gallup.com/poll/160097/obama-fourth-year-office-ties-polarized-ever.aspx>.

———. « Voters Rate Economy as Top Issue for 2010 ». *Gallup*, 8 avr. 2010. En ligne. Internet. 16 oct. 2018. Available: <https://news.gallup.com/poll/127247/voters-rate-economy-top-issue-2010.aspx>.

Jurkowitz, Mark, et Paul Hitlin. « Citizen Eyewitnesses Provide Majority of Top Online News Videos in Oklahoma Tornado Disaster ». *Pew Research Center*, 22 mai 2013. En ligne. Internet. 14 oct. 2017. Available: <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2013/05/22/citizen-eyewitnesses-provide-majority-of-top-online-news-videos-in-oklahoma-tornado-disaster/>.

Kaval, ALLAN. « Les Voisins de la mer Caspienne s'entendent sur un statut juridique ». *Le Monde*, 16 août 2018. En ligne. Internet. 1 févr. 2019. Available: [https://www.lemonde.fr/international/article/2018/08/16/les-voisins-de-la-mer-caspienne-s-entendent-sur-un-statut-juridique\\_5343024\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2018/08/16/les-voisins-de-la-mer-caspienne-s-entendent-sur-un-statut-juridique_5343024_3210.html).

Kole, William, et Dusan Stojanovic. « Des Millions d'Européens privés de chauffage ». *20 Minutes*, 16 janv. 2009. En ligne. Internet. 24 janv. 2019. Available: <https://www.20min.ch/ro/news/monde/story/27626646>.

Kumar, Anita. « Obama Turning to Executive Power to Get What He Wants ». *mcclatchydc*, 19 mars 2013. En ligne. Internet. 24 avr. 2016. Available: <http://www.mcclatchydc.com/news/politics-government/white-house/article24746896.html>.

Larousse, Éditions. « Définitions: paradoxe », s. d. En ligne. Internet. 17 févr. 2020. Available: <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/paradoxe/57878>.

Le Monde. « La Russie lance la construction d'un gazoduc géant vers la Chine ». *Le Monde*, 1 sept. 2014. En ligne. Internet. 6 févr. 2019. Available: [https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/09/01/la-russie-lance-la-construction-d-un-gazoduc-geant-vers-la-chine\\_4479962\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/09/01/la-russie-lance-la-construction-d-un-gazoduc-geant-vers-la-chine_4479962_3214.html).

Le Monde, AFP, et Reuters. « Le Baril de pétrole franchit la barre des 145 dollars en Asie ». *Le Monde*, 3 juill. 2008. En ligne. Internet. 10 févr. 2019. Available: [https://www.lemonde.fr/economie/article/2008/07/03/le-baril-de-petrole-franchit-la-barre-des-145-dollars-en-asie\\_1065689\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2008/07/03/le-baril-de-petrole-franchit-la-barre-des-145-dollars-en-asie_1065689_3234.html).

———. « Le Chômage aux États-Unis à son plus haut niveau depuis 16 ans ». *Le Monde*, 9 janv. 2009. En ligne. Internet. 3 oct. 2018. Available: [https://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2009/01/09/la-chomage-aux-etats-unis-a-son-plus-haut-niveau-depuis-16-ans\\_1140030\\_1101386.html](https://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2009/01/09/la-chomage-aux-etats-unis-a-son-plus-haut-niveau-depuis-16-ans_1140030_1101386.html).

Leber, Rebecca, et Adam Peck. « House Republicans Voted Against the Environment More Than 500 Times in the Past Four Years ». *The New Republic*, 10 déc. 2014. En ligne. Internet. 25 avr. 2018. Available: <https://newrepublic.com/article/120508/house-floor-votes-against-environment-113th-congress>.

Leila Connors Petersen, et Nadia Connors. *The 11th Hour*. Documentaire, 2007. En ligne. Internet. 9 oct. 2020. Available: [https://www.rottentomatoes.com/m/11th\\_hour](https://www.rottentomatoes.com/m/11th_hour).

Lerer, Lisa, et Patrick O'connor. « House Passes Climate Change Bill ». *POLITICO*, 25 juin 2009. En ligne. Internet. 30 janv. 2020. Available: <https://www.politico.com/news/stories/0609/24232.html>.

Les Echos. « Ces « Guerres de l'eau » qui nous menacent ». *lesechos.fr*, 2016. En ligne. Internet. 23 juill. 2018. Available: [https://www.lesechos.fr/30/08/2016/LesEchos/22265-031-ECH\\_ces---guerres-de-l-eau---qui-nous-menacent.htm](https://www.lesechos.fr/30/08/2016/LesEchos/22265-031-ECH_ces---guerres-de-l-eau---qui-nous-menacent.htm).

Levenson, Eric, et Sara Mazloumsaki. « Iran's Rouhani Warns Us That "War with Iran Is the Mother of All Wars" ». *CNN*, 23 juill. 2019. En ligne. Internet. 8 oct. 2019. Available: <https://www.cnn.com/2018/07/22/world/iran-rouhani-mother-wars/index.html>.

Lewis, Paul. « Climate Campers Get a Lesson in Citizen Journalism ». *The Guardian*, 27 août 2009. En ligne. Internet. 6 déc. 2017. Available: <http://www.theguardian.com/media/2009/aug/27/climate-camp-citizen-journalism>.

Los Angeles Times. « Our Forests May Be on a Road to Ruin », 4 août 2004. En ligne. Internet. 23 févr. 2018. Available: <http://articles.latimes.com/2004/aug/04/opinion/oe-clinton4>.

Mahon, et Marie Cusick. « Restore Pa and Wolf's fifth severance tax attempt, explained ». *PA Post*, 25 juin 2019. En ligne. Internet. 25 juill. 2020. Available: <https://papost.org/2019/06/25/restore-pa-and-wolfs-fifth-severance-tax-attempt-explained/>.

Mahrane, Yannick et al. « De la Nature à la biosphère: l'invention politique de l'environnement global, 1945-1972 ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 113.1 (2012): 127.

Marcellus Shale Coalition. « Hydraulic Fracturing Ban Jeopardizes Environmental Progress, Devastating to Pa. Economy », 24 sept. 2019. En ligne. Internet. 3 août 2020. Available: <https://marcelluscoalition.org/2019/09/hydraulic-fracturing-ban-jeopardizes-environmental-progress-devastating-to-pa-economy/>.

Marusic, Kristina. « More Than 80 Percent of Waste from Pennsylvania's Oil and Gas Drilling Stays in the State », 23 avr. 2019. En ligne. Internet. 9 mai 2019. Available: <https://www.ehn.org/more-than-80-percent-of-waste-from-pennsylvanias-oil-and-gas-drilling-stays-in-the-state-report-2635283061.html>.

Mason, Jeff, et Richard Cowan. « Obama Vetoes Keystone XL Pipeline Bill ». *Scientific American*, 24 févr. 2015. En ligne. Internet. 5 juill. 2018. Available: <https://www.scientificamerican.com/article/obama-vetoes-keystone-xl-pipeline-bill/>.

McAleer, Phelim, Ann McInhinney, et Magdalena Segieda. *FrackNation*. Documentary, 2013. En ligne. Internet. 4 oct. 2020. Available: <https://www.rotentomatoes.com/m/fracknation>.

McGraw, Seamus. « Boom and Bust ». *Pittsburgh Quarterly*, 2016. En ligne. Internet. 2 mai 2019. Available: <https://pittsburghquarterly.com/pq-commerce/pq-energy/item/1236-boom-and-bust.html>.

McKenzie, Brian. « Modes Less Traveled—Bicycling and Walking to Work in the United States: 2008–2012 ». *U.S. Census Bureau*, 2014.

Mengpin, Ge, Johannes Friedrich, et Thomas Damassa. « 6 Graphs Explain the World's Top 10 Emitters. » *World Resources Institute*, 25 nov. 2014. En ligne. Internet. 23 janv. 2018. Available: <https://wri.org/blog/2014/11/6-graphs-explain-world%E2%80%99s-top-10-emitters>.

Merle, Renae. « A Guide to the Financial Crisis — 10 Years Later ». *Washington Post*, 10 sept. 2018. En ligne. Internet. 28 sept. 2018. Available: [https://www.washingtonpost.com/business/economy/a-guide-to-the-financial-crisis--10-years-later/2018/09/10/114b76ba-af10-11e8-a20b-5f4f84429666\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/business/economy/a-guide-to-the-financial-crisis--10-years-later/2018/09/10/114b76ba-af10-11e8-a20b-5f4f84429666_story.html).

Milbank, Dana, et Justin Blum. « Document Says Oil Chiefs Met with Cheney Task Force ». *Washington Post*, 16 nov. 2005. En ligne. Internet. 2 juin 2018. Available: <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2005/11/15/AR2005111501842.html>.

Millender, Erin. « Obama, le premier président « vert » des États-Unis ». *Revue internationale et stratégique* 76.4 (2009): 127.

Mitchell, Amy et al. « 1. Pathways to News ». *Pew Research Center*, juill. 2016. En ligne. Internet. 21 sept. 2017. Available: <http://www.journalism.org/2016/07/07/pathways-to-news/>.

Moran, Daniel et al. « Global Gridded Model of Carbon Footprints ». <http://citycarbonfootprints.info/>, s. d. En ligne. Internet. 16 août 2020. Available: <http://citycarbonfootprints.info/>.

Morello, Lauren et al. « Republicans Gut EPA Climate Rules, Slash Deeply into Climate Research, Aid and Technology Programs ». *The New York Times*, 14 févr. 2011. En ligne. Internet. 25 avr. 2018. Available: <https://archive.nytimes.com/www.nytimes.com/cwire/2011/02/14/14climatewire-republicans-gut-epa-climate-rules-slash-deep-87716.html?pagewanted=1>.

Moskowitz, Peter. « Pennsylvania Puts \$1.4m Towards Extinguishing Years-Old Mine Fire ». *The Guardian*, 22 août 2014. En ligne. Internet. 27 nov. 2019. Available: <https://www.theguardian.com/environment/2014/aug/22/pennsylvania-extinguishing-years-old-fire-centralia>.

Motel, Seth. « 5 Facts About the BP Oil Spill ». *Pew Research Center*, 17 avr. 2015. En ligne. Internet. 13 nov. 2017. Available: <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2015/04/17/5-facts-about-the-bp-oil-spill/>.

Motyka, Marlene et al. « Energy Study of Business and Residential Consumers ». *Deloitte*, juin 2019. En ligne. Internet. 27 mai 2020. Available: <https://www2.deloitte.com/us/en/insights/industry/power-and-utilities/energy-study-of-businesses-and-residential-consumers.html>.

Mouawad, Jad, et Clifford Krauss. « Pollution Fears Creating Reaction Against Natural Gas Boom ». *The New York Times*, 7 déc. 2009. En ligne. Internet. 16 avr. 2019. Available: <https://www.nytimes.com/2009/12/08/business/energy-environment/08fracking.html>.

Movieclips Classic Trailers. « An Inconvenient Truth (2006) Official Trailer #1 - Al Gore Movie HD - YouTube », 9 nov. 2012. En ligne. Internet. 8 nov. 2017. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=Bu6SE5TYrCM>.

National Conference of State Legislatures. « Red Tide ». *www.ncsl.org*, s. d. En ligne. Internet. 8 août 2020. Available: <https://www.ncsl.org/research/elections-and-campaigns/red-tide.aspx>.

———. « State Renewable Portfolio Standards and Goals », 2017. En ligne. Internet. 6 mars 2019. Available: <http://www.ncsl.org/research/energy/renewable-portfolio-standards.aspx>.

National Mining Association. « EPA Power Plant Rule Balances Environmental Protections with State Authority ». *National Mining Association*, 19 juin 2019. En ligne. Internet. 27 août 2019. Available: <https://nma.org/2019/06/19/epa-power-plant-rule-balances-environmental-protections-with-state-authority/>.

National Renewable Energy Laboratory. « A Retrospective Analysis of the Benefits and Impacts of U.S. Renewable Portfolio Standards » (2016): 82.

NC Clean Energy Technology Center. « Database of State Incentives for Renewables & Efficiency® ». *DSIRE*, s. d. En ligne. Internet. 5 août 2020. Available: <https://www.dsireusa.org/>.

———. « Here's Our Updated Map of #renewable Portfolio Standard for 50 States. You Will Notice Interesting Trends. Like Always, Let Us Know If We Missed Anything. » Tweet. @dsireusa, 23 oct. 2018. En ligne. Internet. 17 sept. 2019. Available: <https://twitter.com/dsireusa/status/1054886435524931591>.

———. « Renewable-Portfolio-Standards-2018 », oct. 2018. En ligne. Internet. 6 mars 2019. Available: <http://ncsolarcen-prod.s3.amazonaws.com/wp-content/uploads/2018/10/Renewable-Portfolio-Standards-2018.pdf>.

Nelson, Gabriel. « Energy and Climate Czar Browner's Resignation Seen as the End of an Era », 25 janv. 2011. En ligne. Internet. 1 oct. 2018. Available: <http://archive.nytimes.com/www.nytimes.com/gwire/2011/01/25/25greenwire-energy-and-climate-czar-browners-resignation-s-34804.html?pagewanted=print>.

Nelson Institute for Environmental Studies. « Introduction: the Earth Day story and Gaylord Nelson », s. d. En ligne. Internet. 4 janv. 2017. Available: <http://www.nelsonearthday.net/earth-day/index.php>.

Nelson, Jon. « NASA-led Study Solves a Methane Puzzle ». Text. NASA, 2 janv. 2018. En ligne. Internet. 14 mai 2019. Available: <http://www.nasa.gov/feature/jpl/nasa-led-study-solves-a-methane-puzzle>.

New Republic. *Jeb Bush Calls Trump the « Chaotic Candidate »*, 2015. En ligne. Internet. 3 juill. 2019. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=50h-J94D4zw>.

New York State Archives. « The Pataki Record - Environment », 2007. En ligne. Internet. 7 août 2020. Available: <https://wayback.archive-it.org/8438/20070112080219/http://convwebdocs.oclc.org/0000057321-000002610605>.

Newport, Franck. « Americans: Economy Takes Precedence Over Environment ». *Gallup*, 19 mars 2009. En ligne. Internet. 5 oct. 2018. Available: <https://news.gallup.com/poll/116962/Americans-Economy-Takes-Precedence-Environment.aspx>.

———. « Americans Want Government to Do More on Environment ». *Gallup*, 29 mars 2018. En ligne. Internet. 25 juin 2018. Available: <https://news.gallup.com/poll/232007/americans-want-government-more-environment.aspx>.

———. « Wyoming, North Dakota and Mississippi Most Conservative ». *Gallup*, 31 janv. 2017. En ligne. Internet. 6 août 2020. Available: <https://news.gallup.com/poll/203204/wyoming-north-dakota-mississippi-conservative.aspx>.

NRDC. « The Regional Greenhouse Gas Initiative Is a Model for the Nation ». *NRDC*, 12 juin 2018. En ligne. Internet. 8 mars 2019. Available: <https://www.nrdc.org/resources/regional-greenhouse-gas-initiative-model-nation>.

OGCI. « Oil and Gas Climate Initiative ». *OGCI*, 23 oct. 2017. En ligne. Internet. 4 juin 2020. Available: <https://oilandgasclimateinitiative.com/>.

Organization of the Petroleum Exporting Countries. « OPEC Share of World Crude Oil Reserves ». *opec.org*, 2019. En ligne. Internet. 9 janv. 2019. Available: [https://www.opec.org/opec\\_web/en/data\\_graphs/330.htm](https://www.opec.org/opec_web/en/data_graphs/330.htm).

O'Rourke, Tim. « Chronicle Covers: San Francisco Bay's oil spill for the ages ». *SFChronicle.com*, 19 janv. 2016. En ligne. Internet. 5 mai 2020. Available: [https://www.sfchronicle.com/chronicle\\_vault/article/Chronicle-Covers-San-Francisco-Bay-s-oil-spill-6754542.php](https://www.sfchronicle.com/chronicle_vault/article/Chronicle-Covers-San-Francisco-Bay-s-oil-spill-6754542.php).

O'Sullivan, John. « Annexation ». 1845. En ligne. Internet. 17 janv. 2021. Available: <http://web.grinnell.edu/courses/HIS/f01/HIS202-01/Documents/OSullivan.html>.

Page, Samantha. « 26 Attorneys General Are Suing The EPA. The Public Only Agrees With Them In 3 States. » *ThinkProgress*, 3 nov. 2015. En ligne. Internet. 25 avr. 2016. Available: <http://thinkprogress.org/climate/2015/11/03/3718675/most-americans-support-clean-power-plan/>.

Patriot-News, The. « Pennsylvania Gov. Tom Corbett's Budget Speech ». *pennlive.com*, 8 mars 2011. En ligne. Internet. 24 avr. 2019. Available: [https://www.pennlive.com/midstate/2011/03/pennsylvania\\_gov\\_tom\\_corbetts\\_2.html](https://www.pennlive.com/midstate/2011/03/pennsylvania_gov_tom_corbetts_2.html).

PBS. « Independent Lens. Democracy on Deadline. Who Owns the Media? » *Independent Lens*, s. d. En ligne. Internet. 30 nov. 2017. Available: <http://www.pbs.org/independentlens/democracyondeadline/mediaownership.html>.

Pedroletti, Brice. « La Chine veut préserver un approvisionnement crucial en énergie venant du Golfe ». *Le Monde*, 19 janv. 2012. En ligne. Internet. 10 févr. 2019. Available: [https://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2012/01/19/la-chine-veut-preserver-un-approvisionnement-crucial-en-energie-venant-du-golfe\\_1631870\\_3216.html](https://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2012/01/19/la-chine-veut-preserver-un-approvisionnement-crucial-en-energie-venant-du-golfe_1631870_3216.html).

Pew Research Center. « Partisan Polarization Surges in Bush, Obama Years ». *Pew Research Center for the People and the Press*, 4 juin 2012. En ligne. Internet. 11 oct. 2017. Available: <http://www.people-press.org/2012/06/04/partisan-polarization-surges-in-bush-obama-years/>.

———. « Political Polarization in the American Public », 12 juin 2014. En ligne. Internet. 14 mars 2018. Available: <http://www.people-press.org/2014/06/12/political-polarization-in-the-american-public/>.

———. « Political Polarization: The Growing Ideological Gap Along Political Party Lines ». *Pew Research Center*, 21 oct. 2014. En ligne. Internet. 14 mars 2018. Available: <http://www.pewresearch.org/packages/political-polarization/>.

———. « Section 4: News Media Credibility », 8 juin 1998. En ligne. Internet. 28 nov. 2017. Available: <http://www.people-press.org/1998/06/08/section-4-news-media-credibility/>.

———. « U.S. Public Views on Climate and Energy ». *Pew Research Center Science & Society*, 25 nov. 2019. En ligne. Internet. 22 juill. 2020. Available: <https://www.pewresearch.org/science/2019/11/25/u-s-public-views-on-climate-and-energy/>.

Pizzicalaluna. « Venezuela : la CIA accusée par ses propres documents ». *Club de Mediapart*, 10 avr. 2015. En ligne. Internet. 19 juill. 2020. Available: <https://blogs.mediapart.fr/pizzicalaluna/blog/100415/venezuela-la-cia-accusee-par-ses-propres-documents>.

- Pooley, Eric. « Trump's EPA Pick Imperils Science—And Earth ». *Time*, 17 janv. 2017. En ligne. Internet. 5 juill. 2019. Available: <https://time.com/4635162/scott-pruitt-science-denial/>.
- Raitt, Bonnie et al. « Commentary: Stealth Nuke Effort Should Be Stopped ». *CNN*, 12 oct. 2007. En ligne. Internet. 16 déc. 2019. Available: <http://edition.cnn.com/2007/US/10/11/nuclear.commentary/index.html>.
- Randy, James. « A Brief History of White House Czars ». *Time*, 23 sept. 2009. En ligne. Internet. 29 août 2018. Available: <http://time.com/3516927/history-of-white-house-czars/>.
- Rapier, Robert. « The Irony of President Obama's Oil Legacy ». *Forbes*, 15 janv. 2016. En ligne. Internet. 16 avr. 2016. Available: <http://www.forbes.com/sites/rrapier/2016/01/15/president-obamas-petroleum-legacy/print/>.
- Rapoza, Kenneth. « Bankrupt Venezuelan Oil Firm PDVSA Proposes Selling Oil Assets To Private Sector ». *Forbes*, 28 avr. 2020. En ligne. Internet. 20 juill. 2020. Available: <https://www.forbes.com/sites/kenrapoza/2020/04/28/bankrupt-venezuelan-oil-firm-pdvsa-proposes-selling-oil-assets-to-private-sector/>.
- RE100. « Companies - RE100 », s. d. En ligne. Internet. 6 juin 2020. Available: /companies.
- RE100, The Climate Group, et CDP. « RE100 Progress and Insights. Annual Report. Moving to Truly Global Impact. Influencing Renewable Electricity Markets », nov. 2018. En ligne. Internet. 6 juin 2020. Available: <http://media.virbcdn.com/files/fd/868ace70d5d2f590-RE100ProgressandInsightsAnnualReportNovember2018.pdf>.
- Rédaction de l'INA. « Iran : du Shah à Khomeiny ». *Ina.fr*, 10 janv. 2014. En ligne. Internet. 11 nov. 2019. Available: <https://www.ina.fr/contenus-editoriaux/articles-editoriaux/iran-du-shah-a-khomeiny/>.
- Renick Mayer, Lindsay. « Big Oil's Influence in Washington », 2008. En ligne. Internet. 10 mars 2016. Available: <http://www.pbs.org/shows/347/oil-politics.html>.
- Republican National Committee. « EPA Regulations ». *GOP*, s. d. En ligne. Internet. 26 avr. 2018. Available: <https://gop.com/>.
- Republican Party Platforms. « Republican Party Platform of 1980 », 15 juill. 1980. En ligne. Internet. 1 mai 2017. Available: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=25844>.
- Reuters Staff. « Factbox: How China Tariffs on U.S. Commodities, Energy Stand After "Phase One" Trade Deal ». *Reuters*, 16 déc. 2019. En ligne. Internet. 28 sept. 2020. Available: <https://www.reuters.com/article/us-usa-trade-china-commoditiestariffs-fa-idUSKBN1YK0F1>.
- Revin, Andrew C. « U.S. Delegation Walks Out of Climate Talks ». *The New York Times*, 9 déc. 2005. En ligne. Internet. 29 janv. 2018. Available: <https://www.nytimes.com/2005/12/09/international/americas/us-delegation-walks-out-of-climate-talks.html>.
- RGGI Inc. « RGGI States Announce Proposed Program Changes: Additional 30% Emissions Cap Decline by 2030 », 23 août 2017. En ligne. Internet. 7 août 2020. Available: [https://www.rggi.org/sites/default/files/Uploads/Program-Review/8-23-2017/Announcement\\_Proposed\\_Program\\_Changes.pdf](https://www.rggi.org/sites/default/files/Uploads/Program-Review/8-23-2017/Announcement_Proposed_Program_Changes.pdf).
- . « Welcome ». *www.rggi.org*, 2020. En ligne. Internet. 7 août 2020. Available: <https://www.rggi.org/>.
- Ripple, William J. et al. « World Scientists' Warning to Humanity: A Second Notice ». *BioScience* (2017). En ligne. Internet. 23 nov. 2017. Available: <https://academic.oup.com/bioscience/advance-article/doi/10.1093/biosci/bix125/4605229>.
- Romero, Frances. « Energy Czar: Carol Browner ». *Time*, 15 déc. 2008. En ligne. Internet. 1 oct. 2018. Available: <http://content.time.com/time/politics/article/0,8599,1866567,00.html>.
- Roy, Olivier. « Caspienne: une histoire d'oléoduc, ou les illusions de la géostratégie ». *Critique internationale* 8.1 (2000): 36-44.
- Royal, Todd. « U.S. Natural Gas Is the New, Global, Soft-Power Weapon », 27 août 2019. En ligne. Internet. 6 sept. 2019. Available: <https://nationalinterest.org/feature/us-natural-gas-new-global-soft-power-weapon-76471>.
- RT. « Coal-Rich Ukraine Happy to Transport Coal from Pennsylvania on US Locomotives - Poroshenko ». *RT International*, 24 août 2018. En ligne. Internet. 6 sept. 2019. Available: <https://www.rt.com/business/436753-ukraine-us-coal-us-locos/>.
- Rush Township. « Ordinances | Rush Township », s. d. En ligne. Internet. 2 juin 2019. Available: <http://www.rushtownship.org/category/ordinances/page/5/>.
- Russo, Joe, et Anthony Russo. *Avengers: Infinity War*, 2018. En ligne. Internet. 9 oct. 2020. Available: [http://www.allocine.fr/film/fichefilm\\_gen\\_cfilm=218265.html](http://www.allocine.fr/film/fichefilm_gen_cfilm=218265.html).
- Ryad, Par Marc JOURDIER, avec Anuj CHOPRA à. « La « Guerre froide » entre l'Arabie Saoudite et l'Iran expliquée en cinq questions ». *Ouest-France.fr*, 12 nov. 2017. En ligne. Internet. 19 janv. 2019. Available: <https://www.ouest-france.fr/monde/iran/la-guerre-froide-entre-l-arabie-saoudite-et-l-iran-expliquee-en-cinq-questions-5373538>.
- Saad, Lydia. « Gridlock Is Top Reason Americans Are Critical of Congress ». *Gallup*, 12 juin 2013. En ligne. Internet. 1 mai 2018. Available: <http://news.gallup.com/poll/163031/gridlock-top-reason-americans-critical-congress.aspx>.
- . « Preference for Environment Over Economy Largest Since 2000 ». *Gallup*, 4 avr. 2019. En ligne. Internet. 3 avr. 2020. Available: <https://news.gallup.com/poll/248243/preference-environment-economy-largest-2000.aspx>.

———. « TV Is Americans' Main Source of News ». *Gallup*, 8 juill. 2013. En ligne. Internet. 10 nov. 2017. Available: <http://news.gallup.com/poll/163412/americans-main-source-news.aspx>.

San Antonio Chamber of commerce. « Chamber Voices Concerns about City's Climate Action and Adaption Plan ». *San Antonio Chamber*, 19 févr. 2020. En ligne. Internet. 19 août 2020. Available: <https://www.sachamber.org/news/2019/02/22/chamber-voices-concerns-citys-climate-action-adaption-plan/>.

San Benito. « San Benito County Fracking Ban Initiative », 2014. En ligne. Internet. 3 sept. 2020. Available: [https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/frack\\_actions\\_sanbenitocountyca.pdf](https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/frack_actions_sanbenitocountyca.pdf).

San Francisco Department of the Environment. « Policies Related to Zero Waste ». *sfenvironment.org - Our Home. Our City. Our Planet*, s. d. En ligne. Internet. 20 août 2020. Available: <https://sfenvironment.org/zero-waste-legislation>.

Schaub, Coralie. « Le Gaz est-il vraiment le levier incontournable de la transition énergétique ? » *Libération*, 1 juin 2015. En ligne. Internet. 30 nov. 2018. Available: [https://www.liberation.fr/futurs/2015/06/01/le-gaz-est-il-vraiment-le-levier-incontournable-de-la-transition-energetique\\_1320352](https://www.liberation.fr/futurs/2015/06/01/le-gaz-est-il-vraiment-le-levier-incontournable-de-la-transition-energetique_1320352).

Schmidt, William E. « The "Colorado Mafia" Puts Its Stamp on the Government ». *The New York Times*, 6 sept. 1981. En ligne. Internet. 8 mai 2017. Available: <http://www.nytimes.com/1981/09/06/weekinreview/the-colorado-mafia-puts-its-stamp-on-the-government.html>.

Schneider, Keith. « Obama's Plan: Clean Energy Will Help Drive a Recovery ». *Yale E360*, 15 janv. 2009. En ligne. Internet. 22 nov. 2018. Available: [https://e360.yale.edu/features/obamas\\_plan\\_clean\\_energy\\_will\\_help\\_drive\\_a\\_recovery](https://e360.yale.edu/features/obamas_plan_clean_energy_will_help_drive_a_recovery).

SEIA Comms Team. « Tariffs Take a Bite Out of American Solar Jobs ». *SEIA*, 12 févr. 2019. En ligne. Internet. 3 oct. 2019. Available: </blog/tariffs-take-bite-out-american-solar-jobs>.

Shabecoff, Philip. « Reagan and Environment: To Many, a Stalemate ». *The New York Times*, 2 janv. 1989. En ligne. Internet. 25 avr. 2017. Available: <http://www.nytimes.com/1989/01/02/us/reagan-and-environment-to-many-a-stalemate.html?pagewanted=all&pagewanted=print>.

———. « Reagan Order on Cost-Benefit Analysis Stirs Economic and Political Debate ». *The New York Times*, 7 nov. 1981, sect. U.S. En ligne. Internet. 25 avr. 2017. Available: <http://www.nytimes.com/1981/11/07/us/reagan-order-on-cost-benefit-analysis-stirs-economic-and-political-debate.html>.

———. « Reagan Environment Policy Sharply Attacked by Carter ». *The New York Times*, 3 juin 1983. En ligne. Internet. 15 mars 2016. Available: <http://www.nytimes.com/1983/06/03/us/reagan-environment-policy-sharply-attacked-by-carter.html>.

Shaftel, Holly. « What's in a Name? Weather, Global Warming and Climate Change ». *Climate Change: Vital Signs of the Planet*, s. d. En ligne. Internet. 28 déc. 2017. Available: <https://climate.nasa.gov/resources/global-warming>.

Sheehan Perkins, Madeleine. « How Pittsburgh embraced a radical environmental movement popping up in conservative towns across America ». *Business Insider France*, 2017. En ligne. Internet. 21 mai 2019. Available: <https://www.businessinsider.fr/us/rights-for-nature-preventing-fracking-pittsburgh-pennsylvania-2017-7/>.

Sheppard, Kate. « Where Does Interior Pick Salazar Stand on Key Environmental Issues? », 17 déc. 2008. En ligne. Internet. 2 oct. 2018. Available: <https://grist.org/article/transition-talk-any-which-way-you-ken/>.

Shogren, Elizabeth. « For 30 Years, a Political Battle Over Oil and ANWR ». *NPR.org*, 10 nov. 2005. En ligne. Internet. 21 nov. 2019. Available: <https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=5007819>.

S.L. « Climat: Copenhague s'achève sur un échec ». *Le Figaro*, 19 déc. 2009, sect. Environnement.

Smith, David. « Barack Obama Bans Oil and Gas Drilling in Most of Arctic and Atlantic Oceans ». *The Guardian*, 20 déc. 2016. En ligne. Internet. 10 nov. 2018. Available: <https://www.theguardian.com/us-news/2016/dec/20/barack-obama-bans-oil-gas-drilling-arctic-atlantic>.

Smith, Matt, et Christopher McCaleb. « Bush Budget Boosts Education, Defense but Cuts EPA ». *CNN*, 9 avr. 2001. En ligne. Internet. 25 avr. 2018. Available: <http://edition.cnn.com/2001/ALLPOLITICS/04/09/bush.budget.02/index.html>.

Smith, Steven S., Jason M. Roberts, et Ryan J. Vander Wielen. *The American Congress*. 7th ed. New York: Cambridge University Press, 2011.

Stern, Todd, et William Antholis. « Creating the E-8 - Center for American Progress ». *Center for American Progress*, 1 juin 2007. En ligne. Internet. 11 sept. 2018. Available: <https://www.americanprogress.org/issues/green/news/2007/06/01/3169/creating-the-e-8/>.

Stine, Jeffrey K. « Environmental Policy During the Carter Presidency », 1998. En ligne. Internet. 17 avr. 2016. Available: <http://www.markstoll.net/HIST4323/2008/Stine%20-%20Environmental%20Policy%20during%20the%20Carter%20Presidency.pdf>.

Swift, Art. « Opposition to Fracking Mounts in the U.S. » *Gallup.com*, 30 mars 2016. En ligne. Internet. 2 avr. 2019. Available: <https://news.gallup.com/poll/190355/opposition-fracking-mounts.aspx>.

Templeton, David, et Dan Hopey. « Gov. Tom Wolf Asked to Investigate Possible Link Between Pa. Fracking, Childhood Cancers ». *Pittsburgh Post-Gazette*, juin 2019. En ligne. Internet. 27 juill. 2020. Available: <https://www.post-gazette.com/news/environment/2019/06/17/fracking-health-effects-tom-wolf-letter-environmental-rachel-levine/stories/201906140125>.



———. « The Human Toll », 14 mai 2019. En ligne. Internet. 24 juill. 2020. Available: <https://newsinteractive.post-gazette.com/childhood-cancer-pittsburgh-pennsylvania-canon-mcmillan-pollution/>.

Templeton, David, Dan Hopey, et Andrew Rush. « The Human Toll Part 2 », 18 juill. 2019. En ligne. Internet. 24 juill. 2020. Available: <https://newsinteractive.post-gazette.com/fracking-and-health-2/>.

The Associated Press. « Paris Agreement: Trump Resisting Pressure From Ivanka, Pope ». *Fortune*, 31 mai 2017. En ligne. Internet. 16 sept. 2019. Available: <https://fortune.com/2017/05/31/paris-agreement-donald-trump/>.

The Center for Climate and Energy Solutions, et U.S. Conference of Mayors. *Mayors Leading the Way on Climate and How Cities Large and Small are Taking Action 2018*, 2018.

The Environmental Council of the States. « Status of state environmental agency budgets fiscal years 2016 to 2019 ». *www.ecos.org*, 25 juin 2020.

The Mercyhurst Center for Applied Politics. « The Mercyhurst Poll- State of the Economy and the Impact of Gas Extraction from the Marcellus Shale Formation » (2013): 22.

The New York Times. « Third Presidential Debate - McCain and Obama - Transcript - Election Guide 2008 », 15 oct. 2018. En ligne. Internet. 25 sept. 2018. Available: <https://www.nytimes.com/elections/2008/president/debates/transcripts/third-presidential-debate.html>.

The New York Times, CBS News. « New York Times/CBS News Poll: An Edge in the Battle for Public Support », févr. 2010. En ligne. Internet. 8 juin 2018. Available: <https://www.nytimes.com/interactive/projects/documents/new-york-times-cbs-news-poll#p=1>.

The United States Conference of Mayors. « About the Conference - United States Conference of Mayors », s. d. En ligne. Internet. 18 août 2020. Available: <https://www.usmayors.org/the-conference/about/>.

———. « Mayors Climate Protection Center ». *United States Conference of Mayors*, s. d. En ligne. Internet. 18 août 2020. Available: <https://www.usmayors.org/programs/mayors-climate-protection-center/>.

The Washington Post. « Todd D. Stern », s. d. En ligne. Internet. 10 sept. 2018. Available: [https://www.washingtonpost.com/politics/todd-d-stern/gIQAvZor9O\\_email.html?noredirect=on](https://www.washingtonpost.com/politics/todd-d-stern/gIQAvZor9O_email.html?noredirect=on).

The Washington Times. « Obama, the Polarizing President », 19 déc. 2016. En ligne. Internet. 28 nov. 2018. Available: <https://www.washingtontimes.com/news/2016/dec/19/obama-the-polarizing-president/>.

The wilderness society. « Roadless Bill », s. d. En ligne. Internet. 20 févr. 2018. Available: <https://wilderness.org/article/roadless-bill>.

ThinkProgress. « More Bad News for Fracking: IPCC Warns Methane Traps Much More Heat Than We Thought », 2 oct. 2013. En ligne. Internet. 14 mai 2019. Available: <https://thinkprogress.org/more-bad-news-for-fracking-ippc-warns-methane-traps-much-more-heat-than-we-thought-9c2badf392df/>.

Thwaites, Joe. « Trump Budget Nickel-and-Dimes America -- and the World ». *World Resources Institute*, 23 mai 2017. En ligne. Internet. 9 avr. 2020. Available: <https://www.wri.org/blog/2017/05/trump-budget-nickel-and-dimes-america-and-world>.

Time. « Time magazine cover: who needs washington? » *TIME.com*, 25 juin 2007. En ligne. Internet. 14 août 2020. Available: <http://content.time.com/time/covers/pacific/0,16641,20070625,00.html>.

Tribune, The Texas, et Ross Ramsey. « Analysis: When Local Control is Remote ». *The Texas Tribune*, 12 mars 2015. En ligne. Internet. 30 mai 2019. Available: <https://www.texastribune.org/2015/03/12/analysis-local-control-sometimes/>.

Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses ressources. « Deuxième conférence mondiale sur les parcs nationaux », 1974. En ligne. Internet. 17 sept. 2020. Available: <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/1974-002-Fr-pgs.15-127.pdf>.

Union of Concerned Scientists. « Climate Change Research Distorted and Suppressed », 30 juin 2005. En ligne. Internet. 21 janv. 2020. Available: <https://www.ucsusa.org/resources/climate-change-research-distorted-and-suppressed>.

———. « Science or Spin?: Assessing the Accuracy of Cable News Coverage of Climate Science ». *Union of Concerned Scientists*, 2014. En ligne. Internet. 7 déc. 2017. Available: [https://www.ucsusa.org/global\\_warming/solutions/fight-misinformation/cable-news-coverage-climate-change-science.html](https://www.ucsusa.org/global_warming/solutions/fight-misinformation/cable-news-coverage-climate-change-science.html).

U.S. Capitol Visitor Center. « What Congress Does ». *U.S. Capitol Visitor Center*, s. d. En ligne. Internet. 17 juin 2019. Available: <https://www.visitthecapitol.gov/about-congress/what-congress-does>.

U.S. Gold Corp. « U.S. Gold Corp. Appoints the Honorable Ryan K. Zinke, Former Secretary of Interior to the Board of Directors : U.S. Gold Corp. (USAU) ». *U.S. Gold Corp.*, 16 avr. 2019. En ligne. Internet. 27 févr. 2020. Available: <https://www.usgoldcorp.gold/news-media/press-releases/detail/65/u-s-gold-corp-appoints-the-honorable-ryan-k-zinke>.

Verzemnieks, Inara. « Reinvention in the Rust Belt », 2020. En ligne. Internet. 2 sept. 2020. Available: <https://www.cnn.com/interactive/2020/politics/allentown-pennsylvania-race-2020-election>.

Villarreal, Daniel. « Biden Says Fracking Jobs Won't Be "on the Chopping Block" If He's Elected ». *Newsweek*, 9 juill. 2020. En ligne. Internet. 2 août 2020. Available: <https://www.newsweek.com/biden-says-fracking-jobs-wont-chopping-block-if-hes-elected-1516793>.

Volcovici, Valerie. « Thousands at Climate Rally in Washington Call on Obama to Reject Keystone pipeline ». *Reuters*, 17 févr. 2013. En ligne. Internet. 8 nov. 2018. Available: <https://www.reuters.com/article/us-usa-climate-keystone-protest-idUSBRE91G0GZ20130217>.

———. « Trump Administration Tells EPA to Cut Climate Page from Website: Sources », 25 janv. 2017. En ligne. Internet. 5 juill. 2019. Available: <https://www.reuters.com/article/us-usa-trump-epa-climatechange/trump-administration-tells-epa-to-cut-climate-page-from-website-sources-idUSKBN15906G>.

Wald, Matthew L. « Steven Chu ». *The New York Times*, 5 déc. 2008, sect. Politics. En ligne. Internet. 1 oct. 2018. Available: <https://www.nytimes.com/2008/12/05/us/politics/05web-chu.html>.

Walsh, Bryan. « Red State, Green City: How Austin Has Become America's Clean-Tech Hub ». *Time*, 16 janv. 2012. En ligne. Internet. 29 mars 2019. Available: <http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,2103780,00.html>.

———. « The GOP's Hidden Debt-Deal Agenda: Gut the EPA ». *Time*, 2 août 2011. En ligne. Internet. 25 avr. 2016. Available: <http://content.time.com/time/health/article/0,8599,2086421,00.html>.

We Are Still In. « Who's In ». *We Are Still In*, s. d. En ligne. Internet. 22 mars 2019. Available: <https://www.wearestillin.com/signatories>.

Wertz, By Joe. « Gov. Fallin Signs Bill to Prevent Towns, Cities and Counties from Banning Fracking | StateImpact Oklahoma ». *StateImpact Oklahoma | Environment, Education, Energy, Health And Justice: Policy to People*, 1 juin 2015. En ligne. Internet. 30 mai 2019. Available: <https://stateimpact.npr.org/oklahoma/2015/06/01/gov-fallin-signs-bill-to-prevent-towns-cities-and-counties-from-banning-fracking/>.

Western Climate Initiative. « Frequently Asked Questions », 2013. En ligne. Internet. 8 août 2020. Available: [http://westernclimateinitiative.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=33&Itemid=48#question12](http://westernclimateinitiative.org/index.php?option=com_content&view=article&id=33&Itemid=48#question12).

Wheaton, Sarah. « How Much Does a House Seat Cost? », 9 juill. 2013. En ligne. Internet. 25 juin 2018. Available: <https://thecaucus.blogs.nytimes.com/2013/07/09/how-much-does-a-house-seat-cost/?module=ArrowsNav&contentCollection=Politics&action=keypress&region=FixedLeft&pgtype=Blogs>.

Wikipédia. « Liste des noms retirés d'ouragans ». *Wikipédia*, 13 oct. 2018. En ligne. Internet. 18 mars 2019. Available: [https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Liste\\_des\\_noms\\_retir%C3%A9s\\_d%27ouragans&oldid=152993499](https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Liste_des_noms_retir%C3%A9s_d%27ouragans&oldid=152993499).

Willer, Robb. « Is the Environment a Moral Cause? » *The New York Times*, 27 févr. 2015. En ligne. Internet. 30 janv. 2017. Available: <https://www.nytimes.com/2015/03/01/opinion/sunday/is-the-environment-a-moral-cause.html>.

Woodall, Candy. « 7 Major Pipeline Projects in Pennsylvania ». *pennlive*, 22 mai 2019. En ligne. Internet. 27 juill. 2020. Available: [https://www.pennlive.com/midstate/2015/10/7\\_major\\_pipeline\\_projects\\_in\\_p.html](https://www.pennlive.com/midstate/2015/10/7_major_pipeline_projects_in_p.html).

Worland, Justin. « Coal's Last Kick ». *TIME.com*, avr. 2017. En ligne. Internet. 18 oct. 2019. Available: <https://time.com/coins-last-kick/>.

World Wildlife Fund. « Nebraska Sand Hills Mixed Grasslands ». *World Wildlife Fund*, s. d. En ligne. Internet. 8 nov. 2018. Available: <https://www.worldwildlife.org/ecoregions/na0809>.

« 1990-92 Early 1990s Recession - Timeline », s. d. En ligne. Internet. 2 avr. 2020. Available: <https://bancroft.berkeley.edu/ROHO/projects/debt/1990srecession.html>.

« About – Get Oil Out ». *getoilout.org*, 2018. En ligne. Internet. 26 nov. 2019. Available: [https://getoilout.org/?page\\_id=12](https://getoilout.org/?page_id=12).

« About Clamshell ». *Clamshell Alliance*, 2009. En ligne. Internet. 17 déc. 2019. Available: <https://www.clamshellalliance.net/about/>.

« Activities : Media Monitoring of Climate Change or Global Warming :: International Collective on Environment, Culture & Politics », s. d. En ligne. Internet. 20 oct. 2017. Available: [http://sciencepolicy.colorado.edu/icecaps/research/media\\_coverage/usa/index.html](http://sciencepolicy.colorado.edu/icecaps/research/media_coverage/usa/index.html).

« Agenda 21 - United States ». *un.org*, s. d. En ligne. Internet. 17 sept. 2020. Available: <https://www.un.org/esa/agenda21/natinfo/countr/usa/natur.htm>.

« American Cities Initiative ». *Bloomberg Philanthropies*, s. d. En ligne. Internet. 4 oct. 2020. Available: <https://www.bloomberg.org/program/founders-projects/american-cities-initiative/>.

« Background ». *CleanPowerSF*, s. d. En ligne. Internet. 21 août 2020. Available: <https://www.cleanpowersf.org/background>.

« Blue wall (politics) ». *Wikipedia*, 5 août 2020. En ligne. Internet. 6 août 2020. Available: [https://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Blue\\_wall\\_\(politics\)&oldid=971292989](https://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Blue_wall_(politics)&oldid=971292989).

« Boulder ». *Carbon Neutral Cities Alliance*, s. d. En ligne. Internet. 23 août 2020. Available: <https://carbonneutralcities.org/cities/boulder/>.

« CAIT Equity Explorer - Explore the Dimensions of Climate Equity », s. d. En ligne. Internet. 23 janv. 2018. Available: <http://cait.wri.org/equity/?countries=%5B%22United%20States%22%5D&indicators=%5B%22GHG%20Emissions%20-%20Per%20Capita%202012%20without%20LUCF%22%5D>.

« Cameroon's Constitution of 1972 with Amendments Through 2008 ». *constituteproject.org*, 2019. En ligne. Internet. 9 janv. 2020. Available: [https://www.constituteproject.org/constitution/Cameroon\\_2008.pdf?lang=en](https://www.constituteproject.org/constitution/Cameroon_2008.pdf?lang=en).

« City Officials – Climate Mayors ». Climate Mayors, s. d. En ligne. Internet. 4 oct. 2020. Available: <http://climatemayors.org/get-involved/city-officials/>.

« Cleantech in Boulder ». *Boulder Economic Council*, s. d. En ligne. Internet. 3 oct. 2020. Available: <http://bouldereconomiccouncil.org/boulder-economy/key-industries-companies/cleantech/>.

« Climate Action Plans in the 50 Largest Cities ». *Ballotpedia*, s. d. En ligne. Internet. 18 août 2020. Available: [https://ballotpedia.org/Climate\\_action\\_plans\\_in\\_the\\_50\\_largest\\_cities](https://ballotpedia.org/Climate_action_plans_in_the_50_largest_cities).

*CNN Democratic Debate 3 15 20 CNN Democratic Debate March 15, 2020 FULL*, 2020. En ligne. Internet. 2 août 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=ICaPnOswe64>.

*Collier's*. Vol. v.44 S-MR (1909-1910). University of Illinois Urbana-Champaign. New York: New York, NY : Collier's, 1888. En ligne. Internet. 4 mars 2020. Available: <http://archive.org/details/colliers4419unse>.

« Environment ». *Jo Jorgensen for President*, 2020. En ligne. Internet. 2 août 2020. Available: <https://jo20.com/issues/environment/>.

« FracFocus », s. d. En ligne. Internet. 4 sept. 2020. Available: <https://fracfocus.org/>.

« Global Environment Outlook-5 | Global Environmental Outlook (GEO) », s. d. En ligne. Internet. 20 déc. 2017. Available: <http://web.unep.org/geo/assessments/global-assessments/global-environment-outlook-5>.

« GNL : les États-Unis poursuivent leur « seconde révolution » gazière ». *Connaissance des Énergies*, 8 déc. 2017. En ligne. Internet. 16 févr. 2019. Available: <https://www.connaissancedesenergies.org/gnl-les-etats-unis-poursuivent-leur-2e-revolution-gaziere-171208>.

« History for HB 40 ». *Texas Legislature Online*, 2015. En ligne. Internet. 4 sept. 2020. Available: <https://capitol.texas.gov/BillLookup/History.aspx?LegSess=84R&Bill=HB40>.

« Howie Hawkins' Platform Summary ». *Howiehawkins.us. Howie Hawkins for President | Angela Walker for Vice President*, 9 avr. 2020. En ligne. Internet. 28 juill. 2020. Available: <https://howiehawkins.us/platform/>.

*Iron Man Underwater - « Clean Energy » Scene -The Avengers*, 2012. En ligne. Internet. 10 mars 2020. Available: <https://www.youtube.com/watch?v=vWFXrln0we8>.

« Keystone Pipeline ». *Wikipedia*, s. d. En ligne. Internet. 24 sept. 2020. Available: [https://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Keystone\\_Pipeline&oldid=978930392](https://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Keystone_Pipeline&oldid=978930392).

« Keystone XL — Maps ». *Keystone XL*, s. d. En ligne. Internet. 24 sept. 2020. Available: <https://www.keystone-xl.com/maps/>.

« List of Current Mayors of the Top 100 Cities in the United States ». *Ballotpedia*, s. d. En ligne. Internet. 3 oct. 2020. Available: [https://ballotpedia.org/List\\_of\\_current\\_mayors\\_of\\_the\\_top\\_100\\_cities\\_in\\_the\\_United\\_States](https://ballotpedia.org/List_of_current_mayors_of_the_top_100_cities_in_the_United_States).

« MAX Light Rail Project History ». *TriMet*, s. d. En ligne. Internet. 1 sept. 2020. Available: <https://trimet.org/history/maxoverview.htm>.

« Mayors Against Proposition 112 To Rally Today at Colorado State Capitol ». *American Petroleum Institute*, 6 oct. 2018. En ligne. Internet. 24 août 2020. Available: <https://www.api.org:443/news-policy-and-issues/news/2018/10/16/mayors-against-proposition-112>.

« Meet the Mayors ». *United States Conference of Mayors*, s. d. En ligne. Internet. 21 août 2020. Available: <https://www.usmayors.org/mayors/meet-the-mayors/>.

« Members – Climate Mayors ». Climate Mayors, s. d. En ligne. Internet. 31 août 2020. Available: <http://climatemayors.org/about/members/>.

« Mercy Mercy Me (The Ecology) - Marvin Gaye ». *Deezer*, s. d. En ligne. Internet. 8 nov. 2017. Available: <https://www.deezer.com/fr/album/248162>.

« Nebraska Taxpayers for Freedom Rally ». 2015. *Meetup*, s. d. En ligne. Internet. 19 août 2020. Available: <https://www.meetup.com/fr-FR/the912project/events/223628878/>.

« Party Affiliation of the Mayors of the 100 Largest Cities ». *Ballotpedia*, 2020. En ligne. Internet. 2 sept. 2020. Available: [https://ballotpedia.org/Party\\_affiliation\\_of\\_the\\_mayors\\_of\\_the\\_100\\_largest\\_cities](https://ballotpedia.org/Party_affiliation_of_the_mayors_of_the_100_largest_cities).

« Pennsylvania Election Results 2016 ». *The New York Times*, 13 sept. 2017. En ligne. Internet. 29 juill. 2020. Available: <https://www.nytimes.com/elections/2016/results/pennsylvania>.

« Portland, OR is taking action on climate change ». *Global Covenant of Mayors*, s. d. En ligne. Internet. 21 août 2020. Available: <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/portland-or/>.

« Presidential voting trends in Pennsylvania ». *Ballotpedia*, s. d. En ligne. Internet. 4 oct. 2020. Available: [https://ballotpedia.org/Presidential\\_voting\\_trends\\_in\\_Pennsylvania](https://ballotpedia.org/Presidential_voting_trends_in_Pennsylvania).

« Roadless - Historical Information ». *United States Department of Agriculture Forest Service*, s. d. En ligne. Internet. 20 sept. 2020. Available: <https://www.fs.usda.gov/roadmain/roadless/roadlessarchives/historicalinformation>.

« Summary of H.R. 2454 (111th): American Clean Energy and Security Act of 2009 ». *GovTrack.us*, s. d. En ligne. Internet. 29 janv. 2020. Available: <https://www.govtrack.us/congress/bills/111/hr2454/summary>.

« Texas State Legislature ». *Ballotpedia*, s. d. En ligne. Internet. 23 août 2020. Available: [https://ballotpedia.org/Texas\\_State\\_Legislature](https://ballotpedia.org/Texas_State_Legislature).

« The Power of the President ». *Center for American Progress* (2010): 8.

« Time Magazine Cover: Vanishing Ozone ». *Time*, 17 févr. 1992. En ligne. Internet. 9 mars 2020. Available: <http://content.time.com/time/covers/0,16641,19920217,00.html>.

« United States Constitution ». *ushistory.org*, s. d. En ligne. Internet. 12 févr. 2018. Available: <http://www.ushistory.org/documents/constitution.htm>.

« Urban growth boundary ». *Metro*, 2020. En ligne. Internet. 21 août 2020. Available: <https://www.oregonmetro.gov/urban-growth-boundary>.

« Who We Are ». *ICLEI USA*, s. d. En ligne. Internet. 18 août 2020. Available: <https://icleiusa.org/about-us/who-we-are/>.

« World Mayors Council on Climate Change ». *Climate Initiatives Platform*, 2019. En ligne. Internet. 20 août 2020. Available: [http://climateinitiativesplatform.org/index.php/World\\_Mayors\\_Council\\_on\\_Climate\\_Change\\_\(WMCCC\)](http://climateinitiativesplatform.org/index.php/World_Mayors_Council_on_Climate_Change_(WMCCC)).

« World's Seven Best Climate Projects Announced as 2019 C40 Cities Bloomberg Philanthropies Awards Winners ». *Bloomberg Philanthropies*, 10 oct. 2019. En ligne. Internet. 21 août 2020. Available: <https://www.bloomberg.org/press/releases/worlds-seven-best-climate-projects-announced-as-2019-c40-cities-bloomberg-philanthropies-awards-winners/>.

# INDEX

## A

Abalone Alliance.....82  
Abbott, Gregory .....498  
Accord de Paris sur le climat...11, 16, 19, 103, 154, 169, 178,  
185, 199, 284, 301, 307, 333, 334, 335, 336, 337, 345,  
429, 445, 446, 534  
Accord de Vienne sur le nucléaire iranien .. 19, 340, 342, 345,  
373, 394  
Affordable Care Act.....269  
*Affordable Clean Energy rule*..... 7, 310, 619  
Afghanistan ..... 132, 372, 385, 391, 563, 564, 565, 567  
Alaska..... 66, 93, 96, 144, 184, 302, 315, 316, 420, 421, 430,  
571, 598, 615  
Aliyev, Heydar ..... 387, 592  
Allen, Robert .....136  
America First.....305, 313, 329, 330, 592  
American Clean Energy and Security Act .... 7, 208, 229, 266,  
295, 426, 605, 634  
American Clean Energy Leadership Act..... 208, 606  
American Electric Power .....205  
American Petroleum Institute ..... 206, 462, 634  
American Recovery and Reinvestment Act ..... 168, 265, 268,  
300, 303, 599  
Amoco .....387  
Antiquities Act ..... 47, 48, 314, 604  
Arabie Saoudite. 280, 323, 343, 352, 354, 368, 371, 373, 392,  
394, 396, 397, 630  
Arctic National Wildlife Refuge.....144  
Audubon Society.....70, 136  
Australie .....59, 325, 338, 358, 391, 401  
Ayatollah Khomeiny .....130  
Azerbaïdjan ..... 385, 387, 388, 396

## B

Baldacci, John Elias .....424  
Bannon, Steve.....335

Baruch, Bernard..... 255  
Bernhardt, David ..... 313  
Bertelsmann of Germany ..... 108  
Bethlehem Steel Corporation..... 466  
Biden, Joe ..233, 261, 300, 412, 477, 488, 510, 511, 512, 538,  
599, 605, 606, 632  
Bingaman, Jeff..... 208  
Biomass Energy and Alcohol Fuels Act..... 133  
Bipartisan Senate Climate Solutions Caucus ..... 234  
Birol, Fatih..... 398  
Bloomberg, Michael..... 446  
Blueprint for a Secure Energy Future .278, 293, 301, 496, 601  
Bolton, John..... 376, 592  
Booker, Cory ..... 488  
BP96, 98, 205, 352, 354, 356, 358, 360, 362, 365, 367, 368,  
378, 545, 621, 628  
Braun, Mike ..... 234, 235  
Brésil .....154, 156, 283, 400  
Brock Smith, David..... 453  
Brock Smth, David..... 453  
Broecker, Wallace Smith ..... 146  
Brouillette, Dan ..... 313  
Browder, Joe..... 87  
Brower, David ..... 82  
Brown Jr., Edmund G..... 446  
Bureau de la Gestion de l'Océan et des Energies..... 315  
Bureau of Labor Statistics..... 7, 262, 273, 468, 469, 480, 609,  
614  
Bureau of Land Management. 7, 137, 496, 497, 606, 609, 620  
Bureau of Ocean Energy Management..... 315  
Burford, Bob..... 137, 251  
Bush, George H. 161, 162, 163, 166, 182, 199, 200, 291, 295,  
300, 528  
Bush, George W.135, 167, 177, 180, 182, 198, 199, 213, 242,  
243, 244, 251, 255, 258, 261, 285, 293, 298, 371, 391,  
409, 427, 433, 458, 528, 589, 592  
Bush, Jeb..... 305, 596, 629

## C

<p>Cap and Trade .....208, 213, 261, 274, 426, 541</p> <p>Carcieri , Donald L.....424</p> <p>Carcieri, Donald L.....424</p> <p>Card, Andrew .....182</p> <p>Carnegie Steel Company .....466</p> <p>Carnegie, Andrew .....466</p> <p>Carole Browner ..... 224, 262, 263, 270</p> <p>Caspienne .....385, 387, 388, 607, 609, 627, 630</p> <p>Castro, Julian .....488</p> <p>Catlin, George .....42</p> <p><i>Cato Institute</i> ..... 198, 200</p> <p>Centralia ..... 64, 595, 610</p> <p>Chávez, Hugo ..... 374, 621</p> <p>Checks and balances .....187</p> <p>Cheney, Dick .....213, 251, 496, 624, 628</p> <p>Chesapeake.....308, 357, 477, 538, 624</p> <p>Chesapeake Energy ..... 357, 538, 624</p> <p><i>Chevron</i> ..... 205, 206, 387, 545</p> <p><i>Chevron Corp.</i>..... 205, 206</p> <p>Chine....59, 103, 156, 157, 165, 167, 245, 246, 283, 333, 335, 337, 339, 340, 341, 342, 344, 345, 351, 355, 358, 359, 360, 361, 362, 368, 373, 384, 385, 388, 390, 391, 392, 393, 397, 399, 400, 404, 465, 627, 629</p> <p>choc pétrolier.... 25, 59, 60, 115, 116, 128, 130, 131, 143, 151</p> <p>Chu, Steven ..... 263, 298, 633</p> <p>Clamshell Alliance.....82, 633</p> <p>Clean Air Act ... 7, 84, 113, 120, 180, 199, 230, 276, 281, 317</p> <p>Clean Energy Group.....206</p> <p>Clean Energy Jobs and American Power Act ..... 208, 606</p> <p>Clean Power Plan .....7, 185, 281, 282, 307, 310, 311</p> <p>Clean Water Act.....84, 496</p> <p>Clear Skies Initiative.....242</p> <p>Cleveland, Grover .....276</p> <p>Climate Action Plan 7, 18, 281, 283, 307, 410, 411, 439, 440, 441, 452, 453, 454, 455, 458, 459, 463, 593, 594, 595, 600, 601, 602, 605, 610, 612, 613, 622, 634</p> <p>Climate Leadership and Community Protection Act .....412</p> <p>Climate Stewardship Act ..... 228, 596, 606</p> <p>Climate Stewardship Act and Innovation Act.....229</p> <p>Climategate.....298</p>	<p>Clinton, Bill .88, 154, 161, 163, 164, 167, 180, 182, 224, 245, 255, 256, 258, 262, 300, 408, 433, 528</p> <p>Clinton, Hillary ..... 255, 508</p> <p>Club de Rome ..... 151</p> <p>Codey, Richard James ..... 424</p> <p>Colborne, Theo ..... 518</p> <p>Colorado mafia ..... 137</p> <p>Commission de l'énergie atomique ..... 119, 121</p> <p>Commoner, Barry ..... 151</p> <p>Comprehensive Environmental Response, Compensation and Liability Act ..... 84, 125</p> <p>Comprehensive National Energy Policy Act..... 218</p> <p>Comprehensive National Energy Strategy ..... 218</p> <p>Congrès .. 29, 31, 47, 48, 62, 63, 64, 66, 84, 85, 113, 115, 116, 122, 123, 124, 126, 128, 133, 134, 136, 138, 140, 143, 150, 175, 176, 177, 180, 181, 184, 187, 188, 191, 194, 195, 198, 203, 204, 208, 209, 212, 214, 221, 222, 223, 224, 225, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 236, 237, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 247, 249, 250, 253, 259, 263, 264, 265, 266, 269, 271, 274, 275, 276, 278, 282, 284, 286, 294, 295, 296, 311, 314, 317, 335, 369, 374, 407, 409, 414, 415, 424, 426, 430, 496, 497, 526, 532, 544, 546, 547, 548</p> <p>Congressional Budget Office ..... 263</p> <p>ConocoPhillips ..... 206</p> <p>Conseil sur la qualité de l'environnement ... 7, 78, 84, 86, 115, 160, 189, 198, 263, 274, 298, 613</p> <p>Conservation Foundation ..... 199</p> <p>Conservationniste .....48, 49, 50, 75, 92, 114, 152, 542</p> <p>Continental Outer Shelf Lands Act..... 276</p> <p>Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques .. 7, 27, 146, 154, 155, 165, 199, 245, 283, 541</p> <p>Coons, Chris ..... 234, 235, 621</p> <p>COP7, 103, 111, 154, 155, 157, 158, 166, 178, 245, 283, 286, 333, 334, 446, 611</p> <p>Corbett, Tom.....478, 479, 500, 629</p> <p>Corporate Average Fuel Economy ..... 123, 267</p> <p>Council of Economic Advisers ..... 7, 189, 265</p> <p>Crimée..... 395</p> <p>crise pétrolière .. 15, 25, 26, 60, 62, 70, 74, 86, 113, 119, 120, 121, 124, 133, 134, 143, 144, 217, 255, 292, 349, 367, 371, 525</p>
--	---

Cuellar, Henry ..... 234, 595  
Czar.....254, 255, 262, 270, 629, 630

## D

Deepwater Horizon ..... 11, 96, 97, 208, 453  
Defenders of Wildlife .....80  
Department of Environmental Protection of Pennsylvania ...7,  
64, 476, 491, 493, 505, 507, 521, 595, 610  
Détroit d'Ormuz.....342, 344, 372, 393, 607, 625  
Détroit de Malacca.....392  
Devon .....477  
Dingell, John D. ....181  
Disney.....108  
divided government.....223, 230, 240, 247, 275, 542  
doctrine Carter ..... 15, 132, 328, 372, 381  
domination énergétique.....339  
Douglas, James.....424  
Drake, Edwin.....465

## E

*Earth Day* ..... 69, 70, 79, 114, 234, 289, 611, 618, 629  
Edison Electric Institute..... 205, 206  
Ehrlich, Paul .....151  
Ehrlich, Jr, Robert Leroy .....424  
Eisenhower, Dwight D.....55, 116  
Emergency Petroleum Allocation Act.....119  
Emerson, Ralph Waldo .....41, 42  
Energy Corp .....205  
Energy Independence and Security Act ..... 180, 262, 267, 293  
Energy Policy Act ..... 180, 213, 218, 428, 496, 497, 591, 592  
Energy Policy and Conservation Act ..... 122, 123, 369, 596  
Energy Reorganization Act.....121  
Energy Research Development Administration.....119  
Energy Security Act ..... 133, 229, 266, 593  
energy task force .....213  
Energy Tax Act .....129  
Engelder, Terry .....475  
Environmental Policy Center.....80  
exceptionnalisme américain..... 161, 299, 318, 328  
Exxon Corp .....205  
Exxon Mobil..... 205, 206, 387, 534

Exxon Valdez ..... 66, 93, 96, 98, 103, 144, 216, 533, 624

## F

Fallin, Mary ..... 499  
Federal Energy Administration..... 119, 122, 255, 609  
Fédéralisme..... 30, 187, 192, 407, 432, 498, 624, 646  
Fond vert pour le climat ..... 157, 283  
Ford, Gerald..... 11, 53, 54, 70, 121, 122, 123, 124, 125, 133,  
259, 369, 472, 533, 543, 595, 596  
Ford, Henry..... 54, 543  
Fordisme ..... 54, 543  
Fox, Josh ..... 518, 519  
FPL Group ..... 205  
Fracking Disclosure and Safety Act ..... 497, 601  
Fracturing Responsibility and Awareness of Chemicals Act  
.....496, 595, 610  
Fracturing Responsibility and Awareness of Chemicals Act  
ou Frac Act..... 496  
Frick, Henry C. .... 466  
Fuels America..... 206

## G

*General Motors* ..... 54, 534  
Geothermal Energy Act..... 133  
Global Change Research Act..... 199, 605  
Global Warming Solutions Act..... 411, 593  
Global Warming Solutions Act of 2006 ..... 411  
Goldwater-Nichols Defense Department Reorganization Act  
..... 124  
Golfe du Mexique.. 96, 98, 123, 142, 208, 284, 314, 315, 369,  
436, 453  
Golfe Persique ..... 60, 132, 368, 370, 372, 381, 387, 607  
Gore, Al ..... 99, 100, 261, 270, 271, 433, 594, 596, 628  
Gorsuch, Anne..... 137, 140, 251  
Grand Jeu..... 20, 382, 384, 385, 386, 398, 626  
Grande Dépression ..... 264  
Grande Récession ..... 18, 104, 264, 292, 425, 478, 479, 608  
Green New Deal .....233, 292, 511, 620  
Greenpeace ..... 82  
Greta Thunberg.....111, 112, 602, 605, 614  
Greta, Thunberg.....111, 112, 602, 605, 614

gridlock 31, 178, 203, 221, 222, 223, 225, 226, 228, 234, 240, 248, 251, 260, 261, 275, 276, 294, 296, 303, 317, 408, 414, 415, 426, 427, 432, 528, 544, 546, 572, 590, 630, 646

Gridlock.... 17, 18, 31, 178, 203, 221, 222, 223, 225, 226, 228, 234, 240, 248, 251, 260, 261, 275, 276, 294, 296, 303, 317, 408, 414, 415, 426, 427, 432, 528, 544, 546, 572, 590, 630, 646

Griswold, Elisa .....519

Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat. 8, 27, 149, 156, 198, 365, 414, 490, 525, 528, 547, 549, 596

Guaidó, Juan..... 375, 376, 377, 603

guerre commerciale..... 337, 339, 345

Guerre des tubes ..... 388, 398, 624

Guerre du Golf ..... 291, 372, 387

Guerre Froide .....123, 161, 372, 373, 379, 385

Guterres, António..... 537, 592

## H

H. C. Frick & Company.....466

Halliburton loophole .....496

Hancock, Michael B.....462

hard power.....394

Harlem Brundtland, Gro .....153

*Harris, Kamala* ..... 71, 72, 73, 233, 412, 488, 511, 620, 626

Heartland Insitute.....197

Heritage Foundation.....197

Hot Springs.....47

Humphrey, Hubert .....113

## I

Inde..... 59, 156, 246, 283, 325, 341, 344, 345, 351, 352, 358, 359, 361, 384, 385, 400

International Council for Local Environmental Initiatives....8, 442, 586, 635

International Energy Agency ...8, 27, 334, 350, 355, 356, 359, 360, 365, 398, 460, 538, 611, 626

Irak..... 25, 133, 368, 371, 372, 373, 382, 391, 397, 621, 625

Iran..... 25, 130, 131, 133, 330, 340, 341, 342, 343, 344, 356, 357, 368, 371, 372, 373, 374, 378, 385, 387, 388, 391,

393, 396, 397, 563, 567, 600, 602, 603, 615, 621, 622, 623, 624, 625, 627, 630

Iran and Libya Sanctions Act..... 388

Iran Sanctions Act ..... 388

Israël..... 25, 116, 566

## J

Jackson, Lisa..... 263

Javier Pérez de Cuéllar..... 153

Jiabao, Wen ..... 393

Jimmy Carter . 25, 26, 71, 86, 87, 88, 125, 126, 127, 128, 129, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 141, 143, 177, 218, 256, 259, 328, 349, 372, 381, 551, 556, 563, 593, 596, 609, 631

Jinping, Xi .....157, 283, 390, 391

John D. Dingell, Jr. Conservation, Management, and Recreation Act..... 181

## K

Kasich, John..... 425

Kasich, Mike..... 425

Kennedy, John F..... 62, 63, 253, 295

Ki-moon, Ban ..... 165

Kissinger, Henry..... 371

Klobuchar, Amy ..... 488

Koch Industries..... 200, 205

## L

le Midwestern Greenhouse Gas Reduction Accord ..... 8, 413, 425, 426

Léopold, Aldo..... 151

Lieberman, Joseph.....228, 229, 275, 596, 606

Lincoln, Abraham..... 47, 510

Lovins , Amory..... 151

Lovins, Amory..... 151

Lukoil..... 387

Lynch, John ..... 424

## M

Macron, Emmanuel ..... 169



Maduro, Nicolás .....374, 375, 376, 592, 615  
malédiction des ressources.....401  
Marcellus. 11, 21, 32, 464, 465, 468, 469, 472, 474, 475, 476,  
479, 480, 481, 483, 484, 485, 488, 491, 492, 493, 502,  
513, 519, 524, 591, 594, 607, 609, 610, 614, 616, 628,  
632  
marée noire 11, 64, 65, 66, 67, 84, 93, 95, 103, 114, 144, 215,  
453, 545  
McCain, John .....209, 228, 229, 275, 579  
McCall, Tom .....451  
McCarthy, Gina..... 274, 579  
McDermott International .....387  
Memorandum of Cooperation on Enhancing Regional  
Security of Gas Supply .....395  
Menezes, Mark W. ....326  
Midwestern Greenhouse Gas Reduction Accord ..... 413, 425  
Minner, Ruth Ann .....424  
Mitchell, George .....476  
Mobil Oil .....205  
Mondale, Walter F. ....87  
Moniz, Ernest ..... 268, 274, 279, 625  
Moyen-Orient.... 116, 246, 262, 341, 371, 372, 373, 374, 379,  
381, 384, 385, 393, 399, 401  
Muir, John .....546  
Mullin, Markwayne.....227  
Muskie, Edmund .....87, 113

## N

Nader, Ralph.....82  
National Defense Authorization Act .....389  
National Energy Act.....128  
National Energy Conservation Policy Act .....129  
National Energy Plan ..... 127, 128, 218  
*National Environmental Education Act* ..... 29, 30, 606  
National Environmental Performance Partnership System409,  
433, 619  
National Environmental Policy Act..... 8, 66, 78, 83, 84, 115,  
317, 595  
National Interest Lands Conservation Act .....144  
National Park Service ..... 48, 49, 150, 596, 611  
National Security Act.....123  
National Security Council..... 8, 123, 189

Natural Gas Policy Act..... 129  
New American Energy Era ..... 312, 599  
new energy realism..... 312  
Nickels, Greg ..... 442  
Nixon, Richard 11, 15, 28, 30, 31, 59, 65, 66, 82, 83, 85, 113,  
114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 141, 142, 178,  
217, 247, 249, 250, 251, 255, 256, 262, 295, 513, 579,  
591, 597, 600, 646  
Nuclear Policy Waste Act ..... 143

## O

Obama, Barack ..... 18, 31, 157, 158, 162, 166, 199, 207, 208,  
209, 213, 214, 242, 243, 244, 245, 255, 258, 260, 261,  
262, 263, 267, 268, 270, 273, 276, 277, 279, 280, 282,  
284, 285, 289, 292, 293, 297, 299, 300, 303, 323, 325,  
405, 477, 478, 497, 528, 531, 551, 570, 589, 597, 598,  
599, 601, 613, 620, 626, 631  
Ocasio-Cortez, Alexandra ..... 233  
Ocean Thermal Energy Conversion Act..... 133  
Office of Information and Regulatory Affairs 8, 138, 257, 259  
Office of Management and Budget8, 137, 139, 189, 249, 257,  
259, 263  
Office of Science and Technology Policy ..... 8, 189  
Oil and Water Don't Mix Act of ..... 497  
Oman..... 342, 372, 396  
Omnibus Public Lands Management Act..... 266  
Organisation De Coopération Et De Développement  
Economique..... 8, 351, 352, 354, 356, 359, 360, 364, 366  
Organisation des Nations Unies...7, 8, 27, 111, 146, 148, 152,  
153, 154, 155, 156, 157, 158, 160, 163, 165, 167, 168,  
255, 283, 340, 373, 434, 442, 446, 541, 551, 554, 612  
Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole8, 25, 117, 132,  
352, 367, 371, 378, 384, 392, 396  
Orszack, Peter..... 263  
ouragan Katrina ..... 369, 436, 437

## P

Pataki, George ..... 424  
Peabody Energy ..... 205  
Peduto, Bill ..... 335  
Pelosi, Nancy ..... 311, 605, 620

Pence, Mike..... 425, 581, 599

Pennsylvanie.. 7, 21, 26, 32, 64, 117, 129, 310, 324, 353, 361,  
412, 413, 416, 417, 423, 429, 437, 439, 464, 465, 466,  
467, 468, 469, 470, 472, 474, 475, 476, 478, 479, 480,  
482, 483, 484, 485, 486, 489, 491, 492, 493, 500, 501,  
502, 505, 506, 507, 508, 510, 512, 513, 516, 518, 519,  
522, 523, 551, 587

Pennzoil .....387

Pérez de Cuéllar, Javier.....153

Perry, Rick..... 19, 311, 312, 313, 325, 395, 582, 599, 606

pétrodollar .....546

Petróleos de Venezuela SA.....375

PG&E Corp .....206

Pinchot, Gifford..... 23, 38, 48, 50, 75

Podesta, John.....274, 275, 278, 296, 590

Pompeo, Mike ..... 341, 343, 389

Poutine, Vladimir ..... 384, 386, 387, 389, 390, 391, 397, 624

Powerplant and Industrial Fuel Use Act .....129

Programme des Nations unies pour l'environnement....8, 152,  
156, 600

Programme des Nations Unies pour l'environnement...8, 152,  
156, 600

Protocole de Kyoto.... 155, 156, 157, 164, 167, 168, 192, 200,  
245, 255, 267, 299, 333, 409, 424, 442, 459, 625

Protocole de Montréal..... 156, 162, 177

Pruitt, Scott.. 19, 185, 256, 282, 307, 308, 309, 310, 335, 433,  
582, 600, 601, 619, 621, 624

Public Utility Regulatory Policies Act .....129

## Q

Qatar .....325, 338, 356, 368, 378

## R

Raimondo, Gina M.....412

rapport Brundtland ..... 153, 154, 177

Reagan, Ronald ..... 31, 88, 103, 124, 134, 135, 136, 137, 138,  
139, 140, 141, 142, 143, 144, 161, 163, 177, 179, 197,  
199, 222, 223, 228, 251, 256, 257, 258, 259, 289, 300,  
318, 408, 410, 526, 548, 600, 608, 631

Regional Greenhouse Gas Initiative..... 9, 232, 413, 422, 423,  
424, 425, 426, 505, 506, 508, 601, 612, 629, 630

Reilly, William ..... 199

Rell, Jodi ..... 424

Rendell, Edward ..... 500

Renewable Fuels Association ..... 206

Renewable Portfolio Standards..9, 11, 20, 208, 364, 411, 413,  
415, 416, 417, 420, 421, 422, 426, 427, 428, 429, 430,  
431, 444, 546, 606, 611, 628

résolution Byrd-Hagel ..... 164, 192

ressources énergétiques ..... 23

révolution iranienne..... 25, 130, 341, 372

Rice, Condolezza..... 251

Roadless Area Conservation Rule ..... 182, 183, 184, 185

Romney, Mitt.....273, 306, 424, 605

Roosevelt, Franklin Delano..... 371

Roosevelt, Theodore..... 48, 75, 318, 611

Rosneft..... 386

Russie.280, 323, 338, 340, 342, 354, 356, 357, 358, 368, 373,  
374, 377, 378, 379, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390,  
391, 392, 393, 395, 396, 397, 398, 400, 404, 627

Rust Belt..... 21, 466, 467, 468, 509, 510, 632

## S

Sagebrush Rebellion..... 137, 197, 547

Salazar, John..... 229

Salazar, Ken..... 264, 625

Sanders, Bernard ..... 489, 512, 601

Saoud, Ibn..... 371

Schiste de Marcellus..... 11, 32, 464, 465, 468, 469, 472, 474,  
475, 476, 479, 480, 481, 483, 484, 485, 488, 491, 492,  
493, 502, 513, 519, 524, 591, 594, 607, 609, 610, 614,  
616, 628, 632

schistes d'Utica.... 11, 472, 474, 475, 476, 479, 480, 481, 491,  
513, 609, 616

schistes de Barnett ..... 440, 476

Schistes de Marcellus ..... 11, 21, 32, 464, 465, 468, 469, 472,  
474, 475, 476, 479, 480, 481, 483, 484, 485, 488, 491,  
492, 493, 502, 513, 519, 524, 591, 594, 607, 609, 610,  
614, 616, 628, 632

Schwab, Charles M. .... 466

Schwarzenegger, Arnold..... 411, 414, 620

Seabrook ..... 82

Seconde Guerre Mondiale .24, 58, 61, 77, 123, 197, 345, 355,  
 377, 465, 466, 467, 507  
 Shell Oil Company.....507  
 Sierra Club..... 70, 80, 82, 136, 210, 261  
 Sierra Club Legal Defense Club.....80  
 Simon, William E.....255  
 SOCAR.....387  
 soft power .....327, 330, 394, 398, 456  
 Soft power .....327, 330, 394, 398, 456  
 Solar Energy and Energy Conservation Act .....133  
 Solar Energy Industries Association .....206  
 Solis, Hilda.....262  
 Sommet de la Terre..... 146, 154, 155, 177, 620  
 Southern Co.....206  
 Speth, Gustave..... 87, 88, 160, 162  
 Speth, James Gustave..... 160, 162  
 Stern, Todd..... 255, 301  
 Stothert, Jean .....440  
 Surface Mining Control and Reclamation Act.....65, 84  
 Suthers, John .....462  
 Sutley, Nancy ..... 263, 274  
 Syrie..... 343, 373

## T

Taft, William Howard.....92  
 Tchernobyl.....361  
 Tea Party..... 200, 269, 425, 440  
 Temporary Payroll Tax Cut Continuation Act..... 286, 605  
 Tennessee Valley Authority .....189  
 Tesla Motors.....206  
 Texas.... 21, 218, 232, 234, 240, 284, 294, 311, 313, 315, 325,  
 335, 413, 416, 427, 428, 431, 436, 437, 439, 440, 441,  
 450, 456, 457, 458, 461, 463, 466, 472, 476, 479, 498,  
 499, 500, 510, 511, 577, 582, 600, 601, 604, 605, 606,  
 614, 617, 621, 632, 634  
 Thoreau, David Henry ..... 42, 44, 590, 591, 609  
 Thoreau, Henry David .....42, 590  
 Three Mile Island .....11, 26, 72, 81, 129, 133, 216, 361, 620  
 Tillerson, Rex .....335  
 Time Warner .....108  
 Transcendentalisme.....41  
 Truman, Harry.....123

Trump, Donald .. 11, 19, 30, 88, 104, 112, 124, 142, 157, 169,  
 177, 178, 185, 199, 200, 210, 212, 247, 256, 260, 277,  
 282, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 313, 314, 315,  
 316, 317, 318, 319, 321, 322, 323, 324, 325, 327, 328,  
 329, 330, 331, 333, 334, 335, 336, 337, 338,339, 340,  
 341, 342, 343, 344, 345, 366, 373, 375, 376, 377, 389,  
 392, 395, 396, 397, 404, 405, 409, 433, 445, 467, 487,  
 497, 506, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 526, 534, 538,  
 551, 581, 590, 591, 595, 596, 599, 600, 601, 602, 603,  
 605, 606, 607, 609, 613, 620, 622, 623, 626, 629, 630,  
 632, 633, 646  
 Trump, Ivanka ..... 335  
 Turner, Frederick Jackson..... 38, 589  
 Turquie.....341, 388, 389

## U

U.S Mayors Climate Protection Agreement..... 586  
 U.S. Conference of Mayors.....9, 434, 442, 443, 450, 632  
 U.S. Department of Energy..... 7, 86, 128, 142, 190, 311, 533,  
 615  
 U.S. Department of the Interior .....7, 45, 142, 150, 190, 313  
 U.S. Department of Transportation ..... 7, 268  
 U.S. Energy Information Administration ..... 7, 39, 57, 60, 61,  
 215, 234, 294, 323, 325, 334, 339, 344, 351, 352, 353,  
 354, 356, 357, 362, 363, 364, 398, 417, 420, 430, 465,  
 466, 468, 469, 472, 474, 475, 476, 529, 616, 617, 618  
 U.S. Environmental Protection Agency .. 7, 19, 28, 70, 85, 88,  
 115, 126, 128, 137, 138, 139, 140, 156, 185, 189, 190,  
 197, 198, 199, 224, 225, 226, 227, 228, 230, 254, 256,  
 258, 262, 263, 267, 268, 274, 278, 281, 282, 286, 298,  
 307, 308, 309, 310, 311, 324, 335, 409, 410, 433, 435,  
 445, 490, 493, 533, 572, 573, 579, 582, 584, 600, 601,  
 611, 618, 619, 621, 624, 625, 628, 629, 630, 631, 633  
 U.S. Forest Service..... 182, 184  
 Udall, Stewart L. .... 24, 45  
 Udall, Tom..... 411  
 Ukraine327, 361, 379, 386, 389, 390, 395, 584, 599, 605, 630  
 Ukraine Freedom Support Act..... 395, 605  
 Union Européenne..... 155, 169, 340, 342, 378, 388, 389, 395  
 Union internationale pour la conservation de la nature . 9, 150  
 Union of Concerned Scientists.....9, 108, 199, 210, 632  
 Unocal..... 387

URSS .....372, 378, 385, 387, 388, 607  
 USX Corp .....205  
 Utica.....11, 472, 474, 475, 476, 479, 480, 481, 491, 513, 609,  
 616  
 Utilitarisme.....41

**V**

Venezuela ..262, 330, 354, 368, 369, 374, 375, 376, 377, 379,  
 381, 391, 393, 401, 511, 512, 603, 610, 615, 618  
 Viacom .....108

**W**

Warren, Elizabeth.....488  
 Watt, James ..... 137, 142, 251  
 Western Climate Initiative .....9, 232, 413, 425, 426, 633  
 Wheeler, Andrew .....310


Wilderness Act ..... 84, 596, 615  
 Wilderness Society ..... 136, 182  
 Wilson, Woodrow ..... 49, 254  
 wise use movement ..... 51, 549  
 Wise use movement ..... 51, 549  
 Wolf, Tom ....21, 423, 491, 505, 506, 507, 508, 604, 605, 612,  
 620, 627, 631  
 World Resources Institute.. 157, 160, 166, 526, 627, 628, 632

**Y**

Yellowstone .....47, 150, 604, 619  
 Yosemite ..... 47

**Z**

Zero Emission Vehicle ..... 410, 430, 433  
 Zinke, Ryan..... 19, 212, 313, 314, 315, 582, 604, 632



ENGAGEMENT DE NON PLAGIAT

Je, soussigné (e) Béatrice MANDON,  
déclare être pleinement conscient(e) que le plagiat de documents ou d'une partie d'un  
document publiés sur toutes formes de support, y compris l'internet, constitue une violation  
des droits d'auteur ainsi qu'une fraude caractérisée. En conséquence, je m'engage à citer  
toutes les sources que j'ai utilisées pour écrire ce rapport ou mémoire.

Signature :





**Titre :** Le paradoxe énergétique américain.

**Mots clés :** Énergie, Climat, Dépendance énergétique, États fédérés, *Gridlock*, Polarisation

**Résumé :** De la première crise énergétique durant la présidence de Nixon, à la recherche de la « dominance énergétique » durant le mandat de Trump, cette thèse vise à décrypter la relation complexe et paradoxale des Américains à l'énergie. L'énergie en tant qu'enjeu politique national naît avec la question de la dépendance des États-Unis aux énergies fossiles. Au même moment, une conscience environnementale nationale émerge. L'énergie, tout comme l'environnement sont deux éléments intimement liés à l'identité américaine. La fin du consensus politique sur les enjeux environnementaux et la course aux énergies fossiles des États-Unis dans un contexte de dépendance énergétique et de risque de pic pétrolier, alimenté par la polarisation idéologique, a exclu progressivement les questions environnementales et climatiques des politiques énergétiques fédérales. Alors que la communauté internationale réclame l'exemplarité et le leadership américain dans la lutte contre le réchauffement climatique et que l'opinion publique américaine demeure attachée à la gestion de cette problématique, les institutions fédérales demeurent paradoxalement paralysées par les divisions partisanes.

La dualité entre les enjeux économiques, énergétiques et climatiques, pourtant entrelacés, a certes, mené à une paralysie des politiques énergétiques fédérales. Cependant, le fédéralisme a conduit à une réponse différente. L'action des échelles infranationales de gouvernance quant à la gestion simultanée des enjeux climatiques et énergétiques illustre l'existence de multiples dynamiques autour de ces questions. Il s'agit de l'hypothèse centrale de cette thèse. L'essor des hydrocarbures de schiste, qui a conduit les États-Unis vers leur indépendance énergétique a été un catalyseur de la fracture entre les politiques fédérales et celles des échelles infranationales. Elle également conduit à une nouvelle forme d'activisme climatique. Le secteur privé, les communautés, les villes et les États fédérés redessinent de l'intérieur la politique énergétique ou plutôt les politiques énergétiques des États-Unis en y intégrant aussi bien les enjeux climatiques qu'économiques.

**Title:** The American Energy Paradox.

**Keywords:** Energy, Climate, Energy Dependence, States, Gridlock, Polarization

**Abstract:** From the first energy crisis during Nixon's presidency, to the search for "energy dominance" during Trump's term, this thesis aims to decipher the complex and paradoxical relationship of the Americans to energy. Energy, as a national political issue, was born from the question of America's dependence on fossil fuels. At the same time, a national environmental consciousness was emerging. Energy and the environment are intimately linked to the American identity. The end of the political consensus on environmental issues and the United States' race for fossil fuels, in a context of energy dependence and with the risk of peak oil, fueled by ideological polarization, has gradually excluded environmental and climate issues from federal energy policies. While the international community is demanding Americans to lead by example in the fight against global warming and while the American public opinion has remained committed to managing this issue, federal institutions are paradoxically paralyzed by partisan divisions.

The duality between economic, energy and climatic issues, although they are intertwined, has certainly led to a paralysis of the federal energy policies. However, federalism has led to a different response. The action of sub-national levels of governance in managing climate and energy issues simultaneously is illustrating the existence of multiple dynamics around these issues. This is the central hypothesis of this thesis. The rise of shale hydrocarbons, which led the United States towards energy independence, has been a catalyst for the divide between federal and sub-national policies. It has also led to a new form of climate activism. The private sector, local communities, cities and states are redesigning U.S. energy policy, or rather, U.S. energy policies from within by integrating both climate and economic issues.